



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

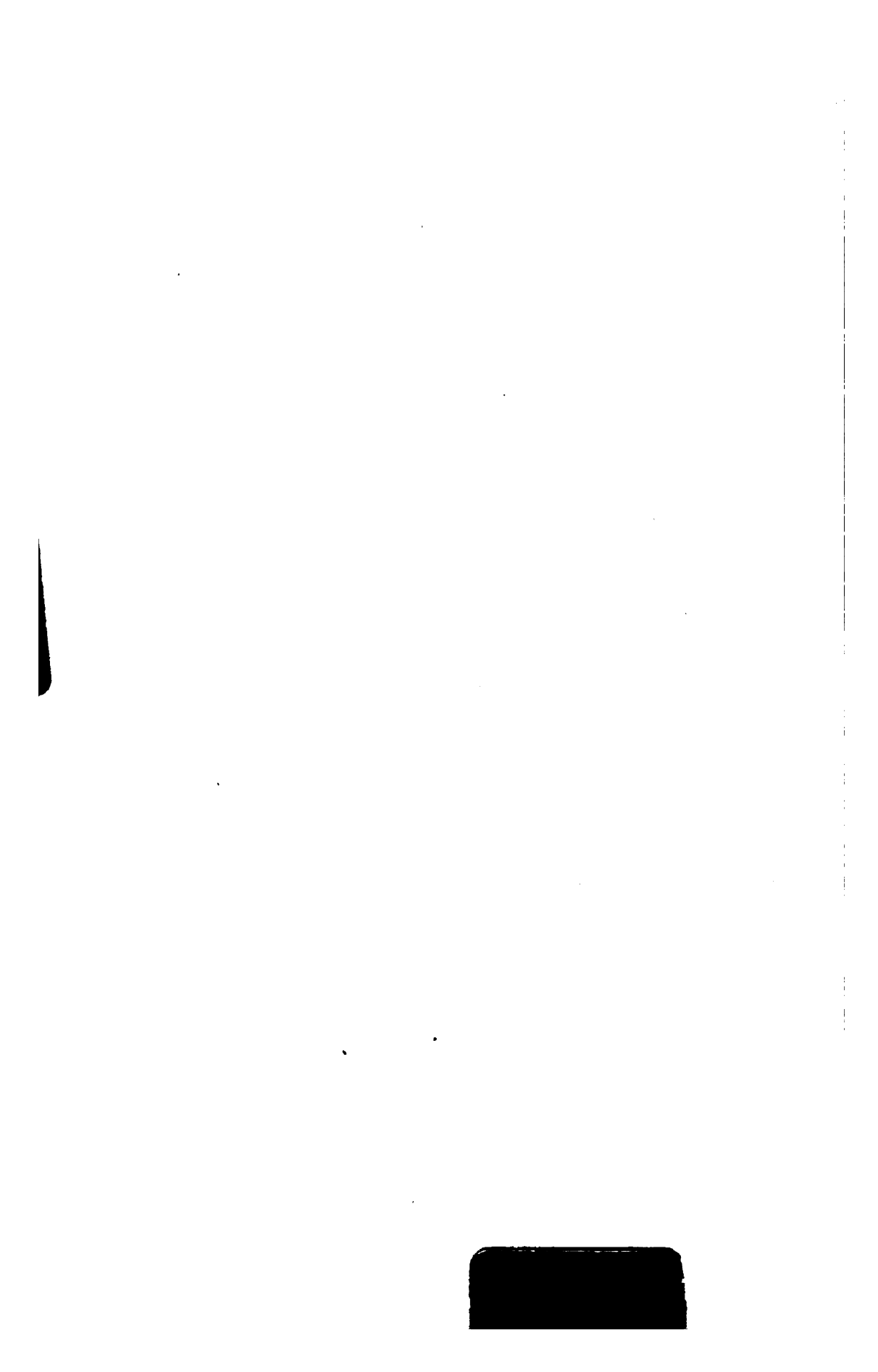
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

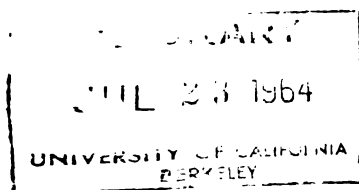
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



12.58

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE & HISTORIQUE
DU LIMOUSIN



TOME LVIII

PREMIÈRE LIVRAISON



Rec. Archéol.
55
1908
(60)

LIMOGES
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE LIMOUSINES
DU COURTIEUX & GOUT

Libraires de la Société archéologique et historique du Limousin
7, RUE DES ARÈNES 7

1908

SOMMAIRE

de la 1^{re} livraison du tome LVIII

	Pages
Discours d'installation de M. Camille Jouhanneau, président de la Société	5
Le dolmen du Breuil, par René Fage	14
Dolmens et druides. Le dolmen du Breuil (Haute-Vienne), par Franck Delage.....	17
Histoire de l'abbaye de Grandmont (suite), par M. l'abbé A. Lecler ...	44
Les tapisseries d'Aubusson au xix ^e siècle, par Cyprien Pérathon	95
Pierre-Etienne Ventenat et le Lycée de Limoges, par Louis de Nussac et Franck Delage	107
Catalogue des artistes limousins, par Louis Guibert	119
Inventaire sommaire des registres paroissiaux du Vigen, de 1670 à 1792, par André Demartial... ..	210
Documents sur le canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles, publiés par Roger Drouault.....	252
Nécrologie : M. Louvrier de Lajolais, par Camille Jouhanneau.....	297

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME LVIII

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE & HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME LVIII



LIMOGES
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE LIMOUSINES
DU COURTIEUX & GOUT

Libraires de la Société archéologique et historique du Limousin
7, RUE DES ARÈNES 7

1908

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE & HISTORIQUE DU LIMOUSIN

TOME LVIII

DISCOURS D'INSTALLATION
DE
M. Camille JOUHANNEAUD

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ (1)

MESSIEURS,

En m'appelant à la présidence de votre Société, vous m'avez conféré un honneur dont je pourrais être plus légitimement fier, si les titres que j'avais à fixer votre choix apparaissaient plus manifestes. Je ne puis, en effet, en remontant dans notre passé, m'empêcher de constater que la mission qui m'est confiée a toujours été remplie par des hommes d'élite, vraiment distingués par leurs talents, leur autorité sociale ou leurs services. Vos anciens présidents se sont appelés : François Alluaud, qui, pendant sa présidence de près de vingt ans, a montré comment la pratique intelligente des grandes affaires pouvait aller de pair avec le goût élevé des lettres et de l'histoire. Après lui, un membre de l'Université, M. Bonnin, et un avocat émérite, Othon Péconnet, à la fois éloquent et lettré, dont le barreau de cette ville et cette ville elle-même gardent toujours le souvenir. Un peu plus tard, un magistrat de haute marque, M. le président Larombière, destiné à remplir à Paris les plus hautes fonctions judiciaires ; et, pour lui succéder, un autre magistrat de notre Cour d'appel, M. le conseiller Dubédut, qui, après avoir donné des preuves multiples de son savoir et de son dévouement, dut nous quitter pour revenir au pays natal, à Tou-

(1) Allocution prononcée à la séance du 25 février 1908 par M. Camille Jouhanneau, élu président de la Société le 27 décembre 1907.

DC 611
L. 73156
v. 58

louse, où il est décédé il y a peu d'années, investi du titre envié de mainteneur des Jeux floraux.

A leur suite vint M. le chanoine Arbellot, dont la longue et laborieuse carrière, le zèle, le goût passionné pour l'archéologie et l'œuvre si nombreuse sont encore présents à la mémoire de la plupart d'entre nous.

Ces prédécesseurs étaient assurément dignes de présider aux travaux d'une Société où les mérites et les talents même n'ont jamais fait défaut, et qui, parmi ses membres, a compté des archéologues, des érudits ou des écrivains comme l'abbé Texier, Achille Leymarie, Maurice Ardant, Grellet du Mazeau, Emile Ruben, de Verneilh, et, plus près de nous, Louis Bourdery et Louis Guibert ; je ne puis les citer tous et je ne parle que de ceux qui ne sont plus.

A M. Arbellot avaient succédé à des intervalles bien rapprochés M. René Fage et M. le docteur Fournié ; tous deux ont dû s'éloigner, conduits par le cours des choses de la vie, sans cesser toutefois de compter dans nos rangs.

Vous connaissiez de longue date M. Fage, son attachement au pays natal, au Bas-Limousin surtout, son esprit littéraire et le légitime ascendant qu'il exerçait autour de lui.

Étranger à la province, M. le docteur Fournié s'y était vite intéressé ; nous avons pu tous apprécier ici sa rare compétence dans une des branches importantes de l'archéologie, non moins que l'aménité de ses manières et la cordialité de ses relations. De sa science de numismate, notre *Bulletin* contient déjà les témoignages les plus convaincants, que viennent encore confirmer des ouvrages de grande valeur, tels que son livre tout récent sur *les Jetons des doyens de l'ancienne Faculté de médecine de Paris* (1), reçu par nous en même temps que la nouvelle de son départ. Ses états de service professionnel, particulièrement brillants, devaient sans doute faire appréhender ce départ qui laisse parmi nous un vide réel.

A ces mérites indiscutables de mes prédécesseurs, il m'est difficile d'opposer en parallèle d'autres titres que ma bonne volonté et le dévouement sincère que j'ai toujours porté à notre association, à ses travaux, à ses intérêts de toutes sortes. Ce sentiment n'est pas né chez moi seulement d'un séjour déjà long dans cette compagnie, de contacts fréquents avec des collègues dont le zèle

(1) *Les jetons des doyens de l'ancienne Faculté de médecine de Paris*, par M. le docteur Fournié, président de la Société archéologique et historique du Limousin (Chalon-sur-Saône, impr. Bertrand, 1907).

égalait la science et l'érudition, et des exemples reçus d'eux. Il a encore une autre origine : il vient aussi de la conviction que j'ai, depuis longtemps acquise et très ferme, de l'intérêt manifeste et de l'utilité certaine des études auxquelles nous consacrons des instants parfois trop courts et nos efforts désintéressés.

Que l'étude de l'histoire et de l'archéologie soit utile et même nécessaire, ce n'est pas devant vous, dans votre milieu sympathique et si dévoué, que j'aurais à le démontrer ; votre présence même protesterait contre une pareille prétention de ma part. Mais autour de nous, et au dehors, n'est-il pas opportun à l'occasion de rappeler et d'affirmer une vérité trop souvent méconnue ?

N'arrive-t-il pas à chacun de nous, et à peu près chaque jour, de rencontrer des gens qui paraissent s'étonner que des esprits cultivés puissent dépenser une part de leur activité à l'étude de choses qui ne sont plus et qui ne présentent, à les entendre, aucun intérêt d'application et d'actualité ? N'est-ce pas, à ce qu'il semble, du temps perdu, ce temps précieux qu'on peut employer à d'autres labeurs ou à d'autres distractions, surtout à l'époque où nous vivons, où tout va si vite, les affaires, la science et le reste ?...

Il ne faut pas se dissimuler que ceux qui pensent ou qui parlent ainsi sont nombreux ; ils sont même légion. Sceptiques ou indifférents, gens pratiques ou très modernistes, il en est quelques-uns cependant, enclins sans doute à l'éclectisme, qui veulent bien accepter de voir dans le goût de ces études un exercice ou une récréation de l'esprit pouvant en valoir d'autres et parfois même plus innocente que d'autres...

Les uns et les autres, à mon sens, se montrent fort inconséquents : alors qu'ils professent ainsi une sorte de dédain plus ou moins dissimulé pour l'histoire, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils en font constamment, comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Oui, chaque jour, à toute occasion et à peu près partout on fait de l'histoire, si je puis m'exprimer ainsi. Dans les feuilles publiques et dans les livres, dans les discours et dans les conférences, aux tribunes des Chambres comme ailleurs, dans toutes les réunions et dans tous les milieux, l'histoire est toujours en jeu. Les événements du passé, les actes des ancêtres, leurs mœurs, leurs œuvres, leurs institutions et leurs politiques sont sans cesse remémorés, interprétés, discutés au gré des intérêts, des passions et des polémiques des partis qui s'en font des armes dans leurs querelles et leurs revendications. Et s'il en est ainsi, n'est-ce pas la preuve évidente que ce passé, cette histoire dont on semble se désintéresser et vouloir aisément se passer, nous préoccupe et nous passionne tous en réalité ?

Pourrait-il d'ailleurs en être autrement en un temps où la raison humaine ne s'incline plus devant l'autorité de la tradition, où le sens critique de chacun se donnant libre carrière et ne reconnaissant guère de limites, examine, analyse et juge tout ce qui l'entoure, les hommes comme les choses, les institutions, les idées, les opinions et les principes, même ceux qui paraissent les plus respectables et les plus sacrés ? Or, pour aborder cet examen, pour comparer, apprécier et asseoir un jugement, tout homme de bonne foi aurait-il le moyen de le faire s'il n'envisageait que le présent, sans remonter aux précédents et aux origines, c'est-à-dire aux temps déjà vécus ?

Mais c'est ici qu'apparaît l'intérêt de la question. Pour la plupart, qu'est-ce que l'histoire ? Le récit d'événements, de faits déjà connus, que l'on a appris un peu à l'aventure, dans les dictionnaires, dans des livres ou des recueils d'une valeur et d'une autorité douteuses, parfois même suspectes ; c'est bien souvent l'histoire de la légende ; beaucoup s'en accommodent et s'en contentent volontiers, car elle leur épargne l'embarras du doute et la peine de chercher. Il est assez doux pour l'esprit de trouver son siège tout fait et de tirer de là ses déductions et ses arguments.

L'histoire ainsi entendue ne saurait être la nôtre ; elle n'est, en effet, que la contrefaçon ou, pour mieux dire, la figuration imparfaite, erronée ou même mensongère de celle qui est la vraie. L'étude de l'histoire n'a évidemment de valeur et de signification qu'autant qu'elle est puisée aux sources elles-mêmes, fondée sur des textes et des documents avérés, recueillis et discernés avec un labeur patient et méthodique, avec une conscience impartiale et éprise de vérité. En dehors de ces règles essentielles, une œuvre peut avoir la saveur d'un récit, revêtir les charmes de l'imagination ou présenter les attraits d'une thèse sociale ou politique, mais ce n'est pas une œuvre historique.

Ce sera l'honneur de nos temps qu'il se soit trouvé toute une élite d'érudits et d'écrivains pour comprendre et entreprendre la noble tâche de restituer à l'étude de l'histoire son véritable caractère et à l'histoire elle-même sa véritable physionomie ; pour consacrer leurs efforts et tout leur talent à fouiller le passé, à l'interroger dans toutes ses manifestations et à faire jaillir quelque lumière parmi tant d'obscurités. C'est à leur initiative et à leurs labeurs qu'est due la création d'une méthode destinée à guider les recherches et les études de leurs disciples et de leurs continuateurs de plus en plus nombreux ; méthode vraiment scientifique, n'en déplaise à quelques sceptiques ; car, non moins que d'autres sciences, la critique historique ne s'attache qu'au vrai ; sachant se gar-

der des préventions ou des surprises de l'imagination, elle n'accepte rien qu'elle n'ait contrôlé et vérifié; elle recherche avant tout les sources, elle compulse les documents, les étudie de près, les rapproche, les compare et les juge à leur valeur avant d'en tirer des affirmations ou même des présomptions; et quand elle a des raisons de douter, elle traduit ses doutes sans fausse honte comme sans parti-pris.

Tel est le rôle ou du moins tel doit être le rôle de tous ceux qui ont le louable désir d'aborder l'étude de l'histoire; ainsi comprise, cette étude est-elle une simple occupation, un loisir agréable de l'esprit, comme on essaie de le dire? Selon nous, elle est quelque chose de plus, et de plus important. Ainsi que toute conception de l'intelligence humaine qui a la vérité pour objet, elle est un élément de notre instruction personnelle et sociale, et par cela même du développement de la civilisation.

A un point de vue sans doute différent, elle paraît aussi nécessaire que les sciences qui se proposent pour but de pénétrer les secrets de la nature matérielle de l'homme, des corps et des forces qui l'entourent. On ne voit guère en effet de branche de notre activité intellectuelle, qu'elle concerne la philosophie ou la morale, la sociologie ou la politique, la littérature ou les arts, qui ne suppose comme connaissance première celle des individus, des sociétés et des peuples qui nous ont précédés; en d'autres termes, il ne paraît pas possible d'étudier l'homme du présent et d'en avoir une notion, même très imparfaite, si l'on ignore ce qu'il a été, comment il a pensé, agi, vécu dans les temps antérieurs. L'humanité du jour tient aux humanités précédentes par des attaches étroites, par un réseau de liens pareil aux racines d'un bel arbre, à ces racines qu'on ne voit pas et que cependant on ne saurait retrancher et mutiler sans enlever à cet arbre sa vitalité et sa force.

Il existe, nous le savons, certaines écoles qui n'envisagent et n'estiment que la science et la raison du moment et qui font aisément table rase de tout ce qui s'est fait avant elles; mais cette doctrine n'est pas moins contraire aux lois de la science la plus positive qu'aux enseignements des siècles; elle ne saurait avoir la vertu de faire taire notre conviction. C'est la longue expérience des hommes, et non les conceptions de notre cerveau, qui nous fait connaître l'humanité et comprendre la vie, et qui peut seule nous garder des illusions et des erreurs toujours incompatibles avec le progrès. Aussi bien, à notre point de vue, un homme n'est-il assez complet et capable dans sa vie privée ou publique d'exercer sur lui-même et autour de lui une action utile et bienfaisante, que s'il a acquis cette expérience et cette connaissance des choses déjà vécues.

C'est donc par cette raison de haute nécessité, mais aussi par leur caractère de généralité, je dirais presque d'universalité, que se recommandent les études historiques. Celles-ci s'appliquent en effet à tout ce qui concerne l'homme; elles le considèrent, le recherchent et l'analysent sous ses aspects les plus divers et dans toutes ses manifestations; qu'il s'agisse de sa mentalité ou de ses actes, de ses écrits ou des produits de sa main et de son art, rien ne peut être et ne nous est indifférent. Et par cela même le cadre des investigations et des études s'élargit dans une telle mesure qu'il n'existe guère de connaissance humaine qui n'ait ses souvenirs et ses ramifications dans le passé.

C'est alors que l'archéologie, cette auxiliaire indispensable et si intime de l'histoire qu'elle se confond en quelque sorte avec elle, ouvre à tous ses adeptes une carrière vraiment large et pleine d'attraits; l'archéologie, entendue non dans le sens qui lui est propre, mais, si on le permet, avec une acception plus générale de ce mot pouvant s'appliquer à tous les monuments quels qu'ils soient, figurés ou même écrits, textes, documents, vestiges, souvenirs qui ont pu survivre à la destruction et aux injures des temps. C'est dans ce domaine à la fois si spacieux et si varié que toutes les compétences, toutes les aptitudes, et je crois pouvoir ajouter, toutes les bonnes volontés, peuvent trouver à s'employer et compter recueillir des fruits satisfaisants.

Il n'est pas donné certainement à tout le monde d'aborder les hauts sommets, de concevoir et d'écrire l'histoire dans ses grandes lignes. C'est là un privilège qui comporte des facultés rares de l'esprit et des ressources qui seront toujours le lot du petit nombre. Mais à côté des maîtres de l'érudition et des historiens de haute marque, il y a place pour les auxiliaires, pour les coopérateurs; et le rôle de ceux-ci, quoique plus modeste, n'en est pas moins estimable et de plus nécessaire. Ce sont ceux qui préparent lentement, mais sûrement, les matériaux premiers de l'œuvre; archéologues et érudits, curieux ou laborieux de tous genres, ils apportent, chacun dans sa spécialité, selon ses goûts ou ses aptitudes, leur pierre à l'édifice. Qui prétend les dédaigner et vouloir se passer de leur concours, risque fort d'avoir bien des ignorances et de commettre de fâcheuses erreurs; tandis qu'il est facile de constater par l'exemple de la plupart de nos meilleurs historiens contemporains le profit qu'ils ont pu tirer des travaux de ces utiles coopérateurs, au point de vue de la sûreté des informations.

Il est assez à la mode de critiquer dans ces travaux l'importance donnée à certains détails, à des particularités qui paraissent d'ordre tout à fait secondaire et d'intérêt médiocre. Qu'importe, sem-

ble-t-il, la discussion au sujet d'une date, d'un nom, d'une circonstance, qui ne peut rien ajouter aux caractères d'un événement, d'une époque ou d'un personnage ? Mais est-il bien certain que tout cela soit indifférent ? Les investigations et les controverses de cette sorte ont permis souvent de redresser des erreurs d'ensemble et de restituer des faits sous leur véritable aspect. Il convient évidemment de se garder des exagérations et de ne pas tout considérer indistinctement avec le verre grossissant de la lorgnette. La mesure et le tact doivent être ici de règle comme ailleurs. Mais il est permis d'affirmer que le souci de l'exactitude dans les détails et les faits même accessoires, est une excellente garantie du respect de la vérité dans les études d'une portée plus générale. La vérité d'ailleurs est une, elle est aussi estimable en elle-même dans les petites choses que dans les grandes ; c'est elle qu'il faut toujours rechercher et poursuivre sans jamais la perdre de vue ; on doit en avoir le culte, comme on a celui d'une vertu, car elle est la condition essentielle, l'âme même de nos études ; sans elle, celles-ci perdent tout leur intérêt, elles n'ont plus même de raison d'être, c'est comme si elles n'existaient pas.

C'est par toutes ces raisons que s'explique et se justifie l'existence de nos Sociétés locales ou régionales d'histoire et d'archéologie ; c'est du reste dans leur sein que se rencontrent les coopérateurs, les auxiliaires dont je viens de parler, et c'est bien souvent parmi elles que se sont formés des historiens éminents dont notre époque s'honore. Mais le fait même qu'elles existent en si grand nombre n'est-il pas la meilleure preuve de leur utilité ? Depuis cinquante ou soixante ans ce nombre a toujours été croissant ; il n'est peut-être pas à cette heure un de nos départements, une ville de quelque importance qui ne possède une association de cette sorte. Le mouvement s'est même étendu avec le temps à des centres de population plus restreints, soucieux de suivre l'exemple des autres, au risque peut-être de trop diviser les ressources et les forces, mais dont les efforts sont une démonstration de plus.

Le Limousin, vous le savez, n'a pas été des derniers à posséder sa Société archéologique et historique ; fondée en 1845, à peu près dans le même temps que celles de Poitiers, d'Angoulême et de Guéret, notre Société est demeurée pendant d'assez longues années la seule pour toute la province proprement dite du Haut et du Bas-Limousin. Depuis lors il lui est né des rivales, jeunes encore et pleines d'ardeur, dont l'émulation ne peut être, pour leur aînée, qu'un stimulant de plus. La vieillesse pour elle signifie : noblesse, et noblesse, on le sait, toujours oblige. A présent, plus que sexagè-

naire, elle poursuit toujours sa marche que les vicissitudes et les difficultés n'ont jamais arrêtée.

D'autres peut-être ont eu une carrière plus brillante, et certaines, mieux fortunées, ont obtenu des résultats plus flatteurs pour l'amour-propre. La nôtre, limitée dans ses moyens d'action, n'a pas connu les avantages que donne la richesse, mais pour cela son mérite n'en est pas diminué. Elle a su en effet, par l'activité et le zèle de ses membres, compenser la modicité de ses budgets. Son œuvre est déjà considérable; sans même rappeler les services par elle rendue à divers titres, tels, par exemple, que la fondation et l'organisation première des musées de Limoges, ou les ouvrages qu'elle a patronnés ou fait elle-même paraître à part, comme les six registres consulaires de cette ville, la Société a publié jusqu'à ce jour cinquante-sept bulletins annuels, formant un plus grand nombre de livraisons et représentant 25.000 pages de texte environ, où figurent les noms de plus de 300 collaborateurs, pour la plupart membres de cette Association. Il est même intéressant de noter que c'est depuis quinze ou vingt ans que la production des écrits a été le plus abondante.

Ce n'est point évidemment par le poids, ou le volume du papier, que l'on peut juger de l'œuvre; mais celle-ci a d'autres titres à la recommandation: les mémoires consciencieux, les études approfondies, les articles intéressants n'y font pas défaut; plus d'une question importante s'y trouve traitée, discutée, présentée sous son véritable jour; et nombre de faits de l'histoire locale heureusement mis en lumière; à tous ceux qui ne reculent pas devant le labeur des recherches, nos bulletins offrent dans leur ensemble une mine précieuse et féconde de connaissances et de renseignements.

Telle qu'elle, et si incomplète ou imparfaite qu'elle puisse être, cette œuvre est des plus honorables et de celles qu'on a le devoir de continuer; ce devoir qui nous incombe est non seulement un legs, pour ainsi dire sacré, transmis par nos devanciers, mais aussi pour nous une sorte d'obligation morale au regard du pays natal et envers les générations de demain qui ne comprendraient pas que nous l'ayions méconnu et déserté.

Devant nous le champ des investigations et des labeurs s'étend toujours très vaste; ne semble-t-il pas même qu'il s'agrandisse, à mesure que les travaux s'accumulent? Il apparaît semblable à un sol où la charrue a déjà passé, qu'elle a fouillé par endroits, mais que dans d'autres elle n'a fait qu'effleurer, laissant beaucoup de lacunes par oubli ou par l'impossibilité du moment. Ce sol est souvent aride, ingrat et semé d'obstacles. Mais ces obstacles et ces difficultés, on parvient à les vaincre par le travail patient, avec

l'aide des bonnes méthodes et des moyens d'action que l'expérience et la science des érudits nous enseignent.

J'aurais ici mauvaise grâce à vouloir indiquer, même en passant, les voies qui semblent être les meilleures à suivre dans l'ordre de nos travaux ; mais je ne saurais oublier que ces voies ont déjà été bien tracées par un de nos plus doctes collègues, M. Alfred Leroux, en particulier, dans son mémoire sur *Les sources de l'histoire du Limousin* (1) et dans un autre article qui a pour titre : *Programme de recherches historiques* (2). Ce qui est permis d'affirmer, c'est que la matière est abondante, multiple et diverse, et que les sources et les documents ne manquent pas.

Que faut-il donc pour poursuivre une œuvre aussi attachante et aussi utile ? la persévérance dans la volonté, le labeur continu et qui ne se laisse pas rebuter ? Mais ces qualités ont été de tout temps en honneur parmi nous ; on les y rencontre toujours. Il faut aussi l'accord des volontés, l'harmonie des efforts, l'esprit d'union ; car notre Association n'est pas une académie ; c'est simplement un centre commun et nécessaire où viennent aboutir les efforts de tous, où tous s'entraident, complètent leurs connaissances individuelles et contribuent ainsi à leur mutuelle instruction. Cette bonne entente est notre raison d'être ; c'est elle qui fait notre vitalité ; en dehors d'elle tout se relâche et s'affaiblit. Mais sur ce terrain encore, la Société a fourni jusqu'à présent d'assez longs et bons témoignages pour qu'elle ait le droit de compter toujours sur cet élément indispensable de force et de vitalité.

Ainsi donc, ayons foi en nous-mêmes et les uns dans les autres ; poursuivons notre tâche avec constance et avec le sentiment d'une légitime émulation. C'est le meilleur moyen pour nous non seulement de pouvoir compter sur le présent, mais encore d'être assurés de l'avenir.

Camille JOUHANNEAUD.

(1) *Les sources de l'histoire du Limousin*, par M. Alfred Leroux, archiviste de la Haute-Vienne, secrétaire général de la Société hist. et arch. du Limousin. — *Bull. de la Soc. arch. et hist. du Limousin*, t. XLVI, p. 1.

(2) *Programme de recherches historiques*, par M. Alfred Leroux. — *Bull. de la Société arch. et hist. du Limousin*, t. LI, p. 5 et suiv.

LE DOLMEN DU BREUIL

J'ai signalé, il y a quelques années, à la Société archéologique et historique du Limousin, l'existence d'un dolmen dans les dépendances du lieu du Breuil, commune de Verneuil-sur-Vienne (1). L'état de ruine dans lequel est ce monument explique qu'il ait pu échapper jusqu'alors à l'attention des archéologues. Il est peu éloigné de Limoges (10 kilomètres environ) et mérite d'autant plus d'être signalé qu'on n'en trouve qu'un seul autre dans toute l'étendue de l'arrondissement (2).

Ayant appris qu'il serait détruit sans tarder, j'ai profité d'un séjour à Verneuil pour l'étudier et le fouiller.

Il est situé dans une petite châtaigneraie, dite la Croix-du-Breuil, qui porte des traces d'un labour déjà ancien, à environ deux cents mètres de la route de La Maillarte à Verneuil et à trois cents mètres du point où cette route s'embranché sur celle du Breuil à La Gabie ; il est à côté d'un vieux chemin qui met en communication les villages du Breuil et du Mas-du-Puy.

La parcelle de terrain sur laquelle il se trouve (n° 881, section B du plan cadastral de la commune de Verneuil-sur-Vienne) appartient aux époux Grenier, qui en ont hérité de M. Maumy, leur beau-père et père.

Brisée en quatre morceaux, la table du dolmen s'est effondrée au milieu et n'est soutenue, sur les côtés, que par deux des supports. Un troisième support est encore debout en dehors d'un des fragments de la table. Les autres sont couchés et en partie recouverts. Ainsi délabré et écrasé, ce dolmen ne présentait qu'un intérêt de souvenir. Avant de le faire disparaître pour faciliter le défrichement de son terrain, le propriétaire m'a autorisé à le fouiller.

J'en ai pris, tout d'abord, une photographie et j'en ai noté les dimensions. Dans son ensemble, la table, de forme assez irrégu-

(1) *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. XLI, p. 599 et 654.

(2) Le dolmen de Poyol, situé à deux cents mètres environ au nord du village de ce nom, dans la commune d'Eybouleuf.

lière, avait deux mètres quatre-vingt-quinze centimètres de long sur un mètre soixante-dix-huit de large. Son épaisseur varie de trente à cinquante centimètres. Les tranches de la cassure sont parfaitement franches, ne portent aucune trace de trou de mine ; elles ne présentent ni faille ni filon. C'est un gneiss très compact et très dur. La principale cassure s'est produite dans la plus grande largeur de la table, vers son milieu, et à l'endroit où elle est le plus épaisse. Le fragment le moins grand est lui-même brisé en trois morceaux d'inégales dimensions. Par l'effet de la cassure la pierre s'est affaissée sur le sol, écartant quatre des supports et enfouissant sous elle les autres. Les supports sont de la même nature de roche que la table ; ceux qui subsistent sont fichés dans le tuf et émergent du niveau du sol actuel de quarante-huit, cinquante-huit et soixante-trois centimètres.

La ruine de ce dolmen doit remonter à une époque reculée, et on ne peut l'expliquer que par un très violent coup de foudre.

Le 5 septembre 1907, j'ai entrepris la fouille du monument. Ne pouvant l'attaquer entre les piliers puisque les fragments de la table touchaient le sol du côté de la cassure, ne pouvant en débayer l'entrée qui était obstruée par la pierre de clôture effondrée sous la table, je me suis décidé à faire déplacer un des plus gros fragments de la pierre principale. Au moyen de leviers et de rouleaux on a pu le faire glisser en dehors des supports. Le sol s'est trouvé alors à découvert au centre même du dolmen et il a été facile de le creuser.

A cinquante centimètres du niveau du sol le tuf est apparu, un tuf vierge et dur. Il était inutile d'aller plus bas. La terre retirée de cette fouille ne m'a donné aucun silex taillé, aucun vestige de l'industrie humaine.

Dans la pensée que le monument avait pu être fouillé à une époque ancienne et que des débris auraient été rejetés à l'entour, j'ai fait pratiquer deux excavations, l'une en dehors de l'entrée et l'autre près d'un pilier. Nous avons atteint le tuf sans rencontrer le moindre morceau de silex ou de poterie.

La fouille n'a donc amené aucune découverte, mais elle a permis de fixer les points suivants dont je tiens à soumettre la constatation à la Société archéologique. La pierre du Breuil est, de toute évidence, un monument mégalithique. On ne peut confondre ce monument avec un entassement bizarre, mais naturel, de rochers. Il a été construit de main d'homme, sur un terrain à fond de tuf. Les pierres qui le constituaient ont été portées d'assez loin, car on ne voit pas de carrière ni d'affleurement de roches dans un rayon de plusieurs centaines de mètres. La table était peu élevée au-dessus

du niveau du sol, et le terrain, entre les piliers, n'avait pas été creusé. Il ne reste aucun vestige d'un dépôt d'armes, d'outils, de bijoux ou de poteries fait sous la table, et on ne voit pas de trace, autour de lui, d'un tumulus de recouvrement.

Dans ces conditions, on pourrait se demander si le mégalithe du Breuil a été un monument funéraire, s'il ne faut pas, plutôt, le classer dans la catégorie des autels de sacrifices. Des archéologues compétents qui l'ont visité depuis que je l'ai signalé (1), n'hésitent pas à le considérer comme un dolmen ; mais d'après eux, ce serait un dolmen violé et fouillé à une époque reculée. Je me range de leur avis.

Pendant que je faisais pratiquer les fouilles, un jeune enfant du village du Breuil, en se rendant sur les lieux où j'étais, a ramassé dans un champ voisin un racloir en silex. Il m'a dit que d'autres objets de même nature avaient été trouvés à proximité du village. Le Breuil a donc été le siège d'une station préhistorique.

René FAGE.

(1) Notamment MM. Martial Imbert et le lieutenant Mollandin.

DOLMENS ET DRUIDES

Le dolmen du Breuil (H^{te}-Vienne)

Si l'époque paléolithique, — ou époque de la pierre taillée, — n'a laissé de vestiges que dans la partie occidentale du Limousin, à l'abord des terrains calcaires de la Charente et de la Vienne, en revanche l'époque néolithique, — ou de la pierre polie, — est représentée sur toute l'étendue de notre province par un nombre de monuments relativement considérable. Les premières statistiques des dolmens (1), qui ont été dressées à une époque où déjà la destruction avait fait son œuvre (2), ont donné le chiffre de 24 (3); mais ce n'était qu'un minimum. Les recherches poursuivies depuis 1865 ont fait connaître d'autres mégalithes. Si l'on additionne le nombre des dolmens existant encore aujourd'hui avec celui des dolmens détruits dont l'existence ancienne n'est pas douteuse, on obtient le total de 42 (4); quelques indices, assez probables, mais

(1) LECLER, in *Bull. de la Soc. arch. du Lim.*, 1865, t. XV, p. 25-26; — A. BERTRAND (d'après Lecler), in *Arch. celt. et gaul.*, 1877, p. 444; 2^e édit., 1889, p. 439.

(2) On a signalé notamment la destruction de deux dolmens qui existaient encore en 1830 à Gorre et à Oradour (A. Masfrand, *Limousin préhist.* Rochechouart, 1895, p. 76); le dolmen d'Azat-le-Ris a été détruit vers 1850 (Lecler, *Bull. du Lim.*, 1865, XV, 25); celui de Saint-Martial avant 1865 (Lecler, *id.*), etc.

(3) Il faut en effet supprimer de la liste Bertrand-Lecler le nom de Chamboret (rectification de M. Lecler, in *Diction. archéol. de la Gaule*, 1875, p. 258). Cette liste comportait d'abord 25 noms.

(4) Arnac, 1; Azat-le-Ris, 1; Berneuil, 2; Breuilau, 4; Château-Chervix, 1; Cognac, 1; Cromac, 1; Eyboulé, 1; Folles, 2; Fromental, 1; Gorre, 1; Jouac, 1; La Barre, 1; La Croix, 1; La Roche-l'Abeille, 1; Mailhac, 2; Morterolles-Senard, 1; Oradour-sur-Vayres, 2; Peyrat, 1; Razès, 1; Saint-Auvent, 2; Saint-Basile, 1; Saint-Bonnet-de-Bellac, 1; Saint-Laurent-sur-Gorre, 1; Saint-Hilaire-Lastours, 1; Saint-Martial, 1; Saint-Paul-d'Eyjeaux, 1; Saint-Sulpice-les-Feuilles, 5; Sauviat, 1; Verneuil, 1. — D'après les listes publiées et des renseignements complémentaires de MM. Lecler, Masfrand et Martial Imbert (*L'homme préhist.*, août et oct. 1907).

enfin incertains, mettent sur la voie d'une dizaine totalement disparus et dont il ne reste qu'un nom géographique (1). Parmi les dolmens subsistants, — les uns encore bien plantés sur le sol, les autres délabrés, — quelques-uns, mais trop peu, ont été fouillés. Plusieurs ont été décrits, mais beaucoup ne sont connus que par quelques traits trop peu précis. La plupart sont menacés de destruction ; car ils ont des ennemis, propriétaires ruraux, entrepreneurs, maçons, désireux d'utiliser cette roche solide ou d'en délivrer leur champ (2). Aussi M. René Fage, qui avait signalé le premier le dolmen du Breuil en 1894, a fait une œuvre fort utile en décrivant soigneusement cet archaïque vestige de la civilisation néolithique (3). Il est à désirer que son exemple soit suivi, et que chaque dolmen limousin possède sa monographie (4).

Parmi les détails fort précis de la description de ce dolmen, la phrase suivante a particulièrement attiré notre attention : « On pourrait se demander si le mégalithe du Breuil a été un monument funéraire ; s'il ne faut pas plutôt le ranger dans la catégorie des autels de sacrifices. » Sous les expressions, d'ailleurs réservées et prudentes, de M. R. Fage, nous retrouvons une opinion encore assez répandue : c'est la croyance que les dolmens étaient des autels druidiques consacrés à l'immolation des victimes humaines. Cette idée n'est pas ancrée seulement dans l'esprit de ceux qui ne sont pas au courant de l'archéologie préhistorique ; elle reste encore vivace même dans des esprit généralement bien informés. Aussi croyons-nous qu'il n'est pas inutile de la discuter et d'exposer au public les raisons très nettes et très précises pour lesquelles presque tous — pour ne pas dire tous, — les préhistoriens l'estiment inadmissible.

(1) Villages ou hameaux dénommés Pierre-levée, Peyrelevade, Pierresoupèse, Pierrefolle, Peyrade. — Nous pensons que les noms Pierrefiche et Pierrefitte désignent des menhirs plutôt que des dolmens.

(2) La *Pierre Virdouaire* et la *Pierre des Fées* (Arnac) ont été débitées par un tailleur de pierre, vers 1865, et les morceaux ont été utilisés pour bâtir le couvent d'Arnac (Drouault, *Bull. du Lim.*, 1905, LV, 615). Le dolmen de Saint-Hilaire-Lastours a été brisé par des ouvriers tailleurs de pierre, en 1884 (M. Imbert, *Anciennes populat. du Sud-Ouest du Plateau Central* ; Paris, 1890 ; p. 32), etc.

(3) *Bulletin de la Soc. arch. du Lim.*, 1908, t. LVIII, p. 14.

(4) Il a été publié en Limousin deux cartes préhistoriques : 1^o carte des dolmens, menhirs et tumulus, donnée par M. Masfrand dans le *Gay-Lussac*, 1889, planches VIII-IX (indication de 14 dolmens détruits et 12 existants) ; 2^o carte préhistorique (pour toutes les périodes), donnée par le même à la fin de son *Limousin préhistorique*, 1895.

On comprend mieux le caractère essentiellement hypothétique et, en quelque sorte, romanesque de cette croyance, quand on en connaît l'origine et les manifestations parfois étranges. Elle n'est point aussi ancienne qu'on le croit d'ordinaire. Après son apparition en Angleterre au début du XVIII^e siècle, elle passa en France où elle obtint une vogue fâcheuse (1). C'était au moment où les études archéologiques prenaient leur essor, et où les origines de la France excitaient particulièrement l'intérêt des érudits et bientôt de tout le public instruit. Mais on n'était pas encore en possession des méthodes patientes et prudentes qui devaient plus tard faire la valeur de la saine archéologie; l'observation était trop rarement pratiquée; l'imagination transformait les faits et faussait les théories. Dans ce passé si lointain, où l'on voulait retrouver trop vite les mœurs de l'antique Gaule, on ne voyait les objets que d'une vue trop souvent trouble; loin de distinguer les périodes, on mettait partout la confusion; on n'apercevait pas les multiples couches de civilisation qui s'étaient superposées dans le cours des siècles avant l'époque historique. Tout ce qui était en Gaule était dit « Gaulois » ou « Celtique »; tout ce qui n'était pas romain était « druidique ». Tel fut le sort des mégalithes préhistoriques : ils furent décrétés celtiques, gaulois et druidiques. En vain quelques archéologues, sagaces observateurs, Monfaucon (2), Caylus (3), Legrand d'Aussy (4), prouvaient par des fouilles que les dolmens étaient des sépultures, qu'on ne pouvait en attribuer l'édification aux Gaulois ou Celtes, qu'ils étaient l'œuvre d'autres peuples antérieurs et restés inconnus. C'était en vain : les rêveries d'esprits trop imaginatifs l'emportaient sur les observations. C'est alors, — tout à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, — que se développa ce qu'on a fort bien nommé la Cellomanie (5). Les auteurs

(1) Les étapes les plus intéressantes du développement de ces idées, ainsi que le résumé des travaux contraires de l'archéologie préhistorique, ont été excellemment exposés par l'ouvrage, devenu classique, de M. E. Cartailhac : *La France préhistorique d'après les sépultures* (Paris, Alcan, 1889).

(2) *Antiquité expliquée* (V, 62), 17.

(3) *Recueil d'antiquités* (1764, t. VI).

(4) *Mém. sur les anciennes sépultures nationales* (in *Mém. de l'Institut, Sciences morales*, II, an VII).

(5) S. REINACH, *Revue celtique*, 1898, t. XIX, p. 111-112 : « La cellomanie est une doctrine qui peut se résumer ainsi : « les Celtes sont le plus ancien peuple de la terre; leur langue, mère des autres langues, s'est conservée presque intacte dans le bas-breton; ils étaient de profonds philosophes dont les révélations se sont transmises aux écoles

de ces théories trop peu vraisemblables furent La Tour d'Auvergne et Cambry. Voici l'idée que lança, en 1797, celui qui devait être le « premier grenadier de France » : « C'est sur de tels autels que les Gaulois, au rapport de Diodore de Sicile, juraient leurs traités, et que les druides, leurs prêtres, sacrifiaient à la divinité, choisissant le plus souvent des hommes comme victimes (1) ». En 1805, son successeur Cambry se lançait à pleines voiles, et, si l'on peut dire, sans pilote ni boussole, à travers les mégalithes; sans une ombre de preuve, il affirmait avec une parfaite aisance : « Les *dolmins* ou tables de pierre furent évidemment (*sic*) le signe des traités passés entre les peuples... Je ne doute pas que les dolmins qui rappelaient à la sainteté des engagements entre les hommes n'aient été dans la suite des emblèmes de la vérité et de la religion du serment, et que les enfants n'aient été passés sous ces pierres par une sorte de consécration... Si quelquefois on a trouvé des cendres ou des ossements sous les *dolmin*, ils y furent déposés par des hommes trompés, qui les prirent pour d'anciens tombeaux (2) ». Ainsi furent mises en faveur des idées qui avaient le fâcheux avantage de plaire à l'imagination par le pittoresque original des tableaux qu'elles inspiraient. Qu'on se rappelle l'épisode de Velleda dans les *Martyrs*, et l'on verra comment le prestige de l'art rendait vraies aux yeux du public les rêveries des celtomanes (3). L'état d'esprit qu'on désigne du terme « romantique » était particulièrement propre à la diffusion de semblables théories : elles furent généralement adoptées; le public courut au roman, et ignora la

bardiques du pays de Galles; les dolmens sont les autels où leurs prêtres, les druides, offraient des sacrifices humains; les alignements sont leurs observations astronomiques... » Cette doctrine a provoqué une masse de publications ineptes, de fraudes littéraires et historiques; elle a déteint sur des esprits distingués comme H. Martin et Michelet; elle a discrédité, par ses folies, les études celtiques elles-mêmes jusqu'à une époque relativement voisine de nous ».

(1) LA TOUR D'AUVERGNE, *Origines gauloises*, Paris, an V. — Diodore n'a point dit ce que lui prête La Tour d'Auvergne. L'historien grec dit simplement : « Les Celtes obéissent aux druides non seulement dans les affaires de la paix, mais aussi dans les guerres ». (V, c. 31).

(2) CAMBRY, *Monuments celtiques*, Paris, 1805, p. 271-289.

(3) Cf. Du Cleuziou : « Parler d'hypogées, de pyramides, de cryptes funéraires, de sépulcres, après une reconstitution aussi merveilleuse, c'était prêcher dans le désert (*Création de l'homme*, Paris, 1887, p. 409). Cf. du même *L'Art national* (Paris, 1882, p. 49-50).

science (1). Les historiens les plus populaires, H. Martin et Michellet, payèrent leur tribut à l'engouement celtique. Lamartine hurina la thèse en une formule saisissante : « Les autels druidiques étaient des billots de pierre, sur lesquels on creusait des égoûts de sang ». Cependant, dans le cours du XIX^e siècle, les études précises, les fouilles méthodiques avaient accumulé une masse de faits opposés à ces croyances. Que de noms il faudrait citer, si l'on voulait énumérer les savants qui ont fait le plus pour restituer aux dolmens leur vrai sens et la place qui leur appartient dans la préhistoire ! Sans sortir de France, contentons-nous de rappeler d'un mot Alexandre Bertrand, de Mortillet, de Caumont, Cartailhac, de Nadaillac, Mérimée, Fustel de Coulanges, etc., etc., sans compter tous les archéologues qui, dans les départements, ont fait sans bruit d'excellents travaux (2).

Dans le concert des disciples de l'école celtique, bon nombre d'archéologues limousins seraient à nommer, qui acceptèrent, selon les expressions de M. de Caumont, « la fantasmagorie de sacrifices humains dont les antiquaires de l'école celtique assaisonnaient leurs singulières descriptions (3) ». Dès le XVIII^e siècle, le trop fameux Beaumesnil, plus comédien qu'archéologue, s'était hâté de voir partout des monuments gaulois ; il ne craignait pas de dire que les modillons de l'église de Rancon représentaient des divinités druidiques (4). Au début du XIX^e siècle, Duroux commet l'erreur de prendre Beaumesnil pour guide, et écrit : « D'après la description que M. de Beaumesnil donne d'un fanal antique qui est au milieu du cimetière de Rancon et de plusieurs lêtes employées dans la construction de l'église de ce lieu, on doit présumer que

(1) On pourrait composer des pages amusantes en relevant les inventions les plus étranges des celtomanes. Penhouët (en 1800) dit que les monuments mégalithiques de Bretagne sont phéniciens ; Mahé (1825) croit que le breton a jadis été parlé dans la Perse ; Cayot-Délandre (1847) prend la vase marine dont est composé le tumulus du Mané-Lud (Morbihan) pour de la cendre provenant de milliers de victimes humaines ! etc.

(2) Des centaines de faits probants sont entassés dans les bulletins des sociétés archéologiques. — Parmi les études relatives aux départements voisins de la Haute-Vienne, il convient de mentionner tout spécialement l'excellent travail de notre confrère charentais, M. Chauvet, sur les *Sépultures préromaines de la Charente* (in *Bulletin archéologique* de 1899). C'est un modèle de méthode, de précision et de clarté.

(3) *Bulletin monumental*, 1863, XXIX, 579.

(4) Cité par Texier, *Bull. de la Soc. du Lim.*, 1869, t. XIX, p. 28.

ces monuments sont celtiques (1) ». Plus instruit, pourvu de connaissances scientifiques et archéologiques plus saines, l'ingénieur Allou, en 1821, met en doute plusieurs affirmations du gallomane Beaumesnil; il pense que les dolmens « devaient être déjà très anciens pour les peuples soumis par César », et penche à accepter l'opinion de Legrand d'Aussy qui, d'après les fouilles, avait soutenu que ces constructions étaient des sépultures; ce n'est qu'avec des réserves qu'il les classe dans les « monuments gaulois » (2).

Tripon, qui nous semble avoir très souvent plagié Allou, ignore pourtant ce que sait Allou sur le caractère funéraire des *pierres-levées*; pour lui tout est gaulois et druidique; il n'a pas le moindre esprit critique (3). Plus tard, quelques archéologues essayèrent bien de réfréner les égarements des celtomanes; c'est ainsi que, en 1848, Alluaud engageait ses collègues à ne pas prendre à la légère pour des monuments druidiques tous les blocs branlants ou superposés; Texier, essayant une classification des « monuments gaulois », considérait comme antérieurs au VI^e siècle av. J.-C. tous ceux où il y a « absence d'art, de métaux et de monnaie » et présence de « poteries grossières » (4). Mais là encore persistait la confusion créée par les mots « druidique » et « gaulois ». Un érudit qui a été un des premiers à s'occuper activement de la préhistoire limousine, et qui savait pertinemment, par les fouilles faites dans la Vienne et dans le Quercy et par celles qu'il avait opérées lui-même dans la région, que les dolmens étaient des tombeaux, employait cependant l'expression fallacieuse de *monuments druidiques* (5). Il était d'usage courant d'appeler *celtiques* et *gauloises* les haches en pierre polie.

Mais, parmi tous ceux qui avaient adopté les théories de la Tour d'Auvergne et de Cambry, personne ne se faisait remarquer par plus d'enthousiasme que l'abbé Simon. A une époque où des fouilles

(1) DUBOIS, *Essai hist. sur la sénatorerie de Limoges*, 1811; p. 266.

(2) ALLOU, *Description des monuments des différents âges observés dans le département de la Haute-Vienne*, Limoges, 1821, p. 42, 267, 272, 273. Il signale les dolmens de la Borderie (Berneuil), de Breuilaufo et de Fayac (Château-Chervix).

(3) TRIPON, *Histoire monumentale de l'ancienne province du Limousin*. Limoges, 1837. — Il indique le dolmen et le menhir de Cognac, l'étrange idole dite de *Ghrovinna*, un temple druidique sphérique (!) à Limoges, un temple gaulois (= chapelle du cimetière) à Pierrebuffière, et des « monuments gaulois observés au pourtour de l'église de Solignac » (!)

(4) *Bull. de la Soc. arch. du Lim.*, 1848, III, p. 67-68.

(5) M. LECLEL, in *Bull. du Lim.*, 1865, XV, p. 23-24.

déjà nombreuses lui prouvaient que les dolmens avaient abrité des morts, cet auteur se complaisait dans l'interprétation opposée. Qu'on veuille bien nous permettre quelques citations : « Plusieurs de ces monuments de la mort ont la forme d'un autel pour attester que les adorateurs du sanguinaire Teutatès croyaient... que la tombe doit être mise à l'ombre de l'autel... » Et plus loin : « Mais les dolmens étaient des autels où les druides ou druidesses égorgeaient en plein air des animaux et même des victimes humaines ! » Dans des pages pathétiques, où l'archéologie n'a plus rien à voir, il dépeint les cérémonies qui obsèdent son imagination : « C'était dans ces lieux horribles, parmi les tombeaux, que les Gaulois restés fidèles à la religion de leurs pères se réunissaient secrètement au milieu des nuits les plus obscures et les plus orageuses. Là, quelque druide, sorti de l'ancre sauvage qui lui servait de retraite, offrait des sacrifices au dieu de la patrie... Sans doute, interrompant le sacrifice et montant sur l'autel funèbre, à la lueur de pâles flambeaux... ce prêtre proscrit versait de grosses larmes en rappelant le souvenir de la liberté ». Etc., etc. (1).

Depuis l'époque où cet auteur trop inventif, et d'ailleurs tendancieux, — car il abonde en considérations morales, religieuses et patriotiques sur le paganisme, le christianisme et le despotisme romain, — adoptait si résolument la thèse druidique, les mêmes idées ont persisté avec trop de force (2). C'est ainsi que plusieurs de nos confrères de la Haute-Vienne se sont faits, à diverses reprises, l'écho de cette tradition, continuant à affirmer que les dolmens étaient, au fond des forêts, les autels des sacrifices gaulois, et par extension, inclinant à juger « plus rationnel de voir dans des blocs à cuvettes, tels que celui de Vitrac, des autels en plein air sur les-

(1) SIMON, *Le culte des morts chez les principaux peuples anciens et modernes*. Limoges, H. Ducourtieux, 1832, p. 291, 310, etc. Il signale des dolmens à Eybouléuf (*Croix-Ferrée*), Sauviat, Oradour, Saint-Auvent (*Montpontier*), Château-Chervix, La Roche-l'Abeille, Breuilaufa et Berneuil (*Laborderie*) (p. 314-315).

(2) On peut juger de l'empire despotique qu'ont pris parfois ces idées par des passages tels que ceux-ci : « Ces ouvrages, exécutés par la main des druides... » « C'est de ces roches que les druides... formèrent ces monuments ». (*Bull. de la Creuse*, 1882, p. 28, 33). « Les druides jouaient avec la pierre, s'étudiant à donner aux ouvrages qu'ils en tiraient l'apparence du merveilleux ». (*Id.*, 1887, p. 28, note). Ils allaient jusqu'à commettre la supercherie de creuser une chambre dans un bloc, de façon à faire croire qu'elle était composée de plusieurs blocs (!) (*Id.*, p. 39, note).

quels l'homme primitif faisait des sacrifices à ses divinités (1) ». Affirmation analogue dans une étude géographique, par ailleurs pleine d'intérêt, et où on lit ces mots : « C'est dans ces forêts antiques que s'élevaient les dolmens ou autels druidiques sur lesquels les prêtres célébraient leurs sacrifices humains (2) ».

En présence de ces affirmations réitérées, nous croyons qu'il y a intérêt à les étudier de près et à comparer aussi rigoureusement que possible les arguments pour et contre. Nous les examinerons en priant l'imagination de bien vouloir restreindre son rôle au minimum. Nous nous défierons des hypothèses; ce sont des faits que nous cherchons.

* *

Or il est acquis d'une façon certaine, par des faits tangibles, que les dolmens ont été édifiés pour servir de tombeaux. C'est une vérité établie par les fouilles faites dans de nombreuses régions, on pourrait presque dire dans tous les départements de France. Toutes les fois qu'on a eu la chance de trouver un dolmen non violé ou non pillé, l'exploration a démontré d'une façon manifeste qu'il y avait là un monument sépulcral, une sorte de caveau ou de maison funéraire. Ni la forme ni les dimensions ne sont toujours les mêmes (3); ce caveau est rectangulaire ou arrondi, tantôt allongé, tantôt élargi; tantôt élevé au-dessus du sol de plus de deux mètres, tantôt très bas, parfois comme enterré dans le sol; tantôt isolé,

(1) *Bull. des Amis des sciences et arts de Rochechouart*, 1900, t. X, p. 90-91.

(2) *Bull. de Roch.*, 1907, t. XVI, p. 75. — MARVAUD, *Hist. des vicomtes et de la vicomté de Limoges*, Paris, 1873, p. 8, ne se prononce pas : « autels ou tombeaux ». Il connaît les dolmens de Eybouleuf, Sauviat, Château-Chervix, Folles et Berneuil.

(3) Parmi les différences, les unes tiennent à la nature des roches locales (granits, schistes, calcaires); d'autres représentent les modifications qu'a subies ce type de monument dans le cours des siècles où il est resté en usage. En somme, le *dolmen* est simplement la forme mégalithique du genre de sépulture qui a été usité dans la période néolithique et dans l'âge du bronze : c'est une des formes du caveau sépulcral. Dans certaines régions de la France, les mêmes populations ont employé des grottes naturelles ou ont creusé dans le flanc des coteaux des grottes artificielles; partout, c'est le mobilier néolithique ou œnéolithique, comme dans les mégalithes. (Signalons, dans la Dordogne, la grotte sépulcrale artificielle de Campniac, près Périgueux, qui a donné d'excellents résultats à MM. Féaux, Hardy et Aublant). — Cf. SOPHUS MULLER, *L'Europe préhistorique*, traduit du Danois par E. Philippot, Paris, Lamarre, 1907, p. 41.

tantôt précédé d'une sorte de couloir d'accès, tantôt à chambre unique, tantôt divisé en deux salles contiguës; la couverture est faite soit d'une seule, soit de plusieurs dalles; elle est plate. ou, pour les plus récentes cryptes, voûtée en pierres sèches; les murs consistent soit en piliers verticaux, soit en blocs posés de champ, soit en murs de blocs sans ciment. Mais quelles que soient ses dimensions et sa forme, cet édifice est toujours un tombeau. Tantôt le cadavre y a été inhumé, tantôt il y a été incinéré. Tantôt un seul mort y a reçu son dernier asile, tantôt plusieurs individus y ont été déposés, parfois même en si grand nombre que la tombe est un ossuaire, sépulture soit de famille soit de tribu (1). Ces résultats n'ont rien de spécial à une région telle que la Bretagne; dans toutes les autres parties de la France la démonstration est également faite. Sans doute les fouilles n'aboutissent pas toujours à la découverte de débris squelettiques; tous les sols sont loin d'être également favorables à la conservation des os pendant des milliers d'années; pour une telle conservation, il faut des conditions qui ne sont pas remplies partout (2). Mais d'autre part, que de fois la terre, contenue dans les dolmens, onctueuse au toucher et de couleur noirâtre, s'est révélée, si nous osons dire, terre de mort! Certains archéologues, comme M. de Closmadeuc, qui ont eu l'idée de soumettre des échantillons de ce terreau à l'action d'acides (chlorhydrique et nitrique), y ont constaté l'existence d'une certaine quantité de phosphate de chaux, dernier vestige des ossements ensevelis dans la crypte (3).

Hors de France, la même démonstration a été longuement faite. En Angleterre, en Ecosse, en Irlande, en Belgique, en Scandinavie, en Allemagne, en Portugal, en Espagne, en Corse, en Crimée, on trouve le même mode de sépulture, avec des variantes de forme. Sortons d'Europe : au Maroc, en Algérie, en Palestine, au

(1) Citons à titre d'exemple : à Conflans-Sainte-Honorine (Oise), vingt corps environ; à La Roquette (Hérault), vingt-six; à Monastier (Lozère), soixante-deux; à Saint-Martin-la-Rivière (Vienne), quinze; au Castelet (près d'Arles), plus de cent; à Rochépine (Charente), trente. — Des fouilles typiques telles que celles du tumulus dit Mont-Saint-Michel (près Carnac) font toucher du doigt la vérité. MM. Keller et Le Rouzic ont traversé cet énorme tumulus par des galeries où le touriste peut circuler en sécurité, visitant ainsi un à un les coffres funéraires qui ont livré récemment leurs secrets. Une pareille... excursion est éminemment instructive.

(2) Les terres granitiques sont particulièrement impropres à la conservation des os.

(3) *Mémoires de la Soc. polymath. du Morbihan*, 1864, p. 12, 14.

Caucase, en Hindoustan, à Madagascar, en Amérique, nous retrouvons des cryptes analogues, avec le même usage funéraire (1).

Voici donc un mode de sépulture qui n'est le caractère propre d'aucun peuple particulier; partout le dolmen, qu'il soit purement mégalithique ou semi-mégalithique, est un tombeau. Par suite, on ne saurait considérer ces monuments comme l'œuvre d'une seule race; ils appartiennent à une certaine étape de civilisation qu'ont traversée différentes populations, dans diverses régions et à des époques entre lesquelles on ne peut établir un synchronisme parfait, mais où les hommes concevaient la sépulture de façon analogue (2).

La construction de ces cryptes présentait, en outre, une particularité dont l'importance ne saurait échapper : c'est l'ensevelissement du dolmen dans un tumulus, fait de terre, de vase, de sable ou de pierrailles (galgal), quelquefois d'une combinaison de ces diverses matières. La hauteur de cette chape, sa forme (arrondie ou ovale) et sa largeur étaient extrêmement variables; deux exemples suffiront à donner une idée de ces variations : le tumulus de Saint-Michel (Carnac) a 100 mètres de long sur 10 de haut et 58 de large, et un tumulus de la forêt de La Boixe (Charente) a 5 mètres de diamètre sur 1 mètre de haut. Sans doute, on ne peut démontrer par le fait que tous les dolmens aient été primitivement enfouis sous une butte artificielle. Mais une série d'observations maintes fois constatées permettent de conclure du connu à l'inconnu et de dire que tous, ou, pour éviter l'ombre d'une exagération, presque tous les mégalithes ont été recouverts par un tumulus. En effet, tout vrai tumulus (3) renferme un dolmen (4). Que l'on supprime par la pensée la masse de terre qui recouvre le dolmen

(1) La bibliographie de pareilles questions remplirait un volume. Nous nous bornerons à indiquer les ouvrages français les plus précis et les plus accessibles : BERTRAND, *Archéologie celtique et gauloise*, 1867; 2^e édit. 1889; du même, *Religion des Gaulois*, 1897; — CARTAILHAC, *La France préhistorique*, 1889; — J. DÉCHELETTE, *Manuel d'archéologie*, t. 1, *Archéol. préhistor.*, 2^e partie, cap. III et V, 1908; — JULLIAN, *Histoire de la Gaule*, 1908, t. I et II; — G. et A. DE MORTILLET, *Le préhistorique*, 1883, 4^e édit. 1908; — DE NADAILLAC, *Les premiers hommes et les temps préhistoriques*, 1881; t. 1, cap. VI; t. II, cap. XI.

(2) Cf. G. DE MORTILLET, in *Revue scientifique*, 29 août 1874; — DEBIEPPE, *L'homme préhistor.*, Paris, Baillière, 1888.

(3) Ne pas confondre avec les buttes d'observation, les mottes féodales, les buttes de moulin à vent.

(4) Certains tumulus (tels que le Mont-Saint-Michel et Le Moustoir, en Morbihan) recouvrent plusieurs caveaux.

de Tumiac, par exemple, et ce dolmen mis à nu ne se distinguera en rien de tous ceux dont l'enveloppe a disparu. On trouve des dolmens encore à demi-cachés, la partie supérieure du tertre étant seule détruite; c'est le cas, par exemple, du dolmen de Rondosec (Plouharnel, Morbihan), du Mané-Lud (Locmariaker), d'un tumulus de La Boixe (Charente) (1) et, en Limousin, d'un dolmen de la forêt de Rochechouart (2). Ailleurs, ce sont des bourrelets de terre subsistant autour de l'édifice, comme on l'a remarqué pour certains dolmens du Poitou (fouilles de Longuemar). Ailleurs encore, ce sont des tas de pierrailles épars sur le sol, comme on l'a constaté, par exemple, en Provence (3). Bref, on ne court guère le risque d'errer en concluant que tous les dolmens ont été recouverts d'un tumulus, qui était destiné, sans doute, à assurer au mort une demeure paisible et éternelle, à le protéger contre les intempéries, à le soustraire aux regards des étrangers et à lui éviter les outrages des ennemis. Ajoutons que cet usage n'est pas plus spécial à la France que celui des cryptes mégalithiques; l'Amérique, en particulier, possède des tumulus extrêmement intéressants (4).

Enfin, il faut considérer le mobilier que l'on découvre dans les dolmens, quand le modeste trésor n'a pas été dès longtemps saccagé. C'est un mobilier funéraire; la chose est reconnue par tout le monde. Dans la chambre qui allait être rigoureusement close, on déposait avec le mort certains objets qui se trouvent être toujours les mêmes : des armes, flèches, poignards, lances, haches, généralement en pierre, quelquefois en bronze; des outils de pierre; des vases de terre (qui contenaient probablement des provisions); des bijoux, colliers, bracelets, pendeloques, amulettes; bref, un ensemble d'objets dont le caractère funéraire et votif n'est pas contesté (5).

(1) CHAUVET, *Bull. de la Soc. arch. de la Charente*, 1877, p. 41.

(2) Commune de Saint-Auvent; observations de M. Précigou (*Bull. de Rochechouart*, 1895, t. V, n° II, p. 50-51). Dans le voisinage, un groupe de maisons s'appelle *La Mothe*; cette appellation date probablement du temps où le tumulus avait toute sa hauteur.

(3) Fouilles de M. Goby; in *Compte rendu du Congrès préhistor. de Vannes*, 1906, Paris, Schleicher.

(4) NADAILLAC, *Premiers hommes*, t. II, cap. VIII.

(5) L'importance donnée, en ces temps-là, à la sépulture engage à admettre que la croyance à une autre vie existait chez les peuplades qui ont construit des cryptes dolméniques; ce respect pour les morts fait penser à l'existence d'un culte des morts, forme la plus ancienne de l'idée religieuse; ainsi, le tumulus a pu être un rendez-vous de prières; certaines cérémonies ont pu être pratiquées à proximité. Et c'est la

*
*
*

En présence d'une pareille universalité de faits, il est devenu depuis longtemps impossible de croire que les dolmens aient été construits pour servir d'autels; ce sont des tombeaux enfermés dans une butte artificielle. Dans ceux qui sont depuis longtemps éventrés, comme celui du *Breuil*, nous ne pouvons trouver, évidemment, aucune preuve intrinsèque nous démontrant ce qu'était primitivement ce monument. Mais il nous paraît impossible de se refuser, en pareil cas, à raisonner par analogie; impossible de ne pas reconnaître à un monument, parce qu'il est dégradé, le caractère que l'on est forcé de reconnaître à ceux qui sont bien conservés.

Il est impossible de considérer le *Breuil* comme un éboulis de roches ou de le prendre pour un affleurement de la roche sous-jacente. La table a bien le dessus irrégulier et le dessous régulièrement plat, comme les autres dolmens. La dalle de fermeture a une forme bien adaptée à son rôle (2). La longueur de trois piliers, que nous avons pu mesurer à peu près exactement, malgré l'état pitoyable du monument, est sensiblement égale (3). Au niveau de l'enfoncement des piliers, on retrouve les blocs de calage usités normalement dans ce genre de construction. Quant à l'axe d'orientation, très voisin de la ligne Est-Ouest, il n'a rien d'anormal.

Que valent donc les raisons que l'on invoque pour hésiter à considérer le mégalithe du *Breuil* comme un tombeau? Rappelons d'abord ces raisons, telles que les a formulées l'auteur de la découverte: « La table était peu élevée au-dessus du niveau du sol, et le terrain, entre les piliers, n'avait pas été creusé. Il ne reste aucun vestige d'un dépôt d'armes, d'outils, de bijoux ou de poterie fait sous la table, et on ne voit pas de trace, autour de lui, d'un tumulus de recouvrement. » Nous croyons pouvoir montrer assez aisément que ces raisons n'ont rien de convainquant.

Ce dolmen est, dit-on, d'une forme très basse. Assurément; mais

seule façon dont on puisse rattacher le dolmen à un culte; encore n'est-ce qu'une hypothèse. « Aucun texte, aucun monument ne nous permet d'affirmer que toutes les familles de la Gaule aient pratiqué la religion des Mânes, leurs ancêtres. Les tombes étaient-elles des monuments de culte ou de simples lieux de souvenirs? Je ne sais. » (Julian, *Hist. de la Gaule*, t. II, p. 144.)

(2) Dimensions approximatives (la dalle étant engagée sous la table, à plat): 1^m,35 X 0,85.

(3) Les deux piliers contigus de la face Sud ont à peu près 1^m,25; celui de la face Nord 1^m,35.

le fait, bien que n'étant pas le plus commun, n'est pas une exception isolée. Il existe des cas analogues. Telles sont ces « allées couvertes et surbaissées », dont a parlé M. Cartailhac, « où l'on a peine à circuler en s'aidant des deux mains et en rampant (1). » Avec sa table faite d'un beau bloc et ses supports peu élevés, le dolmen du *Breuil* peut être considéré comme semi-mégalithique (2). Au reste, le plus ou moins d'élévation ne peut servir d'argument. Il n'y avait nulle règle pour cette architecture naïve. Ces monuments sont hauts ou bas, selon la dimension des blocs de pierre que les constructeurs trouvaient à leur portée quand la mort d'un de leurs chefs les obligeait à édifier un tombeau. Considérons aussi que, cette crypte étant basse, il a été bien plus facile de l'envelopper d'une chape protectrice ; il fallait moins de matériaux, moins de travail, moins de temps. Une raison qui nous porte à croire que le tumulus du *Breuil* n'a pas dû être bien élevé, c'est l'observation de la disposition des piliers ; au nombre de huit à dix (autant qu'on peut s'en rendre compte), ils étaient très voisins les uns des autres, certains même tout à fait contigus ; le caisson était ainsi bien fermé, sans qu'il fût besoin d'un fort amoncellement de terre ou de pierraille pour combler les interstices.

Convient-il de s'étonner que le tumulus ait disparu ? La châtaigneraie où repose le dolmen présente les traces, encore visibles, d'un ancien labour : c'est probablement ce labour qui explique la disparition du tumulus. On connaît de nombreux cas, dûment constatés, dans lesquels un dolmen a été mis à découvert par des agriculteurs désireux de débarrasser leur champ d'un monticule pour eux fort embarrassant. Citons un fait, choisi entre beaucoup d'autres : l'allée couverte de Conflans-Sainte-Honorine a été mise à nu et violée vers 1871 par un cultivateur que cet obstacle en dôme

(1) CARTAILHAC, *France préh.*, p. 279. — Notons, à titre d'exemple, le dolmen de Lez-Variel (Morbihan) : hauteur intérieure de la chambre, 0^m70 (*Soc. polymat.*, 1868) ; — les petites cryptes des Alpes-Maritimes, qui ont 0^m40, 0^m60, 0^m80 de hauteur (*Congrès préhist. de Vannes*, 1906 ; compte rendu, p. 393, 397).

(2) Observons à ce sujet que ce dolmen devait être un peu plus haut que ne l'a estimé M. Fage au premier abord ; c'est ce que nous font penser les dimensions des piliers que nous avons indiquées plus haut. D'autre part, selon M. Lecler, les piliers du dolmen du *Monteil*, à Folles, ont 1 mètre de haut en moyenne, et ceux du dolmen de la *Pierre des Fades*, à Montaumer (commune de La Croix) ont aussi en moyenne une hauteur de 1^m.10. On voit que ces chiffres sont très voisins de ceux que l'on constate au *Breuil*, dont le caractère est ainsi beaucoup moins exceptionnel.

généait pour son labour et qui, après avoir enlevé la terre, brisa la grande dalle (1). Il est arrivé autrefois pour les tumulus à dolmen de l'âge néolithique ce qu'on a vu arriver plusieurs fois, à des dates récentes, pour les tumulus (sans dolmen) de l'âge du fer, tels que ceux de Texonnières, rasés pour l'installation de l'hippodrome, ou celui des Places (non loin de Nexon), détruit par le propriétaire pour former une terrasse le long d'une route (2), ou encore celui des Defaix (près Saint-Mathieu), supprimé pour l'établissement de la route qui va à La Chapelle-Montbrandeix (3). Bref, la disparition du tumulus du Breuil n'a rien d'extraordinaire, loin de là ! Le plus souvent, la tâche destructrice de l'homme a été préparée et facilitée par les agents physiques. Il faut tenir grand compte, en effet, de l'action des intempéries, des pluies, du soleil, du vent, qui pendant des siècles ont raviné, dissocié et entraîné l'enveloppe de terre. L'homme s'est trouvé ainsi naturellement engagé à achever l'œuvre du temps, et, quand il a eu dispersé le tumulus, il n'a point respecté la sépulture : il l'a fouillée et a rejeté au dehors des trouvailles qui étaient sans intérêt pour lui.

L'absence complète d'objets quelconques dans la terre qui remplissait la chambre du dolmen du *Breuil* peut elle, en effet, prouver que ce n'était pas un tombeau ? Cette absence ne prouve qu'une chose : c'est que le monument a été fouillé et dévalisé, et cela à une époque probablement ancienne. La cause principale de ces violations a été la croyance à l'existence de trésors. Il n'est pas de régions où l'on ne retrouve cette idée sous diverses formes ; ici, l'on croit que la crypte renferme une peau de bœuf remplie d'or ; là, c'est un animal, lion, veau, chèvre, tout en or, etc. (4). Pareilles croyances ne sont point complètement mortes. Ainsi, quand M. A. Masfrand a fouillé le dolmen de *la Côte* (commune de Saint-Laurent-sur-Gorre), le propriétaire lui a imposé la condition (et l'on pense bien que notre confrère l'accepta sans peine !) qu'on lui remettrait les objets précieux d'or ou d'argent qu'on trouverait (5). Ces idées viennent de fort loin et ont été très répandues. Ainsi, selon Cassiodore, il y avait chez les Goths une catégorie de magistrats, dits Sayons, qui avaient parmi leurs attributions celle de faire ouvrir les tombeaux où l'on soupçonnait des trésors et de

(1) Cette crypte contenait une vingtaine de corps. (BERTRAND, *Archéol. celt.*, p. 175-176.)

(2) M. IMBERT, *Anc. populat.*, p. 47.

(3) LECLER, *Bull. du Lim.*, 1883, t. XXXI, p. 64.

(4) CARTAILHAC, *France préhist.*, p. 165.

(5) MASFRAND, *Limousin préhist.*, p. 76-78.

faire respecter en même temps la cendre des morts. D'autre part, la loi salique défendait d'ouvrir et de dépouiller les tombeaux (1). Ce pillage était donc fort pratiqué. Il était provoqué, évidemment, par la présence dans les sépultures de certains bijoux en or ou en argent, tels que colliers et bracelets. Les objets sans valeur, et notamment les débris d'os calcinés dans les sépultures à incinération, étaient rejetés et brisés. Il n'est donc pas étonnant que certains dolmens soient absolument vides, comme celui du Breuil. Quand la tombe a déjà subi une effraction, il est assez rare d'y trouver quelques débris du mobilier, pièces en silex ou fragments de vases, comme M. Masfrand en a rencontré dans les dolmens de *la Côte* et de *Cognac* (2). Les pillers anciens n'avaient évidemment trouvé nul intérêt à retirer du sol de si minces dépouilles ! Au Breuil, où la terre de la sépulture était peu profonde et où le mobilier devait être modeste, comme l'est le monument lui-même, rien n'est resté. En ce qui concerne particulièrement l'absence de débris d'os (3), comment y aurait-il là un argument pour la thèse opposée ? Ce n'est point un cas unique et l'explication est facile. S'il y a sépulture par inhumation, tout le tissu a été décomposé. Si c'est une incinération, les menus débris non consumés auront été dispersés quand la tombe fut violée. Nous serions même portés à supposer que le *Breuil* est une tombe à incinération, vu la faible épaisseur de la couche de terre au-dessus du tuf vierge.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que les présomptions sur lesquelles on s'appuierait pour voir dans le dolmen du *Breuil* un autel sont condamnées à rester inopérantes. Ce mégalithe, comme les autres, a été construit pour servir de tombeau, et cela à une époque où l'archéologie ne trouve aucune trace des druides.

Il ne faut pas, en effet, négliger la chronologie. Or, le dolmen apparaît dans la civilisation néolithique. Cette civilisation, caractérisée par l'usage de la pierre polie, est, selon les expressions de A. Bertrand, « un état social tout à fait primitif et bien inférieur à celui que nous dépeignent les récits des Grecs et des Romains nous

(1) CARTAILHAC, *France préhist.*, p. 303.

(2) Pour Cognac, v. *Limous. préhist.*, p. 74-76 ; l'auteur indique que le dolmen fut fouillé, en vue de la découverte d'un trésor, par le grand-père du propriétaire actuel. — C'est aussi par une fouille ancienne que s'explique le bouleversement de la terre du dolmen de la forêt de Rochechouart, observé par M. Précigou, qui n'a pu y trouver qu'un fragment de poterie (*Bull. de Rochech.*, 1893, t. V, n° II, p. 50-51.)

(3) Notons que la fouille de M. Fage n'a pu être que partielle, d'ailleurs.

parlant des Celtes ou des Gaulois (1) ». A la fin de cette période se place une civilisation *néolithique*, caractérisée par l'introduction en somme modérément abondante du cuivre et du bronze, l'usage de ce métal étant d'abord limité à quelques objets de parure, puis étendu à des poignards, à des haches et ensuite à des épées. Puis apparaît le fer, venant de l'Europe centrale, apporté en Gaule par les invasions celtiques. C'est pendant les périodes *néolithique* et *néolithique* qu'ont été construites les chambres dolméniques, avec certaines modifications successives (2). Or, l'archéologie et l'histoire nous paraissent d'accord pour établir que la race qui peuplait la Gaule avant la diffusion de l'usage des métaux n'est pas celtique et n'a sûrement rien de commun avec les peuplades gauloises qui sont venues implanter dans ce pays la civilisation dite du fer (3). Disons donc que les dolmens sont *préceltiques*, ou, si l'on n'est pas d'accord sur les limites des temps celtiques (4), qu'ils sont en tout cas *prégaulois*.

Mais à quelle période appartiennent les druides ? A la période proprement gauloise, à la civilisation du fer. Et à quelle époque apparaissent-ils dans l'histoire écrite ? M. d'Arbois de Jubainville et M. C. Jullian sont d'accord pour dire que le plus ancien auteur qui

(1) A. BERTRAND, *Arch. cell.*, I, p. 124.

(2) C'est à l'époque transitoire où les nouveaux métaux venaient compléter l'outillage en pierre qu'appartiennent des coffres sous tumulus tels que celui de la *Vernouille* (près d'Uzerche), fouillé en 1871 par M. O. Sengensse; l'ensemble présentait : 1° un galgal de pierres; 2° une chape de terre; 3° un caisson (forme abâtardie du mégalithe) composé de quatre pierres recouvertes d'une autre large et plate; dans la sépulture : une pointe de flèche en silex, un couteau en silex, un vase de forme large, un bracelet en bronze et deux fragments de fer. (*Bull. du Lim.*, 1872, t. XXII, p. 260 à 268.)

(3) Alors se répandit l'usage de la sépulture sous tumulus, sans galerie ni chambre de pierre. Ce genre de tombe a été étudié surtout dans la Marne. Le tumulus du Gros-Guignon (Savigné, Vienne) a livré à M. Chauvet une très intéressante sépulture à char. (*Bull. arch.* 1899, p. 535-536.) — Sur les invasions celtiques dans l'Europe occidentale, voir DÉCHELETTE, l'*Arch. cell. en Europe* (*Revue de synth. hist.*, 1901, t. III, p. 36); — G. DOTTIN, *Manuel pour servir à l'étude de l'antiquité celtique*, Paris, 1906; exposé très précis de toutes nos connaissances actuelles sur la civilisation celtique et gauloise; invasions des Celtes, v. p. 344 sq. Les travaux d'Arbois de Jubainville et de A. Bertrand sont bien connus.

(4) Cf. DÉCHELETTE, *Manuel*, p. VI). « En général, les travaux récents tendent à resserrer, d'une part, les bornes chronologiques de l'archéologie celtique, et d'autre part, à élargir ses limites géographiques ».

nomme les druides est Sotion, qui vivait vers l'an 200 avant J.-C. (1). Sans doute les druides existaient auparavant; mais il n'est pas moins vrai qu'on n'a le droit certain de placer les druides que dans la société gauloise. Mais cette société ne paraît pas s'être constituée sur notre sol, selon l'opinion très prudente de M. Bertrand, avant le VII^e ou le VIII^e siècle environ (2), tandis que la civilisation néolithique existait bien des siècles plus tôt. En pareille matière, les dates sont forcément imprécises et en quelque sorte élastiques. C'est ainsi que M. Déchelette (3) fait commencer l'introduction du poignard de cuivre dans la France néolithique vers 2200 et place l'apparition de l'épée celtique de fer vers l'an 900, mettant ainsi plus de mille ans entre la fin de l'époque néolithique pure et le début de l'invasion gauloise. M. Jullian (4) trouve ces dates trop fortes; sans rien préciser pour l'époque du bronze, il met après 600 le développement de l'âge du fer, en laissant toujours un fort intervalle entre l'époque des dolmens et l'époque druidique; avant le VII^e siècle, dit-il, « il y avait sans doute un millénaire et bien davantage que l'on connaissait l'usage de ce type de tombeaux (5) ». Notons encore que M. Chauvet, après ses fouilles en Charente et ses études comparatives, pense que « c'est vers le X^e siècle que finiraient nos dolmens et nos tumulus avec cella intérieure (6) ». Concluons donc que les dolmens sont des sépultures antérieures aux druides gaulois, et appartenant à une race qui occupait antérieurement le sol de la Gaule et que les Celtes subjuguèrent (7). Comment dès lors établir un rapport entre les dolmens et les druides? (8).

(1) D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Revue celt.*, 1898, XIX, p. 71. — JUL-
LIAN, *Hist. de la Gaule*, II, p. 89, n. 2.

(2) BERTRAND, *Arch. celt.*, I, p. 27.

(3) Chapitre encore inédit; connu par Jullian, *loc. cit.*, I, 163.

(4) *Hist. de la Gaule*, I, p. 163.

(5) *Ibid.*, p. 150.

(6) *Bull. arch.*, 1899, p. 535.

(7) M. Jullian s'efforce d'établir que cette race prégauloise est la race
ligure. — Quel que soit notre respect pour l'éminent auteur de l'*Hist.
de la Gaule*, nous préférons dire simplement avec Bertrand : « Ces
dolmens... recouvrent les restes mortels d'une population et d'une race
dont l'histoire ne nous parle pas, et qui ou n'existait plus au temps de
César ou s'était fondue complètement dans la population gauloise ».
(*Arch. celt.*, I, p. 126).

(8) En ce qui concerne la partie occidentale de la France, l'étude des
dolmens submergés des côtes de Vendée a amené M. M. Baudoin à
conclure que quelques-uns de ces monuments doivent dater de plus de

M. Salomon Reinach a essayé de renouveler nos connaissances sur le druidisme en considérant cette institution comme préceltique; et ainsi revivrait — si l'on admettait cette hypothèse — la théorie qui veut à toute force rattacher les dolmens aux druides... Mais M. Reinach, lui aussi, voit dans ces monuments des sépultures sous tumulus et ne songe nullement à les transformer en autels de sacrifices (1).

Inversement, d'autres archéologues, s'appuyant sur la présence d'objets en bronze et même quelquefois en fer, croient que l'usage des sépultures en chambres closes sous tumulus n'était pas encore complètement éteint dans la période gauloise et a pu même durer jusqu'à une époque voisine de César (2). Si l'on admet cette interprétation, qu'en résulte-t-il? toujours l'impossibilité que le dolmen ait été un autel pour le culte druidique.

* *

Qu'on nous permette de pousser plus loin la discussion. Car s'il est acquis que les dolmens ont été construits pour être des tombeaux, on peut transformer la question et croire, comme on le fait souvent, qu'ils ont reçu plus tard une nouvelle affectation et ont été utilisés par les druides pour l'immolation des victimes humaines. Nous estimons que cette théorie, qui n'est prouvée en rien, se heurte aussi à de nombreuses objections (3).

trois mille à quatre mille ans avant J.-C. (Congrès préhist. de Vannes, 1905, *Compte rendu*, p. 347). — M. Sophus Müller, tout en faisant commencer l'époque de la hache polie pendant le 4^e millénaire. (*L'Europe préhist.*, p. 32), estime que, dans la partie ouest de la Méditerranée, les dolmens doivent apparaître dans la période prémycénienne, vers la fin du 3^e millénaire (p. 43). Son tableau général des groupes de civilisation préhistorique (planche en couleurs) donne pour la France le classement suivant : grandes tombes de pierre, fin du 3^e millénaire; âge de pierre-bronze, début du 2^e millénaire; âge du bronze, du milieu du 2^e millénaire au début du 1^{er}; âge du fer (Halstatt), du VIII^e au V^e siècle; époque proprement celtique (Le Tène), du IV^e au I^{er} s. av. J.-C. On voit combien ces calculs éloignent l'ère dolménique de la période druidique.

(1) S. REINACH, *Cultes, mythes et religions*. Paris, Leroux, 1905, p. 151.

(2) Cf. CARTAILHAC, *Fr. préh.*; dolmens des Causses, de la Lozère, du Lot; — cf. BERTRAND, *Arch. cell.*, p. XII, p. XXI, etc.; — cf. LE ROUZIC, *Les monum. mégal. de Carnac et de Locmariaquer*, p. 36, etc.

(3) L'opinion de tous les maîtres de la préhistoire peut être résumée par ces mots de Bertrand : « Quant à l'opinion qui veut que l'on ait sacrifié sur les dolmens des victimes humaines, elle doit être définitivement abandonnée ». (*Arch. cell.*, I, p. 113). Cf. NADAILLAC, *Les premiers hommes*, p. 327. Cf. CARTAILHAC, *France préh.*

Que les druides aient fait des sacrifices humains, ce n'est pas niable, sans que, d'ailleurs on puisse dire exactement quel était leur rôle dans ce genre de cérémonies (1). Mais en quoi consistait ce rite sauvage? C'est tantôt la crucifixion (2), tantôt l'asphyxie par immersion dans une cuve pleine d'eau (3), tantôt la pendaison (4). Dans certains cas, on enferme la victime, vivante, dans un mannequin d'osier tressé, et on fait brûler à la fois contenant et contenu (5). Parfois le mannequin est fait de bois et de foin; on y consume pêle-mêle des animaux et des hommes (6). D'autres fois encore la victime est empalée et brûlée sur un grand bûcher (7). Ce sont les seuls détails que nous ayons sur les sacrifices gaulois; la seule documentation possible se trouve chez les auteurs de l'antiquité, Grecs ou Latins, païens ou chrétiens, et nous résumons exactement les uniques renseignements qu'ils nous fournissent (8). Or comment faire sur un dolmen des sacrifices tels que ceux que nous venons de décrire? Il semble bien qu'il n'y faut pas songer. Considérons bien que, si certaines tables de dolmen sont plates, beaucoup d'autres sont irrégulières, bombées, et par conséquent bien peu propres à l'usage qu'on veut leur attribuer. Bien mieux, on a observé souvent que c'est la surface interne de la dalle (formant le plafond de la crypte) qui est

(1) Les Gaulois ne sont pas les seuls peuples qui aient pratiqué ce rite. (Cf. religion des Germains, culte de Moloch en Phénicie, de Diane en Scythie, de Mithra en Perse, etc.). Cette pratique, dit d'Arbois de J., « est générale dans le monde à un certain degré de civilisation, indépendamment de toute race et de toute chronologie ». (*Revue cell.*, 1898, XIX, p. 71). — Cf. JULLIAN (*Hist. de la Gaule*, I, p. 144; II, 157 à 161); bibliographie de la question, références des auteurs grecs, latins, païens et chrétiens. — Cf. DOTTIN, *Manuel pour l'antiquité celtique*; pour les druides, v. p. 268 à 295; pour les sacrifices, p. 255 à 258.

(2) STRABON, *Géogr.*, IV, 4, 5.

(3) GLOSES DE LUCAIN (USENER, *Commenta*, p. 32).

(4) *Id.* — V. JULLIAN, *loc. cit.*, II, 159, n. 2.

(5) CÉSAR, *B. G.*, VI, 16.

(6) STRABON, *Géogr.*, IV, 4, 5.

(7) DIODORE, V, 32.

(8) Ni Pomponius Mela, ni Suétone, ni Justin, ni Tacite, ni Lucain, ni Cicéron, etc., etc., qui parlent des sacrifices, ne fournissent de détails sur le mode d'exécution. César lui-même n'en parle que par ouï-dire.

plane, tandis que le dessus est inégal (1). N'eût-on pas fait l'inverse pour édifier un autel ?

Ne vaut-il pas mieux avouer que nous ignorons quelle était la forme des autels sur lesquels les druides immolaient ou faisaient immoler les victimes ? On est obligé en effet de reconnaître que l'archéologie et l'histoire ne savent rien de précis sur les autels gaulois préromains. Les auteurs latins qui parlent des autels à sacrifices les désignent par les mots qui désignent les autels romains et ne donnent absolument aucune description (2). Dans ces conditions, le mieux est d'imiter M. Jullian disant : « Je n'ai pu parler des autels gaulois, pour la raison qu'ils ne sont mentionnés que par un texte dont la valeur est purement littéraire (Cicéron, *Pro Fonteio*, X, 21). Il devait y en avoir : c'est tout ce qu'on peut en dire (3) ». De là à transformer les dolmens en autels druidiques, il y a loin !

Les partisans de cette hypothèse vraiment trop risquée ont voulu trouver un argument dans des cavités dites *bassins*, *écuelles*, *cupules*, qui sont creusées sur certains blocs de pierre et que de petites rigoles relient parfois entre elles. On s'était empressé d'y voir

(1) *Soc. polymath.* du Morbihan, 1863, p. 6. — Cf. BERTRAND, *Arch. cell.*, I, p. 113. — Cf. Waldemar SCHMIDT (*Congrès préhist. de Vannes*, p. 335) : « Un bloc de cette nature [non taillé] a été choisi toujours pour la table du dolmen [en Suède] et le côté plat tourné vers le dessous... Aucune place ne pouvait être plus mal choisie pour servir de lieu de sacrifice aux dieux que le dessus des tables dont sont couverts les dolmens. »

(2) Voici les termes : *ara* (CICÉRON, *Pro Fonteio*, X, 21; LUCAIN, *Pharsale*, I, 446, III, 404; TACITE, *Annales*, XIV, 30, parlant de l'île de Mona-Anglesey); — *altaria* (LUCAIN, *Id.*, III, 404; Pomponius MELA, III, 2). — Chez les auteurs grecs, rien de réellement instructif.

(3) JULLIAN, *Hist. de la Gaule*, t. II, p. 157. — Opinion confirmée catégoriquement par M. Cartailhac (lettre personnelle du 15 mars 1908). — Rappelons en passant qu'on a quelquefois prétendu tirer argument des textes de la Bible, où il est parlé d'autels bâtis en pierres brutes, non taillées, l'emploi du fer étant considéré comme une profanation (*Exode*, XX, 35; *Deutér.*, XXVII, 5; *Josué*, VIII, 30). Ceci ne saurait constituer une preuve (cf. BERTRAND, *Arch. cell.*, 113). On doit remarquer ce fait : sur les nombreux autels que Noë, Abram, Isaac, Jacob, Moïse, etc., bâtissent, la plupart sont construits à l'improviste, sur un ordre de l'Eternel, qui doit être exécuté aussitôt, ou bien pour subvenir à un besoin immédiat. (*Genèse*, VIII, 20, XII, 7, 8, XXII, 9, XXVI, 25, XXX, 19; *Exode*, XXIV, 4; *Nombr.*, XXIII, 1, etc.). Rien dans ces constructions ne peut ressembler aux blocs, souvent énormes, de nos monuments mégalithiques.

des cuvettes destinées à recevoir ou à faire écouler le sang des victimes et l'eau lustrale. Pour élucider cette question, il faut commencer par faire plusieurs distinctions nécessaires. D'abord, il faut résolument éliminer les « marmites de géants », larges excavations arrondies, produites par des blocs de granit tournoyant à l'époque glaciaire (1). Il faut encore éliminer des bassins plus petits, ovales ou ronds, qui sont des cavités naturelles provenant de nodules désagrégés par les agents atmosphériques, air, eau, gelée, soleil (2). Ce sont des explications géologiques qu'il convient, selon nous, de présenter pour plusieurs monolithes à cuvettes observés en Limousin ; indiquons le gros rocher du *Pradeau* (commune de Saint-Junien, hameau de La Bretagne), portant au sommet une cuvette naturelle, avec de petites rigoles allant à la base (3) ; un bloc à *Massaloux* (commune de Gorre), portant sur le bord gauche une cuvette à peu près carrée continuée par une rigole qui traverse la roche (4) ; le monolithe de *Vitrac* (commune de Pensol) (5) ; le rocher du *Pied-de-l'Ane* (Saint-Léonard) (6). On a remarqué aussi que certaines rainures proviennent de tentatives faites pour diviser la pierre et l'exploiter (7). D'autres sont des polissoirs qui ont servi à la confection de haches en pierre polie, avant que le bloc fût employé pour l'établissement d'un dolmen (8) ; sur la table du dolmen de *L'Age-Maillasson* ou des *Bras* (commune de Saint-Sulpice-les-Feuilles), on constate une entaille de ce genre (9). Certaines

(1) Cf. NADAILLAG, *Premiers hommes*, p. 278-9. — Cf. FELSAN, *La période glaciaire* (Paris, Alcan, 1889).

(2) Des cupules se forment ainsi aussi bien dans le granit que dans le grès et le calcaire. Nos confrères de la Creuse, MM. de Cessac et Cyprien Pérathon, ont eu justement recours à cette explication scientifique pour rendre leur vrai sens à des cuvettes où l'on s'ingéniait à voir la main des druides (*Mém. de la Soc. de la Creuse*, an. 1885, p. 220).

(3) A. MARTIN, *Bull. de la Soc. de Rochechouart*, 1903, XIII, p. 110.

(4) A. POUYAUD, *Bull. de Rochechouart*, 1897, VII, p. 81.

(5) *Bull. de Rochechouart*, 1898, VIII, p. 95 ; — *Id.*, 1900, X, p. 89-91. — Cependant la cuvette peut avoir été retouchée intentionnellement ; il peut y avoir utilisation, peut-être gallo-romaine ou médiévale.

(6) *Bull. de Rochechouart*, 1898, VIII, p. 1-2.

(7) DE CLOSMADÉUC (*Soc. polym. du Morbihan*, 1866, p. 98). — Cf. M. IMBERT, *Anciennes populat.*, p. 44.

(8) JOUSSET DE BELLESME, *Nécropole préhist. de Saint-Cyr (Orne)*, *Compte rendu du Congr. préhist. de Vannes*, p. 416, 417, 418, 419, 423, etc. ; — données confirmées par lettre personnelle du 22 mars 1908.

(9) DROUAULT, *Bull. de la Soc. du Limousin*, 1904, LIV, p. 446 ; — dolmen reproduit par la gravure dans *la Nature*, juin 1896, p. 48.

cavités ont une forme sur laquelle on ne peut guère se prononcer : elles peuvent être aussi bien l'œuvre (totale ou partielle) de l'homme que des phénomènes naturels ; c'est peut-être le cas de la pierre à empreinte signalée au lieu dit *La Petite-Eau* (entre Saint-Hilaire-Lastours et Nexon) et de la pierre à écuellles de *Ladrrouille* (commune de Saint-Hilaire-Lastours (1). Reste une dernière catégorie : certaines cupules sont creusées avec régularité, ont la paroi lisse, et sont groupées d'une façon qui paraît intentionnelle; bref, on penche à les attribuer à la main de l'homme (2). (Et encore cette régularité de disposition n'existe point partout !). Si ces petites cavités avaient été destinées à recevoir le sang ou l'eau du sacrifice, ne devrait-on pas les trouver au moins sur la grande majorité des dolmens ? Or, ce n'est point ce que l'on constate ; la présence de cupules sur la table d'un monument mégalithique est un fait rare et non un fait général (3). Rappelons ce qui a été observé en Limousin : c'est seulement sur la table des deux dolmens de Bouéry et de La Vaudelle (dits *Pierre à la martre*) qu'apparaissent ces signes, 11 dispersés irrégulièrement pour le premier et 7 disposés en triangle pour le second (4). Quel argument de portée sérieuse pourrait-on tirer d'un fait si rare ? Ce n'est pas tout. Pour certains dolmens, les cupules se trouvent non sur, mais sous la table, à la face inférieure qui fait le plafond de la crypte (5). On en voit sur le pilier vertical du fond de la chambre du Petit-Mont (Arzon), sur la tranche de la dalle qui recouvrait l'allée couverte du Taillant (Pyrénées), que les fouilleurs ont dégagée de son tumulus : « Elles sont du côté de l'avenue, mais étaient invisibles pour ceux qui fréquentaient le sépulcre (6) ». Comment dès lors imaginer un rapport entre ces petites cavités et un sacrifice ? Ajoutons qu'on voit aussi des cupules sur des menhirs verticaux, mais seulement sur quelques-uns ; en Limousin, on n'en signale que sur le menhir voisin du dolmen de *Cognac* (7). Com-

(1) M. IMBERT, *Anc. popul.*, p. 41-44.

(2) CARTAILHAC, *France préhist.*, p. 246 ; — NADAILLAC, *Premiers hommes*, I, 283 ; — DÉCHELETTE, *Manuel*, p. 616.

(3) BERTRAND, *Arch. celt.*, I, 113.

(4) DROUAULT, *Bull. de la Soc. du Limousin*, 1904, LIV, 446-7 ; — MASFRAND, *Bull. de Rochechouart*, 1898, VIII, p. 95.

(5) Par exemple grand dolmen du Mont-Saint-Michel, près de Carnac (De CLOSMADÉUC, *Soc. polym.*, 1862, 35 ; CARTAILHAC, *Fr. pr.*, 247) ; dolmen de Kerveresse (CARTAILHAC, *id.*).

(6) CARTAILHAC, *Fr. pr.*, 247-248.

(7) MASFRAND, *Limousin pr.*, 80-81 ; — 3 rainures en forme de cuvette allongée (0^m13 de long sur 0^m08 de large), les unes au-dessous des autres, à égale distance ; — les paysans y voient l'empreinte des doigts

ment concilier de pareils faits avec les hypothèses qui destinent les cupules à recevoir le liquide répandu dans les sacrifices druidiques? Ce n'est pas dire que ces cavités soient dépourvues de signification. Mais quel est ce sens? On peut y voir « des marques magiques, des emblèmes d'espérance, de crainte ou de sauvegarde (1) ». Peut-être faut-il plutôt les rattacher aux rites funéraires (2). Au surplus, ces signes ne sont point particuliers à la France (3). C'est donc d'une façon absolument gratuite qu'on suppose qu'ils concernent la religion druidique.

On oublie aussi — et ce n'est pas la moindre cause de fragilité — de se demander si les tables des dolmens étaient visibles et utilisables du temps des druides. Car, pour en admettre l'utilisation en guise d'autels, il faut aussi admettre que, dès l'époque gauloise, les tumulus qui cachaient les cryptes avaient disparu (4). Mais qui confirmera cette hypothèse? On possède d'autre part des faits, nettement observés, qui montrent que de nombreux dolmens n'ont été découverts qu'après l'époque druidique. Au cours de fouilles menées avec soin, on a eu assez souvent la chance de pouvoir constater, par les indices les plus sérieux, que la violation a eu lieu pendant l'âge du fer; pour d'autres, pendant la période romaine; pour d'autres, encore plus tard, au moyen âge; pour d'autres encore, seulement au XVIII^e siècle, sans compter toutes les tombes qui étaient restées closes jusqu'à nos jours. On peut donc penser tout aussi bien que la majorité des dolmens étaient encore invisibles au temps des druides. Quant à ceux qui ont été violés dès l'époque gauloise ou romaine, l'examen a montré que le but visé avait été soit la recherche d'objets précieux, soit la substitution de nouveaux cadavres à ceux pour qui avait été bâti le tombeau. On a ainsi constaté des remaniements, des mélanges d'objets de diverses époques, la présence de squelettes humains ou de mobiliers funéraires n'ayant aucun rapport avec ceux dont ils avaient pris la

du diable arrachant ce bloc à la Vierge qui le portait pour achever le dolmen voisin. M. Lecler croit que ce sont des incisions faites lors d'une tentative, restée vaine, pour fendre le bloc.

(1) JULLIAN, *Hist. de la Gaule*, I, 165-166.

(2) Voir par exemple J. SACAZE, *Congrès d'anthropol. de Paris*, 1889, 615; — J. FORTES, *Sculptures sur les mégal. du Portugal*, in *Congrès préh. de Vannes*, 1903, p. 352; — DÉCHELETTE, *Manuel*, I, 618.

(3) Suisse, Allemagne (du Nord), Scandinavie, Russie, Angleterre, Ecosse, Portugal, Espagne, Italie du Nord, Corse, Afrique du Nord, Palestine, Inde (CARTAILHAC, *Fr. pr.*, 246; NADAILLAC, *Premiers hommes*, I, 279; DÉCHELETTE, *Manuel*, I, 422, 617).

(4) Cf. M. BAUDOIN, in *Congrès préh. de Vannes*, 1903, p. 426.

place. De plus, on a observé maintes fois des superpositions de sépultures appartenant à des phases différentes de la civilisation, avec une zone stérile séparant les deux niveaux archéologiques (1). Des faits pareils montrent bien que, si l'on entrait dans les dolmens dès un temps très reculé, ce n'était point pour en faire des autels de sacrifices; on leur conservait leur caractère propre de tombeaux.

Si l'on consulte la tradition populaire, dont les formes les plus anciennes sont des légendes rustiques, que trouve-t-on? Point de légendes où figure l'autel à sacrifices; en revanche, on retrouve des traces du sens funéraire du dolmen dans des appellations telles que celles-ci : *Tombeau du Vieillard*, *Champ du Tombeau*, *Pierre du Champ dolent*, *Pierre à la Morte*, *Pierre du Charnier* (2); ces appellations sont nées le jour où le dolmen, délabré, a livré son secret aux gens du voisinage. Mais la grande majorité des mégalithes ont des noms et des légendes qui représentent, non la réalité, mais des croyances et des superstitions qui se sont superposées ou même mêlées dans le cours des âges : sorcières, fées, géants, nains, vierge, diable, trésors cachés, génies bienfaisants ou malfaisants,

(1) Voici quelques faits significatifs : sépultures romaines parmi des débris néolithiques dans un dolmen du plateau de Roquetaillade, Aveyron (CARTAILHAC, *Fr. préh.*, p. 312), dans deux dolmens de l'Aube (*id.*, p. 313); poteries et minerais de fer dans le tumulus de Signac (Saint-Nazaire), bouleversé et même reconstruit en partie à l'époque romaine (*id.*, p. 310); monnaies romaines et fer dans les restes d'une sépulture néolithique au dolmen de Rosmeur, sous tumulus (*id.*, p. 310); poteries romaines au-dessus de tombes néolithiques dans l'allée couverte de Coppière (Seine-et-Oise), dont on avait partiellement détruit la couverture dallée en perçant le tumulus (A. DE MORTILLET, *Revue de l'Ecole d'anth.*, sept. 1906); bracelets gaulois en bronze dans le dolmen d'Hermilis, près Saint-Affrique (CARTAILHAC, p. 312); violation du tumulus de la Halhade (Hautes-Pyrénées) à l'époque du fer (*id.*, p. 224); sépulture de l'âge du fer superposée à une couche néolithique dans le dolmen de Noguier, près Rodez (*id.*, p. 311); même fait au tumulus-dolmen de Salles-la-Source, Aveyron (BERTRAND, *Arch. cell.*, t. I, p. 286); fer et poterie vernie (vert) dans un tumulus-dolmen de Vervant, en Charente (CHAUVET, *Bull. arch.*, 1899, p. 501), etc. — Après la violation, certains tombeaux ont servi de refuge, de cachette, en temps de guerre ou d'invasion; exemples : pièces gauloises, pièces romaines, double tournois d'Henri III dans le dolmen de Ploufragas (Côtes-du-Nord) (d'après A. DE BARTHÉLÉMY, *Revue cell.*, 1886, t. VIII, p. 389); pièces gauloises, pièces carolingiennes dans un dolmen de la Haute-Saône (*id.*)

(2) CARTAILHAC, *Fr. préh.*, p. 165; — NADAILLAC, *Prem. Hommes*, t. I, p. 326.

paganisme et christianisme, toutes les formes du merveilleux se rencontrent dans les traditions populaires. Rappelons quelques légendes limousines. La *Pierre Virdouaire* (Arnac) allait boire à la rivière; à ses pieds, un trésor était enfoui; pour s'en emparer, il fallait saisir le moment où la table était allée se rafraîchir (1). Un récit analogue raconte les déplacements de l'*Age-Maillasson* (1). Les fées ou *Martes* des dolmens de *Mailhac*, grandes et laides, avec des bras immenses et des seins démesurés, poursuivaient les laboureurs pour les faire têter en criant : « *Tétabouilli!* » Tout homme saisi par elle était mort. On leur attribuait la construction des dolmens (2). Les pierres du dolmen de *Poujol* (Eybouleuf) étaient apportées par la Vierge pour achever l'église de Saint-Léonard; arrivant trop tard, elle les laissa tomber de son tablier (3). C'est aussi la Vierge qui a transporté les matériaux du dolmen de *Cognac*; au moment d'atteindre le but, elle ne put empêcher le diable de lui enlever un bloc (4). Voilà la tradition populaire; elle n'a su que transformer et altérer le véritable sens des dolmens (5).

Existe-t-il une tradition savante à laquelle on pourrait se référer avec confiance? On est obligé de reconnaître qu'il n'existe aucun texte, grec ou latin, qui s'applique aux dolmens. Il y a là un argument *e silentio* qui ne laisse pas d'avoir sa valeur. Cependant, on a souvent pensé à alléguer, en faveur des « dolmens druidiques », des textes datant des V^e, VI^e, VII^e et VIII^e siècles après J.-C. Il ne sera pas inutile d'en dire quelques mots. Plusieurs conciles et des autorités ecclésiastiques, en effet, ont lancé des condamnations répétées contre les infidèles qui adoraient les pierres (6). Que le culte des

(1) DROUAULT, *Bull. du Lim.*, 1904, t. LIV, p. 487.

(2) DROUAULT, *Bull. du Lim.*, t. LIV, p. 489-490.

(3) *Diction. arch. de la Gaule*, t. I, p. 386.

(4) MASPRAND, *Limous. préh.*, p. 74-76.

(5) M^{me} Edgar Quinet raconte, dans *Sentiers de France* (1875, p. 152), une conversation qu'elle eut avec un marin breton et où l'on prend sur le vif la facilité avec laquelle l'esprit populaire invente, pour l'inexpliqué, les explications les plus absurdes : « Qui a pu transporter là-haut ces énormes blocs? — On ne sait pas. Cela s'appelle des pierres druidiques. — Comment les a-t-on charriées depuis la plage? — Elles ne viennent pas de la plage; c'est un autre grain, beaucoup plus dur. *Peut-être que les anciens, les Hébreux, les ont fabriquées sur place, comme j'ai vu faire du béton en Algérie.* » — V. SÉBILLOT, *Trad. et superst. de la Haute-Bretagne* (1882); 1^{re} partie, ch. I, Les monuments préhistor.; ch. II, Le culte des pierres, des arbres et des fontaines.

(6) Concile d'Arles (452) : *Si... infideles aut faculas accendunt, aut arbores, fontes vel saxa venerantur...* — Concile de Tours (567) : *... vel ad nescio quas petras aut arbores aut ad fontes... perpetrare quæ ad ecclesiae*

pierres ait été connu en Gaule, c'est quasi certain. Il est peu de cultes qui aient été plus répandus sur la terre que celui-ci. « Ce sont des superstitions qui sont de tous les peuples », a dit Fustel de Coulanges. « Elles n'ont rien qui soit propre aux Gaulois ni qui soit spécialement druidique », — si seulement, ajouterons-nous, les druides s'en occupaient. « Nul ne peut dire que ces pratiques appartiennent plutôt au druidisme qu'au polythéisme romain ou germanique » (1). Ce qui existait, en effet, en Gaule vers le VI^e siècle, c'était un mélange confus de cultes romains et de cultes gaulois juxtaposés, superposés, mélangés, unis par des emprunts mutuels. Impossible de distinguer ce que pouvaient bien faire les dolmens dans cette religion hétéroclite, qui, d'ailleurs, fournit aussi des éléments à la religion chrétienne qui s'implanta dans la campagne en se les appropriant (2). Sans doute, les pierres plantées, les menhirs, les dolmens (*quand ils étaient visibles*), les pierres à écuelles, les roches de forme bizarre et parlant à l'imagination ont joué un rôle dans ce pêle-mêle de superstitions que condamnaient les conciles, aussi bien que les autels et les statues des dieux

rationem non pertinent. — Homélie de Saint-Eloi (vers 650) : *Nullus christianus ad fana vel ad petras vel ad fontes vel ad arbores... luminaria faciat aut vota reddere praesumat.* — Concile de Nantes (658) : *Lapides quoque, quos in ruinosis locis et silvestribus, daemonum ludificationibus decepti, venerantur, ubi et vota vovent et deferunt, funditus effodiuntur...* — Concile de Tolède (693) : *Cultores idolorum, veneratores lapidum, accensores facularum, excolentes sacra fontium vel arborum...* — Capitulaire de Karloman (Synode de Leptines, 743) : *de sacris quæ faciunt super petras.* — Capitul. de Charlemagne (Aix-la-Chapelle, 789, n° 63) *de arboribus vel petris vel fontibus, ubi aliqui stulti luminaria vel alias observationes faciunt.* — On reconnaît que ces textes sont fort vagues.

(1) FUSTEL DE COULANGES, in *Revue cell.*, 1879-80, t. IV, p. 57-58. — Cf. DÉCHELETTE (*L'Arch. cell. en Europe, loc. cit.*, p. 51), signalant une « stratigraphie confuse d'éléments divers, ibériens, ligures, celtiques, germaniques et autres ».

(2) Adoration, offrandes, prières adressées aux pierres levées, placées sous l'invocation de la Vierge, d'une sainte ou d'un saint; — érection d'une croix sur quelques mégalithes. — Un cas intéressant de ces survivances païennes sous transformation moderne a été signalé au hameau de *La Bretagne* (com. de Saint-Junien), par M. A. Martin (*Bull. de Roch.*, 1903, t. XIII, n° V, p. 109-112. — Cf. DÉCHELETTE, *Manuel*, I, 379) : « Dans toutes ces traditions se manifeste nettement la persistance du vieux culte des rochers et des pierres, dont les religions du paganisme classique conservaient encore des vestiges, croyances si profondément enracinées parmi les populations rurales que la diffusion du christianisme ne put les anéantir ».

romains arrangés à la gauloise et des dieux gaulois romanisés. Mais c'est tout ce que l'on entrevoit. Comment en inférer que, du temps des druides, les dolmens néolithiques ou ænéolithiques ont été des autels à sacrifices ? En réalité, il n'y a ni fait ni texte qui mette sur la piste de ces prétendus dolmens druidiques.

. * .

Dans ces conditions, si l'on veut à toute force établir un rapport entre les dolmens et les druides, il ne reste plus que le point de contact suivant : il est possible que les mégalithes (ceux, du moins, qui étaient apparents), frappant vivement l'imagination des populations gauloises, aient servi de points de repère et de ralliement aux assemblées des druides ou aux réunions de tribus, à une époque où très peu de villes existaient et où les tribus étaient éparpillées par petits groupes. Ceci encore est une hypothèse ; elle peut avoir quelque vraisemblance ; mais elle n'en est pas moins une conjecture, comme le reconnaissent les archéologues mêmes qui la mettent en avant (1). On voit maintenant à quoi se réduit la prétendue tradition qui répand des flots de sang humain sur les tables des dolmens. Cette idée, lancée dans la période romantique de notre archéologie nationale, n'est qu'une méprise qui n'a pu tenir devant les découvertes de la science préhistorique. Elle n'a pour elle ni preuves intrinsèques ni preuves extrinsèques ; elle est une pure supposition que rien ne confirme et que tout repousse. L'archéologie n'a rien à gagner et a tout à perdre à admettre des hypothèses de ce genre. Les faits ont largement démontré que les dolmens sont des tombes édifiées par les populations des époques néolithique et ænéolithique. C'est à ces faits, tangibles et visibles, qu'il faut s'en tenir.

FRANCK DELAGE.

(1) JOUSSET DE BELLESME, in *Cong. préh. de Vannes*, 1905, p. 413-414.
— Cf. de Mortillet : « *S'ils ont attiré l'attention des druides*, ce n'est que lorsqu'ils étaient déjà en partie ruinés et mis à nu à la surface du sol. » (*Le Préhistor.*, 1883, p. 584.)

Histoire de l'abbaye de Grandmont

(SUITE)

CHAPITRE V

Gérard Ithier, 7^e prieur (1188-1197). — Canonisation de saint Etienne de Muret

Lorsque Guillaume de Treignac mourut, il y avait dans l'Ordre de Grandmont deux prieurs entièrement opposés. Mais le pape les avait déposés et avait donné la permission d'en élire un autre.

Clément III, qui avait été élu pape le 19 décembre 1187, écrivit en 1188 à Guillaume, duc de Champagne, pour l'informer des mesures qu'il avait prises et il le chargeait d'inviter les Grandmontains de ses états à se rendre à Grandmont et à laisser l'administration de leur couvent aux frères lais.

Ils s'assemblèrent en effet à Grandmont, vers la fête de saint Michel, au nombre d'environ cinq cents, savoir deux cent vingt-cinq clercs et deux cent soixante convers. Après bien des altercations, on convint de choisir six clercs et six convers, qui, seuls pour tous les religieux, éliraient le prieur. C'est ce qu'ils firent le 29 septembre 1188, et nommèrent Gérard Ithier. Tous lui prêtèrent obéissance et la paix régna entre les frères.

C'était un homme d'une grande probité et d'une grande doctrine, estimé de Henri II, roi d'Angleterre, pour son esprit et ses bonnes mœurs. A Rome, on fut ravi de le contenter et de le mettre en état de contenter ses religieux. Aussi, il obtint sans peine du pape Clément III la confirmation des privilèges de l'Ordre et de la Règle ; entre autres choses, il leur est accordé que les seuls légats *a latere* pourraient porter des censures contre les personnes et les maisons de l'Ordre ; que le prieur pourrait donner la tonsure aux frères, bénir leur habit, corriger leurs défauts. Il obtint encore l'explication de certains points de la Règle. La bulle fut donnée à Latran, le 25 juin 1188 ; l'ordonnance confirme le privilège d'exemption pour le chef-lieu de Grandmont. Le P. Charles Frémon dit que c'est la première bulle qui oblige expressément les religieux de son Ordre sous le nom de Règle. D'autres bulles de confirmation des mêmes privilèges en reproduisent presque le texte. La voici telle que l'abbé Nadaud la donne :

Privilegium exemptionis

Clemens episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Grandimontis priori et universis fratribus Grandimontensis ordinis salutem et apostolicam benedictionem. Religiosam vitam ducentibus apostolicum patrocinium specialius quadam prærogativa debetur; quatenus quanto ampliori libertate fuerint dotati, tanto divinis officiis et sacræ religionis observationibus ferventius [frequentius] sine metu [motu] perturbationis insistant. Ut igitur amplius a tumultibus rerum sæcularium liberi, expeditius valeatis cælestia contemplari, personas vestras ac domum Grandimontis et cellulas cum omnibus bonis quæ impræsentiarum justè et pacificè possidetis, vel in futurum justis modis præstante domino poteritis adipisci, specialiter sub B. Petri et nostra protectione suscipimus, et præsentis scripti patrocinio communimus, volentes ut deinceps ad nos et successores nostros, tam personæ quam domus prædictæ et cellulæ vestræ nullo mediante respiciant, et in jus et proprietatem Sedis apostolicæ transferantur. Adjicimus etiam ut nullus, excepto legato sedis apostolicæ a Romani Pontificis latere destinato, in vos vel ecclesias vestras suspensionis, excommunicationis, vel interdicti sententias, sine speciali mandato nostro, vel successorum nostrorum audeat promulgare. Præterea priori vestro, qui pro tempore fuerit (si tamen sit presbyter), tonsurandi fratres vestros clericos et pannos eorum benedicendi licentiam indulgemus. Corrigendi etiam quæ tam in personis quam observantiis regularibus fuerint corrigenda, cum majoris et sanioris partis clericorum et laicorum consilio et assensu, salvis tamen institutionibus ordinis et privilegio Sedis apostolicæ, liberam et sine appellatione et contradictione qualibet concedimus facultatem. Ad indicium autem perceptæ hujusmodi a Sede apostolica libertatis, duas auri uncias nobis et successoribus nostris annis singulis persolveritis. Statuimus, igitur [etiam] ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostræ protectionis constitutionis et concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem, etc. Datum Laterani sexto calendas julii, pontificatus nostri anno primo.

Le premier soin du nouveau prieur fut de procurer la canonisation de saint Etienne, dont on avait déjà parlé souvent et qui avait été commencée par le pape Urbain III, en 1185. Le conseil en fut arrêté avec Hélie, archevêque de Bordeaux; Sebrand, évêque de Limoges, et Bertrand, évêque d'Agen, qui étaient à Grandmont depuis l'élection du prieur Gérard, faite en leur présence. On députa deux religieux, frère Robert, prêtre, et frère Guillaume, convers, pour solliciter cette affaire à Rome. Ils se munirent des lettres du prieur et du chapitre général, des attestations juridiques de plusieurs prélats et personnes de première distinction. Ils avaient aussi d'autres lettres de recommandation qui leur procurèrent des amis

à Rome. Le pape, déjà sollicité par Henri II, roi d'Angleterre, et par plusieurs prélats de France, ordonna qu'on rendit à saint Etienne de Muret les mêmes honneurs qu'on rend publiquement aux autres saints et commit, pour aller à Grandmont faire la cérémonie de la canonisation, Jean, cardinal du titre de Saint-Marc, alors légat en France. La bulle est donnée à Latran le 21 mars 1188, c'est-à-dire, d'après la manière de compter aujourd'hui, 1189. Elle a été publiée par le P. Frémon, dans la *Vie* de saint Etienne de Muret; en voici le texte pris dans les manuscrits de l'abbé Nadaud :

Bulla canonisationis sancti Stephani

Clemens episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis G. priori et fratribus Grandmontensibus, salutem et apostolicam benedictionem. Ideo sacrosanctam romanam ecclesiam, redemptor noster, caput omnium esse voluit et magistram, ut ad ejus dispositionem et nutum (divina præeunte gratia), quæ ubique a fidelibus gerenda sunt, ordinentur; et errata in melius corrigantur; et ad ejus concilium in ambiguis recurratur; et quod ipsa statuerit, nemini, quantumcumque de suis meritis gloriatur liceat immutare; ne si forte promiscua daretur universis licentia, quæcumque sibi secundum voluntatem propriam occurrerent, perpetrandi confusa libertas; cum secundum personarum diversitatem vota dissentiant, in aliorum aliquando scandalum sine justi discretionem libraminis commendanda supprimeret, et minus digna laudibus indebitis celebraret. Inde siquidem fuit, quod bonæ memoriæ prædecessor noster Urbanus, audita forma religionis, et vitæ commendabilis puritate, qua sanctæ recordationis Stephanus Grandimontensis ordinis institutor emicuit, quantis etiam miraculorum testimoniiis omnipotens Deus ipsius voluit mundo merita declarare, legatis quos ad partes illas direxit pro quibusdam negotiis ecclesiæ tractandis, plenam circa hæc investigationem committere voluit, ut ex ipsorum, cæterorumque virorum, quibus sine dubitatione fides esset adhibenda, testimonio, ad id agendum, consulte procederent, quod et fidelium commodis, et ejusdem sancti viri honori (qui hactenus velut in sterquilinio gemma latuerat) congrue videretur. Nos etiam ex testimonio charissimi in Christo filii nostri Henrici, illustris Anglorum regis, necnon venerabilium fratrum nostrorum Guillelmi Remensis sanctæ Sabinæ presbyteri cardinalis, Bartholomei Turonensis et Helix Burdigalensis archiepiscoporum, et Sebrandi Lemovicensis episcopi, et dilectorum Robardi sancti Angeli, et Octaviani sanctorum Sergii et Bacchi diaconorum cardinalium, qui in partibus illis functi sunt legationis officio et aliorum multorum episcoporum plenius instructi de vita, meritis et conversatione, qua supra dictus vir sanctus asseritur floruisse, et quod cum multimodis miraculorum indiciis divina voluit pietas eum illustrare; hujus executionem negotii, dilecti filii nostri Johannis sancti Marci presbyteri cardinalis, apostolicæ Sedis legati, duximus arbitrio committendum, par apostolica

illi scripta mandantes ut ad locum vestrum accedens et convocatis adjacentium illarum partium episcopis, cæteris que viris religiosis, ipsum inter sanctos, autoritate qua fungimur, nobis denuntiet adscripsisse, deinceps in sanctorum catalogo numerandum, et per ipsius merita redemptoris suffragia decrevisse cum reliquorum sanctorum interventionibus postulanda. Datum Lateranis duodecimo calendas aprilis, pontificatus nostri anno secundo.

Les deux religieux, frère Guillaume et frère Robert, furent chargés de cette bulle et l'apportèrent à Grandmont, où elle fut lue en plein chapitre. On se prépara pour la cérémonie dès qu'on eut appris le jour fixé par le légat. On envoya vers les archevêques et les évêques voisins, pour les prier de s'y trouver. En attendant, les religieux supplièrent le Prieur d'ordonner des prières dans toutes les maisons de l'Ordre et de demander à Dieu de faire des miracles pour manifester la sainteté de son serviteur, afin qu'aucun de la compagnie n'en put douter. Ils furent exaucés : Un bon vieillard aveugle, de la paroisse d'Ambazac, se fit mener à Grandmont, eut permission d'entrer dans l'église pour y faire ses prières ; les religieux s'intéressèrent pour lui auprès du saint et il recouvra la vue aussitôt que le Prieur eut fait le signe de la croix sur ses yeux.

Le jour destiné pour la cérémonie, les grands, les petits, riches, pauvres, sains, malades, vinrent à Grandmont ; toute la noblesse du pays s'y trouva aussi, entre autres le vicomte de Limoges. Henri II, roi d'Angleterre, était dans le dessein d'y assister, s'il n'avait pas été empêché par la maladie ou par quelque autre affaire. Géraud dit qu'il mourut alors, mais Baronius ne met sa mort qu'un an après la canonisation. Tous les abbés et quantité de religieux voisins ne manquèrent pas d'y venir partager la joie et le bonheur des enfants de saint Etienne. La magnificence et le concours des prélats rendirent cette cérémonie très solennelle. Le jour étant arrivé, qui était le 30 août 1189, lendemain de la décollation de saint Jean-Baptiste, avec le légat du pape arrivèrent les archevêques Henri (de Sulli) de Bourges, Hélié de Bordeaux, Renaud ou Ramond d'Apamis, dans le patriarcat d'Antioche, alors exilé dans son pays ; les évêques Sebrand de Limoges, Guillaume de Poitiers, Hélié de Saintes, Aimar ou Adzémar de Périgueux, Géraud de Cahors et Bertrand d'Agen. Quelques frères clercs, qui jusqu'alors étaient restés dans la discorde, se réunirent aux autres, reçurent, dans le chapitre, Gérard pour leur prieur, lui promirent obéissance et furent reçus au baiser de paix par les autres frères.

On commença cette solennité par lever le corps du saint et tous ses ossements du tombeau où ils étaient. On les porta en procession autour du cloître, en chantant des hymnes et des cantiques ;

puis on les mit sur le grand autel de l'église et de là dans une chasse de cuivre doré, où ils sont restés jusqu'à la dispersion de l'Ordre. Les chantes entonnèrent la messe d'un confesseur non pontife, *Os justi*, que l'archevêque de Bourges célébra, pendant que le Prieur et ses religieux la chantaient aussi en l'honneur du saint dans une chapelle près de l'église. Il y avait plus de cinq cents religieux de l'Ordre, venus de diverses maisons pour assister à cette fête.

Dans le *Miroir de Grandmont* — *Speculum Grandimontis*, dont nous parlerons plus loin, on voit, au haut de la page où commence le récit des cérémonies de la canonisation de saint Etienne et des miracles qui l'accompagnèrent, deux miniatures formant la décoration de cette page. La première représente le souverain pontife Clément III, prononçant le décret qui met le saint ermite de Muret au rang des bienheureux ; la seconde, dont nous reproduisons ici



le dessin qu'en a donné M. Louis Guibert, montre deux évêques portant la châsse où sont contenues les reliques du saint et la plaçant sur un reposoir; le Saint-Esprit, sous forme d'une colombe, descend du ciel sur la châsse. Jusqu'à la Révolution, les restes de saint Etienne de Muret furent conservés dans cette châsse qu'on plaça au sommet et au milieu du splendide rétable d'orfèvrerie qui accompagnait l'autel de Grandmont; là, avec six autres, toutes restes resplendissantes des feux des pierreries et de l'éclat des émaux, elle formait la plus magnifique décoration. Le frère Pardoux de la Garde la décrit en ces termes : « Sur le contretable, au plus éminent lieu dudit autel, est élevée une fort belle et grande châsse dans laquelle repose le corps de saint Estienne, confesseur, premier instituteur de l'Ordre de Grandmont. La dite châsse est en cuivre doré, esmaillé, enrichie de perles, de cristal et autre petite pierrerie, où est, par personnaiges, le pourtraict en bosse de la vie dudit saint, entièrement... » Plusieurs inventaires du trésor de Grandmont en donnent des descriptions analogues; il est bon de citer ce qu'en dit Levesque, autre religieux de l'Ordre, car il fait connaître ses dimensions et atteste l'art avec lequel était exécutée cette fierte, la plus grande, la plus riche et la plus belle de toutes celles de Grandmont : « Elle avait, dit-il, trois pieds trois pouces de long (1^m03), un pied de large (0^m33) et deux pieds neuf pouces de haut (0^m91) ». Lorsque Mgr d'Argentré fit distribuer aux églises du diocèse le trésor de Grandmont, en 1790, la paroisse de Razès reçut cette belle châsse, puis par arrêté du Conseil de la commune de Razès, du 12 pluviôse an II (31 janvier 1794), elle fut envoyée au district avec toute l'argenterie que possédait l'église.

Le jour et la nuit qui suivirent la cérémonie de la canonisation, Dieu accorda aux prières des religieux et du peuple réuni à Grandmont dix-sept miracles, afin de faire connaître à tous la sainteté de son serviteur. D'autres aussi nombreux eurent lieu les jours suivants. L'abbé Nadaud en a fait un ample détail que nous abrégeons ici :

1° Un noble chevalier, nommé Eschivard, qui aida à porter le cercueil pendant la procession, fut guéri de la fièvre quarte dont il souffrait depuis longtemps.

2° Un enfant de dix ans, fils d'Elie de Valeris, de la ville de Limoges, boiteux, muet et paralytique des deux mains, fut guéri de toutes ses infirmités pendant qu'on chantait le *Sanctus* à la messe du Prieur. C'est un religieux, prêtre, nommé Simon, qui gardait les reliques devant le grand autel, qui amena cet enfant.

3° Après le *Pater*, le même religieux en amena un autre, fils de

Pierre d'Uzerche, bourgeois de Limoges, qui venait d'être délivré d'une loupe qui lui tenait le cou attaché à la poitrine, en sorte qu'il ne pouvait lever la tête ni la tourner qu'en tournant tout le corps.

4° Une pauvre fille qui avait une main toute courbée et étique, infirmité qu'elle avait portée en naissant, était restée à la porte de l'église, priant pendant toute la messe; à la fin de la messe elle fut entièrement guérie.

5° Un enfant, aveugle de naissance, reçut la vue au tombeau du saint; Adémar, vicomte de Limoges, en s'en retournant de cette solennité, l'emmena avec lui pour lui faire donner de l'éducation.

6° Le même miracle eut lieu pour un autre enfant, fils unique d'une pauvre veuve du village de Saint-Hilaire, dans la paroisse de Saint-Priest-la-Plaine (1); comme il était pauvre, le Prieur le garda à Grandmont pour le nourrir et l'élever.

7° Quelques pèlerins de Normandie, qui venaient de Notre-Dame de Rocamadour en Quercy, passèrent à Grandmont pour y faire leurs dévotions; une femme de leur compagnie alla toucher le lieu où étaient les reliques du saint et fut tout à coup guérie d'une paralysie qu'elle avait depuis longtemps à la main.

8° Le soir, pendant que le légat et l'archevêque d'Apamis conféraient avec le Prieur de quelques affaires de l'Ordre, on sonna la cloche de l'église, où le Prieur étant accouru avec l'archevêque, on leur présenta deux jeunes enfants dont l'un, boiteux de naissance, venait d'être redressé au tombeau du saint, et l'autre, qui était aveugle, y avait recouvré la vue.

9° Guido, religieux de l'Ordre, gardant le tombeau du saint pendant la cérémonie, vit recouvrer la vue à une jeune personne aveugle depuis huit ans, fille d'une dame qui avait prié et pleuré à chaudes larmes au tombeau du saint.

10° Un autre religieux nommé Jean de Belabre (2), gardant à son tour le tombeau pour écarter la foule, offrit à saint Etienne un enfant étique qu'une femme de sa connaissance et de son village lui présenta; il se mit en prière avec frère Eymeric qui l'accom-

(1) Saint-Priest-la-Plaine, canton du Grand-Bourg (Creuse). Saint-Hilaire, qui, en 1189, est qualifié Bourg, est un grand village situé dans la partie nord de cette commune, près de la route de La Souterraine à Saint-Vaulry.

(2) Bélabre, commune de Bujaleuf, canton d'Eymoutiers (Haute-Vienne), est placé sur la rive droite de la Vienne, à côté de Bois-Vert, celle de Grandmont qui avait été donné à cet Ordre du temps de saint Etienne de Muret.

pagnait et ils obtinrent sur le champ l'entière guérison de cet enfant.

11° Une jeune fille qui avait les yeux semblables à de petites pierres dures comme du cristal, se prosterna devant les reliques du saint pendant qu'on priait pour elle, et ceux qui l'accompagnaient virent tomber de ses yeux comme des écailles, après quoi elle vit fort clairement.

12° Jeanne Burgeole, du village de Mont-Gay (1), amena au tombeau du saint son fils, qui était manchot et si contrefait du visage qu'il faisait horreur à voir; il avait la mâchoire et les dents en si mauvais état qu'il ne pouvait ni parler ni mâcher; elle fit une prière fervente et son fils fut parfaitement guéri.

13° Un pauvre homme d'Ambazac, qui avait un fils tellement perclus des jambes depuis sa naissance qu'il ne faisait que ramper, vint à Grandmont, à la sollicitation de ses voisins, pour obtenir la guérison de ce fils. Mais faute de foi et de confiance en Dieu, il s'en retourna sans effet, après avoir demeuré deux ou trois jours. Ses voisins le blâmèrent et le pressèrent tant qu'il y ramena son fils et l'abandonna dans la foule du peuple, ne croyant pas qu'il pût guérir. Mais il fut bien trompé, car cet enfant se recommandait continuellement aux mérites du saint, comme les passants le lui inspiraient, et il recouvra une parfaite guérison en présence d'un grand nombre de personnes qui l'avaient toujours vu estropié.

14° Une femme, après trois jours de prières, obtint le bon sens pour son fils qui était fou et insensé.

15° Un jeune homme qui avait languì plus d'un an dans son lit, apprenant toutes les merveilles qui se faisaient à Grandmont, s'y fit porter. Il était si pâle et si défiguré qu'on l'eût plutôt pris pour un mort que pour un homme vivant. Mais aussitôt qu'il eut fait ses prières, il se trouva entièrement guéri.

16° Etienne, fils d'un bourgeois de Limoges, étant venu au tombeau du saint, y reçut l'usage de ses jambes qu'il n'avait pas eu jusqu'alors. En reconnaissance, il se consacra à Dieu; le Prieur le reçut avec bonheur et il fut fait moine à Grandmont.

17° Deux jeunes hommes de Limoges, qui avaient éprouvé les faveurs du saint, vinrent à Grandmont en témoigner leur reconnaissance; ils y apportèrent le suaire de leur père qui avait été ressuscité par les mérites de saint Etienne, auquel ses enfants l'avaient instamment demandé sitôt qu'ils le virent mort.

(1) Mont-Gay *alias* Puy-de-Gay, dans la commune de Saint-Martin-Terressus, canton de Saint-Léonard (Haute-Vienne), est placé à la limite orientale de cette commune.

18° Peu après on vit arriver une bonne dame, avec ses fils et plusieurs de leurs parents et amis, qui portaient un cierge de la grandeur d'un de ses fils qui était à l'agonie, et cela pour satisfaire à un vœu qu'elle avait fait pour obtenir sa guérison. Elle fut exaucée et son fils revint en santé.

19° D'autres vinrent de Solignac (1) rendre grâce à Dieu de ce que, par les mérites de saint Etienne, il avait rendu la santé à leur fils sitôt qu'ils le lui eurent voué.

20° Une pauvre fille de Limoges, boiteuse de naissance, n'ayant ni la force ni les moyens de se faire porter à Grandmont, se recommanda à saint Etienne avec beaucoup de confiance et en obtint sa guérison.

21° La grand'mère de ce jeune enfant qui avait été guéri à Grandmont, pendant la messe, envoya, pieds nus, sa fille, mère de cet enfant, au tombeau de saint Etienne, pour obtenir de lui la guérison d'une surdité qui l'accablait si fort qu'elle ne pouvait rien entendre. Elle fut exaucée et sa fille, à son retour, la trouva entendant fort bien.

La cérémonie de la canonisation étant finie, chacun se retira après s'être instamment recommandé aux prières du saint. Le légat et l'archevêque d'Apamis firent quelque séjour à Grandmont pour en connaître les affaires et y mettre ordre, puis s'étant mis sous la protection de saint Etienne et ayant donné leur bénédiction à ses enfants, ils se retirèrent, les laissant tous en paix et dans la volonté de bien faire. Mais ce calme ne dura pas longtemps, comme nous le verrons bientôt.

Deux jours après l'octave de cette cérémonie, le 8 septembre, comme tout le monde venait honorer les reliques du saint, Dieu opéra de nouveaux miracles.

1° Un homme vint à Grandmont, remercier Dieu d'avoir été guéri par saint Etienne d'une langueur et faiblesse qui le retenait au lit depuis plus d'un an, sans pouvoir remuer ni pieds ni mains.

2° Le jour de Sainte-Croix, 14 septembre, un garçon de douze ans reçut l'usage de la parole, qu'il n'avait pas encore, devant les reliques de saint Etienne qu'il était venu invoquer.

3° Le jour de Saint-Michel, un nommé André, de la ville d'Egletons (2), fut saisi tout à coup d'une grosse fièvre, au milieu de la foire qui se tenait ce jour là ; on crut qu'il allait rendre l'esprit et on l'avait déjà mis sur les carreaux, nous dit le P. Frémon (mieux

(1) Solignac, commune et canton Sud de Limoges (Haute-Vienne).

(2) Egletons, chef-lieu de canton (Corrèze).

sur la cendre et le cilice), pour mourir à la façon des chrétiens (1), lorsque dans son cœur, ne pouvant le faire de bouché, il invoqua ardemment saint Etienne. Le saint lui apparut : c'était un vieillard vêtu de blanc, portant un flacon d'eau avec laquelle il lui lava le corps. Ce moribond en reçut un si grand soulagement qu'il croyait déjà jouir des délices du paradis, comme il l'a rapporté lui-même à Grandmont, en venant remercier le saint de sa parfaite guérison.

4° Le même jour de Saint-Michel, au village de Laurière (2), une veuve voua son fils à saint Etienne, pour obtenir sa guérison d'une incommodité qu'il avait au gosier, qui le pressait si fort que depuis quatre jours il ne pouvait ni manger, ni parler, ni respirer. Sitôt qu'elle eut fait ce vœu, saint Etienne vint, vêtu en pèlerin, accompagné de deux autres, et touchant le gosier de cet enfant, il le guérit entièrement et y laissa empreinte la marque de ses doigts. Cette marque a été vue par deux cents religieux qui étaient venus au chapitre général à Grandmont.

5° Dans le même temps, deux nobles capitaines, dont l'un portait le nom d'Ithier et était parent du Prieur de Grandmont, et l'autre se nommait Pierre, de la ville de Saint-Junien (3) en Limousin, furent faits prisonniers par un nommé Gérard d'Oradour (4), qui pour lors ravageait tout le pays. Il les mit dans un cachot, les chargea de fers et les garda pendant deux mois dans la misère. Ils se recommandèrent à Dieu par les mérites de la vraie croix qui est à Grandmont et de saint Etienne, en qui ils avaient beaucoup de confiance. Leurs prières faites, les fers tombèrent de leurs mains, les portes se trouvèrent miraculeusement ouvertes, et ils vinrent au Chatenet, maison de l'Ordre, près Limoges, où ils demeurèrent trois jours. Les religieux de cette maison les emmenèrent à Grandmont, où se tenait le chapitre général ; on pendit leurs chaînes, en présence de tous les religieux, devant le tombeau de saint Etienne, où elles ont été longtemps conservées.

(1) Cet exemple fait voir que c'était un usage, non seulement dans les monastères, mais même chez les laïcs, de mourir sur la cendre et le cilice. Gérard Ithier en rapporte d'autres exemples aux chapitres 28, 33 et 35, ainsi que le P. Martène, *Ampliss. coll.* t. VI, préf. n° 104.

(2) Laurière est un village de la commune d'Ambazac, au Sud-Ouest de Grandmont, qu'il ne faut pas confondre avec Laurière, chef-lieu d'un canton voisin.

(3) Saint-Junien, chef-lieu de canton (Haute-Vienne).

(4) Oradour, probablement Oradour-sur-Glane, canton de Saint-Junien (Haute-Vienne), ou Oradour-sur-Vayres, chef-lieu de canton (Haute-Vienne).

6° Il arriva au même Ithier une chose digne de remarque, d'abord après ce miracle : c'est qu'étant à l'agonie de la mort, dès que tous les assistants l'eurent recommandé à saint Etienne, il se trouva parfaitement guéri.

7° Dans cette même année, un gentilhomme nommé Joscelin de Solac, frère de l'abbé de Solignac (1), vint avec son frère à Grandmont pour remercier saint Etienne de ce qu'il l'avait guéri de la fièvre quarte.

8° Un paysan du village de Boissy fut délivré, au tombeau de saint Etienne, du démon qui en avait pris possession lorsque ce malheureux avait arraché et brûlé, par haine et malice, les croix que les religieux de la maison de l'Ecluse, dans la paroisse des Eglises-en-Dognon, avaient plantées pour servir de bornes à leur forêt (2).

9° Une compagnie de gens d'armes, qui pillaient et ravageaient tout le voisinage de Grandmont, prit un bon prêtre du village de Saint-Sauveur, près de Muret. Ces malfaiteurs l'ayant emprisonné dans un village d'Ambazac, l'y tourmentaient fort cruellement pour lui faire payer une grosse rançon. Ce prêtre, qui était fort dévot à saint Etienne, eut recours à lui et le pria avec ferveur ; et peu après il trouva les portes du logis ouvertes, les chaînes lui tombèrent des mains et il put sortir en liberté. C'est alors que par reconnaissance il vint à Grandmont attacher ses chaînes au tombeau du saint.

10° Jean Gormundi, du bourg de La Porcherie (3), malade depuis plus d'un an, fut guéri par saint Etienne qu'il avait prié avec ferveur.

11° Un bon prêtre, du lieu d'Auginiac, au diocèse de Limoges (4), était si ami des religieux de Grandmont qu'il en avait obtenu une

(1) Le Catalogue des abbés de Solignac ne donne pas le nom de l'abbé en 1189 ; après Archambaud, qui était abbé en 1160, il passe à Hugues de Maumont, en 1214. Nous connaissons seulement par les registres de Borsandi, notaire à Limoges, une Marie de Solhac.

(2) La celle de Saint-Marc-de-l'Ecluse est située sur le Taurion, commune de Saint-Laurent-les-Eglises, canton d'Ambazac (Haute-Vienne). Hugues de Lusignan, comte de la Marche, qui l'avait fondée, vint y mourir après son retour d'Orient.

(3) La Porcherie, canton de Saint-Germain-les-Belles (Haute-Vienne).

(4) Auginiac, jadis du diocèse de Limoges, aujourd'hui canton de Nontron (Dordogne), est auprès de Badeix, maison de l'Ordre de Grandmont.

dent de saint Etienne. Etant tombé dans une si grande surdité qu'il ne pouvait rien entendre, il eut recours à lui. Il entra dans l'église et, à genoux devant l'autel de Notre-Dame et de saint Etienne, il pria longtemps et avec ferveur ce saint en qui il avait une grande confiance, et, après qu'il eut mis cette dent sur ses oreilles, il fut guéri et entendit parfaitement.

On rapporte d'autres miracles arrivés à M^{me} de Saint-Baudel, à la femme du seigneur de Roquetaillée, diocèse de Rodez, en Rouergue, à un enfant de l'évêché de Lodève, à un associé de la celle d'Entrefins, près Montmorillon, à un autre associé de la celle de Peugibert, en l'évêché de Cahors. Et de plus, comme le fait remarquer le P. Frémon, il y a d'autres miracles rapportés dans les archives de Grandmont pour ceux qui seront curieux de les lire entièrement.

Clément III, par bulle donnée à Latran le 25 juin 1188 et souscrite par quatorze cardinaux, avait confirmé les privilèges de l'Ordre et expliqué certains points de la règle. Par une autre, il ordonna que dorénavant on prendrait six clercs et six convers pour nommer le prieur; que les convers seraient choisis par les clercs et les clercs par les convers; il réforma les articles dont on était convenu entre les clercs et les convers devant le roi Philippe-Auguste. Il envoya encore un rescrit aux archevêques de Bordeaux, de Tours, de Rouen et de Bourges et à leurs suffragants, avec ordre de veiller à l'observation de ces statuts et d'avertir le roi de France de ne pas souffrir que ces conventions tombassent en abus. Une des principales causes de la discorde avait été la sonnerie de la cloche pour la collation (ce qu'on appelait *tustum*), fonction qui de tout temps était des frères convers; ils différaient souvent à la sonner jusqu'à la nuit, renversant en cela le temps des heures canoniales; le Pape Clément III confirma ce droit aux convers, à condition toutefois qu'ils sonnassent au jour et à l'heure compétente. La faction puissante de ces convers obtint du Pape et de ces successeurs beaucoup de choses qui, dans la suite, furent sagement abolies. Les disputes qui s'étaient élevées dans cet ordre étaient sans doute des minuties qui n'intéressaient guère la chrétienté, mais elles occupèrent autant le Saint-Siège que s'il se fût agi de l'état entier de la religion. Du reste, elles étaient bien plus de conséquence pour les moines de Grandmont que celles formées depuis, avec tant de chaleur, par les frères mineurs; dans les premières, il s'agissait de la nourriture, et dans les autres de la couleur, de la forme, etc., des habits.

C'est vers 1190 que l'office de saint Etienne de Muret fut composé par Arnaud de Goth.

En 1190, Guillaume VIII, seigneur de Montpellier, exerça sa libéralité envers le monastère de Monteherbedon (1), de l'Ordre de Grandmont, situé auprès de Montpellier. Par son testament du 4 novembre 1202 (et non pas 1211), il fit des legs pieux à cette maison.

Hugues de Troyes, comte de Champagne et de Brie, par lettres données à Marseille en 1190, donna dix livres à prendre sur la ville de Provins, chaque année, pour entretenir nuit et jour à Grandmont un cierge devant l'autel de saint Etienne. Voici le texte de cette donation :

*Titre de Messire Hugues de Troyes, comte palatin de Champagne
et Brie*

Ego H. Trecensis, comes Palatinus, notum facio presentibus et futuris, quod dedi in perpetuam elemosinam deo et ecclesiæ Grandimontis pro remedio anime meæ decem libras annui redditus, in proventibus portarum de Pruvino assignatas, et de primis nummis qui inde in nundinis sancti Aygulfii provenient recipienda; tali sub conventionem quod singulis diebus et noctibus, in perpetuum, ante altare beati Stephani de Grandimonte cereus ardebit. Quod ut notum permaneat, et ratum teneatur, litteris annotatum, sigillo meo confirmavi. Actum Massilie. Anno verbi incarnati M^o C^o XC^o.

(Signatum :) WILLERMI.

En 1191, Célestin III, qui avait été élu pape le 30 mars de cette année, changea le premier quelque chose dans la règle de Grandmont.

Sarmaise (2) fut fondée en 1192.

Le Parc-lès-Rouen (3) fut aussi fondé en 1192.

Le 31 mars 1192, Richard, roi d'Angleterre, était à Grandmont, où il exécuta le pieux dessein de son père, pour achever le bâtiment. Il fit finir le cloître et les autres appartements situés au Nord et au Midi; fit couvrir de plomb l'église et tout le monastère. Il accorda au Prieur et aux Bons Hommes tout le lieu de Grandmont, la maison de Rouen et tous les autres lieux qu'ils possédaient dans ses duché et comté d'Aquitaine, de Poitou, etc., avec justice, exemption de péage, taille, passage, etc. Les lettres sont

(1) Monteherbedon. Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. XXV, p. 159.

(2) Sarmaise ou Sermaize, commune de Nieul-sur-Mer (Charente-Inférieure). Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. XXV, p. 209.

(3) Le Parc, à l'extrémité d'un faubourg de la ville de Rouen. Voir *idem*, p. 160.

dans le P. Lévesque, dans le P. Martène; nous les reproduisons ici. Il fit encore plusieurs autres dons par lettres datées de Chinon, le 14 décembre 1196.

Privilegium regum Angliæ

Ricardus Dei gratiâ Rex Angliæ, dux Normanîæ et Aquitanîæ, comes Pictaviæ et Andegaviæ, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, vicecomitibus, baronibus, justitiis, senescallis et omnibus ballivis et fidelibus suis salutem. Sciatis nos amore Dei, pietatis intuitu pro remedio animæ nostræ et animarum omnium antecessorum et successorum nostrorum, et pro stabilitate regni nostri, dedisse et concessisse, et præsentî carta confirmasse, Deo et Beatæ Mariæ, priori et bonis hominibus ordinis Grandimontis, locum de Sarmazia (1), cum omnibus mobilibus et immobilibus adjacentibus sicut fossatis exterioribus et muris clauditur, libere et absolute in omnibus articulis vel accidentibus ad faciendam suam plenissimam voluntatem. Item dedimus et concessimus memoratis priori et bonis hominibus in dicto loco servantibus prata de Andillec, sicut duo esteria, præ quibus mare ascendit et descendit, distinguuntur, et ex parte Andillec facta fossata claudunt; et mediam partem exteriorum ad usus et voluntatem bonorum hominum in tanta libertate quod possint intrare et exire sine contradictione aliqua, perpetuis temporibus possidenda. Dedimus etiam memoratis priori et bonis hominibus Joannen Soret cum hæredibus suis natis et nascituris apud Andillec ad custodienda sæpe dicta prata; qui homo et hæredes erunt semper liberi et immunes per totam jurisdictionem nostram ab omni pedagio et venda, teloneo, passagio, foagio, vinagio, exercitu, equitatu et tallia, et ab omnibus consuetudinibus, occasionibus et exactionibus ad nos vel ad hæredes seu successores nostros pertinentibus. Item præfatis priori et bonis hominibus dedimus unum hominem (2) apud Rupellam et alium hominem apud Maranthum proviso quod non sint de majoribus vel minoribus successive, ita quod post decessum unius ad instantiam bonorum hominum alter perpetuo restituetur eisdem; valentes et præcipientes ut dicti duo homines ratione bonorum hominum in præmissa maneant libertate. Præterea sciatis quod nos considerata familiaritate atque devotione quam semper ergo nos et nostros dicti prior et boni homines totius ordinis Grandimontis habuerunt, et ad recompensationem multorum laborum quos in nostris negotiis et antecessorum nostrorum diu sustinuerunt, cum in partibus Angliæ nollent transire ad hæreditatem accipiendam; et etiam pro salute animæ nostræ et animarum omnium antecessorum et successorum nostrorum, concessimus eisdem et perpetuo confirmavimus locum de Grandimonte, et omnia alia loca quæ habent et possident ratione cujuscumque donationis in ducatibus Normanîæ et Aquitanîæ et in co-

(1) Fondation ou confirmation de Sarmaise, diocèse de Saintes.

(2) Création de syndics ou hommes francs.

mitatibus Pictaviæ et Andegaviæ, cum omnibus pertinentiis suis mobilibus et immobilibus indifferenter prout metæ positæ, aut alia evidentiâ signa prædicta loca indique circumcludunt. Volentes et præcipientes quod infra determinata signa in singulis locis, dicti prior et boni homines ibidem Deo servientes habeant omne jus et dominium altum et bassum, et nullus eisdem aliquam extorsionem aut violentiam in quolibet accidenti inferre præsumat. Et quod dicti prior et boni homines et commorantes in quibuscumque pertinentiis habitis et in futurum habendis ubicumque sint vel fuerint de omnibus pertinentiis suis, sint semper liberi et immunes per totam jurisdictionem nostram, a venda et pedagio, teloneo, passagio, rivagio, fossagio, foagio, vinagio, pasnagio, exercitu et equitatu, et de tallia, et ab omnibus consuetudinibus, occasionibus et exactionibus nobis et hæredibus sive successoribus nostris pertinentibus. Concedentes etiam et perpetuo confirmantes eisdem priori et bonis hominibus quod de omnibus possessionibus suis feodalibus aut non feodalibus a quibuscumque fidelibus eisdem datis et concessis, dandis et concedendis, aquisitis vel acquiritendis, tam ipsi quam homines sui, sive commorantes (ut dictum est) in pertinentiis suis, præsentis et futuri, in quolibet articulo non teneantur amodo stare justicie coram nobis, sive hæredibus seu successoribus nostris, imo dicti homines et commorantes, coram dictis priore et bonis hominibus in locis singulis omni conqueranti justitiam exhibebunt. Nihilominus donantes et concedentes eisdem priori et bonis hominibus omnimodam libertatem ut possint acquirere et augmentare se de cetero quocumque modo in singulis locis suis constitutis in ducatibus et comitatibus antedictis, in omnibus rebus existentibus in dominiis et feodis nostris quocumque nomine censeantur; et acquisitiones factas aut faciendas teneant, aut tenere faciant ad arbitrium suum : videlicet decimas, homines, domos, terras, nemora, prata, vineas, latomias, pressoria, aquas, molendina, usagia et pascua, pasnagia, denarios et hujusmodi, in puram et perpetuam eleemosynam perenniter plenarie, pacifice, libere et quiete. Unde vobis præcipimus quatenus omnes præmissas concessiones, donationes et libertates, tanquam res nostras proprias perintegre conservetis et defendatis : Et dictos priorem et bonos homines cum omnibus rebus suis in nostra protectione positos, tanquam nostros carissimos super præmissis et in omnibus rebus aliis fideliter pertractatis. Teste meipso. Datum per manus magistri Eustachii apud Grandimontem, in præsentia venerabilis G., prioris ordinis supradicti, anno ab incarnatione domini millesimo centesimo nonagesimo secundo (1), pridie cal. april.

(1) Ce fut l'an qu'il revint de Terre-Sainte avec le roi Philippe-Auguste, auquel voyage le dit Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre, prit l'île ou royaume de Chypre qu'il rendit après à Guy de Luzignan, auparavant roi de Jérusalem. Tempora Geraldus Itherii, 7^e prior.

Alia privilegia

Ricardus dei gratia Rex Angliæ, dux Normaniæ et Aquitaniæ, comes Pictaviæ et Andegaviæ, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, vicecomitibus, baronibus, justitiis, senescalis, præpositis omnibus et ballivis et fidelibus suis, salutem. Sciatis nos intuitu dei, et pro salute animæ nostræ, animarum omnium antecessorum et successorum nostrorum, et pro stabilitate regni nostri, dedisse et concessisse, et præsentī carta confirmasse deo et bonis hominibus Grandimontis ordinis in puram et perpetuam eleemosynam domum et Parcum de Rothomago (1) et totum nemus cum fundo terræ et aquæ, prout clauditur ipso Parco a capite pontis Sequanæ ex parte villæ Rothomagensis et progreditur recta linea ex transverso ad aliud caput ipsius pontis excludendo ipsum pontem cum omnibus circumstantiis terris et pratis quibuscumque aliis rebus mobilibus et immobilibus indifferenter, sicut a capite ipsius pontis calciata et strata regia quæ tendit ad villam de Sotavilla et exterioribus fossatis usque ad Sequanam clauduntur, ipsum flumen Sequanæ prout tendit a fine ipsorum fossatorum versus quandam insulam ipsis finibus fossatorum oppositam ex directo ipsam insulam includendo, et a capite insulæ recta linea ex transverso usque ad aliam ripam prout currit ex ulterioribus ripis ut præmittitur usque ad pontem exclusive, cum omnibus rivagiis et insulis excrecentibus infra prædictos terminos, et insulis natis et nascituris, præsentibus et futuris et pertinentiis quibuscunque. Ita videlicet libere et quiete quod de omnibus supradictis et quibuscunque aliis acquisitis et acquirendis, præsentibus et futuris, prior et boni et homines totius ordinis Grandimontensis qui sunt et fuerint, faciant in quibuslibet articulis suam plenissimam voluntatem; et in omnibus accidentibus indifferenter habeant plenam justitiam altam et bassam, et omne jus et dominium mixtum, merum et utile, et superioritatem ad nos hæredes et successores nostros pertinentem, vel pertinere valentem futuris temporibus quoquomodo, sintque perpetuo domini capitales; et nihilominus dedimus et concessimus memoratis priori et bonis hominibus, et eorum successoribus universis et singulis, præsentibus et futuris plenum usagium alto et basso, vivo et mortuo, fructu et herba, lapidibus et quibuscunque necessariis sibi utilibus tum oportunis in foresta nostra de Rouarcio, et omnibus forestis nostris totius terræ et hæredum et successorum nostrorum ad omnia sibi necessaria et omnibus suis pertinentiis, habitis et in futurum habendis, factis et faciendis, ubicumque et quando-cumque ipsis placuerit ad suum arbitrium quoquomodo, ad ædificandum domos, pressoria, naves, batellos, dolia et quæcumque vasa alia sibi necessaria, utilia et etiam opportuna; et quod ipsos batellos, naves, pressoria et vasa recipiendo justum pretium possint conducere pro suo

(1) Fondation du Parc de Rouen.

libito voluntatis et ad nutriendum et impinguandum animalia sua cujuscumque generis extiterint, et numero qualicumque, et nutrita et impinguata vendere, vel conducere pro suo arbitrio valeant, et quidquid sibi placuerit facere prout ipsis videbitur faciendum, et ad calefaciendum, et quascumque fuerint sibi necessaria, utilia vel oportuna, pro quibuscumque pertinentiis suis acquisitis seu acquirendis, præsentibus vel futuris recipiendum ubicumque et quodcumque ipsis placuerit, nulla a quocumque petita licentia alterius seu imposterum quomodolibet petitura. Item dedimus et concessimus memoratis fratribus in dicto Parco commorantibus et eorum successoribus universis et singulis, præsentibus et futuris, ducentas libras fortium Andegavensium annui redditus in vicecomitatu Rothomagensi, annuatim persolvendas ipsis fratribus ab eis qui nostro vel hæredum aut successorum nostrorum nomine, dictum vicecomitatum tenebunt vel quomodolibet gubernabunt absque contradictione; videlicet centum libras in Pascha, et centum libras in festo S. Michaelis, sub pœna vigenti marchorum argenti (ad quam pœnam solvendam una cum prædicta summa dictis fratribus et eorum successoribus universis et singulis, dictos tenentes et gubernantes vicecomitatum antedictum, tenore præsentium condemnamus, pro quolibet defectu, quod terminum ultra unum diem requisiti prorogaverint in solvendo) dictos fratres et eorum sollicitatores seu familiares suos quos ad hoc duxerint deputandos in præmissis et eorum singulis executores contra prædictos constituimus per optionem suam et Dominos Capitales sine contradictione perpetuis temporibus absolute. Concedimus et confirmamus memoratis fratribus licentiam capiendi omnes apes quæ in foresta de Rouareyo poterunt quomodolibet reperiri. Item damus et concedimus memoratis fratribus et perpetuo confirmamus duos homines in villa de Rothomago successive per optionem suam ad servitium ipsorum fratrum faciendam, in singulis villis prope mansionem suam de dicto Parco per quatuor leucas ex quacumque parte existentibus, successive unum hominem per optionem suam ad serviendum sibi. Volentes et concedentes, quod memorati fratres et prior totius ordinis Grandimontis præsentis et futuri, et homines ipsorum, et familiares commensales in quibuscumque pertinentiis suis habitis et in futurum habendis, et conductores navium ipsorum cum ipsis navibus et ipsorum batellorum et navium oneribus cujuscumque conditionis extiterint, etiamsi onera ipsa dictorum fratrum non fuerint, dummodo naves ipsas et batellos a memoratis fratribus mercantores seu quicumque alii justo pretio ad utilitatem ipsorum fratrum conduxerint absque fraude, sint liberi et immunes per totam terram nostram, tam per terram quam per mare conductio facta absque omni pedagio, fortalitia, venda, teloneo, passagio, foagio, vinagio, pondere, et mansivo, mensura, excubiis, exercitu, equitatu, rivagio, fossagio, muragio, pasnagio, molinagio, fornagio, pontagio, tallia, navigio, monagio, bianio [*alias* minagio, bianno], et ab omnibus emendis et forestis [forfactis] et de omnibus consuetudinibus, actionibus, exactionibus, impositionibus et quibuscumque servitatibus quorumcumque nomine impositis indictis seu indicendis, in præsentibus seu futuris

temporibus quoquomodo imponendis. Ita etiam quod de cætero non teneantur stare in iudicio coram nobis, aut hominibus, aut subditis nostris, vel ipsorum hæredibus aut successoribus quibuscunque; sed prædicti prior et boni homines et eorum quilibet successores in singulis locis sui ordinis, universis et singulis suprascriptis, omni conquerenti per se vel per alios justitiam exhibebunt; nec ab ipsis ad nos, homines aut subditos nostros, seu ipsorum hæredes et quoslibet successores poterit aliququaliter reclamari. Quia per præsentium tenorem omne jus et dominium altum et bassum omnium prædictorum præsentium et futurorum et etiam singulorum, et mixtum, et merum imparium et superioritatem ad nos et suprascriptos pertinentia vel pertinere valentia quomodolibet in futurum in præfatos priorem et bonos homines et eorum quolibet successores tenore præsentium transferimus pleno jure; nihil nobis nec supradictis hæredibus et subditis nostris seu successoribus quibuscunque penitus retinentes, spe remunerationis æternæ duntaxat excepta. Nihilominus donantes et concedentes præfatis priori et bonis hominibus totius ordinis Grandimontensis et eorum successoribus universis et singulis omnimodam libertatem ut possint acquirere et augmentare se de cætero per totam terram nostram ac hominum et subditorum, hæredum et successorum nostrorum et quomodolibet ut præmitittur prædictorum, et acquisita et perpetuo acquirenda ad arbitrium suum cum omni jure, dominio et libertatibus supradictis absque contradictione qualibet teneant et possideant seu teneri et possideri faciant pacifice et quiete, absque eo quod a quacunque persona præsentis vel futura, cujuscunque autoritatis aut conditionis extiterit, compelli possint quæcunque bona quocunque nomine censeantur per præfatos acquisita seu etiam acquirenda, mobilia seu etiam immobilia, extra manum suam ponere, seu pro ipsis vel eorum aliquibus finantias solvere, seu quaslibet alias servitutes: Imo cum tanta libertate cum omnibus supradictis ea possideant et utantur quanta nos uti possumus et debemus. Ita etiam quod quicunque ad quascunque domos dicti ordinis et eorum pertinentias habitas seu in futurum habendas causâ refugii accesserit, positusque fuerit infra pertinentias memoratas, sit liber et absolutus ac si esset in monasterio vel ecclesia consecrata. Concedentes ipsis ex certa scientia et de regiæ plenitudine potestatis, quod nulla consuetudo vel jus contra præmissa vel eorum aliqua a quacunque persona allegari valeat, seu quod præmissis vel eorum aliquibus usi non fuerint, quia ipsis concedimus quod præmissis omnibus et singulis uti et frui incipiant, et continent pro suo libito voluntatis nullaque longæva temporis præscriptio ipso vel eorum aliquem privare valeat jure suo. Concedimus etiam quod nullus cujuscunque dignitatis aut status extiterit in præmissis vel eorum aliquibus seu ea tangentibus, eisdem priori seu bonis hominibus totius ordinis supradicti, vel eorum aliquibus violentiam aut extorsionem inferre præsumat, vel eos turbare in præmissis seu aliquo præmissorum, nec in præmissis vel eorum aliquibus præstent consilium, auxilium vel favorem, publice vel occulte alioquin pœnam centum marcharum argenti universos et singulos supradictos violatores, extortores, turbatores, auxiliatores, consi-

liatores et consentientes ipso facto volumus incurrere, ipsis bonis hominibus, et eorum successoribus, una cum damnis exinde secuturis, absque expectatione alterius sententiæ persolvendas, et per ipsos bonos homines vel eorum familiares ut supra alio casu præmittitur si necesse fuerit exequendum. Et si quis hæredum aut successorum meorum contra præmissa vel eorum aliqua venire forsán quomodolibet attentaret, ipsos contravenire attentantes, et ipsorum singulos rationes ingrati tudinis tenore præsentium exhæredamus; ipsoque casu dominum regem Franciæ qui pro tempore fuerit, nostrum hæredem constituimus et pariter successorem, dummodo dictorum prioris et bonorum hominum totius ordinis Grandimontis in præmissis et in quibuscumque aliis se constituat defensorem, et contra ipsos oppressores patronum liberalissimum, et in suis necessitatibus promptissimum adiutorem. Volumus etiam et præsentí carta concedimus quod quæcunque bona dictorum bonorum hominum mobilia vel immobilia, aut hominum suorum, aut commorantium in quibuscumque pertinentiis suis præsentia vel futura, per nos vel subditos aut familiares nostros, aut vestros, et nostrorum et ipsorum quoslibet hæredes et quoslibet successores quacunque necessitate capi seu arrestari non possint etiam et justum pretium offerendo, nisi de ipsorum prioris et bonorum hominum vel successorum suorum licentia processerit voluntarioque consensu. Unde vobis omnibus singulis præcipimus quatinus omnes concessionés, donationes et libertates, tanquam nostras personam et res proprias conservetis et defendatis, et a quibuscumque contra quos coram vobis dicti prior et boni homines vel eorum successores deponere voluerint quæstionem, justitiam exhibeatis summarie et de plano sine strepitu et figura judicii, inspecta sola veritate, etiam juris ordine prætermisso; ut ipsi quietius valeant in claustris suis permanere, et pro nobis et vobis ac quibuscumque fidelibus devotius dominum exorare ut concedat nobis supernam cum angelis cælestibus æternam portionem. Datum, teste meipso, per manus magistri Eustachii apud Grandimontem in præsentia venerabilis G. prioris ordinis supradicti, anno ab incarnatione domini millesimo centesimo nonagesimo secundo, et regni nostri tertio, pridie calendas aprilis.

Sous le prieur Gérauld, plusieurs ecclésiastiques, religieux et gentilhommes, s'associèrent aux prières de l'Ordre et firent pour cela plusieurs présents en 1192. Hélie de Razès donna, en présence de Sebrand, évêque de Limoges, et de Pierre Bertin, sénéchal de Poitou, les hommes et le mas de Brugères, avec l'usage des hommes dans les bois de Rocher, Riocros, Lapalais, Sansours et Forest; plus cent livres pour le pain et le vin nécessaires aux religieux assemblés au chapitre général, à condition qu'ils priaient Dieu pour lui et qu'ils le recevraient religieux à Grandmont et dans les autres monastères de l'Ordre. Il céda aussi tout le droit qu'il avait sur l'étang et le moulin des Tenelles, situé dans la chàtellenie de Razès. Tous les lieux nommés dans cette donation sont dans le

voisinage de Grandmont : Brugères et les Tenelles sont dans la commune de Saint-Sylvestre, Sansours dans celle de Saint-Léger-la-Montagne, Forest dans celle d'Ambazac. Quant à l'auteur de la donation, il mourut en 1210; il était couché dans la tour de Razès lorsqu'elle s'écroula et l'écrasa sous ses décombres avec plusieurs de ses enfants.

En 1193, un chapitre général fut tenu à Grandmont, à la fête de Saint-Michel. C'est spécialement en vue de cette assemblée des religieux à Grandmont que la donation précédente avait été faite par Hélie de Razès.

En 1194, Guillaume de La Villate, bourgeois de Limoges, donna au monastère le Mas de Forest, contigu à Grandmont.

Castrum Villanum ou Châteauvillain (1), maison du diocèse de Langres qui fut unie à Macheret en 1317, fut établie ou fondée en 1194. L'acte est dans le P. Martène, *Thesaur. anecd.*, t. I, col. 687.

L'an 1195 ou 1196, l'abbé de Saint-Augustin-lès-Limoges, du consentement de son chapitre et du prévôt d'Ambazac, donna aux frères de Grandmont, pour la maison de Muret, toutes les dîmes, bois, rentes, eaux, droit parochial qu'il avait à La Chèze, à Boucherie, à La Betoule et au Mas de la Masse (2). Dans le même temps (ou vers 1228) Adémar, abbé de Solignac, du consentement de son chapitre, donna le lieu de Coudier (3) et son successeur ratifia cette donation. Annibaldus ou Amblard, abbé de Saint-Martial, avait aussi donné son mas et son étang des Sauvages (4); et pour dédommagement, Hélie Dupeyrat, du Château de Limoges, donna à Saint-Martial une rente sur le lieu des Combes audit Château de Limoges.

En 1196, fut fondée la celle de Craon, *de Cradone* (5), qui fut annexée à La Haye d'Angers.

(1) Châteauvillain, près le chef-lieu de canton de ce nom (Haute-Marne). Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 239.

(2) La Chèze et Le Mas sont dans la commune de Saint-Sylvestre; Boucherie et La Betoule dans celle d'Ambazac.

(3) Le Coudier, commune d'Ambazac.

(4) L'étang et le village des Sauvages sont sur la limite des communes de Saint-Sylvestre et de Saint-Léger-la-Montagne et contigus à Sauvagnac, aujourd'hui chapelle de dévotion qu'on croit avoir été primitivement une celle de Grandmont. La date de cette donation n'est pas indiquée, mais on sait qu'Amblard, abbé de Saint-Martial, qui en est l'auteur, a été à la tête de cette abbaye de 1115 à 1143.

(5) Craon, commune de Ballots, canton de Saint-Aignan (Mayenne). Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 242.

Le prieur Gérard avait eu à se louer des signes d'humanité et de soumission que lui donnaient ses inférieurs, mais ces bonnes dispositions passèrent; le feu de la discorde, qui n'était que caché sous la cendre, trouva de nouveau matière à exciter le même incendie qu'auparavant. Après plusieurs belles actions il se démit de sa charge, à cause de la zizanie que les frères convers ne cessaient de semer et parce que les précautions qu'il y apportait étaient inutiles. Il mourut peu de jours après sa démission, savoir le 31 mars ou le 18 ou 19 avril 1197. Son épitaphe qu'on voyait sur son tombeau dans l'église de Grandmont est :

« *Hic jacet dompnus Gerardus, septimus Prior. Mansit in prioratu X annis, tribus mensibus, post modum amotus.* »

Le sceau de Gérard Ithier porte la figure d'un prêtre, et autour on lit cette légende : *Sigill. Gerardi Prioris Grandimontis*. Au revers il y a un contrescel, où est une tête, et autour le mot : *Secretum*.

Il a recueilli la vie de saint Etienne, ses miracles et tout ce qui est arrivé à l'Ordre jusqu'à son temps et en a composé un livre intitulé : *Speculum Grandimontis*. Cet ouvrage manuscrit était conservé dans la bibliothèque de Grandmont en deux volumes in-folio. C'est là qu'ont puisé tous ceux qui ont parlé de Grandmont. Gérard Ithier n'écrivait qu'en 1188, c'est-à-dire soixante-quatre ans après la mort de saint Etienne; de là vient sans doute le peu d'exactitude et les anachronismes qu'on trouve dans la vie de saint Etienne. Cet ouvrage a été conservé jusqu'à nos jours dans la bibliothèque des manuscrits du Grand Séminaire de Limoges. Voici la description et l'analyse qui en ont été faites par L. Guibert, en 1892, dans le *Catalogue* de cette bibliothèque au n° 68 :

« *Speculum Grandimontis* » (1), recueil de documents relatifs à saint Etienne de Muret, à sa règle, à l'esprit de son institut et aux commencements de l'Ordre, œuvre du septième prieur général Gérard Ithier. Un volume de 152 feuillets parchemin (340 mill. sur 245). Fin du XII^e ou plus probablement premières années du XIII^e siècle. Forte reliure du XVI^e ou XVII^e siècle.

Ce recueil, un des exemplaires du *Speculum* conservés à l'abbaye de Grandmont, ne contient pas toutes les matières qui se trouvaient insérées dans les autres, la règle, par exemple; par contre,

(1) Nous rappelons que c'est par erreur que le P. Lelong, dans sa *Bibliothèque historique*, a attribué le *Speculum* à Pardoux de La Garde, mort en 1591. Il a confondu la compilation de celui-ci, qui existe sous deux formes à la bibliothèque du Séminaire (n° 81 et 82), avec l'œuvre de Gérard Ithier, dont quelques portions seulement tiennent à la compilation et qui est en grande partie originale.

il renferme les *Maximes* de saint Etienne de Muret, qui, d'après une note du XIV^e siècle, écrite en marge de la page 227, n'étaient pas dans un autre au moins de ces exemplaires.

Feuillet de garde : *Sicut propheta ait : Jacta super Dominum*, etc., fin d'un des préambules de la *Vie* de saint Etienne et commencement du préambule du prieur Gérard, interrompu. Verso en blanc.

Page 1. *Interpretatio nominis sancti Stephani*, d'une écriture postérieure au reste du manuscrit.

Page 3, commencement de l'ouvrage : *Incipit primus titulus* (premier préambule de la *Vie* de saint Etienne). *Quoniam proprium est servorum*, etc.

Page 5, second préambule : *Cum omnibus hominibus*, etc.

Page 7, préambule de Gérard Ithier : *Omnibus Christi fideles Geraldus*, etc.

Page 9 : *Incipit vita santi Stephani confessoris. Fuit igitur in Arvernie partibus*, etc. *Vie* de saint Etienne en 46 chapitres, publiés par D. Martenne, *Amplissima collectio*, t. VI, col. 1046 à 1087; par l'abbé Migne (*Patrologie*, t. CCIV, col. 1011 à 1028), etc.

Page 31, autre *Vie* de saint Etienne en 16 chapitres (1), sous ce titre : *Hic breviter comprehenduntur atque concluduntur virtutes conversationis et sanctitatis Beati Stephani. Sanctus igitur Stephanus*, etc. C'est l'opuscule intitulé par D. Martenne : *Sancti Stephani dicta et facta*, attribué au quatrième prieur général, Etienne de Liciac, et imprimé dans l'*Amplissima collectio*, t. VI, col. 1118 à 1130; puis dans la *Patrologie* de Migne, t. CCIV, col. 1071 à 1084.

Page 47, petit poème de 92 vers à l'honneur de saint Etienne : *Versus de virtutibus ejusdem : Grandimontensis fundator religionis* (Martenne, *Ampl. collectio*, t. VI, col. 1130-1132; *Patrologie* de Migne, t. CCIV, col. 1084 à 1086).

Page 50. Miracles de saint Etienne, avec mention de ses trois premiers successeurs. Le texte, dont le premier chapitre est intitulé : *De electione domni Petri Lemovicani, secundi prioris*, et qui commence : *Pio igitur patre destituti*, s'arrête au cours du 28^e chapitre : *Visionem quam a me petis enucleari*..... (Publié à la suite de la première vie comme faisant corps avec elle dans l'*Amplissima collectio* et dans la *Patrologie*).

Un feuillet à la suite a été arraché.

Page 75. *Geraldus Dei gracia Grandimontis prior VII^m : de Revelatione Beati Stephani. Cum ordo Grandimontensium*, etc. Récit de la canonisation de saint Etienne et des miracles dus à l'intercession

(1) Un annotateur du XVII^e siècle, qui a numéroté les chapitres, en compte dix-sept; il en fait deux du seizième.

du bienheureux au cours et à la suite de ces solennités : 37 chapitres, finissant :*precibus et meritis patris nostri predicti confessoris Stephani, Ihesus Christus, Dominus noster, qui cum patre, etc.... per secula seculorum. Amen.* Ces textes ont été insérés à la suite d'un abrégé de la Vie de saint Etienne, au tome II du mois de février des *Vitæ sanctorum* des Bollandistes (p. 204 et suivantes), ainsi qu'à la *Nova Bibliotheca manuscriptorum librorum* de Martenne, t. II, p. 674; dans l'*Amplissima collectio* de Martenne, col. 1087 à 1118, et à la *Patrologie*, t. CCIV, col. 1045 à 1072. Le dernier chapitre : *De Exemplis et Sancti Stephani virtutibus*, est d'une encre plus blanche et d'une écriture postérieure.

Fol. 58 recto (page 115). Traité en 16 chapitres de la discipline et de la correction des mœurs : *Incipit tractatus ad fratres de disciplina et correctione morum. Nunc igitur dilectissimi, venerabilis patris Stephani* (1), discours où traité du prieur Gérard pour la confirmation et l'explication de ce qui précède : *Sermo vel tractatus domni Geraldii, prioris septimi, ad fratres, de confirmatione seu enunciatione hujus voluminis* (2). Curieux traité allégorique en 97 chapitres, inédit (les fol. 99 et 100, déchirés, ont été remplacés au XVI^e ou XVII^e siècle et l'addition paraît combler exactement la lacune). Après ce traité, on trouve, fol. 113 (page 226), une note d'une écriture postérieure sur la réforme et la réorganisation de l'Ordre de Grandmont en 1317.

Fol. 115, recto. Maximes de saint Etienne, précédées d'un préambule du prieur Gérard : *Incipit prefatio domni Geraldii prioris. Audite, filii et fratres karissimi, et attendite, etc.*

Fol. 116, recto (page 231). Commentaires du prieur Gérard : *Incipit explanatio domini Geraldii..... super librum sententiarum Beati Stephani..... De unitate diversarum regularum et distinctione earumdem. Hec est doctrina salutifera beati viri Stephani, etc.* Cet ouvrage finit fol. 135 recto (page 269) : *Explicit explanatio sive determinatio domni Geraldii, septimi prioris Grandimontensis, de unitate diversarum regularum et distinctione earumdem. Item, cujus supra : Qualiter fratres de vita sua, id est de regula, inquirentibus*

(1) Ce traité a été, jusqu'à ces derniers temps, attribué à Hugues de Saint-Victor et publié avec ses autres œuvres. C'est M. Haureau qui l'a restitué aux Grandmontains en constatant les suppressions et les substitutions de noms opérées très anciennement dans le texte de l'ouvrage.

(2) Voir au sujet de ce traité et de plusieurs autres ouvrages compris au *Speculum Grandimontis*, la notice de M. Haureau sur *Quelques écrivains de l'Ordre de Grandmont d'après le n° 17.187 de la Bibliothèque nationale* (t. XXIV^e, 2^e partie, des *Notices des manuscrits*).

respondeant. Ut prelibavimus, beatus Stephanus discipulos suos instruebat... La fin de cet ouvrage manque. Les derniers mots qu'on lit au bas du fol. 152, verso (page 304) sont : *Non dolebis cum ingloriosus fueris. Sequitur...*

Il y a dans ce manuscrit de belles lettres ornées à nœuds et entrelacs, notamment aux pages 3, 17, 50, 75, 115, 151; quelques autres ébauchées seulement, par exemple aux pages 7, 9, 31, 227, 231. A la page 75, deux curieuses miniatures : l'une représentant le pape prononçant le décret qui met le fondateur de Muret au nombre des bienheureux, et l'autre deux évêques portant dans une châsse les restes de saint Etienne et la plaçant sur un reposoir; le Saint-Esprit, sous la forme d'une colombe, descend du ciel sur la châsse (1).

Jean Levesque, dans les *Annales de l'Ordre de Grandmont*, parle ainsi du prieur Gérard Ithier et des autres auteurs Grandmontains de la même époque : « Porro ipse Gerardus Itherius pietate et doctrina fuit celeberrimus, vitam S. Stephani cum signis et miraculis dictavit et compilavit miræ scientiæ utilitatis et amplitudinis librum (nondum typis mandatum) cui titulus est : *Speculum Grandimontis*; in quo non solum vita et miracula Sancti Stephani, sed etiam (in secundo præsertim volumine) multa moralia tam de S. Stephano quam de Scripturis Sacris, etc. (2).

» Sub his etiam vel proximis temporibus florebant alii Fratres eruditione insignes, de quibus pauca confuse refert Pardulphus. Primus est frater Arnaldus de Goth natione Anglus, qui ex dictis Sancti Stephani dudum per B. Hugonem est alios recollectis, composuit *Librum Sententiarum* seu *Rationum* ejusdem venerabilis Patris. Porro hic *Liber Sententiarum* in *Speculo Grandimontis* et in aliis codicibus ante quadringentos annos descriptum, omni novitatis suspicione carere debet. Sed quia a fratribus conversis vel aliis quibusdam illiteratis post Arnaldum descriptus est; ideo multa capitula manca et imperfecta, quædam sine serie vel ordine digesta, necnon tituli capitulorum sæpe incongrue appositi reperiuntur.

(1) Un croquis de la seconde de ces miniatures (reproduit ci-dessus) a été donné dans *l'Orfèvrerie et les orfèvres de Limoges* (Bull. Soc. arch. du Limousin, t. XXXII, p. 35). Les deux scènes sont aussi à la planche XIII^e de *l'Art rétrospectif à l'Exposition de Limoges*, par L. Guibert et J. Tixier (V^e H. Ducourtieux, 1887, 1 vol. in-8°).

(2) Bernard Guidonis, dans sa *Chronique des prieurs de Grandmont*, le signale aussi comme un lettré : « Hic prior Geraldus fuit vir litteratus, qui gesta sancti Stephani digessit et scripsit, prout liquet in libro qui in Grandimonte speculum nominatur.

Ego quidem pro modulo parvitat^{is} meæ, habito cum doctis viris colloquio, titulos correxeram, et Sententiarum seriem nullis mutatis verbis restitueram, ut typis mandarentur : Sed interim R. P. Albertus Barnius, modoque in antiquis libris habentur, in lucem edidit anno 1630.

» Alter est Frater Guillelmus Daudina de Sancto Savino, qui vitam Beati Hugonis de Lacerta fusissime conscripsit, cum aliis voluminibus, nunc a Grandimonte sublat^{is}.

» Tertius est Frater Odo qui librum scripsit *de Antiquitate Ordinis Grandimontis*. Sed hos libros non reperimus (1). »

CHAPITRE VI

Adémar de Friac, 8^e prieur (1198-1216). — Gérard-Hector, évêque de Cahors, retiré à Grandmont, est enterré dans l'église.

Le 1^{er} janvier 1198, conformément au règlement prescrit par le pape Célestin III, six clercs et six convers élurent pour prieur Adémar de Friac, homme recommandable par sa science et par sa sainteté (2).

Dès le commencement de son pontificat, le pape Innocent III exigeait le quart du revenu de tous les biens ecclésiastiques pour le secours de la Terre Sainte; il fit cependant une exception pour les ermites Grandmontains et Chartreux, et ne les obligea pas à contribuer de leurs biens contre les Sarrazins. Mais il leur donna un mandement particulier, leur faisant connaître ses intentions au sujet des secours qu'ils auraient à fournir pour la Croisade.

Le même pape, par sa lettre écrite en 1199, exhortait le prieur et les religieux de Grandmont à recevoir la soumission d'un recteur et des religieux de leur Ordre, retirés dans le diocèse d'Avignon. Ce monastère est Montsarges (3). Nous voyons, en 1199, une donation

(1) *Annales Ordinis Grandimontis*. Authore, F. Joanne Levesque, 1662, p. 184.

(2) Bernard Guidonis, et après lui MM. de Sainte-Marthe (*Gallia Christiana*), donnent pour successeur immédiat à Gérard Ithier un certain Guillaume. Les Chroniques de Grandmont n'en parlent pas.

(3) Montsarges, près de Rochefort, dans le diocèse d'Avignon. Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 261.

faite en sa faveur : Guillaume de Sabran et Rotan, son fils, connétables du comte de Toulouse, ayant Dieu en vue et le salut de leur âme, donnèrent à frère Bernard et aux frères de Sainte-Marie de Montsarges, maison située auprès de Rochefort, dans la partie du diocèse d'Avignon qui est en deçà du Rhône, les bois qu'ils y possédaient. Frère Bernard y avait déjà acheté quelque chose. On voit dans un acte de 1203, que ces biens sont donnés à la maison de Grandmont, et que le supérieur est appelé recteur ou précepteur. Le 3 des calendes de février (30 janvier) 1199 (n. s. 1200), Bernard, frère de Grandmont, était allé trouver le pape dans la grande division avec son prieur et plusieurs autres frères. Mais on ne put alors assoupir entièrement cette division et le frère Bernard s'étant retiré en Provence, et dans le diocèse d'Avignon, y avait bâti une maison de l'Ordre dans la terre de R..., comte de Toulouse, et par la concession de Rostagnus, évêque d'Avignon. Il y demeura avec un de ses frères et d'autres qu'il reçut de nouveau. Mais depuis la mort du prieur de Grandmont, et pendant le temps de son successeur, la division et le schisme étant assoupis, il ne se présenta point pour leur rendre obéissance, ce qui le rendait inexcusable. Le pape voulant réunir la fille à la mère et les membres au chef, ordonna au prieur et aux frères de Grandmont de recevoir avec bonté ce frère, et ceux qu'il avait adoptés, et de comprendre son église au rang des leurs. L'intention de l'évêque d'Avignon, patron de cette église, étant d'y mettre un clerc pour prieur, et les frères en ayant mis dans quelques-unes de leurs celles, le pape ordonna d'en mettre un dans celle-ci pour la gouverner selon l'observance régulière de l'Ordre ou de relever de l'obéissance ce Bernard et son frère, quoiqu'ils y soient tenus par leur profession, afin qu'ils puissent désormais servir Dieu dans cette celle sans crime de désobéissance. Que si on ne veut pas le faire, le pape se réserve d'y pourvoir.

La même année 1199, au mois de janvier (nouveau style), Hécelin de Linars et Adélais, sa femme, donnèrent aux frères Grandmontains de Cléry (1) tout le droit qu'ils avaient dans le bois et l'enclos où demeuraient ces frères, qui l'ont entouré de fossés.

Le pape Innocent III était depuis peu de mois sur le trône pontifical (il y monta le 8 janvier 1198, vieux style) et accablé d'affaires de toutes les parties du monde chrétien, lorsque les religieux de Grandmont eurent recours à lui pour rétablir le calme dans leur Ordre. Il espéra qu'une lettre au prieur, Aimar de Friac, supérieur

(1) Cléry, près le chef-lieu de canton de ce nom (Loiret). Voir. L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 240.

pieux et éclairé, pourrait suffire à rétablir la paix et la tranquillité. Mais il y avait déjà des années que ce remède n'avait pas produit des effets aussi salutaires qu'on pouvait l'espérer. C'est pourquoi il délégua alors l'archevêque de Bourges, S... Guillaume; l'évêque de Paris, Eude de Sulli, et celui de Limoges, Jean de Veirac, afin que, se transportant à Grandmont, ils y prissent, avec son autorité, toutes les instructions, et qu'ils y dressassent tous les statuts qu'ils jugeraient, selon Dieu, les plus propres à cimenter une bonne paix. Ils s'y rendirent en 1202, comme nous le dirons plus loin. Mais mettons ici la lettre des religieux clercs en appelant au pape. Elle a probablement été écrite plus tard, peut-être en 1215, car c'est une récapitulation de tous leurs anciens griefs.

Sanctissimo Patri ac Domino I. Dei universalis Ecclesiæ summo pontifici pauperes clerici Grandimontis cum omni reverentia salutem et tribulationibus compati miserorum. Ad eum oportet in tribulationibus recurrere qui potens est oppressos in tribulationibus liberare. Clamaverunt ad Dominum filii Israel de Egypto, et Dominus exaudivit eos, suscitans eis principem qui liberavit eos de potestate Pharaonis et de domo pariter servitutis. Quid vero faciemus nos miseri abjectiores omnibus, subsannatio et illusio his qui in circuitu nostro sunt facti, sub dira laicorum servitute constituti? Clamare non cessamus omnes et singuli. Sed nihil proficimus quia nullus intelligit clamorem nostrum. Dolorem ostendimus, et nemo succurrit. Quippe non est propheta in Israel, Moyses nobis mortuus est, nec reliquit successorem sibi qui ejus opera imitetur. Josue namque noster non stat pro populo suo. Fædus pepigit cum alienigenis, et corruptus pecunia eorum contra nos factus est advocatus. Non est princeps in populo suscitatus a Domino qui liberet nos de manu laicali. Ipsi siquidem laici nos opprimunt ultra quam credi potest affligunt et de die in diem suis astutis suæ nos sategunt subigere servituti. De servientibus facti sunt domini, magistri de discipulis, fratres nusetis (?), et divites de egenis. Nolunt corrigi, sed corrigere, non doceri, sed docere. Volunt videri philosophi, cum sint omnino stolidi. Sapientes tamen sunt ut faciant mala. Bona autem facere nesciunt, quia a Deo non sunt. Domos siquidem ordinis quibus præident destruant, instituta religionis violent, bona communia dissipant, consanguineis, notis et amicis sæcularibus ea nequiter erogantes. Et sic Hebræos spoliant abutentes præcepto Domini. O Egyptios ditant. Et ideo de receptis et expensis juxta mandatum tuum, Domine, nolunt reddere rationem, sed contradicunt, dicentes quod curam habent temporalium de mandato tuo et prout voluerint dispensabunt. Licet autem hæc fere intolerabilia sint omni habenti zelum Dei, quidam tamen alia graviora restant in quibus nos affligunt gravius et molestant. Manus scilicet in nos ejiciunt violentas; et minantur fandere cerebrum, si in aliquo eorum pravæ voluerimus resistere voluntati. Cibos nostros coinquant ut sic nos puniant. Temporalia omnino sibi vendicant, et etiam spiritualia nihilominus usurpare præsumunt. Ad collationum enim pulsant, proces-

siones ordinant, sanctuaria portant, et quod ita debeat fieri dicunt pariter et affirmant. Ipsi etiam nos accusant simul et judicant. Et si forte aliquem illorum nos reprehendimus, vel pro aliquo delicto imposuerimus ei iudicium quod in aliquo sit suæ voluntati contrarium, contradicet nobis aperte asserens se scire quomodo debeat judicari. Longum siquidem esset evoluate contumelias et opprobia, minas et verbera quæ passi sumus a falsis fratribus, et maxime in hoc anno. Sed fratres nostros viros boni testimonii fideles et religiosos præsentium portitores ad te, Pater sancte, transmittimus, qui de iis et aliis quæ brevitatis causa supprimimus, plenius certificare te poterunt; quibus fideliter et indubitanter credere poteris tanquam expertis propriis in personis. Sanctitatis igitur tuæ pedibus obvoluti rogamus suppliciter et devote quatinus, si qua sunt tibi viscera pietatis, prædictorum fratrum nostrorum petitionibus quas de communi assensu partis nostræ tibi facturi sunt pium auditum præbeas et effectu celeri impleas quod rogabunt. Spes enim nostra tu es ab ipsa premotione tua refugium nostrum et virtus, et..... adjutor in tribulationibus quæ invaderunt nos nimis. Eripe nos, Domine, de potestate barbarica et a servitute laicali, in qua manemus diu et nostris forsitan peccatis exigentibus..... inviti. Si enim nobis deficiis, quis est alius qui adjuvet? Nec scimus alium apud quem post te credamus aliquem invenire recursum. Pone, Domine, finem causæ nostræ, qua usque nunc determinata non fuit per aliquam plenaria nec decisa. Verum quia verba nimis prolixa sæpe sunt tardiora (?), ideo cartulæ nostræ finem facimus nos servi tui humiles et despecti, [.....] supra modum et anxii. Tu autem, Domine, miserere nostri (1).

En 1199, la reine Aliénor d'Angleterre confirma une donation faite à Grandmont en 1180. L'abbé Legros nous a conservé une copie de cet acte :

Confirmation du don d'Othon, de 1180-1199

Alienor, Dei gratia, humilis regina Angliæ, ducissa Normanie et Aquitanie, comitissa Andegavie : universis tam futuris quam presentibus, ad quos littere iste pervenerint. Sciatis nos concessisse et presenti carta confirmasse in perpetuum Deo et domui Grandimontis Petrum de la Costa de Sarlat, burgensem de Rochella, et heredes ejus liberos et immunes ab omnibus consuetudinibus, talliatis, et equitationibus, et exactionibus, preter unum miliarium sepiarium (2), quod annis singulis pauperibus Grandimontis persolvent, sicut continetur plenius in carta carissimi nepotis nostri Othonis, qui, dum esset comes Pictaviensis, predictam donationem domui et pauperibus Grandimontensibus liberaliter fecit. Quam et carissimus filius noster dominus Ricardus, rex

(1) *Ex chartulario monasterii Sancti Juliani Turonensis*. — Bibliothèque nationale. Fonds Baluze, t. CXXVIII, fol. 290.

(2) Sepia, seiche, poisson de mer.

Angliæ, postmodum ratam habuit et concessit. Quam et nos ratam habentes et concedentes, cartam istam, sigillo nostro fecimus insigniri. Datum apud Nortium, anno incarnationis verbi mill. C^o XC^o IX^o, Teste Petro Bertin (tunc) senescallus Pictavie, Launo Ogerio, Chalone de Rochoforti. Presente carissima filia nostra domina Johanna, comitissa Tholose, ducissa Narbon. et multis aliis.

Scélé du grand sceau, avec l'impression et effigie de ladite reine et portrait de Sa Majesté.

Anno domini 1180, Dnus Otho comes Pictaviensis, dedit domui Grandimontensis unum miliarium sepairum annis singulis; quas assignavit Rupellam.

Ebles, vicomte de Ventadour, époux de Marie et père de Robert et d'Eble, insigne bienfaiteur de la celle de Montusclat, ordre de Grandmont (1), donna pour son anniversaire, qu'on devait faire à Grandmont, 60 sols sur la ville de Feaisser. Il passa aussi un acte à Grandmont, après l'octave de la Pentecôte de l'an 1201, par lequel il s'oblige à prendre l'habit de l'Ordre et fonde la maison de Bonneval dans la forêt de Montusclat. Dans cet acte, il prend pour caution Robert, vicomte de Turenne, et Robert, son frère; Guillaume, abbé de Meymac; Constantin de La Chassagne et Hugues, son frère. Fleury rapporte cet acte, mais il le place en 1221. Quelques auteurs ont critiqué cet acte en s'appuyant sur ce fait que jamais on ne donnait de caution en s'engageant à faire profession religieuse. Mais les cautions qu'Ebles de Ventadour donne ici ne sont pas pour ce qui regarde cet engagement, mais à cause des biens temporels qu'il donne à la maison et à l'Ordre de Grandmont.

*Fidejussio comitis de Ventadour ad sumendum habitum
ordinis Grandimontis*

Notum sit omnibus tam præsentibus quam futuris quod ego Eholus vicecomes de Ventadour et Maria uxor mea vicecomitissa et nos Robertus et Eholus filii eorum, nos et totam terram nostram exposuimus et obligavimus jurisdictioni et potestati venerabilium virorum et dominorum Bituricensis archiepiscopi, et episcopi Lemovicensis antequam ego Eholus acciperem habitum ordinis Grandimontis; ad persolvendos omnes clamores et debita et quæstiones quæcunque potuerunt fieri vel moveri de receptione mea, venerabili priori Grandimontensi, vel ejus ordini, promittentes eisdem, præstito juramento, præfatum ordinem ab omni damno et vexatione semper servare indemnem, et restituere omnes expensas quas dictus prior vel fratres ejusdem ordinis

(1) Bonneval de Montusclat, près Soudeilles, canton de Meymac (Corrèze). Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. XXV, p. 231.

facient in causis vel alio modo pro prædicta receptione ; quamobrem humiliter petimus a prædictis venerabilibus viris quatinus ad petitionem jamdicti et prioris et fratrum ejusdem ordinis ad exequendam præfatam promissionem, si necesse fuerit per censuram ecclesiasticam nos et nostros compellant. Insuper dedimus eis plegios de præmissis nobiles viros Robertum vicecomitem de Turenna et R. fratrem ejus ; et venerabilem et religiosum virum Guillelmum abbatem Maymatensem et Bertrandum de Molseo et Constantinum de la Chassaïgna, et Hugonem fratrem ejus milites ; qui abrenuntiantes in hoc facto omni exceptioni (exemptioni) quæ eis prodesse posset, quilibet promiserunt in solidum priori et fratribus Grand. quod semper servarent domum Grandimontis et totum ordinem indemnes, et restituerunt omne damnum expensas quos domus Grandimontis prior et fratres ejus facerent in causis vel alio modo pro prædicta receptione mea vel sepultura. Hæc autem promissio facta fuit in præsentia venerabilium virorum Guillelmi abbatum Tutellensis et Maymacensis, et magistri Guillelmi officialis Lemovicensis et Guillelmi de Malmon canonici Lemovicensis, et multorum aliorum religiosorum et sæcularium ; et ut hoc ratum et firmum permaneat, nostri et præsentium virorum sigillis præsentem paginam fecimus roborari. Actum in Grandimonte infra octavas Pentecostes, anno dominicæ incarnationis M.CC. primo.

Innocent III avait exempté les ermites de Grandmont de l'interdit général qu'il avait porté, en 1200, sur le royaume de France. Lorsque, en 1202, il ordonna qu'on recueillirait dans tous les diocèses le quarantième des biens appartenant aux particuliers clercs et aux communautés ecclésiastiques, il fit la même exception en leur faveur, mais ne les exempta pas pour cela des secours qu'ils pourraient fournir pour la croisade, leur ayant intimé séparément ses intentions à ce sujet.

Le prieur Adémar de Friac fit confirmer par le pape Innocent III les statuts de son ordre et obtint la bulle suivante contenant différents privilèges et cette confirmation :

Privilegium Innocentiï III

Innocentius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Ademaro priori Grandimontis ejusque fratribus, tam præsentis quam futuris regulariter substitutis in perpetuum. Immaculata ordinis vestri religio quæ tanquam vitis abundans palmites suos latius propagavit, et velut lucerna non absconsa sub modio, sed in Grandimonte tanquam supra candelabrum posita perlucidæ radios claritatis ostendit, apostolicæ sedis fastigium ad honestas concessionem inclinât, ut vitis cultori suo fructum reddat in tempore, ac lucernæ succensæ oleum non deficiat charitatis, sed magis ac magis superabundet et crescat. ut qui ingrediuntur lumen videant, et in vestris operibus glorificetur altissimus qui est in sæcula

benedictus. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis petitionibus in Domino clementer..... tes, ad exemplar fel. record, Urbani, Clementis, et Cælestini prædecessorum Rom. pontificum, apostolica auctoritate decernimus ut qui relicto sæculo ad ordinem vestrum confugerint priori qui pro tempore fuerit et successoribus ejus catholicis, vel capitulo si prior non fuerit, obedientiam et reverentiam absolute promittant. Fratribus autem singulis in his quæ ad commodum et honorem domus pertinent fraternæ charitatis officium et auxilium debitæ subventionis impendant; majores se invicem secundum apostolum arbitantes, quatinus juxta apostolicam evangeliamque doctrinam se invicem honore præveniente et qui forte major est meritis, non erubescat amore Domini fieri minoribus ministrator. Paci vestræ præterea providentes statuimus ut ad recipiendum alterius religionis hominem nemo vos coget invitos; nedum instituta relicti ordinis qui, ad vos confugerit æmulatur, a vestræ observantia disciplinæ animos simpliciorum avertat; et aliis vos contingat injuriosos et molestos existere si professos eorum volueritis retinere. Priori autem tam in spiritualibus quam in temporalibus plenam concedimus auctoritate apostolica potestatem, ita ut uni conversorum qui magis idoneus fuerit in cellis vestris temporalia disponenda committat, qui de ipsius prioris mandato eleemosynas depositaque recipiat, et ea in pios usus ac necessitatem domus provida deliberatione convertat. Cura vero spiritualium libere de mandato prioris circa clericos ipsos resideat; ita quod nullus laicorum fratrum in confessionibus penitentiis, divinis officiis celebrandis et corrigendis excessibus clericorum ullam sibi auctoritatem usurpet, sed hæc omnia per priorem jam dictum, vel de mandato ipsius per clericos impleatur.

Sane laborum vestrorum quos propriis manibus aut sumptibus colitis tam terris cultis quam incultis, vel de nutrimentis animalium vestrorum, nullus a vobis decimas exigere aut extorquere præsumat. Liceat quoque vobis clericos liberos et absolutos e sæculo fugientes ad conversionem recipere, et eos absque contradictione qualibet retinere. Prohibemus insuper ut nulli fratrum vestrorum, post factam in eodem loco professionem fas sit absque prioris sui licentia de eodem loco discedere; discedentem vero absque communium litterarum cautione, nullus audeat retinere. Quod si forte retinere præsumperit, licitum vobis sit in ipsos clericos vel conversos proferre sententiam regularem. Licitum præterea vobis sit in causis propriis, sive civilem, sive criminalem contineant quæstionem, fratrum vestrorum testimoniis uti, ne pro defectu testium jus vestrum in aliquo valeat deperire. Pro consecrationibus vero altarium et ecclesiarum, sive pro oleo sancto, sive quolibet ecclesiastico sacramento, nullus a vobis sub obtentu alicujus consuetudinis vel alio modo quicquam audeat extorquere, sed hæc omnia gratis vobis diocesanus episcopus impendat. Alioquin liceat vobis quemcumque catholicum adire antistitem, gratiam et communionem apostolicæ sedis habentem, qui nostra fretus auctoritate vobis quod postulatur impendere non postponat. Porro si episcopi vel alii ecclesiarum prælati, vel rectores, in ecclesias vel personas vestras inibi constitutas, suspensionis, excommunicationis, aut interdicti sententiam promulgaverint, sive etiam in

mercenarios vestros pro eo quod decimas non solvitis, sive aliqua occasione illorum quæ a benignitate vobis apostolica sunt indulta, seu benefactores vestros pro eo quod aliqua beneficia vobis vel obsequia ex charitate præstiterint, vel ad laborandum adjuverint in illis diebus in quibus vos laboratis et alii feriantur, sententiam eandem protulerint, ipsam tanquam contra sedis apostolicæ indulta prolatam decernimus irritandam. Sane cum locus vester longe sit ab habitatione hominum semotus, vobis de sedis apostolicæ benignitate concedimus ut cum generale terræ fuerit interdictum, liceat vobis unius campanæ pulsatione competentibus horis fratres de laboribus ad ecclesiam convocare. Hoc autem et in aliis locis vestris ad instar fel. mem. prædecessorum nostrorum Alexandri, et Lucii, et Urbani concedimus observari qui a civitatibus, castris et vicis adeo separantur ut in eis sonus campanæ vestræ minime audiat. Adhuc ad instar prædictorum prædecessorum nostrorum Alexandri, Lucii, Clementis et Cælestini romanorum pontificum, omnibus regulam vestram servantibus sicut in vestro ordine continetur, laborem loco pænitentiae et in peccatorum suorum remissionem iungimus quem in ipsa observantia patiuntur. Institutionem quoque quam ad castigationem vestram post confirmationem fel. rec. Adriani papæ prædecessoris nostri salubriter addidistis, auctoritate apostolica confirmamus et perpetuis decernimus temporibus valituram, statuentes ut liberum vobis sit secundum regulam vestram et instituta ordinis absque aliquorum gravaminibus vel molestiis domino famulari. Præterea domum et loca vestra cum omnibus quæ in præsentiarum juste ac pacifice possidetis, vel in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis deo propitio poteritis adipisci, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, statuentes ut ea firma vobis vestrisque successoribus et illibata permanent. Obeunte vero te nunc ejusdem loci priore, vel tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibet subreptionis astutia seu violentia proponatur, sed juxta regulæ vestræ statutum sex clerici et sex laici eligantur, qui sicut in eadem regula continetur, electionem secundum Dei timorem faciunt. Volumus tamen quod sicut in electione prioris vestri ordinis noscitur hactenus observatum, præfati sex clerici per laicos, et sex laici per clericos electores eligantur. Præterea priori vestro qui tempore fuerit (si tamen sit presbyter) tonsurandi fratres vestros clericos et pannos eorum benedicendi licentiam indulgemus. Præsenti etiam decreto sancimus ut si quis ex voto quod secundum canones teneat se aut sua Grandimontis ecclesiæ voverit, aut bona sua pie ac rationabiliter in ultima voluntate legaverit : ipsum ad solvendum votum Domino, et ad legatum reddendum ecclesiæ, diocesanus episcopus ecclesiastica censura compellat. Districtius exhibentes ne aliquis clericus ordinis vestri, nisi prior fuerit, vel hoc fecerit de mandato prioris, fratres suos excommunicare presumat. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prædictam domum perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura, salva in omnibus

apostolicæ sedis auctoritate. Si qua igitur in futurum ecclesiastica sæcularisve persona hanc nostræ concessionis paginam sciens, contra eam temere venire tentaverit, secundo tertiove commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui careat dignitate, reamque se divino iudicio de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini nostri redemptoris Jesu-Christi aliena fiat, atque in extremo examine divinæ ultioni subiaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus sit pax domini nostri Jesu-Christi, quatinus et hic fructum bonæ actionis percipiant, et apud districtum iudicem præmia æternæ pacis inveniant. Amen. Ego Innocentius catholicæ ecclesiæ episcopus. Ego Octavianus Hostiensis et Velletriensis episcopus. Ego Joannes Albanensis episcopus. Ego Petrus tituli sanctæ Cæciliæ presbyter cardinalis. Ego Guido presbyter card. tit. sanctæ Mariæ Transtiberim tituli Calixti. Ego Hugo presb. card. sancti Martini tit Equilii. Ego Curth. tit. sancti Laurentii in Lucina presb. card. Ego Sofredus tit. sanctæ Prædixis presb. card. Ego Bernardus tit. Eudoxiæ presb. card. S. Petri ad vincula. Ego Joannes tit. S. Priscæ presb. card. Ego Benedictus tit. S. Susannæ presb. card. Ego Grat. SS. Cosmæ et Damiani diaconus cardinalis. Ego Gregorius S. Georgii ad velum aureum d. c. Ego Gregorius S. Angeli d. c. Ego Leo sanctæ Luciæ ad septa solis diac. card. Ego Mathæus S. Theodori d. c. Ego Joannes sanctæ Mariæ in Cosmydin diaconus cardinalis. Datum Laterani per manum Blasii. S. R. E. subdiaconi et notarii, secundo calendas martii, inditione quinta, incarnationis dominicæ anno millesimo ducentesimo secundo, pontificatus vero domini Innocentii papæ tertii anno quinto.

Déjà, les papes Urbain, Clément et Célestin avaient confirmé les privilèges de Grandmont; cette nouvelle confirmation est adressée par Innocent III à « Adémar, prieur de Grandmont, et à ses frères dont la religion sans tâche, comme une vigne abondante a poussé des ceps au loin et brille à Grandmont des rayons de sa lumière. » D'après ces privilèges, on ne peut les forcer de recevoir les hommes d'une autre religion. Le prieur peut commettre le soin du temporel dans les celles, à un convers, qui recevra les aumônes et les convertira à de pieux usages et au nécessaire de la maison. Les clercs auront, avec le mandement du prieur, le soin du spirituel, sans que les frères laïcs puissent s'arroger aucune autorité sur les confessions, pénitences, offices divins et excès des clercs à corriger. Le Souverain Pontife ajoute : « Comme votre endroit est séparé de fort loin de l'habitation des hommes, nous vous permettons, pendant un interdit général, d'appeler vos frères du travail, à l'heure convenable, au son de la cloche. Ce que nous voulons être observé, ainsi que les papes Alexandre et Urbain l'ont accordé, dans vos autres endroits si écartés des villes, châteaux et bourgs que le son de votre cloche ne s'y entend pas. Nous voulons encore, ainsi qu'il

s'est pratiqué jusqu'à présent que, pour élire votre prieur, six clercs soient élus par les laïcs et six laïcs par les clercs, pour faire cette élection. Nous accordons à votre prieur, si cependant il est prêtre, le pouvoir de tonsurer vos frères clercs et de bénir leur habit. Si quelqu'un, par un vœu canonique, s'est donné avec ses biens à l'église de Grandmont, ou lui a légué ses biens dans sa dernière volonté, l'évêque le forcera, par censure, à remplir son vœu et rendre les legs pieux. Nous défendons très expressément à quelque clerc que ce soit, de votre ordre, d'excommunier ses frères, à moins qu'il ne soit le prieur ou le fasse par son ordre. »

En 1203, le roi d'Angleterre donna en faveur de Grandmont les lettres suivantes :

Lettres du roi Jean-sans-Terre, confirmatives de celles de Richard-Cœur-de-Lion, son frère, roi d'Angleterre, par lesquelles il avait donné 100 livres à prendre sur ses revenus de la Rochelle.

Johannes Dei gratia, rex Anglie, dominus Hybernie, dux Normandie, Aquitanie, comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, senescallis, prepositis, ministris et omnibus ballivis et fidelibus servis, salutem. Sciatis nos, intuitu Dei, et pro salute anime nostre, et pro salute animarum omnium antecessorum et successorum nostrorum, et pro stabilitate regni nostri, et pro amore dilecti nostri fratris Petri de Vernolio, qui nos fideliter servivit, dedisse et concessisse, et presenti carta confirmasse priori et fratribus Grandimontensibus centum libras Pictavenses, ad panem emendum ad opus suum, percipiendas annuatim de redditibus nostris apud Rupellam, in puram et perpetuam elemosinam; in festo sancti Michaelis quinquaginta libras, et ad Pascha quinquaginta libras. Quare volumus et precipimus quod predicti prior et fratres presentas centum libras habeant et teneant bene et in pace, libere et quiete, integre, plenarie et honorifice, sicut predictum est. Testibus W. comite Arundelst. R. comite Cest. Robertus de Duruchauz senesch Pictavensis et Wasconie. Gautero de Say. Sahero de Queucy. Eustach. de Velcy. Rogone de Salceys. Datum per manum Hugonis de West. Apud Chinonem, XX^o IIII^o die augusti, anno regni nostri quarto (1).

Richard mourut d'une blessure reçue au siège de Châlus, en Limousin, en 1199; la quatrième année du règne de Jean, son frère, qui lui succéda immédiatement, revient donc à l'an 1203.

Après la grande division qui s'était élevée dans l'Ordre de Grandmont, le pape avait mandé au prieur d'y mettre si bon ordre, avec le conseil des sages, qu'il n'en entendit plus parler. Mais les lettres

(1) LEGROS. *Mémoires sur Grandmont*, p. 133.

ne parvinrent pas et les plaintes redoublèrent. On a vu ci-devant la lettre des clercs à ce sujet. C'est alors que le pape manda à l'archevêque de Bourges et aux évêques de Paris et de Limoges de se transporter à Grandmont, d'y informer, corriger et statuer; que s'ils voyaient quelque difficulté considérable, ils s'adressassent au pape pour y pourvoir. Ces prélats lui écrivirent ce qu'ils avaient fait, mais pour certaines raisons ils ne procédèrent ni à la réforme, ni à l'inquisition; et deux prêtres et un diacre de la part des clercs, trois prêtres et six convers pour le prieur se rendirent devant le pape qui tâcha d'apaiser les vieilles querelles. Les clercs se plaignaient surtout que les convers ayant la charge de sonner la collation, ce qu'on appelait alors *tutum*, tardaient si longtemps à sonner qu'ils étaient obligés de chanter *Complies* la nuit. Les convers répondaient que sur cette dispute, le pape C..... leur avait commis cet office de sonner et marqué une heure fixe où l'on sonnerait chaque jour, quoique quelquefois les frères revenant du travail attendissent presque tous. Le pape, pour terminer cette dispute, statua, du conseil des cardinaux, qu'il serait toujours sonné à l'heure marquée, en sorte que si le frère convers commis pour cela, ou autre, le néglige, le frère clerc commis par le prieur, ou autre clerc à sa place, lui ordonnera de sonner et qu'il se hâtera de sonner sans aucune dispute. De même, si le clerc était négligent, le convers sonnera à l'heure marquée; que le clerc ou le convers désobéissant soit puni.

Les clercs se plaignaient aussi de ce que les convers ne voulaient pas rendre compte devant eux de la recette et de la dépense. Le pape ordonna que le prieur de Grandmont nommerait tous les ans, suivant la coutume, deux visiteurs, un clerc et l'autre convers, dans chaque celle, afin qu'on rende les comptes devant eux, les clercs et les convers; ou si tous ne doivent pas y assister à cause du trop grand nombre, il y en aura quelques-uns de présents.

Les clercs se plaignent encore qu'il n'y avait que très peu des leurs dans certaines églises, tandis qu'il y avait une multitude de convers. Le pape statua que dans la suite, il n'y aurait point un seul clerc dans aucune celle; mais que là où seront six convers, il y aura trois clercs, où huit convers quatre clercs, où dix convers cinq clercs, où douze convers six clercs au moins. Où il y aura plus de douze convers, le prieur de Grandmont multipliera les clercs et les convers comme il jugera à propos, pourvu qu'il puisse trouver autant de clercs.

Quand les clercs sortiront pour travailler, ce sera avec les convers et ils reviendront avec eux. Mais l'hebdomadier demeurera toujours dans la celle, afin qu'elle ne soit jamais sans prêtre. Si un clerc va

contre le statut de la règle en sortant, un clerc ou un convers le citera ou proclamera au chapitre. Il ne sera cependant pas jugé par un laïque, mais par le prêtre hebdomadier. Le pape défend aussi de transférer les clercs d'une celle à une autre sans une cause honnête, et quand il faudra le faire, ce sera le prieur qui l'ordonnera avec le conseil des clercs, et alors ils n'emporteront ni livres, ni écritures, ni quoique ce soit, à moins que le prieur de Grandmont leur en donne la permission, car ils ne doivent rien s'attribuer en propriété.

L'archevêque de Bourges et les évêques de Paris et de Limoges qui étaient venus à Grandmont par ordre du pape, ordonnèrent entre autres choses que les clercs seraient dans le réfectoire au haut de la table, du côté du crucifix; que les frères clercs et convers seraient corrigés dans le chapitre par le seul prêtre hebdomadier et non par d'autres, etc. Ces commissaires ayant trouvé des difficultés qui les empêchèrent de remplir entièrement leur commission, en référèrent au pape, qui fut alors obligé d'appeler à Rome, ainsi que nous l'avons vu, les représentants des deux partis. Après les avoir entendus, il prononça, en leur présence et avec l'avis des cardinaux, le jugement destiné à mettre fin à la querelle.

On est étonné, en lisant les griefs, sujet de cette guerre entre les clercs et les convers, de voir qu'ils étaient de si peu d'importance. Il est aussi surprenant qu'on en soit venu à envoyer des députés à Rome pour faire juger un semblable différend. C'est cependant ce qui eut lieu, et le pape Innocent III porta sur chacun de leurs griefs le jugement rapporté ci-dessus.

Ces querelles, disent quelques auteurs, amusèrent les gens du monde, qui n'y ajoutaient pas d'importance; elles exercèrent aussi la verve des poètes, car le *Journal des savants* (août 1907) nous apprend que M. W. Meyer a présenté à la Société des sciences de Göttingue un essai d'édition critique, d'après un manuscrit de Munich, de quatre poèmes de 1187, relatifs à la querelle des clercs et des convers de l'Ordre de Grandmont.

En 1205, Aymeric, vicomte de Rochechouart, et Aymeric, son fils, chevalier, fodèrent la celle de Sainte-Marie de Trézens dans la paroisse des Billanges (1). La chapelle de Trézens, dont nous donnons ici la vue, a existé jusqu'à nos jours; elle avait perdu sa destination depuis la Révolution et avait été transformée en grange, mais elle n'a été démolie qu'en 1905. Elle était formée d'une nef

(1) Trézens, paroisse des Billanges, canton d'Ambazac. Voir. L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 272.

rectangulaire, de 21^m,70 de long sur 8^m,70 de large, éclairée au chevet par trois fenêtres longues et étroites. C'était la reproduction exacte de la chapelle primitive de Sauvagnac, qu'on croit aussi avoir été celle d'un ermitage construit au XII^e siècle par les premiers disciples du fondateur de l'Ordre de Grandmont. Cette celle de Trézens fut unie à l'abbaye même de Grandmont, et nous voyons que Georges Barny, abbé général de l'Ordre, lui donna une cloche qui est aujourd'hui à l'église paroissiale des Billanges, et sur laquelle on lit cette inscription : « ✠ Sancte Stephane ora pro nobis. — Ora, voce pia, pro nobis, Virgo Maria. — Dompnus Georgius Barny, abbas Grandimontis. 1651. »



CHAPELLE GRANDMONTAINE DE TRÉZENS
avant sa démolition en mars 1905

Hugues le Brun, comte de la Marche et de Lusignan, fut, en 1205, le fondateur ou le principal bienfaiteur de Grandmont-Châtaignier, près Orsenne (1). Avec l'acte de donation qu'il fit de ce lieu, l'abbé Legros nous a conservé le texte de trois autres concernant la même maison :

(1) Chastanier, maison dépendante de Châteauneuf-sur-Cher. Elle est située dans le diocèse de Bourges, près Orsenne (Indre). Des seigneurs de Bredier et de Leffa ont leur tombeau dans l'église de Chastanier. Voir L. GUIBERT, *Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 238.

Magister A. decanus, Guydo, archidiaconus, et Wmus officialis Lemoicensis, omnibus has litteras inspecturis, in Domino Salutem. Litteras venerabilis patris, felicitis memorie, Guillermi, Bituricensis archiepiscopi, Aquitanie primatis, et nobilium virorum Hugonis Bruni, quodam comitis Marchie, et Hugonis de Lezinbiaco, comitis Marchie et Engolisme inspeximus diligenter; in quibus continebatur ita verbo ad verbum : Ego Guillelmus, Dei gratia, Bituricensis archiepiscopus, Aquitanie primas, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod, constituti in presentia nostra Beraudus de Brederii, et Guido Leffa, milites, concedente Geraudo de Bredier, dicti Beraudi filio, dederunt in perpetuam elemosinam, pro sue salutis remedio, Deo et fratribus domus Grandimontensis de Chastenier et terram nemoris sancti Martini, tam ab ipsis fratribus, quam ab eorum hominibus, ville sue de la Ruilliere, de cetero quiete et pacifice et sine contradictione aliqua excolendum. Ita quod quicumque eorum terram predictam excoluerint, sive fratrum predictorum fuerint, sive hominum suorum de la Raoleira, agrarium terrarum excultorum, Guido Leffe et heredibus suis annuatim reddere tenebantur. Hanc authenticam cartam et donationem promiserunt, fide data in manu nostra, dicti Beraudus et Guydo se firmiter et inviolabiliter observaturos; et quod contra premissa non venirent; immo terram de qua facta est elemosinam dictis fratribus in perpetuum garentirent et defenderent. In cujus rei noticiam, etc. Actum anno domini M^oCC^oV^o.

Ego, Hugo Bruni, comes Marchie, notum facio universis presentibus et futuris, quod ego, ad instanciam prioris et fratrum Grandimontensium, pro me et heredibus meis, presentibus et subsequentibus in futurum, villam predictorum prioris et fratrum que vocatur Laruelière, cum omnibus hominibus, et cum omnibus aliis rebus ad predictam villam pertinentibus in defensione mea et custodia accepi, et etiam in tutela; ita tamen quod in dicta villa, sive in hominibus et aliis rebus ejusdem ville aliquo modo sine ratione aliqua, tam ego quam mei heredes, tam presentes quam posteri, nichil accipere et habere, sive etiam extorquere, vel etiam juris aliquid reclamare nullo unquam tempore poterimus, preterquam unam marchiam argenti tantum, quam dicti prior et fratres michi et heredibus meis caritative assignaverunt annuatim in dicta villa, in nativitate beati Johannis-Baptiste percipiendam perpetuo et habendam. Hanc autem defensionem et custodiam predicte ville, per me et per heredes meos et per baillivos meos promisi bona fide prefatis priori et fratribus Grandimontensibus conservandam perpetuo et tenendam. Et ad majorem hujus rei firmitatem et notitiam, presentes litteras dictis priori et fratribus tradidi, sigilli mei patrocinio communita. Actum fuit anno gratie M^oCC^oVI^o.

Ego, Hugo Bruni, comes Marchie, universis presentes litteras inspecturis, Salutem in perpetuum. Ad noticiam omnium et singulorum volumus pervenire, quod homines de la Ruilliera, qui sunt prioris Grandimontis et fratrum, in perpetuam helemosinam dati, voluntate spontanea, de consilio ejusdem prioris et fratrum, dederunt libere et concesserunt nobis et nostris successoribus, videlicet unam marcham argenti, singu-

lis annis, in nativitate beati Johannis-Baptiste reddendam, ad inditium et testimonium protectionis et deffensionis nostre, sub qua personas hominum recepimus et res suas. Nos autem, intuitu Dei, et salutis nostre, jamdictam marcham dedimus libere et absolute Deo, priori et domni Grandimontis, in perpetuum helemosinam, ad opus luminaris in ecclesia Grandimontis. Actum in ecclesia Grandimontis, in presentia jamdicti domini Ademari [de Friaco], prioris [VIII] Grandimontensis. Petri procuratoris de Casteneriis [alias de Casteneariis]. Affiliati prepositi nostri, et plurium aliorum, anno verbi incarnati M^oCC^oVIII^o. Ut autem ista helemosina et protectio sub qua homines et villam de Ruilliera suscepimus perpetuam obtineat firmitatem, sigilli nostri auctoritate fecimus communiri.

Hugo de Lezignaco, comes Marchie et Engolisme, fidelibus suis senescallis, prepositis, aliisque ballivis per terram suam constitutis. Salutem. Cum venerabilem Caturcinum [IX^{um}] priorem et fratres Grandimontenses, et omnia que ad ipsos pertinent, de mandato domini pape et domini Bituricensis archiepiscopi defendere teneat et servare, et multi, sicut audivi, minimis et frivolis occasionibus, eos vexare et inquietare presumant, mando vobis, et quantum possum, districte precipio quatinus terras et homines et res alias, quas tempore patris mei, et Ademari priori dicte domus et fratres tenuerunt et possiderunt, ab omni vexatione et inquietatione custodiat. Et de omnibus de quibus predictus prior et fratres vobis conquesti fuerint, plenitudinem justitie eis celestiter faciat, scientes quod si pro defectu vestro vel negligentia aliquod dampnum incurrerint, repetam a vobis. (Sans date).

Par une bulle de l'an 1206, dont l'original est conservé aux Archives départementales, le pape Innocent III donna au prieur de Grandmont le pouvoir d'absoudre les novices voulant prendre l'habit, de certaines excommunications qui les auraient obligés d'aller eux-mêmes à Rome. En voï le texte :

Innocentius, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio priori Grandimontensi, salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere Sedes Apostolica piis votis, et honestis petentium precibus favorem benivolum impertiri. Nimirum ex parte tua fuit a nobis humiliter postulatum ut absolvendi fratres tuos qui ante habitum in domo tua religionis assumptum se commisisse tale aliquid confiterentur, propter quod ipso actu excommunicationis sententiam incurrerent, et alios quos in eadem domo habitum religionis assumere sub simili casu continget, ne dum forte pro absolutionis obtinendo beneficio ad sedem apostolicam mitterentur, evagandi materia tribueretur, eisdem licentiam concedere dignaremur. Ea propter, dilecte in Domino fili, tuis justis postulacionibus gratum impertientes assensum, auctoritate tibi presentium indulgemus, ut eosdem fratres tuos quos taliter pro violenta manuum injectione excommunicationis vinculo constiterit innodatos, tibi absolvere liceat, nisi excessus eorum fuerit difficilis et enormis, ut pote si fuerit ad mutilationem membri vel sanguinis effusionem processum,

aut in episcopum vel abbatem violenta manus injecta, cum excessus tales et similes sine scandalo nequeunt preteriri. Nulli ergo hominum liceat hanc nostræ paginam concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Romæ, apud sanctum Petrum, VII kalendas aprilis, pontificatus nostri anno octavo (1).

En 1207 fut fondée la celle de Primaudière, au diocèse d'Angers, près Armaille, aujourd'hui canton de Pouancé (Maine-et-Loire) (2).

Le pape chargea, par lettres du 7 des ides de janvier 1208, le Prieur de Grandmont d'intervenir, de concert avec l'archevêque de Bourges, auprès de l'évêque de Périgueux pour obtenir la démission de ce prélat. Cette commission est rappelée en termes exprès dans un bref d'Innocent III à un archevêque de Tours [ou de Bourges?] : « Venerabili fratri nostro Bituricensi archiepiscopo et dilecto filio Priori Grandimontis dedimus in præceptis ut inducerent eum ad cedendum, alioquin per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, compellerunt ut infra tres menses apostolico se conspectui præsentaret (3). »

Le même pape écrit, le 5 des ides d'avril 1208, au Prieur et aux frères de Grandmont, de faire pour feu l'archevêque de Tours les prières qu'il avait demandées pour le repos de son âme.

En 1208, Hugues Brun, comte de la Marche, par acte rapporté ci-dessus, donna un marc d'argent qu'il avait à la Roillière de la Garde pour le luminaire de l'église de Grandmont, et ce dans la dite église, en présence du prieur Adémar, d'Astilat, prévôt du comte, et de plusieurs religieux. Il en sera parlé plus loin sous le IX^e Prieur.

A propos d'un ancien Grandmontain, devenu chevalier de Saint-Jacques, le pape, par lettre du 1^{er} septembre 1209, la onzième année de son pontificat, répondait à une demande du maître de la Milice de Saint-Jacques; celui-ci lui avait exposé qu'un chevalier, se trouvant malade, avait fait seulement profession chez les Grandmontains sans en avoir reçu l'habit, et il le demanda humblement quand il fut revenu à la santé; mais les frères ne voulurent pas le lui donner, s'il ne portait avec lui le *prix de son hérédité*, ni lui permettre de passer à un autre ordre religieux. Ce chevalier se retira dans une maison de la Milice de Saint-Jacques, y fit profes-

(1) ARBELLOT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. IV, p. 142.

(2) L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. XXV, p. 158.

(3) BALUZE, *Beati serviti Lupi, presbiteri et abbatis Ferrariensis Opera*, 1664, p. 528.

sion, prit l'habit régulier, les frères de cette maison ignorant ce qu'il avait fait ci-devant. Le maître de cette milice demandait quelle conduite il devait tenir. Le pape répondait que la règle de l'Ordre de Grandmont étant bien plus étroite et rigoureuse que celle de la Milice de Saint-Jacques, il n'y avait point de difficulté d'y laisser retourner ce chevalier dès qu'il le souhaitait.

En 1209 fut fondée la celle de Bré-Bellay, ou mieux de Breuil-Bellay, au diocèse d'Angers (1). Elle est située à peu de distance de Sizay, près Saumur (Maine-et-Loire). L'acte de fondation est dans Dom Martène (*Thesaur. anecd.*, tome I, col. 808).

C'est vers ce temps que Gérard Hector, évêque de Cahors, mourut à Grandmont. Il y était venu chercher un abri pour ses vieux jours et une mort dans le Seigneur. Ce prélat, neveu d'Eustorge et de Gérard du Cher, évêques de Limoges, fut évêque de Cahors l'an 1150. Il était frère de Jean, évêque de Périgueux, comme il paraît par un don de Jean à l'abbaye d'Uzerche. Il confirma et munit de son sceau la convention faite entre l'abbé d'Obazine et un archiprêtre pour les dîmes de Gunnac, l'an 1153. Il est fait mention de lui au Cartulaire d'Obazine aux années 1168, 1171, 1186, 1191, 1192. Il se trouva à Albe, le jour de Noël, au couronnement de l'empereur Frédéric I^{er}, l'an 1152, et en obtint des lettres de sauvegarde pour passer dans tous ses états. Il alla le voir le dimanche des Rameaux à Placentia et en fut reçu honorablement. Etant encore en Italie, il apprit que le vicomte Eborus, son parent, était tombé malade au Mont-Cassin, en revenant de Jérusalem; il partit pour aller le voir, mais il le trouva mort. Il voulut aller à la cour de Rome, suivant l'ordre que le roi de France lui en avait donné, pour voir ce qui s'était passé touchant la paix, et pour y négocier quelques affaires dont le marquis de Montferrat l'avait chargé. A son retour, il fut pris par Coitadre, ambassadeur de l'empereur, et par le marquis de la Marche Garnier, et, comme son passeport était expiré, on le mit en prison avec quelques clercs et moines français et anglais. Il écrivit à l'empereur pour le prier de le faire sortir de prison et un de ses cousins, vicomte d'Aubusson, marquis de cette terre, et tous les autres, avec restitution entière de ce qu'on avait pris. Il promet de l'en faire remercier par tous les princes du royaume français. Sa lettre qui nous apprend tout ce détail est dans le *Spicilege*, tome II, page 403.

L'an 1158, le 27 octobre, il était en France et donnait à l'abbaye d'Uzerche l'église de Saint-Bonnet. L'an 1163, il assistait à la béné-

(1) Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. XXV, p. 166, article Monnais.

diction ou seconde dédicace de la basilique de Saint-Germain-des-Prés, faite par le pape Alexandre III le 20 ou le 30 avril. Dans la clause d'une charte donnée à l'abbaye de Saint-Marcel l'an 1164, on lit ces mots : « Louis, roi de France, Gérard Hector, évêque de Cahors; Henri, roi d'Angleterre, avec le comte Raymond plaidant entre eux. » Il donna les ordres dans l'église de Bénévent la veille de Saint-Mathieu 1169, et peu après alla voir Henri, roi d'Angleterre, qui était malade à Martel. L'an 1172, il donna à l'abbé d'Obazine l'église de Sarra. Il se trouva au concile de Latran en 1179, à l'élévation du corps de saint Etienne de Muret à Grandmont au mois d'août 1189. L'année suivante, il reçut le serment de Raymond, vicomte de Turenne, pour le fief de Brassac, acquis du vicomte de Calviniac. Le pape Célestin III, par bulle du 1^{er} février, l'an V^e de son pontificat, qui est 1196, lui donna des revenus à Rocamadour pour faire le voyage de Rome; Latour prétend (*Instit. eccles. Tutellens*, p. 208) que cette bulle est subreptice, ou du moins qu'elle n'a pas été exécutée, en ce qui déroge aux droits de l'évêque de Tulle sur l'église de Rocamadour. Il assista à la consécration de Adémar de Peyrat, évêque de Poitiers, faite dans l'église de la Couronne pendant l'Avent de 1197.

Il est fait mention de lui dans une charte de Grandselve de l'an 1199. Ce serait la date de sa mort, selon *Gall. Christ*; mais les Annales de Limoges, ainsi que les Annales de Grandmont, fixent sa mort à 1209, et une lettre de Hugues Le Brun, comte de la Marche, écrite l'an 1208 aux chevaliers du Temple qui occupaient les biens de ce prélat, montre qu'il vivait encore à cette date. Il faut donc dire qu'il se démit de son évêché en 1199, parce que son successeur, Guillaume III, était évêque de Cahors à cette année et qu'il se retira à Grandmont, où il mena quelque temps une vie privée, comme le rapportent les chroniques de cette maison.

Quoiqu'il en soit, il fut enterré à Grandmont en 1209, au milieu de l'église, sous un magnifique tombeau de cuivre doré et émaillé. Henri de la Marche, abbé général de Grandmont, faisant paver l'église, le fit mettre à côté de celui d'Aimery Guerrut, archevêque de Lyon, dont nous parlerons en 1257. La destruction de ce tombeau doit encore être imputée aux protestants, nous dit M. Texier dans son *Manuel d'épigraphie*, page 169. Sur ce tombeau était la statue de l'évêque de Cahors, de grandeur naturelle. Il tenait la crosse de la main droite et de la gauche un livre ouvert, portant une plaque de cuivre, sur laquelle était gravée l'inscription suivante :

Respice, qui transis,
Qui cras incertus es an sis,

Et quam sit præsto

Tibi mors. Ex me memor esto.

Aux côtés du sépulcre étaient deux inscriptions ; au Nord, son épitaphe nous faisant connaître ce qu'il était :

Geraldus jacet hic, præsul venerabilis ille
 Quo Caturcensis sedes fulsit inclyta ville
 Qui vivens Domino placuit, sibi semper adherens
 Semper quæ Christi fuerant, non quæ sua querens
 Vir simplex, rectus, Dominum metuens sine fraude
 Promptus ad omne bonum, dignusque per omnia laude
 Forma gregis, tutor patriæ, protectio cleri
 Virtutis speculum, via morum, regula veri
 Qui cum despiceret mundum, cum paupere Christo
 Pauper obire loco tandem decrevit in isto

Du côté du Midi étaient les vers suivants :

Quisquis adhuc curas.....periturus, res perituras,
 Atque cor induras....ad res sine fine futuras.
 Nosce quid es, quid eris....qui forsán cras morieris.
 Qui vivens moreris,.....transis cum stare videris.
 Si centum decades.....annis quos vixeris addes,
 Non tamen evades.....quin te trahat ultima clades.
 Que magnum modico.....que justum coequat iniquo,
 Nec deffert medico.....nec cuiquam parcat amico.
 Ergo vigil cura.....tibi sit meminisse futura,
 Quove recessura....caro sit, post non reditura.
 Anima ejus in æterna pace requiescat. Amen.

Il avait fait de grandes dépenses pour agrandir le monastère de Grandmont et l'avait enrichi de plusieurs biens. Le Prieur Adémar et tout le chapitre l'associèrent aux prières de l'Ordre, avec son père et sa mère, ses oncles Eustorge et Gérard, évêques de Limoges, et G..., abbé de Tulle, et s'engagèrent à dire tous les jours perpétuellement à Grandmont une messe pour eux, ainsi qu'on le voit dans l'acte suivant :

*Ordonnance faite pour satisfaire aux bienfaits de Géral, évêque
 et comte de Cahors*

Prior et totum capitulum Grandimontis, universis omnibus inspecturis. Salutem. Quoniam singula pietatis officia ad salutem proficiunt animarum, dignum et justum est ut qui divinis mancipati sunt officiis, pro salute totius populi, et precipue pro illis qui vere dilectionis exhibent gratiam, et ejusdem beneficia ministrant copiosa, fideles orationes ad Dominum impendere non desistant. Proinde universitati presentem intuitum notum fieri desideramus, quo cum eterna dignus memoria Geraldus, Caturcensis episcopus, pro sua suorumque omnium pro quibus ipse, qualibet ratione tenetur, salute, plurimum sollicitaretur; attendentes illius donationem, concessimus et concedimus jamdicto

venerabili domino Geraldo, episcopo, et patri ejus et matri, suis avunculis, episcopis videlicet Lemovicensibus Eustorgio et dno G. (1) eterna memoria dignus, et dno G. abbati Tutellensi, de communi fratrum nostrorum assensu et voluntate speciali in Grandimontensi ecclesia, et in cunctis ecclesiis sibi subjectis beneficium. Volumus igitur, atque precipimus ut, post ejus decessum, singuli totius ordinis sacerdotes tria missarum officia, pro sua, suorum salute persolvant, celebrato ab omnibus, cum *Breve* (2) susceperint, sollempniter ac splanarie ordine defunctorum, ut fieri solebat pro sancto Stephano, primo nostri ordinis pastore ac domino, ante suam revelationem. Clerici vero et sacerdotes, qui, aliqua de causa non celebrant, singuli singula persolvant psalteria; conversi universi, tria singuli orationis dominice tricenaria persolvere curent. Concedimus etiam, ac perpetuo precepimus observari ut transitus illius dies anniversaria sic in divinis laudibus et orationum instantia tota per totum ordinem penitus expendantur, ut nichil pretermittatur in illis que fieri solent pro domino sancto Stephano, ante suam revelationem, in ecclesia, in refectorio, locisque aliis universis, et luminariis, et pitanciis, et ceteris moribus institutis. Volumus quoque, fratribus que, in suorum remissionem injungimus peccatorum, quatinus cum prefati domini G. episcopi *Breve* susceperint, tribus pauperum tricenariis, in singulis totius ordinis domibus, cibaria, sine dilatione semel diligenter atque plenarie subministrent. In domo etiam Grandimontis, hac prius trina procuratione peracta, per totum unum annum pauper quidam, pro ejus salute, reficiatur. Statuimus etiam ut per septem annos continuos post ejus decessum, in generali capitulo, singulis totius ordinis sacerdotibus tres misse pro illius salute, et singulis clericis presbiterisque qui aliqua de causa divina nisi celebrant, unum psalterium injungatur; sacerdotum quoque unus in Grandimonte missarum annuale continuum persolvat, nisi dies privilegiatus aut aliqua necessitas inevitabilis, illud impedierit. Adhuc concedimus et precipimus perhenniter observari ut in ejus anniversaria die singuli totius ordinis pro eo presbiteri missam celebrent, nisi aliqua que intermittere non est proprietas eodem evenerit die. Quod si forte contigerit, quanto cum liber occurrerit dies misse pretermisse nichilominus devole persolvantur. Missam denique in Grandimontensi ecclesia cunctis perpetuo diebus pro eis statuimus celebrari, nisi proprietas aliqua impedierit. In omnibus missis quas pro se suisque celebrari statuimus *Oratio Deus qui inter apostolicos et Inclina* dici disponimus et concedimus, etc.

L'an 1214, Amelin de Montcocu, Amelin et Audiers, ses neveux, donnèrent à Grandmont, en perpétuelle et franche aumône, leur part du village de Masmeynard et celui de Crossas en entier (3).

(1) Geraldo.

(2) Le billet d'avis.

(3) Montcocu, Masmeynard et Crossas sont dans la commune d'Ambazac (Haute-Vienne).

La même année, Beg., seigneur de Caumont et de Castelnau, donna à Grandmont le lieu de Mérignac, près Miremont, en Agenais (1). Plus tard, ce lieu fut érigé en prieuré.

En 1212, le neveu d'Albéric, archevêque de Reims, passa à Grandmont.

Adémar de Friac reçut, en 1211, une donation faite par Hugues de Jaunhac, seigneur de Chalucet, qui désirait avoir part aux prières de tout l'Ordre de Grandmont. Voici la lettre de Jean de Veyrac, évêque de Limoges, contenant l'acte de donation :

J[oannes], Dei gracia Lemovicensis episcopus, universis has presentes visuris [Salutem]. Notum sit omnibus presentibus et futuris quod Hugo de Jaunhac, dominus de Castro Luceto, in nostra presentia constitutus, affectans divinum consortium et celesti beatitudine perfrui, et ut particeps efficiatur omnium bonorum celestium et omnium benefactorum totius ordinis Grandimontis, dedit, concessit perpetuis temporibus et quittavit Deo et domui Grandimontis, et specialiter domui de Chastanet (2), prædicti ordinis Grandimontensis, octo sextarios frumenti ad mensuram Petrabufferie annuatim levandos super omnibus bonis et rebus suis pacifice et quiete. Dedit que insuper preffatus H[ugo] totum jus quod habebat vel poterat habere in bosco fratrum predictorum et in nemore de Bosvieilh (3), quod jungit fossato antiquo dicte domus, a parte inferiori dicti nemoris, et itineri per quod itur a dicta domo versus Buxolhium (4), a parte sinistra ipsius itineris et ascendit a superiori usque ad aliud iter per quod itur a manso de Polenac (5) apud Lemovicas. Dedit que insuper preffatus H[ugo] totum et quidquid habere poterat, tam in aliis nemoribus dictorum fratrum quam in suis. Et H[ugo] de premissis, sicut supra dictum est, donatis et quietatis, devestivit se et suos heredes coram nobis, et fratrem Johannem, presbyterum ordinis predicti Grandimontis, de premissis investivit ut correctorem dicte domus, et promisit preffatus H[ugo] pro se et suis, juramento super premissis facto, quod contra donacionem premissorum per se vel per alium seu alios aliquo modo non veniret in futurum, et quod premissa donata dicte domui et fratribus, contra omnes in jure tueretur, deffenderet et guar[ant]iret. Et ne super hiis premissis debatur vel questio in futurum possint oriri, licteras presentes in testimonium premissorum, ad petitionem ambarum partium dedimus et concessimus, sigilli nostri munimine roboratas. Actum anno Domini millesimo ducentesimo XI^o, die Jovis post Pascha (6).

(1) Mérignac ou Marnhiac. Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 259.

(2) Le Chatenet, commune de Feytiat, dont nous avons déjà parlé au chapitre I^{er}.

(3) Le Bosvieilh, commune de Boisseuil.

(4) Boisseuil, chef-lieu de commune, canton de Pierrebuffière.

(5) Poulénas, commune d'Eyjeaux, canton de Pierrebuffière.

(6) Arch. de la Haute-Vienne, fonds de Grandmont. Terrier du Chatenet.

Hugues de Jaunhac, l'auteur de cette donation, étant mort, ses fils, Aymeric Bernard et Pierre de Jaunhac, seigneurs de Chalu-cet, la confirmèrent en 1213, par l'acte suivant :

Aimiricus Bernardi et P[etrus] de Jaunac, domini de Chaslucet, omni-bus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis quod, cum bone memorie dominus Hugo de Jaunac, paster noster quondam, pro salute sua et suorum omnium dedisset et concessisset Priori Grandimontis et fratribus de Chastaneto, ejusdem ordinis, octo sextarios frumenti ad mensuram Petrabufferie, annuatim reddendos pacifice et quiete, nos postmodum, de voluntate et concensu eorundem Prioris et fratrum, eos fratribus assignavimus in manso de la Croza superiori (1), singulis annis perpetuo sine reclamacione nostra vel heredum nostro-rum pacifice possidendos. Deposuimus insuper et quitavimus prædictis fratribus quicquid querimonie et querele, tam in bosco eorum quam in nostris dicebamus habere; et ut hoc ratum sit et firmum permaneat, sigillum nostrum presenti carte apposuimus, in confirmationem et tes-timonium hujus rei, et, ad majorem providentiam et cautelam. Sigillo domini Prioris Grandimontis eam fecimus communiri. Actum anno M^oCC^oXIII^o, presentibus dicto domino A[demaro], Priore Grandimontis, in cujus manu factum fuit; G[eraldo?] deu Troil et Joanne de Chasta-neto, sacerdotibus, et Lamberto converso, fratribus Grandimontensi-bus; Bernardo de Roeira; Hel[ia] de Chasluz, militibus, et Narbona burgensi (2).

Lorsqu'il s'éleva quelques dissensions dans l'Ordre de Grand-mont, en 1211, toujours pour les mêmes choses, le pape Innocent III manda à l'archevêque de Bourges d'aller à Grandmont et de réfor-mer ce qu'il verrait de contraire à la règle; il lui donna pour second l'évêque d'Orléans. Jean, roi d'Angleterre, leur donna des lettres de sauf-conduit pour aller et revenir de Grandmont, afin d'y exécuter les ordres du pape. Voici le précis des lettres qu'il adressa pour cela au prieur; elles sont datées du 4 des ides de janvier, quatorzième année de son pontificat :

Le pape s'était expliqué assez clairement sur les difficultés pro-posées par le prieur, mais pour une plus grande sûreté, il les rap-porte encore et y répond de nouveau. D'abord sur la question de sonner la cloche, il dit que le procureur de la maison devait le faire de sa propre main, lorsqu'il est présent, et à l'heure marquée par le prieur, à moins que l'infirmité ou une nécessité inévitable ne le retint et l'empêcha d'assister à la collation. Dans ce cas, un

(1) Peut-être Crouzeix, commune de Feytiat, ou La Crouzette, com-mune de Solignac.

(2) Arch. de la Haute-Vienne, fonds de Grandmont, liasse 4826.

autre convers, nommé par le prier, y suppléerait, mais en ce qu'on ne pourrait le reprendre juridiquement de sa négligence. Le prier institura un clerc qui ordonnera au procureur ou à un autre convers de sonner à l'heure marquée. Si ce clerc est négligent, un autre clerc l'ordonnera à son défaut ; ce qui fait voir évidemment que le clerc a l'autorité d'enjoindre au convers de sonner à l'heure réglée, ou si elle est passée, le convers est obligé de sonner sur la dénonciation du clerc, sans retardement et sans faire aucune question. Que si l'un et l'autre négligent ou méprisent d'exécuter cet arrangement, qu'ils soient punis par ordre du pape comme transgresseurs.

Les visiteurs entendront la reddition des comptes de recette et de dépense, comme le prier a coutume de les entendre, et cette reddition se fera en chapitre général, afin qu'elle soit connue de tous.

Si les clercs veulent sortir pour aller au travail, que ce soit avec les convers et qu'ils s'en reviennent avec eux ; mais l'hebdomadier demeure toujours dans la celle, c'est-à-dire dans le circuit intérieur ou la clôture ; s'il n'y a pas de clôture, les lieux adjacents aux officines.

Si les clercs ou convers excèdent en sortant, ce que le pape entend s'ils sortent trop souvent et sans cause honnête, qu'ils soient proclamés ou cités en chapitre par un clerc ou un convers et jugés suivant la règle et la raison par l'hebdomadier.

Le reste, ajoute le pape, n'a pas besoin d'explication, puisque les changements des clercs doivent se faire du gré du prier, avec le conseil des clercs discrets ; et quand ils seront changés, ils n'emporteront rien que leurs simples habits, ni livres, ni manuscrits, ni aucune autre chose. Il en sera de même des convers, n'ayant également rien en propre. Le prier n'avait pas expliqué suffisamment l'article de la reddition des comptes ; le pape se réserve de l'expliquer dans d'autres lettres.

Par une lettre du pape datée du 9 des calendes de janvier, la quatorzième année de son pontificat, et adressée au prier et au couvent de Grandmont, on voit que quelques clercs de différentes celles étaient allés se plaindre au pape qu'on violait en plusieurs choses les statuts de l'Ordre, ce qui causait un scandale parmi les frères et était la source de rixes et de dissensions. Le prier les avait excommuniés, mais le pape les absout et ordonne de les recevoir dans leurs celles, sauf la discipline de l'Ordre, voulant que s'il y a quelque chose à corriger dans leur église, l'archevêque de Bourges et les abbés de La Prée et de Varennes, de l'Ordre de Citeaux, se transportent à Grandmont et, qu'avec l'autorité du Souverain Pon-

tife, ils corrigent, sans que l'appel ait lieu, ce qu'ils jugeront à propos et excommunient les contradicteurs : « Montrez-vous donc tels qu'on voit que vous êtes attachés à l'honneur de votre Ordre, et que toutes ces rixes et ces disputes soient étouffées, parce qu'il ne convient pas que des serviteurs de Dieu plaident. Que si quelqu'un de vos clercs ou convers a encouru une sentence *lata sententia*, que tous le regardent comme un excommunié jusqu'à ce que le prêtre hebdomadaire ou le prieur de Grandmont l'aient absous. »

Le 26 mai de l'année 1213, la quinzième du pontificat d'Innocent III, ce pape avait honoré le prieur de Grandmont de quelque commission.

La celle de Beauvais, près de cette ville, département de l'Oise, fut fondée, en 1213, par Philippe, évêque de Beauvais (1). L'acte est dans Martène, *Thesaur. aned.*, t. I, col. 840.

Les Archives départementales de la Haute-Vienne possèdent une lettre du pape Innocent III, adressée au Prieur de Grandmont le 1^{er} mai 1213. C'est une lettre de recommandation en faveur d'Aimeric, moine de Grandmont, qui avait quitté le cloître *par légèreté d'esprit*, et qui plus tard, touché de repentir, demanda à rentrer dans le couvent où il avait fait ses vœux. Comme on lui en refusait l'entrée, il alla à Rome se jeter aux pieds du pape, lui témoigna ses regrets et son désir ardent d'être reçu de nouveau dans le cloître. Touché de ses larmes, Innocent le chargea d'une lettre, par laquelle il ordonnait au Prieur de Grandmont de recevoir dans sa maison le frère repentant.

« Innocent, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à notre bien-aimé fils le prieur de Grandmont, salut et bénédiction apostolique. Nous prions votre piété en faveur de notre cher fils Aymeric, porteur des présentes, votre confrère, qui est sorti de votre couvent par légèreté d'esprit. Nous vous demandons instamment, et nous vous avertissons par cet écrit apostolique, et nous vous commandons, maintenant que votre confrère revient humblement à vous, de le recevoir pour l'amour de saint Pierre et de nous, sauf toutefois la règle de votre ordre. Donné en notre palais de Latran, le jour des calendes de mai, l'an quinzième de notre pontificat. »

Voici le texte original :

Innocentius episcopus servus servorum Dei, dilecto filio priori Grandimontensi salutem apostolicam benedictionem. Pro dilecto filio Aimerico, latore presentium, confratre tuo, qui claustrum tuum reliquit animi levitate, devotionem tuam rogamus attentius, et monemus per aposto-

(1) Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 225.

lica tibi scripta mandantes. Quatinus (*sic*) ipsum ad te humiliter redeuntem pro reverentia beati Petri et nostri recipias salva ordinis disciplina. Datum Lateran. kal. maii, pontificatus nostri anno quinto decimo.

Ce bref est écrit sur un petit morceau de parchemin, auquel est attaché, avec une corde de chanvre, le sceau en plomb du pape, ayant, d'un côté, la légende INNOCENTIVS PP. III, et, de l'autre, les figures de saint Pierre et de saint Paul : S. PE. — S. PA. L'écriture est une minuscule diplomatique gothique fort belle, d'une grande netteté et fort lisible, malgré les abréviations usitées à cette époque.

Ce bref, tout *bref* qu'il est, n'est pas sans intérêt pour l'histoire et surtout pour l'histoire du Limousin. Les plus petits faits deviennent intéressants quand les grands hommes s'y trouvent mêlés. On aime à voir cet illustre pape, qui occupe une place si élevée dans l'histoire, qui donnait à l'Europe une impulsion dont elle ne se défendait pas, qui faisait trembler les rois et l'empereur, qui forçait Philippe-Auguste de reprendre son épouse légitime, l'infortunée Ingelburge de Danemark ; on aime à voir ce grand pape s'intéresser à la position et au repentir d'un pauvre moine de Grandmont. Cette lettre rappelle la touchante épître que saint Paul écrivait à son ami Philémon pour l'engager à recevoir avec bonté son esclave Onésime, qui s'était enfui loin de son maître et qui, pendant cette absence, était devenu chrétien (1).

Le Prieur de Grandmont, quoique vivant dans la solitude, n'en était pas moins un homme fort considéré dans le monde, comme le prouve le fait suivant : Les rois d'Angleterre, en tant que ducs d'Aquitaine, eurent le droit d'exiger des évêques de Limoges un serment de fidélité ; mais quelquefois ils ne s'en tinrent pas à ce droit et les persécutèrent de différentes manières. C'est ce qui arriva à Jean de Veyrac (2), qui, à cause de leur persécution, fut contraint de quitter son siège et vit ses biens séquestrés en 1214. C'est après cela que le pape Innocent III écrivit à Jean, roi d'Angleterre, la lettre de reproches et de menaces que voici :

Johanni illustri regi Anglorum,

Utinam gemitus et dolores prudenter attenderes quos nobis in ecclesiarum oppressionibus et afflictionibus clericorum frequentes infligis ! Utinam celsitudo regalis anxietates animi nostri respiceret, quibus affligimur vehementer cum per eam coepiscopos nostros audimus irre-

(1) ARBELLOT, *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. IV, p. 140.

(2) Jean de Veyrac, élu évêque de Limoges en 1198, est mort en Palestine le 9 décembre 1218.

verenter offendi, et in opprobrium nostrum ac divinam injuriam ignominiose tractari! Accepimus enim quod tu villas, possessiones et alia bona venerabilis fratris nostri Lemovicensis episcopi per ministros tuos fecisti irrationabiliter occupari, quasdam a villis et hominibus ejus exactiones indebitas exigendo; ad oblationes etiam altaris sancti Leonardi, quæ ad ipsum episcopum pertinere noscuntur, fecisti manus extendi, et per tuos facis recipi servientes. (In quo quantum regali magnificentiæ derogatur cognoscere poteris, si velis diligentius intueri), sicque universa bona ipsius episcopi per seneschalios et ministros tuos occupari fecisti quod extra civitatem et villas suas cogitur exulare. Nolentes igitur, quantumcumque personam tuam in Domino diligamus, ut apud Deum nostra conscientia nos occusat si hæc dimiserimus ulterius incorrecta, celsitudinem regiam monemus attentius, et hortamur in Domino per apostolica scripta, mandantes quatenus eidem episcopo ablata restituas universa, et de damnis etiam illatis sibi ac suis et injuriis satisfaciens competenter, ab ipsius indebita molestatione desistas, et permittas eum tam in civitate quam Lemovicensi diocesi liberam mansionem et quietam habere. Alioqui noveris nos venerabili fratri nostro Bituricensi archiepiscopo firmiter injunxisse ut, post frequentes et diligentes admonitiones tibi factas ex parte tam nostra quam sua, te ad hoc per interdictum terræ ad quamcumque deveneris, dum in ea præsens exstiteris, nullius contradictionis vel appellationis obtentu nostra fretus auctoritate compellat (1).

Après la réception de cette lettre, le roi Jean sans Terre, reconnaissant sa faute et voulant prévenir l'effet des menaces du pape, se détermina à donner satisfaction à l'évêque de Limoges. Pour négocier cette affaire, il choisit alors les trois hommes qu'il regardait comme les plus capables, par leur vertu et leur autorité, d'arriver à un bon résultat. Ce furent Adémar de Friac, prieur de Grandmont, l'archevêque de Bordeaux et le comte de la Marche. Il leur écrivit pour cela, le 19 avril 1213, la lettre suivante, faisant connaître les conditions auxquelles l'évêque de Limoges devait se soumettre pour rentrer en grâce :

Rex W. Burdigalensi archiepiscopo et A. Priori Grandimontis, H. comiti Marchie, civibus Lemovicarum salutem. Sciatis quod volumus hanc formam observari de pace facienda inter nos et episcopum Lemovicensem, scilicet quod ipse juret nobis fidelitatem et quod faciat nobis consuetudines et servicia que antecessores sui antecessoribus nostris facere consueverunt; et quod non recedat a servicio nostro. Et de hoc nos securos faciat per cives Lemovicarum et per homines aliarum villarum suarum. Hoc autem de eo specialiter mandamus, quod jam recessit a servicio nostro. Teste me ipso, apud Novum Templum Londinii. XIX die aprilis. — 16^e année (2).

(1) *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. IV, p. 143.

(2) L. GUIBERT, *Documents sur l'histoire municipale de Limoges*, t. I, p. 12.

Enfin, par bulle donnée à Latran le 1^{er} mai 1216, le pape Innocent III veut que dans toutes les celles il y ait un prêtre préposé sur les clercs et sur les convers; et parce que la correction devait se faire par le prêtre hebdomadier, le Pape ordonne que celui-ci apporte tous les soins pour faire observer le silence et les autres observances; que le soin du temporel soit commis par le Prieur à un des convers, qui sera jugé le plus propre pour cet emploi; et que les convers n'aient aucune autorité sur les choses spirituelles, comme les confessions, pénitences, offices divins, qui concernent seulement les clercs, sous les ordres du Prieur.

Quelques autres bulles sont indiquées par M. L. Guibert dans son *Essai de reconstitution du bullaire de Grandmont* (2), mais il en est plusieurs qui ne sont qu'une répétition des ordres et des réponses déjà données une première fois par le Pape.

Le Prieur de Grandmont, Adémar de Friac, fut nommément convoqué au concile général de Latran en 1215, et il y assista. On y traita de la canonisation de Guillaume, archevêque de Bourges, qui avait été religieux de l'Ordre. Le témoignage de ce Prieur, rendu en l'assemblée des évêques et des abbés, ne fut pas d'un petit poids pour faire rendre à ce saint l'honneur qui lui était dû. Il fut, en effet, entendu au cours de l'information, ainsi que plusieurs religieux grandmontains. Ce serait même à sa demande, s'il faut en croire l'auteur de la chronique, dont le texte se retrouve au manuscrit latin 17.670 de la Bibliothèque Nationale, que le Saint-Siège aurait commencé le procès : « *Iste Prior interfuit concilio generali quod fuit celebratum sub Innocentio Papa III; ubi ab ipso petiit canonizationem Sancti Guillermi..... quam impetravit ab testimonium tam ipsius Prioris quam aliorum plurimorum religiosorum.* » (folio 43 verso). Aussi lorsque cet ancien religieux de Grandmont et archevêque de Bourges eut été élevé par l'Eglise au rang des saints, on s'empressa à Grandmont de réclamer au diocèse de Bourges quelques-uns de ses ossements. Un désir si légitime fut suivi du succès désiré, et jusqu'au moment de la destruction de l'Ordre, ces reliques ont été vénérées dans l'église de l'abbaye. Lorsqu'en 1790 le trésor de Grandmont fut distribué aux églises du diocèse, celle de Châlus, et la chapelle des Pénitents bleus de Saint-Léonard, reçurent quelques ossements de saint Guillaume.

Le Prieur Adémar de Friac mourut à Viterbe, en revenant du concile, le 6 mars 1216 (vieux style 1215); il fut porté à Grandmont et enseveli dans l'église parmi les prieurs. On trouva son corps, en 1639, aux pieds de celui de saint Etienne, et dans un cercueil de plomb, sur lequel on avait gravé ces mots :

« *Ademarus de Friaco, prior octavus.* »

(A suivre.)

A. LECLER.

(1) *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. XXV, p. 62, du n° 38 au n° 61.

LES TAPISSERIES D'AUBUSSON

AU XIX^e SIÈCLE

A la veille de la Révolution, M. Laboreys de Châteaufavier, inspecteur des manufactures de tapisseries et tapis d'Aubusson et de Felletin, publia dans *l'Encyclopédie méthodique* un intéressant mémoire sur les industries dont il avait la haute surveillance (1). La fabrique d'Aubusson était relativement prospère. Commercialement sans rivale, elle fournissait des tapisseries à toute l'Europe et, ce que l'on considérait comme une merveille, elle en envoyait même en Amérique. Cependant, l'industrie tapissière présentait un phénomène à peu près général : misère des artisans, impuissance des anciennes institutions et progrès dans les procédés de fabrication. La misère des ouvriers provoquait une émigration que l'Etat s'efforçait en vain d'enrayer. Les derniers règlements de la manufacture dataient, pour Aubusson, de 1732, et de 1737 pour Felletin ; M. de Châteaufavier songeait à les corriger, de concert avec M. Ruyné de Saint-Georges, subdélégué de Felletin. On constatait en même temps que le tapissier marchois avait atteint, au point de vue technique, un degré de perfection jusqu'alors inconnu.

La crise révolutionnaire, nécessairement fatale aux industries de luxe, fut aggravée, à ses débuts, par la crise des subsistances. Ce fut l'occasion d'une curieuse correspondance entre les négociants de la ville de Hambourg et les administrateurs du département de la Creuse. Ces derniers reçurent de Hambourg, dans les derniers mois de l'année 1791, l'offre d'un approvisionnement de grains. La réponse de l'administration creusoise mérite d'être signalée.

« Nous accepterions avec plaisir et reconnaissance l'offre que vous nous faites si les circonstances ne s'y opposaient... Nous croyons devoir saisir cette occasion de vous proposer un moyen d'étendre les relations que vous avez formées avec le peuple fran-

(1) *Manufactures et arts*, t. II. Paris, 1784.

çais, ou tout au moins de les entretenir d'une manière plus utile pour vous et pour nous.

» La France est en possession de fournir le Nord de l'Europe de tapisseries et de tapis de pied. Les commerçants de Paris, qui vous les envoient, ne vous livrent que ce dont ils ne peuvent se défaire dans la capitale ou ses environs, c'est-à-dire le fond, le rebut de leurs magasins; et vous ne vous en étonnerez pas lorsque vous vous rappellerez que, sous le gouvernement destructeur que nous venons de renverser, toutes les opérations de commerce n'étoient guère que des spéculations d'intérêts particuliers et qu'on étoit loin de les envisager sous le grand rapport de l'intérêt général; les commerçants de Paris tiroient une grande partie des marchandises qu'ils vous fournissoient de la manufacture d'Aubusson. Cette ville est située dans notre département; nous pourrions établir une correspondance directe entre vous et les manufacturiers. Nous surveillerions la fabrication des objets qui vous conviendroient; vous seriez assurés de ne recevoir que des ouvrages parfaits. Vous les paieriez en grains, en pelleteries et autres objets de commerce que vous faites avec la France. Cette correspondance directe deviendrait également utile pour vous et pour nous, puisqu'elle nous donneroit réciproquement les moyens d'établir à Hambourg un magasin de tapisserie, tirées directement de la manufacture française, et dont la perfection vous obtiendrait bientôt une préférence marquée sur celles qu'on vous envoie, et, à Aubusson, un magasin de pelleterie, de grains ou d'autres objets de votre commerce » (1).

Le 6 janvier 1793, Jean-Marie Roland, ministre de l'Intérieur, communiqua à la Convention nationale le célèbre *Compte rendu de toutes les parties de son département et ses vues d'amélioration et de prospérité publique*. Mieux inspiré que Marat, qui dénonçait dans *l'Ami du Peuple* les Gobelins comme un établissement au moins inutile, Roland disait au sujet des Gobelins et de la Savonnerie : « Pour tirer de ces deux manufactures le parti le plus avantageux, il est une mesure à prendre, dont je crois le succès certain : c'est d'y en réunir une troisième dans le même genre, mais plus commune, telle par exemple que celle de Beauvais ou d'Aubusson, à qui elle prêterait sa réputation, quelque chose même de son goût et de sa perfection, et qui, en échange, lui rendrait, sur le bénéfice particulier à celle-ci, l'aliment que la première ne pourrait pas tirer

(1) L'idée des administrateurs creusois, irréalisable dans la situation de l'Europe en 1792, n'était pas chimérique et fait honneur à leur patriotisme. En 1793, la France payait en tapisseries des Gobelins les farines qu'elle recevait des Etats-Unis.

de son propre fonds. » Evidemment, le but du ministre était d'arriver à des productions « qui soient à la portée des fortunes ordinaires, sans renoncer au genre de perfection qui en a rendu les ouvrages si célèbres ».

Les événements qui se précipitaient ne permirent pas au ministre girondin de réaliser ses projets. Paré, le successeur de Roland, disait, au contraire, en janvier 1794 : « Différentes vues ont été présentées pour utiliser les manufactures des Gobelins et de la Savonnerie ; toutes n'ont paru que tendre à leur destruction... C'est substituer les tapisseries d'Aubusson à celles des Gobelins. »

Un contemporain, dont nous avons retrouvé les notes manuscrites, a laissé le tableau de la triste situation des ouvriers d'Aubusson à cette époque :

« ...Leurs ouvrages étant tout de luxe ne trouvaient plus de débit. La plus grande irritation existant en France se faisait sentir dans toute l'Europe. Cette irritation fut encore augmentée par l'émigration des princes de la famille royale, de beaucoup de nobles et de membres du haut clergé. Plusieurs de ces ouvriers à qui il restait quelques ressources se mirent à transporter dans les marchés, foires et ballades du département et communes environnantes du tabac et de l'indigo (l'Assemblée nationale ayant entièrement supprimé la gabelle et autres entraves apportées au commerce). D'autres s'adonnèrent au jardinage, surtout à la culture du plant (*sic*) qu'ils transportèrent dans les mêmes lieux. D'autres se livrèrent à la pêche ; la Creuse, la Roseille, la Tarde et le Taurion abondant en saumons, truites et barbeaux, lamproies et anguilles. Enfin, les plus malheureux abandonnèrent leur légère navette pour prendre la pelle, la pioche et la hotte dans les ateliers de charité établis pour venir à leur secours... Mais les hommes pleins d'activité et d'intelligence qui sont à la tête des manufactures d'Aubusson se sont empressés, aussitôt que l'ordre et la tranquillité ont paru renaître et ramener la confiance, de rappeler avec joie dans leurs ateliers les nombreux ouvriers qu'ils avoient été forcés d'abandonner » (1).

Les ateliers d'Aubusson et de Felletin ne furent cependant pas complètement fermés pendant la période révolutionnaire. Un tableau de la géographie industrielle de la France, dressé en 1793 sous la direction du *Bureau consultatif des arts et manufactures*, mentionne les villes qui possédaient des manufactures de tapisseries et tapis. Aubusson et Felletin figurent à côté d'Autun, Beauvais, Bruxelles, Cambrai, Douai, Nancy, Nantua, Nîmes, Paris,

(1) Ms. de Jean-François Meaulme, libraire à Aubusson (1773-1853).

Rouen et Tournay. De courageux négociants d'Aubusson, entre autres MM. Rogier et Dessartaux, continuèrent à ouvrir leurs magasins à Paris.

Les industriels creusois comprirent vite qu'en présence de la substitution des papiers de tenture aux panneaux en tapisserie, la fabrication des meubles tapissés devait rester longtemps interrompue. Ce qui sauva leur industrie, ce fut l'habitude qu'ils prirent de fabriquer de la tapisserie commune et des tapis de pied avec des laines du pays. Le bas prix de la main-d'œuvre et des matières premières leur permirent de produire des ouvrages, inférieurs, il est vrai, au point de vue de l'art, mais à la portée de toutes les bourses. Jusqu'alors, il n'avait guère été question que de tapisseries fines et de tapis de luxe. L'industrie des genres communs date de la Révolution.

La première exposition des produits de l'industrie française eut lieu à Paris, en l'an VI (1798) : François de Neufchâteau, alors ministre de l'Intérieur, en eut l'idée. Elle se tint dans des galeries élevées au milieu du Champ de Mars ; le nombre des exposants fut de cent dix et la durée de l'exposition de trois jours. Modeste début dont les résultats furent jugés néanmoins très satisfaisants. On put constater qu'Aubusson avait repris ses traditions anciennes. M. Guillaume Rogier reçut une récompense pour avoir remis en activité la fabrication des tapis ras, et, l'année suivante, M. Jean Sallandrouze-Lamornaix, de Felletin, obtint une médaille d'argent pour des perfectionnements apportés dans le travail. De l'association de ces deux intelligents industriels date la restauration des manufactures de tapisseries et tapis de la Marche au XIX^e siècle.

L'Empire, à ses débuts, songea à relever et à réorganiser toutes les manufactures. Il demanda à ses agents des rapports qui rappellerent, avec plus de développements, les Mémoires que les intendants de Louis XIV avaient rédigés pour l'instruction du duc de Bourgogne. La grande *Statistique générale et particulière de la France* (1) place déjà Aubusson et Felletin au nombre des villes où se fabriquent des tapisseries et tapis : c'est la reproduction de la *Statistique* de 1793. Dans la section des tapis et moquettes, les tapis d'Aubusson sont placés au second rang, après ceux de la Savonnerie. Les détails concernant la tapisserie proprement dite sont

(1) Sept vol. in-8°, publiés par Herbin, en 1803. — L'*Analyse des procès-verbaux des Conseils généraux du département*, publiés en l'an X, contient p. 263, la courte mention que voici : « Les manufactures de Felletin et d'Aubusson réclament la protection du gouvernement. »

empruntés, en partie, au *Mémoire de M. de Châteaufavier*, publié dans l'*Encyclopédie*.

A la même époque, M. Rémy, sous-préfet d'Aubusson (originaire de Boussac), adressa au ministre de l'intérieur une monographie du plus grand intérêt, à tous les points de vue (1). L'espace nous manque pour reproduire dans son entier la partie du chap. V, *Commerce et industrie*, consacrée aux manufactures de tapisserie d'Aubusson et de Felletin.

« Aubusson. — Cette fabrique n'est point sous la main d'entrepreneurs généraux. Chaque fabricant qui peut passer d'un genre de fabrication à un autre emploie le nombre d'ouvriers qu'il est en état d'entretenir et leur fournit les matières premières, les des-sins, et paye la main d'œuvre suivant la qualité de l'ouvrage. Chaque ouvrier a son atelier dans son habitation. Les ateliers de tapis de pied sont seuls chez les fabricants.

» La manufacture d'Aubusson emploie environ 240 à 250 ouvriers qui fabriquent des tapis ras, des tentures et des meubles, et 50 à 60 femmes qui fabriquent des tapis veloutés.

» Elle emploie des laines tirées de Bayonne, Ortez, Maringue, Tourcoing et Rozière, des soies qu'on tire de Lyon et Saint-Chamond, et des fils de la Flandre. Le prix de ces matières premières est en rapport avec leurs qualités. Les laines de Bayonne, Ortez et Maringue sont dans les prix de 100 à 125 francs le quintal, celles de Tourcoing et Rozière de 315 à 325 francs.

» Le prix de la main d'œuvre varie en raison de l'habileté des ouvriers : ils travaillent ou à la pièce ou à la journée. Leur salaire est de 1 franc à 1 fr. 50 par jour.

» Les prix des objets fabriqués varient également en raison de la qualité des matières et de la perfection de l'ouvrage. Savoir :

» Les tapis veloutés dans les prix de 32 francs jusqu'à 100 francs l'aune carrée ;

» Les tapis ras sont de deux qualités : la qualité commune, de 16 à 17 francs ; ceux en laine de Paris, de 32 à 36 francs l'aune carrée ;

» Les tapisseries en étain, de 50 francs jusqu'à 90 francs ;

(1) « Mémoire statistique de l'arrondissement d'Aubusson, par le sous-préfet de cet arrondissement, fait à Aubusson, le 20 brumaire an XIII (12 novembre 1804) et clos le 16 pluviôse suivant (6 février 1805), avec cette mention : le sous-préfet *ad interim* d'Aubusson. » — M. Joullietton a largement utilisé ce mémoire dans le second volume de son *histoire de la Marche et du pays de Combraille*.

» Celles en soie, de 120 à 150 francs; celles en soie ronde de Grenade, de 150 à 200 francs l'aune carrée;

» Les fauteuils qui composent une demi-aune carrée sont dans les prix de 34 francs jusqu'à 150 francs.

» On peut évaluer à environ 120.000 francs le produit général de la manufacture d'Aubusson et la valeur des objets débités en l'an XI. Les fabricants actuels sont les citoyens Roby-Faureix, Rogier, Debel, Maingonnat et Fourrier.

» La manufacture emploie 7 à 8 teinturiers, 15 à 20 cardeurs et une centaine de fileuses de laine. »

« FELLETTIN. — Cette manufacture a, sous tous les rapports, été regardée comme faisant partie de celle d'Aubusson. On y fabriquait les mêmes articles, mais dans des qualités plus communes. Il n'y a aujourd'hui que deux fabricants : les citoyens Vergne et Chopineau.

» Ils emploient 25 à 30 ouvriers et 10 femmes, et ne font fabriquer que des tapis ras et des tapis veloutés. Le produit de leurs fabriques n'a pas excédé de 30 à 35 mille francs. »

On voit que nos industriels de l'an XIII se bornaient aux deux genres de fabrication classique. Ils se contentaient, comme leurs prédécesseurs, de produire des ouvrages sur le métier de basse et de haute lisse, des tapis ras et des tapis veloutés, façon de Turquie. Pourtant, la tapisserie actuelle de moquette était déjà en usage au dix-septième siècle. Une compagne de la grande Mademoiselle en décorait son appartement, d'après un mémoire de l'époque : on trouve ce détail mentionné dans une sentence de 1697.

La moquette, qui se faisait en Flandre, était une étoffe de laine travaillée à la manière des velours. Elle était employée dans l'ameublement pour tapis, sièges, couvertures de chauffe-pieds, etc.; on l'utilisait même quelquefois pour le vêtement (1). La *Statistique* d'Herbin, de 1803, montre qu'on fabriquait alors en France ce genre de tapis, et c'est, en définitive, la moquette perfectionnée qui est aujourd'hui l'objet principal de la fabrication du tapis de pied commun.

Le jury de l'Exposition de 1819 engagea les fabricants français à donner, à l'exemple de l'Angleterre, un plus grand développement à ce genre de travail. On peut constater, à l'Exposition de 1834, un progrès considérable, celui de l'application du métier Jacquard au tissage des moquettes et des tapis. Dans un remarquable rapport sur l'Exposition de 1844, M. Blanqui écrivait : « Le tapis ras d'Au-

(1) « Une superbe jaquette faite d'une riche moquette ». SCARRON, *Virgile travesti*.

busson et les moquettes représentent seuls aujourd'hui la véritable fabrication française... C'est dans ces deux sortes de tapis que se sont manifestés les progrès les plus remarquables. »

La Révolution de 1848 faillit tout compromettre. Les fabriques d'Aubusson et de Felletin furent contraintes, par l'anéantissement du crédit et des ventes, de renvoyer les trois mille ouvriers qu'elles occupaient. Heureusement, la crise fut passagère et l'Exposition de 1849 montra une fois de plus la vitalité de notre industrie.

La première Exposition universelle (Londres 1851) est une date glorieuse de l'histoire de la civilisation industrielle. Ce fut une pensée toute française à laquelle le nom de M. Charles Sallandrouze de Lamornaix reste attaché. Il fut un des promoteurs de ce grand concours international où il remplit les fonctions de commissaire du gouvernement français. La fabrique d'Aubusson y figura avec honneur et obtint une médaille de prix. « Les échantillons de tapis et de tapisserie d'Aubusson, dit le rapport anglais, sont spécialement dignes de remarque et ne sont dépassés que par ceux des Gobelins et de Beauvais. » On vit pour la première fois, à cette exposition, des tapis anglais imprimés et tissés à la vapeur. Ce genre de fabrication transporté à Aubusson, sous le nom de tapis anglo-français, n'a pas donné les résultats qu'on en espérait.

La tapisserie fine et les tapis économiques d'Aubusson furent très remarqués à l'Exposition universelle de Paris, en 1855. Deux de ses principaux fabricants étaient hors de concours en leur qualité de jurés. Deux autres obtinrent des médailles d'honneur. Trois maisons reçurent des médailles de première classe, et deux des médailles de deuxième classe. L'une de ces dernières fut attribuée à Felletin.

On fabriquait dès lors à Aubusson les genres les plus variés. La déclaration suivante de la Chambre consultative des arts et manufactures de cette ville donne la valeur moyenne du prix du kilogramme des tapisseries et tapis qu'on y produisait en 1857 :

« Tapis ras d'Aubusson ordinaire, 13 fr. le kilogr. ; — bonne qualité, 24 fr. ; — qualité supérieure, 40 fr. ; — tapisserie pour meubles, en laine, 80 fr. ; — qualité supérieure, 140 fr. ; — en soie et laine, 200 fr.

» Tapis unis jaspés, 3 fr. 50 le kilogr. ; — tapis double face, 4 fr. 50 ; — tapis camaïeux et reps, 5 fr. ; — tapis brochés, 5 fr. 50 ; — tapis double face et reps, 5 fr. 50 ; — velouté chenille, 8 et 9 fr. ; — moquette, première qualité, 11 fr. ; — deuxième qualité, 8 fr. ; — haute laine, première qualité, 8 fr. ; — deuxième qualité, 6 fr. ; — velouté à nœuds, dit grande moquette, 20 fr. le kilo. »

L'Exposition universelle de 1862 fut pour la manufacture aubus-

sonnaise la constatation nouvelle de la supériorité de ses articles de luxe et de décoration. On se plaignit toutefois du peu d'espace réservé à l'exposition française, du jour mauvais ou insuffisant qui ne permettait pas d'apprécier la richesse, la finesse du coloris et les difficultés vaincues dans le travail des tapisseries d'Aubusson (1).

On a pu constater, depuis cette époque, de nouveaux progrès dans l'industrie de Felletin et d'Aubusson. Sous l'influence du goût des belles tapisseries anciennes, on est revenu aux vraies traditions de l'art du tapissier. Les ouvriers aubussonnais peuvent s'attaquer à des modèles des Gobelins ou des meilleurs ateliers des Flandres. Le regretté peintre Mazerolle, en particulier, leur a fourni des modèles qui ont été exécutés d'une façon très remarquable. En dehors des manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais, les manufactures privées d'Aubusson représentent une industrie essentiellement française, car les quelques métiers en activité hors de France sont, en général, occupés par des ouvriers amenés du vieux centre industriel de la Haute-Marche.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Une industrie aussi délicate que celle de la tapisserie artistique ne s'improvise pas, et s'il faut quinze ans, à Aubusson même, pour faire un bon ouvrier de l'apprenti occupé dans l'atelier dès son enfance, il faut bien plus longtemps encore pour organiser des ateliers complets dans les villes où la tradition de cet art n'existe pas. L'émigration d'un grand nombre de tapissiers d'Aubusson à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes l'a bien prouvé. Malgré les larges subventions et l'appui éclairé des princes allemands, malgré l'habileté incontestable des Mercier, des Barraband, des Dumonteil et autres Aubussonnais, l'existence de ces fabriques étrangères n'a pas survécu au XVIII^e siècle.

Une tentative récente pour transporter en Angleterre l'industrie séculaire de la Haute-Marche a complètement échoué. En 1871, une fabrique de tapisseries de basse lisse fut établie à Old-Windsor, soutenue par une société financière ayant à sa tête le duc d'Albany. Elle eut pour premier directeur un ouvrier d'Aubusson compromis dans les tristes affaires de la Commune. La nouvelle manufacture, protégée par de hauts personnages, eut d'abord une sérieuse importance, et beaucoup de familles d'Aubusson passèrent le détroit, gagnées par l'espoir d'un salaire élevé. Mais la fabrique fonctionnait mal, à cause du montant des frais généraux et du haut prix de la main-d'œuvre, et nos compatriotes rentrèrent en France

(1) M. W. CHOCQUEEL, *Essai sur l'histoire des tapisseries et tapis*. Paris, 1863. *Passim*.

peu à peu. Le dernier ouvrier tapissier d'Aubusson quitta l'Angleterre au mois de septembre 1888. Il existe sans doute une fabrique de tapisseries à Malines (Belgique); mais elle appartient à une maison française qui a son principal établissement à Aubusson. Les produits artistiques de cette dernière ville paraissent donc n'avoir pas actuellement à redouter la concurrence de l'étranger.

Sous le Premier Empire et sous la Restauration, la tapisserie avait été réduite à son expression la plus simple. On fabriquait sur le métier de basse lisse des tapis de pied ras, à bouquets détachés, que l'on nommait tapis à répétition et que l'on découpait suivant les dimensions des appartements. Puis, on confectionna sur mesure des tapis avec bordure et bouquets de fleurs dans les angles, avec une grande rosace au milieu. Enfin, on aborda toutes les parties de l'ameublement, telles que fauteuils, portières et rideaux.

Aujourd'hui, les pièces destinées à couvrir les meubles sont supérieurement exécutées en laine et soie, avec sujets dans le genre de Boucher, le grand décorateur du XVIII^e siècle.

Les tapis dits « grande moquette » sont des tapis en savonnerie, c'est-à-dire en velours, dont chaque point est noué à la main et sans limitation du nombre des couleurs. C'est l'ancienne industrie et le mode de fabrication de tous les tapis orientaux. Dans ces ouvrages de luxe, la matière première est une faible partie de la dépense qui consiste surtout en main-d'œuvre et en production des cartons. La grande moquette est exécutée spécialement par les femmes, sur le métier de haute lisse. Malheureusement, les tapis veloutés sont au-dessus des fortunes modestes et le tapis ras lui-même semble froid, trop cher aussi, malgré la variété de son coloris et sa solidité. L'avenir était réservée à la moquette Jacquard perfectionnée.

L'introduction de la machine à vapeur dans le tissage des tapis, due aux Américains et aux Anglais, a été une véritable révolution, fatale, il est vrai, à la petite industrie, mais qui a permis de fabriquer des quantités de jour en jour plus considérables de tapis à bon marché. Cette nouvelle industrie a reçu, à Aubusson, un développement considérable et constitue la branche la plus importante de sa production tapissière. Ici même, les métiers à vapeur ont reçu des perfectionnements nouveaux et nos fabricants ont réussi à triompher en grande partie, sur nos places, des produits anglais qui y dominaient auparavant, et à lutter avantageusement contre eux sur les marchés étrangers.

L'art de réparer les tapisseries détériorées par le temps et par l'usage — la rentraiture — a toujours été pratiquée par les artisans marchois. Autrefois, la difficulté des communications ne permet-

tait guère aux possesseurs de panneaux en mauvais état d'envoyer ces ouvrages aux lieux même où ils avaient été fabriqués. Mais nos tapissiers parcouraient les provinces, visitaient les châteaux et les églises, s'informaient des maisons bourgeoises où se trouvaient des tapisseries anciennes et réparaient sur place celles qui étaient altérées. Ils trouvaient là une occupation et une ressource aux époques trop fréquentes où se produisait une crise dans leur industrie. Les meilleurs tapissiers de Flandre ne dédaignaient pas ce genre de travail.

Depuis quelques années, grâce à la vogue dont jouissent les anciennes tapisseries, la fabrique reçoit journellement pour être réparées, non seulement des pièces tissées jadis à Aubusson et à Felletin, mais des ouvrages sortis des ateliers de la Flandre, des Gobelins et de Beauvais. Il s'est créé là une industrie qui a une réelle importance ; les femmes y sont occupées à peu près exclusivement. Nous allons essayer d'expliquer brièvement comment se fait ce travail délicat.

Il y a toujours lieu de remplacer une partie plus ou moins importante de la tapisserie. La pièce est mise sur le métier et l'ouvrière rapporte des fils de chaîne qu'elle relie aux autres fils engagés dans la partie encore solide. Après avoir remplacé ces fils de la chaîne qui manquait, elle refait à l'aiguille ce qui avait été exécuté à la broche. On choisit de la laine de même grosseur afin d'obtenir le même grain comme tissu et pour assortir la nouvelle trame à la couleur de l'ancienne, afin de dissimuler le raccordement. Quelquefois, il s'agit de remplacer une partie considérable du panneau. Après avoir tendu la pièce sur un métier de basse lisse, l'ouvrier établit une nouvelle chaîne et il tisse avec la navette d'après un modèle en harmonie avec le reste de la tapisserie. Seulement, au lieu de tisser à l'envers, comme on le fait habituellement dans le travail de la basse lisse, on tisse *au droit*, exécution longue et coûteuse, mais qui permet à l'ouvrier de voir son ouvrage et d'exécuter son raccord avec une plus grande perfection.

Un genre de broderie en soies et laines de couleur, sur drap ou sur velours, a été repris récemment avec succès et contribue à la renommée de la manufacture. On sait que le *point d'Aubusson* a sa place marquée dans l'industrie artistique. Les coloristes pour ameublement distinguent le *vert Aubusson*, couleur vert fané, et le *bleu Aubusson*, bleu passé, un peu verdâtre, de nos anciennes tapisseries.

Chaque manufacture a sa teinturerie où l'on s'attache à teindre les laines de façon à donner aux couleurs toutes les garanties possibles de durée. On emploie encore quelques drogues anciennes,

d'un prix plus élevé, mais qui présentent plus de solidité que certains produits dérivés de la houille.

Les principaux fabricants ont chacun leur maison de vente à Paris.

Les fabriques d'Aubusson et de Felletin occupaient autrefois un grand nombre de cardeurs et de fileuses de laine, remplacés aujourd'hui par la filature mécanique. M. Jean-Jacques Sallandrouze établit à Felletin, vers 1828, la première filature mécanique qu'ait eue le département de la Creuse. Il employait les premières machines de cette espèce sorties des ateliers de M. Bouillon jeune, ingénieur mécanicien de Limoges.

On a vu qu'en 1804, sept fabricants d'Aubusson et de Felletin occupaient environ 300 personnes et produisaient pour 135.000 francs de tapisseries ou de tapis veloutés.

Une statistique de 1860 évaluait les produits des deux villes, en divers genres, à 2.500.000 francs. Le nombre des ouvriers et ouvrières aurait été de 3.500, chiffre évidemment exagéré.

Il y a actuellement (1894) treize manufactures de tapisseries ou tapis à Aubusson ou à Felletin. Le nombre des ouvriers ou ouvrières employés dans ces fabriques est d'environ 2.500, et le chiffre total des affaires est approximativement de 4.500.000 francs.

Une Chambre syndicale d'ouvriers s'était constituée, il y a quelques années, à Aubusson, et avait organisé une fabrique de tapisseries. Cet atelier et la Chambre syndicale elle-même ont cessé d'exister.

En définitive, la fabrique d'Aubusson a repris le rang honorable qu'elle occupait autrefois dans l'industrie artistique. De nos jours, comme au siècle dernier, sa production est de beaucoup supérieure à celle de Felletin. La manufacture ne pouvait échapper à la loi générale des sociétés modernes, la substitution de la grande industrie à la petite; mais cette transformation s'est opérée surtout dans la fabrication des tapis de pied économiques. Elle a été un peu moins sensible dans le travail de la tapisserie proprement dite; du reste, elle ne s'est pas opérée au détriment de l'ouvrier. De nos jours, comme aux siècles passés, nulle constatation de grèves ou de coalitions. L'ouvrier est du pays. Beaucoup d'entre eux possèdent une maison et un jardin; enfin, rien ne trouble les rapports entre les salariés et les chefs d'industrie.

Une ordonnance du 18 janvier 1742 avait établi à Aubusson deux écoles de dessin qui furent entretenues aux frais de l'Etat et restèrent ouvertes jusqu'à la Révolution. Le décret de la Convention nationale du 3 brumaire an IV, rendu sur le rapport de Lakanal, créa des Ecoles centrales dans les chefs-lieux de département. Aubusson

obtint l'Ecole de la Creuse, en compensation des nombreux avantages accordés à la ville de Guéret. De toutes les institutions du passé, celles des écoles de dessin et du peintre pensionné par l'Etat étaient les plus regrettées à Aubusson ; aussi, le dessin fut placé en tête du programme de l'enseignement de l'Ecole Centrale. Il existait encore des peintres que les anciennes écoles avaient formés. La classe de dessin fut dirigée par l'un d'eux, Gilbert Sarciron, artiste de talent.

L'Ecole Centrale était fermée (1804) lorsque le sous-préfet, M. Rémy, rédigea son *Mémoire statistique de l'arrondissement d'Aubusson*. Le rétablissement d'une école de dessin lui parut, avec raison, l'un des moyens les plus utiles pour relever la manufacture de tapisseries et lui rendre son ancienne prospérité (1).

Ce vœu, formulé à diverses reprises, a reçu de nos jours sa réalisation. En 1869, la municipalité d'Aubusson décida la création d'une Ecole communale de dessin qui fut réorganisée en 1881 et transformée en Ecole nationale d'art décoratif par décret du 31 mars 1884. L'Ecole d'Aubusson fut placée, dès son origine, sous la haute direction de M. Louvrier de Lajolais, directeur des Ecoles nationales d'art décoratif de Paris et de Limoges. Des professeurs de mérite font des cours très variés : cours de dessin élémentaire et de perspective, d'anatomie, de flore ornementale et de composition d'ornements ; cours de tissage pour la tapisserie et mise en carte, cours de savonnerie et de broderie, etc. Une année ne s'était pas écoulée et l'Ecole comptait 220 inscriptions, dont 122 jeunes gens et 88 jeunes filles appartenant à toutes les conditions sociales. Une œuvre vraiment utile est fondée et réalise les espérances que sa création avait fait concevoir. Elle contribue à élever le niveau artistique des ouvriers en tapisserie et à faire progresser une industrie qui a été dans le passé, comme elle l'est dans le présent, l'honneur et la fortune de la cité.

Cyprien PÉRATHON.

Aubusson 1894.

(1) Il est curieux de constater les vœux émis dans le *Mémoire statistique* de l'an XIII : « Il serait digne des grandes vues libérales du Gouvernement de rétablir à Aubusson un inspecteur de la manufacture, des gardes-jurés, les écoles de dessin et de salarier un peintre pour la fourniture de tableaux de goût. Moyens efficaces et uniques pour parvenir à une bonne fabrication, pour éviter les mauvaises qualités des matières, des teintures, etc., pour former des artistes et arriver à la plus grande perfection possible de l'art. »

PIERRE-ETIENNE VENTENAT

ET LE LYCÉE DE LIMOGES

M. le professeur Hamy, du Muséum d'histoire naturelle, acquit l'an dernier, au hasard d'une vente de vieux papiers sur les quais de la Seine, deux documents intéressants à la fois le botaniste P.-E. Ventenat et le Lycée de Limoges.

Il a bien voulu, par notre intermédiaire, en faire don à la Bibliothèque municipale de cette ville.

Ces deux pièces sont une lettre autographe du savant et une pétition qu'il a signée avec deux personnages locaux, et qui est évidemment de la plume de l'un d'eux, Pougeard-Dulimbert.

C'est un acte manifeste de l'intérêt porté par un homme célèbre à son pays natal, que révèlent ces missives : elles complètent très heureusement les traits de son caractère, en nous le rendant sympathique.

Depuis bien longtemps déjà toutefois, encore enfant, Pierre-Etienne Ventenat avait quitté Limoges où il avait vu le jour le 4^{er} mars 1757. Voici d'ailleurs comment sa venue au monde fut mentionnée sur les registres baptistaires :

Le premier mars mil sept cent cinquante sept, j'ai baptisé dans l'église paroissiale de Saint-Pierre, Etienne-Pierre, fils légitime et naturel de Pierre Ventenat et Catherine Dupré, né le même jour. Le parrain a été M^e Pierre Dupré, procureur en Parlement, qui l'a fait tenir sur les fonts baptismaux par sieur Etienne Dupré, et maraine Jeanne Ventenat de Dubreuil, qui l'a également fait tenir par Anne Rouveix de Ventenat, qui ont signés avec moi.

A. LOMBARDIE, *prêtre vicaire de Saint-Pierre.*

ANNE ROUVEY DE VENTENAT.

E. DUPRÉ (1).

(1) Archives communales de Limoges, GG. 33, f^o 4 v^o. (Recherche de M. Franck Delage).

Ses parents, Pierre Ventenat, négociant (1), et Catherine Dupré, qui avaient treize enfants vivants, dont il était le quatrième par ordre de naissance, l'avaient destiné, ainsi qu'un de ses frères (2), à l'état ecclésiastique et l'avaient, dès l'âge de quinze ans, fait entrer dans la Congrégation des chanoines réguliers de Sainte-Geneviève à Paris (3).

Là, le jeune homme avait terminé ses études, et, malgré des succès oratoires en chaire, il s'était confiné dans l'emploi de bibliothécaire de sa maison religieuse, tout en se livrant à l'étude de la botanique.

Ses supérieurs l'envoyèrent en Angleterre pour recueillir des plantes et des ouvrages de cette science, mais au retour il fit naufrage en vue de Calais; il eut beaucoup de peine à se sauver à la nage et à être recueilli par les riverains. De cette aventure, une maladie grave résulta, et sa santé s'en ressentit pendant toute sa vie.

La Révolution étant survenue, il quitta les ordres, se maria avec Catherine-Jeanne-Sophie Junot (4), et, se consacrant spécialement à la botanique, il la professa au Lycée républicain de Paris. C'est

(1) Marchand bonnetier (Arch. comm., GG. 32, f° 366, 437; GG. 33, f° 108); habitait rue du Collège (*id.*, GG. 33, f° 209); fils de *Guillaume*, également marchand bonnetier (rue Boucherie), et de *Anne Rouveix*, qui était fille du bonnetier Bernard Rouveix (Arch. Haute-Vienne, H., Suppl., B. 497, f° 174 v°).

(2) Louis Ventenat, né à Limoges le 18 février 1765 (Arch. comm., GG. 33, f° 209), le neuvième des treize enfants; profès à Sainte-Geneviève le 3 mars 1786 (Registres capitulaires de l'abbaye Sainte-Geneviève, n° 683, p. 279), chanoine régulier, naturaliste, servant d'aumônier à bord de la *Recherche* dans l'expédition d'Entrecasteaux pour retrouver Lapérouse (1790-1794). Fut fait prisonnier par les Hollandais et dépouillé de ses collections. Grâce à lui, un nom limousin a été donné à un cap — le cap Ventenat — à l'extrémité sud de la grande île d'Entrecasteaux, découverte en juin 1793. (Voir les récits de l'expédition par Labillardière, Rossel, l'atlas de l'expédition par Beutemps-Beaupré, et la biographie de Riche par Cuvier).

(3) Pierre Ventenat a résidé un an au moins, en 1782, à Lesterps (diocèse de Limoges), qui était un membre de l'abbaye génovéfaine. — Les Génovéfains possédaient dans Limoges même la cure de Saint-Cessateur, qui dépendait de leur prieuré de Saint-Jean de Côle. — Nous avons noté jusqu'à vingt-sept profès, collègues de Ventenat à Sainte-Geneviève, originaires du Limousin; cela explique sa venue à l'abbaye parisienne.

(4) Mariage célébré le 13 mars 1797 (d'après la Bibliothèque de l'Institut et les Archives de la Légion d'honneur).

alors, en 1796, qu'il devint membre de l'Institut et conservateur de la Bibliothèque du Panthéon (Sainte-Geneviève).

Quatre volumes auxquels souscrivit le ministère de l'Intérieur, intitulés : *Tableau du règne végétal* (Paris, Crapelet, 1799, in-8°), traduction vulgarisatrice du *Genera plantarum* de Jussieu, de nombreux mémoires dans les périodiques de l'époque l'avaient fait estimer du monde savant.

Mais ses superbes travaux de botanique descriptive, admirablement illustrés, allaient assurer sa renommée et constituer ses titres les plus décisifs pour la postérité.

Ce fut d'abord la *Description des plantes nouvelles et peu connues cultivées dans le jardin de J.-M. Cels* (Paris, 1800, gr. in-4°), avec 200 planches signées par les célèbres artistes, le dessinateur Redouté et les graveurs Sellier et Pléé, qui fut complétée par un second recueil sous le titre : *Choix de plantes dont la plupart sont cultivées dans le jardin de Cels* (1803-1808, in-f°).

L'impératrice Joséphine le chargeait de publier, en deux luxueux volumes in-folio, *Le jardin de La Malmaison*, que Redouté illustrait de superbes planches coloriées (1803 et 1804).

Portant désormais le titre de botaniste de Sa Majesté l'Impératrice et Reine, le signataire de nos documents avait donc une importance scientifique et une singulière autorité auprès du ministre qui présidait alors aux destinées de l'instruction publique et de l'enseignement secondaire. C'était le savant Chaptal, son collègue à l'Institut...

Ventenat avait d'ailleurs précédemment dédié à Chaptal, avec une lettre flatteuse, son bel album : *Choix de plantes*. La nouvelle missive qu'il lui adresse, tout en n'étant pas pour le grand public, se ressent de la première dans les termes de même déférence.

L'enfant de Limoges figurait comme associé correspondant de la Société d'agriculture et des arts du département (1). Pour la création du Lycée, déjà, une souscription volontaire avait été lancée et Ventenat s'inscrivit pour la somme de 100 francs (2). Enfin, il était adjoint au Collège électoral d'arrondissement (3). Ses compatriotes, fiers de sa réputation, ne perdaient pas une occasion de la

(1) *Annuaire du département de la Haute-Vienne, an XIII* (1804 et 1805), liste des membres de la Société, p. 156 : « Ventenat, membre de l'Institut, à Paris, associé correspondant ».

(2) *Journal de la Haute-Vienne*, 17 germinal an XI, 7 avril 1803 (Notes de M. Franck Delage).

(3) Archives de la Légion d'honneur, dossier Ventenat (Note de M. Joseph Durieux).

célébrer. Ainsi, en 1803, à la distribution des prix de l'Ecole Centrale, le professeur de législation Bertrand, rappelant les grands hommes « qui sont nés dans cette ville ou aux environs, et dont s'honore la République des lettres », associait publiquement Ventenat à Clément VI, à Grégoire XI, à Muret, à Dorat, à Baluze, à Daguesseau et à Marmontel (1).

Ses rapports continus avec son pays lui attirèrent aussi l'entrefilet suivant, conçu en termes pompeux, de la part du *Journal officiel de la Haute-Vienne* (n° du 18 pluviôse an XIII, 7 février 1805).

Par décret du 19 nivôse, M. Ventenat, notre concitoyen, membre de l'Institut national, et honoraire de la Société d'agriculture et des arts de Limoges, qui, par ses ouvrages de botanique, a mérité d'être appelé le Linné français, a été nommé bibliothécaire-administrateur perpétuel de la Bibliothèque du Panthéon, dont il était conservateur (2).

L'année suivante, il était fait chevalier de la Légion d'honneur (3).

Sa laborieuse et même glorieuse existence allait être, hélas ! prématurément brisée. D'une santé délicate depuis son naufrage, il avait éprouvé plusieurs bronchites dans son service de botaniste de la Malmaison, se rendant par tous les temps sur place pour saisir la floraison de ses chères plantes. Le 13 août 1808, il succomba presque à la peine, comme le raconte Georges Cuvier dans l'éloge historique qu'il prononça de lui à la séance publique de l'Institut, le 2 janvier 1809 (4).

De son côté, le *Journal de la Haute-Vienne* consacra au compatriote une nécrologie qui se terminait ainsi :

Depuis plusieurs années sa santé, détruite par un travail opiniâtre, faisait craindre une fin prochaine. Elle a porté la douleur la plus vive dans le cœur d'une épouse respectable et chérie, de deux enfants et de son père, âgé de quatre-vingt-huit ans, M. Ventenat, propriétaire rue du Lycée, ainsi que de sa nombreuse famille (5).

(1) *Choix de documents relatifs à la Haute-Vienne*, par A. Leroux. Limoges, 1896, p. 73.

(2) Ventenat remplaça Daunou, appelé à d'autres fonctions. Comme bibliothécaire des Génovéfains, puis de la bibliothèque publique de Sainte-Geneviève, Ventenat a laissé plusieurs catalogues manuscrits et a certainement joué un rôle important dans l'histoire de cette institution.

(3) Décret du 25 avril 1806. Arch. Lég. d'hon. (note de M. J. Durieux).

(4) Publications de l'Institut, et tiré à part. Paris, Beaudoûin, in-4° de 12 pp., 1809. — Nous avons en préparation une bio-bibliographie détaillée de Ventenat, dont les lignes précédentes ne sont qu'un court résumé, et qui entrera dans notre *Essai de Bibliographie limousine des sciences naturelles, II. Naturalistes limousins*.

(5) Numéro du 26 août 1808, p. 394.

A la Société d'agriculture, des sciences et arts du département, dans la séance publique du 24 mai 1809, le secrétaire général, M. Martin, relatant les décès des sociétaires, se contenta de dire :

Je me bornerai, Messieurs, à rappeler à votre mémoire cet homme célèbre en botanique. Les sciences ont fait une grande perte et l'éloge de Ventenat ne peut être écrit que par un orateur digne de marcher sur ses traces (1).

Aussi la Société suggéra cet éloge, avec celui de Cabanis, pour le concours qu'elle avait institué en l'honneur « d'un homme célèbre, militaire, jurisconsulte ou littérateur, né dans l'étendue de la Sénatorerie de Limoges (2) ». Malheureusement, malgré le mirage d'une médaille d'or, comme récompense, et un nouvel appel plus explicite l'année suivante, cette tentative n'obtint pas de résultat satisfaisant (3). Mais peu importe !

Les témoignages précédents sont évidemment provoqués à la fois par la notoriété que le concitoyen avait acquise et par la recon-

(1) Publication de la Société, impr. Dalesme, 1809, p. 6.

(2) *Idem*, p. 43. Prix proposés au concours de 1810 pour la classe de littérature et beaux-arts : « La Société n'indique pas le sujet des concours, quoique la perte de M. Cabanis et de M. Ventenat, associé correspondant, fournissent matière à de justes éloges ». — La Sénatorerie était le district dans lequel un sénateur du Premier Empire jouissait des revenus attachés à sa dignité et avait le pas sur les autorités locales; le sénatus-consulte du 14 nivôse an XI, qui la créa, lui donna comme étendue le ressort de la cour d'appel.

(3) *Idem*, p. 31 (rapport sur le concours).

Séance publique du 24 mai 1810

« La seule pièce parvenue au concours est un éloge d'Etienne-Pierre Ventenat, avec cette épitaphe :

*Multis ille bonis flebilis occidit,
Nulli flebilior quam... mihi.*

(HORACE, Ode de morte Quintilii Vari.)

La Société, en rendant hommage au choix du sujet, aux vues de l'auteur, et au sentiment qui l'animait en traçant l'éloge de M. Ventenat, n'a trouvé dans cet ouvrage que peu de ces traits qui caractérisent un éloge académique ». Le rapporteur trouve que le mémoire manque de « noble enthousiasme » et que l'auteur, à tort, « s'est livré à des détails minutieux et puérils ». Là-dessus, on propose de nouveau au concours pour 1811 l'éloge de Cabanis et de Ventenat; mais, en 1811, deux concurrents prirent pour sujet Cabanis et aucun Ventenat. (Notes de M. Franck Delage.)

naissance de ses compatriotes (1). Les notes qui nous permettent de les relater, nous les devons obligeamment à M. Franck Delage, professeur agrégé au Lycée de Limoges. En outre, il veut bien, aux documents suivants que nous publions ensemble, ajouter une suite pour déterminer les personnages locaux qui sont en cause et raconter l'issue de la démarche en question.

Louis DE NUSSAC.

I

16 pluviôse an XII [6 février 1804].

Au citoyen ministre de l'Intérieur,
Citoyen Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser la note que vous m'avez permis de vous présenter, au sujet de la place de proviseur au Lycée de Limoges. Cette note a été signée par les citoyens Dulimbert, tribun, et Roulhac, membre du Corps législatif. Le mérite de ces deux citoyens, et leur zèle pour la prospérité du département de la Haute-Vienne, doivent être connus de Votre Excellence. Nous osons nous flatter, citoyen Ministre, que la commune de Limoges recevra une nouvelle preuve de la sollicitude qui vous anime pour tout ce qui peut intéresser le bien public.

Salut et respect.

VENTENAT, de l'Inst. nat.

II

Paris, le 19 pluviôse an XII (9 février 1804).

Au Cⁿ Jouvary.

3^e Don.

Ventenat, membre de l'Institut national,

Roulhac, membre du Corps législatif,

Et Pougeard-Dulimbert, membre du tribunal, ex-préfet de la Haute-Vienne, au ministre de l'Intérieur.

Citoyen Ministre,

Le gouvernement a accordé à la ville de Limoges un Lycée qui doit remplacer les Ecoles centrales de la Haute-Vienne, de la Charente et de la Creuse (2).

(1) Remarquons qu'une rue de Limoges porte depuis 1881 le nom de rue Ventenat.

(2) L'arrêté relatif à la création du Lycée est du 16 floréal an XI (= 6 mai 1803). Article 1^{er} : *Dans le courant de l'an XII, il sera établi un Lycée dans la ville de Limoges.* Article II : *Les Ecoles centrales de la Haute-Vienne, de la Charente et de la Creuse seront fermées à dater du 1^{er} messidor an XII.* (Publié par Tiffonnet, *Notice sur l'Ecole centrale de la Haute-Vienne*, Limoges, V^e Ducourtieux, 1893, p. 74-75).

Pour accélérer et assurer la prospérité d'un établissement si utile, il est essentiel d'en confier la direction première à un homme dont le caractère et les lumières puissent inspirer la confiance et la considération nécessaires pour fixer dans son sein des professeurs habiles et y attirer des élèves de tous les points du vaste arrondissement à l'instruction duquel il est destiné.

C'est dans cette intention, citoyen Ministre, que nous croyons devoir vous présenter pour proviseur du Lycée de Limoges, le *C^{te} Durand-Richemond*, membre du Conseil de préfecture, du jury d'instruction publique (1), et de la Société d'agriculture et des arts de la même ville.

Ce citoyen âgé de cinquante ans, père de famille, et trésorier de France sous l'ancien régime, a rempli avec distinction pendant quelques années la place de président de l'administration du département de la Haute-Vienne.

Ecarté de la carrière des services publics, pendant les grands orages révolutionnaires, il s'est empressé d'y rentrer à la voix du gouvernement réparateur qui, depuis le 18 brumaire, a réuni et récompensé les élémens du bien, dispersés pendant la tempête; et s'est montré dans tous les tems ami éclairé de la patrie et des lettres.

Son amour pour elles, son zèle à inspirer aux jeunes gens le goût de l'instruction et à en répandre le bienfait dans une contrée où elle a besoin de s'étendre, et le caractère de modération et de sagesse qui le distingue nous font vivement désirer, citoyen Ministre, que le choix du gouvernement se fixe sur sa personne pour une place dont nous connaissons toute l'importance. Nous ne doutons pas qu'un vœu dicté par l'amour du bien public, et sans aucune influence d'affections privées, ne soit favorablement accueilli, si vous consentez à le présenter et à l'appuyer auprès du premier Consul.

Nous vous saluons respectueusement.

POUGEARD-DULIMBERT, ROULHAC, VENTENAT.

Si Ventenat — depuis longtemps domicilié à Paris, où il jouissait d'une belle réputation dans le monde des sciences — était heureux de montrer à ses concitoyens que son cœur était resté limousin, les deux autres signataires du document qu'on a lu plus haut possédaient, dans les sphères administratives et politiques, une notoriété et même une certaine autorité qui rendaient naturelle leur intervention. Le choix du proviseur qui allait prendre en mains la direction du Lycée de Limoges ne pouvait les laisser indifférents.

Guillaume-Grégoire Roulhac-Laborie, ci-devant de Roulhac, écuyer, seigneur de La Borie et Faugeras, appartenait à une ancienne famille dont les membres avaient rempli à Limoges diverses fonctions pendant deux siècles. Son père, Joseph-Grégoire, avait

(1) Ce jury était composé de trois membres : *Roulhac*, membre du corps législatif; *Durand-Richemond*, membre du conseil de préfecture; *Grellet-Fleurette*, membre du conseil général.

exercé pendant quatorze ans la charge de « lieutenant-général civil et de police en la sénéchaussée et siège présidial de Limoges ». Guillaume-Grégoire, né en 1731, avocat en Parlement, hérita, en 1781, de la charge de son père, qu'il conserva jusqu'à sa suppression. Mais son rôle dans la vie locale ne se borna pas à ses devoirs de magistrat. Membre de la Société d'agriculture et des arts depuis 1782 et président de cette même Société depuis 1803, administrateur de l'Hôpital de 1781 à 1790, il est choisi en 1785 par le roi (bien que le corps municipal ne l'ait pas présenté), pour occuper la Mairie, qu'il gère jusqu'en 1789. Dès les préliminaires de la Révolution, il se trouve lancé dans la voie des honneurs politiques. Appelé aux assemblées des notables tenues à Paris en 1787 et 1788, nommé président de l'assemblée du Tiers-Etat à Limoges, élu député du Tiers aux Etats-Généraux, il représente encore ses compatriotes à la Constituante. A la dissolution de cette Assemblée, il rentre dans la vie privée, refuse, en 1792, les fonctions périlleuses de maire, et pendant quelques mois est gardé à vue dans sa maison, comme suspect, en 1793. La Terreur finie, il reprend la carrière des fonctions publiques : Président du directoire du district en 1795, substitut du pouvoir exécutif près le tribunal civil en 1796, commissaire du Gouvernement près le tribunal d'appel en 1800 et procureur général impérial en 1804. De plus, il est choisi, le 27 mars 1803, par le Sénat conservateur, parmi les notables présentés par le collège électoral de la Haute-Vienne, et devient membre du Corps législatif. Grâce à cette dernière fonction, il était en bonne posture pour agir auprès du Gouvernement en faveur du Lycée de sa ville natale. Les questions d'instruction ne lui étaient point étrangères; membre du conseil d'administration du Collège royal de 1781 à 1791, il était devenu membre du jury d'instruction publique de Limoges en 1796 et avait été maintenu dans cette fonction en 1802. Quand le préfet Texier-Olivier organisa dans le département une souscription destinée à faciliter l'organisation du Lycée, Roulhac fut un des premiers à apporter sa contribution : il s'inscrivit pour 300 francs le 10 janvier 1803 et envoya un supplément de 200 francs le 11 avril. Il fit en même temps d'actives démarches auprès du ministre pour appuyer la demande d'un lycée que présentait la ville de Limoges; ses instances auprès du conseiller d'Etat Maret, en compagnie du législateur Dalesme et du tribun Pougeard-Dulimbert, contribuèrent certainement à la décision par laquelle le gouvernement consulaire fonda le Lycée de Limoges (arrêté du 6 mai 1803) (1).

(1) On peut consulter sur Roulhac-Laborie la *Notice biographique* insérée par M. Fray-Fournier dans *Archives révolutionnaires du Limou-*

François Pougeard-Dulimbert n'était pas Limogeois de naissance. Il appartenait à une famille de Confolens qui « jouissait dans la province, au XVIII^e siècle, d'une grande et juste considération, acquise par les talents et les services de plusieurs de ses membres (1) ». Après avoir débuté dans la carrière politique comme député d'Angoulême à la Constituante, il avait représenté la Charente au Conseil des Anciens de 1795 à 1798 (2). Nommé préfet de la Haute-Vienne en mars 1800, il s'était occupé avec un zèle particulier de l'instruction publique (3). Pendant son court séjour à la tête du département, il avait témoigné de l'intérêt à la bonne marche de l'Ecole Centrale.

Appelé au tribunal le 9 mars 1802, il s'était gardé de cesser ses bons offices au pays qu'il venait d'administrer (4). C'est ainsi que nous le voyons prendre part aux démarches faites en 1803 par Dalesme et Roulhac auprès du ministre Maret. Candidat malheureux au Sénat contre Dalesme, que préféra le collège électoral du département (novembre 1803 (5)), il conserva ses fonctions de tribun. C'est ainsi qu'il fut naturellement amené à s'associer aux démarches entreprises par Ventenat et Roulhac en faveur du candidat limousin au provisorat du Lycée de Limoges ; on a remarqué même que la longue note, élogieuse et pressante, adressée à Chaptal, a été écrite par l'ancien préfet de la Haute-Vienne.

Le candidat ainsi présenté au Gouvernement, **Joseph Durand-Richemond**, était, comme Roulhac, un notable fonctionnaire de l'ancien régime. Fils de « messire Joseph Durand, écuyer, conseiller du roy, président trésorier de France à Limoges, seigneur de La Couture-Renon, Richemont, Le Châtenet, Sallesse et autres

sin, 2^e série, fasc. IV, p. 199 à 217. — Cf. *Notice biographique*, par de Gaujal, dans *Bull. de la Soc. d'agriculture de Limoges*, 1824, p. 192, sq. — *Calendrier eccl. et civil du Limousin*, à partir de 1781. — *Feuille hebdomad.*, 1781, p. 150; 1782, p. 16, etc. — *Journal de la Haute-Vienne*, an XI, p. 148, 152, 400, etc. — Archives départementales, série T., liasse (lettres); série L. 331 (pièce imprimée du 1^{er} fructidor an IV). — TIFFONNET, *L'Ecole Centrale de la Haute-Vienne* (p. 3, 7, 29), etc.

(1) BABAUD-LARIBIÈRE, in *Almanach limousin* (Limoges, V^e Ducourtieux, 1868, p. 6 de la partie historique et littéraire).

(2) *Diction. biogr. et histor.* (Londres, 1800, t. III, p. 200). — *Moniteur* (Réimpression de l'ancien), XXIX, p. 169.

(3) TIFFONNET, *loc. cit.*, p. 3, 13, 17.

(4) Il figure, parmi les membres de la Société d'agriculture de Limoges, comme « associé correspondant ». (*Annuaire* de l'an XIII, p. 155).

(5) *Journal de la Haute-Vienne*, 18 brumaire an XII, p. 53-54.

lieux (1) », il avait succédé à son père, en 1779, dans l'office de trésorier de France et général des finances. Après avoir passé quatre ans dans le conseil politique de la ville, durant la mairie de Roulhac (1785-89), il avait joué un certain rôle au Jébut de la Révolution. Capitaine de la garde nationale (district de Ferrerie) en 1789, député à Paris pour assister à la Fédération générale des gardes nationales du Royaume (1790), notable-adjoint et officier municipal (1790), il avait exercé, en 1791-92, les fonctions de président du Conseil général et du directoire du département (2). Mais, arrivé là, il s'était écarté de la vie publique, où il ne fut rappelé qu'en 1800, comme conseiller de préfecture ; en cette qualité, il collabora pendant deux ans avec le préfet Pougeard-Dulimbert. Nommé, en février 1802, au jury d'instruction publique, il y eut pour collègue Roulhac (3). On trouve sa signature sur le mémoire adressé par tous les notables limousins au Gouvernement en vue de la création du Lycée, en 1803 (4). Il s'empessa de prendre part à la souscription ouverte par le préfet Texier-Olivier (5); ce dernier l'introduit dans la commission nommée (14 août 1803) pour faire rentrer les souscriptions (6). Souvent désigné pour remplacer le préfet, il se met particulièrement en vedette par le discours, écrit sur le ton pompeux du temps, qu'il prononce (juillet 1803) pour l'installation du maire Nouailher (7). Tel était l'homme, administrateur de carrière, bon fonctionnaire, considéré de ses concitoyens (8), que les Limogeois auraient tenu à voir occuper le

(1) *Registres consulaires*, t. VI, p. 107.

(2) Pour la période 1779-1792, sources : *Registres consulaires*, p. 208, 345, 364, 441; — *Feuille hebdomadaire*, 1779, p. 122; — *Calendrier de Limoges* (à partir de 1779); — *Almanach de la Garde nationale* (1790, p. 80).

(3) TIFFONNET, *loc. cit.*, p. 3 et 29.

(4) Archives de la Haute-Vienne, série L; document publié par Tiffonnet (*loc. cit.*, p. 71-72).

(5) Il figure pour la somme de 100 francs sur la liste du 17 janvier 1803 (*Journal de la Haute-Vienne*, 30 nivôse an XI, p. 156).

(6) *Journal de la Haute-Vienne*, 30 thermidor an XI, p. 411.

(7) *Id.*, 9 et 16 thermidor an XI, p. 392 et 397-399.

(8) Cf. *Journal de la Haute-Vienne* (27 septembre 1811) : « Quoique trésorier de France depuis 1779, à la suite de son père, M. Joseph Durand-Richemont sut se concilier l'affection du peuple et la conserver dans les temps les plus orageux de la Révolution ; il fut successivement administrateur du département et président de cette administration en 1791. La preuve la plus convaincante qu'il s'est conduit dans cette place en homme d'honneur, c'est sa nomination à la place de conseiller

provisorat de leur Lycée, convaincus que cet enfant du pays saurait assurer dès le début les bonnes destinées du nouvel établissement dont ils considéraient la fondation comme un honneur pour leur ville.

Cependant, le gouvernement n'agréa pas le candidat présenté par les notabilités locales, et un arrêté du 27 floréal an XII (17 mai 1804) nomma proviseur du Lycée de Limoges *Hyacinthe de Gaston* (1). Si Durand-Richemond avait pour lui ses services publics et son expérience d'administrateur, Gaston possédait des titres littéraires. Officier de cavalerie avant la Révolution, émigré et enrôlé dans l'armée de Coblenz, il avait passé en Russie, où il avait dirigé un *Journal littéraire*. Honoré de la faveur de Paul I^{er}, qui lui servit dès lors une pension de 2.400 livres, il rentra en France où il se consacra à des travaux poétiques. Des poésies fugitives publiées dans divers recueils, une *Ode sur le rétablissement du culte* (1802), deux essais dans le genre tragique, une traduction en vers des quatre premiers chants de *l'Enéide*, dont la première édition (1803) obtint un vif succès, tout cela lui avait acquis à Paris un certain renom. Ajoutons qu'il était parent du conseiller d'Etat Fourcroy, qui s'institua son protecteur, et l'on verra suffisamment comment il prima la candidature provinciale de Durand-Richemond. Sa nomination fut d'ailleurs fort bien accueillie à Limoges; le *Journal de la Haute-Vienne* l'annonça en termes des plus flatteurs (2) et publia presque aussitôt des pièces de vers de Gaston, une *Épître d'un misanthrope à un jeune homme qui entre dans le monde* (3) et une élégie imitée de l'auteur anglais Gray, *le Cimetière de village* (4). « Les pères de famille » (pour emprunter les expressions du journaliste) purent alors « se féliciter de voir à la tête d'un établissement aussi utile que le Lycée un citoyen avantageusement connu dans la République des lettres (2) ». Il ne semble donc pas que l'insuccès de la démarche faite par Ventenat, Roulhac et Pougeard-

de préfecture à l'époque de l'établissement de ces conseils; la confiance successive de nos deux préfets, qui, pendant leurs absences du département, l'ont continuellement chargé de leurs pouvoirs ». (Note publiée à la suite de la démission de Durand-Richemond, qui fut remplacé au Conseil de préfecture par son fils, officier porte-étendard de la garde d'honneur de Limoges).

(1) Marie-Joseph-Hyacinthe de Gaston, né à Rodez en 1767. — Voir *Biograph. univers.* (Michaud, t. XVI, p. 543-546); *Nouv. Biogr. générale* (Firmin Didot, t. XIX, p. 613).

(2) *Journal de la Haute-Vienne*, 25 prairial an XII (14 juin 1804), p. 338.

(3) *Idem*, 16 thermidor an XII (4 août 1804), p. 362-363.

(4) *Idem*, 28 thermidor an XII (16 août 1804), p. 417-421.

Dulimbert ait causé au public une déception visible ni que le Lycée ait pu en subir un préjudice. Les Limogeois purent seulement avoir le regret qu'un étranger eût pris la place qu'ils auraient vue avec plaisir occupée par un enfant du pays. On pensera sans doute, avec nous, que l'échec du candidat local n'inflige en rien l'intérêt des deux documents gracieusement donnés à notre Bibliothèque municipale. Ces pièces nous auront toujours permis de montrer l'attachement du savant botaniste à sa ville natale et de faire connaître les estimables personnalités qui s'étaient intéressées avec lui à la bonne organisation du Lycée de Limoges.

Franck DELAGE.

CATALOGUE

DES

ARTISTES LIMOUSINS

Le catalogue que nous publions ici fait partie des travaux auxquels le regretté Louis Guibert n'eut pas le temps de mettre la dernière main. Sous sa forme incomplète, il peut cependant rendre de nombreux services, car il présente le résultat, fort appréciable, de recherches méthodiquement poursuivies pendant une trentaine d'années, non seulement dans les inventaires et les recueils imprimés de documents, mais même dans les registres et cartons de nos archives locales.

A ce travail, l'auteur eut aimé donner une introduction pour rappeler l'extraordinaire fécondité de Limoges dans les diverses manifestations de l'art industriel. De cette introduction, il a même laissé le canevas sous trois formes assez différentes. Nous croyons devoir nous borner à lui emprunter les lignes suivantes qui ont trait au catalogue lui-même :

« Malgré le soin que nous avons apporté à dresser ces listes, nous devons prévenir le lecteur qu'elles sont fort incomplètes et que, pour plusieurs professions, elles peuvent même induire en erreur ceux qui les consulteraient avec une confiance trop absolue.

» Elles sont incomplètes non pas tant parce que les documents font défaut que parce que les mentions fournies par eux ne sont pas suffisamment explicites. En effet, la désignation précise de la profession, quand il s'agit surtout d'un artiste d'une condition un peu relevée, manque souvent. Tout habitant de Limoges est marchand. « Bourgeois et marchand », telle est la qualification que, du quatorzième au dix-septième siècle, les citoyens les plus notables accolent à leur nom. Un émailleur comme un banquier est le plus souvent désigné avec cette qualification. Et comme nos familles sont nombreuses, comme le catalogue des noms de baptême est fort limité et qu'on constate souvent que cinq ou six Léonard, Jacques, Martial, Pierre ou Jean, du même nom, sont contemporains, on est fort embarrassé pour attribuer la plupart de ces mentions à un personnage déterminé, quand la teneur du document ne fournit pas quelque détail caractéristique de nature à fixer sur son individualité. Aussi, dans le doute, nous avons volontairement négligé beaucoup de mentions dont l'attribution à un artiste n'était pas certaine. »

On ne saurait mieux dire ni reconnaître avec plus de loyauté les imperfections, d'ailleurs inévitables, de l'œuvre offerte au public limousin.

A. L.

I. — Architectes

(et constructeurs qualifiés « maîtres maçons », antérieurement au XVII^e siècle)

1. AMASIUS fut, s'il faut en croire certaines traditions, le contemporain de saint Martial. Celui-ci le chargea de construire le tombeau du duc Etienne, puis le sien propre. Le portail de marbre noir de la crypte, notamment, était attribué à Amasius, dont le vulgaire avait fait saint Amase. Suivant d'autres légendes, ce personnage aurait vécu beaucoup plus tard et aurait été l'architecte de l'église de Saint-Sauveur, ou seulement de la chapelle de la Courline, où il aurait lui-même préparé son tombeau (Chron. de Geoffroi de Vigeois, ap. Labbe, *Bibl. nov.*, t. II; — *Annales manuscrites de Limoges*; Limoges, V^e Ducourtieux, 1873, p. 49; — Bonaventure de Saint-Amable : *Histoire de saint Martial*, t. II, p. 379; — Labiche de Reignefort : *Six mois de la vie des saints du Limousin*, I, 4.

2. G. RAFART, maître de l'œuvre à Saint-Martial — *magister ejusdem operis* — commença en 1248 le cloître de Saint-Martial, qui fut achevé l'année suivante.

3. Jean VIGIER (*Vigerii*), moine de Saint-Martial, maître de l'œuvre du monastère, fondateur de deux vicairies, août 1318 (Naudaud, *Pouillé rayé*, éd. Lecler, p. 119).

4. Martial QUERCY (*Quercini*), religieux de Saint-Martial, maître de l'œuvre du monastère, 26 août 1356 (Archives du département de la Haute-Vienne, fonds de Saint-Martial, liasse n° 5055 provisoire).

5. Jean DE L'ÉTANG (*de Stangno, de Stagno, al. de Stagiis*), religieux et maître de l'œuvre du monastère de Saint-Martial, 19 février 1364, 12 mai 1389 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, liasses n° 3180, 7831 prov.) (1).

6. Clément FARLET, maître maçon, vend aux Carmes une maison rue du Puy-d'Aigoulène, près le degré des murailles, 6 mai 1508 (Arch. Haute-Vienne, fonds Carmes des Arènes, n° 5467, f° 8 v°).

7. Jacques BARBE, « maître maçon de l'église » [cathédrale], est nommé à un acte du 15 juillet 1527, comme ayant été propriétaire d'un immeuble sis rue de la Cité ou à proximité. (Signalé par M. Louis Bourderly, ap. *Bull. Soc. arch. Lim.*, t. XLIV, p. 306).

(1) On peut intercaler à la suite de ce nom celui de Jacques Michel qui construisit le chœur de l'église d'Eymoutiers en 1485 (J. TIXIER, *Journal de Jean de Drouilhas*, au *Bull. Soc. arch.*, t. LVIII.

8. Barthélemy COMPTANT, « maistre masson de l'edifice de l'esglise de Limoges », 1543 (1), (Signalé par M. J.-B. Champeval, *Semaine religieuse* de Limoges, 1902, p. 671, d'après Arch. Haute-Vienne, G., n° 12, fol. 194 v°).

9. Pierre DE GROSSEREIX, maître maçon, visite avec deux chanoines le clocher de Saint-Martial qui a besoin de réparations, 1548 (Bibl. des Sulpiciens de Limoges : Legros, *Extraits des actes capitulaires de Saint-Martial*).

10. LAVOIX, maître maçon, est nommé dans le testament de l'évêque Jean de Langeac, qui lui fait un legs.

11. François DE RANCON, maître maçon, envoyé par les consuls de Limoges, avec Mathieu du Mas, maître charpentier, pour examiner l'état de la forteresse de Châlucaet et en détruire toutes les défenses. Janvier 1593 (*Registres consulaires de la ville de Limoges*, publ. par la Société archéologique du Limousin, t. III, p. 3).

12. Guillaume « DE SAINT-FERMYS », maître charpentier, 24 avril 1572, possède une maison et jardin rue des Combes, confrontant à la rue Servière, et qui paraît être l'immeuble (ou partie du même) possédé antérieurement par Jacques, Etienne et Audoin de Saint-Fermys, n° 289, 290 et 292 ci-après (Hôpital, VIII D. 2, fol. 60 r°).

13. Martial DE RANCON, maître maçon de la Cité, est nommé à plusieurs documents, notamment dans un acte du 7 juin 1570, avec sa femme, Philippe de La Vouzelle (Hôp. VIII D. 1 et VIII D. 2, fol. 26 v°).

14. François CULLET, « m^e maçon du bastiment » de Saint-Pierre-du-Queyroix en 1588. C'est lui qui fait graver « les armoiries » de la confrérie du Saint-Sacrement « à l'entrée dudit bastiment, par le dehors ». (Reg. Hôtel de ville. M. Ardant, *Saint-Pierre-du-Queyroix*, p. 64).

15. Bartholomé GUYBERT, chanoine de Saint-Etienne, « maître des bâtiments » de l'église cathédrale, 1623 (Leroux, *Nouveau choix de documents*, t. VI des publications de la Société des archives historiques du Limousin, p. 23).

16. N. TALOYS, chanoine de Saint-Etienne, maître des bâtiments avec le précédent, 1623 (*ibid.*).

17. Léonard CLUZEAU, architecte, 1635 (*Bull. de la Soc. arch. et hist. du Limousin*, t. V, p. 127).

(1) La note où ce nom figure n'est pas datée. L'acte qui précède est du 7 mars 1542, vieux style.

18. Pierre PERRIER, *al.* PERIER, dit *le Chamby*, maître maçon et maître sculpteur, marié à Jeanne Martin, 1635 à 1671 et 8 juillet 1673; dit « tailleur de pierre », 28 juin 1641. Possède à cette époque une maison au Pont-Saint-Martial (*Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 129; Arch. Hôtel de ville de Limoges, GG. 20, 22, 23, 53; Hôpital, D. 4, p. 428). Fait un marché, le 3 juin 1661, pour l'exécution d'un rétable destiné à l'église de Guéret, livré le 20 juillet 1663 (*Assises scient. de Limoges en 1866*, mém. de A. Richard, p. 165). V. n° 82.

19. Philippe DESMAISON, chanoine et maître des bâtiments de Saint-Martial, 1638 (*Feuille hebdomadaire*).

20. Jean DUBOIS, chanoine de Saint-Martial et maître des bâtiments avec Desmaison. Les noms de ces deux ecclésiastiques étaient gravés, avec la date de 1638, sur la belle charpente de la basilique (*ibid.*).

21. Noël MARTIAL, architecte, mort le 12 juin 1651 (A. Thomas, *Inventaire des arch. communales*, GG. 79).

22. François CLUZEAU, *al.* CLUSEAU, « François Cluzeau fils », maître architecte, marié à Léonarde Bessines. 1659, 1669, 1673; mort en 1680 (*Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 128; Arch. Hôtel de ville, GG. 82; Archives du couvent des Clairettes; Hôpital, E. 47).

23. Martial MAISONADE, « architecte et maître sculpteur », mentionné en 1638, marié à Quiterie Scialot et enterré le 10 août 1668 (*Bull. Soc. arch.*, V, 128; A. Thomas, *Inventaire des archives communales de Limoges*, GG. 26, 42, 89, 90).

24. Martial CHARLES, « maître architecte », possède une maison rue Sainte-Valérie à la date du 10 novembre 1660 (Titres communiqués par M. Victorin Buffière). Il est nommé aux registres paroissiaux de 1661 à 1667.

25. J. COLEFETAS (*Califétas?*), architecte, 1667.

26. Jacques VILLATTE, *al.* VILLETTE, architecte, 1670, époux de Marie Garat, décédé le 28 novembre 1681 (Hôtel de ville, GG. 22, 151; A. Thomas, *Inventaire*).

27. Léonard ROBY, maître maçon, 1670, marié à N... Malet (*Bull. Soc. arch.*, V, 129).

28. N... MAISONADE, architecte du couvent des Ursulines de Limoges, 1673, 1674 (Legros, *Mélanges manuscrits*).

29. Jean CLUZEAU, « maître architecte, tailleur de pierres », 1674, 1676, marié à Marie Boyer (Hôtel de ville, GG. 23, 26).

30. François CLUZEAU, m^e architecte, 28 mai 1681, 9 octobre 1682 (Arch. Haute-Vienne, terrier des prêtres de Saint-Michel-des-Lions, fol. 178 v^o ; Hôtel de ville, GG. 245).

31. Jean LAVAUD, « m^e architecte ». Sa veuve, Jeanne Verole, est enterrée le 15 février 1688, à Saint-Domnolet (Hôtel de ville, GG. 172).

32. MASSIE, MASSIER, architecte, a une maison dans les Combes, 29 juin 1701 (Hôpital, D. 4, p. 344).

33. Antoine BEYROU dit *Birat*, architecte, 1700; enterré le 11 mai 1706 (*Bull. Soc. arch.*, V. 127).

34. Martial BEYROU, architecte, marié à Jeanne Faugère, vit en 1708 (Hôtel de ville, GG. 59).

35. Jean DUROU dit BEYRAND, m^e architecte, habite au faubourg Saint-Antoine vers 1700-1739 (Hôpital, B. 525 et 542).

36. Jean CLUZEAU, prêtre communaliste de l'église de Saint-Michel-des-Lions, « ingénieur et architecte », qualifié quelquefois « d'ancien ingénieur de la Généralité », releva le plan de l'ancien amphithéâtre dit *les Arènes*, au cours des travaux de terrassement de la place d'Orsay, 1713, et fut souvent commis pour procéder à des expertises. On le trouve appelé par les consuls, en 1718, pour constater l'état des remparts à la suite de la chute d'un pan de la muraille près de la porte Boucherie, et en 1739, pour rechercher la cause d'un accident analogue survenu près de la porte des Arènes. Il a laissé les dessins de plusieurs monuments de Limoges (Cf. manuscrits de Legros et de Beaumesnil ; *Registres consulaires*, t. IV, p. 266 et 428).

37. Charles LEMOINE, « architecte du roi et ingénieur des ponts et chaussées à Limoges », 23 juillet 1713 (Hôtel de ville, *Inventaire*, GG. 259).

38. Pierre ROUSSET, « m^e entrepreneur de bâtiments », 1716 (Hôtel de ville, GG. 252).

39. BARBIER, ingénieur de la Généralité de Limoges, fit les plans de la reconstruction du Présidial après l'incendie de 1774, et fut chargé vers 1750, par Mgr du Coëtlosquet, évêque de Limoges, de préparer des plans et projets pour la construction du Palais épiscopal.

40. JACQUET, ingénieur en chef de la Généralité, aurait été l'architecte de l'hôtel Naurissart, à présent la Banque de France (Cf. Leymarie, *Notice sur les frères Brousseau*).

41. BONABRY, chanoine de Saint-Etienne, « maître des bâtiments », 1762 (A. Leroux, *Nouveau choix de documents*, t. VI des *Archives historiques*, p. 91).

42. TALANDIER, chanoine de Saint-Etienne, nommé avec la même qualité, à la même date (*ibid.*).

43. GIRAUD, élève de Courte (?), vint à Limoges vers 1770 et s'occupa de divers travaux (Cf. Leymarie, *Notice sur les frères Brousseau et le Palais épiscopal de Limoges*, à la Réunion des Sociétés des Beaux-Arts de 1897, p. 749 et suiv. des *Comptes rendus*).

44. Joseph CHAUVIN, « architecte et arpenteur juré de la maîtrise des Eaux et Forêts établie à Bellac », marié à Catherine Belut, de Limoges; leur fille, Marie, est baptisée à Saint-Jean en Saint-Etienne le 31 mai 1765 (Hôtel de ville, GG. 192).

45. Jean CHAUVIN, architecte à Saint-Jean-d'Angely, séjourna à plusieurs reprises à Limoges. Il rebâtit une partie de l'abbaye de Saint-Augustin, construisit les églises des Feuillants et des Oratoriens, et fut chargé avec Brousseau jeune, par ordonnance du lieutenant général de police, de la visite des bâtiments, caves, souterrains, aqueducs et égouts de la ville, 1^{er} juin 1769. Il mourut en 1772 (Legros, *Continuation des Annales; Registres consulaires*, V, 368). Peut-être frère du n° 44.

46. Joseph BROUSSAUD (*sic*), né à Solignac en 1730, mort à Séez le 17 pluviôse an X, architecte, fut chargé par Mgr du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges, de la construction du Palais épiscopal, dont la première pierre fut posée en 1766. Il reconstruisit la façade du Collège, fit des projets pour la reconstruction de l'Hôpital. On lui doit les châteaux de Brignac, Thouron, Salvagnet, Lacoste, Lavergne, Faye, Beauvais, Laplace, Aigueperse, Les Cars, la maison Dessales, une partie du Collège des Jésuites, l'église de la Visitation de Limoges. Appelé à Séez par l'évêque, frère de l'évêque de Limoges, il y édifia le Palais épiscopal et le château de Fleuré et restaura la Cathédrale. (Cf. Leymarie, *Notice sur les frères Brousseau*, Réunion des Sociétés des Beaux-Arts, 1897, p. 749, et *l'Œuvre de Brousseau*, par Jules Tixier, architecte, en cours de publication.)

47. Mathurin BROUSSAUD, frère du précédent, « entrepreneur de travaux » (*ibid.*).

48. HUGON, chanoine de Saint-Martial et curé de Saint-Maurice, eut probablement le titre de maître de l'œuvre de la basilique de Saint-Martial; il y fit exécuter divers travaux, et, en 1762-68, réédi-

fier le tombeau du cardinal de Mende, Guillaume de Chanac, « dans le goût moderne » (Legros, *Continuation des Annales*).

49. TRÉSAGUET, inspecteur général des Ponts et Chaussées de la Généralité, puis ingénieur en chef jusqu'en 1777 (Hôtel de ville, DD. 4).

50. Léonard DE VOYON, chanoine, paraît avoir été l'architecte de l'église de la Providence, en 1779 (Hôtel de ville, GG. 170).

51. CADIE, ingénieur en chef de la Généralité, 1777. (Arch. Haute-Vienne, *Invent.* C. 312).

52. J.-B. MORANCY, ingénieur des Ponts et Chaussées, « architecte », 1780 (*Feuille hebdomadaire* et Arch. de la Haute-Vienne, *Invent.* C. 64, 450).

53. CHATEAU, architecte, 1780, est surtout connu par les poésies de circonstance qu'il composa pendant la période révolutionnaire. Redoutant que son nom, rappelant par trop les choses de la féodalité, lui nuisit auprès des Jacobins, il l'avait remplacé par celui de « Chaumière », plus démocratique, et sous lequel on le trouve souvent désigné dans les procès-verbaux de la Société populaire.

54. MARGRAIT, architecte à Paris, désigné dans un certain nombre de documents avec la qualification « d'architecte de l'Hôtel de ville de Limoges », fit les dessins de la fontaine Dauphine et en dirigea la construction. L'ornementation fut préparée à Paris, sous ses yeux. 1781-1784 (Hôtel de ville, DD. 5; *Registres consulaires*; *Feuille hebdomadaire*).

55. PINOT, architecte, 1782 (Hôtel de ville, CC. 6 bis).

56. Claude JACQUET, nommé, le 13 juillet 1782, « architecte du corps de ville » (*Registres consulaires*, VI, 178).

57. DERGNY, ingénieur en chef de la Généralité, 1784.

58. LEMASSON, « ingénieur géographe » à Limoges, 1785 (Note communiquée par M. Champeval et Arch. de la Haute-Vienne, *Invent.* C. 386).

59. DUMONT, ingénieur en chef de la Généralité, 1786 (*Ibid.*, C. 305).

60. J.-Ch. DE LA FOSSE, architecte et professeur de dessin, fit paraître, en 1787, le prospectus d'un cours pour l'enseignement du dessin. Il paraît n'être pas originaire de Limoges et on peut conjecturer qu'il n'y demeura pas longtemps (*Feuille hebdomadaire*, 16 septembre 1787).

II. — Sculpteurs, imagiers

61. (?) Elie MARCHÉ (*Elias Merchat*), qui donne à une date inconnue, pendant qu'il remplit les fonctions de chévecier à l'abbaye de Saint-Martial, « la statue de la Mère de Dieu qui est au Sépulcre », est-il un statuaire, un orfèvre ou un simple donateur ? (1).

62. Jacques BORZES, *al.* BORTES (2) et le suivant « firent » (3) la statue de la Vierge qui fut inaugurée le 26 novembre 1219 et placée au-dessus du maître-autel de la basilique de Saint-Martial. Elle coûta 300 sous (*Historiens de France* : Chronique de Bernard Itier, t. XVII, p. 236). L'auteur des *Additions*, au t. XVII de l'*Histoire littéraire de la France*, attribue aux mêmes artistes, nous ne savons sur quelle autorité, les statues de saint Pierre et de saint Paul placées, en 1213, auprès du Crucifix, dans la même église.

63. J. CAMBO (*Chambon*?). Voir l'article qui précède.

64. Jean LE COURT (*Lo Cort*), sculpteur (*lapicida*) d'Avignon, fut choisi pour exécuter le tombeau de Guillaume de Chanac, cardinal, connu sous le nom de « cardinal de Mende », mort le 29 (ou 30) décembre 1384 et dont le corps, immédiatement transporté à Limoges, fut inhumé dans le chœur de la basilique de Saint-Martial, du côté de l'Evangile. L'artiste reçut 530 florins d'or pour son travail, plus 50 francs pour les dépenses de transport et autres relatives à la conduite du marbre, qu'on avait fait venir des carrières du Dauphiné. La quittance pour solde, donnée à Avignon par l'artiste, est du 7 août 1389. Le tombeau qui portait la statue du cardinal, revêtu de ses habits pontificaux, fut démoli en 1753. (L. Guibert, *Le tombeau du cardinal Guillaume de Chanac*. Tulle, Crauffon, 1882; — *Ce que coûtait au XIV^e siècle le tombeau d'un cardinal*. Paris, Plon et C^{ie}, 1895).

65. Jean DE FRIBOURG, sculpteur (*lapicida*) du diocèse de Lausanne, habitait vraisemblablement Avignon au moment du décès du cardinal de Chanac. Il fut un des artistes employés par Le Court,

(1) *Helias Merchat, tunc capicerius, imaginem Dei genitricis de Sepulcro* (Man. latin 1338 de la Bibl. nationale, fol. 243 v^o). Le verbe *adtulit* est à la mention qui précède et paraît par conséquent sous-entendu ici.

(2) La lecture : *Borzes* nous semble préférable à *Bortes*, donnée par l'éditeur des *Historiens de France* et les auteurs de l'*Histoire littéraire*.

(3) *Dum elevaretur imago Dei genitricis, quam fecerunt Jacobus Bortes et J. Cambo : los sumptus CCC solidi.*

dont il était probablement l'élève ou l'appareilleur, pour exécuter le tombeau du prélat et vint à Limoges, où il demeura du 19 mai au 19 juin 1388 (Arch. Haute-Vienne, fonds de Saint-Martial, liasse n° 7769 provisoire).

66. Jean COTHET (*Cotheti*), sculpteur (Arch. Haute-Vienne, fonds chapitre cath., liasse n° 2488 provisoire).

67. « BENOIT l'argentier » paraît avoir été aussi peintre et sculpteur, 1408 (Comptes du receveur de l'évêque, manuscrit n° 60 de la bibliothèque des Sulpiciens de Limoges).

68. Jean LE ROY, *al.* ROY, « ymaginayre », *ymagenarius*, possède une maison rue du Temple, désignée aussi « au bout du Clocher ». Souvent nommé entre 1427 et 1461, il meurt avant le 21 septembre 1469 (Arch. Haute-Vienne, fonds prêtres de Saint-Pierre, n° 3297 *bis*; fonds Règle, n° 36; fonds Saint-Martial, *passim*; Hôtel de ville, GG. 206).

69. Lazare DE FRANCESCHI, sculpteur. Son nom se lisait, avec la date 1433, sur la statue de la Vierge qu'on voyait dans la chapelle de Sainte-Agathe, à Saint-Martial (Legros, *Essais historiques sur Limoges*, p. 206.) Voir ci-après *Franciscus Piloxus*, n° 138.

70. Jean RIVAUD (*Rivaldus*), « imagier, faiseur d'images », lègue aux prêtres communalistes de Saint-Michel-des-Lions, par son testament fait le 21 septembre 1469, une rente pour l'anniversaire de Jean Roy, son beau-père (n° 68 ci-dessus) (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Michel, reg. 5426, p. 373; Hôtel de ville, GG. 206. Signalé par M. Maurice Ardant).

71. Eustache FAURE, sculpteur, qualifié aussi d'écrivain de forme — *scriptor formæ*, — possède une maison rue Boucherie, du côté de l'Arbré-Peint, et est nommé le 15 février 1472 et en 1478. Le 27 mars 1506, il occupe une maison rue du Gras, probablement la même. A un acte du 7 juillet 1509, il est parlé de défunt Eustache Faure (Arch. Haute-Vienne, répertoire général de Saint-Martial, n° 5492, fol. 60 r° et 74 v°; reg. de la Sacristie, reg. de la Trésorerie, etc.).

72. (?) Jean ROY, faiseur d'images, 21 juin 1488 (Arch. Haute-Vienne, fonds Règle, n° 36, 54).

73. Jean FERRAND, FORRAND, FARRAN, imagier, *factor ymaginum*, 30 mai 1494 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, reg. de la Trésorerie, n° 5492, fol. 18 v°).

74. Martial du MASBOUCHER (*de Masbochier*), imaginier, imagier, *factor imaginum*, 12 et 28 mars 1503 (vieux style), 19 mai

1508, tient « en louage » une maison de la rue du Clocher, le 26 mai 1508. Possède, en 1508, une maison ou écurie rue Soretas ou des Sorettes (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, terrier de la Pitancerie, fol. 4 r° et 20 r°; Hôpital, D. 4, p. 316).

75. Pierre RAMPNOU, *al.* RAMPNOUX, sculpteur, possède, rue Fourie, un immeuble connu sous le nom de « maison des Rampnoux » souvent mentionnée à des confrontations en 1503, 1504. Il est parlé de ses héritiers à la date du 18 avril 1504 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, répertoire général, tome I, p. 278; reg. Pitancerie, etc. M. Ardant le mentionne).

76. Jean BACHELIER, « sculpteur ou ciseleur », 1504. Mentionné par Maurice Ardant (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 136).

77. (?) Bernard ARÉUS, *emaginario* (1), 27 mars 1506 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, reg. de la trésorerie, n° 5492, *passim*).

78. Jean DU MASBOUCHER, « imaginier, faiseur d'images », possède en 1508 la maison qui a appartenu à Martial (n° 74), époux de Jeannette Mareschault, en 1533. Il est nommé le 10 février 1542 (vieux style) et le 22 octobre 1545 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, reg. général, t. I, p. 141; fonds Saint-Pierre, terrier de Bony, fol. 99 v°; *Reg. consulaires*, t. I, p. 241).

79. Léonard DE BLOM, imagier, *ymaginaris*, 5 août 1516 (Arch. Haute-Vienne, notaires, 5355).

80. (?) BERNARD dit BARNY DE LESMARIO (Leymarie?), *faber lapidarius*, 1558 (Hôtel de ville, GG. 250).

81. Grégoire DU MASBOUCHER ou MASBOUCHÉE, dit l'*Eymaginié*, *al. lo Maginaire*, prêtre, possède une maison rue des Combes et fonde un repas pour les pauvres de l'hôpital Saint-Gérald. XVII^e siècle.

82. Pierre PERRIER. *al.* PÉRIER, dit *Le Chamby*, maître sculpteur et maître maçon, 1635-1673, fait deux rétables pour l'église de Guéret (1661-1663). (*Assises scientifiques de Limoges en 1866*, mém. de A. Richard, p. 165). (Cf. ci-dessus n° 18).

83. Martial MAISONADE, maître sculpteur et architecte, 1638-1668 (Voyez n° 23 ci-dessus).

84. Jean DAVID, maître sculpteur, 1654-1661, marié à Catherine Langlade (Hôtel de ville, GG. 19, 81; A. Thomas, *Inventaire*).

(1) Le mot est très lisible à deux passages; à un troisième toutefois, fol. 60 v° du registre, on lirait plutôt *evaginario* (gainier?).

85. Mathieu LE PILLEUR, maître sculpteur, fait un tabernacle pour l'église de Guéret. Prix, 300 livres. 1660 (*Assises scientifiques de Limoges en 1866*, mém. de A. Richard, p. 165.)

86. Bertrand BUXERAUD, *al.* BUXEREAU, maître sculpteur, exécute le rétable de la chapelle de N.-D. des Agonisants, à Saint-Maurice en la Cité. 1660, 1667, 1672. C'est sans doute le « Bertrand l'esculpteur » dont il est parlé au curieux registre du syndicat du faubourg Manigne et dont plusieurs enfants sont baptisés entre le 12 mai 1669 et le 1^{er} janvier 1672. Epoux de Catherine Cibot (Hôtel de ville, GG. 81, 82, 83; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 127).

87. Mathieu POYLEVÉ, maître sculpteur, enterré le 9 janvier 1661 (Hôtel de ville, GG. 49; A. Thomas, *Inventaire*).

88. Annet MAISONNADE, maître sculpteur, époux de Marie Cialot, Scialot ou Psialot, mentionné en 1665. Enterré le 4 août 1671 (Hôtel de ville, GG. 53; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 128).

89. BIGEON ou BIGEOU, maître sculpteur, fait une statue de sainte Anne en 1666.

90. Jean COLLIGNON, « sculpteur de pierre », rue Basse-Manigne, 1669 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Pierre, terrier de la vicairie des Benoit).

91. Léonard BAGNAUD, « compagnon sculpteur », 1669 (Hôtel de ville, GG. 83).

92. Jean PERIER, maître tailleur de pierres, 1669 (*Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 129).

93. Jean TOURTEAU, maître tailleur de pierres, enterré le 2 juillet 1669 (*ibid.*, t. V, p. 130).

94. Pierre MARSAUDON, sculpteur, enterré le 28 mai 1670 (Hôtel de ville, GG. 52; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 128).

95. Jean MARS, maître tailleur de pierres, marié à Françoise Dumas, 1670.

96. Jean CLUZEAU, « maître architecte, tailleur de pierres », 1671 (Voir n° 29 ci-dessus).

97. Jacques PAVILLION, sculpteur, 1672-1673, époux de Léonarde Palier (Hôtel de ville, GG. 23, 40; A. Thomas, *Inventaire*).

98. Martial II MAISONNADE, *al.* MÉZONADE, maître sculpteur, près la porte Manigne, fils de Martial I (n° 83 ci-dessus), 1674, 1675, 1680, 1686, 1687 (A. Thomas, *Inventaire* et Hôtel de ville, *passim*. Signalé par M. Champeval).

99. François CLAUDE, natif de Neufchâteau, maître sculpteur, 1674, 1675, 1690, marié à Marguerite Flory (GG. 26, 28, 42; A. Thomas, *Inventaire*).

100. Julien MAISONNADE, maître sculpteur, 1676. Fils d'Annet et mort le 30 juillet 1678 (Hôtel de ville, GG. 26; A. Thomas, *Inventaire*). Le même évidemment que Guilhem Maisonnade, 1676 (GG. 42).

101. François BORDAS, « imageur », 1677, est-il un peintre ou un sculpteur ?

102. Pierre DESCHAMPS, sculpteur, 1683-1693, mort le 2 novembre 1693. Possède au faubourg Manigne la moitié d'une maison ayant appartenu à Joseph Maisonnade, peintre. Il épousa en premières noces Jeanne Nicolas, puis Narde Sire en 1686, laquelle vit encore en 1743. Un de ses enfants naquit au faubourg Manigne en 1689 ou 1690 (A. Thomas, *Inventaire*; Arch. Hôtel de ville, GG. 89, 91, 92; Arch. Hôpital, B. 187, 523, et D. 4, p. 3; Arch. Haute-Vienne, registre du Syndicat du faubourg Manigne, E. 10041).

103. Jacques MOURET, maître sculpteur, faubourg Manigne, fait marché, le 7 mars 1683, pour l'exécution de « deux niches avec les figures de Saint-Etienne et de Saint-Laurent, deux culs-de-lampe avec deux coquilles, garnis de cadres unis, plus deux grands anges assis, avec deux ornemens sur deux chevrons brisés », pour l'église Saint-Maurice de la Cité (*Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 129).

104. François CLUZEAU, « maître tailleur de pierres », 28 mai 1681, n'est pas le même que François Cluzeau, architecte (n° 30 ci-dessus), mentionné à la même date (Hôtel de ville, GG. 245).

105. Louis PAILHIER, sculpteur, époux de Catherine Blanchard, 1684. (A. Thomas, *Inventaire*, GG. 89).

106. Antoine DUCHESNE, maître sculpteur, 1688, 1689, 1702, 1707, marié à Anne Massegri, enterré le 11 décembre 1709 (Hôtel de ville, GG. 28, 29, 44, 60, 238; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 127). Peut-être est-il le père de Jacques, n° 114 ci-après.

107. Pierre BELUT, sculpteur, 1693, pourrait bien être Pierre Bellet.

108. Martin BELLET, *al.* BELLAY, m^{re} sculpteur, 1702, 1710, 1723, 1745, marié à Marguerite Rougier dès le 9 juin 1702. Il est l'auteur du rétable de la chapelle de l'Hôpital de Limoges (1). En 1710, il fait les « deux figures du grand-autel de Saint-Christophe, avec les ornements au cadre du tableau » (Hôtel de ville, GG. 61, 186). En 1712, il exécute le tabernacle de l'église Saint-Pierre de

(1) Voy. le *Bull. Soc. arch. du Limousin*, LV, 694 et ss.

Chabonais. (Ducourtieux, *Chassenon*, au *Bull. de la Soc.*, XXXVII, 210). En 1745, il traite pour le tabernacle de l'église de Magnac-Laval (A. Leroux : *Notice historique sur l'hospice de Magnac-Laval*).

109. Philippe MORISAU, sculpteur, époux d'Anne Duchesne, 1707. Mort à soixante-douze ans et enterré le 10 avril 1743 (Hôtel de ville, GG. 29, 31, 60, 63; A. Thomas, *Inventaire*).

110. Nicolas DEROCHE, *al.* DESROCHES, maître sculpteur, « natif de Saint-Martin-Auradour en Poitou », marié à Jeanne Maisonnade, mort à l'âge d'environ soixante-six ans, enterré le 3 juillet 1710 (Hôtel de ville, GG. 60; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 127).

111. René DEROCHE, sculpteur, présent au mariage du précédent, son frère, selon toute probabilité, 1674. Habitait-il Limoges? (Hôtel de ville, GG. 42).

112. N... LAGARIE (Laguérie?), sculpteur, originaire peut-être de Turenne. Sa fille, âgée de 25 ans, abjure le protestantisme en 1721 (Hôtel de ville, GG. 29).

113. Joseph BARBAT, sculpteur, 1733 (A. Thomas, *Inventaire*, GG. 119).

114. Jacques DUCHESNE, maître sculpteur, propriétaire, en 1728, avec ses frères et sœur, François, Pierre et Anne, d'une maison de la rue des Grandes-Pousses, mort à quarante-cinq ans et enterré le 22 août 1736 (Hôtel de ville, GG. 61; Hôpit. D. 4, p. 38, et communication Champeval).

115. Martial BONNADIER, sculpteur, 1735, marié à Léonarde Lanier, mort à soixante-quatre ans et enterré le 19 mars 1756 (Hôtel de ville, GG. 31 et GG. 63).

116. François BERNARD, sculpteur, époux de Catherine Tulier, 1751-1763 (A. Thomas, *Inventaire*, GG. 121).

117. N... MORISAU ou MORIZAN, sculpteur, enterré le 13 juillet 1748 (Hôpital, C. 7).

118. Jean MORIZAN, maître sculpteur, peut-être fils ou frère de Philippe (n° 109 ci-dessus), mort à cinquante-cinq ans, enterré le 30 avril 1765 (Hôtel de ville, GG. 64).

119. Martial LAROCHE (ne serait-ce pas un Deroche?), sculpteur, époux d'Anne Morizant, 1784 (Hôtel de ville, GG. 63).

120. J.-B. HUART, « sculpteur à la manufacture royale de porcelaines », 1788 (Hôtel de ville, GG. 126).

III. — Peintres, enlumineurs, écrivains

121. Adémar DE CHABANNES, moine de Saint-Cybard d'Angoulême, paraît avoir lui-même écrit le beau volume coté 5296 A du fonds latin de la Bibliothèque Nationale, dont les premières pages sont d'une grande richesse.

122. JOSFRED, novice de l'abbaye de Saint-Martial, écrivit, au XI^e siècle, par l'ordre ou sous la direction du moine Airaud, un recueil de sermons, qui est aujourd'hui le manuscrit latin 3785 de la Bibliothèque Nationale.

123. AIMOIN, auteur du manuscrit latin Bibl. nat. 5564, XII^e siècle, probablement moine de Saint-Martial. (*Aimoinus fecit istum librum*).

124. MARBODE, sous-bibliothécaire de l'abbaye de Saint-Martial qui vécut entre 1167 et 1212, est probablement le religieux de ce nom à qui on doit le manuscrit latin 1993.

125. Bernard ITIER, bibliothécaire de Saint-Martial, a écrit de sa main plusieurs volumes ou parties de volumes et l'a lui-même attesté : *B. Iterii scripsit, succentor ecclesie Sancti Marcialis* (manuscrit latin 3549, fol. 18 de la Bibliothèque nationale).

126. (?) PASSEREAU, *Prosarium de L solidis fit apud (?) Passereau* (*Historiens de France*, t. XVIII, p. 236).

127. BERNARD le peintre (*Bernardus pictor*), XIII^e siècle (Obituaire de Saint-Martial, ap. *Documents historiques*, publiés par MM. A. Leroux, E. Molinier et A. Thomas, t. I, p. 74).

128. SALANHAC, peintre, XIII^e siècle (*ibid.*, p. 57).

129. YVES ou YVON, écrivain de l'évêque de Limoges (*scriptor domini*) vers 1330. (Comptes du receveur de l'évêque, manuscrit n° 58 de la bibliothèque des Sulpiciens de Limoges, fol. 100 r°.)

(1) *Hunc fieri monachus, Christo vehementer amicus,
Airaldus jussit.*

*Et si forte cujus, studiose resciscere, lector,
Scriptoris nomen; hoc scripsit scito volumen
Jوسفredus puer, vestes industus monachiles.*

(2) *Obsecro, lector, quicumque hunc librum legeris ut Marbodi scriptoris memoriam habeat.*

130. PEYRUSSON, peintre, exécute des panonceaux aux armes du roi de France (1), XIV^e siècle. (Manuscrit n° 60 de la même bibliothèque, fol. 18 r°). Est-ce Jean *Peyrusso*, témoin en 1342? (Hôpital, III, B. 8).

131. Guillaume BARTHÉLEMY (*Guillermus Bartholomei*), *pictor castri Lemovicensis*, peintre du Château de Limoges, possède une maison rue Mirebeut, sur laquelle il paie un cens au prieur de la Maison-Dieu. Juin 1368 à 26 juillet 1380 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Pierre, liasse 3227; Hôpital, III, B. 8, et *Documents historiques* de A. Leroux, E. Molinier et A. Thomas, I, 57).

132. Etienne CHEVALIER (Chavalier), prêtre de Saint-Pierre-du-Queyroix, est l'auteur d'un livre de prières, enluminé grossièrement, à l'usage de cette église, portant la date de 1379 et conservé dans la bibliothèque des Sulpiciens de Limoges.

133. Mathieu DUBOIS, enlumineur et orfèvre, né en 1381 ou 82, mentionné par l'abbé Texier.

134. Jean MATHIAS, *al. D'ARNAC* (*Johannes Mathie aliter de Arnaco*), peintre, peint certaines parties du tombeau du cardinal de Mende. Septembre 1388 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, n° 7769).

135. « BENOIT l'argentier » est aussi peintre. Il repeint les statues de Notre-Dame et de sainte Anne dans le baptistère de la Cathédrale (2), 1408. (Arch. Haute-Vienne, n° 2488 provisoire, et Comptes du receveur de l'évêque, manuscrit 60 de la Bibliothèque des Sulpiciens).

136. Pierre DARNAT, *al. D'ARNAC*, DARNAUT, peintre, possède une maison devant la porte de l'abbaye de Saint-Martial et peut-être une autre dans les Combes, 9 octobre 1433 et 6 octobre 1444 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Pierre, n° 3883, et fonds Règle, n° 36 provisoire). C'est probablement le même que le suivant.

137. PIERRE le peintre, 1441 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, répertoire général, I, 10).

(1) *Die I novembris, solvi dicto Peyrusso, pittori, pro faciendo decem et octo pennuncellos domini regis et XXV pennuncellos de asinis (?) domini, solvi XV s.*

(2) *Benedicto argentario, pro faciendo bacinos angelorum et pro auro inde necessario pro daurando et imponendo in candelabris angelorum... Eidem, pro auro fino empto a Petro de Cruce pro daurando angelos ac pro a... do in trabe ante majus altare Lemovicensis ecclesie, ac pro repingendo ymagines Beate Anne et Beate Marie capelle baptiste nostre.*

138. Franciscus PILOXUS, peintre, XV^e siècle, mentionné par Legros : *Essais historiques sur Limoges*, p. 206 et feuillet après 358. La date de 1453 se lisait pour une statue de la Sainte-Vierge de la chapelle Sainte-Agathe, à Saint-Martial, avec cette bizarre inscription : *Lacarus de Franceschi incinsit; Francischus Piloqus pinsit*.

139. Jean FAURE dit l'Ecrivain, peintre et écrivain (*Johanni Fabri, pictori et scriptori forme...*), a vendu un missel sur lequel il lui reste dû, à la date du 15 septembre 1459, vingt-trois livres sept sous six deniers tournois (1). Qualifié *Scriptor forme* à plusieurs documents, il est dénommé *Johannes Fabri, pictor castri Lemovicensis, aliter l'Escriva*, dans un marché avec un potier auquel il commande des jarres destinées à contenir de l'huile, 12 mai 1484 (2). Ses héritiers possèdent une maison, rue Font-Grouleu, qui paraît provenir de lui (Arch. Haute-Vienne, notaires, n° 5354; fonds Saint-Martial, terrier Laurent du Pin, n° 5492 *passim*, et Legros).

140. Jean RODAUD, écrivain de lettres de forme, 12 novembre 1459 (Arch. Haute-Vienne, notaires, n° 1996).

141. Etienne DARNAC, peintre, 1461, 1493, 14 mars 1496, a une maison rue du Clocher et paraît être le même qu'« Etienne le peintre » qui possède, en 1463, une maison contiguë à un immeuble sis rue du Temple (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, répertoire général, I, 269; Hôtel de ville, GG. 206, 207, 287. Voir aux verriers, n° 939).

142. Jean ROY, *al.* LE ROY, peintre, rue du Clocher, 28 juin 1463 (Arch. Haute-Vienne, fonds Règle, n° 36 et 54, et Hôpital, III, B. 3). Est certainement le même que Jean Roy, « faiseur d'images » de la rue du Clocher. Il est parlé de la maison de ce dernier en 1488; mais à cette date l'imagier paraît être mort depuis longtemps.

143. Eustache FAURE dit l'Ecrivain (*Eustachio Fabri dicto l'Escrivo*), écrivain de lettres de forme, demeure rue Boucherie en 1472; il est encore mentionné comme propriétaire de cette maison le 5 mai 1504 et le 27 mars 1506. Il meurt avant le 7 juillet 1509, puisqu'à cette date il est fait mention de la veuve d'Eustache Faure (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, terrier Baignol, fol. 236 r°; Registre de la Trésorerie, n° 5492, fol. 60 r° et 74 v°; n° 3070).

(1 et 2) Nous avons publié le texte de ces deux actes aux pages 35 et 36 de notre étude sur *Les premiers imprimeurs de Limoges*. Limoges, V^e Ducourtieux, 1893, in-8°.

144. Mathias D'ARNAC (*de Arnaco*), appelé aussi Jean MATHIAS, peintre, possède une maison devant le pont Hérisson en 1481, selon toute vraisemblance celle qui a, en 1433 et 1444, appartenu à Pierre d'Arnac, son père ou son oncle (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial; répertoire général; registre de la Chambrerie, fol. 4; registre de la Pitancerie).

145. Pierre FAURE dit *Rampnoux*, écrivain (*honestus vir Petrus Faure, alias Rampnoux, scriptor forme. Petro Fabri, al. Rampnou, scriptore librorum*), habite la rue Fourie en 1490. Nommé ailleurs le 25 octobre 1491 (Hôpital, VIII, D. 1, fol. 49, 148 v° et divers). *Vinha de Peyr Faure, alias Rampno, escriva à Chincheauveau* (Hôpital, VIII, D. 1, fol. 2 v°).

146. Jean ROY, « peintre », nommé le 5 mars 1520 (vieux st.) et différent du personnage du même nom qui figure sous le n° 142 ci-dessus (Arch. Haute-Vienne, notaires, n° 5355, fol. 265 r°), mais le même, selon toute probabilité, que le suivant.

147. Jean REVERDY dit ROY, *al. Le Roy*, peintre, 1537 et 1538. D'un acte de 1534, il résulte qu'il était décédé à cette date. Possède une maison dans les Combes, entre la grande rue et la fontaine des Barres. Reverdy laisse deux filles : Anne et Jeannette (Hôpital, B. 63 et *passim*, D. 4, p. 341, etc.) (1).

148. Jean COURT dit Vigier COURT, peintre, 19 janvier 1546. Une maison appartenant à cet artiste et à divers membres de sa famille se vend à cette date (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, répertoire général, I, 214).

149. Pierre RAYMOND, peintre, est chargé, en 1551, de « peindre et illuminer » les trois livres de la Confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre : le registre des comptes (seul conservé, auj. aux Archives de l'Hôtel de ville), celui des reconnaissances et le terrier. Il a laissé, au premier de ces livres, la « pourtraicture » de plusieurs objets achetés par la Confrérie : celle de la « Vitre de la Cène », qui lui est payée, en 1556, 3 livres 11 sols; celle des « cornets d'argent », payée, en 1567, 17 sols; celle de la « Navette », payée 8 sols 6 deniers en 1568. Cet artiste est nommé en 1572 (Hôtel de ville, GG. 204).

150. Martial YDEUX, dit *le Pape*, peintre, a possédé, avant le 28 août 1553, une maison sise rue Manigne et qui a appartenu à

(1) Jehan Lacipetre, peintre, 1539, et le Muet de chez Salot, peintre, 1566 (DELAGE, *Confr. N.-D. La Joyeuse*, au Bull. Soc. arch. LV, p. 578, 585, 586.)

Pierre Ydeux, brodeur. Voir ci-après, n° 967. Martial est peut-être le frère de Pierre et de Philippe, mentionné à l'acte du 13 mars 1494, que nous citons à ce n° (Hôtel de ville, GG. 221, fol. 79 v°, et Hôpital, D. 4, p. 45).

151. Laurent DU BREUILH, *al.* DUBREUIL dit *Feminas* ou *Fou-rinas*, peintre, a une maison dans la rue Mirebœuf, 5 novembre 1555, confrère puis bayle de N.-D. la Joyeuse, 1555-1557 (Hôpital, B. 410 et D. 4, p. 158; VI, B. 4; VI, E. 4).

152. Jean FRENAULT écrit plusieurs passages « en grosses lettres » du terrier de la Confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Michel, 1556.

153. « Maître ANTOINE le peintre » exécute, entre 1572 et 1577, divers travaux pour la Confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre. Il reçoit cinq livres dix sols pour la peinture de dix panonceaux destinés à la confrérie; trois livres pour sa reproduction d'un tabernacle au registre des comptes; deux livres cinq sols pour celle du « candélabre » au même livre. Il décore « tant le parement du pupitre, devant le grand autel, que autres du corps de ladite esglise, où il y a huit histoires du Nouveau Testament faictes par Maistre Anthoyne le painctre; et heu pour sa fason, pour y avoir employé quelques journées, faictes sur cartes fines expresses, et pour 4 douzaines de *Jesus*, le tout faict de fines couleurs » (Hôtel de ville, GG. 204).

154. Léonard LIMOSIN, « peintre », reçoit, en 1576, six livres quatre sols pour la peinture de six panonceaux destinés à la Confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre (.). On a de lui un tableau, *l'Incrédulité de saint Thomas*, aujourd'hui au Musée de Limoges et qui était à Saint-Pierre avant la Révolution (GG. 204, manuscrit français 23914). Taxé 10 écus au rôle de l'impôt de 8200 livres. Est l'auteur d'un plan de Naugeat de 1561 (Ducourtieux, *Manuscrits et imprimés à l'Expos. de Limoges*, 1886).

155. Martial COURTEY, peintre, reçoit, en 1579, une certaine somme pour avoir « painct et dressé les deux images du candélabre, pour le pourtraict du candélabre et pour l'oripeau » (Hôtel de ville, GG. 204).

156. Henriette AUBELEY, *al.* AUBELLEY, peintre, née à Limoges, est mentionnée dans un article inséré à la *Feuille hebdomadaire* de Limoges du 13 octobre 1777, et qui en fait la femme de Hugues Barbou, le premier imprimeur de ce nom établi à Limoges. Tout donne à penser que cet article est un pur roman et Henriette Aubelley un personnage imaginaire. Notons toutefois la ressem-

blance qui existe entre ce nom et celui de Bellet, porté par un de nos sculpteurs. De plus, nous signalions plus loin un Aubelin, cartier en 1635.

157. Jean GUIBERT, «*escrivain* », 1592; «*maistre escrivain*, 1607; «*escrivain et painctre* », 1609 et 1610. Un livre d'architecture de Sébastien Serlio, qui lui a appartenu et que possède aujourd'hui la Bibliothèque communale de Limoges, offre quelques croquis à la sanguine de sa main (Arch. Haute-Vienne, fonds de la Règle, 36; Papiers de famille; Livre domestique de Martial de Gay, au château de Nexon).

158. «*Maitre GEORGES* », italien, peint des portraits à Limoges dans les dernières années du XVI^e siècle. Il fait notamment ceux de Martial de Gay, lieutenant général au présidial, et de Barbe Chenaud, sa femme, 1596, 1597 (Livre domestique de Martial de Gay, au château de Nexon).

159. Jérôme LAREY, maître peintre, marié à Marguerite Méri-gonne ou Merigoune (Mérigou ?). (*Bull. Soc. arch.*, V, 128.)

160. Jacques GRANAUD, peintre, marié à Catherine Mandillon, 1619, 1621, daté de 1640 (A. Thomas, *Inventaire*, et *Bull. Soc. arch.*, V, 128). On a de lui un plan de Saint-Lazare, qu'a décrit M. Ducourtieux (même *Bull.*, XXXIV, 215).

161. Philippe II PONCET, peintre et émailleur, époux de Paule Peyrat et mort entre le 9 août 1669 et le 7 septembre 1670, est nommé en 1653, 1658, 1669 (A. Thomas, *Inventaire*, GG. 113).

La Société archéologique de Limoges possède un recueil d'armoiries exécuté par Philippe Poncet (1), et les Archives de la Haute-Vienne (fonds des Carmes, n° 126) un plan des communaux de Pourrioux.

162. Pierre CABOUTIN, *al.* CABOUTY, peintre, 1622 (A. Thomas, *Inventaire*, GG. 108). Un Jean Cabouty, menuisier, est nommé le 17 septembre 1603 (Hôpital, VIII, D. 2, fol. 113 v°).

163. Jean CABOUTIN, *al.* CABOUTY, peintre, probablement frère du précédent (*ibid.*).

164. Le P. LUC, religieux carme, peintre habile, décora l'église des Carmes des Arènes ou Grands-Carmes et le Palais épiscopal. On trouve, sur cet artiste, un passage curieux à l'*Etat ecclésiastique de Limoges*, manuscrit de Gilles Leduc, curé de Saint-Maurice

(1) M. l'abbé Lecler l'a publié dans le *Bull. de la Soc. arch. du Limousin*, t. LIV, p. 337 et ss.

en la Cité, composé en 1702 et conservé à la bibliothèque Mazarine (1). « Le frère Luc, dit-il en parlant de l'église des Carmes, y a *éternisé* son nom par les dorures et les tableaux qu'il y a faits et par celles dont l'Evêché est orné par M. de La Fayette, qui donna une pension de 200 livres au fr. Luc ». Jouvin de Rochefort, qui visita Limoges vers 1660 (2) et qui devait plus tard habiter cette ville dont il a laissé un fort curieux plan, parle en ces termes des ouvrages du fr. Luc dans son *Voyageur en Europe* : « Les chapelles du couvent des Carmes sont admirables pour leurs peintures ». Nous n'avons pu trouver aucun renseignement sur cet artiste dans les liasses relatives à l'établissement en question.

165. Mathieu ROULET, diacre de la communauté de prêtres de Saint-Michel-des-Lions, est l'auteur d'un *Ordinaire* de l'Eglise de Limoges, enluminé, exécuté en 1630 et conservé à la bibliothèque des Sulpiciens de Limoges (Manuscrit n° 86 du Catalogue).

166. POIRIER, peintre, reçoit 18 sols pour un croquis, « un griffonnement » envoyé à Paris, lors de l'exécution de la nouvelle chaise de saint Martial, confiée aux orfèvres Pierre Celière et Claude de Viliera, 1645-1648 (Bonaventure de Saint-Amable, *Histoire de saint Martial*, t. II, p. 591).

167. LAMY, apothicaire, a laissé un curieux recueil d'armoiries très finement enluminées et où se remarquent quelques petites figures exécutées avec beaucoup de délicatesse. Ce manuscrit est la propriété de M^{me} V^e Eugène Ardant, à Limoges. Ce Lamy, qui habite le quartier du Clocher, figure en 1646 sur une liste des prudhommes chargés de nommer les consuls (*Registres consulaires*, t. III, p. 344; A. Lecler et L. Guibert, *Recueil d'armoiries limousines de Philippe Poncet*).

168. Jean MARBOUTIN, 1650 (Hôtel de ville, GG. 147).

169. Pierre GRENAUD, *al.* GRANAUD, dit NILHAUD, maître peintre, marié à Marcelle Merlhias, mort le 12 avril 1656 (Hôtel de ville, GG. 79, 82; A. Thomas, *Inventaire*).

170. Pierre NILHAUD le jeune, « maître peintre et doreur », époux de Marcelle Marchas, demeurant aux Petites Maisons du faubourg de Manigne, mort avant 1657 (Hôtel de ville, GG. 82).

171. VINCENDON, peintre, 1658 (Hôpital de Bellac, E. 5).

(1) Pub. par M. l'abbé Lecler dans le *Bull. de la Soc. arch. du Lim.*, t. XLVI, p. 301 et ss.

(2) Voy. *Bull. Soc. arch. du Lim.*, LV, 849.

172. Jérôme GRENAUD, *al.* GRANAUD, dit NILHAUD, « maître peintre et doreur », 1657, 1663, 1666, paraît être celui qui est dit, en 1670, époux de Marie Rebière, s'engage, le 3 juin 1661, à dorer, pour le prix de 116 ll., le rétable de l'église de Guéret (*Assises scientifiques de Limoges en 1866*, mém. de A. Richard, p. 165). Il meurt avant le 26 mai 1684 (A. Thomas, *Inventaire*, GG. 20 et 111; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 127-128).

173. Elie PONCET, « maître peintre de la maison de ville », fils de Philippe et de Paulie Peyrat, marié à Marguerite Pénicaud, a plusieurs enfants : Elie, Léonard, Jeanne. Teste le 20 avril 1662. Il ne lui reste, à cette époque, qu'un enfant en bas âge (Communication de M. Bourdery, *Bull. Soc. arch.*, XLIV, 271).

174. Jérôme II GRANAUD le jeune, maître peintre, 1663-1670, marié à Jeannette Foucaud, meurt le 7 octobre 1690 (Hôtel de ville, GG. 22, 52, 58; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 128).

175. Psalmet BEAULAIGUE (Boileau), maître peintre, mort à soixante ans environ et enterré le 6 octobre 1679 (Hôtel de ville, GG. 84). Lui ou le suivant peignirent en 1663 « les tableaux qui sont aux chaires des religieux de Solignac, dans le chœur » (Chronique de D. du Mas, publiée par l'abbé Lecler). Cf. ci-dessous le n° 182.

176. FORTUNE ou FORTUNE, peintre à Limoges, connu seulement par une lettre du sculpteur Perrier à M. Chorillon, 1663 (*Assises scientifiques de Limoges en 1866*, mém. de A. Richard.)

177. Léonard BACHELIER, maître peintre (1663-1666), marié à Valérie Guéry, 30 octobre 1669 (*Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 126).

178. Pierre DOULHAC, « maître escrivain », marié à Madeleine Volondat, mort antérieurement au 8 janvier 1670 (Hôtel de ville, GG. 38).

179. Simon I GRANAUD, maître peintre, fils de Jérôme I et de Marie Ribière, épouse Léonarde Besse, puis Anne Colusson, et est inhumé le 28 septembre 1670 (*Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 128-129; A. Thomas, *Inventaire*).

180. Michel DOULHAC, « maître escrivain », fils de Pierre ci-dessus (n° 178), épouse Anne Raymond en 1670 (Hôtel de ville, GG. 38).

181. Pierre MARTIN, « m^e allumineur d'images », « m^e allumineur en taille douce », originaire de « Gap en Dauphiné », paraît être fixé à Limoges. Marié à Jeanne Bordas. Mentionné de 1670 à 1677 (Hôtel de ville, GG. 26, 38, 56; A. Thomas, *Inventaire*).

182. Psalmet BOILEAU, maître peintre, époux de Catherine Lagorse, 1672 (Hôtel de ville, GG. 54).

183. Etienne DIDIER, « maître peintre de la ville de Limoges », mariée à Anne Garnier, laquelle est dite veuve à un acte du 16 mars 1673 (Arch. Haute-Vienne, n° 5426, p. 406, et 5494, p. 94, et table jointe à un autre registre).

184. Jean LAROCHE, peintre, époux de Jaquette de La Brueille des Pousses, 1675-1680 (Hôtel de ville, GG. 42; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 128).

185. François BORDAS, « marchand imageur », époux de Narde Lymousin, beau-père de Pierre Martin, 1677, est-il un peintre ou un sculpteur ? (Hôtel de ville, GG. 26).

186. Bonaventure POMMIER, peintre, 1677-1678 (Hôtel de ville, GG. 26; A. Thomas, *Inventaire*) est dit : « fils de Jeanne Laudin » (Hôpital, E. 47).

187. Léonard CHASSAGNE, peintre, 1678, marié à Anne Leclerc, habite rue des Petites-Maisons; enterré le 19 juillet 1685 (Hôtel de ville, GG. 150; A. Thomas, *Inventaire*).

188. Joseph MAISONADE, peintre, paraît être « Maisonnade le jeune » qui exécuta, en 1678, le tableau du maître-autel de l'église des Ursulines. Marié à Léonarde Martin, puis à Françoise Raby. Meurt le 15 octobre 1717 à soixante-huit ans (A. Thomas, *Inventaire*; Legros, *Mélanges manuscrits*, t. III, p. 299; Hôpital, D. 112, p. 13). Possède dans le faubourg Manigne, une maison qui, le 29 août 1693, appartient à Pierre Deschamps, sculpteur.

189. PONROY, maître écrivain, 1679, 1680, 1699 (Hôtel de ville, GG. 272; Arch. dép., registre du Syndicat du faubourg Manigne, E. 10041).

190. Pierre BEAULAIGUE, maître peintre (voir l'article qui suit), enterré le 2 décembre 1685 (Hôtel de ville, GG. 58; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 126).

191. Jean BEULAYGUE, *al.* BEAULAIGUE, maître peintre, 1685, enterré le 11 octobre 1690 (Hôtel de ville, GG. 58; *Bull. Soc. arch.*, t. V, p. 136). Legros, dans son *Dictionnaire*, dit que ses tableaux décoraient le chœur de l'église des Jacobins (Sainte-Marie).

192. Germain GRANAUD, maître peintre, 1690-1702, demeurant rue des Combes, époux de Marie Malombre. Mariage du 14 mai 1704 (Hôtel de ville, GG. 191).

193. Simon II GRANAUD, peintre, 1690 (A. Thomas, *Inventaire*).

194. Jérôme III GRANAUD dit NILHAUD, maître peintre, vivait en 1702. Le 4 mai 1702, les registres de Saint-Jean en Saint-Etienne mentionnent sa femme, Marie Malombe (Hôtel de ville, GG. 190).

195. « Le sieur POUTET, en son vivant escrivain », mentionné sans date aux registres de l'Hôpital, pour des rentes constituées antérieurement au XVIII^e siècle (Hôpital, B. 525).

196. N. BIJOU (n'est-ce pas un surnom ?) peintre, fin du XVII^e et premières années du XVIII^e siècle, « excelloit dans la grisaille » (Legros, *Dictionnaire*).

197. François MARTIN, peintre de tableaux, 31 juillet 1698, 1703, 1706, 1707. Marié à Françoise Faurie ou Fabrie (Hôtel de ville, GG. 251, et communication de M. Champeval).

198. Dom Miesme ? (peut-être Hierosme) RIGOLAUD, religieux de Saint-Augustin, qui, en 1698, dore le tabernacle de Saint-Christophe et paraît s'être occupé des réparations et du décor de cette église, est-il un peintre ? (Hôtel de ville, GG. 186).

199. Nicolas LAUDIN, « peintre et émailleur », habite « sous l'oratoire », 1745-1749 (Extraits d'actes relevés à la Chambre des notaires par M. L. Bourdery).

200. MARTIN, peintre, enterré le 17 décembre 1745 (Hôpital, C. 7). Il est peu probable, mais non impossible qu'il soit le même que François Martin.

201. Pierre LA RUELLE DE BEAUMESNIL, *al.* BEAUMENIL, BEAUMENY, comédien, archéologue, « correspondant de l'Académie des Inscriptions », dont nous n'avons pas à rappeler ici la carrière, n'était pas seulement un habile dessinateur, il peignait aussi. Dans les feuilles de ses manuscrits que possède M. Paul Mariaux, il est dit qu'il exécuta « une perspective » en 1747 dans le dortoir des Feuillants. Fixé à Limoges vers 1774 avec sa femme, Aimée Gouslin, Beaumesnil y mourut en 1787.

202. Etienne MOULINAT, originaire de Paris, enlumineur d'estampes, demeure sur la paroisse de Saint-Domnolet, 11 février 1748 (Hôtel de ville, GG. 181).

203. MAYSONNADE, peintre, a une maison rue du Fossé, 21 juillet 1750 (Hôpital, D. 4, p. 328).

204. François STAUB, peintre, 1751, marié à Catherine Olivier (Hôtel de ville, GG. 31 ; A. Thomas, *Inventaire*).

205. Jean-Baptiste NOUALHIER, fils de Baptiste (n° 214 ci-après), et peintre sur porcelaines, 1755.

206. Jean-Baptiste LANIER, « assez bon peintre et poète passablement bon », mort dans la misère en 1773 (Legros, *Continuation des Annales*). C'était un simple maître cartier « qui se meloit un peu de peinture », dit Beaumesnil dans une note (de 1747?) de ses recueils.

207. DESBUISSON, dessinateur et peintre, « fils d'artiste du Roi », demeure porte Montmailler, janvier 1777 (*Feuille hebdomadaire de Limoges*).

208. Gaëtan QUENOS, natif de Rome, mort à Limoges à cinquante-cinq ans, après un séjour de quelques mois, le 10 mars 1778 (Hôtel de ville, GG. 65; A. Thomas, *Inventaire*).

209. N. LAMARRE, peintre, élève de l'Académie d'Anvers, « peint le portrait et les tableaux de prix, soit de cabinet, soit d'église, » juillet 1778 (*Feuille hebdomadaire de Limoges*).

210. TRIGNART, « peintre en portraits à l'huile », de passage en 1779 (*Feuille hebdomadaire de Limoges*).

211. BERRY, peintre, élève de Greuze, séjourne à Limoges en 1779-80 et y fait beaucoup de portraits. La *Feuille hebdomadaire*, qui parle plusieurs fois de lui, mentionne un tableau de famille, représentant le père, la mère et cinq enfants, exécuté par lui.

212. GUESLAIN, « peintre, doreur et vernisseur de Paris », de passage à Limoges (*Feuille hebdomadaire* du 3 mai 1780).

213. M^{lle} DUMAS, peintre, peut-être originaire de Limoges. La *Feuille hebdomadaire* du 12 juillet 1780 lui consacre une réclame tout à fait extraordinaire.

214. N. NOUALHIER, peintre à Sèvres, en 1780. Pourrait être J.-B. Noualhier (n° 205 ci-dessus).

215. Martial MARTINAUD, peintre, février 1782 (A. Thomas. *Inventaire*).

216. LAROSE, qui dore, en 1784, la chapelle du Crucifix, dans l'église Saint-Domnolet, est-il un peintre ? (Hôtel de ville, GG. 184).

217. Jacques DUMENUS, peintre, 1788 (A. Thomas, *Inventaire*, GG. 126).

218. Jean-Baptiste PLUMAUSEILLE, peintre, rue de La Rochette, 1789.

219. N... VOLANGE, peintre et dessinateur, de passage à Limoges, 1790 (1).

(1) Voir aussi les beaux plans coloriés des domaines du diocèse de Limoges, qui furent dressés au XVIII^e siècle, par Malevergne, Faure, P. Beulaigne, Saleis, etc. (*Invent. Arch. Haute-Vienne*, D. 585 à 614). A. L.

IV. — Graveurs, xylographes, cartiers

220. Barthélemy DE PISTORIE, « imprimeur », rue Gaignolle, 23 mars 1381 (*Journal de la Haute-Vienne* du 6 mai 1808, d'après un *Répertoire* des prêtres de Saint-Pierre-du-Queyroix, cité par l'abbé Legros dans ses *Tables chronologiques civiles pour servir à l'histoire du Limousin*, p. 333, à la bibliothèque des Sulpiciens de Limoges).

221. BERNARD, cartier, entre 1380 et 1428 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, registre de la Chambrière, f° 133 v°).

222. Jean FAURE (*Fabri*), al. FAURE DE LA VILLATTE, « imprimeur », 1441, signalé par M. Maurice Ardant, est vraisemblablement le « Jean Faure, imprimeur », qui, en 1479, possède un jardin dans la Cité (Haute-Vienne, n° 5420. Ce titre a été versé aux Archives de l'Hôpital).

223. Etienne LASENDON, cartier, 1466, mentionné par M. Ducourtieux, *Manuscrits et imprimés à l'Exposition de Limoges*, 1886.

224. Pierre DE BEAUNOM dit LOBRE, cartier (*factor cartarum*), 1479 (Haute-Vienne, D. 424, 425).

225. Jean MOTET, al. MOLET, MOLLET, cartier (*carterius, cartarius, factor cartarum*), nommé dans un acte avec Eustache, son fils, 1479 et 15 avril 1489 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général, t. II, p. 164, 165; D. 425, et notaires Brevis et Deschamps, n° 5354).

226. M. A. RAYMOND ou REYMOND, graveur et orfèvre, 1480-1501 (?).

227. Guillaumet (*Guilhomotus*) MOTET, al. MONTET, cartier (*cartarius*), appelé aussi Guilhot MOTET, 20 juin 1492, 21 mars 1503 (vieux style), 27 août 1512, 13 août 1517 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général, t. II, p. 164, 165, et terrier Baignol, fol. 79 v°; fonds prêtres de Saint-Michel, terrier et table y annexés; Hôpital, VIII, D. 1, fol. 131 v°).

228. Jacques DE LA RUE, cartier, possède une maison rue des Combes, 18 mars 1503 (vieux style) et 6 mai 1504. Il est décédé antérieurement au 28 juillet 1530 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général, t. I, p. 71 et 72, et registre de la Pitancerie, fol. 53 r°).

229. Jean POYLEVÉ aîné, 25 juillet 1511 (Haute-Vienne, notaires, Pomeyrat, n° 920). M. Ardant paraît l'avoir trouvé à une date rapprochée de 1532.

230. Guillaume MONTEIL, cartier, 1517 (Haute-Vienne, fonds prêtres de Saint-Michel, terrier n° 5426, p. 416). Pourrait bien être le même que Guillaumet Motet, n° 227 ci-dessus.

231. Martial GAY, cartier, 13 mai 1538 et 15 mars 1538 (vieux style), c'est-à-dire 1539 (même terrier, p. 289, et table d'un autre terrier).

232. Léonard DE LA GENESTE, maître cartier, 1588 (noté par M. Champeval dans une pièce du chartrier du château de Nexon).

233. MICHEL, cartier, 1588, signalé par M. P. Ducourtieux.

234. Jean BARBONTIN, fils de feu Martial Barbontin, cartier, 1592 (Haute-Vienne, fonds des notaires, n° 2017).

235. Pierre SALARIVE, peut-être Salarier (Célérier?), maître cartier, 28 avril 1592 (*ibid.*).

236. François MONTEILH, cartier, 13 janvier 1592 ou 1594 (Haute-Vienne, fonds des notaires, n° 2017).

237. Loys BUSSIER, cartier, 13 janvier 1592 ou 1594, et 6 mars 1612 (Arch. Haute-Vienne, fonds des notaires, n° 1998 et 2017).

238. Michel BUSSIER, maître cartier, 21 février 1573 (Arch. Haute-Vienne, fonds des notaires, n° 1687).

239. Mathieu MAREYS, maître cartier, 10 novembre 1593 (Arch. Haute-Vienne, fonds des notaires, n° 2236).

240. « Pierre LE CARTIER », 10 novembre 1593 (*ibid.*).

241. (?) Guillaume MONTEIL, cartier, 1601.

242. Barthélémy MAZEYRAUD, maître cartier, 1611 (Arch. Haute-Vienne, fonds des notaires, n° 1998).

243. Martial DE LA GENESTE, maître cartier, s'associe, le 13 avril 1617, avec Guillaume Gilles, ci-après (Arch. Haute-Vienne, fonds des notaires, n° 2227).

244. Guillaume GILLES, maître cartier, 13 avril 1617 (*ibid.*).

245. « F. ARDANT, 1625 », a signé une gravure assez mauvaise, mais curieuse, représentant sainte Madeleine, patronne des Pénitents feuille morte, et l'église de Mont-Jauvy, oratoire de cette Confrérie (Bibliothèque de M. le chanoine Arbellot, Livre de prières à l'usage des Pénitents feuille morte).

246. Jean FAZENDON, cartier, 23 mars 1634 (Communication de M. Champeval).

247. Léonard DE LA GENESTE, cartier, possède, indivise avec le suivant, une maison sise rue Bancléger, 22 juin 1630 (Hôpital, D. 4, p. 28).

248. Pierre DE LA GENESTE, cartier (V. le précédent).

249. Barthélémy PASCALIÉ, cartier, 1634 (Hôtel de ville, GG. 244).

250. Autre Barthélémy PASCALIÉ, cartier, 1634 (*ibid.*).

251. Martial AURIAT, cartier, 1635 (Arch. Haute-Vienne, rôle de la taille).

252. N... MANGONNER, cartier, 1635 (*ibid.*).

253. La veuve de feu Barthélémy CHABANE, cartier, 1635 (*ibid.*).

254. AUBELIN, cartier, 1635 (*ibid.*).

255. Jean ALIOT, cartier, 1638.

256. Pierre GROS, cartier, 1638.

257. François PONROY, graveur, 1669, 1673, 1675, marié à Françoise Dupré (Hôtel de ville, GG. 21, 25, 26). On lui doit les grossières gravures qu'on trouve à la page 20 du tome III de l'*Histoire de saint Martial*, du P. Bonaventure de Saint-Amable, imprimé).

258. Jacques MEYNAGER, natif de Rouen, marchand cartier, mort à Limoges et enterré le 31 janvier 1669 (Hôtel de ville, GG. 51).

259. Gabriel DESMAISON, maître cartier, 1669, 1684 (Notes relevées par M. Bourdery à la Chambre des notaires).

260. BALSSE, graveur, 1670 (Hôtel de ville, GG. 71, 73).

261. André CHEYSSOU, maître cartier, au bas de la grande rue des Pousses, possède une maison contiguë à celle des Limosin, 14 avril 1671 et 9 janvier 1672 (Hôpital, D. 4, p. 43).

262. Guillaume DESMAISONS, maître cartier, mort avant le 27 juillet 1673 (Arch. Haute-Vienne, fonds prêtres de Saint-Michel, H. 62, fol. 90 r°, et autre terrier du même fonds, p. 167).

263. Jean FROMENT, maître cartier, mort avant le 15 juillet 1675 (Arch. Haute-Vienne, fonds prêtres de Saint-Michel, terrier, p. 204).

264. Autre Jean FROMENT, cartier, 28 septembre 1675 et 19 mars 1678 (*ibid.*, p. 211 et 213).

265. Léonard MARBOUTY, cartier, 1676 (Hôtel de ville, GG. 245).
266. Martial CRUZY, cartier, 1677 (Hôtel de ville, GG. 26).
267. Jean CHAZAUD, maître graveur, 1678, époux de Léonarde Gaignadour (Hôtel de ville, GG. 26).
268. JEAN-BAPTISTE dit *Barière*, graveur, marié à Catherine Denoier, 1683 (Hôtel de ville, GG. 28).
269. Jérôme BARIÈRE, graveur, 1683 (*ibid.*).
270. LAGNEZ dit *Cavot*, cartier, 1700 (.....). Ne peut pas être identifié avec Lasnier (n° 280 ci-après). Doit être le LASNIER, cartier, rue des Petites-Pousses, mentionné entre 1714 et 1736 aux Registres des Barbou appartenant à M. Ducourtieux.
271. N... FILLIATRE, cartier, place Manigne, entre 1714 et 1745 (Registres des Barbou) (1).
272. Martial TEXIER, cartier, nommé entre 1714 et 1751 aux Livres des Barbou. Il prend le titre de « cartier ordinaire de M. d'Aine » sur une curieuse étiquette que nous avons vue autrefois dans la bibliothèque de M. Roméo Chapoulaud.
273. Jean GUÉRIN, cartier, 1717, *al.* « marchand cartier », a une maison dans les Pousses (Hôpital, D, 4, p. 18).
274. Marc DAVID dit LAVALLÉE, graveur, marié à Marie Dupré. Son fils Gabriel est baptisé le 6 juin 1721 (Hôtel de ville, GG. 191).
275. Veuve GUÉRIN, cartier entre 1736 et 1751 (Registres des Barbou).
276. Jacques MALISSEIN, graveur, époux de Jeanne Guibert (Hôtel de ville, GG. 32).
277. Martial CYBOT, cartier, place des Bances, 1737, 1743, 1756, 1759 (Hôpital, D, 4, p. 32, et Registres des Barbou).
278. Jacques GUÉRIN, « marchand cartier », rue Bancléger, 1744 (Arch. Chambre des notaires, minutes Belut).
279. Henri GUÉRIN, cartier, frère du précédent, rue Boucherie, 1744 (*ibid.*).
280. Jean-Baptiste LASNIER, maître cartier, 1747, 1773, noté ci-dessus comme peintre (n° 206).

(1) Sa marque : *Aux armes de Lyon*, gravée sur bois, appartient à M. G. Clément-Simon. Château de Bach, par Naves (Corrèze).

281. N... MARTINAUD aîné, graveur en bois et en taille-douce, 1775, 1783 (Legros, *Continuation des Annales*, et *Feuille hebdomadaire de Limoges*).

282. Etienne CIBOT, cartier, 1775, 1782, 1790. Victime du grand incendie de septembre 1790; transporte son atelier au Collège (Reg. Hôtel de ville et *Feuille hebdomadaire*) (1).

283. Samuel FRANCHDOR (juif), graveur, de passage à Limoges (*Feuille hebdomadaire* du 9 février 1780).

284. N... LEBEAU, graveur, de passage à Limoges (*Feuille hebdomadaire* du 7 novembre 1781).

285. FILLIATRE, cartier, 1782 (Hôtel de ville, CC. 6 bis).

V. — Bahutiers, artistes travaillant le bois et artisans qualifiés « maîtres menuisiers » jusqu'au XVII^e siècle

286. Gérald GENEST, tourneur (*Girau Genest, torniers, torne-rius*), acquiert une maison rue de l'Arbre-Peint, 19 avril 1387 (Hôpital, D. 4, p. 81, et VIII, B. 9, fol. 17 v°).

287. Colau MERCIER (*Marcier, alias lo tornier*). Cette dénomination est-elle un simple surnom peut-être hérité de son père ou a-t-elle trait à la profession de Colau? (Hôpital, VIII, D. 1, fol. 5 r°).

288. Jean SIMON, *Symonis*, tourneur, 10 juillet 1500 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, registre Trésorerie, n° 5492, fol. 53 v°).

289. Jacques DE SAINT-FERMY ou FERMYS, maître menuisier, exécute, en 1513, les stalles de l'église Saint-Pierre-du-Queyroix (Communication de M. A. Leroux au Comité des travaux historiques, *Bull. arch. du ministère de l'Instr. publique*, année 1901, p. cxxv). Il est nommé les 7, 15 et 17 septembre 1490, 8 septembre 1496 et 2 juin 1508, à propos d'une maison et jardin entre la rue des Combes et la rue Froment, appartenant précédemment à Jacques, *al. Mathieu Benoist*. Mais les 13 et 17 février 1524 (vieux st.), l'immeuble est la propriété d'Etienne, qui suit, et vraisemblablement Jacques est décédé (Hôpital, D. 4, fol. 342, 343, 345, 346, 347, et VIII, D. 1, fol. 5 r°, 61 et *passim*). Cf. ci-dessus le n° 12.

290. Etienne DE SAINT-FERMY, Fermys, Fermis, dit JACQUET, menuisier, sans doute le fils du précédent, possède, les 13 et 17 fé-

(1) Sa marque : *A bon jeu bon argent*, gravée sur bois, se trouve à la Bibliothèque communale.

vrier 1524, l'immeuble dont il est parlé à l'article ci-dessus. Il est nommé en 1526 et 14 décembre 1535, 26 mars 1530 (vieux st.); il est parlé de « feu Theve de Saint-Fermys dit Jacquet, menuisier » (Hôpital, D. 4, p. 342, 343, 346, 347).

291. Antoine DE VILLEFRANCHE, tourneur, 18 avril 1545 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, répertoire général, I, 56).

292. Audoyt DE SAINT-FERMYS, « menuisier », tient, en 1534, 30 octobre, l'immeuble tenu ci-devant par Etienne, son père probablement (n° 290) (Hôpital, D. 4, p. 343). Guillaume de Saint-Fermys, maître charpentier (voir ci-dessus, n° 12), est nommé à propos de la même maison ou d'une maison à côté le 21 avril 1572 (Hôpital, VIII, D. 2, fol. 60^{re}).

293. Pierre MONLUZON, « m^e menuisier », 12 avril 1572 (Arch. Haute-Vienne, fonds Carmes des Arènes, n° 3240).

294. Jean LARMAT, « tournyer ». Sa veuve, Madelaine Fayard, est nommée le 23 juin 1574 et reconnaît devoir aux bayles des pauvres à vêtir une rente sur une vigne du Clos Thonys (Hôpital, VIII, D. 2, fol. 61, 67 et 68).

295. GAMBY, *al.* LE GAMBY, bahutier et miroitier, 1596, 1597 (Journal domestique de Martial de Gay, *ap.* Archives du château de Nexon).

296. Louis DE CLOUMENIL, bahutier, 1635 (Arch. Haute-Vienne, C. 146, rôle de taille).

297. RUAUD, fabricant de meubles, 1661 (Arch. de la famille Péconnet).

298. Jean LACOMBE, maître bahutier, 11 octobre 1676 (Arch. Haute-Vienne, fonds prêtres de Saint-Michel, terrier, fol. 198).

VI. — Fondeurs, ciseleurs, mouleurs en métaux

299. GAUTIER fonde la cloche de la basilique de Saint-Martial qu'on appelait *Vox Domini* (1) (Duplès Agier, *Chroniques de Saint-Martial*, p. 284).

300. L'ESCLAVADOR, fondeur, possède une maison hors de la porte Boucherie, XIII^e siècle (Hôpital, liève de Saint-Gérald).

301. Jean (*Johan*) D'EYJEUX, fondeur, (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

(1) *Hic fecit signum quod vocatur : Vox Domini.*

302. Mathieu *lo Senhier*, fondeur de cloches ? ou graveur de sceaux ? Sa veuve et Pierre *lo Senhier*, son fils, sont nommés dans un acte de 1329 (Arch. Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, n° 7828).

303. RAMPNOUX, ciseleur, 1503.

304. Jean BACHELIER, ciseleur, 1504.

305. N... LAGORCE, fondeur, 1507 (*Bull. Soc. Arch.*, XIII, 67).

306. « Aymeric VILLABOST, *lou Seignieys* », élu consul le 7 décembre 1512 (*Registres consulaires*, I, 65).

307. François DE LACHENAUD, fondeur, 5 février 1510, 1542 (Arch. Haute-Vienne, fonds prêtres de Saint-Michel, reg. 5426, p. 348 ; *Registres consulaires*, I, 335).

308 (?) VILAUDANUS (*sic*). Ce nom, qu'on lisait, avec la date de 1561, sur la plus petite des cloches de l'abbaye de La Règle, était-il le nom du fondeur ? (*Feuille hebdomadaire* du 7 décembre 1779).

309. Etienne dit Thévenot MATHIEU, fondeur, 1514 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, répertoire général, I, 338).

310. Mathurin GRANAUD, 1520 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

311. Michel PEILLOT, fondeur, fait pour la ville six pièces d'artillerie en 1536 et trois autres en 1537 (*Registres consulaires*, I, 283 et 293).

312. Martial PROMEYRAT, 1531 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

313. Désiré GUALBUYOT, fondeur. Son nom, certainement étranger, se lisait, avec la date de 1551, sur deux grosses cloches de Saint-Martial, le *Sauveterre* et le *Pétiniaud* (*Feuille hebdomadaire* du 2 juin 1779 ; Lecler, *Cloches*, au *Bull. Soc. arch.*, LII, 182).

314. Jean DENOUEAU dit *Canthoud*, al. CAILLAUD et CAULHAUD, fondeur, tient à cens une maison rue du Verdurier, 28 août 1553 et 1558 (Hôtel de ville, GG. 221, fol. 74 r° ; Hôpital, D. 4, p. 74).

315. FRANÇOIS le Fondeur, 1555 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, registre 9470, p. 202) est probablement François Rolland ci-après.

316. Pierre CHEVALIER, fondeur, a une maison rue Mirebœuf, 1557 (Haute-Vienne, fonds Saint-Pierre-du-Queyroix, 5420).

317. Jean BONNET, fondeur et ciseleur, 1560-1561 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 136).

318. François ROLLAND dit *Lansemant*, « maître fondeur des faux bourgs de Boucherie », ciseleur, d'après M. Ardant, nommé en 1560, fond en 1567 la cloche du cimetière de Saint-Maurice. En 1589, il fait une pièce de canon pour la ville et est arrêté par les ligueurs comme favorable aux huguenots. (Arch. nationales, KK 1212; Hôtel de ville, GG. 250; *Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 136, et Lecler, *Cloches*, LII, 189).

319. Pierre ROLAND, *al.* ROLLAND, fondeur-ciseleur au faubourg Boucherie, 1560, 1562, 1580 (Ardant).

320. Jean NILHAUD, fondeur, taxé à un écu au rôle de l'emprunt de 1569 (Bibliothèque Nationale, manuscrit français 23914).

321. Jean DE LACHANAULT (Lachenaud), fondeur, taxé en 1569 à deux écus (*al.* quatre écus) au même rôle (*ibid.*). Est-ce le même que Jean Lachenaud, fondeur, qui possède en 1608 une maison près l'arbre d'Aigoulène et en a possédé une autre même rue ? (Hôpital, D. 4, p. 234).

322. BALON, 1575 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

323. Jean TROUTIER, *al.* TROTTIER, fondeur vers 1580 et 1597, a une maison rue Boucherie (Hôtel de ville, GG. 221, fol. 76 r°; *Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

324. LÉONARD « le fodayre », 7 février 1582 (Minutes de Thoumas, notaire; communication de M. Bourdery).

325. Joseph DELAUZE, 1586 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

326. N... LAGORCE, fondeur et mouleur, 1597 (Ardant).

327. Elie ROLAND, maître fondeur, 1605, époux de Péronne Fayolle (Hôtel de ville, GG. 69; Lecler, *Cloches*, au *Bull. Soc. arch.*, LII, 189).

328. Elie FARNE, 1610 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, répertoire général, I, 318).

329. CLAVAUD, mouleur, 1610 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

330. Léonard LACHAMBRE, maître fondeur, 21 août 1611 (Haute-Vienne, fonds des notaires, n° 1998).

331. N... TEULIER, mouleur, 1617 (*Bull. Soc. arch.*, XIII, 67).

332. Remi ROZIER, fondeur, 1621 (Legros; Lecler, *Cloches*, au *Bull. Soc. arch.*, LII, 190).

333. Claude DUBOIS, fondeur, 1621, peut-être l'associé de Jean Duhamel (Lecler, *Cloches* au *Bull. Soc. arch.*, LII, 180).

334. Jean BESSOIRE, mouleur, 1624 (*Bull. Soc. arch.*, XIII, 67).
335. Pierre BESSOIRE, mouleur, 1624 (*ibid.*).
336. Pierre ARDILIER, fondeur, 1626 (*ibid.*)
337. Albert GASMIADOU, fondeur, 22 juin 1630, possède une maison rue Bancléger (Hôpital, D. 4, p. 28).
338. Leonard CHASTENET, fondeur, 1635 (Haute-Vienne, rôle de taille).
339. CHENAUD, 1640 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).
340. Joseph DENOUEAU, dit CAILLAUD, fondeur, 1640 (Hôtel de ville, GG. 285).
341. Jean TROUTIER, fondeur vers 1640, peut être le même que celui du n° 323 ci-dessus (GG. 285).
342. Noël VARAIGNE, dit *Nardon*, fondeur, a un immeuble rue Croix-Neuve, demeure « dans les Petites-Maisons » en décembre 1652, vit le 11 décembre 1669 (Actes communiqués par M. Victorin Buffière; Hôpital, D. 4, p. 298).
343. François GUIBERT, balancier, mort ...?, pourrait avoir aussi exercé la profession de mouleur. On trouve chez lui, lors de l'inventaire de son mobilier après décès, douze moules à faire les figures des Saints de l'Ostension (Minutes de l'étude Billard, communication de M. L. Bourdery).
344. François BOUYER, fondeur, 1660-1661 (Inscriptions des cloches de Saint-Martial, à la *Feuille hebdomadaire* du 2 juin 1779; Lecler, *Cloches*, au *Bull. Soc. arch.*, LII, 176).
345. P. PALAY, associé de François Bouyer (*ibid.*)
346. PASAUD, fondeur, a une maison rue Arbre-Peint, janvier 1664 (Hôpital, D. 4, p. 82).
347. Joseph GUYTARD, *al.* GUITARD, maître fondeur, possède une maison rue des Pousses, une autre rue Sainte-Valérie, 1660, 1666, 1668, 28 mars 1677 (Hôpital, D. 4, p. 36, 372 et 373, et divers; *Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).
348. Jacques GUYTARD, *al.* GUITARD, maître fondeur, certainement de la même famille que le précédent (Hôp. D. 4, p. 372-373).
349. Pierre BREGEFERT, maître fondeur, 1669 (Hôtel de ville, GG. 21).
350. Pierre TABARD, maître fondeur, 1675 (Archives de la famille Péconnet).

351. Henry LAGORCE, maître modeleur, 1677 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

352. COLY, fondeur, 1681-1686 (Haute-Vienne, registre syndicat du faubourg Manigne).

353. Jean MONTAUDON, fondeur, 1682 (*Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67).

354. Siméon, *al.* Simien GUYTARD, fondeur, 1683 (Hôtel de ville, GG. 245).

355. Jean CONDAT, fondeur, 1683 (*ibid.*).

356. Pierre COUTAUD, « fondeur de la Cité », 1685 (Haute-Vienne, registre syndicat du faubourg Manigne; Lecler, *Cloches*, au *Bull. Soc. arch. du Lim.*, LII, 179).

357. ROCHE, fondeur, a des enfants qui sont baptisés, 20 février 1687 et en 1690-91 (Registre syndicat du faubourg Manigne; Lecler, *Cloches*, au *Bull. Soc. arch.*, LII, 189).

358. MATHURIN, mouleur. Il a un enfant en 1689 (*ibid.*).

359. Jean LACHENAUD, *al.* DE LACHENAUD, 1694 (Hôpital, B. 497, 526, et *Bull. Soc. arch.* t. XIII, p. 67).

360. « PIRON le mouleur », 1696 (Haute-Vienne, registre syndicat du faubourg Manigne).

361. Michel JOUET, fondeur, 1715.

362. N... LE BRUN, fondeur, 1733. Son nom, avec cette date, était gravé sur une cloche de la Cathédrale. On le lisait aussi sur une cloche de La Règle, avec la date de 1733, en compagnie du nom de Michel Conpain, peut-être un associé (*Feuille hebdomadaire* du 22 février et 7 décembre 1779; Lecler, *Cloches*, au *Bull. Soc. arch.*, t. LI, p. 215).

363. Michel CONPAIN (voir le n° précédent).

364. BEAUREGARD, fondeur, 1722 (Hôpital, D. 4, p. 339.)

365. Joseph MORIN, fondeur, 1733. Son nom était gravé sur des cloches de Saint-Martial (*Feuille hebdomadaire* du 2 juin 1779). Il établit en 1765 un martinet au Prouhet, près Limoges (Lecler, *Cloches*, au *Bull. Soc. arch.*, LII, 187).

366. Barthélémy CHASLIVET, fondeur, 1740-1743 (Chambre des notaires aux Arch. dép., minutes Belut).

367. Jacques CHASLIVET, fondeur, 1743 (*ibid.*)

368. Pierre PETIT, « marchand fondeur », a une maison près Saint-Aurélien, 2 juillet 1751 (Hôpital, D. 4, p. 206).

369. Etienne COUTAUD, fondeur, 1736-1779, probablement le même que N. Coutaud, fondeur, quartier Manigne, 1783, et qui, en 1787, fabrique des cloches pour plusieurs paroisses de la Saintonge (Hôtel de ville, BB. 4; minutes Chambre des notaires; Legros, *Continuation des Annales*; *Bull. Soc. arch.*, t. XIII, p. 67; Lecler, *Cloches*, t. LII, p. 179).

370. Barthélémy CHASTENET (Chatenet) a une maison rue Montant-Manigne, 1754-1758 (Hôpital, D. 4, p. 57, 58).

371. Pierre CHATENET, 1758 (*ibid.*).

372. Guillaume CHATENET, 1758 (*ibid.*).

373. Jean ROCHE, fondeur, 1763 (Archives du château de Chaufailles, communication de M. Champeval; Lecler, *Cloches* au *Bull. Soc. arch.*, LII, 189).

374. PETIT fils, fondeur, quartier Lansecot, 1788 (Hôtel de ville, BB. 4.)

375. CHEVALIER, fondeur (Hôtel de ville, *passim*).

VI. — Forgerons et serruriers d'art

376. Pierre LA BORIE jeune (1) — *La Boria* — forgeron, exécute la grille et les portes de fer qui entourent le tombeau du cardinal de Mende, à Saint-Martial. Décembre 1388 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, 7769).

VII. — Armuriers (2)

377. Lancelot LAMBERT, armurier, possède avant 1378 une maison rue du Clocher (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général, I, f° 214).

378. Jean PORTAUD, armurier, 1433 (*Bull. Soc. arch.*, XIII, 136).

(1) Famille de forgerons souvent nommée. Nous connaissons Bertrand Laborie, faure, mort avant le 22 janvier 1391 (vieux style), et qui pourrait être le père de ce Pierre ou d'un autre forgeron du même nom. L'immeuble des Combes, qui appartient en 1490 à Jacques de Saint-Fermy, menuisier, n° 289 ci-dessus, provient de ces Laborie.

(2) Nous n'avons compris, dans cette liste, ni les fourbisseurs, ni les arquebusiers, arbalétriers et brigandiniers.

379. Guillaume PORTAUD, *scuturarius* (1), 1433 (Ardant).

380. Martial NAVIÈRES, al. *Ciali Navieyras*, armurier, (*armurarius*), décédé avant le 29 décembre 1481, a laissé deux fils, Martial et Barthélémy ci-après, vivant à cette date; a eu un troisième fils, Guillaume, mort à une époque antérieure (Haute-Vienne : fonds des notaires, n° 5354).

381. Martial NAVIÈRES (*Navieyras*), armurier (*armurarius*), marié à Jeanne Portaud, 29 décembre 1481 (Haute-Vienne : fonds des notaires, 3544 et 5354).

382. Barthélemy NAVIÈRES, armurier (*armarius*, pour *armurarius*), 29 décembre 1481, 22 janvier 1482, vieux style (*ibid.*).

383. Jean NAVIÈRES, armurier, 29 décembre 1481 (*ibid.*).

384. Julien NAVIÈRES, armurier, 25 juin 1485 (*ibid.*).

385. Pierre NAVIÈRES, armurier, 1519 (Haute-Vienne : fonds du notaire Textoris, 5355).

386. Jean DE SAUTRO (ou Santro), armurier, 22 février 1554 (vieux style). (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. de la Trésorerie 5492, fol. 144).

387. Elie MARTEAU, armurier du faubourg Manigne, 1556 (Reg. paroissiaux de Saint-Maurice, GG, 250).

388. François NAVIÈRES, marchand armurier, 1556 (Hôpital : I, B. 7, f° 12 v°).

389. Pierre BELLAT, armurier, possède une maison rue Manigne, 1559 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, f° 340).

390. Bernard LONGEAUD, armurier, 1561 (*Bull. Soc. arch.*, XIII, 136).

391. Pierre LONGAUD (Longeaud?), armurier, 13 janvier 1574 et 15 mai 1575 (Hôpit., VIII, D. 2, fol. 65 v° et 71 v°).

392. Jean DE COURBIAC, al. COURBIAT, « armurier des faubourgs de Manigne », « marchand armurier », 1560, 1569 et 9 novembre 1570, taxé à deux écus au rôle de l'emprunt de 1569 (Arch. Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Pierre, 3883; chartrier de Nexon, communication Champeval; Bibl. Nat., manuscrit français 23914).

393. Pierre RIGO ou BIGO, maître armurier, seconde moitié du XVI^e siècle (Hôtel de ville, GG. 218).

(1) Nous soupçonnons ici une mauvaise lecture; il est fort possible que Portaud fût un simple ceinturier (*senturarius*).

394. Léonard PONCET, armurier, a été propriétaire d'une maison place Saint-Michel, au haut de la rue du Clocher, contiguë à celle que possède, le 1^{er} juin 1630, Philippe Poncet. A cette date, il est parlé de feu Léonard Poncet, armurier (Hôp., D. 4, p. 276, 277).

395. PONCET, armurier, fabrique une armure complète, « salade, brassars, cuirasse, plastron, cuissars, janoulières et culotz », pour le lieutenant général Martial de Gay, avec des plaques de fer que celui-ci lui fait délivrer (*Journal domest. de Martial de Gay*).

396. Jean CHAMBON, armurier, 1635 (Haute-Vienne, rôle de la taille).

397. Pierre FOURNIER, armurier, 1660 (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, reg. 5426, p. 317).

398. Jean MATHÉON ou MASLÉON, armurier, mort avant le 16 février 1675 (*ibid.*, p. 341).

399. Léonard CHARDON, armurier, 1697 (Hôtel de ville, GG. 251).

400. Jean MALISSEN, maître armurier, 1706 (Hôtel de ville, GG. 238).

401. François MALISSEN, « armurier en Manigne », 30 mars 1708. Sa maison est vis-à-vis l'Oratoire (Hôpital, E. 14).

402. Jean ROQUET, maître armurier, 1^{er} décembre 1724 (Hôtel de ville, GG. 242).

403. N... THARAUD, armurier près la porte des Arènes, août 1776 (Hôtel de ville, BB. 4).

404. Pierre VERGNAUD, « m^e armurier », habitant la Porte Montmailler, vend en 1738 une maison du Verdurier. Il meurt avant 1782 (Hôtel de ville, CC. 6 bis; Hôpital, D. 4, p. 75 et E. 16).

VIII. — Horlogers

405. MONTÉGUT dit NADAUD, « orlogeur » près Saint-Michel, 1484 (1). (*Bull. Soc. arch.*, XIII, 136).

406. Jean PICARD, « horlogier et serrurier », 1^{er} juillet 1524-1542, a une maison rue de l'Arène. Le 23 janvier 1589, il est question de feu Jean Picard (Hôpital, D. 4, p. 287; H. 6 et 8; *Registres consulaires*, I, 335; II, 68, 210).

(1) N'y aurait-il pas une erreur et ne faudrait-il pas identifier ce Montégut avec le suivant (n° 407) du même nom ?

407. Jean MONTÉGUT, « maistre horlogeur », place Saint-Michel, octobre 1589 (Arch. nationales, KK., 1212), 1630 (Arch. Hôpital, B. 61).

408. Jacques JOLLIVET, « m^{re} horlogier », 17 janvier 1609, a une maison au faubourg Manigne (Hôp., D. 4, p. 6; VIII, D. 2, fol. 117 r^o).

409. PAPON, « horlogeur », 1635 (Reg. des tailles).

410. COULOMB, « horlogeur », rue des Taules, 1678 (Hôpital, D. 4).

411. Jean GEORGET, « maistre orologuer », 1691 (*Livre de raison* de Joseph Péconnet).

412. Paul GASTINAUD, « horloguer », enterré le 24 septembre 1698 (Hôtel de ville, GG. 251).

413. CLOQUEMAIN, « horlogeur » du faubourg Manigne. Son fils se marie en 1722 ou 1723 (Reg. du syndicat du faubourg Manigne, aux Arch. de la Haute-Vienne, p. 172).

414. RAMBOZ, horloger, rue Fourie. Sa maison s'écroule dans la nuit du 8 au 9 juillet 1782 (Legros, *Continuation des Annales*).

415. Antoine SAVARIN, horloger, paraît être un simple commis, 1787 (Liste de la milice).

416. VAUDET, horloger, décembre 1788 (Hôtel de ville, registre BB. 4).

417. JOLY, horloger, répara l'horloge de Saint-Martial, 1788-89 (Legros, *Continuation des Annales*).

418. CHATENET, « gendre à Savarin », horloger, 1788 (Registres paroissiaux).

IX. — Potiers

419. P. LE GERLIER, « la meygo de P. lo Gerlier », au-delà du pont Saint-Martial, 1395 et suiv. (Hôpital, VIII B. 9, fol. 57 r^o).

420. Jacques DELORT dit Jurgat (?), potier, marié à Marguerite Pralline (Pratly?) paraît être un potier d'étain, car il est ailleurs qualifié de pintier. Deux maisons et deux vignes qui lui ont appartenu sont mises en vente le 16 avril 1488 (Hôpital, D. 4, p. 257).

421. François FOURNIER (*Franceys Fornier*), gerlier, demeurant rue des Pousses, a une vigne dans Encombe-Vineuse (Hôpital, VIII, D. 1, fol. 5 v^o).

422. Pierre FOURNIER (Fornier), potier (*figulo sive gerlerio*), traile avec Jean Fabri, peintre, pour la fourniture de buies, 12 mai 1484 (Haute-Vienne, fonds des notaires, 5354).

X. — Orfèvres et orfèvres-émailleurs (1)

423. ABBON, maître de la Monnaie de Limoges et habile orfèvre, maître de saint Eloi, fin du VI^e siècle (T.).

424. Saint ELOI, orfèvre, fin du VI^e siècle ou commencement du VII^e siècle (T.).

425. Saint THILON, *al.* TEAU, orfèvre, VII^e siècle.

426. (?) BAUDERICUS, BAUDRICUS, orfèvre, VII^e siècle (A.).

427. (?) Frère GUILLAUME, orfèvre et émailleur, auteur de la crosse de Ragenfroy, évêque de Chartres : *frater Wilelmus me fecit*; peut-être Limousin, milieu du X^e siècle (T.).

428. ÉTIENNE, abbé de Saint-Martial, fit la *Morène*, X^e siècle (T.) (2).

429. GAUBERTUS, GAUZBERTUS, JOSEBERTUS, moine de Saint-Martial, X^e siècle. (*Chron. de S. Martial*).

430. GEOFFROI I, abbé de Saint-Martial, aurait « fait » deux croix d'or, fin du X^e siècle (T.) (3).

(1) Trois écrivains limousins, MM. l'abbé Texier (*Essai sur les émailleurs et argentiers, Dictionnaire d'orfèvrerie, Annales archéologiques, Manuel d'épigraphie*); — Maurice Ardan (*Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. V, p. 105; VI, 106, 143; VII, 61, 156; VIII, 5; IX, 97; X, 77, 147; XI, 5, 60; XII, 95, 117; XIII, 161, 166; XIV, 128); — Auguste Du Boys (même *Bulletin*, t. V, p. 113), ont étudié d'une façon toute spéciale les documents se rapportant à nos orfèvres et à nos émailleurs, et on leur doit des listes bien incomplètes, précieuses toutefois, de ces artistes. Dans le nouveau relevé que nous en donnons ici, comme dans celui que nous avons publié en 1884 à la suite de notre notice sur *l'Orfèvrerie et les orfèvres de Limoges*, nous indiquerons par une simple initiale : T, A ou D, quand nous aurons emprunté nos renseignements à un de ces auteurs, celui que nous mettons plus particulièrement à contribution. — Cf. Emile Molinier, *Dict. des émailleurs depuis le moyen-âge...* (Paris, 1^{re} édit., 1885).

(2) *Stephanus abbas fecit la Morena* (*ibid.*).

(3) *Joffredus abbas fecit duas cruces aureas* (man. latin n° 1338 de la Bibliothèque Nationale, fol. 243, v°). On remarquera que le même document ne paraît pas se servir de ce mot *fecit* pour *fecit fieri*, car il dit

431. GEOFFROI II, abbé de Saint-Martial, aurait « fait » une couronne d'or pour le Sépulcre, 1008-1019 (T.) (1).

432. FULBERT, prêtre, probablement moine de Saint-Martial, aurait fait une châsse d'or avec un crucifix d'onix (2).

433. Matheus VITALIS I (Vidaud), vers 1090 (T.).

434. JOURDAIN l'orfèvre ou le doreur (*Jordani au dorezi*), fin du XI^e ou commencement du XII^e siècle (*Cartulaire d'Aureil*, publ. par M. de Senneville, ap. *Bull. Soc. arch.*).

435. ÉTIENNE, abbé de Saint-Augustin de Limoges, orfèvre, † 1127. (*Annales bénédictines* (T.).

436. GUINAMUNDUS, orfèvre et émailleur, XII^e siècle (T.).

437. Pierre DU BARRY, abbé de Saint-Martial, originaire d'Aixe et appartenant à une noble famille de cette localité, aurait « fait » quatre petites couvertures de livres, deux candélabres d'argent et deux vases aussi d'argent (*ampullas*), † 1174 (3).

438. RAYMOND, abbé de Saint-Augustin-les-Limoges, orfèvre † 1184 (*Annales bénédictines*).

439. ISEMBERT, abbé de Saint-Martial, orfèvre, 1177-1198 (*Chron. de S. Martial*).

440. REGINALDUS (Raynaud ou Regnaud), orfèvre et émailleur fin du XII^e siècle (*Inventaire de Grandmont*).

441. Jean GARNIER, orfèvre et émailleur, a signé : *Johannes Garnerius Lemovicensis*, un crucifix en cuivre émaillé que possède le Musée de Cluny. Fin du XII^e siècle ou début du XIII^e.

442. (?) Elie MARCHÉ (*Helias Merchat*), pendant qu'il remplissait les fonctions de chévecier, † 1214, donna la statue (en métal ou en

plus loin : « *Bernardus Iterii, tunc tesararius, jussit fieri crucem de auro que adoratur a conventu. — W. Vidals atulit crucem Domini de Sepulcro. — Yrindrudis regina dedit capsulam Sancti Vincencii.* » (*Chron. de S. Martial*, éd. Duplès-Agier, p. 287).

(1) *Alter Joffredus abbas coronam auream de Sepulcro.* (*Ibid.*). Cette mention suit la précédente. C'est donc *fecit* qui est sous-entendu.

(2) *Fulbertus levita fecit capsulam auream, ubi crucifixus in onichino* (*ibid.*).

(3) *Petrus abbas deu Barri, iij textos minores de argento, et duo candelabra argentea et duas ampullas argenteas* (*ibid.*). Le verbe de la phrase qui précède est *fecit*.

pierre) de la Vierge, qui était, à la fin du XII^e siècle ou au commencement du XIII^e, dans la chapelle de Saint-Martial (1).

443. Guillelmus LA CONCHA, sacristain de Saint-Martial, orfèvre. Le trésor de Saint-Martial possédait deux candélabres dorés de sa fabrication. Mort vers 1226 (*Chroniques de Saint-Martial de Limoges*, publ. par Duplès Agier; *le Trésor de Saint-Martial*, par le même, *ap. Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, 4^e série, t. 1).

444. CHATARDUS, *clarissimus aurifex*, orfèvre, 1211 (*Chron. de S. Martial*).

445. G[eraldus ?] ALPAIS, orfèvre et émailleur. A signé l'objet connu sous le nom de Ciboire d'Alpais et conservé au Musée du Louvre; XIII^e siècle.

446. Gérard FABRI, abbé de Saint-Augustin, orfèvre † 1264 (*Annales bénédictines*) (T.).

447. Jean DE CHANTELAS ou CHATELAS, orfèvre et émailleur, nommé, dans une lettre de Gui, prieur général de Grandmont, en 1267, comme l'auteur du tombeau de Thibaut IV, comte de Champagne, pourrait être le même que le suivant.

448. Jean I GUITBERT, fermailler, nommé à une pièce donnée par M. Allou (*Description des monuments de la Haute-Vienne*, p. 368) comme portant la date de 1254, en réalité de 1274.

449. Jean VITALIS (*Vidaud*), orfèvre, 1275 (A).

450. Geoffroi GÉRALD, orfèvre, 1279 (Haute-Vienne : fonds de l'Evêché, registre *Tuæ Hodie*, fol. 19, et registre d'honnages, I, 8).

451. Jean DE LIMOGES, orfèvre, exécuta en 1296 le tombeau de l'évêque Gautier de Merton pour la cathédrale de Rochester (Albert Way, cité par l'abbé Texier), et celle de Guillaume de Valence pour l'abbaye de Westminster (Molinier).

452. (?) AIMAR, orfèvre (*N'Aimar, dorador*) (2), XIII^e siècle (Hôpital : aumônes Sainte-Croix, comptes des bailes, publié dans notre notice sur *les Confréries de dévotion et de charité*, p. 17.

453. Pierre I DU BOYS (*de Bosco*), orfèvre, 1303. Son atelier était situé place du Cloître de Saint-Martial, peut-être dans la « Mai-

(1) *Helias Merchat, tunc capicerius, imaginem Dei genitricis de Sepulcro (ibid.)*. C'est le mot *adtulit*, employé à l'article précédant celui-ci, qui semble sous-entendu.

(2) Peut-être faudrait-il lire *N'Aimar d'Orador*. De là le point d'interrogation dont nous avons fait précéder ce nom.

son des Orfèvres » que mentionnent plusieurs documents contemporains. Est-ce le même que *P. deu Bosc, argentier*, à qui a appartenu une maison de la rue Ferrerie qui, en 1395 ou peu après, est la propriété d'autre Pierre *deu Bosc*? (Haute-Vienne : série E. n° 8329, et testament de Pierre de Saint-Paul; Hôpital, VIII B. 9, fol. 38 r°).

454. Guillaume LE BORGNE, orfèvre, 1306 (D. T.).

455. Jean DE LIMOGES (*J. Lemovicus*), orfèvre, 1312 (T). Pourrait fort bien être le même que celui figurant sous le n° 448.

456. Pierre DE LIMOGES (*P. Lemovicus*), orfèvre, frère du précédent, 1312 (T).

457. BERNARD, fermaillier, achète une maison rue Manigne, en 1316 (n. st.). (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général, I, f° 335).

458. (?) RADULPHE « le patenostrier » possède une maison rue Manigne, près la ruelle Aussaber, en 1316. Ce n'est peut-être qu'un simple « maillier » (Hôpital, D. 4, p. 51).

459. Jean DE BALEZIS, orfèvre, 1322, 1323, 1329 (Haute-Vienne : reg. divers du fonds de Saint-Martial; Hôtel de ville, GG. 209; Hôpital : maison-Dieu). C'est probablement celui dont le nom est plusieurs fois rappelé dans la liève VIII B. 9 des Pauvres à vêtir. Il est appelé *Johannes de Balazas, aurifaber*, au reg. III B. 8 de l'Hôpital, qui nous fait connaître le nom de sa femme, Jeanne *de Fagos* (vendredi après *Reminiscere*, 1322-1323). Ils possèdent une maison rue du Puits de Saint-Pierre-du-Queyroix.

460. Jean I CAP, orfèvre, 1334-1366. A, à cette dernière date, son atelier sur la place du Cloître-Saint-Martial (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général et n° 8329).

461. Pierre AYMERIE, orfèvre, possède une maison « au-dedans de la porte Boucherie », 1335 (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, registre n° 5426, fol. 79).

462. Aymeric CHRÉTIEN (*Aymericus Christiani*), orfèvre et émailleur, est l'auteur du grand buste en cuivre repoussé de saint Ferréol, que possède l'église de Nexon, et que l'artiste a signé et daté de 1346. Cette famille Chrétien a dû donner d'autres orfèvres et paraît avoir été alliée au siècle suivant avec les Salcys.

463. Jean II VIDAUD, orfèvre, 1347-1368 (A. T.).

464. Pierre I VIDAUD, orfèvre, 1347-1368 (A.).

465. Bernard I VIDAUD, orfèvre, est dit mort en 1349 (Haute-Vienne, fonds des Jacobins, n° 7983).

466. Jean I GRÉGOIRE, orfèvre, 1348, (Haute-Vienne, fonds de Saint-Pierre-du-Queyroix, n° 7763).

467. Barthélemy VIDAUD (*Vitalis*), orfèvre, fils de Bernard, a des « treilles près les Carmes. Figure à un obituaire des XIV^e-XV^e siècles de la confrérie des Pauvres à vêtir; 1349, 1357, 1364, 1372, 1380, 1393, 1393, 1401 (Haute-Vienne : fonds divers n° 1273, 3884, 7983 bis, etc.; Hôtel de ville, *passim*; Hôpital, D. 11, p. 294, et VIII, B. 9, fol. 61). Il n'est pas impossible qu'il y ait eu, dans la seconde moitié du XIV^e siècle, deux orfèvres de ce nom (T.).

468. Jean I DU BOYS, orfèvre, 1356 (Bibl. Nationale, coll. Moreau, t. CCCXXXVI, fol. 168).

469. TERNIUS, TERRIUS (*Iterius*?) DEU LINGE ou DEU LIEIGE, orfèvre, 1356. (Arch. de la Haute-Vienne, registre Broussaud).

470. Marc DE BRIDIER, orfèvre, religieux, 1360 (T.). Est l'auteur de la châsse de saint Nice que conservait l'église de Grandmont et qui portait cette inscription : « *Me fabrecit frater Marcus de Briderio, anno milleno bis centum bis octuageno.* » Ne saurait être confondu avec un personnage du même nom, moine de Saint-Martial, sacristain de Saint-Pierre du Sépulcre, nommé à plusieurs délibérations capitulaires, entre autres à un acte du 23 août 1494 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. de la Trésorerie, n° 5492).

471. Léonard VIDAUD, orfèvre du château de Limoges, âgé de quarante ans vers 1393, né par conséquent vers 1355. Nommé en 1362, 66, 81. Il achète soixante livres, en 1366, l'atelier des héritiers de Pierre du Boys place du Cloître de Saint-Martial. Il a habité Avignon, sous le pontificat du pape limousin Grégoire XI (1370-1378). Doit être le même que le *Leonardus Vitalis*, qualifié de *campor* (changeur) en 1388, et l'orfèvre du même nom qui, le 9 novembre 1381, vend une rente à la confrérie de Notre-Dame du Puy (Haute-Vienne, série E, n° 8329; Hôpital, B. 62 et D. 4, p. 354; Barbier de Montault : *Le spolium d'Aymeric Chapt, évêque de Limoges*, ap. Bull. Soc. arch. du Lim., XLI et XLII).

472. N... CAP, orfèvre, fils de Jean, travaille avec son père, 1366 (Haute-Vienne, série E. 8329).

473. Pierre LANGLEYS, *al.* LENGLEYS, orfèvre, 20 octobre 1366, 1369 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, n° 5722 et 3071).

474. Guillaume LANGLEYS, orfèvre, frère ou neveu du précédent, 1369 (*ibid.*).

475. Pierre DE TULLE (*de Tutella*), orfèvre, 1370 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, n° 5721).

476. Pierre II DU BOYS, orfèvre, 1380-1395. C'est probablement le *Petrus de Bosco*, fils de Jean, qui habite la rue des Taules et est nommé en 1395 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Pitancerie, fol. 79; Hôtel de ville, *Cartulaire du Consulat*, et T).

477. Bernard II VIDAUD, orfèvre, 1381 (A).

478. Bernard BUAT, orfèvre, 1385 (A).

479. Alexandre GRÉGOIRE, orfèvre, vit le 24 octobre 1387, est dit défunt à un acte du 14 janvier 1393 (Haute-Vienne : fonds du Collège, D. 22, et Saint-Martial, divers).

480. Jean I TEXIER, orfèvre, 1389 (A).

481. Martial JULIER, *al.* JULHIER (Julien ou de Julien ?) orfèvre, possède un immeuble dans le faubourg des Arènes, 1390, 1395, 28 avril 1396 (Hôtel de ville, *Cartulaire du Consulat*, fol. 55; Hôpital, B. 162, et D. 4, p. 381).

482. Pierre I MERCIER, orfèvre, 1391, 1395, 1404, est baile de sa corporation en 1395 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial; Hôtel de ville, *Cartulaire du Consulat*, fol. 55 et 56).

483. Hugues GRÉGOIRE, fils d'Alexandre (n° 479) et frère de Pierre ci-après, orfèvre, 14 janvier 1393. (Haute-Vienne, D. 422).

484. Pierre I GRÉGOIRE, frère du précédent, orfèvre, 14 janvier 1393. Est-ce le fabricant de croix — *Petrus Gregorii qui fecit cruces* — qui habite la rue du Clocher dans les premières années du XV^e siècle ? (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Pitancerie, fol. 75). C'est probablement celui dont la fille Guillelmine épouse Guillaume Disnematin.

485. Martial BENOIST, orfèvre, 1395 (Hôtel de ville, *Cartulaire*, fol. 55 v°) est probablement le même que Benoît l'argentier (*Benedictus argentarius*), nommé en 1408 aux livres de comptes de l'édifice de la Cathédrale, et que Martial Benoist, argentier, qui vit en 1419 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, sacristanie (1)).

486. Pierre DE CHATEAUNEUF (*Peir de Chastelneu*), orfèvre, 1395 (Hôtel de ville, *Cartulaire*).

487. Martial PREOUREAU, orfèvre, 1395 (*ibid.*). L'abbé Texier a lu : *Soman*. Cette lecture : Prèoureau, nous paraît certaine. Nous trouvons, du reste, à la même époque à la liève VIII B. 9 des Pauvres à vêtir (Hôpital, fol. 51 r° : « *Meygo que fo P. Priourau* »).

(1) *Benedicto argentario, pro faciendo bacinos angelorum et pro auro inde necessario pro daurando et imponendo in candelabris angelorum* (Arch. Haute-Vienne, fonds du chap. cathéd. n° 2488).

488. Pierre DE JULIEN (*de Julia*), orfèvre, 1398; un des deux bails de la corporation à cette date (*ibid.*).

489. Jean II CAP, orfèvre, 1398 (*ibid.*).

490. Aymeric VIDAUD, orfèvre, 1398 (*ibid.*).

491. Barthélemy MAIGNE (*Manha*), orfèvre, 1398 (*ibid.*). Est le B. *Ayauha* du *Limousin historique* et de M. l'abbé Texier?

492. Mathieu DU BOYS, orfèvre, fin du XIV^e siècle et 1406, 1410, 1419, 1428; mort vers 1440: Habite la Cité et est témoin à l'intéressant testament de Jean de Sandelles (Legros, *Mélanges manuscrits*, t...? p. 309; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial; registre de la Pitancerie, fol. 29 et 79, et de la Sacristanie, fol. 81 v^o).

493. Jean I MERCIER, orfèvre, 1411, 1412, 1419, 1425, 1430, est appelé à plusieurs documents « Jean Mercier, des Taules ». Il possède une maison au Pont Saint-Martial (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Sacristanie, fol. 53 v^o, et Pitancerie, fol. 30, 76, 77; Hôtel de ville, GG. 206. V. aussi Ardant).

494. Pierre II MERCIER, probablement frère du précédent, orfèvre, vit en 1425 et 1460. Pourrait être à la rigueur le même que Pierre I (n° 482) (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, divers, et fonds des Notaires, n° 1996).

495. Jean I BOYOL, orfèvre, 1427.

496. Jean III VIDAUD, orfèvre, 1430 (A.).

497. Pierre II GRÉGOIRE, orfèvre, 1431 (A.). Nous présumons que M. Ardant a donné cette date d'après une mention du 15 mars 1431 du *Pouillé*, relative à une vicairie fondée à Saint-Pierre par un Disnematin, son petit-fils (*Pouillé* de l'abbé Nadaud, publ. par l'abbé Lecler, p. 151). Mais il n'est pas dit que Pierre Grégoire vivait à cette époque. En tout cas, ce serait le même que Pierre I (n° 482 ci-dessus).

498. Jean II MERCIER, orfèvre, 1461 (Hôtel de ville, GG. 206 et A.).

499. Etienne JOUBERT, orfèvre, est âgé de plus de cinquante ans en 1461, vit en 1464 et est dit défunt en 1474 (Haute-Vienne : fonds divers, 1376, 6656; fonds des prêtres de Saint-Pierre, terrier Dupin, fol. 147. A.).

500. Philippot LÉGIER, dit *Philippot d'Orléans*, orfèvre, XV^e siècle (une maison de la rue Ferrerie qui a appartenu aux Mourinaud, « a present eys de Phelipot Legier, argentier, autrement apelad Phelipot d'Orléans ». S. d.) (Hôpital, liève des Pauvres à vêtir,

VIII, B. 9, fol. 38, v°). En 1490, « Parreta Legiere est veuve de Jean Tonelli, orfèvre, et reconnaît tenir une maison rue Ferrerie (VIII, D. 1, fol. 36 r°).

501. Mathieu VEYRIER, orfèvre, 1464, 1471, 1484, 1485, 1495. Il est fait mention à un acte du 5 décembre 1506 de Pierre, fils de feu Mathieu Veyrier, orfèvre, et petit-fils de Léonard Veyrier (Haute-Vienne : fonds du notaire Brevis 5354; Hôtel de ville, GG. 207, 287; Hôpital, B. 193; D. 4, fol. 400, A. D. T.). Antoine Gentien, marchand d'Angoulême, est condamné en mars (1480, vieux style) 1481, à lui payer 52 sols 2 deniers pour prix d'anneaux que Veyrier lui a livrés.

502. Albert ARDIT, orfèvre, 1465, 1483, 4 août 1485, 23 octobre 1490, 4 novembre 1502, 21 mars 1503, v. st. A une maison rue du Fossé, près le Portail Imbert (1), — à droite en descendant, d'après l'indication d'un terrier du XVIII^e siècle (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, terrier Baignol, fol. 80 r°, et des Notaires, n° 5354; Hôtel de ville, GG. 210, fol. 32 (A.); Hôpital, D. 4, p. 324).

503. Jean MATHIEU, orfèvre, 1451, 1453, 1459, 1460. Il a quitté, en 1458, une maison rue Ferrerie qu'il tenait à cens des consuls. A un acte de 1469, il est question de feu Jean Mathieu (Haute-Vienne : fonds des Notaires, n° 1996 et 2097; Hôtel de ville, GG. 221, fol. 96; Hôpital, B. 77 et B. 497; III, B. 3; D. 4, p. 241).

504. Jean ARDANT, orfèvre, 1453 (A.). Peut-être s'agit-il, au document étudié par M. Ardant, d'un Jean Ardit.

505. Martial SAVALHO (*Sabalho*), orfèvre, 1455 (Haute-Vienne : fonds des Notaires, n° 1996). Est certainement le même que Martial Tabalho, orfèvre, signalé sous la date de 1473 par M. Ardant.

506. Jean II GUIBERT, orfèvre, marié à Anne Chazaud, 1457-1459 (Haute-Vienne : fonds de La Règle, n°...?... et des Notaires, n° 1996).

507. Jean II BOYOL, *al.* BOYON, orfèvre, fils d'Etienne Boyol et frère de Simon ci-après, vit le 7 septembre 1459. Une mention de 1508 énonce qu'il est défunt (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, n°...?... et fonds des Notaires, n° 1996, 5354).

508. Simon BOYOL, orf., frère du précédent, 1459-1482 (*ibid.*).

509. François I GUIBERT, orfèvre, 1461; quitte Limoges pour s'établir au Puy en Velay, où il se marie. C'est à lui que le roi

(1) *Domo sita... juxta et subius portale Ymbert, inter domum Alberti Arditi, aurifabri, ex una (parte) et carreolum de Joumard ex alia parte, et arborem vocatum de Beauvayr* (Hôpital, VIII D. 1, fol. 73 v°).

Louis XI commande, en 1476, une niche d'orfèvrerie du poids de cent marcs, destinée à la statue de Notre-Dame (*Chron. d'Etienne Médicis, bourgeois du Puy*; de Lasteyrie, *Hist. de l'orfèvrerie*).

510. Nicolas CHABESSIER, dit *Marotaud* ou *Maroutaud*, appelé aussi Colaud Marotaud, orfèvre, est dit frère de Pierre Chabessier et beau-père de Pierre de Borie, *al.* de La Borie 1467, 1484, 1486, 1492, 1494, 1495. Vend, à cette dernière date, un verger qu'il possède au Pont-Saint-Martial. Mort avant le 10 avril 1504. Il est père de Pierre Chabessier, orfèvre (n° 526 ci-après). (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, terrier Baignol, fol. 128 r°, et répertoire général, I, n° 421; fonds des prêtres de Saint-Michel, terrier; fonds de La Règle, *passim*; Hôpital, B. 195 et 196; D. 4, p. 421-422).

511. Jacques CHABESSIER, *al.* CHABESSUT ou CHABESSON, dit *Maroutaud*, orfèvre. Paraît être mort avant les 29 juillet et 23 août 1468 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général).

512. Martial VIDAUD, orfèvre, 1470 (A.).

513. Denisot PRÊTRE, de « Meaux en Liege », orfèvre, mort vers 1470 (T.).

514. Jean IV VIDAUD, dit *Pamy*, orfèvre, 1471 (A.). Il possède une maison rue Poulailière. C'est très probablement le *Johannes Vitalis* qui est dit, le 3 septembre 1485, fils et héritier de Jeannette Raymond, et qu'on trouve nommé en janvier 1483 (v. st.), novembre 1485 et le 3 janvier 1486 (v. st.). Il meurt antérieurement au 19 avril 1504. Sa veuve Mathive (*al.* Valérie) Rogier a eu de lui deux fils, Jean et Martial (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Baignol, fol. 181 v°; fonds des notaires, n° 5354).

515. Jean II DU BOYS, orfèvre, 1472 (A.).

516. Pierre III DU BOYS, orfèvre, 1472. Est fils de Jean II, n° 515 (A.).

517. Barthélémy MERCIER, orfèvre, 1474, 1494, 1495, 1504. Fils de Jacques, nommé les 24 avril et 20 mai 1504 comme propriétaire d'une maison sise au Peyrou Sainte-Valérie, et les 28 mars et 2 avril 1504 (v. st.), c'est-à-dire 1505, à propos d'un autre immeuble qu'il possède rue du Temple, au coin du charreyron allant au Clocher (Bibl. Nationale, manuscrit latin, n° 9195; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Baignol, fol. 100 v°, 101 r°, 125 v°, et répertoire général, I, 107; Hôtel de ville, GG. 207, 288; Hôpital, D. 4, p. 261).

518. Philippe TONEAU, *al.* GABA, qui a (16 janvier 1477) un procès au sujet d'un cens dû pour une maison de la rue Ferrerie,

est certainement le même que Philippe Toneu ou Taneu, orfèvre, condamné le 13 juillet 1481 à payer un cens pour le même immeuble (Hôpital, D. 4, p. 253). Sa veuve, Perrette Legière (voir n° 500) est nommée le 23 avril 1490 (*ibid.*).

519. Martial I GUIBERT, orfèvre, 1474 (A.)

520. Pierre BRUNET, *al.* BRUNEL, orfèvre. A une maison rue de La Pousse, 1474-1491 (Haute-Vienne, fonds prêtres de Saint-Michel, terrier n° 5426, fol. 99).

521. Jean II GRÉGOIRE, orfèvre, 1477 (A.).

522. M. A. RAYMOND, *al.* REYMOND, orfèvre et graveur, 1480-150 (A.). (Voir ci-dessus, n° 226).

523. Jacques I VEYRIER, orfèvre 1480-1482, mort en 1489 à soixante-six ans (Haute-Vienne, fonds de Saint-Pierre, 6121; Hôpital B. 58).

524. Bernard III VIDAUD, orfèvre, fin du XV^e siècle (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, *passim*).

525. Pierre I VEYRIER, orfèvre, fils de Jacques, possède ou habite une maison rue Boucherie, 1480, 1493, 1502, 1504, 1507. Il est parlé de défunt Pierre Veyrier à un document du 6 mai 1541, à propos d'une vigne de Vieilhas-Claux. Sa femme, Jeannette Du Peyrat, veuve en premières noces de Martial Audier, fonda à Saint-Pierre la vicairie dite « de la Pucelle », le 1^{er} juin 1507 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, 3612, et répertoire général, I, 324; Hôtel de ville, GG. 207, 218, 287; Hôpital, D. 4, p. 144-145; *Pouillé* de Nadaud, publ. par M. Lecler, p. 156 (A.).

526. Jean I CHABESSIER, dit *Marotaud*, orfèvre, 1481. Est-ce Jean Chabessier dit Marotaud, mort antérieurement au 18 novembre 1482, et qui a laissé trois fils : François, Jacques ou Pierre? Haute-Vienne : fonds des notaires, n° 5354 et divers).

527. Pierre I GUIBERT, orfèvre et émailleur, 1481, 1505, 1508. Habite rue Montant-Manigne. Possède une maison rue du Marché, au sujet de laquelle il est mentionné à la date du 19 mars 1503 (v. st.). Exécute en 1508, étant consul, la masse d'argent du Consulat, qui est portée dans les cérémonies, devant le corps municipal, et qu'on engage dans les mauvaises années (*Registres consulaires*, I, 6, 10, 14, 15, 16, 21; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, terrier Baignol, fol. 68 v^o et divers).

528. Aymeric I GUIBERT, dit *Mérigot*, orfèvre et émailleur, 1481, 1496, 1524, 1529, 1539. Frère du précédent. Possède une maison rue de Font-Grouleu et paraît avoir une vigne à Vieilhas-Claux

avec Pierre I Veyrier ou à la suite de celui-ci. Il est condamné en 1524, comme caution de Jean Pelette (n° 607), à payer pour celui-ci, aux bailes de Notre-Dame du Puy une rente arriérée. Il meurt en 1540 ou au commencement de 1541 et est remplacé par Martial Rogier en qualité d'orfèvre « de l'église et chapitre de Saint-Martial » (Legros, *Extrait des actes capitulaires de Saint-Martial*, de 1538 à 1555, à la bibl. des Sulpiciens; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, 3612, et répert. général, I, 193; Hôpital : B. 194, et D. 4, p. 400 (A.).

529. Jean PEYROCHE, orfèvre, 1481 (A.).

530. Mathieu DE SOLIGNAC, orfèvre, 1481 (Haute-Vienne : fonds des notaires, n° 5354).

531. Guillaume DE SOLIGNAC, orfèvre, 1481-1482. Marié à Bénigne Testas, qui lui survit. Possède une vigne au Pont-Saint-Martial, une autre près la porte des Arènes. Un acte du 8 février 1484 (v. st.) le mentionne comme défunt; à un autre, postérieur de quelques mois (22 octobre 1485), il est fait mention de sa veuve. Cet artiste exécute pour l'abbaye de Solignac divers objets : une statue en argent de saint Pierre, « patron du monastère », d'un pied et deux doigts de hauteur; une croix processionnelle d'argent, enrichie de pierreries; un reliquaire en cuivre (1), etc. (Haute-Vienne : fonds des notaires, 5354; Hôpital, D. 4, p. 1, 382; VIII, D. 1, fol. 30 v° et 114 r°).

532. Jean I VEYRIER, orfèvre, 1482 (Haute-Vienne : fonds de l'Evêché, *Livre d'hommages*, t. II, f° 21 et A.).

533. Pierre I DE MONTGEORGES (*Petrus de Montegeorgii*), fils de Jacques de Montgeorges, couturier, orfèvre, 1482, 1483, 8 juin 1485, 4 avril 1504. Possède une maison rue Manigne (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Pitancerie, fol. 149 r°; fonds des notaires, 5354).

534. Martial MEYZE, al. MEYSE, orfèvre, 14 juin 1482, 24 mai 1490, 1^{er} décembre 1491; mort avant 1520 (Haute-Vienne : fonds Saint-Pierre-du-Queyroix, 3882; fonds prêtres de Saint-Michel, terrier, p. 199; Hôpital, VIII, D. 1, fol. 45 v° et 115 r°).

535. Jean DE CEUX, orfèvre, 7 janvier 1482 (v. st.) (Haute-Vienne : fonds des notaires, 5354).

536. Etienne RAOUL (*Radulphi*, al. *Rodulphi*), orfèvre, 1483-1487 (*ibid.*, 5354 et A.).

(1) Nous avons publié le contrat relatif à la commande de ces objets dans notre notice sur *l'Orfèvrerie et les orfèvres de Limoges*, p. 75).

537. Pierre DE CEUX, orfèvre, 18 février 1483 (vieux style), 1484 (*ibid.* et divers).

538. Denis CROISILLE (*Crosille*), *al.* DE LA CROISILLE ou DE LA CROUZILHE (*Dyonisius Crosilhe*, *al. de Crozilha*), orfèvre, 1483, 27 janvier (vieux style). Il meurt avant le 2 mars 1504 (vieux style), et à cette date sa veuve, Marguerite Durand, est nommée par un acte (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Pitancerie, fol. 122 r°; Hôpital, VIII, D. 4, fol. 102 r° et A.).

539. Gav. ARDANT, orfèvre, 148. ? (A.).

540. Guillaume DES MOULINS (*de Molendinis*), orfèvre, 1487 (A.).

541. Jean BONNEL ou BONNEAU (*Bonnelli*), orfèvre, 1487 (A.). Pourrait être Jean Benoist (*Benedicti*) ?

542. Michel I ROUSSET, *al.* ROUSSAT (*Rossati*), orfèvre, 1487-1514 (Haute-Vienne, fonds Saint-Pierre-du-Queyroix, 6287 (A.).

543. Pierre ARDIT, orfèvre, 1487, 1493, 1504 (Bibl. Nationale, manuscrit latin 9195; Arch. Basses-Pyrénées, série E., pièces diverses).

544. Jean GRANIER ou GRENIER, orfèvre, fils de Guillaume, notaire, et petit-fils de Pierre, possède une maison au carrefour de Bernard Mayne, près la rue Biscote et « le Fossé », 10 avril 1489, 1501, 1502, 15 avril, 10 et 12 juin 1504. A la date du 6 mars 1536 (vieux style), il est dit défunt (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, terrier Baignol, fol. 157 v°, 193, 194, 260 v°, 266 v°; répert. général, I, 190 et 205; Hôpital, D. 4, p. 329).

545. Jean TOUNEAU, orfèvre. Sa veuve, Perrette Léger, est nommée le 23 avril : *Parreta Legiere, vidua condam Johannis Tonelli, aurifabri*, et reconnaît tenir des bailes de la Confrérie des Pauvres à vêtir une maison rue Ferrerie (Hôpital, VIII, D. n° 36 v°. Signalé par M. Leroux à l'*Inventaire des Archives hospitalières*). Cf. ci-dessus le n° 500.

546. Martial PEYROCHE, orfèvre, fils de Jean, probablement n° 529 ci-dessus, est nommé en 1490 (A.).

547. Maureil I MATHIEU (*Mourel Mathet*), orfèvre, possède une maison rue Gaignolle, 14 janvier 1490 vieux style (1491) et 24 mars 1507 vieux style (1508). (Hôpital, D. 4, p. 302 et 304).

548. PIERRE, *al.* PENOT BRUNEAU (*Penotus Bruneau*), orfèvre, fils de Jean (n° 520 ci-dessus), a une maison dans la Petite-Pousse, 11 avril 1491 (Hôpital, D. 4, p. 17; VIII, D. 4, fol. 104 r°).

549. François BESSON, orfèvre, 1491 (Haute-Vienne, fonds des Notaires, 7068).

550. Jean BILLARD, orfèvre, 1491-1504. A une maison rue Font-Grouleu. En 1534, il est parlé de lui comme défunt (Papiers de la vicairie des Gauthier, à la Bibliothèque des Sulpiciens; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial).

551. Pierre DE BEAUNOM dit *L'Obre*, orfèvre, 1492-1508 (Hôtel de ville, divers; Hôpital,

552. Bartholomé TENANCIER (Texandier?), orfèvre, tient des consuls, comme administrateur des aumônes, une maison rue du Temple et leur fait à ce sujet le 12 mars 1494 (vieux style) une reconnaissance (Hôtel de Ville, GG. 221, fol. 69 v°).

553. Léonard PÉNICAUD, orfèvre (*Lieunard Penicaud*, argenter), 16 décembre 1493, 23 juillet 1495 (Hôpital B. 305, 306, et VIII D. 1, fol. 151 r°, 165 r° et 181 v°). Possède en 1493 une vigne au Clos Sainte-Croix, au delà du pont Saint-Etienne. Est-il le même que l'orfèvre de ce nom qui possède, le 21 décembre 1519, une vigne à Sennecor et qui est de nouveau nommé, à l'occasion de cette vigne, le 3 février 1527, vieux style (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. de la Frérie des Ames du Purgatoire)? Est-ce le Léonard Pénicaud dit *Dadou*, qui possède une maison rue Boucherie, près la rue allant à la porte Vieille-Monnaie et qu'on trouve nommé en 1508 et 1510, au terrier 5426 des prêtres de Saint-Michel, p. 78 à 80? D'autre part, peut-on identifier Léonard Pénicaud, nommé en 1495, 1519 et 1527-28, avec l'émailleur Léonard dit Nardon Pénicaud?

554. Guillaume GRANIER ou GRENIER, orfèvre, fils de Jean (n° 544 ci-dessus), 1497 (A.).

555. Pierre I LAS AYRAS, orfèvre (*faber auri*), possède une maison rue Sainte-Valérie, fin du XV^e siècle et 13 février 1504, vieux style (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, terrier Baignol, fol. 302 r°, et répert. général, I, 107).

556. Charles FAULCON, orfèvre, qui figure, en 1498, pour 600 livres à un état de gages payés par ordre de Charles VIII à divers artistes (Document publié par M. de Montaiglon) et plus tard à divers mandements de François I^{er}, pourrait être le chef de la famille de ce nom ou un des premiers de ses membres qui ait exercé l'art de l'orfèvrerie. Il n'est pas impossible qu'il eût habité Limoges et qu'il fût originaire de notre ville.

557. Léonard DU BOYS, orfèvre, 1500-1504, possède une maison près l'Andeix de Manigne (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, terrier Baignol, f° 104 r°; fonds des notaires, *passim*).

558. Maureil II (*Maurilius, Moureilh*) MATHIEU (*Mathei*), orf., a une maison rue Gaignolle, 14 janvier 1490 (v. st.). Il est nommé encore le 24 mars 1507 (Hôpital D. 4, p. 304; VIII D. 1 fol. 97 v°).

559. Guillaume VARACHAU, orf., vers 1500 (A.).

560. Jean I VARACHAU, orf., fils de Guillaume, vers 1500 (A.).

561. Martial CHATARD, orf., vers 1500 (A.).

562. N... VINCENT (*la Vincenda, argentaria*), orf. vers 1500 (A.). Peut-être n'est-ce qu'une marchande.

563. Jacques JANAILHAC, Jacques DE GENALHAC ou DE JANEILHAC, *al.* Jacques JANAILLAT, a une maison rue de l'Arbre-Point et un jardin près l'échelle de Frégebize, 1501, 1502, 12 novembre 1510, 15 novembre 1514 (Bibl. Nationale, man. lat., n° 9195; Haute-Vienne : fonds des notaires, n° 5355; Hôtel de ville, GG. 221, 287; Hôpital, VIII, D. 1, fol. 5 v° et 185 v°; A. Leroux, *Inventaire des Archives hospitalières*).

564. Mathieu FIQUET, *al.* FRIQUET, orfèvre, 1502, 3 avril 1504. Parait allié de Pierre Le Court ci-après (n° 576), et possède en indivis avec lui une grande maison rue du Clocher. Il est marié à Jeanne Texier (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, 4192, et fonds des prêtres de Saint-Michel, terrier, p. 44).

565. Jean MURAT, orfèvre ou doreur (*aurearius*), novembre 1502 (Hôtel de ville, GG. 287, fol. 111 r°).

566. Jacques DE FURZAC, orfèvre ou doreur (*aurearius*), novembre 1502 (*ibid.*, fol. 115 r°).

567. Guillaume SALEYS, *al.* SALEIX (Sadeix par erreur), orfèvre 1502, 1507, 22 mars 1507 (vieux style), possède une maison au haut de la rue du Clocher, confrontant à l'ancienne Monnaie (Hôtel de ville, GG. 207, 221, 287; Hôpital, B. 525 et D. 4, 275). Cette maison a été accensée le 5 janvier 1424 par un Jean Christian, qui appartient sans doute à la même famille que l'artiste auteur du buste-reliquaire de saint Féréol.

568. Léonard DE AMELHAC, orfèvre, a une vigne entre l'Arbre-Point et la rue Vieille-Monnaie, 1504 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général) Voy. ci-dessous n° 573.

569. Pierre II DE MONTGEORGES, orfèvre, 24 avril 1504 et 12 décembre 1507. Parait habiter la grande rue Manigne. Il n'est pas absolument certain qu'il soit distinct de Pierre I (n° 533); il semble, toutefois, qu'il n'y ait pas identité entre ces deux artistes (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Pitancerie, fol. 205 v°).

206 r°, 207 r°; terrier Baignol, fol. 149 r°; fonds des notaires, n° 920, Pomeyrol).

570. Pierre CHABASSIER, *al.* CHABESSIER ou JABESSIER dit *Marotaud*, orfèvre, dit « fils de feu Nicolas » (n° 510), les 10 avril 1504 et 4 février 1506. Est mentionné le 6 juin 1509 comme l'époux de Madeleine Cousturas, est nommé le 21 février 1531 (vieux style). Possède une maison au Pont-Saint-Martial. C'est probablement celui qu'on trouve encore en 1543 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, reg. Baignol, fol. 128 r°; Hôpital, B. 196 et D. 4, p. 421 et 422). Pourrait être le père de Jean II (n° 526 ci-dessus).

571. Jean BENOIST, orfèvre, a une maison rue Porte-Poulail-lère, 1504 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial, registre Baignol, fol. 181 v°).

572. Martial DE JANEILHAC, *al.* DE JANAILHAC, orfèvre, possède un jardin rue de l'Arbre-Peint, 1504 (*ibid.*), fol. 283 v°).

573. Martial DE AMEILHAC, orfèvre, 1504 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, 334). Pourrait être le même que le suivant et peut-être que le précédent.

574. Martial D'AMAIGNE ou DE ANEIGNE, orfèvre, a un jardin rue Arbre-Peint, 1504 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Pitancierie, f° 283 v°).

575. Jacques BENOIST, orfèvre, 1504 (A.)

576. Pierre LE COURT, orfèvre, 3 avril 1504. Possède une maison rue du Clocher et une vigne au Clos Thonis. Le 19 janvier 1510 (vieux style), il est parlé d'une vigne du Clos de La Borie « qui fut de Pierre de La Court, orfèvre » (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, liasses 4176, 4192; terrier Baignol, fol. 127 r° et v°; répert. général, II, 229).

577. Jean DE BLON, orfèvre, rue Gaignolle, 17 avril 1504 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, terrier Baignol, fol. 170 r° et v°).

578. Jean III GUIBERT, orfèvre, 1506. Probablement le même que Petit-Jean Guibert ou Jean Guibert le jeune, monnayeur, qui soutient en 1514, avec l'aide de ses collègues de la Monnaie, au sujet des franchises de la corporation, un procès contre les consuls, et qui achète avec Catherine Gergot, sa femme, une maison sise grande rue Manigne et relevant de la confrérie des Pauvres à vêtir, 1514, 1515. Le même possède à Naugeat une vigne confrontant à la vigne de Pierre Guibert, son frère, et à celle de Léonard Guibert, son neveu (*Registres consulaires*, I, p. 72 et ss.; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, n° ..?..; Hôpital, D. 4, p. 61 et 62).

579. Jean I FIQUET ou FRIQUET, *al.* FIQUET l'aîné, « orfèvre et argentier », époux de Valérie Jouviond, possède une maison rue Banléger pour laquelle il est assigné par les bailes des Pauvres à vêtir et condamné à acquitter une rente arriérée, 1504, 1526, 20 février 1528 (vieux style), 11 août 1539 (Haute-Vienne : fonds de l'Evêché...?...; fonds Saint-Martial...?...; fonds prêtres de Saint-Pierre, terrier de Bony; Hôpital, B. 43 et D. 4, p. 31).

580. Aymeric ROGIER, *al.* ROUGIER, orfèvre, 28 février 1511 (Hôpital, VIII, D. 1, fol. 8^{re} 190^{re} et 192^{re}).

581. Jacques BOYOL, orfèvre, 1512 (Haute-Vienne : fonds des notaires, 920).

582. Michel DE MONTGEORGES, orfèvre, 13 mai 1514 (*ibid.*).

583. Gabriel REYMOND, orfèvre, 1514 (?), 1521, 1542, 1551 (A.).

584. Martial BARDONNAUD, *al.* BARDOUNAUD, orf., 1515 (A.).

585. Jean TEXANDIER ou TEXENDIER, orfèvre, 10 avril 1516, 23 mars 1526 (1527), marié à Anne Descars, mort avant 1561. Possède une maison rue Ferrerie et rue du Temple, peut-être même deux immeubles (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial...?...; Hôpital, B. 77, D. 4, p. 257, 263 et registres divers).

586. François ARNAL, argentier du cardinal d'Albret, est à Limoges le 12 janvier 1518 (vieux style), mais rien ne prouve qu'il soit originaire de cette ville ni qu'il y ait jamais résidé (Haute-Vienne : fonds des notaires, 5355, Texier) (4).

587. François BOTIN, orfèvre, « filz de feu Jehan Botin », demeure rue Cruchedor ; a deux sœurs : « Mariote, *alias* Pinete, et Magdalene », et reconnaît, pour le compte commun, tenir diverses vignes de la confrérie des Pauvres à vêtir. 9 novembre 1519 (Hôpital, VIII, D. 1, fol. 195^{re}).

588. Pierre VIGIER, dit *Callet*, orfèvre et émailleur, 1523, 1528, 15 février 1536 (Voir ci-après n° 589).

589. Jean II VEYRIER, orfèvre, frère de Mérigot Veyrier, aussi orfèvre, et fils de Pierre, est propriétaire d'une maison rue Boucherie, 1523, 14 novembre 1555 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, 324 ; Hôpital, VI, B. 1 ; VI, E. 1).

590. Dominique I MOURET, orfèvre, 1523, 9 août 1534, 14 mars 1548, 1562 (Haute-Vienne : fonds des notaires, 1170 ; Hôtel de ville, GG. 287, fol. 164 ; Hôpital, B. 182 et 236).

(4) Vileta, orfèvre, 1518 (DELAGÉ, *Confrérie de N.-D. la Joyeuse*, au *Bull. Soc. arch.*, t. LV, p. 658).

591. Psaumet I PÉCONNET, huitième fils de Psaumet Péconnet, notaire, est dit « orfèvre et émailleur » les 15 septembre 1523 et 18 février 1528 (vieux style). Il épouse en premières noces Berthe Grégoire — contrat du 19 octobre 1530 — et en secondes noces Marsalle Benoist — contrat du 31 mars 1543. Il fait son testament en août 1565 et y ajoute un codicille le 25 juillet 1566. Laisse trois fils : Jean, Pierre et Psaumet, les deux derniers orfèvres, et au moins une fille mariée à Guillaume Mouret, orfèvre (Archives de la famille Péconnet, *Repertorium titulorum* et divers).

592. Michel II ROUSSET, orfèvre, 1529 (*Registres consulaires*, I, 181, 183). Peut-être est-il le même que Michel I.

593. Guillaume PEYTEAU, orfèvre, 1529 (T.).

594. Gery ou Gory (diminutif de Gregori) PINCHAUD, orfèvre, 1531 et 8 mars 1546 (vieux style). (Haute-Vienne : fonds de l'Evêché, *Livre d'hommages*...?...; fonds prêtres de Saint-Pierre...?..).

595. Gery ou Gory VIDAUD, orfèvre, 1531, nommé aussi au *Livre d'hommages* de l'Evêché, paraît être le même que le précédent. C'est l'avis de M. Ardant.

596. Pierre VIGENAUD, al. VIGNENAUD, al. VIGNEHAUD, dit *Courteaud*, al. *Courtoys*, orfèvre, rue Fourie, 1533, 5 janvier et 9 août 1534, 14 mai 1559 (Hôtel de ville, GG. 211 et 287, fol. 164 et 180; Hôpital, D. 4, p. 251, et VIII, D. 1, fol. 222 v°); doit être le même que N. Vigenaud, nommé aux recueils de Nadaud et de Legros, et qui confère, en 1569, une vicairie fondée dans l'église de Soubrevas par sa famille (*Pouillé* de Nadaud, p. 190) (1).

597. Aymeric, al. Mérigot ou Meri VEYRIER, orfèvre, frère de Jean, a un jardin rue Boucherie, 1536, 1550, 1555. (*Registres consulaires*, I, 442. Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, 324; fonds Collège de Limoges. Hôtel de ville, GG. 210). Pourrait bien être le même qu'Aymeric Vigier, signalé par M. Ardant sous la date de 1555.

598. Jean I POYLEVÉ, orfèvre, habite le faubourg Saint-Gérald en 1537, vit en 1555 (A.).

599. Maureil DE LÉPINE (*Moureilh de Lespine*), orfèvre, 18 février 1538 (vieux style) (Haute-Vienne, prêtres de Saint-Pierre, terrier de Bony, fol. 79 v°).

600. Martial ROGIER, orfèvre, remplace, le 7 octobre 1541, Aymeric Guibert (n° 528) comme orfèvre de l'église et chapitre de

(1) Thève Gaquet ou Jaquet, orfèvre, 1534-35 (DELAGE, *Confrérie N.-D. La Joyeuse*, au *Bull. Soc. arch.*, LV, 576, 577).

Saint-Martial (Bibl. des Sulpiciens : Legros, *Extrait des registres capitulaires*, de 1538 à 1555).

601. Jean COURT, orfèvre, est dit défunt en 1541 (A.).

602. Jean II FRIQUET, *al.* FRICQUET le jeune, orfèvre, 1541-1542 (Hôpital et A.).

603. Pierre II VEYRIER le jeune, orfèvre, 1543 (Hôpital, B. 284).

604. Jean DU PONT, « feu Jean du Pont, jadis orpheuvre de Limoges », a possédé une terre au Clos-Landry et est mentionné en ces termes à un acte (Haute-Vienne : fonds prêtres de Saint-Pierre, terrier de Bony, fol. 139 v°).

605. Jean ROUSSET, orfèvre, 29 janvier 1543 (vieux style), possède une maison rue Boucherie (Haute-Vienne : fonds prêtres de Saint-Michel, terrier, p. 82).

606. Jean BERTRAND dit *Patisso*, orfèvre, 20 juillet 1548, 14 mars 1548 (vieux style), 1551, 1554, 1560, 1561, 1566, 21 août 1571 ; mort avant le 17 février 1588, vieux style (1589). Sa maison est sise rue de la Fontaine-des-Barres, à gauche en allant de la fontaine à la rue des Combes. Le préche des réformés est établi dans cette maison après l'édit du 17 janv. 1562 : « après lequel (les huguenots) se retirèrent dans les maisons et firent leurs prières en seureté, jusques à ce qu'ayant achetté la maison d'un nommé Jean Bertrand, orpheuvre, située près l'hospital de Saint-Martial, dans la basse cour d'icelle, dressèrent une chère et des bantz pour l'exercice de la religion ». En 1563 « fust estably le presche, comme devant, dans la maison de Miette, joignant par le dernier à celle dudit Bertrand ». Les deux maisons avaient probablement une communication (*Annales manuscrites de Limoges*, p. 343-347. Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, n° 4173, et répert. général, I, 24 ; fonds des prêtres de Saint-Michel, reg. 5426, p. 246, 247, 464 ; fonds des notaires, 1170. Hôpital, D. 4, p. 341, 370).

607. Jean PELETE, orfèvre, 6 avril 1551, condamné à payer un cens sur sa maison de Rafilhou (Hôpital, D. 4, p. 114).

608. Jean IV GUIBERT, orfèvre, 1551. Pourrait être le même que Jean III dit Petit-Jean (n° 578 ci-dessus). (Hôtel de ville, reg. du Saint-Sacrement de Saint-Pierre).

609. (?) Pierre I BERTRAND, « filz de Jehan Bertrand dict Patisso, orpheuvre », 10 décembre 1569, témoin à un acte (Hôpital, VIII, D. 1, fol. 240 v°).

610. Jean I PINCHAUD, orfèvre, 1551-1559 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial ; *Pouillé* du diocèse, p. 152). Les Pinchaud paraissent n'être qu'une branche de la famille Vidaud.

611. Jean YVERT, orfèvre, 1551, 1571, 1573, 1575, 1584. Exécute, en 1573, le bourdon d'argent de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre et reçoit 61 ll. 18 s. pour argent, façon et dorure (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial...?...; Hôtel de ville...?...; Hôpital, VIII, D. 2, fol. 35 v°).

612. « Le Petit POCHÉ », orfèvre, 1552 (Hôtel de ville, ..?.. Ce surnom (le nom de Poché est inconnu en Limousin) peut désigner un autre artiste figurant à cette liste.

613. Philippe PONCET, orfèvre, 1553, mort avant 1597 (A.).

614. Pierre II DE LAS AYRAS, orfèvre, (*faber auri*), 1554 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. Baignol, fol. 304).

615. Aymeric II GUIBERT, orfèvre, a une maison rue Fontgrouleu, février 1554 et février 1556 (vieux style). (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, terrier Baignol, fol. 304 r°).

616. Aymeric ou Mérigot VIGIER, orfèvre, 1555 (A.).

617. Jean II CHABASSIER, *al.* JABESSIER, orfèvre, 1556 (Hôtel de ville...?...). Probablement le même que Jean Jabessier, frère de Jacques et Martial Jabessier. Ces trois frères vendent, le 12 juin 1551, pour payer la dot de leur sœur Peyronne, l'immeuble qui a appartenu en 1506 et 1531 à Pierre Chabassier (Hôpital, D. 4, p. 421 et 422).

618. Martial CELIÈRE, *al.* CELYÈRE, orfèvre, 1556, possède une terre à Saint-Lazare et est mentionné en 1564 comme ayant possédé une maison rue Fontgrouleu. Taxé à six écus au rôle de l'emprunt de 8.200 livres, en 1569 (Bibl. Nationale, manuscrit français n° 23914 ; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, 236 et 393).

619. Jean CHASTAIN, *al.* CHASTIN ou CHASTINS, orfèvre, vit en 1558 ; possède une vigne à Montjauby en 1561 et une rente au Clos Malecare. Est décédé avant le 2 mars 1567, car il est parlé de sa veuve à cette date (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. des Ames du Purgatoire ; fonds prêtres de Saint-Michel, terrier, p. 172. Hôtel de ville, GG. 221, fol. 125 ; 285, fol. 179 ; Hôpital, D. 4, p. 260).

620. Laurent I MOURET, orfèvre, 11 août 1558 et 1565 (Hôtel de ville, GG. 287, fol. 180. — D.).

621. François ROUSSET, orfèvre, 20 février 1558 (vieux style), 1583. A la date du 18 février 1591, Pierre Noualhier est « curateur à l'hérédité de feu François Rousset » (Haute-Vienne : fonds prêtres de Saint-Michel, terrier, p. 456 ; Hôtel de ville, reg. du Saint-Sacrement de Saint-Pierre).

622. Martial PEYTEAU l'aîné, orfèvre, 8 avril 1559. Père de Pierre ci-après (Hôtel de ville, GG. 287, fol. 183).

623. Martial PEYTEAU le jeune, orfèvre, possède une maison rue Montant-Manigne, 1559 (Hôpital, D. 4, p. 56).

624. Pierre PEYTEAU, orfèvre, fils de Martial l'aîné, n° 622, a une maison rue ou place des Bancs, 8 avril 1559, 1571, août 1575. Est probablement le N. Peyteau qu'on trouve mentionné en 1563 à la vicairie des Corbaffi, dans l'église de Saint-Michel-des-Lions, et qui est dit décédé dans une mention de 1594 (*Pouillé* de Nadaud, p. 163; Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Pierre, terrier de Bony, fol. 145 v°; Hôpital, D. 4, p. 226; VIII, D. 2, fol. 44 v°; Hôtel de ville GG. 287, fol. 181, 183. — T., d'après le *Pouillé* de Nadaud).

625. Jean I CELIÈRE, *al.* CELLIÈRE, orfèvre, 1564 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général).

626. Guillaume, *al.* Guilhommet MOURET, maître orfèvre, marié à Marie Péconnet, fille de Psaumet : contrat du 3 mai 1564. Vit en 1565, 1569, 1570, 1576, 1577. Taxé à deux écus au rôle de l'emprunt de 1569. A une vigne au Clos Lansecot. Il est fait mention de feu Guillaume Mouret, orfèvre, à la date du 26 août 1588 (Arch. de la famille Péconnet; (Bibl. Nationale, man. 23914 du fonds français; Hôpital, VIII 2, fol. 15 v° et 85 r°).

627. Pierre II GUIBERT « l'aîné », orfèvre, 21 septembre 1565 (Testament de Siméon Courteys, aux minutes de l'étude de M^e Billard, notaire, signalé par M. Louis Bourdery).

628. Pierre III GUIBERT « le jeune », orfèvre, 21 septembre 1565 (*ibid.*). Ce Pierre (ou le précédent) est dit, le 14 septembre 1570, « fils d'autre Pierre, aussi orfèvre », et tient une maison « à gauche en allant de la Porte Manigne à la Croix de Manigne » (Hôpital, D. 4, p. 62). On trouve, en 1573, mention d'un de ces Pierre Guibert. L'un d'eux est désigné comme défunt en 1584 (Haute-Vienne, fonds Saint-Martial). Un Pierre Guibert, orfèvre, marié à Galiane Du Boys, vend une maison, rue Ferrerie, à Hugues Barbou, en 1586. Ce dernier se marie avec sa fille, Péronne Guibert, en 1619. Pierre Guibert était mort avant cette date. (Voy. Ducourtieux, *Les Barbou*, ap. *Bull. Soc. arch. du Lim.*, XLI, 131 et 138).

629. Jean ROUGIER, orfèvre, ne nous est connu que par le rôle de l'emprunt du 28 septembre 1569 (Bibl. nationale, man. français, n° 23914).

630. Mathieu BLANCHARD, orfèvre, 1569-1581 (Haute-Vienne : fonds Saint-Gérald, n° 4318; Hôpital...?... *Registres consulaires*, II, 355).

631. Martial II GUIBERT, orfèvre, 1571 (Archives de la famille Péconnet).

632. Pierre I PÉCONNET, orfèvre et émailleur, fils de Psaumet, termine en 1571 son apprentissage chez Martial Guibert; épouse Marie Mousnier (contrat du 4 juin 1573); vit en 1599, 1608, 1616; meurt avant le 12 avril 1634 (Arch. de la famille Péconnet; Hôtel de ville, GG. 2. — D.).

633. Jean JUDOT(?), orfèvre, 1573, 1579 (A. D.), n'est autre que Jean Yvert, et c'est par suite d'une mauvaise lecture que ce nom figure sur les listes données par nos devanciers.

634. ANTOINE, orfèvre, 1572 (T.)

635. Jean III VEYRIER, *al.* VERRIER, orfèvre, 1576, possède une maison rue Boucherie. Pourrait à la rigueur être le même que Jean II. Un document de 1589, aux archives de l'Hôtel de ville, le mentionne comme défunt (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, pièces concernant diverses confréries; Hôtel de ville, GG. 217.)

636. Jean PINOT, orfèvre, 1576-1579 (Hôtel de ville, reg. Saint-Sacrement).

637. Pierre II BERTRAND, orfèvre, 1579, 1592, 1593, 1599. Epoux de Marguerite Roux (Haute-Vienne : fonds des Carmes de Saint-André, 2970, et fonds des Notaires, 2017 et 2236).

638. Jean ROMANET, *al.* ROUMANET, orfèvre, 1579.

639. Hilaire COURTEAUD, orfèvre, a une maison place Saint-Michel, fin du XVI^e siècle (Hôtel de ville, GG. 221, fol. 92 v^o). Il est probable que Courtaud n'est qu'un surnom et que le nom de famille de cet artiste est Vigenaud ou Vignenaud (Voir ci-dessus n^o 596).

640. Elie (*Helyes*) VIGNENAUD, orfèvre, 11 juillet 1581 (*Inventaire de Martial Galichier*, publ. par M. Louis Bourdery).

641. Pierre IV GUIBERT, « orfèvre de l'abbé de Saint-Martial », vit en 1582, 1590, 1591, 1599, 1620. A la première de ces dates, il exécute, pour l'abbesse de La Règle, Jeanne de Bourbon, les coupes destinées à renfermer le chef de saint Domnolet. C'est lui qui, avec Martial Raymond, recouvre d'argent, en 1590, le soubassement du grand joyau de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre. En 1599, il fabrique encore deux encensoirs pour cette dernière. Il est consul en 1593. Est-ce le Pierre Guibert qui vit encore en 1648 et déclare à cette date ne plus travailler depuis vingt ans ? (Archives nationales : Z 1 B., n^o 677; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial...?... Hôtel de ville...?...).

642. Michel BLANCHARD, orfèvre, tué au siège de Saint-Yrieix (Journal de Pierre de Jarrige, p. 102).

643. François DESFLOTTE, orfèvre, 1582 (Haute-Vienne : fonds de La Règle, 36).

644. Léonard BOYSSE, dit Massy, *al. le Maxipt*, orfèvre, 1582, 1589, 5 décembre 1616 (Hôtel de ville, GG. 3 ; Hôpital, B. 223).

645. Dominique II, *al. Domenge* (ou Domencque) MOURET l'ainé, orfèvre, 17 mai 1582-1583 (Hôpital, VIII, D. 2, fol. 177 v^o. — A. T.). A l'âge de soixante-six ans, il est blessé au cours des événements d'octobre 1589 (Arch. nationales, enquête KK 1212).

646. F. E. S. (1) LOBAUD ou LO BAUD, orfèvre, 1583 (T.).

647. Michel RATIER (?), orfèvre, possède une maison au-dessus de la fontaine du Chevalet, à gauche en montant de la Monnaie à la Porte Montmailler, 21 mai 1588 (Hôpital, D. 4, p. 353).

648. Pierre III VEYRIER, orfèvre, 1584 ; mort avant 1606 (Haute-Vienne : fonds prêtres de Saint-Pierre).

649. André GUIBERT, orfèvre, consul en 1593, fils de Pierre II ou de Pierre III et probablement frère de Pierre IV, époux de Suzanne Merlin, vit en 1584, 1592, 1593, 1605, 1609. Il habite, en octobre 1589, la maison occupée précédemment par Hilaire Courtaud (n^o 639). Mort vers...?... (Arch. nationales, K¹ 1212; *Regist. consul.*, t. III, p. 20; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial...?...; Hôtel de ville, GG. 221 ; Hôpital, VIII, D. 2, fol. 95 r^o).

650. Jean CHARLES, orfèvre, revenu en 1589 à Limoges, après avoir travaillé deux ans à Paris (Arch. nationales, K¹ 1212).

651. Elie PEYRAT, orfèvre, a vingt-quatre ans en 1589 (*ibid.*).

652. Dominique III, *al. Domenge* MOURET le jeune, orfèvre, a trente-six ans en 1589 (*ibid.*).

653. François ROMANET, orfèvre, un des capitaines des soldats gagés de la ville, est blessé au cours des événements d'octobre 1589 (*ibid.*).

654. Martial CHABROL, orfèvre, faubourg Manigne, 1589 (*ibid.*).

655. Christophe PÉNICAUD, orfèvre, expulsé comme dévoué à la Ligue, 1589 (*ibid.*).

(1) Ces trois lettres FES n'auraient-elles pas été mises pour FEC (*Fecit*) avant la signature de l'artiste ? Le mot *fesis*, dans le sens de *fait*, se lit sur quelques objets.

656. Balthasar BOUNY ou BONNIN, orfèvre dans la Cité, 1589 (*ibid.*).

657. Pierre MERLIN, orfèvre, 1589 (*ibid.*).

658. (?) Aymeric, *al.* Mérigot BOYSSE le jeune, dit *Massy, Massit, Le Massit*, capitaine de la Basse-Cité, 1589. Il semble résulter de deux mentions qu'il est orfèvre (*ibid.*).

659. Pierre I PEYRAT dit *Rannette*, orfèvre, 1589. Il est parlé, le 29 janvier 1634, de « feu Pierre Peyrat, orfèvre », ayant possédé une maison rue Ferrerie (Arch. nat., K¹ 1212; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, 455).

660. Psaumet II PÉCONNET, orfèvre, fils de Psaumet I, épouse, vers 1590, Jeannette Cibot et est nommé en 1592, 1601, 1604, 1608, 1610 (Arch. famille Péconnet; Hôtel de ville, GG. 69; Hôpital, VIII, D. 2, fol. 97 r°).

661. Pierre I ARDANT, orfèvre, mort avant le 11 août 1590 (A. D.).

662. Martial I REYMOND, orfèvre et émailleur, fils de Pierre I et père de Pierre III, vit en 1590, meurt en 1598 ou 1599 (A. D. T.).

663. Jean DURAND, orfèvre, 1^{er} mai 1591, 1597, 1608, 1615, 1620 (Arch. famille Péconnet; Haute-Vienne : fonds notaires, 2017; Hôpital, B. 182).

664. Pierre COURTEYS l'aîné, orfèvre et émailleur, fils de Pierre I, vit en 1591, meurt en octobre 1611. Il est, en 1600, « orfèvre et émailleur de la duchesse de Florence »; en 1608, « orfèvre et valet de chambre ordinaire de Leurs Majestés » et « garde des cabinets de Leurs Majestés », avec logement au Louvre (Guiraudet).

665. Psaumet TEXANDIER, orfèvre, fils de Pierre, 1591-1596. La confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre lui commanda, à cette dernière date, un ange d'argent du poids de 10 marcs, enrichi de pierreries. Il reçoit 22 écus 1/3 d'acompte. Vit probablement encore en 1608 (Arch. Péconnet; Hôtel de ville).

666. Audoin TEILLET, TEILLIET, TILLET, THILLET, orf., 1592, 1595 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial...?..., et La Règle...?...; Cabinet Nivet-Fontaubert, terrier grandmontain de Limoges-Isle-Balézis).

667. Joseph BLANCHARD, orf., 11 février 1592, 1606, 1608, 1612, 1616, 1625, 1630, 1631 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial,

répert. général, I, 427 et divers; fonds des Notaires, n° 1996 et 2017; Arch. Péconnet).

668 Martial I ARDANT, orf., 24 novembre 1592, 1594, 1601, 1608, 1610, 1622; mort avant 1635 (Haute-Vienne : fonds des Notaires, n° 1687 et 2017; Hôtel de ville, GG. 2; Arch. Péconnet).

669. François LE VIEL, orf., décembre 1596 (Arch. de la famille Gay de Nexon : *Journal domest. de Martial de Gay, lieutenant général au Présidial de Limoges*).

670. Dominique IV, al. Domenge MOURET le jeune, orf. et émail., 1598, 1598, 1608, 1615, 1631, 1634, 1635. Possède une maison rue Gaignolle. Vit encore en 1648, mais ne travaille plus depuis six ans (Arch. Nat., Z 1 B, n° 677; Haute-Vienne : fonds des notaires, n° 2018; Hôtel de ville, GG. 15; Hôpital, D. 4, p. 302; VIII, D. 2, fol. 141 r°).

671. Jean I MOURET, orf., 1598, fils de Dominique, époux de Jeanne Raimond, qui est dite veuve à la date du 4 juillet 1625 (Haute-Vienne : fonds Collège; Hôtel de ville, GG. 74).

672. Jean II CELIERE, CELLIERE, orf., 1597, 1604, 1606, 1607, 1608. Marié à Barbe Martin (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire, I, 393; prêtres de Saint-Michel, ...; Hôtel de ville, GG, 2, — T.). Pourrait être le même que Jean I, n° 623.

673. Jean CELERIER, orf., 1597, 1602, signalé par M. Du Boys, est probablement le même que Jean Celière.

674. Pierre I MOURET, orf., 1597, 1604, 1612, 17 décembre 1615, marié à Jeanne Raymond (Hôtel-de-Ville, GG, 2; Hôpital, VIII, D, 2, fol. 122, v°, — A. T.).

675. Jacques I GUIBERT, orf., 1598 (Haute-Vienne : fonds du Collège).

676. Jean IV VEYRIER l'ainé, maître orf., 1598, 1599, 1600, 1602, 1606, marié à Anne Roumanet (Hôtel de Ville, GG, 2, 5. — A.).

677. Barthélemy I GUIBERT, maître orf., 1598, 1605, 1608, 1615; marié à Narde Martin (Hôtel de Ville : GG, 2, 3, 10, — D.).

678. Jean V VEYRIER, orf., fils de Pierre et époux de Catherine Gui, 1598, 1606, 1612, 1626, 1648, 1649 (Arch. nationales : Z. I. B, 677; Haute-Vienne : fonds...?..., 53; Hôtel de ville : GG, 2, 5; *Journal du consul Lafosse*, au t. III. des *Reg. consulaires*).

679. N... DUMATS, orf., XVI^e siècle (T).

680. Jean LE MASSIT, orf. (T.), nommé le 29 novembre 1598 à un registre baptistère de Saint-Pierre (Hôtel de ville, GG, 2) est certainement le même que Jean Boyssse ci-après (1).

681. Jean I BOYSSE, orf., XVI^e siècle (T.).

682. Etienne MERCIER, orf., XVI^e s.

683. François BESGRIU, orf., fin du XVI^e siècle. (A. Leroux : Inventaire des archives Haute-Vienne, fonds du Collège). N'y a-t-il pas erreur et ne s'agit-il pas d'un Veyrier ?

684. Elie du PEYRAT, orf., époux de Marie Cybot, 1600 (D.). Le même sans doute qu'Elie Peyrat n° 681.

685. Aimeric III GUIBERT, maître orf., 1601, 1604, époux de Narde Martin (1). (Hôtel de ville, GG, 2, 89).

686. Pierre CORNUT, orf., 1601 (D.). Ne s'agirait-il pas d'un Court ?

687. Pierre III BERTRAND, orf., 1601 (D.).

688. Antoine I TILLET, *al.* THILLET, orf., époux de Maureille Raymond, 1603, 1610, 1618 (Hôtel de ville, GG, 7).

689. Martial II REYMOND, orf., frère de Martial I (n° 662), 1603, mort avant le 16 janvier 1629 (A. D.).

690. Martial III REYMOND, orf. et émail. 1603, 1608, une pièce de 1628, ou environ, mentionne « feu Martial Reymond, orfèvre » (A.-D.-Legros : *Analyse des Arch. de la vicairie des Gaultiers*, à la bibl. des Sulpiciens).

691. Guillaume I BLANCHARD, « marchand orfèvre », 1604 (Haute-Vienne, GG, 69).

692. N. et N. MARBREAU, MASBRAUD, MASBARAUD, MASBAREAU, frères, orfèvres, sculpteurs, graveurs, armuriers, 1605, 1612, 1615, 1628, 1633 (2). Exécutent les médailles d'or offertes par les consuls de Limoges au roi Henri IV, le 21 octobre 1605, lors de son voyage dans cette ville ; sont appelés, dix ans plus tard, à Bordeaux, et sont les auteurs des médailles remises par les jurats à Louis XIII et à la reine. Ils sont tous les deux installés, en 1628, au Louvre, où peu après 1615 le Roi leur a donné un logement. Zinzerling visite leur atelier à Limoges, peu avant 1612, et vante l'extraordinaire délicatesse de leurs œuvres, les qualifiant d'*artifices incomparables*. En 1633 leur logement au Louvre est

(1) Voir ci-dessus nos 644 et 658 : Léonard et Aymeric Boyssse portent le même surnom de *Massit* ou *Le Massit*.

donné au graveur Michel Lasne. Peut-être revinrent-ils à Limoges. Il y a quelque raison de croire qu'ils vécurent jusqu'en 1650, et même en 1654 (*Annales manuscrites de Limoges*, p. 385 et 386; *Reg. consulaires*, III, 110 et ss.; Jean Darnal : *Chronique de Bordeaux*; Jacques Frey : *Itinéraire*; Jodocus Sincerus (Zinzerling); Hôtel de ville, GG, 3).

693. Jean II PECONNET, orf., peut-être fils de Pierre, reçu maître en 1608 (Arch. Péconnet).

694. Léonard DEFLOTTES, maître orf., 1608, 1614. Epoux de Marie Renaudin (Hôtel de Ville, GG, 9; Arch. Péconnet, D.).

695. Joseph BOYSSE, orf., 1608, 1626, 1635, époux de Péronne Bouillon. Un acte du 6 octobre 1640 le mentionne comme défunt (Hôtel de ville, GG, 3; Livre de raison de Jean Texandier, D.).

696. François I CELLIERE, orf., 1608, 1610. Est aveugle en 1648 (Arch. nationales, Z. 1, 677; Hôtel de Ville, GG, 7; Arch. Péconnet).

697. Léonard II BOYSSE, dit *Le Massit*, *Le Maxipt*, orf., 1606, 1609, 1616, 1627, 1628, 1641. Possède une maison rue des Combes (*Annales manuscrites*, Haute-Vienne : fonds de l'Evêché, *Livre d'hommages*; fonds Saint-Martial, *Répert. général*, I, 63; Hôtel de Ville, GG, 204).

698. Jean II MOURET le jeune, orf., époux d'Anne Guibert, 1608, 1635. Mort avant le 25 mai 1664 (Hôtel de Ville, GG, 49).

699. Barthélemy II GUIBERT, orf., époux de Madelaine Thévenin, 1608, 1611, 1621, 1623, 1635 (Hôtel de Ville, A. T.); on ne saurait le confondre avec Barthélemy I.

700. Albert PINCHAUD, orf., 1608, 1611, 1613, 1635, 1647. Marié à Suzanne Navières (Haute-Vienne : fonds de la Règle, 5476; Hôtel de Ville, BB. 3; Arch. Péconnet, D.).

701. Guillaume II BLANCHARD, orf., reçu maître en 1608 (Arch. Péconnet). Ne peut être le même que Guillaume I.

702. Joseph RAYMOND, orf., frère de Martial III, n° 690 ci-dessus, 1609 (A.).

(1) N'y aurait-il pas une confusion entre Barthélemy ci-dessus n° 677, et Aimeric III, qui sont nommés à la même époque et mariés à une personne du même nom.

(2) On trouve dans le volume consacré aux travaux de la Réunion des Sociétés des Beaux-Arts de l'année 1897 (p. 872) une notice sur les frères Masbarreaux. Cf. A. Leroux dans le *Bull. de Tulle*, 1898, p. 466.

703. Jean I TILLET, *al.* THILLET, orf., 1610, 1615, 1617, 1618. Marié à Marie Cibot, octobre 1615, puis à Catherine Dutheil, 1622 et 1625. Paraît être le frère d'Antoine (n° 688 ci-dessus). Exécute, en 1646, pour l'église de Saint-Martial, un bâton et une croix processionnelle d'argent semée de fleurs de lis, pour laquelle on lui fournit le métal et on lui donne une somme de 94 l. 4 s. (Arch. nationales, Z. 1, B, n° 677; Haute-Vienne : fonds Saint-Martial; Hôtel de Ville, GG, 3, 12; Bonav. de Saint-Amable : *Histoire de Saint-Martial*, t. II, p. 591).

704. Jean I PÉCONNET, orf., époux de Jeanne Verthamont, 1611, 1622, 1638. C'est probablement celui mentionné comme défunt avant le 4 février 1674 (Hôtel de Ville, GG, 7, 12; Arch. Péconnet).

705. Antoine VEYRIER, orf., 1612 (D.).

706. Martial MOURET, orf., 1612 (D.).

707. Laurent II MOURET, orf., 1612, 1613 (T.).

708. Pierre II MOURET, orf., 1612, 1613, 1615, 1616 (Hôtel de Vill, GG, 70 et T.). Ne peut être confondu avec Pierre I.

709. Pierre II REYMOND, orf., et émail., fils de Martial et époux de Madeleine Disnematin, 1613, 1625, 1629. Possède une maison près la Porte Manigne. Mort en 1631 (Haute-Vienne : fonds de la Règle, 5476, fol. 50; Hôtel de ville, GG. 204).

710. Julien, *al.* Guillen BLANCHARD, maître orf., 1613, 1614, 1619, 1629. Epoux de Jeanne Pouyat (Hôtel de Ville, GG, 3, 9, 70, 71. D.). Pourrait fort bien être un des deux Guillaume Blanchard nommés plus haut.

711. François II GUIBERT, maître orf., époux de Thive Durand, 1615, 1620, 1628, 1634, 1647, 1648. Habite place Saint-Michel, au hant de la rue du Clocher; ne travaille plus en 1648 (Arch. nat., Z. 1. B. Hôtel de Ville, GG, 70, 71, 230; Hôp., D, 4, p. 276).

712. Jean III PÉCONNET l'aîné, orf., né en 1599, nommé en 1638, 1663, 1665. C'est peut-être lui qu'un contrat d'apprentissage, du 25 février 1640, qualifie de « marchand joyallier ». Une maison de Raffilhon est dite, à un acte du 12 janvier 1675, contiguë à celle de « feu Jean Péconnet, orfèvre ». Il semble bien que ce soit le Jean Péconnet, orf., marié à Jeannette de Montaigut : celle-ci qualifiée de veuve le 7 avril 1666. Il laisse plusieurs enfants. Jean et Baptiste Péconnet frères, nommés en 1670 paraissent être ses fils (Arch. de la famille et Hôp., D, 4, p. 108, 279, etc.).

713. Pierre BOYSSE, orf., 1616, marié à Anne Mousnier (Hôtel de Ville, GG, 3, A.).

714. Léonard PÉNICAUD, maître orf., 1619, marié à Françoise, dite Cèze (Hôtel de Ville, GG, 71).

715. Jean V GUIBERT, orf., époux de Jeanne, *al.* Marie Mouret. Il est dit défunt à un acte du 29 janvier 1632. Peut-être même est-ce à lui que se rapporte une mention de « feu Jehan Guimbert, du 13 janvier 1619 (Hôtel de Ville, GG, 71).

716. Léonard BALSSE, maître orf., marié à Anne Martin, 1620 (Hôtel de Ville, GG, 71).

717. Pierre BALSSE, maître orf., marié à Anne Mousnier, 1620, 1623 (*Ib.*, GG, 71, 73).

718. Pierre V GUIBERT, maître orf., époux d'Anne Péconnet, 1620, 1638, 1640, 1648. Peut-être est-ce le Pierre Guibert, orf., qui possède le Jeu de Paume, au haut de la rue des Pousses, le 29 mars 1645. Sa femme est dite veuve, le 10 janvier 1673 (Haute-Vienne : fonds Prêtres de Saint-Michel, 5426, p. 363; Hôtel de Ville, GG, 25, 77; Hôpital, D, 4, p. 21).

719. Pierre II PEYRAT, orf., mort avant le 29 janvier, 1634 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial et La Règle. Pourrait être le même que Pierre I, n° 659 ci-dessus.

720. Joseph II BLANCHARD, maître orf., syndic juré de la corporation en 1634 (Arch. Péconnet). Nous avouons qu'on ne le distingue pas nettement des n° 667 et 710 ci-dessus.

721. Jean II BOYSSE, orf., 1635 (D.).

722. Jean PÉNICAUD, orf., 1635 (D.).

723. Martial PEYTEAU le jeune, orf., 1638, 1641 (Hôtel de Ville, GG. 285).

724. Pierre II PÉCONNET, fils de Jean, « marchand joyallier », est apprenti orfèvre en 1640 (Arch. Péconnet).

725. Léonard II GUIBERT, maître orf., 1640, 1644, 1645, 1648, 1662. Marié à Jeanne Dumas. Ce Léonard est décédé avant le 6 mai 1653 (Arch. nationales, Z. I. B, n° 677; Hôtel de Ville, GG, 77, 81).

726. Pierre CELLIÈRE, orf., natif de Limoges, établi à Paris, en 1642, est chargé, en 1646, avec Claude de Viliera, d'exécuter la grande chässe en vermeil destinée à renfermer les reliques de saint Martial (*Annales manuscrites*, p. 253; Bonav. de Saint-Amable : *Histoire de Saint-Martial*, II, 591).

727. François II CELLIÈRE, orf. Une maison ayant appartenu « au feu s^r François Cellière, orfèvre », est mentionnée dans le

confrontations d'une maison du quartier Poulailière, 17 décembre 1657 (Hôpital, D, 4, p. 247).

728. Jean VI GUIBERT, orf. et émail., 1646, 1648 (Hôtel de Ville, GG, 3; Hôpital, D, 4).

729. Jean VI VEYRIER, orf., 21 janvier 1647, 1660, 1664, époux de Jeanne Maubaye, mort le 7 janvier 1685 (Haute-Vienne : fonds Prêtres de Saint-Michel, H, 62, p. 270; Hôtel de Ville, GG, 20, 49, 56, 58, D.).

730. Léonard I CELLIÈRE, orf., 1648, 1663. Mort le 1^{er} ou 2 février 1669 (D.).

731. Jacques BLANCHARD, orf., fils de Jacques, époux d'Isabeau (*al.* Elisabeth) Chabrou, vit en 1648, 1664, 1670, enterré le 16 juillet 1674 (Hôtel de Ville, GG, 20, 49, 50, 52, 56, D.).

732. Léonard III GUIBERT, orf., nommé en 1662.

733. Jean II AUDANT, orf., marié à Catherine Guibert, mort le 25 août 1691. C'est probablement celui qui possède en 1669 et 1670 une maison rue Ferrerie (Arch. nationales, Z. I. B, 677; Haute-Vienne : fonds de La Règle; Hôtel de Ville, GG, 37, 58; Hôpital, D, 4, p. 251).

734. Jean III ARDANT, orf., « marchand orfèvre », frère du précédent et époux de Paule Pabot, 1648, 1636, 1663. Sa femme est mentionnée comme veuve à la date du 3 août 1670 (Hôtel de Ville, GG, 22, 26. D.).

735. François III GUIBERT, orf. et émail., fils de Jean, 1650, 1671, mort le 23 décembre 1684 (Hôtel de Ville, GG, 108, A. D.).

736. Gérard, *al.*, Gérard PÉNICAUD, orf., 1655, 1663 (A. D.).

737. Jacques MOURET, orf., 1653, 26 mai 1656 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, II, 278; Hôpital, VIII, D, 2, fol. 122, A.). Possède, en 1655, une vigne ayant appartenu, en 1613, à Pierre Mouret, orf. au Sault Gouffier.

738. Isaac ARDANT, orf., né vers 1646, nommé en 1693 et 1705, marié à Madelaine Rougier, mort le 2 avril 1716, a acquis une maison rue Porte des Arènes (Hôtel de Ville, GG, 42; Hôpital, D, 4, p. 282, A. D.).

739. Jean IV ARDANT, orf., né vers 1637, mort en 1715 (A.). C'est probablement celui qui, le 30 janvier 1671, est dit habitant d'une maison rue Ferrerie, qui a appartenu à Jean Mathieu, orfèvre, puis aux Desflottes (Hôpital, D 4, p. 241). Ne peut être confondu ni avec Jean II, mort en 1691, ni avec Jean III n° 734 ci-dessus.

740. Jean IV PÉCONNET, maître orf., 1663, 1669, 1674, époux de Catherine Pénicaud. Est-ce le Jean Péconnet enterré le 14 décembre 1677 (Hôtel de Ville, GG, 20, 21, 56).

741. Pierre VI GUIBERT, orf., fils de Pierre, nommé en 1668, marié, le 10 janvier 1673, à Narde Reculès, morte en 1688 (Hôtel de Ville, GG, 23, A.).

742. Pierre I PINCHAUD, « marchand orf. », 1664, 1669, époux de Jeannette Decordes, enterré le 14 août 1681. C'est peut-être celui nommé en 1639 au reg. du syndicat du faubourg Manigne (Hôtel de Ville, GG, 20, 57, et D.).

743. Jean-Baptiste PÉCONNET, orf., épouse en 1663 Anne Celière et est nommé en 1669. Anne Celière est dite veuve le 20 juillet 1678 (Hôtel de Ville, GG, 20, 26; Hôpital, B, 249). C'est probablement le J.-B. Péconnet jeune, nommé le 7 avril 1666, et le Baptiste Péconnet, orfèvre, mentionné avec Jean, son frère, orfèvre aussi, à un acte du 2 juillet 1670 (Hôpital, D 4, p. 279).

744. Antoine II TILLET, orf., 1666, 1669, 1682, marié à Louise Alboin (Hôtel de Ville, GG, 20, 57; Hôpital, D 4, p. 53, D.). Possède une maison rue Manigne, à droite en allant de l'Andeix à Raffilhon.

745. Jean II TILLET, maître orf., faubourg Manigne, marié à Catherine Dupré, 1666, 1669 (Hôtel de Ville, GG, 84, D.).

746. Simon PINCHAUD, orf., 1669 (D.).

747. Joseph III BLANCHARD, orf., 1670 (Hôtel de Ville, GG, 106).

748. Pierre II ARDANT, « marchand orf. » (1), marié à Léonarde, *al.* Paule Peyrat, nommé en 1670, 1682, enterré le 26 août 1707 (Hôtel de Ville, GG, 22, 23, 26, 52, 59, A.).

749. Dominique V, *al.* Domenge MOURET, orf., 1670 (A.).

750. Jean PEYRAT, orf. Jeanne Pinchaud est veuve de cet artiste à la date du 23 juillet 1671 (Hôtel de Ville, GG, 23).

751. Colin MOURET, orf., signalé sans doute par M. Ardant.

752. François MOURET, orf., *idem.*

753. Pierre III MOURET, orf., *idem.*

(1) Nous ne saurions dire si c'est le marchand orfèvre désigné sous la dénomination d'« Ardant Vieux » en 1672 (?), au Rép. général de Saint-Martial, p. 198.

754. Pierre IV MOURET, dit Petit-Pierre, orf., *idem*.
755. François ARDANT, maître orfèvre, 1677, 1709; marié à Valérie Leychouzier (Hôtel de Ville, GG, 26).
756. Léonard BLANCHARD, orf., nommé en 1681, mort le 30 mars 1705 (Hôtel de Ville, GG, 59, 236, A. D.).
757. Pierre VII GUIBERT, GUIMBERT, GIMBERT, orf., époux de Jeanne Avril, 1682; enterré le 30 juillet 1686 (Hôtel de Ville, GG, 28, 58).
758. Pierre II PINCHAUD, « marchand orf. », épouse en 1694 Valérie Reculès (Hôtel de Ville, GG, 28).
759. Jacques PINCHAUD, maître orfèvre, époux de Valérie Reculès, 1695, 1704, mort le 17 avril 1710 (Hôtel de Ville, GG, 59, D.).
760. N. BLANCHARD, orf., fils de Léonard, 1709 (D.). Probablement Gabriel, ci-après n° 764.
761. Jean V ARDANT, orf. et graveur, 1700, 1709. Possède une maison près la Motte de Limoges (Hôpital, D 4, p. 239, D.).
762. Claude CHASTAINGT, reçu maître orfèvre à Limoges le 17 septembre 1709, va s'établir à Brive (D.).
763. Jean, *al.* Jean-Baptiste CHASTAING, *al.* CHASTAINGT ou CHASTEIX, orf., 1712, 1719, 1728. Epoux de Léonarde Barrot. Mort à soixante-quatre ans, le 10 décembre 1739 (Hôtel de Ville, GG, 29, 31, 43, 63).
764. Gabriel BLANCHARD, maître orf., 1718, 1732; époux de Catherine Dominique, appelée ailleurs Catherine Héralde. Mort à quarante-huit ans et enterré le 25 septembre 1739 (Hôtel de Ville, GG, 29, 31, 63).
765. Pierre ANDRÉ, dit LATACHE, orf., 1719 (Hôtel de Ville, GG, 94, 95, 117).
766. Jean VI ARDANT fils, orf., se marie en 1720 (D.). Nous l'avons trouvé mentionné, en 1740, dans les minutes du notaire Belut (Chambre des notaires).
767. Jacques DESCOMBES, orf., marié à Jeanne Ardant, 1727 (Hôtel de Ville, GG, 31).
768. Honoré LATACHE, orf., né vers 1728. Habite, en 1740, la rue Ferrerie. Mort en 1774 (Hôtel de Ville, GG, 123).
769. Léonard CHASTAINGT, orf., époux de Léonarde Barot, 1731 (Hôtel de ville, GG, 61). Pourrait bien être le même que Jean-Baptiste (n° 763 ci-dessus).

770. Léonard ARDANT jeune, orf., 1733, 1750, 1763. Epoux de Jeanne Faurisson (Hôtel de ville, GG. 46, 61).

771. Guillaume RABY, orf., 1740 (Hôtel de ville, GG. 45).

772. « Mademoiselle ARDANT, orfèvre », enterrée le 5 juillet 1748 (Hôpital, C. 7). Sans doute une simple marchande.

773. N... CHASSIN, orf., mort avant le 10 juillet 1748 (Hôpital, C. 7). Peut être un Chastaingt.

774. Jean-Baptiste PALEMPIN, *al.* PHALEMPIN, orf., époux de Jeanne Champalimaud, 1757 (Hôtel de ville, GG. 33).

775. Antoine DUCHÈR, orf., époux de Pétronille Demay, 1757 (Hôtel de ville, GG. 33).

776. Jean DENARD, orf., marié à Aline Quichaud, 1757 (Hôtel de ville, GG. 33).

777. Jacques ARDANT, orf., 1742 et 1746, « marchand orfèvre », 1762. Probablement le « maître orfèvre » mort en 1773 (Haute-Vienne : fonds de la Règle; Legros, *Continuation des Annales*; Hôpital, D. 4, 241, 252).

778. Jean-Baptiste BARRY, orf., 1764 (D.).

779. (?) Pierre DE LA ROSE, « doreur », XVIII^e siècle (Hôpital, B. 498).

780. Pierre BLANCHARD, époux de Madelaine Dalesme, vit en 1773 et en 1789. Il avait, au dire de l'abbé Legros, « travaillé sous les plus habiles maîtres de Paris et de Rome ». Il exécuta les grands chandeliers d'argent de l'autel de Saint-Pierre-du-Queyroix et un ostensor destiné à la même église et répara, en 1778, les coupes de Saint-Martial. Figure en 1789 au nombre des maîtres de la corporation (Legros, *Continuation des Annales*; Hôtel de ville, AA. 7, GG. 34, 47).

781. Etienne PICTET, *al.* PITET, orf., 1770, 1782, 1789 (Hôtel de ville, GG. 123, 193; *Regist. consul.*, VI, 168).

782. Arnaud ARDANT, « marchand orf. », 1772.

783. Jean-Baptiste BLANCHARD, « marchand orf. », époux de Marie Maurensanne, mort à cinquante-six ans et enterré le 2 février 1775 (Hôtel de ville, GG. 65).

784. Claude LESME, « marchand orf. », 1775. Epoux de Catherine Vaudet (Hôtel de ville, GG. 47).

785. Paul VOISIN, orf., 1775 (A.).

786. Bernard BARRY, orf., 1775 (A.).

787. Joseph DACHIER, orf., 1775 (A.).
788. Louis DACHIER, orf., 1775 (A.).
789. Henri GUÉRIN, orf., 1780, 1784, 1789 (Hôtel de ville).
790. Martial TABARAUD, « marchand orf. », 1781, 1789 (Hôtel de ville, GG. 47).
791. DAVID dit LAVALLEE (Jean-Baptiste), orf. et graveur, 1780; graveur à la Monnaie, 1790 (Hôtel de ville, GG. 191).
792. François COMBE, « marchand orf. », marié à Thérèse Roulet, 14 mai 1785 (Hôtel de ville, GG. 193),
793. N... BRISSEAU, orf., 1785 (Chambre des notaires).
794. Pierre MALISSEN, maître orf., époux de Marcelle Durieux, mort avant le 13 février 1786 (Hôtel de ville, GG. 65).
795. Domnolet DUCLOS, orf., 1787 (1). (Liste de la milice).
796. MAURICE, « orf. chez Tabaraud », 1787 (*ibid.*).
797. Antoine AUZAIN, « orfèvre chez Lesme », 1787 (Liste de la milice).
798. N... MARTINAUD, « orf. chez Guérin », 1787 (*ibid.*).
799. Etienne ROBERT, « orf. chez Lesme », 1787 (*ibid.*).
800. Martial VILETTE, orf., 1787 (*ibid.*).
801. BERNARD, « gendre à Denard », orf., 1788, habite le quartier du Clocher (Hôtel de ville).
802. Joseph LENOBLE, « orf. chez Guérin » en 1787, orf. 1790 (Hôtel de ville, GG. 265 et Liste de la milice).
803. Gabriel BRICAILE, « orf. chez Tabaraud » en 1787, orf. 1791 (Hôtel de ville, GG. 35 et Liste de la milice).
804. Pierre III ARDANT, orf., 1789 (Hôtel de ville, AA. 7).
805. François JAVANEAU aîné, orf., 1789 (*ibid.*, AA. 7, GG. 280).
806. Pierre JAVANEAU jeune, orf., 1789 (*ibid.*, AA. 7).
807. Jean ROBERT, orf., 1789 (*ibid.*).
808. Gabriel DUVOISIN, orf., 1789 (*ibid.*).
809. Antoine DACHIER, orf., 1789 (*ibid.*).
810. Jacques-Louis-François VA, orf., originaire de Paris, 1789 (Hôtel de ville, GG. 102).

(1) Ce nom et les suivants paraissent être ceux de simples compagnons.

841. Jean-Baptiste RUBEN, orf., époux de Léonarde Chasaud, 1789 (Hôtel de ville, GG. 35).

842. Pierre DUVAL, orf., époux de Jeanne Audoin, habite, le 16 février 1789, la paroisse de Saint-Pierre depuis dix-huit mois ; vit en 1791 (Hôtel de ville, GG. 35, 48).

XI. — Peintres émailleurs

843. Pierre I GUIBERT (n° 527 ci-dessus), 1481 à 1508, signalé par M. Maurice Ardant comme orfèvre et émailleur. Nous ne l'avons jamais trouvé avec cette dernière qualification.

844. Aymeric I GUIBERT, orf. et émail. (A.), 1480-1540 ou 41. Même observation que ci-dessus (n° 528).

845. MONTVAERNI, émail., fin du XV^e et premières années du XVI^e siècle, est sûrement Limousin ; mais il est difficile de deviner quel nom se cache sous le faisceau de lettres qu'on lit sur l'une de ses œuvres : un Veyrier, un Mercier, un Hardy, un Varacheau ?

846. Léonard dit Nardon PÉNICAUD, émail., 1495, 1503, 1513 (A. T.). On possède, au Musée de Cluny, un émail peint de cet artiste, portant sa signature avec la date de 1503. Il y a lieu de croire qu'il y a identité entre lui et le personnage de ce nom qui teste en 1544, meurt la même année et laisse trois fils : Jean, Léonard et Pierre (note relevée par M. le chanoine Arbellot dans les papiers de la famille Jabet). Il n'est pas certain que l'émailleur soit le même que Léonard Pénicaud, orfèvre (n° 553 ci-dessus) (4).

847. Pierre HARDY, émail., 1500 (T. et Labarte : *Arts décoratifs*), sans doute l'orfèvre du n° 543.

848. Colin NOYLIER, NOUALIER, émail., fils de Pierre, 1503, 1504, 1525, 1531 (A.). Un Couly Noualier figure, avec Léonard Limosin, dans une liste des membres de la confrérie de Notre-Dame des Sept-Douleurs, à Saint-Pierre de Limoges, en 1569. Il pourrait y avoir identité entre Couly Noylier et Méricot Noailhé dit Coly, que le registre de la Pitancerie de Saint-Martial, aux Archives du département, indique comme habitant la rue Raffilhou. Le registre

(4) On trouve plusieurs mentions en 1480 et dans les années qui précèdent et qui suivent (aux terriers de l'hôpital et dans les fonds de Saint-Martial et des Carmes, aux Archives de la Haute-Vienne), d'un Léonard dit Nardon Pénicaud ; mais elles ne paraissent pas se rapporter à notre émailleur.

Baignol, du même fonds, fol. 113 r°, nomme ce Mérigot dit Coly à la date du 29 mars 1504.

819. MARSAU, émail., 1503 (D. T.). Pourrait être un orfèvre de cette époque : Martial Meyze, Martial Chatard ou Martial de Janeilhac.

820. Pierre VIGIER, dit *Callet*, orf. et émail., 1523, 1528, 1536. Le 15 février 1535 (vieux style), il est mentionné comme émailleur. Il est marié à Valérie Limosin, et tous deux vendent à cette date une maison rue du Fossé-Saint-Michel (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, terrier, p. 209; A. Leroux, *Inventaire des archives du département*, fonds du Collège).

821. Barthélemy TEXIER, dit PENICAILHE, émail., 1516, 1544 (T.).

822. Psaumet PÉCONNET, orf. et émail., 1523-1566 (ci-dessus n° 591).

823. François I LIMOSIN, nommé en 1534, serait le père de Léonard Limosin (A.). Fort douteux.

824. Léonard I LIMOSIN, le plus célèbre de nos émailleurs, peintre-émailleur du Roi, valet de chambre de François I^{er}, Henri II et Charles IX, naquit vers 1505 et mourut entre le 19 janvier 1575 et le 10 février 1577. Ses premiers émaux datés portent le millésime de 1532. On connaît de lui un tableau, *l'Incrédulité de saint Thomas*, conservé au Musée national Adrien Dubouché, à Limoges, et quelques gravures, non sans intérêt, que possède le Louvre.

A l'Exposition de Limoges de 1886, on a pu voir un plan de Naugeat, mesurant 1^m35 de hauteur sur 0^m65 de largeur, exécuté sur l'ordre du Parlement de Bordeaux à l'occasion d'un procès. Ce plan est daté du 7 novembre 1561 (Ducourtieux, *Manuscrits et imprimés de l'Exposition de Limoges*, 1886, ap. *Bull. Soc. arch. du Lim.*, XXV, 65, 119).

825. Pierre RAYMOND, REYMOND, al. REXMOND, le meilleur des émailleurs de Limoges après Léonard Limosin, déclare, dans un acte de 1569 découvert par M. Louis Bourdery, être âgé de cinquante-six ans. Il serait donc né en 1513. Il y a quelque raison de croire qu'il est mort en 1584. M. Ardant le dit fils de Jacques. Il habite la rue Basse-Manigne. Ses premières œuvres connues portent la date de 1534.

826. Jean VARACHEAU, al. VARACHEU, émailleur, fils de feu Guillaume dit Maumot, boulanger près l'étang d'Aigoulène, et d'Anne Benoist, vit le 15 mars 1526 (vieux style). Jean et sa femme, Marguerite Gautier, vendent, avant le 7 septembre 1528, une mai-

son sise grande rue des Arènes (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, n° 5490, 7975, et répertoire général I, p. 427 et 429.

827. J. (Jean ?) TEXIER, dit PENICAILHE, émail., 1529-1547 (T.).

828. Pierre TARAUD, *al.* TARSAUD, émail., 1531, 1532, 1534 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martin, terrier, et fonds Saint-Martial, terrier Malherbaud) (A.).

829. N... CHOUZIT, dit *Treize Métiers*. Quelques vagues indications donneraient lieu de penser qu'il y a eu, au XVI^e siècle, un émailleur de ce nom. On connaît un Jean Chouzit, dit Treize-Métiers, marchand, nommé à un registre de l'Hôpital (D. 4, p. 231), le 5 février 1489 et le 20 mars 1507. Sa maison de la rue d'Aigoulène appartient, en 1535, à son fils Barthélémy (*ibid.*).

830. Jean I PÉNICAUD l'ainé, émail., 1537-1543. Paraît être le fils aîné de Nardon Pénicaud et celui qui, vers 1541, a épousé Marie Audier (Papiers de la famille Jabet).

831. Jean II PÉNICAUD le jeune, émail., 1537, 1571, meurt vers 1588 (Emile Molinier, *Dictionnaire des Emailleurs*). C'est lui, ou le précédent, qui, en 1565, suit Léonard Limosin à Bordeaux.

832. Jean I POYLEVÉ ou POILLEVÉ, orf. et ém., 1537, 1555 (A.).

833. Pierre VEYRIER, émail., fils de Jean, 1528-1538. Pourrait être le même que Pierre II Veyrier aîné, orf., nommé en 1552, 1555, 1558, ou qu'un Pierre Veyrier, nommé en 1524 et 1526 et décédé antérieurement au 6 mai 1541 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général, II, p. 269, 270, 272; Hôtel de ville, GG. 204; Hôpital, B. 284; M. Ardant, *Saint-Pierre du Queyroix de Limoges*, 1851, p. 15, 16, 34).

Dans sa notice sur *Saint-Pierre du Queyroix*, M. Maurice Ardant rapporte que les bayles du Corps-de-Dieu firent faire par Pierre Veyrier l'ainé deux images en émail des apôtres saint Pierre et saint Paul.

834. Pierre I COURTEYS, *al.* COURTOIS, émail., 1529, 1545. Mort avant le 18 août 1591 (Guiraudet, *Bulletin monumental*, publ. par la Société française d'archéologie, année 1878, p. 358).

835. Pierre LEMONTROT ou LA MOTHO, émail., 1537 (A. et T.).

836. Jean COURT, dit VIGIER, émail., fils de l'orfèvre Jean I, 1541, 1543, 1551, 1556, 1557. Habite en 1543 la rue du Clocher et vend le 25 septembre de cette année à Bardonnaud — peut-être l'émailleur Nicolas Bardonnaud — une chambre et étable contiguës à cette maison (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général I, 217). Peut-être est-il l'époux de Sibille Veyrinaud, le

père de Léonard Vigier, et dans ce cas il serait mentionné comme défunt à un acte du 9 mai 1564 (vieux style), (même répert., I. 260).

837. Grégoire dit Gory MIETTE, qui occupe, en 1548, une maison rue Sainte-Valérie qu'il vend en 1588, a été à tort compté parmi nos émailleurs. Il est qualifié de « mailleur » à la mention du premier de ces actes, d'« épinglier et faiseur de mailles » à l'analyse du second (Hôpital, D. 4, p. 370). Le copiste avait d'abord écrit *emailleur*, puis il a biffé l'*e*).

838. M.-D. PAPE, émail., milieu du XVI^e siècle (Labarte : *Arts décoratifs*).

839. Jean De COURT, peintre du roi, 1555, 1572 (A. T.). Fut-il émailleur ?

840. RÊCHAMBAULT, est donné, en 1555, comme émailleur par l'abbé Texier, sans raison, croyons-nous.

841. Pierre PÉNICAUD, émail. et peintre verrier, 1555, 1590 (T. et Molinier). Peut-être est-ce le troisième des fils de Nardon (ci-dessus n° 816).

842. Jean MIETTE, *al.* MYETTE, émail., 1563, 1565 (Hôpital). Miette n'est peut-être qu'un surnom.

843. François II LIMOSIN, émail., certainement fils de Léonard, 1564. A lui ou à son frère du même nom se rapportent des mentions ou des œuvres datées de 1576, 1579, 1582, 1588 (A. et Gaullieur).

844. François III LIMOSIN, également fils de Léonard, 1564 (voir l'article précédent).

845. Colin II NOAILLER, « esmailleur à Limoges », témoin à un acte du 16 août 1571 (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, H. 62, p. 53), ne saurait être confondu avec Colin Noylier que signale dès 1503 M. Ardant. C'est sans doute de ce Colin qu'on possède un émail daté de 1545. Les *Registres consulaires* (II, 322) font mention, au 9 mars 1567, d'un Colin Noaller, du canton de Fourie, désigné parmi les collecteurs de 1568, et à qui le greffier du Consulat avait d'abord donné la qualification d'*esmailleur*; le mot a été ensuite biffé et remplacé par celui de « pasticier ».

846. Nicolas NOALHER, émail., veuf, à la date du 6 novembre 1570, de Mariette Durand, ne paraît pas devoir être confondu avec le précédent (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Pierre, reg. de Bony, fol. 137, v°).

847. Jean FLEUREL, émail., 1570 (D. T.).

848. ANTOINE, émail., 1572 (T.), probablement Antoine Terras-son, n° 894 ci-après.

849. Nicolas BARDONNAUD, émailleur, 12 juillet 1578. Possède une maison rue Boucherie (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, 378).

850. Jean III PÉNICAUD, émail, 1578. M. de Laborde, M. Molinier après lui, reconnaissent l'existence de trois émailleurs du nom de Jean Pénicaud.

851. (?) Jean IV PÉNICAUD. C'est à un quatrième Jean Pénicaud que se rapporterait, suivant l'abbé Texier, la mention de 1578 ci-dessus.

852. Jean I COURTEYS, *al.*, COURTOIS, émail., mort vers 1586 (A.).

853. Martial COURTEYS, émail., fils de Pierre I, vit à Limoges en 1579 (Giraudet, *ap. Bull. monumental*).

854. Martin I NOALHIER, dit CHABROU (1), émail., fils de Colin II ou de Jean. Seconde moitié du seizième siècle (Ardant et Molinier).

855-856. Léonard II et Léonard III LIMOSIN, *al.* LYMOUZIN, maîtres émailleurs, dont l'un porte, le 1^{er} avril 1619, au baptême d'un fils de François et Jeannette Cibot, dont il est parrain, le titre d'*esmailleur du roy*. Nous avons cherché à les distinguer l'un de l'autre. L'un est peut-être le fils de Martin, 1579, 1599, 1606 (fonds des Carmes, Arch. dép., 5722). On trouve dans les registres paroissiaux : Léonard, époux de Marguerite Deschamps, 1604 et 1612 ? ; Léonard, époux d'Anne de Julien, 28 mars 1621 ; Léonard, époux de Marie Tallandier, qui ont un fils François (Hôtel de ville, GG. 2, 3, 4, 5, 11 et 15). Pierre et Léonard Limosin frères, ont plusieurs immeubles rue du Collège, 1619 (Hôpital, D. 4, p. 154, 155).

857. François IV LIMOSIN, « esmalier ». On ne sait si c'est à lui ou à un des François ci-dessus n° 843 et 844, que se rapportent deux mentions, l'une du 24 juin 1606 (Hôtel de ville, GG. 4), l'autre du 23 novembre 1615 (baptême d'un fils de Léonard Limosin dont François est parrain, GG. 3). L'existence d'un François Limosin, quatrième du nom, est généralement tenue pour probable. C'est lui que désignerait une mention de l'année 1626. M. Ardant place sa mort en 1636 ou 1646.

(1) Sans parler des Chabrol, qui ont toujours été nombreux dans la contrée, on trouve en 1482, 1483 et dans la première moitié du seizième siècle, mention d'une famille de boutonnières du nom de Chabrou.

858. Jean III COURT, *al.* COUR, dit VIGIER, le jeune, maître-émail., 1580, 1597, 1602, 1614, 1616, 1621 (A. D. T.). Jean Court, « m^e esmalier », est l'époux de Valérie de Lagomart, *al.* Lajoumard et est mentionné comme tel en septembre 1614, 1621, 1627 (Hôtel de ville, GG. 3, 9).

859. E.-P. MIMBIELLE, émail., 1584 (T.). Il est douteux qu'il soit Limousin.

860. François BOUNY (Bonnin), émail., 1585 (A.).

861. Jean BILLANGES, émail., 1528, 1622, époux de Narde Du Boys (Hôtel de ville, GG. 3 et Molinier, *Dictionnaire*).

862. Martial I REYMOND, orf. et émail., fils de Pierre I et frère de Pierre III, mentionné en 1590, mort en 1598 ou 1599 (A. D. T.).

863. Pierre COLIN, émail., seizième siècle (T.).

864. Pierre II REYMOND, 1591, 1592 (Hôtel de ville, GG. 3).

865. Pierre II COURTEYS l'aîné, orf. et émail. (Voir ci-dessus n° 834).

866. Dominique IV, *al.* Domenge MOURET le jeune, orf., émail., 1595-1635.

867. Jean I LIMOSIN, émail., 1597, 1602, mort avant 1610.

868. Elie PONCET, émail., fils de Philippe I, 1597 (A.).

869. Jean REYMOND, émail., 1598, frère de Martial II, époux de Françoise Mouret, mort avant le 28 juillet 1603 (Hôtel de ville, GG. 3 et A.).

870. Jean II COURTEYS, émail., frère de Jean I, fin du seizième siècle et 1602 (A.).

871. Pierre III COURTEYS le jeune, émail, fils, comme le précédent, de Pierre I, établi à Tours en 1591. « Peintre et émailleur de Madame, sœur du roi » en 1592. Vit en 1608 et 1613 (Giraudet).

872. Martin DIDIER, émail., fin du XVI^e et commencement du XVII^e siècle.

873. Pierre I NOALHIER, émail., 1600 (1).

874. Suzanne COURT, *al.* DE COURT, émail., 1600 (A. T.).

875. Martial IV REYMOND, émail., 1603, 1606, 1608; marié à Jeannette Moulinard (Hôtel de ville, GG. 3, A. D.).

(1) Est-ce le « M^r Nouailher, m^e esmailleur de la Porte Manigne », mentionné le 1^{er} décembre 1634 (Hôtel de ville, GG. 77)?

876. François V LIMOSIN, émail., 1606, 1636, mort avant 1649. Si l'existence de François IV est très probable, celle de François V est tout à fait douteuse.

877. Jean II LIMOSIN, émail., mentionné en 1610 et 1619. Porte, à cette dernière date, le titre d'émailleur du roi (A.).

878. Pierre III REYMOND, orf. et émail. (v. n° 709).

879. Jean GUIBERT, émail., 23 décembre 1613, 1614, 1615, mort avant le 13 janvier 1618.

880. François DOURADOUR, émail., mort avant 1636 (Arch. Haute-Vienne, D, 150).

881. Jean IV COURT, dit VIGIER, « maître esmailier », époux de Belinne Guibert en janvier 1611. Sa femme et lui sont nommés en février 1616. Il est impossible, par suite, de le confondre avec Jean III (Hôtel de ville, GG. 3 et 7). Est-ce le « Petit Jean » signalé en 1601, 1611, 1612, 1624, 1636 (A. D.) et le « Vigier, émailleur », mentionné en 1623 par une pièce des archives de l'Hôpital (B. 212)?

882. Martin II NOALHIER, émail., 1620, 1634, 1640, époux d'Anne Guibert, le 18 octobre 1620 (Hôtel de ville, GG. 11). M. Ardant le mentionne comme époux de Marie Mouret.

883. Noël I LAUDIN, émail., né vers 1506, mort le 2 avril 1681. Il habite le faubourg Manigne en 1633, époux d'Anne Guineau (Hôtel de ville, GG. 74, 75, 77, 79, D.). Cette famille est peu connue avant cette date. Nous savons toutefois que Louis Loudin (*sic*), conchier, et son frère Barthélemy possèdent, en 1563, au faubourg Boucherie, Jeux immeubles contigus. En 1638 et 1640, André Laudin a des intérêts dans le faubourg (Hôpital; D. 4, p. 410-412).

884. Pierre MÉRIGOU, émail., 1621 (Hôtel de ville, GG. 107, 108 et A.).

885. François POYLEVÉ, émail., 1624, 1625, 1635 (A.).

886. Mathieu BARIER, émail., marié à Simone Goudin, 1622 (Hôtel de ville, GG. 12).

787. Pierre BARIER, « marchand émail. », époux de Barbe David, 1623 (Hôtel de ville, GG. 74).

888. Joseph REYMOND, émail., frère de Martial II, a signé ses émaux de ses initiales, accompagnées d'une fleur de lis.

889. N. BONNIN, émail., XVII^e siècle (T.), 1624 (A.).

890. Jacques FARGUES, émail., 1623 (Hôtel de ville, GG. 108).

891. Léonard IV LIMOSIN, émail., fils soit de Martin soit d'un fils de Léonard I, 1626 (A. D.). Il n'est pas impossible de l'iden-

tifier avec « Léonard Limosin, m^e esmailleur », 13 janvier 1664 (Hôtel de ville, GG. 20).

892. Barthélemy VERGNIAUD, *al.* VERGNAUD, maître émail., 1627, 1637, 1647, 1650, 1657, 1662. Marié à Catherine Parrot qui possède, du chef de son père, une maison au Vieux Marché, près l'Andeix. Mort avant 1667 (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, 5426, p. 116; Hôtel de ville, GG. 77; Hôpital, B, 523, D. 4, p. 196, A.; *Mém. de la Société des Antiquaires de France*, t. XXVI).

893. Barthélemy, *al.* Thoumieux CHOUZY, dit *Treize-Métiers*, émail. Au bout de la rue Torte, 1633 (A.).

894. Antoine FAUCON, dit TERRASSON, maître émail., 1635, époux d'Anne Chapoulaud, enterré le 27 février 1672 (Hôtel de ville, GG. 22, 54. C'est de toute évidence l'Antoine Lemasson et l'A. Tharasin de la liste de l'abbé Texier.

895. Valérie LAUDIN, émail., née vers 1622, morte le 18 ou 19 décembre 1682 (D.).

896. Jacques NOALHIER, émail., né le 3 avril 1605, fils de Pierre et de Narde Guibert; époux de Marguerite Cogniasse, possède une maison rue Magnigne; mort le 9 décembre 1674 (Hôtel de ville, GG. 22, 24; Hôpital, *passim*; A.; L. Bourdery : *Notice* au t. XLI du *Bull. Soc. arch. du Limousin*, p. 289).

897. Jean I [FAUCON, dit] TERRASSON, « m^e esmailleur du faubourg Manigne », époux de Valérie Peran (?), 1663 (Hôtel de ville, GG. 83).

898. Jean VIII GUIBERT, émailleur.

899. Nicolas LAUDIN, « maître esmailleur », « marchand esmailleur », marié à Jeanne Dentraigas, mort à soixante-dix ans le 12 avril 1698 et enterré le 13 à Saint-Maurice (Hôtel de ville, GG. 83, 231).

900. François III GUIBERT, orf. et émail. (voir ci-dessus n° 879).

901. Philippe PONCET, peintre et émail. (voir ci-dessus n° 613).

902. Martial MENOT, émail., 1666 (A.).

903. (?) Jean LAUDIN, émail., 1616-1688. Mentionné par M. Ardan, l'aurait été par erreur suivant M. A. Thomas et doit être rayé de la liste de nos émailleurs.

904. Jacques I LAUDIN, émail., fils de Noël I, né vers 1627, mort le 27 mai 1695. Est peut-être le mari de Françoise Pradeau (Hôtel de ville, GG. 42) (D.).

905. Elie II PONCET, émail., 1669 (D.).

906. Martial FAUCON, dit TERRASSON, maître émail., époux de Marguerite Filz (?), 1670-1673, et en secondes noces de Madelaine Chevalier, 1676. Vit en 1686 (Hôtel de ville, GG. 22, 23, 26, 28).

907. Pierre FAUCON, émail., peut-être le frère du précédent, 1673 (Hôtel de ville, GG. 23).

908. (?) N... POIRIER, peintre et émail., XVII^e siècle (T.). Voir ci-dessus n° 166.

909. (?) M... LYDON, émail., XVII^e siècle (T., d'après M. de Laborde). Est-il Limousin ?

910. N... NILHAUD, émail., XVII^e siècle (T.).

911. N... BERNARD, émail., XVII^e siècle (T.).

912. (?) N... WAILLET, émail., XVII^e siècle (T.). Probablement un Thillier.

913. Melchior MILHER, émail., originaire de la Bavière (1), enterré le 13 novembre 1676 (Hôtel de ville, GG. 36).

914. Elie CHOUVEIX ou CHOUSVEN, maître émail., marié à Jeanne Pascaille, 1677, 1680 (Hôtel de ville, GG. 26, 27).

915. Jean III LIMOSIN, émail., 1679. Fils ou neveu de Jean I (A.).

916. Noël II LAUDIN, émail., né vers 1657, fils de Nicolas I, époux de Valérie Ribouille, mort le 28 octobre 1727 (Hôtel de ville, GG. 59) (A. D.).

917. Jacques II LAUDIN, « maître émailleur », marchand émailleur, fils de Nicolas I, époux d'Anne Ribouille, né en 1663 ou 64, nommé plusieurs fois en 1699, mort le 8 novembre 1729 (Hôtel de ville, GG. 191, 231).

918. Nicolas II LAUDIN, maître émailleur, décédé en 1717 (Hôtel de ville, GG. 232).

919. J.-B. POYLEVÉ, émail., 1694 (A. T.).

920. (?) N... BARBETTE, émail., 1696 (T.). Nous ne connaissons d'autre émailleur de ce nom que Josias Barbette, de Strasbourg, et rien ne nous paraît justifier l'insertion du nom de cet artiste à notre catalogue.

(1) La présence d'ouvriers allemands dans nos ateliers pourrait expliquer la déformation de certains noms aux signatures de nos émaux et leur physionomie tudesque, sans qu'il soit besoin de recourir à l'hypothèse de contrefaçons, non invraisemblable du reste.

921. Jean II [FAUCON? dit] TERRASSON, émail., 1663, habite au faubourg Manigne (Hôtel de ville, GG. 83).

922. Pierre II NOUALHIER, maître émail., fils de Jacques, né en 1665; marié à Anne Faute, mort le 28 septembre 1717 « à l'âge d'environ soixante ans », ce qui ne se rapporte pas à la date de sa naissance (Hôtel de ville, GG. 60, 246; Hôpital, B. 14 et 523) (T.).

923. Joseph NOUALHIER, émail., fils de Jacques, né vers 1665; marié à Françoise Dumas, mort le 29 avril 1721 (Hôtel de ville, GG. 24, 28, 29, 44).

924. Antoine GROS, *al.* LEGROS, émail., époux de Marie Masselout, 1686 (Hôtel de ville, GG. 28).

925. Joseph LIMOSIN, fils de François, émail., fin du XVII^e siècle et 1706 (A.).

926. GÉROME, émail., fin du XVII^e siècle et 1711 (Haute-Vienne: fonds de l'évêché). (A. D.).

927. Jean-Baptiste, *al.* Jean, *al.* Baptiste NOUALHIER, « marchand émailleur », né en 1699, fils de Joseph, marié à Anne Gay, enterré le 8 juillet 1775 (Hôtel de ville, GG. 31, 32, 62, 63). Est-ce à lui, « Noualhier, emailleur », que l'hôpital commande, en 1763, « quatre bâtons en bois peint et deux panonceaux de carton aux armes de saint Alexis » pour la procession des Ostensions (Hôpital, E. 2)?

928. Martial GROS, *al.* LE GROS, émail., fils d'Antoine, marié à Claire Guittard; a un fils, Simien (?), baptisé le 13 avril 1705, 1719 (Hôtel de ville, GG. 29).

929. Nicolas III LAUDIN, maître émail., né en 1689, fils de Noël II, époux de Marguerite Dutheil et, en secondes noces, de Marie Masleau, vit en 1739 (A. D.). (Hôtel de ville, GG. 95).

930. Joseph LAUDIN, émail., mort en 1727 (Molinier, *Dictionnaire*).

931. Bernard NOUALHIER, émail., né le 9 septembre 1702, marié à Valérie Auvray (*al.* Ouvret), mort le 14 mai 1739. Pierre, son fils, est baptisé le 12 avril 1735 (Hôtel de ville, GG. 31, 44, 191) (T.).

932. Martial NOUALHIER, maître émail., fils de Joseph, époux de Marie Soudanas. 1727, 1730, 1739 (Hôtel de ville, GG. 31, 62).

933. P. NOUALHIER *alias* NOAILHER, émail., 1737-1739 (*Pouillé* du diocèse, édit. Lecler, p. 157).

934. Jean-Baptiste II, *al.* Baptiste NOUALHIER, émail., baptisé le 6 janvier 1732, marié à Anne Gaston, mort le 2 novembre 1804 (Hôtel de ville, GG. 34, 35).

XII. — Peintres-verriers, verriers

935. VINCENT le verrier (*Vincencius lo veyrier*), mort antérieurement au 14 novembre 1367 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, n° 7802).

936. PIERRE le verrier (*Petrus lo veyrier*), possède ou habite une maison de la rue Mirebœuf. Fin du XIV^e ou commencement du XV^e siècle (Haute-Vienne : fonds du prieuré de Saint-Gérald, n° 2502).

937. JEAN le verrier (*Johannes lou veyrier*), a une maison rue Vieille-Monnaie, dans les premières années du XV^e siècle (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. de la Pitancerie, fol. 98).

938. GUI, verrier (*Guido, vitrarius*), exécute des vitraux pour la chapelle de Notre-Dame à la Cathédrale (1), 1408 (Haute-Vienne : fonds du chapitre cathédral, n° 2488).

939. PIERRE le verrier (*Petrus lo veyrier*), XV^e siècle (Hôpital : petite liève de Saint-Gérald).

940. Etienne DARNAC dit « le Peintre », verrier (*vitrarius*), possède une maison rue du Temple, 8 avril 1494 (Hôpital, reg. VIII D. 4, fol. 179 r°).

941. Jean FAURE (*Fabri*, dit *l'Escriva*), peintre enlumineur et graveur (voir ci-dessus n° 139 et 222).

942. Robert COURTOIS, peintre verrier, 1498 (abbé Texier, *Histoire de la peinture sur verre*).

943. Jean COURTOIS, peintre verrier, 1532 (*ibid.*).

944. (?) François DE LA LANDE, verrier, 1540 (T.).

945. Aymeric PALIER ou PÉLIER « veyrier », a une maison rue Biscole, 1^{er} mai 1543 (Hôpital, D. 4, p. 331).

946. Claude BOURBON, « vitrier de Limoges », a une vigne au clos La Chabanne, 1551-1561. A un acte du 15 décembre 1564, il

(1) *Item, solvi Guidoni, vitrario, pro faciendo vitreas in capella Beate Marie edificii.*

est parlé de « feu Claude Bourbon » (Reg. de la vicairie de Saint-Etienne, à la Bibl. des Sulpiciens).

947. Jean PÉNICAUD, peintre verrier, 1556 (T.)

948. Pierre PÉNICAUD, verrier, fait, en 1556, avec Réchambault ci-après, la « vitre de la Cène » pour les confrères du Saint-Sacrement de Saint-Pierre. Prix, 120 livres (Hôtel de ville, GG).

949. RECHAMBAULT, 1556. (V. Pierre Pénicaud.)

950. Martial RAYMOND, peintre-verrier, XVI^e siècle (T.).

951. Psaumet FAULTE, maître vitrier, marié à Anne Poncharaud, fait marché en 1598, avec le chapitre de Saint-Etienne, de réparer les vitraux de la Cathédrale au prix de 70 écus (*Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. III, p. 154, et V, 127).

952. Jean CONDAT dit *Lou Negre*, vitrier, 1598 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général, II, 156).

953. Pierre DE BORT, « maistre vitrier », premières années du XVII^e siècle (Haute-Vienne : fonds des Notaires, n^o 1740, fragment d'acte).

954. David MARTIN, « maistre vitrier », 1604 et 1605 (Hôtel de ville).

955. Léonard I VOUZELLE, « maistre vitrier », 1606, 20 décembre 1610, époux d'Anne Poncharaud (Haute-Vienne : fonds des Notaires, n^o 1687).

956. Léonard II VOUZELLE, vitrier, né en 1613, probablement fils du précédent ; a l'entretien des vitraux de la Cathédrale en 1639, 1660, 1661. Il est marié à Marie Gabaud et est enterré le 30 septembre 1668 (*Bull. Soc. arch.*, II, 160, et V, 130).

957. N... L'ÉYRET, maître vitrier, faubourg Boucherie, mort le 28 février 1654 (Hôtel de ville, GG. 79).

958. Joseph LAUDIN, maître vitrier, né en 1667, mort à soixante ans et enterré le 26 novembre 1727. Marié en 1693 avec Marie Dantreygas (*Bull. Soc. arch.*, V, 128).

959. Pierre LANGLADE, natif de Brive, vitrier à Limoges, mort le 12 août 1669 (*ibid.*, V, 128).

960. Martial MARTIN, maître vitrier, marié à Jeannette de La Maillaria ou de Maglieria, 1668-1686 (*ibid.*, V, 128, 129).

961. Léonard CHARBONNIAUD, maître vitrier, marié à Anne Vauzelle, 6 mai 1671 (*ibid.*).

962. Martial GILLES, dit PEYRET, Martial PEYRÉ, maître vitrier au faubourg Boucherie, marié en 1671 à Jeanne Martial et en

secondes noccs à Jeanne Montagut. Il est mentionné comme défunt à la date de 1678 (*Bull. Soc. arch.*, V, 129; Hôtel de ville, GG. 84, 88).

963. Léonard DUMAIN, maître vitrier, époux de Léonarde Duroisseau, 1689 (*ibid.*, V, 127).

964. Guillaume SIRVENT, maître vitrier, marié à Rose Deveux, 1700-1706 (*Bull. Soc. arch.*, V, 130).

965. Léonard DELOUIS, maître vitrier, marié à Léonarde Duroisseau, vit en 1706 (*ibid.*, V, 127).

966. Jacques PARIZET, « vitrier », marié à Thérèse Vaureix; celle-ci est dite veuve à un acte du 9 mars 1744 (ou plutôt 1747, date surchargée). Possède une maison rue Sainte-Valérie (Hôpital, D. 4, p. 374).

967. « Le gendre de la veuve MARSSAT (Marcha) dit *Piaulette* ». En 1785, il rétablit les quatre grands vitraux de l'église Saint-Domnolet et fait à neuf les quatre petits, moyennant 40 livres (Hôtel de ville, GG. 184).

XIII. — Brodeurs

968. Pierre YDEUX, brodeur, fils de Jean, a une maison rue Manigne, à gauche en allant de la Porte à l'Andeix, 13 mars 1494, vieux st. (Hôtel de ville, GG. 220, fol. 79 v°; 287, fol. 28 v°; Hôpital, D. 4, page 45). Pierre Ydeux a trois frères : Roland, barbier, Martial et Philippe. Peut-être le second est-il le peintre (Martial Ydeux, dit le Pape, n° 150) qui a possédé la même maison avant la date du 28 août 1553.

969. Philippe YDEUX, brodeur, 21 avril 1509 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, 5492, fol. 72 v°).

970. Jean BRINGUE, brod., a possédé une maison de la rue Ferrerie antérieurement au 26 octobre 1534 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répertoire général, I, 455).

971. Pierre BAYARD, brod, 1560 (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel; terrier, p. 94).

972. THOMAS, brod., 1577 (Hôtel de ville).

973. Mathieu DE LA VOUTE, maître-brodeur, 1621 (Reg. de la par. Saint-Maurice).

974. Jean RUAUD, brod., 1621 (*ibid.*).

975. Léonard GUÉRIN, maître brod., entre 1625 et 1636, nommé dans la *Vie admirable de M. Bardon de Brun*, par le R. P. Petiot, 2^e édit., 1653, p. 180).

976. Joseph RUAUD, maître brod., 1610, 1635, 1637 (Arch. Haute-Vienne, C. 146; Hôtel de ville, GG. 7).

977. LEYMARIE, brod., habite le quartier du Pont Saint-Etienne, 1635 (Arch. Haute-Vienne : fonds Petits Carmes, n° 106).

978. François VERTHAMOND, brod., exécute un devant d'autel pour la Confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre, au prix de 228 l. 10 s. (Hôtel de ville).

979. N... RUAUD, maître brod. Sa maison du quartier Ferrerie est mentionnée le 21 (ou 31) juillet 1676 (Hôpital, D. 4, p. 241). Pourrait n'être ni Jean n° 974, ni Joseph n° 976.

XIV. — Tapissiers

980. Mathias GORSSE, tapissier (*Matias Gorsa, lo tapicier*), a une maison rue du Vieux-Marché, 1317 et 1318, donation rappelée en 1395 (Hôpital : liève des pauvres à vêtir, VIII, B. 9, fol. 28 v°).

981. Etienne DE FORGES, tapissier, demeurant faubourg des Arènes, septembre 1328. Une mention du lundi avant la Toussaint 1359 donne lieu de croire qu'il est décédé avant cette date (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, n° 5426, p. 315).

982. Etienne LA RUE (*Stephanus La Rua*), tapissier, vit en 1340 et a, à cette date, un fils émancipé, du nom de Pierre. Il est mentionné comme défunt à un acte de 1346 (Haute-Vienne : fonds Evêché, registre d'hommages, I, 57 et 79; résidus de fonds divers, 7912).

983. Jean TEULIER, tapissier, fait, en 1344, un legs à la communauté des prêtres de Saint-Michel (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, terrier, 5426, p. 437).

984. Pierre TEYSSENDIER, *al.* TEXANDIER, tapissier, possède une maison rue Ferrerie, 1355, 1366 (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, 5426, p. 70 et fonds des prêtres de Saint-Pierre, liasses diverses).

985. Jean DES BLÈS (*de Bladis*), tapissier, rue Banléger, 1390 (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Pierre, 4067).

986. Bernard DES BLÈS (*de Bladis*), tapissier. Un acte de 1396 fait mention de « feu Bernard des Blès » (Hôpital, B. 39).

987. Jean et autre Jean DE PUYGARNIER (PUYGRENIER ?) (*de Podio Garnerii*), tapissiers, 1429 (Hôpital).

988. Jean MARAND (peut-être MAZAUD), tapissier, 9 septembre 1484 (1). (Haute-Vienne : fonds des prêtres de Saint-Michel, 5426, p. 1).

989. André et Jean AUGERAUX ou AUGERAINS, tapissiers, d'Aubusson, appelés à Limoges par l'abbé de Saint-Martial pour y exécuter une série de tapisseries destinées à la basilique de l'apôtre d'Aquitaine et représentant les principales scènes de sa vie, 1501, 1502 (Contrat publ. par A. Leroux dans le *Bull. archéologique*, du Ministère, 1895, p. 305-308).

990. Jacques VERDY, tapissier, 1503; le même évidemment que Jamme Verdy, tapissier, qui a une maison au Peyrou Sainte-Valérie (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, 135 et *passim*).

991. François AUGIER (*Augerii*), tapissier, 22 janvier 1509, vieux st. (Note communiquée par M. Champeval et provenant des archives de Nexon).

992. Jacques de PUYGRENIER (*de Podio Granerio*), dit VERDIER, tapissier, 19 janvier 1510 (vieux st.). (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. 5492, fol. 82 v°), paraît être le même que Jacques Verdier, ci-dessus.

993. Pierre de PUYGRENIER, dit VERDY, tapissier, 1527, 1549 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, répert. général, I, 53).

994. BORDE, tapissier, 1542, signalé par M. Ardant.

995. Gilbert, *al.* Gelibert ROQUET ou ROUQUET, de Felletin *al.* d'Aubusson), tapissier à Limoges en 1640, 1644, et marié à Jeanne Boffinet. Enterré le 8 février 1664 (Hôtel de ville, GG. 49, 77).

996. Isaac CASTONNET, tap., 1653 (*ibid.*).

997. Antoine CARTAU, tap., 1653 (*ibid.*).

998. Jacques PETIT, maître tap., 1655 (*ibid.*).

999. Pierre ROMANET, tap., enterré le 14 novembre 1660 (Hôtel de ville, GG. 49).

(1) Il y a, au quinzième siècle, des tapissiers à Saint-Léonard, petite ville distante de 21 kilomètres de Limoges. Nous avons notamment relevé le nom de « Jean Peytiers, *tapisserius* », à plusieurs actes.

1000. Jean COUILLAUD, maître tap., 1663, 1672, 1674, marié à Jeanne, *al.* Léonarde Champalimaud (Hôtel de ville, GG. 24, 26, 51, 55).

1001. Etienne ROQUET, maître tap., né en 1648, fils de Gilbert, vit en 1668, 1669, marié à Anne Chaumette, d'Aubusson (Hôtel de ville, GG. 36).

1002. Martial MAGNIAC, d'Aubusson, maître tapissier, à Limoges, 1669 (Hôtel de ville, GG. 21).

1003. Jacques DEMÈS (*sic*), maître tapissier, enterré le 25 juillet 1672 (Hôtel de ville, GG. 54).

1004. Pierre REBY, de Felletin, compagnon tapissier, enterré le 31 mai 1671 (Hôtel de ville, GG. 53).

1005. Martial COLLIN, *al.* COULIN, maître tapissier, 1671, marié à Peyronne Lequart, mort avant le 14 décembre 1697 (Hôtel de ville, GG. 25, 52; Hôpital, D. 4, p. 89).

1006. Pierre BARRIÈRE, maître tapissier, 1674, habite le faubourg Manigne; meurt à trente ans, le 29 septembre 1676 (Hôtel de ville, GG. 26, 84).

1007. Pierre DUMAIS, *al.* DUMAY, maître tap., marchand tap., 1677, 1688, 1691 (Hôtel de ville, GG. 26, 28).

1008. Jean NADAUD, maître tap. (Hôtel de ville, GG. 245). C'est probablement le « Nadaud, tapissier, qui paie sa bienvenue au syndicat du faubourg Manigne en 1722 (Arch. Haute-Vienne, reg. du syndicat).

1009. Pierre DUPRAT, maître tap., 1681 (Hôtel de ville, GG. 113).

1010. Antoine DUMAY, marchand tap., mort avant le 2 septembre 1691 (Hôtel de ville, GG. 28).

1011. Léonard DUPRÉ, march. tap., 1692 (Hôtel de ville, GG. 28).

1012. J.-B. BERTRAND, maître tap., 10 avril 1697 (Hôtel de ville, GG. 246).

1013. Jacques PLOT, d'Aubusson, tap. à Limoges, 1701 (Hôtel de ville, GG. 161).

1014. Jean FOUJÈRE, maître tap., mort le 24 décembre 1707 (Hôtel de ville, GG. 200).

1015. Jean EVRARD, maître tap., 1711 (Hôtel de ville, GG. 94).

1016. Antoine FAUGÈRES, maître tap., 1734 (Hôtel de ville, GG. 119).

1017. Jacques BERTRAND, maître tap., 1739, marié à Marie-Madeleine Marais (Hôtel de ville, GG. 32).

1018. Pierre DEMAY, *al.* DUMAY, tapissier, *al.* march. tap., 1730, 1743. Epoux de Marguerite Royère. Leur fils Antoine est baptisé le 30 mai 1730 (Chambre des notaires, minutes Belut; Hôtel de ville, GG. 191).

1019. Pierre BEGOGNE, maître tap., 1757, 1766, époux de Madeleine Cibot (Hôtel de ville, GG. 33).

1020. Mathieu DUMET, tap., 1759, époux de Françoise Vidal (Hôtel de ville, GG. 33). C'est probablement le « Dumé, tapissier, rue du Clocher », mentionné en 1777 par la *Feuille hebdomadaire*.

1021. Pierre GONDAUD, *al.* GONDEAU, tap., 1760, époux de Thérèse Nicot (Hôtel de ville, GG. 33, 47).

1022. Etienne CHAPELAS, maître tap., rue Montant-Manigne, 1772, 1773, 1777 (Hôtel de ville, GG. 47; Hôpital, B. 103 et 498).

1023. Léonard SÈNÈQUE, tap., 1773, marié à Jeanne Ponroy (Hôtel de ville, GG. 63).

1024. Jean FOUCALET, de Bourganeuf, maître tap., 1778 (Hôtel de ville, GG. 101).

1025. Léonard GONDAUD, maître tap., fils de Pierre, 1779, époux de Catherine Limousin (Hôtel de ville, GG. 47).

1026. Léonard MOUNIER, tapissier, 1789 (communication de M. Champeval).

XV. — Musiciens

1026. G. DE BEAULIEU (*de Belloloco*), vicaire à Saint-Etienne, « surnommé l'*organiste* parce qu'il excellait dans le jeu des orgues » (1), mort le 12 des calendes d'avril (21 mars) 1289, v. st. (Inscription sur une dalle tumulaire de la cathédrale, aujourd'hui perdue).

(1) *Organista vocatus, quia fuit precellus in cantu organorum.*

1028. Esau BERTHAULT, bachelier ès lois, chantre et maître des enfants de la psallette de l'église cathédrale, 8 octobre 1514 (Haute-Vienne : fonds du Chapitre, registres capitulaires de Saint-Etienne).

1029. Antoine GONDAULT, prêtre, maître de la psallette de Saint-Martial, 24 décembre 1557 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, reg. 5492, fol. 154 r°).

1030. Gabriel RANCIAT, *al.* RANTIAT ou DE RANCIA, maître de la psallette à Saint-Martial, 1560; qualifié d'organiste le 12 décembre 1587 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, 7996; Hôpital, D. 4, p. 213). Une pièce du fonds des Carmes, aux archives du département, fait mention, le 21 février 1611, que « feu maistre Gabriel de Rantiat, en son vivant maistre organiste de la present ville », devait une rente aux Carmes des Arènes (liasse 3270) (1).

1031. Jean URBAIN, vicaire et maître de la psallette de Saint-Martial, 1609 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, divers).

1032. Guillaume VARACHER (VARACHEU ou VARACHEAU ?), maître de la psallette de Saint-Etienne, révoqué le 29 mai 1623 par le Chapitre (A. Leroux : *Nouveau choix de documents*, dans *Archives historiques du Limousin*, t. VI, p. 24).

1033. Léonard URBAIN, « maître de la musique » à Saint-Martial, 1627 (Haute-Vienne : fonds Saint-Martial, divers).

1034. BLAISE, maître de la psallette, à Saint-Martial.

1035. Jean PASTOUREAU, maître organiste, 1649, marié à Olympe Fagas, habite la Cité (Hôtel de ville, GG. 81).

1036. Pierre RANCIAT le jeune, « maître joueur des violons », 12 octobre 1650; vend un immeuble, près la rue Malmanche, à Jacques de Petiot, le 23 décembre 1652, et est qualifié à l'acte de « joueur d'instruments ». (Titres de propriété de la « maison Nivet », communiqués par M. Victorin Buffière).

1037. Jean NOUALHIER, maître de musique, 1669 (Hôtel de ville, GG. 111).

1038. Léonard BRIE, « maître joueur de guithere », de la paroisse de Saint-Laurent, à Paris, mort à l'hôpital, à Limoges, et enterré le 8 novembre 1678 (Hôtel de ville, reg. hôpital, GG. 158).

(1) Mage, musicien, 1566 et Joseph Guibert, sonneur de viole, 1583 (Delage, *Confr. de N.-D. de La Joyeuse*, au *Bull. Soc. arch.*, LV, 585, 587).

1039. FREYSSINAUD, organiste à Saint-Michel-des-Lions, 1685 (Arch. Péconnet : note des frais funéraires d'Antoine Péconnet).

1040. Jacques AUSTIN, « maître de musique » à Saint-Etienne, enterré le 9 septembre 1692 (Hôtel de ville, GG. 246).

1041. CIBARD, vicaire et organiste à la cathédrale, 1697, 1703 ou 1704 (A. Leroux : *Nouveau choix de documents*, dans Archives historiques, t. VI, p. 38 (1)).

1042. Léonard TROMPILLON, TROMPILLION, baile des boulangers en 1788 (*Registres consulaires*, VI, 302). Né à Limoges en 1750, cultiva avec succès la musique et la poésie. Il composa une foule de chansons patoises et fit une traduction burlesque de la *Henriade*. Il mourut en août 1824. (Note de Henri Ducourtieux dans *Poésies en patois limousin*, 2^e partie, F Richard, p. 320. (Limoges, 1849).

1043. Le R. P. DOMINIQUE, des Frères Prêcheurs, reçoit quatre louis en juin 1689 pour avoir joué de l'orgue à la cathédrale à divers jours de fête, et avoir « accomodé et netloyé » l'instrument (A. Leroux : *Nouveau choix de documents*, dans Archives historiques, t. VI, p. 34).

1044. LAGRANGE, maître de psalette de la cathédrale, congédié le 9 août 1689 (*ibid.*, p. 35).

1045. BARRAT, admis en qualité d'organiste par le chapitre de la cathédrale, aux gages de 120 livres, 21 mars 1690 (*ibid.*, p. 36).

1046. Jeanty PIQUEUR, figure aux registres de l'Hôpital général, XVII^e siècle, comme ayant donné six mois de leçons de chant aux enfants de cet établissement (Hôpital, E. 47).

1047. MAROT, « prêtre et musicien », maître de psalette à Saint-Junien est nommé, le 23 juillet 1704, maître de psalette à la cathédrale, en remplacement de Cibard (A. Leroux : *Nouveau choix de documents*, p. 60).

1048. LONDEIX, « maître de musique de l'église collégiale de Saint-Martial », passe pour avoir beaucoup contribué à développer, parmi la population de Limoges, le goût de la musique, en particulier de la musique concertante. Il est souvent parlé, vers 1780, de messes en musique dont il organise et dirige l'exécution. Enterré le 23 mai 1785, à Saint-Martial (Hôpital, C. 16).

(1) Notons que le Chapitre de Saint-Etienne fait emplette, en 1699, d'une épinette et d'un serpent.

1049. WANDEURSEN, d'origine allemande, se fixe à Limoges, rue Banléger, vers 1782. Il reçoit une pension des amateurs de la ville. Non seulement il donne des leçons de musique instrumentale, mais il ouvre un cours pour les enfants de huit à douze ans. Il quitte la ville au bout de peu d'années, laissant d'assez mauvais souvenirs (Legros : *Continuation des Annales*).

1050. Marie-François-Xavier-André DE GOLBÉRY, connu à Limoges sous le nom de **BERTRAND**, violoniste distingué, professeur de musique, était un ancien sous-lieutenant du régiment de Royal-Suédois. Congédié lors de la réforme de ce corps, il avait suivi une troupe de comédiens, était venu avec elle à Limoges et s'y était fixé. Il s'y fit une réputation et donna des concerts très goûtés, auxquels assista la meilleure société. L'abbé Legros, à qui nous devons ces détails, mentionne la mort de Golbéry à la date du 10 mai 1787, dans sa *Continuation des Annales*, p. 328. Golbéry habite déjà Limoges le 11 avril 1776, date à laquelle il est nommé, avec la qualification d'ancien officier au régiment de Royal-Suédois, à un acte de baptême (Hôtel de ville, GG. 193).

Louis GUIBERT.

INVENTAIRE SOMMAIRE

DES

REGISTRES PAROISSIAUX DU VIGEN

de 1670 à 1792

La commune du Vigen (1) étant rentrée depuis peu de temps en possession de ses registres paroissiaux, déposés jusqu'ici à la mairie de Solignac (2), j'ai eu l'occasion de les consulter et j'en ai profité pour les classer et y mettre un peu d'ordre.

Ces registres, dont le premier en date est de 1670 et le dernier de 1792, présentent malheureusement quelques lacunes : ceux de 1684 à 1704 manquent complètement.

Pour permettre de les consulter plus facilement, en conservant leur ordre chronologique, je les ai réunis par périodes de cinq ou six années. J'ai inséré chaque liasse ainsi formée dans une chemise de papier fort portant un numéro d'ordre et l'indication des années qu'elle contient. J'ai rédigé enfin l'inventaire sommaire de ces registres, en le faisant suivre d'une table des noms de personnes.

A chaque numéro de l'inventaire correspondant à celui des dossiers déposés à la mairie du Vigen, j'ai transcrit les actes qui m'ont

(1) La commune du Vigen fait partie du canton sud de Limoges. Sa superficie est de 3.005 hectares, sa population s'élève à 1.685 habitants. Le bourg est situé à 11 kilomètres de Limoges, à 3 kilomètres 500 des ruines du château de Chalucet.

(2). La commune de Solignac fait partie du canton sud de Limoges. Sa superficie est de 1.600 hectares, sa population s'élève à 1.270 habitants. Le bourg est situé à 10 kilomètres de Limoges et à 1 kilomètre du Vigen. Ancienne abbaye.

paru offrir le plus d'intérêt au point de vue généalogique, j'ai noté les noms des curés et des vicaires de la paroisse, les particularités que présentaient certains registres et, enfin, les renseignements donnés par quelques prêtres trop peu nombreux sur l'histoire locale ou générale. Il faut aller, en effet, jusqu'en 1767, pour rencontrer un de ces dignes pasteurs qui, se trouvant avoir, à la fin de ses registres, quelques feuillets en blanc, a eu l'heureuse idée de raconter les événements intéressants de l'année ou de faire le récit de ses nombreux procès.

L'histoire du Vigen, jusqu'à la Révolution, se confond étroitement avec celle de ses puissants voisins, les religieux du monastère de Solignac et les capitaines du château de Chalucet.

La domination romaine n'a laissé au Vigen qu'un vestige dans un tronçon de la voie romaine qui allait d'*Augustoritum* (Limoges) à *Fines* (Thiviers). Le pavé de cette voie qui passait à La Jovie, à La Reynie, à Boissac et aux Vergnes (1), est encore apparent à certains endroits (2).

L'origine de la paroisse du Vigen, en latin *Vicanum*, remonte au VII^e siècle. L'an 698, Godebert, abbé de Solignac, permit à saint Théau, moine de l'abbaye et l'un des meilleurs élèves de saint Eloi dans l'art de l'orfèvrerie, de se bâtir une cellule à plus de cinq stades (750 pas) du monastère, dans un endroit agréable. Saint Théau choisit Le Vigen pour y édifier son oratoire, qui reçut le nom d'*Eccllesia Sancti-Elegii de Vicano*. Les moines de Solignac s'y rendaient en procession tous les vendredis de Carême et le lundi après le dimanche de la Passion (3). La piété des fidèles fit ensuite de la cellule, où le saint religieux s'adonnait à la contemplation continuelle, une véritable église, qui fut un peu plus tard placée sous le vocable de saint Mathurin.

Gaucelin de Pierrebuffière céda et fit céder à sa fille le fief presbytéral de Saint-Eloi *de Vico* à l'abbé Gui, qui siégeait en 1071 (4). En 1196, Gérard de Frachet, chanoine de Limoges, ses frères, sa mère et sa sœur se désistèrent en faveur du monastère de Solignac des droits qu'ils avaient sur la moitié de la cure du Vigen (5).

(1) La Jovie, La Reynie, commune de Solignac; Boissac et les Vergnes, commune du Vigen.

(2) Paul DUCOURTIEUX, *Les voies romaines en Limousin* (Bull. de la Soc. arch., t. LVI).

(3) Abbé LÉCLER, *Chronique du monastère de Solignac* (Bull. de la Soc. arch., t. XLV).

(4) Arch. dép., fonds de Solignac.

(5) *Ibid.*

Une bulle du pape Eugène III, de septembre 1147, énumère les dépendances de l'abbaye et mentionne l'église de Saint-Eloi du Vigen (*ecclesiam Sancti-Elegii de Vicano*) parmi celles dont l'abbé est dès lors décimateur. Vers 1150, l'archevêque de Bourges adresse un mandement à l'évêque de Limoges, Gérard de Cher, pour lui enjoindre de mettre en interdit la chapelle du château bas de Chalucet, à moins que l'abbé de Solignac ne demande à y faire célébrer la messe (1).

La cure du Vigen dépendait de l'archiprêtré de La Meyze (2). D'après le *Pouillé* de Nadaud, la paroisse comptait 1.850 communicants; le patron, autrefois saint Eloi, fut ensuite saint Mathurin de Larchant en Gâtinais (3). Les chapelles rurales ou domestiques étaient nombreuses. Celle du Pré-Saint-Yrieix (4) avait été cure vers 1170; longtemps abandonnée, elle fut rouverte après autorisation donnée par l'évêché, le 11 janvier 1707, à Jean Garat, trésorier de France. M. Peyroche, vicaire de Saint-Martial, avait été commis pour faire l'enquête (5). La chapelle du château bas de Chalucet est signalée en 1150 et en 1373; jadis cure, elle était succursale du Vigen en 1438. La chapelle Auvert ou Audolin, ou de La Jovie, existait en 1577, sous le patronage de sainte Anne et de sainte Catherine; en raison de son inutilité et de son état de délabrement, sa destruction fut ordonnée en 1744 (6). Un mémoire de l'abbé Dubois, curé du Vigen de 1767 à 1782, mentionne les difficultés que suscita cette décision (7). La chapelle rurale de Saint-Martin fut également condamnée pour les mêmes raisons; reconstruite plus tard, elle existe encore aujourd'hui, mais dans des proportions fort réduites (8). Il y avait enfin des chapelles domestiques dans les châteaux de Ligoure, du Mas-du-Puy, de Lage et de Bréjoux, cette dernière, la plus récente, datant de 1777 (9).

(1) Arch. dép., fonds de Solignac.

(2) La Meyze, canton de Nexon, arrondissement de Saint-Yrieix.

(3) Abbé LÉCLER, *Pouillé historique du diocèse de Limoges*. Manuscrit de l'abbé Joseph Nadaud (*Bull. de la Soc. arch.*, t. LIII).

(4) Le Pré-Saint-Yrieix, commune de Solignac.

(5) Arch. dép., fonds de l'Evêché, G. 754.

(6) Arch. dép., fonds de l'Intendance.

(7) Registres paroissiaux du Vigen, liasse 13.

(8) La chapelle de Saint-Martin, située à 1.500 mètres du bourg du Vigen, près du hameau de Chez-Chabirant, est un lieu de pèlerinage très fréquenté par les gens du pays.

(9) Ligoure, le Mas-du-Puy et Lage, commune du Vigen; Bréjoux commune de Solignac.

L'église actuelle du Vigen, de style roman, date du XII^e siècle ; son portail rappelle celui de Solignac.

Le 5 mai 1765, fut passé un acte entre les habitants de la paroisse et le sieur Joseph Poincarré, de Neufchâteau, diocèse de Toul, maître fondeur de cloches, tendant à la refonte d'une de celles du Vigen, qui se trouvait fêlée (1).

En 1776, il est fait mention dans le fonds de l'Evêché, aux Archives départementales, d'un droit de banc dans l'église paroissiale en faveur de M. Faulte de Vanteaux, écuyer, seigneur du Mas-du-Puy, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, capitaine au régiment de Picardie. A la suite d'une requête à l'évêque et d'une assemblée des habitants, approuvée par l'intendant de la Généralité, pour délibérer sur cette demande, M. de Vanteaux est autorisé à faire établir un banc au devant de celui du seigneur de Vauzelas (2). Le dit banc aura une longueur de 3 pieds 8 pouces sur 3 pieds 1/2 de largeur, à la charge, par le bénéficiaire, de payer une rente annuelle de 3 livres à la fabrique et de faire faire incessamment la partie du pavé de l'église à prendre de l'entrée de la petite porte jusqu'à la première marche du sanctuaire. Cette décision fut homologuée par l'évêque, sous la condition que le banc ne serait pas attaché au fief du Mas-du-Puy, mais à la personne de M. de Vanteaux, ou de son épouse, ou de ses descendants d'aîné en aîné (3).

En 1777, l'église s'enrichit de reliques offertes à la vénération des fidèles. Le procès-verbal suivant en fait foi : « Louis-Charles du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Savoir faisons que aujourd'hui, lundi, 3 mars 1777, il nous a été présenté de la part du sieur Dubois, curé du Vigen en notre diocèse, une boîte (*sic*) de sapin, couverte d'un papier marbré, entourée d'un petit lien rouge posé en forme de croix sur ladite boîte, aux fins qu'il nous plût en faire l'ouverture, vérifier et en tirer les reliques qu'elle contient, spécifiées dans la lettre authentique de Mgr l'évêque de Porphire, datée de Rome, le 6 mars 1770, pour ensuite la placer dans un reliquaire en forme de chässe de bois peint en bleu, dorée sur les moulures, fermée par le devant d'un verre de figure ovale et par un des côtés par une

(1) Abbé LECLEN, *Etude sur les cloches du diocèse de Limoges* (Bull. de la Soc. arch., t. LI).

(2) Vauzelas ou Vozelas, commune du Vigen, sur le coteau qui domine la Briance; autrefois château appartenant à la famille de Bony de Lavergne, aujourd'hui simple métairie.

(3) Arch. dép., fonds de l'Evêché, G. 760.

porte à charnières et fermant à clef. Sur quoi faisant droit, après avoir examiné ladite boîte et reconnu que les cachets dont elle est fermée sont sains et entiers et conformes à ladite lettre authentique qui nous a été présentée en même temps, nous avons fait l'ouverture de ladite boîte et trouvé entre deux lits de coton quatre ossements dont nous avons reconnu un pour être du col, ayant une tille de papier avec ces mots : S. Corti, mart. ; un autre de S. Constantii, mart. ; un autre de S. Flori, mart. ; un autre de S. Laudati, mart. (1) ». La petite châsse en bois peint se trouve encore, mais vide de reliques, dans un placard de la sacristie.

Les curés du Vigen, de 1630 à 1792, sont : MM. Gui Ligoure et Texendier, de 1630 à 1703 ; Blondeau, de 1706 à 1714 ; Leyssenne, de 1714 à 1764 ; Cheyrrou, de 1764 à 1767 ; Dubois, de 1767 à 1782 ; Faugère, de 1782 à 1791. Le 3 avril 1791, M. Barthélemy Faure, nommé par les électeurs du district de Limoges et agréé par l'évêque constitutionnel Gay de Vernon, prête le serment de la constitution civile du clergé et prend possession de la cure et du presbytère (2).

J'ai relevé aux Archives départementales l'acte d'investiture de M. Ligoure : « A Limoges, le 26^e jour du mois de juin mil six cent cinquante, M. Guido Ligoure, prêtre, curé de Saint-Mathurin du Vigen, a insinué sa signature visant sa prise de possession..... La prise de possession a eu lieu par devant M. Dufour, prêtre ; M. Jean Garrial, sergent royal habitant la ville de Solempnac, et Michel Mandavy, hopte du dit bourg (3) ».

J'avais remarqué, en dépouillant les registres paroissiaux, que M. Leyssenne avait été remplacé dans la signature des actes, de 1731 à 1740, par un vicaire régent. Ce passage d'un manuscrit du fonds de l'Evêché en donne l'explication : « Mandat de 908 livres pour supplément de pension qu'il a fallu fournir au sieur Leyssenne, curé de la paroisse du Vigen, exilé hors du diocèse de Limoges par lettre de cachet de Sa Majesté, afin d'empêcher l'effet de la contagion de ses mauvaises doctrines ». M. Leyssenne, qui faisait probablement profession de jansénisme, revint à récipiscence et obtint son pardon, puisqu'il demeura en fonctions jusqu'en 1764 (4).

M. Dubois, de tempérament fort processif, nous a laissé un

(1) Arch. dép., fonds de l'Evêché, G. 326.

(2) Registres paroissiaux du Vigen, liasse 18.

(3) Arch. dép., fonds de l'Evêché, G. 616.

(4) *Ibid.*, G. 873.

mémoire sur ses difficultés avec dom Ardaillon, prieur de l'abbaye de Solignac (1).

M. Joseph Faugères figure avec Jean-Baptiste Desbordes, son vicaire, sur la liste dressée, à la fin de 1792, des prêtres qui remplissaient les prisons en attendant qu'on les déportât. Il est également mentionné sur l'état des prêtres insermentés soumis définitivement à la déportation en exécution des lois les concernant. Sur la même liste, on retrouve un ancien vicaire du Vigen, Mathieu Jonchade, curé de Solignac. Parti de Limoges, le 25 février 1794, avec le premier convoi de prêtres envoyés à Rochefort, et embarqué sur le ponton *les Deux-Associés*, il y mourut le 9 août de la même année, à l'âge de trente-huit ans; son corps fut inhumé dans l'île d'Aix. Entraîné par des affections locales, il avait commencé par prêter le serment de la constitution civile du clergé, mais il s'était hâté de le rétracter (2).

Le curé du Vigen jouissait, en 1788, d'un revenu évalué à 1120 livres en maison, jardin, prés, terres et dîmes; il payait 117 livres d'impôt et donnait, en outre, 50 livres à son vicaire, qui en recevait 200 de l'abbé de Solignac. Les dîmes de Pazat (3) étaient affermées par M. Leyssenne à Pierre Ribeireix et autres habitants de ce village, par acte du 14 juin 1759, moyennant la fourniture de 50 setiers de seigle, 3 éminaux d'avoine, mesure de Limoges (4) et 8 quintaux de paille. M. Faugères affermait l'enclave de Pouzols (5) au sieur Pierre Lagrange, au prix de 15 setiers de seigle, mesure de Solignac (6), par acte du 26 novembre 1786, reçu Morélières, notaire à Solignac (7).

La paroisse du Vigen relevait, au XIII^e siècle, des justices de Solignac et de Chalucet. En 1283, un procès s'engagea entre Gérard de Maumont, seigneur de Chalucet, et l'abbé de Solignac, concernant la limite de leur juridiction respective dans le bourg. La route de Limoges séparait-elle les deux territoires? Telle était la question. La procédure aboutit, soit du vivant de Gérard, soit après sa

(1) Registres paroissiaux du Vigen, liasses 12 et 13.

(2) Abbé LECLER, *Martyrs et confesseurs de la foi du diocèse de Limoges pendant la Révolution française*.

(3) Pazat, commune du Vigen.

(4) Le setier de Limoges-ville valait 5 décalitres, 120; celui de Limoges-cité, 5 décalitres, 440; celui de Solignac, 5 décalitres, 761.

(5) Pouzols, commune de Solignac.

(6) Arch. Dép. Election de Limoges : minutes des rôles des vingtièmes des biens nouvellement imposables pour 1790.

(7) *Ibid.*

mort, au séquestre de la justice en litige qui fut mise à la main du roi (1).

Ce voisinage de Chalucet était d'ailleurs fort incommode. Les habitants de Solignac et des environs souffraient beaucoup des incursions et des déprédations de la garnison, entretenue dans le château par les comtes d'Albret depuis 1427 jusqu'en 1443. L'abbé de Solignac porta ses doléances au roi. Celui-ci, par lettre du 8 octobre 1434, déclara que ni son très cher et très aimé cousin, le sire d'Albret, comte de Dreux, ni le capitaine de ce dernier à Chalucet, Tandonnet de Fumel, n'avaient le droit d'obliger les hommes de Ménières, Mas-le-Fon, Fougeras, Bas-Teisson, La Farge, Le Puy-Mathieu (2) et autres villages et hameaux, à « faire guet, garde ou manœuvre audit chastel et ailleurs que ès ville et forteresse dudit Sollompnhac (3) ».

Les seigneurs de Chalucet étaient, après les moines de Solignac, les plus grands propriétaires du pays. En 1688, ils percevaient des rentes foncières et directes dans les localités suivantes de la paroisse du Vigen : villages et tènements de Pazat, Châtenet, Narbonneys, Puy-Tort, la Grange, villages du Haut et du Bas-Ligoure (4).

Dans la liste nombreuse des maîtres de Chalucet, nous relevons le nom des de Jaunhac, une des plus anciennes familles féodales du Limousin, dont certains membres habitèrent la terre de Ligoure. En 1275, il est question de *P. de Jaunhac, miles, in manso de Ligora, in parrochio de Vicano* (5). Chalucet fut également occupé par les de Mont ou des Monts : aux titres de l'abbaye de Solignac, figure souvent un mas des Monts ou du Mont, paroisse du Vigen (6). Peut-être cette famille tirait-elle son nom de ce lieu pour lequel plusieurs de ses membres rendaient hommage aux abbés de Solignac. Le titre de chevalier ou damoiseau de Chalucet (*domisellus*), est donné, en 1367, à Guillaume Narbonne et à son frère Pierre, dont une localité de la paroisse du Vigen, Narbonneix, conserve le nom (7). Les propriétaires de Chalucet, au moment de la

(1) Arch. Dép. Fonds de Solignac.

(2) Localités de la commune du Vigen.

(3) Arch. Dép. Fonds de Solignac.

(4) Localités de la commune du Vigen.

(5) Arch. dép. Obituaire de St-Martial. Fonds de l'ancienne abbaye de St-Martial.

(6) Probablement Mont, localité de la commune de Solignac.

(7) Louis GUIBERT : *Le Château de Chalucet*. (Extrait du Nécrologe de Saint-Etienne de Limoges.)

Révolution, étaient les de Verthamont qui possédaient également la seigneurie de Fougeras, dans la paroisse du Vigen, et celle de Châtandean, dans la paroisse de Boisseuil.

Vers 1583, M. Decordes contraignait les familles de huit villages à faire moudre à son moulin du Bas-Ligoure, alors que, de tout temps, elles avaient été tenues de venir au moulin du roi de Navarre, au Bas-Chalucet (1).

Le fonds de Solignac, aux Archives Départementales, contient des actes nombreux intéressant le Vigen, rentes, dîmes, transactions ou pièces de procédure. On y relève les noms de lieux suivants : Colhac, Mansus de Podio, Monteil, Mas du Haut Lobéac, aujourd'hui Couyer ou Chez-Couyer, Mas du Puy, Montély (2), Loubiat (3). Dans une sentence arbitrale, datée de 1246, prononcée par l'Official de Limoges, entre l'abbé d'une part, et les habitants de la ville de Solignac d'autre part, au sujet de certaines violences exercées contre les moines, nous trouvons les noms de paysans du Vigen qui furent condamnés à l'amende, Guidone de Vauzelas, G. de Poypot, Gancelme de Vauzelas, Gancelme de Miniéras, Logoure (4).

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, plusieurs propriétaires notables du Vigen occupèrent à Limoges des fonctions municipales, financières et militaires. Citons parmi les consuls : en 1667, Léonard Descoutures, seigneur du Reynou, et Nicolas Garat, seigneur de la Grange; en 1694, Joseph Blondeau, seigneur de Larfoulière; en 1712, Jean-Baptiste Peyroche l'aîné, seigneur du Reynou; en 1731, François Martialot, seigneur du Puy-Mathien, conseiller du roi, juge royal en la juridiction de Limoges. Le même Martialot était encore capitaine de la milice pour le canton du Clocher, en 1693, 1695 et 1706. Les consuls ayant été remplacés à partir de 1744 par un maire et des adjoints, Blondeau de Larfoulière fut adjoint en 1762, Tanchon de Lage, avocat en parlement et juge de la cité de Limoges, adjoint en 1768, 1771, 1781 et 1785 (5).

Les Garat du Pré-Saint-Yrieix étaient trésoriers de France (6).

M. Peyroche du Reynou fut nommé colonel de la milice, le 2 octobre 1744, à la mort de son beau-père, M. Texandier, qui occupait cette charge. M. Peyroche donna sa démission en 1763 et fut

(1) Louis GUIBERT : *Le Château de Chalucet*.

(2) Chez-Couyer, Mas du Puy, Montély, commune du Vigen.

(3) Loubiat, commune de Boisseuil.

(4) Arch. Dép. : Fonds de Solignac.

(5) *Reg. consul. passim*.

(6) *Ibid.*

remplacé par son fils, Léonard Peyroche du Reynou, sur nomination du comte des Cars, lieutenant-général pour le roi en la province du Limousin.

La milice ayant été remplacée par la garde nationale en 1789, M. Faulte de Vanteaux, ancien capitaine au régiment de Picardie-Infanterie, seigneur du Mas du Puy, fut nommé commandant général adjoint de la garde nationale de Limoges, le 4 novembre 1789. M. Peyroche du Reynou, dont les propriétés au Vigen touchaient celles de M. de Vanteaux, était resté colonel. Une complète mésintelligence ne tarda pas à régner entre les deux officiers supérieurs : les gardes, prenant parti pour M. de Vanteaux, décidèrent que les drapeaux seraient désormais confiés au commandant-adjoint. M. Peyroche du Reynou, à la suite de cette mesure injurieuse, donna sa démission au commencement d'avril 1790. M. de Vanteaux l'imita bientôt : deux mois après, il résignait ses fonctions à cause de l'indiscipline de la garde. Il émigra et fut tué à Quiberon (1).

A l'assemblée préliminaire du Tiers-Etat, en vue de l'élection aux Etat-Généraux, qui eut lieu à Limoges, les 10, 13 et 14 mars 1789, les députés du Vigen étaient MM. Muret de Narbonneix et Vigenaud, bourgeois; Imbert et Cherveix, marchands aubergistes (2). Les représentants de la même paroisse à l'assemblée générale des trois ordres réunis, tenue le 16 mars 1789, dans l'église du Collège de Limoges, furent pour le clergé, M. Faugères, curé; pour la noblesse, Messire Chastaignac, écuyer, seigneur baron de Sussac et de Ligoure; pour le tiers, MM. Tauchon Delage père, avocat en parlement, et Muret de Narbonneix, bourgeois (3).

Le 24 juin 1790, dans l'église de l'abbaye de Saint-Martin des Feuillants, les électeurs des gardes nationales du district de Limoges se réunirent pour élire vingt-six députés et onze suppléants à la Fédération du 14 Juillet. Comparurent pour le Vigen : Thomas, commandant; Jean Chazelas, Thomas, capitaines; Jean Ragot, Buisson, lieutenants; Martial Villeneuve, Thomas, Deschamps, Jean Mazeau, Danneau, porte-drapeau; Cosme Faye, Laroudy, fourriers; Pierre Thomas, Charbonnier (4).

Le premier maire du Vigen a été M. Muret de Narbonneix; il signa, pour la première fois, les actes de l'état civil, le 11 novembre 1792 (5). Le cachet de la municipalité était un sceau rond de

(1) *Reg. consul.*, *passim*.

(2) *Bull. Soc. arch.*, t. XXXIX.

(3) *Limoges et le Limousin*. Guide de l'étranger.

(4) *Reg. consul.*, t. VI.

(5) *Reg. paroissiaux du Vigen*, liasse 18.

24 millimètres, au champ occupé par trois fleurs de lis posées 1 et 2, et séparées par des demi-cercles naissant de la bordure du sceau, avec MUNICIPALITÉ DU VIGEN, comme légende (1).

Dans l'un des chapitres les plus tristes de l'histoire de l'assistance publique en Limousin avant la Révolution, celui des enfants abandonnés, nous trouvons quelques lignes concernant le Vigen. « Paroisse du Vigen. — Le 19 février 1723, a été exposé, à la porte de l'hôpital de Limoges, un garçon âgé d'environ trois mois suivant le procès-verbal, qu'on a nommé Léonard. Donné en nourrice, le 24 du dit mois, à Jeanne Penot, femme de Bernard Pradeau, métayer du village du Puy-Mathieu, susdite paroisse » (2). Les nourrices étaient payées à raison de 2 livres par mois. Sur le nombre de 2.046 nourrices ou gardiennes réparties dans la province, en 1771, le Vigen en fournissait une centaine, chiffre très supérieur à celui des autres paroisses de la Généralité. Les registres mortuaires comptent d'ailleurs de nombreux actes de décès d'enfants, dits de l'hôpital.

Le Vigen paraît avoir été depuis longtemps, au point de vue agricole, un pays de culture. Dans un état des paroisses de la Généralité de Limoges, aux archives départementales, on relève le tableau suivant des richesses en bétail, bien minces semble-t-il aujourd'hui, de la paroisse du Vigen, de 1680 à 1686 (3).

1680	103 bœufs	16 vaches
1681	198 —	26 —
1682	92 —	30 —
1683	90 —	106 —
1684	100 —	80 —
1685	93 —	26 —
1686	102 —	37 —

Ces chiffres sont deux ou trois fois plus élevés que ceux fournis, dans le même état, pour les paroisses voisines, et la supériorité numérique des animaux de travail, sauf en 1683 (4), indique une prédominance marquée de la culture sur l'élevage. Les vignes étaient nombreuses sur les coteaux. L'abbé de Solignac qui percevait, à titre de dîme, la onzième mesure du vin, affermaient la récolte,

(1) FRAY-FOURNIER : *Les Emblèmes et les Devises révolutionnaires*. (Bull. de la Soc. arch., t. XLV.)

(2) A. LEROUX : *Les Registres d'enfants exposés*, aux archives de l'hôpital de Limoges. (Bull. de la Soc. arch., t. XXIX.)

(3) A. LEROUX : *Inventaire du fonds de l'Intendance*, arch. dép.

(4) Le scribe de l'Intendance a dû se tromper et intervertir les deux chiffres.

en 1784, au sieur Mathurin Thomas, boulanger, au prix de 504 livres. Dans cette ferme, les vignobles de Solignac figuraient pour un tiers seulement, ceux de la paroisse du Vigen pour les deux tiers.

L'imposition pour le vingtième sur les biens nobles du Vigen était évaluée, en 1782, à 345 livres, 14 sols. Ils appartenaient à MM. de Verthamont, Ardant de la Grènerie, Durand, conseiller à la Cour des Monnaies, Benoît de Lostende, Blondeau de Laurière, Chastagnac de Ligoure, Garat de Saint-Yrieix, Maledent de Feytiat, Faulte du Puy du Tour, Roulhac de la Borie, lieutenant-général, Maledent de Fonjaudran.

En 1788, les biens ecclésiastiques, dans la même paroisse, payaient 1511 livres pour l'impôt des deux vingtièmes. Leurs possesseurs étaient l'abbé de Solignac, le curé du Vigen, les R. P. Feuillants, le prieur de Notre Dame des Arènes, l'abbé de Saint-Martial, les R. P. Bénédictins de Solignac, les Dames du Châtenet, le Chapitre de Saint-Etienne, le Chapitre de Saint-Martial, les R. P. Jacobins, les chantres de Saint-Martial, l'Hôpital et le Collège de Limoges (1).

Les paroissiens du Vigen étaient en majeure partie des métayers, et, à part un petit nombre de meuniers, de tisserands et de tailleurs d'habits, nous ne trouvons pour représenter les marchands qu'une famille de cloustriers, les Cherveix, qui exerçaient leur métier au Pont du Vigen.

Presque toutes les familles de cultivateurs et de petits propriétaires dont il est question dans les registres paroissiaux dès 1670, se retrouvent encore actuellement dans la commune du Vigen, quelques-unes aux endroits mêmes où naissaient et mouraient leurs ancêtres, il y a près de deux siècles et demi. Les familles nobles ou bourgeoises, dont les représentants possédaient alors des domaines importants, ont, au contraire, complètement disparu du pays, et ont été remplacées par d'autres pendant la Révolution et les premières années de l'Empire.

A. DENARTIAL.

(1) Arch. dép. Election de Limoges. Minutes des rôles des vingtièmes des biens nouvellement imposables pour 1790.

REGISTRES PAROISSIAUX

1. (Registre.) — In-f°, 40 feuillets, papier. 8 janvier 1670-17 juin 1674. —
Registre tenu en entier par G. Ligoure, curé.

Sur le premier feuillet est dessinée à la plume une tête de mort surmontant des ossements en croix. A côté, on lit : « *Scribe, Beati mortes qui in domino moriuntur. Apocal. 14°.* »

» Papier mortuaire de l'église paroissiale de Saint-Mathurin du Vigen, commençant dès l'année mille six cent septante.

» *Requiem æternam dona eis domine. — Et lux perpetua luceat eis.* »

On relève les noms de famille suivants : Varnoux, Chaptard, Faure, Faye, Laplou, Béchade, Dutreil, des Penots, Peyrot, Bauduffe, Bonnet, Chateau, Desmaisons, de Demymole, Dennau, de la Jouvie, de Vialeneufve, Maylafon, Dufour, Rey, Thomas, Valéry, Guytard, de Léonnet, Pilou, Labesse, Beunau, Rebière, Lapeyr, Piquet, Jabreille, Fourissou, Nouger, Ponty, Pergay, Alary, Chabrol, Capet, Nouaud, de Tené, Besse, Le Menu, Mandavy, Baylé, Chabrier, de la Joubertie, Mousnier, de Mathieu, Pradeau, Sénelas, Betoulaud, Vernio, Bancau, Mouré, Coque, Imbert, Vilate, Durou, Trenchan, Dit le Cadet, Guilebeau, Longequeue, Vinour, Boutot, Dada, etc.

Dans la plupart des actes, figure comme témoin Mathurin Varnoux, marguillier.

1672. — « Le onzième mars 1672, vu que la sépulture pressoit et qu'il n'y avoit pas assez de temps pour aller parler à Monseigneur de Lymoges, conformément à ses ordres touchan les sépultures qu'on prétend faire dans les églises, je me suis porté au lieu du Meylafond, où ayant parlé au sieur François Faye, sieur de Meylafon, détenu de la goutte, m'ayant témoigné qu'il souhaitoit que Léonarde Dumoular, sa petite-fille, fille du sieur Pierre Dumoular, bourgeois de Saint-Léonard, et de damoyseille Peyronne Faye, il souhaitoit qu'elle fut enterrée dans notre église, je luy ai accordé sa demande sur la promesse qu'il a fait d'effectuer au plutôt ce qui avoit été ordonné par Mondit Seigneur de Lymoges touchant les sépultures dans les églises, ce qu'il a promis en présence de Monsieur Martial Faye, son fils aîné en dessous signé, et pour

obéir à Mondit Seigneur et suivre les ordres qu'il nous a faits, j'ay déclaré en présence des sieurs Rolland Béchade, notaire de Solognat, et Rolland Faye, frère du susdit sieur du Maylefon, je ne pouvois consentir et ne consentois à la dite sépulture sans tirer à conséquences et qu'aux conditions de la promesse qu'il m'a faict d'effectuer les ordres à nous faits par Mondit Seigneur de Lymoges; la dite est décédée au Maylefon, âgée de six ans. — Ont signé : G. Ligoure, curé. Martial Faye. Rolland Béchade. Rolland Faye. »

1673. — « Le huitiesme mars 1673 a esté enterrée Elysabet dite Yzabeau Imbert, décédée au pont du Vigin, âgé de cinquante six ans; ont été teymoings : Monsieur Louys Bauny de Lavergne et Léonard Denna du pont du Vigin. — Signé : Louis Bauny de Lavergne, présent. L. Dennaud. »

« Le huitiesme may 1673 a esté enterré vénérable messire François Guylard, prêtre de cette paroisse, décédé dans le présent bourg, âge de quatre vingt ans; il estoit de la Confrérie du Saint-Sacrement. Ont esté teymoings Pierre Maylefon, demeuran au présent bourg, et François Mandavy, du présent bourg. »

Sur 334 actes mortuaires compris dans ce registre, 26 seulement sont signés par les témoins : dans tous les autres, ils ont déclaré ne savoir signer.

Le registre est incomplet : plusieurs feuillets ont disparu. 21 juin 1674-18 juillet 1674. 1 feuillet. — Actes mortuaires dressés par Ligoure, curé.

18 août 1775-28 octobre 1675. 1 feuillet. — Actes de baptême dressé par Ligoure, curé.

10 septembre 1676-30 novembre 1676. 1 feuillet. — Actes de baptême dressés par Ligoure, curé, et Boutot vicaire.

17 février 1684-20 avril 1684. 2 feuillets. — Actes de baptême dressés par Ligoure, curé.

« Le vingt et neuf febvrier 1684 a esté baptisé Jean, fils de noble Charles de Bauny de la Vergne, escuyer, seigneur de Vozelas, et de Madame dudit, Marie de Chouveau, sa femme, du chasteau de Vozelas, où il naquit le dix sept de febvrier an susdit. A esté parrain noble Jean de Chouveau, seigneur de Rochefort, et marraine Madame François Desmaisons; teymoings : noble François de Bauny, seigneur de Vozelas, et damoyselle Marie de Bauny de Vozelas. — Signé : Jean de Rochefort. Marie Bony de Voselas. Desmaisons. »

2. (Registre.) In-f°, 26 feuillets, papier. 11 mai 1704-17 janvier 1709. — Texendier, Blondeau, curés. Nantiat, Yvenot, Denieilleule, Leys-senne, vicaire.

Registre des baptêmes, mariages et mortuaire de la paroisse de Saint-Mathurin du Vigin, paraphé par nous, Roland Rondyllet, juge roial de Solomniat.

1705. — « Le vingtiesme julliet 1705 a esté enterrée dans l'église de cette paroisse Marie Daurat, fille de sieur Simon Daurat, bourgeois et marchand de Limoges, décédée le jour précédent dans la terre de Larfoulière, âgée de dix ans, après avoir reçu la Sainte extremuncion. — Signé : Texendier, curé du Vigin. Dorat. »

« L'an de grâce mil sept cent cinq décéda en la Communion de notre Mère la Sainte-Eglise messire Jean Texendier, curé de la paroisse du Vigin, après avoir reçu les sacrements qu'ordonne notre Mère Sainte-Eglise, et le dixseptième de décembre, environ les huit ou neuf heures du matin, et fut enterré le lendemain, près la chappelle de Saint-Mathurin, et ont assisté au convoi M. Léonard Martialot, curé de Solognat, et M. Jean Nantiat, curé de Saint-Prieyligoure, qui ont signé avec moy. — Signé : Martialot, curé de Solemniac; Denieilleule, vicaire. »

1706. — M. Blondeau signe son premier acte comme curé du Vigin le 6 janvier 1706.

1707. — « Le quatorziesme janvier mil sept cent sept a été baptisé Martial, fils de Mathurin Faure et de Catherine Limousy, sa femme, né le treizième des dits mois et an. Le parrain a esté M. Martial de Verthamon, seigneur de Faugeras. »

« Le dixième novembre 1707 est célébré un mariage dans la chapelle domestique du Haut Ligoure par Desflotes de Leychoisier, prêtre. »

1708. — « Le jour de Saint-Martin, onzième du mois de novembre l'an mille sept cent huit, en l'église paroissiale du Vigin a été baptisée par moy prêtre, Barthélémy de Verthamon, une fille nommée Catherine... etc. »

3. (Registres.) — 3 in-f°, 33 feuillets, papier. 20 janvier 1709-31 janvier 1715. — Blondeau, Leys-senne, curés. Leys-senne, Rougier, vicaires.

Baptêmes, mariages et enterrements

Dans un acte mortuaire du 8 juin 1709, il est question de la chapelle de la Jauvie comme lieu de sépulture.

1710. — « Le dix neuvième mars mil sept cents dix naquit et fut baptisée le lendemain Anne, fille de messire Léonard des Pousses, seigneur du Breuil, et de dame Marie de Bony, son épouse; fut parrein messire Charles de Bony, écuyer, seigneur de Vauzelas, et marreine damoiselle Anne des Pousses, qui signèrent avec moy. — Blondeau, curé. »

1711. — « Ce vingt et neufviesme aoust mil sept cent onze a esté baptisé Jérémie Reymond, fils d'Etienne Reymond et de Jeanne Valette, sa femme, des Brciou. Le parain a esté Monsieur Jérémie Ardant, et la maraine Catherine Barbou, qui ont signé avec moy. — Jérémie Ardant. Catherine Barbou. Leyssenne, vic. »

1714. — « Le sixiesme feuvrier mil sept cents quatorze, damoiselle Marguerite de Boni, du châteaux de Vauzelas, âgée d'environ cinquante sept ans, décéda en la communion de l'Eglise après avoir reçu les sacrements de pénitence et d'eucharistie. Le corps de laquelle fut enseveli, le huitiesme du même mois et an que dessus, dans l'église du Vigen, sous le bant du dit Vauzelas. — Signé : Rougier, vic. »

« Le vingt neufviesme jour du mois d'aoust mille sept cent quatorze a esté enterré vénérable Joseph Blondeau, prêtre, curé de la paroisse du Vigin, mort le même jour, après avoir reçu tous les sacrements. Ont été présents à l'enterrement : M. Jean Nantiat, curé de Saint-Priest-Ligoure; François Roger, notre vicaire du Vigin; M. Jacques Blondeau, seigneur de la Grange. — Signé : Nantiat. Blondeau. Rougier. »

M. Leyssenne a été curé du Vigen pendant cinquante ans, de septembre 1714 à septembre 1764.

4. (Registres.) — 6 in-f°, 96 feuillets, papier. 20 février 1715-17 août 1724. — Leyssenne, curé. Nadaud, David, Descoutures, Avril, Pleynaméjoux, vicaires.

1717. — « Le dix septième octobre mille sept cent dix sept est né et a été baptisé Guillaume de Verthamont, fils de sieur Martial de Verthamont et de Françoise Martialo, sa femme, demeurant de présent au lieu de Faugeras. Le parrain a été Guillaume de Verthamon, qui a signé avec moi, et la marreine Caterine de Verthamon, qui n'a su signer. — Signé : Leyssenne, curé. Guillaume de Verthamon. »

1719. — « Le dix huitième novembre mille sept cent dix neuf fut enterré dans notre église le corps de Guillaume Verthamont de Faugeras, âgé de quatorze ans environ, après avoir les sacrements. — Signé : Descoutures, vicaire. »

1722. — « Le quinzième octobre mille sept cent vingt deux est né et a été baptisé par moy sousigné, Antoine du Bois de Maumont, fils légitime de sieur Jean du Bois de Maumont et de Léonarde Blondeau, son épouse. Le parain a été sieur Antoine Blondeau de Larfouillière et la maraine Louise du Bois de Maumont, qui a déclaré ne scavoir signer, et le parain a signé avec moy. — Signé : Descoutures, vic. Anthoine Blondeau. »

1723. — « Le vingt-unième mars mille sept cent vingt trois fut enterré dans notre église le corps de messire Charles de Bony de Vosselas, après avoir reçu les sacrements de l'Eglise, âgé de soixante dix ans ou environ. — Signé : Leyssenne, curé. »

1724. — « L'an de grâce mille sept cent vingt quatre et le dix neuf du mois d'août, messire Gabriel Blondeau, écuyer, seigneur de Ventos, trésaurier de France, âgé d'environ cinquante cinq ans, est décédé en la communion de notre mère la Sainte-Eglise, duquel le corps a été inhumé dans l'église du Vigen le vingtième jour du mois. Ont assisté au convoi : sieur Michel Blondeau, fils du dit seigneur et sieur Teleph Blondeau, sieur de Larfouillière; Monsieur Léonard Martialot, curé de Solignat; Pierre de Rouillac, curé de Journac; Teleph Faulte, curé de Boissieu; Michel Dubois, curé de Saint Maurice les Brousses, et Pierre Samie, prêtres témoins qui ont tous signé avec moi. — Signé : Leyssenne, curé. »

5. (Registres.) — 5 inf°, 79 feuillets, papier. 11 décembre 1726-29 décembre 1735. — Leyssenne, curé. Pleynaméjoux, Laquintinie, Manet Laccolerie, Bellet, Bardy, Ruben, vicaires.

1727. — « L'an de grâce mil sept cent vingt sept et le huitième jour du mois d'août, Monsieur de Merville, capitaine dans le régiment des dragons de la Reine, étant malade à l'extrémité et ayant reconnu que hors de l'Eglise catholique et apostolique il n'y a point de vie et de salut, a de bonne foi et d'une manière admirable fait profession de la foi catholique et apostolique et a fait abjuration de l'hérésie de Calvin et de Luther entre mes mains, de laquelle je lui ai donné sur le champ l'absolution, ne pouvant me rendre devant Monseigneur l'évêque de Limoges accosé du péril de mort. Lasusdite abjuration a été déclarée pour ledit sieur de Merville à Monsieur de Penlan, abbé de Saint-Michel du Mont au Moines, lequel dit seigneur abbé a signé avec moi ce vingt unième août mil sept cent vingt sept au Vigen. — Signé : de Penlan, abbé de Saint-Michel du Mont au Moines; Leyssenne, curé du Vigen. »

1730. — « Le quatrième août 1730, j'ai enterré la fille de M. Barbou des Courières dans notre église et à son profit, qu'on nourrissoit à Laborie. — Signé : Leyssenne. »

1731. — « Le treize du mois d'août de l'année mille sept cent trente un a été enterré dans l'église paroissiale du Vigen sieur Pierre Croizier, conseiller du Roy, ancien receveur des décimes, décédé du jour d'hier au Mas du Puy, et ce en présence de sieur Pierre Faulte du Puy du Tour. — Signé : Laquintinie, desservant. »

1735. — « Le troisième janvier 1735 a esté inhumé dans l'église du Vigen messire Ignace de Flotes, prestre, curé de Chamberet, âgé de 55 ans environ, décédé au lieu de Ligoure le jour précédent. Ont assisté à son enterrement Messieurs Chastagnac de Ligoure, ses neveux ; Monsieur du Bois de Maumont, M. Grelet et autres parents qui ont figuré avec moy. — Signé : Bardy, vicaire régent. » En marge de cet acte existe la mention suivante : « Les droits ne sont pas payés ; signé : Ruben. »

« Le quatre novembre mille sept cent trente cinq a été baptisée Anne Bacounord, fille légitime de Léonard Bacounord et de Madeleine Brant, son épouse, du village du Près Saint-Yrieix ; a été parin François Joseph Garat, trésorier de France, et maraine Anne Benoist de Lostande, qui ont signé avec moy. — Signé : Garat. Anne Benoît. Ruben, vicaire du Vigen. »

6. (Registres). — 5 in-f°, 53 feuillets, papier. 2 janvier 1736-29 décembre 1740. — Leyssenne, curé ; Ruben, Bardy, Dumarest, Dorat, Baresge, vicaires.

1737. — « Le vingtiesme novembre mil sept cent trente sept, après les fiançailles et la publication d'un ban d'humement faitte dans les paroisses de Saint Michel des Lyons de la ville de Limoges, de Bussière Poitevine, diocèse de Poitiers, et de Saint Bonnet la Rivière, présent diocèse ; entre messire François Armand de la Lande, chevalier, seigneur de Lavau, fils de feu messire Nicolas Silvain de la Lande, chevalier, seigneur de Lavau, et de dame Marie Félicité Treslin, résidant dans lad. paroisse de Saint Bonnet la Rivière, et Magdelaine Blondeau du Buisson, damoiselle, fille de feu messire Gabriel Blondeau, seigneur de Ventaux, et de dame Magdeleine Moulinier, originaire et habitante de lad. ville de Limoges, et vu les dispenses de deux publications de ban de Nosseigneurs les évêques de Limoges et de Poitiers, ne s'étant trouvé aucun empeschement aud. mariage, je soussigné prestre, vicaire régent de la paroisse du Vigen, du consentement desd. curés de Saint Bonnet et Bussière Poitevine et permission dud. curé de Saint Michel, j'ay marié et donné la bénédiction nuptiale aux susnommés en présence de messire Martial Blondeau de Laurière, de messire Léonard

Limousin de Neuvic, de messires Louis Auguste de la Lande et Jean Blondeau de Ventaux qui ont tous signé avec moy. — Signé : Bardy, vic. rég. Madelene Blondeau. Blondeau de Neuvic. Le chevalier de Lavau. Etienne Lavau. Moulinier de Blondeau. Etienne Lageaumont. Le chevalier de Ventaux. Blondeau de Laurière. Limousin de Neuvic. Moulinier de Laurière. »

1739. — Dans un acte de mariage presque complètement illisible, en date du seize juin 1739, figurent, comme témoins, M. Louis d'Abzac, chevalier, comte de Ladouze; le vicomte, seigneur de la Bachelerie et autres lieux; Maurice de la Breuille, chevalier et seigneur de Morterolle.

« Le vingt octobre mil sept cent trente neuf a été baptisé Jean Baptiste, fils légitime de messire François Armand de la Lande, seigneur de Lavaud et autres lieux, et de dame Madeleine Blondeau. A esté parrain Jean Baptiste de la Tour, seigneur de Lajomon et autres lieux, et marraine Marie, dame de Laurière qui ont signé avec moy. — Signé, J. de la Tour Lageaumont. Moulinier de Laurière. Le Chev. de Blondeau. Dorat, vicaire. »

7. (Registres). — 7 in-f°, 74 feuillets papier. 2 janvier 1741-26 novembre 1747. — Leyssenne, curé; Baresge, Desbancaud, vicaires.

1741. — « Le vingt neuf du mois d'août 1741, après les fiancailles et publications d'un ban de mariage entre messire sieur Baptiste Benoit, écuyer, seigneur de Lostende, fils de messire Grégoire Benoit, trésorier de France et de dame Catherine Constant, ses père et mère d'une part, et demoiselle Marianne Martin, fille de monsieur Pierre Martin, conseiller du Roy en l'élection de Limoges, et de dame Anne Nicolas, ses père et mère d'autre part de la paroisse de Saint Pierre du Queroix de Limoges, avec la permission de procéder dans la chapelle du lieu de Près Saint Yrieix, les ay solennellement conjoints en mariage dans lad. chapelle du lieu de Près Saint Yrieix, paroisse du Vigen, avec l'agrément de M. Lessene, curé de lad. paroisse, en présence des témoins qui ont signé avec moy sur les registres de la paroisse du Vigen. — Signé : Constant, curé de Saint Priest. Benoist de Lostende, prestre comis. Jean-Baptiste Benoist de Lostende. Marie Anne Martin de Laplagne. Anne Nicolas de Martin. Léonard de Saint-Laurent. Benoist de Lostende. Pierre Martin. Constant de Benoist. Garat de Saint Yrié. Lostende. »

1743. — « Le vingt cinq juillet mil sept cent quarante trois fut enterré dans notre église dame Marie de Bony, dame de Voselas, veuve de messire des Pouccs, seigneur du Breuil, âgée d'environ

soixante quatre ans. — Signé : Desbancaux, vic. ; Leyssenne, curé. »

1745. — « Le premier mars, mil sept cent quarante cinq, Nous, Jean Gilles de Coetlosquet, par la miséricorde divine et la grâce du Saint-Siège apostolique évêque de Limoges, conseiller du Roy en tous ses conseils, avons conjoint le sieur François, Clément Déchez, notre secrétaire, avec demoiselle Marie Leyssenne, nièce de M. Leyssenne, curé du Vigen. — Ont signé : J. J., évêque de Limoges ; du Coetlosquet, seigneur des Isles ; Leyssenne, curé du Vigen ; Catherine Ardent ; Sénemaud, prêtre, vicaire de Saint-Martial. »

« Le six mars, mil sept cent quarante cinq, fut enterré dans notre église et à son profit, Monsieur Martial de Verthamont, seigneur de Faugeras, âgé d'environ soixante huit ans, en présence de sieur Joseph Blondeau, greffier de Solignac et de sieur Maturin Martialot, avocat, qui ont signé avec moy. — Leyssenne, curé. »

8. (Registres). — 5 in-f°, 45 feuillets papier. 30 décembre 1747-24 décembre 1752. — Leyssenne, curé ; Baresge, Mandavy, vicaires.

1748. — « Le deux juillet mil sept cent quarante huit, mariage de Jean Marsaudon, fils de feu sieur Jean Marsaudon et de demoiselle Jeanne Blondeau, demeurant au Malefont, avec Catherine Visard, de Limoges. — Signé : Leyssenne, curé. »

1752. — « Le dix novembre mil sept cent cinquante deux fut enterrée dans notre église et à son profit Madame Françoise Martialot, épouse du sieur feu Martial de Verthamont, seigneur de Faugeras, âgée d'environ quatre vingt dix ans, en présence de sieur Grégoire de Verthamont, fils, du sieur Jean Baptiste Martialot du Puymathieux, de sieur Joseph Blondeau et de sieur Jacques Faye du Malefont qui ont signé avec moi. — Signé : Dalmay, pr. comis. »

« Je déclare avoir publié au prône de nos grandes messes de paroisse l'édit du Roi Henri II, donné à Paris au mois de janvier 1446, touchant les femmes qui ont celé leur grossesse et leur enfantelement, tous les dimanches qui suivent immédiatement les quatre temps de l'année : fait au Vigen ce vingt huit décembre mil sept cent cinquante deux. Signé : Leyssenne, curé du Vigen. »

9. (Registres). 5 in-f°. — 49 feuillets, papier. 6 janvier 1753-31 décembre 1757. — Leyssenne, curé ; Mandavy, Debruxelles, Dubois, vicaires.

1753. — « Le vingt trois juillet mil sept cent cinquante trois, mariage de sieur Jacques Grégoire de Verthamont, fils de feu Martial de Verthamont, seigneur de Faugeras, et d'autre part de demoiselle

Louise Judith Dubois de Momont, fille de sieur Jean Batiste Dubois de Maynières. — Ont signé : S^r Jean Batiste du Gareau : S^r Joseph de Roulbac de Razés : S^r Mathieu et Joseph Blondeau : Dubois, curé de Magnac, comis. »

10. (Registres). 4 in-f°. — 43 feuillets, papier. 1^{er} janvier 1758-28 décembre 1761. — Leyssenne, curé; Dubois, vicaire.

1758. — « Le cinquième jour du mois de novembre mil sept cent cinquante huit, mariage en la chapelle domestique de Ligoure de M. François de la Bonne, seigneur de Jumeau, fils de M. Jean Baptiste de la Bonne de Gabillou, conseiller du Roy à l'élection de Limoges, et de feuë dame Marguerite Dompnène, demeurant au château de Jumeau, paroisse de Saint Cyr les Champagnes, et de demoiselle Marie de Chastagnac, fille de M. Charle Joseph de Chastagnac de Ligoure, écuyer, seigneur de Sussac et de dame Anne Texandier de Laumonerie, habitants au château de Ligoure. En présence de M. Hirier de la Bonne, garde du Roy, de M. François de la Bonne, cornette de cavallerie, oncle et frère du marié, de M. Joseph de la Place, écuyer, seigneur de Babou, demeurant au bourg de Saint Jean, de M. Jean Baptiste Lamy, seigneur de la Chapelle, demeurant au château de Luret, paroisse de Saint Jean, de M. Jean de Chastagnac, écuyer, seigneur des Places, oncle de la mariée, de M. Martial Domnet de Laubertie qui ont signé avec moy, Chastagnat de Combas, chanoine, pour avoir fait le dit mariage. »

1760. — « Le premier jour de l'année mil sept cent soixante a été baptisé Jean-Baptiste, fils de sieur Jean-Baptiste Donnet et de demoiselle Marie Dubois, son épouse, né le même jour au présent bourg. Le parrein a été messire Jean-Baptiste Blondeau de Ventaux, ancien lieutenant colonnel de cavalerie, chevalier de l'ordre de S^t Louis. — Signé : Dubois, vic. »

11. (Registres). 4 in-f°. — 46 feuillets, papier. 1^{er} janvier 1762-31 décembre 1765. — Leyssenne, Cheyrou, curés; Dubois, vicaire.

Le huit mars, 1764. M. Laurant, vicaire régent de Saint Maurice les Brousses, informe par lettre le curé du Vigen qu'il a baptisé un enfant de cette paroisse et termine sa lettre par ces mots « J'ai l'honneur de souhaiter une bonne et maigre quarantaine à M. le curé, à M. le vicaire et à tous ceux qui composent la maison. »

1764. — Le vingt du mois d'août mil sept cent soixante quatre, est né et a été baptisé Jean Baptiste, fils de M. Jaque Grégoire de Verthamon et de dame Thérèse Judit Dubois, son épouse; parein

M. Jean-Baptiste de Verneilh, notaire royal et procureur d'office de Nexon, marreine demoiselle Marianne de Verthamon de Chatan-deau. — Signé : Dubois, vic. »

« Le cinquième du mois de septembre mil sept cent soixante quatre, a été inhumé dans l'église messire Léonard Leissenne, curé de la présente paroisse du Vigen, âgé d'environ quatre vingt trois ans, décédé le jour précédent, muni des sacrements, en présence de messire Martial Mandavy, curé de Solignac et de s^r Mathurin Gillier qui ont signé avec moi. — Signé : Dubois, vic. »

« Le vingtième octobre mil sept cent soixante quatre a été enterrée dans l'église dame Anne Louise Pinot, veuve de messire Jean Baptiste de Sayettes de Clairval, ancien capitaine du régiment de Conti-Infanterie, seigneur de l'Agè, âgée d'environ soixante trois ans. — Signé : Cheyrout, curé du Vigen. »

1763. — « Le dixième jour du mois de febvrier mille sept cent soixante cinq, mariage dans la chapelle domestique de Ligoure de messire Estienne de Mesnières, écuyer, seigneur du Repaire, fils de feu messire Jean Claude de Mesnières, écuyer, seigneur d'Arbois et du Repaire et de dame Marie de Nauche, habitants de la paroisse de Vigeois d'une part, et demoiselle Marguerite Chastaignac de Ligoure, habitant au château de Ligoure. Présence du père et de la mère de demoiselle de Chastaignac, de messire Pierre Durand, écuyer, seigneur de la Faucherie, habitant du bourg de Lubersac, de messire François de Labonne, seigneur de Jumeaux et de messire Charles de la Morélie, écuyer, seigneur des Biars, qui ont tous signé avec moy. — Signé; Chastagnat de Combas, prêtre, chanoine de l'église de Limoges. »

12. (Registres). 4 in-f°. — 42 feuillets, papier. 1^{er} janvier, 1766-31 décembre, 1769. — Cheyrout, Dubois, curés. Jupile, Salviac, Laserre, vicaires.

Les registres sont paraphés par Grégoire de Roulhac, écuyer, seigneur de Thias, conseiller secrétaire du Roy, lieutenant-général civil et de police de la sénéchaussée et siège présidial de Limoges.

1766. — « Le vingt sixième avril mil sept cent soixante six, a été enterrée dans l'église Léonarde Fayard, épouse de Bernard Dennaud, demeurant au moulin du Vigen. — Signé; Cheyrout, curé. »

1767. — « Le douzième décembre mil sept cent soixante sept messire Jacque Cheyrout, prêtre et curé de la présente paroisse, décédé du jour auparavant, âgé de quarante cinq ans, après avoir reçu les sacrements a été inhumé dans l'église de la présente pa-

roisse vis à vis de l'autel. — Signé; S^r Jacque Dayma. S^r Martial Tabaraud. Mandavy, curé de Solemniac. »

Au dernier feuillet du 2^e registre, M. Dubois, curé du Vigen, fait le récit de ses démêlés avec le prieur de Solignac, dom Ardaillon, sous le titre suivant : « Mémoire de ce qui s'est passé tandis que j'ai été curé de Saint-Mathurin du Vigen où la miséricorde du Seigneur m'appela le douze décembre 1767. — Signé : Dubois, curé du Vigen. »

Au dernier feuillet du 3^e registre, continuation du mémoire du curé Dubois.

1769. — « Le vingt quatre octobre mil sept cent soixante neuf, après les fiancailles et une publication de bans de mariage entre M. Louis de Chaize Martin, veuf de défunte Françoise Tardieu de Gigondas, bourgeois et marchand dans la paroisse de Saint-Paul Saint-Laurent hors les murs de Limoges d'une part, et demoiselle Claire Tanchon, fille de Monsieur Jean Tanchon, avocat en parlement et juge de la Cité, et de dame Marie Comet, habitants sur la paroisse de Saint-Michel des Lions, je soussigné, du consentement de M. Dubois, curé du Vigen, vu la dispense de deux bans et la permission de célébrer le mariage dans la chapelle domestique de Lage, paroisse du Vigen, en datte du vingt trois octobre de la présente année, signé Giraud, vicaire général, vu pareillement les certificats de publications de M. Faure, curé de Saint-Paul Saint-Laurent, et de M. Joubert, vicaire de Saint-Michel des Lions, les ai conjoints en mariage par paroles de présent après avoir reçu leurs mutuels consentements, et ai ensuite célébré la Sainte Messe pendant laquelle je leur ai donné la bénédiction nuptiale en présence des parens et amys qui ont soussignés avec moi ainsi que les contractans. — Signé; Claire Tanchon. Louis de Chaisemartin. Tanchon. Comet Tanchon. Eusèbe Tanchon. Demaux. Fournier. Decubes de Lascaux. Arbellot. Jean de Chesemartin. De Chaize Martin, vicaire de Saint-Auvent, prêtre commis. »

Au dernier feuillet du 4^e registre, continuation du mémoire du curé Dubois.

13. (Registres). — 4 in-f°. — 41 feuillets, papier. — 2 janvier, 1770. — 24 décembre, 1773. — Dubois, curé. Laserre, Gentil, Chabrol, Gelan, Faure, vicaires.

Au dernier feuillet du 1^{er} registre, suite et fin du mémoire du curé Dubois.

1771. — « Le dix sept avril mil sept cent soixante onze, après les fiancailles et la publication du ban de mariage duement faite

dans l'église de Saint-Michel de Limoges sans découvrir ni empêchement ni oppositions entre M. Jean Rebière de Pouyade, procureur au présidial, sénéchal et autres sièges Royaux du dit Limoges, fils majeur de feu M. Jean Rebière de Pouyade, bourgeois, de la paroisse de Saint-Martin de Fressengeas, et de dame Antoinette Dubut, demeurant au dit Limoges rue des Combes, et demoiselle Françoise Tanchon, fille de M. Tanchon, seigneur de Lage, avocat en parlement, conseiller du Roy, directeur et receveur des éconômats du présent diocèse, juge de la Cité de Limoges et autres lieux, et de dame Marie Comet, je soussigné les ai conjoints en mariage dans la chapelle de Lage, paroisse du Vigen, du consentement de M. Dubois, curé dudit Vigen, vu la dispense des deux bans et la permission à lui accordée par Monseigneur, vu pareillement le certificat de la publication d'un ban de mariage et le consentement de M. de Fressenges, curé de la paroisse de Saint-Michel des Lions, ensuite ai célébré la Sainte Messe pendant laquelle je leur ai donné la bénédiction nuptiale en présence de M. Jean Tanchon, père de l'épouse, de M. Eusèbe Tanchon, frère, de M. Joseph Fournier, de M. Jean Quilhac de Laplosade, de M. François Sennamaud et autres qui ont signé avec moi, ainsi que les époux. — Signé : Tanchon. Laplosade. Pouyade. Françoise Tanchon. Senamaud Beaufort. Tanchon fils. Fournier. Resnier, prêtre comis, prieur des Augustins. Dubois, curé du Vigen. »

Notes inscrites par le curé Dubois au dernier feuillet du 2^e registre :

« La première année que je fut curé je fit réparer l'autel et chapelle de Saint-Mathurin, il m'en couta près de 60 livres. Il est vrai que je fit une petite queste qui ne monta pas beaucoup. Environ 2 ans la grosse cloche se fendit. Je la fit fondre : il en coûta près de 500 livres sans faire faire d'impositions sur la paroisse, mais chacun donna ce qu'il jugea à propos et ce qu'on donna ne fut pas considérable vu la somme qu'il en coûta.

» Nous eumes une mission à la Pentecôte en 1773. Il y eut beaucoup d'embarras, et tomba malade dans le même temps, c'est-à-dire immédiatement après la mission, et mourut S^r Desplaces de Ligoure. Il donna 100 livres pour accomoder le maître autel qui avoit grand besoin de réparer : je le fit accomoder, faire faire la boiserie du chœur et il en coûta près de 300 livres.

» Pour la maison, il y avoit plus de 60 ans qu'on n'y avoit rien fait faire. Lorsque M. Leisenne fut mort, M. Cheiroux, étant nommé curé, fit faire un procès verbal. Les réparations furent divisées en deux : les unes, c'est à dire les grosses, furent à la charge de la paroisse et de M. l'abbé ; pour celles qui furent à la charge des hé-

ritiers du feu curé, elles se montèrent à 250 livres que M. Cheiroux toucha, et les autres, elles restèrent. M. Cheiroux ne fit faire aucune réparation et les héritiers me remirent les 250 ; j'ai déjà employé plus de 200 livres et n'ai pas fait faire grand chose, ne voulant pas inquiéter la paroisse qui sans doute crieroit, et même les difficultés qu'il y auroit pour obliger tant la paroisse que l'abbé ne seroient pas peu de choses. J'espère, si Dieu me donne la vie quelques tems d'arranger tant l'église que la maison presbytérale.

» Vous qui lisez ces choses, ne m'oubliez pas dans vos prières, et sur tout au Saint Sacrifice : je vous prie d'offrir une fois chaque année le Saint Sacrifice de la messe pour moi. — Lisez le registre 1773. »

1773. — « Le dishuitième juin mil sept cent soixante treize, messire Jean Chastania de Ligoure, âgé d'environ soixante ans, décédé après avoir reçu les sacrements, a été inhumé dans l'église paroissiale par concession. En présence de messire Charles Joseph Chastaniat de Ligoure, écuyer, de sieur Jean Dubois, bourgeois qui ont signé avec moi. — Signé ; Chastagnat de Ligoure. Dubois. Faure, vic. »

A un baptême du 20 juillet 1773 figure, comme parrain, sieur Léonard Peyroche du Reynou.

« Le onze octobre mil sept cent soixante treize a été baptisée Catherine Joseph, fille de sieur Joseph Vigenaud et de demoiselle Magdeleine Soury, son épouse, du village de la Jovie. Le parrain a été sieur Pierre Joseph Dumas de Montignac, bourgeois de la ville de Limoges, et la mareine demoiselle Catherine Bardinet du Puits las rodas. — Signé ; Dubois, curé. »

Note inscrite par le curé Dubois au dernier feuillet du 4^e registre :

« J'ai fait fondre et placer la petite cloche de la Jovie malgré les efforts de dom Ardaillon : il m'en a coûté 100 livres, n'ayant pu faire de quette, pour empêcher les oppositions qu'on auroit pu faire. Plus, j'ai fait faire le petit clocher qui m'a coûté très cher, n'ayant eu aucun soulagement de la paroisse ; ensuite j'ai fait réparer les deux petits autels ainsi que les tableaux du maître autel — ce qui m'a coûté environ 400 livres.

« Pour ce qui concerne la maison presbytérale, j'ai fait faire des contrevens tous neufs, des croisées de même et vitres, plus réparer la grand chambre de dessus la salle ; ensuite, j'ai fait bâtir une écurie, et une chambre à côté la cuisine, et j'ai employé pour cela et autres petites réparations environ 800 livres. »

14. (Registres). 4 in-f°. — 37 feuillets, papier. 3 Janvier, 1774-30 Décembre, 1777. — Dubois, curé. Boudeaud, DeBette Dubois, vicaires.

1774. — « Le vingt huitième décembre mil sept cent soixante quatorze, je soussigné ai conjoint dans la chapelle du château de Ligoure messire Jean de Corbier, écuyer, seigneur de la Freynie, fils à messire Louis de Corbier et à feu dame Jeanne de Freygefond, les père et mère habitans le bourg de Masseret, et demoiselle Thérèse de Chastaignac, fille à messire Charle Joseph de Chastaignac, écuyer, seigneur de Sussac, et à dame Anne Texandier de Saint-Gence habitans en leur château de Ligoure. Ont signé : de Corbier, époux. Thérèse de Chastaignac, épouse. Chastagnac de Ligoure. Texandier de Ligoure. de Corbier. La Bonne de Jumeaux. d'Arbois. Lamy de Luret. de la Place. Mandavy, curé de Solomniac. Dubois, curé du Vigen. Limousin, curé de Saint-Jean Ligoure, commis. »

1776. — « Le vingt septième février mil sept cent soixante seize a été inhumé dans notre église Joseph de Verthamon, âgé de quatorze ans, décédé le jour précédent à l'Arfoulière, paroisse du Vigen, fils de Jacques Grégoire de Verthamon, seigneur de Fage-ras, ancien capitaine au régiment de Montboisier et de Thérèse Judith Dubois de Maumont. Etaient présents. M^r Jean Origet, médecin, M^{rs} Baillot et Moréliéras. »

1777. — « Le vingt sept juin mil sept cent soixante dix sept est parrain de Léonarde Victoire Donet, Monsieur Simon de Chauveron, ancien exempt des gardes du corps du Roy, lieutenant-colonel de cavalerie et chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis. — Signé : le ch^{rr} de Chauveron. Dubois, curé. »

« Nous, Louis Romanet, docteur de Sorbonne, doyen de la Cathédrale, abbé de l'Abbaie Royale de Bœuil, vicaire général du diocèse, nous étant transportés au lieu de Bréjou, paroisse du Vigen, appartenant à messire Pierre Ardent, chevalier, seigneur de la Grénerie et de Meillars, pour bénir une chapelle nouvellement construite; ayant trouvé lad. chapelle placée dans un lieu convenable, séparée de la maison, dûment bâtie et munie de tous les ornemens nécessaires pour y célébrer le Saint-Sacrifice de la messe, avons procédé à la bénédiction de lad. chapelle en observant les cérémonies marquées dans le rituel du diocèse sous l'invocation de saint Pierre, apôtre, accompagnés de M. Jacques De Bette Du Bois, vicaire de la paroisse du Vigen, et avons chargé lad. chapelle de la redevance annuelle de trois livres, payables au jour de la nativité de Notre Dame, au profit de la fabrique de la paroisse du Vigen,

laquelle redevance sera payée aussi long-tems que le susdit messire Ardent ou ses successeurs dans led. lieu feront célébrer la Sainte-Messe dans lad. chapelle, et avons signé au lieu de Bréjou, paroisse du Vigen, le treize septembre mil sept cent soixante dix sept. — Signé : Romanel, vic. gén. J. De Bette Du Bois, vicaire du Vigen. »

15. (Registres.) — 4 in-f°, 51 feuillets, papier. 2 janvier 1778-31 décembre 1781. — Dubois, curé. De Bette Du Bois, Germain, Jonchade, vicaires.

1778. — « Le neuvième jour du mois de mars de l'année mil sept cent soixante dix huit a été baptisé par moi soussigné, prévôt de l'église Royale, collégiale et séculière de Saint-Martial de Limoges, un garçon né le jour précédent au château du Masdupuy, présente paroisse, fils de messire Mathieu Faulte de Venteaux, écuyer, chevalier de l'ordre Royal et militaire de Saint-Louis, capitaine du régiment de Picardie infanterie, et de dame Marie de Brettes, son épouse. On lui a donné le nom de Jean-Baptiste. Le parrain a été messire Jean-Baptiste, chevalier, seigneur comte de Brettes, marquis du Cros de Cieux, cheval léger de la garde ordinaire du Roi, oncle maternel de l'enfant, et la marraine dame Marie Jeanne Faulte, sa tante paternelle, épouse de messire Jean Baptiste Thaimain de Cressac, écuyer, seigneur de Puydebaud, qui ont signé avec nous. — Signé : Faulte de Cressac. Dubois, curé. Le Ch^{re} de Chauveron. Le C^{te} de Brettes. Faulte de Venteaux. L. Faulte, prévôt de Saint-Martial. »

« Le dix juin mil sept cent soixante dix huit a été inhumé par concession, dans l'église, sieur Jean-Baptiste Martialot, sieur du Puymathieu, veuf de demoiselle Marianne Mousnier, décédé le jour précédent au lieu du Puymathien, muni des sacrements, âgé d'environ quatre vingt neuf ans. Ont assisté à son convoi sieur Jacques François Martialot, sieur Mathurin Martialot, ses fils, et autres parens et amis qui ont signé. — Martialot. Verthamon de Faugeras. Mousnier. Verthamon de Ménières. Dubois, curé. »

1781. — « Le cinq février mil sept cent quatre vingt et un, mariage dans l'église du Vigen de messire Joseph de la Place, écuyer, seigneur des Farges, fils de messire Jean Joseph de la Place, écuyer, seigneur de Babaud, Virolle et autres lieux, et de dame Marie de Brossegain, demeurant au bourg de Saint-Jean Ligoure, avec damoiselle Marie Anne de Brachet, fille de messire Antoine de Brachet, écuyer, seigneur de Voussignac et autres lieux, et de feu dame Catherine de Selle de la Chapelle. — Signé : de

Laplace. Labastide. Lavau Saint-Etienne. De Brachet. Mariane de Brachet. Lamy. De Savary. Senemaud. Delaplace, archiprêtre de Saint-Junien et curé de Brigueil. Dubois, curé du Vigen. »

16. (Registres.) — 4 in-f°, 58 feuillets, papier. 1^{er} janvier 1782-28 décembre 1785. — Dubois, Faugère, curés. Jonchade, Faugère, vic. rég., vicaires.

1782. — « Le douze décembre mille sept cent quatre vingt deux a été enterré dans le cados de la présente église le corps de messire Jean Dubois, curé du Vigen, décédé le jour d'au paravant, à deux heures du matin, âgé de cinquante ans et muni des sacrements. Ont assisté à l'enterrement les M^{rs} soussignés. — Malissen. Nouhalier. Jonchade, vicaire du Vigen. »

Les notes qui suivent sont de la main du curé Faugère.

1783. — « Il y a eu cette année 1783, naissances 74, dont 44 garçons et 30 filles. Sépultures 88, dont 46 garçons et 42 filles. Mariages 16. »

« Cette année 1783 a été remarquable par trois événements intéressants : 1^o Par des brouillards épais et continuels nuits et jours qui ont duré près de deux mois, en may, juin et juillet. Le soleil étoit perpetuellement couvert par ces brouillards, quoyqu'il fit de grandes chaleurs ; ça étoit des brouillards secs qui n'occasionnoient pas de pluye. Ils étoient également répandus sur toute l'Europe, comme il paroissoit par les nouvelles publiques, où ils ont été regardé partout comme un phénomène extraordinaire. 2^o Cette année cy nostre auguste monarque Louis Seize at mis fin à la guerre qui duroit depuis plusieurs années entre la France unie avec l'Espagne contre l'Angletere, et ce pour procurer la liberté de naviger sur les mers et l'indépendance de l'Amérique septentrionale, cy devant dépendante de l'Angletere et sa tributaire. Pour base de la paix, la liberté des états unis de l'Amérique septentrionale a été reconnue et son indépendance, et ce peuple s'est montré comme une nouvelle république gouvernée par les lois qu'elle s'est faite et les magistrats et représentants au congrès qu'elle s'est choisie. 3^o Cette année cy messieurs Montgelfier frères, habiles phisiciens, ont découvert le secret au moyen duquel ils se sont élevé dans les airs. C'est le gasé ou air inflammable dont ils remplissoit un ballon qui s'élevant et élevant avec lui un poids déterminé a élevé, à deux différentes fois, deux voyageurs à une très-grande hauteur et ont voyagé dans les airs. Cette invention n'est pas encore perfectionnée. »

1784. — « Il y a eu la présente année 1784, naissances 75, dont 38 garçons et 37 filles; sépultures 68, dont 38 garçons et 30 filles; mariages 21. »

1785. — « Cette année mille sept cent quatre vingt cinq a été remarquable et serat longtemps rapelée à la mémoire de nos descendants par une sécheresse extrahordinaire qui a duré depuis le mois de mars jusqu'au mois d'août. Il y a eu peu de grains, mais cette sécheresse a fait manquer presque entièrement les fourages, en sorte que le foin qui valait auparavant quarante sols le quintal monta jusqu'à douze livres le quintal. Plus heureux que nos provinces voisines, nous avons eu un peu de grains, tandis que le Poitou et l'Engoumois et autres provinces ont perdu et les grains et les fourages.

» Cette année est mort au mois de feuvrier ou à peu près, à Lyon, M. Girard, abbé de Solignac, qui a été remplacé par Monsieur de Rennepont, vicaire général de Nanci, et qui a pris pocession par procureur les derniers jours de décembre. présente année. »

» Il y a eu cette année, naissances 74, dont 38 garçons et 36 filles; sépultures 70, dont 27 garçons et 43 filles ou femmes et 20 mariages. »

17. (Registres.) — 4 in-f°, 66 feuillets, papier. 2 janvier 1786-30 décembre 1789. — Faugère, curé. Jonchade, Bourdeix, Desbordes, vicaires.

1786. — « Il y a eu la présente année : naissances 82, dont 40 garçons et 42 filles; sépultures 74, dont 37 garçons ou hommes et 37 filles ou femmes, et 18 mariages. »

« Cette année cy a été donné l'édit du Roy pour l'augmentation des pensions congrues tant de M^{rs} les curés que de M^{rs} les vicaires. Par cet édit, la pension de M^{rs} les curés est portée à 700 livres et celle de M^{rs} les vicaires à 350 livres. Ledit édit n'est pas encore enregistré au parlement de Bordeaux, duquel nous dépendons. »

» 1787. — « Le dix huitième jour du mois de janvier l'an mille sept cent quatre vingt sept a été inhumé messire Charle Joseph Chastagnac de Ligoure, chevalier, baron de Beauvais Sussac, seigneur de Méliac et de Bettes, époux de dame Anne Texandier de Laumonerie, lequel était décédé du jour précédant, en son château de Ligoure, muni des sacrements de l'église et âgé de quatre vingt dix ans. Ont été présents : messire Joseph Chastagnac de Sussac, son fils; sieur Jean-Baptiste d'Eigueperse, lesquels ont signé. — Sussac. Daigueperse. Limousin, curé de Saint-Jean-

Ligoure. De Bette Du Bois, curé de Boisseuil. Faugère, curé du Vigen. »

« J'ay fait fère cette année 1787, au mois d'aout, la chère à prescher qui a coûté plus de 150 livres. J'ay retiré quelque chose de la fabrique pour cet objet, mais bien peu.

» Il y a eu cette année une assemblée à Versailles des notables du royaume que le roy Louis seize a rassemblé auprès de luy pour les consulter sur les affaires de l'état. M. Roulhac de la Borie, alors mere de la ville, y a été appelé. »

1788. — « Cette année 1788, le chemein de Limoges à Saint-Yrieix a été commencé dans nostre bourg. Il a fait de grands damages au pré et jardins de la cure. Il a suivi tous les biens du curé dans toutes leurs longueurs, et on en a pris considérablement ; on y a fait le pont neuf dans le dit pré. J'ignore encore si je serai dédomagé. Cette année, c'est à dire tout le mois de décembre, a été du froit le plus rigoureux que l'on eut jamais vue. Le dit chemein a encore amporté une bonne partie de nostre cimeticierre. »

18. (Registres.) 3 in-f°, 42 folios, papier. 1^{er} janvier 1790-30 décembre 1792. — Faugère, Faure, curés. Desbordes, Chartroule, vicaires.

Muret, maire. Cherueix. Imbert, off. municipaux. Buisson, off. public.

1790. — « Le deux du mois de feuvrier l'an mil sept cent quatre vingt dix, après la publication d'un ban de mariage duement faite entre Anne Martial Baillot, seigneur du Queyroix, fils majeur de feu M. Pierre Michel Baillot du Queyroix, président trésorier de France au bureau des finances de la généralité de Limoges, et de deffunte dame Valérie de Léonnard de Freyssanges, de la paroisse de Saint-Michel des Lions de la ville de Limoges, et de demoiselle Anne Agathe Joséphine Faulte de Vantaux, fille mineure de messire Mathien Faulte de Vantaux, écuyer, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, ancien capitaine commandant au régiment de Picardie infanterie, commandant général adjoint de la garde nationale de Limoges, et de dame Marie de Bret, demeurant au Masdupuy, présente paroisse, je soussigné, prévost de l'église de Saint-Martial de Limoges, après avoir reçu le mutuel consentement des parties, les ay solemnelement conjoints en mariage par paroles de présent suivant la forme de nostre mère Sainte-Eglise dans la chapelle domestique du Masdupuy, de l'agrément de M. le curé du Vigen et avec permission ; ensuite j'ay célébré la Sainte-Messe à laquelle je leur ay donné la bénédiction nuptiale, les fiancailles préalablement faites, le tout en présence de messire

Joseph Faulte de Vanteaux, père de l'épouse, de messire Martial de Bret, seigneur marquis du Cros, son grand-père ; M. Faulte, chanoine de Saint-Martiaf, et autres qui ont signés avec nous et les parties. — Signé : Baillot du Queyroix. Agathe Faulte de Vanteaux. Faulte de Vanteaux. Faulte, chanoine de Saint-Martial. Comte de Brettes. L. Faulte, prévôt de Saint-Martial, pour avoir fait le mariage. De la Celle, vicomtesse de Brettes. De Cres-sac. Malden de Feytiat. Gérentel. Péconnet. Faugère, curé du Vigen. »

Le registre de 1790 est le dernier qui soit paraphé par M. François de Ruben de l'Ombre, seigneur du Mas et de la Condamine, lieutenant particulier au présidial et sénéchal de Limoges. Les registres de 1791 et 1792 sont paraphés par M. Bernard Debeaune, président du tribunal du district, département de la H^{te} Vienne.

1791. — « Aujourd'hui, troisième jour du mois d'avril mil sept cent quatre vingt onze, nous maire et officiers municipaux de la paroisse du Vigen, accompagné de la Commune, nous nous sommes transportés à l'église de la dite paroisse où étans a comparut Monsieur Barthelemy Faure, prêtre, lequel nous a communiqué le procès-verbal de sa nomination à la cure du Vigen par les électeurs du district de Limoges le vingtième du mois de feuvrier dernier, 2^e le pour ou visat de Monsieur l'évêque de Limoges, daté du trente mars dernier. En conséquence et en vertu de la susdite nomination et visat, il nous requierre de vouloir bien le recevoir en qualité de curé de la présente paroisse, et de recevoir son serment, et de le mettre en possession tant de l'église, sacristie que de la maison curiale et autres bâtimens et dépendances. Nous, maire et officiers municipaux faisant droits de la réquisition de mon dit sieur Faure, avons reçu à l'issue de la messe son serment, et l'avons mis en pocession tant de l'église, sacristie que de la maison curiale et bâtimens en dépendans, de quoy a été dressé le présent procès-verbal, le dit jour, mois et an que dessus. — Signé : Muret, maire. Cherueix, offic. municipal faisant les fonctions de secrétaire. M. Imbert, off. municipal. Faure, curé du Vigen. »

1792. — Le dernier acte signé par le curé du Vigen en qualité d'officier d'état-civil est un baptême en date du 11 novembre 1792. Cet acte est contresigné par M. Muret, maire.

Le 8^{me} feuillet du registre de 1792 porte au bas la mention suivante : « Arrêté le présent registre par nous maire du Vigen le 30 octobre 1792. — Muret, maire. »

Les actes suivans dont le dernier est une déclaration de naissance en date du 30 décembre 1792 sont signés : Buisson, off. public.

MÉMOIRE DE L'ABBÉ DUBOIS

Extrait des archives communales de la commune du Vigen. — Registres paroissiaux. — Liasse n° 12; 2^e, 3^e et 4^e registres : Liasse n° 13; 1^{er} registre.)

Mémoire de ce qui s'est passé tandis que j'ai été curé de Saint-Mathurin du Vigen où la miséricorde du Seigneur m'appela le 12 Décembre, 1767. Dubois, curé du Vigen.

Tous les papiers qui pouvaient concerner la cure du Vigen furent enlevés par les héritiers de M. Leissenne (1) : j'ignore quels ils étaient. Tout ce que j'ai appris, c'est qu'il avait eu plusieurs procès avec les Bénédictins de Solignac en qualité de fermiers de M. l'Abbé (2) : un pour ses novalles (3), un autre pour de mauvaises mesures qui étaient dans la terre joignant le pré de la cure et qu'il fit abattre, un autre pour ce qui regarde la distribution de 50 setiers (4) de blé que l'Abbé donne chaque année pour les pauvres, et enfin un autre pour la pêche dans la rivière (5) : ajoutez un encore pour la sacristie. M. Cheirou (6) n'eut pas la précaution de les forcer à remettre ces papiers qui auraient pu servir dans le temps. Je fis ce que je pus pour les avoir de bonne amitié, mais, me doutant qu'ils avaient été déchirés ou brûlés, je restai en patience, me contentant du revenu modique de la cure qui consistait en 213 livres (7), 150 livres pour la pension du vicaire, la dîme (8) du village de Pouzol : avec les fonds de la cure, savoir le pré et la

(1) M. Leyssenne, curé du Vigen, de 1714 à 1764.

(2) Le fief presbytéral du Vigen avait été cédé au monastère de Solignac en 1071 (*Chronique du monastère de Solignac*, abbé Leclerc).

(3) Novale, terre nouvellement défrichée; par extension, dîme prélevée sur les terres nouvellement défrichées. Les curés avaient droit de dîme sur les novales.

(4) Setier, ancienne mesure de capacité; le setier du Vigen valait 57 litres 61 centilitres.

(5) La Briance était autrefois très poissonneuse; on servait aux religieux de Solignac, les jours de fêtes solennelles, des anguilles et des saumons (*anguillas et pitantiam de salmone*).

(6) M. Cheyrou, curé du Vigen, de 1764 à 1767.

(7) La livre tournois, employée depuis 1667 jusqu'à l'adoption du système monétaire actuel, valait vingt sous.

(8) Dîme, dixième sur les récoltes, payé au curé généralement en nature.

terre joignant le jardin et le pré Chapellot, voilà tout le revenu qui pouvait monter à la rigueur à 500 livres, n'y comprenant pas la pension du vicaire.

De peur que mes héritiers ou ceux de mes successeurs n'enlèvent les papiers de la cure, j'écris sur les présents registres ce que j'ai fait ou su concernant les revenus de la dite cure. Sans doute les revenus de ladite cure étaient autrefois plus grands, puisque M. de Ligoure, curé (1), refusa la cure de Vic (2) et préféra le Vigen, ou peut-être que, les temps étant meilleurs, le casuel et les offrandes faisaient la meilleure partie du revenu de la cure. Mais étant nommé curé dans un temps de grande misère (3) où les grains ont valu dix à onze livres et même quinze livres le setier, et cela pendant trois ans et plus, le vin trente à trente quatre livres la charge (4), j'ai été obligé d'entreprendre un procès contre M. l'Abbé (5) ou plutôt contre dom Ardaillon, prieur de Solignac, fermier du dit sieur Abbé, et voici ce qui y donna occasion.

En 1768, le Roy donna un édit portant les portions congrues à 500 livres, si les curés à la congrue (6) n'aimaient mieux rester comme ils étaient; mais, dans le cas où ils voudraient opter pour les 500 livres, il fallait qu'ils abandonnassent tous les fonds à moins qu'il n'y eut sur les dits fonds quelque obit (7).

Cet édit, au lieu de me faire plaisir, m'inquiéta fort, car les fonds que je possédais ne valaient pas 235 livres, année commune, et, à considérer la cherté des grains, ils valaient davantage. Je pris le parti d'écrire à M. l'Abbé pour le prier de vouloir considérer, 1^o la modicité du revenu de la cure du Vigen, 2^o l'étendue de la paroisse et, par conséquent, la peine et travail qu'il y avait, 3^o les droits que je pouvais réclamer tant en noyales que le pain, vin, luminaire et blanchissage, sans parler des 85 livres qu'on me retenait

(1) M. Ligoure, curé du Vigen, de 1670 à 1684.

(2) Vicq, canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix.

(3) M. Dubois, nommé curé du Vigen le 12 décembre 1767, est décédé dans les mêmes fonctions le 11 décembre 1782.

(4) Charge, ancienne mesure de capacité employée pour les denrées agricoles et calculée sur la quantité de ces matières qu'un homme peut porter.

(5) Gérard (Benoît-Victor), abbé de Solignac, de 1751 à 1785.

(6) Congruë, pension annuelle payée par le bénéficiaire au prêtre qui desservait son bénéfice.

(7) Obit, service fondé pour le repos de l'âme d'un défunt et qui doit se célébrer à des époques fixes, moyennant un salaire convenu, très souvent en nature.

mal à propos sur ma pension de 300 livres à cause des préclo-tures (1) joignant le presbytère. Il me fit réponse, me disant qu'il était juste et équitable que j'eusse mes droits, que je n'avais qu'à m'adresser à M. Tanchon (2), son fondé de procuration, et ce qu'il ferait il tiendrait pour fait. M. Tanchon se rendit sur les lieux; il considéra le pré et la terre de la cure et écrivit à M. l'Abbé qu'il fallait me donner les 300 livres de ma pension. Ainsi, c'était de 85 livres que j'augmentai les revenus de la cure. M. l'abbé consentit à cela, mais le prieur de Solignac, dom Ardaillon, ayant su cela, écrivit à M. l'Abbé que mal à propos me voulait-il accorder 85 livres, que mes revenus se montaient de 7 à 800 livres, ce qu'ayant su M. Tanchon, il ne se mêla plus de cette affaire.

Je restai encore plus d'un an, priant, demandant, mais voyant que cela ne servait à rien, qu'on se moquait de moi, je fis assigner l'Abbé à me fournir le pain, vin, luminaire, me réservant mes autres demandes : ensuite je m'informai où étaient les novalles qui avaient été ouvertes depuis le procès-verbal fait par M. Leisenne en 1720. Je croyais par là engager dom Ardaillon à me céder les 85 livres, mais tous ces préparatifs furent inutiles. Il fallait quelque chose de plus fort ; l'occasion se présenta bientôt. Il y avait deux gerbes d'orge novalles au lieu de la Bouzonie. Le métayer vint me demander s'il les donnerait aux fermiers ; je lui répondis que non. Les sous-fermiers, voyant cela, furent trouver le prieur qui leur dit de me demander devant témoins si j'avais défendu de donner ces deux gerbes. Moi qui n'ai jamais su ce que c'est que déguiser, je leur dis que j'avais fait cette défense, et que je prétendais lever toutes les novalles de la paroisse. Ils se retirèrent et furent vers le prieur qui envoya son procureur à Limoges, porter complainte (3) contre moi sans que j'en sus rien. Mais m'étant trouvé par hasard à Limoges, j'appris cette manœuvre, et, ayant trouvé mon procureur qui me fit partir sur le champ, pour faire donner un acte aux fermiers de la part de ceux qui avaient refusé les deux gerbes d'orge pour les sommer à prendre leurs deux gerbes, et l'acte fut de deux jours plus tôt que la complainte. Alors, la chose resta pendant trois ou quatre mois tranquille : c'est ce que les bénédictins demandaient, mais j'éveillai l'affaire. Je demandai relaxance de cette complainte, et en même temps mes

(1) Précloture, enclos accessoire, dépendances d'un manoir.

(2) Tanchon (Jean), seigneur de Lage, avocat au Parlement, conseiller du Roi, juge de la Cité de Limoges, directeur et receveur des éconômats du diocèse de Limoges.

(3) Complainte, plainte déposée en justice.

novalles. Il me fallut faire l'abandon du village de Pouzol. L'affaire était critique : cependant l'Abbé fut condamné aux frais, et moi relaxé de la complainte et permis à faire la demande de mes novalles. Il me fallait le procès-verbal de M. Leisenne; je trouvai l'original chez M. Senamaud, notaire à Saint-Jean-Ligoure, et ce ne fut pas une petite peine pour le lire et le copier. Et comme ces anciennes novalles n'avaient pas été contestées par l'Abbé, mais que c'était le curé d'alors qui avait fait faire ce procès-verbal sans appeler la partie adverse, il fallut leur faire signifier par mes écritures que, s'ils voulaient me laisser la jouissance de Pouzol, je m'en contenterais pour les anciennes novalles : que, s'ils ne voulaient pas, je lèverais les anciennes novalles ainsi que les nouvelles que je leur avais fait aussi signifier. Ils crurent que je me repentai d'avoir abandonné Pouzol (je parle des bénédictins, car, pour l'Abbé, il ne voulut point se mêler du tout de cette affaire quoiqu'elle se fit en son nom). Ainsi, ils consentirent que je levasse toutes les anciennes novalles et une partie des nouvelles, ainsi que vous pouvez le lire dans la procédure, pourvu que vous ne la laissiez pas enlever, mais la conserviez comme un titre de la cure. Je levai donc, cette année 1774, mes novalles qui me donnèrent environ 40 setiers de grain, 4 charges de vin et 24 éminaux (1) d'avoine : il y avait beaucoup de séquestres (2), et j'espérais les avoir un jour. Le prieur fut trompé dans son attente; il se figurait que Pouzol était très abondant en blé, et il n'en retira pas davantage de 40 setiers, et il lui fallut dédommager ses fermiers une quarte (3) par gerbe, ce qui lui coûta sur ses dîmes 80 setiers au double de ce que j'avais levé, et cela parce que les gerbes n'étaient pas grosses et ne donnaient environ que 2 coupes (4).

Comme en même temps que je levais mes novalles, je fis signifier à M. l'abbé, ou plutôt à dom Ardaillon, des écritures où j'offrais preuves pour justifier que les terres que j'avais demandées étaient véritablement novalles : de plus j'augmentai mes demandes de 400 sétérées (5). Tout cela l'inimida, et celui qui s'était toujours

(1) Eminal, ancienne mesure de capacité. L'éminal valait 25 livres 60 centig.

(2) Séquestre, état d'une chose mise en main tierce par ordre de justice ou par convention des parties. Le curé Dubois espérait voir lever ces séquestres.

(3) Quarte, ancienne mesure pour les grains, quart du setier.

(4) Coupe, ancienne mesure de capacité; quart de la quarte.

(5) Sétérée : ancienne mesure agraire valant généralement 24 ares, 75.

moqué de moi commença à s'en repentir, et pour 85 livres qu'il empêcha de me donner sans qu'il lui en coûtât rien, il me fit offrir 100 livres par an et cela à ses dépens. Je rejetai cette proposition. Il m'en offrit 200 livres par an : je lui répondis que je n'aimais pas l'argent, que je voulais du grain et, en effet, il était alors précieux, car depuis deux ans il se vendait près de dix livres le setier. Alors, voyant qu'il ne gagnait rien, il m'offrit l'enclave de Chaslusset pour me servir de pension et novalles et de pension de vicaire, et alors je me laissai éblouir. Peut-être me blâmerez-vous, vous qui lisez cela, mais j'ai fait de mon mieux ! Peut-être aurais-je eu davantage en poussant mon procès : mais je ne l'avais pas encore tout gagné. Ajoutez les inquiétudes, les troubles et les rancunes qui sont presque toujours inséparables des procès, des novalles qu'il faut aller chercher par toute une paroisse : l'embarras n'est pas petit. Tout considéré, je m'arrangeai, et nous passâmes un double d'écriture privée qui fut déposé entre les mains de M. Duboucheron fils, demeurant au château de Vozelas (1). Je crus être alors tranquille, mais je me trompai. Le prieur ne voulut point passer de transaction en règle. Il fallut le faire assigner et poursuivre mon procès, et ce ne fut qu'à la grande force qu'il se rendit ainsi que vous pouvez le voir par la procédure qui se termina par un jugement *de consensu*, tous frais compensés, excepté ceux de la complainte qu'il paya au commencement. Nous n'avons pas passé de transaction à cause du contrôle (2) qui se serait monté beaucoup. Un autre abbé pouvait rentrer dans ses droits, c'est à dire reprendre l'enclave, ainsi que vous, vous pouviez demander vos droits ; mais j'ai cherché toutes les novalles qui se montent tant anciennes que nouvelles à environ onze à douze cent sétérées, ce qui ne laisserait pas d'inquiéter un nouvel abbé si un curé levait toutes ces novalles sur la paroisse, et, selon toutes les apparences, on ne reviendra plus à faire de procédure nouvelle sur la matière.

Je croyais vivre tranquille avec la communauté de Solignac, mais j'ai été bien trompé (3).....

(1) Vozelas ou Vauzelas, sur le coteau dominant la rive gauche de la Briance, est aujourd'hui une exploitation rurale. Le château de Vozelas appartenait en 1714 à la famille de Bony de Lavergne ; il y avait dans l'église du Vigen le banc des seigneurs de Vozelas. (Registres paroissiaux du Vigen, liasse n° 3.)

(2) Contrôle : Le contrôle, avant la Révolution, était l'enregistrement de tous actes ayant rapport aux finances.

(3) Huit lignes du feuillet sont raturées ; elles paraissent l'être de la main même du curé Dubois. Nous avons cru lire sous les ratu- res quel-

.....
Lorsque nous fûmes d'accord, j'étais sans vicaire. Il m'offrit de me donner une messe les dimanches et fêtes : j'acceptai. Il voulut après me retenir 25 livres sur la pension du vicaire pour quelques messes que lui ou ses religieux étaient venus dire au Vigen. Je demandai une quittance qu'il ne voulut pas me donner. Je fus obligé de l'assigner à me payer trois quartiers (1), ainsi que la moitié de la levée de la sentence qui me donnait l'enclave : je lui envoyai un huissier et deux assistants. On était sur le point de l'exécuter, il paya le tout. Il voulut avoir sa revanche : il m'envoya le même nombre d'huissiers pour m'offrir une partie de la pension du vicaire, se voulant retenir le reste pour ce, disait-il, mon vicaire ayant été nommé curé, je ne devais pas avoir l'honoraire le temps que j'avais resté sans vicaire. Il en fut quitte en payant ses frais et les miens de plus.

Il m'envoya une assignation pour m'empêcher de fondre la cloche de la Jovie (2), que j'avais eue non pas sans beaucoup de peine, et j'espère la faire fondre malgré lui.

Il y a toute apparence qu'avant qu'il ne quitte le pays, nous aurons encore des affaires ensemble (3).

ques expressions un peu vives à l'adresse de son ennemi, dom Ardaillon, que le curé n'aura pas voulu, à la réflexion, laisser subsister sur un registre officiel. Il s'agissait évidemment d'une nouvelle difficulté.

(1) Quartier : Chacun des quatre termes auxquels on paye par portion une redevance annuelle.

(2) La Jovie, petit hameau de la commune du Vigen. Dans un acte mortuaire du 8 juin 1709, il est question de la chapelle de La Jauvie comme lieu de sépulture. (Registres paroissiaux du Vigen, liasse n° 3).

« J'ai fait fondre et placer la petite cloche de La Jovie malgré les efforts de dom Ardaillon. Il m'en a coûté 100 livres, n'ayant pu faire de quête pour empêcher les oppositions qu'on aurait pu faire. » (Registres paroissiaux du Vigen, liasse n° 13. Note inscrite par le curé Dubois au dernier feuillet du 4^e registre, année 1773).

(3) Nous avons retrouvé aux Archives départementales, dans le fonds de l'Intendance (série C, liasse 52), quelques renseignements complémentaires sur les démêlés du curé Dubois et de dom Ardaillon au sujet de la cloche de La Jovie.

Il y avait anciennement au village de La Jovie, paroisse du Vigen, une chapelle désignée sous le nom de chapelle Auvert, dont la démolition avait été décidée par ordonnance de Monseigneur de Coëtlosquet, évêque de Limoges, en date du 27 mai 1747. Cette ordonnance ne fut pas exécutée, mais la chapelle, mal close, exposée à toutes les intempéries, fut complètement abandonnée. Ce n'était déjà plus qu'une ruine, en 1770, quand un habitant du village, nommé Bellugeaud, en fit enle-

ver la cloche et la transporta chez lui. Sur ces entrefaites, une des cloches de l'église paroissiale s'étant brisée, le curé Dubois fit réclamer à Bellugeaud celle de La Jovie. Celui-ci refusa de la donner, mais, dans la crainte d'être poursuivi, la fit porter dans la maison du sieur Imbert, cabaretier au bourg du Vigen. Le curé, en étant informé, présenta une requête à M. l'Intendant de la Généralité de Limoges, tendant à ce que la cloche fût remise entre les mains du syndic de la fabrique pour être employée au profit de la paroisse. L'intendant fit droit à cette requête par ordonnance en date du 31 janvier 1771. Les habitants des villages de La Jovie, de La Reynie, de La Plagne et du Cheyrol écrivirent aussitôt à Monseigneur d'Argentré, déclarant qu'ils voulaient conserver la cloche, et même rebâtir la chapelle. Ils s'engageaient à recueillir les fonds nécessaires à cette reconstruction pour laquelle demoiselle Marguerite Vigenaud avait déjà laissé par testament une certaine somme. Les bénédictins de Solignac et leur prieur, dom Ardaillon, appuyèrent cette protestation, dont ils étaient vraisemblablement les inspireurs, en invoquant la « grande foy que les habitants avoient en cette chapelle les jours d'orage. » L'abbé Dubois, toujours combatif, s'empressa de répondre. Il exposa à l'évêque l'intérêt qu'il y avait à démolir la chapelle, car elle se trouvait en un lieu où elle servait de refuge aux malfaiteurs qui arrêtaient journellement les passants. Il en donnait un exemple récent arrivé le jour même où dom Ardaillon exposait sa requête. Le sieur des Etangs, écuyer, du bourg de Nexon, qui se rendait à la foire, fut arrêté par une bande de voleurs cachés dans les mesures de la chapelle; les malandrins lui enlevèrent tout l'argent dont il était muni et faillirent le tuer. « C'est pourtant cette chapelle, dit le curé Dubois, « que le Père Ardaillon voudrait faire subsister par la raison de la redevance qu'elle lui procure relativement à la foy que ses censitaires y ont dans les tems d'orage. »

La paroisse du Vigen eut enfin gain de cause : la cloche de La Jovie lui fut remise, la chapelle ne fut pas rebâtie et le curé Dubois triompha encore une fois de son éternel ennemi, dom Ardaillon.

TABLE DES NOMS DE PERSONNES ⁽¹⁾**A**

Abzac (d'), comte de Ladouze, 6.
 Alary, famille, 1.
 Arbellot, 12.
 Ardaillon (dom), prieur des Bénédictins de Solignac, 13.
 Ardant, famille, 3, 7.
 Ardent, chevalier, seigneur de la Grénerie et de Meillars, 14.
 Avril, vicaire du Vigen, 4.

B

Bachelerie (seigneur de la), 6.
 Bacounord, famille, 5.
 Baillot, seigneur du Queyroix, 18.
 Bancaud, famille, 1.
 Barbou, famille, 3.
 Barbou des Courrières, bourgeois de Limoges, 5.
 Bardinet, du Puy la Rodas, 13.
 Bardy, vicaire du Vigen, 5.
 Baresge, vicaire du Vigen, 6, 7, 8.
 Bauduffe, famille, 1.
 Baylé, famille, 1.
 Béchade, famille, 1.
 Béchade (Rolland), notaire royal de Solignac, 1.
 Bellet, vicaire du Vigen, 5.
 Besse, famille, 1.
 Bétoulaud, famille, 1.
 Beunau, famille, 1.
 Blondeau, curé du Vigen, 2, 3.
 Blondeau, seigneur de la Grange, 3.
 Blondeau, seigneur de Larfouillère, 4.
 Blondeau, seigneur de Laurière, 6.
 Blondeau, seigneur du Buisson, 6.
 Blondeau, écuyer, seigneur de Van-teaux, trésorier de France, 4.

Blondeau (Joseph), greffier de Solignac, 7.
 Bonnet, famille, 1.
 Bony de Lavergne (de), 1, 3, 7.
 Boudeaud, vicaire du Vigen, 14.
 Bourdeix, vicaire du Vigen, 1.
 Boutot, famille, 1.
 Boutot, vicaire du Vigen, 1.
 Brachet (de), écuyer, seigneur de Voursignac, 15.
 Brant, 5.
 Brettes (de), 15.
 Breuille (Maurice de la), chevalier, seigneur de Morterolle, 6.
 Brossegain (de), 15.
 Buisson, officier public du Vigen, 18.

C

Capet, famille, 1.
 Chabrier, famille, 1.
 Chabrol, vicaire du Vigen, 13.
 Chabrol, famille, 1.
 Chaize-Martin (Louis de), 12.
 Chaize-Martin (de), vicaire de Saint-Auvent, 12.
 Chaptard, famille, 1.
 Chartroule, vicaire du Vigen, 18.
 Chastaignac de Ligoure (de), famille, 9, 10.
 Chastaignac (de), écuyer, seigneur de Ligoure et de Sussac, 5, 10, 11, 14, 17.
 Chastaignac (de), seigneur des Places, 10.
 Chastaignac de Combas (de), chanoine, 10.
 Chasteau, famille, 1.
 Chauveau (de), seigneur de Rochefort, 1.
 Chauveron (Simon de), lieutenant-colonel de cavalerie, 14.

(1) Les numéros indiqués renvoient aux chemises contenant les registres paroissiaux.

Cherueix, officier municipal du Vigen, 18.

Cheyrou, curé du Vigen, 11, 14.

Coetlosquet (Jean Gilles de), évêque Limoges, 7.

Coetlosquet (de), seigneur des Isles, 7. Comet, 13.

Constant, curé de Saint-Priest, 7.

Corbier (de), famille, 14.

Corbier (Jean de), écuyer, seigneur de la Freynie, 14.

Coque, famille, 1.

Croizier (sieur Pierre), conseiller du roi, 5.

D

Dada, famille, 1.

Daigueperse, 17.

Dalmay, prêtre, 8.

Darbois, 14.

David, vicaire du Vigen, 4.

Dayma, 12.

Debeaune, président du district départemental de la Haute-Vienne), 18.

De Bette Du Bois, vicaire du Vigen et curé de Boisseuil, 14, 15, 17.

Debruxelles, vicaire du Vigen, 9.

Dechez, 7.

Delaplace, archiprêtre de Saint-Junien, 15.

Demaux, 10.

Demymole (de), 1.

Denieilleule, vicaire du Vigen, 2.

Dennaud, 1, 12.

Desbancaud, vicaire du Vigen, 7.

Desbordes, vicaire du Vigen, 17, 18.

Descordes, 1.

Descoutures, vicaire du Vigen, 4.

Descubes de Lascaux, 12.

Desflottes de Leychoisier, 2.

Dit le Cadet, famille, 1.

Dompne, 10.

Domnet de Laubertie, 10.

Donnet, famille, 10, 14.

Dorat, vicaire du Vigen, 6.

Dorat, bourgeois de Limoges, 2.

Dubois, curé de Saint-Maurice-les-Brousses, 4.

Dubois, curé du Vigen, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16.

Dubois, curé de Magnac, 9.

Dubois, seigneur de Maumont, 1.

Dubut, 13.

Dufour, famille, 1.

Dumas de Montignac, 13.

Dumarest, vicaire du Vigen, 6.

Dumoular, 1.

Durand, écuyer, seigneur de la Faucherie, 11.

Durou, famille, 1.

Dutheil, famille, 1.

F

Farne, curé de Saint-Paul-Saint-Laurent de Limoges, 12.

Faugère, curé du Vigen, 16, 17, 18.

Faulte, prévôt de l'église collégiale de Saint-Martial de Limoges, 15, 18.

Faulte, curé de Boisseuil, 4.

Faulte (Pierre), seigneur du Puy-du-Tour, 5.

Faure, 1, 2.

Faure, curé du Vigen, 18.

Faure, vicaire du Vigen, 13.

Faurissoux, famille, 1.

Fayard, 12.

Faye, famille, 1.

Faye, sieur du Maslefond, 1.

Flotes (messire Ignace de), curé de Chamberet, 5.

Fournier, 12, 13.

Fressenges (de), curé de Saint-Michel-des-Lions de Limoges, 13.

Freygefond (de), 14.

G

Garat (Joseph), trésorier de France, 1.

Garreau (sieur Jean-Baptiste du), 9.

Gelan, vicaire du Vigen, 13.

Gentil, vicaire du Vigen, 13.

Gérendel (de), 18.

Germain, vicaire du Vigen, 15.

Gillier, 11.

Grelet, 5.

Guilebeau, famille, 1.

Guytard, famille, 1.

Guytard, prêtre, 1.

I

mbert, famille, 1.
mbert, officier municipal du Vigen, 18.

J

labreille, famille, 1.
lonchade, vicaire du Vigen, 15, 16, 17.
Joubert, vicaire de Saint-Michel-des-Lions, 12.
Joubertie (de la), famille, 1.
Jouvie (de la), famille, 1.
Jupile, vicaire du Vigen, 12.

L

Labastide, 15.
Labesse, famille, 1.
Labonne (François de), seigneur de Jumeau, 10, 14.
Labonne (Jean-Baptiste de), seigneur de Gabillou, conseiller du roi à l'élection de Limoges, 10.
Labonne (Yrieix de), écuyer, garde du roi, 10.
Labonne (François de), cornette de cavalerie, 10, 11.
Lacollerie, vicaire du Vigen, 5.
Lajaumont (de), 6.
La Lande (Armand de), seigneur de Lavau-Saint-Etienne, 6.
La Lande (Silvain-Nicolas de), chevalier, seigneur de Lavau, 6.
Lamy de Luret, seigneur de La Chapelle, 10, 14, 15.
Lapeyr, famille, 1.
La Place (de), écuyer, seigneur de Bau, 10, 14.
Laplagne de Martin, 7.
Laplosade (Quilhac de), 13.
Laplou, famille, 1.
Laquintinie, vicaire du Vigen, 5.
Laserre, vicaire du Vigen, 12, 13.
Laurant, vicaire de Saint-Maurice-les-Brousses, 11.
Léonnet (de), famille, 1.
Le Menu, famille, 1.
Leyssenne, curé du Vigen, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14.
Ligoure, curé du Vigen, 1.

Limousin de Neuvic, 6.
Limousin, curé de Saint Jean-Ligoure, 2.
Limousy, 2.
Longequeue, famille, 1.
Lostende (Grégoire-Benoit de), trésorier de France, 5, 6.

M

Maldent de Feytiat (de), 18.
Malissen, famille, 1.
Mandavy, famille, 1.
Mandavy, vicaire du Vigen et curé de Solignac, 8, 9, 11, 12, 14.
Manet, vicaire du Vigen, 5.
Marsaudon, 8.
Martialot, curé de Solignac, 2, 4.
Martialot (Catherine), épouse de Guillaume de Verthamon, 4, 8.
Martialot, avocat, 7.
Martialot, sieur du Puy-Mathieu, 8, 15.
Mathieu (de), famille, 1.
Maylafon, famille, 1.
Merville (de), capitaine aux dragons de la reine, 5.
Mesnières (Jean-Claude de), écuyer, seigneur d'Arbois et du Repaire, 11.
Mesnières (Etienne de), écuyer, seigneur du Repaire, 11.
Montgolfier frères, 16.
Morelie (Charles de la), écuyer, seigneur des Biars, 11.
Moreliéras, 14.
Moulinier, 6.
Mousnier, 1, 15.
Muret, maire du Vigen, 18.

N

Nadaud, vicaire du Vigen, 4.
Nantiat, vicaire du Vigen et curé de Saint-Jean-Ligoure, 2, 3.
Nauche (de), 11.
Nicolas, 7.
Noualhier, 16.
Nouaud, famille, 1.
Nouger, famille, 1.

O

Origet (Jean), médecin, 14.

P

Péconnet, 18.
 Penlan (de), abbé de Saint-Michel-du-Mont-aux-Moines, 5.
 Penot, famille, 1.
 Penots (des), famille, 1.
 Pergay, famille, 1.
 Peyrat, famille, 1.
 Peyroche, sieur du Reynou, 13.
 Pilou, famille, 1.
 Pinot, 11.
 Piquet, famille, 1.
 Place (de la), écuyer, seigneur des Farges, 15.
 Place (de la), écuyer, seigneur de Virolle, 15.
 Pleynaméjoux, vicaire du Vigen, 5.
 Ponty, famille, 1.
 Pousses (des), seigneur du Breuil, 3, 7.
 Pradeau, famille, 1.

R

Rebière, famille, 1.
 Rénier, prieur des Augustins, 13.
 Rey, famille, 1.
 Reymond, 3.
 Ribière (Pouyade de), procureur au Présidial de Limoges, 13.
 Romanet, chanoine de la cathédrale de Limoges, 14.
 Rondyllet, juge royal de Solignac, 2.
 Rougier, vicaire du Vigen, 2, 3.
 Roulhac (de), curé de Jourgnac, 4.
 Roulhac (de), sieur de la Borie, 17.
 Roulhac (Joseph de), sieur de Razès, 9.
 Roulhac (Grégoire de), écuyer, seigneur de Thias, conseiller du roi, lieutenant général civil et de police, 12.
 Ruben, vicaire du Vigen, 5, 6.
 Ruben de l'Ombre, seigneur du Mas et de la Condamine, lieutenant particulier au Présidial de Limoges, 18.

S

Saint-Laurent (de), 7.
 Salviac, vicaire du Vigen, 12.
 Samie, prêtre, 4.
 Savary (de), 15.

Sayettes de Clairval (de), ancien capitaine du régiment de Conti infanterie, seigneur de l'Age, 11.
 Senamaud, vicaire de Saint-Martial de Limoges, 7.
 Senamaud-Beaufort, 13.
 Sénélas, famille, 1.
 Soury, 13.

T

Tabaraud, 12.
 Tanchon, famille, 12, 13.
 Tanchon, avocat au Parlement, conseiller du roi, directeur des économats du diocèse, juge de la Cité de Limoges, seigneur de Lage, 12, 13.
 Tardieu de Gigondas, 12.
 Tenné (de), famille, 1.
 Texandier de Laumonerie, 10, 14, 17.
 Texendier, curé du Vigen, 2.
 Thamain de Cressac, 14.
 Thomas, famille, 1.
 Trenchen, famille, 1.
 Treslin, 6.

V

Valéry, famille, 1.
 Valette, 3.
 Vanteaux (de), famille, 18.
 Vanteaux (le chevalier de), 6.
 Vanteaux (Mathieu-Faulte de), écuyer, ancien capitaine du régiment de Picardie infanterie, commandant général adjoint de la Garde nationale de Limoges, 15, 18.
 Vanteaux (Blondeau de), ancien lieutenant-colonel de cavalerie, 10.
 Varnoux, 1.
 Verneilh (Joseph de), notaire royal et procureur d'office de Nexon, 11.
 Vernio, famille, 1.
 Verthamon (de), famille, 2, 4, 7, 11.
 Verthamon (Martial de), seigneur de Faugerat, 7.
 Verthamon de Chatandeu (de), 11.
 Verthamon (Jacques-Grégoire), ancien capitaine au régiment de Montboisier, 14.

Verthamon (Guillaume de), 4.
Verthamon (Barthélemy, prêtre, 2.
Vialeneufve (de), famille, 1.
Vigenaud, famille, 13.
Vilatte, famille, 1.

Vinour, famille, 1.
Visard, 8.

Y

Yvenot, vicaire du Vigen, 2.

DOCUMENTS

INÉDITS SUR LE CANTON DE SAINT-SULPICE-LES-FEUILLES DE 1358 A 1785,
PUBLIÉS PAR M. ROGER DROUAULT (1)

I. — Saint-Sulpice-les-Feuilles

*Arrêt du Parlement maintenant les seigneurs de la Terre-aux-Feuilles
dans leurs droits de justice (9 juillet 1401)*

(Fol. 336^{vo}). Cum lis mota fuisset coram dilectis et fidelibus gentibus requestas palatii nostri tenentibus iudicibus commissariis in hac parte a nobis deputatis, inter dilectum et fidelem nostrum Guidonem de Chauvignyaco, militem, dominum Castri Rufi et vicecomitem Brocie, actorem et conquerentem in casu novitatis et saisine ex una parte, et dilectos et fideles nostros Guillelmum de Neilhaco, Guillelmum Pot, milites; Katherinam de Vilana, relictam defuncti Guidonis de Pressigneyo, quondam militem, tam suo quam suorum et dicti Guidonis liberorum, quorum baillum seu administrationem habebat nominibus, Olivain de Sancto Georgio dominam de Luseret; Dalphinam, dominam de Solegnaco, Merigotum

(1) Pièces justificatives de notre *Monographie du canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles*, publiée ici-même.

Rappelons que dans le texte de cette monographie nous avons édité les documents suivants :

- 1° *Jugement pour les sergents de la Terre-aux-Feuilles* (1332);
- 2° *Mémoire pour la succession du duc de Puylaurent* (1791);
- 3° *Arrentement* (en français) *par Hélon de la Porte, sgr de Joancès* (1254);
- 4° *Lettres patentes de Charles-Quint pour le sgr de Lavaupot* (7 janvier 1539);
- 5° *Lettre du prince de Condé* (19 avril 1586);
- 6° *Lettres du maréchal de La Châtre* (1^{er} mars 1612 et 4 juin 1613);
- 7° *Lettres patentes d'Henri IV créant les foires de Lussac-les-Eglises* (1^{er} février 1609).

Bracheti, Johannem de Sela, Johannem de Rancono, et Guillelmum Auberti, scutiferos, defensores et opposcentes in dicto casu, ex altera; super eo quod dicebat dictus conquerens, quod inter terras quas habebat ipse totius vicecomitatus seu baronie de Brocia, intra cujus limites seu fines Terra Foliorum situata erat, dominus erat et fuerat, in eaque omnimodam jurisdictionem, altam, mediam et bassam et omnia alia jura seu nobilitates ad baronem spectantes, baillivumque et alios officarios pro dicte jurisdictionis exercitio, sub ressorta seu superioritate carissimi patrui nostri ducis Biturie, ad causam sui comitatus Pictavie habuerat et habebat; ad causam cujus terre de Brocia, et alias debite ipse jus habebat, in possessioneque et saisina dictam omnimodam jurisdictionem solus et in solidum et per totam dictam Terram Foliorum per dictos suos officarios habendi et exercendi absque hoc quod dicti opposcentes in communi aut particulari quamcunque jurisdictionem exercere, explectaque cujuscumque jurisdictionis in dicta terra facere, baillivum seu quoscumque alios officarios pro ejusdem jurisdictionis exercitio, furchas au signum aliquod jurisdictionis, maxime in cultura nemoris de Jouvencois habere, assisiasque in loco dicto de Cheseaux tenendi subthus ulmum dictum des Bans erat et fuerat, nec alibi in dicta Terra Foliorum assisias tenere aut alias cum in dictis suis possessionibus et saisinis impedire poterant aut debebant ipseque de dictis suis possessionibus et saisinis publice et notorie per tantum tempus de cujus contrario hominum mœmoria non extabat, aut saltem quod ad bonas possessionem et saisinam acquirendas et retinendas sufficere poterat et debebat, usus et gavisus fuerat, et si aliqua explecta jurisdictionis dicti opposcentes fecerant, hec ipso existente minore aut absente et ignorante facta fuerant et nichilominus dicti opposcentes ab uno citra magistrum Guillelmum Fredet, eorum baillivum, pluresque alios servientes et officarios pro adjornamentis et aliis explectis jurisdictionis faciendis constituerant et ordinauerant, qui Fredet assisias in dicto loco de Cheseaux subthus ulmum predictum pro eis et eorum nominibus tenuerat, ubi plures defectus et congedia concesserat ac alia plura jurisdictionis explecta fecerat; ipsique in dicta cultura prope dictum nemus de Jouvencois certas furchas patibulares cum duobus postibus, seu pilaribus nemoris quadratis in signum alte jurisdictionis erigere seu levare fecerant, et certum hominem, suspectum de homicidio, ceperant, aut per suos officarios capere, pluresque alios excessus ac interpretias dictum conquerentem in dictis suis possessionibus et saisinis impediendo et perturbando indebite et de novo fecerant, et ob hoc certas querimonie litteras a nobis obtinuerant; executioni quarum dicti opposcentes se opposuerant.

Quare petebat in possessione et saisina solus et in solidum, quod dicti opposcentes aut eorum aliquis assisias tenere aut facere tenere, capere prisionarios, patibulum seu furchas levare, aut aliud signum jurisdictionis, adjornamenta, seu quecumque alia explecta jurisdictionis in dicta Terra Foliorum et maxime in dicto loco de Chezeaux subtus dictum ulmum, aut in dicta cultura prope dictum nemus de Jouvencois facere seu exercere non possent aut deberent; manu teneri et conservari, impedimentumque per dictos opposcentes in premissis appositum amoveri, et manum nostram propter debatum partium in dictis rebus contenciosis appositum ad ipsius conquerentis utilitatem levare ipsumque ad bonam et justam causam conquestum fuisse, et dictos opposcentes ad malam et injustam causam se opposuisse dici et pronunciari, et eos in dampnis interesse et expensis dicti conquerentis condemnari.

Dictis opponetibus proponentibus *ex adverso*, quod quamvis dicta Terra Foliorum, quæ notabilis erat, sexque castra et sex parrochias continebat, ad unum solum dominum antiquitus pertinisset, ipsa tamen, et eorum quilibet pro certa portione eorum cuilibet competenti dicte terre Foliorum domini erant et fuerant, in qua terra ipsi divisim et eorum quilibet proportionem sibi competente soli et insolidum omnimodam jurisdictionem usque ad sexaginta solidos habuerant et habebant, in possessioneque et saisina eadem exercendi, baillivos servientes ac alios officarios pro ejusdem jurisdictionis exercicio in dictis eorum portionibus habendi, assisiasque per eos tenendi, adjornamenta ve ac alia explecta, dictam jurisdictionem concernentia faciendi, ac mensuras bladi et vini in dictis eorum portionibus ipsi divisius et eorum quilibet habendi, erant et fuerant; necnon in possessione et saisina omnimodam altam et quamcumque jurisdictionem aliam a predicta jurisdictione sexaginta solidorum, in et per totam dictam Terram Foliorum conjunctim et in communi baillivum et alios servientes pro ejusdem exercicio in communi habendi, patibulum seu furchas patibulares in dicta terra, et maxime in certa platea, cultura prope dictum nemus de Jouvencois pro excutionibus et explectis dicte eorum communis jurisdictionis faciendis, levandi et erigendi assisiasque per dictos eorum baillivum et alios officarios in dicta Terra Foliorum, et maxime in dicto loco de Cheseaux subtus ulmum predictum tenendi, et tenere faciendi et in eis de quibuscumque causis criminalibus et civilibus cognoscendi et determinandi; adjornamenta quecumque dictam jurisdictionem concernentia faciendi; prisionarios capiendi et arrestandi, quoscumque delinquentes in dicta terra puniendi et corrigendi, aliaque omnia explecta cujuscumque alte jurisdictionis et alterius a predicta jurisdictione

sexaginta solidorum faciendi ipsi conjunctim et in communi extiterant et ad huc existebant, deductisque possessionibus et saisinis conjunctim (Fol. 337^{ro}) et in communi per se et suos officarios, per tantum tempus, de cujus contrario hominum memoria non extabat, aut salim per tempus sufficiens ad bonas possessionem et saisinam acquirendas et acquisitas retinendas, publice et notorie vidente et sciente dicto conquerente, soli et in solidum usi et gavisii fuerunt, mensurasque bladi et vini ac aliarum rerum mensurabilium eorum signo signatas a dicto tempore, de cujus contrario hominum memoria non extabat, in tota eorum terra predicta per suos officarios tradiderant, et adhuc, cum opus erat, tradebant, et super mercaturis vendendis in certo mercato, quod ante guerras in dicta villa de Cheseaux teneri consueverat plassagia et ventas aut alia deveria receperunt; nec non et certum juramen seu pedagium vocatum *commende* a mercatoribus, per dictam terram transeuntibus et merces conducentibus, levaverant et exegerant et adhuc levabant et exigebant, et de predictis omnibus jurisdictionem et compulsionem in signum jurisdictionis et domini habuerant et habebant, et si dictus conquerens aliqua expleta in contrarium fecerat hoc tempore, que dicta jurdictio communis dictorum opponentium in manu dicti conquerentis, tanquam immediati eorum superioris, propter certum applegiamentum per Johannem de Cruce, occasione dicte jurisdictionis communis coram eodem conquerente factum posita et per eum gubernata fuerat, aut aliqui eorundem opponentium absentes, et alii minores annis fuerant, aut tempore guerrarum quo in dicta terra a triginta annis et amplius viguerant et adhuc vigeant, et ad causam ressorti seu superioritatis, sibi in dicta terra competentis, et non jurisdictionis dominarie facta et explectata fuerant, quodque de usus et consuetudine notorie in dicta terra observatis, dictus conquerens per suos servientes quecumque adjornamenta in dicta terra absque prejudicio dicte eorum jurisdictionis dominarie facere poterat, postquam per eos remissio ab eo petita, et eis per eum denegata non fuerat.

Dicebant ulterius dicti opposites, quod ipsi dictas eorum possessiones continuando, per eorum baillivum assisias in dicto loco de Cheseaux, subtus ulmum predictum teneri fecerant, et pro eo quod antique furche in dicta cultura prope dictum nemus de Jouvencois a magnis temporibus in altum erecte per putrefactionem, aut alias ceciderant, quarum adhuc aliquae pecie in dicta cultura remanserant, ipsi certum patibulum seu furchas patibulares in dicta cultura in loco, ubi dicte antique fuerant per eorum officarios levare et erigere fecerunt, propter quod dictus conquerens certas querrimonie litteras a nobis obtinuerat, executioni quarum dicti oppo-

nentes se opposuerant; quare petebant in dictis eorum possessionibus modo predicto declaratis manu teneri et conservari, absque hoc quod dictus conquerens aliquam jurisdictionem, et maxime dominariam, baillivum aut aliquos alios officarios pro exercicio ejusdem habere aut expleta dicte jurisdictionis facere, seu exercere valeret aut deberet, impedimentumque per dictum conquerentem in premissis appositum amoveri, et manum nostram in rebus contenciosis, propter debatum dictarum partium appositam, ad eorum utilitatem levare, eosdemque ad bonam et justam causam se opposuisse, et dictum conquerentem ad malam et injustam causam conquestum fuisse dici et pronunciari, et eundem conquerentem in expensis dictorum opponentium condemnari.

Que gentes nostre, partibus auditis, et in questa facta dictum conquerentem in possessione et saisina, quod dicti opposuentes aliquam altam jurisdictionem exercere aut ejusdem aliqua expleta facere, patibulumque seu furchas levare aut aliquid aliud signum alte jurisdictionis in tota terra predicta et maxime in dictis locis de Cheseaux subtilus ulmum (fol. 338) prefatum et prope dictum nemus de Jouvencois, nec alibi in dicta terra habere cognitionem, aut aliam quamcumque jurisdictionem habere seu exercere ejusdem ve aliqua expleta, preterquam usque ad sexaginta solidos et infra dumtaxat facere non possent aut deberent, nec non in possessione et saisina, quod dicti opposuentes aut eorum aliqui mensuras bladi aut vini in vigiliâ et die Sancti Eutropii in dicta villa de Chezeaux tradere earumque cognitionem tunc habere non poterant, manu tenuissent et conservassent, et eundem respectu premissorum ad bonam et justam causam conquestum fuisse, et dictos opposuentes ad malam et in justam causam se opposuisse, impedimentum per dictos opposuentes in eisdem positum amovendo, et manum nostram in dictis rebus contenciosis propter debatum dictarum partium oppositam, ad ejusdem conquerentis utilitatem levando; dictos vero opposuentes et eorumquemlibet nominibus quibus supra in possessione et saisina jurisdictionem usque ad sexaginta solidos et infra dumtaxat, in portione dicte terre eorum cuilibet competenti habendi et exercendi explectaque omnia eandem concernentia faciendi, necnon servientes et alios officarios prodicte jurisdictionis exercicio habendi, et mensuras bladi et vini in dicta portione eorum cuilibet competenti per eorum quemlibet, et eorum officarios tradendi et de eis cognitionem, punitionem et correctionem soli et in solidum, exceptis dictis vigilia et die Sancti Eutropii habendi et exercendi, manu tenuissent et conservassent, et eosdem ad bonam et justam causam respectu premissorum se opposuisse, et dictum conquerentem ad malam et injustam causam

conquestum fuisse declarassent; impedimentum per eum in premissis positum amovendo, et manum nostram in eisdem propter debatum dictamus partimus appositum ad eorumdem opponentium utilitatem levando, expensis hinc inde factas compensando, fuisset pro parte dictorum opponentium ad nostram parlamenti curiam appellatum.

Auditis igitur in dicta curia nostra in causa appellationis predictae partibus antedictis, processuque, an bene vel male fuisset appellatum adjudicandum recepto; eo viso et diligenter examinato perjudicium dicte curie nostre dictum fuit prefatas gentes nostras, in eo quod dictum conquerentem in possessione et saisina, quod dicti opposcentes aliquam altam jurisdictionem exercere, aut ejus aliqua expleta facere, patibulumque seu furchas levare, aut aliquod aliud signum alte jurisdictionis in dicta terra, et maxime in dictis locis de Cheseaux subtus ulmum prefatum prope dictum nemus, aut alibi in eadem terra habere cognitionemque, aut aliam quamcumque jurisdictionem exercere, ejus ve aliqua expleta, preterquam usque ad sexaginta solidos et infra dumtaxat facere non possent aut deberent manu tenuerant et conservaverant, male judicasse et dictos opposcentes bene appellasse, in ceteris vero bene; per idemque judicium dictum fuit, quod dicte opposcentes in possessione et saisina altam et omnimodam jurisdictionem dominariam, aliam a dicta jurisdictione sexaginta solidorum in dicta terra conjunctim et in communi habendi et exercendi baillivumque et servientes ac alios officarios, pro dicte jurisdictionis communis exercicio, patibulumque aut furchas patibulares in dicta cultura prope dictum nemus habendi et levandi, ac assisias per dictos eorum baillivum ac alios eorum officarios pro causis criminalibus et civilibus in communi terminandis in dicto loco de Cheseaux subtus ulmum predictum tenendi et tenere faciendi, aliaque expleta, adjornamenta, prisionariorum capturas et arresta dictam eorum jurisdictionem communem concernentia faciendi manu tenebuntur et conservabuntur, ipsosque in dictis possessionibus et saisinis dicto curia nostra manu tenuit et conservavit ac manutinet et conservat; et dictum conquerentem ad malam et injustam causam respectu premissorum conquestum fuisse, et dictos opposcentes ad bonam et justam causam se opposuisse, declaravit et declarat, manum nostram in premissis propter debatum dictarum partium oppositam, ad dictorum opponentium utilitatem levando.

R. WAGUET, M. DE BOSCO.

Pronunciatum IX^a die julii anno millesimo CCCC^o.

CHARLE.

(Arch. nat. X^{1A} 48, fol. 336 v^o 338 r^o.)

*Déclaration de Jean Castille, curé de Saint-Sulpice-les-Feuilles,
concernant les biens de main-morte, 1690*

Aujourd'huy, 15^e jour du mois de febvrier 1690, au bourg de Saint-Sulpice-les-Feuilles en Poictou, par devant les notaires soubsignés, c'est présenté M. Jean Castille, prestre, curé de Saint-Sulpice-les-Feuilles, y demeurant, lequel en conséquence de la signification à luy faicte par Aucler, a dict et desclaré qu'il n'a aucuns biens concernant les communaulx, communauté d'eccléziastiques et laïques et autres de main morte et laquelle déclaration ainsy faicte pour satisfaire aux ordonnances du roy, desclarant qu'en cas qu'il se trouve aulcuns biens despendant et concernant iceux droicts, qu'il y renonce et de ce a requis acte aux notaires soubsignés qui luy a esté octroyé et ce pour servir ce que de raison. Faict les jours, mois et an que dessus et a signé.

Signé : J. Castille, curé de Saint-Sulpice ; Delagarde, notaire ; Auclair, notaire.

(Papiers de M. Castille, à la Villeaugé).

II. — Arnac-la-Poste

*Arpentage du chemin royal entre Montmagnier et Morterolles
(13 septembre 1748)*

Aujourd'hui, treiziesme jour du mois de septembre mil sept cent quarante huit, après midi, au lieu de Montmanier, paroisse d'Arnac-la-Poste, sénéchaussée de la Basse-Marche, nous, maître Pierre de Léobardy, s^r de la Roche, arpenteur royal juré des eaux et forêts à la maîtrise particulière de la Basse-Marche, établi en la ville de Bellac, assisté de M^e André Poujaud, notaire royal, établi en la sénéchaussée de la Basse-Marche, du Dorat, demeurant moi dit Léobardy, arpenteur, aud. lieu de la Roche, paroisse de Bes-sines, et moi dit Poujaud, au lieu du Doignon, p^{arr} de Saint-Maurice, certifions que sur la réquisition de M^e François-Pierre Sudrot, maistre de poste du bourg de Mortrol, et dam^{ois} Marguerite Lagorsse, maîtresse de poste de Montmanier, par^{arr} d'Arnac, nous aurions été requis par lesd. s^{rs} Sudrot et Delagorsse de nous transporter pour faire le mesurage et arpentage dud. chemin (*sic*) et de la distance qu'il peut y avoir dud. bourg de Mortrol au

lieu de Montmanier où l'on a nouvellement fait établir la poste pour scavoir les lieues qu'il peut y avoir suivant et conformément aux règlements et aux mandements desquels nous nous sommes transportés de chacune de nos demeures jusques au bourg de Mortrol pour faire led. mesurage, accompagné de M^e Léonard Gaucheraux et de Jean Gayaux, tous deux demeurant au bourg d'Arnac, et dud. M. François-Pierre Sudrot, maistre de poste dud. bourg de Mortrol, et de M^e Jean-Baptiste Mondot, sieur de Beaujour, petit-fils de lad. d^{lle} de Lagorsse, maitresse de la poste de Montmanier et faisant pour elle étant indisposée.

Où étant aud. bourg de Mortrol, accompagné comme dessus, nous avons vacqué et commencé led. mesurage et arpentage avec le compas de l'ouverture de cinq pieds de roy, qui se monte à trente six mille huit cent trente cinq pieds, qui compose sept mille trois cent soixante sept pas géométriques de cinq pieds de roy, à commencer depuis la maison et écurie de lad. poste de Mortrol, jusques à l'encoignure de la petite maison qui est au bas de l'écurie de lad. poste de Montmanier et que le tout fait et compose plus de trois lieues de poste suivant lesd. règlements. Ce que nous certifions estre bien mesuré et arpenté et estre sincère et véritable et que foy doit y estre ajouté. Lesquels s^r Sudrot et d. s^r Mondot faisant pour lad. d^{lle} Lagorsse, sa grand'mère, nous auroient requis le présent procès-verbal pour leur valoir et servir ce que de raison, ce que nous leurs avons octroyé autant que nous avons peu et deu faire.

Fait en présence des. s^{rs} Gaucheraux et Gayaux, témoins avec nous menés exprès, et lesd. s^{rs} Sudrot et Mondot aud. lieu de Montmanier, lesd. jour, mois et an que dessus, qui ont tous avec nous signé.

Sudrot, m^e de poste de Mortrol, Mondot de Beaujour, Gaucheraud, Gayot, de Léobardy, arpenteur royal, Poujaud, not. royal.

(*Minutier d'Arnac-la-Poste*).

Réception de J.-B. Plaignaud parmi les prêtres communalistes de Saint-Julien-d'Arnac, 1759

Par devant les not. royaux apostol. reçus en la sénéchauss. de la B. Marche au Dorat, s'est présenté M. J.-B. Plaignaud, prêtre, curé du b^s et p^{re} d'Arnac-la-Poste, lequel en parlant à M. François de la Légerie, prêtre communaliste de Saint-Julien-d'Arnac et vicaire de Saint-Maurice, demt. aud. b^s d'Arnac a requis de le

vouloir recevoir en lad. communauté et ce faisant il offre à lui aider à faire le service qui a accoutumé à être fait et à satisfaire de sa part à toutes les charges et subventions conjointement avec lui et fournir à tous frais qui y pourroient arriver pour la conservation de lad. communauté en obéissant aux ordres et statuts de lad. église et communauté de Saint-Julien-d'Arnac.

Led. sieur Plaignaud a constitué à lad. c^{te} la somme de vingt quatre sols payables à chaque fête de N.-D. de mi-août de rente annuelle et perpétuelle amortissable pour la somme de douze livres, au paiement de laquelle il oblige et hypothèque tous ses biens et particulièrement une maison appelée des Ballets, située au village d'Auzillac, paroisse de Châteauponsac.

Et après le serment fait par led. Plaignaud de tenir et entretenir de point en point tout ce que dessus même autres charges concernant lad. communauté avec led. sieur de la Légerie, tous deux conjointement, à quoi ledit sieur de la Légerie ici présent a reçu led. sieur Plaignaud en lad. c^{te} en tout ce qui peut lui appartenir, pour en jouir à la manière accoutumée ainsi qu'ont fait leur prédécesseurs.

Fait au h^s d'Arnac-la-Poste, le 20 janvier 1739, en présence de M. Jean de la Légerie, curé de Saint-Maurice, de François Decres-sac, vicaire d'Arnac et de J.-B. Mondot, s^r de Beaujour; Poujaud.

(*id.*)

Bail du droit de vigerie, d'Arnac-la-Poste, Vitrat et Saint-Hilaire-la-Treille (9 mars 1766)

Le neuvième jour du mois de mars 1766, au bourg d'Arnac-la-Poste, senech. de la Basse-Marche, par dev^t les notaires soussignés ont été présens messire François Bléraud, éc^r, s^r de Gracevaud, dem^t en son château de Gracevaud, p. de Saint-Hilaire-la-Treille, lequel a délaissé à titre de bail à ferme pendant le temps et espace de six années, à Mathurin Gagné, m^d, dem^t au h^s d'Arnac, scavoir est le droit de vigerie aud. sgr. de Gracevaud appartenant sur le bourg dud. Arnac-la-Poste et paroisse, Vitrac, le Dognon, p. de Saint-Maurice et dans toute la paroisse de Saint-Hilaire pour, par led. Gagné, en jouir pendant lesd. six années ainsi que led. sgr de Gracevaud en a ci-devant joui ou dû jouir, qui consiste savoir les droits qui sont dus aud. sgr par chacun an sur chaque cabarétier, un pot de vin; chaque boulanger, un pain, de telle façon qu'ils se trouveront de poids, chaque marchand de quelque espèce qu'il soit qui mèneront, étaleront de la marchandise tant aud. bourg et

paroisse d'Arnac, Vitrac, le Dognon et led. bourg et paroisse de Saint-Hilaire, cinq deniers, scavoir pour ceux qui sont domiciliés dans led. bourg et p^m d'Arnac, Saint-Hilaire, Vitrac le Dognon, par chacun an et pour les étrangers, chaque fois qu'ils mèneront de la marchandise; pour les marchands de cerise, une livre de cerise par chaque panier; chaque tisserand qui sont domiciliés dans lesd. bourgs et paroisses de Vitrac, le Dognon, un sol de rente par chacun an, à commencer par led. Gagner preneur à en jouir, scavoir pour les marchands étrangers de ce jour et pour ce qui est desd. pots de vin dus par les cabaretiers et vendant vin en bouteille par eux dus par chacun an, payable à chaque fête de Saint-Martial ainsi que les douze deniers de rente dus par chacun an dus par chaque tisserand, dont led. Gagné pourra exiger le paiement à la Saint-Martial prochaine ainsi à continuer pendant le cours de lad. ferme; à charge par led. Gagné preneur de faire tenir les mesures desd. cabaretiers et vendant vin en bouteille égales à celle que led. seigneur en fournira aud. Gagné, faire faire les pains au poids convenable, faire tenir toutes sortes de poids à toutes espèces de marchand qui s'en servent de quel espèce qu'il puisse être domiciliés dans lesd. bourgs et paroisses et villages et même les étrangers, faire mesurer les aunes des dits tisserands et du tout s'en acquitter en honneur et conscience pendant le cours dud. bail à ferme.

Ce présent bail ainsi fait aux charges, clauses et conditions ci-dessous pour et moyennant le prix et somme de dix huit livres par chaque année...

Signé : Bleraud, Boudinaud, notaire, et Vaslet, notaire.
(*Minutier d'Arnac*).

III. — Les Grands-Chézeaux

Lettres d'anoblissement de Léonard Martin (octobre 1462)

Ludovicus, Dei gracia Francorum rex. Probitatis merita, nobiles actus gestusque laudabiles et virtutum insignia, quibus persone decorantur et ornantur merito nos inducunt, ut eis juxta opera proprio Creatoris exemplo tribuamus, et eorum que posteritatem favoribus congruis et nobilium honoribus ut virtutum honorumque operum meritis adipiscendos alicientur et advolent. Notum igitur facimus, quod nos attendentes vitam laudabilem, morum honestatem, fidelitatemque et alia quam plurimarum virtutum genera, que in directo nostro Leonardo Martini nonnullorum fide dignorum

testimonio suffragari, pro quibus non immerito gratum et acceptum apud nos se reddidit, nos ipsius personam honorare volentes quod sibi et posteritati sue ac proli cedere valeat ad honorem, eundem Leonardum, cum tota ejus posteritate et prole utriusque sexus in legitimo matrimonio procreata seu procreanda et eorum quemlibet de nostre regie potestatis plenitudine ac speciali gracia nobilitamus et nobilitamus per presentes nobilesque facimus et habiles reddimus ad omnia et singula quibus ceteri nobiles regni nostri utuntur ac uti possint seu consueverunt, ita quod ipse Leonardus, ejusque proles et posteritas masculina in legitimo matrimonio procreata et procreanda a quocumque milicie (*sic*) voluerint singula milicie decorari, concedentes eisdem Leonardo universoque sue posteritati et proli ex ipso legitimo matrimonio procreata vel procreanda, quod ipsi et eorum singuli in omnibus et singulis suis actibus, locis et rebus, in iudicio et extra, non ignobiles, seu plebei, sed pro nobilibus et ut nobiles ab omnibus de cetero teneantur et in perpetuum patientur, quibuslibet que nobilitatibus, privilegiis, prerogativis, franchisiis, honoribus, libertatibus et juribus universis, et singulis quibus ceteri nobiles dicti regni nostri gaudere possunt ac utuntur, pacifice, libere et quiete; et quod ipse Leonardus Martini ejusque posteritas et proles de legitimo matrimonio procreata et procreanda, feuda retrofeuda nobilia aliasque possessiones nobiles, quecumque sint et quacumque prefulgeant auctoritate acquisita et jam habita per eum ejusque posteritatem et prolem, ac etiam infuturum acquirenda et habenda perpetuo retinere, habere, et possidere licite valeant atque possint, ac si fuissent vel essent ab antiquo originaliter nobiles et a personis nobilibus ex utroque latere procreati, absque eo quod ea, vel ea, aut aliquorum (*sic*) in parte vel in toto vendere seu extra manum eorum ponere nunc vel quomodolibet in futurum cogantur, mediante certo financia predictum Leonardum in manibus nostris tradita, et se qua financia eum quittavimus et quittamus per presentes manu nostra signatas. Quapropter dilectis et fidelibus gentibus compotorum nostrorum ac thesaurariis Parisius, senescallo Pictavensi, ac ceteris justiciariis et officariis nostris aut eorum loca tenentibus, et eorum cuilibet presentibus et futuris tenore presentium damus in mandatis quatinus eundem Leonardum et ejus posteritatem et prolem utriusque sexus in legitimo matrimonio procreatam seu procreandam nostri presenti nobilitatione et gratia uti et gaudere faciant et permittant pacifice et quiete; nec ipsos aut eorum aliquem contra presentium tenorem ullatenus inquietent aut molestent, nunc vel quomodolibet in futurum, ordinationibus, statutis, editis, inhibitionibus, mandatis, deffensionibus, ni contrarium factis vel fiendis non

obstantibus quibuscumque. Quod ut firmum et stabile perducet in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Moliérne, mense octobris anno millesimo CCCC sexagesimo secundo et regni nostri secundo. Sic signatum ; per Regem, domino du Lair; Guillelmo de Varia et aliis presentibus : Bourré. Visa contentor. J. du Ban.

(Arch. nat., JJ. 198, fol. 378 v°, n° 415).

Passport pour M. de La Goutte-Bernard délivré par le prince d'Orange (17 juillet 1579)

Guillaume, par la grâce de Dieu, prince d'Orange, conte de Nassau, seigneur et baron de Bréda, de Diestryx, gouverneur de Brabant, d'Hollande, Zéelande, Obestfuze et Utrecht, lieutenant général de son Altesse, ordonnons et néantmoins bien expressément enjoignons à tous coulonnels, capitaines, leurs lieutenans et aultres gens de guerre estants au service et obéissance de son Alteze, des Estatz généraulx et soubz nostre gouvernement, requerrons ausy tous magistrats, justiciers, gardes des ports, ponts, havres et passages, ensemble tous aultres chascun en son endroit et si comme à lui appartiendra qu'ilz laissent le sieur capitaine La Goustebarnart, gentilhomme français, avec son serviteur, armes et bagages, librement et franchement aller en Angleterre et d'illecq retourner sans luy faire ni endurer estre faict aucun enpescement, destourber, molestation quelconque, ains plustôt tout ayde, faveur, et adresse, si besoing et par luy en soit requis et nous sera faict plaisir.

Faict à Anvers soubz nostre nom et cachet le xvij jour de juillet 1579.

Guillaume DE NASSAU.

(Arch. de M^{me} de Kerninon.)

Sauvegarde pour M. de La Goutte-Bernard (1^{re} décembre 1587)

A tous, cappitaines, lieutenans, gentilzhommes et aultres gens de guerre sur qui nostre pouvoir s'estend, nous vous prions et néantmoins enjoignons que n'alez à aller piller, picorrer, ny fou-rager en la maison, mestairie, terres et seigneuries du seigneur de de La Gouttebernard, ny aultres choses à luy appartenant d'aillant

que l'avons pris et prenons en nostre protection et sauvegarde. Aussy permettre au dict seigneur de La Gouttebernard, ses serviteurs, domestiques et autres manians ses affaires aller et venir tant pour noz affaires que pour les siennes et leur donner faveur et aide en ce qu'il vous sera possible.

Faict à Saint-Benoist du Sault le premier jour de décembre mil Vc iiij^{xx}vij.

FORGES.

(Arch. de M^{me} de Kerninon.)

*Maintenue de noblesse pour Louis Martin, seigneur de
La Goutte-Bernard (26 mai 1634)*

Les présidant, lieutenant, esleuz, controlleurs, conseillers du roy en l'élection du Blanc, veu par nous les tiltres et pièces représentées par Louis Martin, escuier, seigneur de La Gouttebernard, tant pour luy que pour Annet Martin, son frère, puisné, escuier, sieur de Chassenon et de La Roche de Mouhet, satisfaisant à nostre ordonnance du sixième de ce mois envoyée en la paroisse des Chezeaux, lieu de la demeure dud. sieur de La Gouttebernard, en exécution de l'édict du roi et déclaration sur icelluy du mois de janvier dernier, scavoir le contract de mariage dud. Léonard Martin, escuier et aieul desd. Louis et Annet, avec dam^{lle} Françoisse de Chamborant en date du treizième janvier 1535, signé Génébrias, not. royal; autre contrat de mariage de Jean Martin, fils dud. Léonard avec d^{lle} Françoisse d'Aubusson du premier juin 1587, signé Boirrier et Laurent, not.; aultre contrat de mariage dud. Jean et dud. Louis, son fils, avecq damoiselle Lucrèce de La Touche et Silvine de Benaist, sa fille, du 20^{me} aoust 1603, signé Laurant, not. roy. Le testament dud. Jean du cinquiesme may 1605, signé de Marteville, par lequel il donne auxd. Louis et Annet, ses enfants, tous ses meubles et acquêts; ung contract en forme de transaction et partage entre lesd. Louis et Annet Martin, ecr, du 11^{me} novembre 1614, signé Delaforest, not. Ung adveu randu par Léonard Martin, ecr, sgr de La Goutte Bernard, au seigneur vicomte de Brosses, de l'an 1463, signé Chavigny; une permission concédée au dict Léonard Martin, par le roy Louis onzième, de fortifier la maison de La Goutte Bernard tout ainsy que bon luy semblera en date de l'an 1484, signée par le roy, Tillar et scellée du grand sceau de cire verte sur lais de soy verte et rouge. Ung certificat de service randu au roy soubz Mgr le duc de Montpensier du 28^{me} septem-

bre 1568, signé Louis de Bourbon et plus bas : Coutureau; une commission donnée par feu François, frère unique du roy, duc d'Anjou, aud s^r de La Goutte Bernard, pour lever deux cens hommes françois pour conduire en Flandre du 8^{me} janvier 1579, signée François et plus bas Deumeret. Ung passeport donné par Guillaume, prince d'Orange, pour passer et repasser en ses pays, allant et venant en Angleterre, du 18^{me} juillet 1579, signé Guillaume et plus bas Huygens. Ung certificat du roy Henry troiziesme, pour services à luy randus par led. sgr de La Goutte Bernard soubz sa cornette du 4^{me} mars 1588, signé Henry et plus bas Cornillard et scellé. Autre certificat du duc d'Esguillon, grand chambellan de France, comme Louis Martin, ecr, sgr de La Goutte Bernard, est receu gentilhomme de la chambre du roy, quy a servy en cette qualitté le feu roy Henry le Grand et le roy à présent régnant en date du 19 octobre 1610, signé Henry de Lorraine et plus bas, par Mgr, Tardif.

Tout veu et considéré et les conclusions des gens du roy, avons lesd. Louis et Annet Martin frères, sgrs de la Goutte Bernard et Roche de Mouhet, envoyé de l'assignation baillée pour la représentation de leurs tiltres et iceux maintenus en leurs privilèges et examptions tant et sy longuement qu'ils vivront noblement et ne feront acte desrogeant à noblesse.

Donné et fait en la chambre du conseil de l'election du Blanc par nous, officiers susdicts, le 26^{me} jour de may 1634.

LAMOUREUX, greffier.

(Arch. de M^{me} de Kerninon.)

IV. — Jouac

Marché pour la fonte de la cloche (1^{er} juin 1752)

Nous, soussignés, syndic et autres habitans tant seignataires que autres de la paroisse de Saint-Pierre-de-Johac et Jean-Baptiste du Pont, maistre fondeur de cloches, sommes convenus de ce qui s'ensuit : savoir que moy dit Dupont m'engage et m'oblige à fondre la grosse cloche de la ditte paroisse de Jouac et de la rendre bien sonnante et au mesme poit qu'elle pisset actuellement ou sy par enrinnement (?) elle se trouvoit plus pesante après la fonte, lesd. habitants payeront l'ogmentation au dit fondeur sur le prix que vaut le métaille actuellement, que cy elle se trouvoit moins pesante

après la fonte, le dit Dupont payerait également la diminution aux dits habitants sur le même prix qui lui sera diminué sur la somme ci-dessous énoncée ; je m'oblige et m'engage aussy, moy dit Dupont de fournir à mes ferails et dépent toutes les chausses nésessaires pour la fonte de la dite cloche, métaille bont et valable dont visite sera faite par expair avant et après la fonte de laditte grosse cloché et pour surté de l'obligation que je conteracte avec les dits habitants, ay mit entre les mains de monsieur le curé de la dite paroisse la somme de quarante huit livres, qui me seront remises après visite faite de mon ouvrage par expaire qui oront trouvé la dite cloche bien sonnante et bien condisionnée, et nous dits habitants nous obligeons de payer audit Jean-Baptiste Dupont, outre et par dessus la dite somme de quarante huit livres qui est entre les mains de monsieur le curé, la somme de cent livres seulement sans aucune autre fourniture de ce qui pourroit estre néséssaire pour la fonte de la dite cloche, laquelle somme de cent livres serat... ouvrage fait et parfait et que visite en serat faite, bien entendut que le dil Dupont et les siens seront tenus et obligés de ce nourrir à leurs ferails et depens et de refondre la dite cloche, par enrinnement, cy il la venoit à manquer, le tout à ses ferails et depens.

Fait au bourg de Jouac en présence et du consentement du dit sindic et principaux habitants de la dite paroisse dont plusieurs ont seigner et autres ont déclarés ne savoir seigner de ce enquis et a le dil Jean-Baptiste Dupont seigné ce premier juin 1752.

Signé : J.-B. Dupond ; Mangin de Jouac ; Dubrac, curé ; Jarissat ; M. Delacoux, sindic fabricien ; F. Berthollon, syndic ; Pierre Duplant ; Pierre Lacour ; Beylot.

Nous souhsignés confessons avoir receu tant du sieur Jean-Claude Dubrac, curé de Jouac, que des habitants de la dite paroisse la somme de cent livres qu'ils devoient nous donner pour la fonte de la cloche dont est fait mention dans ce double cy dessus et cela déduction faite de celle de neuf livres douze sols qui se sont trouvés de déché dans la fonte de la dite cloche et de quatre livres que les habitants se sont chargés de payer à nostre acquis au nommé Brunet, de laquelle somme nous les tennons quitte et promettons ne leurs en rien demander et moy, Jean-Baptiste Dupont, ay aussy receu deux louis de vingt quatre livres chacun déposés entre..... du sieur curé de Jouac ce quatorziesme juillet 1752.

Signé : ond, j'approuve les criture citesu ; F. Michel.

(Matrie de Jouac, pièce annexée au registre d'état civil.)

V. — Lussac-les-Eglises

*Accensement par le commandeur de l'Expardelière
(1^{er} décembre 1383)*

Universis presentes litteras inspecturis, nos, frater Johannes Calelh, preceptor domus de Leparsellere, hospitalis S. Johannis Iherosolimi, salutem et noticiam rei geste noverint quod cum tenamentum seu hereditagium Johannis Donsere, de Ribaliera, parrochie de Lussaco Ecclesiarum, verteretur in abessinam, in quo nos sumus et fulmus deperdentes de censibus, redditibus et allis deveriis nostris, nos prefatus preceptor, pro nobis et subcepsoribus nostris, cum concilio fratrum nostrorum pariter et accensu predictum tenamentum cum omnibus pertinentiis suis acensavimus, arrenduavimus et apperpetuum hereditagium tradidimus Johanni Chabido, de Valada, parrochie de Bessinis, presenti, pro se et suis, solemniter stipulenti, tenendum, possidendum, et perpetuo expletendum per dictum Johannem Chabido et heredes et subcepssores suos, sub pactibus et conventionibus infrascriptis, videlicet quod nos remisimus et quicttavimus, remittimus et quictamus pro nobis, nostris subcepsoribus predicto Johanni et suis omnia areragia, omnium censuum et reddituum morantum usque ad presentem diem nec non etiam ex tunc, remittimus et quictamus predicti Johanni et suis omnes census et redditus et omnia alia deveria quecumque predicti tenamenti seu hereditagii usque ad secundum festum Assumpcionis Beate Marie, in quo dicetur anno Domini Millesimo ccc^o lxxxv^o et ex illo tunc videlicet a predicto festo amplius, nos predictus preceptor, remisimus et quictamus, remittimus, pro nobis et subcepsoribus nostris eidem Johanni Chabido et suis medietatem omnium censuum et reddituum et aliorum deveriorum nostrorum predicti tenamenti seu hereditagii usque ad terminum V^o annorum in medietatem predicto festo compu tandorum et ex taxo predicto termino V^o annorum.

Idem Johannes et sui subcepsores solvant seuolvere tenebuntur totaliter et per integrum omnes census et redditui et omnia alia deveria predicti tenamenti nobis et subcepsoribus nobis ad predictam domum nostram de Leparseleria et omnibus aliis renduarus quibuscunque. Et fuit actum et concordatum inter nos, prefatum preceptorem et Johannem Chabido, quod si casus advenit quod heredes sive subcepsores predicti Johanni Donsere vellent habere seu acceptare predictum tenamentum et adquirere predic-

tum tenamentum, idem predictus Johannes Chabido et sui debent dimictere seu degurpire predictum tenamentum heredibus supradictis predicto vero Johanne Chabido et suis satisfiat de melioramentis et necnon et etiam levatam et perceptionem collectarum bladorum predicti tenamenti si quod essent illo tunc de ejusdem tenamenti seu hereditagii cum omnibus juribus et pertinentiis suis, investivimus predictum Johannem Chabido eum presentibus litteris ad opus sui et suorum perpetuo valiturum et in possessionem posuimus corporaliter salvo semper jure nostro et omni quolibet alieno promittens bona fide pro nobis et nostri subcepsoribus omnia premissa universa et singula tenere, ad tendere et complere et contra facere nec venire. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum supplicantes nos prefatus preceptor de Leparselerei heredibus et subcepsoribus quondam nobili viri Arbert Loube, domicelli, uti talem et similem remissionem et quittance faciant eidem Johanni Chabido et suis de censibus et redditibus que habent et habere consueverunt in predictum tenamentum qualem nos fecimus de censibus et redditibus et deveriis nostris, nos vero predicti heredes seu subcepsores condam Auberti Loube, domicelli, et nostrorum quilibet de censibus et redditibus nostris et deveriis nostris quos et que habemus in dicto tenamento fecimus et facimus eodem Johanni Chabido et suis talem et consimilem remissionem, quittance qualem prefatus preceptor de Leparseleria sibi fecit et suis. In cujus rei testimonium, nos supradicti heredes et subcepsores condum Auberti Loube, domicelli, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Datum pariter et actum in domo nostra de Leparseleria, prima die, mensis decembris, anno Domini millesimo CCC° octuagesimo terciò. J. Chailhac.

(Archives du marquis de Lussac, au château de Comacré.)

*Lettres de Louis de La Trémoille pour accenser ses terres
(15 janvier 1459)*

Loys, seigneur de La Trémoille, de Seuly, de Luxol, de Chastelguillaume, chambellan du roy nostre sire, à nostre chier et bien aymé Thoumas Touzeau, nostre recepveur en noz terres et seigneuries de La Trimouille, Chastelguillaume, Lussac-les-Eglises, Corris et Thollet, salut.

Comme il soit à nostre connoissance que en nosd. terres de La Tremoille, Chastelguillaume, Lussac-les-Eglises, Le Corrys et

Tollet, soyent plusieurs terres, préz, boys, landes, et aultre héritages et domaines en guast, ruines et non valeur, qui sont chargés envers nous, à cause de nosd. terres et seigneuries, de plusieurs cens et rentes et aultres deniers dont ne fusmez payés longtemps a et nous en sont deuz plusieurs... qui est en diminution de nostre domaine et revenu, voulans pourvoir à ce pour le bien et augmentation de notre d. domaine et seigneurie, Scavoir faisons que nous à plain de voz sens, discrétion, loyaulté et prudommie et grant souffisance, voulons, vous mandons et quicllons par ces présentes que touz et chascuns les terres, préz, vignes, landes, bruyères et aultres héritages que trouverez en nosd. terres et seigneuries, estre demeurés en gast, desert et ruynes, icelles faictes crier et subaster et lesd. criées et subastations faictes, ainsin qu'il est accoustumé en tel cas, iceulx héritages, bailher, délivrer, assansser et arranter aux plus offrans et derniers enchérisseurs et desd. baillectes, assenssement et arrentement, bailler et délivrer aux preneurs et assensateurs lettres bonnes et souffisantes signées de nottaires et scellées des sceaulx aux contractz desd. terres et seigneuries. Lesquelz baillectes, assenssement ou arrentement par vous faictz et lettres sur ce faictes, pussent vouloir estre de total effect et vouloir comme si nous mesmes les avions baillées et accensées et arrentées en personne et baillé lesd. lettres.

De ce faire vous donne et donnons commission, pouvoir, puissance et auctorité et mandement espécial par ces présentes, promectons de bonne foy et soubz l'obligation de nos biens, pour nous et les nostres, faire ferme et stable tout ce que par vous sera baillé, assensé, arrenté et besoigné sur les choses susd. sans jamais venir au contraire; mandons et commandons à touz nos justiciers, officiers, hommes et subjectz que à vous, en ce faisant, obéissent et entendent diligemment.

Car tel est nostre plaisir.

Donné à Bommers le XV^e de janvier l'an mill CCCC et neuf (*sic*) (1).

Ainsin signé en marge : Loys DE LA TRÉMOILLE.

(*Id.*).

*Précompte pour régler et partager la succession de Louis I
de la Trémoille (2 juin 1484)*

Et le mercredi, second jour dudit mois de jung, l'an susdit, mil IIII^e IIII^{xx} et quatre, nous fusmes aussi transportez au lieu de

(1) Lettres transcrites à la fin d'un bail de 1462. La date de 1409 est inexacte *à priori* : il faut probablement lire 1459.

Lussac-les-Eglises, en l'hostel de Pierre Fourestier, houstellier; et illec nous avons convocqué et appellé honorable homme et saige, M^e Geoffray Charrasson, juge dudit lieu de Lussac, nobles personnes Guillaume Lignault, escuier, sg^r de Lagebernard; Pierre Thouzeau, aussi escuier, seigneur du Boys, autres foiz procureur desdits lieux, pour feu monseigneur, père de mesdits seigneurs, et feu Thomas Thouzeau son père, lors estant receveur; Loys Couraud, escuier, seigneur de Saint Martin, et messieurs Jehan de la Vauzelle, Jehan de Herne et Estienne de Roussines, presbires, demourans audit lieu de Lussac-les-Eglises, et dudit M^e Guillaume Cardinal, receveur; par lesqueulx nous avons trouvé n'avoir audit lieu de Lussac aucun manoir, maison ne demourance appartenant à nostre dit seigneur; estangs, pescheries, garennes, collombiers, vigneux, prez, ne rivières deffensables. Et n'y a seulement que les cens, rentes, dixmes, terraiges et fermes muables dont le receveur fait compte par sa recepte, fors les domaines cy après declairez.

Et n'y a audit lieu de Lussac que une esglise fortifiée du temps des guerres ou domaine de l'esglise. Et pour raison des maison et logis estans au dedans d'icelle fortication, les habitans en icelles en paient les deniers au prieur et curé dudit lieu; sans ce que mesdits seigneurs y preignent aucun devoir ne redevance; et n'y a aucun cappitaines et ne paient aucun droit de guet; ne pareillement ne paient aucun droit de guet les habitans de la dite chastellenie, réservé les habitans des villaiges des Bouschaulx, des Homes et de l'Esclavellière, estans de ladite chastellenie; lesqueulx paient par chascun an, pour feu, au chastel de Chastel Guillaume (1), III s. II d. pour droit de guet que leve le cappitaine dudit Chastel Guillaume ou ses commis.

Item, a audit lieu ung four à ban, avecques la maison du four meu d'icelluy; la maison d'icelluy four mal edifiée; du prouffit duquel le receveur fait compte que l'on dit estre en plus haulte valeur qu'il fut oncques.

Item, yl y a troys moulins à blé, assis, les deux sur la rivière de l'Asse et l'autre sur la rivière de Benoise (la Benaize), près le Pont Berthin, assés bien bastiz et entretenuz; de la valeur desqueulx le receveur fait à compte; et dit l'on qu'ilz sont en aussi grant valeur qu'ilz pourroient estre.

Item, et au regard des boys et fourest n'en y a point, fors ung boys appellé le Boys franc, contenant de quarante à cinquante arpens de boys groux, boys de lignes et autres qui peut valloir par

(1) Château-Guillaume, canton de Lignac (Indre).

an, en temps de glandée et pesson, de six à sept livres tournois de ferme, ou environ; et n'y a aucun bois de taille.

Item, aussi a au dedans de la dite chastellenie, certains lieux frouselz, appelez *les decens*; lesqueulx on ne sauroit bonnement estimer, parçe que la plupart sont en proces indecis contre monseigneur et le seigneur de Saint Martin, et en pendant les proces es grans assises et es assises prevostelles dudit lieu de Lussac.

Item, y a audits lieux vacques, appellez les *petits decens*, que souloient tenir les Periers, au devoir de XXX s., XII bonniers de seigle, douze bonniers d'avoine, mesure de Lussac, et deux gellines, le tout de rente, qui se sont absentez du pais par pouvreté, et sont de present en criées et soubhastations, à bailler au plus offrant et au derrenier encherisseur qui estoient bien baillez audit devoir.

Item, y a aussi certains autres lieux vacques et frusches, assis aux Régnardieres, pres le lieu appellé le Sturpin; lesqueux sont en criées et soubhastations, pour les bailler au plus offrant et derrenier encherisseur; desqueux on trouve dix solz et douze boisseaux de seigle de rente.

Item, aussi y a certaines petites pieces de pais vuide, entre les lieux de Coullonges, du Pin Tremouilhais, le Thouris et Thollet; qui sont de petite valleur et estimation; et les causes d'icelles sont incertaines.

Item, ont mesdits seigneurs une mestairie en ladite chastellenie, bien logie et fournye des prez, boys, terres, landes et pasturages, appellé Rousines; laquelle on dit avoir esté autres foiz baillée par feuz messeigneurs à Jehan et Vincent de Roussines, au tiers et par tierce partie des fromens, seigle et avoine; et cent solz tournois par chascun an à perpétuité. Et ne paient à mon seigneur aucun droit de dixme, de charnaige et autre dixme, fors la somme de V s., à ung sextier de seigle, mesure dudit lieu, pour ledit droit de dixme, de charnaige, de blé. De laquelle et valleur d'icelle peut aparoir par les comptes du receveur, il est assavoir que au dedans du domaine d'icelle ditte mestairie les mestaiers d'icelle ont planté deux ou troys pieces de vigne; le tout contenant de unze à quinze journées de homme, ou envyron; et y a deux petites pescheries à chaussée, sans bonde, de petite valleur; es quelles vignes et pescherie mesdits seigneurs ne prennent aucun droit et ne l'ont acoustumé par cy devant. Et se trouve qu'ilz ont planté lesdites vignes sans congé, et que lesdites pescheries furent faites dès long temps.

Item, et se trouve que ladite chastellenie de Lussac est tenue de madamme de Belleville, à cause de son chastel de Montmorillon, à foy et hommaige, sans aucun devoir.

Item, sous lequel l'en trouve estre tenuz les fiez et hommaiges qui s'ensuivent :

Et premierement ung hommaige lige au devoir d'ungz esperons dorez, evalluez à X s. Par lequel apert que Guillaume Lignaud, escuier, advouhe tenir de mondit seigneur à cause dudit lieu, son hostel de Lussac-les-Eglises, ses appartenances et appendances, estimé valloir III^{xx} l. t. de rente; comme il nous apparu par les nommées par luy et son feu pere rendues.

Item, ung hommaige lige, au devoir de V s., en mutation de seigneur et de homme; par lequel apert que Odet Estourneau, escuier, tient de mon dit seigneur le lieu Grenart, ou partie d'icel-luy, et certaines appartenances; qu'il monstra avoir eu par es-change, estant audit lieu de Tercaines (1), aprecié à XXX sextiers de rente.

Item, ung autre hommaige lige, au devoir d'ungs gans blancs, du pris de douze deniers en chascune mutation de seigneur et de homme, par lequel apert que Loys Courault, escuier, seigneur de Saint Martin le Mau, advouhe tenir de mondit seigneur certains lieulx, les mestairies, cens, rentes et autres choses qu'il a à Saint Martin le Mau et environ, estimé XL l. tournois de rente, comme il a dit. Et veult on dire que l'une des mestairies est bastie ou domaine de monsg^r, et en pend proces ès grans assises de mon-seig^r au dit lieu.

Item, ung autre hommaige lige de III s. IIII d., à muance de sgr et de homme et IIII boisseaux de seigle de rente; par lequel apert que Jehan Vallantin de Coulonges advouhe tenir de mon dit seigneur le lieu et tenue que tiennent les hoirs de feu Finghandon, et autres choses; aprecié à XXXV s. tournois de rente.

Item, ung autre fief lige, au devoir de quinze deniers, à muance de sgr et de homme; par lequel il apert que Georges Guyonnet tient de mondit seigneur à la Bosse et ailleurs, en ladite chastellenie; qui est convenu pour hommaige, qui est de petite valeur.

Item, ung autre fiefz lige, au devoir d'ungs gans blancs du pris de X d.; par lequel apert que le dit Guionnet advouhe tenir de mon dit seig^r, à cause de sa femme, sa mestairie de la Jarrige, aprecié à X l. t. de rente.

Item, ung hommaige lige sans devoir, à muance de seigneur et dehomme, par lequel appert que Guillaume Frige tient de mon dit seigneur son lieu de la Frige et ses appartenances, assis audit Lussac, aprecié à L s. t. de rente.

Item, un autre fief lige, sans devoir, par lequel appert que mis-

(1) Tersannes, canton du Dorat (Haute-Vienne),

sire Jehan de Herenc advouhe tenir son hostel de Lussac, avecques la moytié du dixme de Mont-Quegnyou, aprecié à cent solz de rente.

Item, ung autre hommaige par lequel apert que Jehan Rigault advoue tenir de mondit seigneur certains dommaines et herbaiges, avecques le moulin du Prê Bougon; et autres choses, que l'on dit valloir cent solz tournois de rente.

Item, ung autre hommaige, par lequel apert que Guillaume de Saint Martin advouhe tenir de mondit seigneur certaines choses au dedans de ladite chastellenie de Lussac, aprecié à XXX s. t. de rente.

Item, ung autre hommaige par lequel apert que Pierre Mestivet advouhe tenir de mondit seigneur certaine dixme ou terrouer de Gomas, aprecié à XXX s. t. de rente.

Item, ung autre hommaige lige, sans devoir, par lequel apert que missire Jehan de Saint Saing advouhe tenir de mondit sg^r les cense, rentes qu'il a à Tercennes, aprecié à XXX l. t. de rente; combien que monsg^r n'en ait joy de long temps, car les choses ne sont en sa chastellenie.

Item, un autre hommaige, sans aucun devoir, par lequel apert que Jehan de Marueilz advouhe tenir de mondit seigneur les choses qu'il a au dedans de la ditte chastellenie; aprecié à soixante quatorze solz, dix huit deniers, obole tournoise de rente.

Item, ung autre hommaige, par lequel apert que Jehan de la Brousse advouhe tenir de mon dit seigneur la vigerie de Coullonges; et est de petite valeur.

Item, Loys Mathé, ung autre hommaige par lequel il advoue à tenir de mon dit seigneur certaines choses qu'il a en ladite seigneurie de Lussac, qui est de petite valeur.

Item, au dedans de la dite terre et seigneurie de Lussac les Esglises sont la prevoté et la cure de Coulonges, la cure de Saint Martin le Mau, la pluspart de la mée des tailliz et non mée l'esglise.

Item, en tant que touche les cens, rentes et deniers, certains et et aussi des fermes muables, le receveur en fait compte.

S'ensuivant les proces meuz à cause de ladite seigneurie de Lussac les Esglises.

Et premierement pend ung proces es assises roiaulx de Montmorillon, entre Georges Guyonnet, escuier, demandeur et appellant, contre monseigneur, intimé et deffendeur, touchant ce que l'on luy demande hommage, demande ou redevance, pour raison de certaines choses qu'il tient en la chastellenie dudit Lussac. Ainsi signé : R. de Beufz et G. Bardin.

(Chartrier de Thouars, à M. le duc de la Trémoille).

Fondation de l'hôpital de Lussac-les-Eglises, testament de François de Bourdelle (4^{er} septembre 1677)

Au nom de Dieu le Créateur,

François de Bourdelles chirurgien ordinaire du roy estant de présent à Paris sain de jugement de bon gré pure, et franche volonté disposé et signé de ma main, ce quy sensuit sans suiction ny induction d'aucune personne le prezant mon testament et ordonnance dernière volonté que je desire estre exécuté par mon exécuteur sy après nommé.

Premierement me recommande a Dieu le créateur a ce quy luy plaise par sa sainte Grace que mon ame setant separée de mon corps me faire misericorde de mes fautes offances et la colloquer en son saint paradis.

Je désire estre enterré en leglize saint Louis en Lille, ou assisteront avec monsieur le Curé douze prestres. Quyl soit fait services, aumones charités, lumineaire quyl a accoustumé en légglise Catholique et a la somme de trois ou quatre cent livres quy seront mis est mins de monsieur le Curé et de mon confesseur pris sur mon argent monoyé, environ vingt mil livres et plus, quyl soit employés en un fond pour faire mil livres de rente laquelle rente sera donnée aux administrateurs ou gouverneurs de l'hotel Dieu pour faire dire une messe a cinq ou six heures du matin a l'hostel quy est au millieu du dit hostel Dieu, et pour le salut de mon âme, et du surplus il en sera employé a faire dire une messe tous les jours et a perpétuité ou lon met les malades de la maladie contagieuse et aussy pour faire dire deux services l'année lun le jour de saint Cosme et saint Damian lautre le jour de saint François et que yceux services soit ditz au dit autel Dieu et que ceux quy payeront la rente et les chirurgiens du roy et aussy les chirurgien du dit hostel Dieu.

Je legue au dit autel Dieu de Paris les rentes que me donnent Messieurs Riollan, Dionis Boiguillot ou Saure de Blois, Tamponnet et sa femme Anthoine et Jeanne Bourgerin, comme aussy tous les arrerages tant par contras sentences obligations promesse transport et mes meubles quy sont en ma chambre a Paris comme aussy mes vieux gages quy me sont deubs des Trezorier de chez le roy, par Messieurs Lamy de Beaumont et Cadot quy se monte deux ou trois mil livres comme aussy de mes livrées quy me sont deubs. Par Monsieur Dupin deux cent livres de l'année mil six cent soixante

trois, de Monsieur Bragelonne deux cent livres de l'année mil six cent cinquante cinq, de Monsieur de Villesairin six vingt quinze livres. Yceux nommés sont les maistres de la chambre aux deniers du Roy quy y sont quy ont esté.

Comme aussy les rantes de chez messieurs Boulanger librere, Lavergne et aussy ce quy mest deub de chez Seux Monsieur don jen ay passé contrat chez Monsieur Lemoine au profit du dit autel Dieu de Paris aux conditions portées par ycelluy contrat.

Du bien que jay a Lussac-les-Eglizes en la paroisse et aux environs scitué en la province de Poitou, Berry et basse marche scavoir la maison du Lathier Lussazois, jardin pré quy est a moy. Je le donne pour en faire un hostel Dieu, pour tous les pauvres quy voudront aller, et prie Dieu de tout mon cœur de l'avoir agréable, et que se soit pour son honneur et sa gloire et que le revenu de la mesterie de Lessard aux Debourdelle et le bien que jay au village de Lavault quy est a moy tant en maison granges bergerie estables mazures tant par succession de feu mes peres et meres comme par aqizition de mes frères et sœur et la rante que jay sur la seigneurie de Vielleville et moulin du dit village de Lavault et aussy de celle que jay sur la mesterie des Hérolles et des Silvins de Brosse de Ville Bussiere Vost Lage Caurand Fortillesse Montarnon la Bussière et autres lieux, tous les revenus diceux effets et le fond je les donne pour estre employez pour lantretien pour la maison du dit Lathier et hotel Dieu et pour la subcistence et nourriture des pauvres a perpetuité tant pour entretenir les bastiments en faire dautre chapelle ou la saint messe se dira tous les jours par un bon excoziastique ou prestre nommé par moy ou par Maximilien Catherine de Bourdelles ou leurs dessandans ou par levesque du diocceze ou par messieurs les administrateurs de lautel Dieu de Paris et mesme aprandra a lire escrire les pauvres enfans du dit bourg de Lussac par charité et gratis et a la fin de la messe dira un libera et un deprofondis et paster noster et autres prières pour le salut du testateur, parents amis et bienfaiteurs et pour cet effet on luy donnera ou prandra tous les ans deux cent livres en argent ou autres effets sur la rente de quatre cent livres quy mest dhue par monsieur et madame de Villebussière fortillesse et autres mesme son logement en la dite maison et autel Dieu du Lathier et pour cet effet bastiments seront faits et augmentez des revenus cy dessus. On acheptera meubles litz et tout ce quy sera nécessaire est mesterie des Essard et Lavault et autres lieux rantes et autres effets a moy appartenens faire aprandre quelque ars, ou mestier et marier pauvres filles provenant des enfans de Maximilien de Bourdelles et de Catherine de Bourdelles ou d'autres pauvres parents vivant moralement bien.

Je légue au dit autel Dieu de Paris trois cent livres de rantes a moy dhue par contrat de constitution par messieurs Bourgerim ou héritiers diceux sur l'hostel Dandresel qui ceux Bourgerim ont acquis à la charge de payer les créanciers dudit vicompté Dandresel, dont je suis le premier créantier sur ledit autel Dandresel.

Je donne ma maison scituée devant léglise Saint Louis en lille avec ce quy est contenu par mon contrat d'aquizition a l'hostel Dieu de Paris afin de participer aux bonnes œuvres quy sy font et à la sonnent cloche les pauvres malades seront obligés de dire un paster noster et un deprofondis.

Sur le revenu de la maison du Lathier ou hospital il en sera pris donné tous les ans au curé et autres pour dire un salu dix huit livres tous les jours durant le dimanche, lundy et mardy gras, et le mercredi un servlces, le salu ce dira sur les deux ou trois heures de relevée ou environ. Monsieur le curé et les autres prêtres et le chapellain du dit hostel Dieu seront payés honnestemants selon le lieu.

Des dix huit livres on donnera aux pauvres quy y seront et chanteron au dit salut et petits escolliers a chacun un gasteau dun sols, tant quarante sols soit employés durant les dits trois ou quatre jours quy se montera a six livres et les autres douze seront pour monsieur le curé et autres prestres quy assisteron.

Icelluy salu ce dira en leglize Sainct Martial ou de St Estienne ou en la chapelle de lhospital du Lattier comme on trouvera bon et a perpetuité, le dit Maximilien de Bourdelles et ses dessandans seront estably comme administrateur des revenus et pour cet effait ils en prandront trante livres pour le temps quyl enploiront aux affaire utile du dit hospital, et aussy je prie le seigneur le curé le prieur sil y est le sénéchal grefflé procureur fiscal et autres gens de bien dy assister gratis et dy faire pour lhonneur de Dieu et pour les pauvres que le revenu que je laisse soit utilement employé tant pour la chapelle que autres bastiments et que la messe y soit dicte tous les jours. Et le jour de saint Cosme et saint Damian soit dit un service, et le jour saint François, un autre pour le salut de l'ame du fondateur de ces parents et amis ou les pauvres quy seront audit hotel Dieu y assisteron el y priront Dieu.

Je donne à Maximilien de Bourdelles ma maison du for avec le jardin quy est sur les faussés avec deux cent livres pris de largent que me donnent mes débiteurs.

Item, je legue à Leonard de Bourdelles la maison et mazure de chez Bouzat parties du jardin de deriere cours et courtilage de devant avec ce quyl me doit et Monsieur Gropommer de Bellac.

A Catherine de Bourdelles la maison et mazure de chez le Gorré

et le jardin de derière de la dite maison et mazures cours et courtilage devant et deux cent livres pris sur le greffier et autres débiteurs.

Syls nen veullent et quyl fasse procést je les declares yndigne de succéder, en aucune choses de mon bien quy mapartien et quyl soit donné a lhotel Dieu de Paris ou a laupital de la maison dulattier Lussazoïs.

Et en cas que ce que dessus ne sexecute de point en point et au meme conditions je donne ce que dessus a lautel Dieu de Paris tant en maison mesterie rantes obligations sentences promesses et autres biens à moy appartenant prés, bois, terres, jardins et tous autres héritages à moy appartenant.

Je donne à lhospital general une obligation de trois cents livres que me doit Louis Loger et sa femme avec tous les interest et depans yl a fait ellection de domicile en la rue de la Martellerie a limage Sainte Catherine il demeure a prezant a Ginuille.

Et encore trois cens livres quy me doit Denis Herpin sieur de Urteville condamné par sentence aux depans et interest.

A Monsieur Trebilhon procureur en parlement, je lui lègue deux cent livres en argent comptant et autres effets en remettant tous les papiers quy luy a de moy quy conserne mes affaire quoy que je luy ay rendu daussy bon service en ma condition de chirurgien et fournir remede a luy et a sa femme quy avait cancer aux mamelle et autres maladies facheuze de plusieurs grandes blessure a luy et a tous ses parents me promettant quyl ne voulait rien de moy pour son ministere comme je nè voulois rien de luy pour le mien jay payé tous les greffiez et huissiers ou il a fallu donner argent.

Pour les meubles quy sont dans ma chambre avec or et argent quy se monte a plus de vingt mil livres avec les papiers titre contras obligations promesse de quelque nature quyls puisse estre je les donne a lautel Dieu Paris.

Ma maison que jay aquize des directeur de monsieur Levault je la donne au dit autel Dieu de Paris à la charge de en donner cens escus provenant des loyers au curé de Saint Louis afin de faire dire une messe a cinq heure du matin tous les jours a perpetuité au grand autel ou a celluy de nostre dame au chapelin quy la celebrera on luy en donnera deux cent livres, et les cent livres restant monsieur le curé les distribuera aux pauvres comme il trouvera bon.

Et prie monsieur Perot ou autres administrateur du dit autel Dieu de vouloir executer ce mien testament pour lhonneur de Dieu et des pauvres aussy assister Maximilien de Bourdelles et Chavigniat mes nepveux de faire ce quy pourra pour recevoir ce quy mapar-

tien en province sens quy soit bezoin denployer commissaire notlere procureurs ne autres gens de justice, messieurs les administrateur en dispozeron comme ils trouveront bon pour lhonneur de Dieu et bailler à chacun ce que je legue et prandre tout le surplus pour les pauvres et pour cet effet ils prandront tous papiers et titres comme dit est cy dessus. Pour mon coffre fort quy est chez monsieur le Roy chirurgien demeurant à la place Maubert ils le prandront et ce quy est dedans.

Et entend que ce soit ma dernière volonté je revoque tous testaments donations delaissement et autres dispositions quy ce trouveront n'en ayant cy-devant fait aucune quy ne soit escript et signée de ma min et conformemant a la présente sil sen trouve autres se sont fossetés et que le procets soit fait a ceux quy les produiront.

Sy ylia difficultez destablir une hospital ou maizon Dieu à Lussac les-Eglizes en la maizon dulattier a causes des chicannes de gens mal intentionnez je legue tous les dits biens quy a plu a Dieu me donner a lhostel Dieu de Paris au conditions de mon argent que jay et quy mes deub tant en Poictou Berry Basse Marche et autres effets soit employé achepter des lits ou limage saint François soit mis et un malade en chaque lit quy y seront mis et nommez de mes parents ou le curé marguilliers ou les dames de la paroisse de Saint Louis de Lille.

Je prie Monsieur Bastide a quy je legue cent livres pour instruire Messieurs de lhostel Dieu de Paris pour faire avoir et recevoir ce quy mest deub et ce quy est a moy comme mesterie terre prez bois pasturages brandes ou landes que monsieur Delage ses fermier et mesteyers austre mon usurpé en ma mesterie des Essard aux de Bourdelles comme aussy fait prandre tous mes troupeaux bœufs vaches taureaux moutons brebis et agneaux et autres deus mes pasturages et aussy fait tuer le plus beau et grend et gras beuf quy l a fait tuer et manger, bastre mes fermiers jeter par les fenestres et rompre les jambes comme a Leonard Delavault, mon fermier, batre les mesteyers lors quil ensemensais les terres de la dite mesterie, les contraindres d'aller tous les jours en charoyst et corvée sens aucun droit, les faire charger de taille, decharger les siens, faire porter presque toute taxe aux miens, les faire collecteurs, les tourmenter sans cesse et chasser de la dite mesterie, enfin faire vaquer mon bien afin de l'avoir, comme aussy prandre la pierre de taille et le moilon de deux grandes maisons dont il en a fait bastir une mesterie audit bourg de Lussac apres prandre mes fermiers pour les mettre a son service et manger ce quil avait profité en faisant valoir mon bien, non nobstant que mes devantiens usses

presté de l'argent aux siens dont jen ay les promesses et de l'avoir traité de temps en temps de diverce maladie, nottament d'une fistule a lanus ou tous les médecins et chirurgiens de Paris dezesperoit de sa santé, comme aussy madame sa famme luy avoir osté une louppe sur une paupière et la traité de mal aux yeux jusque a parfaite guerizon. Monsieur le marquis de Lussac, leur fils, dulcere aux jambes dans la province, l'avoir traicté malade à Paris de maladie segrette et mesme la pluspart de ses gens, et a larmé d'une blessure a la jambes au siege de Lille et ses dhommestiques, le tout jusque a parfaite guerizon, comme aussi Monsieur Daller advocat ce quil mon usurpé durant lespace de cinquante ou soixante ans que j'ay esté absent aupres des Roys en ses armées et aupres pres de leurs personnes ses fermiers et mesteyers tant en maizon, granges, mazure, jardins, prés, bois, terre, landes, paturages communs et autres lieux, pierre, moilon et autres domaines scitué au village de Lavault et aux environs don jen ay les contrats et en jouy dune parties ou gens pour moy.

En cas quil ne se puisse faire hospital la maizon dulatier, quil y aye difficulté, je donne tout a lhosteldieu de Paris tous les effets sy dessus pour létablissement dicelle et au mesme conditions.

Le delaissement d'une grange scitué au village de La Vault et ny pretend rien, je le accepté pour faire plaisir a mon nepveux Maximilien de Bourdelles si non pour luy faire plaizir, et quil rande lobligation quil a de moy a l'homme du village Dulattier avec tout ce quil a reçu.

Comme aussy il est dhu à Catherine de Bourdelles et a Leonard de Bourdelles sur la mesterie de La Bussiere, appartenent a la succession de feu Monsieur Ribeau, et pour le regard des frais quy se monte a cens et plus. Je leurs remets quand ils en uzeront bien et non autrement.

Je donne mon diamant a Mademoizelle Barbié a cause des bien-faits quelle ma fait et messieur ses enfans.

Et pour ce que sy dessus jay escrip et signé le présent mon testament que jay leu et releu et cest ma volonté, le premier jour septembre mil six cent soixante et diz sept, signée F. de Bourdelle avec paraphe.

Aujourd'huy cinquiesme novembre mil six cent soixante dix huit, sur les huit a neuf heure du matin, au requizitoire de noble homme François de Bourdelles, chirurgien ordinaire du roy, demeurant montagne Sainte Geneviefve, paroisse S^t Estienne du mont, en la maizon du nommé Issard, maistre chandellier les nostere au Chastellet de Paris sousignez, se sont transportés en la

dite maison ou ils l'ont trouvé au lict malade de corps, toute fois sain desprit, memoire et entendement ainsy quil leur est apparu, lequel a dit et déclaré recongnu et confessé que dans la présente feuille de papier sus et des autres part escripte est son testament et ordonnance de dernière volonté quil a escript, signé de sa min, esriture, signature ordinaire, et quil veut et entend estre executé de point en point selon sa forme et teneur, excepté seullemant qu'au lieu et place du sieur Perot ou autre administrateur de l'hostel dieu quil avoit nommé executeur de son dit testament, il veut et entend quil soit executé par monsieur le Barbier, advocat en parlement, son bon amy, de la probité duquel il est tres assuré, le priant den prandre la peine, ce fut ainsy fait, dicté, nommé par ledit sieur de Bourdelles a nous dits nottaire puy a luy par l'un diceux lautre présent releu mot apres autres, quil a dit avoir bien entendu et y a percisté en la chambre ou il est au lict malade, au premier estage de la ditte maison ayant veue sur le college de la Marche, lan, jour et heure susdit, et a signé la minutte des presentes estant ensuite de l'original dudit testament aulographe quy est la possession et garde d'Aumont, lun des nottaire soussignez, auquel il a esté rapporté pour le garder en ses minutes suivant lacte quy en suit.

Est comparu aujourd'hui devant les conseillers du roy nottaires au Chastelet de Paris soussignez mestre Louis le Barbier, advocat en parlement, demeurent rue Gallande, paroisse S^t Estienne dumon, lequel a aporté a Aumont lun diceux le testament aulographe et reconnoissance diceluy des autres pars escript quil adict luy avoir esté mis entre les mins en depots par le dit sieur de Bourdelles, a present deffunct, requerant par ledit sieur le Barbier le dit Aumont de le mettre au rang de ses minuttles pour luy en delivrer et a quil appartiendra toute expéditions necessaires, ce quy luy a esté octroyé en son estude apres que le dit sieur Barbier a recongnu qu'au dit testament y a en marge deux renvoy, lun contenant ses mots (de l'année mvi^e cinquante cinq), et l'autre ceux cy (au grand autel ou a celluy de nostre dame), quy sont de la min du dit testateur, ce jourdhuy neufviesme novembre mil six cent soixande dix huit et a signé avant midy la minutte du présent acte d'apport estant au bas de la ditte reconnoissance quy est comme dit est ensuite dudit testament olographe ainsy signé Forimont et Aumont.

Collationné la presente coppie sur une grosse en forme delivrée par les conseillers du roy no^{re} au Chatelet signé Aumont et Forimont, nottere, par nous, nottere gardenotte establis sous le scel de la chastellenie de Lussac-les-Eglizes et auxquels elle a estéee repre-

zентée par Jean Chavigniat, sieur du lattier, demeurant au bourg du dit Lussac, et a laquelle grosse la prezente cest trouvé conforme, ce fait le tout randu audit Chavigniat, a Lussac, ce vingt huit septembre mil sept cent vingt et a signé avec nous dits no^{rs}.

CHAVIGNIAT, BORDERY, RABENE, n^{rs}.

Contrôlé à Lussac-les-Eglises le 4 octobre 1720.

PANTECOUSTEAU.

(Mairie de Lussac-les-Eglises; copie exécutée sur une très défectueuse expédition par M. Queyriaud, secrétaire de la mairie).

*Assemblée des habitants acceptant l'établissement de l'Hôpital
(13 novembre 1701)*

Aujourd'hui treisième jour du mois de novembre mil sept cens un, au bourg de Lussac-les-Eglizes et par devant nous, Jean Guineau, avocat en parlement, juge sénéchal ordinaire, civil et criminel de la châtellenie de Lussac, fiefs unis et annexés, c'est comparu M. Jean Chavigniat et Joseph Junien, syndics et administrateurs de l'Hostel-Dieu dud. Lussac, lesquels nous ont dit et remontré comme autrefois que François Debourdelles, en son vivant chirurgien du roy, seroit natif du présent bourg, décédé en la ville de Paris, qui, par son testament olographe du 1^{er} septembre 1677, auroit fondé led. Hostel-Dieu et auroit légué, pour la dotation et fondation, entretien et construction d'iceluy, toutes les sommes de deniers, rentes constituées, biens fonds qu'il pouvoit avoir es provinces de Berry, Marche et Limousin, pour y recevoir les pauvres et pour l'entretien d'un prestre pour y dire et célébrer la messe et instruire la jeunesse du présent bourg, ainsi qu'il est plus amplement porté par led. testament, faute de ce, et en cas de refus, que la reversion soit referée à MM. les Directeurs de l'Hospital de Paris, et par le moyens des procès survenus pour la recherche des payements des choses contenues auxd. legs qui auroit fait que jusqu'à présent qu'on n'auroit peu construire et édifier totalement led. Hostel-Dieu. En conséquence de quoy et de certaine commission, lesd. MM. de l'Hostel-Dieu de Paris auroient fait appeler tant les susdits sindicqs et administrateurs que les habitants par devant nos Seigneurs de Parlement pour voir lad. clause de reversion encourue, et encore auroient fait saisir les revenus dépendant d'iceluy, ce qui auroit donné lieu à un arrest qui auroit maintenu led. Hostel-Dieu aud.

Lussac à la charge d'avoir des lettres patentes de S. M. pour cet effet, lesquelles ne peuvent s'obtenir sans l'agrément, acception et volonté de la dame de la présente cour, curé, habitants et officiers dud. Lussac.

C'est pourquoi, pour y estre pourveu et délibéré, ils requièrent qu'il soit ordonné que led. peuple, dame, curé et habitants et officiers du présent bourg et paroisse s'assembleront à l'issue de la grande messe célébrée ced. jour, 13 du courant, en l'église paroissiale du présent bourg, au son de la cloche, à la manière accoutumée, pour délibérer sur le contenu de lad. remontrance et faire acte aux susd. sindicqs de leurs dires et moyens et ont signé.

Sur quoi nous avons donné acte auxd. administrateurs et sindicqs de leur remontrance et y faisant droit, avons ordonné que issue de grande messe célébrée ced. jour à Lussac, tant ladite dame, curé, qu'habitans et officiers s'assembleront au son de la cloche, à la manière accoutumée, pour délibérer sur les faits dont il s'agit en la place dud. lieu pour estre fait acte de leurs dires et moyens.

Donné et fait par nous, juge susdit.

Advenant issue de grande messe célébrée à l'église paroissiale de Lussac ced. jour et en la place publique dud. lieu au son de la cloche, à la manière accoutumée, tous les susdits, dame, curé, habitants et officiers assemblés et après avoir meurement délibéré sur les faits et matière dont il s'agit, haute et puissante dame François Le Roux, dame et marquise de Lussac, veufve de haut et puissant seigneur M^{re} Robert Lignault, chevalier, seigneur vivant dud. Lussac et autres places s'est comparue, laquelle nous a dit que s'agissant d'un fait qui la regarde, non seulement mais encore l'utilité de tous les habitants et sujets de sa terre, elle veut, consent et agréee que led. Hostel-Dieu demeure et soit construit aud. Lussac, comme aussi se sont comparus M^{re} François Rivaille, presbtre, curé directeur dud. Lussac; M^{re} Léonard Berneron, vicaire dud. Lussac; Jean Pantecousteau, Pierre Pillaud, Jean David, Gabriel Dumas, Jean Micheau, Pierre Montour, Jean Touraine, François et Léonard Baurillets, Mathurin Nivellet, Pierre Rousseau, Pierre de Chantemergue, Léonard Dusérail, Mathurin Petitpiéd, Nicolas et Léonard Fourestier, Pierre Filloux et autres habitants, quoique ce soit la plus majeure et saine partie dud. bourg et pareillement ensemble, oui sur ce M. Léonard Donnet, faisant fonction de procureur de cour; M. Léonard Chavignat, procureur et notaire; Jean Rougier, Gaspard Guillemain, Michel Benoist et autres officiers du présent lieu, lesquels nous ont dit unanimement qu'ils consentent, veulent, agréent et approuvent comme autrefois que led. Hostel-

Dieu demeure et soit construit en conformité dud. testament aud. Lussac, acceptants à cet effet lesd. dons, comme ils ont fait autrefois par acte du 13 janvier 1679, passé devant Genevois et Berneron, et qu'à cet effet, il soit obtenu lettres patentes de S. M. sous le bon plaisir de Mgr l'illustrissime et révérendissime evesque de Limoges pour ce fait, led. Hostel-Dieu estre parachevé et construit et ont signé.

Françoise ROUX DE LUSSAC, GUINEAU, DONNET, pour le procureur de cour; BORDES, RIVAILLE, curé de Lussac, commis du greffier.

(Pièce originale appartenant à M. Ludovic Gigaud-Lafond).

*Ordonnance de l'évêque de Limoges autorisant l'établissement
de l'Hôpital (7 décembre 1701)*

A Monseigneur illustrissime et révérendissime evesque de Limoges,

Supplient humblement François Rivaille, prestre, curé de Lussac les Eglises, et haute et puissante dame Françoise le Roux, marquise dud. Lussac, M. Jean Guineau, avocat en Parlement, juge sénéchal dud. Lussac, et autres officiers, Joseph Junien, syndic et autres habitants dud. bourg dud. Lussac et paroisses, disant que feu François de Bourdelle, chirurgien du roy, natif dud. Lussac, par son testament olographe du 1^{er} septembre 1677, auroit fondé un hostel-Dieu et chapelle au dit Lussac, passé par devant Aumon, notaire au Chastellet, de Paris, pour la dotation duquel, il auroit légué toutes les sommes, rentes constituées et fonds qui lui pouvoient appartenir es provinces de Berry, Marche et Limousin pour y recevoir les pauvres et un prêtre pour y dire la messe et enseigner la jeunesse, ainsi qu'il est plus amplement porté par led. testament et comme le scindic et administrateur d'icelui avoient fait construire lad. chapelle et partie dud. hostel, ne l'ayant pu totalement par le moyen des procès qui seroient survenus pour la recherche du contenu aud. don et par le moyen de la clause apposée aud. testament de reversion en cas et à faute d'établissement aud. Hôtel Dieu de Paris, MM. les directeurs dud. Hostel-Dieu de Paris, en conséquence de laquelle clause de reversion auroient fait appeler les supplians aux fins de voir dire que lad. reversion tourneroit et seroit au profit dud. Hostel-Dieu de Paris, sur laquelle instance seroit intervenu arrêt au mois de juin dernier qui a maintenu led. hostel-Dieu aud. Lussac à la charge d'avoir des lettres patentes de S. M. lesquelles les supplians n'ont pu obtenir

que sous le consentement et approbation de vous mond. Sgr et des officiers et habitans dud. Lussac et comme lesd. habitans et officiers, curé et dame dud. Lussac ont déjà consenti, agréé et approuvé par acte du 13 du présent mois ci-attaché, ce qui les oblige d'avoir recours à votre Grandeur, que, ce considéré, Mgr, il vous plaise donner vostre agrément et consentement pour l'obtention desd. lettres patentes et établissement dud. Hostel-Dieu aud. Lussac, que faisant les supplians, habitans et pauvres dud. Lussac, seront obligé de prier Dieu pour la conservation de vostre Grandeur et ferez bien.

François le Roux, de Lussac, Rivailhe, curé de Lussac, Guineau, juge sénéchal, Chavignat, administrateurs de l'Hostel-Dieu, de Lussac.

François de Carbonnel de Canisy, par la miséricorde de Dieu et la grace du Saint-Siège apostolique, évêque de Limoges, conseiller du roi en ses conseils, vu la requête ci-jointe à nous présentée par le s^r François Rivailhe, pretre et curé de Lussac-les-Eglises, les juges des lieux, les scindics et autres principaux habitans, et y ayant égard, après avoir vu le testament dud. feu François de Bourdelle, chirurgien du roi, natif dud. lieu et la réponse donnée par MM. les gens du roy du Parlement de Paris, et considérant les grands biens que pourrait produire un hopital dans le lieu de Lussac, nous avons agréé et agréons, consenti et consentons que l'on s'adresse à S. M. pour obtenir les lettres patentes nécessaires aud. établissement et que les biens légués par led. de Bourdelle, soient employés à l'établissement et entretien dud. hôpital conformément au désir du testament.

Fait dans le palais épiscopal de notre cité de Limoges le sept décembre mil sept cent un.

François, évêque de Limoges. Par Mgr, Brioullet.

François de Carbonnel de Canisy, par la miséricorde de Dieu et le grace du Saint-Siège apostolique, evesque de Limoges, conseiller du roi en ses conseils, après avoir pris communication des lettres patentes accordées par S. M. au mois d'avril dernier pour l'établissement d'un hostel-Dieu au bourg de Lussac, et de l'arrest de la cour du Parlement rendu en conséquence du douze du présent mois, portant que les lettres patentes nous seroient communiquées pour donner nostre consentement, nous déclarons d'abondant, comme nous avons ci-devant fait, par nostre approbation du deux décembre 1701, que nous agréons et consentons l'établissement d'un Hostel-Dieu aud. bourg de Lussac, conformément auxd. lettres patentes, étant très nécessaire pour le soulage-

ment des pauvres, suivant et au désir du testament dud. défunt François de Bourdelle.

Fait à Paris en nostre hostel le vingt may mil sept cent deux.

François, evesque de Limoges, par Mgr, de Marsolle, secrétaire.

(*Pièces originales communiquées par M. Ludovic Gigaud-Lafond*).

Nota. — La supplique forme une première pièce ; les deux ordonnances sont écrites sur la même feuille et forment la seconde pièce.

*Lettres patentes du roi autorisant la fondation de l'Hôpital
(avril 1702)*

Louis, par la grace de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous ceux présents et à venir, salut.

Les habitans du bourg de Lussac en nostre province de Poitou, nous ont très humblement fait remontrer que defunt François de Bourdelle, l'un de nos chirurgiens, natif dud. lieu, leur auroit par son testament du premier septembre mil six cens soixante dix sept, légué tous ses biens situés en Berry et Poictou et dans la Basse-Barche, pour establir aud. bourg de Lussac un hôtel-Dieu, une chapelle et un prestre pour celebrer tous les jours la Sainte-Messe et enseigner les enfans dud. lieu et des environs, ils auroient suivant les dernières volontés dud. deffunt fait batir la chapelle, nommé un prestre pour la desservir et instruire les pauvres enfans et choisi des personnes pour secourir les pauvres malades, regardant cet etablissement plustôt comme un hospice que comme un hôtel-Dieu et dans cette vue ne seroient point jusqu'à présent adressés à nous pour avoir nos lettres d'establissement; cependant, ils auroient esté troublés par les administrateurs de l'Hôtel-Dieu de nostre bonne ville de Paris sous prétexte qu'il déporte par led. testament dud. de Bourdelle que si par la guerre ou autrement il se trouvoit des difficultés à l'establissement dud. hôtel-Dieu à Lussac, son intention estoit que lesd. biens destinez pour l'hôtel-Dieu dud. Lussac fussent réunis à l'hôtel-Dieu de Paris avec ceux qu'il luy avoit légués situés dans notre d. ville de Paris. Et comme aucune raison n'a empesché lesd. etablissement que le deffaut des supplians à nous le demander, ils nous ont très humblement fait supplier pour lever toutes difficultéz à cet égard, de leur accorder nos lettres à ce nécessaires.

A ces causes, de l'avis de notre conseil veu le consentement du s^r evesque de Limoges et desd. habitans dud. Lussac cy-attachéz

sous le contre scel de nostre chancellerie, de notre grace spéciale, plaine puissance et autorité royale nous avons approuvé et confirmé et par ces présentes signées de notre main, approuvons et confirmons led. établissement d'un hôtel-Dieu dans le bourg de Lussac et en conséquence permettons aux administrateurs d'iceluy et ceux qui leur succéderont d'accepter les donations qui seront faites aud. hôtel-Dieu et d'acquérir au profit d'iceluy toutes sortes de biens, tant meubles qu'immeubles nonobstant tous edits, arrestz, réglemens et autres choses à ce contraire ausquels nous avons pour ce regard seulement dérogé et dérogeons par ces présentes, si donnons en mandement à nos améz et féaux conseillers les gens tenans notre cour de Parlement à Paris et à tous autres nos justiciers et officiers qu'il appartiendra que ces présentes nos lettres ils aient à registrer et le contenu en icelles garder et observer selon leur forme et teneur, sans y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière que ce soit. Car tel est notre plaisir et à fin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre scel à ces présentes.

Donné à Versailles au mois d'avril l'an de grâce mil sept cent deux et de notre reigne le cinquante neuvième.

Signé : Louis. Sur le repli, par le roy : Phélypeaux.

Registrées, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans et ceux qui leur succéderont en lad. administration, de leur effet et contenu et estre exécutées selon leur forme et teneur suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le neuf aout mil sept cent deux.

Signé : du Tillet. Visâ : Phélypeaux.

(Original sur parchemin muni du sceau en cire verte, communiqué par M. Ludovic Gigaud-Lafond).

Lettres patentes réunissant la justice de Brigueil-le-Chantre à celle de Lussac-les-Eglises (avril 1785)

Louis par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous présens et à venir salut. Notre cher et bien amé le s^r Jean-Louis Lignaud, sgr. du marquisat et chatellenie de Lussac-les-Eglises et de la Chastellenie de Brigueil-le-Chantre, nous a fait exposer que désirant établir dans la paroisse de Brigueil un meilleur ordre dans l'administration de la justice, il a pensé que le moyen le plus efficace de parvenir à ce but utile étoit de nous supplier d'ordonner la réunion et incorporation de cette chatellenie à celle de Lussac-les-

Eglises, d'autant plus que tout paroissoit concourir à la réussite de cette demande, sans présenter d'inconvénient, puisque les deux justices de Lussac et de Brigueil, toutes deux hautes, moyennes et basses, relèvent également de la sénéchaussée de Montmorillon dont les sentences se portent par appel en notre cour de Parlement de Paris; attendu qu'il n'y a pas à Brigueil des sujets instruits du droit et des formes judiciaires, le siège de cette justice n'étant pas rempli depuis longtemps, celui de Lussac étant au contraire complètement composé et l'est à la satisfaction du public, de nouveaux sujets étant encore occupés à acquérir les connoissances nécessaires pour remplacer ceux qui viendront à manquer, indépendamment des officiers principaux, tels qu'un lieutenant, un procureur d'office et un greffier, le service s'y fait par douze procureurs et huit sergents dont quatre royaux et quatre de la seigneurie; il y a en outre un contrôleur des actes établi dans le lieu; que cet état du siège de Lussac n'est point étonnant parce que l'on compte dans ce bourg et les quatre paroisses qui en dépendent jusqu'à quatre mille cinq cents habitants, qu'il s'y tient un marché par semaine et dans l'année six foires, principalement en bestiaux, que ces foires sont des plus considérables puisqu'elles sont destinées à l'approvisionnement de Paris et à celui de la Marine, Brigueil n'ayant aucun de ces avantages, sa distance de Lussac ne sauroit être un obstacle à la remise que le suppliant nous demande, cette distance n'étant que d'une lieue et quand même on tenteroit de la présenter comme un inconvénient, il ne l'emporteroit certainement pas sur tous ceux qui résultent d'un défaut de l'administration de la justice, défaut que le suppliant n'a pu réparer et n'a pas même d'espérance de réparer, soit parce qu'il n'a point trouvé jusqu'ici à Brigueil des sujets à qui il put continuer ces fonctions, soit parce que dans le nombre des praticiens qui sont à Lussac il n'en est point qui ait voulu aller à Brigueil; dans ces circonstances led. sr. m^e. de Lussac, exposant, nous auroit très humblement supplié qu'il nous plut ordonner que lad. justice de la chatellenie de Brigueil le Châtre (*sic*) sera et demeurera réunie et incorporée à celle de Lussac-les-Eglises pour être exercée dans le bourg de Lussac et pour relever comme auparavant de la sénéchaussée de Montmorillon et par appel à notre cour de Parlement de Paris et de luy accorder à cet effet nos lettres de réunion et incorporation desd. justices, sur ce nécessaires.

A ces causes, voulant favorablement traiter led. sr. M^e. de Lussac, exposant, nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, uny et incorporé, et par ces présentes signées de notre main, unissons et incorporons la justice de la chatellenie

de Brigueil le Chartre à celle de Lussac-les-Eglises, pour ne faire et composer à l'avenir qu'une seule et même justice et être lad. justice exercée au lieu de Lussac-les-Eglises par les officiers qui sont déjà établis ou seront établis à cet effet par led. sr. M^e. de Lussac, exposant, lesquels tiendront leurs audiences ès jours accoutumés et plus souvent si besoin est dans l'auditoire à ce destiné, voulons et nous plait que les habitans, vassaux et justiciables desd. chatellenies de Lussac-les-Eglises et de Brigueil-le-Chartre réunies par ces présentes puissent à l'avenir se pourvoir en premières instances en lad. justice de Lussac-les-Eglises et par devant les officiers d'icelle dont les jugemens qui y seront prononcés relèveront de la sénéchaussée de Montmorillon, sauf l'appel en notre dite Cour de Parlement de Paris, le tout sans néanmoins aucunes mutations de ressort, ni que nos sujets soient tenus à plus grands droits et pourvu que lad. réunion et incorporation ne préjudicie à nos droits et ceux d'autrui. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers, les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra que ces présentes, nos lettres d'union et incorporation desd. justices, ils aient à faire registrer et exécuter selon leur forme et teneur et du contenu en icelles jouir et user led. sr. M^e. de Lussac, exposant, ses successeurs et ayans causes, pleinement, paisiblement et perpétuellement cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens et ce nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrêts et réglemens à ce contraire auxquels nous avons dérogé et dérogeons à cet égard seulement et sans tirer à conséquence, car tel est notre plaisir, et affin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Données à Versailles au mois d'avril l'an de grâce mil sept cent quatre vingt cinq, et de notre règne le onzième.

Louis.

Par le roy :

Le baron DE BRETEUIL.

(Archives de M. le marquis de Lussac.)

VI. — Mailhac

*Extraits des Archives royales de Turin concernant Mondon
Bridiers, etc. (1358-1534.)*

Documenti relativi a Mondon e Brosse esistenti nel R^o Archivio
di Stato di Torino. — Sezione 1^o

1^o Nell' inventario dei documenti relativi a Bridiers, Maleval,
Maulevrier e altri feudi in Francia, si trova :

I. Mazzo I, n° 10. — Contese tra Giovanni di Brosse, C^o di Ponthievre, V^o di Bridiers, e Giovanni e Marco Foulcaud, sig^{ri} di S^t Germain, circa la giurisdizione sugli nomini di Bridiers. — anno 1338.

II. Mazzo I, n° 24. — Sentenza del Tribunale regio di Parigi nel processo tra Guido di Savigny, sig^{ro} di Châteaurail e Visconte di Brosse, e varii proprietari della terra di Feuilles nella Viscontea di Brosse in Poitou. — 4 xbre 1400.

III. Mazzo II, n° 11. — Giovanni di Genest riconosce da Giovanni di Brosse, Visconte di Bridiers il feudo di Genest e sue dipendenze. — 26 febr. 1438.

IV. Mazzo II, n° 13. — Donazione del villaggio di Chabanes nella Viscontea di Bridiers, fatta da Giovanni di Brosse, C^o di Ponthievre, a Pietro Le Picard. — 20 xbre 1439.

V. Id., n° 16. — Omaggio prestato da Antonio di Blanchefort per il feudo di Noczioles a Gio. di Brosse, C^o di Ponthievre. — 3 luglio 1462.

VI. Id., n° 17. — Omaggio di Gian Vincenzo Bastard, sig^{ro} di Messes, a Gio. di Brosse, Visconte di Bridiers ed i Maleval, per la Maison Neuve, dipendente dal feudo di Maleval. — 27 agosto 1462.

VII. Id., n° 18. — Omaggio di Antonio di Blanchefort a Gio. di Brosse per il luogo di Nozerolles, dipendente dal castello di Maleval. — 8 7bre 1463.

VIII. Id., n° 20. — Transazione tra Gio. di Brosse e Marco Foulcaud, sig^{ro} di S^t Germain, relativa ai confini della viscontea di Bridiers e ad alcuni diritti di pedaggio e di giustizia. — 7 7bre 1471.

IX. Id., n° 21. — Gio. di Brosse vende a Gio. di Moussi e ad Antonio di S^t Aiud un censo annuo di lire 600 tornesi per il prezzo di L. 6.000. — 14 luglio 1474.

X. Id., n° 25. — Processo intentato da Gio. di Brosse, Vis^o di Bridiers, contro diversi particolari per obbligarli alla guardia del castello. — 1477.

XI. Mazzo 2°, n° 27. — Omaggio di Gio. Rance, sig^{ro} di La Chapelle, a Gio. di Brosse, C^o di Ponthievre e V^o di Bridiers, per i feudi da lui dipendenti. — 24 aprile 1497.

XII. Id., n° 28. — Vendita del castello e della signoria di Chaignec per 6.000 lire tornesi fatta da Gio. di Brosse a Gio. di Blanchefort. — 27 maggio 1480.

XIII. Id., n° 29. — Donazione fatta da Claudia di Brosse, figlia di Giovanni e di Nicola di Bretagna, di tutti i suoi beni a Filippo di Savoia, S^{ro} di Brosse, C^o di Baugé, suo sposo, in caso che gli premuoia. — 12 9bre 1485.

XIV. Id., n° 30. — Sentenza del Parlamento di Parigi nella lite

vertente tra la dama Nicola di Bretagna, vedova di Gio. di Brosse, e Alano d'Elbret, vedovo di Francesca di Bretagna, circa i beni lasciati da Gio. di Bretagna. — 19 febr. 1488.

XV. Id., n° 31. — Sentenza arbitramentale relativa alle contese esistenti tra Filippo di Savoia C^o di Brosse, a nome anche di sua moglie Claudia di Brosse e Gio. di Brosse fratello di Claudia, per la successione di Giovanni di Brosse e di Nicola di Bretagna, padre e madre di Giovanni e di Claudia. — 11 aprile 1488.

XVI-XXVI. Mazzo 3°, n° 1 a 6, 11 a 15, e 12. — Sentenze, processi, ordini relativi alle predette contese tra Claudia di Brosse, duchessa di Savoia, e suo fratello Giovanni per la successione paterna e materna. — A. 1491-1508.

XXVII. Id., n° 7. — Conto delle rendite spettanti a Claudia di Brosse, vedova di Filippo II di Savoia, sulle terre da essa possedute in Francia, civè, Beauchène, Pegerie, Palujau, Thors, Maleval, Mondon e Bridiers. — 1497.

XXVIII. Id., n° 8. — Donazione fatta da Luigi XII, re di Francia, a Claudia di Brosse, duchessa di Savoia, di tutti i diritti feudali della terra di Chateauroux, perveniente dalla successione di Nicola di Bretagna sua madre. — 20 febr. 1498.

XXIX. Id., n° 9. — Omaggio prestato da Claudia di Brosse, duchessa di Savoia, ad Andrea di Savigny, visconte di Brosse, per la terra di Mondon. — 1498.

XXX. Mazzo 3°, n° 10. — Omaggio e giuramento di fedeltà prestati a Luigi XII, re di Francia, da Claudia di Brosse, duchessa di Savoia, per la terra di Bridiers in Poitou. — 7 luglio 1498.

XXXI. Mazzo 4, n° 10. — Donazione fatta dal duca di Savoia, Carlo III, a sua sorella Filiberta di Savoia-Nemours delle terre, signorie e giurisdizioni di Bridiers, Maleval, Flets, Mondon e Thors nel Poitou in Francia. — 22 luglio 1516.

XXXII-XL. Id., n° 11 a 16, 19, 27, 28, 31. — Documenti vari relativi ad affari ed interessi trattatisi tra la Principessa Filiberta di Savoia-Nemours ed il duca Carlo III di Savoia, suo fratello, per il feudo di Mondon. — Anni 1516-1524.

XLI. Id., n° 20. — Testamento di Antonio di Brosse, visconte di Bridiers, barone di Maleval, Thors, e Mondon, con legati alla chiesa di Haute-Combe in Savoia ed a Reynero di Bretagna, suo nipoti. — 4 8bre 1522.

XLII. Id., n° 33. — Affittamento concesso dal Duca Carlo III di Savoia a Giovanni di Montbel, sig^{re} di Champeiron, ed a Francesca di Bridiers, moglie di questo, delle terre e signorie di Flets e Mondon per un anno. — 7 9bre 1529.

2° Nei *Protocolli dei Segretari ducali, serie Archivi di Corte*, n° 149, pag. 171, vi ha :

XLIII. Omaggio prestato da Giacomo di Montbel, Visconte di Bridiers, sig^{ro} di Mondon, per il feudo della « Maison Rouge et ses appartenances, assiz a *Saint Supplice* (sic) *les feulleys*... a cause de nostre terre et seigneurie de Mondon ». — 20 9bre 1516.

3° Fra le carte da ordinare dei *Feudi del Duca di Savoia in Francia, mazzo unico*, si trova :

XLIV. 1° Istruzioni di Carlo III, duca di Savoia, al sig^r Pugnet in ordine alla vendita dei suoi feudi di Flets e Mondon in Francia, 6 e 23 9bre 1534.

XLV. 2° Istruzioni del medesimo al Sig. La Rive, circa le trattative per la vendita dei feudi di Flets, Mondon e Maleval, che egli possiede in Francia. — 23 9bre 1534.

XLVI. 3° Nota delle rendite dei feudi di Maleval, Flets e Mondon in Francia. — 7bre 1534.

(*Copie délivrée le 9 avril 1904 par M. Giovanni Sforza, directeur des archives d'Etat à Turin*).

*Notoriété fixant le sens des mots Ebeaupin et Epinas
(12 février 1779)*

Par devant sieur Charles Pantecouteau, not. royal au bourg de Lussac-les-Eglises et le notaire établi en la vicomté de Brosse à la résidence du bourg de S^t Georges les Landes, sénéchaussée de Montmorillon, soussignés, au dit S^t Georges, en l'étude, ont été présents personnel^t établis en droit haut et puissant s^{rs} messire Joseph de Fougère, chev^r s^{rs} vicomte de Brosse et autres places, demeurant en son château de Seilhant, p^{mo} de Chaillac, juridiction de la V^{ie} de Brosse; messire Louis-Jacques de Monbel, chev. s^{rs} baron de la Tache, et y dem^t p^{mo} de Mailhac, même juridiction; messire Joseph de Montbel, chev. s^{rs} de Lacroux, chev. de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, demeurant en son chasteau de Lascroux, p^{mo} de Cromac, même juridiction; messire François-Sébastien de Montbel, officier au régim^t d'Auvergne, dem^t au même chateau de Lascroux; messire Antoine Martin, chev. s^{rs} de la Goutte-Bernard, et y dem^t p^{mo} des Chézeaux, même juridiction; messire Louis de Pot, chev. s^{rs} de Piégut, chev. de l'ordre royal et militaire de S^t Louis; messire François Placide de Pot, de Piégut; messire Louis de Pot, chev.; messire Jacques de Pot, chev.,

tous les quatre dem^t au château de Piégut, p^{ss} de S^t-Sulpice-les-Feuilles, même juridiction; sieur Jean de Lascoux, sieur de la Roderie, juge de la S^{rie} de Brigueil; André de Lascoux, greffier dud. Brigueil; sieur Jean Rougier, juge de la S^{rie} de Verneuil et de Lepardellière; sieur Michel Brac, procureur fiscal de Lepardellière; sieur Jacques des Bouiges, procureur fiscal de Verneuil, juridictions voisines de celle de la vicomté de Brosse, demeurant : lesd. de Lascoux au bourg de Brigueil; led. des Bouiges, au h^s de Verneuil; led. Rougier au h^s de Lussac; led. Brac au lieu de Lepardellière, p^{ss} de Lussac, sénéchaussée de Montmorillon;

Lesquelles parties attestent et déclarent en leur âme et conscience que les deux mots *ébeaupin* et *épinas* usités vulgairement dans le détroit de la vicomté de Brosse, où les susdits gentilshommes attestants ont leur demeure, et dans les juridictions voisines, ne sont pas et n'ont jamais été synonymes, mais qu'ils ont chacun leur signification particulière et distincte; que par le mot *ébeaupin* on entendait strictement et uniquement le petit arbre nommé en français *aubépin*, au lieu que le mot *épinas* désignait toujours une haie ou buisson d'épines ou ronces, plante rampante et qui diffère en tout de l'arbre aubépin; ce qu'atteste aussi noble s^{sr} messire le Cogneux, chevalier de Belabre, ici présent, dem^t au château de Belabre, paroisse de Belabre, sénéchaussée de Montmorillon.

De laquelle attestation et déclaration les sud. parties nous ont requis acte pour servir et valoir devant qui il appartiendra et lecture faite des présentes, elles y ont persisté et persistent comme contenant vérité et se sont soussignées avec nous notaires soussignés.

Fait et passé en notre étude le 12 février 1779, après midi, signé : de Fougères, v^o de Brosse; De Montbel; le che. de Montbel; Pot de Piégut l'aîné; le ch. de Belabre; Louis Pot de Rhodes fils; Pot du Rebrac de Piégut, officier invalide; le che. Pot de Piégut, anc. cap. au rég^t de Poitou, ch. de S^t Louis; Martin de la Gouttebernard; Montbel; Desbouiges; de Lacoux la Roderie; Delacoux; Brac; Rougier; S. Appay, not.; Pantecouteau, not.

1779, 10 févr. acte de notoriété des habit. de Mailhac; de Montbel; baron de la Tache; Pierre Gouillet, receveur des aides à Mailhac, etc. Ils déclarent connaître le patural de l'Épinas Baraut apparten^t au s^r Descombes, de Mailhac, pour lequel il y a procès au Parlem^t entre Desmarais, Descombes et Nicaud; il ne peut être le même que l'Ebeaupin Baraut; il dépend de la S^{rie} de Soulligna c.

(Minutier de Lussac-les-Eglises.)

VII. — Saint-Martin-le-Mault

Marché pour amener des juments de Bretagne (3 mai 1583)

Sachant tous que en droict en la court du scel estably aux contractz en la vicomté de Brosse pour Monsieur dud. lieu par devant les notères soubsignés ont esté en droict présent et personnellement establys et deument soubzmis Jehan Guillemin, marchand, demeurant au village de Montarnoulx, paroisse de Saint-Martin-le-Mault, d'une part, et Vincent Bouteret, demeurant aud. village, lesquelz libéraument de leurs bons grés et volontés ont fait et font par ces présentes l'accort porté qui s'ensuyt : C'est assavoir que led. Guillaumin a promis prêter au dict Bouteret la somme de trente escus d'or sol et aller avec led. Bouteret ou envoyer homme en son lyeu au pays de Bretagne jusques en la ville de Moncontour et sept ou huict lieux autour, scavoyr faire quatre voyages en la dicte Bretagne près la feste de S^t Martin d'ivert parachevée et sera tenu led. Bouteret de nourir et defrayer led. Guillemin par les chemins et tout partout durant lesd. voyages de tous fraicts que led. Guillemin ou celuy qui yra pour luy et bailher outre ce aud. Guillemin, outre sad. somme de trente escus pour ses pènes et voyages qu'il fera avec led. Bouteret dedans la feste de S^t Martin d'ivert prochainement venant la somme de neuf escus et pourra led. Guilhemin amener ou feire amener à chacun voyage une joumant ou au premyer voyage qu'ils feront quatre joumants et led. Bouteret a promis et sera teneu ycelles joument defrayer des fraicts et dépances qu'elles feront pour les chemins et sy led. Guilhemin en veult amener d'autres davantage il le pourra fère en les defrayant et payer leurs fraicts sans que le dict Bouteret y soit teneu et par ce est-il que cejourd'huy troisisme jour du mois de may mil cinq cens quatre vingtz troys au lyeu et bour de Jouhac, en l'authel de Anthoyne Braud, entour midy, icelluy dict Guillemin a bailhé et païé contant réaument et de fait, Bouteret ad ce présent, stippullant et acceptant, la somme de trante escus d'or sol en francs, car d'écus et autres monnoyes blanches qu'il a prinse et reçu et s'en est contanté et a promis ycelle randre aud. Guilhemin ou aux siens dedans la feste de S^t Martin d'ivert prochène venant, ensamble la somme de neuf escus pour ses frais qui se montera en tout la somme de trante neuf escus..... Gaulier et Luquet, notaires de la vicomté de Brosse.

Copie collationnée délivrée le 3 déc. 1609 par Demaillasson, notaire à Saint-Sulpice.

(Archives de M. de Montplanet.)

VIII. — Saint-Hilaire-la-Treille

Assemblée des habitants pour la taille (16 février 1755)

Aujourd'hui dimanche seizième février 1755, par devant les notaires soussignés, en la principale place publique, au devant de la grande porte de l'église et paroisse de Saint-Hilaire-Magnazeix, à l'issue de la grande messe y célébrée, à l'heure que les peuples en sortoient de l'entendre, à la plus grande affluence, furent présents : M^e Clément Fauvet, François Mérigot et Léonard Conord, dud. bourg; M^e Antoine Butaud, s^r de Maisonneulle, acceptant; René Aucompte, de Gouéneix, M^e Paul Sauvage, de la Terrade, Jean et Pierre Adhenet, Martial Dhiver, Pierre Delaville, Léonard et Jean Alamôme, Barthélemy Divert, Philippe Delaville, Pierre Gorsat, Paul Sauvage, de Maisonsausy, Simon Secretin, Denis et Léonard Michelet père et fils, de Grassevaud, Léonard Lécaroux, de Rutier, Jean Defaugère de Peutru, Léonard Sudrot, de Champagnac, Laurent Dunun, Jean Serié, du Mashonnaud et autres, tous habitants de lad. paroisse, propriétaires ou exploitant des fonds, rentes et autres droits réels en icelle, assemblés en état de commun, au son de la cloche, à la manière accoutumée, pour délibérer sur les affaires de leur communauté et faisant la majeure partie d'icelle.

Lesquels nous ont dit qu'après avoir longtemps gémi de l'injustice qu'il y a toujours eu dans la distribution des impositions, tant qu'elles ont été livrées au caprice des collecteurs, ils voient avec une satisfaction infinie que par le tarif que le Conseil a eu la bonté d'ordonner, les principaux abus se trouvent corrigés et que la répartition commence à approcher de cette égalité si nécessaire pour leur soulagement ainsi que pour le bien du recouvrement, que même elle serait dans une perfection à ne laisser rien à désirer de plus, si chacun d'entre eux s'étoit porté à accuser avec franchise la quantité, qualité et produit de ses fonds en propriété ou en exploitation, mais qu'ayant plusieurs particuliers qui ont fait des omissions ou déguisements considérables par mauvaise foi ou ignorance, ils en profiteroient au dépens des autres, s'il n'y étoit remédié; pour à quoi parvenir, il ne leur paroit pas de meilleur et plus solide moyen que de demander à Mgr l'Intendant d'ordonner dans leur paroisse la même opération qu'il a déjà faite dans plusieurs autres avec un entier succès, laquelle consiste :

Premièrement à faire un second arpentement, puisque le premier

qui fut fait dans lad. paroisse, il y a 14 ans, est imparfait, à cause du décès de l'arpenteur qui étoit chargé de cette commission arrivé avant l'opération finie dud. arpentement; c'est pourquoi lesd. habitants supplient Mgr de commettre tel arpenteur qu'il plaira à sa Grandeur, habile et honnête homme, après serment par lui prêté, pour procéder à un mesurage exact de tous les fonds de lad. paroisse, par pièces, sans en excepter aucune, avec les noms des propriétaires exploitant; lequel arpenteur aura soin en même temps de prendre le nombre et la qualité des bestiaux étant ou ayant coutume d'être dans les domaines ou habitations pour y être engraisés et servir à l'exploitation;

Secondement à charger deux experts abonateurs ayant les mêmes qualités que led. arpenteur, de repasser avec lui, après serment par lui prêté, sur tous lesd. fonds mesurés, d'apprécier ensemble en leur âme et conscience, sans acception de personne, le revenu net de chaque pièce, année commune, de porter à côté d'icelle l'appréciation des fonds de lad. paroisse et de faire la vérification de la quantité et qualité des bestiaux;

Troisièmement à dépouiller ce procès-verbal d'arpentage et d'estimation pour en composer un registre dans lequel tous les propriétaires seront rangés sur autant de feuilles, par ordre alphabétique, leurs noms propres et leurs fonds rassemblés au même article, d'après quoi, sera fait au rôle des tailles la fixation tant de leurs cotes personnelles, s'ils sont taillables, que celles de leurs colons, métayers ou fermiers, à proportion de leurs exploitations ou possessions.

Sur quoi lesd. habitants, propriétaires et exploitant ayant murement délibéré, ils ont, à pluralité des voix, nommé pour leur syndic Jean Adhenet et Pierre Delaville, de Maisonsausy, auxquels ils donnent pouvoir de pour et en leurs noms présenter une ou plusieurs requêtes à Mgr l'Intendant pour le prier d'ordonner dans leur paroisse la susd. opération, le requérir ensuite successivement l'exécution des différentes parties d'icelle en conformité des instructions déjà données par led. sgr Intendant, pour d'autres paroisses, sous l'offre qu'ils font de faire toujours accompagner l'arpenteur et les experts abonateurs par quelques uns des plus intelligens d'entre eux, qui leur montreront les possessions de chaque propriétaire et leur en indiqueront les exploitans, ensemble de payer chacun en droit soi, même solidairement les uns pour les autres, les frais desd. arpenteurs et abonateurs, en exécution des conventions qu'ils feront avec eux ou sur le pied qu'ils seront réglés par mond. sgr l'Intendant; dont et de quoi ils nous ont

requis acte que nous leur avons octroyé et ont déclaré ne savoir signer, hors les soussignés.

BUTAUD, FAUVET, SAUVAGE, P. SAUVAGE, DECELLE, notaire, VASLET, notaire.

(Minutier d'Arnac-la-Poste.)

NÉCROLOGIE

M. Louvrier de Lajolais

A la séance de la Société archéologique et historique du Limousin du 28 janvier 1908, M. Camille Jouhannaud, président, a fait part à ses collègues de la mort de M. Louvrier de Lajolais, décédé à Limoges le 13 de ce mois de janvier, à l'âge de 79 ans, et exprimé les regrets de la Société dans les termes suivants :

Messieurs,

La mort de M. Louvrier de Lajolais, survenue d'une façon si brusque et inattendue, a été pour nous, comme pour tous nos concitoyens, une cause de véritables et profonds regrets.

Nous ne pouvons oublier, en effet, que c'est par lui, grâce à son initiative et à ses démarches, que notre Société a reçu dans ce bel établissement du Musée Céramique et de l'Ecole Nationale d'art décoratif, une large et généreuse hospitalité. M. de Lajolais s'était souvenu, avec l'à propos d'une mémoire qui n'oubliait rien dans le présent ni dans le passé, que cette Société avait fondé le Musée de Limoges, sans en excepter les premières collections de porcelaines, et en avait assuré l'organisation et la direction jusque vers l'année 1870; il avait estimé que notre présence ne pouvait paraître déplacée dans ce lieu auquel nous rattachaient des souvenirs toujours chers, où du reste l'archéologie voisine si bien avec les productions de l'art moderne et où se trouvent désormais réunis, sauvegardés de la ruine totale, les vestiges, hélas ! trop rares, qui dans notre région ont pu survivre aux ravages et aux injures des temps.

En lui conférant le titre de membre honoraire, nous n'avions pu donner à M. de Lajolais qu'un faible témoignage de notre gratitude; mais il savait que celle-ci lui était entièrement acquise et qu'il pouvait compter sur notre inaltérable sympathie et notre fidèle dévouement.

Nous aussi, nous avons appris chaque jour davantage à apprécier son intelligence si vive, sa sollicitude constante pour tous les

intérêts et cette bienveillance inlassable dont il a multiplié les preuves autour de lui jusqu'à la fin. Etranger au Limousin, il s'était vraiment consacré à lui ; il aimait cette ville de Limoges qu'il eut voulu faire plus belle, plus brillante, plus artistique ; il aimait tous ceux qui dans une mesure quelconque avaient le goût du beau, le sentiment de l'idéal et voulaient contribuer à leur développement.

Il ne nous appartient peut-être pas ici de faire l'éloge de l'homme ou de l'artiste, de rappeler ce qu'il a été et ce qu'il a fait pour le pays. Des voix plus autorisées que la mienne l'ont déjà dit ailleurs ou le diront sans doute, bien que par ses dispositions de dernière volonté le défunt ait voulu en quelque sorte leur clore la bouche. Au lendemain même du décès, à la séance du Conseil municipal qui l'a suivi, M. le Maire de Limoges exprimait par des paroles d'une éloquence justement émue, l'étendue de la perte que venait de faire la ville et le deuil réel qu'elle devait éprouver.

Ce que tout le monde a le droit et aussi le devoir de constater et de proclamer, c'est le bel et rare exemple de labeur désintéressé, d'activité persévérante, d'amour du beau et de noblesse de cœur que nous laisse M. de Lajolais. Frappé dans ses affections, atteint par un mal opiniâtre et se relevant toujours aussi ferme après chaque atteinte, il est mort vraiment sur la brèche. Son âme si noble et si forte contre toutes les adversités, était aussi étrangère à toute vanité ; en quittant ce monde, il a voulu le faire sans bruit, avec le calme du sage, qui, après avoir rempli sa tâche, prend simplement le repos qu'il a si bien gagné.

Nous avons, Messieurs, un grand nombre d'entre nous, de l'église Cathédrale où il avait voulu que son corps fut déposé avant le départ, suivi jusqu'à la gare du chemin de fer, dans un silence pieux, le convoi sans pompe, sans apparat ni cérémonial d'aucune sorte, qu'aucun avis même n'avait annoncé.

Aux obsèques religieuses célébrées à Paris, avec une extrême simplicité, dans l'église Saint-Louis, M. René Fage, président honoraire de la Société, avait bien voulu accepter la mission de la représenter.

C'étaient là les seuls hommages qu'il nous fut permis de rendre à celui que nous avons perdu.

M. de Lajolais n'avait pas voulu de deuil public ; il estimait apparemment que le deuil intime, celui des cœurs amis ou reconnaissants pouvait suffire à sa mémoire.

Il n'a pu supposer cependant que cette mémoire ne lui survivrait pas dans les lieux où tout l'évoque et la rappelle.

Nous savons déjà que la municipalité de Limoges a décidé de perpétuer son nom en le donnant à une des voies de la ville.

Mais ce témoignage doit-il être le seul ? Dans cette école, dans ce Musée céramique auxquels il, s'était donné tout entier, corps et âme, un monument à sa mémoire, n'a-t-il pas sa place bien marquée ?

Quels que ce soient, en tous cas, les hommages destinés à rappeler les services et les mérites sans nombre de M. Louvrier de Lajolais, les membres de notre Société seront certainement des premiers à s'y associer.

A la suite de cette allocution, la séance a été suspendue en signe de deuil. (Procès-verbal de la séance du 28 janvier 1908.)

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Directeur des Ecoles Nationales d'arts décoratifs de Paris, d'Aubusson et de Limoges et du Musée Adrien-Dubouché de cette dernière ville, M. Jacques-Auguste-Gaston Louvrier de Lajolais était né à Paris le 17 mai 1829, de Benoît Louvrier et de Maximilienne de Lajolais, fille du général de ce nom, filleule du roi de Bavière. Son père, d'abord caissier général des Salines de l'Est, puis agent de change à Paris, avait été annobli sous le règne de Charles X et autorisé à porter le nom de Louvrier de Lajolais.

L'histoire a gardé le souvenir de M^{lle} de Lajolais qui, dans un élan de sa piété filiale, arracha au premier consul la grâce de son père compromis, en 1804, dans la conspiration de Cadoudal, de Moreau et de Pichegru, et qui avait été condamné à mort, malgré des brillants services dans les armées de la Révolution. Le général vit toutefois ses biens confisqués et mourut quatre ans après, âgé seulement de 45 ans, au château d'If où il avait été enfermé.

De son aïeul et de sa mère, M. Louvrier de Lajolais tenait sans doute la force d'âme, le courage et le désintéressement, avec ces vives et franches allures qui frappaient tous ceux qui l'ont connu et faisaient volontiers penser que s'il n'avait pas tant aimé les arts, il eut été soldat. Dans sa jeunesse et même parvenu à l'âge mûr, il avait donné de ces vertus militaires les témoignages les plus manifestes.

En juin 1848, — il n'avait pas encore 20 ans, — il s'était distingué dans les rangs du 4^e bataillon de la garde mobile parisienne qui prit d'assaut les barricades du faubourg Saint-Antoine. En 1859, étant alors attaché d'ambassade, on le trouve suivant les campagnes de l'armée d'Italie, et, en 1862, les opérations de la colonne Colomieu dans le Sahara algérien. Plus tard, pendant l'Année Terrible, lorsque la France eut besoin de tous ses enfants, il servit à Paris comme capitaine au régiment des mobiles de Seine-et-Marne et se conduisit vaillamment aux combats de Bry, de Champigny, du Drancy, d'Avron et de Buzenval.

Ce n'était cependant pas la carrière des armes, non plus que celle de la diplomatie qu'il avait d'abord embrassée, qui attirait M. de Lajolais.

Après de bonnes études au collège Rollin et dans un lycée de Paris, puis à l'école de droit, il avait été attaché au ministère des affaires étrangères, était devenu secrétaire d'ambassade à Naples, et, un peu plus tard, il avait été envoyé en mission à Saint-Petersbourg.

Mais toutes ses aspirations étaient déjà tournées vers l'art, et ses voyages, ses missions ne firent que développer un goût naturel et irrésistible auquel il se donna bientôt tout entier. Par ses œuvres personnelles, tableaux et dessins, mais surtout par le sens artistique et critique dont il fit preuve dans sa collaboration à la *Gazette des Beaux-Arts* et à d'autres revues, par son esprit d'initiative, son zèle expansif et communicatif, il acquit une situation importante et légitime dans le monde des arts. Membre du conseil supérieur des beaux-arts, du conseil supérieur de l'enseignement du dessin, du comité des Sociétés de beaux-arts, de celui de l'inventaire des richesses de la France, des comités des manufactures de Sèvres et des Gobelins, etc. M. Louvrier de Lajolais fut parmi les premiers à provoquer et à diriger le mouvement d'idées, qui, dans le noble but de réconcilier l'art et l'industrie, devait aboutir à la création de l'enseignement de l'art décoratif; aussi, quand, en 1876, fut instituée l'Ecole de Paris, se trouva-t-il bien désigné pour en devenir le directeur.

Quelques années après, en 1881, il joignait à cette direction celles des Ecoles de Limoges et d'Aubusson, devenues écoles nationales, sans aucun supplément de traitement; il a conservé cette triple direction toute sa vie, témoignant d'une activité que seul pouvait égaler son désintéressement.

A Limoges, M. de Lajolais n'était point alors un inconnu; dès 1862, il avait pris part à des essais artistiques tentés dans cette ville et depuis il s'y était souvent intéressé; nul mieux que lui n'était assurément digne de succéder à Adrien Dubouché qui avait été l'organisateur de l'Ecole et le grand bienfaiteur du Musée qui porte son nom.

A partir de sa nomination, M. de Lajolais n'a cessé de s'occuper de l'Ecole de Limoges qui lui était devenue aussi chère que celle de Paris; ses visites y furent de plus en plus fréquentes et ses séjours chaque fois plus longs; dans les derniers temps, il ne la quittait presque plus. On sait combien par ses efforts et ses démarches il avait contribué à sa réorganisation et à sa reconstruction, ainsi qu'à celles du Musée; mais avant comme après cette transformation, il se fit un devoir constant d'augmenter et d'embellir son œuvre par sa coopération personnelle non moins que par les concours et les dons qu'il savait attirer. Peu de temps avant son décès, M^{me} de Lajolais qu'il avait eu la douleur de perdre, avait disposé au profit du Musée de précieuses collections.

Comme directeur de notre Ecole Nationale d'art décoratif, sa tâche devait être difficile et délicate; le sens très personnel, mais très élevé qu'il avait de l'application de cet art, devait presque nécessairement rencontrer des oppositions ou des contradictions que peuvent expliquer les diversités de goûts ou d'idées si nombreuses en cette matière et aussi les nécessités économiques de l'industrie proprement dite, telles que beaucoup sans doute les envisagent. L'avenir seul, semble-t-il,

peut permettre de bien juger de la valeur de la direction donnée à son enseignement artistique.

Dans un remarquable article publié par le journal *Limoges Illustré* (numéro du 15 février 1908), M. le docteur Chénieux, Maire de Limoges, a touché avec un tact parfait ce point de la longue et belle carrière de M. de Lajolais, en mettant en relief, à juste titre, le vif sentiment du beau dont il s'inspirait, non moins que les qualités si rares de franchise, d'énergie et de dévouement qui n'ont cessé de l'animer.

L'auteur de cet article, qui est une biographie très achevée du regretté défunt, rappelle aussi les services nombreux et divers qu'il a rendus à la ville de Limoges ; il avait reporté sur cette ville une part très sensible de l'affection qu'il avait vouée à son école et à son musée ; les témoignages en seraient longs à énumérer ; généreux, du reste, de nature et extrêmement serviable, il aimait à aller au-devant des sollicitations et des désirs ; et ni les démarches, ni les efforts ne lui coûtaient quand il s'agissait d'obliger des particuliers ou des collectivités.

C'est assurément à une initiative de sa part et de cette nature que la Société archéologique et historique du Limousin est redevable de l'hospitalité qui lui fut offerte, il y a une dizaine d'année, dans une des salles du Musée qui venait d'être reconstruit ; et les membres de cette Société n'ont pas oublié la séance très solennelle du 30 octobre 1899, où elle fut installée si gracieusement dans son nouveau local par M. de Lajolais, entouré de plusieurs membres de son administration, en présence de M. Boudier, préfet de la Haute-Vienne.

En dernier lieu, malgré le poids des ans et le mauvais état de sa santé, il s'était plus que jamais consacré à son œuvre ; ne quittant plus son Musée, il en revisait les richesses, les classait, publiait les catalogues. La mort seule put le séparer de ce milieu qui était devenu toute sa vie.

Et cette mort, qu'il voyait venir sans effroi, comme la fin naturelle d'une longue et laborieuse carrière, s'est produite sans bruit ; il avait prévu et réglé lui-même ce qui devait se faire après elle, écartant de son cercueil tout ce qui pouvait ressembler à une manifestation de deuil, même de la part des plus intimes.

Mais si de par le fait même de ses dernières volontés, son décès n'a été suivi d'aucune pompe, d'aucun appareil, ni même de nécrologies nombreuses et abondantes, les sentiments sincères et les regrets légitimes ne pouvaient manquer de se produire, et certains d'entr'eux en ont dit peut-être plus long que les panégyriques habituels. Un rédacteur du journal le *Temps*, qui le connaissait bien, s'est ainsi exprimé : « ... Louvrier de Lajolais, ce parfait galant homme, ce grand serviteur du pays, vient de disparaître sans tapage ; il était le type accompli de ces braves gens auxquels s'applique l'adage populaire : « Le bien ne fait pas de bruit... » Les Bachelier, les Lajolais sont de la même famille ; ils n'ont de bons articles qu'après leur mort. »

C'est la note juste et qui répond bien aux impressions de ceux qui ont connu de près M. de Lajolais et qui savent ce qu'il était et ce qu'il a fait.

Camille JOUHANNEAU.



AVIS

à MM. les Membres de la Société

La Société archéologique et historique du Limousin rappelle à tous ses Membres qu'elle reçoit avec reconnaissance et examine avec le plus grand soin et le plus grand intérêt toute communication relative à l'histoire de la province, aux mœurs, aux monuments, aux traces de toute nature qu'ont laissés les divers âges sur le sol de notre Limousin.

Elle recommande à l'attention de ses Membres non seulement les vieux registres des paroisses, les minutes des études de notaires, les archives des mairies, des bureaux d'enregistrement, des confréries religieuses, des châteaux, les chartriers, les collections particulières, mais tous les anciens papiers, livres de comptes, procédures, inventaires, actes quelconques, etc. Il s'y trouve souvent des indications dignes d'intérêt.

La Société prie tout spécialement ses Membres de rechercher et de lui communiquer les procès-verbaux ou mentions d'assemblées de communautés paroissiales antérieures au XVIII^e siècle, et tout document se rapportant au commerce et à l'industrie du pays avant 1790.

Les réunions de la Société ont lieu à 8 h. 1/2 du soir, le dernier mardi de chaque mois, dans la salle particulière qui lui est affectée, au Musée national Adrien Dubouché. — L'ordre du jour de la réunion est publié dans les journaux de Limoges, mais il n'est pas envoyé de lettres de convocation.

Nous ne saurions trop engager ceux de nos confrères qui changeraient de domicile ou dont l'adresse n'est pas exactement indiquée à la *Liste des Membres de la Société*, à faire connaître leur adresse actuelle au Trésorier (M. Georges Guibert, rue Jeanty-Sarre, 8), de façon à éviter toute erreur dans la présentation des reçus de cotisation et tout retard dans l'envoi du *Bulletin*.

MM. les Membres de la Société sont instamment invités à adresser ou à faire verser au Trésorier chaque année, avant le 20 janvier, le montant de la cotisation de l'année en cours (15 fr. pour les Membres titulaires et 10 fr. pour les correspondants). — Passé ce délai, le Trésorier fera encaisser par la poste les cotisations non payées, en ajoutant au montant de la cotisation 50 centimes pour frais.

A moins qu'ils n'en témoignent le désir, il ne sera pas envoyé de quittance aux Sociétaires qui auront adressé leur cotisation par mandat ou lettre chargée au Trésorier, le reçu de la poste pouvant en tenir lieu.

Les démissions doivent être adressées par écrit au Président avant le 1^{er} janvier.

La Société n'entend nullement accepter la responsabilité des opinions et appréciations émises par ses Membres, sous leur signature respective, dans les articles insérés au Bulletin.

7. RUE DES ARÈNES. LIMOGES

est noir. Orne de plusieurs grains. Les
médicaments 7 fo 26, page 2 à 10. 12

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE & HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME LVIII
DEUXIÈME LIVRISON



LIMOGES
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CLAUDE
DUCOURTIEUX & C^{IE}
Rue de la République, 10
Téléphone 10

1908

AVIS

à MM. les Membres de la Société

La Société archéologique et historique du Limousin rappelle à tous ses Membres qu'elle reçoit avec reconnaissance et examine avec le plus grand soin et le plus grand intérêt toute communication relative à l'histoire de la province, aux mœurs, aux monuments, aux traces de toute nature qu'ont laissés les divers âges sur le sol de notre Limousin.

Elle recommande à l'attention de ses Membres non-seulement les vieux registres des paroisses, les minutes des études de notaires, les archives des mairies, des bureaux d'enregistrement, des confréries religieuses, des châteaux, les chartiers, les collections particulières, mais tous les anciens papiers, livres de comptes, procédures, inventaires, actes quelconques, etc. Il s'y trouve souvent des indications dignes d'intérêt.

La Société prie tout spécialement ses Membres de rechercher et de lui communiquer les procès-verbaux ou mentions d'assemblées de communautés paroissiales antérieures au XVIII^e siècle, et tout document se rapportant au commerce et à l'industrie du pays avant 1790.

Les réunions de la Société ont lieu à 8 h. 1/2 du soir, le dernier mardi de chaque mois, dans la salle particulière qui lui est affectée, au Musée national Adrien Dubouché. — L'ordre du jour de la réunion est publié dans les journaux de Limoges, mais il n'est pas envoyé de lettres de convocation.

Nous ne saurions trop engager ceux de nos confrères qui changeraient de domicile ou dont l'adresse n'est pas exactement indiquée à la *Liste des Membres de la Société*, à faire connaître leur adresse actuelle au Trésorier (M. Georges Guibert, rue Jean-de-Sarre, 8), de façon à éviter toute erreur dans la présentation des reçus de cotisation et tout retard dans l'envoi du *Bulletin*.

MM. les Membres de la Société sont instamment invités à adresser ou à faire verser au Trésorier chaque année, avant le 20 janvier, le montant de la cotisation de l'année en cours (15 fr. pour les Membres titulaires et 10 fr. pour les correspondants). — Passé ce délai, le Trésorier fera encaisser par la poste les cotisations non payées, en ajoutant au montant de la cotisation 50 centimes pour frais.

A moins qu'ils n'en témoignent le désir, il ne sera pas envoyé de quittance aux Sociétaires qui auront adressé leur cotisation par mandat ou lettre chargée au Trésorier, le reçu de la poste pouvant en tenir lieu.

Les démissions doivent être adressées par écrit au Président avant le 1^{er} janvier.

La Société n'entend nullement accepter la responsabilité des opinions et appréciations émises par ses Membres, sous leur signature respective, dans les articles insérés au Bulletin.

GÉOGRAPHIE HISTORIQUE DU LIMOUSIN

(CREUSE — HAUTE-VIENNE — CORRÈZE)

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'À NOS JOURS

AVERTISSEMENT

Depuis l'année 1890, où parut notre *Géographie et Histoire du Limousin*, d'importants travaux ont été publiés qui permettent aujourd'hui de rectifier et de développer la première partie de ce manuel.

Ainsi, M. Maximin Deloche a donné une nouvelle édition de ses *Pagi du Limousin* (1);

M. le chanoine A. Lecler a mis au jour le *Pouillé du diocèse de Limoges*, patiemment élaboré au XVIII^e siècle par l'abbé Nadaud (2); — et les Bénédictins de Ligugé ont révisé le *Recueil historique des archevêchés... et prieurés de France* (3);

M. Longnon a complété son grand *Atlas historique de la France* (4);

Notre confrère, M. Dupont-Ferrier, a élucidé avec un grand luxe de détails la question des bailliages et sénéchaussées à la fin du XV^e siècle (5);

(1) *Pagi et vicairies du Limousin aux IX^e, X^e et XI^e siècles*. Paris, 1899, in-4^e de 68 p. avec une carte. (Extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXXVI, 2^e partie.)

(2) *Pouillé historique du diocèse de Limoges*, manuscrit de l'abbé Joseph Nadaud. Limoges, 1903, gr. in-8^e de 840 p. (Extr. du *Bull. de la Soc. arch. et hist. du Limousin*, t. LIII.)

(3) Cette révision est encore peu avancée. Nous ne pouvons utiliser que l'introduction parue en 1906.

(4) 1884-1907, 15 planches in-folio. Il nous sera permis de dire cependant que cet atlas n'est pas un guide suffisant pour la période féodale du Limousin. Nous serons même parfois en contradiction avec lui.

(5) *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées... à la fin du moyen âge*. Paris, 1902.

Nous-même avons démêlé, à l'aide des documents originaux, les multiples transformations des élections et des sénéchaussées locales (1), et introduit quelque clarté dans l'histoire des seigneuries féodales ainsi que dans la notion à prendre des deux provinces de Marche et Limousin (2);

Enfin, M. A. Brette a exposé avec tout le détail voulu l'état des circonscriptions judiciaires de la France au moment de la Révolution (3).

Il est temps de mettre à la portée du public les résultats acquis par ces multiples travaux et par ceux que nous avons consignés, il y a une dizaine d'années, dans notre histoire du Massif central (4).

Au point de vue où nous sommes placé, les dictionnaires géographiques que MM. Champeval, abbés Poulbrière et Lecler ont publiés pour les trois départements de l'ancien Limousin ne sont pas d'un grand secours. La géographie historique de cette province ne sera vraiment débrouillée que le jour où nous posséderons, pour l'ensemble des localités, des tableaux comparables à ceux qu'a dressés Aug. Bosvieux pour le seul département de la Creuse.

Le complément indispensable au présent travail, ce serait une série de cartes correspondant à chacune des circonscriptions étudiées. A leur défaut, le lecteur est prié de vouloir bien se reporter à celles que nous signalons dans les notes.

A. L.

Bordeaux, mars 1909.

(1) *La Généralité de Limoges : esquisse historique* (146 p. in-4° en tête de l'*Invent. des arch. dép. de la Haute-Vienne*, série C. Limoges, 1891). — *Les sénéchaussées du Limousin et de la Marche* (chap. II de la notice in-4° en tête de l'*Invent. des arch. dép. de la Haute-Vienne*, série B. Limoges, 1899).

(2) Ci-après, chap. VI et VIII.

(3) *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats-Généraux de 1789*. Paris, 1894-1904, 3 vol. gr. in 8°, et *Atlas des bailliages et sénéchaussées*, in-folio (cartes 8, 9, 10 et 16).

(4) *Le Massif central, histoire d'une région de la France*. Paris, Bouillon, 1898, 3 vol. gr. in-8°.

I

Notions générales

Forme, superficie et limites du Limousin primitif. — Composition du sous-sol. — Forêts. — Altitude et climat. — Centre géométrique et situation relative du Limousin.

Dans son plus ancien état historique, c'est-à-dire comme territoire habité par les Lémovices au moment de la conquête de César, le Limousin est un vaste polygone à quatre côtés inégaux, situé à cette extrémité nord-ouest du Massif central qui fait bosse entre La Rochelle et Lyon.

De Loudoueix-St-Pierre à Biars (1), il avait une longueur de 166 kilomètres; de Bort à Fontanille une largeur de 157 kilomètres. Sa superficie était alors d'environ 19,000 kilomètres carrés.

Le plus grand côté de ce polygone (de Rouffiac (2) à Bort et à St-Marien près Boussac) est adossé aux monts Dômes et aux monts d'Auvergne; il est relié à cette longue chaîne par une sorte d'isthme qui s'étend directement du mont Dore au plateau de Millevaches.

Le côté nord (de St-Marien à Brigueil, par Loudoueix-Saint-Pierre) est sans limite naturelle et laisse le Limousin en communication directe avec le Berry. Ni la petite Creuse, ni la Benaize ne peuvent être considérées comme formant barrières.

Le côté ouest (de Brigueil à Availle et à Fontanille près Nontron) est le moins grand. Il se confond quelque temps avec le cours de la moyenne Vienne, mais s'en sépare brusquement aux environs d'Availle.

Quant au côté sud-ouest (de Fontanille à Rouffiac, par Turenne et Génis) oblique aux trois autres, il est de forme tourmentée et ne se confond, pour les yeux, avec aucune limite naturelle. Il n'y a point d'autre ligne de repère dans cette région que la Vézère,

(1 et 2) Biars et Rouffiac, tout à la limite du Limousin, ne lui appartiennent cependant pas.

depuis son confluent avec la Dordogne jusqu'à Uzerche, à quelques lieues en arrière de la frontière historique.

Cette forme générale du Limousin primitif a une raison profonde qu'il faut expliquer. Sortis de l'Europe centrale quelques siècles avant notre ère, les Lémovices, que l'on rattache aux Celtes proprement dits, marchèrent devant eux jusqu'au moment où la terre ferme leur manqua, c'est-à-dire jusqu'à l'endroit où commençaient les marécages de cette région d'alluvion que nous appelons aujourd'hui Bas-Périgord, Angoumois et Poitou. Ils s'établirent donc sur le sol granitique qui les portait, et voilà pourquoi les limites de leur territoire, d'Availle à Turenne, coïncidaient exactement encore au temps de César avec celles que la géologie assigne, de ce côté, au Plateau central. --- Bien plus, les Lémovices paraissent s'être divisés en deux branches dont l'une, établie sur le granit de l'Armorique, était reliée à celle du Limousin par une série de stations disséminées sur la ligne de faite qui sépare le bassin de la basse Loire de celui de la basse Garonne, (M. Deloche.)

* .

Le Limousin reposé donc presque tout entier sur un terrain azoïque, dont les roches ignées constituent l'élément principal. Terres froides de l'époque primaire, riches en potasse, mais sans éléments calcaires, sauf exception.

On y trouve aussi des filons d'étain à Vaulry, de plomb à Glanges, de cuivre, de fer, d'antimoine, de wolfram. On y rencontre l'ardoise à Donzenac, la houille à Ahun et Brive, le kaolin à Saint-Yrieix, le bismuth à Meymac, la pierre à bâtir un peu partout. A Chanteloube (Haute-Vienne) la variété de composition du sous-sol est extrême (1).

Les sources thermales, si fréquentes en Auvergne, font défaut en Limousin, qui ne possède que celles d'Évaux.

On peut croire que les forêts ont, à l'origine, couvert la presque totalité de notre sol. Les essences dominantes étaient le châtaigner, le hêtre, le bouleau, plus rarement le chêne. Les défrichements opérés par les populations du haut moyen-âge, par les moines de l'époque féodale, par les maîtrises des temps modernes, par les incendies qui sont de tous les temps, ont singulièrement amoindri cette richesse. En 1575, Louis de Pompadour, baron de Treignac, chef

(1) Voy. E. Barret, *Géologie du Limousin* (1892); — de Lépinay, *Atlas topographique, agricole et géologique de la Corrèze*. (1873-75, in f°); — V. Forot, *Mines et minières de la Corrèze* (dans le *Bulletin de la Soc. des lettres de Tulle*, 1908 et 1909).

de la Ligue en Limousin, fit mettre le feu aux forêts de la chaîne des Monédières pour mieux débusquer les troupes protestantes qui le harcelaient. Le résultat fut tel que non seulement les Monédières, mais même le Plateau de Millevaches furent dénudés pour des siècles. Au XVIII^e, les forêts domaniales de la Haute-Marche étaient au nombre de quinze, celles de la Basse-Marche au nombre de dix, toutes de faible étendue. Dans le Haut-Limousin on en comptait une dizaine, en Bas-Limousin, trois seulement : celles de Masseret, Pompadour et Turenne (1).

En 1876 (d'après l'*Annuaire statistique de la France*, 1880, p. 282,) les forêts ne couvraient que 37903 hectares dans le département de la Creuse, 45091 dans celui de la Corrèze et 65935 dans celui de la Haute Vienne.

L'altitude moyenne du pays est de 512^m dans la région de la Creuse, d'environ 300^m dans celle de la Gartempe, de 565^m dans celle de la Vienne, de 700^m dans celle de la Corrèze. Elle est de 445^m à Guéret, de 287^m à Limoges, de 214^m à Tulle (2). Cette altitude, comme aussi l'exposition des vallées, rendent les variations atmosphériques fréquentes et rapides, les pluies abondantes, les hivers longs et humides.

Les météorologistes attribuent au Massif central un climat particulier (appelé quelquefois climat auvergnat,) caractérisé par une température moyenne de 10°, par des hivers prolongés, des étés tempérés, des vents violents, des pluies abondantes, des variations incessantes : en un mot un climat septentrional sous la latitude du midi. Le Limousin rentre naturellement dans cette sphère théorique. Mais en réalité il y a par tous pays deux climats fort différents, celui des monts et celui des vallées, sans que l'on puisse distinguer par une ligne bien nette le climat chaud du climat froid, le sec de l'humide. Dans les vallées c'est l'orientation qui est le principal facteur de la température ; or, les nôtres sont ouvertes soit vers le nord, soit vers l'ouest. Dans les montagnes c'est l'altitude qui joue ce rôle ; or les nôtres ne sont guère élevées, de sorte que les neiges n'y sont guère plus fréquentes que dans le plat pays.

La latitude est aussi un élément dont il faut tenir compte. Les Limousins des bords de la Dordogne, entre Bort et Beaulieu, jouissent d'une température que ne connaissent guère les populations des quartiers de Boussac et de Magnac-Laval.

Les vents du sud ouest sont ceux qui font le plus souvent et le

(1) Voy. l'art. de M. Ducourtieux dans le *Congrès de l'Arbre et de l'Eau*, 1907.

(2) La valeur de ces moyennes dépend des éléments qui les composent, éléments qui varient suivant le choix qu'en fait chacun.

plus profondément sentir leur action sur notre contrée et y déterminent le régime des pluies. La quantité d'eau que nous recevons est en moyenne de 1^m par année; elle atteint 1^m50 au Plateau de Millevaches d'où sortent nos principales rivières.

Le climat impose aux populations un vêtement, une nourriture, une hygiène, un habitat particuliers, et engendre fréquemment les maladies des voies respiratoires. Au dire de Taine, « son degré et ses contrastes produisent les sensations habituelles de l'homme et, à la fin, la sensibilité définitive ».

Les deux lois connues en géographie sous le nom de lois de Baer trouvent application dans notre région. En vertu de la première, les rivières qui coulent de l'Est à l'Ouest, subissent dans leur marche un léger retard résultant de la rotation de la terre dans le sens opposé. La Vienne supérieure, une partie de la moyenne Dordogne sont dans ce cas.

La seconde loi de Baer établit que le lit des eaux qui roulent du Sud au Nord, subit, sous l'influence de cette même rotation, une légère déviation vers l'Est. La conséquence c'est que la Vienne moyenne (de Chabanais à l'Isle-Jourdain en ce qui nous concerne) fait subir à sa rive orientale une érosion légère mais continue. Au contraire les eaux qui roulent du Nord au Sud érodent leurs rives occidentales. Preuve en est la Dordogne, depuis Port-Dieu jusqu'à Bort.

Le centre géométrique du Limousin se détermine à 30 ou 40 kilomètres Est de Limoges, du côté de Châteauneuf-la-Forêt, qui est à 45' Ouest du méridien de Paris et à 45° 45' de l'équateur, à peu près sous la même latitude que Clermont, Lyon et le Mont-Blanc.

Le méridien de Paris passe un peu à l'Est d'Ussel et de Boussac; le 45° de latitude coupe la Xaintrie entre Mercœur et Beaulieu. C'est assez dire que la presque totalité de notre territoire est située dans l'angle formé par ces deux lignes. Mais ces déterminations si utiles à l'esprit sont pour l'historien sans grande application pratique.

Cependant si nous plaçons la pointe d'un compas sur Châteauneuf, l'autre sur Marennes ou Le Brouage, et que nous décrivions une circonférence de pareil rayon, cette circonférence passerait, à peu de chose près, par Bressuire en Poitou, Tours et Sancerre sur la moyenne Loire, Roanne sur la haute Loire, Le Puy en Velay, Mende en Gévaudan, Albi dans le Haut-Languedoc, Agen et Bordeaux sur la Garonne. Le Limousin est donc à égale distance de l'Océan, de la Loire et de la moyenne Garonne; assez éloigné du centre géométrique de la France, qu'il faut chercher du côté de Saint-Amand-Montrond, mais presque confondu avec son centre

géographique qui est le Plateau central. Nous verrons plus tard que l'histoire du Limousin résulte en partie de cette situation.

En augmentant légèrement le rayon de notre circonférence, elle passerait par St-Nazaire, Bayonne, Cette et couperait le Rhône au-dessus de Lyon. Ne sommes-nous point dès lors en droit de dire que le Limousin a, entre Loire et Garonne, une situation privilégiée ?

II

Description du pays limousin par vallées

Orientation, axe et centre géographique du Limousin — Orographie du sol : le plateau de Millevaches, ses principales ramifications et ses localités historiques. — Hydrographie du sol : les rivières des bassins de la Loire et de la Garonne ; leurs localités historiques.

La configuration extérieure du Limousin parait, à première vue, embrouillée et confuse. Cependant on remarque tout de suite que son orientation générale est vers l'Océan. En y regardant de près, on constate que la ligne de faite des bassins de la Loire et de la Garonne partage le Limousin en deux régions distinctes et forme comme l'axe géographique du pays. En y regardant de plus près encore, sur une carte de l'Etat-major, on discerne d'autres particularités qui mettent de l'ordre dans le sujet et de la clarté dans l'esprit. Ainsi, le Plateau de Millevaches est à la fois le tronc principal des collines qui sillonnent le Limousin, et le réservoir des eaux qui l'arrosent. Son altitude moyenne est de 800 mètres ; mais au sud, le mont Audouze s'élève à 954 mètres, et le mont Besson à 984 ; au nord, le mont Jargeau mesure 731 mètres, le mont Feniers 920, le mont de Châteauvert 931. L'ensemble de ce plateau, de ses contreforts et de ses premières ramifications, constitue une véritable région montagneuse qui couvre bien un 25^e du Limousin. Les sommets sont âpres et désolés, les arbres clairsemés ; la population y est rare et la stérilité grande, en sorte qu'on n'y rencontre d'autre lieu digne de mention que le prieuré de Millevaches, d'ailleurs sans histoire. Aussi, bien qu'elle se partageât entre trois châtellenies (Ahun, Aubusson, Felletin), les Etats provinciaux du XV^e siècle avaient-ils trouvé juste de taxer à part cette région sous le nom de Pays de la Montagne.

Le Plateau de Millevaches projette vers l'ouest trois vigoureux rameaux qui déterminent les principaux reliefs du sol limousin :

1° Les MONTS DE LA MARCHE qui, décrivant une sorte de demi-cercle, rejettent d'abord la Creuse vers le Cher, règlent la direction du Taurion et viennent mourir entre Limoges et Bellac sous le nom de collines d'Ambazac et de Blond. Leurs plus hauts pics sont le mont de Peyrabout aux sources de la Gartempe (687^m), le puy de Montjouer près Bénévent (697^m), et le puy de Sauvagnac près La Jonchère (701^m) ;

2° Les MONTS DU LIMOUSIN, qui sont un anneau de la chaîne de partage et se continuent par les collines de l'Angoumois et du Poitou. Ils s'élèvent à 546 mètres aux environs de Châlus et n'offrent pas le moindre passage naturel. Cependant les voies ferrées les franchissent sans trop de peine par des pentes insensibles qui atteignent leur point culminant entre Saint-Yrieix et Masséré ;

3° Les MONTS DE LA VÈZÈRE qui naissent aux Monédières (920^m), contournent Treignac et redescendent dans la direction du sud-ouest, entre la Vézère et l'Isle, jusqu'à l'endroit où ils rencontrent la vallée de la Dordogne. Ils ne mesurent plus guère alors que 300 mètres.

Un quatrième rameau du Plateau de Millevaches, qui court dans la direction du Cher, est pour nous sans intérêt.

. . .

Du réservoir de Millevaches s'échappent en éventail quatre rivières :

1° le Cher qui semble vouloir encadrer le Limousin à l'Est et roule directement à la Loire ;

2° la Creuse qui, longtemps encaissée, rejoint la Vienne dans les plaines du Poitou ;

3° la Vienne qui court d'abord dans la direction de l'Océan, puis encadre le Limousin à l'ouest, de Chabanais à l'Isle-Jourdain ;

4° la Vézère qui se grossit de la Corrèze et tombe dans la Dordogne en plein Périgord ;

Quant à la Gartempe grossie de la Brame, et à l'Isle grossie de l'Auvézère, elles naissent toutes deux à une assez grande distance du réservoir principal. De même la Dordogne qui nous arrive d'Auvergne.

En somme, il y a, dans le système hydrographique du Limousin, une sorte de symétrie naturelle qui, une fois constatée, débrouille l'ensemble et rend plus sensible cette orientation vers l'Océan, dont nous avons parlé.

Les rivières que nous venons de nommer ne sont pas navigables dans leur partie limousine. Mais leurs nombreuses cascades créent

des forces disponibles que l'industrie utilise en les transformant. De très vieille date la plupart des villes intéressantes du Limousin se sont élevées sur leurs bords. Nous allons le constater en parcourant une à une leurs vallées.

* * *

La VIENNE (*Vigenna*), qui n'est pendant dix lieues qu'un ruisseau sans largeur, encombré de rochers et d'arbres, encaissé entre deux chaînes de collines souvent fort rapprochées, coule d'abord dans la direction du nord-ouest, en baignant Eymoutiers et St-Léonard, antiques villes de chanoines et possessions de l'évêque de Limoges depuis le XI^e siècle. A partir d'Eymoutiers le fil de l'eau est souvent rompu par des barrages artificiels, qui dirigent le courant sous les roues de moulins hydrauliques fort nombreux dans cette vallée de temps immémorial (1).

Au-delà de St-Léonard, la Vienne rencontre les monts de la Marche, tourne vers l'ouest, arrose Limoges (la seule ville importante qu'elle doive connaître jusqu'à la Loire)(2), puis, après un nouveau coude, Aixe, St-Junien et Chabanais. Comme siège de chapitre et chef-lieu d'un vaste archiprêtré, St-Junien l'a emporté de bonne heure sur Aixe et Chabanais, qui n'ont jamais eu qu'une importance féodale.

A la hauteur d'Aixe, la Vienne fort élargie (84^m en moyenne), roule souvent entre deux rideaux d'arbres du plus riant effet, qui donnent à la perspective l'illusion de la profondeur. A quelques cents mètres en aval de Chabanais, elle rencontre les collines d'Angoumois et se voit contrainte de décrire un angle droit vers le nord. Si les collines d'Angoumois se fussent abaissées devant elle, si une rupture quelconque se fut produite sous l'effort des eaux accumulées, la Vienne continuait sa route vers l'ouest (comme la Dordogne), confondait ses eaux avec celles de la Charente et arrivait en ligne droite, sans nouvel obstacle, à l'Océan. Non seulement le Limousin, mais l'Angoumois et la Saintonge eussent gagné à posséder cette voie commune (3). Ce que la nature a refusé, l'homme a mis du temps à le vouloir. C'est seulement au XIX^e siècle que les localités de la Vienne supérieure ont été reliées à celles de la

(1) Au point de vue des géologues, la vallée de la Vienne est une vallée de fracture et non d'érosion et de plissement. Comme telle, elle se continue à partir de St-Priest par celle du Taurion.

(2) Nous consacrons plus loin toute une section du chapitre à Limoges.

(3) Le projet de réunir la Vienne à la Charente par un canal est ancien. Mais les travaux n'ont jamais été commencés.

basse Charente par une route continue et même, depuis 1875-81, par le chemin de fer d'Angoulême à Clermont.

Au-delà de Chabanais, la rivière n'a point attiré à elle d'autres villes que Confolens, autrefois chef-lieu de châellenie, aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement. Un peu avant d'atteindre Availle-Limousine, elle quitte le Limousin et continue paisiblement sa route à travers le Poitou et la Touraine pour se déverser finalement dans la Loire, après un parcours de 372 kilomètres.

Sur les très petits affluents de gauche de la VIENNE, le second moyen âge a semé de nombreuses localités historiques. Il suffit de nommer Aureil et son prieuré de saint Gaucher, Les Allois et leur monastère de femmes, St-Paul chef-lieu d'archiprêtré, Châteauneuf qui avait titre de marquisat au XVI^e siècle, Pierrebuffière chef-lieu d'une baronnie importante sur la fin du moyen âge; puis St-Germain-les-Belles, où le cardinal Hugues Roger fonda en 1384 un chapitre de chanoines; Château-Chervix et Les Cars avec leurs redoutables forteresses; Boubon et ses religieuses soumises à la règle de Fontevault; Rochechouart et le château que ses vicomtes relevèrent au XV^e siècle. Cette dernière localité l'emporte de beaucoup sur les autres par son passé féodal et son chiffre de population. La Révolution a respecté cet avant-droit, en attribuant à Rochechouart le tribunal civil du district de St-Junien. La constitution de l'an VIII lui donna par surcroît la sous-préfecture aux dépens de St-Junien.

Dans cette même région, aux environs de Pierrebuffière et de Glanges, il existe d'importantes mines de plomb argentifère que l'on a exploitées en partie seulement au cours du XVIII^e siècle.

Presqu'aux sources de la Briance, se trouve La Porcherie, chef-lieu d'un archiprêtré érigé en 1106; un peu plus bas Chalucet et ses tours féodales (1), Solignac et son industrieuse abbaye, l'une des plus vieilles du Limousin (631).

Sur les affluents de droite de la VIENNE sont disséminées d'autres petites villes qui se trouvent toutes plus ou moins dans la dépendance du cours d'eau principal. Peyrat-le-Château, non loin de la Maulde, est devenu, au déclin du moyen âge, l'un des gros fiefs de la contrée; Drouille, sur un affluent de droite du Taurion, a été le centre d'une autre châellenie, tandis que Le Dognon, sur la gauche du Taurion, commandait une seigneurie importante.

Sur un plateau qui domine le Taurion, Bourgneuf, bâti au XIII^e siècle, est devenu la première commanderie de l'ordre de Malte dans la langue d'Auvergne, et plus tard le chef-lieu d'une élec-

(1) Voy. M. L. Guibert, *Chalucet* (1887).

tion de finances. L'ombre de Djem plane encore sur ses hautes tours. Par sa situation à mi-chemin de Guéret et de Limoges, Bourgneuf a été le trait d'union commercial entre ces deux villes, jusqu'au jour où, au mépris de ce passé, on a dévié par St-Sulpice-Laurière la voie ferrée de Limoges à Guéret.

Tout au voisinage de Bourgneuf, deux localités de caractère fort différent, méritent encore mention : Le Palais-Notre-Dame et son abbaye cistercienne fondée vers 1120 ; Bosmoreau et ses mines de houille exploitées depuis le Second Empire.

Cette vallée du Taurion (96 kil.) est l'une des plus pittoresques du Limousin. Elle se dénoue au plateau de Gentioux et traverse du côté de Bourgneuf une contrée où l'on a cru récemment reconnaître les traces d'un volcan éteint (1), dernier anneau de la chaîne volcanique d'Auvergne.

Non loin du lieu où le Taurion rejoint la Vienne, saint Etienne de Muret a fondé, vers 1125, un ordre illustre qui transporta bientôt son centre d'action un peu plus haut, à Grandmont. Au voisinage de cette abbaye, celle d'Ambazac, qui avait été instituée au VI^e siècle, disparut de bonne heure ; mais au XIII^e siècle les Grandmontaines de la Drouille-Blanche et les Bénédictines de la Drouille-Noire ressuscitèrent, quelques lieues plus bas, les pratiques de la vie cénobitique.

A l'extrémité d'un promontoire qui domine la Vienne en amont de St-Léonard, le prieuré de l'Artige a duré près de cinq siècles. Le Palais, près Limoges, a perpétué comme commanderie de Malte jusque vers le XIII^e siècle le renom historique de cette ancienne résidence des rois carolingiens. L'abbaye cistercienne de Bœuil, près St-Junien, a une histoire très effacée ; mais l'abbaye des Augustins de Lesterps, près Confolens, nous a laissé une église remarquable (XII^e siècle), et Mortemart, aux sources de l'Issoire, se présente à nous comme tête d'une seigneurie où les œuvres d'instruction et de charité reçurent, aux derniers temps du moyen âge, le plus large développement.

Si l'on tire une ligne droite de St-Junien à Confolens, on détermine, avec le grand coude de la Vienne, un triangle dans lequel il n'y a rien à inscrire que la celle grandmontaine d'Etricor. Mais qui sait si, dans ce coin désert, l'homme du moyen âge n'a point trouvé un peu moins lourd qu'ailleurs le fardeau de sa destinée. Depuis que la ligne ferrée de Bussière-Galand à Rochechouart-Chabanais et Confolens a été prolongée d'une part sur l'Isle-Jourdain, d'autre part sur St-Yrieix, toute cette frontière de l'ancien

(1) *Comptes rendus de l'Acad. des sciences*, 1907.

Limousin a vu naître la communauté d'intérêts économiques qui s'y constatait autrefois.

Pour rester dans le bassin de la Loire, nous passerons à l'inhospitalière GARTEMPE (170 kil.) qui sort des monts de la Marche près de Moutier-d'Ahun et court parallèlement à la Vienne dans ses deux directions principales. Mais la Gartempe n'a su amener à elle que la Chapelle-Taillefer, dont le chapitre, fondé en 1303, émigra en 1762 à Guéret; puis Paulhac qui a possédé une commanderie de Malte; le Grand-Bourg qui relevait du chapitre cathédral de Limoges; Châteauponsac qui a su construire l'une des plus jolies églises romanes du Limousin; Rancon chef-lieu d'une petite peuplade celtique et plus tard chef-lieu d'archiprêtré. Les grosses localités se sont logées assez loin de la rivière : Bénévent-l'Abbaye au sud, ainsi que Bellac sur un promontoire qui domine le cours du Vincou; — Magnac-Laval au nord, ainsi que Le Dorat dans la vallée de la Brame. Ces quatre petites villes ont d'ailleurs un passé fort différent. Bellac a, dans les annales du moyen âge, un renom purement féodal, comme Magnac-Laval, mais avec plus de relief, car Bellac a été pendant quelque temps le chef-lieu d'une grosse châtellenie et a possédé, sous l'ancien régime, une sénéchaussée secondaire et une élection. Sa prépondérance, affirmée aujourd'hui par sa sous-préfecture, n'est devenue définitive qu'en revêtant une forme nouvelle, celle de l'activité commerciale, grâce à l'ouverture de la grande route dite de Bretagne en Languedoc, au milieu du XVIII^e siècle. Au contraire, Bénévent avec ses moines, Le Dorat avec ses chanoines, ont un caractère ecclésiastique des plus tranchés, bien que Le Dorat ait possédé un château comtal et une sénéchaussée principale. Nous pourrions leur opposer tout à l'heure, dans la vallée de la Creuse, Felletin et Guéret, Aubusson et Ahun.

Au sud de Bellac, à Vaulry, on a découvert en 1813 une très ancienne exploitation d'étain, comme il y en a peu en France.

Au nord de la Brame, affluent de la Gartempe, il reste une lisière assez large bordant le Berry et le Poitou, et appartenant presque tout entière aux affluents de la Gartempe. Ce territoire ondulé, humide et peu peuplé, a été conquis dès le X^e siècle par deux grandes puissances féodales qui nous occuperont plus tard, celles de Charroux et Bridiers, situées l'une et l'autre hors du bassin de la Gartempe. Deux abbayes cisterciennes, Aubignac et La Colombe gittaient aussi dans cette contrée, au plus loin du centre. C'étaient les plus septentrionales, mais les moins influentes du diocèse.

La CREUSE (235 kil.), qui semble vouloir gagner la Vienne en ligne droite, partage en deux parties à peu près égales, le dépar-

tement auquel elle a donné son nom. La voie ferrée de St-Sébastien à Guéret-Felletin-Ussel est parallèle à la rivière, en sorte que toute cette vallée apparaît au premier coup d'œil comme l'artère principale du département. Il n'en est rien toutefois : c'est dans le sens contraire, par la ligne de St-Sulpice-Laurière à Montluçon, qu'a lieu le plus grand transit de voyageurs et de marchandises, et que passe le train-poste de Bordeaux à Lyon et Genève.

Non loin de sa source, la Creuse a vu venir à elle Felletin et Aubusson. Le moutier de Felletin (XV^e siècle) a quelque réputation dans nos annales locales, plus encore ses fabriques de tapisseries. Cette petite ville si joliment assise sur un mamelon, a joui au XVI^e siècle, pendant quelques années, d'une prospérité industrielle qui surprend tout d'abord, mais qui semble bien résulter de ce fait que Felletin se trouvait sur la route de Bordeaux-Limoges à Clermont-Lyon, au voisinage de cette trouée de Crocq dont nous parlerons tout à l'heure. Quant à Aubusson, il a joui, par mêmes raisons, des mêmes avantages. Au confluent de deux rivières, au point de jonction de quatre vallées, il a été longtemps la plus forte, la plus peuplée, la plus industrielle des villes du département, à tel point qu'on peut s'étonner qu'il n'en soit pas resté la capitale, comme il l'était déjà pour la vicomté et l'archiprêtré.

Mais Guéret, qui est situé un peu plus au nord, à cinq kilomètres de la Creuse, sur le versant de hautes terrasses, a fini par l'emporter. Bâti autour d'un monastère du VIII^e siècle, il était devenu dès la fin du XIV^e la résidence du chancelier des comtes de la Marche et le siège d'une officialité; plus tard, on y mit une élection de finances, une sénéchaussée et une maîtrise des eaux et forêts, puis, au XVII^e siècle, le siège d'un présidial et d'un gouvernement militaire. Néanmoins, jusqu'au milieu du XVI^e, Guéret avait conservé l'aspect d'un grand bourg, rien de plus. Quelques riches maisons s'y construisirent alors dans le goût de la Renaissance et commencèrent la transformation de la ville. Cependant, aujourd'hui encore, Guéret est un chef-lieu modeste entre les plus modestes chefs-lieux de département.

Entre Aubusson et Guéret il faut nous arrêter longuement à la petite ville d'Ahun. Ses origines sont peut-être celtiques, mais son histoire ne commence réellement qu'avec la fondation de l'abbaye (X^e siècle) et la construction du château féodal (XI^e siècle). C'est l'une des localités les moins concentrées qu'on connaisse dans notre province : le premier bourg se développa au bord de la Creuse autour de l'abbaye; un autre se groupa, plus tard, autour du donjon, à 2 ou 3 kilomètres plus loin, sur une colline qui domine la rivière. Aussi Ahun et Moutier-d'Ahun forment-ils, aujourd'hui,

d'hui, deux communes distinctes. Leur territoire a été plus profondément labouré par la civilisation qu'aucun autre de la région. Les inscriptions et les sépultures romaines qu'on y a retrouvées conservent la trace du peuple-roi. Deux églises romanes des XI^e et XII^e siècles, un hôpital fondé au XII^e siècle, un consulat obtenu au XIII^e, décèlent, autant que le monastère et la châellenie, l'activité de la vie publique au moyen âge. Aujourd'hui encore, ce coin de terre a une importance relative, grâce aux houillères qu'on y exploite, grâce à la ligne ferrée qui se détache de celle de Guéret-Montluçon pour desservir la vallée de la haute Creuse.

Dans la partie médiane de cette vallée (1), si souvent étroite et rocailleuse, se sont encore élevés trois prieurés bien connus de l'histoire : Blessac, de lamentable mémoire ; Moutier-Roseille, d'antique fondation puisqu'il est connu dès 751 ; Les Ternes, de date plus moderne puisqu'il ne remonte qu'au XIV^e siècle. Un peu plus au nord, Anzême, comme chef-lieu d'archiprêtré, mérite d'être nommé.

Au moment de quitter le Limousin, la Creuse reçoit, à gauche, les eaux de la Sedelle et de la Bregentine, minces ruisselets qui nous obligent cependant de rattacher à la principale vallée de la Marche Dun et sa seigneurie, La Souterraine et sa prévôté, Bridiers et son château, ceux-ci voisins l'un de l'autre à tel point que, du haut de son donjon, le vicomte de Bridiers pouvait voir le clocher de la curieuse église que les moines de St-Martial avaient fait construire dans leur prévôté. C'est par La Souterraine, Magnac-Laval et Montmorillon que Guéret a été de tout temps en communication avec Poitiers. La voie ferrée a détourné récemment les transactions par St-Sulpice-Laurière.

Un autre affluent de la Creuse, la PETITE CREUSE (65 kil.), coule tout entier en Limousin, de l'est à l'ouest. Il serait pour nous sans intérêt s'il ne longeait, presque à sa naissance, un remarquable château-fort du XV^e siècle, celui de Boussac qui, déjà baronnie au XVI^e siècle, est aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement.

C'est pourtant dans cette lointaine vallée que s'élevèrent les deux seigneuries de Châtelus-Malvaleix et Malval ; que quelques moines fondèrent au XI^e siècle le prieuré de Chambon-Ste-Croix, et que des Cisterciens établirent, au milieu du XII^e siècle, leurs abbayes de Prébenoit et d'Aubepierre. Plus tard, en 1310, des religieuses bénédictines s'y bâtirent le monastère de Lourdoueix-St-Pierre et des Cordeliers édifièrent, en 1396, leurs celles de Boisféru. A cela près, toute cette vallée est encore plus vide de

(1) Médiane à ne considérer que la portion qui appartient au Limousin.

localités importantes que celle des affluents de la Gartempe. Elle a d'ailleurs été ravie de bonne heure à notre Limousin par le Berry.

Le CHER, qui appartient au Limousin pendant les 40 premiers kilomètres de son parcours, a pour principal affluent de gauche la Tarde grossie de la Voueize. Nous sommes en Combraille et si les villes comme Crocq, Bellegarde, Auzances, ont une individualité très nette, elles n'ont cependant qu'une importance très relative. Cependant, au confluent de la Tarde et du Cher, Evaux assis sur une colline exploitée, depuis le temps des Romains, les seules sources thermales du Limousin.

La Combraille est une région aux vastes landes, qui se prolonge au nord jusqu'aux pierres Jaumathes, jusqu'aux ruines celtiques et romaines de Toul-Ste-Croix. Les moines ont toujours fui cette Thébaïde limousine. Sauf les Cisterciens de Bonlieu fixés à la limite du pays, sauf les religieux de Chambon-Ste-Valérie qui bâtirent au confluent de la Tarde et de la Voueize l'une des plus vastes églises qu'il y ait en Limousin, et ceux de Combraille, centre d'archiprêtré et de châellenie, il n'y a jamais eu de grand monastère dans ces parages. A la veille de la Révolution, cette région de 14 lieues de long sur 6 de large, n'avait pas une seule châellenie royale, pas un seul collège, pas un seul hôpital. Egalement éloignée de Limoges, de Clermont, de Moulins et de Bourges, elle était sans ressources. Aujourd'hui elle est traversée par la voie ferrée de Montluçon à Aurillac.

Chambon-Ste-Valérie (ou sur Voueize) a été la première capitale de la Combraille. Mais, à partir du XVI^e siècle, la suprématie passa à Evaux qui avait déjà un prieuré et qui reçut successivement un bailliage, une élection, une maîtrise des eaux et forêts. Au XIX^e siècle Chambon a repris l'avantage en devenant (par une exception dont il y a peu d'exemples en France) le siège du tribunal civil de l'arrondissement de Boussac. C'est le dernier reste de son antique prééminence féodale.

Quant à la petite ville de Chénérailles, bien qu'elle appartienne géographiquement plutôt à la Combraille, elle est tournée historiquement du côté de la Marche. Elle est devenue, au XIV^e siècle, le siège d'une officialité diocésaine.

Entre les sources du Cher et celles de la Dordogne, à la hauteur de Crocq et d'Eygurande, il y a comme une brèche dans la frontière naturelle de notre province. La Sioule se dirige d'Ussel vers l'Auvergne par un étroit couloir appelé quelquefois col de Combraille. Le Limousin et l'Auvergne ont là un point de contact qui s'est assez souvent déplacé. Le Limousin eût pu empiéter du côté

de Pontaurmur. C'est le contraire qui est arrivé : l'Auvergne s'est avancée du côté de Crocq et d'Ussel, comme nous le montrons en parlant des territoires féodaux. C'est par cette brèche commode que, dès le XV^e siècle, les marchands d'Aubusson portaient leurs tapisseries à Genève, et qu'ils en rapportèrent au XVI^e siècle les idées de la Réforme; c'est par là aussi que passa, à la fin du XVII^e siècle, la grande route de Bordeaux à Lyon.

Nous n'aurons garde, quant à nous, de conduire par là notre lecteur. Sœur aînée du Limousin, l'Auvergne a trop de supériorités. Avec ses noirs cratères, ses hauts sommets et sa fertile Limagne, la terre de Pascal, de Gerbert et de Michel de l'Hospital nous induirait à jalousie. Restons en Limousin.

* *

Aussi bien, du bassin de la Loire il n'y a aucune difficulté pour nous, en contournant le Plateau de Millevaches, à gagner le bassin de la Garonne et à suivre la DORDOGNE (*Duranius*), le plus profond, le plus abondant, le plus résolu de nos cours d'eau, trop tôt perdu pour le Limousin. Elle naît en pleine Auvergne, au mont Dore, et n'est accessible à la batellerie légère que longtemps après son entrée en Limousin. Sur ses bords longtemps resserrés entre deux hautes chaînes de collines, le voyageur qui vient de Clermont rencontre d'abord le prieuré de Port-Dieu, bénéfice considérable qui relevait de la Chaise-Dieu d'Auvergne, mais qui n'a jamais fait grand bruit dans l'histoire; la petite ville de Bort, où Marmontel vécut ses premières idylles, où le touriste moderne vient contempler l'une des plus curieuses cascades du Limousin; plus loin, l'abbaye de La Valette dont les abbés oublièrent souventes fois le service de Dieu pour celui des dames; puis Servièrès (à 3,500^m de la rivière), où les vicomtes de Turenne élevèrent un château; Argentat, une des rares villes bâties en plaine que l'on puisse voir en Limousin; enfin Beaulieu dont la puissante abbaye (IX^e siècle) a exercé en ces quartiers une influence prolongée.

Dans cette partie de la vallée, l'écho n'est point encore troublé par le sifflet à vapeur des compagnies financières. L'âme humaine se dilate dans la paix d'une nature sereine et se berce aux souvenirs d'un passé qui ne fut point sans grandeur.

En quittant Beaulieu, la Dordogne entre en Quercy, puis en Périgord, et rejoint la Garonne après un parcours de 490 kilomètres, dont un sixième seulement en Limousin. Sur son cours supérieur elle reçoit une foule de petits ruisseaux qui descendent, presque en ligne droite, du Plateau de Millevaches. Dans les replis de leurs vallons solitaires se cachent nombre de localités intéres-

santes : la châteltenie de Ventadour, où chantèrent nos premiers troubadours; le château de Maumont, qui fut le berceau des papes Clément VI et Grégoire XI; Eygurande où se croisent deux lignes ferrées qui mettent en communication la Basse-Auvergne et le Haut-Limousin, d'une part, le Bourbonnais, la Marche, le Bas-Limousin et la Haute-Auvergne, d'autre part; Chirouze et St-Exupéry, chefs-lieux d'archiprêtres qui couvraient les deux versants du Plateau de Millevaches; enfin, Ussel dont l'importance ne date que de la fin du XVI^e siècle, mais qui est devenu depuis lors, comme chef-lieu du duché de Ventadour, puis comme siège d'un petit collège, plus tard comme chef-lieu d'un arrondissement de la Corrèze, le centre de population le plus influent au sud du grand plateau. — Un peu à l'écart de leurs sœurs limousines, la commanderie de Bellechassagne, les celles franciscaines de St-Projet et de La Cellette, les abbayes bénédictines de St-Angel (VIII^e siècle), Meymac et Bonnesaigne, l'abbaye cistercienne de Bonaigue prospérèrent durant plusieurs siècles dans cette région souvent sévère et pauvre, battue des vents et des orages, volontiers tournée vers l'Auvergne, comme la Combraille, mais sans jamais, comme elle, choir de ce côté.

On remarquera que nos constatations laissent encore inoccupées plusieurs parties de la contrée. Ainsi, le pourtour des hautes terrasses qui s'élèvent en séries concentriques jusqu'au Plateau de Millevaches, est vide de châteaux et de monastères, sauf Rochefort, dont les châtelains n'ont jamais tenu grand' place dans le monde. Ils portaient l'hommage de leur misère féodale au comte de la Marche.

Au sud de la Dordogne se trouvait un territoire assez vaste, la Xaintrie, qui se partageait en Xaintrie noire (chef-lieu Servières), et Xaintrie blanche (chef-lieu Mercœur). Il est si peu peuplé, qu'au jourd'hui encore il se répartit tout entier entre deux cantons. Le prieuré de Montcalm était dans la Xaintrie blanche, la châteltenie de Merle dans la Xaintrie noire. Parmi les cours d'eau, il n'y a que la Maronne (1) qui mérite considération (88 kil.). La Cère ne fait que border cette région.

La CORRÈZE n'a que 85 kilomètres de longueur. Avec la Petite Creuse et le Taurion, c'est la seule rivière de quelque importance qui appartienne tout entière au Limousin. Fort pittoresque, fort

(1) La Maronne est aussi appelée quelquefois l'Eyge (et même Liège) en avant d'Estourocs, dont le nom s'est étendu à toute la région de la basse Maronne, sur les confins du Limousin et de l'Auvergne. (Voy. M. A. Thomas, dans *Annales du Midi*, 1908, p. 491-492, note)

séduisante dans ses multiples replis, elle a cependant laissé à l'un de ses affluents, un court ruisseau qui a nom la Montane, l'avantage de montrer au touriste, non loin de Gimel, la plus belle chute d'eau que l'on puisse voir en Limousin. La Montane se précipite en effet d'une hauteur de 125 mètres par une suite de cascades assez rapprochées les unes des autres pour former un ensemble. La Corrèze, elle, ne fait jamais de pareils sauts : elle est néanmoins incapable de desservir utilement les deux seules villes qu'elle traverse, Tulle et Brive; le flottage à bûches perdues est la seule navigation qu'elle ait jamais admise (1).

Comme Aubusson et Guéret, comme Bellac et Le Dorat, Brive et Tulle ont été longtemps rivales; mais, à l'inverse de ce qui s'est produit dans la vallée de la Creuse, ici c'est la ville la plus rapprochée du Plateau de Millevaches qui a fini par l'emporter. A l'époque celtique, Brive bâtie dans une plaine, au carrefour de plusieurs vallées, avait un pont, le seul qui existât sur la Corrèze. La ville était donc déjà un lieu de passage très fréquenté. Au moyen âge elle eut beaucoup à souffrir du voisinage des seigneurs de Turenne. Néanmoins, comme elle possédait un chapitre, un archiprêtre, une officialité, une élection, au XVI^e siècle une sénéchaussée et un collège, elle acquit ainsi une réelle prépondérance dans tout le Bas-Limousin. Tulle ne reçut quelques-unes de ces institutions que plus tard et eût été finalement distancée par sa rivale, si son monastère, fondé au VII^e siècle, n'avait été transformé en évêché par un pape d'Avignon. Ce fut le commencement de la suprématie pour cette laide et noire petite ville, fermée de murailles et de hautes tours, construite dans le boyau que forme à cet endroit la vallée de la Corrèze et dominée de toutes parts par des collines qui bornent l'horizon. Le XVI^e siècle lui apporta comme une nouvelle compensation par le renom qui s'attacha quelque temps à son collège, sous la direction de Philippe Hervé. Tulle avait déjà un chapitre cathédral, une officialité, une élection. Quand, au XVII^e siècle, sa sénéchaussée fut accrue d'un siège présidial et que la ville devint le chef-lieu d'une lieutenance militaire, on peut dire qu'elle a gagné son procès. La Révolution l'a confirmée dans son droit.

Par sa position médiane, la vallée de la Corrèze, si courte qu'elle soit, a pris depuis le XII^e siècle une avance historique sur celles de la Dordogne et de la Vézère. Elle commandait autrefois les archiprêtres de Gimel et de Brive ainsi que le diocèse de Tulle, tournés vers le sud. Aujourd'hui encore, elle possède le chef-lieu du départ-

(1) Jusque vers 1850.

tement et l'on peut même dire les chefs-lieux des deux arrondissements voisins, depuis que la nouvelle ligne de Bordeaux à Lyon s'y faufile par Brive et Ussel. A quelques kilomètres au nord de Tulle, à Tintignac, s'étalent les ruines d'un théâtre romain. Les monastères ne manquent pas non plus : à preuve, Obazine, de poétique mémoire; Coyroux et ses monnains, Noailles et ses chanoines (1559). — Certaines églises du XII^e siècle, comme la cathédrale de Tulle, St-Martin de Brive, St-Etienne d'Obazine, ont mérité d'être classées au nombre des monuments historiques. Les vieux châteaux ne sont ni moins nombreux, ni moins célèbres : Gimel et Malemort, Noailles et Turenne ont vu de tragiques histoires, de sanglants combats, d'héroïques faits d'armes. Les deux derniers, au sud de la Corrèze, sont adossés à l'un de ses affluents, la Tourmente, dont le nom ne dit rien de bon. Ils font face aux ennemis de la plaine comme pour leur barrer la route du Limousin.

Turenne et Noailles doivent être considérés, en effet, comme la tête d'une ligne de forteresses qui flanque le Limousin au sud-ouest pour remédier à l'absence d'une frontière naturelle contre les Sarrasins, les Normands, les Anglais. Cette ligne se continue par les châteaux de Larche, Ayen, Comborn, Pompadour, Ségur, Bret, Masséré, Lastours, Courbefy, Montbrun, Châlus, au sud de la grande ligne de faite du Limousin. De Châlus à Rochechouart la distance est courte; de Rochechouart à Chabanais, plus courte encore. Depuis le grand coude de la Vienne jusqu'à l'endroit où la Vézère confond ses eaux avec celles de la Dordogne, chacune des petites vallées qui s'ouvrent vers Bordeaux était défendue par une forteresse (1).

Larche et Comborn sont tous deux assis sur la VÉZÈRE; Ayen et Pompadour sont au contraire en avant. Même dissémination en ce qui touche les localités ecclésiastiques : les jolies églises romanes de Saint-Robert et Saint-Cyr, la chartreuse du Glandier sont sur la rive droite de la rivière, les Cordeliers de Donzenac sur la rive gauche; les Bénédictins de Vigois (VI^e siècle) et d'Uzerche (X^e siècle) sont sur la rivière même, comme aussi la châtellenie de Treignac, au plus haut de la vallée dans un entonnoir qui s'ouvre seulement au nord-ouest. De ces cinq localités, Vigois était autrefois, en tant que chef-lieu d'archiprêtré, la plus visitée. Aujourd'hui ce sont les mines de plomb argentifère de Juillac ou la belle

(1) C'est M. J.-B. Champeval, si versé dans la géographie historique de la Corrèze, qui nous a mis sur le chemin de ces remarques

cascade dite le Saut de la Virolle qui sollicitent de préférence la curiosité du voyageur.

Avec Pompadour, Ségur, Bret, Masséré, Lastours, Courbefy, Montbrun, nous sommes en plein dans la vallée supérieure de l'Isle (235 kil.), qui prend sa source tout près de Nexon. C'est au voisinage de Nexon, à la Roche-l'Abeille, qu'eut lieu le 24 juin 1569, entre protestants et catholiques, l'une des plus grosses batailles dont le Limousin ait été témoin. Sur l'Auvézère, un des affluents de l'Isle, Ségur a été par sa cour d'appeaux le chef-lieu judiciaire de la vicomté de Limoges pendant près de trois siècles. Coussac-Bonneval, réputé l'une des quatre grosses châtellenies du Limousin (avec Pompadour, Châteauneuf et Ventadour), s'enorgueillit de posséder l'un des plus remarquables manoirs de la province (XV^e siècle).

Saint-Yrieix-la-Perche, la principale ville de la contrée, s'étend toute en longueur sur les deux versants de la Loue et montre encore aujourd'hui l'une des plus curieuses églises du Limousin (1181-1183). C'était, à la fin du VI^e siècle, une abbaye de moines qui furent sécularisés au XI^e et devinrent chanoines. La ville ne s'est guère développée à l'ombre de cette collégiale, et n'a pris rang parmi les grosses localités du Limousin que depuis le milieu du XVIII^e siècle, grâce au siège sénéchal qui lui fut alors donné, grâce aussi aux deux manufactures de porcelaine, que la découverte de gisements de kaolin dans le voisinage permit d'établir (1771).

Sur l'Isle même, Le Chalard-Peyroulier, qui n'est aujourd'hui qu'une modeste commune de 600 âmes, mérite considération. Roger, comte de Limoges, y fonda en 801, une abbaye qui descendit plus tard (XIV^e siècle) au rang de prieuré. Les bâtiments en subsistent encore dans leur dernier état. Quant à l'église de style roman, c'est l'une des plus anciennes que possède le Limousin, puisqu'elle remonte à la fin du XI^e siècle. C'est du Chalard que partirent, à la même époque, les chevaliers limousins qui prirent part à la première croisade, et c'est là que repose Gouffier de Lastours, le héros du siège de Maarah.

Cette portion du Limousin avait pour chefs-lieux ecclésiastiques La Meyze et Lubersac. Le second de ces deux archiprêtres étendait son ressort au sud, jusque sur l'Yssandonnois, et embrassait l'abbaye de Dalon, le plus méridional des bénéfices du diocèse de Limoges, mais qui appartenait féodalement au Périgord. Quant à Jumilhac-le-Grand qui est plus au nord, sur l'Isle même, nous lui devons aussi un souvenir non point à cause de son magnifique château du XV^e siècle, qui intéresse avant tout l'histoire monumentale du Périgord, mais parce que Jumilhae-le-Grand et toute la contrée

environnante ont appartenu au diocèse de Limoges, avant de lui être ravi, au VII^e siècle, par les évêques de Périgueux.

Les minerais de fer qui existent dans cette région y firent établir sur la fin du moyen-âge, de nombreuses forges, particulièrement aux environs de Dournazac et de Tavaux. Ces forges encore prospères au XVII^e siècle, entre les mains des PP. Jésuites du collège de Limoges, ont décliné au siècle suivant et sont aujourd'hui abandonnées.

Les influences extérieures, venues de l'Angoumois et du Périgord, se sont profondément exercées sur cette frontière et ont peu à peu effacé la physionomie limousine des mœurs et des coutumes. Au nom de Châlus est indissolublement lié celui de Richard Cœur-de-Lion; au nom de Nontron le souvenir d'un archiprêtre important et d'une châtellenie qui des abbés de Charroux revint aux vicomtes de Limoges et resta le plus beau fleuron de leur couronne féodale, jusqu'au moment où il passa au Périgord. C'est, depuis la Révolution, le chef-lieu d'un arrondissement de la Dordogne.

Nous terminons notre voyage au petit massif montagneux de Châlus. D'une altitude peu élevée, il offre cette particularité fort rare de donner naissance à quatre ruisseaux qui prennent des directions très différentes : la Gorre descend à la Loire par la Vienne; la Tardoire et le Bandiat affluent à l'Océan par la Charente; la Dronne gagne la Garonne par l'Isle. C'était une région militaire entre toutes, dont les deux donjons de Châlus et le château-fort de Montbrun témoignent encore éloquemment.

Si nous rassemblons maintenant les principaux traits physiques du Limousin, nous remarquons en premier lieu que tout y est à l'état naissant : monts, rivières, vallées et forêts, en sorte que l'ensemble du territoire est dans une étroite dépendance du Plateau de Millevaches. En ceci consiste extérieurement l'unité physique de notre province.

Ce Plateau de Millevaches et ses entours immédiats sont d'aspect roussâtre et désolé; la nature y est en souffrance, mais les grands panoramas ne se trouvent que là, encadrés dans la majestueuse silhouette des monts d'Auvergne. Peu à peu, cependant, les landes disparaissent. A partir d'Ussel, d'Eymoutiers et de Felletin, le pays devient moins sévère. Une région intermédiaire commence, celle des terrasses, que l'on a pu comparer (non sans quelque exagération) à la Suisse. Mais à la limite du Limousin, quand on approche du Poitou, de l'Angoumois ou du Périgord, l'horizon est ordinairement plus borné : les collines s'abaissent, les vallées s'élargissent, les rivières aussi. La verdure prend partout le dessus et tapis-

se les moindres recoins. C'est le principal charme de cette frontière.

La rapide succession des vallons et des collines fait que les plaines sont courtes en Limousin. Aujourd'hui les forêts y sont rares, mais les prairies abondent. Les étangs se rencontrent un peu partout, au nord comme au sud, sans offrir jamais la superficie du moindre des lacs alpestres.

Le sous-sol est peu profond. D'ailleurs le déboisement progressif des plateaux et des crêtes de collines a amené leur stérilité. La culture intensive s'arrête d'ordinaire à mi-côte des grands monts. Le reste est aux landes ou aux châtaigneraies. Mais les vallées, bien arrosées, sont partout fécondes. C'est là seulement que le travail de l'homme, dans les limites de la « petite culture », a donné toute sa valeur (1).

(1) Voy. l'*Enquête agricole* faite par les soins du Ministère de l'Agriculture (1872), — et *L'Agriculture, les prairies et les irrigations de la Haute-Vienne* (1884) par M. J. A. Barral.

III

**Les populations du pays limousin depuis
les origines**

Les populations préhistoriques : Primitifs, Ligures, Ibères, Celtes. — Les populations historiques : les Romains, les Juifs, les Anglais. — Valeur de l'élément ethnique. — Preuves de la présence des populations préhistoriques en Limousin. — Statistique de la population à diverses dates (1).

Les Primitifs, les Ligures, les Ibères, les Celtes, qui tour à tour envahirent le Massif central de la Gaule, appartenaient à la race blanche (2). Mais combien différents ces quatre peuples les uns des autres lorsqu'ils prirent pied dans notre Limousin. Les Primitifs arrivèrent probablement par les Alpes. Encore tout voisins de leurs origines, plus semblables extérieurement à des bêtes qu'à des hommes, ils restèrent tels pendant des siècles, tant les conditions climatiques et géographiques de la région, entourée de marécages sur presque tous ses côtés, étaient peu favorables à la vie de l'humanité. Le groupe de Primitifs qui s'étendit sur notre contrée pendant l'âge de la pierre devait appartenir au même type que les populations de la Vézère, qui avaient le crâne allongé (dolichocéphales) comme les Primitifs de Cannstadt-Néanderthal (Allemagne), tandis que ceux de Furfooz (Belgique) avaient le crâne ramassé (brachycéphales). D'une stature qui, médiocre dans les premiers habitants à front fuyant, devint élevée dans la phase représentée par le type de Cros-Magnon doué d'un front bien développé, ils représentent l'homme fossile de la période postpliocène. Vivant principalement de chasse et de pêche, ils

(1) Nous reproduisons ici quelques pages de notre histoire du *Massif central* (t. I. 1898), avec les modifications que nous suggère la récente *Histoire de la Gaule* de M. Camille Jullian.

(2) M. Salomon Reinach a prétendu quelque part que les Primitifs étaient de race mongolique, par conséquent des jaunes. Mais la démonstration péremptoire n'a pas été faite.

erraient sur les plateaux ou dans les vallées. Assez différents de l'homme des cités lacustres, ils ont laissé des traces ailleurs encore qu'en Limousin : dans certains causses du Gévaudan et du Rouergue, sur les sommets de l'Auvergne et du Velay, et aussi dans l'Angoumois.

Ce qu'étaient au juste les conditions de la vie pour les hommes de ces âges préhistoriques, cinquante ou soixante siècles peut-être avant l'ère chrétienne, il n'est guère possible de le dire. Mais il n'est point téméraire d'imaginer qu'à certains moments de leur existence les Primitifs ont connu les pires extrémités de la misère et de la souffrance et sont entrés dans la mort en maudissant la vie.

Quoi qu'il en soit, leurs descendants disparurent peu à peu presque entièrement devant l'invasion de nouveaux venus, supérieurs par le nombre et par la civilisation. Et d'abord les Ligures qui arrivèrent dans le Massif vers l'an 900 avant J.-C. On ne sait d'où ils venaient. M. Josel et son école les font d'origine ibérienne et les représentent comme petits, bruns et dolichocéphales. M. A. Bertrand incline au contraire à croire que c'étaient des hyperboréens, arrivés par les mers du Nord comme plus tard les Normands, et qui auraient été brachycéphales, blonds ou rutilants. M. C. Jullian les considère comme des Aryens. En tout cas, par la méthode linguistique qui leur est propre, MM. d'Arbois de Jubainville et Maximin Deloche ont signalé la présence des Ligures dans le bassin de la Loire et tout particulièrement dans notre Limousin. Le vaste empire qu'ils fondèrent semble avoir couvert toute l'Europe occidentale.

Puis vinrent les Ibères. Sortis de l'Afrique septentrionale, ils avaient eu le temps, pendant un séjour de plusieurs siècles au milieu de l'Espagne, de calmer les ardeurs de leur tempérament. De peau fort brune, de taille plutôt petite, on les considère comme un rameau de la famille égypto-berbère. Cependant il y a de l'incertitude sur ce point. Ils étaient dolichocéphales et portaient les cheveux longs.

A quel moment franchirent-ils les Pyrénées ? Probablement au Ve siècle — Jusqu'où s'avancèrent-ils ? Il n'y a pas de réponse certaine à cette seconde question. Mais le type anatomique qu'ils représentaient se retrouve jusqu'aux bords de la Loire et, suivant quelques savants, jusqu'aux bords de la mer de Bretagne (1). L'espace qu'ils couvrirent, l'influence ethnique qu'ils exercèrent

(1) Si César les cantonne au sud de la Garonne, c'est qu'ils n'avaient plus conservé leur langue que dans cette partie de la Gaule, et que le conquérant romain identifiait la race avec la langue.

sur les envahisseurs subséquents, indiquent que la population ibérique était fort dense. A en juger par la carte du D^r Collignon, ils formeraient aujourd'hui le fond principal de la population limousine du côté de l'ouest et du nord.

Dans la Haute-Vienne en effet l'indice céphalique varie entre 80.9 et 80.7; — dans la Creuse, il est de 82.2. Cette dolichocéphalie excessive, qui frappe les étrangers, serait une preuve de la descendance ibérique des populations de ces deux départements.

Les Celtes ou Gaels avaient commencé de se répandre dans le nord et l'ouest de la Gaule vers le VII^e siècle avant notre ère. Peu nombreux sans doute dans les parties basses du pays, ils disparurent dans le fond ethnique des populations antérieures, puisque leur type ne se retrouve que dans le massif des Vosges et celui de Bretagne. Mais vers le commencement du quatrième siècle, une nouvelle invasion de Celtes pénétra en Gaule et s'étendit sur tout le Massif central. Ce sont leurs descendants que l'on retrouve aujourd'hui plus particulièrement en Auvergne et dans les Cévennes, mais aussi dans toute la moitié méridionale du Limousin.

Cette sous-race apparentée aux Italiotes et aux Pélages d'une part, aux Germains et aux Slaves d'autre part, était originaire de l'Asie centrale et arrivée par la vallée du Danube. Brachycéphales (1) et de haute stature, ils avaient, à ce que l'on croit, les yeux bleus, la chevelure lisse et blonde, la peau blanche. Mais ces « caractères forts » de la race s'atténuèrent insensiblement par le croisement des Celtes avec les populations qu'ils trouvèrent établies sur notre sol.

Avec ces tard-venus semble avoir pris fin, dans le Limousin comme ailleurs, la civilisation des âges de la pierre et commence celle des temps proto-historiques où apparaissent les instruments de bronze et de fer. Mais il n'est pas encore possible de marquer chronologiquement le point de séparation de ces deux civilisations.

Les Celtes avaient si bien établi leur domination politique que les noms de leurs peuplades ont partout fait oublier ceux des peuplades antérieures (2). S'il est vraisemblable que les Lémovices (les hommes du chef Lemo) ont occupé la totalité du territoire qui nous intéresse spécialement (3), il n'est pas moins certain que

(1) Dans la Corrèze leur indice céphalique varie entre 84 et 83.

(2) A supposer que les Ligures et les Ibères se soient subdivisés en peuplades proprement dites.

(3) La peuplade des *Lémovices* semble s'être partagée entre plusieurs tribus : les *Andecamulenses* du côté de Rancon, les *Leuci* autour de Courbefy, peut-être aussi les *Cambiovicenses* dans la Combraille. Mais cette dernière identification, proposée par Adrien de Valois au XVI^e siècle, est très sujette à contestation.

leur sang n'a pas partout également prédominé. Dans une seconde carte en couleurs, jointe à celle sur laquelle nous avons appuyé jusqu'ici nos assertions, le Dr Collignon a précisé pour la bordure nord-ouest du Massif central les résultats généraux de son enquête. Il résulte de cette seconde carte que, si le type ibérique (dolicho-brun) prédomine dans les départements de la Haute-Vienne et de la Creuse, le type celtique (brachy-brun) l'emporte cependant dans les cantons de Confolens et Chabanais (anc. Limousin), de Mézières, Bellac, Le Dorat, St-Sulpice-les-Feuilles, Châteauponsac, Bessines, (H^{te}-Vienne), de Châtelus, Boussac, Chambon, Jarnages, Ahun, Pontarion et dans tout l'arrondissement d'Aubusson (Creuse). Le département de la Corrèze lui appartient, comme nous l'avons dit, tout entier. Donc un tiers seulement de l'ancien *pagus Lemovicum* serait resté ibérique par son fond ethnique. C'est celui où s'élèvent aujourd'hui Bourgageuf, Guéret, Limoges, St-Yrieix, Nontron et Rochechouart.

. * .

Vers le temps où commence pour nous l'histoire écrite (1), de nouvelles invasions vont se produire : romaines, germaniques, arabes, plus tard anglaises. Dans quelles proportions ont-elles modifié le fond ibéro-celtique de notre Limousin ? C'est ce qu'il est impossible de dire avec précision. Il semble bien toutefois que les Romains étaient trop peu nombreux pour exercer une action ethnique profonde. Les Germains et les Anglais ne se sont guère établis à demeure sur notre sol. D'autre part, la tradition qui veut qu'un clan d'Arabes fugitifs se soit installé entre Eymoutiers, Boussac et Bourgageuf, après la défaite d'Abd-el-Raman à Poitiers (732), repose uniquement sur ce fait qu'on trouve en effet dans cette région, aujourd'hui encore, des exemplaires multiples du type sarrasin le plus évident (2).

Quant aux Juifs, ils ont toujours été en petit nombre dans notre région (3) et se sont d'ordinaire mariés entre eux. Il n'en est plus question d'ailleurs après les auto-da-fé de 1321.

(1) L'énorme durée de la période préhistorique ne peut s'évaluer avec précision. La période qui suit, et qui est celle de l'histoire proprement dite, nous paraît pouvoir se diviser en deux grands millénaires : 1^o de la conquête de César à la chute de l'Empire carolingien ; c'est la période impériale ; 2^o de l'avènement de la féodalité à la fin de l'ancien régime ; c'est le temps des particularismes provinciaux et nationaux.

Avec la Révolution nous sommes introduits dans un millénaire nouveau, qu'il serait prématuré de vouloir caractériser.

(2) Les noms de Maureix, Turquet et autres de ce genre y sont fréquents.

(3) Voir la *Gallia judaica* de M. Henri Gross (1897).

Y a-t-il lieu du moins de supposer une infiltration ancienne et continue de notre population limousine par celle de quelques provinces environnantes ? Oui certes, mais là encore nous sommes hors d'état de rien préciser. Nous savons seulement que, volontiers émigrants depuis le moyen âge, les Limousins ramenaient souvent avec eux des femmes d'origine plus ou moins lointaine. Nous savons aussi que l'élément auvergnat a fortement pénétré certains cantons de la Creuse et de la Corrèze. Nous n'ignorons pas qu'au XIX^e siècle de vraies colonies de Poitevins et de Périgourdins se sont établies à Limoges, attirées par l'amour du lucre et le goût du commerce. Nous ne pouvons oublier non plus cette foule d'Espagnols, d'Italiens et de Polonais réfugiés, que les guerres et les révolutions ont déversés sur notre chef-lieu, ni ces familles d'Américains, de Suisses, d'Allemands, d'Anglais qui depuis 70 ans ont pris pied à Limoges par motif de négoce et d'industrie. Mais comment mesurer leur influence ethnique ? Contentons-nous de rappeler qu'au recensement de 1886 déjà, la Creuse accusait 201 étrangers, la Corrèze 425 et la Haute-Vienne 510, groupés surtout dans les villes.

. . .

La race n'est point un élément stable, un héritage intégral, doué de vertus transmissibles. C'est au contraire quelque chose de relatif et de changeant, suivant les temps, les occupations, la prospérité économique. Nul ne peut dire ce qu'était au juste l'aspect du paysan limousin au moyen-âge, Aujourd'hui il apparaît d'ordinaire petit, chétif et débile. Encore faut-il distinguer entre le Limousin du bassin de la Loire et celui du bassin de la Garonne. Mais sûrement le paysan de notre région n'a point la stature du Béarnais, ni la corpulence du Normand, ni la solidité du Breton.

Plus important peut-être est le tempérament, puisqu'il engendre le caractère. Mais là encore la diversité des effets est grande. Sur les rares sommets qui dépassent l'altitude de 800 mètres, où le climat est le plus rigoureux et le sol le moins cultivable, le tempérament de l'indigène limousin est généralement sanguin, mais calme et lourd. C'est le froid qui est le grand ennemi, c'est la viande qui est le grand réconfort. Aux environs de 400 mètres, il est plutôt lymphatique et mou, peu porté à l'action et affaibli par l'humidité. Cette humidité détend les fibres de la peau et exige encore un renouvellement fréquent du calorique interne. Par malheur, c'est surtout au régime du petit lait, du pain de seigle, de la bouillie de chataignes et du chou-rave que s'est perpétuée depuis des siècles notre population limousine. Substantiel sous le climat

des basses Cévennes, ce régime est insuffisant à l'altitude de Bourgneuf et de Bugeat. A 200 mètres et au-dessous, le tempérament du paysan limousin est bien près de se confondre avec celui du Poitevin, du Berrichon, de l'Angoumois et du Périgourdin. Il est alors plutôt énergique et sec, entretenu d'ailleurs par une meilleure alimentation.

A l'action du climat et de la nourriture sur le tempérament, il faut ajouter celle qui procède du genre de vie : pastorale et nomade, agricole et sédentaire, suivant les contrées et les époques. Depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours, la grande masse de la population a partagé son activité quotidienne entre ces deux formes. Même au moyen-âge, la pratique de la pêche et des métiers manuels, les occupations militaires et ecclésiastiques ne sont l'apanage que d'un petit nombre de gens. La masse est vouée aux travaux proprement agricoles. C'est seulement à une époque récente et depuis la formation des grands centres de population que les professions industrielles et les occupations cérébrales ont pu modifier le tempérament des hommes de notre région.

Au total, on peut dire que les habitants du Bas-Limousin (Corrèze), celtes et brachycéphales par la race, offrent, grâce à leur position dans le bassin de la Garonne, tous les traits du tempérament et du caractère méridional, tandis que les Limousins du bassin de la Loire (Haute-Vienne et Creuse), dolichocéphales et de race ibérique, sont plutôt des septentrionaux.

Nous n'avons en vue que les populations du passé, assez stables dans leur ensemble et de vie psychique peu intense. Combien plus difficile et plus complexe serait le problème de l'influence du sol sur l'homme si nous avions à considérer les populations du XIX^e siècle, incessamment mêlées par la facilité des communications, vivant sous l'action continue des excitants et des stupéfiants, usant rapidement l'existence dans les labeurs surhumains de l'atelier ou dans les plaisirs de la vie mondaine, se dépensant de mille manières qui tuent la puissance cérébrale et font les hommes vieux à quarante ans, perdant ainsi le bénéfice qu'elles doivent au siècle d'une meilleure hygiène, d'une plus grande sécurité, de moins nombreuses épidémies et d'un plus large confort.

La race est une notion purement physique et morphologique, d'où il est imprudent de prétendre tirer, comme on l'a fait parfois, une notion psychologique et historique. Le « génie » d'un peuple est constitué par un ensemble d'habitudes, de qualités et d'aptitudes qu'expliquent ses occupations, ses institutions, les circonstances de son éducation et de son histoire. Nous ne pouvons donc nous arrêter présentement à cette question.



La présence de l'homme sur notre sol limousin aux temps préhistoriques s'avère de différentes manières :

1° par le squelette humain, de l'époque moustérienne, qui a été découvert, en avril 1908, à la Chapelle-aux-Saints (Corrèze) (1);

2° par les outils de pierre taillée ou polie qui ont été retrouvés en maints endroits (2);

3° par les monuments mégalithiques que l'on rencontre à Arnac-la-Poste, Bessines, Cieux, Cognac, St-Laurent-sur-Gorre, St-Léger Magnazeix, Verneuil, etc. (Haute-Vienne); — à Argentat, Espartignac, Feyt, Obazine, etc. (Corrèze); — à Blessac, Champagnac, Dun-le-Palleteau, La Serre, Bussière-Vieille, La Souterraine, etc. (Creuse) (3);

4° par les noms d'un certain nombre de cours d'eau : l'Aurance l'Auzette, la Ligoure et la Loyre dont l'origine est peut-être ligure; — la Vézère, l'Auvézère et la Couze dont l'origine paraît ibérique; — la Glane, l'Issoire, la Dordogne, l'Ardour et le Dour dont la signification est celtique (4);

5° par les noms de quelques localités tels que *Igoranda* (Eygurande), *Acilodunum* (Ahun), *Rilu* (Limoges), *Cassinomagus* (Chassenon), *Briva* (Brive), *Noiomagus* (Néoux), etc., dont l'origine celtique paraît certaine (5).

A la civilisation préhistorique, ou bien plutôt protohistorique, paraissent appartenir aussi la plupart des souterrains-refuges qu'on a signalés en une centaine d'endroits de notre province sans pouvoir cependant déterminer exactement leur âge (6); — ainsi

(1) Voir les *Comptes rendus de l'Acad. des sciences*, déc. 1908 et fév. 1909.

(2) Voy. M. A. Mastrand, *Le Limousin préhistorique* (1895).

(3) Dans son article sur *Le dolmen du Breuil* (dans le *Bull. de la Soc. arch. du Limousin*, 1908), M. F. Delage établit qu'on peut fixer à quarante-deux, au bas mot, le nombre des mégalithes répandus sur le territoire correspondant au département actuel de la Haute-Vienne.

(4) Voy. Raoul de Félice, *Les noms de nos rivières, leur origine, leur signification* (1907), étude dont les conclusions ont été d'ailleurs vivement attaquées.

(5) Voy. A. Thomas, *De quelques noms de lieux français d'origine gauloise* (dans la *Revue celtique*, t. XX et XXII).

(6) Voy. l'abbé A. Leclerc, *Etude sur les souterrains refuges de l'époque gauloise dans le dép. de la Haute-Vienne* (Bull. Soc. arch. du Lim. XLI (1894); — E. Bombal, *Souterrains refuges du canton d'Argentat et de la Xaintrie* (Bull. Soc. des lettres de Tulle, 1904); — F. Autorde, *Souterrain-refuge de la Ribière* (Mém. de la Soc. des sc. de la Creuse, II (1891-92). Cf. ces mêmes *Mémoires*... I, III, V, VII; — et l'étude d'ensemble sur les souterrains-refuges publiée par M. Fr. Richard dans le *Bulletin du Dolmen-club de Bellac*, 1908, p. 61 à 84.

que les forts vitrifiés du Puy-de-Gaudy, de Châteauneuf et de Thauron qu'on rencontre dans la Haute-Marche (1).

Il semble bien que, dès le temps des Celtes, le Limousin était parsemé d'un grand nombre de petites localités dont plusieurs se révèlent à nous par les substructions que l'on rencontre à Breth, Toul-Ste-Croix, Lupé, Puy-de-Gaudy, Châteauneuf au nord de la Vienne, — Courbefy, Mont-Ceix, La Jalade au sud de cette rivière.

D'autre part, Limoges et sa banlieue, Verneuil-sur-Vienne, Rancon, Châteauponsac, Verneuil-Moustiers, Auziac, Razès, Peyrat-le-Château, Azat-le-Ris, Bret, Evaux, Ahun, Toul-Ste-Croix, Puy-de-Gaudy, Domérot, la Ville-aux-Bois, au nord de la Vienne, — Chassenon, Courbefy, Oradour-sur-Vayres, Pierre-buffière, Les Cars, Brive, Tintignac, Ussel, au sud de la même rivière, montrent souvent des ruines celtiques au-dessous de ruines romaines.

* * *

Le chiffre de la population d'un pays est un élément indispensable à l'appréciation des événements historiques et des faits sociologiques. Au recensement de 1901, le Limousin, dans les limites qu'il possédait au temps de César, comptait 1.125.000 habitants (2), ce qui est un chiffre bien faible en regard de celui que fournirait un territoire de même étendue pris dans l'extrême nord de la France.

Ce chiffre est, en tout cas, de beaucoup supérieur à ceux que l'on peut admettre pour le passé. En prenant le cinquième des totaux

(1) Voy. F. Autorde, *Les forts vitrifiés de la Creuse* (Troisième congrès préhistorique de France, 1907). L'auteur évite de se prononcer sur leur date, mais il soutient avec beaucoup de vraisemblance que « les vitrifications rencontrées dans les forts creusois n'ont pas été obtenues sur place, on ne les y trouve que parce qu'elles y ont été transportées pour servir de matériaux de construction. » Ce sont des décompositions ignées de granite, provenant de foyers agencés pour produire une température extrêmement élevée en vue d usages industriels.

(2) Nous établissons ce chiffre comme suit :

Dép. de la Haute-Vienne	381.753
— de la Corrèze	318.422
— de la Creuse	277.831
Arrond. de Nontron (Dordogne) ..	81.909
— de Confolens (Charente) ...	65.201

Total 1.125.116

Le contingent de 10.000 hommes que les Lémovices envoyèrent à Vercingétorix ne peut guère servir à contrôler ce chiffre.

que nous avons établis pour le Massif central d'après les travaux de M. E. Levasseur, nous devons conclure qu'au temps de César le Limousin ne comptait guère que 200.000 habitants : qu'il en possédait tout au plus 320.000 à la fin de la période romaine; au moins 400.000 sous Charlemagne; — environ 700.000 avant la guerre de Cent ans; 660.000 après ce long désastre; — 700.000 à la fin du XVII^e siècle, 800.000 à la veille de la Révolution. Depuis lors la progression a été presque sans arrêt.

Est-ce à dire qu'elle a été rapide ? Tant s'en faut. Dans le passé, la misère du bas peuple, l'insalubrité des villes, la fréquence des épidémies, l'incessante mortalité des nouveaux-nés à peine compensée à certains moments par la surprenante fécondité des mariages, sont autant de causes historiques, plus actives chez nous que dans les Flandres ou la Normandie, et qui ont retardé le développement progressif de la population. Dans le présent c'est plutôt l'émigration des paysans de certains cantons et le célibat d'une foule d'hommes qui amènent ce retard, si d'ailleurs ce n'est pas la stérilité voulue des mariages. Dans les départements de la Haute-Vienne et de la Creuse on comptait en moyenne, au recensement de 1891, de 3 à 2 enfants par famille; de 2 à 1 seulement dans le département de la Corrèze !

Le mode de supputation que nous avons suivi pour les temps éloignés prête à la critique. Plus les peuples sont incultes, moins ils sont denses. On estime qu'il faut, pour vivre, environ 150 kil. carrés à chacun des membres d'une peuplade chasseresse de l'Amérique septentrionale. A ce compte notre Limousin n'aurait guère possédé que 130 habitants à la fin de la civilisation paléolithique. Ici le chiffre est manifestement trop faible. Résignons-nous à ne rien savoir de précis sur ces âges lointains.

A nous en tenir à la densité spécifique, le département de la Haute-Vienne comptait, au recensement de 1901, 68.7 habitants par kilomètre carré; celui de la Corrèze 54.1; celui de la Creuse 49.50, — chiffres bien faibles si on les compare à ceux qu'accusait le département du Finistère (109), celui du Rhône (294), ou celui du Nord (323).

Ce qui importe autant que la densité de la population, c'est sa répartition. Elle a toujours été fort inégale; relativement serrée au voisinage des villes comme Limoges, Tulle, Brive, Aubusson, Guéret, ou dans les vallées de la Vienne, de la Vézère et de la Dordogne, elle apparaît comme clairsemée au Plateau de Millevaches, dans les Monédières et dans les vallées de la Gartempe et de la Creuse.

Depuis le moyen âge cette inégalité s'est encore accentuée sous l'influence de l'attraction qu'ont exercée beaucoup de villes comme centres d'administration ou ateliers de petite industrie. Mais c'est au XIX^e siècle seulement que cette attraction a produit au profit de Limoges les grands effets que l'on sait, encore que les conditions d'hygiène et de salubrité y soient peu favorables à la prolongation de la vie humaine.

IV

Circonscriptions civiles et politiques

depuis le I^{er} siècle avant J.-C. jusqu'au X^e siècle de l'ère chrétienne

Le *Pagus major* ou Pays limousin, les *Pagi minores*, le comté de Limoges. — Les vicairies, les centènes, les pagi administratifs. — Rattachement du Limousin à divers royaumes (1).

Nous connaissons maintenant les reliefs et les creux du sol, la direction des rivières et des montagnes. Sur cette géométrie de la nature, l'homme a tracé la sienne, en corrélation mais non en concordance avec la première : les Romains ont tracé leurs *pagi minores* ; les Mérovingiens et les Carolingiens leurs vicairies, leurs centènes ; la Féodalité ses fiefs de tout nom ; l'Eglise ses diocèses, ses archidiaconés, ses archiprêtres ; la Royauté ses sénéchaussées, ses bailliages, ses élections ; la Révolution ses départements, ses districts (ou arrondissements), ses cantons. Il nous faut maintenant passer toutes ces circonscriptions en revue.

Le territoire occupé par la peuplade des Lémovices devint dans l'organisation romaine la *civitas (orbis ou pagus) Lemovicum*, sans changement de limites, autant qu'on peut l'induire. Les Lémovices au temps de leur indépendance paraissent avoir été régis par une oligarchie qui maintenait soigneusement la forme républicaine. Les Romains lui substituèrent le gouvernement d'un sénat et de *duoviri*, de *quatuorviri*, de *quæstores* (2).

Rien ne prouve qu'au temps des Celtes les centres d'habitation fussent répartis entre un certain nombre de circonscriptions fixes.

(1) Voir la carte du *Pagus Lemovicinus* dressée par Max. Deloche et les cartes générales dressées par M. Longnon pour cette époque.

(2) Comme nous étudions principalement les territoires, nous ne pourrions parler que brièvement des institutions et des pouvoirs qui leur étaient préposés.

Seulement, de ci de là, sans continuité, quelques petites régions naturelles avaient reçu des dénominations populaires que l'administration romaine, savante et méthodique, multiplia plus tard pour en faire autant de divisions territoriales. Par elle le *Pagus Lemovicum major* (autrement dit la *Civitas Lemovicina*) fut subdivisé, sans doute progressivement, en *PAGI MINORES*.

On en connaît dix-huit dont beaucoup remontaient peut-être aux temps antérieurs à l'Empire romain. C'étaient ceux de Rancon, Puy d'Arnac, Beynat, Brive, Saint-Dizier (?), Chambon en Combraille, Chamboulive, Yssandon, Jocondiac (auj. Le Palais), Châlus-et-Ligoure, La Montagne, St-Georges-Nigremont, Rouffiac, La Xaintrie, Solignac, Turenne, Uzerche, Vallière (1).

A partir du VI^e siècle apparaissent les circonscriptions des Mérovingiens. La cité romaine est devenue comté et se subdivise au moins en 50 VICAIRES administratives (*vicaria* ou *ministerium*) dont les noms se retrouvent aujourd'hui, pour plusieurs, dans ceux de nos chefs-lieux de canton (2). Les voici selon l'ordre alphabétique :

Aixe*, Altillac, Argentat*, Auriac,
 Bar, Beynat*, Brillac, Brive*,
 Chabonais*, Chamboulive, Chassenon, Chasteaux, Chervix,
 Cousages, Cursac,
 Darazac, Espagnac (ou Forgès), Esse,
 Feix-Feyte, Flavignac, Fursac,
 Juillac*, Limoges*, Lubersac*,
 Meuzac, Nantiat*, Naves, Noblac*, Nontron*,
 Peyrat, Peyrilhac, Perpezac-le-Blanc, La Péruse, Puy-d'Arnac,
 Rouffiac, Rosiers, Seilhac*, Sérilhac, Sornac*, Saint-Georges-Nigremont, Saint-Julien-aux-Bois, Saint-Privat*,
 Tarnac, Treignac*, Turenne,
 Uzerche*, Vallière, Le Vert, peut-être aussi Vignols.
 Yssandon (3).

(1) Les petits *pagi* se subdivisaient en *vici* où s'élevaient, suivant les besoins de la défense et les accidents du sol, des *oppida* fortifiés dont le relevé n'a pas encore été fait.

(2) Nous marquons d'un astérisque les localités qui ont aujourd'hui rang de chef-lieu de canton.

(3) M. Deloche, *ouv. cité*, p. 55. — La vicairie de Dun-le-Palleteau que M. R. de Lasteyrie a cru reconnaître, est Dun-le-Roi en Berry (Voy. Ant. Thomas, *Annales du Midi*, 1889. p. 86). Celle de Moneys près Hautefort que M. Champeval a signalée, n'est pas, à bon droit d'ailleurs, comprise dans le relevé de M. Deloche. Par contre, l'auteur a admis trop légèrement une vicairie de Selabu-

Après la disparition de tout pouvoir central, les vicairies administratives, privées de leurs chefs, n'eurent plus guère de fonction effective. Néanmoins elles persistèrent, en tant que dénominations d'usage, jusque vers la fin du XI^e siècle, comme sous l'ancien régime les noms de provinces.

Au VIII^e siècle, les vicairies avaient été subdivisées en CENTÈNES, circonscriptions purement militaires qui prirent fin de bonne heure et dont quatre seulement nous sont connues — Nontron, Tarnac, Le Vert et Vignols — situées toutes au sud de la Vienne.

La plupart des *Pagi majores* furent subdivisés par les Carolingiens, aux IX^e et X^e siècles, en *pagi* administratifs, qui groupèrent plusieurs vicairies, mais disparurent presque tous pendant le XI^e siècle au profit du comte de la ville épiscopale. Il y en eut quatre dans le comté de Limoges, d'inégale étendue, dénommés par leurs chefs-lieux : Limoges, Nigremont, Uzerche et Turenne (1). Ces quatre circonscriptions ne furent sans doute pas sans influence sur la délimitation des premières vicomtés du Limousin au cours du X^e siècle (2).

* *

C'est ici le lieu de rappeler à quelles circonscriptions plus vastes le Limousin fut successivement rattaché pendant les premiers siècles de son histoire.

Membres, au IV^e siècle avant l'ère chrétienne, de cette confédération de la Gaule centrale dont les Eduens et les Arvernes furent tour à tour les chefs, les Lémovices furent, dans la *Gallia nova* de César, au nombre des quarante-trois cités de la Gaule dites tributaires (par opposition aux quatre cités alliées et aux douze cités libres). Plus tard ils furent englobés dans la Grande Aquitaine (l'une des provinces dites impériales), puis dans l'Aquitaine I (ch.-I. Bourges).

Pendant le haut moyen âge, le Limousin a appartenu en droit, sinon toujours en fait :

nac ou Esclabonac, identifiée avec Salagnac (Grand-Bourg de), dont M. Ant. Thomas avait pourtant démontré l'inanité (*Annales du Midi*, 1889, p. 54). Quant à la vicairie d'Espagnac la question reste en suspens de savoir si elle était ou non distincte de celle de Forgès. — En 1903 M. Victor Forot, ingénieur civil, a publié sur la vicairie de Naves un travail de 55 pages qui ne répond guère aux exigences du sujet.

(1) Voir Longnon, *Atlas histor. de la France*, planche IX, époque carolingienne.

(2) Voir ce que nous disons, au chapitre VI, de la vicomté de Turenne d'après M. W. Sickel.

De 419 (en réalité de 472) à 507, à l'empire des Wisigoths (cap. Toulouse); c'est alors que le Pays limousin est réduit à une position politiquement subordonnée, qu'il conservera jusqu'à la fin du moyen âge et même jusqu'à la fin de l'ancien régime;

De 507 à 511, au royaume franc de Clovis (cap. Tournai);

Après le partage de 511, au premier royaume de Neustrie (cap. Soissons);

Après le partage de 567, au second royaume de Neustrie (cap. Soissons);

Après la mort de Chilpéric II, 584, au royaume aquitain de Gondevald qui avait été proclamé à Brive;

Après la mort de Gondevald, 585, au royaume austrasien de Childebart II (+ 596) et peut-être à celui de son fils Théodebert II (+ 612);

De 613 à 628, au domaine aquitain de Clotaire II;

De 628 à 630, à celui de Dagobert I;

De 631 à 672, au premier royaume d'Aquitaine constitué par Dagobert (cap. Toulouse);

En 673, au duché wasco-aquitain ou duché de Toulouse de Lupus.

De 674 à 744 (1), au premier duché d'Aquitaine (cap. Toulouse);

De 744 (2) à 778, au royaume austrasien de Pépin le Bref et de Charlemagne (cap. Aix-la-Chapelle);

De 778 à 877 (3), au second royaume d'Aquitaine (cap. Toulouse);

De 877 à 918, au comté de Toulouse possédé par le comte Eudes;

En 918, au second duché d'Aquitaine (cap. Poitiers).

L'orientation politique a donc singulièrement varié pour le Limousin. De Toulouse à Aix-la-Chapelle la distance est grande. Entre ces deux points extrêmes, le Limousin s'est fixé finalement sur Poitiers, sans que l'histoire puisse dire au juste par suite de quels événements.

(1 et 2) Cette date est contestée par quelques historiens, qui préfèrent celle de 768. En tout cas, dans le partage qui eut lieu en 768, à la mort de Pépin le Bref, entre ses deux fils, l'Austrasie, la Neustrie, la Gascogne, l'Aquitaine II etc., furent attribuées à Charles; la Septimanie, l'Aquitaine I (par conséquent le Limousin), la Provence, la Bourgogne furent données à Carloman. Cet état de choses ne dura guère que trois ans et disparut avec Carloman en 771. — Dans l'intervalle qui sépare la chute du premier duché (si on la place en 744) et l'érection du second royaume d'Aquitaine, la vraie capitale du pays d'entre Loire et Garonne paraît avoir été Bourges. (Pour la bibliographie de toute cette question voir notre histoire du *Massif central*, I, 143).

(3) De 781 à 877 ou encore de 781 à 884, d'après quelques historiens, selon que l'on tient compte ou non de certains faits.

La liste des comtes de Limoges institués par les rois francs (1) ou les ducs aquitains a été jusqu'ici encombrée d'un grand nombre de noms douteux. M. R. de Lasteyrie a prouvé (2) qu'il n'y avait d'authentiques et de certains que les suivants : Nonnichius + 582; Terentius + 586; Barontius, 630 et 632; Lantarius, 732; Roger, 778; Ratier, 839; Raymond, 855 et 864; Bernard, 864-875; Eudes, 875-918. Les trois derniers étaient, en même temps, comtes de Toulouse.

(1) Le mot *comitatus* qui, sous les Mérovingiens, « désignait plutôt la fonction du comte, devint au VIII^e siècle un terme géographique et désigna le territoire qu'un comte administrait ». (Fustel de Coulanges, *Des transform. de la royauté*.... p. 416).

(2) *Etudes sur les comtes et vicomtes de Limoges antérieurs à l'an 1000*. — (Paris, 1874).

V

Circonscriptions ecclésiastiques

Le diocèse de Limoges, les archidiaconés, les archiprêtres, les paroisses. — Les principales institutions du diocèse de Limoges. — Le diocèse de Tulle. — Les monastères et prieurés. — Les grandes circonscriptions monastiques. — Les collectories de la papauté (1).

Après la chute de l'Empire, la langue littéraire des Romains, leur droit, leur religion officielle, quelques-unes même de leurs institutions et de leurs circonscriptions se perpétuèrent par le Clergé. Ainsi le diocèse de Limoges, qui remonte par convention des historiens au milieu du III^e siècle, adéquat à ce Pays des Lémovices que saint Martial venait d'évangéliser. Au VII^e siècle, il fut diminué du territoire de Jumillac-le-Grand, que lui ravit le diocèse de Périgueux; avant le XII^e, du territoire de Crocq, passé au diocèse de Clermont (2). Par contre, il s'augmenta vers le VII^e siècle du territoire d'Evaux, enlevé au diocèse de Bourges. Il était l'un des huit membres de la province ecclésiastique d'Aquitaine I, qui avait pour chef-lieu Bourges. Un nouveau membre fut créé à ses dépens, en 1317-18, par l'institution du diocèse de Tulle, sur lequel nous reviendrons.

Depuis la fin de la période mérovingienne, le diocèse se subdivise en archidiaconés. Les seuls dont on rencontre les noms sont ceux de Vigemois, Aubusson, Chénérailles, Ayen, Saint-Junien, Brivezac, Limoges, Bénévent, Combraille, Meymac, Malemort et Nontron. Les six derniers existaient seuls en 1258. Les archidiaconés furent supprimés, on ne sait pourquoi, en janvier 1477 (n. st.). Le seul maintenu fut celui de l'église cathédrale (3).

(1) Voir les *Cartes du diocèse de Limoges* dressées par Nolin (1773), Cornuau (1782), etc.

(2) Et peut-être aussi, vers le sud, d'un certain nombre de paroisses de la vicairie de Rouffiac passées au diocèse de Clermont, — et de diverses autres paroisses de la vicairie du Vert passées au diocèse de Cahors (Max. Deloche, *Etudes citées*, p. 89).

(3) Nadaud, *Pouillé du diocèse*, édit. Lecler, p. 25. — Dans l'*Etat du dioc. de Tulle* en 1755-58, que nous citons plus loin, on trouve une mention

Les archidiaconés se subdivisaient en archiprêtres, lesquels ne semblent pas, en Limousin, antérieurs au XII^e siècle. Il n'y eut primitivement qu'un seul archiprêtre pour tout le diocèse. Les plus anciennes subdivisions connues de cette circonscription unique sont celles de La Porcherie et St-Junien en 1106, Lubersac en 1114, Gimel en 1117; mais ces dates ne sauraient être considérées comme celles de leur institution. Au XIV^e siècle, après l'érection de l'abbaye de Tulle en évêché, il n'y eut plus que dix-huit archiprêtres (au lieu de dix-neuf) qui persistèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime, répartis comme suit :

Limoges au centre;

Combraille (ch.-l. Lupersat), Anzême, Bénévent et Rancon au nord;

St-Junien (ou de la Marche), Nontron et La Meyze à l'ouest;

Lubersac, Vigéois, Brive, Brivezac et Gimel au sud;

St-Paul, La Porcherie, St-Exupéry, Chirouze et Aubusson (ch.-l. Néoux) à l'est (1).

Leur territoire ne correspondait sûrement pas à celui des circonscriptions civiles antérieures. Il n'y a point non plus d'identification parfaite entre les archiprêtres de Combraille ou de la Marche et les deux seigneuries de ce nom. Quatre archiprêtres seulement, ceux de Limoges, Nontron, Lubersac et Brive, avaient même chef-lieu, mais non même étendue, que les vicairies du haut moyen-âge.

Les chefs-lieux de quelques-uns de nos dix-huit archiprêtres ont changé, mais non leurs limites, sauf au moment de la constitution du diocèse de Tulle, qui fut prélevé sur les archiprêtres de Vigéois, Brive, Brivezac et Gimel.

Chacune de ces circonscriptions a eu son histoire, un peu diffé-

assez obscure : « L'archidiaconé de Goules, dont l'archidiacre sert au diocèse de Limoges et non à celui de Tulle, mais imposé pour le revenu qu'il percevait de Goules, comme faisant anciennement son premier titre d'archidiacre ». L'éditeur de ce document, M. l'abbé Poulbrière, n'a pas expliqué cette mention. — Quant à l'archidiaconé de Tornès que l'on rencontre très anciennement, son siège aurait été placé à Martel, d'après MM. Longnon et Champeval, mais au profit seulement des paroisses du Quercy qui dépendaient féodalement de la vicomté de Turenne.

(1) Nous les énumérons dans un ordre différent de celui qu'a adopté Max. Deloche dans son mémoire intitulé : *Les archiprêtres de l'ancien diocèse de Limoges depuis le XII^e siècle jusqu'en 1790*. (Bull. de la Soc. des lettres de Tulle, 1898, p. 407 et ss.). — Quant aux archiprêtres de Seilhac, Perpezac, Noailles, Ségur, Balledent, Ceyroux, Guéret, Lussac, Bussière, Chambon et Le Lonzac, allégués par quelques auteurs, ou bien ils n'ont jamais existé, ou bien ils se confondent avec ceux que nous avons dénommés.

rente de celle de l'archiprêtré voisin. Max. Deloche l'a esquissée dans le mémoire indiqué (1).

En raison de leur fonction administrative et de l'esprit conservateur du clergé, les territoires ecclésiastiques se sont mieux maintenus à travers les siècles que ceux de la féodalité et de la royauté. Les chapitres qui suivent seront la démonstration indirecte de ce fait capital.

Au cours du IV^e siècle et plus certainement au V^e, chaque diocèse commença à se subdiviser en paroisses urbaines et rurales, à mesure que se construisaient des églises (*basilicæ, oratoria*) : ici par les soins de l'évêque, là par ceux d'un grand propriétaire, ailleurs par le zèle d'un ermite ou d'une communauté de moines. Au temps de Grégoire de Tours, Uzerche et Brive avaient des églises paroissiales; d'autres localités encore, dont mention n'a pas été faite par les annalistes du haut moyen-âge. Puis naquirent celles de : St-Yrieix, Le Dorat, St-Junien, Eymoutiers, St-Léonard, Tulle, Obazine, Ahun, Chambon, Guéret, etc.

Dans le diocèse de Limoges comme dans ceux de Clermont, Le Puy et Viviers, le plus grand nombre des paroisses paraît avoir été formé par le groupement des domaines agricoles existant. Durant le haut moyen-âge plusieurs de ces paroisses prirent le nom du saint patron de leur église. *Comodoliacum* devint St-Junien; *Alanum*, St-Yrieix; *Nobiliacum*, St-Léonard; *Belagum*, St-Privat; *Noniacum*, St-Julien-le-Vendômois; *Avolca*, St-Viance; *Mourdegolum*, St-Pardoux etc.

D'autres localités ont aussi changé de nom, mais pour des raisons différentes que nous connaissons le plus souvent. Ainsi *Augustorilum* est devenu Limoges; *Acilodunum*, Moutier-d'Ahun; *Salaniacum*, le Grand-Bourg; de même *Scolorium*, Le Dorat (2); *Andecamulum*, Rancon; *Segonzolelas*, Bénévent-l'Abbaye; *Vellinus*, Beaulieu; *Orbaciacus*, Le Saillant, etc. (3).

On n'est point d'accord sur le nombre des paroisses du diocèse de Limoges à la fin de l'ancien régime. D'après Hugues du Tems, qui écrivait en 1775 (4), il comptait 868 cures (et ce terme semble synonyme de paroisse). D'après la carte dressée par Cornuau

(1) Cf. les additions et rectifications que l'auteur a lui même apportées à son mémoire dans le même *Bulletin*, 1899, p. 237 et ss.

(2) Ce nom apparaît pour la première fois dans un acte de 1111 au Cartulaire de Vigeois (édit. Montégut, p. 139).

(3) Voir la carte de M. Deloche.

(4) *Le Clergé de France*. III (1775), p. 244 — Cf. le Mémoire de M. de Bernage (1698) qui parle de 850 cures.

en 1782, il en comptait 916 ; mais la *Feuille hebdomadaire de Limoges* qui a accepté ce chiffre (en le ramenant cependant à 914) (1), explique que cinquante-neuf de ces paroisses étaient situées dans les villes, le reste, soit 855, dans les campagnes. — Nous nous arrêtons de préférence au chiffre de Hugues du Tems, parce qu'il est corroboré par celui du Pouillé dressé sous Mgr. d'Argentré en 1773.

Sur ces 868 paroisses, 711 étaient desservies par des prêtres séculiers ; 96 appartenaient à des réguliers et 61 à l'ordre de Malte. L'évêque diocésain nommait seulement à 363 cures, les 505 autres étant à la nomination de divers abbés et seigneurs (2).

Au moment de la Révolution le diocèse de Limoges comprenait outre les départements actuels de la Haute-Vienne, de la Creuse et de la Corrèze dans leur totalité, une partie de ceux de la Dordogne (8 paroisses de l'arr. de Périgueux et 26 de l'arr. de Nontron), de la Charente (38 par. de l'arr. de Confolens), de l'Indre (7 par.) et de la Vienne (3 par.) (3).

A la tête du diocèse était placé l'évêque, qui tenait ses pouvoirs tantôt de l'élection par les prêtres, tantôt du pape, tantôt du pape et du roi, suivant les temps. Au près de lui, le chapitre des chanoines de la cathédrale exerçait des pouvoirs administratifs étendus. Mais les conflits étaient fréquents et forment une partie de l'histoire ecclésiastique du moyen-âge.

Nous ne savons pas grand chose des synodes du clergé qui se tenaient deux fois l'an au chef-lieu du diocèse. En 1519, un petit nombre seulement des bénéficiers sont tenus de s'y présenter personnellement :

Onze abbés : St-Martial, St-Augustin et St-Martin à Limoges, Solignac, Uzerche, Vigéois, Lesterps, Beaulieu, Meymac, Ahun et Le Dorat ;

Trois doyens de chapitres : St-Germain-les-Belles, St-Yrieix et La Chapelle-Taillefer ;

Six prévôts de chapitres : Eymoutiers, Chambon-Ste-Valérie, Eaux, Brivezac, La Souterraine et St-Vaury ;

(1) Année 1783, p. 176.

(2) Une des curiosités de notre sujet, ce sont les paroisses alternantes (ou, comme on disait alors, alternatives), situées sur les confins du diocèse et qui appartenaient tantôt à celui de Limoges, tantôt à celui d'Angoulême ou de Périgueux (par ex. Massignac). Cette alternance résultait évidemment d'une transaction intervenue à la suite d'une contestation sur l'appartenance première de ces paroisses.

(3) Max. Deloche dans *Bull. de Tulle*, 1899, p. 239.

Dix prieurs : Bénévent, St-Gérald-lez-Limoges, Brive, Aureil, Le Chalard, St-Léonard de Noblat, Les Salles-Lavauguyon, Bort, Port-Dieu et St-Angel.

La Chambre ecclésiastique du diocèse (appelée aussi Bureau des décimes) ne fut instituée qu'en 1615-16. A l'origine elle comptait six membres, plus l'évêque et son vicaire. En 1646, elle en possédait douze; elle n'en avait plus que sept en 1728, et moins encore à certaines dates du XVIII^e siècle. Elle avait pour attributions la répartition et la levée des décimes ecclésiastiques, du don gratuit et autres impositions de ce genre, sous le contrôle et la dépendance des Assemblées générales du clergé instituées au milieu du XVI^e siècle (1).

Quant au greffe des insinuations ecclésiastiques il remontait à l'édit royal de mars 1554 (n. st.), et fonctionna sans interruption jusqu'à la Révolution.

La statistique des autres institutions ecclésiastiques du diocèse n'a pas encore été faite d'une façon définitive. Au moyen-âge ce sont les confréries de dévotion qui dominent, car il n'y a guère de paroisse qui n'ait la sienne. Sous l'ancien régime on en compte encore quelques douzaines, sans oublier une cinquantaine de confréries de charité et environ 80 compagnies de pénitents nées presque toutes au XVII^e siècle.

Les communautés de prêtres de paroisses, (dites aussi prêtres communalistes), dont la plupart remontent au XV^e siècle, étaient également fort nombreuses. Il y en avait encore 114 vers la fin du XVIII^e siècle.

Jusqu'à la Révolution le clergé a conduit deux grands services : l'assistance, qui comptait une trentaine d'hôpitaux dans le diocèse, sur 85 qui avaient existé çà et là, — et l'enseignement, qui était encore représenté par neuf collèges, sur vingt qui avaient été fondés en divers endroits.



Le diocèse de Tulle, créé par un pape d'Avignon Jean XXII, (bulles d'août 1317 et février 1318) comptait originairement 50 paroisses (plus tard 52 et même 55), prélevées sur les archiprêtres de Vigéois, Brive, Brivezac, Gimel, aux dépens du diocèse de Limoges.

Les plus importantes étaient Tulle, Argentat, et Mercœur.

Malgré son exigüité, ce diocèse eut ses organes administratifs et

(1) Voy. C. Rivain, *Notice sur la Chambre eccles. du dioc. de Limoges*. (Invent. des arch. dép., série G).

ses institutions ecclésiastiques en propre : un chapitre cathédral, une officialité, un séminaire, un collège tenu par les Jésuites, un greffe des insinuations, un bureau des décimes. Il comptait une abbaye d'hommes, celle de N.-D. de La Valette, et une dizaine de communautés plus modernes, d'hommes et de femmes (1).

. . .

Quelques monastères qui remontaient aux siècles du haut moyen-âge disparurent de bonne heure, comme Ambazac, St-André in *Raliastlo*, St-Michel-de-Pistorie, St-Paul-dans-les-Murs;— ou se transformèrent en chapitres de chanoines comme St-Yrieix, Moutier-Roseille, Eymoutiers, Le Dorat, St-Junien.

Au cours du moyen-âge féodal les abbayes du diocèse se répartissent comme suit :

à Limoges (cité, château ou banlieue) : St-Martial, St-Martin, St-Augustin, La Règle (femmes);

dans le Haut-Limousin, les abbayes de : Solignac, Le Palais, Bœuil, les Alloix (femmes);

dans le Bas-Limousin, les abbayes de : Beaulieu, Bonnaigue, Bonnesaigne (femmes), Dalon (passé au Périgord), Meymac, Obazine, Vigéois et Uzerche;

dans la Haute-Marche, les abbayes de : Ahun, Aubepierre, Bénévnt, Bonlieu, Grandmont, Prébenoit;

dans la Basse-Marche, les abbayes de : La Colombe, Lesterps, Le Dorat.

Quant aux monastères qui avaient seulement rang de prieurés, ils étaient fort nombreux au moyen-âge, environ deux cents. Nous ne citerons que ceux qui ont eu une réelle importance historique : Aureil, L'Artige, St-Léonard, Le Chalard, Tarn, en Haut-Limousin ;

Brive, Bort, Port-Dieu, St-Angel, Turenne, en Bas-Limousin ;

Aubusson, Felletin, Guéret, Anzême, Le Dognon, Magnac (-Laval), Chambon, dans la Marche ou la Combraille;

Nontron, en Périgord;

Les Salles, Rochechouart, Boubon (femmes), en Poitou.

Quelques-uns de ces prieurés et abbayes se sécularisèrent de bonne heure, c'est-à-dire qu'ils se transformèrent en chapitres de chanoines ou églises collégiales : Le Dorat au XIV^e siècle, St-

(1) Voy. l'*Etat du diocèse de Tulle en 1755-58* (dans le *Bull. Soc. des lettres de Tulle*. 1889, p. 415). Le *Mémoire* de M. de Bernage (1698), qui place les abbayes de Bonnaigue et de Bonnesaigne dans le diocèse de Tulle, commet une erreur.

Martial de Limoges en 1537, Brive en 1610, St-Léonard en 1691, Uzerche en 1745.

Les neuf autres chapitres étaient ceux de : St-Etienne (cathédral), St-Junien, Eymoutiers, tous trois sur les bords de la Vienne; — Moutier-Roseille (transféré à Aubusson en 1673) et La Chapelle-Taillefer (transféré à Guéret en 1762), tous deux dans la Marche; — St-Yrieix, St-Germain-les-Belles, Turenne et Noailles, tous quatre en Bas-Limousin.

Au XIII^e et au XIV^e siècles furent instituées les officialités : la première à Limoges (av. 1221), la seconde à Tulle (av. 1308); puis deux autres à Guéret et à Chénérailles pour les pays de droit coutumier. Quand celle de Tulle restreignit son action au nouveau diocèse, on créa l'officialité de Brive dont le ressort s'étendit sur ce qu'on appela plus tard le Bas-Limouin, celle de Limoges se réservant le Haut-Limousin. Quant à l'officialité de Guéret, sa juridiction s'étendait exactement sur les archiprêtres d'Anzême, de Bénévent, de Rancon et de St-Junien; celle de l'officialité de Chénérailles sur les archiprêtres d'Aubusson, de Combraille et de Chirouze.

. . .

Les ordres monastiques (*religiones*) divisaient (et divisent encore) les Etats où ils s'établissaient en grandes circonscriptions distinguées l'une de l'autre ordinairement par le nom de leurs chefs-lieux respectifs, ou par celui du plus important des territoires inclus. Sans grand souci des circonscriptions préexistantes, ils ne consultaient que leurs propres convenances, comme fit plus tard la royauté dans l'établissement de ses généralités de finances. Nous ne nous arrêterons qu'aux principaux de ces ordres.

L'ordre de Grandmont, institué par un noble auvergnat, saint Etienne de Thiers, au commencement du XII^e siècle, avait sa maison-mère dans le comté de la Marche, au diocèse de Limoges. Il avait groupé ses maisons ou « celles » en neuf *visitations* (1). La IX^e, dite visitation d'Auvergne, englobait la plupart des maisons grandmontaines du diocèse de Limoges (2).

Les circonscriptions de l'ordre de Cluny s'appelaient soit provinces soit *chambrieres*. Au XIII^e siècle le diocèse de Limoges

(1) Cf. Dom Beaunier, *Rec.histor. des archevêchés....* Introduction, (1906) p. 185 et ss.

(2) « Saint Etienne avait expressément défendu d'admettre des monastères de femmes. Quatre maisons du diocèse de Limoges lui furent néanmoins affiliées : Aubepierre, La Drouille-Noire, La Drouille-Blanche et Le Chatenet ».

était compris presque tout entier dans la *Cameraria Arvernensis*. A partir du XVI^e, la province de Lyon et la chambrerie d'Auvergne ne forment plus qu'une seule et même circonscription (1).

Les Hospitaliers de St. Jean de Jérusalem (nommés plus tard chevaliers de Rhodes, puis chevaliers de Malte au XVI^e siècle), prirent pied chez nous au XIII^e siècle. Ils appelèrent *langues* les principaux groupes de leurs commanderies ou préceptories. La « vénérable langue d'Auvergne », beaucoup moins étendue que les deux autres, couvrait toute la France centrale et ne formait qu'un seul grand-prieuré. Son chef-lieu ne fut placé à Bourgueuf qu'en 1313, puis à Lyon vers 1750. Elle ne comportait qu'un seul grand-bailliage dont le chef-lieu, institué vers 1470, ne fut transféré à Bourgueuf qu'en 1789.

Les Templiers avaient eu eux aussi une circonscription appelée « langue d'Auvergne », qui semble avoir englobé tout le diocèse de Limoges. Elle se fondit en 1313 dans celle des chevaliers de Rhodes.

Au milieu du XIII^e siècle, l'ordre de saint Dominique qui avait fixé son centre à Toulouse comptait trois *provinces* : celle de Lyon couvrait le Lyonnais, l'Auvergne et le Limousin. Quand on eut constitué une quatrième province sous le nom de Languedoc, au XIV^e siècle, on lui adjoignit le Limousin.

Dans l'organisation lentement élaborée de l'ordre des Jésuites, le royaume de France représentait une « assistance » qui se subdivisait en *provinces*. Marche et Limousin furent attribués à la province de Guyenne constituée dès 1564.

En ce qui touche la congrégation de St-Maur, qui représentait une réforme de l'ordre de saint Benoist entreprise au commencement du XVII^e siècle, elle fit entrer le Limousin et la Marche dans la *province* de Chézal-Benoist (près Bourges) (2).

L'ordre de Fontevault avait quatre *provinces* : celle d'Auvergne englobait le Limousin tout entier. Ses plus célèbres prieurés, consacrés spécialement à l'éducation des jeunes filles nobles, étaient pour le diocèse de Limoges ceux de Boubon et Blessac (3).

A relever enfin qu'au XVIII^e siècle l'abbaye d'Uzerche en Bas-Limousin était le chef-lieu de la Congrégation des religieux de l'ordre de saint Benoist exempté de la juridiction des généraux en France.

* *

Au milieu du XIV^e siècle, pour régulariser la levée des taxes multiples qu'elle percevait en France sous le nom de décimes,

(1) Cf. Dom Beaunier, *rec. cité*, p. 1 et ss.

(2) *Ibid.*, p. 90 et ss. 62 et ss,

(3) *Ibid.*, p. 215 et ss.

annates, droit de dépouille, subsides caritatifs, cens et vacants, la papauté d'Avignon, ou mieux la Chambre apostolique divisa le royaume en collectories que nous devons également signaler ici. Ces circonscriptions avaient sur celles de la royauté l'avantage d'une plus grande uniformité, parce qu'elles ne tenaient pas compte des territoires de la féodalité. En 1352, les diocèses de Bourges et Limoges forment une seule collectorie; celui de Tulle est rattaché à la collectorie de Cahors, Rodez, etc. (1). Quoique le nombre de ces circonscriptions ait oscillé entre 13 et 17, il n'y eut longtemps rien de changé pour nos deux diocèses, jusque vers l'année 1382, où le diocèse de Tulle fut placé dans la même collectorie que ceux de Limoges et de Bourges (2). — Nous ne savons rien de ces circonscriptions pour les siècles postérieurs.

(1) On en trouve la carte exacte, pour deux dates différentes, dans le récent ouvrage de MM. Samaron et Mollat, *La fiscalité pontificale en France au XIV^e siècle* (1905. Fasc. 95 de la *Bibl. des Ec. franc. d'Athènes et de Rome*). L'importance du sujet pour l'histoire provinciale se devine par ces seules lignes du chapitre III (p. 69) : « Le nombre des circonscriptions financières pontificales en France au XIV^e siècle fut de beaucoup plus considérable que dans aucun pays de la chrétienté. Bien plus, il fut toujours égal, sinon supérieur, au nombre des circonscriptions de tous les autres pays du monde chrétien réunis ».

(2) Voir la seconde carte de M.M. Samaron et Mollat, que contredit, par inadvertance sans doute, leur texte de la page 74, ligne 10 et ss. — Ce rattachement de Tulle à la même collectorie que Limoges nous semble une conséquence de la grande réforme de ces circonscriptions faite le 2 oct. 1382 (Voy. *ibid.*, p. 185).

VI

Seigneuries féodales

Les huit grands territoires féodaux de la fin du X^e siècle : Limoges, Turenne, Aubusson, Comborn, La Marche, Rochechouart, Bridiers, et Chambon. — Leurs démembrements, du XI^e au XV^e siècle. — Les trois enclaves poitevines. — Emplètements des féodaux du Berry, de l'Auvergne et du Poitou sur le Limousin. — L'enclave limousine du nord. — Les premiers domaines du roi de France. — Les seigneuries ecclésiastiques du moyen-âge : celles de l'évêque et du chapitre cathédral, des prieurés de l'Artige et d'Aureil, des abbayes de Solignac, Tulle, Uzerche, Beaulieu, Vigeois, St-Martial. — Les domaines des Jésuites à la fin du XVII^e siècle. — Les pays féodaux, les baillies. — Destinées politiques des fiefs du Limousin et de la Marche pendant le moyen-âge féodal (1).

Assez bien conservé dans ses limites originelles, sous le nom de diocèse et comté de Limoges, le *Pays limousin* fut au contraire amoindri de divers côtés par six siècles de féodalité, dont les trois premiers (X^e, XI^e et XII^e) s'écoulèrent en dehors de l'action royale. A l'intérieur, les morcellements territoriaux se multiplièrent, à tel point qu'il est malaisé parfois de déterminer leur étendue et

(1) Voir diverses cartes de l'*Atlas* de M. Longnon, celle de la *Vicomté de Limoges à la fin du XV^e s.* par M. Clément-Simon (1879); la *Carte féodale des châtellenies du haut et Bas-Limousin avant 1600* par M. Champeval (1889, *Bulletin Soc. arch. du Limousin*, XXXVIII); la *Carte de la comté de Montignac en 1680, avec le duché d'Ayen et les marquisats de Ségur et de Pompadour, d'Excideuil et d'Haulefort*, par le même (1893, *ibid.* XLI); et la *Carte féodale de la Basse-Marche en 1750* par le même (1897). — M. Champeval n'indique pas toujours les limites des grands fiefs qu'il dénomme.

leur composition. Souvent modifiées par conquêtes, mariages ou acquisitions, les limites des fiefs suivaient les variations de l'état social et politique du moyen-âge. C'est donc la féodalité qui a brisé l'unité territoriale du Limousin primitif. Et tout d'abord en neuf grands morceaux, que nous allons étudier brièvement tour à tour.

Vers la fin du X^e siècle, le duc d'Aquitaine, comte du Poitou et du Limousin, était à ce double titre suzerain des fiefs suivants :

1. LA VICOMTÉ DE LIMOGES, instituée par le comte de Toulouse Eudes, vers 876-877 (1). Elle embrassait à l'origine très probablement la totalité du Limousin, mais se restreignit à mesure que furent instituées les autres vicomtés, pour ne plus guère s'étendre que sur un sixième du comté : à peu près de Bénévent à Ségur et de Nontron à Châteauneuf.

Cinq dynasties se sont succédé dans la vicomté de Limoges : celle de Ségur (887-1130), celle de Comborn (1130-1263), celle de Bretagne (1263-1337), celle de Blois (1337-1470), et enfin celle d'Albret qui prit fin avec Henri de Bourbon, roi de Navarre, puis roi de France en 1589.

Les deux dynasties indigènes rendirent hommage aux comtes du Poitou jusqu'au jour où, par la conquête de Louis VIII, la vicomté se trouva une première fois immédiate.

2. LA VICOMTÉ DE TURENNE, constituée au commencement du X^e siècle, sinon plus tôt (2). Ses chefs ne détenaient qu'un coin du Bas-Limousin, probablement identique au Pagus administratif de l'époque carolingienne que nous avons signalé tout à l'heure (p.338), embrassant originairement les vicairies de Turenne, Sérilhac

(1) Voy. M. Robert de Lasteyrie, *Etudes sur les comtes et vicomtes de Limoges antérieurs à l'an mil* (1874).

(2) M. W. Sickel la fait remonter aux toutes dernières années du IX^e siècle : *In demselben Jahr und Monat wo Ademar als Graf von Limousin erscheint (also 898), taucht im Süden der Grafschaft (Limousin) ein zweiter Vicecomital auf. Er trägt keinen gleichzeitigen Namen und kein Inhaber führt einen Zusatz zu dem Titel Vicecomes, weder von einem Verwaltungsbezirk noch von einem Wohnort. Wir nennen ihn Turenne. Unter den aus fränkischer Zeit stammenden Vicecomitalen nimmt er eine besondere Stellung ein.* (P. 209 du mémoire cité plus loin).

(en partie), Beynat, Espagnac, Puy d'Arnac et Naves (1), avec des localités comme Beaulieu, Brive et Tulle. Ils feront bientôt brèche vers le sud, aux dépens du Quercy et du Périgord.

Selon quelques auteurs les premiers vicomtes de Turenne étaient sortis des comtes du Quercy (2).

Tout à la fin du X^e siècle, la vicomté passa à Archambaud Jambe pourrie (déjà vicomte de Comborn et de Ventadour), par suite de son mariage avec Sulpice de Turenne, fille du précédent vicomte. Au commencement du XIV^e siècle, elle échut à la maison de Comminges par le mariage de Marguerite de Turenne, fille de Raymond VII, avec Bernard VII, comte de Comminges. En 1350, elle arriva à la maison de Beaufort-en-Vallée (Anjou) par la vente qu'en fit Cécile, fille de Bernard VII de Comminges, à Guillaume-Roger, comte de Beaufort. Enfin en 1445, la vicomté de Turenne passa à la maison de la Tour (Auvergne) par le mariage d'Anne de Turenne avec Annet IV de la Tour (3).

3. LA VICOMTÉ D'AUBUSSON qui s'était formée, durant la première moitié du X^e siècle, dans les arides quartiers qui confinent à la Combraille. Ses limites primitives sont mal connues, mais elles englobaient sûrement la vallée supérieure de la Creuse, jusqu'aux approches de Guéret, celles du Taurion et de la Vienne et le Plateau de Millevaches avec ses dépendances méridionales. Ses localités importantes étaient : Aubusson, Felletin, La Borne, le Monteil-au-Vicomte.

Les vicomtes d'Aubusson étaient de la même race que les vicomtes de Limoges. Le dernier vicomte, Gui II, s'éteignit peu après 1260, après avoir, croit-on, vendu son fief au comte de la Marche (4).

4. LA VICOMTÉ DE COMBORN dans le bassin de la Garonne. Elle s'étendait sur les deux vallées de la Vézère et de la Corrèze et débordait celle-ci jusqu'à la Dordogne, enfermant ainsi dans ses limites presque tous le pays au sud du Plateau de Millevaches :

(1) *Der Pagus [Torinensis] war, seit der Mitte des neunten Jahrhunderts aufkomml, sichlich in rascher Zunahme begriffen. Anfänglich beschränkte er sich auf die Vikarie Turenne und höchstens einen Teil der Seriacensis die er 875 vollständig umfasste; schon 875 gehoerten zu ihm die vicaria Beennatensis und Spaniacensis, 876 die Asnacensis und später wurde ihm noch weiteres Gebiet, auch ein Teil der vicaria Navensis, einverleibt.* (W. Sickel, p. 210, avec renvoi aux sources).

(2) D'après M. W. Sickel, p. 212 à 215.

(3) Voy. Christ. Justel, *Hist. généal. de la maison de Turenne* (1645).

(4) Voy. Cyprien Pérathon, *Hist. d'Aubusson* (et de sa vicomté), 1886, et surtout Antoine Thomas, *Hérec de Beaujeu, maréchal de France, et les derniers vicomtes d'Aubusson*, 2^e édition, dans le *Bull. de corresp. de la Soc. des sc. nat. et arch. de la Creuse*, n° 5 (juin 1902), p. 17 et ss.

Ussel, Meymac, Egletons, Treignac, Donzenac, Allassac, La Roche-Canillac, Lapleau, etc.

La ligne aînée, issue des vicomtes de Limoges au début du X^e siècle (1), s'éteignit en la personne d'Archambaud IX vers 1380. Elle fut remplacée par la ligne cadette qui s'éteignit à son tour en 1512 avec Amanieu, vicomte de Comborn et baron de Treignac.

5. Le MARQUISAT, plus tard COMTÉ DE LA MARCHE limousine. Prélevé sur le Limousin et sur l'extrémité méridionale du diocèse de Poitiers vers le milieu du X^e siècle, il eut pour premier chef-lieu Charroux, situé au-delà de la Vienne, à l'issue du célèbre « passage » du Poitou par où les invasions et les armées ont toujours passé.

Outre Charroux (dioc. de Poitiers), le comté comprenait l'Isle-Jourdain (2), Mortemart, Bellac, Le Dorat, Rancon, Dun, Guéret, Ahun et Le Dognon, couvrant environ un cinquième du Limousin primitif (3). Au commencement du XIII^e siècle on y rencontre les châtellenies Charroux, Le Dorat, Calais, St-Germain, Bellac, Rancon, Dun, Malval, Châtelus, Crozant, Drouilles, Murat, Chénérailles et Champagnac.

Plusieurs familles ont régné sur le comté de la Marche, toutes étrangères à notre province : celle de Charroux qui finit en quenouille (av. 944 jusque vers 1091); — celle de Montgomery par le mariage d'Adalmodis de Charroux avec Roger de Montgomery (de 1091 environ à 1177); — celle des rois d'Angleterre comtes du Poitou, par suite de la vente que leur fit Aldebert de Montgomery (1177-1199); — celle de Lusignan en Poitou (1199-1308) (4).

A la mort du dernier des Lusignan, la Marche, augmentée déjà de la vicomté d'Aubusson, passa (avec l'Angoumois) à Philippe

(1) Dans un acte de Turpin d'Aubusson, évêque de Limoges, rédigé en 934 (*Gallia christ.*, II, instr., 168), les vicomtes de Limoges, Aubusson et Comborn sont dits *consanguinei*.

(2) C'est à l'Isle-Jourdain que se trouvait le château de Calais, siège d'une châtellenie devenue baronnie au XVI^e siècle et comme tel membre du comté de la Basse-Marche.

(3) Nous ne pouvons suivre M. Deloche qui fait entrer La Souterraine, St-Junien et Rochechouart dans la Marche primitive. Les localités que nous nommons nous ont été indiquées par M. Ant. Thomas, le seul érudit qui ait sérieusement étudié cette question depuis Max. Deloche. — Voir l'étude qu'il a placée en tête de ses *Documents sur le comté de la Marche, de 1418 à 1436* (sous presse).

(4) Voy. L. Delisle, *Chronol. hist. des comtes de la Marche issus de la maison de Lusignan* (1856).

le Bel (1308-14) qui ne crut pas devoir la réunir au domaine de la couronne (1). En 1314 il la donna en apanage à Charles de France, qui devint roi en 1322 sous le nom de Charles IV le Bel. Celui-ci la céda en 1327 à la maison de Bourbon qui la conserva jusqu'en 1435, moins la Basse-Marche (cap. Le Dorat) donnée en dot à Anne de Bourbon en 1394 (2) et qui ne fut réintégrée qu'en 1442. Le comté de la Marche (cap. Guéret) passa ensuite à la maison d'Armagnac 1435-77, puis à la maison de Bourbon-Beaujeu (1477-1522) (3) et à celle de Bourbon-Montpensier (1522-27). Conquis par François I sur le connétable de Bourbon, il fut donné ou engagé jusqu'à la fin de l'ancien régime à divers seigneurs plus ou moins connus dans l'histoire.

6. LA VICOMTÉ DE ROCHECHOUART au sud de la précédente. Elle fut constituée sur la fin du X^e siècle (4), en faveur d'Aimeric Ostrofranc, fils de Géraud, cinquième vicomte de Limoges, et s'étendait, semble-t-il, jusqu'à la limite occidentale du Limousin, couvrant tout le pays entre la Vienne et les sources du Bandiat, mais ne renfermant que de modestes bourgades : Oradour-sur-Vayre, Chassenon, St-Mathieu, Marval, Les Salles, Videix, etc.

Cette vicomté passa par mariage dans la maison de Pontville vers 1470. La maison de Rochechouart, issue comme celle d'Aubusson des vicomtes de Limoges, subsiste dans sa branche de Mortemart et, avec celles de Noailles et des Cars, figure encore dans l'*Almanach de Gotha*.

7. LA VICOMTÉ DE BRIDIERS, au nord de la Marche, s'étendait vers l'ouest à partir de La Souterraine. Elle échancrait assez profondément le Limousin primitif, retenant à elle Morterolles, St-Sulpice-les-Feuilles, Arnac-la-Poste, Tersannes, La Colombe, etc.

Sortis peut-être des vicomtes de Limoges au cours du X^e siècle, les anciens vicomtes de Bridiers se sont éteints au commencement du XIV^e siècle (5).

(1) Voy. P. Boissonnade, *Quomodo... comitatus Engolismæ atque Marchiæ regno Francorum adjuncti fuerint* (1893).

(2) Voy. plus loin p. 360.

(3) En 1488 Anne de Beaujeu unit à la Marche le duché du Bourbonnais.

(4) Par prélèvement sur la Marche si l'on tenait pour fondées les limites indiquées par M. Deloche. Mais nous avons dit plus haut que ces limites sont arbitraires en quelques points.

(5) Des huit grands fiefs que nous énumérons, six portaient le titre de vicomté. Sur les vicomtats francs du moyen-âge, et spécialement sur ceux de Limoges et Turenne, voir le remarquable travail de M. le Prof. W. Sickel, *der fränkische Vicecomitat*. (Strasbourg 1908, gr. in 8°, p. 207-218) que nous avons cité plus haut. Après Waitz et M. R. de Lasteyrie l'auteur réduit à rien l'autorité d'Adémar de Chabannes en cette matière.

8. La SEIGNEURIE DE CHAMBON, née à une date du X^e siècle que l'on ignore, resta pendant environ deux cents ans partie intégrante du Limousin. Elle ne couvrit d'abord que les vallées de la Voueize et de la Tarde, à l'ouest du Cher supérieur, avec les paroisses de Chambon, Lépaud, Evaux, Auzances, Sermur.

9. Au sud de la Dordogne, la Xaintrie, avec Mercœur et Serviè-res, ne formait pas un fief distinct; elle mouvait de l'abbaye St-Géraud d'Aurillac (fondée en 856). Cette vassalité a duré jusqu'à la fin du moyen-âge, en sorte que cette portion du Limousin n'a jamais eu de seigneurs en propre.

Habent sua fata loculi. L'importance actuelle des chefs-lieux de seigneuries que nous avons dénommés est assez différente de ce qu'elle était alors. Comborn et Bridiers ne sont plus que des villages; Turenne est chef-lieu de commune rurale; Charroux, Le Dorat et Chambon sont chefs-lieux de cantons; Aubusson et Rochechouart, chefs-lieux d'arrondissements. Seuls Limoges et Guéret ont conservé à travers beaucoup de vicissitudes leur rang prédominant.

* *

Au cours du moyen-âge, de profondes dislocations se sont produites dans le lotissement des principaux fiefs limousins, soit par mariages, soit par conquêtes ou traités. D'autre part, de simples châtelainies se sont élevées au rang de seigneuries mouvant directement du roi. Nous allons indiquer sommairement ces modifications, en suivant l'ordre même dans lequel nous avons passé en revue les huit grands fiefs de la fin du X^e siècle.

1 bis. — A une époque que l'on n'a pu encore fixer, probablement au XI^e siècle, la VICOMTÉ DE LIMOGES s'était accrue de divers domaines enlevés à l'évêché de Limoges, à l'abbaye de St-Martial ou aux féodaux voisins : Génis-Moruscles, Thiviers, Peyzac, Ans, Excideuil, Hautefort, Auberoche, etc. Vers 1200, elle acquit des abbés de Charroux la châtelainie de Nontron qui avait fait partie du comté de Limoges jusqu'au milieu du VIII^e siècle. Au XIII^e siècle, son étendue est aisée à établir (1). Mais pendant la guerre

(1) Au XIII^e siècle la vicomté de Limoges comprenait les terres domaniales suivantes :

la châtelainie de Limoges (moins le quartier des Combes, qui relevait de l'abbé de St-Martial, et la cité qui relevait de l'évêque).

la châtelainie d'Aixe,	—	de Châlus,	
— de Château-Chervix,	—	de Courbefy,	
— de Chalucet,	la baronnie	de Nontron,	

de Cent ans, notre vicomté perdit momentanément (1346-1438) la châtellenie d'Auberoche et celles de Nontron, Château-Chervix, Châlus, Courbefy, Chalucet. Elle les recouvra au bout d'un siècle et y ajouta même, en 1442, pour quelque temps, les châtellenies de Larche et Terrasson aux dépens du Périgord. Ces territoires conquis furent dès lors considérés comme limousins, tout en restant dans la dépendance du diocèse et de la sénéchaussée de Périgueux.

En 1437-38, les vicomtes de Limoges étaient devenus comtes du Périgord, de même que les comtes de la Marche étaient en 1220 devenus comtes d'Angoulême. Mais il faut voir dans ces faits moins une extension du domaine primitif que l'union temporaire de deux fiefs en la même main. Le XV^e siècle est le temps de la plus grande puissance territoriale des vicomtes de Limoges (1).

Cette union de la vicomté de Limoges et du comté de Périgord a duré jusqu'à leur annexion au domaine royal en 1589. Mais c'est seulement en 1605-07 que les ventes et aliénations ordonnées par

la prévôté	de St-Yrieix,	—	d'Excideuil,
la châtellenie	de Masséré,	—	de Génis-Moruscles,
—	de Thiviers,	—	d'Ayen,
la seigneurie	de Peyzac,	—	d'Auberoche,
la châtellenie	de Ségur,	—	de Larche et Terrasson.
—	d'Ans,		

(Voir M. Clément-Simon, *La Vicomté de Limoges* (1879), p. 22).

(1) A la fin du XV^e siècle les principaux fiefs placés sous la suzeraineté du vicomte de Limoges étaient :

En Limousin :

la vicomté de Rochechouart,
la baronnie de Bret,
la châtellenie, plus tard baronnie de Pierrebuffière,
le chapitre de St-Germain,
la châtellenie de Pompadour,
une partie de la vicomté de Turenne,
une partie de l'Yssandonnois,
les seigneuries de St-Vit, Aigueperse, St-Jean-Ligoure, St-Paul, Linars,
Nexon, les Cars, Las Tours, la Roche-l'Abelle, Coussac, Janaillac, Juillac,
St-Bonnet, St-Aulaire.

En Périgord :

la châtellenie, plus tard baronnie de Mareuil,
les châtellenies d'Hautefort, Bourzac et Bruzac,
l'abbaye de Tourtoirac,
les seigneuries de Plégut et de la Coussière, etc.

(Voir M. Clément-Simon, *ouv. cité*, p. 27, — le tome IX des *Archives historiques du Limousin*, passim, — et A. Leroux, *Doc. pour servir à la géogr. hist. du Limousin*, dans le *Bull. Soc. arch. de Limoges* (XXXI, 314 et ss.).

Henri IV bouleversèrent la composition territoriale de ce grand fief. Rappelons aussi que la vicomté de Limoges, érigée en marquisat par Charles IX en 1561, fut donnée en apanage, avec titre de comté, à Catherine de Bourbon en 1598, passa dans la maison de Guébriant à titre d'engagère et se perpétua, sous le nom de comté, pendant la seconde moitié du XVII^e siècle (1661-96), dans la maison de Rochechouart-Chandenier.

L'habileté des seigneurs de Las Tours qui se titraient barons au XV^e siècle, l'ambition des seigneurs de Pérusse qui firent ériger leur terre des Cars en comté par Charles IX entre 1560 et 1568, eurent cet effet de les affranchir de bonne heure de toute vassalité effective à l'égard des vicomtes de Limoges et de leur donner une importance d'opinion que ne justifiait guère l'exiguïté de leurs fiefs respectifs.

De même les seigneurs de Pompadour, qui se détachèrent de la baronnie de Ségur (membre de la vicomté de Limoges). Du XIII^e siècle au commencement du XVI^e, ils acquirent diverses parties de la vicomté de Comborn, puis les baronnies de Bret et de Juillac, les seigneuries d'Hautefort et de Montignac, même au XVII^e siècle la châellenie de Nontron (1). Ce domaine progressivement étendu, ils le firent ériger d'abord en vicomté (1356), plus tard en comté (vers 1570), enfin en marquisat par la grâce de Louis XV (1745).

Quant à la seigneurie de Pierrebuffière, qui se disait au XVII^e siècle « première baronnie du Limousin » (sans égard pour les seigneuries de Las Tours, des Gars et de Bonneval), elle a eu des commencements modestes. A l'origine c'était un arrière-fief de la vicomté de Limoges, qui s'unit la terre de Châteauneuf au commencement du XIV^e siècle, la seigneurie de Peyrat au commencement du XV^e, une partie de la vicomté de Comborn (Comborn et Chamberet) au commencement du XVI^e. Ainsi se trouva constituée la baronnie de Pierrebuffière, sur les deux rives de la haute Vienne, appuyée au nord sur le Taurion, au sud sur la Briance. Position privilégiée si seulement l'une ou l'autre de ces trois rivières avait été navigable. La baronnie de Pierrebuffière se disloqua au milieu du XVII^e siècle, lorsque la seigneurie de Peyrat, confisquée par le roi, passa en d'autres mains.

2 bis. — Les VICOMTES DE TURENNE, dont le fief primitif s'étendait en rondeur sur les deux rives de la Dordogne, avaient remonté peu à peu ce cours d'eau sur l'un et l'autre bord. En 1251 ils pos-

(1) Et même au XVIII^e siècle, par achat, la seigneurie de Fromental près La Souterraine (G. Clément-Simon, *Bull. de Brive*, 1908).

sédaient outre la petite ville de Turenne, les localités de Martel, Montvalent, Floirac, Mirandol, Curemonte, St-Michel, Cazillac, St-Céré, Gagnac, Beaulieu et Brive (en partie). Ils s'étendirent plus loin encore, dans la direction de l'est, jusqu'en avant de Servièrès sur la haute Dordogne, puis se poussèrent de là, dans la direction du nord, jusqu'à Pennacor à la hauteur de Ventadour et de Neuvic-d'Ussel.

Tous ces progrès, qui triplaient l'étendue première de la vicomté, avaient eu lieu avant 1442 aux dépens du Limousin, du Quercy et du Périgord. A la fin du moyen-âge les vicomtes de Turenne rendaient hommage, pour les diverses parties de leur grand fief, au roi de France, aux abbés de Beaulieu et d'Aurillac, même à ceux de St-Martial de Limoges, mais à vrai dire surtout par dévotion à l'apôtre d'Aquitaine. En 1645 leur domaine mesurait 30 lieues de longueur sur 12 ou 13 de largeur; mais il se démembra peu à peu par aliénations volontaires, si bien qu'au bout de 80 ans, il n'avait plus que 8 lieues de longueur sur 7 de largeur (soit 56 lieues carrées), avec 1.200 villages ou hameaux (1).

Pour achever l'œuvre de l'unité territoriale de la France entre Loire et Garonne, il ne restait plus guère, au commencement du XVIII^e siècle, qu'à unir cette vicomté de Turenne au domaine royal. C'est ce qui eut lieu en 1737-38, lorsque Charles-Godefroy de la Tour, duc de Bouillon, la vendit à Louis XV pour la somme de 4.200.000 livres (2), malgré les protestations des habitants. L'année 1738 est donc la date du décès de la féodalité territoriale dans notre région.

Entre les vicomtés de Turenne, de Limoges et de Comborn, les seigneurs de Noailles insinuèrent, vers la fin du moyen-âge, par Larche, Terrasson et Malemort (en partie), leur ambition territoriale. Lorsqu'ils eurent acquis la châellenie d'Ayen en 1581, ils la firent ériger aussitôt en comté (1594) (3), et plus tard (1663) en duché-pairie sous le nom de Noailles (4). Malgré l'ampleur de son titre, cette seigneurie resta toujours d'assez petite taille.

3 bis. — La VICOMTÉ D'AUBUSSON disparut vers 1260 par sa réunion au comté de la Marche. De celui-ci, on démembra en faveur de Guy de Lusignan, frère de Hugues XII, une partie comprenant

(1) Voir dans le *Bulletin de Brive*, 1880, p. 405, un état des châellenies de la vicomté de Turenne, sans date.

(2) Contrat dans le *Bulletin de Tulle*, 1881, p. 615, et le *Bulletin de Brive*, 1881, p. 689.

(3) Lettres patentes dans le *Bulletin de Tulle*, 1880, p. 187.

(4) *Ibid.*, 1880, p. 50.

Peyrat et Nedde dans la vallée supérieure de la Vienne, Bourga-neuf et Pontarion sur le Taurion, Royère entre ces deux rivières. Le nouveau possesseur de ce fief et ses successeurs sous le nom de barons de Peyrat portèrent directement leurs hommages à Alphonse, comte de Poitiers, en sorte que leur domaine, à travers toutes ses vicissitudes, forma désormais une enclave poitevine en plein diocèse de Limoges (1). Au moment de la Révolution, cette enclave de Bourga-neuf (comme on l'appelait communément) mesurait en superficie 72. 000 hectares.

En 1686 la vicomté d'Aubusson rentra dans la maison de ce nom à la suite d'un échange consenti par le roi à François de la Feuillade. Cette « seconde vicomté », dénuée de toutes prérogatives politiques, ne comprit d'ailleurs que les châellenies d'Aubusson, Felletin, Ahun, Chénérailles, Jarnages et Drouilles.

4 *bis*. — Vers 1040, à la suite d'un partage amiable, la partie orientale de la VICOMTÉ DE COMBORN fut constituée en fief distinct, au profit d'Ebles, fils d'Archambaud II, et devint la vicomté de Ventadour englobant les bourgs de Lapleau, Ussel, Meymac, Egletons, Corrèze, c'est-à-dire la vallée supérieure de la Corrèze et la région des premiers affluents de la Dordogne. La vicomté de Ventadour devint comté en 1550 (2), puis duché en 1578, puis duché-pairie en 1589. De Ventadour le chef-lieu passa successivement à Egletons et à Ussel (fin du XVI^e s.).

L'autre partie de la vicomté de Comborn (comprenant Comborn même et depuis le XIII^e siècle Treignac) échut, comme nous l'avons dit précédemment, à la maison de Pompadour en 1512. De l'antique seigneurie féodale, si puissante au XI^e siècle, il ne subsistait déjà plus grand'chose au XIV^e. Elle rendait alors hommage aux évêques de Limoges; en retour, ses vicomtes jouissaient du privilège de percevoir les revenus de l'évêché sur les châellenies d'Allasac, Boutezac, Donzenac, pendant la vacance du siège épiscopal.

5 *bis*. — C'est aux dépens du COMTÉ DE LA MARCHE (et quelque peu aussi de la vicomté de Rochechouart) que semble s'être constituée au commencement du XI^e siècle la principauté de Cha-

(1) La ville de *Bourguet-neuf* est dite « au pals de Lymosin » dans les lettres patentes de mai 1449, par lesquelles Charles VII confirma les privilèges des habitants. (*Ordonn. des rois de France*, XIV, 55.). Il faut comprendre « au diocèse de Limoges ».

(2) C'est par inadvertance, croyons-nous, que M. Clément-Simon parle d'un comte de Ventadour en 1523. (*Recherches de l'hist. de Tulle*, II, p. 155).

banais. Elle porta plus tard à l'Angoumois les territoires qu'elle avait rassemblés sur les deux rives de la Vienne, au grand coude de cette rivière jusque vers Confolens.

C'est aux dépens de la Marche également que les vicomtes de Rochechouart poussèrent leur autorité au nord de la Vienne, jusqu'au-delà de Mortemart, vers la fin du moyen âge.

En 1248 les trois châtelainies de Bellac, Rancon et Champagnac furent détachées de la Marche et données en apanage à un cadet des Lusignan, Guillaume de Valence, comte de Pembroke. Confisquées par le roi et par lui données à Louis II de Bourbon en 1372, elles furent vendues à Bureau de la Rivière vers 1377, puis rachetées vers 1386 par Jean de Bourbon, comte de la Marche. Réunies aux quatre autres châtelainies de la Basse-Marche, elles constituèrent la dot d'Anne de Bourbon (fille de Jean de Berry), dont le second mari Louis le Barbu, duc de Bavière, les vendit en 1442 à Bernard d'Armagnac.

Un édit royal de 1515 (n. st.) les attribua à la vicomté de Châtellerault érigée en duché-pairie. Elles en furent distraites par autres lettres données à Decize (août 1541), pour être de nouveau réunies au comté de la Basse-Marche en faveur de Charles, duc d'Orléans, second fils du roi de France. Au XVI^e siècle, il y a perpétuelle contestation sur la question de savoir de quelle juridiction elles dépendaient (1).

A la mort de Louis I de Bourbon, comte de la Marche (1342), son fils Jacques reçut en partage le fief paternel et, au delà du Cher, la châtelainie de Montaigu-en-Combraille. Celle-ci se trouva ainsi rattachée, (mais seulement au point de vue financier) à la Marche jusqu'à la réunion de cette province à la couronne en 1527. De là sur la carte féodale de notre région cette corne auvergnate de l'Est, qui correspond à la corne poitevine de Charroux au delà de la Vienne.

De 1390 à 1438 la Basse-Marche, passée à Jean duc de Berry, puis à Louis de Bavière, forma un comté indépendant de celui de la Marche. C'est entre ces deux dates, semble-t-il, qu'il faut placer l'annexion à la Basse-Marche d'une large bande de territoire, parallèle à la moyenne Vienne et enlevée au Poitou. Ce comté de Basse-Marche s'étendait en effet assez loin au delà de la rivière, jusque vers Civray, Gençay et Chauvigny en Poitou, et comprenait comme localités principales Charroux, l'Isle-Jourdain, Lussac-les-

(1) Voy. le *Bull. Soc. arch. du Limousin*, XXXIX, 663.

Châteaux, les trois châtelainies de Bellac, Rancon et Champagnac, Le Ris-Chauveron, le fief Lussazois (1) et aussi la seigneurie de Mortemart (2). Il fut vendu à Bernard d'Armagnac en 1438-42.

Quand la maison de Montpensier eut mis dans sa main les deux Marche et la Combraille (1522-27), le nord du Limousin primitif, sauf la vallée supérieure de la Petite Creuse et les enclaves poitevines, se trouva momentanément unifié.

En 1374, la seigneurie du Dognon fut donnée en apanage par le comte de la Marche, Jean, à son frère cadet Jacques, qui la vendit presque aussitôt à maître Audouin Chauveron (3). Elle forma dès lors un fief à part, érigé en vicomté au XVI^e siècle et se titrant comté depuis 1642, aux mains des Foucault de St-Germain-Beaupré.

De ces diverses amputations il résulte que dès le règne de Charles VII le comté de la Marche comprenait trois grands groupes territoriaux, distincts et séparés les uns des autres, chacun d'eux hommageant directement, selon toute vraisemblance, au roi de France : le comté de la Haute-Marche (avec Guéret pour capitale), le comté de la Basse-Marche (ch.-l. Le Dorat), et enfin la seigneurie du Dognon (ch.-l. Le Châtenet), sensiblement plus petite que les deux autres. Quant au groupe de Bellac-Rancon-Champagnac, indépendant lui aussi des autres, il avait le désavantage de former un fief enclavé.

Parmi les châtelainies marchaises qui agrandirent leurs limites, devinrent seigneuries importantes, il faut au moins citer celle de Châtelus-Malvaleix, dont l'histoire reste à faire; — celle de Malval aux confins de la Marche et du Berry (4); — celles de la Feuillade et du Monteil-au-Vicomte (5 et 6); — et surtout celle de Magnac-Laval qui échut finalement aux Salignac-Fénelon et

(1) Voir la carte placée par M. Raoul Mortier en tête de son opuscule *Le duc de Berry seigneur de la Basse-Marche, 1390-97* (Bourges, 1906).

(2) Voir plus bas, sous le n° 5.

(3) Ce fait essentiel a échappé à M. le baron L. de Corbier, auteur d'une histoire du *Comté du Dognon en la Marche* (1907), excellent par ailleurs. Cf. dans *Annales du Midi* (1907), p. 557, une note de M. A. Thomas.

(4) Voy. M. Gabriel Martin, *La seigneurie, le château, la famille de Malval* (dans les *Mém. de la Soc. des sc. de la Creuse*, VI).

(5) Voy. Z. Toumieux, *Le Comté de la Feuillade* (dans les *Mém. de la Soc. des sc. de la Creuse*, XIII et XIV).

(6) Voy. Z. Toumieux, *La Vicomté du Monteil*, (dans les *Mém. de la Soc. des sc. de la Creuse*, IX).

aux Montmorency (1). Érigée en marquisat en 1650-83, elle s'intitulait modestement « première baronnie (2) de la Marche ».

6 bis. — On ignore par suite de quels événements la VICOMTÉ DE ROCHECHOUART serait devenue poitevine au cours du XIII^e siècle (3), si ce n'est comme comprise dans l'apanage d'Alphonse de Poitiers. Toujours est-il qu'à la fin du siècle suivant elle rendait hommage au frère de Charles V, Jean, comte de Poitiers (+1416), pour les fiefs qu'elle possédait d'ancienneté au sud de la Vienne.

Une branche cadette de la maison de Rochechouart avait reçu entre 1256 et 1260, par mariage, la terre de Mortemart dont elle prit le nom sous réserve d'hommage au comte de Poitiers. Ce fief de Mortemart s'étendait jusqu'à St-Germain-sur-Vienne, Auvaille-Limousine (4), et avait dans son finage des localités comme Blond et Nouic. Il fit partie du comté de la Basse-Marche à la fin du XIV^e siècle et ne revint à la maison de Rochechouart qu'au siècle suivant (5). Érigé en marquisat en 1587, il devint duché-pairie en 1650-63 (6).

A la fin de l'ancien régime, cette enclave poitevine de Rochechouart-Mortemart (correspondant aux subdélégations de Rochechouart et Confolens) couvrait une superficie d'environ 78.000 hectares.

7 bis. — Au XIV^e siècle, la VICOMTÉ DE BRIDIERS, dont la dynastie venait de s'éteindre, passa nuement au Poitou qui était alors

(1) Voy. le comte de Couronnel, *Notice sur Magnac-Laval*, (en deux parties), 1884 et 1886.

(2) Baronnie au sens de seigneurie.

(3) Il y a un certain nombre d'actes concernant directement la vicomté de Rochechouart depuis 1268 dans la section Poitou de la *Correspondance d'Alphonse de Poitiers* publiée par Aug. Molinier (I, nos 79, 617, 635, 661, 676, 973, 982, 983, 1135). Par contre il n'y est question de la vicomté de Limoges qu'incidemment.

(4) Auvaille-Limousine ne faisait pas partie de l'ancien *Pagus Lemovicinus* ni par conséquent du diocèse de Limoges. Son surnom, qui apparaît pour la première fois dans un texte de 1410, lui venait, à ce qu'on assure, de sa proximité avec le Limousin, pour la distinguer des paroisses du même nom sises en Poitou. Auvaille-Limousine ressortit à la sénéchaussée du Dorat et à l'élection de Confolens jusqu'à la Révolution (A. Rédet, *Dictionn. topogr. de la Vienne*).

(5) Peut-être à cette date de 1438 où Bernard d'Armagnac réunit la Basse-Marche à la Haute.

(6) Lettres patentes dans l'*Hist. de la maison de Rochechouart*, I, 41, et II, 340, et dans le *Bulletin de Limoges*, XII, 396.

aux mains d'un fils de Philippe le Bel, Philippe le Long. Telle est l'origine de cette enclave poitevine en plein diocèse de Limoges, qui a si souvent arrêté les historiens. Bientôt s'en détachèrent les quatre châellenies de la Terre-aux-Feuilles, Lussac-les-Eglises, le fief Lussazois et Arnac-la-Poste, acquises par la maison de Brosse en Berry, sous réserve de la suzeraineté des comtes de Poitou (1).

A la fin du XV^e siècle, la vicomté de Bridiers appartenait à la maison de Savoie et enfermait encore des localités comme les Chézeaux, St-Sulpice-les-Feuilles, St-Priest-la-Feuille, etc. A la veille de la Révolution, cette enclave poitevine du nord-ouest couvrait une superficie de 102.000 hectares, y compris les quatre châellenies mouvant de la maison de Brosse.

8 bis. — LA SEIGNEURIE DE CHAMBON passa, vers 1180, par suite d'un mariage, sous la suzeraineté des comtes d'Auvergne et fut dès lors désignée sous le nom de Combraille (cap. Evaux, à partir du XVI^e s.).

De cette baronnie se détachèrent au XIV^e siècle les châellenies de Bellegarde et Crocq pour former, avec quelques paroisses voisines, le Franc-Alleu. Ces deux territoires finirent par retourner à l'Auvergne, tout en conservant une sorte de personnalité distincte.

En 1360, la Combraille échut féodalement à la maison de Giac, puis avec titre de baronnie successivement aux maisons de Montpensier (1522) et d'Orléans. Le Franc-Alleu passa en 1416 à la maison de la Tour d'Auvergne et, après 1631, à quelques autres moins célèbres; en dernier lieu (depuis 1738), à la maison d'Ussel. La plupart de ses vingt paroisses ressortissaient au diocèse de Clermont (2).

Au XVII^e siècle, sous le nom de Combraille on englobe aussi le Franc-Alleu. L'ensemble de ce territoire comprend les sept châellenies de Chambon, Evaux, Auzances, Sermur, Lépaud, Bellegarde, Crocq, subdivisées en cinquante-cinq paroisses.

(1) Voy. l'excellente *Monographie du canton de St-Sulpice-les-Feuilles* (en deux parties) par M. Roger Drouault (1904 et 1907).

(2) Voy. A. Tardieu, *Hist. illustrée des villes d'Auzances et de Crocq dans le pays de Combraille*. 1888.

*
* *

Résumons, sous forme de tableau synoptique et chronologique, les principales mutations territoriales que nous venons d'indiquer :

La Xaintrie limousine tombe dans la mouvance de l'abbaye St-Géraud d'Aurillac, X^e siècle (?);

La vicomté de Turenne s'agrandit aux dépens du Quercy, X^e siècle (?);

La principauté de Chabanais se constitue au commencement du XI^e siècle;

La vicomté de Ventadour se sépare de la vicomté de Comborn vers 1040;

La seigneurie de Chambon passe à l'Auvergne vers 1180;

La vicomté de Rochechouart échoit à Alphonse de Poitiers au milieu du XIII^e siècle;

Les trois châtelainies de Bellac-Rancon-Champagnac sont distraites de la Marche en 1248;

La seigneurie de Mortemart se détache de la vicomté de Rochechouart entre 1256 et 1260;

La vicomté d'Aubusson est réunie au comté de la Marche vers 1260;

La seigneurie de Peyrat-Bourganeuf est annexée au comté de Poitou vers 1260;

La seigneurie de Pompadour se constitue en propre à la fin du XIII^e siècle;

La vicomté de Bridiers est incorporée au comté de Poitou au XIV^e siècle;

Une partie de la vicomté de Bridiers passe à la maison de Brosse XIV^e siècle;

Le Franc-Alleu se sépare de la Combraille, XIV^e siècle;

La seigneurie du Dognon se détache de la Marche en 1374;

La Basse-Marche est constituée en comté distinct de celui de la Marche pendant les années 1390-1438, englobant les trois châtelainies de Bellac-Rancon-Champagnac et la seigneurie de Mortemart qui reviendra au Poitou dans le cours du XV^e siècle.

*
*
*

Nous ne pouvons suivre au delà du XV^e siècle dans toutes leurs vicissitudes les transformations des territoires féodaux. Elles dépassent souvent ce qu'on imaginerait, Ainsi Brive était tenue en coseigneurie par les consuls de la ville, les vicomtes de Turenne et les seigneurs de Malemort. Ussel mouvait des seigneurs d'Ussel, de Ventadour et de Charlus. La seigneurie de Limoges-château se partageait entre les consuls, les abbés de St-Martial et le vicomte. Il en était de même pour plusieurs autres villes du Limousin. La paroisse de St-Pierre-de-Fursac était du Poitou, moins l'enclave de Chabannes-Guerguy qui était du Limousin. Par contre, sa voisine, la paroisse de St-Etienne-de-Fursac était du Limousin, sauf une partie du bourg qui était du Poitou.

Au XVIII^e siècle, les mouvements de territoires restent considérables par aliénations volontaires. La châellenie de la Couture-Renon est vendue en 1762 pour 80.000 livres; celle de l'Isle-Jourdain en 1766 pour 150.000 livres; celle de Vigean en 1767 pour 130.000 livres; celle du Ris-Chauveron en 1787 pour 202.000 livres, etc. Ces aliénations ne concernent que la Basse-Marche; mais il y a lieu de croire qu'on en rencontrera de semblables pour les diverses parties de nos deux provinces quand on aura étudié à fond les « états de fiefs », les listes de vassaux et les terriers qui subsistent de ce temps.

Le tableau suivant résume quelques faits essentiels à retenir :

- Erection de la vicomté de Ventadour en comté, 1550;
- de la vicomté de Limoges en marquisat, 1560-61;
 - de la seigneurie des Cars en comté, entre 1560-68;
 - de la vicomté de Pompadour en comté, vers 1570;
 - du comté de Ventadour en duché, 1578;
 - de la seigneurie de Mortemart en comté, 1587;
 - du duché de Ventadour en duché-pairie, 1589;
 - du marquisat de Limoges en comté, 1598;
 - du marquisat de Mortemart en duché-pairie, 1650-63;
 - de la seigneurie de Magnac-Laval en marquisat, 1650-83;
 - du comté de Noailles en duché-pairie, 1663;
 - de la seconde vicomté d'Aubusson, 1686;
 - du comté de Pompadour en marquisat, 1745.

*
*
*

Il convient de tenir compte aussi des empiètements par lesquels les féodaux voisins enlevèrent au Limousin primitif quelques-uns de ses meilleurs territoires.

Ainsi au XI^e ou XII^e siècle, les sires de Déols près Châteauroux mirent la main sur Boussac et la vallée supérieure de la Petite Creuse, qui se trouva de la sorte rattachée féodalement au Bas-Berry. Mais au milieu du XIII^e siècle, la suzeraineté sur Boussac passa à la maison de Brosse qui, nous l'avons déjà dit, allait bientôt acquérir également diverses châtelainies de la vicomté de Bridiers. La maison de Brosse qui se prétendait issue des vicomtes de Limoges au X^e siècle, s'étant éteinte en 1504, ses fiefs limousins arrivèrent à la maison de Luxembourg, puis à celle de Lorraine en 1579, de Vendôme vers 1610, de Loménie en 1640, de Rilhac en 1649, etc.

La châtelainie d'Herment en Auvergne, qui devint baronnie en 1370, a aussi étendu son ressort sur le Limousin jusque vers Ussel, à une date que l'on n'a point encore retrouvée.

Pour ce qui regarde les trois enclaves poitevines de Rochechouart-Mortemart, Peyrat-Bourganeuf et Bridiers, dont nous avons déjà parlé (1), nous rappellerons seulement qu'elles hommagèrent d'abord à la tour de Maubergeon (à Poitiers) et plus tard seulement au sénéchal de Montmorillon plus rapproché.

Par contre, il y avait en pleine Marche, confinant au Berry et au Poitou, une assez vaste enclave dont les paroisses se disaient de la province du Limousin (2). C'étaient : La Souterraine-ville (3), Lizières, St-Priest-la-Plaine, St-Vaury, Le Grand-Bourg-de-Salagnac (4), Bénévent-l'Abbaye, St-Etienne-de-Fursac, Paulhac, Marsac, Arrènes (mi-parti limousin et poitevin), Jabreilles, La Jonchère (5), St-Sylvain-de-Montaigu, Montaigu-le-Blanc (mi-parti limousin et marchois), Saint-Pierre-le-Bost (mi-parti limousin et marchois) (6), et Aulon (mi-parti limousin et poitevin) (7). Dépendances de l'abbaye de St-Martial, du chapitre cathédral

(1) Pour plus de détails voir L. Guibert, *Les enclaves poitevines du dioc. de Limoges* (1886). Mais l'auteur n'a pas résolu la question d'origine.

(2) Bosvieux en a signalé la plupart dans son rapport de 1862.

(3) Cependant une partie de la paroisse-campagne était du Poitou. — Se rappeler que La Souterraine avait été donnée en seigneurie aux moines de St-Martial (XI^e siècle).

(4) Donné en 761 aux chanoines de la cathédrale par le roi Pépin.

(5) Seigneurie de l'évêque de Limoges. — Les actes notariés du XVII^e s. attestent que La Jonchère est du Limousin. Pour Jabreilles nous avons le témoignage des rôles d'imposition.

(6) Montaigu-le-Blanc, St-Sylvain-de-Montaigu et, plus au sud, St-Pierre-le-Bost étaient de la sénéchaussée de Guéret. (Ne pas confondre ce St-Pierre-le-Bost, arr. de Bourganeuf, avec un autre St-Pierre-le-Bost, arr. de Boussac).

(7) Aulon était du bailliage de Bourganeuf.

et de la seigneurie épiscopale, dont les chefs résidaient à Limoges et hommageaient au roi (non au comte de la Marche), ces localités avaient un caractère à la fois féodal et ecclésiastique (1).

Le roi de France était aussi, depuis Philippe le Bel, seigneur direct et foncier d'un certain nombre de territoires : celui de Masléon où il fit construire une bastide en 1289; celui de Limoges-cité et de St-Léonard en pariage avec l'évêque (1307), celui de St-Yrieix en pariage avec le chapitre du lieu (1307); d'autres en Bas-Limousin; d'autres encore qui furent, il est vrai, bientôt aliénés, comme Châlus, Châlucaet, Aixe, Courbefy, Bret, etc. (1306 et ss.) (2).

. .

Une autre cause de dislocation des grands fiefs du X^e siècle, ce furent les domaines ecclésiastiques qui avaient commencé de se constituer à partir du VIII^e siècle.

Parmi les seigneurs ecclésiastiques, l'évêque de Limoges était le plus richement possessionné et le disputait même au vicomte de Limoges. Mais au lieu d'être d'un seul tenant, ses fiefs étaient disséminés un peu partout. Sur la Vienne il avait Eymoutiers, St-Léonard, St-Junien, la cité de Limoges et le Naveix, le château d'Isle et, au nord de la rivière, la tour de Nieul et celle de Nantiat, les terres de Compreignac, La Jonchère, Razès, Bessines et primitivement Boussac sur la petite Creuse; au sud de la Vienne, Veyrac et Châteaumorand; plus bas encore, en Bas-Limousin, Donzenac, Blanchefort, St-Jal, Allassac, Malemort, Brive, Boutezac, La Graulière, Sadroc; ailleurs quinze ou vingt autres domaines, pour

(1) St-Junien et le territoire avoisinant formaient, entre le Poitou, la Marche et l'Angoumois, une autre mais fort petite enclave limousine, qui peut s'expliquer historiquement de la même manière : St-Junien était une seigneurie de l'évêque de Limoges.

(2) Voir les *Arch. hist. de la Corrèze* publ. par M. Clément-Simon, I, 257. — Dans un acte postérieur à 1370, publié par M. Clément-Simon, on voit que le roi reçoit l'hommage direct de l'évêque de Limoges, du comte de la Marche, du vicomte de Turenne, du vicomte de Comborn, du comte de Ventadour, de la baronnie de Donzenac, de la baronnie de la Roche (pour partie de leurs fiefs), des abbés de Beaulieu et d'Uzerche, des villes de Tulle, Argentat et St-Amand (*Arch. hist. de la Corrèze*, I, 269). Il se pourrait que cet acte fut postérieur même à 1550, puisque le seigneur de Ventadour y est qualifié de comte. — Nous rappelons d'une manière générale que la plupart des textes relatifs à l'histoire politique du Limousin se trouvent dans les deux volumes publiés par M. Clément-Simon sous le titre sus-indiqué (1903 et 1905). Nous avons le regret de ne pouvoir les utiliser à fond.

lesquels les seigneurs de Turenne, de Comborn, de Ventadour, de Rochechouart, etc. lui rendaient hommage (1).

Le chapitre cathédral n'était guère moins riche. Son domaine foncier paraît s'être formé par donations successives à partir de 761. En 1123 il comptait déjà une cinquantaine de biens-fonds, disséminés pour la plupart autour du chef-lieu dans un rayon de plusieurs lieues (2). A la fin du moyen-âge ce domaine est encore plus considérable et se trouve réparti dans une vingtaine de paroisses situées en Limousin, mais aussi dans la Marche et le Poitou : Boisseuil, Compreignac, Eyjeaux, Isle, La Jonchère, Laurière, Panazol, Peyrilhac, Razès, Rilhac, Roziers, étaient parmi les plus rapprochées; Bénévent, La Chapelle-Blanche, Objat, Salagnac, St-Moreil, St-Goussaud, St-Pardoux, St-Symphorien, Vaussay (en Poitou) parmi les plus éloignées.

Deux petits prieurés voisins de Limoges, L'Artige et Aureil avaient fait eux aussi une assez belle fortune territoriale, qui justifiait le titre de « chef d'ordre » qu'ils s'attribuaient l'un et l'autre. Aureil avait dans sa dépendance trente-six prieurés et dans sa mouvance tout ou partie de vingt-quatre paroisses; l'Artige avait de la même manière trente-trois prieurés et trente paroisses (3).

L'abbaye de Solignac avait reçu de Charles le Chauve, en 922, seize églises avec leurs territoires, sises toutes dans le diocèse de Limoges : St-Julien-de-Nedde, St-Martin-de-Treignac, St-Germain-les-Vergnes, St-Saturnin-de-Glandon, St-Bonnet-la-Forêt, St-Pardoux-de-Sussac, etc. Elle fit passer peu à peu sous son patronage une quarantaine de paroisses ou bénéfices situés presque tous aussi dans le diocèse : Ayen, Brivezac, La Celle près Eymoutiers; St-Hilaire-Bonneval, Linards, Ste-Marie-de-Pierrebuffière, Le Vigen, Chamboulive, Nonars, Folles, etc. A ces bénéfices étaient joints naturellement des prérogatives spirituelles et des droits utiles.

En Bas-Limousin, l'abbaye de Tulle était également fort riche et possédait La Roche-Canillac, Toy-Viam, Marcillac, Grandsaigne, Orlhac, etc. Mais la plus grande partie de ses terres était en Quercy (4).

(1) Voir notre *Invent. des Arch. dép. de la Haute-Vienne* (série G, 12 et ss.).

(2) Voir notre étude sur *les plus anciens titres du chapitre cathédral de Limoges* (dans le *Bull. Soc. arch. du Lim.*, t. LIV (1904, p. 427 et ss.).

(3) Voir notre *Invent. des arch. dép. de la Haute-Vienne*. (série D) et les cartulaires de ces deux prieurés qui ont été publiés par M. de Senneville (1900).

(4) Voir le *Cartulaire de l'abb. de Tulle* publ. par M. Champeval (1903).

L'abbaye d'Uzerche avait le prieuré de Monceix, les prévôtés de St-Salvador et de Veix, des biens à St-Solve, à St-Viance, à Condat près Uzerche, à Ahun, etc. C'est d'Uzerche que relevait primitivement le prieuré de Meymac, devenu plus tard abbaye (1).

L'abbaye de Beaulieu avait mieux évité l'émiettement de ses fiefs; mais ils étaient, comme ceux de l'abbaye de Tulle, répandus surtout en Quercy et portaient ainsi de ce côté les intérêts temporels et l'influence du clergé limousin (2).

L'abbaye de Vigéois était suzeraine de nombreux fiefs disséminés surtout en Bas-Limousin, mais aussi en Périgord (vers Terrasson, Chavagnac, Salignac, etc.), et en Haut-Limousin jusque vers Glanges, Pierrebuffière et St-Jean Ligoure (3).

Quant à l'abbaye St-Martial de Limoges, le plus clair de ses revenus consistait dans les rentes qu'elle levait sur la plupart des maisons de Limoges-château et de la banlieue. En dehors de Limoges le bourg de La Souterraine lui avait été donné en 1015 par Gérard de Crozant. Au XVIII^e siècle l'abbé de St-Martial nommait encore à cent-cinq bénéfices disséminés dans seize diocèses différents et percevait à chaque mutation un droit fixé par l'usage (4).

Ces domaines d'Eglise diminuèrent en nombre et en valeur à partir du XV^e siècle, par des raisons à la fois historiques et économiques. Il était réservé aux Jésuites de reconstituer en Limousin, au XVII^e siècle, une des plus hautes fortunes territoriales qu'on y ait vues. Vers la fin de ce siècle, ils possédaient des biens-fonds dans soixante-six paroisses différentes et avaient réuni à la mense de leur collège partie des revenus de quatre-vingt-huit bénéfices, situés pour la plupart en Limousin.

* *

A la lumière des faits que nous connaissons, quelques considérations s'imposent dès maintenant. De même que nos villes limousines augmentent d'importance à mesure qu'elles s'éloignent du centre géographique, c'est-à-dire du Plateau de Millevaches, de même les fiefs que nous venons de citer croissent en puissance

(1) Voir le *Cartulaire de l'abb. d'Uzerche* publ. par M. Champeval (1901).

(2) Voir le *Cartulaire de l'abb. de Beaulieu* publ. par M. Max. Deloche (1859).

(3) Voir le *Cartulaire de l'abb. de Vigéois* publ. par M. H. de Montégut 1890 (*sic pro* 1892). L'introduction n'a paru qu'en 1908.

(4) Voir l'*Abbaye de St-Martial de Limoges* par M. Ch. de Lasteyrie, 1901, *passim*.

et en renom à mesure qu'ils se rapprochent des provinces voisines. La vicomté de Bridiers et celle de Rochechouart sont à vrai dire d'égale force ou à peu près. Mais le comté de la Marche l'a emporté sur la vicomté d'Aubusson, et la vicomté de Turenne, répandue sur le Quercy, a joué un rôle autrement glorieux que celles de Comborn ou de Ventadour, ou que la seigneurie de Chambon.

La féodalité une fois constituée, il est moins possible que jamais de se représenter le Limousin comme une unité territoriale qui se suffit à elle-même, sans rien emprunter ni rien donner à ses voisines. Plus on avance dans le moyen-âge, plus l'individualité première disparaît : le comte de la Marche est possessionné en Poitou, le vicomte de Bridiers en Berry, celui de Limoges en Périgord, celui de Turenne en Quercy. Les limites du diocèse, bien qu'elles restent immuables à partir du VIII^e siècle, ne suffisent pas à empêcher cet effacement. Non seulement les grandes abbayes de St-Martial, Tulle, Uzerche, Beaulieu, mais les petites abbayes de la frontière comme Dalon, la Colombe, Aubignac, ont des biens au dehors. Inversement, bon nombre d'abbayes des diocèses voisins ont des bénéfices et des terres en Limousin. La Couronne près Angoulême possède chez nous la cure de Dournazac, les prieurés d'Altavaux et de Montcalm; Tourtoirac près Périgueux a les prieurés de Valentin et de Mureau; le doyen de Mauriac a St-Victour; le chapitre de Châteauroux a Châteauponsac. Les augustins de Montmorillon, le grand prieur d'Auvergne, le monastère de Fontevraud, le trésorier de la Sainte-Chapelle de Riom, les abbés de Mauzac, de Brantôme, de Bourgueil, de Charroux, de la Chaise-Dieu, celui de St-Denis, d'autres encore ont été ou sont collateurs de bénéfices et possesseurs de domaines en Limousin.

* *

De tout ce qui précède il résulte aussi que, si le Limousin féodal a subi des pertes territoriales au profit du Poitou, du Berry et de l'Auvergne, il les a quelque peu compensées aux dépens du Poitou en acquérant le territoire de Charroux, aux dépens de l'Auvergne en reprenant la Xaintrie et en s'annexant, pendant quelques années, le territoire de Montaigu-en-Combraille, — et mieux encore aux dépens du Périgord, de l'Angoumois, du Quercy, grâce aux vicomtes de Limoges et de Turenne. Ceux-ci se sont comme poussés vers le sud-ouest, dont la frontière, le lecteur s'en souvient, était, de vieille date, hérissée de châteaux et de forteresses élevés pour la défensive. Les seigneurs locaux s'en servirent aussi pour l'offensive.

Les divisions féodales ont été en petit ce que furent les divisions par Etats de l'Europe féodale. Grâce aux droits de souveraineté de leurs chefs (droits de justice, de monnayage, d'impôt, de guerre, etc.), les fiefs ont groupé des intérêts multiples, plus tenaces et plus résistants que d'autres. Ils se subdivisaient ordinairement en arrière-fiefs avec rang de châtelainies. Dans ces arrière-fiefs l'unité réelle est le manse ou tènement, c'est-à-dire tout domaine habité et exploité par une famille de serfs ou d'affranchis. Plusieurs tènements forment une paroisse, division à la fois ecclésiastique et civile. Une châtelainie comprend d'ordinaire plusieurs paroisses. La paroisse est pourvue, plus ou moins complètement, suivant les temps et les régions, de l'ensemble des biens et institutions nécessaires aux fonctions de la vie matérielle et sociale : prés, bois, étangs, moulins, four banal, tour de défense, chapelle, — et en outre, au chef-lieu de la paroisse : un château-fort, une église, une abbaye ou un prieuré, une école, un hôpital et quelquefois une maison commune.

Cependant, les divisions féodales ont marqué leur empreinte sur le sol moins profondément que les divisions ecclésiastiques. Quoique les intérêts matériels soient par nature plus âpres que les intérêts moraux, un temps est venu où la question du four banal a tenu moins de place dans les préoccupations du paysan, où la tour féodale lui est devenue moins utile. A partir de ce moment, tènements et châtelainies ont commencé de s'effacer.

*
*
*

Par contre certaines subdivisions, qui apparaissent au XI^e siècle, ont subsisté plus longtemps. Nous voulons parler des pagi féodaux limités à certaines régions comme les pagi gaulois, mais tirant ordinairement leur nom de quelque château-fort important, et coïncidant sans limites bien fixées avec son territoire immédiat. On a eu ainsi le pays d'Aixe, le Barmontois, le pays de Brosse, le pays de Chagnac, le pays de Compreignac, le Dognon, le Dunois, le pays de Forgès, le pays de Gimel, le pays de Gorre, le Guérétois, le pays de Las Tours, le pays de Laurière, le Magnazeix et le Nontronnais.

Par contre les pays d'Avalouse (1), des Monédières (2), de la Montagne, de la Tarde, du Taurion semblent avoir désigné uniquement de petites régions naturelles.

(1) Contesté par M. Champeval.

(2) Dénomination relativement moderne.

La BAILIE (*bailia* ou *bailivia*), que l'on rencontre dans les textes pendant tout le moyen-âge féodal, répondait à des groupements et à des besoins nouveaux. Elle avait à peu près même étendue que la vicairie mérovingienne, mais avec d'autres limites et d'autres chefs-lieux. C'était à notre avis, un autre nom de la châtellenie seigneuriale et du territoire placé par le suzerain sous le commandement d'un château-fort. Le terme même de *bailie* indique une délégation faite par un pouvoir supérieur à un pouvoir subordonné.

Il semble bien que les divers lotissements de territoires que nous avons rappelés ont procédé moins de la configuration générale du sol que de la dictée des intérêts militaires. Ils se firent le plus souvent autour de châteaux élevés en lieu très fort : Charroux, Turenne, Rochechouart, Aubusson, Comborn, Chambon-sur-Voueize, qui se soumirent dans un rayon plus ou moins étendu ces groupes de paroisses qu'on appelait des vicairies. Et ce que nous disons des lotissements primitifs se peut induire aussi de la plupart des démembrements postérieurs, si nous nous prenons à considérer l'aspect topographique de chefs-lieux féodaux tels que Ventadour, Le Dorat, Bellac, Bourgageuf, Boussac, Crocq. Cependant il ne faudrait point prendre cette explication d'une façon absolue, car il est trop évident qu'à Bridiers, Mortemart, Chabanais, Pompadour, Le Châtenet-en-Dognon, la structure du sol n'ajoute rien à la puissance propre des châteaux-forts qui s'y élevèrent.

* *

Au cours de la longue lutte du roi de France contre le roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine, les destinées politiques de notre province ont beaucoup varié (1).

De 918 à 1137, le Limousin est membre du second duché d'Aquitaine (cap. Poitiers). Puis suite, de 1137 à 1152, ses dynasties rendent hommage au roi de France; de 1152 à 1204, au roi d'Angleterre :

En 1204-06, Philippe-Auguste ayant confisqué le Poitou sur Jean sans Terre, le Limousin suivit (y compris la vicomté de Turenne), et ses dynastes « immédiatisés » rendirent de nouveau hommage au roi de France comme comte de Poitou.

Mais lorsqu'en 1241 Louis IX donna le Poitou en apanage à son frère Alphonse, il se réserva formellement les vicomtés de Limo-

(1) C'est seulement au traité de Paris de 1303 que le roi d'Angleterre Edouard I consentit à rendre hommage au roi de France pour la Guyenne; c'est seulement en 1308 que son successeur Edouard II remplit cet engagement

ges, Turenne et Ventadour, ne laissant à son frère que les seigneuries ecclésiastiques du Limousin, les vicomtés de Bridiers et Rochechouart et la seigneurie de Combraille (1).

De même lorsqu'en 1259 il rendit par le traité de Paris au duc anglais de Guyenne le domaine utile de cette partie du diocèse de Limoges qui était hors de l'apanage d'Alphonse — à savoir le comté de la Marche, les vicomtés de Bridiers et Rochechouart et la seigneurie de Combraille (2), — le roi en retint pour lui la suzeraineté féodale. La suzeraineté totale ne lui revint qu'en 1286.

En 1328, peu avant qu'éclate la guerre de Cent ans, la carte politique du Pays limousin s'établit par trois teintes : d'une part le comté de la Marche, — puis la vicomté de Bridiers et les seigneuries ecclésiastiques qui font partie du comté de Poitiers, — enfin la seigneurie de Combraille, la vicomté de Limoges (avec celle de Rochechouart), les vicomtés de Turenne et de Ventadour, mouvant directement du roi (3).

En 1361, peu après le traité de Brétigny, la seigneurie de Combraille relève toujours du roi. Mais la vicomté de Limoges (avec celle de Rochechouart), celles de Turenne, Ventadour, Bridiers, les seigneuries ecclésiastiques et même le comté de la Marche font partie du duché anglais de Guyenne, conjointement avec le Poitou, la Saintonge, le Quercy, etc. (4). Les effets de cette rétrocession de la presque totalité du diocèse de Limoges durèrent jusqu'au jour où le comte de la Marche et maint autre seigneur du Pays limousin, répondant au célèbre appel du comte d'Armagnac (août 1370), donnèrent occasion à Charles V de reconquérir à tout jamais sur l'Anglais le Limousin (y compris le comté de la Marche) (5), dont les dynasties locales continuèrent pourtant de subsister, mais comme vassales du roi de France.

(1) D'après M. Longnon (pl. XII, 1241). A notre avis c'est par erreur que l'auteur englobe dans l'apanage d'Alphonse les seigneuries ecclésiastiques c.-à-d. les domaines de l'évêque de Limoges, des abbés de Tulle et de St-Martial, du chapitre cathédral, etc. qui s'étendaient de La Souterraine à Tulle.

(2) D'après M. Longnon (pl. XIII). Sur cette carte, la Marche et les seigneuries ecclésiastiques font partie du domaine direct du roi, (et non plus de l'apanage d'Alphonse).

(3) D'après M. Longnon (pl. XIV).

(4) D'après M. Longnon (pl. XIV). — Cependant M. Longnon place la Marche aux mains d'un prince de la maison de France. C'est une erreur que M. Ant. Thomas a corrigée par un article publié dans la *Revue historique*, t. LXXVI (1901), p. 79-97.

(5) Voy. M. Clément-Simon, *La rupture du traité de Brétigny et ses conséquences en Limousin*, 1368-77 (Paris, 1898).

A la mort de Charles V, la carte politique du « Pays limousin » se peut réduire *en gros* aux parties que voici : d'une part, au nord, le comté de la Marche (avec ses annexes du Dognon et de Bellac-Rancon-Champagnac) aux mains d'un prince de la maison de France ; — au nord-est, la Combraille et le Franc-Alleu, relevant directement du roi ; — d'autre part, relevant également du roi, la vicomté de Limoges à l'ouest, — la vicomté de Turenne au sud-ouest (pour sa partie limousine), — la vicomté de Ventadour au sud-est, — et enfin (dans la partie médiane, depuis La Souterraine jusqu'à St-Junien et Tulle), un long territoire où voisinent les domaines directs du roi, les seigneuries des évêques de Limoges et de Tulle, du chapitre de Saint-Etienne ou des abbés de Saint-Martial, et diverses petites seigneuries laïques appartenant au Limousin proprement dit, comme la vicomté de Comborn et la vicomté de Pompadour ; — enfin les vicomtés de Rochechouart et Bridiers et la seigneurie de Peyrat, compris comme précédemment dans le domaine direct des comtes de Poitou (1).

Les portions poitevines du diocèse de Limoges n'échurent à la royauté d'une manière définitive qu'avec le comté de Poitou en 1421 ; la portion auvergnate qu'avec l'Auvergne en 1527. C'est en cette dernière année également que le comté de la Marche, réuni une première fois à la couronne, de 1308 à 1314, puis apanagé aux princes de la maison royale, de 1314 à 1327, fut confisqué sur la maison de Bourbon et rattaché pour toujours au domaine royal. Il en fut de même de la vicomté de Limoges en 1589 par suite de l'avènement de son chef au trône de France, — et de la vicomté de Turenne en 1738 par vente consentie à Louis XV. Ces trois dates, qui marquent la disparition des dynasties féodales, sont donc les dates définitives, à la différence des dates de 1204 et 1371, qui sont seulement celles de leur « immédiatisation », au profit de la couronne.

Quant aux autres petites seigneuries laïques et ecclésiastiques du Haut et Bas-Limousin, nous avouons ne pas savoir à quelle date fut consommée leur absorption. Il y a lieu de supposer que ce fut peu après 1589.

En somme, si 1204 marque la reprise de l'action royale sur le Pays limousin (action interrompue depuis près de trois siècles), c'est seulement 1589 qu'il faut considérer comme la date de l'établissement définitif de cette action.

(1) D'après M. Longnon (pl, XV).

VII

Circonscriptions royales depuis le XIII^e siècle

La sénéchaussée de Limoges et ses subdivisions, de 1204 à 1523 environ. — Ses limites sont rétrécies au cours du XIV^e siècle. — Ses démembrements à partir du 1523. — Etat des sénéchaussées du Limousin et de la Marche en 1789.

A. — SÉNÉCHAUSSEES ET PETITS-BAILLIAGES (1)

Les représentants envoyés par le roi dans les provinces sous le nom de sénéchaux avaient une délégation générale puisqu'ils avaient charge de commander les armées, de percevoir les impôts et de présider les assises. Leurs circonscriptions s'appelèrent SÉNÉCHAUSSEES.

Dès la seconde moitié du XII^e siècle, les Anglais avaient placé à Limoges un sénéchal, dont le ressort ne nous est pas connu (2). Quand le roi de France confisqua le Limousin sur Jean sans Terre (1204-06), il y envoya probablement à son tour un sénéchal, dont la circonscription coïncida avec celle du diocèse (3). *Senescallus Lemovicensis* ne signifie pas autre chose, au XIII^e siècle, que sénéchal du roi dans tout le diocèse de Limoges.

Il y a vraisemblance qu'il en fut ainsi à toutes les dates du XIII^e siècle où apparaissent dans notre histoire provinciale ces agents généraux du pouvoir central : tantôt comme sénéchaux du Limousin seulement, 1230 et 1236 ; tantôt comme sénéchaux du Poitou et du Limousin réunis, 1240 et 1242 (4).

(1) Voir pour le moyen-âge les cartes annexées à l'ouvrage de M. Dupont Ferrier, — et pour l'année 1789, l'*Atlas des bailliages* dressé par M. Armand Brette (1904).

(2) Pour les sénéchaux anglais du Limousin subordonnés à ceux de Gascogne, de 1279 à 1306, voir Ch. Bémont, *Rôles gascons*, III (1906), p. LXXXIV et ss.

(3) Nous avons donné, dans l'étude citée ci-après, une liste des sénéchaux français du Limousin, qui n'a pas la prétention d'être définitive.

(4) Nous résumerons ici, en l'améliorant sur quelques points du début, la longue étude que nous avons publiée en 1899 sur *Les sénéchaussées du Limousin et de la Marche*, avec textes et citations à l'appui (En tête de notre *Invent. des arch. dép. de la Haute-Vienne*, série B, p. VI à XVII, in 4°).

A partir de 1243 et jusque vers 1285, la sénéchaussée du Limousin est plus fréquemment mentionnée dans les textes, tantôt seule, tantôt réunie aux sénéchaussées du Périgord et du Quercy. Cette particularité implique qu'à certains moments, pour les besoins de la guerre ou de l'administration, ces trois circonscriptions (ou si l'on veut ces trois diocèses), originaires distinctes, se trouvaient placées sous l'autorité d'un seul et même représentant du roi.

Lorsqu'en 1259 saint Louis rendit au roi d'Angleterre le domaine utile des diocèses de Limoges, Périgueux et Cahors, il y maintint un sénéchal français concurremment avec le sénéchal anglais.

Quand ces trois diocèses revinrent au roi de France en toute propriété (1286), la sénéchaussée du Limousin fut placée sous le commandement du sénéchal du Poitou, et cette union persista jusqu'en 1322 (1). Après 1323 la sénéchaussée du Limousin est parfois encore mentionnée seule, mais le plus souvent en compagnie de celle du Poitou.

* *

A partir de 1304 (2) la sénéchaussée de Limoges est diminuée du Bas-Limousin et du Nontronnais qui sont placés dans la dépendance de la sénéchaussée de Quercy et Périgord, celle-ci s'étendant jusqu'au golfe de Gascogne (3).

Une fois le Limousin reconquis sur les Anglais (1371-72), la sénéchaussée de ce nom recouvre le bas pays, c'est-à-dire les petits-bailliages de Brive et Uzerche (4), et elle redevient indépendante de toute autre circonscription, sauf pourtant en 1374 où l'on rencontre encore la preuve que le Limousin et le Périgord sont aux mains du même sénéchal. Mais, depuis quelque temps déjà, notre sénéchaussée s'était rétrécie au profit de celle de Montmorillon, à laquelle on avait rattaché (à quelle date ? nous l'ignorons), les trois seigneuries de Rochechouart-Mortemart (5),

(1) Le sénéchal du roi résida tout d'abord dans la cité de l'évêque. C'est seulement à la fin du XIV^e siècle qu'il transféra son siège dans la ville proprement dite, au voisinage du château des vicomtes.

(2) Les lettres patentes du 21 déc. 1316 confirmèrent la réunion de la sénéchaussée du Limousin à celle du Poitou (*Ordonn. des rois de Fr.* XI, 444).

(3) Voy. la convocation de 1304 dans l'*Hist. du Languedoc*, IV, pr. p. 138. Mais cette date ne paraît pas convenir au Nontronnais.

(4) Cf. Longnon, *Atlas*, pl. XIV, année 1305.

(5) En vertu des lettres patentes de juin 1373 publ. dans le *Bull. de la Soc. arch. de Brive*, II, 471). — Sur ces « petits bailliages » voy. ce que nous disons plus loin.

Peyrat-Bourgueuf et Bridiers (1) annexées au comté de Poitou. Elle excluait également sinon la Marche (2), du moins la Combraille qui relevait maintenant du grand-bailliage de Riom. C'était le respect de l'organisation féodale qui s'affirmait aux dépens de l'antique organisation ecclésiastique, et le coup définitif porté à l'unité territoriale du *Pays limousin*. Notre sénéchaussée ne s'étend plus que sur les vicomtés de Limoges et de Ventadour, sur celle de Turenne pour la partie limousine de ce fief, sur quelques petites seigneuries laïques, sur les seigneuries ecclésiastiques de Limoges, de Tulle, sur leurs vassaux de la grande enclave limousine du nord, — et enfin sur le comté de haute et basse Marche (3). Mais elle perd celui-ci de 1469 à 1472, lorsque le Limousin proprement dit est donné en apanage à Charles, frère de Louis XI.

Jusqu'en 1523 on ne constate aucun changement notable. On sait d'ailleurs, d'une façon générale, que Louis XI, Charles VIII et Louis XII ne modifièrent en rien les grandes circonscriptions de leur royaume. Cependant à la fin du XV^e siècle et au commencement du XVI^e, la vicomté de Limoges était théoriquement en dehors des limites de la sénéchaussée royale et relevait nuement du roi (4). A partir de 1496 le sénéchal du Limousin s'intitule en même temps gouverneur militaire du pays, cumul fréquent à cette époque.

* *

Le sénéchal royal du Limousin avait, depuis la fin du XIII^e siècle ou le commencement du XIV^e, deux subordonnés ou lieute-

(1) Un acte de 1370 (Invent. de documents, dans l'*Hist. de la maison de Rochechouart*, II, 313) nous apprend qu'à la requête de Louis, vicomte de Rochechouart, la vicomté, qui avait été placée sous le ressort du siège sénéchal de Limoges, en vertu du traité avec Edouard d'Angleterre (celui de 1360 ?), fut replacée sous son ancien ressort de Montmorillon en Poitou.

(2) Nous étendons aux enclaves de Peyrat et Bridiers le bénéfice de la requête du vicomte de Rochechouart mentionnée dans la note précédente. Voir les actes de 1376 et ss. mentionnés dans notre *Invent. des arch. hospil. de Magnac-Laval*, B. 14). — Dans son *Hist. du Poitou* (II, 274), Thibaudau affirme, mais sans donner ses preuves, qu'en 1390 le duc Jean de Berry rattacha Bellac, comme étant de droit écrit, à la sénéchaussée de Limoges, — et Le Dorat, qui était de droit coutumier, à la sénéchaussée (ou mieux châtellenie) de Montmorillon. (Sur ce comté de la Basse-Marche, voir ci-dessus le chap. VI, p. 360).

(3) Le comté de la Marche est dit de la sénéchaussée royale du Limousin dans un document de 1419 publ. par M. A. Thomas, *Doc. sur la Marche*.

(4) M. Dupont-Ferrier, *ouv. cité*, p. 23. Nous n'avons point trouvé confirmation de cette anomalie.

nants, appelés visénéchaux et plus communément baillis. Leurs circonscriptions respectives se nommaient bailliages (*bailia*, *ballia*, *bayliva*) (1). On en connaît trois dont les chefs-lieux étaient : Limoges pour le Haut-Limousin, Brive et Uzerche pour le Bas-Limousin.

L'histoire du petit-bailliage de Limoges ne paraît offrir aucune particularité. Celle du petit-bailliage du Bas-Limousin est plus compliquée. Les deux sièges n'avaient qu'un seul et même bailli, siégeant alternativement à Brive et Uzerche. Au commencement du XV^e siècle, Brive se trouvant aux mains des Anglais, le bailli du Bas-Limousin en prit prétexte pour tenir ses assises à Tulle. Mais cette innovation ne se maintint point. Tenant compte des protestations de l'évêque de Tulle qu'offusquait le voisinage de l'officier royal, et des réclamations des Brivistes dépossédés, Louis XI rendit, au mois d'août 1462, une ordonnance (2) qui remplaça à Brive l'un des deux sièges royaux du Bas-Limousin (3).

Le petit-bailliage de Laron et Masléon (4), près Peyrat-le-Château, créé par Philippe le Bel en 1289, est antérieur aux autres. Il disparut après 1352 (5), mais eut comme un prolongement dans le petit-bailliage de Bourganeuf qui releva toujours de la sénéchaussée poitevine de Montmorillon.

La Combraille et ses cinq châtelainies (Evaux, Chambon, Auzances, Sermur et Lépaud) formèrent aussi un petit-bailliage particulier qui ressortissait primitivement au Parlement de Paris, puis à la sénéchaussée d'Aigueperse.

Les petits bailliages se subdivisaient en prévôtés et châtelainies royales (6), comprenant plusieurs paroisses.

Quoiqu'ils cumulassent souvent avec leurs fonctions royales des offices féodaux, municipaux et même ecclésiastiques, les sénéchaux du moyen-âge résidaient plus souvent auprès du roi que dans leurs circonscriptions. Mais ils avaient au-dessous d'eux, pour les représenter dans chaque petit-bailliage, outre des lieutenants, un certain nombre d'officiers (procureurs du roi, avocats du

(1) Ne pas confondre ces « petits bailliages » de notre région avec les « grands bailliages » du Nord qui par leur étendue et leur importance correspondaient aux sénéchaussées du Midi.

(2) Publiée dans l'*Hist. des capitulaires* (édit. Chiniac, Paris, 1774), réimprimée dans le *Bull. de la Soc. hist. de Brive*, I, 679.

(3) Lire le récit de cette querelle dans M. Clément-Simon, *Recherches de l'hist. de Tulle*, p. 147 et ss.

(4) Appelé quelquefois prévôté royale.

(5) Voy. le *Bull. de la Soc. arch. du Limousin*, XL, p. 875.

(6) Ne pas confondre les prévôtés et châtelainies royales avec les seigneuries qui coexistaient.

roi, receveurs du roi). A ces fonctionnaires s'adjoignirent à partir du XIV^e siècle les baillis, prévôts et châtelains de la circonscription, ainsi qu'un certain nombre de mandataires de la population (chevaliers, ecclésiastiques, prud'hommes) pour former le Conseil du sénéchal. Les membres de ce Conseil délibéraient en commun, exerçaient la police, tenaient les plaids et les assises, recevaient les appels, recrutaient les gens de guerre et assuraient le fonctionnement financier et administratif de la sénéchaussée dans ses multiples effets (1).

Il ne paraît point que les comtes de la Marche de la maison de Charroux aient eu un sénéchal à leur service. Les premiers sénéchaux de la Marche connus sont, comme ceux du Limousin, anglais et se rencontrent à la fin du XII^e siècle.

Après la domination anglaise, le sénéchal de la Marche dont il est fait mention dans les textes, est un fonctionnaire seigneurial aux gages du comte, mais subordonné à celui du Poitou (2). Charles le Bel, qui avait reçu la Marche en apanage, lui donna un « parlement » à Charroux et constitua nominativement une sénéchaussée royale de la Marche, qui fut d'ailleurs unie à celle du Limousin (1322-27). Quand Charles le Bel céda la Marche à la maison de Bourbon, le sénéchal redevint un fonctionnaire seigneurial pour deux siècles (3).

*
* * *

Vers 1523, de grands changements eurent lieu quant au nombre et à l'étendue des sénéchaussées de France (4). Un état de ces

(1) Le terme *sénéchal* a été souvent employé dès la fin du moyen-âge comme synonyme de *juge* ou *châtelain*. Un acte de 1382 parle de Raymon du Chier, sénéchal de Châteauponsac pour l'abbé de Déols (Arch. nat. JJ. 120, n° 115). Un autre de 1733 parle du sénéchal de Bourgneuf (*Bull. de Limoges*, LVII, p. 671). — Il faut se garder aussi de confondre les sénéchaux des seigneurs avec ceux du roi. Ainsi le comte du Dognon avait un sénéchal à la fin du XVI^e siècle, mais ce n'était qu'un officier seigneurial. De même pour le sénéchal de la Marche, comme nous l'expliquons plus loin, tant que le comté ne fut pas dans la main du roi.

(2) Nous avons admis précédemment que le ressort *primitif* du sénéchal du Limousin s'étendait à tout le diocèse, donc implicitement sur la Marche comme sur les portions poitevines de notre cadre d'études.

(3) Il ne faut pas ignorer qu'en certains cas la royauté donna à ses baillis de Montferrand et de St-Pierre-le-Moutier (siège à Cusset) des délégations temporaires sur des villes du diocèse de Limoges voisines de leurs chefs-lieux respectifs. Mais ces anomalies n'affectaient en rien les limites officielles des circonscriptions établies.

(4) Pour apprécier l'importance relative de nos sénéchaussées locales en tant que territoires, il faut savoir qu'il y avait en France 36 circonscrip-

circonscriptions, dressé en 1524 ou 1525, mentionne la sénéchaussée royale du Haut-Limousin et celle du Bas-Limousin. A bon droit, il omet la sénéchaussée de la Marche qui reparut bientôt après et dura jusqu'à la Révolution.

Nous allons suivre les modifications apportées aux limites de ces trois circonscriptions pendant toute la durée de l'ancien régime.

En 1524 la sénéchaussée du Haut-Limousin (ch.-l. Limoges) était encore fort vaste. Couvrant toute la région de la Vienne supérieure et de ses affluents, sur une longueur d'environ 80 kilomètres, depuis Eymoutiers jusqu'à St-Junien, elle comptait pour le moins 350 paroisses. Au nord, elle ne dépassait guère Nieul et Laurière; au sud, elle s'élargissait jusqu'au delà de Châlus, St-Yrieix et St-Germain-les-Belles.

On tenta en 1634 d'en réduire l'étendue par l'institution de la « sénéchaussée secondaire » de St-Léonard. Cette innovation, sur les motifs de laquelle nous sommes mal fixés, n'eut point de suite; l'édit de création fut rapporté en 1635.

Plus heureux et plus durable fut le nouveau démembrement opéré en 1749-50. Il eut pour effet de diminuer la sénéchaussée d'une vingtaine de paroisses qui formèrent la « sénéchaussée secondaire » de St-Yrieix. Les raisons qui incitèrent le pouvoir central à cette innovation nous sont, cette fois, clairement connues. Il s'agissait, à vrai dire, moins de réduire l'étendue de la circonscription de Limoges au profit des justiciables éloignés, que de donner satisfaction aux ambitions de St-Yrieix en faisant disparaître à son profit la cour d'appels de Ségur.

Comme la nouvelle sénéchaussée empiétait à la fois sur le Limousin et le Périgord, les présidiaux de Limoges et de Périgueux se partagèrent les appels des paroisses subordonnées.

La sénéchaussée du Bas-Limousin (ch.-l. Tulle) avait été constituée par lettres patentes de 1523. Elle comprenait originellement tout le pays de ce nom, c'est-à-dire la région qu'arrosent la Vézère supérieure, la Corrèze et les affluents de droite de la Dordogne, au sud-ouest du Plateau de Millevaches. Elle englobait donc les petits-bailliages de Tulle, Brive, Uzerche et comptait environ 430 paroisses, entre lesquelles Treignac, Ussel, Argentat, Beaulieu.

Dès 1533 son ressort fut sensiblement diminué par l'institution

tions du même genre (sénéchaussées ou grands bailliages) en 1328, — environ 60 vers 1460, — 86 à la fin du XV^e siècle — et plus de 400 en 1789 (Dupont-Ferrier, *ouv. cité*, p. 14).

de la sénéchaussée d'Uzerche. Mais l'une et l'autre circonscription disparurent en 1551 pour faire place à la sénéchaussée de Brive. En d'autres termes, la royauté revint à l'idée d'une circonscription unique pour le Bas-Limousin et en plaça le chef-lieu non plus à Tulle, quoique siège de l'évêché, non plus à Uzerche malgré l'illustration de son abbaye, mais à Brive dont la position était intermédiaire entre les deux autres villes, quoiqu'excentrique par rapport au Bas-Limousin. La faveur accordée à cette petite ville fut d'ailleurs de peu de durée. La sénéchaussée de Tulle fut rétablie en 1553-54, avec de nouvelles limites, et celle d'Uzerche en 1561. Le Bas-Limousin eut dès lors trois sièges de justice. La possession lui en fut continuée jusqu'en 1566, date à laquelle la royauté supprima le siège de Brive en l'incorporant à celui de Tulle.

En 1576 le siège de Brive fut relevé. Les trois sénéchaussées du Bas-Limousin subsistèrent dès lors sans nouvel accident jusqu'à la Révolution. L'organisation judiciaire de cette partie de notre province fut complétée par l'institution des présidiaux de Brive (1552) et de Tulle (1637). Le second étendit son ressort sur le siège royal d'Uzerche, la sénéchaussée ducale de Ventadour, partie du siège royal de Martel et le siège vicomtal de Turenne.

* *

La vicomté de Turenne se maintint longtemps en dehors des limites de la sénéchaussée de Brive. De même le duché de Ventadour fut primitivement soustrait à la juridiction du siège sénéchal de Tulle et forma une sénéchaussée ducale qui eut son tribunal d'abord à Egletons, puis bientôt après à Ussel.

La Combraille (ch.-l. Evaux), qui avait un bailli d'épée et un lieutenant sénéchal et suivait la coutume de la Basse-Auvergne, releva pendant longtemps du siège sénéchal d'Aigueperse et du présidial de Riom.

Quant aux trois enclaves poitevines du diocèse de Limoges (Rochechouart, Bridiers et Bourgageuf), elles continuèrent de dépendre de la sénéchaussée de Montmorillon, réorganisée en 1545.

* *

La sénéchaussée comtale de la Marche reçut, en vertu d'un édit de mars 1515, deux sièges fixés respectivement l'un à Guéret pour la Haute-Marche, en dépit de l'opposition faite par Aubusson et Felletin (1); l'autre à Bellac pour la Basse-Marche, malgré

(1) C'est à cette nouvelle période que se réfère principalement l'étude de M. C. Pérathon, *La sénéchaussée de la Marche*, dans le *Bull. Soc. arch. du Limousin* (XXXIX, 1890).

les droits supérieurs du Dorat. Cette division n'était point absolument nouvelle. De bonne heure le sénéchal comtal de la Marche avait eu deux lieutenants appelés gardes, l'un pour la partie haute, l'autre pour la partie basse. Celui de la partie basse tendit bientôt, en prenant le titre de sénéchal de la Basse-Marche, à se rendre indépendant du sénéchal en chef dont l'autorité se réduisit ainsi à la Haute-Marche. Leurs sièges étaient ambulatoires.

Une déclaration royale du 22 septembre 1531 réunit à la sénéchaussée royale de la Haute-Marche le pays du Franc-Alleu, quoiqu'il suivit la coutume d'Auvergne. Aubusson, Felletin, Ahun, Chénérailles, Le Dognon, Bellegarde et Crocq étaient les principales localités de cette circonscription. Son organisation ne fut achevée qu'en 1635-36 par l'institution du présidial de Guéret, qui exerça sa juridiction sur les sénéchaussées de la Haute et de la Basse-Marche (aux dépens des présidiaux de Moulins et Poitiers) et, par raison de proximité, sur le petit-bailliage de Bourgueuf (relevant de la sénéchaussée de Montmorillon) et sur la prévôté de Bellegarde en Franc-Alleu (relevant de la sénéchaussée de Riom). Le présidial de Guéret se trouvait donc amené à juger tantôt d'après la coutume de la Marche, tantôt d'après celle de l'Auvergne, tantôt d'après le droit écrit qui prévalait dans la sénéchaussée de Bellac.

De Bellac le siège royal de la Basse-Marche fut transféré à l'Isle-Jourdain en 1527, puis au Dorat en janvier 1562 (n. st.), malgré l'opposition des chanoines du lieu. Son ressort s'étendait à l'ouest jusqu'au cours de la Vienne moyenne et comprenait non-seulement la région de la Gartempe, mais encore des quartiers qui, après avoir fait partie de la Marche primitive aux X^e et XI^e siècles, étaient passés depuis longtemps à l'Angoumois et au Poitou. La sénéchaussée de la Basse-Marche, qui comptait ainsi environ 90 paroisses, correspondait donc assez bien aux cantons actuels de Bellac, Le Dorat, Magnac-Laval, St-Sulpice-les-Feuilles, Bessines, Châteauponsac, d'une part; Mézières-sur-Issoire, Confolens (en partie), Availle, l'Isle-Jourdain et Lussac-les-Châteaux, d'autre part.

Elle reçut en février 1572 un « siège secondaire » qui fut placé à Bellac. Cette ville souffrait grandement de la dépossession dont elle avait été frappée en 1527 et ne pouvait se résigner à être supplantée par Le Dorat. Il faut reconnaître qu'il y avait, en l'espèce, d'excellents motifs à la rivalité de ces deux villes : Bellac était en pays de droit écrit, Le Dorat en pays de droit coutumier. On devine les inconvénients qui résultaient de cette opposition

quand les plaideurs de Bellac venaient demander justice aux juges du Dorat. Leurs réclamations parurent si bien fondées que la royauté finit par leur donner satisfaction. L'édit de février 1572 décida que la sénéchaussée de la Basse-Marche conserverait son « siège principal » au Dorat, dont le ressort s'étendit sur 67 paroisses qui suivaient la coutume du Poitou, — mais qu'elle recevrait un « siège secondaire », placé à Bellac, auquel ressortiraient les 21 paroisses de la Basse-Marche qui étaient de droit écrit. Et pour bien préciser le sens de ce dédoublement, il fut stipulé que les appels du siège du Dorat seraient portés au présidial de Poitiers, ceux du siège de Bellac au présidial de Limoges pour les affaires civiles, au présidial de Poitiers pour les affaires criminelles seulement.

Les magistrats du présidial de Limoges protestèrent et obtinrent un arrêt du Conseil, en date du 12 novembre 1578, qui rétablissait leur autorité, au criminel comme au civil, sur le siège de Bellac. Ce fut au tour des habitants de Bellac de se plaindre : un édit du 25 janvier 1595 leur donna satisfaction en les replaçant sous la juridiction du présidial de Poitiers et du parlement de Paris. Leur situation ne fut changée qu'en 1635-36, date à laquelle ils furent rattachés au présidial de Guéret nouvellement institué.

En définitive, la sénéchaussée de la Basse-Marche comptait deux sièges : l'un, principal, au Dorat ; l'autre, secondaire, à Bellac, qui tous deux s'attribuaient le titre de sénéchaussée royale. Cette solution ne pouvait mettre fin à la rivalité des deux villes. Bellac souffrait de savoir le lieutenant-général du Dorat en possession du droit de se qualifier lieutenant général de la Basse-Marche, de convoquer le ban et l'arrière-ban dans toute l'étendue de cette circonscription, et de venir deux fois l'an, à son bon plaisir, présider les audiences du siège secondaire. A force de sollicitations, les magistrats de Bellac réussirent en 1657 à obtenir du Conseil privé du roi un arrêt qui déclara les deux sièges égaux et reconnut au chef de leur compagnie le droit de prendre le titre de lieutenant-général.

Cet arrêt, obtenu vraisemblablement par surprise ou par faveur, en un temps de troubles publics, ne semble pas avoir fait loi. Les magistrats du Dorat continuèrent, en se riant des prétentions de leurs voisins, de se dire membres du siège principal de la Basse-Marche, seule ville capitale de la « province » de ce nom. Ils jugèrent bon toutefois, au bout de quelques années, de solliciter du Conseil deux arrêts (3 sept. 1698 et 9 août 1700), confirmatifs de l'édit de 1572, qui furent signifiés à leurs confrères du siège secondaire. La lutte semble s'être assoupie pendant toute la première moitié du XVIII^e siècle. Elle se réveilla plus vive que

jamais vers 1760, à l'instigation, semble-t-il, d'un singulier personnage, Simon Mallebay de La Mothe, procureur au siège de Bellac, connu par ailleurs. C'est lui, croyons-nous, qui inspira à M. de Verdilhac, lieutenant au même siège, l'idée de se dérober sournoisement aux audiences que le lieutenant-général du Dorat venait présider à Bellac, conformément à l'édit de 1572.

Ces procédés mesquins ne servirent de rien. Ils furent repris cependant en 1768-69, mais sans plus de succès, le bon sens de Turgot, alors intendant, ayant fait promptement justice des prétentions de Bellac; — puis une quatrième fois en 1776, après le renvoi de Turgot, ministre. Le sieur Fauconier, lieutenant-particulier au siège de Bellac, s'avisa d'acquérir à deniers comptants l'office de lieutenant-général de la Basse-Marche au siège du Dorat, puis de demander que les deux sièges fussent réunis, mais de telle sorte que celui du Dorat disparut devant celui de Bellac. Demande habile pour laquelle il avait, assure-t-on, l'appui secret de M. de Laipaud, bailli d'épée des deux sièges, en résidence au Dorat. La complicité était inattendue. Les contemporains prétendirent l'expliquer par ce fait que les affaires personnelles de M. de Laipaud étaient « délabrées ».

Malgré tout, Le Dorat s'était toujours senti menacé dans ses prérogatives par l'ambition de son voisin, et c'est pour en prévenir les fâcheux effets qu'il avait obtenu, en novembre 1652, un édit érigeant le siège sénéchal en présidial, avec le droit de recevoir les appels des sièges du Dorat, Bellac, Montmorillon et Bourgageuf. Cet édit ne put être exécuté. Un siècle plus tard, en avril 1749, Le Dorat fit réunir à son siège sénéchal de justice la châtellenie royale du lieu.

Quand il s'agit de faire élire les députés aux Etats généraux de 1789, les sénéchaussées du Dorat et de Bellac ne formèrent qu'une seule et même circonscription, et les opérations principales eurent lieu au Dorat sous la direction du sénéchal d'épée de la « province » de Basse-Marche.

* *

A suivre la carte (n° 9) des sénéchaussées de la Généralité de Limoges dressée par M. A. Brette, le dernier état de ces circonscriptions judiciaires en 1789 s'établit ainsi :

1. La sénéchaussée principale de Limoges, de beaucoup la plus étendue des sénéchaussées de notre région. Au nord, elle prenait La Souterraine et St-Vaury; dans sa plus grande largeur elle s'étendait de La Chapelle-Montbrandeix à Eymoutiers; puis, se resserrant subitement, elle descendait vers le sud jusqu'à Vignols

au delà de Lubersac. Des localités comme Le Grand-Bourg, Bénévent, Bessines, Laurière, Nieul, Nantiat, Ambazac, Châlus, Nexon, Lubersac, St-Léonard, St-Germain et Châteauneuf en faisaient partie. — Elle avait deux annexes enclavées dans la sénéchaussée de St-Yrieix : celle de Salagnac et St-Trie, d'une part ; celle de Lanouaille avec les paroisses voisines d'autre part ; — une troisième annexe, celle de Compeix, située entre Guéret et Bourgneuf ; — une quatrième comprenant les territoires de St-Junien, Chaillac, St-Christophe-de-Confolens et Bussière-Boffy.

2. La sénéchaussée secondaire de St-Yrieix qui, comme étendue, équivalait au quart de la précédente. Elle comprenait entre autres localités Château-Chervix, Jumilhac, Juillac, Firbeix, etc.

3. La sénéchaussée principale de Tulle, fort étendue, enfermait toute la région du Plateau de Millevaches et s'allongeait au sud jusqu'à Bort, Servièrès et Cornil. Elle avait, par delà la sénéchaussée de Brive, deux annexes : Mercœur et Beaulieu d'une part ; St-Cirgues-la-Roche et une demi-douzaine de localités voisines, d'autre part.

4. La sénéchaussée secondaire de Brive s'étendait tout en longueur au sud du Bas-Limousin. Depuis Auriac jusqu'à Boisseuil (au voisinage d'Hautefort qui était du Périgord). D'un seul tenant, elle comptait des localités comme Argentat, Beynac, Meyssac, Turenne, Larche, Donzenac et Ayen.

5. Le siège royal d'Uzerche avait un ressort particulier qui couvrait les deux rives de la Vézère depuis l'Eglise-aux-Bois jusqu'à St-Cyr-la-Roche, enfermant dans ses limites Treignac, Vigeois, Allassac, Pompadour, etc. St-Mémin formait une toute petite annexe enclavée dans la sénéchaussée de St-Yrieix.

Voilà pour le Limousin. Dans la Marche, le dernier état des circonscriptions judiciaires est le suivant (carte n° 8) :

6. La sénéchaussée principale du Dorat englobait, à la fin, des territoires marchois, poitevins et angoumoisins : Châteauponsac, Arnac-la-Poste, le fief Lussazois, Magnac-Laval, St-Sornin-la-Marche, Bussière-Poitevine, Lussac-les-Châteaux, l'Isle-Jourdain, Availle, Pleuville, St-Germain-de-Confolens, Gajoubert, Nouic et Mézières-sur-Issoire (1). Cette sénéchaussée était comme coupée en deux par :

(1) Voy. les documents historiques relatifs au Dorat que nous avons publiés, d'après une mauvaise copie, dans le *Bull. Soc. arch. du Limousin*, XXIX (1881), p. 155 et ss.

7. Le siège royal de Bellac, sénéchaussée secondaire dont le territoire fort exigu équivalait à la moitié seulement de la sénéchaussée du Dorat. Il comptait comme localités principales Darnac, Rancon, Thouron, Chamborêt, St-Barbant, etc.

8. La sénéchaussée de Guéret s'étendait sur les deux rives de la Creuse depuis la Courtine jusqu'à Eguzon. Toute en longueur, elle comprenait comme localités principales : Gentioux, St-Sulpice-les-Champs, Ahun, St-Dizier, Dun-le-Palleteau, St-Sébastien, sur la rive gauche; — Aigurande (un faubourg d'), Bonnat, Châtelus, Jarnage, Chénérailles, Aubusson, Felletin, sur la rive droite de la rivière; — Crocq et Bellegarde, parties intégrantes du Franc-Alleu. — Elle avait deux annexes : celle de Prissac au N. O. (en Berry), et à l'O. celle, beaucoup plus importante, du Châtenet-en-Dognon, qui s'étendait depuis St-Pierre-de-Chérignac jusqu'à Bujaleuf inclusivement.

En dehors de la Marche et du Limousin nous avons à considérer (1) :

A. La Combraille qui, représentée par Evaux, Chambon, Auzances, Lépaud et Sermur, ressortissait à la sénéchaussée de Riom;

B. Gouzon, Les Forges et parties des paroisses de Lussac, Bord, etc. qui formaient une enclave du Bourbonnais.

C. Boussac et les paroisses environnantes (St-Silvain, Lavaufranche, Toul-Ste-Croix, Domérot, La Celle-sous-Gouzon) qui faisaient partie du bailliage d'Issoudun en Berry;

D. Les enclaves poitevines qui, annexées au bailliage secondaire de Montmorillon, se lotissaient comme suit (2) :

a. enclave de Bourganeuf (sous le nom de « petit bailliage », jusqu'à une date inconnue), comprenant Pontarion, Royère, Nedde, Rempnat, Peyrat-le-Château, St-Amand-Jartoudeix, Les Billanges, Aulon, etc. (3);

b. enclave de Rochechouart, comprenant Pensol, St-Mathieu, Oradour-sur-Vayres, Videix, St-Laurent-sur-Gorre, St-Victurnien, Oradour-sur-Glane, Mortemart, Brigueil, Vaulry, Blond, etc.;

(1) Voir les cartes n° 7, 10 et 16 de l'*Atlas* de M. A. Brette.

(2) Brette, *Atlas*, cartes n° 9 et 16.

(3) Les limites données par M. Brette pour l'enclave de Bourganeuf sur la carte n° 9 diffèrent quelque peu de celles qu'il donne sur la carte n° 16. Sur celle-ci l'enclave englobe la paroisse de St-George-la-Pouge.

c. enclave de Bridiers, comprenant Chamborand, St-Pierre de Fursac, Morterolles, Fromental, St-Maurice, St-Priest-la-Feuille, Noth, Saint-Léger-Bridereix, Saint-Amand-de-Versillac, Vareilles, Azérables, puis Les Chézeaux, St-Georges-les-Landes, St-Sulpice-les-Feuilles, Cromac, Jouac, St-Martin-le-Mault, Lussac-les-Eglises, Verneuil-Moustiers et Tersanne dans la vicomté de Broches.

A la fin de l'ancien régime, le tribunal préposé à la sénéchaussée était bien différent, comme composition et comme attributions, de ce qu'il était au moyen-âge. Les pouvoirs financiers ont été dévolus aux tribunaux des élus, et au bureau des trésoriers, les pouvoirs militaires aux gouverneurs et à leurs lieutenants, les pouvoirs administratifs aux intendants. Il ne reste plus à la sénéchaussée que les pouvoirs judiciaires qu'exercent les conseillers et les « gens du roi ». Son chef, le grand sénéchal d'épée, n'a plus qu'un rôle honorifique et s'efface en fait devant le lieutenant-général.

*
*
*

Il nous faut tenir compte ici d'une circonscription judiciaire, assez particulière, d'origine féodale, qui a duré jusqu'au milieu du XVIII^e siècle : celle de la cour d'appeaux de Ségur. Ce tribunal avait été établi vers 1437-38 quand le vicomte de Limoges devint comte de Périgord, pour recevoir les appels des justices ordinaires de la vicomté de Limoges, à l'instar de la cour d'appeaux de Périgueux instituée en 1342 pour le comté de Périgord. En 1528, alors que les deux fiefs étaient depuis près d'un siècle aux mêmes mains, les deux sièges furent réunis en un seul. La circonscription de la nouvelle cour d'appeaux de Ségur comprit alors 155 justices, dont 89 en Périgord et 66 en Limousin. Au commencement de l'année 1750, cette cour fut supprimée et remplacée par une sénéchaussée secondaire dont le siège fut établi à Saint-Yrieix, avec ressort sur les paroisses du Limousin seulement (1).

Les vicomtes de Turenne dès le XIII^e siècle, les comtes de Ventadour au XIV^e (2), les seigneurs du Dognon au XV^e, les ducs d'Ayen au XVII^e (3), eurent également des cours d'appeaux dont les limites se confondirent avec les limites respectives de ces seigneuries.

(1) Voy. R. Fage, *La cour d'appeaux de Ségur* (1880).

(2) La cour d'appeaux du duché de Ventadour fut placée tout d'abord à Egletons, puis à Ussel.

(3) La cour d'appeaux du duché d'Ayen, placée d'abord à St-Robert, fut transférée à Larche en 1786.

En 1789 le territoire de l'ancien Limousin comptait plus de neuf cents justices seigneuriales.

Quoiqu'au XVIII^e siècle beaucoup de seigneurs affirmassent encore leur droit de haute justice, en réalité ce droit n'était plus depuis longtemps qu'honorifique, les représentants du roi ayant réussi de bonne heure à tirer à eux toutes les causes importantes.

Le Haut et Bas-Limousin et la partie de la Basse-Marche formant la sénéchaussée de Bellac étaient de droit écrit. Cependant Limoges avait depuis le commencement du XIII^e siècle une coutume particulière.

Le reste de la Marche, la Combraille et les trois enclaves poitevines étaient pays de droit coutumier. La première avait une coutume particulière qui fut rédigée au XVI^e siècle.

La Marche fut presque toujours soumise aux grands jours que la royauté institua si fréquemment à partir du milieu du XV^e siècle, et nommément à ceux de Poitiers 1454, de Thouars 1455, de Montferrand 1481 (avec la Combraille), de Poitiers 1531, de Tours 1533, de Moulins 1534 (avec la Combraille), d'Angers 1539, de Moulins 1540 (avec la Combraille), de Poitiers 1541 (avec la Combraille), de Riom 1546 (avec la Combraille), de Tours 1547, de Riom 1550 (avec la Combraille), de Poitiers 1567 (avec la Combraille), de Poitiers 1579, de Clermont 1582 (avec la Combraille et l'enclave poitevine de Bourgameuf), de Lyon 1596, de Poitiers 1634 (avec les enclaves poitevines), de Clermont 1665 (avec la Combraille). — Le Limousin au contraire n'a figuré qu'aux grands jours de Poitiers 1454, de Thouars 1455, de Bordeaux 1456 et 1459 (?), de Limoges 1542, de Limoges 1605 (avec le Quercy), de Poitiers 1634, et de Poitiers 1688 (avec le Poitou et la Saintonge).

La délégation du Parlement de Paris qui fonctionna momentanément à Toulouse pour les pays de Languedoc, entre 1280 et 1291, n'eut point le Limousin dans son ressort; mais elle eut le Quercy, et c'est pour la partie quercinoise de son fief que le vicomte de Turenne fut quelquefois cité devant ce premier parlement de Toulouse. Réorganisé par le dauphin Charles, de 1420 à 1428, puis définitivement reconstitué en 1443, le parlement de Toulouse n'engloba encore que la partie de la Guyenne sise au sud de la Dordogne.

Le Limousin resta sous la juridiction du parlement de Paris, qui, de 1418 à 1436, fonctionna à Poitiers. Mais par lettres patentes du 7 février 1462 (v. st.), Louis XI l'attribua au parlement de Bordeaux nouvellement institué. Lorsqu'il créa le parlement de Poitiers en 1469 (après la cession de la Guyenne à son frère

Charles), le même roi mit dans son ressort non seulement le Poitou, mais encore le Limousin haut et bas, la Marche haute et basse, la Combraille et le Franc-Alleu, c'est-à-dire la totalité de l'ancien diocèse de Limoges. Ce parlement fonctionna durant trois années seulement. Lorsqu'il disparut, le Limousin fut rendu au ressort de Bordeaux et le comté de la Marche, pays de droit coutumier, confirmé au ressort de Paris (1), exception faite des trois châtellenies de Bellac, Rancon et Champagnac qui ne furent rendues au parlement de Paris que par édit de 1595 (2).

Les « grands bailliages » institués par Lamoignon n'eurent qu'une existence fort courte (mai-sept. 1788) (3). De celui de Périgueux dépendaient les sénéchaussées de Limoges, St-Yrieix, Tulle, Brive, Uzerche; de celui d'Angoulême la sénéchaussée de Guéret et probablement aussi celles du Dorat et de Bellac; de celui de Poitiers nos enclaves poitevines; de celui de Riom, la Combraille (4).

(1) Le rattachement de la Marche au parlement de Paris eut lieu dès 1470. (*Ordonn. des rois*, XVII, 327).

(2) Publ. par Roy.-Pierrefitte, *Hist. de Bellac*, p. 227.

(3) Il y en eut quatre pour le ressort du parlement de Bordeaux : Dax, Bordeaux, Condom et Périgueux.

(4) L'édit d'institution ne nomme pas les sénéchaussées et bailliages secondaires, mais seulement les sénéchaussées présidiales.

B. — ÉLECTIONS ET GÉNÉRALITÉS DE FINANCES (1)

Les élections de finances n'existent pas en fait de 1356 à 1452. — Les trois grandes élections de 1452 et leurs subdivisions. — Premières modifications. — Leurs rattachements à diverses recettes et généralités de finances jusqu'à l'organisation définitive de la généralité de Limoges en 1586 et de la généralité de Moulins en 1587. — Les huit élections de la fin du XVI^e siècle, réduites à six sous Louis XIII (dont quatre dans la généralité de Limoges et deux dans la généralité de Moulins). — Empiètements des généralités de Bourges, Bordeaux et Poitiers. — Les principales institutions de la Généralité.

Les circonscriptions financières connues sous le nom d'ÉLECTIONS (du nom de leurs chefs élus par les Etats) remontent aux grandes réformes introduites par les Etats généraux de 1356. En fait, par suite de la cession du Limousin et de la Marche aux Anglais (traité de Brétigny), elles ne furent définitivement introduites dans notre région que par les lettres patentes de Charles VII d'août 1452 (2). Entre ces deux dates la répartition et le recouvrement des impôts royaux paraissent s'être faits par des agents temporaires, nommés tantôt par le roi, tantôt par les Etats, et comptables de leur gestion envers les officiers des petits-bailliages où ils opéraient. Toujours est-il que, vers le milieu du XV^e siècle, on trouve nos deux provinces partagées entre trois élections :

1^o L'élection de la Marche (comprenant la Haute-Marche et la seigneurie de Montaigu), où la répartition des taxes, votées longtemps par les Etats, se faisait suivant les divisions féodales, c.-à-d. suivant les châtelainies de Crozant, du Dunois, de Malval, de Guéret, de Châtelus, de Drouilles, d'Ahun, de Montaigu-en-Combraille, d'Aubusson, de Felletin et du Pays de la Montagne qui était une division purement régionale. La châtelainie du Dognon dépendait aussi de l'élection de la Marche;

(1) Pour la généralité de Limoges, voir les cartes de cette circonscription dressées par A. Leroux (pour les années 1594-96); par Jaillot (1715 et 1719), par Cornuau et Capitaine (1781 et 1783), etc. — Pour les élections voir l'*Atlas* n^o 117 de la Bibl. nationale (départ. des cartes) et la carte que M. A. Thomas a placée en tête de son ouvrage sur les *Etats provinciaux de la France centrale* (1879).

(2) Lettres patentes du roi dans Isambert, *Anciennes lois franc.*, IX, 131 et X, 500.

2° L'élection du Haut-Limousin (avec la Basse-Marche et parfois le Franc-Alleu), où la répartition des taxes se faisait suivant les divisions ecclésiastiques, c-à-d. suivant les archiprêtres de Bénévent, Rancon, St-Junien, Limoges, La Meyze, Nontron, Lubersac, La Porcherie et St-Paul;

3° L'élection du Bas-Limousin où les taxes se répartissaient suivant les divisions féodales, ecclésiastiques et régionales, c-à-d. suivant les châtelainies de Treignac et La Roche (-Canillac), les archiprêtres de Chirouze, St-Exupéry, Gimel, Vigois, Brive et Brivezac; le diocèse de Tulle, les pays d'Yssandonnois et de la Xaintrie.

Cette répartition par divisions ecclésiastiques et féodales subsistait encore, en certains cas, à la fin du XVI^e siècle.

Charroux, Calais, St-Germain-sur-Vienne et leurs territoires étaient taxés avec le Poitou, comme ressortissant judiciairement au ressort de Poitiers. — La châtelainie du Dorat, pays de droit coutumier, fut aussi pendant quelque temps pour cette seule raison taxée avec le Poitou.

La Combraille, les enclaves poitevines de Peyrat-Bourgageuf, Bridiers, Rochechouart-Mortemart, les lisières passées au Berry (comme Boussac), à l'Angoumois (comme Chabanaise), au Périgord (comme Nontron), ne députaient pas aux Etats particuliers de la Marche ni à ceux du Limousin et, pour ce motif, ne furent point comprises dans les trois élections de finances que nous connaissons.

Quant à la vicomté de Turenne, elle avait aussi ses Etats particuliers et se disait d'ailleurs exempte d'impôts envers le roi. Elle demeura donc en dehors de l'élection du Bas-Limousin, ainsi qu'une partie de la Xaintrie noire.

D'importantes modifications aux trois circonscriptions financières constatées en 1451-52 eurent lieu dès le XV^e siècle. En 1468 un édit de Louis XI rattacha à l'élection de la Marche les châtelainies de Charroux, Calais et St-Germain-sur-Vienne, ainsi que celles de Bellac, Rancon, Champagnac et Le Dorat.

En 1480 l'élection du Franc-Alleu fut distraite de celle du Haut-Limousin. Elle disparut en 1554 par fusion avec l'élection de Combraille.

Les élections se subdivisaient en collectes, dont le nombre était légèrement plus grand que celui des paroisses, une même grande paroisse se divisant parfois en plusieurs collectes.

* *

Pendant tout le XV^e siècle, la totalité du Limousin fit partie de la Généralité de langue d'oïl, l'une des deux grandes circons-

criptions financières instituées au siècle précédent par Charles V. Lorsque la Généralité de Guyenne fut créée en 1523, le Limousin (mais non la Marche, semble-t-il), y fut englobé. En tout cas nos deux provinces suivirent un sort différent quand François I^{er}, par le célèbre édit du 7 décembre 1542, divisa le royaume en 16 recettes générales qui prirent à leur tour le nom de Généralités de finances.

Celle de Guyenne (ch.-l. Agen, et non plus Bordeaux, du moins pendant 95 années) reçut le Limousin; celle de Poitiers enferma dans ses limites la Haute et la Basse-Marche et les enclaves poitevines du Limousin.

Ces premiers rattachements furent bientôt modifiés. Le Limousin passa dès 1544 à la Généralité de Poitiers, puis en 1552 à celle de Riom, augmentée en même temps de la Haute-Marche.

Aux 16 grandes recettes de 1542, d'autres furent bientôt ajoutées, entre autres celles de Limoges en 1558 et de Moulins en 1587.

La première fut supprimée en 1560, rétablie à la fin de 1573, supprimée une deuxième fois le 6 avril 1579, rétablie vingt jours plus tard, supprimée une troisième fois en décembre 1583, mais rétablie définitivement en 1586.

La Généralité de Moulins au contraire ne subit aucune éclipse et dura jusqu'à la Révolution.

* *

Il nous faut dire maintenant ce que fut, entre 1558 et 1586, le sort des élections financières de notre région.

En vertu de l'édit de décembre 1542, l'élection de la Marche fut attribuée à la Généralité de Poitiers. Ce rattachement assez naturel dura moins de dix ans, car en 1551 l'élection de la Marche, ch.-l. Guéret, et celle de Combraille, ch.-l. Evaux furent transférées à la Généralité de Riom. En 1558, on diminua l'élection de Guéret d'une bonne moitié de son territoire en instituant l'élection de Bellac que l'on attribua à la Généralité de Poitiers. Quelques années plus tôt, 1554, on avait fondu dans l'élection de Combraille le territoire de l'élection du Franc-Alleu. Cependant, en 1561, celle-ci était considérée par les consuls et les états de Limoges comme appartenant encore à l'élection du Haut-Limousin. Il y eut procès à ce sujet devant la cour des aides de Montferrand. Mais c'est en 1587 seulement, semble-t-il, que l'élection du Franc-Alleu fut de nouveau réunie à celle de Combraille. Toutefois un arrêt du Conseil d'état, du 19 novembre 1594, révoqua cette union et rétablit l'élection du Franc-Alleu dans son indépendance passée.

L'élection de Bourgneuf créée en 1557 (n. st.) fut placée dans le ressort de la Généralité de Poitiers, puis dès l'année suivante dans celui de la Généralité de Limoges. Il est à croire qu'elle revint au ressort de Poitiers à chaque nouvelle dislocation de la Généralité de Limoges.

Les deux élections de Guéret et d'Evaux, correspondant exactement dès lors, l'une à la Haute-Marche, l'autre à la Combraille, passèrent en 1587 de la Généralité de Riom à celle de Moulins nouvellement constituée.

A la suite de l'édit de 1542, l'élection de Limoges (ou du Haut-Limousin) avait été incorporée à la nouvelle Généralité de Guyenne. Cette incorporation dura dix-huit mois. En juin 1544, un mandement du roi au receveur des tailles de Limoges lui enjoignit de porter les deniers de sa recette particulière à la recette générale de Poitiers. Ce nouveau rattachement dura plus longtemps que l'autre, jusqu'en janvier 1552 (n. st.), date à laquelle notre election fut attribuée à la Généralité de Riom.

Quant à l'élection de Tulle (ou du Bas-Limousin), on n'en trouve pas mention à cette époque. Il y a présomption qu'elle suivit le sort de celle de Limoges. Pendant quatorze années, de 1544 à 1558, la presque totalité du Limousin primitif (y compris la Marche et la Combraille) aurait donc suivi la même destinée administrative, orientée tour à tour vers Poitiers et vers Riom.

*
* *

La Généralité de Limoges eut des limites fort variables, qui débordèrent de beaucoup le Limousin et firent de notre ville au point de vue administratif (mais à ce point de vue seulement), un chef-lieu régional. Nous ne pouvons pour cette raison l'étudier ici (1). Nous nous bornerons à suivre le sort des élections de finances comprises sur l'ancien territoire du Limousin.

L'Election de Limoges, dont les origines et les premières limites nous sont connues, fut diminuée en 1596 de tout ce qu'on attribua à l'élection de Bellac, et ne compta plus que 259 paroisses;

L'Election de Bourgneuf comprenait 95 paroisses, groupées en 41 collectes;

L'Election de Tulle englobait 167 paroisses, suivant quelques historiens, 204 suivant d'autres;

L'Election de Brive ne paraît pas avoir existé avant 1586. Elle fut certainement établie pour donner satisfaction à son chef-lieu,

(1) Voir notre étude sur *la Généralité de Limoges*, 1891, in 4°.

en rivalité d'intérêts avec Tulle depuis fort longtemps. Supprimée en octobre 1597, à la demande des Etats du Limousin, elle fut rétablie en janvier 1598 et compta dès lors 90 paroisses;

L'Election de St-Yrieix ne remontait qu'à 1594 et ne paraît pas avoir duré au delà de 1597. Nous ignorons même sur combien de paroisses elle s'étendait;

L'Election de Bellac eut une existence des plus accidentées. Supprimée en juin 1597, rétablie en octobre 1598, supprimée de nouveau en décembre 1599, elle ne sera rétablie pour une vingtaine d'années que plus tard. En 1596 elle comptait 80 paroisses.

Ces six élections s'étendaient, à quelques localités près, sur cette portion du *Pays Limousin* qui n'est jamais sortie de la Généralité de Limoges. Au contraire les cinq élections d'Angoulême, Cognac, Saintes, St-Jean d'Angély et Le Blanc appartenaient à d'autres provinces et (sauf celle d'Angoulême) furent assez vite perdues pour la Généralité de Limoges.

Sous Richelieu l'élection de Brive fut diminuée d'une trentaine de paroisses qui passèrent à l'élection de Sarlat et par conséquent à la Généralité de Bordeaux. L'élection de Bellac fut relevée en 1639, puis définitivement supprimée en 1661. En 1738-39, après la réunion de la vicomté de Turenne au domaine royal, la portion limousine de ce grand fief sera incorporée partie à l'élection de Tulle (14 paroisses), partie à l'élection de Brive (96 paroisses).

Quand aux deux élections de Guéret (1) et d'Evaux (2), elles continuèrent de ressortir à la Généralité de Moulins (3) jusqu'à la Révolution.

Ces multiples changements ne nous sont connus que dans leurs grandes lignes. Quant aux modifications de détail, elles nous échappent le plus souvent. Au moment de la Révolution les paroisses du diocèse de Limoges (4) se répartissaient comme suit :

Généralité de Limoges (4 élections), environ 532 paroisses;

Généralité de Moulins (2 élections), environ 218 paroisses.

Trois autres Généralités empiétaient sur le diocèse de Limoges : celle de Bourges, qui lui prenait 48 paroisses, entre autres Boussac

(1) Cf. Albert Thomas, *L'élection de Guéret au XVIII^e siècle*. Paris, 1903, gr. in 8° de 260 p. Elle comprenait Aigurande (du Berry) en vertu d'un édit de décembre 1588.

(2) C.-à-d. de Combraille et Franc-Alleu réunis. — Par contre Montaignu-en-Combraille fut, dans les dernières années du XVII^e siècle, transféré de la généralité de Moulins à celle de Riom.

(3) Et non pas de la généralité de Riom, comme on pourrait l'induire des cartes 8 et 10 de l'Atlas de M. A. Brette que nous citons plus haut.

(4) Y compris le petit diocèse de Tulle, de date plus récente.

et l'enclave de Bridiers (1) (élections d'Issoudun et du Blanc) : — celle de Bordeaux qui lui en enlevait 23, entre autres Nontron (élection de Périgueux); — celle de Poitiers qui tirait à elle l'enclave poitevine de Rochechouart, environ 47 (?) paroisses (2). Lorsque fut instituée l'élection de Confolens en 1714, toute l'enclave de Rochechouart y avait été annexée, ainsi que les localités de la sénéchaussée du Dorat que baignait la Vienne : l'Isle-Jourdain, Availles, Saint-Germain, etc.

A la tête de la Généralité de Limoges était un intendant de justice, police et finances, dont les attributions étaient fort étendues. De 1588 à 1605 son rôle est surtout politique et de haute police; de 1616 à 1648 il est plutôt administratif. De 1654 à 1790 (après une éclipse de près de six années) les intendants sont, avec plus ou moins d'autorité, les grands instruments du pouvoir royal dans toutes les parties de l'administration (3).

A côté d'eux, quoiqu'avant eux chronologiquement, le Bureau des trésoriers exerçait depuis 1558 des attributions à la fois financières et administratives, au moins en matière de grande voirie. Le nombre des membres qui le composait a beaucoup varié, de cinq à vingt-quatre. Il resta fixé à ce dernier chiffre pendant les quarante années qui précédèrent la Révolution.

Quant aux tribunaux d'élection, chargés de répartir les impôts et de trancher les questions litigieuses qui s'y rapportaient, leur histoire est peu connue. En 1789 celui de Limoges comprenait un président, un lieutenant, quatre conseillers et quatre « gens du roi ».

Vers les dernières années du XVII^e siècle ou les toutes premières du XVIII^e (4), les intendants eurent sous leurs ordres des subdélégués dont les circonscriptions, appelées subdélégations, sont les premiers types de nos cantons. Il y en avait 13 dans l'élection de Limoges, une seule dans l'élection de Bourgneuf, 3 dans celle de Tulle, 2 dans celle de Brive, 2 dans celle de Guéret, une seule dans celle d'Evau, 2 dans celle de Confolens.

(1) Moins le fief Lussazois et la baronnie d'Arnac, qui étaient de la sénéchaussée du Dorat.

(2) A vol d'oiseau, Boussac est à 80 kil., Bridiers à 120 kil. de Bourges; Nontron à 120 kil. de Bordeaux; Rochechouart à 90 kil. de Poitiers.

(3) Le siège de l'intendance de Limoges paraît avoir toujours été l'ancien château des vicomtes de Limoges, appelé le palais du Breuil, dont la destination première avait pris fin par la réunion du Limousin à la couronne en 1589.

(4) Probablement vers 1704-05. Cependant on trouve antérieurement à cette date mention d'un subdélégué de l'intendant au moins pour la ville de Limoges.

C. — GOUVERNEMENTS MILITAIRES (1).

Les premiers gouverneurs du Limousin. — Les gouvernements militaires du Limousin et de la Marche à la fin du XVII^e siècle et à la veille de la Révolution.

Les opérations de la guerre de Cent ans amenèrent la royauté à placer plusieurs provinces sous le commandement d'un seul chef, au détriment du rôle militaire qu'avaient joué jusqu'ici les sénéchaux. C'est ainsi qu'en 1342 on trouve un gouvernement de Saintonge-Poitou-Limousin ; en 1352 une capitainerie générale de Saintonge-Poitou-Limousin et Périgord (2). En 1385, le duc du Bourbonnais, déjà capitaine général en Poitou, Berry et Auvergne, s'intitule lieutenant du roi ès pays de Bourbonnais-Forez-Marche-Limousin-Périgord-Angoumois et Saintonge.

Le titre plus modeste de « gouverneur de la Basse-Marche de par le roi » se rencontre pour la première fois en 1424 ; celui de « lieutenant-général ou gouverneur du Limousin », depuis 1435. Plus tard le Limousin fut englobé (avec le Rouergue) dans le « grand gouvernement » de Guyenne institué par François I^{er} en 1545 ; — la Marche (avec l'Auvergne et le Bourbonnais) dans le « grand gouvernement » du Lyonnais institué par Henri II quelques années plus tard.

C'est au cours des guerres civiles du XVI^e siècle, à une date qu'on n'a point encore précisée, que les deux gouvernements provinciaux de Haute et Basse Marche et de Haut et Bas Limousin furent détachés de leurs premiers ressorts ; mais leur existence ne fut définitivement confirmée qu'au commencement du XVII^e siècle. Le fait que Marie de Médicis, au début de sa régence, se laissa arracher par les gouverneurs établis la survivance de leur charge, peut être considéré comme l'acte de légitimation de ces

(1) Voir les cartes du gouvernement du Limousin et du gouvernement de la Marche gravées par Tardieu au XVIII^e s. Celle de Bonne, qui est commune à plusieurs gouvernements, Marche, Limousin, Auvergne, etc. et porte la date de 1771, est plus exacte.

(2) Cf. dans L. Guibert, *Doc. sur l'hist. de Limoges*, (I, 268), sous la date de 1351 : *nobilis et polens dominus, dominus Guido de Nelli* (?), *dominus de Mallo, marescallus Franciæ, locumtenens domini nostri regis Franciæ in partibus Pictavensi, Xantonensi, Engolismensi, Lemovicensi et Petragoricensi et Dordonniæ*.

« petits gouvernements ». Ainsi s'achève la séparation des trois pouvoirs confiés jadis au sénéchal du roi.

Le gouvernement de la Marche, unifiant des territoires marchois, poitevins et limousins, comprenait comme localités principales, outre Guéret capitale : Lussac-les-Eglises, Le Dorat, Bellac, St-Léonard, Peyrat, Bourganeuf, Felletin, Aubusson, Crocq, Bellegarde, Chénérailles, Jarnage, Châtelus-Malvaleix, Le Grand-Bourg, La Souterraine, St-Germain-Beaupré, Nieul, Nantiat, et autres de l'intérieur (1).

Le gouvernement du Limousin, tout à fait homogène, ne couvrait pas la totalité de la province de ce nom puisque St-Léonard, les quartiers de Nieul, Nantiat, La Souterraine, Le Grand-Bourg, en étaient exclus. Il renfermait comme localités principales : Limoges, St-Junien, Pierrebuffière, St-Yrieix, Juillac, Larche, Brive, Turenne, Meyssac, Beaulieu, Argentat, Servièrès en Xaintrie, Neuvic, Ussel, Bort, Eygurande, La Courtine, Eymoutiers, Châteauneuf et autres de l'intérieur.

Leurs limites premières nous sont inconnues et semblent avoir prêté à contestation. Sur certaines cartes militaires du XVIII^e siècle (2), St-Junien et la contrée avoisinante (St-Yrieix-sous-Aixe, St-Priest-sous-Aixe) sont attribués en même temps au gouvernement du Limousin et à celui de la Marche. A la lumière de l'histoire il paraît bien que le premier seul était fondé dans sa prétention, puisque St-Junien était « féodalement » partie intégrante du Limousin.

La vicomté de Rochechouart-Mortemart ressortissait au gouvernement du Poitou, bien que les deux autres enclaves poitevines du Pays limousin, celles de Bourganeuf et de Bridiers fussent dans les limites du gouvernement de la Marche. La Combraille était échue au gouvernement d'Auvergne (3), les quartiers de Boussac à celui du Berry (4), le Nontronnais à celui de Guyenne.

(1) Tardieu place dans le gouvernement de la Marche Aigurande qui appartenait à celui du Berry. Il en exclut Crocq qu'il range à tort dans celui de l'Auvergne. — Bonne englobe Le Blanc en Berry dans le gouvernement de la Marche. C'est une autre erreur.

(2) Voir dans notre *Invent. des arch. de la Haute-Vienne* (série C, 546 et 547), les deux cartes gravées par P. F. Tardieu, s. d. — Elles paraissent contenir plus d'une erreur. Ainsi la province de Touraine confine à la Basse-Marche (C. 547); la province de Saintonge au Limousin (C. 546).

(3) La Combraille, mais non le Franc-Alleu (Bellegarde et Crocq) qui étaient du gouvernement de la Marche.

(4) Mais Gouzon appartenait au gouvernement du Bourbonnais d'après le *Mémoire* de Le Voyer (p. 168 de l'édition Flament).

Dans l'intérieur de nos deux circonscriptions militaires on organisa au XVII^e siècle des « gîtes d'étapes ». Le gouvernement du Limousin en comptait 24; celui de la Marche 15 seulement.

En ce qui concerne le nombre et la répartition des brigades de maréchaussée, il suffira de dire que, sous Louis XIV, celles du Limousin obéissaient à un grand prévôt (ou prévôt général) qui avait sous ses ordres trois sénéchaux placés à Limoges, Tulle et Brive; — celles de la Marche, à un bailli dont les visénéchaux étaient à Guéret pour la Haute-Marche, le Franc-Alleu et la Combraille; à Bellac pour la Basse-Marche.

Aux environs de 1776 la royauté institua dix-sept grands « commandements en chef », dont l'un, appelé « Commandement en chef du cours de la Loire et des provinces de l'intérieur », engloba le Limousin et la Marche. Le titulaire était en 1790 le baron de Besenval.

Limoges a eu depuis 1676 jusqu'à la Révolution, des gouverneurs particuliers; Turenne jusqu'en 1776. Quant aux trois villes de Bourgneuf, Eymoutiers et St-Léonard elles ont formé, au milieu du XVII^e siècle, un petit gouvernement militaire qui relevait du gouvernement général du Poitou.

Les fonctions de gouverneur militaire étaient dans notre région sans grand objet, puisque les titulaires n'étaient point astreints à la résidence et n'avaient point à surveiller l'étranger. Au XVII^e siècle ils ont charge de « maintenir les peuples dans l'obéissance », en cas de soulèvement. Comme chefs des milices provinciales, la part qu'ils prenaient au recrutement, à la levée, à l'habillement et à l'entretien de leurs soldats est pendant longtemps mal déterminée. Leur fonction principale, c'était de faire « entrée solennelle » à Limoges ou à Guéret quand ils avaient reçu l'investiture du roi. Après quoi on ne les revoyait guère. Anne de Lévis de Ventadour, archevêque de Bourges, qui fut nommé gouverneur du Limousin en 1651, ne paraît même pas être jamais venu prendre possession de sa charge.

C'est au XVIII^e siècle seulement que les obligations de ces dignitaires furent un peu augmentées par les deux ordonnances de 1750 et 1776, et augmentées aussi quelques-unes de leurs prérogatives.

Le gouverneur du Limousin recevait 45 760 livres par an; il avait sous ses ordres un lieutenant-général à 2 800 livres, deux lieutenants du roi (l'un pour le Haut-Limousin, l'autre pour le Bas-Limousin), une garde de 42 cavaliers et 44 carabins.

Celui de la Marche ne touchait que 9 276 livres; il avait le

plus ordinairement un lieutenant-général à 4 200 livres, deux lieutenants du roi (l'un pour la Haute-Marche, l'autre pour la Basse-Marche) et seulement 25 gardes. Son traitement était le plus réduit qu'il y eut alors en France parmi les chefs de gouvernements militaires (1).

(1) Les gouverneurs militaires n'avaient point à Limoges, plus qu'à Guéret, d'hôtel permanent. A chacune de leurs visites ils prenaient gîte chez quelque notable habitant.

D. — CIRCONSCRIPTIONS DIVERSES.

Circonscriptions des Etats provinciaux, — des Maltrises d'eaux et forêts, — du Bureau des ponts et chaussées. — Rattachement de nos deux provinces aux Cours des aides, à la Cour des Comptes, à la Cour des Monnaies, — au Secrétariat des affaires étrangères, au Secrétariat de la maison du roi.

A mesure que les sociétés humaines grandissent et travaillent, des intérêts nouveaux apparaissent pour la gestion desquels il faut des pouvoirs nouveaux et conséquemment des circonscriptions subordonnées. Mais cette extension de l'organisation sociale n'apparaît clairement chez nous qu'au XIV^e siècle.

Les Etats particuliers de notre région n'ont jamais eu beaucoup d'importance, sauf sous le règne de Charles VII. Ceux de 1355, 1374 et 1378 furent communs à la Marche et au Limousin. Ceux de 1421, 1422, 1423 et 1438 ne représentèrent que le Haut et Bas-Limousin.

Mais dès 1420 et jusqu'en 1651, le Haut-Limousin eut souvent des Etats en propre. De même le Bas-Limousin à partir de 1419 (sinon de 1370) jusqu'en 1649. — De même aussi la Haute-Marche de 1420 à 1649, et la Basse-Marche de 1486 à 1651.

Des Etats du Franc-Alleu et de la Combraille tenus aux XV^e et XVI^e siècles, nous ne pouvons que faire mémoire, ainsi que des Etats de la vicomté de Limoges.

Quant à ceux de la vicomté de Turenne ils ont eu, pendant la seconde moitié du XV^e siècle, mais plus particulièrement au XVI^e et au XVII^e jusqu'en 1738, une régularité remarquable(1).

* *

Pour l'administration des Eaux et forêts, il n'y eut longtemps que deux maltrises particulières : l'une pour le comté de la Marche se constate dès 1525; son siège, d'abord fixé à Aubus-

(1) Voy. Ant. Thomas. *Les états provinciaux de la France centrale sous Charles VII* (2 vol. 1879); — A. Leroux, *Les états provinciaux de la Marche et du Limousin*, (chap. III de la notice sur la généralité de Limoges, 1891); — R. Fage. *Les états de la vicomté de Turenne* (2 vol. 1894). — Cf. dans M. Clément-Simon, *Arch. histor. de la Corrèze*, II (1905), p. 260 et ss. 320 et ss., divers actes jusque là inédits. M. Clément-Simon fait remonter les Etats provinciaux à la fin du XIII^e siècle, sinon plus haut (*Recherches de l'histoire de Tulle*, I, 85). Nous n'avons pas à nous prononcer sur cette question.

son, fut plus tard transféré à Guéret; en 1723 on en tira la maîtrise de la Basse-Marche, avec siège à Bellac; — l'autre pour le Limousin se constate également vers le commencement du XVI^e siècle; supprimée en 1707 (au profit de celle de la Marche), elle fut rétablie à Limoges en 1723, puis transférée à Brive en 1756.

La Combraille eut aussi au XVIII^e siècle une maîtrise particulière dont le siège était à Evaux.

L'édit royal de 1586 avait rattaché nos maîtrises locales à la « grande maîtrise » de Bourgogne-Champagne; celui de 1689 à la « grande maîtrise » de Moulins, qui les retint jusqu'à la Révolution (1).

C'est seulement vers 1750 que s'organise le premier Bureau des Ponts et Chaussées pour la Généralité de Limoges. Il présente ceci de particulier que l'élément technique y est représenté à côté de l'élément administratif qui, depuis le XVI^e siècle, était dans les attributions du Bureau des finances. La Généralité de Limoges est dès lors subdivisée pour les besoins du service en trois « départements » : Haut-Limousin, Bas-Limousin, Angoumois, auxquels s'ajoute vers 1778 le département de Bourgneuf.

* *

Il y avait dans l'ancienne France d'autres « instances » publiques, dont l'action s'étendait sur de vastes territoires, qu'on désignerait fort mal par le nom de régions.

Ainsi Marche et Limousin ressortissaient, pour le jugement de tout ce qui concernait la répartition et le recouvrement des impôts, à la cour des aides de Clermont qui avait remplacé en 1630-34 celle de Montferrand, substituée elle-même à celle de Périgueux en 1557. Celle-ci avait été instituée en 1550-51 aux dépens de la cour de Montpellier.

A une date que nous n'avons pu retrouver, l'élection de Bourgneuf fut enlevée à la cour des aides de Clermont, et rattachée à celle de Paris.

Au point de vue financier, Marche et Limousin relevaient de la Chambre des comptes de Paris établie en 1303-04, — et de la Cour des monnaies de Paris qui remontait à 1358.

Depuis 1552 le Limousin et la Marche étaient compris dans le groupe des « pays rédimés » des aides et des grandes gabelles. Mais les autres droits des cinq grosses fermes y étaient levés comme ailleurs.

(1) Nous avons insisté sur ces « grandes maîtrises » dans notre ouvrage sur *Le Massif central*, I, 242 et ss.

Par suite de la singulière organisation qui, sous Henri II en 1547, fit attribuer à chaque secrétaire d'Etat l'administration non pas de certaines affaires, mais de certains territoires du royaume, le Limousin se trouva placé vers la fin du XVII^e siècle sous le contrôle du secrétaire d'Etat des affaires étrangères; la Marche sous celui du secrétaire d'Etat de la maison du roi.

* * *

A serrer les faits de près, Bourges comme siège de la métropole ecclésiastique, Poitiers comme résidence des comtes du Poitou, Bordeaux comme résidence des ducs anglais d'Aquitaine, puis comme siège de parlement ont été, au cours du moyen-âge et jusque sous l'ancien régime, les vraies capitales régionales du Limousin et de la Marche, bien plus que Toulouse et Clermont. Et par là s'avère à la fois la position subordonnée de nos deux provinces, leur persistance à vivre dans le cadre de la Grande Aquitaine, mais aussi l'obligation que leur imposèrent les hommes et les événements de chercher hors du Massif Central (auquel elles appartenaient géographiquement) leurs points d'attache.

VIII

**Les deux provinces de Marche et Limousin,
de 1527 resp. 1589 à 1790.**

Perpétuité du Pays limousin dans ses limites originelles depuis les Celtes jusqu'au cours du XIV^e siècle. — Sens du mot « province ». — Sa valeur d'usage. — Pourquoi et comment la Marche et le Limousin sont devenus provinces. — Leurs frontières communes. — La Haute et la Basse-Marche : leurs frontières communes. — Le Haut et le Bas-Limousin : leurs limites communes.

De tout ce qui précède il doit résulter clairement pour le lecteur attentif que les principales institutions ecclésiastiques, féodales, royales, dont Limoges était le siège à la fin du moyen-âge, n'exerçaient plus leur action dans des limites communes (1) : Le premier cadre de notre étude, le Pays des Lémovices, s'était perpétué *presqu'intégralement* dans la Cité gallo-romaine, puis dans le Comté mérovingien et carolingien, plus tard dans le Diocèse et dans la Sénéchaussée de Limoges jusqu'au commencement du XIV^e siècle. A partir de ce moment il n'en subsiste plus que des débris, que nous avons toujours soigneusement distingués au point de vue féodal les uns des autres, mais que les contemporains, au XV^e siècle encore, plaçaient indifféremment tous « en Limousin », c.-à-d. dans le diocèse de Limoges (2).

(1) Voici un exemple topique des effets ultérieurs de cette polyarchie. Pendant les deux derniers siècles de la monarchie, la Combraille fit partie du diocèse de Limoges, de la sénéchaussée de Riom, de la généralité de Moulins et du gouvernement d'Auvergne (ch.-l. Clermont).

(2) C'est là un phénomène que les philologues désignent sous le nom de polysémie. Nous en avons cité quelques exemples dans notre introduction à l'*Invent. des arch. de la Haute-Vienne*, série B, p. LVIII. On en trouvera d'autres dans les *Documents sur le comté de la Marche* que publie M. Antoine Thomas. Ces exemples ne sont topiques que pour les temps antérieurs à la constitution de nos deux provinces. Postérieurement, quand il est dit que Bellac est en Poitou ou que Magnac-Laval est en Limousin, on est en présence d'une bévue de notaire ou de greffier.

Lorsque le comté de la Marche et les autres seigneuries de notre Limousin furent réunies à la couronne, une dénomination nouvelle, qui les engloba sous deux titres identiques, s'introduisit chaque fois : celle de Province. De membres qu'elles étaient d'une sorte de confédération d'états qu'on appelait le royaume de France, nos seigneuries entrèrent comme partie intégrante dans le domaine royal. Leur subordination au chef de cette confédération, qui était de théorie dès le XI^e siècle, devint dès lors une sujétion de fait.

Qui dit province dit donc portion d'un grand Etat, soumise par force ou par traité à l'autorité du pouvoir central. Dans ce sens il y a eu une province du Limousin dès 1204-06, après la conquête de Philippe-Auguste ; une province de la Marche dès 1322, par réunion provisoire de ce comté à la couronne. Mais son existence fut courte et l'autonomie de ses seigneuries ne fut d'ailleurs pas entamée. Le Pays limousin ne redevint « province » d'une manière définitive qu'au XVI^e siècle, sous une forme dédoublée qu'il nous faudra expliquer.

Toutefois ces dénominations « province de Marche », « province du Limousin », n'eurent point de signification administrative ni par conséquent d'existence officielle bien certaine. Elles ne possédaient qu'une valeur d'usage, un sens historique rappelant le dernier état féodal des territoires incorporés. Bien loin de continuer à former des circonscriptions groupées autour d'un chef ou d'une institution, nos provinces perdirent toute autonomie, et se fondirent dans les cadres multiples que la royauté avait établis depuis le XVI^e siècle pour l'administration de la justice, des finances, des intérêts militaires et matériels.

On s'est donc bien inutilement donné beaucoup de mal en ces derniers temps pour démontrer que la province n'existait pas sous l'ancien régime en tant que circonscription officiellement délimitée. Rien n'est plus certain. Mais la notion en persistait toujours dans la langue de l'Administration centrale, qui désignait par là tantôt un agrégat de seigneuries féodales comme la

Il y a un autre fait analogue, que M. Clément-Simon a fort bien expliqué à propos de la vicomté de Limoges. « Elle s'étendait légèrement, nous dit-il, au delà du diocèse, mais l'attache féodale était alors la plus puissante, la seule, à vrai dire, dans l'ordre civil, et les sujets du vicomte étaient tenus pour Limousins. Excideuil était du diocèse de Périgueux mais de la vicomté de Limoges, et le biographe provençal [du troubadour Guiraud de Bornell], du XIII^e ou XIV^e siècle, écrit : *Guirault de Bornell si fo de Limosi de l'encontrada d'Essideuil.* » (*Notice de qq. mss. d'une bibliothèque limousine dans le Bull. Soc. hist. de Brive*, XXX (1908).

Guyenne, le Languedoc, le Dauphiné; tantôt la dernière forme des grands *pagi* de l'époque gallo-romaine comme le Limousin, l'Auvergne; tantôt de petits *fiefs* comme la Marche, le Ponthieu, etc.

A noter aussi que les intendants, dans leurs fameux *Mémoires* de 1698, groupent par provinces les villes de leurs Généralités respectives. Les voyageurs ne parlent pas autrement jusqu'à Young inclusivement. Au XVIII^e siècle encore, les parlements et les états particuliers sont désignés par le nom de leurs provinces; les gouvernements militaires et les fameuses Assemblées de 1787-88 également, quoique, le plus souvent, ils aient des limites sensiblement différentes. En 1789, les cahiers de doléances semblent user de ce terme de province avec prédilection. Notaires, juges, collecteurs négligeaient rarement de tenir compte ou de faire mention du rattachement provincial des localités quand ils avaient à rédiger un acte ou à dresser un rôle.

Il n'est donc point aussi vain qu'on l'a prétendu (1) de conserver ce terme de province dont le pouvoir royal s'est servi jusqu'à l'heure de son décès. La notion en subsistait très nette dans la conscience des populations, pour qui la province était devenue le dernier refuge du patriotisme local (2). Aujourd'hui même, telle localité de nos confins se proclame du Limousin, de la Marche, du Poitou ou de l'Auvergne. Ces prétentions, presque toujours fondées historiquement, retiennent non seulement le souvenir d'un passé féodal éteint depuis longtemps, mais encore d'une législation écrite ou coutumière, qui s'est perpétuée jusqu'à la Révolution. L'historien est ainsi fondé à faire état de ce terme, à charge seulement d'en préciser le sens et de ne point en exagérer la valeur.

* *

Que le Pays limousin ait été réduit dès le V^e siècle à l'état de portion intégrante de la « Grande Aquitaine », ce n'est pas là un fait exceptionnel. C'est même par un travail analogue de fusion des anciens *pagi* gallo-romains que se formèrent pendant le haut moyen-âge ces conglomerats politiques qu'on appelle au X^e siècle les « provinces civiles » du royaume carolingien : Neustrie, Breta-

(1) Voy. le chap. III du récent ouvrage de M. A. Brette, *Les limites et les divisions territoriales de la France en 1789* (1907). Cf. un article de M. G. Bloch dans la *Bibl. de l'Ec. des Chartes*, 1908.

(2) Au XVI^e siècle, les rédacteurs des *Registres consulaires de Limoges* disent Pays de Limousin. En 1623, on rencontre l'expression Province de Limoges (III, 226); en 1673, celle de Province du Limousin (IV, 43); en 1692, celle de Provinces du Haut et Bas-Limousin (IV, 79).

tagne, Aquitaine, Gascogne, Septimanie, Provence, Bourgogne, etc.

La dislocation du Pays limousin en un grand nombre de seigneuries distinctes (une douzaine environ, du X^e au XV^e siècle), les amputations qu'il eut à subir par guerres ou traités, ne sont pas davantage choses qui lui soient particulières. Sa voisine l'Auvergne n'en a pas moins souffert, ni le Berry non plus. Toute l'histoire territoriale de la France du moyen-âge se compose de faits de ce genre, en Aquitaine non moins qu'ailleurs.

Ce qui est plus vraiment digne d'attention c'est que, à la différence du Périgord par exemple, le Limousin ait pu se détacher complètement de son tronc aquitannique pour se constituer en province et que le comté de Marche, qui n'était qu'une portion du Pays limousin, se soit élevé au même rang.

Au début du XVI^e siècle, le comté de Marche a une étendue plus grande qu'aucune autre seigneurie du Pays limousin. Il a aussi une individualité plus forte et plus tranchée, qui procède de sa coutume particulière, de la vaillance de quelques-uns de ses chefs, du titre comtal qu'ils portent, de l'indépendance dans laquelle ils ont su retenir leur fief à l'égard des sénéchaux royaux, et surtout des institutions qu'ils lui ont données : états particuliers, chambre des comptes, chancellerie, etc. Il a enfin une orientation politique vers Moulins qui l'a depuis longtemps rendu quelque peu étranger aux autres seigneuries limousines. Quoi de surprenant, dès lors, qu'il se soit imposé au respect de la royauté et qu'il ait su obtenir pour lui-même le traitement de faveur que François I^{er} accordait aux autres membres du domaine des ducs de Bourbon en les constituant en provinces distinctes ?

Le souvenir de la dépendance passée ne fut cependant pas totalement aboli : la province de la Marche continua de ressortir presque tout entière au diocèse de Limoges et la Basse-Marche à la Généralité de Limoges.

Au contraire le Limousin n'est plus, depuis le X^e siècle, qu'une expression géographique désignant un ensemble de seigneuries égales entre elles en principe. Les institutions administratives y sont peu nombreuses et l'on a tôt fait de rappeler les états particuliers des vicomtés de Limoges et de Turenne, ceux de la baronnie de Combraille et cinq ou six cours d'appaux. Mais de 1371 à 1453 ces seigneuries ont vécu à l'écart de la Guyenne anglaise et ont pris, durant cette période, une place qu'elles n'avaient pas encore dans l'affection de la royauté. En outre, la plus considérable de ces seigneuries, la vicomté de Limoges appartient au roi de Navarre, par conséquent à la maison de

Bourbon. Comment s'étonner de ce que celle-ci, arrivant au trône de France en la personne d'Henri IV, ait maintenu à son ancien fief une individualité à part et l'ait même arrondi en quelque sorte par l'admission des autres seigneuries (moins celle de Turenne), dans ce qui allait être la province du Limousin ?

La petite superficie de nos deux provinces fut pour elles un grand dommage. Leur effacement historique et économique vient en partie de là. Si, sous un nom ou sous un autre, l'antique *pagus Lemovicinus* fut entré dans le domaine royal avec ses limites primitives, il eut joué un autre rôle dans l'histoire politique de l'ancienne France et obtenu une autre considération. Mais sa gloire fut ailleurs. Les grands déchirements féodaux du X^e siècle ont donc eu pour lui des effets funestes, auxquels l'Auvergne et le Poitou ont mieux échappé.

* * *

A prendre les choses en gros, la province du Limousin dans son dernier état correspond au département actuel de la Corrèze (586.609 hect.), — à quelques parties de l'arrondissement de Guéret (Creuse, pour 80.000 hect.), — à l'arrondissement de St-Yrieix, aux cantons de St-Junien et Nantiat, et à la plus grande partie de l'arrondissement de Limoges (Haute-Vienne, pour 321.622 hect.). Au total elle couvre près de 10.000 kil. carrés du diocèse de Limoges.

La province de la Marche correspond à une partie des arrondissements de Limoges et Bellac (Haute-Vienne, pour 129.579 hect.), — à une partie des arrondissements de Boussac, Bourgageuf, Aubusson et à la presque totalité de l'arrondissement de Guéret (Creuse, pour 327 140 hect.). Au total elle couvre environ 4.900 kil. carrés (1).

La frontière entre le Limousin et la Marche, envisagées comme « provinces » (2), se confondait, au sud-ouest, avec la limite de la

(1) Ce total ajouté au précédent donne 14,900 kil. carrés. Or nous avons admis précédemment (p. 305) que le Limousin primitif avait une superficie de 19,000 kil. carrés. La différence entre ces deux chiffres est fournie par les trois enclaves poitevines; plus les lisières auvergnates (Chambon, Auzances, etc. — berrichonnes (Boussac, Arnac-la-Poste, etc.), — angoumoises (Confolens, Chabanais, etc.). — périgourdines (Nontron, etc.).

(2) La frontière que nous allons indiquer ne coïncide nullement avec celle des deux gouvernements de la Marche et du Limousin, qui étaient des circonscriptions militaires. — Ne pas oublier qu'en 1790 le département de la Haute-Vienne est quelquefois appelé dép. du Haut-Limousin, celui de la Corrèze dép. du Bas-Limousin, celui de la Creuse dép. de la Marche, avec des limites fort différentes de celles des provinces de même nom.

sénéchaussée de Tulle (Bas-Limousin) et de la sénéchaussée de Guéret (Haute-Marche) (1). Bientôt interrompue par le petit-bailliage poitevin de Bourgneuf qui confrontait avec la sénéchaussée d'Uzerche, la frontière commune à nos deux provinces reprenait à quelques lieues en amont d'Eymoutiers et courait d'abord parallèlement à la Vienne, laissant en Limousin les localités que baigne la rivière, ainsi que Augne et Champnétery qui sont plus au nord. Au delà de Champnétery, elle traversait les paroisses d'Ambazac et de Compreignac (dont une partie était limousine et l'autre marchoise) et tirait droit vers Nantiat qui, comme Cieux, St-Jouvent, Nieul, Veyrac, Beaune, etc. était limousin (2). Du Limousin également la ville de St-Junien, mais séparée de sa province par l'enclave poitevine de Rochouchart. Au nord du diocèse, entre la Marche et le Poitou, La Souterraine, La Jonchère (seigneuries ecclésiastiques), et diverses localités que nous avons déjà nommées (3) formaient des enclaves limousines. Ces anomalies témoignent de droits antérieurs dont souvent l'origine historique nous échappe (4).

Englobant les petites divisions féodales, on voit naitre dans la seconde moitié du XIV^e siècle quatre grandes divisions régionales, dont chacune, prenant bientôt un sens historique, représente une moitié des deux provinces qui nous intéressent :

Celle de la Haute-Marche pour la région de la Creuse, cap. Guéret, avec des villes comme Felletin, Aubusson, Chénérailles, Jarnages, Aun, La Chapelle-Taillefer, Dun-le-Palleteau, Grandmont, etc. La châtellenie du Dognon (5) en fait partie, bien que séparée par l'enclave poitevine de Bourgneuf ;

Celle de la Basse-Marche, pour la région de la Gartempe et de ses affluents de gauche, cap. Le Dorat, avec Bellac, Magnac-Laval, Mortemart, Rancon, Châteauponsac (?) pour localités principales ;

(1) La paroisse de la Courtine était mi-partie de la Marche et du Limousin.

(2) Nantiat est considéré comme de la Marche par quelques auteurs : c'est là, croyons-nous, une erreur. Il était de la sénéchaussée de Limoges, ce qui mérite déjà considération. En 1752 une requête du sieur Rochon, curé de Nantiat, à l'official de Limoges, dit expressément que sa paroisse est en Limousin. (Registres paroissiaux du lieu. Communication de M. Gouet, instituteur). Cf. un acte de 1690 dans les minutes de M. Négrier, notaire à Nantiat (Arch. dép. de la Haute-Vienne, série E, fonds Valade).

(3) Voy. ci-dessus p.

(4) Les documents les plus sûrs à consulter en cette matière, ce sont les rôles de tailles du XVIII^e siècle, les actes du contrôle des notaires et les pièces notariales. Encore se contredisent-elles parfois.

(5) Avec St-Martin-Ste-Catherine, St-Laurent-les-Eglises, St-Martin-Terressus, Le Châtenet, etc.

Celle du Haut-Limousin, pour la région de la Vienne, cap. Limoges, villes principales : Eymoutiers, St-Léonard, Nantiat, St-Junien, St-Yrieix, Pierrebuffière, Châteauneuf, etc;

Celle du Bas-Limousin, pour la région de la Vézère et de la Corrèze, cap. Tulle, villes principales : Ussel, Beaulieu, Brive, Uzerche, Ségur, Treignac, etc.

La limite entre le Haut et le Bas-Limousin passait un peu au nord d'Ussel, de Meymac, Bugeat, Viam, Chamberet, Meillars, Bénéayes, St-Julien, mais au sud de Glandon et de St-Yrieix.

Quant à la limite entre la Haute et la Basse-Marche, elle est encore indécise pour l'histoire. C'est une question en effet de savoir si les paroisses d'Ambazac (pour moitié), de Compreignac (pour moitié), de St-Sylvestre, Razès, St-Pardoux, St-Léger-la-Montagne, Bessines, Bersac, Laurière, St-Sulpice-Laurière et Folles (enfermées dans la sénéchaussée de Limoges) appartenaient tout entières à la Haute-Marche comme les paroisses de la seigneurie du Dognon (1), ou tout entières à la Basse-Marche dont elles étaient voisines, — ou si plutôt elles ne se partageaient pas entre les deux. C'est vers cette seconde solution que nous inclinons (2), non sans faire remarquer que la presque totalité de ces paroisses ressortissaient, sous Charles VII, à la même élection que la Basse-Marche proprement dite.

En règle générale, le haut pays c'est celui de la montagne, par opposition au bas pays qui est celui de la plaine ou des terrasses inférieures. Cette distinction est également vraie pour la Marche, mais non pour le Limousin, car l'altitude moyenne de la région de la Corrèze est bien sensiblement supérieure à celle de la région de la Vienne. Pour expliquer cette anomalie qui n'a pas été relevée jusqu'ici (3), il faut supposer que la distinction du Haut et du Bas-Limousin nous est venue des Anglais de Guyenne qui ont désigné, par celui-ci, la région la plus rapprochée de Bordeaux, celle qu'ils pouvaient atteindre sans s'élever jusqu'au faite du bassin de la Garonne.

(1) Ainsi St-Sylvestre et Grandmont étaient certainement de la Haute-Marche, d'après qq. textes du XV^e siècle.

(2) Voir la carte dressée par M. A. Thomas, citée ci-dessus p. 390.

(3) Elle nous a été signalée par M. J. B. Champeval, dont nous avons déjà prononcé le nom.

IX

Circonscriptions de la Révolution jusqu'à nos jours

Circonscriptions départementales, judiciaires, diocésaines, synodales, académiques, militaires, représentatives, agricoles.

L'ignorance va répétant que la Révolution a bouleversé à plaisir les anciennes circonscriptions provinciales, pour y substituer des circonscriptions aux limites purement arbitraires. En ce qui touche le Limousin, c'est justement le contraire qui est vrai. La Révolution n'a fait que simplifier, en les unifiant par départements, des territoires que la féodalité et la royauté avaient déchiquetés à outrance.

Sous le nom de département de la Corrèze, la Constituante enferma la presque totalité du Bas-Limousin, en laissant au Lot la partie quercinoise de la vicomté de Turenne, à la Dordogne la partie périgourdine de la vicomté de Limoges, et en ne prenant à la Marche que le Plateau de Millevaches et ses entours de Sornac et de Bugeat.

Sous le nom de département de la Creuse, elle restaura la Combraille et presque toute la Haute-Marche, avec les territoires qui en avaient été séparés (Bourganeuf, Boussac, La Souterraine, Bénévent).

Sous le nom de département de la Haute-Vienne, elle groupa la Basse-Marche, les quartiers de la Haute-Marche les plus rapprochés, les deux tiers de la vicomté de Rochechouart, une partie des enclaves poitevines de Bourganeuf et Bridiers, et toute la partie de la vicomté de Limoges qui était du Haut-Limousin.

C'est pour avoir tenu compte du dernier état féodal que la Constituante a refusé à la Haute-Vienne et à la Corrèze les territoires qui appartiennent aujourd'hui aux cantons de Confolens, Chabanais, Montbron (Charente), Nontron, St-Pardoux-la-Rivière, Jumilhac et Lanouaille (Dordogne).

Les limites originelles de nos trois départements limousins (1)

(1) Nous n'avons pu trouver de renseignements précis pour la partie des départements de la Creuse et de la Corrèze non limitrophe du département de la Haute-Vienne.

n'ont guère varié depuis 1790. Cependant la Haute-Vienne a perdu, vers 1800, les communes de Luchapt et Asnière passées à la Vienne. Il y a eu changements de limites : entre la commune de Coussac (Hte-V.) et celle de Lubersac (Corr.) en 1822; — entre la commune de Folles (Hte-V.) et celles de Fursac et Paulhac (Cr.) en 1824; — entre la commune de St-Yrieix (Hte-V.) et celle de Jumilhac (Dor.) en 1829; — entre les communes d'Arnac-la-Poste et St-Amand-Magnazeix (Hte-V.) et celle de La Souverainne (Cr.) en 1830; — entre la commune de Videix (Hte-V.) et celle de Pressignac (Char.) en 1834; — entre la commune de Dournazac (Hte-V.) et celle de Mialet (Dord.) en 1840 (1), etc., etc. Un décret de la Convention nationale, du 23 août 1793, enleva trois communes au district de Brive et sept à celui d'Uzerche pour les réunir à celui d'Excideuil (Dordogne).

Par contre les divisions intérieures ont subi d'assez grandes modifications (1). La Corrèze, qui comprenait d'abord 4 districts (Tulle, Brive, Uzerche, Ussel), 40 cantons et 318 communes, fut réduite à 3 arrondissements et 29 cantons par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 fév. 1800), le district d'Uzerche ayant été réparti entre les arrondissements de Brive et de Tulle.

La Haute-Vienne, qui comprenait d'abord 6 districts (Le Dorat, Bellac, St-Junien, Limoges, St-Léonard, St-Yrieix), 40 cantons et 247 communes, fut réduite à 4 arrondissements et 27 cantons par la même loi, le district du Dorat ayant été fondu dans l'arrondissement de Bellac, et celui de St-Léonard dans l'arrondissement de Limoges. Par contre le district de St-Junien subsista tout

(1) La constitution de l'an III supprima les districts et instaura les « municipalités cantonales ».

En l'an IV, les municipalités cantonales de la Haute-Vienne (englobant 228 communes) étaient au nombre de 44, ainsi réparties (L, 164) :

huit dans le district de Bellac : Bellac, Bessines, Cieux, Compreignac, Laurière, Mortemart, Rancon et St-Barbant;

sept dans le district du Dorat : Châteauponsac, Darnac, Le Dorat, Lussac-les-Eglises, Magnac-Laval, Morterolles, St-Sulpice-les-Feuilles;

sept dans le district de Limoges : Alxe-Tarn, Ambazac, Limoges, Nieul, Panazol, Pierrebuffière et Solignac;

sept dans le district de St-Junien : Oradour-sur-Vayres, Rochechouart, St-Junien, St-Laurent-sur-Gorre, St-Martin-de-Jussac, St-Mathieu et St-Victorien;

huit dans le district de St-Léonard : Champnétery, Châteauneuf-la-Forêt, Eymoutiers, Nedde, Peyrat-le-Château, St-Léonard, St-Paul d'Eyjaux et Sauviat;

sept dans le district de St-Yrieix : Châlus, Coussac, Magnac-Bourg, Nexon. La Roche-l'Abeille, St-Germain-les-Belles et St-Yrieix.

entier; mais son chef-lieu fut transféré à Rochechouart qui était déjà le siège du tribunal civil.

Quant à la Creuse, elle a été plus profondément modifiée par la loi du 28 pluviôse an VIII. Ses 7 districts primitifs (Aubusson, Bourgneuf, Boussac, Evaux, Felletin, Guéret, La Souterraine) ainsi que ses 35 cantons et 320 communes furent ramenés à 4 arrondissements et 25 cantons, les districts d'Evau, Felletin et La Souterraine ayant été supprimés.

A ces premières modifications il faut ajouter celles qu'ont subies quelques arrondissements. En 1822, le canton de Laurière et ses sept communes (Hte-Vienne) ont passé de l'arrondissement de Bellac à celui de Limoges (1). Aux environs de 1802, Pallier (Creuse) a été remplacé comme chef-lieu de canton par Gentioux. De même en 1865, Servièrès (Corrèze) a disparu comme chef-lieu de canton devant St-Privat. En 1902 la ville de Limoges a été subdivisée en quatre cantons (au lieu de deux qu'elle comptait jusque là).

En ce qui touche les communes, les changements ont été naturellement plus fréquents. Mais ils n'ont guère consisté qu'à réunir deux communes en une seule, comme cela s'est pratiqué surtout en 1800, ou bien à scinder des groupes de villages en deux communes distinctes, comme cela se pratique encore; il n'y a donc pas lieu de nous y arrêter.

Au recensement de 1901, la Haute-Vienne possédait 203 communes, 551,658 hectares de superficie et 381,753 âmes (2); — la Corrèze 288 communes, 586,609 hectares et 318,422 âmes; — la Creuse 266 communes, 556,830 hectares et 277,831 âmes. Mais pour juger de l'importance de ces chiffres, il faut les comparer avec d'autres et savoir que la Seine-Inférieure, par exemple, comptait 760 communes, 603,550 hectares et 853,883 âmes.

Nos trois départements ont emprunté leurs noms aux petits cours d'eau qui les traversent, bien qu'ils aient un moindre rôle dans la géographie physique que le Plateau de Millevaches d'où ils s'épandent.

La Constituante partagea quelquefois ses faveurs entre deux villes du même arrondissement. C'est ainsi que le tribunal civil du district de St-Junien fut donné à Rochechouart, l'Ecole centrale de la Creuse à Aubusson, comme plus tard le tribunal civil de l'arrondissement de Boussac fut placé à Chambon.

(1) Néanmoins jusqu'en 1834 le canton de Laurière continua de ressortir judiciairement au tribunal de Bellac.

(2) Depuis lors la Haute-Vienne s'est augmentée de deux communes.

La configuration de nos arrondissements ne saurait s'expliquer par celle du sol qu'ils recouvrent ni par la tradition historique. Elle procède du désir qu'ont eu les commissaires de l'an VIII de subordonner dans chaque département, à chacune des villes choisies pour chefs-lieux, un territoire d'étendue à peu près égale. Ils n'y réussirent pas toujours. A lui seul l'arrondissement de Bellac compte plus de communes que les deux arrondissements de Rochechouart et St-Yrieix réunis.

Pendant la Révolution, à partir de 1793, bon nombre de communes changèrent ou modifièrent leurs noms.

DANS LA HAUTE-VIENNE :

St-Yrieix-la-Perche	devint	Yrieix-la-Montagne
Châteauponsac	—	Ponsac-la-Montagne
St-Léonard	—	Tarn-Vienne
Azat-le-Riz	—	Azat-l'Unité
Lussac-les-Eglises	—	Lussac-la-Patrie
Rilhac-Lastours	—	Rilhac-la-Chaumiére
St-Léger-Magnazeix	—	Léger-le-Peuple
Château-Chervix	—	Chervix-la-Chaumiére
Coussac-Bonneval	—	Coussac-sans-Culottes
St-Genest	—	Sans-Préjugé
Etc.		

DANS LA CORRÈZE :

Arnac-Pompadour	devint	Arnac-la-Prairie
La Chapelle-aux-Saints	—	La Chapelle-aux-Prés
Chasteaux	—	La-Fraternité
St-Aulaire	—	L'Unité
St-Bonnet-la-Rivière	—	Bonnet-Rouge
St-Jal	—	Coq-Hardi
St-Robert	—	Bel-Air
St-Solve	—	Ere-Salutaire
Turenne	—	Mont-Franc
Etc.		

DANS LA CREUSE :

St-Agnant-de-Versillat	—	Versillat-le-Marat
St Etienne-de-Fursac	—	Fursac-Libre
St-Vaury	—	Vaury-la-Montagne
Etc. (1).		

(1) Pour les autres localités voir M. Figuéras, *Index des noms révolutionnaires des communes de France* (1901). — M. J. L'Hermitte a publié un travail analogue pour le dép. de la Corrèze (1895).

La Révolution institua d'abord un tribunal par district. La Constitution de l'an III n'attribua à chaque département qu'un seul tribunal civil dont les appels se portaient devant les tribunaux des autres départements. Au contraire les lois organiques qui accompagnaient la Constitution de l'an VIII, tout en maintenant dans chaque département le tribunal criminel institué en 1790, groupèrent les tribunaux correctionnels d'arrondissement sous un tribunal d'appel dont le ressort s'étendit sur un certain nombre de départements.

Le tribunal d'appel de Limoges eut dans son ressort les départements de la Haute-Vienne, de la Creuse et de la Corrèze. Quand en 1810-11 ce tribunal devint Cour impériale, il n'y eut rien de changé dans son ressort, qui subsiste encore aujourd'hui.

Sous la Révolution, en vertu de la Constitution civile du clergé, le diocèse de Limoges coïncida avec le département de la Haute-Vienne; celui de Tulle s'étendit sur tout le département de la Corrèze. Tous deux eurent Bordeaux pour métropole.

D'autre part, le diocèse de la Creuse fut créé, avec Guéret pour siège épiscopal et Bourges pour métropole.

Mais les articles organiques qui complétèrent le Concordat de 1801-02 modifièrent de nouveau la géographie ecclésiastique de notre région en supprimant les diocèses de Tulle et Guéret et en étendant celui de Limoges sur nos trois départements, avec rattachement à la province de Bourges. Le diocèse de Tulle ne fut reconstitué qu'en 1822 (avec mêmes limites que le département de la Corrèze) en vertu du Concordat de 1817-21, non ratifié par les Chambres. Il fut question vers ce temps-là d'ériger l'évêché de Limoges en archevêché; mais cette innovation fut repoussée.

Les circonscriptions synodales formées en 1802 au profit des églises réformées sont sans objet pour notre région. Celles qu'établit le décret présidentiel du 29 novembre 1871 furent également sans grande application. Il suffira de dire que la Haute-Vienne ressortissait virtuellement à la circonscription de Lusignan, la Creuse et la Corrèze à celle de St-Etienne (1).

Il n'y a rien sous l'ancien régime qui rappelle les circonscriptions représentatives inventées par Bonaparte en 1803 sous le nom de SÉNATORERIES. C'était, comme on l'a dit, une « ébauche d'administration régionale ». Celle de Limoges comprit, en vertu d'un sénatus-consulte du 14 nivôse an XI de la République (= 4

(1) Je dis *virtuellement*, parce que, à cette date et jusqu'en 1881, nos trois départements ne possédaient pas une seule église réformée « officielle ».

janv. 1803), les trois départements de la Haute-Vienne, de la Creuse et de la Corrèze, c-à-d. le ressort même de la Cour d'appel. Le sénateur, qui résidait où bon lui semblait, avait la préséance sur toutes les autorités locales dans l'étendue de sa circonscription.

En ce qui concerne les élections à la Chambre des députés, elles ont toujours eu lieu par circonscriptions administratives, c-à-d. par cantons ou par arrondissements. Cependant le second Empire, mû par des considérations politiques, modifia arbitrairement cette tradition et créa de véritables circonscriptions électorales. Chacun de nos trois départements comprit deux COLLÈGES ÉLECTORAUX, entre lesquels les cantons furent répartis suivant les fins particulières qu'on se proposait (1).

Depuis la loi de 1875, les collèges électoraux coïncident en général avec les arrondissements. Cependant dans la Haute-Vienne l'arrondissement de Limoges, en raison du chiffre élevé de sa population, comporte deux collèges électoraux : l'un comprenant les quatre cantons de Limoges et celui d'Ambazac; l'autre le reste de l'arrondissement; dans la Corrèze, l'arrondissement de Tulle et celui de Brive possèdent chacun deux circonscriptions électorales.

L'ancien régime n'a pas connu les circonscriptions universitaires, l'organisation de l'enseignement étant alors purement empirique à tous ses degrés. Celles qu'institua Napoléon I^{er} en 1808, sous le nom singulier d'ACADÉMIES, eurent, comme les Séminaires, mêmes territoires que les tribunaux d'appel existants. Limoges eut donc un recteur et bientôt deux facultés des lettres et des sciences, dont la fonction normale était beaucoup moins l'enseignement supérieur que l'examen des candidats aux baccalauréats. Elles disparurent en 1815 (2).

Un arrêté du 7 septembre 1848 supprima l'Académie de Limo-

(1) *Dans la Haute-Vienne* on eut : d'une part les cantons de Magnac-Laval, Le Dorat, Mézières, Bellac, Nantiat, St-Junien, Rochechouart, St-Laurent, Oradour-sur-Vayres, St-Mathieu, Châlus, Nexon, St-Yrieix; — d'autre part, (St-Sulpice-les-Feuilles, Bessines, Châteauponsac);

Dans la Corrèze on eut : d'une part, l'arrondissement de Brive et deux cantons de l'arrondissement de Tulle (Uzerche et Sellhac); — d'autre part, l'arrondissement de Limoges et trois cantons de l'arrondissement de Bellac, l'arrondissement d'Ussel et l'arrondissement de Tulle (moins les deux cantons précités);

Dans la Creuse, les arrondissements de Guéret et Boussac formèrent le premier collège, ceux de Bourgueuf et Aubusson le second, sans remaniement des cantons.

(2) De février à août 1815, l'Académie de Limoges fut réunie à celle de Clermont.

ges et réunit la Haute-Vienne à celle de Poitiers, la Creuse et la Corrèze à celle de Clermont.

Pour diminuer l'importance des Académies et de leurs chefs les recteurs, la loi du 15 mars 1850 (dite loi Falloux) en créa une par département, en sorte que Limoges redevint siège d'un rectorat, conjointement avec Tulle et Guéret.

La loi du 14 juin 1854, complétée par le décret du 22 août suivant, voulut, au contraire, considérer chaque Académie comme un ensemble d'établissements primaires et secondaires qui se rattachaient à un corps de facultés exerçant une juridiction scolaire. La Haute-Vienne fut alors rendue à l'Académie de Poitiers, la Creuse et la Corrèze à celle de Clermont. Cette distribution de nos trois départements limousins existe encore, bien qu'il ait été question, il y a une douzaine d'années, de rattacher Limoges à l'Académie de Clermont.

Sous la Révolution et le premier Empire, la Haute-Vienne et la Creuse firent partie de la 21^e division militaire (ch.-l. Poitiers et bientôt Bourges); la Creuse, de la 20^e (ch.-l. Périgueux).

L'ordonnance royale du 19 juillet 1829 opéra en France dans les circonscriptions militaires un grand remaniement, qui pour nos trois départements n'eut cependant d'autre effet que de changer le numéro d'un chef-lieu : Bourges devint la 15^e division, Périgueux resta la 20^e.

Sous la seconde République, la Haute-Vienne, la Creuse et la Corrèze formèrent une subdivision de la 13^e division militaire (ch.-l. Clermont).

En 1851, cette subdivision devint la 21^e division militaire avec quartier général à Limoges. On y rattacha le département de la Charente en 1869.

La grande réorganisation de 1873 a respecté ces indications. Limoges a conservé son rang en devenant chef-lieu de la 12^e région militaire et quartier général du 12^e corps d'armée, avec ressort sur la Haute-Vienne, la Creuse, la Corrèze — et même sur la Charente et la Dordogne.

Les cinq grands commandements supérieurs institués en 1858, après l'attentat d'Orsini, et placés sous l'autorité de maréchaux, n'ont eu qu'une assez courte durée. Nos trois départements furent attribués au Commandement supérieur de l'Ouest (ch.-l. Tours).

Quant aux RÉGIONS AGRICOLES entre lesquelles nos trois départements ont été répartis sous le second Empire, elles ont été si souvent modifiées depuis l'origine, sans pouvoir donner satisfaction aux intéressés ni répondre aux conditions naturelles du sol, qu'il n'y a point lieu d'en tenir compte ici.

X

Les villes principales

Classement des villes. — Leur population. — Leur importance historique.
— Développement progressif de Limoges.

Le charme extérieur du Limousin est avant tout dans ses campagnes coupées de vallons et de rivières, semées de plateaux et de croupes. Il est aussi dans ses donjons féodaux et ses églises romanes, que les siècles ont respectés. Il est très rarement dans ses villes, pauvres d'aspect, mal bâties, plus mal tenues, valant seulement par le pittoresque de leur position.

Classés suivant leur importance historique, les groupes géographiques de nos villes limousines se succèdent comme suit :

1. Celui de la Vienne avec Eymoutiers, Peyrat, Bourganeuf, St-Léonard, Limoges, St-Junien, Aixe, Rochechouart, Chabanais et Confolens;

2. Celui de la Creuse avec Felletin, Aubusson, Guéret, La Souterraine et Boussac;

3. Celui de la Gartempe avec Châteauponsac, Magnac-Laval, Le Dorat et Bellac;

4. Celui de la Corrèze avec Tulle et Brive;

5. Celui de la Vézère avec Treignac et Uzerche;

6. Celui de la Dordogne avec Ussel, Argentat et Beaulieu;

7. Celui de l'Isle et de la Charente supérieures avec St-Yrieix et Nontron.

Chacun de ces groupes géographiques peut aussi être considéré comme un ensemble de forces sociales en action. Les rapports quotidiens qui s'établissaient entre les villes par raison de voisinage eurent, en effet, cette conséquence d'obliger les habitants à défricher les forêts, à construire des ponts pour relier les « chemins battus », à pourchasser les brigands et les bêtes malfaisantes. On peut donc affirmer *a priori* que le territoire compris dans l'intérieur d'un quadrilatère, comme celui que déterminent Magnac, Le Dorat, Bellac et Châteauponsac, a été plus tôt civilisé que le territoire extérieur.

Il est à remarquer que les villes de chaque groupe gagnent en

importance à mesure qu'on s'éloigne du Plateau de Millevaches. Eymoutiers est inférieur à St-Léonard, qui l'est lui-même à St-Junien. C'est par même raison que Felletin et Aubusson ont été dépassés par Guéret, comme Evaux et Chambon par Boussac, non sans lutte toutefois. Bellac et Le Dorat ont un autre rôle dans leur région que Châteauponsac et Magnac-Laval. Treignac l'a souvent disputé à Uzerche, et Beaulieu a longtemps tenu plus de place dans l'histoire du Bas-Limousin qu'Argentat ou même Ussel. Cependant, en Bas-Limousin, Tulle l'a emporté sur Brive et Ussel sur Ventadour. Mais ce déplacement de capitales remonte assez haut dans le passé et rappelle celui qui s'est produit dans la Basse-Marche avec Le Dorat et Bellac, dans la Haute-Marche avec Aubusson et Guéret, dans la Combraille avec Chambon et Evaux.

* *

Nous distinguerons maintenant les villes suivant leurs origines.

Les unes, comme Eymoutiers, St-Léonard, St-Junien, Tulle, Felletin, Guéret, Le Dorat, Uzerche, Beaulieu, La Souterraine, Nontron, St-Yrieix, se sont formées ou tout au moins développées autour de monastères.

Les autres, comme Aixe, Chabanais, Châteauponsac, Magnac-Laval, Bellac, Treignac, Boussac, Rochechouart, Ussel, Peyrat, ont grandi sous les murailles d'un château-fort.

Quant aux villes qui ne rentrent nettement dans aucune de ces deux catégories, ce sont originairement des têtes de pont. Brive, Argentat, Confolens, Ahun sont de ce nombre et, à y bien regarder, toutes les grosses localités de l'époque celtique qui sont assises au bord d'un cours d'eau. En ce qui touche Limoges, nous exposerons tout à l'heure ses origines multiples.

Nous pouvons aussi distinguer les villes industrielles. Il y en a du reste fort peu. Limoges vient en tête, de très vieille date, avec ses industries artistiques au moyen-âge et au XVI^e siècle, avec ses fabriques de droguets, d'étoffes de soie, d'épingles, de cartes, de cire aux XVII^e et XVIII^e siècles, de porcelaine au XIX^e siècle. Viennent ensuite Aubusson et Felletin avec leurs tapisseries célèbres dès le XV^e siècle, Tulle avec sa manufacture d'armes fondée en 1696, Brive avec ses fabriques de tissus introduites au XVIII^e siècle, Bellac et Eymoutiers avec leurs tanneries si actives au XVII^e siècle, St-Junien et St-Léonard avec leurs tanneries et leurs papeteries, St-Yrieix avec ses fabriques de porcelaine établies depuis la découverte du kaolin.

Dans aucune de ces localités, sauf Limoges, le chiffre de la population ne s'est jamais élevé sous l'ancien régime au delà de 6 ou 7,000 âmes. Ce peu de densité des centres d'habitation devrait être pris en considération dans une histoire du Tiers-état limousin (1). Il semble provenir moins du peu de fécondité des mariages que de la grande mortalité des enfants, du nombre exagéré des célibataires et de l'émigration des gens de labeur. A la fin du XVII^e siècle, les neuf villes les plus peuplées, d'après les *Mémoires* des intendants, sont : Limoges (14,000 hab.), Tulle (5,000), Brive (4,000), St-Junien (3,000), Bellac (3,000), St-Yrieix (2,600), St-Léonard (2,400), Guéret (2,300), Aubusson (2,100).

Depuis le commencement du XIX^e siècle (2), le chiffre de la population s'est sensiblement développé dans chacune de ces villes. En voici la preuve dans le tableau suivant :

Villes	1801	1821	1841	1861	1881	1891	1901
—	—	—	—	—	—	—	—
Limoges . . .	20250	24992	29870	51053	63765	72697	84121
Tulle.	9363	8097	10444	12410	16196	18964	17412
Brive.	5762	6829	8821	9854	14182	16803	19496
St-Junien . .	5934	5737	5467	6795	8092	9376	11432
Bellac.	3901	3501	3583	3633	4511	4903	4791
St-Yrieix. . .	5028	6413	7110	7613	8051	8711	8363
St-Léonard .	4815	5865	5613	6196	6160	5981	5851
Guéret	3125	4014	4849	5139	6749	7799	8083
Aubusson. . .	3460	3522	5196	6003	6782	6672	7067

L'ordre d'importance de ces neuf villes est donc quelque peu modifié depuis la fin du XVII^e siècle, à considérer seulement la population. En 1901 il s'établit ainsi : 1^{er} Limoges, 2^e Brive, 3^e Tulle, 4^e St-Junien, 5^e St-Yrieix, 6^e Guéret, 7^e Aubusson, 8^e St-Léonard, 9^e Bellac.

En tenant compte des institutions que possédait chaque ville et de l'action dirigeante qu'exerçait chacune d'elles, nous pouvons établir le classement qui suit aux environs de 1650 :

(1) Voy. ci-dessus page. 333.

(2) Les chiffres que donne la *Statistique de la France* (publié en 1837, p. 267) pour chacune de nos villes en 1789 sont si évidemment exagérés que nous ne les reproduirons pas ici.

1. TULLE qui possède Evêché —	Présidial —	Lieutenance —	Chapitre —	Officialité —	 —	Election —	 —	Collège (1) —	Hôpital
2. BRIVE qui possède —	Présidial —	 —	Chapitre —	Officialité —	 —	Election —	 —	Collège —	Hôpital
3. GUÉRET qui possède —	Présidial —	Gouvernement —	(2) —	Officialité —	 —	Election —	 —	Maîtrise —	(3) — Hôpital
4. BELLAC qui possède —	Sénéchaussée —	 —	 —	 —	 —	Election (4) —	(5) —	Collège —	Hôpital
5. ST-JUNIEN qui possède —	 —	 —	Chapitre —	 —	 —	 —	 —	Collège —	Hôpital
6. LE DORAT qui possède —	Sénéchaussée —	 —	Chapitre —	 —	 —	 —	 —	 —	Hôpital

A noter que le rôle dirigeant de Tulle et de Guéret ne commence à s'entrevoir qu'à la fin du moyen âge. La première monte au rang de capitale du Bas-Limousin par voie ecclésiastique (1317); la seconde au rang de capitale de la Marche par voie féodale sur le tard du XV^e siècle. Leur position géographique n'y fut pour rien.

Parmi les neuf villes du premier tableau (p. 419), il n'y a qu'Aubusson (déjà ch.-l. d'archiprêtre) et St-Yrieix (déjà siège de chapitre) qui aient monté de rang entre 1650 et 1789 : le premier par le

(1) Tulle eut même un grand séminaire à partir de 1697. — (2) Guéret ne reçut le chapitre de La Chapelle-Taillefer qu'en 1762. — (3) Le collège de Guéret ne fut fondé qu'en 1710. — (4) L'élection de Bellac fut supprimée en 1661. — (5) La maîtrise des Eaux et Forêts de Bellac ne fut institué qu'en 1723.

transfert dans ses murs du chapitre de Moutier-Roseille en 1671, le second par l'octroi d'une sénéchaussée en 1750. Quant à St-Junien (déjà ch.-l. d'archiprêtré et siège de chapitre) et à St-Léonard, ces deux villes étaient trop voisines de Limoges pour devenir des centres d'action de premier ordre.

Nous n'avons point jusqu'ici fait mention de Charroux, en raison de sa position excentrique. Qu'il suffise de rappeler que cette première capitale du comté de la Marche posséda au commencement du XIV^e siècle une cour de justice appelée « parlement » et peut-être aussi un atelier de monnayage. On y voyait encore deux forteresses : celle des moines de l'abbaye et celle des bourgeois de la commune.

Au XIX^e siècle, les changements de rang ont été nombreux. Le Consulat a promu chefs-lieux d'arrondissement : Boussac, Bourgageuf, Rochechouart, Saint-Yrieix, Nontron, Ussel, et il a fait descendre hiérarchiquement Felletin, Evaux, La Souterraine, Le Dorat, Saint-Junien, Saint-Léonard et Uzerche, dont la Révolution avait fait des chefs-lieux de district.

* *

Quel que soit le genre de circonscriptions que nous ayons eu à considérer, le groupe de localités que nous ayons eu à déterminer, il y a un chef-lieu qui s'est représenté chaque fois à nous : c'est Limoges, tête du pagus romain, du comté mérovingien, du diocèse, de la principale vicomté, de la sénéchaussée royale, de la généralité, du gouvernement militaire, du département, et de leurs subdivisions. Limoges est donc, depuis 2,000 ans, le vrai centre historique du Limousin et est resté tel, même après l'avènement de Tulle et de Guéret au rang de capitales locales. C'est vers Limoges que convergent depuis vingt siècles tous les intérêts généraux de la région et que se traitent toutes les questions d'utilité commune ; c'est là qu'ont résidé tous les pouvoirs publics, qu'ont siégé plusieurs conciles métropolitains et un grand nombre d'états provinciaux ; c'est là enfin qu'est fixé depuis 1800 le chef-lieu des divers pouvoirs qui ont eu la Haute-Vienne, la Creuse et la Corrèze dans leur ressort.

Limoges a donc rang de capitale provinciale, mais capitale des plus modestes dans le passé. Pour monter au rang de Bordeaux ou de Toulouse, il lui a manqué et il lui manquera jusqu'à la fin trois choses essentielles : un archevêché métropolitain, un parlement et une université. Jusqu'au milieu du présent siècle, son aspect général, sa superficie, son chiffre de population n'ont jamais répondu à l'importance de son rôle. Son point de départ

matériel, c'est la partie que nous appelons aujourd'hui le faubourg du Pont-St-Martial. La rue basse de ce faubourg, si on la prolongeait jusqu'aux arènes du square d'Orsay, représenterait assez exactement l'axe de la ville primitive, au premier siècle de notre ère, alors que Limoges n'est encore guère plus qu'une tête de pont. — Un peu plus tard, les Romains bâtirent un temple en amont, sur la principale hauteur qui domine la Vienne; autour de ce temple une ville s'éleva peu à peu, que les textes nomment la cité. Le temple païen fit place à une basilique chrétienne qui, dans son dernier état, s'appelle la cathédrale St-Etienne. Tout à côté, l'évêque et les chanoines ont élevé leurs demeures, dressé leurs tours de défense; la population a multiplié les chapelles et les cloîtres; l'abbesse de la Règle, un peu à l'écart, a rassemblé ses moniales. Puis tout à coup, en 1370, un incendie allumé par les soldats du Prince Noir ruine la presque totalité des maisons. Il fallut à la cité 90 ans pour se relever de ce désastre.

A partir du IX^e siècle une autre agglomération commença à quelque cent mètres des deux premières, autour du monastère de St-Martial et du donjon du vicomte : c'est celle qu'on appelle le château (1). Elle grandit si vite qu'au bout de trois siècles, lors de la construction d'une nouvelle enceinte (1182), le château dépassait de beaucoup en étendue et en population la cité de l'évêque. Il est représenté aujourd'hui par la partie de Limoges comprise dans le pourtour des grands boulevards (2).

C'est dans la ville-château que se sont développées les institutions consulaires et les industries artistiques qui ont fait dans le passé la réputation de Limoges. C'est là aussi qu'avaient lieu toutes ces entrées solennelles de rois, de princes, de hauts fonctionnaires dont il est si souvent question dans les annales locales.

Au XVI^e siècle, Limoges est toujours une ville double, la cité et le château étant très nettement séparés et entourés, l'une et l'autre, de remparts crénelés. Cette dualité durera jusqu'au commencement de la Révolution.

Au dehors, nombreux faubourgs. « C'est d'abord le groupe de maisons qui avoisinent St-Michel-de-Pistorie et que des vignes

(1) La distinction de la cité et du château a une très grande importance. Faute de l'avoir connue, de savants historiens, étrangers, il est vrai, au Limousin, ont appliqué à l'une des deux villes ce qui ne pouvait convenir qu'à l'autre. Il y a traces de cette confusion dans le mémoire de M. Longnon, sur les *Limites de la France à l'époque de Jeanne d'Arc*, dans les notes de M. S. Luce à la *Chronique de Froissart*, dans celles de M. Duplès-Agier aux *Chroniques de St-Martial*. C'est notre devoir d'en avertir le lecteur.

(2) Voy. M. Ducourtieux, *Limoges d'après ses anciens plans* (1884).

jonchées de débris antiques séparent de la ville du Pont-St-Martial; plus haut, le faubourg Manigne qui forme, avec le faubourg Boucherie, le quartier proprement dit de l'Entre-deux-Villes.... Séparé de ces groupes de constructions par des tanneries, le bourg de St-Martin ou de St-Paul a son réseau spécial de voies publiques. C'est là que la tradition place le fameux entrepôt des Vénitiens.....

» Au-dessous on trouve encore les petites églises de St-Paul-de-la-Fontaine et de St-Julien; l'abbaye de St-Augustin avec ses importantes constructions, l'église de St-Christophe dont le territoire paroissial formera quelque temps, sous la Révolution, une commune particulière; enfin la léproserie de St-Jacques ou des ladres blancs aux Casseaux. — Au nord, de l'autre côté des bâtiments actuels de la gare, la Maison-Dieu montre les cabanes dans lesquelles vivent les lépreux d'une autre catégorie, réputés atteints d'un mal plus redoutable, les « ladres rouges », autour de l'église de Ste-Marie-Madeleine. En remontant vers le château, on trouve d'abord l'abbaye de St-Martin, avec ses belles prairies, sa « bonne fontaine » renommée, ses dépendances parmi lesquelles on distingue la chapelle de St-Laurent, presque sous les remparts de la ville. Quelques maisons dispersées dans les jardins dits de Ste-Valérie s'égrenent entre le bourg de St-Martin et Montmailler, dont la voie principale aboutit à Montjauby, lieu célèbre dans nos fastes d'Aquitaine et qui vit, le 12 nov. 994, le fameux miracle des Ardents; une église dédiée à St-Martial s'élève sur la hauteur, à l'endroit même, dit la tradition, où furent déposées les reliques du premier évêque de Limoges et des autres saints de la province.....

» Après N.-D. des Arènes, construite à peu de distance des ruines de l'amphithéâtre gallo-romain et auprès de laquelle il existait un petit hospice de pèlerins, sous le vocable de St-Jacques, en redescendant le coteau on rencontrait l'église de St-Cessateur, qui posséda longtemps les reliques de saint Aurélien et dont le clocher fut, en 1215, abattu par la tempête. Plus bas, le bourg de St-Gérald où se fonda en 1158 le principal établissement de bienfaisance de Limoges et où nous trouvons installées, dans la première moitié du XIV^e siècle, les écoles de la ville, entre un cimetière et un hôpital » (L. Guibert).

Si à cette énumération on ajoute le Naveix (*navigium*) où s'amarraient les radeaux qui sillonnaient la Vienne, l'Abessaille suspendue aux flancs de l'abbaye de la Règle, et l'agglomération dite du Pont-St-Martial qui, comme le Naveix, dépend de l'évêque, on aura le relevé complet des multiples centres de population qui existent autour de la cité et du château.

A l'intérieur de Limoges, un dédale de rues étroites et tortueuses, presque partout sans soleil et sans air, tel que nous avons connu le quartier des Combes ou celui du Verdurier, et même pis encore puisque ces deux quartiers avaient été rectifiés au XVII^e et au XVIII^e siècle; — un sol inégal, encombré d'immondices, d'eaux stagnantes, obstrué de cimetières à l'entour des églises; — des maisons en bois recouvert de torchis, comme aujourd'hui encore dans l'Abbessaille, laides et sombres. De ci, de là, une maison de pierre sur arceaux, demeure de quelque marchand enrichi qui écrase de son faste les maisons voisines. Puis dominant le tout d'une hauteur imposante, la cathédrale de l'évêque et le donjon du vicomte, — comme le clergé et la noblesse dominant la société, comme le pape et l'empereur dominant la chrétienté de ce temps (1).

Les édifices publics sont rares. La résidence du vicomte est une tour à machicoulis, environnée de hautes maisons qui ne lui laissent ni air ni espace. L'hôtel du consulat et les principaux monastères sont comme enfouis au centre de la ville et se distinguent à peine des autres maisons par des façades de pierre. Par exception, le palais de l'évêque, qui s'élève à 35^m au-dessus de la Vienne, a sur la campagne et sur le ciel les plus larges perspectives. Quant aux édifices religieux comme la cathédrale de St-Etienne, l'église collégiale de St-Martial, les églises paroissiales de St-Pierre-du-Queyroix et St-Michel-des-Lions, ils émergeaient royalement de cet amas de taudis humains et proclamaient quelques-unes des préoccupations intimes de la foule qui grouillait en bas.

Tel était encore, à peu de chose près, l'aspect de Limoges quand Turgot s'avisa d'en abattre les murailles. Cependant le palais épiscopal avait été reconstruit au commencement du XVI^e siècle, la chapelle du collège et une partie des bâtiments adjacents au commencement du XVII^e, l'hôpital St-Gérald et le séminaire des Ordinand au milieu du même siècle. A Turgot on doit l'achèvement de l'hôtel de l'intendance 1759-62; la reconstruction du présidial 1774-84, de la façade principale du collège (auj. lycée

(1) Pour plus de détails voir M. Ducourtieux, *Limoges d'après ses anciens plans* (1884); — Louis Guibert, *les hôtels de ville de Limoges* (1882); *Le Limoges d'autrefois, sa physionomie, ses habitants, ses mœurs, ses institutions* (1886); *Limoges qui s'en va* (1897); *Anciens dessins des monuments de Limoges* (1900); *Les vues de Limoges de Joachim Duviert* (1900); *Coup d'œil sur l'histoire de la ville de Limoges* (1902); *Limoges d'autrefois* (suite de Limoges qui s'en va), (1903); — A. Leroux, *Le sac de la cité de Limoges et son relèvement, 1370-1464* (1906).

Gay-Lussac) 1767-77, et de l'hôpital général 1766-70. En 1789 la superficie de la cité était de 12 hectares, celle de la ville ou château de 18 hectares, la population totale d'environ 16,000 habitants (plus 7,000 dans les faubourgs et la banlieue) (1). Au regard de quelques autres villes du royaume, Limoges méritait certainement alors très petite considération.

C'est seulement depuis 1830 que les grands travaux d'embellissement ont été commencés et les quartiers neufs construits : le champ de Juillet en 1831, le pont Louis-Philippe en 1832-36, le théâtre en 1836-40, le palais de justice en 1846, — puis, sous le second Empire, l'école de médecine en 1852, l'ancien marché Dupuytren en 1852, la caserne neuve de la Visitation en 1857-61, l'asile de Naugeat en 1857-64, l'hôtel de la division militaire en 1865-67, le quartier des Arènes en 1865-66, le petit collège en 1866, — enfin, sous la troisième République, les casernes de la Société immobilière, de Beaublanc et de Beaupuy, l'Hôtel de ville en 1883, le pont de la Révolution en 1886, les Halles centrales en 1889, les quatre dernières travées de la Cathédrale, la Bibliothèque, le Musée céramique, la Préfecture, etc. Il est sensible aujourd'hui que Limoges tend à s'éloigner de son centre primitif et à se pousser en amont de la Vienne, dans la direction du Puy-Imbert et de La Bregère (2).

Sur ce coin de terre où tant de grands pouvoirs se sont succédé, pendant le second millénaire de notre histoire, en la personne des évêques, des abbés, des vicomtes, des gouverneurs et des intendants, il n'y a plus que le pouvoir ecclésiastique qui par la cathédrale St-Etienne se révèle matériellement à nous. De l'abbaye St-Martial il ne reste plus rien. Le donjon des vicomtes est depuis longtemps à bas. Les gouverneurs militaires n'ont jamais eu de demeure particulière. Quant à l'hôtel des intendants, il menace ruine de tous côtés. De ces temps de labeur et de foi, qui vont de Charlemagne à la Révolution, les monuments disparaissent chaque jour. Leur souvenir même est étouffé, si d'ailleurs il n'est pas dédaigné par les préoccupations de la vie moderne, et le nombre est chaque jour plus rare de ceux d'entre nous qui

(1) Au total 23,000 âmes, chiffre démontré par les registres paroissiaux du temps. La *Statistique de la France*, dont nous avons parlé précédemment, donne sans preuves le total de 32,856 âmes.

(2) Après Limoges il conviendrait de parler des villes de Tulle et Guéret. Mais l'histoire de celle-ci est à peine esquissée pour la période originelle. Par contre l'histoire de la première a été abondamment traitée par Baluze, MM. Clément-Simon et René Fage, aux travaux desquels nous renvoyons le lecteur.

revivent par la pensée les âges écoulés et s'efforcent d'atteindre en son tréfond l'âme des générations disparues.

Malgré tout, la solidarité est évidente du présent avec le passé. Le Limoges d'aujourd'hui, par ses institutions, ses industries, ses groupements, ses mœurs, son aspect, son rôle dirigeant, procède en droite ligne du Limoges d'autrefois (1). A vouloir nier cette continuité il y aurait sottise, et il y aurait dommage à vouloir la ruiner.

(1) Remarquer que la plupart des édifices civils actuels de Limoges : 1° les casernes de la Providence, de la Visitation, des Bénédictins et du quartier des dragons, ainsi que la manutention militaire; 2° les établissements d'assistance tels que l'hôpital général et l'asile des vieillards sis aux bords de la Vienne; 3° les établissements d'enseignement appelés lycée de garçons et collège de jeunes filles; 4° enfin le palais épiscopal dont l'affectation nouvelle n'est pas encore faite, — ont été bâtis pour le clergé ou par le clergé au cours des trois derniers siècles.

XI

Les voies de communication ⁽¹⁾

Les chaussées romaines. — Les routes modernes. — Les chemins de fer.

Par voie de conséquence, Limoges est, de très vieille date, le lieu de croisement des grandes routes de la province. Avant la conquête romaine, la Gaule n'avait guère de routes qui méritassent ce nom. On n'y rencontrait que des chemins battus reliant les uns aux autres les chefs-lieux des cités. C'est probablement au III^e siècle après J. C. que furent construites les deux grandes chaussées qui traversaient Limoges.

L'une, partant de Lyon (cap. des Gaules), se dirigeait sur Clermont, *Acilodunum* (Ahun), *Prætorium* (Puy-de-Jouer), Limoges, *Cassinomagus* (Chassenon) et Saintes, alors beaucoup plus voisin de l'Océan qu'aujourd'hui. Cette chaussée est figurée sur la *Table de Peutinger* (VI s.) qui, à ce que l'on croit, reproduit l'*Orbis pictus* d'Agrippa ;

L'autre, partant de Bourges (cap. de l'Aquitaine I), se dirigeait sur Argenton, *Prætorium* (Puy-de-Jouer) où elle empruntait la voie précédente jusqu'à Limoges. De cette ville elle reprenait dans la direction de *Fines* (Thiviers) et Périgueux où elle bifurquait d'un côté sur Bordeaux, de l'autre sur Agen. Cette seconde chaussée est indiquée sur l'*Itinéraire d'Antonin*, qui est du IV^e s.

Dans la traversée de Limoges où était leur point de croisement, ces deux chaussées paraissent avoir suivi des directions assez tourmentées. Celle qui venait de Lyon (et subsidiairement de Bourges) se déroulait par les Casseaux et le Masgoulet, jusqu'au voisinage de la cathédrale actuelle. Elle tournait alors assez brusquement vers l'ouest et gagnait, à travers des terrains aujourd'hui bâtis, la rue du Clocher actuelle, le faubourg des Arènes, la place des Carmes et le faubourg d'Angoulême. — A la place des Carmes, c-à-d. au voisinage des Arènes, la chaussée venant de Bourges se détachait de nouveau de la chaussée de

(1) Voir notre notice sur *la Généralité de Limoges* (1891, p. XCII et CXXXI).

Lyon à Saintes et descendait par la rue des Argentiers actuelle, la rue de l'Hôpital et le faubourg du Pont-St-Martial jusqu'à la Vienne qu'elle franchissait sur un pont dont on retrouve encore les substructions.

Outre ces deux chaussées principales, bon nombre de chemins secondaires mettaient Limoges en communication avec Poitiers, Nérès, Brive, avec Saintes par Ste-Sévère et avec Angoulême par St-Quentin (1).

Par faute d'entretien les chaussées romaines tombèrent en ruine après la disparition de l'Empire, et il est vraisemblable qu'au VI^e siècle, elles étaient presque partout impraticables. Pendant douze ou treize cents ans il n'y eut plus que des « chemins battus », franchissant monts et vaux au plus court, coupés de bourbiers et de ravins par conséquent plus accessibles aux bêtes de somme qu'aux voitures. Sur la fin du XVII^e siècle seulement, les intendants firent commencer la route de Paris à Toulouse par Bessines, Uzerche et Brive; celle de Bordeaux à Lyon par Châlus, Bourga-neuf et Pontaurmur; celle de La Rochelle à Limoges par Chabana-is; celle de Poitiers à Limoges par Bellac; et ils prirent Limoges pour point d'intersection. Soixante ans plus tard, Turgot faisait tracer la route de Limoges à Clermont par Eymoutiers et Bort, et celle de Bordeaux à Lyon par Brive et Tulle.

A côté des grandes routes il ne faut point oublier les chemins ruraux dont la construction reçut, à partir de 1770-71, une certaine impulsion par l'organisation des ateliers de charité. Il est fort difficile de se rendre compte de l'état d'avancement de ces routes au moment de la Révolution, et plus encore de leur viabilité. Toujours est-il que beaucoup furent entreprises, plusieurs furent achevées, et que, là où les travaux étaient retardés ou négligés, les populations intéressées élevaient leurs réclamations. Nous savons de science certaine que l'on entreprit ainsi, dès 1773, dans toutes les parties de la Généralité, un véritable réseau de chemins ruraux qui, en tout état de cause, dût paraître un bienfait aux populations.

(1) Voy. Alex. Bertrand, *Les voies romaines en Gaule : résumé du travail de la Commission de la topographie des Gaules* (dans la *Revue archéologique*, 1864); — A.-F. Lièvre, *Les chemins gaulois et romains entre la Loire et la Gironde*, chap. VI (2^e édit. Niort. 1893, gr. in-8^o de 127 pages); — P. Ducourtieux, *Les voies romaines en Limousin* (dans le *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. LV à LVII, 1905 et ss.), — Parmi les ouvrages généraux nous ne citerons que E. Desjardins, *Géographie de la Gaule romaine* (t. IV) et Hayaux du Tilly, *Voies romaines de la Gaule* (dans le *Compte rendu des séances du congrès intern. des sc. géographiques à Paris*. 1875).

C'est seulement depuis la loi de 1833 que le Limousin a été sillonné en tous sens de routes commodas et régulièrement entretenues, par lesquelles les hommes et les idées ont pu, du dehors, atteindre Limoges sans obstacle et refluer de ce centre aux extrémités de la province. Avant même que ce réseau de routes fut achevé, celui des chemins de fer était commencé (1854) et devait contribuer plus encore à faire de Limoges le principal centre de tout le système routier de la région.

Ce réseau ferré, qui appartient tout entier au P. O., est aujourd'hui à peu près terminé (1). Il comprend une section de la grande ligne Paris-Agen et une autre de la ligne Paris-Toulouse, qui au-dessous de Limoges se bifurque dans deux directions différentes. Il comprend en outre la ligne de La Rochelle à Lyon par Angoulême, Limoges et Clermont; — celle de Bordeaux à Lyon par Périgueux, Limoges, Guéret et Montluçon, ou encore par Périgueux, Brive, Tulle, Ussel, Eygurande et Clermont; — celle de Bourges à Aurillac par Montluçon, La Combraille, Eygurande et Lagnac; — celle de Poitiers à Gannat par Le Dorat, St-Sulpice-Laurière et Guéret.

Les mailles de ce vaste filet ont quatre points d'attache principaux : St-Sulpice-Laurière au nord; Eygurande à l'est, au delà du plateau de Millevaches; Brive au sud, enfin Limoges qui est le plus important, puisqu'on peut de là rayonner directement sur La Rochelle, Poitiers, Paris, Lyon, Toulouse, Agen et Bordeaux. Limoges a donc déjà, comme lieu de croisement des voies ferrées, presque autant d'importance que Lyon, Dijon, Tours. Le jour où il sera relié à Nantes et Brest, à Nîmes et Marseille, à Dijon et Bâle, par un service direct, Limoges sera sans conteste le plus important nœud de chemins de fer entre Loire et Garonne.

Alfred LEROUX.

(1) Voy. Henri Raguet, *Le réseau du chemin de fer de Paris à Orléans*, de 1838 à 1908 (Paris, 1908).

Histoire de l'abbaye de Grandmont

(SUITE)

CHAPITRE VII

Caturcin, 9^e prieur (1216-1228). — Hugues Le Brun, comte de La Marche. — Elie d'Arnaud, 10^e prieur (1228-1240). — Jean de l'Aigle, 11^e prieur (1240-1242). — Adémar de La Vergne, 12^e prieur (1242-1245). — Guillaume Dongres, 13^e prieur (1245-1248). — Ithier du Merle, 14^e prieur (1248-1260). — Aymeric Guerrut, archevêque de Lyon. — Guy Archer, 15^e prieur (1260-1269).

Caturcin, 9^e prieur (1216-1228).

Caturcin (1) succéda immédiatement dans la dignité de prieur général de l'Ordre de Grandmont à Adémar de Friac, qui avait régi l'Ordre dix-huit ans, deux mois et six jours. C'était un homme très pieux, qui mérita par ses excellentes qualités la confiance de Philippe II et de Louis VIII, rois de France, dont il fut le fidèle conseiller, et auxquels il ne donna jamais que des avis salutaires et irréprochables.

Témoin de l'espèce d'asservissement où, malgré tous les efforts de l'une et l'autre puissance, les frères convers de l'Ordre tenaient encore les religieux de chœur, il ne manqua pas, dès qu'il fut en place, de faire tous ses efforts pour relever ceux-ci de cet état aussi injuste qu'humiliant ; ce qui lui valut de la part des premiers une persécution presque semblable à celle qu'avait éprouvée le vénérable Guillaume, mais cela ne l'empêcha pas de triompher à la fin de ces opiniâtres adversaires.

Le pape qui tolérait et patientait toujours avec ces derniers, soit par compassion pour leur ignorance, soit par le tour qu'on prenait

(1) *Caturcinus* signifie *natif de Cahors* ; on l'a nommé quelquefois *Caorsin*. L'usage très répandu dans nos contrées de désigner un homme par le nom de sa patrie offre bien d'autres exemples. Parmi les prieurs de Grandmont on a déjà vu Pierre de Limoges, Pierre de Saint-Christophe, Etienne de Liciac, Guillaume de Treignac, etc.

pour les excuser, ne put plus enfin refuser une partie de la punition qui était due à leurs excès. Sous le pape Honorius ils se trouvèrent chargés d'excommunications, et ce funeste état eut cela de bon qu'il les fit rentrer en eux-mêmes. Confus du passé, et pleins de componction, à ce qu'ils témoignaient, prêts à subir toutes les pénitences qu'on leur imposât, ils demandèrent au pape la grâce de la réconciliation. Dans le peu de temps qui, depuis l'élection de Caturcin, avait précédé le retour des convers, il n'en avait pas été plus épargné que les autres. Le pape et lui profitèrent de l'heureux moment qui promettait plus de docilité, pour s'assurer de leur dépendance, et pour l'affermir aussi irrévocablement qu'ils le pourraient. De là l'institution des clercs surveillants, ou correcteurs, dont l'attention et le pouvoir seraient un frein à leurs entreprises. La pénitence prescrite pour les réconcilier à l'Eglise fut longue et rigoureuse. On s'en servit habilement pour écarter les plus mutins des emplois et des postes qui les rendait plus à craindre. Car les différentes peines auxquelles on les condamnait étaient regardées comme des peines canoniques, enjointes à des pénitents ; ce n'était pas simplement à leurs supérieurs, c'était à toute l'Eglise qu'ils devenaient responsables de leur fidélité à y satisfaire. Cette conduite procura au moins six années de repos à Grandmont, depuis 1217 jusqu'en 1223, et le levain même, qu'on n'avait pu entièrement chasser, avait bien perdu de sa force.

Le pape Honorius III ordonna donc en 1217, que les correcteurs des Celles seraient clercs, et qu'ils auraient le soin non seulement des clercs, mais encore des convers, tant pour le spirituel que pour le temporel, et que les convers qui avaient la coutume de dominer sur eux, seraient envoyés à l'office de Marthe ; que les curieux, autrement dit les procureurs, rendraient leurs comptes tous les mois devant les correcteurs, qui auraient les biens de l'Ordre à leur garde ; que le prieur visiterait en personne les Celles, nonobstant le chapitre de la règle qui défend de sortir. Le pape Honorius, l'ayant réglé ainsi, en 1218, il envoya un rescrit aux évêques de France pour aider le prieur dans sa visite. Ce qui donna occasion à un frère clerc de composer le cantique qui commence par ces mots : *In Gedeonis ared vellus aret extentun*, etc., qui est dans Martène, *Thesaur. anecd.*, tome I, col. 866.

En 1217, confirmation de Charbonnières⁽¹⁾ ; l'acte est dans Martène, *Thesaur. anecd.*, tome I, col. 864.

(1) Charbonnières, dans la commune de Sauvigny-le-Bois, canton d'Avallon (Yonne). Cette maison, fondée en 1210 par Anseric VI de Mont-Avallon, fut confirmée sept ans plus tard par son fils Anseric VII Voir L. Guibert, *Bull. Soc. Arch. Lim.*, tome XXV, page 236.

Les Bons-Hommes de Chesne-Gallon (1) se ressentirent des libéralités de Guillaume du Perche, évêque de Châlons en 1219.

Par bulle donnée à Latran le 1^{er} mars 1219 (2) Honorius III établit les correcteurs de Vincennes, de Bois-Royer et de Puychevrier, visiteurs spéciaux du monastère de Grandmont, et ordonna qu'ils le visiteraient chaque année, qu'ils corrigeraient dans le chef et dans les membres ce qu'ils trouveraient à corriger ; que les comptes seraient rendus devant eux ; que, de leur avis, le prieur commettrait tous les ans deux prêtres capables et un convers, pour faire la visite chaque année dans toutes les maisons de l'Ordre. Mais ces règlements excitèrent une nouvelle sédition des convers contre les clercs et le prieur ; car étant puissants, ils pillèrent les biens et chassèrent le prieur, qui sortit de Grandmont le 1^{er} mai 1219, avec quarante clercs, et se retira à Limoges, où il fut reçu processionnellement par l'abbé et les moines de Saint-Martial, et traité avec eux pendant sept jours (Bernard Ithier, *in Chron.*). Le pape Honorius délégua le prieur de Saint-Victor de Paris et l'abbé de Pontigny, de l'Ordre de Cîteaux, pour informer ; et par un autre rescrit il menace que si au prochain chapitre tous n'obéissent pas au prieur, il les disperserait avec ignominie. Le pape députa pour cela des religieux étrangers, parce que sans doute on n'en trouvait pas dans l'Ordre d'assez propres pour manier ces affaires ; chaque partie se soutenait trop, et ne voulait rien céder de ses droits.

Le jeune Amelin de Montcocu, neveu d'Amelin le Vieux, en l'an 1220, eut des différends avec le prieur et les religieux de Grandmont à cause de la terre de Chapdeville, près Montcocu ; ledit Amelin leur céda ce qu'ils prétendaient leur appartenir, comme on le voit dans l'acte qu'ils firent cette année.

Sur ces entrefaites Robert de Sarran, abbé de Saint Pons-de-Tomières, mourut à Grandmont, le 26 mars 1220. Il fut enterré dans le mur de l'Eglise sous une tombe de pierre. La chronique du monastère en parle ainsi : « *V^o kal. martii obiit Robertus de Sarran; abbas S. Pontii Tomeriensis, et fuit sepultus in capite claustrî Grandimontensis, ante ostium capellæ S. Stephani, anno gratiæ M^o CC^o XX^o.* »

*Virtutum donis, tituloque religionis
Floruit in populo, qui jacet hoc tumulo. »*

(1) Chêne-Gallon, près Bellême, chef-lieu de canton (Orne). Voir L. Guibert, *Ibidem*, p. 140.

(2) On la trouve dans les mémoires manuscrits de Nadaud, tome III, page XCVIII.

Il avait gouverné son monastère trois ans, trois mois et douze jours.

La même année mourut aussi Hugues Le Brun, IX^e du nom, prince de Lusignan et seigneur de Fougières, un des ornements de l'Ordre de Grandmont. Après avoir emporté le comté de la Marche sur Audebert qui l'avait vendu à Henri II, roi d'Angleterre, il alla dans la Terre Sainte, avec Geofroi-Martel, et plusieurs autres seigneurs, pour secourir les chrétiens de la Palestine. Il s'y signala par sa bravoure et par sa pitié et son nom fut placé parmi ceux des héros de son siècle. Guillaume de Tyr dit qu'il visita Jérusalem et les autres saints lieux, et qu'avec plusieurs autres il remporta une victoire signalée sur les Sarrasins, vers l'an 1191. Il tomba dans la suite entre leurs mains et fut mené captif en Egypte, où il demeura longtemps dans les fers. En étant sorti, et étant de retour dans son pays, il écrivit au maître de la milice du Temple, et à ses frères, qui étaient en Provence, la lettre suivante datée de l'an 1208 :

Magistro Militiæ Templi et fratibus Provinciæ, Hugo Bruni, comes de Lezignaco, comes Marchiæ, Magistro Militæ Templi et fratibus in provinciâ constitutis, salutem. Conquestus est dominus Gerardus, quondam Caturcensis episcopus, de nobis, super debitis suis, quæ reddere sibi contradicitis, et per violentiam detinctis, ita quod ut audiui, excommunicationis sententiam incurristis propter hoc. Unde, cum ego ad suam plurimum movear paupertatem, nec possim isti deesse cum zelo justitiæ, tamen, et intuitu pauperis domûs Grandimontis, quæ est in terrâ nostrâ, et quasi panem alienum cogitur manducare : mando vobis et moneo, ut cum eo taliter componatis, quod ipse de cœtero cessare habeat a querelis, alioquin sciatis quod ego injuriam suam prosequar, et inde a vobis et vestris pro eo competam ultionem, etc.

La même année 1208, étant dans l'église de Grandmont, il avait donné des calices, des encensoirs, un marc d'argent à prendre annuellement le jour de Saint Jean-Baptiste, sur la villa de la Ruillerie de la Garde, au diocèse de Bourges, pour le luminaire de l'église. Il confirma à cette maison toutes les donations faites par ses prédécesseurs, et du consentement de Pierre Mathieu, bourgeois du château de Limoges, il donna à Grandmont l'exage (1) de la monnaie qu'il avait donné au dit Mathieu. L'acte de cette donation est fait dans l'église du monastère en présence du prieur Adémar, l'an 1208. Il fit faire le vitrail de la fenêtre qui était au milieu du

(1) Exage, *essagium*, Du Cange interprète ce mot par celui de balance, ou une certaine espèce de poids qui pesait trois drachmes moins que le sol. On voit aussi dans le *Nobiliaire* de Nadaud (tome III, page 161), que Hugues de la Marche, en 1211, avait fait fondre une nouvelle monnaie appelée marquis, *marchiones*, *marcs*, *marchenses*.

chœur des clercs, derrière le grand autel, et on y voyait son portrait et ses armes avec ces mots en gros caractères : « *Hugo, comes Marchie fenestram vitream dedit b^{ia} M^e* ». Il voulait aussi donner son comté de la Marche, mais les religieux le refusèrent. Enfin après s'être signalé dans plusieurs guerres civiles, pour tenir le parti du roi d'Angleterre, à cause qu'il avait épousé la reine douairière d'Angleterre, il prit l'habit de religieux à Grandmont et y vécut saintement, selon la règle, au monastère de l'Ecluse qu'il avait fait bâtir en la baronnie du Dognon, sur la rivière du Taurion, au diocèse de Limoges. Il y mourut chargé d'années et de vertus en 1220. Moreri a placé sa mort en 1206, ce qui ne peut s'étendre que d'une mort civile, car il est certain qu'il était religieux à la fin de l'année 1211. On porta son corps à Grandmont, où il fut enseveli honorablement dans le cimetière, du côté du nord, avec cette épitaphe sur une pierre un peu élevée :

EPITAPHIUM DOMINI HUGONIS, PRINCIPIS DE LÉZIGNACO ET MARCHIÆ COMITIS,
TANDEM RELIGIOSI

Disce, hospes, contemnere opes, et te quoque dignum
Junge Deo, quisquis nostra sepulchra vides ;
Marchia me facili comitem moderamine sensit
Hugonem, antiquâ nobilitate virum.
Contempsit tandem fastus et inania mundi
Gaudia, convertens membra animum que Deo.
Hic inter reliquos spatioso tempore vixi,
Morbis ac victu, veste animoque pari.
Huic ergo spontè loco comitatûs jura ferebam,
Sed Prior et fratres hoc renuere pii.
Nos vitream dedimus, que constat in ede fenestram,
Letaque cum fructu prædia multiplici.
Nos inter scopulos et alta fluentia Vigenne
Christifere matri struximus ecclesiam.
Iamdudun cinis, ossa sumus : quicumque legetis,
Dicite : sint animæ regna beata meæ.
Anima ejus in eterna pace requiescat. Amen.

Le comte Hugues était un fort bon poète, il se distingua parmi les troubadours. Collin lui donne un rang parmi les savants limousins. Son épitaphe a été rapportée par différents auteurs avec quelques variantes qui ne changent rien au sens. Pour ce qui est de l'église de l'Ecluse ou Saint Marc de l'Ecluse qu'il fit bâtir, elle était dans la paroisse des Eglises-en-Dognon, aujourd'hui commune de Saint Laurent-les-Eglises, sur la rive du Taurion, affluent de la Vienne ; elle offrait la reproduction exacte de celle de Grandmont. Ce lieu de l'Ecluse subsistait en 1189 ; il en est parlé dans la vie

de Saint Etienne de Muret. Le seigneur de Noblat Magne, et sa femme Cosme, en furent bienfaiteurs en 1196. Jaubert, chevalier, seigneur de Galmache, donna en 1231, cinq sols de rente et quatre setiers de seigle, assignés sur le Mas-Joubert, paroisse de Charnac. Jean et Geoffroy, frères, donnèrent un setier de seigle sur leur portion des dîmes de la paroisse de Saint-Sorcin-Magnazeix en 1310. Cette Celle de l'Ecluse fut unie à Grandmont. Jacques Brouillaud de La Jonchère, secrétaire de François de Neuville, le vieux, abbé de Grandmont en était administrateur vers l'an 1540. On y fit, en 1680, un mur de refente pour rendre la chapelle plus décente. « Maintenant, dit l'abbé Nadaud, qui visitait ce lieu le 14 mai 1741. tout y est en ruine. La chapelle était bâtie sur le modèle de l'ancienne église de Grandmont. Les cellules et les autres appartements étaient situés au midi, sur le bord de la rivière appelée le Taurion, environnée de hautes montagnes couvertes de bois épais, dans un endroit presque inaccessible et le plus affreux qu'on puisse trouver dans le diocèse de Limoges ».

En 1221, le seigneur Ebolus, vicomte de Ventadour, prit l'habit de Grandmont en présence de noble Robert, vicomte de Turenne, et R... son frère, et vénérables et religieux Guillaume, abbé de Meymac, Bertrand de Molceo, Constantin de la Chassaigne et Hugues son frère, chevalier. Fait à Grandmont, dans l'octave de la Pentecôte, présents : Guillaume, abbé de Tulle, Guillaume, official de Limoges, et Guillaume de Malmont, chanoine de Limoges.

Une bulle d'Honorius III, de 1221, se trouve dans le *Thesaur. anecd.* de Martène, tome I, col. 883.

Amelin de Montcocu, chevalier, donna à Grandmont, pour le salut de son âme, tout le droit qu'il avait sur l'étang et le moulin de Montcocu, dit l'étang neuf de Jaunac, et toute la terre jusqu'au grand chemin public qui va de La Jonchère à Limoges, comme il appert par le titre de donation fait l'an 1222. Il fit d'autres dons en 1227, et l'acte en fut fait en présence de l'évêque de Limoges et de plusieurs autres notables personnes.

Une troisième persécution que les frères convers soulevèrent en 1223 fut la plus grande, car elle faillit ruiner l'ordre entier. Sous prétexte d'une observance plus étroite, ils tentèrent la perte du prieur, des clercs et de tout l'ordre. La règle de saint Etienne défendait la possession des terres hors des bornes des enclos (1).

(1) Caput 4. De terris non habendis. — Omnes terrarum possessiones quæ sunt extra muros locorum vestrorum, vobis tanquam peregrinis, et hic manentem civitatem non habentibus, sed futuram in cælis inquiren-

Le saint défendait aussi de passer aucun contrat, ou écriture, sur les choses qu'ils avaient reçues, ou qu'on leur donnerait dans la suite. Ils demandèrent que ces préceptes de la règle fussent observés et obtinrent du pape des lettres par lesquelles il mandait aux archevêques et évêques de France de s'emparer des biens, meubles et immeubles de l'ordre de Grandmont, qui en possédait contre la teneur de la règle ; de se les assigner, au nom de la Sainte Eglise, et de les garder jusqu'à ce qu'il en fut ordonné autrement. Simon, archevêque de Bourges, et Bernard de Savenne, évêque de Limoges, à qui ces lettres avaient été adressées, répondirent au pape (l'acte est dans Martène, *Thesaur. anecd.*, tome I, col. 907), que l'ordre de Grandmont était détruit, si ces lettres étaient publiées, et si elles venaient à la connaissance des rois et des seigneurs qui avaient donné ces biens ; que sans ce secours les frères ne pouvaient vivre, et ils le prièrent d'octroyer des provisions la dessus. Le pape Honorius III touché de ces raisons, écrivit aux évêques d'Orléans et du Mans que, sauf le précepte de la règle, ils pourvussent à ces inconvénients. Le jour fixé par eux pour se réunir et prendre une détermination à ce sujet, fut le jour où l'on devait célébrer à Bourges la canonisation de l'archevêque saint Guillaume, l'ancien religieux de Grandmont. Ils y trouvèrent l'archevêque de cette ville, les évêques de Limoges et de Clermont, l'abbé de Clteaux, et plus de vingt abbés de cet ordre, avec plusieurs saints personnages, et beaucoup de jurisconsultes. Quelques Grandmontains furent aussi de cette assemblée. On lut la règle qui défendait les possessions hors les bornes du monastère, le bétail, les dîmes, les ventes, les marchés, les foires, la quête, etc., et on conclut que si ce chapitre n'était pas mitigé, on ne pouvait trouver aucune voie de remédier aux désordres, parce que tous les moyens qu'on pourrait inventer étaient contraires à une règle qui s'exprimait trop clairement. Ils ajoutèrent que les plus anciens de l'ordre, clercs et convers, avaient témoigné n'avoir jamais vu observer cette règle comme elle avait été écrite. Tous les autres qui connaissaient parfaitement l'ordre de Grandmont, dirent unanimement qu'il ne pouvait subsister sans avoir des biens hors les enclos des maisons qui, pour la plupart, étaient situées dans des lieux secs et stériles ; que le nombre des frères étant augmenté, la charité refroidie, les fidèles cherchaient plutôt à leur ôter les biens que leurs ancêtres leur avaient donnés, qu'à leur faire de nouvelles libéralités. En outre,

tibus, ex toto interdicimus ; quoniam cum cæteris mundanis ingredientibus Eremum eas dimisistis, etc. — In margine hæc sunt : Totum caput sublaturum ab Innocente IV, et caput 24.

l'évêque d'Orléans, avec le sous-doyen, délégué par l'évêque du Mans, assurèrent avoir connu par les lettres du doyen et de l'official de Bourges, délégués du Saint-Siège, que Guillaume Lespinars et Pierre Bruchars, convers de l'ordre de Grandmont, avaient avoué, sous leur serment, qu'eux et les autres convers n'avaient obtenu ces lettres du pape Honorius qu'en haine du prieur et des clers, et pour détruire tout l'ordre ; toutefois, qu'ils avaient encore juré que l'ordre ne pouvaient subsister sans ces possessions.

Alors l'évêque de Porto, légat du Saint-Siège, les archevêques de Bordeaux et de Bourges, plusieurs évêques et abbés, prièrent le pape de dispenser l'Ordre sur ce point de la règle, permettant d'avoir des rentes et possessions au delà de leurs maisons. Ce que le Souverain pontife fit et accorda, et encore plus amplement qu'Innocent IV, il ôta les deux chapitres cités du corps de la règle. Il assembla plusieurs fois les cardinaux, et trouva trois moyens de pourvoir à ce scandale. L'archevêque de Bourges les publia dans le chapitre de Grandmont, en présence de plusieurs abbés et hommes prudents. On choisit le dernier dont il est parlé dans la bulle donnée à cette occasion, comme nous le dirons plus bas. On enjoignit aux clercs et aux convers de l'observer et d'honorer en tout le prieur. L'acte en fut dressé à Grandmont, l'an 1223, le dimanche après la nativité de la Sainte Vierge. De peur qu'on ne perdît ces biens faute de les défendre, l'archevêque de Bourges, avec ses collègues, ordonna que les novices, que l'on recevraient dans la suite, feroient profession suivant cet accord ; que la garde et l'administration des biens appartiendraient au prieur et aux frères qu'il choisirait. A la suite du dernier de ces actes, qui est daté de 1224, intervint la bulle du pape Honorius III, dont le texte est ci-après, et par laquelle l'évêque de Limoges et Gny, son archidiacre, sont nommés députés et commissaires. Cette bulle fut le coup de foudre qui terrassa la détestable cohorte des frères convers ; ils n'osèrent plus lever la tête et s'insurger contre leur supérieur et les frères de chœur. Mais l'ordre de Grandmont avait été bien affaibli par cette division, et dans la suite il ne fut plus dans un aussi brillant état que pendant le premier siècle de son institution.

Dispensatio super quatuor capitulis regulæ.

Honorius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis priori et capitulo Grandimontensi salutem et apostolicam benedictionem. Ea quæ pro Ecclesiæ utilitate provide statuuntur, apostolico sunt munimine roboranda : ut solidius in suâ firmitate consistant et studiosius observentur. Sane cum post multos quos olim pertulimus labores, pro reformando ecclesiæ vestræ statu, ac specialiter super ea quod dicebimini

bona quædam habere, quæ nec sine destructione vestri ordinis dimittere poteritis, nec absque provisione apostolica licite retinere, tandem venerabilibus patribus nostris Aurelianensi et Cenomanensi episcopis mandassemus, ut salva institutione regulæ vestræ omnes vias providendi vobis per seipsos et alias investigare curarent, et eas nobis per suas litteras intimantes, exponerent quæ illarum pensatis omnibus circumstantiis, sibi et aliis viris prudentibus potior videretur ; ut, eorum freti consiliis, in eodem negotio securius procedere valeremus. Idem Aurelianensis episcopus et subdecanus ecclesiæ Aurelianensis (qui prefatus cenomanensis commiserat vices suas) suis nobis litteris intimaverunt quod ipsi tenore regulæ vestræ diligenter inspecto, invenerunt quod ipsa regula interdicebat vobis ecclesias, possessiones, extra metas, bestias, decimas, redditus, fora, nundinas, judicia sive causas, et quæstum quandiu vel una die quoquomodo vivere poteratis. Et quod visum erat eis et multis aliis magnis et prudentibus viris qui discussioni hujuscemodi interfuerant, quod nisi regula ipsa temperaretur in aliquo, nulla utilis provisionis via poterat inveniri. Adjecto quod testificati fueratis publice coram eis, vos nunquam vidisse quod regula ipsa sicut scripta est fuerit observata. Quare tam ipsi quam nonnulli alii magnæ autoritatis et providentiæ viri, nobis humiliter supplicaverunt, ut super habendis possessionibus extra metas, et bestiis necessariis ad laborem, ac certis redditibus, et repetendis ablatis, dispensare misericorditer in ipsa regula dignaremur. Cum ergo nos et fratres nostri sollicite super hoc negotio tractaremus, tres provisionis viæ nobis inter cæteras occurrerunt. Prima fuit ut distratis bonis quæ domus vestra et ejus cellæ, obtinent contra regulæ vestræ instituta, ex eorum pretio fierent novæ cellæ, ac in earum singulis tot collocarentur ex vobis, quot viderentur posse de bonis intra earum metas positis sustentari ; quatenus numero fratrum in cellis veteribus consistentium per hoc reducto ad congruam paucitatem, ipsi quoque possent sustentari de bonis quæ cellæ ipsæ obtinent intra metas. Secunda fuit, ut tam possessiones quam alia quæ habetis contra regulæ vestræ instituta personis committerentur idoneis, quæ illa nomine Ecclesiæ Romanæ tenentes, de illorum proventibus supplerent defectum possessionum consistentium intra metas : ac residuum si quod esset in eleemosynas erogarent. Inhibito vobis ne aliquos reciperetis in capite vel in membris, quousque ad eum devocissetis numerum qui posset de possessionibus intra metas positus congrue sustentari, et deinceps in ipso numero permanentes, essetis bonis positus intra metas juxta regulæ vestræ instituta contenti. Et tunc demum possessiones extra metas positæ venderentur, fierent quæ novæ ordinis vestri cellæ de pretio earumdem. Tertia vero fuit, ut fratribus jam tunc receptis in ordine regulam ipsam juxta suæ professionis debitum observantibus, eadem circa recipiendos de cætero temperaretur hoc modo : ut videlicet quatuor articuli prænotati de regula subtraherentur eadem, et recipiendi de cætero profiterentur regulam per substractionem articulorum hujusmodi temperatam. Hi quæ bonorum ordinis vestri jam liciti possessores curam gererent eorumdem, et de ipsorum proventibus sibi et vobis fraternæ charitatis ministerio necessaria ministrarent : tot

que assumerentur de novo sic temperatam regulam professuri, quot ad curam sufficerent supradictam duobus singularum domorum ministerio deputantis, uno videlicet clerico, alioque converso ; quorum alter conversus scilicet curiosi, cléricus vero correctoris officium gereret, secundum quod etiam antea servabatur. Ut sit professis regulam taliter moderatam paulatim succedentibus illis qui fuerant austeriorem professi, tandem processu temporis, omnes ordinis fratres profiterentur et servarent regulam taliter moderatam. Quia vero vias diligenter discutientes easdem, nullam earum invenimus omni prorsus scrupulositate carere, sed singulos pluribus patere objectionibus videbamus : attendente quod in partibus illis poterat de contingentibus negotium plenius indagari, negotium ipsum venerabilibus fratribus nostris archiepiscopo Bituricensi, et episcopo ac magistro Guidoni archidiacono Lemovicensi duximus committendum. Eisdem per scripta nostra mandantes ut ad Grandimontensem ecclesiam personaliter accedentes, ibique presentibus loci clericis et conversis, ac aliis viris prudentibus, quos ad hoc ducerent evocandos, predictarum viarum singulas discutientes sollicitè, studerent indigare prudenter ex qua illarum plus minusve difficultatis scandali seu inconvenientis emergeret : et secundum illam quam pensatis omnibus commodiorem esse cognoscerent, vobis vice apostolica et auctoritate providerent. Proviso ut quancumque viarum ipsarum ducerent eligendam, debitus honor priori, quoad fieri posset servaretur. Qui sicut eorum litteræ nobis exhibitæ continebant juxta mandatum nostrum ad præfatam ecclesiam personaliter accesserunt, ibique presentibus ejusdem loci clericis et conversis ac multis abbatibus et aliis bonis viris, discutientes, sollicitè vias ipsas : de ipsorum consilio ultimam elegerunt tanquam commodiorem et minus difficultatis inconvenientis et scandali continentem. Vobisque auctoritate apostolica præceperunt ut observetis eandem : vobis nihilominus injungentes ut priori honorem debitum juxta mandatum nostrum in omnibus conservetis. Volentes igitur ut eadem provisio quam gratam et ratam habemus, inconcussam obtineat firmitatem, eam auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus, districtius inhibentes ne contra attentare aliquid presumatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ provisionis, confirmationis et inhibitionis infringere, etc. Datum Laterani 5 cal. april. pontif. an. octavo.

Toutes ces disputes avaient fatigué extrêmement le Saint-Siège ; un pape s'en est plaint dans un rescrit. Mais les séculiers qui les fomentaient y trouvaient leur compte ; plusieurs d'entre eux tâchèrent d'envahir les biens de l'Ordre qui étaient à leur portée dans le diocèse de Limoges. Il fut nécessaire que Hugues de Luzignan, comte de la Marche et d'Angoulême, fils de Hugues le Brun, qui s'était fait religieux, écrivit, par ordre du Pape et de l'archevêque de Bourges, à tous ses juges, de garder et préserver de vexation les biens de l'Ordre de Grandmont et les défendre comme les siens propres. Voici cette lettre :

Mandatum comitis Marchiæ pro fratribus Grandimontis

Hugo de Lezignaco, comes Marchiæ et Engolismæ, fidelibus suis senescallis, baliviis, præpositis per terram suam constitutis, salutem. Cum venerabilem Caturcinum priorem et fratres Grandimontenses, et omnia quæ ad ipsos pertinent, de mandato domini Papæ et domini Bituricensis episcopi, defendere teneat et servare; et multi (sicut audiui) minimis et frivolis occasionibus eos vexare et inquietare præsumunt : Mando vobis, et quantum possum districte præcipio, quatinus terras et res alias quas, tempore patri mei et Ademari prioris, dicta domus et fratres tenuerunt et possiderunt, ab omni vexatione et inquietatione custodiatis, et sicut res meas proprias defendatis, et de omnibus de quibus dictus prior et fratres vobis conquesti fuerint, plenitudinem iustitiæ eis celeriter faciatis, scientes quod si pro defectu vestro vel negligentia aliquid damnum incurrerint, ego repetam a vobis, etc. Datum anno 1225.

L'année suivante, le même comte donna un autre rescrit ou mandement qui commence ainsi : « Hugues de Lusignan, comte de la Marche et d'Angoulême, à tous les Sénéchaux, Prévôts et Baillifs, etc. Donné à Grandmont l'an de N. Seigneur, 1226. » Le sceau est marqué d'un côté de neuf burelles ou fascés, et de l'autre il y a un chevalier à cheval tenant d'une main les rênes et de l'autre un petit chien. Dans ce mandement, il prend sous sa protection l'Ordre de Grandmont, les frères et toutes leurs maisons, possessions et autres choses leur appartenant.

La Maison de Rousset, *de Rossèto* (1), qui fut annexée à Grandmont, a eu pour bienfaiteur, en 1224, le seigneur Faydit de Vaulry, chevalier, qui lui donna sa borderie de Teullet. Guillaume, vicomte de Rochechouart et de Mortemart, et Marguerite sa femme, donnèrent à Rousset et à Grandmont plusieurs biens en 1271. Ithier du Breuil, seigneur de la Coste, chevalier, fit aussi une donation en 1323.

Vers cette époque, il fut fait une transaction entre Bernard de Savene, évêque de Limoges, et les religieux de Grandmont. Elle est mise à la date de 1230, mais c'est plutôt 1220 qu'il faut lire, car cet évêque est mort en 1226. Il y est dit : « Le Révérend Seigneur Bernard de Savene, Evêque de Limoges, a amorti ou approuvé toutes les choses que le vénérable Prieur et Couvent de Grandmont avaient acquises en son lief ou juridiction sans son mandement, afin que le Prieur et Couvent les possèdent à perpétuité. Pour le-

(1) Rousset, commune de Vaulry, canton de Nantiat (Haute-Vienne). Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 267.

quel don le Prieur et Couvent de Grandmont accordent audit seigneur Evêque 140 sols de rente, ledit Evêque leur en donne vingt pour faire son anniversaire qu'ils feront en leur Couvent de Grandmont tous les ans, et le Prieur avec le Couvent ont promis d'en assigner la rente sur La Jonchère. »

Dive du Le Petit-Bandouille-sur-Dive (1), au diocèse de Poitiers, est une fondation de Jean David, chapelain de Saint-Méard de Touars, faite en 1226.

Messire Hugues, comte de la Marche, donna à Grandmont en 1226, en perpétuelle et franche aumône, Hélias de Beaumont et ses héritiers et ses successeurs. (Manuscrit de Pardoux de Lagarde.)

En 1226, les monastères de Grandmont et de Saint-Sernin de Toulouse s'admirent mutuellement à la fraternité de leurs ordres. Ce langage, inintelligible aujourd'hui, signifiait que les deux communautés entraient en participation de toutes les bonnes œuvres qui s'accomplissaient dans chaque monastère. A cette occasion, ces deux célèbres maisons religieuses échangèrent des dons affectueux. Saint-Sernin possède une châsse émaillée de cette date qui pourrait bien avoir cet origine. Mais le fait, douteux pour Saint-Sernin, est positif pour Grandmont. Les anciens inventaires et Bonaventure de Saint-Amable désignent le reliquaire donné à Grandmont par Saint-Sernin en 1226; on l'appelle de *Tous les Saints*, parce qu'il contenait les reliques d'un très grand nombre de saints, comme l'atteste une inscription gravée à l'intérieur du pied et qui en donne l'énumération. Ce reliquaire fut donné à l'église de Châteauponsac en 1790, et l'abbé Legros, qui a fait l'inventaire du trésor de Grandmont à cette époque, le décrit ainsi : « Un reliquaire de vermeil orné de filigranes de même matière, enrichi de plusieurs pierres, dont le soubassement porte une plaque qui le couvre en entier comme une table, aux quatre coins de laquelle il y avait autrefois quatre petites tourelles, dont il ne reste plus qu'une entière... Au milieu de cette plaque s'élève un cristal carré et ciselé qui paraît être du cristal de roche; il est surmonté d'un ouvrage en forme de bouquet de feuilles de chênes et aussi de vermeil. »

Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre, donna au Prieur et aux frères cent livres pour acheter du pain. Henri III, son fils, donna à toutes les maisons de l'Ordre qui étaient en Aquitaine la juridiction haute et basse, et le Prieur Caturein exerça cette juridiction dans ses assises tenues dans la Grange du Coudrier, près Grandmont. Cette grange subsistait encore au XVIII^e siècle; l'abbé Nadaud, qui l'a

(1) Dive, près Saint-Pierre-de-Macon, aux environs de Thouars (Deux-Sèvres). Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 244.

visitée, dit qu'elle était capable de contenir la récolte des quatre domaines que les religieux ont dans cet endroit et de loger tous les hommes et le bétail (1).

Le vénérable Pierre Caturcin, après avoir été persécuté comme ses prédécesseurs par la faction des convers; après avoir néanmoins gouverné l'Ordre avec beaucoup de prudence, dans ces temps difficiles, pendant douze ans, et l'avoir même fait estimer et respecter des séculiers, auxquels il eut grand soin de cacher, autant qu'il le put, les dissensions intestines qui le minaient sourdement, se démit généreusement de sa place en 1228 et vécut encore dix ans, oubliant toutes les choses de la terre pour ne plus s'occuper que de celles du ciel. Il s'adonna uniquement à la contemplation et à la pratique de toutes les vertus, surtout de l'humilité, pour laquelle il avait un attrait tout particulier. Il mourut le 20 novembre 1238 et fut enseveli honorablement dans le tombeau des Prieurs, pendant la tenue et en présence du Chapitre général de l'Ordre. Il eut pour successeur Elie d'Arnaud, auquel il donna de salutaires conseils tant qu'il vécut (2).

Elie d'Arnaud, 10^e prieur (1228-1240)

Elie Arnardi ou d'Arnaud fut élu prieur de Grandmont après la démission de Caturcin; le 7 mars de l'an 1228. Un de ses premiers actes fut d'ordonner, avec les définiteurs du Chapitre, qu'on dirait les hymnes de l'office, afin que les frères se conformassent à l'Eglise Romaine dans les rites comme dans la foi.

Le pape Grégoire IX confirma de nouveau l'Ordre de Grandmont dans une bulle générale de 1228; c'est la onzième confirmation

(1) Au XII^e siècle, les ordres religieux agriculteurs, tels que les Cisterciens, les Grandmontains, pour l'exploitation de leurs propriétés avaient formé des groupes qui avaient pour centre un établissement appelé Grange. C'était souvent un logement considérable, capable de recevoir les hôtes, et où l'on pouvait célébrer la messe et faire l'office, comme il est dit dans la bulle d'Alexandre IV de l'an 1255. Telle était la Grange du Coudrier, dans la paroisse d'Ambazac, sur la limite de celle de Saint-Sylvestre. D'autres n'étaient que de simples métairies. Mais les Granges, quelle que fût leur importance, n'étaient point de monastères et les moines ne pouvaient pas y habiter à poste fixe. Les frères convers qui y habitaient et en exploitaient les terres, devaient venir reposer, après leur mort, à l'ombre de la croix de Grandmont.

(2) L'abbé Legros a écrit qu'il possédait le sceau du Prieur Caturcin; il dit qu'il est sur cire verte, mais n'en donne pas la description.

faite par les souverains pontifes. On voit l'intérêt qu'il leur portait par la lettre suivante :

Rescript de Grégoire IX, envoyé à la reine de France, Blanche de Castille, mère de saint Louis et régente du royaume pendant l'absence du roi, parti pour secourir la Terre Sainte, par lequel rescript il recommande à la reine le Prieur et les frères de l'Ordre de Grandmont (7 janvier 1229).

Gregorius episcopus, servus servorum Dei. Karissime in Christo filie illustri regine Francie, salutem et apostolicam benedictionem. Eò celsitudini regie pietatis amorem libentiùs suademus, quò per eam propitiationem divinam poteris uberius promoveri, que, ad omnia valens, piis gratiam in presenti et gloriam comparat in futuro. Cum igitur dilecti filii Prior et fratres Grandimontenses, qui ad Sedem Apostolicam, nullo medio, pertinent, secularibus desideriis abdicatis, se Christo dicantes, placitum, ut speramus, illi exhibeant famulatum; serenitatem regiam rogamus, monemus et hortamur attente, quatinus ipsos, ob reverentiam divinam et nostram, habeas, propencius commendatos, eos, et beneficiis foveas, et presidiis tuearis; ita quod exinde apud Deum et homines tibi compares nomen bonum; nosque mansuetudinem tuam possimus merito commendare. Datum Perusii, VII ydus januarii, Pontificatus nostri anno secundo (1).

Les religieux obtinrent plusieurs autres privilèges par différentes bulles. Voici le texte d'un de ces documents :

Rescriptum contra molestatores privilegiorum et bonorum ordinis Grandimontis (4 janvier 1229).

Gregorius Episcopus servus servorum Dei, Venerabilibus Fratribus Bituricensi, Burdigalensi, et Turonensi Archiepiscopis, et eorum suffraganeis, et dilectis filiis Abbatibus, Prioribus, Præpositis, Archidiaconis et aliis Ecclesiarum prælatis per Bituricensem, Burdegalensem et Turonensem provincias constitutis, ad quos litteræ istæ pervenerint, Salutem et Apostolicam Benedictionem. Non absque dolore cordis plurima turbatione didicimus, quod ita in plerisque partibus Ecclesiastica censura dissolvitur et canonicæ sententiæ severitas enervatur, ut viri religiosi et ii maxime qui per Sedis Apostolicæ privilegia majori donati sunt libertate, passim à malefactoribus suis injurias sustineant et rapinas, dum vix invenitur qui congrua illis protectione subveniat, et pro fovenda pauperum innocentia se murum defensionis opponat. Specialiter dilecti filii Prior et Fratres Grandimontensis Ordinis Lemovicensis diocesis tam de frequentibus injuriis quam de ipso quotidiano

(1) L'abbé LEGROS, *Mémoire sur Grandmont*, p. 140. Ce rescript est aussi dans les *Annales de Grandmont*, p. 220.

defectu justitiæ conquerentes, universitatem vestram litteris petierunt Apostolicis excitari; ut ita videlicet eis in tribulationibus suis contra malefactores eorum prompta debeatis magnanimitate consurgere quod ab antiquis angustiiis quas sustinent et pressuris, vestro possint præsidio respirare. Ideoque universitati vestræ per Apostolica scripta mandamus atque præcipimus quatinus illos qui possessiones, vel res, seu domos prædictorum Prioris et Fratrum vel hominum suorum irreverenter invaserint, aut ea injuste detinuerint, quæ prædictis Priori et Fratribus ex testamento decedentium relinquuntur, seu in ipsos Priorem et Fratres, vel eorum aliquem contra Sedis Apostolicæ indulta sententiam excommunicationis aut interdicti præsumpserint promulgare, vel decimas laborum de possessionibus habitis ante concilium generale quas propriis manibus aut sumptibus excolunt, seu de nutrimentis animalium ipsorum, spretis Apostolicæ sedis privilegiis extorquere; monitione præmissa, si laici fuerint publicè candelis accensis singuli in Ecclesiis vestris excommunicationis sententia percellatis; si vero clerici vel canonici regulare, sive monachi fuerint, eos appellatione remota ab officio et beneficio suspendatis, neutram relaxaturi sententiam donec prædictis Priori et Fratribus plenariè satisfaciant. Et tam cleri quam laici sæculares qui pro violenta manuum injectione in fratres jam dictos vel eorum aliquem anathematis vinculo fuerint innodati, cum diocesani Episcopi litteris ad Sedem Apostolicam venientes; ab eodem vinculo mereantur absolvi. Villas autem in quibus bona prædictorum Prioris et Fratrum, vel hominum suorum per violentiam detenta fuerint, quandiu ibi fuerint, interdicti sententiæ supponatis. Datum Perusii pridie nonas januarii, pontificatus nostri anno secundo (1).

On peut résumer ainsi les différentes choses que les religieux de Grandmont obtinrent par d'autres bulles :

1^o Que le Prieur et les frères ne puissent être appelés en cause par les lettres apostoliques au delà de deux journées de marche de leur maison ; 2^o que le Prieur peut absoudre les novices et les frères qui entre eux se seraient frappés, et dispenser ceux qui auraient célébré ou pris les ordres dans cette excommunication ; 3^o que le Prieur peut bénir les habits sacerdotaux et les palles de l'autel ; 4^o que le Prieur et les frères ne peuvent être inquiétés sur ce qui aura été accordé à leur ordre, par les lettres apostoliques qui ne feront pas mention de l'ordre de Grandmont ; 5^o que nul, sans la permission par écrit du Prieur, ne puisse emprunter au delà de la somme taxée par le chapitre général ; 6^o que les Grandmontains peuvent recevoir aux offices divins leurs familiers et leurs serviteurs dans l'agriculture et dans les autres affaires, pourvu qu'ils ne soient ni excommuniés ni interdits ; 7^o qu'ils peuvent racheter, ou retirer les dimes des mains des laïques. Les cinq per-

(1) *Annales de Grandmont*, page 221.

mières bulles sont datée de Pérouse, l'an 2^e de son pontificat, c'est-à-dire 1229, et les deux dernières d'Anagnie, l'an sixième, c'est-à-dire 1233.

Les frères étaient toujours inquiétés sur cet article de la règle qui défendait de posséder des terres hors les bornes du monastère; les hérétiques albigeois les vexaient aussi furieusement, et ils ne pouvaient pas être secourus par leurs mécènes, les rois d'Angleterre, c'est pourquoi ils avaient eu recours au Saint-Siège apostolique, leur seule ressource, et en avaient obtenu deux bulles datées de Pérouse, la première le 7 des ides de janvier 1229, et la seconde du jour avant les nones de janvier de la même année.

Noble Pierre de la Selle (ou la Celle), chevalier de Bosoux, *alias* Bonfons, seigneur de Thouron (1), donna à Grandmont Jacques de Cloup, son homme, et ses héritiers, et successeurs, avec la moitié du village de Boutinot, et la moitié du village de Tissart, et pareillement la borderie que tenait ledit Jacques Cloup, avec un certain jardin et la pêche de l'eau du *Vincou*, par acte de 1230.

Drogo, moine de Grandmont, embrassa l'institut de Cîteaux, à Clairvaux, où il fut fait abbé en 1233, après l'avoir été d'Orcamp, près de Noyon. Il mourut le 5 mai 1235, ou 1236, et fut enterré à Clairvaux.

Hugues de Lusignan, comte de la Marche et d'Angoulême, prend l'ordre de Grandmont, sous sa protection, par lettres données à Grandmont, en 1236. Le frère Pardoux de Lagarde donne à cet acte la date de 1226, comme on l'a vu précédemment.

Lettres de sauvegarde de Hugues Brun, comte de la Marche, 1236.

Hugo de Lezignaco, comes Marchie et Engolisme, universis senescallis et bailivis suis, presentes litteras inspecturis, salutem et pacem. Sciatis nos suscepisse in manum et custodiam et protectionem nostram ordinem Grandimontensem, et fratres, et omnes domos suas, et omnes possessiones suas, et omnia que ad eos pertinent; et ideo precipimus vobis quod custodiatis, manuteneatis et protegatis ipsos, et ordinem ipsorum, et omnia que ad eos spectant, sicut nostras res proprias, in nullo eis forisfacientes, vel aliquo forisfieri permittentes, amplius quam rebus nostris propriis. Si vero prior Grandimontis, aut aliquis discipulorum ipsius, conquerens de aliquo, litteras vel muncium suum vobis miserint, ad petitionem et nutum eorum statim, visis litteris, eis, sine omni dilatione, jus plenum haberi faciatis; et si quis prefatis domibus injuriam facere presumpserit, illud, absque mora emendari faciatis, et

(1) Thouron, chef-lieu de commune dans le canton de Nantiat, Haute-Vienne. La petite rivière du *Vincou* traverse cette commune.

ab omni pedegio et consuetudine, scu teloneo et passagio, res eorum et nuncios, bestias, quadrigas, et omnia que ad eos pertinent, immunes, liberos de mandato habeatis nostro, et pacifice conservetis, et intuitu pietatis et pro amore et prece nostra eis benefaciatis. Actum apud Grandimontem, anno dominj 1236 (1).

En 1237, Guillaume Juzot et dame Aelis, sa femme, firent une donation à Grandmont en présence de Bernard, abbé de l'abbaye de Beuil.

En 1238, Pierre Amelii, archevêque de Narbonne, donna aux monastères de Grandmont et des Chartreux à chacun 500 livres.

Les frères accusèrent leur Prieur, Elie d'Arnaud, de certaines fautes; ce qui, étant venu à la connaissance du pape Grégoire IX, fut cause qu'il ordonna que deux chartreux et deux cisterciens corrigeraient, sans aucun appel, deux fois l'année, pendant trois ans, et dans le temps du chapitre de Grandmont, tout ce qu'ils trouveraient à corriger et à réformer dans l'ordre. Sous cette autorité, les abbés du bourg de Déols, d'Ourcamp, de Bellencour, ordre de Clteaux, les prieurs des Portes et de Liget, ordre des Chartreux, vinrent à Grandmont, et remplissant leur mission, le prieur Elie fut absous par eux des fautes dont il était chargé. Mais l'ayant trouvé dans la suite trop négligent, ils le punirent en plusieurs manières. Ils ordonnèrent qu'il nommerait un sous-prieur dans son monastère pour le spirituel, et qu'il ne pourrait pas changer à son gré les correcteurs et les curieux, etc. Mais le prieur présenta au Pape une supplique et fit casser ces statuts, comme contraires à la règle et aux privilèges accordés par le Saint-Siège. La bulle est de l'an 1233; et pour fermer entièrement la bouche à ses religieux, il obtint une autre bulle par laquelle il pouvait les corriger tous, nonobstant leur appel.

Tels furent les commencements du prieur Elie; cela se passa du vivant de son fidèle conseiller, l'ancien prieur Caturcin. Mais quand ce dernier fut mort, on ne douta pas de la chute d'Elie. En effet, il commença à s'enorgueillir de son autorité avec tant d'empire qu'il s'attira la désobéissance de ses sujets et le mépris des étrangers. Grégoire IX députa contre lui des juges, savoir : Jean de Melun, évêque de Poitiers, frère Pierre, prieur des dominicains de Paris, et Jean, archidiacre de Château-Lidde au diocèse du Mans.

Au lieu de ces juges, le manuscrit de Pardoux de Lagarde met les abbés de Saviniac et de Mazières, et les prieurs de Liget et de

(1) LEGROS, *Mém. sur Grandmont*, p. 140.

Glandiers (1), Ordres de Citeaux et des Chartreux. Les fautes qui lui étaient reprochées furent prouvées, et à la poursuite des Grandmontains, il fut déposé par sentence donnée à Tours dans l'abbaye de Saint-Julien, en 1238. On l'excommunia en outre, s'il se portait pour Prieur dans la suite. Le samedi avant la fête de saint Mathieu, apôtre, ils envoyèrent la signification de la sentence, avec ordre d'élire un autre Prieur.

Mais Elie en appela au Saint-Siège, et le jour même de sa déposition il fit renfermer par force, dans une certaine maison, et garder pendant un jour, l'évêque de Poitiers et les autres députés, avec de nombreux clercs. Il comparut ensuite devant Grégoire IX et se fit absoudre, en 1239, par l'abbé de Saint-Laurent-hors-des-Murs de Rome, revêtu de l'autorité pontificale, des sentences qu'il avait encourues pour être allé à Rome sans la permission du Pape et contre la défense de son Ordre. Il tomba malade dans la ville éternelle. Ses amis le sollicitèrent de se démettre de son prieuré, mais il ne voulut jamais. Il mourut à Rome le 9 août 1239 (ou 1240, selon Pardoux de Lagarde) et y fut enterré.

Le sceau d'Elie Arnaud est de forme ogivale (63^{mm}). On le trouve appendu à une charte de février 1232. Il représente un personnage debout, vu de face, tenant une croix de la main droite et un livre de la main gauche; la légende est : *Sigillum Helie, prioris Grandimontis*. Le contre-sceau représente la Sainte-Vierge, avec l'Enfant Jésus, vue à mi-corps sur une voûte. Au dessous, un priant. La légende : ✠ *Mater Dei miserere mei*.

Jean de l'Aigle, 11^e Prieur (1240-1242)

Jean de l'Aigle, *de Aquila*, Normand, homme fort religieux, fut élu onzième Prieur de Grandmont vers le commencement du mois de juin, dans la maison de Vincennes, au chapitre général qui s'y tenait pour la réforme de l'Ordre. Les Visiteurs et les Réformateurs qui s'y trouvaient étaient : M....., abbé de Savigny, et G....., abbé de Maizières, Ordre de Citeaux; L....., prieur de Liget, et Pierre, prieur de Glandier, Chartreux. Ils firent des statuts au nombre de vingt, qui furent confirmés par Clément V. Voici ce qu'ils contiennent de plus remarquable : « Que tous procéderont

(1) Dom Pierre Allemand, prieur de Glandier, avec le prieur de Liget étaient deux religieux de l'Ordre des Chartreux, désignés par Grégoire IX, avec deux religieux de l'Ordre de Citeaux, les abbés de Mazières et de Savigny. (*La Chartreuse de Glandier*, par Dom Boutrays, page 60).

suivant l'ordre qu'ils sont venus à la profession érémitique. Que dorénavant les frères ne se prosterneront plus à terre devant le Prieur, mais feront une inclination profonde. Qu'il s'appellera et se nommera humble Pricur. Que lui et les Correcteurs seront appelés *Dom*. Qu'à la réception des lettres du Prieur dans les Celles, les frères ne se prosterneront pas, mais s'inclineront seulement quand on lira le Salut. Comment ils observeront les cérémonies pendant la Messe. De la forme des visites, des peines contre les propriétaires, contre ceux qui cherchent à être officiers. De l'instruction des novices dans les quarante principales maisons de l'Ordre. De la confession sacramentelle chaque semaine. Que les Prieurs et les Correcteurs, dans les maisons où on ne lit pas la parole de Dieu, feront venir dans leurs chapitres les frères prêcheurs, ou les frères mineurs, ou autres pour prêcher. Que les Correcteurs peuvent absoudre en confession les cas réservés qui sont occultes. »

Le monastère de Grandmont était considérablement affaibli par les disputes précédentes. Le Prieur Dom Jean de l'Aigle se servit du privilège du pape Honorius III pour lever des pensions et de nouveaux subsides, comme il paraît par les lettres des dix collecteurs préposés pour les lever au mois de septembre 1240. Il expose son indigence et demande du secours à toutes les Celles. Il parle de dettes dont tout l'Ordre est engagé envers des marchands de Rome.

Par un acte de 1242, messire Raymond Bérald, chevalier, donna à Grandmont plusieurs biens et héritages, entre autres un sien sujet tenancier, nommé Guillaume Lacharrada, et son fils Gérald, et leurs héritiers, avec tous leurs biens meubles et immeubles, pour en jouir paisiblement et en faire à leur volonté et plaisir.

Dom Jean de l'Aigle s'était fortement opposé à son élection, et ce ne fut que malgré lui qu'il avait accepté cette charge. Il ne la posséda que trois ans environ, après lesquels il s'en démit volontiers, sur la fin du mois de novembre 1242, et mourut l'année d'après, le 5 juillet, à Chêne-Galon, sur le diocèse de Séez en Normandie.

Adémar de la Vergne, 12^e Prieur (1242-1245)

Dom Adémar de la Vergne, que *Gall. Christ.* appelle Adémar *la Veruna* et qu'il fait succéder à Guillaume d'Ongres, était du diocèse de Limoges et correcteur du Bois-de-Vincennes lorsqu'il fut élu après l'abdication de Jean de l'Aigle.

Durand d'Orlhac, évêque de Limoges, était à Grandmont au mois d'octobre 1243, ainsi que le mentionne la pièce suivante :

Concession de l'évêque de Limoges pour les dîmes amorties

Durandus, miseratione divina Lemovicensis episcopus, omnibus has litteras videntibus, in Domino Salutem. Noverint universi, quod nos concessimus religiosiis viris priori et conventui Grandimontis decimas quas usque ad tempus promotionis nostre acquisierant in parrochiis de Sancto Silvestro, d'Ambazac, et de Sancto Martino de Suissac, habendas et possidendas perpetuo, liberaliter et in pace. Datum apud Grandimontem, in vigilia omnium sanctorum, anno Domini 1243 (1).

« La même année, Aimard, vicomte de Rochechouart, seigneur de Mortemart, et son jeune fils donnèrent à Dieu, à Notre-Dame et au couvent de Grandmont, pour aumône perpétuelle, les dîmes des vignes de Saint-Victurnien, que la maison de Muret avait dans la chapelle proche Saint-Victurnien (2). »

Le pape Innocent IV, sachant que les disputes n'étaient pas finies, envoya un rescrit comminatoire au chapitre général; il commit les abbés d'Ourcamp et de Belencour, Ordre de Cîteaux, et les prieurs des chartreuses des Portes et du Liget pour visiter et réformer le monastère de Grandmont, fort dérangé dans le spirituel et le temporel; il envoya deux rescrits datés d'Anagnin le 1^{er} octobre de la première année de son pontificat; un était adressé au roi de France et le second au comte de la Marche et d'Angoulême. Il les exhortait d'aider les réformateurs. Ceux-ci firent, en 1244, des statuts contraires à la règle et aux privilèges et tentèrent d'unir l'Ordre de Grandmont à celui de Cîteaux. Mais le Prieur s'y opposa et même le Pape ne voulut pas l'approuver.

Le chapitre de Saint-Etienne, cathédrale de Limoges, donna aux Prieur et frères de Grandmont, et spécialement à la maison de Balezis (3), le pré Aubert; plus trois vignes qui sont assises sur le dit pré; plus deux maisons que les frères dudit Balezis avaient édifiées, desquelles le fonds et solle appartenait audit chapitre

(1) L'abbé LEGROS, *Mémoires sur Grandmont*, p. 137.

(2) BONAVENTURE DE SAINT-AMABLE, t. III, p. 559. — Saint-Victurnien (Haute-Vienne) avait dès cette époque des vignobles renommés, surtout au village de La Chapelle-Blanche, qui est près de Pagnac, habitation de la famille Muret de Pagnac.

(3) Balezis et Parpayat sont dans la commune d'Isle, canton Ouest de Limoges. — V. L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 223, et *Almanach limousin*, année 1877.

Saint-Etienne de Limoges ; plus une pièce de terre de la borderie de Parpayat, ladite terre est devant la porte de Balezis, laquelle s'étend d'une part jusqu'au fossé et clos de la terre de B.... de Balezis, et de l'autre part jusqu'au chemin qui va audit Parpayat ; et plusieurs autres choses, comme il est contenu tout au long au titre de donation ; desquelles choses monsieur messire Arnand, doyen de ladite église, et monsieur messire Albert de Malemort, archidiacre de ladite église, tous les deux, pour et au nom dudit chapitre, mirent en possession lesdits de Grandmont et investirent, et de plusieurs autres terres, prés et vignes et autres droits, l'an 1244.

Le Prieur Adémar tint son chapitre général à Grandmont à la fête de saint Jean-Baptiste. Il tomba en paralysie et fut privé de l'usage de tous ses membres. Ne pouvant exercer sa charge, il fut sollicité de s'en démettre, ce qu'il ne voulut pas faire. Il assembla un autre chapitre général pour subvenir aux nécessités de l'Ordre et mourut le 27 janvier 1245. Il fut enseveli parmi les autres Prieurs. On dit que de son temps, en 1244, fut entièrement finie la bâtisse du monastère. Il eut pour successeur Guillaume d'Ongres.

Le sceau d'Adémar de la Vergne est rond (60^{mm}) ; on le trouve appendu à une charte qu'on croit de 1235, mais qui doit être de 1245. La légende est : *Sigillum Ademari prioris Grandimontis* ; il représente un personnage debout tenant un livre. Le contre-sceau, où l'on voit un moine en prière, porte pour légende : *Miserere mei Deus*.

Guillaume d'Ongres, 13^e Prieur (1245-1248)

Vénérable dom Guillaume Dongres, ou Dongrées, ou d'Ungres, fut le treizième Prieur de Grandmont. Il assista au premier concile œcuménique de Lyon tenu en 1245. Le Pape Innocent IV, qui l'avait appelé, aimait spécialement le Prieur et les frères de Grandmont, comme porte un rescrit à l'archidiacre de Malemort. Le Prieur Guillaume saisit cette occasion pour avoir une nouvelle confirmation de la règle et des privilèges. Plusieurs religieux le suivirent aussi à Lyon pour se pourvoir pardevant le Pape, sur les statuts dressés en 1244 par les Cisterciens et les Chartreux. Innocent IV fit examiner leur demande et les statuts, et sur le rapport que lui en fit Jean, cardinal du titre de Saint-Nicolas, *in carcere trull.*, commis à cet effet, il en cassa quelques-uns et confirma les autres, en exceptant seulement deux, savoir, celui qui concerne les neuf définiteurs que le Prieur et les trois visiteurs particuliers doivent choisir dans le chapitre général, et celui de la session du cor-

recteur. Le Pape ne voulut pas l'insérer dans la bulle, mais il le fit dans une lettre écrite par le cardinal, le 6 décembre, qu'il confirma par une nouvelle bulle donnée à Lyon l'an 8^e de son pontificat et le 12 décembre.

C'est ainsi que le Pape fit la douzième confirmation de l'Ordre de Grandmont, pendant le concile œcuménique de Lyon. Comme il avait retranché plusieurs articles et chapitres de la règle, corrigé et mitigé plusieurs autres, Bernard Guidonis se base sur cela pour attribuer au Prieur Guillaume d'avoir introduit dans l'Ordre l'usage de la viande; il ajoute qu'après toutes ces mitigations, *pro patribus nati filii*, et parce que la règle paraissait trop austère, ils la firent si souvent mitiger par les Papes, et surtout par Innocent IV à Lyon, en 1247, et Clément V à Avignon, en 1309, que *sic facta sunt aspera in vias planas, et, præstante domino, prava similiter in directa*.

Le Pape donna encore une autre grande bulle, où il rapporte plusieurs statuts et privilèges de ses prédécesseurs; il en fait de nouveaux, explique la règle et en ôte plusieurs chapitres, par exemple le 37^e, que le Prieur peut s'absenter pendant la moitié de l'année pour visiter l'Ordre; qu'il peut commettre aux clercs le soin du temporel, qui auparavant était réservé aux convers; qu'il peut donner la tonsure aux clercs nobles; que des biens meubles des autres Celles on pourvoira suffisamment à la maison de Grandmont. Le renouvellement de ces statuts fit monter les pensions annuelles qu'on donnait à la maison de Grandmont à 18.000 sols tournois. Le Pape Innocent IV souscrivit cette bulle, avec huit cardinaux, à Lyon, le 15 novembre, l'an 8^e de son pontificat, c'est-à-dire 1247.

Voir cette bulle d'Innocentius IV, promulguant la règle de Saint-Etienne de Muret avec certaines modifications.

Bulla quæ aliis a Sede Apostolicâ statutis editis prius concessis, derogari vult et sequentia statuta servari

Innocentius Episcopus Servus servorum Dei, dilectis filiis Priori Grandimontensi, ejusque fratribus, tam præsentibus quam futuris regularem vitam professis in perpetuum.

Licet ad sapiendam materiam jurgiorum quæ Religioni vestræ quietem longo tempore turbaverunt, plures ab Apostolicâ Sede indulgentiæ ac privilegia emanarint, quia tamen per ipsa non videbantur sopita hujus modi jurgia, sed potius de die in diem, hinc inde contentione augebantur et lites, ita quod Ordo vester, qui pollere consuevit antiquitus, factus jam erat cunctis fabulam et derisum. Nos volentes sic præteritæ dissensionis prorsus eradicare radicem, ac præmissa omnia penitus

amputare, quo futuris contentionibus omnino janua præcludatur, deliberationem super iis cum Fratribus nostris habuimus diligentem, de quorum concilio, in indulgentiis, privilegiis, et statutis ab Apostolica Sede, ad sedanda prædicta editis, diligenter inspectis, novam in Ordine vestro statutorum compilationem, imo editionem potius, præsentî privilegio, per quo aliis, ab eadem Sede statutis editis, et privilegiis, ac indulgentiis in eodem casu concessis derogari volumus. Te fili Prior, et quibusdam ex vobis, tam clericis quam laïcis, ad hoc specialiter in nostra præsentia constitutis, duximus statuendam.

Datum Lugduni, anno Domini millesimo ducentesimo quadragésimo septimo. Pontificatus nostri quinto (1).

Plusieurs fondations furent faites pendant que dom Guillaume d'Ongres était Prieur de Grandmont. Telle est celle faite par le médecin Daniel. Le texte que nous en donnons, d'après une copie du XVIII^e siècle, porte la date de 1243, qui probablement doit être 1245.

Lampe de la chapelle de l'infirmerie.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod cum lampas capelle beate Marie virginis de infirmaria Grandimontis arderet de nocte, et non de die, magister Hugo Danielis, phisicus, emit duo sextaria siliginis anui redditus, in terra de Couz, franchas, ad emendum oleum predicte capelle lampadi serviendum. Et ita lampas debet ardere semper et assidue, nocte et die. Et hoc factum fuit assensu et voluntate fratris Guillelmi d'Ongres, prioris tunc temporis Grandimontis, et tocus conventus ejusdem loci. Actum, anno domini M^o CC^o XL^o III^o.

Le baron d'Equetonne, Anglais, sénéchal d'Aquitaine, fonda la maison d'Escandale, ou Escaldalke, en Angleterre, par l'acte suivant.

Om nibus sancte matris ecclesie filiis, presens inspecturis vel audituris: Robertus de Thorneam, salutem. [Noverit] Universitas vestra, pro me, divino intuitu, et pro salute animorum domini Regis Henrici, pie memorie, Alienor, uxoris sue, et boni recordationis Regis Anglie Richardi; et pro salute domini mei Johannis, Regis Angliæ, et Hysabeth, uxoris sue, et heredum suorum, et pro salute mea, et Johanne uxoris mee, et omnes antecessorum et successorum meorum, deo et beate Marie, priori et fratribus Grandimontensis ordinis, dedisse et concessisse, et presenti carta confirmasse liberaliter et libenter totam eleemosinam quam memorata Johanna, uxor mea, eis fecerat; mansionem scilicet in foresta de Egguetona, inter Egguetona et cum Kelvvaldde, centum aeris terre, et in toto continet ducentum aeris terre. Anno domini M^o CC^o XL^o VI^o (2).

(1) *Statuta fratrum Grandimontensium strictioris observantiæ*, imprimés à Lyon en 1692.

(2) LEGROS, *Mémoire sur Grandmont*, p. 610.

En ce temps, vers 1246, messire Foucaud de Saint-Germain, chevalier, confessa et reconnut devoir aux prieur et frères de Grandmont, cent sols de rente annuelle et perpétuelle, à cause de la terre de messire Abon du Puyd, en son vivant chevalier, que le dit Foucaud avait acquise par succession.

Privilege de l'illustre prince Alphonse de France, quatrième fils du roi Louis VIII, comte de Poitou, pour Montmorillon, 1248

Alphonsus, filius regis Francorum, comes Pictavensis, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Noverit universitas vestra quod nos donationem et concessionem quam fecit Yterius de Magnaco, miles, priori et fratribus Grandimontensis ordinis, in villa et castellania Montismaurelii, prout in litteris ejusdem militis vidimus contineri, gratam habemus pariter et acceptam, cum quator jugeribus vinearum que de novo acquisierunt in eadem castellania, et possiderunt usque ad hodiernum diem. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas. Actum apud Morterolium, anno domini M^o CC^o quadragesimo octavo, mense julio.

Scelé du grand scel dudit seigneur (1).

Fayet, dans le diocèse de Clermont, fut fondé en 1249 (2).

Le prieur Dom Guillaume d'Ongres se démit volontairement de son prieuré l'an 1248. Il fut fait correcteur de Macheret, diocèse de Troyes, y mourut le 25 juin et y fut enterré. Cependant, une note note manuscrite dit « qu'il ne se démit qu'en 1251, comme il paraît par l'acte de sa cession qui est à Grandmont. » Bernard Guidonis lui donne pour successeur un certain Adémar de Lambruta, du diocèse de Limoges; mais il est à croire qu'il veut parler d'Adémar de La Vergna, le 12^e prieur. Guillaume d'Ongres eut pour successeur Ithier du Merle.

Ithier du Merle, 14^e Prieur (1248-1260). — Aymeric Guerrut, archevêque de Lyon

Ithier du Merle, *Meruli*, était originaire du diocèse de Limoges. Dès qu'il fut prieur de Grandmont, Saint-Louis, roi de France, confirma aux religieux de Grandmont les Celles de Sarmaize et de Louye (3) par lettres patentes données à Paris en 1249 et dont voici le texte :

(1) LEGROS, *Mémoire sur Grandmont*, p. 133.

(2) Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 249.

(3) Sarmaize et Louye. Voir L. GUIBERT. *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 209 et 184.

Privilegium S. Ludovici

Ludovicus Dei gratia Rex Francorum, omnibus ad quos præsentis litteræ pervenerint; Notum facimus nos strenuissimi Domini progenitoris nostri Ludovici Francorum Regis litteras inspexisse sub eo qui sequitur tenore verborum : Ludovicus Dei gratia Rex Francorum, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Comitibus, Vicecomitibus, Justitiis, Senescallis et omnibus ballivis et fidelibus suis, Salutem. Sciatis nos amore Dei, pietatis intuitu pro remedio animæ nostræ et animarum omnium antecessorum et successorum nostrorum, et pro stabilitate regni nostri, dedisse et concessisse, et præsentī cartā confirmasse Deo et Beatæ Mariæ, et Bonis Hominibus Grandimontis Ordinis, locum de Sarmazia, cum omnibus mobilibus et immobilibus adjacentibus, sicut fossatis exterioribus et muris clauditur, libere et absolute in omnibus articulis et accidentibus, ad faciendam suam plenissimam voluntatem. Item dedimus et concessimus dictis Priori et Bonis Hominibus in dicto loco Deo servientibus, prata de Andillet ad usus et voluntatem Bonorum Hominum, in tanta libertate quod temporibus possint intrare et exire, sine contradictione aliqua, perpetuis possidenda. Deditimus etiam memoratis Priori et Bonis Hominibus Joannem Dorey cum hæredibus suis natis et nascituris apud Andillet ad custodienda supradicta prata, qui homo et hæredes erunt semper liberi et immunes ab omni pedagio, venda, passagio, foagio, vinagio, exercitu et equitatu et de talia et ab omnibus consuetudinibus, occasionibus et exactionibus ad nos, vel hæredes aut successores nostros pertinentibus. Item dedimus præfatis Priori et Bonis Hominibus unum hominem apud Maranthom, et alium apud Bellementam, qui non sint de majoribus vel de minoribus successivè, ita quod post decessum unius ad instantiam Bonorum Hominum alter perpetuo restituatur eisdem; volentes et præcipientes ut dicti duo homines ratione Bonorum Hominum in præmissa permaneant libertate. Præterea sciatis quod nos considerata familiaritate atque devotione quam semper erga nos, et nostra, et nostros, dicti Prior et Boni Homines totius Ordinis Grandimontis habuerunt; ad recompensationem multorum laborum quos in negotiis nostris et antecessorum nostrorum diu sustinuerunt, et etiam pro salute animæ nostræ et omnium antecessorum et successorum nostrorum, concessimus eisdem et perpetuo confirmavimus locum de Loya, cum nemore et omnibus pertinentiis suis mobilibus et immobilibus indifferenter, prout metæ aut alia evidentia signa prædictum locum circoncludunt; volentes et præcipientes quod infra determinata signa dicti Prior et Boni Homines ibidem Deo servientes habeant omne jus et dominium altum et bassum, et nullus eisdem aliquam extorsionem aut violentiam in quolibet accidenti inferre præsumat. Item volumus, concedimus et confirmamus vi et tenore præsentium, quod dicti Prior et Boni Homines totius Ordinis Grandimontis, et omnes homines, familiares, commorantes et servientes in omnibus Prioratibus et domibus præfatorum Bonorum Hominum totius Ordinis Grandimontis, in quibuscunque pertinentiis

suis habitis et in futurum habendis, ubicumque sint vel fuerint, de omnibus pertinentiis suis sint semper liberi et immunes à vendagio, pedagio, passagio, teloneo, rivagio, fossagio, foagio, vinagio, exercitu, equitatu, violentiis, gravaminibus, inquietationibus, oppressionibus, novicatus indebitis, et de talia, et ab omnibus consuetudinibus, occasionibus et exactionibus nobis et hæredibus sive successoribus nostris pertinentibus. Concedentes etiam et perpetuo confirmantes eisdem Priori et Bonis Hominibus quod de omnibus possessionibus suis feodalibus aut non feodalibus eisdem datis et concessis, dandis et concedendis, acquisitis vel acquirendis, tam ipsi quam homines sui sive commorantes, ut dictum est, in pertinentiis suis, sive præsentis, sive futuri, in quolibet articulo non teneantur amodo stare in facie coram nobis seu successoribus nostris; immo dicti homines et commorantes coram dictis Priore et Bonis Hominibus in locis singulis omni conquerenti iustitiam exhibebunt. Nihilominus donantes et concedentes Priori et Bonis Hominibus omnimodam libertatem, ut possint acquirere et augmentare se de cetero quomodocumque in singulis locis constitutis in regno nostro, in omnibus rebus existentibus in dominiis et feodis nostris quocumque nomine censeantur, et acquisitiones factas et faciendas teneant aut teneri faciant ad arbitrium suum : videlicet decimas, homines, domos, terras, nemora, prata, vineas, pressoria, aquas, molindina, pascua, et passagia et hujusmodi, in puram et perpetuam eleemosynam perenniter plenarie pacificè liberè et quietè. Unde vobis præcipimus quatinus omnes præmissas concessionibus, donationes et libertates, tanquam nostras res proprias perintègrè et perenniter conservetis, et defendatis : et dictos Priorem et Bonos Homines, et eorum familiares et servientes, cum omnibus rebus suis in nostra protectione positos, tanquam nostros charissimos, super præmissis et in omnibus rebus aliis fideliter pertractetis. In quorum fidem et testimonium sigillum nostrum magnum mandavimus his apponi. Teste meipso. Datum Lutetiæ Parisiorum, mense februarii, anno Domini millesimo ducentesimo quadragésimo nono (1).

Aymeric Guerrut, archevêque de Lyon, est mort à Grandmont en 1257. Il naquit à Saint-Junien (Haute-Vienne) vers la fin du XII^e siècle (2). Sa famille y est connue avant 1188, et on voit son neveu, Jean Guerrut, chanoine de Saint-Junien, y fonder, en 1206, un service anniversaire « pour feu son seigneur archevêque de Lyon ». Il fut d'abord chanoine du chapitre de Saint-Junien, puis premier chanoine de l'église du Mans, par la résignation de son oncle, Guillaume Guerrut. Il étudia à Paris et, lorsqu'il eut fini ses cours de philosophie et de théologie, il fut reçu docteur en droit

(1) Annales de Grandmont, page 423.

(2) Plusieurs auteurs ont donné des renseignements inexacts sur le lieu de sa naissance, le nom de sa famille, la date de sa mort, etc. — Voir le chanoine ARBELLOT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XL, p. 59.

canon dans cette célèbre université, où tout le monde admira son érudition. Il aimait fort l'étude et les savants. Son mérite seul le fit élever à l'archidiaconat de Paris, où il fut aussi chargé des écoles de cette église. Enfin, en 1236, il fut élevé à la dignité d'archevêque et primate de Lyon.

C'est sous son épiscopat, en 1239, que les Croisés se réunirent à Lyon pour une expédition en Terre-Sainte. Venu de diverses provinces de France et des provinces voisines, ils délibérèrent sur la route à prendre pour aller en Orient ; mais cette expédition n'eut pas lieu. En 1245, Aymeric était présent au Concile général qui se tint à Lyon (le XIII^e œcuménique) et qui fut présidé par le Pape Innocent IV. Peu de temps après la clôture du Concile, il résigna son archevêché de Lyon entre les mains d'Innocent IV qui, par un bref dont l'original était conservé dans les archives de Grandmont, lui réserva une pension de cent ducats et lui accorda la permission de se retirer dans ce monastère. Le Pape chargea le doyen de Limoges et le prieur de Sainte-Radegonde de Poitiers de l'exécution de la bulle par laquelle il accordait une pension à l'ancien archevêque ; cette dernière, qui est dans *Gallia Christiana*, est datée de l'an 1245, le 5 des calendes d'août (28 juillet). En voici la traduction :

« Innocent, évêque, serviteur de serviteurs de Dieu, à ses fils bien aimés le doyen de Limoges et le prieur de Sainte-Radegonde de Poitiers, salut et bénédiction apostolique. — La vraie humilité d'Aymeric, ci-devant archevêque de Lyon, s'est manifestée à nos yeux et aux yeux des autres, en ce qu'il a résigné librement entre nos mains la charge et les honneurs du pontificat, et que, de riche, il est devenu pauvre, son désir ayant toujours été l'acquisition de la patrie éternelle. Donc, Nous, qui par la charge de la dignité apostolique sommes tenus de consoler par le secours d'une provision opportune les âmes qui s'humilient à cause de Dieu, Nous avons cru devoir statuer que, sur les revenus de l'archevêché de Lyon, et principalement sur les péages de la Saône et de la Grenette, cinquante livres tournois soient payées par les mains de celui qui possédera ces biens ; Nous voulons que cette somme soit payée chaque année par les mains des Frères de la Milice du Temple, à Paris, en la fête de saint Michel, sous les peines portées contre ceux qui ne se conformeraient pas à cette ordonnance. »

Aymeric Guerrut, retiré au monastère de Grandmont, y mena une vie ornée de piété et de doctrine, s'appliquant continuellement à l'étude. Aussi Mathieu Paris l'appelle : « *Vir sine querela et pacificus*. — Homme sans reproche et ami de la paix », et Pardoux de Lagarde : « *Vir amator paupertutis, juris canonici doctor, studiosus*,

studiosorumque amator præclarus fuit. — Homme ami de la pauvreté, docteur en droit canonique, grand ami des savants et savant lui-même ». Il passa onze ans à Grandmont dans l'esprit et les exercices de cet Ordre, toutefois sans en prendre l'habit. Déjà, en 1240, il avait fait une fondation dans ce monastère; il y fit plusieurs autres dons, ainsi qu'aux Frères prêcheurs et aux Frères mineurs de Limoges, auxquels il donna sa Bible avec la glose, *Les Histoires* de Pierre Comestor, l'*Ordinaire des évêques* et cinquante livres d'argent. Il mourut en odeur de sainteté en 1257, et son anniversaire était célébré à Grandmont après le dimanche de la Septuagésime.

Il fut inhumé au milieu du chœur des clercs, dans l'église de Grandmont. Son tombeau était en cuivre émaillé; il y était représenté revêtu de ses ornements pontificaux, entouré de pierreries et de figures de lions. On y voyait ses armes : *de gueules à la croix ancrée d'or*. Voici l'épithaphe qui y fut placée :

EPITAPHIUM

Dns Aymericus Arips Archieps
Comes Ludg. ac primas Galliar.
Laus Cenomanensis et gloria Lemovicensis
Quo doctore prius, et justo iudice fulsit
Inclita Parisius, et quo pastore refuit
Lugdunum; patriæ decus, et arca sophiæ;
Largus, famosus, subtilis et ingeniosus,
Hic Aymericus jacet, ordinis hujus amicus,
Et quoniam voluit in Grandimonte locari,
Fac, Deus, illius animam super astra levare.

Amen.

Sepultus fuit anno Dni MCCLVII.

On peut ainsi traduire cette inscription : « Seigneur Aymeric des Rives (ou des Ribières, *a Ripis*), archevêque, comte de Lyon et primat des Gaules. — Celui qui fut l'honneur du Maine et la gloire du Limousin, qui jeta de l'éclat sur la célèbre ville de Paris, d'abord comme docteur, ensuite comme juge plein d'équité, qui illustra la ville de Lyon comme pasteur suprême; honneur de sa patrie, arche de sapience; généreux, renommé, subtil, ingénieux, git ici Aymeric, l'ami de cet Ordre. Et puisqu'il a voulu être inhumé à Grandmont, faites, ô Dieu, que son âme soit élevée par dessus les astres du ciel. — Ainsi soit-il. — Il fut enseveli l'an du Seigneur 1257. » Les lames de cuivre émaillé et doré qui couvraient le tombeau d'Aymeric, ainsi que les pierreries qui l'ornaient, furent enlevées par Gabriel Foucaud, qui envahit le monastère avec ses soldats, comme

nous le verrons, en 1896, sous l'abbé François Marrand. On ouvrit ce tombeau en 1639 et on y trouva l'ancien archevêque de Lyon revêtu de ses ornements pontificaux.

Une bulle de plomb (38^{mm}) appendue à divers actes de l'archevêché de Lyon nous donne le sceau et le contre-sceau d'Aymeric Guerrut. L'avvers représente l'archevêque assis sur la *cathedra*, mitré d'une mitre cornue, crossé et bénissant; à dextre et à senestre une fleur de lys. Au revers se trouve la légende, gravée sur cinq lignes séparées par des traits :

AYMER
ICVS LVG
DVNENSI
S ARCHIE
PG

Aymericus, Lugdunensis archiepiscopus.



On remarquera d'autant plus cette curieuse bulle que l'emploi des sceaux en plomb, qui appartient presque exclusivement aux papes et aux hospitaliers, a dû être fort rare en France, bien qu'on en puisse trouver quelques exemples.

Les vicomtes de Limoges, à plusieurs reprises, témoignèrent de leur affection pour les religieux de Grandmont par des dons ou des faveurs qu'ils leur accordaient, comme le fit le vicomte Guy en 1249.

Privilège de Guy, vicomte de Limoges

Universis presentes litteras inspecturis, Guido, vicomes Lemovicensis, salutem in Domino. Noveritis quod nos, pro nobis et successoribus nostris, omnia acquisita a venerabili in Christo priore et fratribus Grandimontensis ordinis in terra nostra et feodis nostris, grata et firma habemus et promittimus nos contra premissa per nos vel per alios ali-

quatinus non venturos. In cujus rei testimonium eisdem priori et fratribus has nostras presentes litteras duximus super hoc concedendas. Datum decimo Kalendas augusti, anno domini 1249.

Le sceau porte les armes des vicomtes de Limoges : *parti, au 1^{er} d'or à trois lionceaux d'azur armés et lampassés de gueules, au 2^e à six bandes*. Légende : *✠ Sigillum Guidonis, vicecomitis Lemovicensis* (1).

Le pape Innocent IV confirma, en 1250, l'exemption de la juridiction des évêques diocésains, dont jouissaient les religieux de l'Ordre.

Grandimontenses non possunt convenire coram ordinariis locorum

Innocentius Episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Priori et universis Fratribus Grandimontensis ordinis, Salutem et Apostolicam benedictionem. Cum nuper duxerimus statuendum, ut exempti quantalibet gaudeant libertate, nihilominus tamen ratione delicti sive contractus aut rei de qua contra ipsos agitur ritè possint coram locorum Ordinariis conveniri, et illi quo ad hæc in ipsos jurisdictionem prout jus exigit exercere : Vos dubitantes ne per constitutionem hujusmodi, libertatibus et immunitatibus vobis et ordini vestro per privilegia et indulgentias ab Apostolica sede concessas præjudicari valeat, nobis humiliter supplicastis, ut providere super hoc indemnitati vestræ pia sollicitudine curaremus. Quia vero ejusdem Ordinis sacra religio sic vos apud nos dignos favore constituit, ut nobis votivum existat, vos ab omnibus per quæ vobis provenire possent dispendia immunes libenti animo præservare; autoritate vobis præsentium indulgemus ut occasione constitutionis hujuscemodi, nullum eisdem immunitatibus et libertatibus imposterum præjudicium generetur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere, etc. Datum Lugduni idibus aprilis. Pont. 8 (2).

En 1255, Pierre de Montvallier, archiprêtre de Nontron et chanoine de Saint-Junien, fit don aux religieux de Grandmont d'un reliquaire fort remarquable. Sa base élégante a la forme d'un pied de calice ; elle porte un cylindre en cristal de roche, retenu par des bandes et des cercles de filigranes. Sur le pied, un trait figure saint Amand foulant aux pieds un dragon, et la statuette du sommet représente saint Junien. Autour de la base se lit, avec des abréviations, l'inscription suivante : « *Frater Petrus de Monte Valerio me fecit fieri. — Reliquiæ beatorum Juniani et Amandi, et corrigie Domini.* » Les Grandmontains, pour le récompenser, l'admirent à la

(1) LEGROS, *Mémoires sur Grandmont*, p. 137.

(2) *Annales de Grandmont*, p. 234.

fraternité de l'Ordre; c'est ce qui explique le titre de Frère qui précède son nom. Lors de la distribution du trésor de Grandmont aux paroisses du diocèse, en 1790, ce reliquaire fut donné à celle de Saint-Sylvestre.

Révérend Père en Dieu Aymeric de Serre de Malemort, évêque de Limoges, en son synode célébré le jeudi après la fête et solennité de saint Luc, évangéliste, en 1256, voulut et ordonna que la fête de saint Etienne, confesseur, premier instituteur de l'Ordre de Grandmont, fut célébré en toutes les églises de son diocèse, avec l'office de neuf leçons, et que le nom de ce saint serait inscrit dans les martyrologes. Il publia à cet effet la lettre ci-après contenant ce statut synodal. Son successeur, Gilbert de Malemort, confirma aussi l'établissement de cette fête avec sa solennité en 1294; et nous verrons encore en 1297, Renaud de La Porte s'occuper aussi de cette fête de Saint-Etienne de Muret.

*Lettre d'Aymeric de Serre, évêque de Limoges, établissant
la fête de saint Etienne de Muret (1256)*

Aymericus, Dei gratia, Lemovicensis episcopus, universis abbatibus, decanis, prepositis, prioribus, atque aliis rectoribus et capellanis ecclesiarum per Lemovicensem diocesin constitutis, ad quos littere pervenirent, Salutem in Domino. Quia nobis constitit per multos apices et exempla, de vita et miraculis sancti Stephani confessoris, ac primi patris et institutoris ordinis Grandimontensis, cujus corpus in Grandimonte requiescit honorifice collocatum; quem sancte memorie Clemens, papa tercius in cathalogo sanctorum, ipsius miraculis intellectis, ascripsit; Statuimus in hac presenti Synodo, die jovis post festum sancti Luce, Lemovicis celebrata, quod in ecclesiis nostre diocesis universis, de dicto confessore, annis singulis, cum omni devotione, sexto ydus februarii, cum novem lectionibus, festum fiat, cum officio unius confessoris non episcopi, tam in matutinis et horis canonicis, quam in missa, ut ipsius sancti Stephani et aliorum sanctorum adjuvemur meritis et intercessionibus apud Deum. Digne enim vertitur in memoriam hominum sanctus iste, qui solo corpore constitutus in hac peregrinatione domino sic adhæsit, quod ad gaudium transiit angelorum, cum quibus in eterna patria conversatur et floret ante Deum in eternum. Quare vobis universis et singulis precipimus, in virtute obedientie, firmiter et districte, quathinus dictum festum, die predicta, cum dicto officio, in ecclesiis vestris, reverenter et devote, annis singulis, facialis; quod in vestris martyrologiis precipimus annotari; ut idem beatus Stephanus orationes nostras et gemitus solita clementia sic admittat, quod indulgentiam nobis defferat celitus impetratam. In cujus rei testimonium, nos, super his, presentes litteras fieri fecimus, et sigilli nostri munimine roborari. Datum et actum Lemovicis, die jovis

post festum sancti Luce evangeliste, anno Domini mill^o ducentesimo quinquagesimo sexto (1).

Mathilde, comtesse de Nevers et d'Auxerre, par son testament de l'an 1257, donna aux Bons-Hommes de Grandmont 40 sols. L'acte de donation est dans Martène, *Thesaur. anecd.*, t. I, col. 1088.

Le pape Alexandre IV accorda plusieurs privilèges à l'Ordre; ils sont contenus dans cinq bulles. La première est une confirmation du privilège, accordé par Grégoire IX, que le Prieur peut absoudre les excommuniés pour percussion violente des clercs et dispenser ceux qui, étant ainsi excommuniés, auraient célébré ou pris les ordres. La seconde que les frères de Grandmont ne sont pas obligés de payer une procuration en argent aux nonces du Saint-Siège, à moins qu'ils ne soient cardinaux. La troisième qu'ils peuvent racheter les dîmes des mains des laïcs. La quatrième qu'ils ne sont pas obligés de fournir de pensions portées par les lettres apostoliques qui ne font pas mention de l'Ordre de Grandmont. La cinquième est un rescrit à l'archidiacre de Rhodéz pour recouvrer certains biens.

La lettre suivante de 1259 avait pour but le règlement de quelques difficultés entre les religieux et les seigneurs de Montcocu :

Littera sub sigillo domini officialis Lemovicensis.

Cum esset questio inter priorem Grandimontis et Aymelium, militem, et Aymericum fratrem ejus, dominos de Montecuculi, super homagio faciendo pro mansis et redditus et terris que dicti prior et fratres Grandimontis dicebant dictos milites et fratrem tenere ab eis infeodum; videlicet mansis de Vurau Iordier, de Torelhas, et jus quod habebant dictus miles et frater ejus in manso de Clop, sito in parrochia Sancti Silvestri, et jus quod habent in manso de Venachapt, sito in parrochia de Compregnaco, et in mansos de Sallessa et de Valle, sitis in parrochia de Bonac, ceterisque redditibus universis quos habent in parrochia et castellania de Razes, et in mansis d'Exidolio, de Vilota et de Vedrena, sitis in parrochia de Bonaco et de Ambazaco; tandem fuit accordatus quod predictus miles et frater ejus asseruerunt, mediante juramento, quod ratione mansarum de Excidolio et de Villota, et de Vedrena non tenentur facere homagium dicto priori. Ratione aliorum superius nominatorum, cognoverunt dictus miles et frater ejus debere facere homagium dicto priori; et promisit, medio juramento, facere dictum homagium, et solvere unum obolum aureum in mutatione dominorum; die data anni millesimi CC^{mi} L^{mi} noni. Signata in dorso X. C. X. (1).

(1) LEGROS, *Mémoires sur Grandmont*, p. 136. Traduction en français dans Bonaventure de Saint-Amable, t. III, p. 569.

(2) LEGROS, *Mémoire sur Grandmont* p. 136.

On trouve aussi une vente faite en 1260 par messire Audier Normand, chevalier de Montcocu, au prieur et aux frères de Grandmont de trois setiers de seigle qu'il leur assigne sur le village de Boubiac, paroisse de Bersac (1); et cela pour être employés à acheter des fèves, qu'on distribuait aux pauvres pendant le carême à la porte du monastère.

L'an 1260 il y eut une grande dissension entre les Bons-Hommes Anglais et les Français, pour la primatie de l'ordre de Grandmont. Les frères de France (2) firent tous leurs efforts pour transporter le Chef-d'Ordre et la dignité du prieuré à la maison de Vincennes près de Paris, et, à la faveur du roi, ils essayèrent d'attirer à leur parti les autres Nations de l'Ordre. Mais le roi de France blâma

(1) Bersac, commune du canton de Laurière (Haute-Vienne).

(2) Les établissements de l'Ordre de Grandmont étaient répartis en neuf Provinces, ou Visitations, appelées aussi Nations. La Visitation 1^o de France, dont il est question ici ; 2^o de Bourgogne ; 3^o de Normandie ; 4^o d'Anjou ; 5^o de Poitou ; 6^o de Saintonge ; 7^o de Gascogne ; 8^o de Provence ; 9^o d'Auvergne. M. L. Guibert en a dressé une carte qui se trouve au tome XXV^e du *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*.

La distribution géographique des monastères de Grandmont mérite d'être remarquée. Sur environ 160 maisons, 85, ou plus de la moitié, ont été fondées en Aquitaine ; 28 dans le diocèse de Limoges, où l'Ordre a pris naissance ; 15 dans celui de Poitiers ; 7 dans celui de Périgueux ; autant dans celui de Saintes, etc. Puis nous en trouvons 8 en Anjou, 6 en Normandie, 3 en Angleterre ; ensemble 102, ou près des deux tiers dans les domaines des Plantagenet. Ces princes, surtout Henri II, furent les zélés protecteurs de l'Ordre ; ils employaient de préférence dans leurs négociations les Bons-Hommes de Grandmont ; ils motivaient sur leurs instances les concessions faites aux populations. Dans une maladie qu'il fit en Anjou, en 1170, Henri II demanda à être enterré dans le cloître de Grandmont, aux pieds de saint Etienne de Muret.

Cependant Louis VII et ses vassaux leur étaient presque aussi favorables. Sous son règne, et sous celui de Philippe-Auguste, 30 prieurés furent fondés dans le domaine royal. Pendant ce temps 4 ou 5 maisons s'élevèrent en Champagne, 2 en Navarre, lorsqu'elle fut possédée par des princes champenois ; 10 en Bourgogne, 5 en Auvergne, et autant dans les états du comté de Toulouse. On n'en trouve aucun en Flandre, ni en Lorraine, non plus qu'en Allemagne et en Italie. C'est donc un ordre exclusivement français, et il n'est pas étonnant qu'il se soit formé dans son sein un parti qui, sous l'impulsion de Philippe-Auguste, devenu maître de la Normandie et du Poitou, et plus tard de Saint-Louis, chercha plusieurs fois à transporter à Vincennes le chef-lieu de l'Ordre. (A. DE DION, *Bulletin monumental*. Année 1876.)

depuis leur dessein, voyant qu'il ne tendait qu'à semer la discorde dans l'Ordre. Le prieur Ithier, fut cité à Paris, à la poursuite de ces envieux, et il fut contraint par serment de promettre de renoncer à son prieuré. Il se démit en effet à Grandmont, et fut fait correcteur à Sarmaise après l'an 1260. Il y mourut longtemps après, le 3 octobre, et y fut enterré.

Guy Archer, 15^e Prieur (1260-1267)

Dom Guy Archer *Archerii*, du diocèse de Limoges, était un homme distingué par sa sainteté, sa doctrine et son humilité. Le pape Clément IV, élu en 1265, lui écrivit à propos de quelques doutes touchant l'absolution des religieux interdits pour avoir porté la main sur leurs frères, Il travailla beaucoup contre les frères de France qui continuaient leurs séditions. Il alla à Paris, visita les monastères de France et de Normandie. Quand il fut de retour à Grandmont il apprit que les frères de France remuaient encore. Ne pouvant les corriger lui même, il alla à Rome, où il obtint des juges, et remédia si puissamment aux désordres de ces esprits bouillants que plusieurs sortirent de l'ordre pour ne pas subir la peine due à leur témérité, et à leur désobéissance.

Une lettre du prieur Guy au roi de Navarre, en 1267, est dans Martène, *Thesaur. anecd.* tome I., col. 1124. Ce prince était Thibaut, qui porta à Grandmont le corps de saint Macaire, un des martyrs de la légion Thébéenne, et dont il est parlé sous le prieur suivant.

Guy Archer se démit volontairement, en 1269, et mourut à Grandmont quelque temps après, le 27 septembre ou le 18 octobre, et fut enseveli entre les prieurs. Son successeur fut Foucher de Grimoard.

CHAPITRE VIII

Foucher de Grimoard, 16^e prieur (1269-1281). — Pierre de Causac, 17^e prieur (1282-1290). — Bernard de Gaudalmar, 18^e prieur (1291). — Guy de Foucher, 19^e prieur (1292-1306). — Guillaume de Prémaurel, 20^e prieur (1306-1312). — Jourdain de Rapistan, 21^e prieur (1313-1316). — Grandmont érigé en abbaye. — Bienfaiteurs du monastère et de l'ordre de Grandmont.

Foucher de Grimoard, 16^e Prieur (1269-1281)

Dom Foucher de Grimoard, de la noble maison de Segrays, du diocèse de Périgueux, homme prévoyant et fort habile, fut élu vers le 25 septembre 1269. La même année, Thibaud, roi de Navarre et comte de Champagne et de Brie, fonda la Celle de Saint-Martial-de-Tudela, au diocèse de Tarazona (et non de Taragone), qui fut depuis unie à Grandmont, avec la Celle de l'Etoile, *de Stella* (1). On dit que pour engager les religieux à venir dans ses états, il leur apporta le corps de saint Macaire, un des martyrs de la légion Thébéenne, avec des reliques de saint Géréon, et autres. C'est ce qu'atteste Bernard Guidonis. A ce sujet, il importe de remarquer que les reliques de sainte Panafrière, vierge et martyre, compagne de sainte Ursule, qui ont été conservées à Grandmont, n'y ont pas été portées par les religieux qui firent le voyage de Cologne en 1181, mais qu'elles proviennent des libéralités de Thibaud de Champagne. Il ordonna aussi à son trésorier de Champagne de faire payer les 10 livres, avec les arrérages, données et laissées par Henri son ayeul, comme nous l'avons dit l'an 1190. Ces lettres sont datées de Limoges, le lundi après la quinzaine de Pâques.

(1) Saint-Martial-de-Tudela était aux portes de la ville de Tudela en Navarre. Voir L. GUIBERT, *Bull. soc. ach. Lim.* tome XXV, page 288.

La ville d'Estella est dans la circonscription actuelle de Pampelune. *Idem*, page 295.

Lettres de Thibaud, roi de Navarre, comte Palatin de Champagne et de Brie, 1269

Theobaldus, dei gratiâ, rex Navarre, comes Palatinus Campanie et Brie mandavit thesaurario Campanie quatinus omni morâ postpositâ, habere solvere, prioratui Grandimontis, pro luminari, annuo, coram beato Stephano faciendo, decem libras, cum arreyragiis sibi débitis. Datum anno domini millesimi CC^{mi} LXIX^{mi}

Theobaldus, dei gratiâ, rex Navarre, Campanie et Brie comes Palatinus dilecto suo thesaurario Campanie salutem et dilectionem. Mandamus vobis et injungimus, ut prioratui Grandimontensi, pro luminari annuo, coram beato Stephano faciendo decem libras et arreragia sibi debita, omni mora postposita, persolvatis. Et nos faciemus vobis recipi ad compotum nostrum, pecuniam nostram supradictam, ad testimonium presentium litterarum. Datum Lemovicis; die lune post quindenam Pasche, anno domini M^o CC^o LX^o nono. Teste magistro G. Vasconico.

Scelé du scel dudit seigneur (1).

Saint Louis, dans son testament du mois de février 1269, (v. st.) donna 20 livres à la maison de Vincennes, ordre de Grandmont.

Philippe, roi de France, vint à Grandmont en 1272.

La même année Grégoire X fit la quatorzième confirmation générale de l'ordre : il convoqua spécialement, pour le concile général qui devait se tenir à Lyon, le prieur Dom Foucher, qui y assista en 1274 ou 1278.

Robert, comte de Meulan, connaissant l'honnêteté et la religion des pauvres de Jésus-Christ frères de Grandmont, et avec quelle ferveur ils priaient devant le crucifix pour leurs bienfaiteurs, voulant participer à leurs prières, leur donna un lieu, dans la forêt de Beaumont, pour y habiter, ainsi que les fossés sont marqués, et plusieurs autres biens. Le vidimus de cet acte est de l'an 1273. Ce lieu est le pieuré de Grandmont dans la forêt de Beaumont-Roger en Normandie (2). Le roi d'Angleterre Henri V confirma la charte de fondation, dont l'acte original s'est perdu dans les guerres ; il donna aussi d'autres biens.

L'an 1276, ou 1279, il fut fait un arbitrage et passé un concordat entre le prieur et les religieux de Grandmont d'une part, et le chapelain ou curé de Bessines (3), touchant les novalles, et cela du consentement de l'évêque de Limoges.

(1) LEGROS, *Mémoires sur Grandmont*, p. 134.

(2) Beaumont, dans la commune de Noyer-sur-Ouche, arrondissement de Bernay (Eure). Voir L. GUIBERT, *Idem*, page 128.

(3) Bessines, chef-lieu de canton (Haute-Vienne).

Dom Foucher de Grimoard mourut à Grandmont, après avoir gouverné l'ordre 12 ans, le 26 septembre 1281, selon le frère Pardoux de Lagarde, ou 1282, selon Bernard Guidonis. Il y fut enseveli entre les prieurs. On mit à sa place Pierre de Causac.

Pierre de Causac, 17^e Prieur (1282-1290)

Dom Pierre de Causac, *de Causaco*, est né à Fontaine, près Figeac, en Quercy. C'était un religieux agréable à Dieu et aux hommes, qui eut toujours soin de conserver une bonne réputation. Dès la première année, après son élection, le vicomte de Rochechouart lui fit un don que le roi de France confirma l'année suivante et dont voici les lettres :

*Lettres du vicomte de Rochechouart pour le don qu'il fait
de 10 livres, 1282.*

Serenissimo ac illustrissimo domino, domino Philippo, dei gratia, regi Francorum, Aymericus, vicecomes Rupis Chavardi, miles, salutem omnimodam fidelitatem et servicium, se majestati regie inclynatum. Cum nos, ab devotionem quam habemus ad domum et Ordinem Grandimontensem, ad anniversarium nostrum faciendum in monasterio et ecclesia dicti, pro remedio anime nostre et nostrorum, religiosis viris priori et conventui Grandimontensi erogaverimus decem libras turo-nenses, quas eisdem assedimus percipiendas in redditu quem habemus Pictavis, in bursa vestra, intentione ut eisdem dicta helemosina ibidem liberius persolvatur; excellentissimam regiam majestatem vestram affectuose et humiliter deprecamur, quatinus amore Dei, precumque nostrarum interventu, dictam helemosinam prefatis religiosi in dicto redditu percipiendam dignemini confirmare; ita quod observata, quoad hoc, devotione nostra, vestra ante obtinere mereamur a domino quod speramus. Datum, et sigillo nostro sigillatum, die sab-bati post festum beate Marie Magdalene, anno domini M^o CC^o octuage-simo secundo.

Confirmation du don susdit, faite par le roi de France, 1283.

Philippus, Dei gratia, Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos, divine pietatis intuitu, et ob reme-dium anime nostre et animarum inclyte memorie carissimi domini et

progenitoris nostri Ludovici [saint Louis qui fut canonisé en 1297], Francorum regis, et aliorum predecessorum nostrorum, concedimus viris religiosi priori et fratribus ordinis Grandimontensis, Lemovicensis diocesis, ut ipsi omnia illa que adquisierunt in episcopatu Lemovicensi usque ad datam presentium litterarum, et cum hiis decem libras anui redditus, quas eisdem dicitur concessisse Aymericus, vicecomes Rupis Cavardi, percipiendas ab ipsis perpetuo, super annuo redditu quem idem vicecomes Pictavis ab allocatis nostris percipere consuevit, pro suo anniversario faciendo, possint tenere et possidere perpetuo pacifice et quiete, sine coactione vendendi vel extra manum suam ponendi premissa omnia, auctoritate regia confirmantes, salvo in aliis jure nostro, et jure in omnibus quolibet alieno. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum facimus apponi sigillum. Actum apud Lansertam, anno domini mill^o ducentesimo octogesimo tertio, mense mayo (1).

Dans cette même année 1283, il fit, avec l'évêque de Limoges, une composition dans laquelle nous voyons que ce prélat possède pour lui et ses successeurs une obole d'or d'acapt sur une maison appartenant à l'Ordre de Grandmont, située dans la cité de Limoges.

Ordinancia facta inter dominum episcopum et priorem et conventum grandimontense. (D'une écriture postérieure : 3 kab. junii 1283.)

Littera que inter dominum episcopum et priorem de Grandimonte et conventum ejusdem extitit. Ordinatum quod pro aquisitis a priore et patribus dicti ordinis in feudis et retrofeudis domini episcopi, exceptis quatuor libris rendualibus quas de novo emerunt a domino Guillelmo de Rezes milite, dominus episcopus habeat et percipiat in ipsis priore et conventu quatuor libras renduales. Item, quod in aquisitis predictis de Rezentes et in commorantibus et existentibus in eisdem locis et in posterum moreturis hominibus, habeant dicti prior et conventus bassam justiciam et eam exercent tantum apud Sanctum Silvestrum in terra sua sine juris prejudicio alieni, et apud Crozilham et apud Brugieras ita quod non extendant manum ad aliquos casus alte justicie, nec ad casus generales mutilacionis vel relegacionis exigentur. Item, quod dominus episcopus habebit appellacionem, negligenciam et resortum dicte basse justicie. Item, quod dominus episcopus habebit in eisdem locis et personis altam justiciam, et quod pro ipsa bassa justicia habeat dominus episcopus ab eisdem centum solidos renduales. Item, quod dicti prior et conventus possint acquirere in feudis et retrofeudis domini episcopi quatuor libras de dictis novem libris rendualibus quas, si voluerit, domi-

(1) LEGROS. *Mémoire sur Grandmont*, p. 135.

nus episcopus habebit pro quatuor libris rendualibus de novem libris predictis; et quod dominus episcopus confirmet eisdem acquisita predicta et domum quam habent in civitate Lemovicensi, in qua episcopus habet unum obolum aureum de accaptamento in mutacione ipsorum. Et premissa fuerunt ratificata et confirmata per partes (1).

C'est aussi vers la même époque que fut réglé par l'acte suivant plusieurs questions relatives à la maison de la Drouille-Blanche, où étaient alors des religieuses dépendant de l'Ordre de Grandmont (2).

Litera probacionis compromissi facti inter Dominum episcopum et priorem Grandimontis et conventum domus de Drulhia alba super statu ipsius domus, juribus, obediencia et subjectione ipsarum monialium et habitu earundem, et super aliis dictam domum et eas contengentibus; super quibus extitit, sicut probatum, quod, quando electio priorisse fiet in dicta domo, pertineat ad conventum ipsarum; ita tamen quod prior Grandimontensis mittat ad expensas suas duos fratres sui ordinis ydoneos qui capitulo congregato ad eligendum die prefixa et dicto priori denunciati, vota illarum que vocem habent in eleccione diligenter inquirant et in scriptis redigant et redacta mox publicent in communi, nisi aliter divina inspiracione vel per formam commissi vel compromissi ipse sibi de priorissa voluerit providere, quod eis semper liceat si viderint expedire, presentibus tamen dictis fratribus. Et illa in quo totus conventus vel major pars convenerit, eligatur. Qua eleccione celebrata per dictos fratres, auctoritate domini prioris sine qualibet difficultate confirmetur. Qua confirmacione secuta, recipiat obedienciam a suis monialibus quando venerit. Die tamen faciende eleccionis et die visitacionis faciant dicte moniales expensas dictis duobus fratribus, qui jurabunt quod premissa faciant legitime. Item dicta priorissa confirmata presentabit se infra octo dies priori Grandimontensi, factura obedienciam prout est consuetum. Item, quod dictus prior Grandimontensis visitet, corrigat et reformet in domo predicta corrigenda et reformanda per fratres ydoneos ad expensas proprias juxta moderacionem predictam cum fuerit requisitus vel si viderit expedire. Nec liceat dictis fratribus ibidem pernoctare sine evidenti necessitate. Et quod dicte moniales remaneant in habitu quem gestant, et creacio monialium ad priorissam et conventum ejusdem pertineat libere, et ecciam eleccio et presentacio capellani qui eisdem ecclesiastica sacramenta ministret, et curam habeat animarum, quam ab episcopo Lemovicensi recipere teneatur. Item quod episcopus Lemovicensis pro tempore possit in dicta domo jura episcopalia exercere, ita quod, si ibidem declaraverit, propria voluntate suis sumptibus maneat. Si vero ad requestam ipsarum venerit, ipse sibi

(1) *Cartulaire O Domina*. Arch. Haute-Vienne, G. 9, folio 48.

(2) Voir L. GUIBERT. *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 299 et 319.

expensas subministret si recipere velit et ipse moniales possint comode sustinere. Item quod utraque pars de premissis altera ab altera sit contenta (1).

Parce que le Prieur Pierre de Causac ne voulait pas acquiescer en tout à ceux qui l'avaient nommé, et qu'il voulait maintenir le bon ordre, deux ans après sa promotion, il fut déposé par les trois visiteurs de l'Ordre, qui abusèrent de la trop grande autorité que leur avait donnée le pape Innocent IV. Ce qui causa un grand scandale. On lui imputait les crimes d'ignorance, de parjure et de simonie. Quoiqu'on ne put les prouver et qu'il en récusât les accusateurs, et, malgré son appel au Saint-Siège, ils le chassèrent de Grandmont et l'excommunièrent. Ils mirent à sa place, à Bois-Rayer, au diocèse de Tours, un intrus nommé Bernard de Rissa, ce qui excita un très grand schisme dans tout l'Ordre.

Le pape Honorius IV, la première année de son pontificat, ennuyé de voir une suite si continuelle de division, écrivit, en 1285, une bulle aux abbés de Saint-Martial et de Saint-Martin de Limoges, pour citer ces deux prieurs. Le Pape inclinait cependant en faveur de Rissa, dont il croyait le droit meilleur. Ils comparurent à Rome, mais on ne put avoir aucune certitude des faits allégués, aussi le Pape envoya la cause et la réforme de l'Ordre à Bertrand de Montaigut, abbé de Moissac, diocèse de Cahors; à Bernard de Gérard, natif de Montauban, provincial des Frères Prêcheurs de Provence, et à Raoul de Mirebeau, doyen de Poitiers, son chapelain, avec pouvoir de déposer l'un ou l'autre prieur, s'ils le jugeaient expédient, de rétablir les administrateurs que les Prieurs avaient ôtés, etc. Enfin, ce Pape fit la quinzième confirmation de l'Ordre par bulle donnée à Rome, à Sainte-Sabine, le 8 des calendes de mars, l'an second de son pontificat, qui revient à l'année 1286.

Le 19 septembre 1285, Simon, archevêque de Bourges, fit la visite de Grandmont, où il ne demeura qu'un jour.

Nicolas IV, élu souverain Pontife en 1288, voyant que la religion de Grandmont était considérablement déchue de son ancienne manière de vivre, soit par la négligence des prélats, soit à l'occasion des guerres, et qu'on faisait traîner en longueur les ordres de son prédécesseur, le pape Honorius IV, ne s'empressant pas assez de retourner à un genre de vie plus austère, fit la seizième confirmation de l'Ordre, et en même temps commit de rechef les commissaires nommés ci-dessus, pour qu'ils aillent sans retardement réta-

(1) *Arch. de la Haute-Vienne*, G. 9, folio 47 verso. Cartulaire de l'évêché, *O Domina*, rédigé vers 1310, par Bernard Filhol, prieur de Bonnac.

blir tout ce qui était tombé, dans les mœurs et dans les rites, et rappeler tout l'Ordre à la forme de sa profession, nonobstant un mandement du roi Philippe-le-Bel. Ceux-ci se rendirent à Grandmont, cassèrent tout ce qui avait été fait contre le prieur Pierre de Causac. Frère Bernard Rissa renonça à son élection, et à la prière des juges, le Prieur le nomma correcteur de Puychevrier. Ils rétablirent en leurs offices quelques correcteurs qui en avaient été dépouillés au temps de la division, ils firent vingt statuts et obligèrent, par censures ecclésiastiques, tous ceux qui avaient enlevé des biens meubles de Grandmont à les restituer et tous les religieux à rendre obéissance au Prieur. Il paraît par ces statuts que les frères s'étaient grandement relâchés, jusqu'à manger de la viande, puisqu'on leur enjoit qu'autant qu'ils le pourront honnêtement et commodément, ils n'usent de viande qu'autant qu'il est porté par la mitigation faite par Innocent IV, et que les désobéissants seront soumis à la discipline régulière. Ils ordonnèrent encore que dans les églises de l'ordre de Grandmont on ferait les fêtes de saint Hugues, le 29 avril; de sainte Anne, le 26 juillet; de saint Dominique, le 4 août; de la Sainte-Trinité à l'octave de la Pentecôte, et que pour conserver la paix on dirait tous les jours, après matines, le *Pater* et l'*Ave Maria*. Le pape Clément confirma aussi ces statuts presque en entier.

Dom Pierre de Causac, sage dans le bien, simple dans le mal, ayant triomphé de ses ennemis, croyant contribuer à la paix par sa retraite, ou ne pouvant corriger les rebelles, se démit du prieuré, en 1290, selon Bernard Guidonis. Il termina sa carrière à Defenso (1), au diocèse d'Agen, où il avait été correcteur, le 26 septembre 1296. Le pape Clément V qui, dans sa jeunesse, avait été son disciple à Defenso, punit, en 1306, les visiteurs de l'Ordre qui l'avaient déposé et révoqua leur autorité.

Bernard de Gaudalmar, 18^e Prieur (1291)

Le 22 février 1291 (nouveau style), on élut pour dix-huitième Prieur Dom Bernard de Gaudalmar, périgourdin, qui est appelé Guillaume dans *Gallia Christiana*. Il alla à Pinel, diocèse de Toulouse, chercher sa confirmation des juges du Pape et des réforma-

(1) Defès ou Defense, *Defenso*, est dans la commune de Ferrenzac (Lot-et-Garonne). Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. Arch. du Limousin*, tome XXV, page 201.

teurs de l'Ordre, l'abbé de Moissac et le provincial des Frères Prêcheurs, juges apostoliques. Lorsqu'il l'eut obtenue, il reprit le chemin de Grandmont, mais il mourut de mort naturelle dans la maison de Ganazes, près Gourdon, au diocèse de Cahors, le 24 ou le 25 mars 1290 (1291 nouveau style), un mois après son élection. Il fut enseveli dans ce lieu.

Le Prieuré vqua environ un an, au milieu des troubles et des dissensions qui n'étaient pas assoupies.

Jeanne de Chatillon, comtesse de Blois, par son testament fait l'an 1291, le dimanche, jour de Saint-Julien, donne au grand chapitre de Grandmont, à envoyer par trois ans après son décès, chaque année, vingt livres ; elle fait aussi des donations aux Chartreux, à Cîteaux, etc.

Mascarone, comtesse de Rodez, dans son testament de 1291, donna à la maison *del Salvagues* (1), ordre de Grandmont, vingt sols une fois payés.

Guy de Foucher, 19^e prieur (1292-1306)

Dom Guy de Foucher, natif de Bussière-Galant (2) au diocèse de Limoges, fut élu prieur au mois d'avril 1292, selon Bernard Guidonis, en 1291, suivant les manuscrits de l'Ordre. Les correcteurs et les visiteurs lui accordèrent, au chapitre général de l'an 1295, un surcroît de pension de 300 livres tournois, ce qui, avec les anciennes pensions, montait à 1.118 livres. Attendu la pauvreté de l'Ordre on permit, dans ce chapitre que, pour éviter la dépense, les frères envoyés par obédience dans une autre Celle, pourraient aller seul, sans compagnon. On fit aussi le recensement des religieux de l'Ordre qui étaient alors au nombre de 886.

C'est encore dans ce chapitre que fut réglé ce qui regarde les anniversaires, comme on le voit dans la pièce suivante :

(1) Salvatgues ou Le Sauvage est dans la commune de Balsac, à peu de distance de Rodez (Aveyron). Voir L. GUIBERT. *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 160. Il ne faut pas confondre cette maison avec Salvatges, les Sauvages et Sauvagnac qui sont contigus à Grandmont dans les communes de Saint-Sylvestre et de Saint-Léger-la-Montagne (Haute-Vienne).

(2) Bussière-Galant, canton de Chalus (Haute-Vienne). Un ancien manuscrit dit : Bussière-Galant-de-Lastour ; la paroisse de Lastour est contigue à celle de Bussière-Galand.

Lettres pour les anniversaires de Grandmont.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Guydo, humilis prior ordinis Grandimontis, et frater Geraldus de Belloloco, de Vicenis; G. de Bosco, de Bosco Raherii; et Helias Coci, de Podio Caprarii; domorum correctores, ac visitatores Grandimontis ecclesie speciales, salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod nos ad humilem supplicationem et requestam conventus nostri Grandimontis, de accensu et voluntate communi, volumus, consentimus et concedimus, quod Cantor et Refectuarius, qui pro tempore fuerint in domo Grandimontis, levant et percipiant ac explectent integre, sine contradictione aliqua, modo et in perpetuum, omnes redditus ac proventus domui Grandimontis, a tempore creationis dompni Petri de Causac, quondam prioris Grandimontis, citra, legatos et assignatos a quibuscumque personis et in futurum legandos et assignandos, tam in blado, quam in pecunia, vel quibuscumque rebus aliis, ratione anniversariorum faciendorum in ecclesia Grandimontis, memorata auctoritate et potestate nostra. In cujus rei testimonium, nos, dilecti prior et visitatores, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda, Datum in capitulo Grandimontis generali ibidem celebrato, anno Dni, M^o CC^o nonagesimo quinto. — Nota que les anniversaires commencèrent du temps de dom Pierre de Causac, 17^e prieur de Grandmont; lesquels furent confirmé par ce prieur dom Guy Foucher (1).

L'an 1297, Guy, Prieur de Grandmont et son convent d'une part, et messire Pierre Autherii, curé ou chapelain de Saint-Sylvestre, firent un accord touchant les dimes et novalles, comme il est contenu tout au long dans le titre de l'accord, auquel fut présent révérend père en Dieu Regnaud, évêque de Limoges.

Ce même évêque de Limoges, au synode du jeudi après la Pentecôte 1297, ordonna qu'en considération des aumônes que le peuple des villages et paroisses d'Ambazac, Saint-Sylvestre et Saint-Léger-la-Montagne recevait tous les jours de la maison de Grandmont, le clergé et le peuple de ces paroisses chômeraient la fête de Saint-Etienne-de-Muret, et pour cela il publia cette lettre :

Lettre de Reynaud de la Porte, évêque de Limoges, pour la fête de Saint-Etienne.

Nos, Raynaudus, Dei gratiâ, Lemovicensis episcopus notum facimus universis, quod cum bone memorie Dnus Aymericus, quondam Lemovicensis episcopus, predecessor noster, in sua synodo, preceperit et

(1) LEGROS, *Mémoires sur Grandmont*, p. 139.

statuerit festum beati Stephani primi patris et institutoris ordinis Grandimontis, cum novem lectionibus fieri, sicut pro uno confessore non episcopo, in ecclesiis omnibus sue Lemovicensis diocesis sexto ydus februarii, prout in litteris hiis presentibus annexis, plenius continetur, et in factionem dicti festi negligenter agi intelleximus ; Nos, ad instar dicti domini predecessoris nostri, die jovis, post Penthecosten, in nostra synodo, ab omnibus abbatibus, décanis, prioribus, prepositis, atque rectoribus ecclesiarum, et cappellanis per nostram Lemovicensem dyocesim constitutis dicto tempore, annis singulis precipimus, et districte fieri cum devotione quâ decet ; nec non consideratisque locorum proximitate et helemosinarum largitione (quas populus villarum et parrochiarum de Ambazaco, de sancto Silvestre et de sancto Leodegario) quothidie a domo Grandimontis recepit, a clero et populo dictarum villarum et parrochiarum ipsius beati Stephani de cetero coli precipimus sollempniter dictum festum. Datum et actum Lemovicis, dicta die jovis post Penthecosten, anno domini M° CC° nonagesimo septimo (1).

Regnaud de Laporte était un ami particulier des religieux de Grandmont, et aimait à les visiter de temps en temps. Il reconnaissait parfaitement leurs privilèges et en particulier leur exemption de la juridiction épiscopale, aussi pour que ses visites ne soient pas considérées comme des actes de son administration diocésaine, il leur donna l'attestation suivante (2) :

Lettre de Reynaud de la Porte, évêque de Limoges, sur l'exemption de la juridiction épiscopale, 1298.

Nos Raynaldus, Dei gratiâ Lemovicensis episcopus, notum facimus universis, quod, licet apud Grandimontem aliquociens accedamus, nullo jure et prelationis deverio ibidem nobis, debito et assignato, ibidem, de voluntate prioris et conventus Grandimontis tantum recipi caritative fateamur, nolentes per nostri presentiam dicti loci libertatibus et privilegiis ullum novitatis notorie prejudicium pretendere. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris apponi fecimus. Datum in Grandimonte. VIII° kalendas julii, anno Domini 1298.

Le monastère était très pauvre, comme il paraît par les actes du chapitre général tenu l'an 1302, dans lequel on imposa de nouveaux subsides pour les raisons qui y sont déduites. L'une est pour plaider contre le comte de la Marche, comme nous le dirons en 1313, et l'autre pour la disette de vivres et l'augmentation considérable du prix du blé, du vin, de l'huile et des autres choses nécessaires, et le dommage qu'on souffrait dans le déchet de la monnaie royale. Tout était devenu plus cher de la moitié, eu égard au temps passé,

(1) LEGROS, *Mémoires sur Grandmont*, p. 136.

(2) LEGROS, *ibid.*, p. 137.

et c'était afin de ne pas abolir l'office divin, l'hospitalité et les aumônes qu'on avait accoutumé de faire à Grandmont, qu'on imposa ces nouveaux subsides.

Le roi Philippe pourvut à un de ses inconvénients en donnant au Prieur de Grandmont, l'an 1304, plusieurs privilèges sur la monnaie. Dans le séjour que fit ce prince à Poitiers, aux mois de mai et de juin 1308, les Grandmontains de La Vayole et de Troussaie (1) eurent de ses libéralités, pour cinquante-cinq jours qu'il resta à Poitiers, par évaluation en argent, la somme de 95 livres, 15 sols, 8 deniers.

En 1306, le Pape Clément V vint à Grandmont avec six ou sept cardinaux et toute sa cour. On le reçut magnifiquement. Il convoqua le Prieur et les frères et leur dit qu'il avait appris que, depuis vingt-cinq ans, des divisions avaient troublé tout l'Ordre et qu'il était venu de Lyon exprès pour les terminer. Il vit et examina la règle de saint Etienne, les privilèges et les statuts, restreignit le pouvoir des trois visiteurs pendant la vacance du prieuré, permit l'usage de la viande deux fois la semaine, le dimanche et le jeudi, sous certaines conditions. Il demeura cinq jours pendant lesquels la maison fit de grandes dépenses. Il ne fit payer que ce qu'on lui avait fourni pendant deux jours.

C'est au mois d'avril que le Pape Clément V était à Grandmont, et, en en partant, il se rendit à Limoges, comme on le voit dans la chronique des Frères-Prêcheurs de cette ville, publiée dans le *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XL, p. 278 : « *In sequenti vero tempore paschali, anno Domini M^oCCCVI^o, in festo beati Georgii martiris (23 avril), quod fuit in sabbato, Dominus Clemens Papa V, cum octo cardinalibus venit Lemovicam et ad domum fratrum predicatorum declinavit... In crastino vero, in quo fuit dies dominica, littera dominicali B, idem Papa, visitato prius corpore sancti Martialis, et benedictione data populo congregato in platea sancti Geraldii, recessit apud Solempniacum, versus Burdegalam dirigens gressus suos.* »

Guy de Foucher ne pouvant relever la maison de Grandmont des grandes dépenses qu'elle avait faites depuis quelques temps, et en particulier pour la réception du Pape, se démit la même année, qui était la quinzième de son gouvernement. Il fit sa démission au chapitre général, la veille de la Pentecôte, en présence des visi-

(1) La Vayole, près Nieuil-l'Espoir, canton de la Ville-Dieu (Vienne). La Troussaie, commune d'Iteuil, canton de Vivonne (Vienne). Sur ces deux maisons poitevines, voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, pp. 176 et 273.

leurs, ou réformateurs commis par le Pape, et il fut fait correcteur de Sarmaize. Clément V qui savait apparemment son dessein lui avait assigné 100 livres de pension annuelle sur le prieuré de Grandmont, par lettre donnée à Bonneval, le 13 avril 1306. Depuis, il reçut de grands chagrins de quelques religieux de l'Ordre; il le quitta même pour entrer dans celui des Frères mineurs; mais avant la fin de son noviciat, il retourna à Sarmaize. C'est là qu'il a été enseveli le 22 septembre 1318. *Gall. Christ.* indique sa mort en 1307, et le frère Pardoux de Lagarde en 1306, mais ces deux dates se rapportent à la fin de son gouvernement à Grandmont, plutôt qu'à sa mort.

Guillaume de Prémaurel, 20^e Prieur (1306-1312)

Dom Guillaume de Prémaurel ou Puymaurel, originaire de Larche en Limousin (1), fut élu unanimement au chapitre général, le jour de la Pentecôte, et confirmé par les visiteurs particuliers. On disait qu'il avait beaucoup d'argent et on croyait qu'il payerait les dettes du monastère qui montaient beaucoup, mais on ne put satisfaire à cette obligation que par les pensions levées sur les autres maisons.

Le Prieur Guillaume et le couvent de Grandmont firent une association de prières avec les moines de Saint-Ouen de Rouen. Dans l'acte, daté du dimanche d'après la saint Luc, 1308, il est dit expressément que les Grandmontains ont été portés à contracter cette sainte société par la considération des bons offices que tout leur Ordre recevait journallement de ceux de Saint-Ouen.

Par bulle du Pape Clément V du 30 décembre 1308, l'Ordre de Grandmont fut obligé d'aider et de fournir à la dépense de l'abbé de Crudacis, diocèse de Viviers, envoyé en Allemagne pour informer contre les Templiers.

Une autre bulle du 22 avril 1309, sur la confirmation des statuts de l'Ordre de Grandmont, se trouve dans *Vita pap. Aven.* de Baluze, t. II, p. 169.

Le 20 avril 1310, Clément V confirma, pour la dix-neuvième fois, l'Ordre de Grandmont. Cette bulle contient 74 articles; ce qui est le plus remarquable, c'est qu'on impose des peines à ceux qui ne payeront pas les pensions annuelles au monastère de Grandmont. On permet l'usage de la viande deux fois par semaine, sous certaines conditions; ceux qui en mangeront davantage ou

(1) Larche, chef-lieu de canton (Corrèze).

transgresseront les statuts ou la règle seront soumis à la discipline régulière et puni dans le chapitre. On fixe la dépense des religieux qui viendront au chapitre général à 10 sols pour chacun et autant pour le cheval. On déclare la forme de profession sous ces mots : « Moi, frère N..., clerc, promets la stabilité et la conversion de mes mœurs et l'obéissance, suivant la règle du Bien-heureux Etienne, confesseur, devant Dieu et ses saints, dans ce monastère qu'on appelle N..., bâti en l'honneur de la Bienheureuse Marie, toujours vierge, et du susdit Bienheureux Etienne, confesseur, et de tous les saints de Dieu, en présence de Dom N..., Prieur, etc. »

Le Père Bonaventure de Saint-Amable, au t. III, p. 610, rapporte à l'année 1310 le fait suivant : « Un certain comte, qui avait en aversion l'Ordre de Grandmont et avait mutilé des religieux du monastère de Bursey (1), à raison duquel crime il fut condamné par le Roi et par le Pape Clément cinquième à leur payer une somme d'argent : retournant de Poitiers et de Paris, couché dans un lit qui était dans son carroce, et n'ayant pu rien gagner par les calomnies qu'il avait malicieusement inventées et objectées à ce saint Ordre, fut puni du souverain juge et de saint Etienne, fondateur et protecteur des religieux, d'une mort soudaine, qui l'ajourna au Tribunal de Dieu, pour rendre compte et recevoir la peine de ses méchancetés. »

Foucaud de Rochechouart avait plaidé longtemps contre les prieurs de Grandmont; on convint enfin, l'an 1311, que le vicomte ferait porter à ses dépens les os de Guillaume, son grand-père, à Grandmont, pour y être enterrés, suivant sa volonté, devant l'autel de saint Martial. La même année, le Prieur Dom Guillaume fut appelé par le Pape Clément V pour assister au concile général de Vienne; mais il tomba en paralysie et perdit l'usage de tous ses membres. On envoya au concile ses procureurs. Il recouvra ensuite un peu la parole et tint son chapitre général où il voulut se démettre, mais ses partisans l'en dissuadèrent. Il mourut le 10 mars 1312, vieux style, et fut enseveli dans le cloître de Grandmont. Il avait gouverné l'Ordre six ans et neuf mois.

Le sceau de Guillaume de Puymorel, qu'on trouve appendu à une procuration pour les Etats de 1308, est de forme ovale (60^{mm} sur 40). On y voit un personnage tenant une crosse et un livre; dans le champ, trois fleurs de lys et cinq étoiles. Légende : S. FRIS GVIL-LERMI... (*Sigillum fratris Guillermi*).

(1) Bursey, aujourd'hui Bercey, commune de Marigné (Sarthe). — Voir L. GUIBERT, *Bull. Soc. arch. du Limousin*, t. XXV, p. 130.

Jourdain de Rapistan, 21^e Prieur (1313-1316)

Dom Jourdain de Rapistan, que Bernard Guidonis appelle de Rabastens, était frère de Pierre-Raymond de Rapistan, sénéchal du Limousin et du Poitou, d'une noble famille du diocèse d'Albi. Il soutint mal, par la vertu, les avantages de sa naissance. Il prit premièrement l'habit de Grandmont, puis entra chez les frères mineurs ou cordeliers, puis de rechef reprit l'habit de Grandmont à Sarmaise, avant que l'année de probation fût expirée. Il fut élu Prieur de Grandmont le 4 mai 1313, par l'autorité du Pape Clément V, qui envoya à Grandmont les abbés de Saint-Fermier, ou Saint-Ferme, au diocèse de Bazas, de Saint-Maixent au diocèse de Poitiers et l'archidiacre de Cahors pour présider à l'élection. Les visiteurs, les correcteurs, les curieux et les convers, au nombre de douze, l'élurent et lui promirent obéissance. Il commença par faire rétablir les bâtiments, fit couvrir de plomb le dortoir, la cuisine, les offices. En 1313, par ordre du roi Philippe IV, il fit marquer par des croix et autres bornes découvertes l'étendue de Grandmont, et cela pour terminer le procès, qui durait depuis vingt et un ans, avec le comte de la Marche pour ce sujet. Il fut décidé que, dans ces limites, la maison de Grandmont avait toute la justice sur les frères donnés (1), les domestiques, les familiers, etc.

Gérald de Montcocu, écuyer et seigneur dudit lieu, en 1314, donna et légua perpétuellement à religieuses personnes, les prieur et frères de Grandmont, quatre sols de rente perpétuelle et annuelle pour une lampe qui devra brûler toutes les nuits sur les sépultures des seigneurs de Montcocu, ses prédécesseurs, parents, qui sont inhumés audit monastère; lesquels quatre sols il assigna sur le village de Toureillas (2).

(1) Les *Frères Donnés* étaient à peu près ce que nous appelons aujourd'hui *Frères du Tiers-Ordre*. Ils se donnaient à un monastère ou à un ordre religieux par un simple contrat et ne faisaient pas de vœux. Ils participaient à toutes les prières et bonnes œuvres des religieux; ils s'engageaient à suivre les règles qui leur étaient tracées par des statuts particuliers. Ils n'ont jamais été nombreux à Grandmont. C'est surtout chez les chartreux que l'on trouve des frères donnés dès le XIII^e siècle. La chartreuse limousine de Glandier en reçut un certain nombre, dont le plus célèbre fut le frère Gérard, parent du Pape Innocent VI.

(2) Toureillas, aujourd'hui La Touraille, commune d'Ambazac. Cette donation de 1314, comme celle de 1275, nous montre la fréquence des lanternes des morts dans les cimetières de notre province, où cet usage a pris naissance. Voir notre *Etude sur les Lanternes des morts*.

En 1314, Dom Jourdain de Rapistan tint un célèbre chapitre général où il rédigea en un volume tous les statuts faits par saint Etienne et ses successeurs. On détermina vingt-cinq maisons conventuelles pour recevoir et instruire les novices. Dans chacune de ces maisons, il devait y avoir tous les jours deux messes conventuelles. On devait tenir à Grandmont quarante prêtres, vingt-six convers, outre les frères, clercs, les novices et les malades. A Muret ou ailleurs, il devait y avoir un maître capable pour enseigner les humanités.

Il assembla un autre chapitre général à Grandmont pour le mardi et mercredi avant l'Ascension, 1315. Le jour de l'Ascension, neuf des douze définiteurs lui dénoncèrent qu'ils n'avaient pas osé aller librement à Grandmont, au chapitre, à cause du trop grand empire que lui et ses fauteurs exerçaient sur eux. Vers la fête de saint André, sept de ces définiteurs vinrent à Limoges pour informer sur ses vie et mœurs ; et, sur la déposition d'un accusateur, ils l'assignèrent à comparaître dans la salle épiscopale de Limoges pour répondre juridiquement devant eux sur les crimes dont il était noirci, savoir : de mener une vie scandaleuse, et de dissiper les biens de Grandmont et de tout l'Ordre. Il envoya à Limoges son procureur qui, en son nom, fit appel au Saint-Siège. Mais ils passèrent outre, et lui firent un commandement de se démettre du Prieuré. Sur son refus, ils le déclarèrent privé de toute administration, lui signifièrent leur sentence le mercredi avant Noël, et l'excommunièrent *ipso facto* s'il se portait pour prieur de Grandmont. Il appela de rechef au Saint-Siège, quoique vacant, et son appel leur fut intimé à Limoges le jour de Noël. Les correcteurs de Vincennes et de Bois-Rayer convoquèrent tous les frères capitulans et leur ordonnèrent de se trouver, le jeudi après la fête de saint Mathias, 1316, à Limoges, dans le convent des Frères-Mineurs, pour élire un nouveau Prieur. On attendit les absents jusqu'au lundi d'après qu'on élut Hélié Adémar, correcteur de Louye, et qui fut confirmé par deux visiteurs. Mais ce nouveau prieur ne put entrer à Grandmont, où Jourdain se maintenait par la force et d'où il envoya visiter les Celles. Hélié, qui résidait alors au Châtenet, envoya aussi ses visiteurs. Ils assemblèrent, chacun dans leur demeure, leur chapitre général les jours accoutumés, avant l'Ascension, 1316. Chacun priva des charges ses ennemis. Plusieurs neutes furent pris successivement par les deux prieurs, renfermés en prison, et fort maltraités. D'autres furent contraints de sortir de leur maison faute de nourriture, parce que les deux supérieurs consommaient tout le revenu à entretenir leurs fauteurs et commissaires. Le roi Louis X tenait le parti de Jourdain, et eut chassé

sans doute le faux prieur Hélié Adémar, mais la mort l'empêcha de terminer ce schisme scandaleux et fournit du temps aux deux prieurs pour chicaner, à Paris, devant Philippe, comte de Poitou, qui tenait la régence.

Le pape Jean XXII, nouvellement élevé au souverain Pontificat, se saisit de cette affaire. Il ordonna à l'abbé de Saint-Martin de Limoges de citer Jourdain et Hélié, leurs électeurs, leurs définites et confirmateurs pour comparaître personnellement devant lui, à Avignon, dans quarante jours ; voulant qu'en attendant l'abbé de Saint-Martin fît sortir les frères emprisonnés. La chose examinée, le Pape fît démettre les deux prieurs, le lundi avant Noël. Depuis, ils vécurent en paix, éloignés l'un de l'autre. Hélié se retira au Châtenet et Jourdain à Pinel, où il mourut le 10 avril 1330, ou selon d'autres, à Francour, diocèse de Cahors. Le Pape leva aussi l'interdit qui avait été porté contre le monastère de Grandmont jusqu'aux fêtes de Pâques, afin de pouvoir, dans cet espace de temps, traiter et régler les dettes contractées. Il voulut aussi absoudre des censures et irrégularités encourues à cause de la discorde, tous les frères qui étaient alors dans l'Ordre de Grandmont. A ce moment, le nombre était de 712.

Après cela, Jean XXII rétablit l'Ordre en une meilleure forme ; il le réforma 240 ans après son commencement, si on compte depuis la retraite de saint Etienne au désert de Muret. Lèvesque, dans ses Annales de Grandmont, nous dit qu'il en changea toute la face.

Comme les disputes et les dissensions duraient toujours, ce Pontife, par bulle donnée à Avignon, le 15 des calendes de décembre 1317, érigea en abbaye le prieuré de Grandmont, chef-lieu de l'Ordre. Ce fut une sage mesure, qui contribua beaucoup à assurer les nouveaux arrangements et la réforme. Il attribua à cette nouvelle abbaye tous les apanages de la prélature, et ordonna que les 152 Celles ou Correctoires qui composaient toutes les maisons de l'Ordre seraient réduites à 39 prieurés conventuels ; qu'il y aurait toujours à Grandmont 60 frères, outre les convers, au lieu que ci-devant il n'y avait que 40 prêtres. Le nombre de tous les frères qui, en 1295, était de 886, était alors réduit à 712. L'élection du Général était ci-devant faite par le chapitre général, par tous les correcteurs et les curieux de l'Ordre, le Pape ordonna que l'élection de l'Abbé appartiendrait désormais au couvent de Grandmont et sa confirmation aux visiteurs, qui seraient au nombre de quatre ; ils n'étaient ci-devant que trois. Il unit quelques maisons à la manse abbatiale. Il voulut que l'élection des prieurs fut faite par chaque communauté et confirmée par l'Abbé ; que dans chaque prieuré il n'y eût qu'un certain nombre de religieux qu'il fixa dans le détail, etc.

Vu la modicité des revenus de chaque maison, on ne pouvait pas y entretenir un assez grand nombre de religieux pour que la discipline régulière y fut observée exactement, si on l'avait surchargée la communauté aurait péri. C'est pour cela que le Pape fit le changement qui a subsisté jusqu'à la fin. Il réduisit donc à 39 prieurés conventuels le grand nombre de petits monastères de l'Ordre de Grandmont appelés Celles, en unissant ensemble les revenus de trois à quatre Celles pour former un prieuré conventuel.

Cette bulle du pape Jean XXII a été publiée par M. L. Guibert, dans le *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XXV, p. 308. Voici la liste des 39 prieurés qu'elle érige, avec le nombre de religieux assigné à chacun ; quant aux Celles, réunies à chacun de ces prieurés, on peut voir leur nom dans le texte de la bulle :

- 1° Epoisse, au diocèse de Châlon, puis de Dijon, 16 frères ;
- 2° La Faye-de-Nevers, au diocèse de Nevers, 18 frères ;
- 3° Saint-Maurice ou Vieux-Pou, au diocèse de Saintes, 16 frères ;
- 4° Dixmont ou l'Enfourchure, au diocèse de Sens, 16 frères ;
- 5° Châteauneuf-sur-Cher, au diocèse de Bourges, 18 frères ;
- 6° Villiers, au diocèse de Tours, 16 frères ;
- 7° Bois-Rayer, au diocèse de Tours, 18 frères ;
- 8° Le Pommier-Aigre ou Grandmont-lès-Chinon, au diocèse de Tours, 15 frères (*alias* 18) ;
- 9° La Haye-d'Angers, au diocèse d'Angers, 14 frères ;
- 10° Montguyon, au diocèse du Mans, 14 frères ;
- 11° Monnès, au diocèse d'Angers, 14 frères ;
- 12° Bercey, au diocèse du Mans, 14 frères ;
- 13° Chênégallon, au diocèse de Séez, 16 frères ;
- 14° Beaumont-le-Roger, au diocèse d'Evreux, 14 frères ;
- 15° Notre-Dame-du-Parc ou Grandmont-lès-Rouen, au diocèse de Lisieux, 14 frères ;
- 16° Boulogne, au diocèse de Chartres (plus tard de Blois), 16 frères ;
- 17° Louye, au diocèse de Chartres, 18 frères ;
- 18° Le Meynel, au diocèse de Paris (plus tard de Beauvais, puis de Versailles), 16 frères ;
- 19° Le Bois de Vincennes, au diocèse de Paris, 16 frères ;
- 20° Raroi, au diocèse de Meaux, 16 frères ;
- 21° Macheret, au diocèse de Troyes, 18 frères ;
- 22° Puy-Chevrier, au diocèse de Poitiers, 18 frères ;
- 23° La Vayolle, au diocèse de Poitiers, 18 frères ;
- 24° La Quarte, au diocèse de Poitiers, 18 frères (*alias* 17).
- 25° Le Bois d'Alonne, au diocèse de Poitiers, 16 frères ;

26° Bandouille, au diocèse de Maillezais (plus tard de La Rochelle), 16 frères (*alias* 18);

27° Sermaize, au diocèse de Saintes, 16 frères;

28° Jarry, au diocèse de Saintes, 16 frères;

29° Raveaux, au diocèse d'Angoulême, 20 frères;

30° La Faye-de-Jumilhac, diocèse de Périgueux, 22 frères;

31° Francour, au diocèse de Cahors, 22 frères;

32° Deffech, au diocèse d'Agen, 16 frères;

33° La Garrigue, au diocèse d'Agen, 22 frères (*alias* 16);

34° Pinel, au diocèse de Toulouse, 14 frères;

35° Mont-Herbedon, au diocèse de Montpellier, 17 frères;

36° Viaye, au diocèse du Puy, 18 frères;

37° Chavanon, au diocèse de Clermont, 18 frères;

38° Saint-Michel, au diocèse de Lodève, 14 frères;

39° Le Châtenet, au diocèse de Limoges, 18 frères.

Le monastère de Grandmont demeure chef-lieu de l'Ordre, il est érigé en abbaye; quinze maisons y sont unies, parmi lesquelles se trouvent les trois couvents d'Angleterre et celui de Saint-Martial-de-Tolède, en Navarre.

Postérieurement à cette bulle, il y eut quelques changements dans les possessions de l'Ordre de Grandmont, par exemple Vincennes a été donné aux Minimes pour le collège Mignon, à Paris; le prieuré de La Quarte, diocèse de Poitiers, a été uni au collège des Jésuites; celui de Raroi, diocèse de Meaux, aux Oratoriens, etc. La bulle ne parle pas du prieuré de la Drouille-Blanche qui avait une communauté de femmes; elle ne peut pas parler de Thiers et de Bussy qui n'ont été fondés, par les réformés du Père Charles Fremon, qu'au xvii^e siècle. Le Petit-Bandouille, diocèse de Poitiers, uni au Grand-Bandouille par cette bulle de 1317, fut uni, avec celui-ci, en 1338, à l'abbaye.

Jusqu'à ce moment, qui fut marqué par la transformation de l'Ordre de Grandmont, les religieux avaient reçu un grand nombre de donations des seigneurs du pays et même des contrées les plus éloignées. Ils gardaient soigneusement leurs noms et l'indication des charges que ces donations leur imposaient. L'abbé Legros a recueilli la liste qu'ils en avaient dressée et il nous l'a conservée en y ajoutant lui-même quelques autres indications. Dans son *Mémoire sur Grandmont*, elle porte ce titre : *Bienfaiteurs du Monastère et de l'Ordre de Grandmont*. C'est par elle que nous terminerons l'histoire des Prieurs de cet Ordre. Elle nous fera connaître, avec l'étendue et la nature de ces donations, les noms des seigneurs limousins, vivants à cette époque, que l'on chercherait inutilement ailleurs.

Bienfaiteurs du Monastère et de l'Orde de Grandmont.

Papes :

Adrien IV, le 25 mars 1156.

Alexandre III, 1174.

Lucius III, 1182.

Urbain III, 1186.

Clément III, qui exempta la maison de Grandmont et toutes les celles de l'Orde, dans leur chef et dans leur membre, et donna quelques autres privilèges en 1188.

Honoré III, qui changea le premier la règle en 1191.

Grégoire IX, qui changea, corrigea et mitigea la règle en 1234.

Innocent IV, en 1247.

Alexandre IV, Clément IV, Grégoire X, Nicolas III, Lucius III, Nicolas IV, Boniface VIII, Benoît XI, Clément V, Jean XXII, Clément VI, Innocent VI, Clément VII, Alexandre V, Nicolas V, ont donné plusieurs bulles en faveur de la maison et de l'Orde, qu'ils ont pris sous leur protection. Plusieurs des privilèges qu'ils ont concédés sont communs à d'autres religieux, comme de sonner la cloche pendant un interdit général, exemption de la juridiction des ordinaires, approbation et confirmation de la règle, permission de recevoir ce que les fidèles donneraient dans leurs testaments. Et Innocent VI fonda un anniversaire pour lui et pour son frère Pierre Aubert, le second abbé.

Evêques et ecclésiastiques :

Bernard de Savesne, évêque de Limoges, approuva en 1220, toutes les acquisitions que le vénérable prieur et couvent de Grandmont avaient faites dans sa juridiction sans son mandement ; et pour ce présent, le prieur et couvent accordent au seigneur évêque 40 sols de rente, assignés sur la Jonchère. L'évêque en rend 20 pour faire son anniversaire.

Durand, évêque de Limoges, par lettres données à Grandmont, le 30 août 1243, donne toutes les dîmes qu'ils avaient acquises jusqu'au temps de sa promotion, dans les paroisses de Saint-Sylvestre, d'Ambazac et de Saint-Martin-de-Suissac.

Le chapitre de Saint-Etienne investit le prieur et couvent de toutes les vignes, prés, etc., qu'ils possédaient à Balezis, paroisse d'Isle, en 1229.

David et Pierre Bruni, chanoines de Saint-Junien et damoiseaux, donnèrent en 1233, à la maison de Muret, le mas des Cars-le-Bas avec toutes ses appartenances.

Gérard de Beaulieu, correcteur de Vincennes, avec permission du vénérable prieur, fit faire en 1301, l'étang de Margnac, paroisse de Compreignac, et le donna pour faire son anniversaire.

Reynaud de Laporte, évêque de Limoges, aimait fort la maison et l'ordre de Grandmont. Il lui fit beaucoup de bien. Il reconnut un privilège de cet ordre par lettres données à Grandmont le 24 juin 1298.

Michel de Laval, prieur de Chavanac, et vicaire général de Gerald de Fumel, abbé de Grandmont, fit faire l'étang de Brugères, et le donna pour faire son anniversaire le lundi après l'Ascension 1156.

Aymeric Guerrut, archevêque et comte de Lyon.

Sebrand Chabot, évêque de Limoges.

Eustorge, évêque de Limoges.

Gérald, évêque de Limoges.

Michel, évêque de Combre.

Simon, archevêque de Bourges, primat d'Aquitaine.

Pierre, archevêque de Bourges, primat d'Aquitaine.

Gérald Berengier, évêque de Lodève.

Gautier, archevêque de Sens, primat de France.

Robert de Sarrau, évêque de Saint-Pons-de-Thommière.

Milo, abbé de Saint-Médard.

Dorco, abbé de Clairvaux.

Amblard, abbé de Saint-Martial de Limoges.

.....abbé de Saint-Augustin de Limoges.

Gérald de Scoraille, abbé de Tulle, entre 1151 et 1188.

Helias Martelli, capellanus de Sancto-Michael de Leonibus Lemovicensis.

Helias Aymericii, precantor Lemovicensis.

Raynaldus de Ageduno, canonicus Lemovicensis.

Johannes de Gensanis, canonicus Lemovicensis.

Petrus de Monte Valerio, canonicus Sancti-Juniani et archipresbiter de Nontronio.

Iterius Bertet, Sancti-Juniani, sumpsit habitum nostræ religionis.

Guillermus de Cluzello, canonicus Caturcensis, et Raymondus, frater ejus, clericus.

Gauterius, canonicus santæ Mariæ Montismaurelii.

Petrus Beli, capellanus de Juncheria dedit 2 sext. siliginis reddendos, et 5 solidos. Dedit 50 solidos, quos emit apud Brugeria, in magno domo, de quibus precepit ut annuatim in capitulo emanantur 60 solidos panis. Dedit etiam 3 sext. siligilis, et 8 solidos, dedit hoc ad unam lampadem perpetuo tenendam, ante sanctam Crucem, in capella sancti Stephani, confessoris, patris nostri. Entre 1231 et 1290.

Rois et princes :

Ordo Grandimontensis, cujus caput est monasterium Grandimontis, qui in orbe terrarum valde famosus extitit Sanctæ sedis apostolicæ est immediate subjectus. Situm est in regno Franciæ, videlicet in ducatu Aquitaniæ; et hoc in diocesi Lemovicensi. Et habet dictum monasterium quamplurima notabilia membra, veluti prioratus conventuales, et domos, seu grangias ab eodem aliqua mediate, alia immediate dependentia; et hoc tam in regno Franciæ quam in regno Angliæ, et Navarre, et quamplurimis aliis regnis et provinciis. Dictum monasterium, fuit constructum et edificatum expensis illustrissimis principibus Henrici I, et Henrici II, et etiam Henrici III, filius dicti Henrici II. Deinde dota-

tum fuit et fundatum, et etiam plurima membra, ab eodem monasterio dependentia, per quondam, felicis recordationis et memoriæ, Ricardum, filium dicti Henrici, regis secundi, dum viveret, regis regni Angliæ, ducem Aquitanie, et comitem Pictaviæ et Andegaviæ, ut sequitur versus :

Ultima si vasti penetraris limina mundi
 Grandismons Christi religione preit
 Hic antiqua senum probitas : hic semina morum
 Jactavit Stephani vita quieta pii ;
 Que numerosa patrum cunctis ex partibus orbis
 Turba ducem sequitur : Minime tacta Dei
 Grandia munificus largitur dona Britannus
 Pervigili turbe quam tegit usque nemus,
 Henricus, nulli regum pietate secundus :
 Plombea tecta locans, parit agrosque dedit.

(Extrait du manuscrit du frère Pardoux de la Garde).

Louis-le-Gros, roi de France.

Henri I, roi d'Angleterre, qui fit bâtir avec des dépenses excessives l'église de Notre-Dame à Grandmont.

Henri II, roi d'Angleterre, fonda plusieurs maisons de l'Ordre et fit plusieurs biens à Grandmont. Aliénor, reine d'Angleterre, épouse d'Henri II.

Richard Cœur-de-Lion, son fils, fit bâtir plus somptueusement le monastère, le fit couvrir de plomb, donna des franchises et des immunités en 1192 ; était à Grandmont le 31 mars.

Henri III, fils de Henri II, fonda en partie le monastère, et l'agrandit avec beaucoup de dépenses, fit détruire le cloître qui était du côté du septentrion (qu'on a toujours appelé l'Angleterre) pour en faire un plus grand du côté du midi, qui a existé jusque sous le dernier abbé ; et il donna par acte passé le 7 juin 1178, le lieu de Monnays avec le bois.

Jean, roi d'Angleterre, fils de Henri II, frère de Henri III et de Richard.

Hugues, roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine et de Normandie, comte de Poitiers.

Ildefonsus, rex Arragoniæ.

Theobaldus, rex Navarre, comes palatinus Champagnie et Brie.

Le comte de Troyes, palatin, par lettres datées de Marseille, en 1190, donna 10 livres percevables sur les revenus des portes de Provins, pour entretenir une lampe allumée tous les jours devant l'autel de saint Etienne.

Henricus, rex Navarre, comes palatinus Champagnie et Brie.

Johannes, dux Britannie et uxor ejus.

Hugo Bruni de Lezignaco, comes Marchiæ ac dominus de Fougères, par lettres données en présence de Adhémar, prieur de Grandmont, en 1208, dans l'église de Grandmont.

Hugo de Lezignaco, comes Marchiæ et Engolisme.

Audebertus, comes Marchie.

Henri, sénéchal du Limousin, au nom et en la personne de Louis, roi de France, et pour le sénéchal du Poitou, quitte et remet au prieur de Grandmont les querelles ou contestes qu'il avait ou pouvait avoir à cause des moulins de l'Ecluse faits à Saint-Junien sur la Vienne, en 1227.

Guy, vicomte de Limoges, prit l'ordre sous sa sauvegarde et confirma tout ce qu'il avait acquis dans sa juridiction, en 1220. Guy, vicomte de Limoges, son fils, confirma ce qui avait été acheté dans ses fiefs, le 23 juillet 1249.

Alphonse, comte de Poitou et vicomte de Limoges.

Othon, comte de Poitou, donna un millier de sèches, payable tous les ans, et assigné sur Pierre de la Costa, autrement dit de Sarlat, ha..... Rochelle 1180. Ce qui fut confirmé par Eléonore, reine d'Angleterre, par lettres données à Niort en 1199, et par Richard, roi d'Angleterre.

N..... Brun, le jeune, comte de la Marche, et..... lin de Sainte-Marie, écuyer, et Aimelius, son frère, donnèrent le mas de Mouranges, paroisse des Eglises, avec l'étang et le moulin, en 1190. Le même comte donna des lettres à ses sénéchaux et baillis pour prendre l'ordre sous sa protection, en 1225.

Guillermus, comes Nivernensis.

Robertus, comes Claromontis.

Guillermus, vicecomes de Ventador, frater hujus ordinis.

Ebolus, vicecomes de Ventador.

Domina Maria, vicecomitissa de Ventador, uxor Ebolus.

Poncus, vicecomes Pondemmaci.

Hugo, vicecomes de Castroduno.

Guillermus de Chavinhiat, miles, dominus de Castri-Rodulphi, vicecomes Brossiæ.

Seigneurs :

Amélius de Montcocu donna, en 1132, tout le bois qui était en la montagne de Grandmont et le rivage qui monte depuis le ruisseau de la fontaine Eupueschelle et les ortilles de Muret, par la Combe, qui vient sur le chemin de Limoges.

Gérard de Montcocu et Amélius, son frère, damoiseau et ses enfants donnèrent tous leurs droits sur Sainte-Marie-de-Vuraux et la Chieze. Son fils Amélius, damoiseau, donna tout le droit qu'il avait sur le mas de las Meyzous et de Bourzeis, en 1195.

Humbert Normandi et dame Agnès, sa femme, cédèrent tout leur droit sur le mas de Blanchet, paroisse de Rillac.

Amélius de Montcocu, écuyer, et autre Amélius et Audier, ses neveux *nepotes* (peut-être ses petits-fils), donnèrent une partie du mas Meynard et tout le mas de Crosses, en 1211. Le même Amélius, jeune, damoiseau, donna en pure aumône 20 sols, tous les ans, sur le mas de Coré et donne dans la suite tout le mas, avec ses appartenances et les hommes qui l'habitaient en 1225. Il donna tout le droit qu'il avait sur l'étang et le moulin de Jaunac, et toute la terre jusqu'au chemin qui con-

duit de la Jonchère au château de Limoges, et plusieurs autres dons, 1222. Tout le droit qu'il avait sur le mas de las Meyzous et de Pozi, 1237. Donna en pure aumône 15 sols de rente pour acheter des fèves qu'on donne aux pauvres le jeudi saint. Ces 15 sols assignés sur le mas de Montprezet et de la Mazorie, paroisse d'Ambazac, 1248. Il donna Gérard et Pierre Granot, frères, avec tous leurs héritages; donna en pure aumône la terre qu'il a entre la Croix-de-la-Barrière et la Croix-de-la-Chèze; tout son droit sur le mas et le moulin de Forgetas, et 10 sols sur le mas de las Meysous, 1227.

Aymeric de Montcocu, écuyer, donna 6 sols pour faire brûler une lampe dans le cimetière, 6 sols pour acheter des œufs et du fromage le jour de l'Ascension, et 3 sols pour acheter des œufs et du fromage le jour de la Pentecôte; 10 sols pour faire brûler un cierge devant l'autel de saint Etienne. Aymeric de Montcocu, son fils, permuta ces donations avec l'étang et le moulin de Jaunac entre 1216 et 1228. (A côté du nom d'Aymeric de Montcocu, l'abbé Legros a dessiné un écusson *d'or à la croix d'azur.*)

Guillaume et Aymeric Normandi, frères, damoiseaux, fils de Geofroi Normandi, cédèrent 10 sols de rente qu'ils avaient sur le mas de Margnac ou le ténement de Blanchet, 1223.

Jaubert Normandi et sa femme donnèrent tout leur droit sur le mas de la Chièze, 1231.

Aymeric Normandi, seigneur de Montcocol, donna aussi le mas de Tenelles, près Grandmont, paroisse de Saint-Sylvestre, et plusieurs autres biens, 1249. Il avait déjà donné la seigneurie et la juridiction de ce village, en 1248.

Audier ou Auderic Normandi de Montcocu, écuyer, et Amélie, sa femme, donnèrent le lieu de Bourdelles, des Vurauts et de la Plene, 1256. Ils avaient déjà fait une autre donation en 1194. Le même se croisa pour la Terre Sainte, et, étant sur le point de partir, il donna 12 sols sur le mas Radulphi, qu'on appelle Roux, autrement le Palais, paroisse de Saint-Sylvestre. Un anniversaire en 1228.

Hubert Normandi ou Normans, écuyer, et Amélius, damoiseau, son fils, donnèrent tout leur droit.... dîmes d'Ambazac, sur le mas de Pire, de Puigarsaute, de Cars, de Laurière, d'Assideu.... rau et Chabanelles, paroisse d'Ambazac et de Saint-Sylvestre, 1249.

Beatrix de Montcocu et ses enfants donnèrent en pure aumône le mas de Forest et Puiforest, paroisse d'Ambazac, 1253.

Audier ou Auger et Gérard de Montcocu, frères, donnèrent eux et leurs biens meubles et immeubles, sous pension viagère; et Hugues de Luzignan, comte de la Marche et d'Angoulême, approuva cette donation, 1258.

Jordain de Montcocu, porte étendard, donna à la maison de Murret, 4 setiers seigle assignés sur le mas de Laleo, paroisse d'Ambazac, 1258.

Amélius de Montcocu, porte étendard, seigneur de Rochechouart, donna 5 sols de rente sur le mas de Blanchet pour faire brûler une lampe devant la chapelle de saint Michel, entre 1260 et 1269.

Geoffroi Normandi de Montcocu, porte étendard, donna 20 setiers seigle et 50 sols en pure et perpétuelle aumône à Grandmont, où il fut enseveli en 1271, en présence de Guillaume de Razès, écuyer, et de Guillaume Normandi, damoiseau, ses exécuteurs testamentaires.

Guillaume Normandi de Montcocu, porte étendard, donna pour son anniversaire, en 1275, l'étang et le moulin du Breuil de Compreignac et 40 sols de rente sur le mas du Breuil, et voulut être enterré à Grandmont.

Geoffroi Normandi, écuyer, reconnut que son père Pierre Normandi avait légué le mas du Breuil, paroisse de Compreignac, ce qu'il approuva, et donna de plus l'étang et le moulin de ce mas, 1280.

Pierre Normandi de Montcocu, seigneur du Breuil, curé de Compreignac, donna le mas du Breuil en la dite paroisse et choisit à Grandmont sa sépulture, 1298.

Guillaume et Guy Gimel, fils de Guillaume Gimel, écuyer, leur père, reconnurent devoir 4 livres 10 sols sur quelques villages de la paroisse des Eglises, 1277.

Antoine Faulcon, seigneur de Saint-Pardoux, donna 8 livres sur les mas de Fredor et de Boucaudière, 1521.

Hélie de Razès donna les hommes et le mas ou village de Brugères ou Brugières, avec l'usage des hommes dans les bois de Rocher et Ricueros, de la Palais, de Sansours et de Forests; 100 sols de rente pour acheter le pain et le vin nécessaires à la tenue du chapitre général, à condition qu'on y priera Dieu pour lui, et que les frères le recevront comme un de leur ordre, tant à Grandmont que dans les autres maisons. Il céda tout le droit qu'il avait sur l'étang et le moulin des Tenelles, situés dans sa chatellenie de Razès; tout le droit qu'il avait sur les hommes de Vuraut, sur l'étang de la Croisille, etc., en présence de l'évêque de Limoges, du prieur de Grandmont et de Pierre Bertin, sénéchal du Poitou, 1192.

Thomas de Razès, religieux de l'ordre, et frère d'Hélie de Razès, écuyer, et Pierre de Razès, son frère, donnèrent tout leur droit sur le mas d'Eistrades. Cette donation fut approuvée par le dit Hélie en 1223.

Guy de Razès, écuyer, voulut que les hommes de Grandmont qui seront dans sa chatellenie, ne soient pas obligés de comparaître devant lui, en jugement, mais devant le prieur de Grandmont, entre 1216 et 1228. Il donna la justice de Grandmont, 1280.

Gaucelin de Razès donna tout son droit à Montaubusso, paroisse d'Ambazac, et au Puibertrand, et sur les hommes du Pui, 1224.

Dame Fere, fille de feu Hélie de Razès, et veuve de messire de Gaillabaud ou Guillebaud de la Tremouille, chevalier, se trouvant à l'extrémité, donna tout le droit à elle appartenant sur le mas de Sainhadresse, et la troisième partie de 100 sols, payables par les hommes de Brugères, et la troisième partie de la dime de ce village, et tout le droit qu'elle avait dessus, en présence de l'archevêque de Bourges; de Gui, évêque de Limoges; Adon, vénérable et religieux abbé de la Colombe, et de Pierre Belli, curé de de la Jonchère et aumônier de cette dame, 1231.

Almodie de Razès, fille d'Hélie de Razès, et veuve de Beraud ou Bernard de Copiat, écuyer, seigneur de Saint-Pardoux et de Saint-Sylvestre, donna 20 sols de rente sur le mas de la Coste, paroisse de Saint-Sylvestre, en 1230; un setier de seigle sur le tènement des Ardelliers, en 1279; tout le droit qu'elle avait sur la troisième partie du mas de Sainhadresse, et sur la troisième partie de 100 sols payables par les hommes de Brugères et la troisième partie de la dime qu'elle avait sur le village de Brugères et tout le droit qu'elle avait sur l'étang de la Croisille, 1232. Tout ce qu'elle et son mari avaient sur le bourg de Saint-Sylvestre, et 30 setiers de seigle qu'ils avaient sur la Ribière-Saint-Pardoux; ils firent don de 20 sols de rente sur le village de Chabannes en 1270. Hélie de Copiat, seigneur de Saint-Pardoux, chevalier, apparemment leur fils donna tout son droit sur le mas de Chabannes et sur les terres près l'étang de la Croisille, 1274.

Robert de Razès donna tout son droit dans les passages et redondation de l'étang neuf qu'on appelle la Tricherie, paroisse de Touron, en 1240. Autre Robert de Razès, écuyer, donna le mas de Mascharoing, paroisse de Compreignac, 1308.

Guillaume de Razès, écuyer, donna pour son anniversaire le mas d'Angelar, paroisse d'Angelar ou Anguard, en 1272, (aujourd'hui paroisse de Compreignac). Le même et Robert, son fils, damoiseau, confirmèrent la donation du mas du Breuil, faite par Guillaume Normandi. De plus, le même Guillaume de Razès donna la quatrième partie du mas de Margnac, paroisse de Compreignac, le mas de la Crousille; il confirma, en 1270, tout ce que la maison avait acquis dans sa chatellenie de Razès, et tout ce que ses prédécesseurs lui avaient donné. Lui et sa femme Dulcie y choisirent leur sépulture en 1279, et donnèrent pour leur anniversaire 20 sols et cinq setiers seigle. Le dit Guillaume et Aimeric de Razès, écuyer, son frère, confirmèrent tout ce que les frères avaient acquis de Jordain Bolfin, écuyer, seigneur de Bussière-Bolfin, à Saint-Sylvestre et à Compreignac, en 1245, et le dit Guillaume et Robert, son fils, écuyer, donnèrent 10 livres de rente, tant en blé qu'en argent, assignées sur plusieurs endroits des paroisses de Compreignac, Saint-Pardoux et Razès, 1283.

Jean de Gensenis, chanoine de Limoges, acquit de Robert de Razès, écuyer, 15 setiers de seigle sur plusieurs endroits de la chatellenie de Razès. Il acquit aussi de Bayco de Las Vourias, les dimes de Villebert et de la Gauzailla, deu Moulins, deu Porchiers, de Lavau-Paillart et de Santro, paroisse de Compreignac et de Razès, ce qui fut confirmé par Robert de Razès, 1301.

Guy de Razès, seigneur de Monismes, donna pour son anniversaire 10 setiers de seigle, mesure de Laurière, sur sa part des dimes de Saint-Sulpice, 1358.

Les vicomtes de Ventadour.

Les seigneurs de Maumont.

Aimeric, vicomte de Rochechouart, et seigneur de Peyrusse, rendit hommage au prieur de Grandmont, avec une obole d'or pour sa chatellenie des Billanges, de Chatelus-Marcheis, et de Vivareil, et il confirma

et autorisa tout ce que les frères avaient acquis dans la paroisse des Billanges et de la chatellenie de Peirusse, 1237.

Guillaume, vicomte de Rochechouart, seigneur de Mortemar et de Saint-Victurnien, donna pour son anniversaire 20 sols et quatre setiers seigle, assignés sur le Mas de Teulet, que les frères de Rosset possèdent. Il donne encore pour un autre anniversaire, qui devait être célébré à la fête de la Saint-Michel, 10 livres assignées sur son péage de la Barre, paroisse de Veirat et de Saint-Victurnien, 1271. Sa femme Marguerite et lui élurent leur sépulture à Grandmont, où ils voulurent être ensevelis, devant l'autel de Saint-Martial, 1272.

Aimeric de Rochechouart, fils de noble Aimeric, vicomte, assigna 10 livres sur la bourse royale de Poitiers, par lettres données en 1282, le samedi après la sainte Madeleine, ce qui fut confirmé par lettres patentes du roi Philippe-de-Valois, données à Lauzerte, en mai 1283. Il donna les rentes et les dîmes que son père percevait sur les vignes de La Chapelle, près Saint-Victurnien, 1233. Le même Aimeric, seigneur de Châlus, confirma tout ce qu'ils avaient acquis dans la paroisse des Billanges, sur le château de Vivareil et de Châtelus qu'il tenait du seigneur vicomte Gérard de Peyrusse, 1260.

Adémar de Rochechouart, écuyer, seigneur de Mortemar et de Saint-Victurnien, et son fils, Adémar le jeune, donnèrent les dîmes des vignes de Saint-Victurnien, que la maison de Muret avait, 1243.

Jean de Rochechouart voulut, en 1338, que les hommes de Grandmont qui seront dans sa vicomté ne seront pas tenus de se présenter devant ses juges, mais seulement devant l'abbé de Grandmont, etc.

Mathieu de la Soumaigne, écuyer, et sa femme avec plusieurs autres comportionnaires, donnèrent le mas de Faud et les terres de Rouerfolque, 1194.

Robert de la Soumaigne, porte-étendard, se donna et ses biens du consentement de ses frères, 1222.

Aymeric de la Soumaigne prit l'habit en 1223.

Raymond de la Soumaigne donna pour son anniversaire cinq setiers seigle et 25 sols de rente sur le mas de la Roche, paroisse de Razès. Il avait fait un don en 1217.

Aymeric de la Soumaigne, chevalier, avec son frère Bozo, ou ses frères, et dame Blanche Flore, ou Flour, sa femme, donnèrent la terre et le lieu des Ardeliers, 1231, et la Borderie et Ecorneboucq, 1233. Ils avaient déjà fait d'autres dons en 1215, où plutôt confirmé ceux de Mathieu ci-dessus, et d'autres en 1222.

Amelin de Rancon donne tout son droit sur l'étang et le lieu où est l'étang de Muret, entre 1124 et 1139.

Guy de Rancon, noble écuyer, donne tout son droit sur Valgelade, paroisse de Bessines, 15 sols de rente sur les hommes de la Roche, près Bessines, 1222.

Barthélemy de Rancon, donne une partie du mas de Las Seinhas, 1233 ; lui et sa femme donnèrent toute la dime qu'ils avaient sur le mas de Peret, Puiroudier et Mazure ; ils donnèrent encore 2 sols 6 deniers

qu'ils avaient sur le mas de Muret, en 1251, et donnèrent encore le mas Bourzeis, 1261.

Abbo Ratier, écuyer, ou chevalier, seigneur de Montrocher et de Nieul, donna en 1241, du consentement de dame Marguerite, fille de sa femme et épouse d'Aimeri, seigneur d'Aixe, la terre qui appartient au mas de Vincou, tout ce qu'occupe l'étang de la Tricherie, la 3^e partie du mas de Sainhadresse, et le bois de Forêts, 10 sols, une geline et deux quartes d'avoine sur le mas des Tenelles, tout le droit qu'il a sur le fief de Saint-Sylvestre, tout le domaine et justice qu'il a sur la terre de Sainhas, près Saint-Sylvestre; en 1235 et 1241, et même 1281 selon Pardoux de Lagarde.

Brachet, seigneur de Montrocher et son frère donnèrent 20 sols sur la terre de Saint-Sornin-Magnazeis entre 1379 et 1381, sous le V^e abbé.

Abbo Laveaux, écuyer, et dame Dea sa femme, donnèrent deux setiers seigle et un de froment sur la Valette; paroisse de Bessines; et sur Seignac, 1224.

Audebert Laveaux, le jeune, neveu de Thomas Laveaux, chanoine du Dorat, donnèrent tout le droit qu'ils avaient sur les dîmes de Bessines, du consentement de l'évêque de Limoges et du curé de Bessines, 1224.

Geoffroi Laveaux, écuyer, et Thomas Laveaux chanoine du Dorat, et Pierre Laveaux, écuyer, leur neveu, donnèrent la 3^e partie de toutes les dîmes qu'ils avaient à Bessines et à Vollundac, du consentement de Pierre d'Ars, curé de Bessines 1224.

Etienne Laveaux, écuyer, donna tout le Mas Barbut, paroisse de Bessines, et plusieurs autres cens., 1237.

Audebert Laveaux vendit la pêche de l'étang de Château-Moulin, paroisse de Touron, 1252.

Hugo Laveaux, miles.

Abonis de Vénolio, écuyer, donna la terre et les honnes de la Juzié, près Neypou, 1231.

Almodis de Naillac, fille d'Ades Casa, écuyer, du consentement d'Etienne Cotet, son mari, donne tout son droit sur le mas de Plaignac et de Boudeou, paroisse de de Rilhac, 1230.

Aymeric de Magnac, seigneur de Montmorillon, fonda la maison de Montmorillon, près la Gartempe, ce qui fut confirmé par Alphonse comte de Poitou, par lettres données à Morterol en l'an 1248.

Et le seigneur Gaufridus de Magnac confirma les donations faites au prieur de Grandmont 1241.

Jeanne de Magnac, dame de Veyrières, donna pour son anniversaire 8 setiers seigle à Grandmont, 1329.

Itier de Magnac, le jeune, seigneur de Dompierre, confirma la donation de son père faite, à Montmorillon, 1233 ; et à sa prière, Hugues le Brun, comte de la Marche, qui l'aimait beaucoup, confirma aux frères de Bronzeau tout ce qu'ils avaient acquis et acquerraient dans son fief, en 1258.

Le même, seigneur de Cluis, donna à Bronzeau, à cause du testament de son père, 2 sols percevables chaque semaine en pain sur le four banal

de Magnac, et la dime du blé et du vin du lieu des Monts, et plusieurs autres revenus, laquelle donation Itier le jeune confirma. Ledit Itier donna 6 setiers seigle sur le moulins de Breu, laquelle donation fut confirmée par Odyn de Magnac, écuyer, fils d'Itier le jeune, 1249.

Colin, autrement Nicolas de Magnac, fils le plus jeune d'Itier de Magnac, confirma les donations faites par son père, 1249.

Guillaume Breuil, écuyer, donna pour son anniversaire 10 setiers seigle sur Jabrilis, et 20 sur le mas de Coret, 1283.

Hélie du Dougnon, seigneur du Breuil, damoiseau, donna pour son anniversaire, en 1361, 10 setiers seigle, mesure de Laurière, assigné sur les dimes de la paroisse de Saint-Sulpice-Laurière.

Itier du Breuil, seigneur de la Coste, écuyer, confirma aux frères de Rosset toutes les acquisitions par eux faites au bourg de Voulris, dans son fief, 1323.

Faidit de Voulris, écuyer, donna à Rousset la borderie de Teulet, située près de l'étang de Rousset et donna à ceux qui habiteraient cette borderie l'usage dans son bois pour chauffer et pour bâtir, 1224.

Aimeric de Bujaleuf donna le village de Trasloupras, paroisse de Bujaleuf, et son fils Audoin confirma ce don, 1238.

Aimeric de Fontelio donna 4 setiers de seigle, 3 d'avoine, 3 sols et 3 deniers qu'il avait de rente sur le mas de Ribagnac, entre 1245 et 1248, sous le 13^e prieur.

Aimeric de Gahans, autrement Gains, donna plusieurs revenus en différents lieux, entre 1245 et 1248, sous le 13^e prieur. (Un écusson dessiné à côté de ce texte est *d'or à deux bandes de gueules, au canton d'azur*.)

Aymeric de Vieux, écuyer, donna tout son droit sur le Mas-Meynard, paroisse d'Ambazac, du consentement de dame Pétronille, sa mère, 1227.

Guillaume de Vieux, écuyer, donna 30 sols de rente qu'il avait sur la moitié du mas de Margnac, 1226.

Gaucelin de Saint-Sylvestre, porte-étendard ou chevalier, et Guillaume, son frère, donnèrent 12 setiers seigle sur les dimes de Saint-Sylvestre, et tout leur droit sur la troisième partie des dimes de cette paroisse, 1234. Et outre cela ledit Gaucelin donna un setier de seigle sur la dime de Saint-Sylvestre.

Raymond de Saint-Sylvestre, damoiseau, Helias, son frère, et Peyronnelle leur sœur, et Jaucellin frères et leurs sœurs, donnèrent à Grandmont en perpétuelle et franche aumône le mas de Fontaneiche, et toute la dime dudit village. Le même Raymond, et Guillaume, et Jaucellin, de Saint-Sylvestre, frères, et damoiselle Cécile, leur sœur, donnèrent tout leur droit sur le bourg et paroisse de Saint-Sylvestre 1225. Ils firent une autre donation en 1237.

Raymond, Hélie et Humbert de Saint-Sylvestre donnèrent quatre setiers seigle sur leur dime de Saint-Sylvestre, en 1235.

Audoin Choveyron, ou Chouveyron, chancelier du comte de la Marche, seigneur du Dougnon, écuyer et docteur ez lois, et noble G. Choveyron,

son frère, écuyer et leurs femmes, firent plusieurs donations, et sont ensevelis à Grandmont, 1229. (Un écusson dessiné à côté de ce texte est de gueules à la bande d'or, 3 étoiles posées 2 en chef, dont une sur la bande et une en pointe.

Dominus Odoinus Chauveron, dominus de Domnio miles et cancellarius comitis Marquiae et nobilis Joannes Chauveron miles et cancellarius comitis, uxores eorum, plurima dona nobis contulerunt et sepulti sunt in Grandimontensi monasterio.

Foucaud de Saint-Germain, écuyer, baillif de la terre de feu Albon du Pui, donna 100 sols de rente sur Ausiac et sur Las Raddas de Chavagnac, 1237. (Un écusson à trois fleurs de lis.)

Falco de Brugerio, Foucaud de Brugères, ou Bugere, écuyer, donna le mas de la Betoule, paroisse des Eglises, 1314.

Gaucelin de Meyra, écuyer, seigneur de Pierrebuffière, donna tout son droit sur le mas de la Jaumart, paroisse de Noblat, 1231.

Geofroy Travers, écuyer, et Gerard, son fils, damoiseau, donnèrent tous leurs biens, meubles et immeubles, du consentement de dame Marie, femme du seigneur Geoffroy, 1237. Le dit Geoffroy donna en 1241, le mas de Blanchet, paroisse de Rilhac.

Guillaume, comte de Nevers et sa femme donnèrent 10 sols, sur le château de la Marche, pour faire brûler nuit et jour une chandelle de cire devant le grand autel, 1231. Ils fondèrent la celle de la Faye, à Nevers, et s'y firent enterrer.

Aimeric d'Aixe et dame Marguerite de Montrocher, sa femme, donnèrent la terre qui appartient au mas du Vincou, laquelle terre est occupée par l'étang de la Tricherie, et tout le droit qu'ils avaient sur l'étang de la Croisille, 1240.

Guy Legrand de Noblat et sa femme Cosme donnèrent pour les frères des Ecluses tout le droit qu'ils avaient sur les dîmes de la paroisse et village d'Ambazac, 1196.

Jaubert, écuyer, seigneur de la Gallemache, donna à l'Écluse 5 sols de rente et 4 setiers seigle, assignés sur le mas Jaubert, paroisse de Charnac, 1231.

Guillabaud de la Trémouille, écuyer, donna le droit sur les bois de las Bégas. Le même, seigneur de Chateaufiel, donna une partie de la terre de la Faye, et son bois de Chateaufiel, et tout le droit qu'il avait sur les mas de Sainhadresse et de Brugères, et plusieurs autres rentes, 1231.

G. Gocerii, écuyer, et Odon, son fils, donnèrent toute la terre de la Contamine, paroisse des Eglises, 1221.

Geofroy Pleyser, écuyer, et Guy Pleyser, damoiseau, donnèrent tous les cens, hommages, etc. sur leur terre et sur la terre que Pierre Cugerius possédait, 1230.

Gerard de Sainte-Marie, écuyer, autrement noble Bernard de Château-neuf, de Saint Germain, de Linars et de Berinchet, donna aux frères de Bonneval-de-Serre, le mas de Chaumont, avec la justice, et confirmation des mas du Puy-Trenchart et de Goulmeis, 1341.

Gérard de Peyrusse, écuyer, et Jaubert, son fils, damoiseau, don-

nèrent tout le Mas de Montignac, paroisse de Rillac, et la borderie du Puy, 1229.

Le même, et Gérard, clerc, Aubert et Aimeri, damoiseaux, ses enfants donnèrent plusieurs revenus assignés sur le lieu des Billanges, 1237.

Gérard de Peyrusse, écuyer, fit hommage avec une obole d'or pour tout ce qu'il possédait dans la chatellenie des Billanges, de Chatelus, de Vivareil et de Villars, 1330.

Raymond de Chagnac, écuyer, donna le mas de Noyé et tout son droit sur les mas de Mareillac, *lo Cheiro*, sur le village de Mourange et *dou Meisoniou*, avec plusieurs rentes, 1224, et Pierre-Raymond de Chagnac reconnut cette donation en 1267.

Bernard de Chagnac donna au correcteur de Trezens la terre du Cheirou, 1234.

Pierre-Raymond de Chagnac, damoiseau, reconnut que son père, Raymond de Chagnac, avait donné à Grandmont les mas du Noyé, de Mourange, du Cheirou et de Meyromon, 1267.

Hugues de Jaunac, seigneur de Chalucet, fit une donation en 1211. Ses fils Aymeric, Bernard et Pierre de Jaunac, la confirmèrent après sa mort par acte de 1213.

Bernard, fils du seigneur Hugues de Jarnac (peut-être Jaunac), écuyer, donna la borderie de Montignac, 1223.

Bernard, vicomte de Brosse, donna à Bronzeau 12 setiers avoine, payables sur le château; et cette donation fut confirmée par Gérard, seigneur de Chauvigni et de Châteauroux, vicomte de Brosse, neveu du précédent, 1248.

Boso de Moneta, damoiseau de Chabanais, fils de feu Audebert de Moneta, écuyer, donna à la maison d'Etricor 6 sols de rente, 1257.

Raymond Loboëz, écuyer, donna à Etricor plusieurs cens de rentes, 1257.

Boso de Visio et Gaucelin de Deane, son frère, donnèrent à Bois-Verd toute leur terre et tout ce qu'ils avaient au-delà de la rivière de Vienne, en tirant vers Grandmont, 1202.

Pierre de Jaunac, écuyer, et Guy, son fils, damoiseau, donnèrent à Bois-Verd leurs mas de Puibebi et de Beauhardet, paroisse de Champmenesteri, 1230.

Guillaume, seigneur de Châteauroux et de Augmont, écuyer, donna un muid de vin, mesure de Châteauroux, percevable à la fête de Saint-Michel, sur le village de Ardenthas, 1269.

Guillaume de Coheri, noble, écuyer, donna en pure et perpétuelle aumône le mas d'Ouziac, avec le bois de Bournelles, 1226.

Guillaume Luzot, écuyer, et dame Ælis, sa femme, donnèrent le mas de Montaigut-Rabau, de Ernaudi et du Coudert, paroisse de Saint-Par-doux, 1227.

Guillaume Vigier d'Entrecollas, damoiseau, donna tous ses biens meubles et immeubles, paternels et maternels, présents et à venir, 1299.

Jourdain Vigier, écuyer, et dame Yba, sa femme, donnèrent tout le mas de Plequeis, paroisse de Rilhac, en 1230, et dame Almodis de Noalhac, fille d'Ades Chatard, écuyer, du consentement d'Etienne Cotet, son mari, donna tout le droit qu'elle avait sur les mas de Plequeis et de Boudeou, paroisse de Rilhac, 1230.

Dame Abba de la Couze donna tout son droit sur Rochevelp, paroisse de Bersac, 1233.

P. Marchès, du château de Noblat, écuyer, donna à Bois-Verd tout le droit que lui et ses neveux avaient sur le mas de d'Oillac, paroisse de Bujaleuf, en 1233.

Pierre de la Celle Bonfons ou Bousons, écuyer ou chevalier, seigneur de Thouron, donna plusieurs cens et rentes et tout son droit sur le mas de Clouselle, paroisse de Saint-Gence, sur les mas de Clop, de Boutinot, du Verger et de Tiffard, 1223 ou 1225.

Jaubert de la Celle, écuyer, seigneur de Thouron, successeur du seigneur Pierre de Celle, donna tout son droit sur l'étang de Thouron, autrement de la Tricherie, et fit plusieurs autres biens, 1260. (A côté de ce texte est un écusson *d'or semé de fleurs de lis et de tours d'azur*).

Jordain Bolfin, seigneur de Bussière-Bolfin, écuyer ou chevalier, donna la troisième partie de toute la dime de Saint-Sylvestre, et la moitié de la dime d'Exidoil, et la quatrième à Nespols, paroisse de Compreignac, 24 setiers seigle, mesure de Razès, et tout son droit sur le fief et bourg de Saint-Sylvestre, avec promesse de garantir le tout contre le seigneur de Razès et autres, en présence de Abon Ratier, écuyer, seigneur de Montrocher, et de G. Foucaut ou Faulcon, 1232.

Milo, seigneur de Nogent et de Braybaux, et G., sa mère, et Milo, son fils, donnèrent 10 livres pour avoir part aux prières de l'Ordre; ledit Milo donna 50 sols de rente qui furent destinés pour entretenir des cierges, tous les samedis, pendant la nuit, dans les chapelles de saint Pierre et de saint Etienne, entre 1198 et 1216. — Guillaume et Jean, seigneurs de Braybaux.

Reynaud Daniel, bourgeois de Saint-Léonard de Noblat, donna 20 sols pour son anniversaire, 1336.

Pierre Fargrat donna le mas de Brolis, paroisse de Bersac, 1243.

Pierre de Quadris ou Cadrin (des Cars), chevalier, et Barthélémi ou Guillaume de Rancon, écuyer, donnèrent une partie du mas de las Sainhas, paroisse de Saint-Sylvestre, en 1233, et le mas de las Conchas en 1234. Ils avaient déjà fait une autre donation en 1228.

Pierre Servientis, seigneur du Pui, écuyer, donna toute la dime et le droit qu'il avait sur le mas de Villabert, paroisse de Compreignac, et sur les mas de La Villepaillart, du Puy-jourt, de La Colsedière et du Champ cominau, paroisse de Saint-Pardoux, et sur le mas de Santro, paroisse de Razès, 1311.

Raymond Morell, damoiseau, donna tout son droit sur La Ribière et l'étang de La Tricherie, 1240.

Raymond de Plantadis, écuyer, donna le mas de La Chèze de Rillac, près Limoges, 12 sols de rente qu'il avait dans la paroisse d'Ambazac et

plusieurs autres biens, 1238. (A côté de ce texte est un écusson de *gueules à l'arbre d'or*).

Robert de Laurière, écuyer, donna le mas d'Anha, paroisse de Jabcrcilles, 1237.

Robert Brugas, écuyer, seigneur de Laurière, de *Aureria*, époux de dame Suzanne, voulant suivre les traces de son père, donna la terre de Bois-Bridier, les mas de La Reitolière, de Puymaro et de Puycourtli, 1243.

Robert Flés, de Puimoulinier, donna plusieurs cens et deniers en blé sur le mas de La Magnynia, paroisse d'Ambazac, 1323.

Hélie, de la famille des vicomtes de Brigueil, donna 5 setiers de blé, tant froment que seigle, qu'il avait sur le moulin d'Augios, situé sur la rivière près Saint-Junien; 1 setier froment. Il prit ensuite l'habit de l'Ordre, 1237.

Hélie Théobaudi, écuyer, avec consentement de dame Eustache, sa mère, et de son fils Hélie et de sa fille Luce, donnèrent la terre Salée de Leyster, de *Soloira*, le droit de pêche, pour prendre les sèches, et plusieurs autres rentes, 1228.

Pierre de Ventillac se donna et tous ses biens, pour le salut de son âme, en 1282.

Hélie de Veirac, écuyer, donna 2 setiers et 1 quart seigle, assignés sur le lieu de Chatreïs, paroisse de Châteauponsac, 1233.

Hugues Beraudi, damoiseau, et Raymond Beraudi le jeune et Geofroy, son frère, clerc, et dame Guye, leur mère, donnèrent plusieurs rentes dans la paroisse de Bersac, 1256.

Hymbert de Chabanes, écuyer, donna 2 setiers avoine et 3 sols, assignés à Fresanas ou Fursanas, paroisse de Bersac, 1239.

Brandis, Brandisius, prince d'Angleterre, sénéchal d'Aquitaine, fit de grands biens et prit l'ordre sous sa garde en 1186.

Gérard Brandis, prince et sénéchal du roi d'Angleterre, son fils, confirma la donation de 1198.

Amélius de la Roche donna sa dime sur la terre de Villars, paroisse de Fromental, 1175.

Arnaud de Bonneval fit des donations à Dessenso, maison de l'ordre de Grandmont, 1220.

G. de Tranchaleo, écuyer, donna un muy de froment qu'il assigna sur sa terre, sous le 13^e prieur, entre 1245 et 1248.

Hélie de Copiat, écuyer, seigneur de Saint-Pardoux, donna tout son droit sur le mas de Chabannes et sur les terres occupées par l'étang de la Croisille en 1274. Il fit d'autres donations en 1276 et en 1279.

Gaucelin de Copiat, écuyer ou chevalier, seigneur de Saint-Pardoux et de Saint-Sylvestre, permuta ce qu'il possédait dans la paroisse de Saint-Sylvestre avec ce que le prieur de Grandmont possédait dans celle de Saint-Pardoux, 1282. Il céda aussi sa justice à Grandmont en 1305.

Fratus de Linhe, *alias* de Ligne, miles strenuus; Flamen de nation et de grande maison. Il est enterré fort honorablement au prieuré de Bois-de-Vincennes, au milieu du chœur.

Gaufridus Martelli, miles, dominus de Arnerto. Robertus de Sablio, miles, dominus Mastaci et Mornaci, ac de Royan et Arnerto. Guilermus de la Garde, miles de Arnerto, fondateurs de la maison de la Garde.

Robertus de Tauresio, *alias* de Lauresio, miles anglus.

Hugo de Sechonia ou Sichonia, miles.

Hugo de Bersolis, miles.

Domina Bruna de Tierno, barona.

Petrus Buchardi, miles.

Josselinus de Petrabuffaria, miles.

Guillermus Morceau, miles.

Stephanus de Trenchaleo, miles.

Petrus de Castronovo, dominus de Sancto Germano, de Lynars et de Beauvahir, baronus et miles. Voir ci-devant : Gérard de Sainte-Marie.

Abo de Podio, miles.

Beraudus de Copiat, miles, dominus de Sancto-Sylvestro, et Sancto-Pardulfo, et Almodie, uxor sua, filia Helie de Razès, militis.

Beraudus et Abo de la Couze, milites.

Audierius de Montolion, miles.

Guillabaudus de Trimolia, miles, et domina Fera de Razès, uxor sua, soror Almodie.

Domina Agatha de Pouleyo, ou Pruleyo, domina de Lusenciaco.

Philippus de Prulley, miles.

Guillermus de Ranconio, miles, dominus de Taillebourg.

Jordanus de Montcocul, miles, dominus de Convalle-Jourdain.

Guillermus Foulcaud, miles.

Petrus de Quadris, miles, dominus de Compreignaco.

Aymericus de la Sormaigna, miles, et domina Blanchaflour, uxor sua; Gaufridus de la Sormaigne, sacerdos et plures alii de la Sormaigne.

Jaucelinus Vigerii, scutifer, dominus d'Entrecolles.

Helias Fulcherii, miles.

Pierre Amblard, damoiseau, donna tout son droit sur le clos des hommes de Parpayat, situé devant la porte de Balazis, dans la paroisse d'Isle, en 1247.

Jordain Titou ou Tirou, damoiseau, donna à Muret 4 setiers seigle, mesure de Saint-Victurnien en 1270.

Ilugues Daniel donna 2 setiers de seigle de rente sur la terre de Couze pour acheter l'huile de la lampe de la chapelle de l'infirmierie en 1243.

(A suivre.)

A. LECLER.

LA “ BARDEYCHE ”

DU CLOCHER DE SAINT-LÉONARD

ET LES MARCHÉS D'OUVRAGE DE 1467-1473

Dans la boule qui surmontait la flèche du clocher de Saint-Léonard (1) on a trouvé, lors des réparations faites en 1880, avec quelques autres reliques, un *Agnus Dei* en argent émaillé renfermant des parcelles de la vraie croix. Ce reliquaire, dont M. le chanoine Lecler a donné la description, accompagnée d'un dessin de M. Louis Bourdery, dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin* (2), paraît dater du XIV^e siècle (3). Le clocher avait été frappé par la foudre, le 15 octobre 1270, et si gravement endommagé qu'il fallut le reconstruire en partie (4). Lorsque les réparations furent achevées, il est probable que le collège des chanoines fit placer dans la boule, au sommet de la flèche, l'*Agnus Dei*, pour préserver leur église du feu du ciel et des attaques des ennemis (5). La protection ne fut

(1) D'après M. le chanoine Arbellot, cette boule, qui avait 0,20 centimètres environ de diamètre, était surmontée d'un coq en laiton de 0,65 centimètres sur 0,45. (*Semaine religieuse de Limoges*, t. XIX, p. 35). Cf. *Bull. de la Soc. arch. et hist. du Limousin*, t. XXXVI, p. 257.

(2) T. XXXVI, p. 257 et s.

(3) Après les réparations faites au clocher en 1880, cet *Agnus Dei* n'a pas été remis en place. Dans la description qu'il donne de son revers, M. le chanoine Lecler dit : « autour, sur un fond d'émail bleu, on lit, en belle gothique ronde du XIV^e siècle : + DE LIGNO S. CRUCIS ». (*Bull. soc. arch. et hist. du Limousin*, t. XXXVI, p. 260).

(4) *Petite Chronique du Chapitre de Saint-Léonard*, publiée par M. le chanoine Lecler dans les *Archives historiques de la Marche et du Limousin*, t. II, 1890, p. 454, note 2. — Cf. Bonaventure de Saint-Amable, *Hist. de Saint Martial*, t. III, p. 577.

(5) Sur le pouvoir de protection attaché aux *Agnus Dei*, voir Mgr. Barbier de Montault, *Un Agnus Dei de Grégoire XI*, dans le *Bull. de la Soc. des Lettres, Sciences et Arts de Tulle*, t. IX, p. 96.

pas toujours efficace. Atteint plusieurs fois encore (1), le clocher allait subir, dans le siècle même où il avait été mis sous la pieuse égide, les plus sérieuses avaries.

Une vieille chronique (2) nous apprend qu'en 1467 la foudre tomba sur le clocher de Saint-Léonard, le fendit du côté de l'Ouest et brisa une des petites cloches. L'évêque de Limoges,

(1) La *Petite Chronique du chapitre de Saint-Léonard* relate, en ces termes, le dégât causé par un coup de foudre en 1463 :

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod die festi corporis Christi, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tercio, fulgur seu tempestas cecidit supra pignaculum monasterii beati Leonardi et fregit unum simbolorum vocatorum dobbliers. Quod symbolum fuit denuo helemosinis bonarum gentium factum, die vicesima mensis augusti anno Domini millesimo quatercenteno sexagesimo sexto et vocatur Marcialis.

Il ne nous paraît pas hors de propos de préciser ici la signification du mot *dobblers*. Nous ne pouvons y voir le nom du donateur, du parrain ou du patron de la cloche. Ce mot, en effet, a la forme du pluriel; il désigne plusieurs cloches (*vocatorum doblers*) et non pas seulement celle qui a été brisée et qui sera refondue sous le nom de *Martial*. La cloche, qui fut nommée *Martial*, était donc une des *dobblers*. Dans les rubriques ecclésiastiques on appelle *double* un jour où l'office est plus solennel. Pour certaines fêtes il est d'usage de sonner plusieurs cloches à la fois. Il existe, dans beaucoup d'églises, une couple de cloches dont le son s'harmonise et que l'on met en branle en même temps. Ce sont, pour ainsi dire, des cloches jumelles. De même que les fenêtres accouplées, qui éclairent les chevets plats des églises, se nomment *triplets* si elles sont au nombre de trois, les deux cloches, que l'on avait l'habitude de sonner en même temps pour les *doubles* et les cérémonies solennelles, portaient le nom de *doublets*. On lit dans Du Cange (v° *Doble*) : *In funere prælati et præbendariorum... fit solemnus crepitus campanarum vulgo Doble*. Nous croyons donc que les cloches jumelles, qui étaient destinées à sonner les *doblés*, s'appelaient elles-mêmes *doblés*, d'où est venu, par corruption, le mot *dobblier*.

(2) Voici le texte de cette chronique que nous empruntons à la publication de M. le chanoine Lecler :

Et anno immediate precedenti (1467) ceciderat fulgur seu tempestas supra pignaculum ecclesie beati Leonardi et fregit dictum pignaculum a parte occidentali et unam campanam ex parvis. Sed dominus Johannes Barthonis, Lemovicensis episcopus, fecit ipsum pignaculum rehædificari, et costitit in summa ducentos francos sive libras turonensium. Et cum hoc fecit fieri bardescham sive la fustailhe, que fuit facta per manus cujusdam lignifabri vocati P. Ruade, cum quodam alio consocio vocato Colar Bouleou. Et constructores dicti pignaculi fuerunt Johannes de Laleu et Colaudus Molin. Pior vero et conventus ad requestam ipsius domini episcopi eorum helemosinam faciendo dederunt decem libras turonensium, et cum hoc dicta parva campana fuit reffacta. Et etiam domini consules dicte ville Sti-Leonardi dederunt XXX^{va} libras turonensium et totam calcem sive la chaulm que fuit necessaria ad reparationem dicti pignaculi, cum nullis aliis juvaminibus et serviciis. (Arch. hist. de la Marche et du Limousin, t. II, p. 454).

Jean Barton (1), avec les fonds qu'il fournit lui-même et ceux que lui donnèrent le prieur, le chapitre et les consuls de Saint-Léonard, fit reconstruire la flèche dans toute la partie endommagée, refondre la cloche et rebâtir la *bardeyche* ou *justailhe*. La restauration de la flèche fut confiée aux maçons Jean de Laleu et Nicolas Molin; quant à la *bardeyche*, les maîtres charpentiers Pierre Ruade et Nicolas Bouleuf furent chargés de l'établir (2).

Les conventions qui intervinrent entre le procureur de l'évêque d'une part, et les maîtres charpentiers et maçons, d'autre part, sont conservées dans les Archives de la Haute-Vienne (3). Elles nous permettent de définir ce qu'était la *bardeyche* du clocher de Saint-Léonard et de préciser le sens de plusieurs mots techniques qui ont échappé, jusqu'à ce jour, aux auteurs des glossaires de la vieille langue française. Nous en reproduisons la copie que M. Antoine Thomas, membre de l'Institut, a bien voulu nous donner.

Voici d'abord, le prix-fait de la charpenterie :

Le second jour de novembre l'an mille quatercens LXVII, presens les tesmoigns cy dessoubz escript, mestre Piere de Meyrengas comme procureur de reverend pere en Dieu mons. de Limoges a bailhé a bastir et edifier la *bardeyche* du cluchier de monseigneur saint Lienard a Piere Ruada et Colau Boleu charpentiers de la ville de Saint-Lieunard illec presens et acceptans par la forma et maniere que sensuit.

Et premierement lesd. charpentiers feront lad. *bardeyche* de fuste (4) bien et competement a la ordenance de maistres et l'ung par l'autre et chacun par le tout.

Item led. procureur fournira tout boys breclant (5) et tout

(1) Jean Barton, né en 1417, fut élu le 1^{er} avril 1458 et sacré au mois d'août suivant; il résigna le 4 février 1484 et eut pour successeur, sur le siège épiscopal de Limoges, Jean Barton de Montbas.

(2) Les noms de Pierre Ruade et de Jean de Laleu se retrouvent sous la même forme dans les marchés d'ouvrage que nous publions plus loin. Nicolas (Colaud est la forme familière et patoise de ce prénom) Molin est nommé Colau de Noysat dans les conventions du 8 décembre 1467, et Nicholas de Noysat dans un autre prix-fait du 17 mai 1473; Noysat doit être le lieu d'origine. Colar (Nicolas) Bouleou est le même que Colau Boleu, de La Palisse, que nous trouvons dans les prix-faits comme témoin et partie contractante. Nous croyons que Bouleou et Boleu doivent se traduire par Bouleuf.

(3) G. 170, f^o 77.

(4) Bois de charpente.

(5) Dans le prix fait du 8 décembre 1467 on lit : *bost brellan*. Nous croyons que ces mots signifient le bois de futaie sur pied. En vieux français forêt se

charreys et reddra la fuste en place, cordo forte a la leve (1), et toute ferradure nectessayre a lad. bardeyche.

Item pour ce fere led. procureur fournira la somme de trenta huit estutz maintenant courant lesqueulx ce poyeront par ceste maniere c'est assavoir dix estutz avant la main (2), dix estutz ampres que la fuste sera faite aux boys, dix estuts quant la fuste sera talhee et huit estutz affin d'obrage.

Item lesd. charpentiers seront tenus de devaler la fuste de la bardeiche vilhe (3) laquelle fuste sera aud. procureur et led. procureur fornira corde et force et la despence a la defeire.

Item lesd. charpentiers pouseront les saigns et les entorne-ront (4) et feront les joux que seront nectessaires et les randrons sonant et led. procureur balhera faradura.

Item feront lesd. charpentiers sur lad. bardeyche une couverture de post (5) ou de tuelle (6) et led. procureur fornira les post ou le tieule.

Item feront lesd. charpentiers une eschalle manual de la longueur de lad. bardeyche bone et forte.

Item feront lesd. maistres lad. bardeyche de l'outeze (7) qu'est celle que y est apresent et sera faite lad. bardeyche de dans la fete de la nativité de st Jehan Baptiste prouchainement venant.

Et de ce fere tenir et observer lesd. parties an nom que dessus se sont obliges et jure et passe letres en la meilheur forme, presens Lienard Danieu alias Igaud et Jehan de Laleu charpentier, tesmoigns.

N. Ravelli clericus (8).

Le prix fait de la maçonnerie fut rédigé en ces termes, quelques semaines plus tard :

disait *broil*, *brail*, *bræl* et *breil*. *Brellet* était employé pour désigner un bois de petite superficie (Frédéric Godefroy, *Diction. de l'ancienne langue française*). L'évêque fournissait les arbres que les ouvriers étaient tenus d'abattre à leurs frais, (lesd. maistres... abatront la fuste. La fuste sera faite aux boys).

(1) Une corde solide pour monter dans le clocher les bois de charpente.

(2) Avant de mettre la main à l'œuvre.

(3) Vieille.

(4) Nous donnons, dans le texte, l'explication de ce mot.

(5) *Post* a le sens de madrier, de planche. Ce mot est conservé dans le patois du Bas-Limousin; on dit, à Argentat, *La post de la chaminada*, la planche de la cheminée. (Renseignement donné par M. E. Bombal). *Poster* signifie planchéier (Godefroy. *Diction. de l'ancienne langue française*).

(6) *Tuelle* et *tieule*, tuile.

(7) La hauteur.

(8) Arch. de la Haute-Vienne, G, 170, f° 77.

Le VIII^e jour de decembre l'an mil CCCCLXVII^e, present Peyr Ruada et Colau Boleou charpentiers tesmoigns personnellemen constituit, maistre Peyr de Meyrengas come procureur de reverend payr en Dieu Mons^r de Limoges a bailhat a preffach a bastir de massonaria a Colau de Noysat et Johan de Laleu lo cluchier de mons^r saint Lienard ce que s'en set :

Et primieyrement losd. maistres sosdaran (1) la joya de lay (2. on sonen los seigns ou de peyra menuda ou de tailha ainsi que melh veyrant entre eulx estre faich.

Item siran tengut de sosdar la pile de la testa deu lopt devers cossolat (3) et la tornar en l'estat que era per avant tant dedins que de fora.

Item sirant tengut de far las fenestrages ce que eys abatut et lo reddre en la forma que era devant et ce deu costat devers lo cossolat.

Item siran tengut de sosdar ung tas de charge que eys devers la sale de mons^r et far los archetz (4) nectessaires tant de dins que deforo si eys besoign.

Item sirant tengut de montar et sosdar la gulha (5) ce que eys cassat et tarat devers lo costat de cossolat et tornarant las peyras que son remudadas (6) per la tenpesta ailhor que deu costat deud. cossolat.

Et led. procurayre bailhera LX^{te} et cinq frans ou livres monnaie corrente que se pagarant ausd. mestres per aquesta maniere, soy assabeyr avant la ma XV livres, et quant la peyra et fusta sira en place XV livres, et quant comensarant a massonar XV livres, et XV livres a pousar los archet devant et cent sera affin d'obrage.

Item lod. procureur sera tengut de fornir tout charreys tant de peyra que de fusta et delievrrera toute peyrieyra et bost brellan et las cordas nectessaries et toute farradura et plomb nectessari et sable et chau.

Item la meytat de la fusta de len artadis (7) sira ausd. maistres et l'autre aud. procureur et l'angin sera aud. maistres.

(1) *Sosder*, boucher, souder (La Curne de Sainte Palaye. *Diction. historique de l'ancien langage françois*). Dans le prix-fait du 16 mai 1473, on lit : « resouder une pille ». Le sens est : rendre solide, réparer.

(2) Voir, dans le texte, l'explication que nous donnons de ces mots.

(3) Du côté du Consulat, c'est-à-dire la maison commune.

(4) Les arceaux, arcs ou arcades.

(5) *La gulha* pour *l'agulha*, l'aiguille, c'est-à-dire la flèche du clocher.

(6) Déplacées ou arrachées. (La Curne de Sainte Palaye, v^o *Remuer*.)

(7) Pour *l'enartadis*. Nous donnons, dans le texte la signification de ce mot.

Item et losd. maistres ourant complit lod. preffach de dins la feste nostre Dame d'oust prochenement venant et ce a la ordenance de maistres .

Et super hoc fuerunt concessa littere meliore forma.

N. Ravelli clericus (1).

Un délai était imparti aux ouvriers pour l'achèvement de leurs travaux; la bardeyche devait être prête le 23 juin 1468; les maçons avaient jusqu'au 15 août suivant pour accomplir leur tâche. Ils ne pouvaient se mettre immédiatement à l'ouvrage, la saison n'étant pas favorable. Ne fallait-il pas, d'abord, préparer les bois et faire les approvisionnements ?

Le registre des comptes du receveur de l'évêque nous apprend que, le 15 avril 1468, vingt-huit hommes amenèrent la *fuste* du clocher; que, le 30 mai, une charretée de pierres fut conduite à pied d'œuvre; et que, les 12, 13 et 14 juin, sept hommes furent employés à tirer du sable pour la maçonnerie (2).

Pendant que des manœuvres faisaient les charrois, les mattres charpentiers descendaient du clocher les bois de la vieille bardeyche, et avant d'entreprendre l'établissement de la bardeyche nouvelle, ils se rendaient à Limoges le 19 mai, pour voir celle qui existait dans le clocher de Saint-Martial (3).

Nous savons, par une mention du même livre de comptes, que « les massons commencerent a massonner au cluchier » le 24 juin 1468 (4). Il est probable que, de leur côté, les charpentiers s'étaient mis à l'œuvre dès leur retour de Limoges, car ils reçurent divers acomptes dans le courant du mois de mai (5).

La bardeyche et la maçonnerie du clocher furent-elles terminées dans les délais convenus ? C'est probable, car le dossier des Archives ne contient aucune réclamation à ce sujet.

Les travaux dont nous venons de parler furent bientôt suivis d'autres réparations importantes. La toiture de la collégiale était en fort mauvais état. « Le darnier jour de novembre (1468), tomba en la eglise de Mons. saint Lienard, devant sainte Kathe-

(1) Arch. de la Haute-Vienne, G. 170, f° 78.

(2) Arch. de la Haute-Vienne, G. 170, f° 10 v°, 13 v° et 14 r°. — Voir, dans le *Bull. de la Soc. des Archives historiques du Limousin* (1^{re} série, t. X, p. 282 et s.), les extraits du registre des comptes du receveur de Saint-Léonard, publiés par M. Alfred Leroux.

(3) *Ibid.* f° 13, v°.

(4) *Ibid.* f° 15, r°.

(5) *Ibid.* f° 41, r° et s.

rina, cinq ou six chabrons (1) ». La charpente était à refaire en grande partie; soit que la foudre ait de nouveau frappé l'église, soit que les premières réparations aient été insuffisantes, une lézarde s'était produite dans la flèche. Il y avait, en outre, à remplacer une des colonnettes des fenêtres, à restaurer un pilier et la voute basse du clocher. Pierre Ruade et Nicolas Bouleuf, qui avaient édifié la bardeyche, furent chargés des nouveaux travaux de charpenterie, aux conditions suivantes :

Item die XX^a mensis februaryi anno Domini millesimo CCCC^o LXX^o, presenti venerabili viro domino Johane Rogier, succentore (2) ectclesie Lemovicensis, et magistro Petro de Meyrengis, testibus ad hec vocatis personaliter constitutis, reverendus in Christo pater et dominus dominus Lemovicensis episcopus tradidit ad edificandum de charpentarie Petro Ruada et Nicholao Boleou de la Palissa, ibidem presentibus, videlicet coperturam monasterii sancti Leonardi videlicet a magno portali dicti monasterii tendendo usque pinnaculum cori dicti monasterii et deinde tendendo usque ad capellam sancte Catarine prout tendit los exus (sic) versus dictam capellam et capellam sancte Trinitatis, et hoc per modum qui sequitur.

Et premieyrament lesd. maistres feront led. bastimant garnit de tirant, queyreu (3), agulhes (4) grosses et lians nectessaires, lesqueiulx tirans se pouseront sur les queyreux et autres fustes nectessaires bien et competemment a la ordenance de maistres.

Item aront lesd. maistres fet led. bastiment dans la Madalene prochainement venent.

Item lesd. maistres abatront le bastiment vieulx a leur despens et la fusta vilha demeurera a mond. seigneur.

Item la tieule vieulx mond. s^r le fera devaler a ses despens.

Item mond. s^r leur fornira tout boys breclant, tout charreys, force et corde a la leve et cloux nectessaires et la somme de quarante cinq livres t. monaye courant que a promis a payer c'est assavoir a commencement d'obrage XV. l. t., quant commenseront a tailher en la place XVI. t., item a la leve XI. t., et a later cinq l. t.

Item lesd. maistres feront que les chabroux passeront les gros murs dud. mostier deux pies tant seulement et se pouseront

(1) Des chevrons de charpente. *Ibid.*, t^o 7, v^o.

(2) Pour *succentore*, le sous-chantre.

(3) Carreaux de briques.

(4) Chevilles.

les tirans sur les queyreux et blot de boys (1) soubz lesd. queyreux .

Et super hec promiserunt dicte partes.....

N. Ravelli, clericus (2).

Tous les autres travaux furent donnés à Jean de Laleu et à Nicolas de Noysat, aussi bien les ouvrages de maçonnerie que certaines fournitures de charpenterie pour la bardeyche et les clochers. Le dernier prix-fait porte la date du 16 mai 1473. On peut supposer que les maîtres ouvriers, qui avaient refait la bardeyche et la charpente de l'église, ayant terminé leur entreprise, n'étaient pas à Saint-Léonard à cette époque et qu'on ne jugea pas utile de les rappeler. D'ailleurs les maçons Jean de Laleu et Nicolas de Noysat sont qualifiés charpentiers dans les conventions qui suivent; ils remplissaient à l'occasion l'un et l'autre métier.

La forme du priffet du cluchier de Saint Lieunard de ce que seront tenus de fere les maistres.

Et premierement seront tenuz lesd. maistres repparer et resouder une pille au segond fenestrage et sarsir (3) la cuberta de la testa du lop.

Item au segond fenestrage seront tenus de fere une pile menue laquelle est rompue.

Item au tenent de lad. pille seront tenus de repparer le pilon et reffere les arceux dessus et le borsadis (4) qu'est a dessus dud. pilon en montant jusques a l'agulhe dud. clochier et sarsir les fendes de lad. agulhe et garnir de crampoux de fer.

Item clouront les deux parties de la ssime (5) de lad. agulhe bien et competamment c'est assavoir le pertus (6) desoubz la poma (7) et l'autre qu'est aupres.

Item adoberont la pille et lous vousours de las cordas deux saintz (8) qu'est afolle (9) la ont l'en sona.

(1) Bloc de bois, madrier ou cale.

(2) Arch. de la Haute-Vienne, G. 170, f° 79.

(3) Repriser, réparer.

(4) Voir dans le texte, nos observations au sujet de ce mot.

(5) La cime.

(6) Le trou, la fente.

(7) La boule scellée au sommet de la flèche.

(8) Nous expliquons cette phrase dans le texte.

(9) En parlant des hommes et des animaux, *afoller* veut dire blesser; en parlant des choses, ce mot signifie percer, entamer, endommager (Godefroy *Diction. de l'ancienne langue française*).

« ... je n'ai selle, n'arçon,

Tasse, pannel qui ne soit affolé ».

(Eust. Deschamps. *Poésies*).

Item seront tenus de fere lesd. mastres une senture de fuste pour arester la bardeyche dud. clochier et pousser et fere troys joux pour les saintz et garnir de coyssinetz et sousder le queyreu casse et ronpu par la tempesta.

Et par la forme et maniere susd. mond. s^r a balhe led. priffet a Jehan de Laleu et Nicholas de Noysat charpentiers presens et acceptans.

Et pour ce fere Mond. s^r fornira aud. maistres tota matiere en place, chau, sable, pierre et tieule, et tote fuste en place, reserve que lesd. maistres feront mosdre (1) le tieulle et peyreiront (2) la talhe, abatront la fuste et feront les clides.

Et mond. s^r fornira corde nectessaire, plump, charroy, et lesd. maistres forniront manobre et feront tota leur despense.

Et pour led. priffet mond. s^r peyera ausd. maistres trente cinq ll. t., cinq charges de vin de Yle (3) et VI sixtiers segle, laquelle somme se poyera c'est assevoir avant la main XII ll., VIII ll. apres que la talhe sera fecte, et les XV ll. restans la moytie apres que la moytie de la massonarie sera fecte et l'autre moytie a claure la poma (4), et led. vin et ble a leur volunta.

Fait et passe lettres sur ce par moy jure cy dessoubz escript en la meilleur forme, presens mestre Lienard de Villefranche, Lienard Choussade et frere Nicholas Lebloys prieur d'Eyboleou (5), tesmoigns adce appeles, le XVI^e jour du moys de may l'an mille CCC^c LXXIII, et doit estre compli led. preffet dans la feste de Nostre Dame d'oust pruchainement venant, et de ce se sont obliges l'un et l'autre et chescun pour le tout.

N. Ravelli, clericus (6).

La chèvre et le treuil, nécessaires pour monter le pièces de la charpente, furent installés le 2 septembre 1471 (7). Quatre jours

(1) Il s'agit, probablement, de la façon de la tuile, qui était à la charge des entrepreneurs.

(2) Pour *peyeront*.

(3) Isle, ch.-lieu de commune du dép. de la Haute-Vienne. La châtellenie d'Isle appartenait à l'évêché de Limoges.

(4) Lorsque la boule sera scellée à la pointe du clocher.

(5) Eybouleuf, ch.-lieu de commune du canton de Saint-Léonard.

(6) Arch. de la Haute-Vienne, G. 170, f^{os} 79 v^o et 80.

(7) « Le II^e de septembre (1471) fures assiges les engins pour monter la fuste de l'église, et heuz XXIII manœuvres ». *Registre des comptes du receveur de l'évêque de Limoges*, publié par M. A. Leroux (*Bull. de la Soc. des Arch. hist. du Limousin*, t. X, p. 282 et s.).

après, la charpente était en place (1). Les couvreurs ne commencèrent leur travail que le 6 octobre (2).

Etienne Ragaveau, forgeron, avait fait la fourniture de toutes les chevilles de fer, des chaînes, bandes, crampons et clous, employés dans les diverses réparations que nous venons de rappeler; il avait fait aussi le battant de la grosse cloche. Son mémoire fut soldé le 17 janvier 1472 (3). La corde qui avait servi à monter les matériaux fut payée à la fin du mois de décembre (4).

Voilà à peu près tout ce que les documents contemporains nous disent des travaux effectués de 1468 à 1473, au clocher et à l'église de Saint-Léonard. Il nous reste à préciser, autant que possible, ce qu'ont été ces travaux, en donnant la signification de certains mots peu connus, qui ont disparu de notre langue, et dont quelques-uns sont défigurés sous une forme locale corrompue.

*
*
*

Le plus important des ouvrages, donné à façon aux maîtres charpentiers Ruade et Bouleuf, était incontestablement la bardeyche du clocher. Le prix convenu de trente huit écus, le délai de huit mois accordé aux ouvriers pour l'achèvement de ce travail, prouvent qu'il s'agissait d'une grosse entreprise.

Que faut-il entendre par ce mot *bardeyche*? Il se présente, dans la chronique latine, dans les prix-faits et dans les comptes du receveur de l'évêque, sous plusieurs formes différentes: en latin *bardescha*; en patois, *bardecha*; en français, *bardeyche*, *bardeiche* et *bardeche*. Sous aucune de ces formes nous ne le trouvons dans les glossaires de la basse-latinité ou du vieux français.

La bardeyche du clocher était un bâti de pièces de bois, un ouvrage de grosse charpenterie, dans lequel ne devait entrer que de la *fuste* (du bois de charpente) et la *ferradure* (les ferrements) nécessaire. Vingt-huit hommes furent employés au

(1) « Led. jour (6 septembre 1471) que je donne à souper a deux maistres charpentiers pour ce qu'ils avoient leve la grand fuste ». (*Ibid.*). L'usage s'est continué, en Limousin, de donner un dîner aux ouvriers le jour de la levée de la charpente (Voir: Béronie et Vialle. *Diction. du patois du Bas-Limousin*, v° *Levo*).

(2) Registre des comptes du receveur de l'évêque de Limoges.

(3) *Ibid.*

(4) La corde fut payée 4 ll. 8 s. 6 d. — *Registre des comptes...* (Arch. de la Haute-Vienne, G. 170, f° 69, r°).

transport de cette fuste à pied d'œuvre. Pour la lever, c'est-à-dire pour la mettre en place, le procureur de l'évêque fournit une forte corde qui lui couta près de quatre livres et demie. Il y avait donc beaucoup de pièces de bois, d'un poids considérable. Ce bois devait être de premier choix et pris dans les futaies appartenant à l'évêque; les charpentiers étaient tenus d'abattre les arbres et de les équarrir sur place.

Ce qui prouve encore l'importance de cet ouvrage de charpenterie, c'est que les deux maîtres ouvriers chargés de l'édifier, furent envoyés à Limoges pour étudier celui du clocher de Saint-Martial. La vieille bardeyche de Saint-Léonard ne pouvait pas servir de modèle; il fallait faire mieux, s'inspirer d'une construction plus récente, plus savante, plus solide sans doute, et aussi mieux appropriée à sa destination. Le travail n'était donc pas sans difficulté et sortait des entreprises courantes des charpentiers.

Les considérations qui précèdent suffiraient à démontrer que la bardeyche n'était pas une charpente ordinaire. Pour écarter définitivement cette idée, nous devons ajouter que le clocher de Saint-Léonard est bâti en pierres depuis sa base jusqu'au sommet de sa flèche.

Faut-il voir dans la bardeyche un ouvrage de défense, un hourd en poutres et madriers, une fortification provisoire dont l'évêque ou les chanoines auraient fait munir la partie haute de la tour du clocher pour résister à des attaques imminentes? Le mot bardeyche ne serait-il pas une forme corrompue du mot *bretèche*? La bretèche était un bâti de charpente, une sorte de tour en bois, formée de pieds-droits et de poutres entrecroisées, crénelée à l'étage supérieur, servant au moyen âge, à l'attaque ou à la défense des villes. On en établissait aussi sur les maisons, sur les portes et sur les tours; elle formait, en ce cas, un appentis saillant, revêtu de madriers et percé d'archères et de machicoulis (1). Les conditions du prix-fait de 1467 pourraient, en partie, s'appliquer à la construction d'une bretèche militaire.

Il est impossible, cependant, de s'arrêter à cette signification. Le clocher de Saint-Léonard ne porte, en effet, aucune trace de fortification, et les documents anciens qui le concernent ne nous apprennent pas qu'il ait été jamais muni d'un hourd en bois ou d'une bretèche de défense. Il faut chercher un autre sens au mot; le contexte des prix-faits, que nous avons reproduits plus haut, nous permettra de le fixer avec certitude.

(1) Viollet-Le-Duc. *Dictionnaire raisonné de l'Architecture française du XI^e au XVI^e siècle*, V^e BRETECHE, t. II, p. 244 et ss.

Le mot bardeyche dérive évidemment de bretèche. On trouve, dans des écrits du XV^e siècle, *berteche* et *berlesche* pour bretèche (1). Le changement du *t* en *d* s'explique par une corruption dialectale. Or, dans le langage du moyen âge, les tours roulantes en charpente, destinées à l'attaque des places, sont appelées indifféremment bretèches ou beffrois (2); les deux mots sont synonymes. Le mot beffroi avait deux significations distinctes : il désignait aussi bien la machine de guerre que le bâti en charpente servant à contenir, à suspendre et à faire mouvoir les cloches. Dans les deux acceptions le mot beffroi s'appliquait à des ouvrages en bois, de même nature, presque de même forme, construits d'une façon analogue, mais ayant des destinations différentes. Plus tard, comme le dit Viollet-Le-Duc, « prenant le contenant pour le contenu, on a donné le nom de beffroi aux tours renfermant les cloches de la commune (3) » et à l'étage du clocher contenant les cloches de l'église. Mais, malgré cette extension, très naturelle, le mot a conservé sa signification d'origine. Les gens du métier ne confondent pas le beffroi et le clocher; ils savent que, dans les clochers en pierre surtout, le beffroi doit être indépendant de la maçonnerie, reposer sur des corbeaux ou sur une retraite, et ne pas toucher les parois extérieures des murs, afin d'éviter l'ébranlement que donnerait à la tour la volée des cloches.

De là est venu l'usage d'établir, dans les clochers en pierre, des appareils en grosse charpente, pour la suspension et la sonnerie des cloches, ressemblant, par le système de leur construction et les matériaux employés, aux bretèches ou beffrois militaires.

La bardeyche de Saint-Léonard ne pouvait être qu'un beffroi de ce genre. Il suffit de se reporter au marché du 2 novembre 1467 pour s'en convaincre. Les charpentiers, chargés de la bâtir, devaient, en effet, poser les cloches (*les saigns*), avec tous leurs

(1) *Vuel li Galois drecier en haut*
Une berteche defendant
Et bares lancies avant.

(Durmars le Gallois, 13036, Stengel).

Les damoiselles estoient montees suz les berlesches que de dras a or batu estoient covertes.

(Gir. Le Court., Vat. chr. 1501, f^o 23^b).

F. Godefroy (*Diction. de l'ancienne langue française*) cite plusieurs références pour cette dernière forme. — Cf. Viollet-Le-Duc (*V^o BRETECHE*) qui a relevé les formes : *berlesche* et *berteiche*.

(2) Viollet-Le-Duc, *Diction. raisonné de l'Architecture*, V^o BEFFROI, p. 186 et suivantes.

(3) Viollet-Le-Duc. V^o BEFFROI.

accessoires (*les entorneront* (1)), faire les moutons (*les joux* (2)) nécessaires, les mettre prêtes à sonner (*les randrons sonant*). Cet article est compris dans un forfait n'ayant d'autre objet que l'établissement de la bardeyche. La destination de celle-ci n'est donc pas douteuse : elle était faite pour le logement des cloches.

Il n'existe plus de beffrois du moyen âge; ces ouvrages en bois, soumis à un ébranlement répété chaque jour, exposés aux coups de foudre et aux incendies, ont duré moins longtemps que les clochers en pierre qui les contenaient. En s'inspirant des débris de ceux qu'il a pu voir et aussi des documents anciens, Viollet-Le-Duc a rétabli les beffrois de Notre-Dame de Paris tels qu'ils devaient être dans l'origine. A raison de leur vaste proportion, un escalier en bois, établi dans la charpente, permet d'arriver jusqu'aux coussinets sur lesquels reposent les tourillons des moutons. Le beffroi de Saint-Léonard, dont la largeur et la hauteur étaient beaucoup moins grandes, ne comportait pas d'escalier; le marché de 1467 nous apprend que l'escalier était remplacé par une échelle à main.

Les beffrois de la cathédrale de Paris, occupant la partie haute des tours, sont abrités par la couverture même de ces tours, qui, placée à quelques mètres au-dessus des cloches, sert à la fois de toiture et d'abat-son. Il ne pouvait en être ainsi dans le clocher de Saint-Léonard. La flèche en pierre, qui s'élève au-dessus du beffroi, met celui-ci à l'abri des intempéries; mais le son des cloches, si rien ne l'avait arrêté, serait monté dans le vide de la flèche. S'y répercutant et s'y brisant, il aurait produit des résonances et des dissonances qui auraient fait perdre la netteté et contrarié l'harmonie des sonneries. Cet inconvénient eut été grave surtout quand plusieurs cloches étaient mises en branle en même temps. Il était donc nécessaire d'empêcher les ondes sonores de se perdre et de s'entre-choquer dans la flèche.

Par le marché du 2 novembre 1467, les charpentiers étaient tenus de faire sur la « bardeyche une couverture de post ou de tuelle ». Nous croyons que cette couverture était prévue pour obvier à l'inconvénient que nous venons de signaler, et ne pouvait avoir d'autre objet. Ce qui prouve qu'elle n'était pas destinée à servir de toiture, à proprement parler, c'est que les charpentiers

(1) *Entorner*, dérivé de *entourn*, *enlorn*. Les charpentiers devaient mettre les *enlours* des cloches, les accessoires nécessaires pour qu'elles puissent sonner, attacher les battants, les chaînes et les cordes.

(2) Le mot *joug*, pris dans le sens de mouton de cloche, s'est conservé dans le langage limousin.

avaient la faculté de l'établir en *post*, c'est-à-dire en planches. Ils pouvaient y employer des tuiles, s'ils le jugeaient à propos, mais n'y étaient pas tenus. Une toiture en planches eut été insuffisante pour abriter les cloches et la charpente du beffroi; elle convenait, au contraire, pour les couvrir, puisque la flèche les préservait de la pluie. A notre avis, la couverture de planches ou de tuiles devait être comme un chapeau, comme un plafond, isolant l'étage du beffroi et le séparant de la flèche.

*
*
*

L'orage de 1467 avait causé d'importants dégâts au clocher de Saint-Léonard. La face de la tour, du côté de la Maison commune (*deu costat devers lo cossolat*) semble avoir été particulièrement éprouvée. Les réparations, confiées aux maîtres maçons Nicolas de Noysat et Jean de Laleu sont déterminées par le forfait du 8 décembre 1467; mais il n'est pas toujours facile de préciser, aujourd'hui, la nature des travaux qu'ils avaient à exécuter.

A l'article premier, nous lisons : « *losd. maistres sosdaran la joya de lay on sonen los seigns ou de peyra menuda ou de tailha..* ». Quelle est la signification de ces mots ? Dans un procès-verbal de l'état de l'église de Saint-Léonard, en date de 1457, il est question d'une *jouha* (*al. joha*) *lapidea* qui soutient le monastère (1). Sous ces trois formes différentes, *joya*, *jouha*, *joha*, le mot est le même. On ne le trouve pas dans les glossaires. N'a-t-il pas la même étymologie que le vieux mot français *jouyer*, qui voulait dire mur de clôture (2) ? De lui est dérivé *bajoyer*. On dit encore les *joues* d'un épaulement, pour désigner les parois d'une embrasure de batterie (3). La *joya* pouvait donc être la paroi du mur de l'étage inférieur du clocher, de l'endroit où l'on sonne les cloches (*de lay on sonen los seigns*).

Cette partie de l'édifice était en mauvais état, et les réparations faites en 1468 ne suffirent pas à la consolider. Nous voyons, en effet, dans le marché d'ouvrage du 16 mai 1473, que les maîtres

(1) Procès-verbal fait par les commissaires du sénéchal du Limousin de la ruine des maisons épiscopales et églises de Saint-Léonard et de Saint-Junien. (Arch. de la Haute-Vienne, G. 173.)

(2) « *Ung jouyer faisant closture* » 1521, (Arch. mun. de Laon). — *Joier* ou *jouyer* désigne plus particulièrement la paroi en maçonnerie qui revêt la chambre d'une écluse. *Bajoyer* a le même sens. (F. Godefroy. *Diction. de l'ancienne langue française*).

(3) Littré. *Dictionnaire*, V° JOUE.

maçons furent chargés de réparer « *la pille et lous vousours de las cordas deux saintz qu'es tafolle la ont l'en sona* ». Ici la détermination du travail est assez facile. La voûte des cordes des cloches est celle qui couvre l'étage inférieur du clocher, percé d'une large ouverture circulaire ou de petits trous par lesquels pendent les cordes (1). C'est sous cette voûte que se tiennent les sonneurs. Elle était *afolle*, c'est-à-dire endommagée.

Du rapprochement des passages qui précèdent de ces deux documents, ne peut-on pas induire, avec vraisemblance, que le prix-fait de 1467 visait la réparation du mur, et celui de 1473 la consolidation de la voûte du même étage du clocher ?

Les maçons avaient à consolider (*sosdar*) la pile de la tête du loup, du côté du Consulat. Nous n'avons aucun renseignement sur la pile ainsi désignée. Son nom lui venait probablement d'un mascarón, d'un corbeau ou d'une gargouille représentant une tête de loup. Elle était recouverte d'un petit toit ou d'un glacis en pierre, car, en 1473, les ouvriers rejointoyèrent *la cuberta de la testa du lop*.

Les travaux ordonnés en 1467 comprenaient encore la restauration des fenêtres dont certaines parties, du côté du Consulat, avaient été endommagées, la reprise d'un tas-de-charge, et la reconstruction des arcades ou arcatures détériorées, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Enfin, — et c'était le plus gros et le plus difficile de la tâche, — les maçons devaient remonter la flèche (*montar et sosdar l'agulha*) en emplotant les pierres arrachées par la tempête ailleurs que sur la face tournée vers la maison commune.

Une dernière explication peut être nécessaire au sujet d'un des articles du prix-fait de 1467. Le travail étant terminé, à qui appartiendra le bois d'échafaudage et l'appareil qui aura servi à monter les matériaux ? Les parties en décident de la façon suivante : « *la meylat de la fusta de l'enarladis sira aud. maistres et l'autre aud. procureur et l'engin sira aud. maistres* ». *L'enarladis*, c'est l'ensemble des bois de l'échafaud (2). L'engin, c'est la roue, le treuil ou la chèvre du chantier.

(1) M. Bombal nous donne, à ce sujet, le précieux renseignement suivant : « *Vousour de las cordas deux saintz* désigne certainement la voûte où pendent les cordes des cloches. Dans l'église d'Argentat, avant le déplacement du clocher, la travée, qui est aujourd'hui à la gauche en entrant, se nommait *les cordes des sings*; elle était sous le clocher, et c'est de là qu'on tirait les cordes ».

(2) *Enarladis* vient de *enarl*, échafaud, échafaudage de maçon. *Enarta* veut dire échafauder. (Frédéric Mistral, *Didion. provençal français*).

Les actes du 20 février 1470 et du 16 mai 1473 ne présentent qu'une seule difficulté d'interprétation. Il suffira, pour le surplus, de rappeler le sens de quelques-uns des mots qui s'y rencontrent. Dans le premier de ces marchés, il s'agit de la reconstruction de la charpente des bâtiments. Cette charpente doit avoir ses tirants, ses chevilles (*agulhas grossas*) et ses liens. Aucun doute n'est possible sur la signification des mots qui précèdent. En est-il de même du mot *queyreux* ? Dans le dialecte limousin, *queyreu* (al. *queirel*) veut dire un carreau de brique (1). Tel est, à notre avis, le sens qu'il faut lui donner ici. Pour être bien assis, les tirants devaient reposer sur des briques (*et se pouseront les tirans sur les queyreux*), et les briques devaient être placées elles-mêmes sur des cales en bois (*blot de boys soubz lesd. queyreux*). Ce système de construction, consistant à caler avec des blocs de bois des matériaux de maçonnerie, peut paraître défectueux; mais les exemples n'en sont pas rares dans les édifices du Limousin.

Nous relevons, dans le dernier des documents, un mot dont la signification est moins certaine. Les maçons doivent « *reparer le pilon et reffere les arceaux dessus et le borsadis qu'est au dessus dud. pilon en montant jusques a l'agulhe* ». Ce travail intéresse, évidemment, la partie haute de la tour. On reconnaît, dans le pilon et les arceaux dont il est parlé, les arcatures qui ornent le dernier étage de la tour du clocher. Quant au *borsadis*, nous ne pouvons donner qu'une interprétation hypothétique. L'étymologie du mot nous est inconnue. L's de *borsadis* ne permet pas d'y reconnaître un dérivé de *bourda* qui voudrait dire bord, bordure, rebord. Il aurait plutôt la même origine que *bourseau* qui désigne une moulure ronde du sommet d'une toiture (2). La tour de Saint-Léonard se termine par une moulure en pierre, au-dessus de laquelle est le départ de la flèche. Cette moulure ne serait-elle pas le *borsadis* du prix-fait de 1473 ?

*
* *

Les observations qui nous ont été suggérées par les marchés d'ouvrage relatifs aux réparations du clocher et de l'église de Saint-Léonard prouvent l'intérêt que présentent les documents de ce genre. Ils sont aussi précieux pour l'archéologie que pour la philologie. On y trouve la date précise de restaurations et de

(1) F. Mistral. *Diction.* V° QUEYREU. — Béronie et Vialle. *Diction. du patois du Bas-Limousin*, V° QUEIREL.

(2) Littré. *Dictionnaire*, V° BOURSEAU.

remaniements qui ont pu modifier l'aspect primitif d'un édifice, l'indication des circonstances dans lesquelles ces travaux ont été exécutés, les conventions intervenues entre les parties, les délais imposés aux ouvriers, le prix de la main-d'œuvre, les modalités du paiement. Aussi faut-il les rechercher avec soin dans nos archives, et les publier pour le grand profit des historiens et des archéologues.

René FAGE.

L'HABILLEMENT ET L'ÉQUIPEMENT

DU

RÉGIMENT DE SAINT-GERMAIN-BEAUPRÉ

de 1702 à 1714

Saint-Germain-Beaupré (1) est un château de la Marche qui, récemment restauré avec un goût parfait, élève sa masse imposante au milieu d'eaux abondantes encadrées par de majestueux jardins dessinés au XVII^e siècle.

Ses anciens possesseurs, les Foucauld, de vieille noblesse, jouèrent un rôle considérable dans les événements locaux (2).

L'un d'eux, Armand-Louis-François Foucauld, connu d'abord sous le nom de chevalier de Saint-Germain-Beaupré, reçut mission du roi, au commencement de 1702, de lever un régiment d'infanterie (3).

(1) Commune de l'arrondissement de Guéret, Creuse.

(2) Sur ce château et cette famille, V. l'abbé Ratier : *le château de St-Germain-Beaupré*, Limoges, H. Ducourtieux, 1862; M. Camille Jouhannaud : *La Souleraine, Bridiers, St-Germain-Beaupré et ses seigneurs*. Limoges, V^e Ducourtieux, 1893.

(3) Il était fils de Louis Foucauld, marquis de St-Germain-Beaupré, comte de Dun, gouverneur de la Marche, et d'Hélène Ferrand de Janvray; celui-ci, dit Saint-Simon était un « ennuyeux et plat important qui n'avait jamais été de rien ». Il ajoute que son fils, « homme fort obscur trouva le moyen de percer de partout et d'être du plus grand monde ».

Nadaud, *nobiliaire*, t. II, p. 151, dit que Louis Foucauld laissa trois enfants : 1^o Armand-Louis-François, dit le marquis ou le chevalier de, St-Germain-Beaupré, colonel de cavalerie, puis maître de camp. 2^o Armand Louis-Joseph, né en 1681, chevalier de Malte, colonel d'infanterie en 1702, brigadier en 1719; 3^o autre Armand-Louis-Joseph dit le comte de St-Germain-Beaupré, né en 1682.

Le marché que nous publions porte que le colonel du régiment se nomme Armand-Louis Foucauld, chevalier de St-Germain-Beaupré; il s'agit donc bien probablement du premier, déjà propriétaire d'un régiment de cavalerie qui portait son nom; par suite l'attribution faite par Nadaud à Armand-Louis-Joseph de la nomination de colonel en 1702 pourrait bien être erronée et concerner son frère aîné.

Il choisit ses officiers parmi les gentilshommes de la Marche, du Limousin et du Berry, ces deux dernières provinces limitrophes de ses terres.

Le sergent-major ou le major, comme on disait, chargé de l'administration du régiment de Saint-Germain-Beaupré (1), — c'est naturellement sous ce nom qu'il était désigné, — était un des voisins du chevalier, en même temps qu'un de ses anciens compagnons d'armes (2) : François Mondin (3), seigneur de Montostre, avait en effet déjà rempli l'emploi de major au régiment de Limoges où Foucauld était capitaine.

Le repaire de Montostre (4) érige encore son donjon couronné de machicoulis à quelques petites lieues de Saint-Germain; il renferme de curieuses archives qui, très aimablement, nous ont été communiquées par le propriétaire actuel (5), descendant de notre major. Nous avons eu le plaisir d'y retrouver toute la comptabilité des régiments de Limoges et de Saint-Germain-Beaupré de 1696 à 1710 : registres de comptes, marchés d'habillement et d'équipement, correspondance, états divers. Documents inédits, précieux pour l'histoire militaire de nos provinces.

Dans cette note nous nous proposons d'utiliser ceux relatifs au régiment de Saint-Germain-Beaupré.

La plus ancienne pièce le concernant est le marché passé les 9 et 11 mars 1702, devant les notaires au Chatelet entre Armand-Louis Foucauld, chevalier de Saint-Germain-Beaupré, en sa qualité de colonel, et un marchand drapier de Paris, au nom prédestiné, Jean de la Balle, demeurant rue Saint-Honoré; celui-ci s'engage à fournir toutes les étoffes nécessaires à l'habillement du régiment, les boutons et les bas. Par le même acte

(1) Nous n'avons rien trouvé de particulier sur ce régiment dans l'*Inventaire sommaire des Archives historiques* du Ministère de la Guerre; Paris, Imprimerie Nationale. Il paraît être quelquefois confondu avec St-Germain-Beaupré-cavalerie qui servit en Italie. (Cf. nos 1943, 1961, 2022, 2023, etc.).

(2) 1702 (18 janvier). Commission de sergent-major pour le sr de Montostre dans le régiment d'infanterie de Saint-Germain-Beaupré « que S. M. fait mettre sur pied ». (Archives de Montostre).

(3) Ancienne famille noble sur laquelle nous possédons des documents depuis le XV^e siècle.

François Mondin était fils de Louis, sgr. de Montostre, et d'Anne-Marie de la Chastre.

(4) Commune de Fromental, Haute-Vienne.

(5) M. Georges Dufour, qui trouvera ici l'expression de notre vive gratitude. Nous n'oublierons pas non plus notre obligeant confrère M. Bellet qui, très aimablement, nous a signalé l'importance des archives de Montostre qu'il a été le premier à utiliser ici même.

Jean-Louis Michel, maître tailleur d'habits, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, s'oblige à confectionner, avec certaines de ces étoffes, les vestes et culottes des soldats, à raison de 15 s. par chacune veste et culotte et les 13 justaucorps des tambours moyennant 8 l. chaque.

Le marché étant muet sur la confection des autres effets et la livraison des étoffes devant être faite à Limoges, il est à croire que cette confection fut confiée aux doigts agiles des Limousines.

Sur le prix de cette commande qui devait atteindre 20,000 l. le colonel versa immédiatement 3,500 l. et s'engagea à payer pareille somme à la livraison; pour le surplus, il ne fut pas stipulé de terme, on indiqua seulement qu'il serait acquitté sur la masse (1) courante du régiment et sur l'ustensile (2).

Une note détaillée jointe au marché indique que les fournitures furent expédiées de Paris pour Limoges le 20 juillet 1702; les draps de Lodève vinrent directement (3).

Semblable marché fut passé à la même époque avec Gabriel Debanville, marchand chapelier de Paris, pour la fourniture des couvre-chefs adressés également à Limoges en juillet 1702 renfermés dans deux tonnes.

Des différentes pièces qui sont entre nos mains, il résulte que l'habillement de ce régiment revint à plus de 28,000 l., sans compter la chaussure sur laquelle vous n'avons pas de renseignements.

Tous ces actes permettent de reconstituer l'uniforme (4) de Saint-Germain-Beaupré-Infanterie.

(1) D'après la comptabilité du régiment de Limoges que nous avons entre les mains, sur la somme touchée mensuellement du Trésor, chaque capitaine prélevait 50 l. pour la masse, ce qui représentait pour tout le régiment une somme annuelle de 7,800 l.

(2) L'ustensile consistait primitivement dans les fournitures que l'hôte devait au soldat : lit garni, pot, verre, écuelle, place au feu et à la chandelle; cette prestation en nature avait été transformée en un impôt payable en argent qui avait conservé le nom d'ustensile. Le régiment de Limoges touchait par an 8,775 l. d'ustensile.

(3) « Les impériaux, les serges de Mende, toutes étoffes qui se fabriquent dans toute l'étendue du Gévaudan, dans le Rouergue et sur les frontières de l'Auvergne, sont rachetées par des marchands commissionnaires... et sont rassemblées à Marvejols, à St-Genié, pour y être expédiées pour Lyon, Paris.... Limoges ». (Cf. Jos. Berthelé, *Le commerce du Bas-Languedoc au XVIII^e siècle*, p. 351).

(4) C'est Louis XIV, qui, la première année de son règne, ordonna que chaque régiment fut distingué par la couleur des habits ou par différentes marques.

Les soldats portent le justaucorps de drap de Lodève (1) gris blanc avec les parements de drap bleu et les boutons de poil de chèvre gris-blanc; la veste et la culotte sont de tricot (2) bleu, les bas de même couleur; de gros boutons de cuivre, ornent les justaucorps, des petits, les vestes; chapeau de feutre bordé d'un bord d'or faux de la largeur d'un pouce. Le costume est complété par des jarretières de buffle à boucles et des souliers aussi à boucles. Comme équipement nous relevons le ceinturon de buffle piqué et un porte-fusil de vache rouge.

Les soldats portent l'épée, et les grenadiers (3), qui forment une compagnie d'élite, le sabre.

Les tambours sont vêtus de drap isabelle avec parements bleu, veste, culotte et bas bleus; leur justaucorps est de plus orné de galon à la livrée de M. de Saint-Germain-Beaupré dont les armes étaient d'azur semé de fleurs de lis d'or; ils portaient en outre, comme signe distinctif, une croix (4).

L'uniforme des sergents est de drap d'Usseau (5) gris blanc avec parements, veste et culotte de drap bleu fin et leurs boutons sont de poil de chèvre bleu; enfin leurs chapeaux, plus fins que ceux des soldats, sont ornés d'un galon d'or fin de la largeur d'un pouce; le tambour-major est vêtu comme eux.

MM. les capitaines couvrent leurs chefs d'un castor (6) du prix de 16 l. bordé d'un galon surdoré à 9 l. l'once; les lieutenants se contentent de caudebecs (7) à 5 l. bordés de galon d'or à 6 l. l'once.

(1) La draperie de Lodève était surtout recherchée pour l'habillement des troupes; on l'exportait jusqu'en Italie. (Cf. Jos. Berthelé, *Le commerce du Bas-Languedoc au XVIII^e siècle*, p. 351).

(2) « Le bourg de Tricot — canton de Maignelay, Oise — est depuis plusieurs siècles le centre d'une fabrication de serges drapées qui portent le nom du pays.... Les guerres de Louis XIV lui donnèrent un grand développement, parce qu'elles fournirent dans l'habillement des troupes un débouché assuré à ses produits ». (Jean Grave, *Statistique du canton de Maignelay*, 1839, p. 107).

(3) Les compagnies de grenadiers furent créées en 1672.

(4) On trouve dans le compte de 1702 parmi les fournitures de la Balle : « plus pour les croix des tambours, 98 l. ».

(5) Usseau, village du Languedoc près de Carcassonne; on écrivait aussi comme du reste dans notre texte, *drap du Sceau*; « Ménage croit que c'est à cause du sceau du roy qu'on y mettoit autrefois; mais on l'écrit ainsi abusivement ». (*Dict. de Trévoux*, v^o drap).

(6) Chapeau fait entièrement de poil de castor, (*Dict. de Trévoux*).

(7) Chapeau fabriqué à Caudebec : « quand on va en campagne, ou qu'on fait voyage, il faut prendre un caudebec; les caudebecs sont fort estimés parcequ'ils résistent à la pluie ». (*Dict. de Trévoux*).

Tous les officiers sont habillés de drap gris blanc à 16 l. l'aune et portent des boutons d'or moulu (1) à 4 l. 10 s. la douzaine.

Ces pièces nous font en outre connaître que ce régiment comprenait environ 500 hommes répartis en 13 compagnies (2), 13 tambours, 26 sergents et un tambour-major; plus les cadres et l'état-major : colonel, lieutenant-colonel, major, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.

Vers la fin de 1702, ce régiment s'en fut d'abord à Bayonne, puis les événements le conduisirent en Flandre; nous le trouvons au commencement de mai 1704 à Bruges (3) où il était venu renforcer l'armée de Villeroi qui, affaiblie, ainsi que l'armée ennemie, se tenait à peu près sur la défensive (4).

Constamment sur les routes ou dans les camps, les soldats usaient rapidement leurs uniformes et dès janvier 1704, M. de Montostre, de passage à Paris, faisait à de la Balle une nouvelle commande montant à 7,000 l.

Mais instruit par l'expérience et peut-être aussi par économie, le régiment étant déjà fort endetté, il modifia le choix des étoffes. C'est ainsi que le drap de Lodève fut remplacé par la serge du Berry moins élégante, mais meilleur marché; de même le drap d'Usseau, employé pour les sergents, céda la place au drap de Saint-Lô (5) et les justaucorps furent doublés de ras de Saint-Lô au lieu de serge d'Aumale (6).

Le même chapelier fournit 27 chapeaux de sergents et 547 chapeaux de soldats.

(1) « Or moulu est de l'or réduit en chaux qui sert à faire le vermeil doré. On l'emploie aussi à dorer le cuivre et le bronze ». (*Dict. de Trévoux*).

(2) Les trois premières s'appelaient compagnie de grenadiers, compagnie colonelle, compagnie lieutenant-colonelle, les autres portaient les noms des capitaines qui étaient en 1711 MM. Sougé, Malestroît, Darmur, Losse, Pédozon, L'Eglise, Puymège, Lage, Baudoir, St-Martin.

(3) 1704, (31 août). Certificat de Charles, comte de la Motte-Houdancourt, lieutenant-général des armées du roi, gouverneur de Bergues, commandant depuis la Lisse jusqu'à la mer, constatant que le sieur de Montostre, major du régiment d'infanterie de St-Germain-Beaupré, a fait la charge de major de brigade de la brigade de St-Germain-Beaupré commandée par M. de la Connelay depuis le 27 mai; donné à Bruges. (Archives de Montostre).

(4) En août 1704 il est au camp de Saint-Embrun en Flandre.

(5) On fabrique principalement à Saint-Lô des serges et des raz qui en prennent le nom; on en porte une grande quantité à Paris où ils sont fort estimés. (*Dict. de la Martinière*). Le ras est une étoffe dont le poil ne paraît pas. (*Dict. de Trévoux*).

(6) Serge, étoffe commune et légère de laine croisée. Les pauvres gens... s'habillent de grosses serges, de serges d'Aumale (*Dict. de Trévoux*).

La dépense totale s'éleva à 10,551 l. Là non plus nous n'avons pas rencontré le coût de la confection des costumes et aucun chiffre n'est porté sous cette rubrique dans les comptes de M. de Montostre.

En février 1705 nouvelle acquisition de M. de la Balle de 12,588 l. de marchandises : serge de Berry et d'Aumale, drap de Lodève — on y était revenu — tricot, etc.

La même année, Mignonneau, marchand à Paris, rue St-Honoré, à la duchesse de Bourgogne, fournit pour 425 l. de galons : galon d'or de Paris à feston pour les chapeaux d'officier à 9 l. 10 s. l'once; 500 aunes de galon d'or faux pour les chapeaux des soldats.

Dès les premiers jours de janvier de l'année suivante, de la Balle ouvre encore un crédit de 7,699 l., nouvelles fournitures où nous voyons la serge d'Aumale remplacée par celle de Mouy (1); quelques semaines après Lefebvre, bonnetier de la capitale, envoie 515 paires de bas pour soldats et 27 paires de bas de sergents. En même temps, M. de Montostre fait marché avec Alexandre, maître ceinturier de Paris, qui fournit 120 ceinturons de buffle piqués en botte, à 3 l. pièce, 195 porte-fusils de vache rouge; 260 paires de jarrettières avec boucles de buffle à 5 s. la paire et autant de boucles de souliers à 9 s. les deux paires.

Il s'inquiète également de commander de nouveaux chapeaux et la note du chapelier, toujours Debanville, permet de constater que le luxe croît dans le régiment : les lieutenants notamment s'offrent des demi-castors (2) et abandonnent les caudebecs aux sergents !

Peu de temps après le régiment, ainsi tout habillé de neuf, eut la malchance d'être fait prisonnier. Où et dans quelles circonstances ? Nous ne saurions le dire, nos documents se contentant de mentionner ce fait (3); nous n'avons rien trouvé non plus sur cet événement dans l'ouvrage du marquis de Quincy, qui suit pourtant pas à pas la marche et le sort de nos troupes; nous y lisons seulement que le 30 juin 1706 le régiment de Saint-Germain-Beaupré, détaché de l'armée de Villars alors à Spire,

(1) Mouy (Oise) possède encore des manufactures de drap.

(2) « Demi-castor est un chapeau fait en partie de poil de castor et en partie d'autre poil ». (*Dict. de Trévoux*).

(3) On lit au bas d'un état des dettes du régiment daté de 1711 : « lesquelles sommes étaient dues depuis l'année 1706, avant que le régiment fut pris prisonnier, qu'il avait été habillé tout à neuf cette année là ».

passa à Thionville (1); d'autre part nous possédons un marché d'équipement de décembre 1707; cet événement paraît donc se placer entre ces deux dates et plus près, semble-t-il, de la seconde.

Le 14 décembre 1707, en effet, M. de la Balle, l'universel M. de la Balle, s'engage à fournir à M. de Montostre, agissant suivant les ordres de M. d'Artagnan (2), directeur général de l'infanterie, 350 épées de soldats à 46 s. l'une, 25 sabres de grenadiers à 4 l. pièce et 350 ceinturons piqués. Cette fourniture, insolite pour un marchand drapier, donne à croire que le régiment revenait de captivité et qu'on lui faisait supporter la perte de ses armes, qui d'ordinaire étaient fournies par le roi.

En 1708 de la Balle envoie pour 10,969 l. de marchandises diverses; en 1709, pour 5,082 l. C'était évidemment beaucoup d'honneur pour lui d'être ainsi le fournisseur attitré de MM. de St-Germain, mais cet honneur, il le payait fort cher ! On connaît la pénurie du Trésor à cette époque : les contribuables payaient mal et l'Etat plus mal encore ses fournisseurs ! Ce pauvre M. de la Balle, que pourtant les officiers accablaient de prévenances — on ne lui écrit pas une lettre sans ajouter un mot aimable à l'adresse de mademoiselle, — ce pauvre M. de la Balle, pris dans l'engrenage, fournissait toujours et ne touchait que peu ou pas !

Au 7 mars 1710 le montant total de ses fournitures atteignait 65,142 l. 10 s. 2 d. sur lequel il n'avait touché que 44,710 l. et encore presque tout en billets de masse et d'ustensile, valeurs alors fort décriées et que les banquiers escomptaient à gros frais. On lui redevait donc 20,431 l. Il multipliait cependant démarches sur démarches, récriminations sur récriminations, représentant notamment que pour de nombreuses marchandises qui ne rentraient pas dans son commerce, il n'avait servi que d'intermédiaire sans aucun bénéfice et que cependant il les avait depuis longtemps soldées de ses deniers; mais tout était inutile, les officiers pour toute réponse montraient que leur caisse était vide.

M. de la Balle dut attendre longtemps encore la liquidation complète de sa créance, car en 1714 il lui était encore dû sur ses livraisons de 1709 et celles antérieures une somme de 10,791 l. Il est vrai que pour se consoler il pouvait constater qu'il n'était pas le seul dans cette situation; des fournisseurs de 1706 pas

(1) *Histoire militaire du règne de Louis-le-Grand*; Paris, 1726. t. V. p. 15.

Le régiment de St-Germain-Beaupré ne figure pas non plus dans les nombreuses formations d'armées données par cet auteur.

(2) Pierre de Montesquiou d'Artagnan, directeur général des troupes en Flandre, créé maréchal de France en 1709.

un seul n'était intégralement payé en 1714 et à cette époque la dette totale du régiment s'élevait à 14,405 l.

Le 10 juillet 1714, un commissaire des guerres écrivait à M. de Montostre, alors retiré dans ses terres, pour lui demander des explications au sujet de la répartition de cette dette entre les différentes compagnies; il s'étonnait surtout d'y voir la compagnie colonelle y participer à elle seule pour 8,282 l. (1). Le chevalier de Saint-Germain-Beaupré, indirectement accusé de mauvaise gestion, protestait contre ces chiffres et prétendait que la masse des compagnies montant au premier juin à 11,050 l. devait être suffisante pour solder l'arriéré des différents marchands. Nous ne connaissons pas la fin de cette discussion entre le colonel et son major, mais il est probable que le premier, responsable vis-à-vis des marchands, dut contribuer de ses deniers à l'extinction de cette dette.

C'est à cette époque (2) que le régiment de Saint-Germain-Beaupré-Infanterie fut licencié; M. de Montostre, qui en 1704 avait été promu lieutenant-colonel tout en conservant son emploi de major, fut, en récompense de ses services, attaché par le roi à la garnison de Cambrai, en qualité de lieutenant-colonel réformé, par brevet du 19 février 1715 (3).

Vers ce temps, il présentait une supplique aux Maréchaux de France pour obtenir l'autorisation de poursuivre devant le marquis de Saint-Germain-Beaupré, gouverneur de la Haute et Basse-Marche, divers gentilshommes du Limousin, de la Marche, du Poitou, du Berry et de l'Angoumois, qui avaient servi sous ses ordres comme officiers et à qui il avait fait de nombreuses avances d'argent qu'ils n'avaient pas remboursées (4).

Roger DROUAULT.

(1) Cette répartition avait été faite par M. de Montostre d'accord avec les capitaines des compagnies; ceux-ci prétendent en outre « que le chevalier de St-Germain-Beaupré a retenu 900 l. par compagnie pour l'habillement à la création du régiment ».

(2) La lettre du 10 juillet 1714 dit qu'il faut se hâter d'apurer ces comptes avant que le régiment soit réformé.

(3) Archives de Montostre.

(4) Archives de Montostre. En 1712 M. de Montostre avait été fait chevalier de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare. Il mourut à Montostre en 1723; dans l'inventaire dressé après sa mort nous relevons : deux grands paniers d'armée d'osier et porte chapeau, 8 l.; un cheval avec selle, housse d'étoffe rouge garnie de galon d'or, fontes, pistolets, faux-fourreau, 230 l.; deux croix de chevalier de Saint-Lazare d'or fin émaillé, l'une ornée de 16 petits diamants; une épée dont la garde et poignée sont d'argent massif; un habit entier de drap fin d'Abbeville gris de More, le justaucorps et veste garnis de boutons d'or 80 l.

Par devant les conseillers du roi, notaires à Paris, soussignez, furent présens, Mrs. Armand-Louis Foucauld, chevalier de St-Germain-Beaupré, colonel du régiment d'infanterie de Saint-Germain-Beaupré, demeurant à Paris, place Royale, tant pour luy que pour les autres officiers du dit régiment, desquels il se porte fort et par lesquels il s'oblige de faire ratifier le présent acte incessamment et les faire obliger solidairement avecq luy aux payements des sommes cy-après et d'en fournir acte valable, d'une part et sieur Jean de la Balle, marchand drapier, à Paris, y demeurant rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, d'autre part. Lesquelles parties sont convenues de ce qui suit : c'est asçavoir que le dit sieur de la Balle a promis et s'est obligé envers le dit sieur de Saint-Germain-Beaupré, et officiers du dit régiment de leur fournir et livrer dans le mois de juin prochain en la ville de Limoges les marchandises qui ensuivent (1), sçavoir : 1,092 aulnes de drap de Lodève gris blanc à raison de 6 l. 16 s. l'aulne; plus 1,638 aulnes de serge d'Aumalle bleue à 32 s. l'aulne; plus 182 aulnes de drap bleu pour les parements des soldats à 8 l. l'aulne; plus 1,728 aulnes de tricot bleu pour les vestes et culottes des soldats à 54 s. l'aulne; plus 28 aulnes de drap isabelle pour les tambours à 8 l. l'aulne; plus 45 aulnes de serge d'Aumalle bleue pour doubler à 32 s. l'aulne; plus 41 aulnes de tricot bleu pour les culottes et les vestes à 54 s. l'aulne; 58 aulnes et demie de drap du Sceau gris blanc pour les sergents à 10 l. l'aulne; 6 aulnes 1/2 de drap bleu pour les parements des sergents à 14 l. l'aulne; 91 aulnes de serge d'Aumalle bleue pour doubler à 32 s. l'aulne; plus (2)... aulnes de galon de la livrée du sieur de St-Germain-Beaupré pour les tambours du régiment et aulnes de

(1) Ce marché est accompagné d'un mémoire qui porte : « *Fourny pour l'habillement du régiment de St-Germain-Beaupré suivant le marché qui en a été fait pardevant notaire envoyé à Limoges le 20 juillet 1702 par Delaballe, marchand de drap à Paris* ». Les quantités portées sur cette pièce sont inférieures à celles qui figurent sur le marché d'un dixième presque exactement, sauf pour les boutons.

(2) Les quantités sont restées en blanc de même que ci-dessous; le mémoire permet de restituer : « 280 a. de grand galon de la livrée de Mr. le chevalier de St-Germain-Beaupré, pour les justaucorps des tambours à 45 s. . . . 630 l. 98 a. de bordé pareil à 22s. 1,071 l. 6 s.

On y trouve encore :

« Payé pour 8 ballots de marchandises et celui des bas pour la toile, corde, paille, ficelle des emballeurs et la façon à 8 l. 10 s. le ballot. 68 l.

Plus pour les croix des tambours qui ne sont pas comprises dans le présent mémoire. 98 l.

Plus pour des réparations par ordre de M. de St-Germain qui ne sont pas comprises dans le présent compte. 166 l. non plus que les voitures des draps de Lodève que j'ai payées jusqu'à Limoges. M. le Major les ayant fait enlever quelque sommation que l'on luy a pu faire de payer lesd. voitures, prétendant que je suis obligé de les livrer dans la ville de Limoges, ce qui ne s'est jamais fait et ne suis pas obligé de les payer et n'ayant avancé lesd. voitures que pour faire plaisir au régiment qui se monte à 275 l. De la Balle ».

bordé et de passepoil pour les dits tambours. Sur le prix duquel présent marché le dit sieur de la Balle reconnoist avoir reçu du sieur de St-Germain-Beaupré la somme de 2,000 livres dont quittance et sur le surplus du dit prix et déduction d'iceluy, le dit sieur de St-Germain-Beaupré, ès dits noms et en chacun d'iceux, solidairement comme dessus, promet et s'oblige de bailler et payer au dit sieur de la Balle en sa demeure à Paris ou au porteur la somme de 2,000 l. dans le mois de juillet prochain à peine, etc. et pour le surplus le dit sieur de St-Germain-Beaupré, ès dits noms, promet et s'oblige solidairement comme dessus les faire bailler et payer au dit sieur de la Balle sur la masse courante du régiment et ustensiles, s'il y en a.

Ce fait en présence de Jean-Jacques Challier, escuyer, sieur de Sommeville, demeurant quartier Saint-Germain-des-Prez, au petit hôtel de Bourbon, rue des Boucheries, capitaine au dit régiment, lequel s'est obligé solidairement avec le dit sieur de St-Germain-Beaupré et officiers du dit régiment, sans division ny indivision, au payement du prix du présent marché et pour l'exécution des présentes les parties ont eslu domicile en leur demeure devant désignée auxquels lieux, etc, nonobstant, etc. promettant, etc. obligeant, etc. renonçant, etc.

Fait et passé à Paris en la maison du sieur de la Balle le 9 mars 1702, avant midy, et ont signé en la minute des présentes demeurée à Ballin, notaire.

Signé : Chambon; Ballin.

Plus le dit sieur de la Balle promet et s'oblige envers le dit sieur de St-Germain-Beaupré à ce présent de fournir et livrer en cette ville pour le dit régiment dans le susdit temps les marchandises qui ensuivent, sçavoir : 1365 aulnes de toile pour doubler les vestes et culottes des soldats à raison de 16 s. l'aulne; plus 1,677 douzaines de boutons de cuivre à raison de 4 s. la douzaine; plus 1,470 douzaines de petits boutons aussi de cuivre pour les vestes desd. soldats à raison de 2 s. la douzaine; plus 78 douzaines de boutons de cuivre pour les sergents à 12 s. la douzaine; plus 78 douzaines de petits boutons pour les vestes à raison de 10 s. la douzaine; 20 l. de poil de chèvre gris blanc à raison de 8 l. la livre et 10 livres de bleu pour les vestes à la même raison; plus 559 paires de bas bleus pour les soldats à raison de 56 s. 6 d. la paire; plus 26 paires de bas bleus pour les sergents à raison de 3 l. 15 s. la paire. Sur le prix duquel marché le dit sieur de la Balle reconnoist avoir reçu du sieur de St-Germain-Beaupré la somme de 1,500 l. dont quittance et sur le surplus il s'oblige esd. noms et en chacun d'iceux solidairement, comme dit est au marché de l'autre part, de payer au dit sieur de la Balle, en sa demeure à Paris, ou au porteur, 1,500 l. au mois de juillet prochain à peine, etc. et à l'égard de ce qui restera deub il s'oblige de le faire payer sur la masse courante du dit régiment et ustensiles s'il y en a.

Ce fait en la présence de Jean-Louis Michel, maitre tailleur d'habits à Paris y demeurant, rue St-Denis, paroisse St-Eustache, lequel a fait marché et s'est obligé envers le dit sieur de St-Germain-Beaupré, de faire les vestes et culottes des dits soldats et les rendre parfaites dans le mois de juin prochain à raison de 15 s. pour chacune veste et culotte; plus faire les 13 justaucorps des tambours à raison de 8 l. chacun. Sur le prix duquel marché le dit sieur Michel reconnoist avoir reçu du dit sieur de St-Germain la somme

de 200 l. dont quittance et sur le surplus il luy sera payé deux cents livres dans le dit mois de juillet prochain et ce qui restera deu sera payé sur la masse du dit régiment, comme dessus et ont esleu domicile à Paris en leur demeure, auxquels lieux nonobstant, etc.

Fait et passé à Paris en la demeure du dit sieur de la Balle le 11 mars 1702 après midy et ont signé la minute des présentes estant en suite du précédent marché, le tout demeuré à Ballin, notaire. Signé : Chambon, Ballin.

LES CONSULS DE LA CITÉ DE LIMOGES

en 1418

On sait combien sont rares les documents sur la vie municipale de la Cité de Limoges; l'étude publiée récemment par M. Grenier (1) n'ajoute aucun texte nouveau sur le consulat et les consuls à ceux qu'avait naguère groupés Louis Guibert. Je crois donc utile de signaler une mention inédite qui figure dans le *Registrum presentationum* du parlement de Poitiers, rôle d'inscription établi au moment où allait s'ouvrir la cour suprême, bientôt qualifiée de parlement, que le dauphin-régent (le futur Charles VII) opposa au parlement de Paris (novembre 1418). Ce précieux registre vient de prendre place sur les rayons de notre Bibliothèque nationale, en même temps que de nombreux cartulaires achetés par les soins éclairés de M. Henri Omont, conservateur du département des manuscrits, aux héritiers de sir Thomas Phillipps, à Cheltenham. Il faisait partie, au XVIII^e siècle, de la bibliothèque du chancelier Daguesseau; c'est une raison de plus pour que notre Société se réjouisse d'apprendre qu'il est définitivement incorporé dans notre grand établissement de la rue Richelieu, où il porte la cote suivante : Nouv. acq. lat. 1968. Voici ce qu'on y lit au folio 78 recto : « Guillelmus Gregoire, Petrus Viron, Thomas Moaine, Petrus » Le Saige Mosnier, Petrus Lasnier et Merigot Conchau, consules » Civitatis Lemovicensis et Communitas dicte Civitatis Lemovicen- » sis, appellantes, per Yvonem Fougere, contra senescallum Lemo- » vicensem et alios ». Le greffier des présentations a disposé les noms des consuls sur deux colonnes, de cette manière :

Guillelmus Gregoire
Petrus Virou
Thomas Moamé

Petrus Lesaige Mosnier
Petrus Lasnier et
Merigot Conchau.

(1) *La Cité de Limoges, son évêque, son chapitre, son consulat* (Bull. de la Soc. arch. et hist. du Limousin, t. LVII, p. 78).

Au folio 159, sous la date du 20 juillet, le greffier a enregistré la mention suivante :

« Katherina relictæ defuncti Johannis Jabelin
Johannes Dousset dit Cassain et
Guillermus Gregorii
Petrus Vyron
Thomas Moamé
Petrus le Saige Mosnier
Petrus Lasnier et
Merigot Conchau consules civitatis Lemovicensis
Appellantes, per Yvonem Fougere,
Contra religiosos abbatem et conventum sancti
Marcialis Lemovicensis. »

C'est la même affaire que celle qui figure déjà au folio 78, car avant la mention des consuls, au même folio 78, on lit :

« Katherina relictæ defuncti Johannis Jabelin et
Johannes Cassain appellantes contra senescallum Lemo-
vicensem et alios. »

Le consul Pierre Lesage portait donc concurremment le nom de Mosnier ; peut-être faut-il suppléer le participe « dit » entre Lesaige et Mosnier. En tout cas, la liste est complète, puisque pour la Cité le chiffre normal des consuls était de six et non de douze, comme pour le Château (1).

Paris, 16 mai 1908.

Antoine THOMAS.

(1) Dans la plus ancienne liste des consuls qui nous soit parvenue, celle de l'année 1203, M. Grenier ne trouve que cinq noms, et cette manière de voir est conforme à la lecture de Guibert : « Bernardus de Boisoil, Guido Arnaudi et Guido Arnaudi Guiguantal (*var.* Guigaudat), Bernardus Vidals, Johannes Rezis ». Mais il faut considérer *Guiguantal* non comme un sobriquet du troisième consul destiné à le distinguer du second (qui portait le même nom), mais lire en deux mots *Gui Guantal* (ou *Gaudat*) et y voir le nom du quatrième consul.

L'ART FRANÇAIS A LA FIN DU MOYEN-ÂGE

ET LES MISES AU TOMBEAU

La *Revue des Deux-Mondes*, dans son numéro du 1^{er} octobre 1905 (page 673), renferme un article remarquable, intitulé : *L'Art français à la fin du moyen-âge*, par M. Emile Male. Tout serait à citer dans cet article, mais je ne veux parler ici que d'un sujet qui a attiré spécialement mon attention, parce qu'il intéresse notre province, et parce que je m'en suis occupé il y a vingt-cinq ans. Le *Bulletin de la Société archéologique du Limousin* (1) contient, en effet, depuis cette époque, l'*Etude sur les Mises au tombeau* que je consacrais alors à ces intéressants monuments. C'est aussi de ces Mises au tombeau que parle M. E. Male, et il le fait avec une compétence reconnue par tout le monde. Voici ce qu'il en dit :

« La Mise au tombeau a dans l'art français une curieuse histoire. Au XIII^e siècle et jusqu'au milieu du XIV^e, les artistes ne représentent pas l'ensevelissement du Christ, mais l'onction de son cadavre. Deux disciples tiennent les extrémités du suaire et un troisième verse le contenu d'une fiole sur la poitrine du mort (2). Ces trois hommes graves et attentifs ne donnent aucune marque d'émotion. La Vierge et les saintes femmes sont absentes. L'art du XIII^e siècle conserve ici, comme partout, sa noble sérénité.

» Ce n'est qu'au milieu du XIV^e siècle que l'on rencontre en France une vraie Mise au tombeau. Le parement d'autel de Charles V nous en offre, vers 1370, un des plus anciens exemples. Voici cette fois tous les personnages du drame : Joseph d'Arimathie, Nicodème, la Vierge, saint Jean, les saintes femmes. Et, du premier coup, la scène atteint à une véhémence de pathétique qui ne pouvait être dépassée. La Vierge se jette avec emportement sur le corps de son fils. En vain saint Jean essaie de la retenir : elle s'al-

(1) Tome XXXV, page 511.

(2) Vitrail de la Passion à Bourges, à Tours ; bas-relief du portail des Libraires à Rouen.

tache de toutes ses forces au cadavre et le couvre de baisers. Il semble qu'elle veuille être renfermée avec lui dans le tombeau...

» C'est dans les Mystères, ou dans les Tableaux vivants qui précéderent les Mystères, qu'on vit groupés pour la première fois, autour du sarcophage ouvert, Joseph d'Arimathie, Nicodème, la Vierge, saint Jean, les saintes femmes, la Madeleine...

» Quand vit-on apparaître pour la première fois ces grandes figures qui, dans le demi-jour d'une chapelle, donnent l'impression inquiétante de la réalité? Il est difficile de le dire avec une entière certitude. On peut cependant serrer la vérité d'assez près. Il me paraît certain que le XIV^e siècle n'a pas connu les grandes Mises au tombeau...

» Ces Mises au tombeau remontent-elles au moins aux premières années du XV^e siècle? On l'a soutenu récemment et on a prétendu démontrer que le plus ancien saint sépulcre à personnages avait été sculpté à Limoges, en 1421, par un Italien (1). Une veuve de Limoges, nommée Paule Audier, à son retour de Jérusalem, fit faire une Mise au tombeau par un artiste qu'elle avait ramené de Venise. L'œuvre fut mise en place, en 1421, dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix. Depuis, elle a disparu sans laisser de traces. Mais il y a là une erreur manifeste dans l'interprétation du document; car, si on veut se rapporter au texte, on reconnaîtra qu'il s'agit ici non pas d'une mise au tombeau, mais tout simplement d'un sépulcre fait à l'image de celui de Jérusalem (2).

« Le plus ancien saint-sépulcre à personnages qui porte une date certaine est celui de Tonnerre; il est de 1453. Mais il est certain que cette œuvre admirable ne fut pas, en ce genre, le coup d'essai des sculpteurs du XV^e siècle. Le contrat ne présente pas cette Mise au tombeau comme un monument insolite. Certains détails semblent déjà traditionnels. Il est donc probable que c'est entre 1420 et 1450 que les sculpteurs imaginèrent ces étonnantes Mises au tombeau, faites de grandes figures groupées autour d'un sarcophage. C'est précisément l'époque où les Mystères mettaient sans cesse sous les yeux des artistes les scènes de la Mise au tombeau.

(1) Abbé LECLER, *Etude sur les Mises au tombeau*.

(2) Voici ce texte : « L'an 1421 de N. S., Paule Audier de Limoges, revenant de son pèlerinage de Jérusalem, passant par Venise, amena avec soy un sculpteur qui tailla et apporta le dessin du monument de Notre Seigneur, à la ressemblance de son sépulcre de Jérusalem, lequel il fit et posa dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix. » (*Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze*, t. XIV, p. 196).

« Voici sous quel aspect se présentent le plus souvent nos saints sépulcres. Il y a sept personnages. Deux vieillards aux deux extrémités du sarcophage soutiennent le cadavre étendu sur un linceul. Au milieu, comme il convient au personnage principal, la Vierge, prête à défaillir, est soutenue par saint Jean. A droite de la Vierge, une sainte femme est debout, près la tête du Christ; à gauche, une autre sainte femme, accompagnée de la Madeleine, se tient près des pieds. Tous les acteurs du drame, à l'exception des deux vieillards, se présentent de face et sont rangés sur une seule ligne. »

Je me permettrai deux remarques touchant ce qui vient d'être dit sur notre Mise au tombeau de Saint-Pierre-du-Queyroix; l'une se rapporte à la date de son exécution, l'autre à l'existence des personnages qu'on y voyait.

M. Male dit que « le plus ancien des saints sépulcres à personnages, qui porte une date certaine, est celui de Tonnerre, de 1453. » Il ajoute ensuite : « Il est certain que cette œuvre admirable ne fut pas, en ce genre, le coup d'essai des sculpteurs du XV^e siècle. Le contrat ne présente pas cette Mise au tombeau comme un monument insolite. Certains détails semblent déjà traditionnels. Il est donc probable que c'est entre 1420 et 1450 que les sculpteurs imaginèrent ces étonnantes Mises au tombeau, faites de grandes figures groupées autour d'un sarcophage. » La date du monument de Saint-Pierre-du-Queyroix, 1421, concorde parfaitement avec l'époque fixée par l'auteur pour l'apparition des Mises au tombeau avec personnages; et elle est ainsi antérieure d'une trentaine d'années à celle de Tonnerre, qui, en 1453, n'était pas « un coup d'essai des sculpteurs du XV^e siècle », ni « un monument insolite ».

La seconde remarque porte sur la composition de notre Monument lui-même. Était-ce « simplement un sépulcre fait à l'image de celui de Jérusalem » ou « une mise au tombeau faite de grandes figures groupées autour d'un sarcophage? » M. Male s'arrête à la première hypothèse. Mgr Barbier de Montault, en rendant compte de mon *Etude sur les Mises au tombeau*, n'a pas pensé qu'il en fût ainsi.

Pour appuyer son hypothèse, M. Male interprète la phrase écrite en 1680 par le P. Bonaventure de Saint-Amable dans son *Histoire de saint Martial* (t. III, p. 694, col. 2), qui l'appelle « le Monument de Notre-Seigneur à la ressemblance de son sépulcre de Jérusalem ». Mais cela n'exclut pas la présence des personnages, et, bien plus, on a la preuve que ces personnages existaient réellement. Cette preuve nous est fournie par des témoins oculaires, et

leur témoignage doit être préféré à l'interprétation de la phrase rapportée ci-dessus.

Le P. Bonaventure de Saint-Amable nous dit aussi, au même endroit, que le Monument de Saint-Pierre du Queyroix a été « imité en celui qu'on a fait en l'église cathédrale de Saint-Etienne ». Il y avait donc à Limoges en 1680, comme nous le savons par ailleurs, deux Mises au tombeau : celle de Saint-Pierre-du-Queyroix, sculptée en 1421, et celle de la cathédrale de Saint-Etienne, qui en était une copie ou une imitation.

L'abbé Bullat, né à Limoges dans la paroisse de Saint-Pierre-du-Queyroix, et vicaire de cette même paroisse, était bien dans les conditions voulues pour connaître cette Mise au tombeau, lorsqu'il a écrit son *Tableau ecclésiastique et religieux de la ville de Limoges*; or, dans cet ouvrage, après avoir signalé le Monument de Saint-Pierre-du-Queyroix, il parle de celui de la cathédrale « où l'on voit, dit-il, le tombeau de Notre Seigneur, exécuté d'après le modèle de celui qui existe encore dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix ».

Il est donc bien certain, comme l'attestent ces deux auteurs, habitant Limoges et en étudiant les monuments religieux au XVII^e et au XVIII^e siècles, que, des deux Mises au tombeau composées de personnages qu'ils avaient sous les yeux, celle de Saint-Pierre-du-Queyroix, datant de 1421, avait servi de modèle à celle de la cathédrale.

Quant aux personnages groupés autour du sarcophage, un troisième auteur, écrivant aussi à Limoges, va nous les faire connaître par la description qu'il en a faite dans les *Ephémérides de la Généralité de Limoges pour l'année 1765*. « Plus loin et du même côté, dit-il, on voit dans une grande Niche le Tombeau de N. S. qu'on nomme le Monument (*Monumentum*). La figure du Christ mort est étendu sur un Linceuil, soutenu des deux extrémités par Nicodème et Joseph d'Arimathie; en face, la sainte Vierge, les Maries, la Magdelaine et saint Jean sont occupés de ce grand événement qui les attriste. La figure du Christ a quelque mérite, ainsi que les têtes des autres personnages; celles des femmes grimacent un peu et leurs traits sont rendus avec une certaine sécheresse (1) ». C'est bien là une véritable Mise au tombeau, avec personnages groupés autour d'un sarcophage, ainsi que les décrits M. Male dans les passages de son article que j'ai tenu à citer.

(1) *Ephémérides de la Généralité de Limoges pour l'année 1765*, p. 140.

Un des peintres-émailleurs de Limoges, travaillant dans les dernières années du XV^e siècle ou les premières du XVI^e, a donné, sur un émail conservé au Musée de cette ville, une Mise au tombeau qui probablement est une copie de celle dont je viens de parler ; toutefois, son dessin est absolument conforme à la description qui est donnée par les *Ephémérides* et par M. Male lui-même.

En résumé, je pense toujours que la Mise au tombeau placée dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix en 1421 est la plus ancienne que l'on connaisse et qu'elle était réellement composée de personnages groupés autour d'un sarcophage, comme l'attestent trois témoins oculaires.

A. LECLER.

LETTRES ORNÉES ET FIGURINES

des XIV^e et XV^e siècles

Nous présentons à nos collègues une troisième série de lettres et de dessins figurés en fac-similé, qui proviennent, comme les deux précédentes, de manuscrits limousins.

Nous les avons relevés dans deux registres de parchemin in-folio conservés aux Archives départementales de la Haute-Vienne, fonds de l'ancien évêché, série G, n^o 9 et 11.

Le premier de ces deux registres est un cartulaire de l'Evêché de Limoges, coté anciennement *O Domina*, tome I (1).

(1) Sur la page de garde est collé un feuillet (planche gravée sur cuivre) qui, sous le titre de : *Avis important*, offre au lecteur une série de conseils qui sont, si nous osons dire, comme les commandements du parfait archiviste :

- « Veux-tu longtemps me conserver,
- » Ne pas me perdre ou m'égarer,
- » Suis cet avis que je te donne ;
- » Jamais ne me prête à personne.
- » Que ni Fermier ni Procureur,
- » Ni Notaire ni Déchiffreur,
- » De ce lieu-ci ne me déplacent,
- » Quelques promesses qu'ils te fassent,
- » De me rétablir au Trésor.
- » Tu payerais au poids de l'or,
- » Nombre d'actes, nombre de Titres,
- » Soit séparés, soit en Régistres,
- » Qui ne sont ici remplacés,
- » Que par quelques récépissés.
- » Si donc pour généalogies,
- » Procès ou Rentes non servies,
- » Mon témoignage l'on requiert,
- » Appelle un écrivain expert,
- » Qui fidèlement me transcrive,
- » Mais sans me sortir des Archives. »

Fait l'an 1772.

Il est tout daté par une note figurant au haut de la page 1, ainsi conçue : *Qui scripsit hunc librum vixit anno 1310*. Cette indication est confirmée par les dates des titres mentionnés dans le volume, et l'écriture est pleinement conforme aux usages du xiv^e siècle.

Les en-têtes des articles sont en rouge. Les initiales sont tracées à l'encre bleue et à l'encre rouge, alternativement; la lettre suivante, c'est-à-dire la seconde lettre du premier mot, a toujours l'intérieur coloré en jaune. Il n'est qu'un petit nombre d'initiales qui présentent un caractère artistique et qui méritent les honneurs d'une reproduction; on les trouvera sur la planche A. C'est du même registre que proviennent toutes les figurines de la planche B dont nous parlerons plus loin.

L'autre registre (G. 11) est fort bien défini par l'inscription qu'une main du xviii^e siècle a mise sur un des feuillets ajoutés en tête du volume; cette inscription fait connaître à la fois la nature et la date du registre :

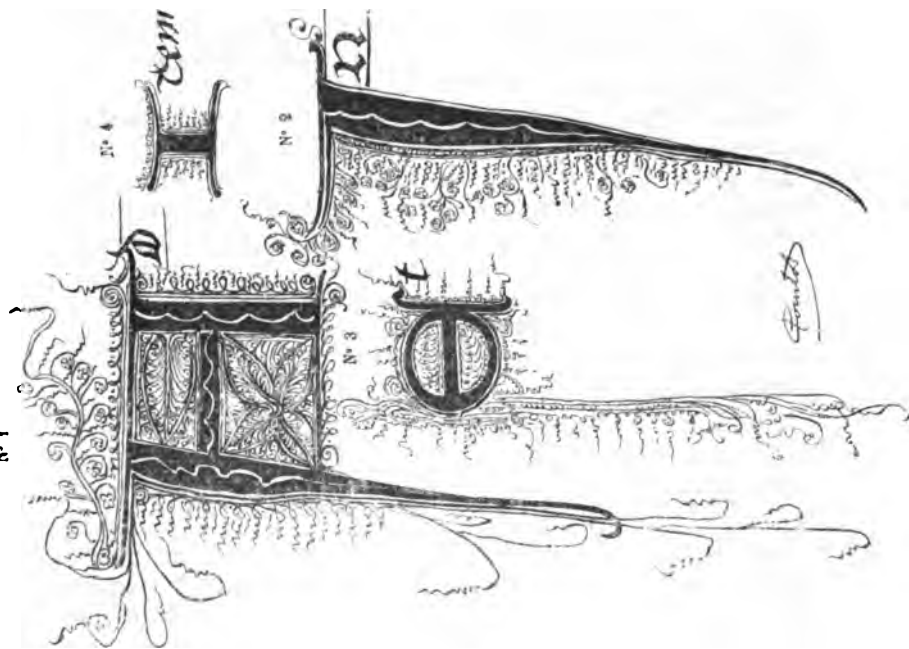
Répertoire ou inventaire des titres qui étoient dans le Trésor des Archives de l'Evêché de Limoges en l'année 1427, sous l'Epscopat de M. Pierre de Montbrun, qui prit possession du dit évêché le 27 avril, année susdite, et occupa le siège jusqu'au 19 février 1457.

Ce répertoire était coté autrefois *Tuæ hodie*. Tandis que le registre G. 9 est tout entier en lettres gothiques assez bien moulées, celui-ci est écrit en gothique à demi cursive; ce sont bien les caractères graphiques du xv^e siècle. Comme dans G. 9, nous voyons les en-têtes d'articles tracés à l'encre rouge, — les initiales alternativement en rouge et en bleu, — et un très petit nombre d'entre elles calligraphiées avec art; on en trouvera les plus intéressantes sur la planche A.

Planche A

N° 1. (G. 9, f° 1). Initiale du mot *Advertendum*, premier mot de la table du Cartulaire. Dimensions extrêmes : 0^m17 × 0^m08. Le corps est constitué par deux cadres pleins; le cadre extérieur est en rouge et l'intérieur en bleu; un liseré blanc les sépare; la palmette et le quatre-feuilles inscrits dans ces caissons sont en rouge, avec des traits de sertissage et quelques points bleus; les filigranes extérieurs, tracés à l'encre bleue, relevée de quelques linéaments rouges, ont de la légèreté; mais la main ne les a pas jetés avec cette hardiesse heureuse que possédaient les bons calligraphes ou enlumineurs du moyen âge.

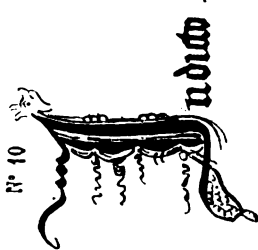
Nº 1



Nº 3



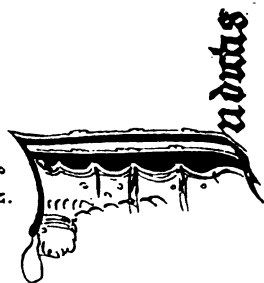
Nº 10



Nº 6



Nº 9



Nº 8



Nº 7



Gautier

Cette lettre est à comparer avec un V de la même époque (XIV^e siècle), que nous avons publié dans le *Bulletin*, t. LVII, p. 531 : même caractère de solidité et d'ornementation gracieuse. — Cette lettre est reproduite, avec quelques variantes, dans le registre G. 11 (n° 1 bis) qui est du XV^e; même coloration pour les deux cadres du corps; même quatre-feuilles dans la moitié inférieure; dans le haut, la palmette est placée verticalement et accompagnée de fleurons latéraux; les lisérés séparant les cadres sont à l'encre noire; sur le côté gauche, la décoration est plus riche, plus originale, plus variée : le rouge et le bleu s'y unissent plus adroitement; malheureusement l'encre a passé (le bleu tournant au vert très pâle) et des parties sont effacées ou confuses.

N°2. (G. 9, n° 1). I (*In isto libro*). Dimensions extrêmes 0^m125 × 0^m045. Gros traits et jambages de droite en rouge, puis un liséré blanc, puis un gros trait en bleu; décoration en rouge, avec quelques traits et points bleus. Donc mêmes procédés que pour la lettre A, mêmes caractères d'élégance, avec un équilibre assez réussi.

N° 3. (G. 11, n° 1 bis). E (*Et primo...*) Dimensions : 0^m11 × 0^m035; corps bleu; décor rouge. A rapprocher des lettres précédentes pour les procédés de facture.

N° 4. (G. 11, n° 1 bis). I (*Item...*) Corps bleu; décor rouge. La même page offre un autre I presque complètement semblable, mais avec inversion de couleurs (corps rouge, décor bleu).

N° 5. (G. 9, n° 4). A (*Anno Domini...*) Corps noir; intérieur teinté en jaune clair; deux légers filigranes en rouge.

Les n° 6, 7, 8, 9 et 10 se distinguent des précédents par l'adjonction à la lettre de figures grotesques, appartenant les unes à l'humanité, les autres à des espèces animales qu'il est difficile de définir (espèce porcine ou canine?) Moins soignées, moins réalistes que les têtes caricaturales que nous avons figurées sur la planche E (p. 536) du t. LVII, légèrement esquissées ou ébauchées, si l'on préfère, elles rappelleraient plutôt les têtes de la planche D (p. 534) du même tome.

N° 6. (G. 9, n° 9). A (*Anno Domini...*) Contour noir; intérieur jaune; lisérés rouges; tête rouge.

N° 7. (*id.*). I (*Item...*) Contour noir; intérieur jaune; tête en rouge et noir.

N° 8. (*id.*, n° 12). A (*Apud...*) Jambages noirs; intérieur jaune; quelques traits rouges; l'homme qui se penche dans le vide, en dehors de la lettre, porte une sorte de bonnet rouge, à moins que ce ne soit une houppe de cheveux plaisamment grossie.

PLANCHE B

N° 11



N° 12



N° 13



N° 14



N° 15



N° 16



N° 17



N° 18

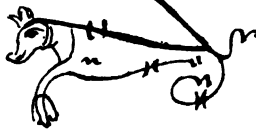


N° 19



N° 20

fioullarel



N° 21



N° 22

filiaz



N° 23



N° 24



N° 25



Pointes

N° 9. (*id.*, n° 24). I (*In dictis mansis*). Mêmes couleurs.

N° 10. (*id.*, n° 44). I (*In dicto loco*). Même disposition des couleurs.

Planche B

Dans le registre G. 9, au bas du verso des pages paires, et de deux en deux pages, on remarque des mots, généralement abrégés, qui ne sont autre chose que le début de la page suivante ; ces indications servent donc de marque aux cahiers de parchemin qui composent ce registre in-folio ; ce sont ces repères ou rappels, utiles à la fois pour le copiste, pour le relieur et pour le lecteur, que l'imprimerie moderne figure soit par de simples lettres, soit par des chiffres.

Notre scribe a eu l'ingénieuse idée d'encadrer un assez grand nombre de ces rappels dans une sorte de cartouche ou d'écusson tracé à l'encre et pourvu de figurines. Partout les lettres sont en noir ; le cartouche et les petits dessins sont tracés partie en noir, partie en rouge. Les figurines, très naïves, très frustes, présentent des déformations grotesques, dont l'effet est parfois assez comique ; les expressions sont généralement ou bestiales ou niaises. Les animaux, avec un museau long, relevé en groin, et des oreilles pointues, n'ont pas de caractère bien défini en général (n° 11, 12, 13, 15, 17, 20 et 21) ; les n° 18 et 19 paraissent vouloir représenter un cheval. Quelques animaux ont, outre la tête, une certaine partie du corps avec ou sans pattes (au n° 15, pattes à griffes). Certaines formes sont mixtes : la plus nette est celle du n° 17 (côté droit du cartouche), qui présente un corps humain, pourvu d'une jambe et d'un bras, avec une tête animale.

Les formes humaines sont assez nombreuses ; remarquons une tête embéguinée (n° 12) ; parfois la tête s'accompagne d'un fragment de corps avec un bras et une main tenant un objet plus ou moins distinct (n° 14, 23, 24 ; 16 : un fouet et une trompette droite ; n° 25 : le bras tient le cartouche comme une enseigne). Remarquons particulièrement le n° 17, qui présente deux têtes d'un genre très différent, l'une avec des cheveux longs dressés en l'air comme une flamme (peut-être le scribe a-t-il voulu figurer un bouffon, agitant les grelots de la folie), l'autre avec un chapeau haut et rond à la mode du XV^e siècle ; le contraste de ces deux figures, leurs proportions et leur place produisent assez bon effet.

En définitive, si gauches que soient ces figurines, elles n'en donnent pas moins au registre G. 9 une physionomie originale ; elles n'ont leur équivalent dans aucun des dessins que nous avons reproduits dans les tomes LV et LVII du *Bulletin*.

N° 11. (G. 9, f° 9) (= *Dominus de Melhat*).

N° 12. (*Id.*, f° 16 v°) (= *Paute*; nom d'homme). Coiffure et contour de la tête en rouge, ainsi que le collier de l'animal.

N° 13. (*Id.*, f° 24 v°) (= *uxore sua*).

N° 14. (*Id.*, f° 32 v°) (= *et facere omnia quæ...*)

N° 15. (*Id.*, f° 38 v°) (= *Ademaro Gaanh*).

N° 16. (*Id.*, f° 46 v°) (= *partem decime*).

N° 17. (*Id.*, f° 52 v°) (= *Cetero Domino*). L'être hybride de droite a la jambe rouge, le buste jaune; le reste est en traits rouge et noir.

N° 18. (*Id.*, f° 60 v°) (= *Sarcelas*) Animal couché, teinté en jaune.

N° 19. (*Id.*, f° 68 v°) (= *Quos et que...*) Attitude particulièrement maladroite.

N° 21. (*Id.*, f° 76 v°) (= *eodem precio*). Cette figurine, unique dans son genre, comporte un corps de lévrier (?) qui, placé derrière un écu, ne montre que la queue et la tête, posée sur un cou élané qu'entoure un collier coloré en jaune. Au-dessous de ce cimier original, le chef de l'écu est teinté en jaune. Les traits comportent un filet rouge entre deux noirs.

N° 23. (*Id.*, f° 84 v°) (= *annuatim in prato*).

N° 24. (*Id.*, f° 92 v°) (= *litera quam rex*).

N° 25. (*Id.*, f° 96 v°) (= *item recognovit tenere*). Le dispositif paraît avoir été suggéré au scribe par le mot *tenere*; le texte se trouve ainsi plaisamment illustré.

Il ne nous reste à signaler que les n° 20 et 22 dans une catégorie différente. Les figurines sont suspendues à l'extrémité d'un trait, qui est le prolongement inférieur de la lettre *g*; ce ne sont pas des rappels.

N° 20. (*Id.*, f° 73). Mot *Sigillaret*. — Animal fantastique: patte antérieure transformée en main; train de derrière effilé, se terminant par une sorte de volute légère.

N° 22. (*Id.*, f° 77 v°). Mot *Siliginis*. — Tête d'homme, avec corps d'animal; un bras et deux pattes pourvues de mains.

Paul-Laurent COURTOT.

CAMILLE CHABANEAU

M. Camille Chabaneau est mort à Nontron (Dordogne) le 21 juillet 1908, dans sa soixante-dix-huitième année. Ses obsèques ont eu lieu le surlendemain, dans la plus grande simplicité. Conformément à ses dernières volontés, aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe.

On n'a pas oublié la manifestation si honorable dont il avait été l'objet, en 1906, à l'occasion du 75^e anniversaire de sa naissance, et à laquelle la Société archéologique et historique du Limousin avait tenu à s'associer en lui décernant le titre de membre honoraire (voir notre *Bulletin*, t. LVII, p. 477). A cette occasion notre confrère, M. Antoine Thomas, publia dans le *Journal des Débats* du 4 mars 1906 un article que nos lecteurs nous saurons sans doute gré de reproduire ici :

« M. Camille Chabaneau est né à Nontron (Dordogne) le 4 mars 1831. Retiré dans sa ville natale avec le titre de professeur honoraire de l'Université de Montpellier, où il a enseigné la philologie romane jusqu'en 1901, M. Chabaneau y sera surpris par une flatteuse manifestation internationale à laquelle doit donner lieu le 75^e anniversaire de sa naissance. On lui remettra une Adresse de félicitations signée des noms les plus en vue dans le domaine scientifique qui est le sien, noms parmi lesquels brille celui de Frédéric Mistral, et dont le groupement fait fraterniser les Universités de Paris, Toulouse, Lyon, Lille, Nancy, Aix, Rennes, Berlin, Bonn, Halle, Rome, Graz, Groningue, Copenhague, etc. Bientôt paraîtra un volume collectif de mémoires philologiques sous le titre de *Mélanges Chabaneau*. Ce dernier genre d'hommage est certainement ce qu'il goûtera le plus, car le vrai savant s'attache moins à ce qui rehausse son prestige personnel qu'à ce qui contribue effectivement au progrès de sa science de prédilection. Et M. Chabaneau est un vrai savant, ennemi de toute réclame, épris seulement de l'amour des deux langues et des deux littératures qui se sont partagées et se partagent encore (combien inégalement !) notre pays de

France, avec une prédilection et une compétence plus universellement reconnue pour la langue et la littérature d'oc.

» La vocation philologique lui est venue de bonne heure, bien qu'il n'en ait fait part au public que relativement tard : il la sentit palpiter en lui, il y a près d'un demi siècle, lorsque le hasard lui eut fait ouvrir les œuvres de Raynouard qui se trouvaient (y sont-elles toujours ?) sur les rayons de la bibliothèque municipale de la petite ville de Marmande, où son père était fonctionnaire. Mais il fallait vivre d'abord. Sans même affronter l'épreuve du baccalauréat, obéissant docilement aux ordres paternels, M. Camille Chabaneau entra dans l'administration des postes. Il était contrôleur à Angoulême lorsqu'il publia, en 1868, son *Histoire et théorie de la conjugaison française*, œuvre d'érudition et surtout de réflexion qui attira sur lui l'attention des philologues de carrière, de Littré et d'Emile Egger d'abord, puis de M. Michel Bréal et de Gaston Paris. C'est à M. Michel Bréal plus qu'à personne qu'est due l'entrée de M. Chabaneau dans l'enseignement supérieur. Quelle que fût l'ouverture d'esprit du directeur d'alors, Albert Dumont, j'imagine que M. Michel Bréal dut donner l'assaut plus d'une fois avant de voir le mandarinat officiel capituler devant les titres purement scientifiques d'un autodidacte non diplômé. Ce fut une belle victoire pour la science que la création simultanée à la Faculté des lettres de Montpellier, en 1878, de trois enseignements nouveaux (langue romane, philologie romane, langue arabe) confiés à MM. Chabaneau, Boucherie et Devic. Seul survivant aujourd'hui, M. Chabaneau a largement justifié par son enseignement et par sa plume la rare faveur qui lui fut faite alors. Après la mort de Boucherie (1883), il a réuni dans ses mains l'ancien français et l'ancien provençal. Il partage avec ce dernier l'honneur d'avoir allumé en province un foyer permanent pour la philologie nationale qui jusqu'alors n'était accueillie qu'à Paris ou dans les Universités étrangères. Ce foyer ne s'éteindra plus ; M. Chabaneau a eu la joie d'être remplacé à Montpellier par un de ses élèves, en 1901, et tout récemment l'Université de Nancy en a appelé un autre dans sa Faculté des lettres, pour y enseigner l'ancien français. Rien ne prouve mieux que son œuvre n'a pas été stérile et que pendant ses vingt-deux années d'enseignement le bon grain qu'il a semé n'est pas toujours tombé au milieu des épines et des ronces. Sans doute il ne saurait être question d'établir un parallèle entre l'enseignement supérieur de la capitale et celui de la province, dont les conditions sont si différentes, et moins encore de chercher dans l'œuvre de M. Chabaneau ce je ne sais quoi de gigantesque et de « surhomme » qui frappe d'admiration dans celles d'un Gaston

Paris ou d'un Paul Meyer; mais il est juste de proclamer qu'une carrière de professeur et de savant comme la sienne, préparée par un travail solitaire qui témoigne d'une grande énergie et d'une intelligence d'élite, honore grandement notre pays et est digne de tous les hommages.

» Le caractère international de la manifestation du 4 mars 1906 ne peut qu'en rehausser l'éclat; il mérite en tout cas d'être souligné. M. Chabaneau est correspondant de l'Institut de France, mais il est aussi docteur *honoris causa* de l'Université de Halle. Dans le mouvement de décentralisation scientifique qui a marqué chez nous le dernier quart du XIX^e siècle, l'Université de Montpellier a pris les devants, avide de reconquérir la faveur des étrangers qui a tant contribué à sa prospérité au moyen âge et à la Renaissance, et elle a réussi à renouer les fils d'une tradition trop longtemps interrompue, comme on a pu le constater en 1890, au moment des fêtes internationales qui ont célébré son sixième centenaire. Paris ne saurait être jaloux de Montpellier. Il est bon qu'on sache à l'étranger que la science ne s'acquiert pas seulement chez nous au pied des chaires de la Sorbonne, du Collège de France et de l'Ecole des Chartes, mais qu'il y a profit pour l'étudiant, surtout quand il s'agit de philologie française, à faire son tour de France.

» Je n'ai pas eu l'honneur d'être l'élève de M. Chabaneau, mais je me souviens qu'à peine nommé maître de conférences à Toulouse, il y a près d'un quart de siècle, j'éprouvais le besoin, pour combattre la nostalgie de Paris, d'aller faire une manière de pèlerinage sur les bords du Lez. Je repassai le col de Naurouze avec un sentiment de regret, presque d'envie, réconforté et réchauffé par les encouragements et la sympathie vite conquise des maîtres en philologie qu'on y avait installés depuis peu et qui s'appelaient Anatole Boucherie, Marcel Devic, Camille Chabaneau. Puissent les hommages qu'on rend aujourd'hui à M. Chabaneau ne pas être trop assombris par la pensée de ses compagnons de la première heure, trop tôt enlevés à la science! Que nos applaudissements apportent la joie et la vie dans une retraite qui ne peut être que studieuse et lui rappellent que nous attendons encore de lui des livres depuis longtemps promis et qui feront reverdir les lauriers de l'*Histoire de la conjugaison française*, de la *Grammaire limousine* et des *Biographies des troubadours*!

» Antoine THOMAS. »

Les souhaits affectueux exprimés par M. Thomas dans les lignes qui précèdent n'ont malheureusement pas été exaucés. Depuis sa mise à la retraite, la santé de M. Chabaneau laissait beaucoup à dési-

rer. L'hémiplégie l'avait atteint il y a quelques années ; des soins prolongés avaient fini par améliorer sensiblement son état, sans cependant pouvoir lui rendre toute son activité scientifique, lorsqu'une nouvelle attaque, survenue dans ces derniers temps, a amené, à la date indiquée, le dénouement fatal. M. Joseph Anglade, qu'il avait désigné pour faire le classement de ses papiers scientifiques, veut bien nous informer qu'il y a trouvé un paquet de fiches relatives au *Mémorial du consulat de Limoges*. On sait que la publication de ce texte si précieux pour la philologie et pour l'histoire des institutions de Limoges a été faite par M. Chabaneau aux frais de la Société des langues romanes de Montpellier en 1895 ; mais l'introduction et les tables n'étant pas rédigées, le tirage à part n'a pu être distribué. Nous souhaitons, sans trop l'espérer, que les fiches auxquelles fait allusion M. Anglade lui permettent de compléter la publication du maître. En tout cas, on donnera prochainement au public la réédition des *Vies des poètes provençaux* de Jehan de Nostre-Dame, que M. Chabaneau avait préparée de longue main et que M. Anglade espère pouvoir mettre facilement en état de voir le jour.

On trouvera dans les *Mélanges Chabaneau* une bibliographie très soignée des livres et articles du maître, rédigée par M. Edmond Lefèvre (p. 1093-1107). On peut y ajouter un court mémoire que M. Chabaneau avait offert comme témoignage de reconnaissance aux collaborateurs et souscripteurs des *Mélanges* et qui a paru dans les *Annales du Midi* de 1907 (p. 364-372) sous ce titre : *Le moine des Isles d'Or*.

Chevalier de la Légion d'honneur depuis 1895, M. Chabaneau avait été promu officier le 14 juillet dernier, c'est-à-dire quelques jours avant sa mort.

DOCUMENTS

Registre de famille de Pierre Paignon

Notaire et praticien de Saint-Yrieix, contenant une relation des troubles de Guyenne (1539-1550).

Ce registre de famille appartient aujourd'hui à M. Fernand de Labrouhe de La Borderie, avocat à Limoges, qui a bien voulu nous en confier la transcription. C'est un cahier décousu, mesurant 0^m27 sur 0^m20; il compte actuellement six feuillets (dont trois seulement sont couverts d'écriture), mais a pu en compter davantage. On s'expliquerait ainsi le petit nombre d'événements qu'il raconte pour une période de onze années.

La graphie en est parfois difficile, l'orthographe peu uniforme. On trouve, en effet, *gens d'armes* et *gendarmes*, *estoy*s et *estays*, *Ryviere* et *Rivière*. Que est souvent employé au cas sujet pour *qui*. L'expression « l'église de moutier Saint-Yrieix » y est constante, ce qui eut pu aboutir à créer un nom de lieu nouveau, Moutier-de-Saint-Yrieix, comme ailleurs Moutier-d'Ahun (Creuse).

Les événements d'ordre politique et militaire que nous raconte l'auteur sont déjà connus, en ce qui touche le Limousin, par le premier *Registre consulaire de Limoges*. En ce qui concerne Bordeaux, les chroniqueurs du lieu les ont également signalés, et Pierre Paignon n'a pas sur eux l'avantage de parler en témoin oculaire. Il n'a l'autorité d'un témoin que pour les événements dont Saint-Yrieix même fut le théâtre.

Alfred LEROUX.

JHS. MA. JOSEPH

En marge) : Le premier de noz enfens et filhes.

Le premier jour du moys de juing l'an mil cinq cens trente neuf, jour de la feste de la glorieuse Trinité, environ l'heure de sept heures du matin du dict jour, nasquist ma premiere filhe et de Agnes Jarrige ma femme, que eust en nom Helys. Et fust parrin mon oncle messire Pierre Paignon, presbtre, et marrine honneste femme Helys Mourelle, veufve de feu Jehan Vallete dict de Barriere, mercier de St. Yrieys, ante de mad. femme. Et fut baptisée led. jour apres disner en l'eglise de moustier St. Yrieys par messire Jehan Degailh, presbtre, vicaire de lad. eglise. Et estoyt lad. filhe

aussi grosse et grande quant nasquit comme d'autres nourries a troys moys.

En marge) : La date de la nativité de Jacques.

Le XXV^e du moys de decembre mil cinq cens quarente, qu'estoyt le jour de Noel, la nuyt subsequent environ l'heure de mynuyt, nasquist mon filz et de Agnes Jarrige ma femme, que fut nommé Jacques et fust baptisé lendemain au matin XXVI^e desd. moys et an en l'eglise de moustier Saint Yrieys, ou avoyt grand compaignye de gens, par messire Jehan Degailh, viquere de lad. eglise de moustier Saint Yrieys. Et fust parrin de mond. enfant mon oncle Jacques Paignon, marchand, et marrine Marien Bardon, femme de sire Anthoine Jarrige, oncle de mad. femme. Et estoyt led. enfant aussi grand quant nasquit comme d'autres a troys moys. Et estoyent entre autres, quant fust baptisé, mon frere Francoys Paignon, m^e Pierre Broussaud, Anthoine Breulh, Anthoine dict Gauthier, mercier, gendre de feu Merigou de Ferrand, et plusieurs autres. Et avant que led. enfant nasquit bien huyt ou neuf jours, estays allé en Quercy et Auvergne pour Monsieur le vigier de St. Yrieys, et n'y estays quant fust baptisé, ains arrivé ce jour mesme de soir. Et emprès alloys a Paris pour led. vigier et enduré beaucoup pour luy sans estre de riens recompensé.

En marge) : [La date de la nativité] de Francoys.

Le neuvieme jour de juilhet mil V^e quarante deux qu'estoyt jour de dymenche, environ l'heure de quatre heures apres midy, apres vespres, nasquist mon filz et de ma dicte femme qui eust en nom Francoys. Et fust parrin mon frere Francoys Paignon et marrine Francoyse Gentilz, femme de sire Estienne Riviere. Et led. soir fust baptisé en l'eglise de moustier Saint Yrieys par messire Geoffroy de Chazelles, vicaire de lad. eglise de moustier. Et y eust belle compaignye de gens, hommes et femmes. Et par (*sic*) lors les habitants de Saint Yrieys estoyent en grand crainte des gens d'armes qui estoyent autour de Saint Yrieys. Et le jeudy emprès, de matin, mad. femme combien que fust en couches, de peur desd. gendarmes s'en alla avecques la nourrisse et le mesnaige ches led. Riviere dans la ville ou avyons faict apourter tous noz meubles. Et j'estays a Lymoges des le mercredy, et la plupart de ceulx de la foyre avoyent faict pourier leurs meubles dans la ville, car autour dud. Saint Yrieys y avoyt trois bandes, assavoyr a Jumilhac celle du baron de Curton, a Sarlande celle du seigneur de la Fayette, et a Peysac celle de Mons. de Chasteaubriant. Et demeurasmes bien quinze jours en crainte, touteffoys ne firent mal a la ville, mais aux villaiges firent de grandz maux.

Et emprès lad. année, en retournant de Perpignan ou le roy avoyt assemblé ung grand camp bien de cent mille hommes pour prendre lad. ville de Perpignan, ce que ne firent a faulte de mau-
vayse conduyte, et apres led. camp se deffist et en s'en retournant firent de grandz maulx en ce pays. Et apres ce, le roy envoya les emprumtitz sur les aysés, et les grandz jours furent a Lymoges pendant les vaccacions. Et y estoyt le tiers presidens Vignon de Bourdeaulx qui presidoyt ausd. grandz jours et avoyt la garde des seaulx. Lequel eust la commission des emprumtitz que le roy envoya sur les aysés en ce pays, dont en euz deux pour ma part, et plusieurs autres de ceste ville qui n'estoyent pas trop aysés. Et led. an, le jour de premier jour de l'an, les habitans de ceste ville furent en grand crainte a cause de la bande du sire des Cars qu'on appelloyt les chevaux legers, qui voulsioient loger en ceste ville; toutefois a cause du presant qu'on leur fist ne y logarent; toutefois y passarent tous sans loger. Et led. an y eust tailhe des beufz et des mostons qu'on envoyoit a Bayonne, et aussi des pyonniers que le roy envoya vers Perpignan, et les tailhes furent bien creues.

L'an emprès [1543], le roy commença la guerre en Pycardie et Bourgogne et ne y gaigna gueres et envoya une souldie de quatre mille hommes au hault pays de Lymosin sur les villes clozes et faulx bourgs d'icelles. Et en ceste ville pour leur part en heurent plus de quinze cens livres tournois, dont tout le monde fust bien chargé, ensemble les charp..... et autres ayans biens roturiers. Et fust cause de grandz debats et noyses.

Le jour saint Mathieu vingt ungn[iesme] de septembre mil cinq cens quarente sept, mad. femme Agnes Jarrige estant quasi sur ses jours de soy accoucher d'enfant, pour ce qu'estoyt de long temps ensaincte, et laquelle s'estoyt de long temps auparavant grandement plainte de la teste combien que ne fust subgete a douleur de teste, des le mardy au soir se trouva grandement mallade de lad. douleur de teste et coucha en une chambre basse sans moy pour ce que couchions auparavant en la chambre de hault ensemble. De matin, apres que fuz levé, me dict que se trouvoyt fort mal de lad. douleur de teste et s'esbayssoyt grandement; toutefois me dict que luy bailhasse de l'argent pour allez a confession, et pensant que [elle] le fist et se levast, m'en alloys a la messe au moustier. Et oyant messe et au commencement d'icelle on me vint dire que mad. femme avoyt perdu la parolle. Par quoy soubdain m'en vins et ne peuz avoyr aucune parolle d'icelle et n'avoyt aucune bonne cognoyssance a cause d'ung catarrhe que luy tumba sur le cueur, dont demeura mallade avecques lievre continue tout le jour sans pouvoir venir a convalescence aucunement. Toutefois par la grace du

Seigneur tout puyssant se delivra environ troys a quatre heures du fruict qu'estoyt [en] elle et s'en acoucha d'une fille que fust incontinent baptisée et poutée en l'église de moustier Saint Yrieys, non en joye a cause de la malladie de mad. femme, mais en grand tristesse. Et fust parrin M^e Anthoine Vallete, presbtre dud. Saint Yrieys, et marrine Marguerite Ryviere, fille de mad. femme et de feu Gabriel Ryviere, premier mary de mad. femme. Et lad. fille [fust] emprès baillee a nourrice a Peyronne Bearne (?), veufve de feu Francoys, lors demeurant en la rue de la foyre dud. Saint Yrieys. Mad. femme emprès avoyr demeuré en telle malladie despuys led. jour saint Mathieu de matin, qu'estoyt jour de mercredy, environ l'heure de sept heures du matin dud. jour jusques a l'heure de dix heures de nuyct, entre lesd. dix heures de nuyct et les unze heures mad. femme deceda et alla de vie a trespas. Bonne elle estoyt en son vivant, aymee du monde soulvant (?), ne pourtoyt hayne ne rancune a personne, ne vouloyt riens de l'aultruy ny n'en mesdisoyt aucunement, femme de parolle et bien vertueuse. *Requiescat in pace. Amen.* Lendemain luy feiz fere ses obseques et funerailles en lad. eglise de moustier Saint Yrieys honnorablement, et furent appellés Messieurs du chappitre et tous les presbtres de la ville et ceulx de la parroisse de la Nohalhe. Pendant le septene chacun jour luy fiz dire cinq messes pour son ame, et le mercredy après luy fiz fere le septene et appeler lesd. sieurs du chappitre et les presbtres que dessus. Et aux deux services Messieurs permyrent de fere sonner les cloches, ce que fiz. Devant Dieu repose son âme. Amen.

Despuys et au moys de septembre an mil V^e quarente huit, avant que l'an de decces de mad. femme, dont Dieu ayt l'ame, fust tumbé d'ung moys ou environ, fiz fere le bout de l'an et appeller tous les presbtres des cinq parroisses de St. Yrieys comme aux autres services. Et Messieurs de leur grace me prestarent les cloches et fust faict le service honnorablement. Et y vindrent M^e Anthoine et M^e Bardon, de Ségur, beaux freres de mad. femme. Et fiz fere aulmosne generale aux povres qui y vindrent. Dieu preigne par sa grace le tout en gré.

*
* *

(1) Au dict an mil cinq cens quarente huit et envyron le moys de may se commensarent a esmouvoyr les communes du pays de

(1) Pour les faits qui suivent, voy. la *Chronique bordelaise* de Jean de Gaufreteau, I, 71 et ss., qui n'est d'ailleurs, à cette date, qu'une compilation.

Xainctonge acause de la gabelle imposee de par le roy en la duché de Guyenne; firent ung couronnell tenans contre le roy en salve garde plusieurs villes et lieux de la duché de Guyenne qui tindrent leur party et firent de grandz assemblees a son de toquessain, parlans grandement contre le roy tant a cause de lad. gabelle que des impositions qu'ils disoyent que le roy imposoyt. Et furent bien une fois ensemble, comme on tenoyt communement, soixante mille et plus. Et vindrent jusques à Engoulesme où demourarent longtemps devant. Aussi vindrent jusques amprès de Nontron, tellement que les habitans de cest present ville en furent en aussi grand trouble que jamais avoyent esté de chose que leur fust advenue. Et les plus riches envoyerent leurs biens, blés et meubles principaux par les tours (?), villes et chasteaulx et lieux secretz, et firent les ungs des secrets dans leurs maisons pour recueillir leurs biens, et en y myrent beaucoup, comme si on devoit tout habandonner. Car se les gens arrivoyent, ils faisoient fere assemblées et mettre en garans les gens, et ceulx que on disoyt estre gabelleurs, ilz les ruynoient, ensemble leurs terres et maisons, de tout. Et envoyarent plusieurs lettres a la cour de parlement de Bourdeaulx de par ledit couronnell, tellement que ceulx de Bourdeaulx s'en esmurent.

Et au moys d'aoust au dit an, la commune dudit Bourdeaulx s'en esmeust et esleva contre le roy et firent toquessain tellement qu'ilz firent assembler les hommes estant pres dudit Bourdeaulx en grand nombre, et prindrent le president de La Chassaigne et le firent leur couronnell, tuarent le seigneur de Monnens lieutenant pour le roy audit Bourdeaulx, firent de grandz rumeurs, saccagerent plusieurs maisons, tellement qu'ilz n'y laysserent aucuns meubles et les abatoient jusques aupprès des basses murailhes, mesme celles du president Leconte, du conseilher Boyer, contreroleur de pieces, du greffier de Pontac et d'aultrui, et en tuarent beaucoup de ceulx qui s'estoyent entremeslés de lad. gabelle. Et tiurent la dite ville de Bourdeaulx contre le roy pour ledit couronnell par long temps, jusques a ce que, au moys d'octobre audit an, le roy envoya Monsieur le connestable seigneur de Montmorency avec une grande armée en la duchié de Guyenne, qui fist de grans maulx au povre peuple. Et vinrent au dict Bourdeaulx et ne leur fust resistance aucune. Et estans au dit Bourdeaulx la gendarmerie se saisit des clefs de la ville par le commandement du dit connestable et prindrent le gouvernement de tout. Et y logea de trente cinq à quarante mille personnes de gensdarmarie. Et le dit connestable estoit audit Bourdeaulx qui y (envoya) fait venir certain nombre de conseilhers de province pour y fere de grans exequutions, ensemble le seigneur de la Voulte, grand prevost de l'hostel, que le dict connestable y list

venir, et y demeura long temps le dict connestable tenans les gens en grand subgection. Et fist constituer prisonnier le dict de la Chassaigne president et quatre ou cinq conseilhers de la cour de parlement de Bourdeaulx. Et avant que s'en partir de Bourdeaulx par sentence et arrest du dict connestable entre aultres choses fust dict que, les dicts conseilhers estans prisonnyers et bien cent ou six-vingtz des plus apparens de la dicte ville assisteroyent, ensemble les juratz du dict Bourdeaulx, aux honneurs du dict feu seigneur de Monnens pourtant deulh et demanderoyent pardon a Dieu, au Roy et à justice, et seroyent les habitans du dict Bourdeaulx privés de tous privileges et que leurs privileges seroyent bruslés en leur presence, et ordonné que la maison commune seroyt abatue et au lieu d'icelle faict une chappelle pour prier Dieu pour l'ame du dict feu seigneur de Monnens et condempnés en deux cens mil livres envers le roy et aux despens de la gendarmerie et soulede; lequel arrest fust exequié ainsy que dict est, en presence du dict connestable, lequel despuys s'en alla et y laissa grandz garnisons, ensemble par les aultres villes du dict ressort de Bourdeaulx que tindrent les gens en grande subgection.

Après l'esmotion du dict Bourdeaulx ceulx de la ville de Lymoges firent aussi aultre esmotion contre le roy et assemblée de gens, ensemble ung couronnel que fut Marcial Douhet dict Grenaille, et pourtarent tout le seel de sondit (?) maguasin au dict Lymoges hors le grenier, et en prenoyt qui en vouloyt, pilhans sa maison et en abatyrent une grande partie et firent de grandz reveues(?) Le dict connestable avant partir du dict Bourdeaulx y envoya grand nombre de gendarmerie qui firent de grandz maulx au pays ou ilz passerent; entre aultres y envoya les bandes du seigneur de la Fayette et de la Terrade, ensemble deux mil hommes de pied, du pays de Basque et de Gascogne, qui vesquirent a discretion au dict Lymoges long temps et y firent de grandz maulx. Et s'en retournans du dict Lymoges les dicts gens a pied passans en la present ville [de Saint Yrieix] et faulx bourgs se logearent et firent de grandz maulx, aussi laissans des garnysons qui nous tindrent en grand subgection.

Le dict connestable lieutenant du Roy au dict pays de Guyenne par ordonnance ordonna que les cloches dud. pays seroyent abatues, ce que [fust] faict, et que tous les harneys, tels escus, bardelles, poignardz et aultres harneys, offensibles et deffensibles, seroyent mys, à peyne de confiscation de corps et de biens, dans les maisons communes dud. pays de Guyenne quant aux villes, et ceulx des champs dans les plus prouchains chasteaulx, ce que fust faict. Dieu par sa grace veulhe pourvoyr au tout, ainsin qu'il est de nécessité.



Le jour St. André, dernier du mois de novembre an mil cinq cens quarante neuf, a une heure avant jour ou envyron, je espousé en segondes nopces en l'esglise du moustier St. Yrieys Magdaleyne Nohalhes, ma seconde femme, natifve et demourans en la ville de Lymoges. Et nous esposa mon compere messire Jehan Jarric, prieur de Fargetas. Et estoit led. jour St. André jour de sabmedy.

Le penultime jour dud. mois de novembre après ensuyvant qu'on comptoyt mil cinq cens cinquante, a semblable jour de sabmedy, touteffoys vigille de lad. feste St. André, envyron une heure ou deux apres mynnyt precedant led. sabmedy, mad. femme enfenta ung filz que fust nommé Jacques, duquel fust parrin mon fils aîné Jacques et marrine Jehanne Ryviere ma proche voisine, heritiere de feu M^e Pierre Riviere son pere. Et fust, led. jour de sabmedy penultime dud. mois de novembre aud. an 1550, envyron l'heure de trois heures dud. jour, baptisé en lad. esglise du moustier St. Yrieys par mond. compere messire Jehan Jarric, prieur de Fargetas.

Une correspondance inédite de M. de Tourny

Intendant de la Généralité de Limoges, en 1740.

La proportion des études ayant trait à l'administration des Intendants, jusqu'à Turgot du moins, paraît un peu insuffisante, si l'on consulte la liste des œuvres historiques publiées sur l'ancienne province du Limousin. Les documents pouvant servir à combler une pareille lacune sont malheureusement en petit nombre ou d'intérêt médiocre. M. Alfred Leroux, dans son « Esquisse historique de la Généralité de Limoges », inscrite en tête de l'Inventaire des Archives de l'Intendance, énumère les causes très diverses de cette pénurie. Destruction des archives par l'incendie à plusieurs reprises, dispersion des arrêtés et des correspondances, conservation par les Intendants et leurs subordonnés de pièces administratives considérées par eux comme papiers personnels; autant de raisons pour expliquer l'absence regrettable de renseignements sur une période, pourtant fort importante, de la vie publique en Limousin. Le second tiers du XVIII^e siècle est, en effet, l'époque où les représentants du roi dans les Généralités commencent à exercer une influence prépondérante. Leur rôle ne se borne plus uniquement à être de simples intermédiaires du pouvoir central, chargés de maintenir leurs provinces dans l'obéissance et d'y faire percevoir régulière-

ment l'impôt. Les progrès de l'agriculture et la naissance de l'industrie, l'amélioration de la voirie urbaine et la création de chemins ruraux, la mise à l'étude de réglemens de police, les besoins de bien-être croissant tous les jours dans l'esprit des populations, donnent aux administrateurs, de 1725 à 1740, l'occasion de relever le prestige de leurs fonctions, pour peu qu'ils aient l'âme généreuse, de l'activité et de l'initiative.

Boucher d'Orsay (1), Intendant de la Généralité de Limoges, pour la seconde fois, de 1724 à 1730, et Aubert de Tourny (2), son successeur, ont été les premiers à comprendre ainsi leur devoir, et à le remplir avec distinction pour le plus grand bien de leurs administrés. C'est seulement à Bordeaux, où il fut envoyé en 1743, que Tourny acquit une véritable popularité. Elle aurait dû se manifester déjà dans notre province, si nous en jugeons par une très intéressante correspondance, provenant du cabinet de M. Astaix, ancien vice-président de notre Société, et dont nous devons la communication à l'obligeance de M. Etienne Morel.

Cette correspondance se compose de dix-neuf pièces manuscrites, embrassant la période comprise entre le 20 mars et le 19 juin 1740; une seule est datée du 21 septembre 1743, après le départ de Tourny pour la Guyenne. Quatre lettres sont entièrement de sa main, deux accompagnées de quelques mots et de sa signature; six revêtues seulement de sa signature; les six autres sont des copies de l'époque. La dernière, en date du 21 septembre 1743, est scellée de cire rouge avec ses armoiries, « de sable à l'aigle d'argent, accompagné au franc quartier d'une étoile. »

Dix lettres sont adressées à M. Juge, avocat du Roy au Présidial, deux à messieurs les Consuls. Les copies, toutes destinées à M. Juge, contiennent les instructions de l'Intendant à M. Poitevin, commissionnaire en grains à Angoulême, et à M. Beaujon, important négociant bordelais. Une lettre de M. Beaujon à M. Juge complète la série.

La missive à l'adresse de M. Juge, en date du 12 avril 1740, a figuré à l'Exposition de Limoges en 1886, sous le n° 92 de la section des autographes. Celle que reçurent les Consuls, le 2 avril 1740, a été publiée par M. Louis Guibert dans le journal la *Discussion*, du

(1) Charles Boucher, seigneur d'Orsay, mort en 1730. Intendant de la Généralité de Limoges de 1710 à 1719 et de 1724 à 1730.

(2) Louis-Urbain Aubert, chevalier, marquis de Tourny, baron de Nully, seigneur de Pressaigny, Laqueuedeix, Thil et autres lieux; né vers 1670, mort en 1760. Intendant de la Généralité de Limoges de 1730 à 1743 et de la Généralité de Bordeaux de 1743 à 1757.

11 novembre 1871, et reproduite dans les *Registres consulaires*, t. IV, pages 435 et 436. Toutes les autres sont inédites.

Jacques Juge, seigneur de La Borie et du Treuil (1), avocat du roi au Présidial, était né en 1702 à Limoges, où il est mort le 8 octobre 1779 ; il fut élu par ses concitoyens consul en 1732 et 1739, prévost consul en 1763, et enfin nommé premier maire de la ville par le roi en 1768. Les Juge de La Borie portaient, « d'azur à une main mouvant du flanc senestre, tenant une épée en pal, qui supporte le fleau d'une balance à deux bassins d'argent ».

Tourny avait la plus grande estime pour notre éminent compatriote, à l'éloge duquel M. Guyot d'Amfreville, avocat général, a consacré un discours remarquable, prononcé, le 3 novembre 1877, à l'audience de rentrée de la Cour d'appel de Limoges (2).

La majeure partie de la correspondance qui nous occupe ayant trait à la crise des subsistances, si fréquente dans la première moitié du XVIII^e siècle, et aux moyens d'y remédier, nous étudierons d'abord les lettres qui s'y rapportent sans tenir compte de leurs dates. Nous verrons ensuite celles qui se rattachent à de menus incidents de la vie locale ou régionale.

Le Limousin avait horriblement souffert de la disette en 1738, et, la récolte ayant été encore mauvaise l'année suivante, on redoutait de sérieuses difficultés pour l'approvisionnement de la population. Nous avons trouvé d'utiles indications sur les inquiétudes des administrateurs de la province dans un manuscrit de très grand intérêt que son possesseur, notre collègue, M. Paul Ducourtieux, a bien voulu nous communiquer avec toute l'obligeance dont il est coutumier. Il s'agit d'un livre de comptes, tenu au jour le jour, et dit 2^e registre des Barbou. Les célèbres éditeurs, fournisseurs attitrés de l'Intendance, y inscrivaient les commandes d'imprimés, avis, lettres et ordonnances, en prenant soin d'en résumer brièvement le contenu. C'est là une véritable mine de renseignements, précieux

(1) M. Jacques Juge de La Borie fut un des hommes les plus considérables et les plus justement estimés de Limoges au XVIII^e siècle. Avocat du roi au siège présidial, il avait obtenu du Parlement l'autorisation toute exceptionnelle de conserver son cabinet d'avocat et de plaider dans les causes où il n'occupait pas le siège pour le roi. Il avait une influence considérable sur ses concitoyens, auxquels, du reste, appartenait tout son dévouement. (*Reg. consul.*, t. V, p. 306 ; en note.)

(2) Cour d'appel de Limoges. Discours prononcé le 3 novembre 1877, à l'audience de rentrée de la Cour d'appel de Limoges, par M. Guyot d'Amfreville, avocat général. La vie et les œuvres de M. Juge de La Borie, avocat du roi au siège présidial et sénéchal et premier maire de Limoges (1702-1779). — Limoges, v^e H. Ducourtieux, 1877, in-8.

pour l'histoire de la Généralité, que nous espérons voir bientôt publier par M. Ducourtieux. Nous y avons, en attendant, et grâce à lui, puisé à pleines mains.

Les craintes de famine, avons-nous dit, étaient donc grandes au début de l'année 1739, et l'affolement commençait à se faire sentir. Dès le 26 février (1), l'Intendant était informé que, dans plusieurs paroisses de la Généralité, les propriétaires n'avaient pas suffisamment de grains pour nourrir leurs métayers ou colons. Il envoie aussitôt des avis prévenant les pauvres de la ville, des faubourgs, de la cité et des orances de Limoges, qu'ils sont compris dans l'état de distribution de nourriture (2). Le 13 mars, il constate que la cherté des grains, causée par le manque de récoltes des trois dernières années, a considérablement augmenté le nombre des pauvres (3).

On lui fait bientôt savoir que les marchés des villes d'Aixe, de Saint-Léonard, de Saint-Junien, ne sont pas pourvus de grains d'une façon régulière et continue (4). Il commence à en faire venir de Bretagne par le port d'Angoulême, et prend des mesures vis-à-vis des meuniers et des boulangers, soupçonnés peut-être de dissimuler des marchandises (5). Le 24 mai, on commande l'impression de billets de charité pour des sommes variables, et d'instructions pour la préparation du riz que le roi fera distribuer aux pauvres (6). Le 21 juin, est publié un arrêt du Conseil d'Etat qui attribue aux prévôts des maréchaussées et à leurs lieutenants, la connaissance de tous attroupements, et la répression de toutes émeutes et séditions qui pourraient survenir à l'occasion des grains (7). Ces mesures étaient sages, car, l'année précédente, des troubles très sérieux avaient éclaté sur plusieurs points de la ville de Limoges, et Monseigneur de l'Isle du Gast qui, pourtant, nourrissait tous les jours cent malheureux de ses deniers, avait failli en être la victime (8).

L'arrêt du Conseil d'Etat est bientôt suivi d'un avis pour que les pauvres, attirés à la ville, aient à revenir à la campagne avant le 1^{er} juillet (9).

(1) 2^e registre des Barbou, folio 33.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, folio 36.

(4) *Ibid.*, folios 36 et 37.

(5) *Id.*, *ibid.*

(6) *Ibid.*, folio 38.

(7) *Id.*, *ibid.*

(8) *Reg. consul.*, t. IV, p. 424.

(9) 2^e reg. des Barbou, folio 39.

Un exemplaire de cet avis, en date du 25 juin 1739, se trouve aux Archives départementales, série G, liasse 360 du fonds de l'Intendance.

Le 5 octobre, le roi, sensible à la triste situation des habitants de la Généralité, les dégrève de quelques impôts (1), et, le 10 novembre, prend des mesures plus générales et plus importantes. Par son ordre, à l'avenir, les blés, grains, farines et légumes verts ou secs seront exempts, dans toute l'étendue du royaume, des droits de péage, passage, pontonnage, travers, et de tous autres droits généralement quelconques, tant par eau que par terre, soit que les droits appartiennent à des villes et communautés, ou à des seigneurs ecclésiastiques ou laïques, ou autres personnes; il est fait main-levée de toutes les saisies qui pourraient avoir été faites faute de paiement des dits droits (2).

Toutes ces ordonnances étaient évidemment excellentes pour plus tard, mais ne paraient pas aux besoins immédiats. Tourny offrit aux consuls de leur faire prêter les sommes nécessaires pour acheter la quantité de grains indispensable à la consommation. Au cours d'une réunion à l'hôtel de ville, qui se tint le 16 décembre 1739, les consuls acceptèrent la proposition de l'Intendant, et le prièrent de leur procurer l'emprunt, « jusqu'à concurrence au moins de soixante mille livres pour l'achat de dix à douze mille sestiers de seigle qu'on pourra faire dans la basse Bretagne ou dans les pays étrangers (3) ».

Tourny se rendit avec empressement aux vœux des consuls, et des achats furent effectués en Bretagne dès les premiers jours de 1740. Il fallait cependant opérer avec prudence et ne pas encombrer les marchés; aussi, le 20 janvier, l'Intendant faisait-il imprimer des avis, renouvelables tous les mois, pour s'informer du prix des denrées dans les diverses localités (4). Dans sa lettre du 20 mars, il avisait M. Juge qu'une partie du grain était arrivée à Rochefort et à Angoulême, et que Limoges allait bientôt en recevoir (5).

Le ravitaillement de la province était dès lors entièrement assuré, mais il restait à Tourny d'autres graves sujets de préoccupation. Ses administrés à l'abri de la famine, il dut songer à ménager leur bourse. Les avoines et les fourrages ayant augmenté pour les mêmes raisons que les autres produits de la terre, les voituriers étaient bien obligés de réclamer des sommes plus élevées pour les transports (6). Le grain, fortement majoré, n'allait-il pas

(1) 2^e Registre des Barbou, fol. 39.

(2) *Ibid.*, fol. 43

(3) *Reg. consul.*, t. IV, pp. 433 et 434.

(4) 2^e Reg. des Barbou, folio 52.

(5) Lettre de Tourny à M. Juge du 20 mars 1739.

(6) Copie de la lettre écrite par Tourny à M. Poitevin, le 29 mars 1740.

se trouver, rendu à Limoges, d'une vente plus difficile et la perte supportée par les consuls qui l'avaient acheté ne serait-elle pas ruineuse? Tourny s'employa de toutes ses forces, ses lettres le prouvent, à remédier à ce nouvel inconvénient. Il commença par envoyer des instructions fort détaillées à M. Poitevin, commissionnaire à Angoulême, pour qu'il n'expédiât à Limoges qu'au fur et à mesure des besoins, lui enjoignant de s'arranger pour vendre sur place aux meilleures conditions, soit directement, soit par intermédiaires (1). Le plus grand secret lui était en même temps recommandé, de façon que la population de Limoges ne se doutât pas de ces ventes : n'en comprenant pas l'intérêt, elle aurait pu s'affoler sans raison. Toutes ces précautions furent soumises à M. Juge qui en apprécia la sagesse.

Au mois d'avril, les craintes de disette étant à peu près complètement dissipées, Tourny prit des mesures encore plus radicales. Il écrivit à M. Poitevin de vendre tout ce qu'il pourrait à Angoulême (2), et à M. Beaujon, négociant à Bordeaux, qui s'était chargé de l'achat du grain en Bretagne, d'évacuer le plus de marchandise possible sur Bordeaux où il s'en déferait à meilleur compte (3). A la suite de démarches pressantes, les expéditeurs bretons consentirent même à annuler une partie du marché (4).

En somme, le grain ne manqua pas à Limoges et la perte provenant de l'écart entre les prix de vente et d'achat fut réduite au minimum, grâce à la prudence et à la clairvoyance de l'Intendant, aux bons conseils de M. Juge, au zèle et à la probité de MM. Beaujon et Poitevin. Au mois de mai, les consuls eurent de nouvelles inquiétudes dues au mauvais état apparent des récoltes, et s'en ouvrirent à Tourny. Celui-ci chercha à les rassurer et les empêcha de faire de trop gros emprunts aux réserves d'Angoulême (5).

L'Intendant de la Généralité de Limoges avait fait preuve, dans toute cette affaire des grains, de talents administratifs de premier ordre, mais surtout, la lecture de sa correspondance le démontre, d'un profond sentiment d'humanité et d'un dévouement sans bornes aux intérêts de la population.

Dans les différentes affaires concernant des gens d'église, de finance ou de justice, qui font l'objet des autres lettres adressées par Tourny à M. Juge et aux consuls, nous retrouvons la même

(1) Copie de la lettre à M. Poitevin du 29 mars 1740.

(2) Copie de la lettre à M. Poitevin du 12 avril 1740.

(3) Copie de la lettre à M. Beaujon du 1^{er} avril 1740.

(4) Lettre de M. Juge du 14 avril ; lettre à M. Poitevin du 15 avril 1740.

(5) Lettre de Tourny à MM. les consuls, le 8 mai 1740.

bienveillance et le désir de toujours solutionner les difficultés par la conciliation.

La corporation fort remuante des chirurgiens est, depuis quelque temps, en proie à des querelles intestines. De nombreux procès sont pendants entre ses membres, et une plainte a été déposée par certains d'entre eux contre des collègues prenant sans droit le titre de maîtres (1). Tourny en a parlé à M. de la Peyronie, chef des statuts et privilèges de la chirurgie du Royaume, qui saura mettre à la raison ses confrères de province (2).

M. Périère, écuyer, seigneur du Vigneau, a demandé, s'appuyant sur ses titres et qualités, à être rayé du rôle de la taille. L'Intendant sera heureux de lui être agréable pour peu que sa réclamation soit justifiée et approuvée par M. Juge et les consuls (3). Nous voyons dans les *Registres consulaires* que le suppliant a obtenu gain de cause jusqu'en 1753, époque à laquelle il est de nouveau imposé; il ne perdra pas courage, multipliera les démarches, et sera définitivement exonéré sous l'administration de M. Pajot de Marcheval, en 1759 (4).

Un M. Bari, que nous n'avons pu identifier, est impliqué dans une affaire où il est question d'un grenier; ce doit être un ecclésiastique, car Tourny a soumis son cas à l'oncle de M. de Montesquiou, abbé de Saint-Martial, qui s'en occupera (5).

Dans une circulaire, datée du 25 janvier 1740, qui figure aux Archives départementales (6), le chancelier d'Aguesseau se plaint qu'on ne trouve plus de gens voulant accepter les charges de judicature. Il y a trop d'offices et pas assez d'officiers. Pour être en état de remédier à ce mal, il faut commencer par en connaître la réalité et l'étendue. Dans le but d'y parvenir, le Chancelier adresse aux Intendants une série de tables ou états à remplir; dans leurs colonnes, les officiers de chacun des présidiaux, bailliages ou sénéchaussées, prévôtés, vicomtés, châtellenies, vigueries et autres sièges royaux ressortissant au parlement, seront tenus d'inscrire tous les renseignements que le roi désire recevoir. Tourny, en accusant réception à M. Juge de l'état dressé par le présidial en conformité de ces instructions, lui demande quelques explications

(1) Arch. dép. : fonds de l'Intendance, C. 502.

(2) Lettre de Tourny à M. Juge, le 20 mars 1740.

(3) Lettre de Tourny à M. Juge, le 20 mars 1740.

(4) *Reg. consul.*, t. V, pp. 107, 108 et 109.

(5) Lettre de Tourny à M. Juge, le 20 mars 1740.

(6) Arch. dép., fonds de l'Intendance, C. 356.

et le prie de donner des éclaircissements aux officiers de justice qui en auraient besoin (1).

Sachant que tout ce qui lui arrive d'heureux intéresse M. Juge, l'Intendant lui annonce que sa pension a été portée par le roi de 4 à 6.000 livres, traitement qui nous paraît minime si l'on considère l'importance de la fonction (2).

La lettre aux consuls du 2 avril 1740 a déjà été publiée, nous l'avons dit plus haut : Tourny remercie, en termes charmants, les élus de Limoges d'avoir bien voulu lui demander son portrait pour en orner une des salles de l'hôtel de ville (3).

Dans le courant d'avril, les consuls et les notables s'assemblent pour délibérer sur une grave infraction aux règles de l'étiquette et de la courtoisie. L'abbesse de la Règle, rompant avec la tradition, a négligé de faire rendre la visite habituelle par son chapelain au corps de ville nouvellement élu. Il est solennellement décidé que les magistrats n'assisteront pas au sermon du vendredi-saint à la Règle, et défendront même au prédicateur de le prêcher (4). Tourny, prévenu après coup de l'incident, informe M. Juge qu'il s'entendra avec l'évêque pour éviter l'année suivante le retour d'un pareil fait (5).

Une autre contestation, d'ordre paroissial, s'était élevée entre le curé de Saint-Pierre et celui de Saint-Maurice. Au cours de l'année 1736, sur les propositions de Tourny, qui s'occupait des embellissements de la ville, les marguilliers et les bayles des âniers de Saint-Pierre avaient consenti à céder aux consuls le cimetière *extra muros* de la paroisse, dit cimetière de Saint-Paul ; il devait être remplacé, dans le nouveau plan, par la place Tourny. Au milieu du cimetière, se trouvait une chapelle appelée des « Ames du Purgatoire ». Les consuls donnèrent, en échange du terrain qu'ils prenaient, le jardin Dalesme, dans le quartier du Maupas, et s'engagèrent par contrat, en date du 12 juillet 1738, à y rebâtir la chapelle (6). Comme ce jardin touchait au cimetière de Saint-Maurice, le curé de cette paroisse signifia à son collègue de n'avoir à procéder, dans la chapelle nouvellement érigée, à aucune cérémonie pouvant porter atteinte à ses droits. Tourny écrivit à M. Juge, le 15 mai 1740, qu'il verrait à prendre avec l'évêque les mesures

(1) Lettre de Tourny à M. Juge, le 27 mars 1740.

(2) Lettre de Tourny à M. Juge, le 29 mars 1740.

(3) Lettre de Tourny à MM. les consuls, le 2 avril 1740.

(4) *Reg. consul.*, t. IV, pp. 434 et 435.

(5) Lettre de Tourny à M. Juge, le 15 avril 1740.

(6) *Reg. consul.*, t. IV, p. 114.

nécessaires pour qu'il n'y ait plus, entre les deux curés, « de différends qui nuisent à l'union désirable pour l'exemple du public et le bien de leur troupeau (1). »

Dans sa lettre du 19 juin, Tourny traite avec M. Juge une question de compétence (2). Un malfaiteur est-il, dans l'espèce, justiciable ou non du présidial ? Le délit ne nous paraît pas, au surplus, et bien qu'il y ait récidive, d'une gravité exceptionnelle : le coupable a volé la fermeture du portail des cloîtres de Saint-Martial.

La dernière page de cette intéressante correspondance est datée de Coutras, le 21 septembre 1743. Tourny vient d'être nommé à Bordeaux et remplacé à Limoges par M. Barbery de Saint-Contest, seigneur de La Chataigneraye. Il tient à témoigner encore une fois à M. Juge toute sa sympathie : « Je suis charmé, Monsieur, que vous ayez autant à vous louer de M. de La Chataigneraye que vous me le marquez ; comme je ne lui ai point laissé ignorer tout ce que vous valez, et qu'il est connaisseur, ses sentiments pour vous ne peuvent qu'augmenter, et les miens dureront toute ma vie (3). »

Soutenu, dans son passage à la tête de la Généralité de Limoges, par des auxiliaires précieux et dévoués comme Juge de la Borie, l'Intendant Aubert de Tourny s'est montré, disons-le en terminant, le digne et véritable précurseur de l'illustre Turgot.

La lecture des lettres mêmes qui ont fait l'objet de cette étude le prouvera encore bien mieux qu'une courte analyse, toujours insuffisante en pareille circonstance.

André DEMARTIAL.

« A Paris, ce 20 mars 1740 (4)

» Pressé, Monsieur, de différentes affaires, lors du d^{er} courrier, je n'eus le tems que de vous faire dire par M. Dupin (5) que j'avois reçu votre lettre du 8. Je vous suis très obligé de l'explication que vous m'y donniez sur ce qui regarde les chirurgiens. J'en ay parlé à M. de la Peronnie (6) qui doit les en bien reprimander ; ainsi de tous côtés ils verront qu'ils ont tort.

(1) Lettre de Tourny à M. Juge, le 15 mai 1740.

(2) Lettre de Tourny à M. Juge, le 19 juin 1740.

(3) Lettre de Tourny à M. Juge, le 21 septembre 1743.

(4) Lettre écrite entièrement de la main de Tourny.

(5) M. Dupin, secrétaire de Tourny. Il avait rempli les mêmes fonctions auprès des intendants de Breteuil, Pajot et d'Orsay.

(6) François de la Peyronie, écuyer, conseiller, premier chirurgien de Sa Majesté, chef et garde des chartes, statuts et privilèges de la chirurgie et barberie du royaume.

» J'ay eu avis, comme vous, de l'arrivée d'une partie du grain tant a Rochefort qu'a Angoulesme. Je ne doute pas que vous n'en aiez bientôt a Limoges; vous me manderez comment vous le trouverez, et de quelle façon vous comptez le gouverner. J'ay déjà mandé a M. Dupin a peu pres ce que j'en pensais, sans doute il vous l'aura communiqué.

» M. Periere (1) se trouve dans un cas delicat. J'aurois grande envie de luy faire plaisir, mais je ne voudrois pas que ce fut aux depens de la regle, demanderoit'elle absolument qu'il fut imposé cette année cy, et ne luy pourrait'on pardonner encore pour prendre son parti de façon ou d'autre; si cela est possible, vu les moiens qu'il pretend avoir, c'est cette année, par raport a la diminution qui se trouve sur la ville, voiez cela avec M^{rs} vos confreres, a qui vous pourrés montrer ma lettre, pour qu'ils y connoissent ma facon de penser dans cette occasion.

» Je ne puis qu'approuver tout ce qui a été fait de votre part et de vos confreres au sujet du grenier. J'imagine qu'après la facon dont j'ay parlé icy a l'oncle de M. l'abbé de Montesquiou (2) et a M. de Mouy (3), ils ont écrit a M. Bori de maniere qu'il ne remue plus, ou ce sera toujours inutilement.

» Je suis, Monsieur, votre tres humble et obeissant serviteur.

» DE TOURNY. »

« A Paris, ce 27 mars 1740 (4).

» J'ay reçu, Monsieur, avec la lettre de M^{rs} les officiers du Présidial de Limoges, le 15 de ce mois, la carte qui l'accompagnoit en reponse a ce que je leur avois précédemment écrit de la part de M. le Chancelier (5). Je vous prie de le leur dire, et que tous les articles m'y paroissent remplis dans l'esprit de ce ministre. Il n'y a que le premier concernant l'office de senechal dont les colonnes sont en blanc pour m'en instruire. Je vais charger M. Dupin d'en écrire de ma part a M. le Marquis du Saillant (6).

» Mais je n'entends point comment M. Mandat fait exercer l'of-

(1) Jean-Joseph Périère, écuyer, seigneur du Vigneau.

(2) Henri-Jacques de Montesquiou, abbé de Saint Martial, nommé évêque de Sarlat en 1747.

(3) Peut-être Tourny veut-il parler de M. du Muy, conseiller d'Etat, commissaire du roi pour la direction générale des Economats (Bureau ecclésiastique).

(4) La signature seule est de la main de Tourny.

(5) Henri-François d'Aguesseau, chancelier de France, né à Limoges le 27 novembre 1668, mort dans sa terre de Fresnes le 9 février 1751.

(6) Marquis du Saillant, seigneur et vicomte de Combarn.

lice de Receveur des consignations par le s^r Estienne : l'un ou l'autre ont-ils des provisions du Roy?

» De meme par raport a l'office de greffier de la police qu'on marque estre exercé par le s^r Navieres comme l'occupant par succession de son pere?

» Vous me ferez plaisir de m'expliquer ces deux articles.

» Les deux offices de Conseillers honoraires pretendent l'exemption de taille, et je crois l'avoir ainsy decidé a l'égard de M. de Beaupeyrat (1) sur la representation de son Edit de creation de 1635 et autres titres posterieurs. Il semble qu'il en auroit du estre fait mention dans les observations : je vous seray très obligé d'examiner avec M. de Beaupeyrat ses pieces, et d'en faire un petit extrait relatif a l'objet ci-dessus que vous m'enverrés.

» Presentemen que j'ay le travail du Presidial et de la Senechaussée de Limoges, il me fant avoir celuy des justices ressortissantes; j'ai envoyé a M. de Villarnon (2) des lettres sur ce necessaires pour qu'il les adresse aux officiers de ces justices avec des cartes a remplir, mais comme je pense que la besogne n'y sera pas bien faite de leur part, ou n'aura pas grande exactitude, je souhaiterois qu'elle passat par vos mains avant de me revenir; c'est pourquoy je vous prie d'ajouter a mes paquets un mot de vous pour que ces officiers vous renvoient leurs reponses, et que s'ils ont besoin de quelque eclaircissement ils sachent que vous pourés le leur donner. Je crois qu'en meme tems que les paquets pour les officiers de Condat et de Chalucet leur seront adressés s'il y en a, il faudra que vous preniés la peine d'écrire un mot à M^{re} Mandat (3) et de Chalucet (4) afin qu'ils se mettent au fait de ce dont il s'agit et vous en instruisent.

» Je suis tres parfaitement, Monsieur, votre tres humble et tres obeissant serviteur.

» DE TOURNY. »

(1) Pétinaud de Beaupeyrat, conseiller honoraire au présidial.

(2) M. de Villarnon, autre secrétaire de Tourny : on trouve son nom dans le Registre des Barbou comme ayant fait des commandes pour les bureaux de la Généralité.

(3) M. Mandat, officier de la justice de Condat.

(4) M. de Verthamont, seigneur de Chalucet, conseiller au Parlement de Bordeaux.

« A Paris, ce 29 mars 1740 (1).

» J'ay reçu, Monsieur, votre lettre du 23. J'ay trop peu de moments a moy pour y repondre ny mesme pour faire copier une lettre que j'écris à M. Poitevin, en consequence de nos reflexions communes sur l'état des choses, vous aurez cette copie (2) par le p^r courrier.

» Je suis tres sensible a ce que me marquent M^{rs} les Consuls. Je remets aussi au p^r courrier a leur faire reponse (3).

» Le Roy a eu la bonté d'augmenter ma pension de 2.000 livres, qui au moien de ce est actuellement de 6.000 livres (4).

» Je suis, Monsieur, parfaitement votre tres humble et tres obéissant serviteur.

» DE TOURNY. »

M. Juge.

« A Paris, ce 2 avril 1740 (5).

» On ne peut etre, Messieurs, plus sensible que je le suis a tout ce que vous me temoignés, et par raport a la crainte de me perdre et par raport a la demande de mon portrait. Quant a la crainte, je puis vous assurer que quand le Conseil me retirera du milieu de vous ce ne sera pas à mes désirs qu'il se pretera ; je souhaite seulement laisser alors dans vos cœurs autant de regrets que cette separation en causera au mien. A l'égard de mon portrait, je ne m'étois jusqu'icy senti aucun gout pour le faire faire, mais l'envie que vous avés de le placer dans l'hotel de ville m'y determinera avec plaisir. C'est flatter mon amour propre par l'endroit le plus delicat que de me donner lieu de penser que vous regarderés ce portrait et le montrerés un jour a vos descendans comme celuy de quelqu'un qui vous aimoit veritablement et que vous aimiez de meme. Je suis avec ces sentimens, Messieurs, votre tres humble et obeissant serviteur (6).

» DE TOURNY. »

(1) Lettre écrite entièrement de la main de Tourny.

(2) Copie de la lettre adressée à M. Poitevin en date du 29 mars.

(3) Lettre aux consuls de Limoges en date du 2 avril.

(4) Cette pension de 6.000 livres constitue-t-elle le traitement de l'intendant ? S'il en est ainsi, c'est l'Etat qui paraît en avoir la charge et non plus, comme au XVII^e siècle, la Généralité.

(5) La signature seule est de la main de Tourny.

(6) Cette lettre a été publiée par M. Guibert dans le journal *la Discussion* du 11 novembre 1871 et reproduite dans les *Registres consulaires*, t. IV, p. 435 et 436.

M^{rs} les Consuls de Limoges.

« A Paris, ce 2 avril 1740 (1).

» Je suis bien aise, Monsieur, que vous soyés du mesme avis que moy sur l'usage qu'il y a a faire de l'aprovvisionnement des grains destinés pour la ville de Limoges dans le tems que l'on avoit a craindre une disette, et qui y sont inutiles actuellement que nous devons nous en croire preservés. Sans vous faire icy un detail des nouvelles mesures que j'ay prises a ce sujet, vous les verés par les copies cy jointes de 3 lettres dont 2 au s^r Poitevin des 29 mars et 1^{re} avril et une au s^r Beanjon du meme jour 1^{re} avril. Je ne vois pas que j'y puisse rien ajouter pour menager les interets de la Province. S'il vous venoit dans l'idée quelque chose de plus utile, ou que la situation des marchés en changeant vous fit croire qu'il y avoit d'autres precautions a prendre, mandés le moy naturellement afin que j'en tire party.

» Jusqu'icy il n'a ete question dans les connoissances qu'on m'a données que du prix des grains a Limoges et a Angouleme, on ne ne m'a point parlé de ce qu'ils se vendoient a S^t-Junien; s'ils y sont plus chers qu'a Limoges comme j'ay lieu de le croire, ne trouveriés vous pas a propos d'y faire un entrepot, ou l'on en debiteroit avec d'autant plus d'avantage qu'il y auroit 6 à 7 francs de moins de frais de voiture. Vous proposerés cela a vos collegues si vous pensés qu'il en resulteroit un bien.

» Je suis, Monsieur, votre tres humble et tres obeissant serviteur.

» DE TOURNY. »

« Le 3 avril.

» J'ay reçu votre lettre du 29 mars. Je n'ay pas le tems d'y repondre aujourd'huy, je vous prie seulement de remettre à M^r Du Pin les provisions de M^r le Marquis du Saillant, je luy mande quelles sont entre vos mains. »

M. Juge.

*Copie de la lettre écrite par M. de Tourny au s^r Poitevin
le 29 mars 1740*

« Je vous vois, Monsieur, aux termes de votre lettre du 21 de ce mois, embarrassé pour le transport du grain de Limoges, par ce que la cherté du foin et de l'avoine font que les voituriers ne trouvent

(1) La signature et le *post-scriptum* sont de la main de Tourny.

pas leur compte à 21 francs par boisseau. Je le comprends, et je n'hésiterois pas de vous mander d'augmenter de 2 à 3 francs a proportion de ce que vous verriez convenable si je n'étois moy meme intrigué du haut prix auquel ce grain revient en Limousin, sans qu'a en juger par la situation actuelle des choses il y soit fort necessaire, ne paroissant pas qu'on y manque, et que ce grain y etant rendu s'y vende jamais plus de 4 l. 10 à 5 l. En meme tems que j'en suis bien aise par raport au peuple qui souffrira moins que je ne craignois, je voudrois epargner à la Province la perte qui resulteroit d'une difference aussy considerable de l'achat a la vente y compris les frais de voiture; de la je persiste, non seulement a ce que je vous ay mandé le 18 de ce mois, de retenir, sans faire semblant de rien, au faubourg de l'Houmeau (1), la moitié de l'approvisionnement de Limoges, mais meme jusqu'aux deux tiers, en n'en faisant voiturier que tout doucement; vous avés un bon moyen pour qu'on ne s'en doute pas, dans la difficulté des voitures.

» Autre chose, en attendant que les habitants d'Angoulême se trouvent avoir assés besoin de secours pour m'en demander, ainsy que je le pensois par ma d^e lettre du 18, ce qui peut fort bien ne pas arriver, ne pourriés vous pas trouver le moyen de vendre comme en cachette à des meuniers ou voituriers pour la consommation de la ville d'Angoulême et environs quelques parties de 4 à 500 boisseaux mesure de lad. ville a un prix au dessus de 5 livres qui seroit nécessaire pour qu'il n'y aie pas de perte, ce qui me paroît d'autant plus facile a trouver que, par l'extrait des marchés de la première quinzaine de ce mois, j'y vois le 2 le seigle a 5 l. 10 s. et la meture (2) a 5 l. 2 s. Le 9 le seigle a 6 l. et la meture a 5 l. 8 s. Il n'y a pas de seigle aux marchés des 12 et 16, mais le froment s'y trouve a 7 l. 4 s. et 6 l. 11 s. et la meture a 5 l. 4 s. et 5 l. 6 s., ce qui doit faire présumer le seigle a plus de 5 l. 10 s.

» Ou bien encore ne pourriés vous pas avoir un marchand attiré, homme fidele et intelligent, que vous chargeriés de porter a chaque marché 50 ou 60 boisseaux plus ou moins, qu'il vendroit au courant comme sur son compte, dont il vous remettrait les deniers et dont vous tiendriés un etat bien fidele pour le représenter aux Consuls de Limoges. Ce dernier party est plus delicat par raport a la fidelité et discretion de celui que vous employeriés, et aux discours qui par la suite en pourroient resulter; quoyqu'en conduisant bien les choses, cela ne feroit que produire un bon effet

(1) Lhoumeau, port d'Angoulême, sur la Charente.

(2) Méture (rom. *mestura*, *mixtura*), mélange de farines ou de grains divers; méteil, pain de méteil (*Dict. provençal-français* de Mistral).

pour le bien public en garnissant le marché, et occasionnant au grain de baisser de prix par l'ordre que vous donneriez au marchand de lâcher ce grain à quelque sol au dessous des autres.

» Vous entendés dans tout cela quelles sont mes vues, de ne faire passer à Limoges que le moins de grain qu'il se pourra pour éviter les frais de voitures sans besoin, d'en vendre le plus qu'il y aura moyen aux environs d'Angoulême pour y aider le public, me paroissant y en avoir moins qu'ailleurs, et dans tout cela d'opérer l'avantage du peuple. Retournés-vous sur ces vues : mais surtout gardés dessus un profond secret. Il n'y aura que M^r Juge qui sera de la confidence, et peut-être M^r Dupin.

» Au reste j'ay envie de scavoir par votre reponse au reçu de la presente combien il vous est arrivé de grain de Rochefort et combien vous avés nouvelles qu'il y en ait actuellement.

» Je suis... »

*Copie de la lettre écrite le 1^{er} avril 1740, à M. Beaujon,
par M. de Tourny.*

« J'ai lieu de croire, M^r, par les différentes lettres que je reçois du Limousin qu'on n'y aura que très peu besoin de grain étranger ; et pour débiter ce qu'on y en a déjà fait arriver il faudra le vendre à un prix au dessous de celui auquel il reviendra sur le lieu : cela m'a fait chercher à prendre de nouvelles mesures pour éviter à la Province le plus de perte qu'il sera possible.

» Dans cette idée, au lieu de continuer à envoyer à Rochefort pour remonter à Angoulême la portion de l'approvisionnement de Limoges qui vous reste à livrer, Je vous prie de la faire aller à Bordeaux, ou j'imagine que non seulement la vente en doit être plus avantageuse que dans ma Généralité, mais même qu'elle se fera avec quelque profit, le grain étant actuellement par tout plus cher que lors de l'achat fait au mois de décembre dernier.

» En cas de gain vous en tiendrés compte aux Consuls de Limoges pour diminuer d'autant la perte qu'ils ne peuvent manquer de faire à cause des frais de voiture sur la partie qu'ils débiteront en Limousin ; comme au contraire si par des circonstances que je ne puis entrevoir il y avait de la perte les Consuls de Limoges vous en feront raison ; cette lettre vous en servira de sureté. Je ne doute pas que vous n'agissiez pour cela en commissionnaire zélé, je vous le demande instamment, avec cette observation que je n'aurois pas envie que le grain en question étant arrivé à Bordeaux fut du tems en grenier sur le compte des d. consuls ; mais je voudrois que la vente s'en fit promptement plutôt en gros qu'en détail, afin que je scusse tout d'un coup l'événement de cet objet.

» Si même les choses étoient du côté de la Bretagne, d'où vous tirés le grain dans une telle situation que vous y puissiez laisser celui dont il s'agit, sans qu'il y eut de perte, de façon qu'au lieu d'exécuter de votre part le marché pour 8000 boisseaux, vous ne l'exécutassiez, par exemple que pour 6000, j'aimerais autant que cela fut ainsi, à moins qu'il n'y eut dans l'autre sens un gain visible et certain, dont les Consuls de Limoges ne devoient pas être privés.

» En un mot ce qui nous reste à venir de grain n'est point nécessaire et opérera de la perte en venant; tachez d'en garantir ma Généralité, en diminuant cette perte, s'il n'y a pas moyen qu'il n'y en ait pas, ou en la faisant bénéficier s'il y a lieu. Vous avez autant d'intelligence que de probité, je m'en raporte à vous à l'effet d'agir pour le mieux d'après mes intentions ainsi expliquées (1).

» Peut être allés vous penser qu'il y a de la difficulté à changer la destination de ce grain par rapport à l'obligation où vous êtes en le faisant sortir des ports de Bretagne de reporter un certificat de sa livraison à Rochefort. Pour réponse à cette objection bonne en elle même, je me charge de faire agréer par le Conseil les certificats que vous rapporterez des Jurats de Bordeaux ou autres personnes ayant autorité pour en donner, de l'entrée et consommation des dits grains dans cette ville, de façon qu'il vous tiendra lieu des autres, et que vous ne courrez aucun risque à ce sujet.

» Je dis plus, supposé que cette lettre arrivât trop tard pour que vous pussiez envoyer en Bretagne, avant le départ des d. grains, les ordres nécessaires au changement de leur destination, mais qu'elle arrivât assez tôt pour que vous les pussiez retirer de Rochefort ou ils ne feroient que d'être rendus, prenez en le parti en écrivant, à cet effet, à votre commissionnaire. Et afin que vous ne trouviez point d'obstacle de la part du subdélégué de M. l'Intendant, je vais joindre icy une lettre qui lui étant montrée par votre commissionnaire lui fera connaître que vous y êtes autorisé, et que par conséquent il n'a point à s'y opposer, laquelle lettre vous me renverrez au cas qu'elle ne soit d'aucun usage. Voilà toutes les précautions qu'un esprit d'économie pour les intérêts de la Province me peut faire prendre. J'attends de vos nouvelles avec impatience.

(1) Parmi les hommes qui s'associèrent avec le plus de zèle et d'intelligence aux efforts de l'Intendant et dont le nom mérite d'être rappelé au pays, il convient de citer au premier rang Jean-Nicolas Beaujon, négociant de Bordeaux, qui fournit à la Généralité de Limoges d'énormes approvisionnements de grains et n'hésita pas à lui accorder un crédit qui n'était pas sans péril, (*Reg. consul.*, t. V, p. 2. Note des auteurs.)

» Au surplus n'écrivez rien de cela aux Consuls de Limoges, étant bon qu'ils ignorent que tout le grain n'arrivera pas, de peur que le public instruit de leur part du changement n'entre dans une défiance qui lui fit tort. Il n'y en a qu'un d'entre eux a qui je vais le faire savoir; c'est M. Juge avocat du Roy comme celui en qui j'ai toute confiance. C'est pourquoy si vous mettez le s^r Beaubreuil dans le secret, ainsy qu'il est naturel, en qualité de votre associé, recommandés luy qu'il n'en parle absolument a personne autre qu'a M. Juge.

» Je suis, etc.

» Signé : DE TOURNY. »

*Copie de la lettre écrite le 1^{er} avril 1740 à M. Poitevin
par M. De Tourny*

« Depuis, M^r, votre lettre du 26 mars vous en aurez reçu une de moy qui a prevenu vos questions en vous informant de mes intentions plus amplement que je n'avois fait le 21, de sorte que je n'ai pour ainsy dire rien a vous ajouter aujourd'huy.

» Le boisseau de seigle mesure de Bordeaux coute rendu a Rochefort 6 l. 12 s. 6 d. : ce seroit 4 l. 8 s. 4 d. le setier de Limoges; mais comme il y a une difference d'environ un 20^e de ce setier au boisseau d'Angouleme c'est ce dernier sur le pié de 4 l. 12 s. à 4 l. 15 s. Au moyen de quoi vous entendez que pour qu'il n'y eut point de perte sur ce grain rendu à Angouleme il faudroit qu'il s'y debitat sur le pié de 5 l. 5 s. à 5 l. 8 s. et voila pourquoy je vous ai mandé de vous en defaire autant que vous pourriez au dessus de 5 l. S'il ne passe pas, comme je n'en puis etre fâché par raport au peuple qui en souffrira moins, suivez le courant en usant des precautions et de la discretion que je vous ai mandé. Vous m'informerez tous les ordinaires, ou au moins toutes les semaines, de la situation des choses, c'est a dire de ce que vous aurez envoyé a Limoges, de ce que vous aurez débité pour les environs d'Angouleme et a quel prix, ainsy que celui du courant du marché, afin que suivant les circonstances je vous donne des ordres qui y soient relatifs.

» Je suis, etc...

» Signé : DE TOURNY. »

« A Paris, ce 12 avril 1740 (1).

» Voiant, Monsieur, par la lettre que vous m'avez écrite avec M^{rs} vos confreres au Consulat que le grain continu a diminuer et

(1) Lettre écrite entièrement de la main de Tourny.

ayant lieu de croire actuellement que les choses sont au point qu'on n'aura pas besoin du surplus des grains non encore voiturés a Limoges, je vous prie de leur dire que j'ay mandé au S^r Poitevin de suspendre les voitures, pour vendre plustost a Angoulesme, et epargner a la province la depense inutile de la perte que causeroit dans les circonstances presentes le transport. Je crois qu'ils se trouveront ainsi que vous du mesme avis que moi ; pressé que je je suis je n'ay pas le tems de vous en mander davantage. Je suis, Monsieur, votre tres humble et obeissant serviteur (1).

» DE TOURNY.

» Il est a propos que M^{rs} les Consuls ne disent mot du changement cy dessus de peur de causer a ce sujet de la defiance. »

M. Juge.

« Paris, le 14 avril 1740 (2).

» Comme il faut, monsieur, que vous soyés instruit de tous les arrangements que je trouve a propos de prendre pour parvenir a diminuer autant qu'il est possible la perte qu'il y aura sur l'aprovionnement de Limoges, je vous envoie cy joint copie, tant de la lettre que j'ay écrit le 12 au S^r Poitevin et de l'ordonnance qui l'accompagnoit, que d'une autre lettre que je luy ecris encore aujourd'huy, qui vous fera connoître que je compte qu'il n'y aura de livré par le S^r Beaujon qu'environ 6.600 boisseaux, au lieu de 8.000. Et j'ay a vous observer qu'au lieu de perte sur les 1.400 retranchés, je suis après a obtenir du S^r Beaujon quelque gain qui indemniserá d'autant de la perte considerable qu'il y aura sur le surplus, gain fondé sur ce que les grains sont encore actuellement un peu plus cher a Bordeaux que n'ont couté ceux en question dans leur p^r achat.

» Je suis, monsieur, votre tres humble et tres obeissant serviteur.

» DE TOURNY. »

M. Juge.

Copie de la lettre de M. de Tourny au S^r Poitevin du 12 avril 1740

« J'ay reçu M^r votre lettre du 4 de ce mois en reponse a ma precedente du 29 mars concernant la vente que je vous avois mandé de faire d'une partie des grains originaires destinés pour l'aprovionnement de la ville de Limoges. Le secret que je vous avois recommandé dans cette vente n'étoit pas relativement a ce

(1) Cette lettre a figuré a l'Exposition de Limoges, en 1886, sous le numéro 92 de la section des autographes.

(2) La signature et le *post-scriptum* sont de la main de Tourny.

qu'en pouvoient dire et penser M^{re} d'Ang^{re}, mes ordres sont au-dessus de leur critique, mais relativement a Limoges ou j'aprehendois que la connaissance de cette disposition ne fit quelque effet sur le prix des marchés. Comme je vois que les choses vont de mieux en mieux de ce côté là, et d'une façon a me faire penser qu'on n'aura pas besoin de ce secours extraordinaire il n'y a plus de secret a garder jusqu'a un certain point, et je vous envoie cy joint une ord^{re} pour vous autoriser a vendre jusqu'a concurrence de 2000 boisseaux mesure de Bord^x. Si je n'ay exprimé que cette quantité c'est afin qu'en cas que vous trouviés a propos de montrer mon ord^{re} on n'y envoie pas davantage, mais vous pouvés aller jusqu'a 3.000 et plus, a moins que vous ne vous aperceviés que la rareté du grain commençat a se faire sentir; alors il faudroit aller doucement pour etre en etat d'y parer. Il est bon meme que vous ne paroissiés pas fort empressé; tout mon but est en cecy de secourir le peuple d'un côté, et d'epargner de l'autre de la perte a la Province.

» Si le grain augmentoit ce seroit peut etre le cas que j'eusse quelque chose a vous fixer; mais d'abord qu'il diminue, je n'ay qu'a vous dire de suivre le cours des marchés avec la justice et la fidelité sur lesquelles je compte de votre part; observés seulement qu'autant que vous le pourrés il n'y ait pas deux prix dans le meme jour, et que d'un marché d'Angouleme a l'autre, le taux du dernier marché fasse regle, a moins que par des circonstances vous ne jugeassiés necessaire de diminuer quelque chose.

» Que ce que je vous ay mandé le premier de ce mois que le boisseau d'Angouleme y revenoit de 5 l. 5 s. à 5 l. 8 s. ne vous empêche point de vendre au dessous de 5 l. si le cours y est, me paroissant necessaire de se defaire de ce grain afin d'éviter une plus grosse perte si la diminution alloit plus loin; J'ay cependant autant de peine a le croire que je le souhaite. Vous communiquerez mon ord^{re} à M. le Présid^t Arnauld (1) et a son fils afin que l'un et l'autre chacun dans leurs fonctions vous pretent secours et autorité suivant les besoins.

» Je pars ces jours cy pour aller passer en Champagne 15 jours de façon que je ne seray de retour a Paris qu'a la fin de ce mois. Que cela ne vous fasse pas negliger de m'écrire regulierement ce qui se passera; mais comme je ne pourray vous faire reponse de même ne soyés point etonné si vous ne recevés pas exactement de mes lettres; et en cas qu'il y eut quelque moment embarrassant prenez de vous meme votre party dans l'esprit que vous me voyés, je vous y autorise et je l'approuveray.

(1) M. Arnauld, subdélégué de l'Intendant à Angoulême.

» Par raport a Limoges il faut que vous suspendiés toutes voitures jusqu'à nouvel ordre; je vais l'écrire a M. Juge. Je vous diray de vous a moy que si mes ordres sont arrivés assés a tems au S^r Beaujon il y aura aussy de retardés de sa part environ 1.500 boisseaux mesure de Bord^x qui luy restent a fournir.

» Je suis, etc...

Copie de l'ordonnance de M. de Tourny, annoncée dans sa lettre du 12 avril 1740 à M. Poitevin

« Louis-Urbain Aubert, etc

» Etant informé que la situation de Limoges par raport aux grains est actuellement telle qu'on n'y a besoin que d'une partie de ceux que les Consuls de cette ville y ont fait venir pour son approvisionnement, que si on les y conduisoit tous du port de L'Houmeau ou ils sont débarqués, ce seroit ajouter a la perte qui se trouve deja sur l'achat celle des frais de voiture, que d'ailleurs leur debit a Angoulême et aux environs peut produire beaucoup d'avantage a ce canton de notre Generalité, qui se trouve en manquer plus que d'autres.

» Nous ordonnons au S^r Poitevin chargé par les Consuls de Limoges de recevoir au port de L'Houmeau les grains originaires destinés pour l'approvisionnement de leur ville, d'en vendre jusqu'à concurrence de 2000. boisseaux de Bordeaux au prix courant des marchés de la ville d'Angoulême, laquelle vente il pourra faire dans les greniers ou sont placés les d^{ts} grains à toutes les personnes qui se presenteront pour en acheter, marchands de grains, boulangers, meuniers et particuliers, mais par préférence à ces derniers. Chargeons le S^r Présid^t Arnauld notre subdélégué a Angoulême de tenir la main a ce que les choses se passent a ce sujet avec l'ordre et la justice convenables.

» Fait à Paris ce 12 avril 1740. »

Copie de la lettre écrite par M. de Tourny Intendant de Limoges le 15 avril 1740 au S^r Poitevin a Ang^{ms}.

» J'ay reçu M^r votre lettre du 9. de ce mois, ou vous me faites le calcul de la perte qu'il y aura sur le grain de l'approvisionnement destiné pour Limoges. Je le sçais, mais cela n'empêche point qu'il ne faille pour en éviter une plus grande que vous cherchiés a le vendre au cours comme je vous l'ay mandé par ma dernière lettre

du 12 que vous executerés de point en point. Les precedentes des 29 mars et premier avril estoient deja de façon a vous determiner et autoriser cette vente. N'y perdés plus de tems, et surtout plus de voiture a Limoges jusqu'a nouvel ordre.

» Je vous diray d'ailleurs de vous a moy que suivant ce que j'ay mandé au S^r Beaujon et la reponse que j'en ay reçue je compte que l'aprovvisionnement sera diminué de 14 à 1500 boisseaux de Bord^x. C'est à dire qu'au lieu de 8000 il n'y en aura que 6500 à 6600.

» Je suis... etc..... »

« A Paris, le 15 avril 1740 (1).

» Le detail, Monsieur, que vous m'avés fait de la tracasserie arrivée au sujet du sermon qui a coutume d'être presché a la Regle n'interesse plus, je crois, actuellement que le tems en est passé, ainsi je n'ay a en dire que ce qu'a repondu M. l'Evesque (2), que nous verrons l'année prochaine ensemble a ajuster les choses de façon que chacun soit content.

» J'aurois bien voulu me dispenser de faire coter d'office le rolle de cette année par M^r de Fonjaudran (3), mais puisque M^{rs} les Consuls le desirent je m'y porte et j'en envoie l'ordonnance à M. Dupin.

» Je suis Monsieur, votre tres humble et obeissant serviteur.

» DE TOURNY. »

M^r.Juge.

« A Paris, ce 8 may 1740 (4).

» Ce que vous me mandés, Messieurs, de l'etat actuel des biens de la terre me fait grande peine, et m'en feroit beaucoup plus si je n'esperois que ces premieres idées prises d'apres un tems fort rude representent le mal plus grand qu'on ne le trouvera dans quelque tems d'icy; c'est pourquoy a moins qu'on ne le vit assuré je ne suis point d'avis que le S^r Poitevin vous envoie le grain qui est a Angouleme, duquel il n'a encore rien vendu suivant la lettre que j'en ay reçue du premier de ce mois. Je serois meme d'avis que supposé que la crainte où peut tomber le public sur la recolte prochaine fit augmenter le grain, il en vendit tant pour rassurer ce

(1) Lettre écrite entièrement de la main de Tourny.

(2) Monseigneur Jean-Gilles de Coëtlosquet, sacré évêque de Limoges en 1740.

(3) M. de Maledent de Fonjaudran, subdélégué de l'Intendant à Limoges.

(4) La signature seule est de la main de Tourny.

public que pour empêcher une trop forte augmentation de prix ; et vous, messieurs, vous devés faire la meme chose de votre coté : par exemple il eut été à propos que les jours où vous avés vu en dernier lieu le marché de Limoges sans grains, vous y en eussies fait porter. Ne faites que legerement attention a la petite quantité que vous en avés dans vos greniers, puisque celle qui est à Ang^m fillera à tems à mesure que les besoins se trouveront reels et pressans.

» Je viens d'écrire à M. Demenneton de mander a M^r Liron (1) que vous vous trouvés avoir besoin de 8 à 10.000 livres, et qu'il luy envoie ordre de vous les compter ; ainsy vous ne manquerez pas de ce coté là.

» Je suis messieurs votre tres humble et tres affectionné serviteur.

» DE TOURNY. »

M^{rs} les Consuls de Limoges.

« A Paris, ce 15 may 1740 (2).

» Si M. le Curé de S^t Maurice pretendoit, Monsieur, inquieter celuy de S^t Pierre, et les marguilliers de cette paroisse dans le droit qu'ils ont sur le cimetière qui leur a été cédé en contre échange par la ville, et sur la chapelle qui y a été batie, cette pretention interresseroit les Consuls, et je devrois venir avec eux au secours de l'Eglise de S^t Pierre ; mais il me paroît tant par la lettre que le Curé de S^t Maurice m'a écrite a ce sujet, que par ce que vous me mandés qu'il reconnoit l'indiscretion de la signification qu'il a fait faire, et qu'il en retraindra l'objet a s'oposer qu'il ne se passe rien de contraire dans cette chapelle au service divin de sa paroisse, et a demander qu'il intervienne la dessus un reglement entre les deux paroisses de S^t Pierre et de S^t Maurice : les choses reduites la, et toutes poursuites suspendues jusqu'a mon arrivée, nous verrons M. l'Eveque et moy à prendre les mesures necessaires, luy par raport au spirituel, moy a l'égard du temporel pour qu'il n'y ait jamais a l'occasion de eette chapelle de contestation entre les deux curés, qui puisse interrompre l'union fraternelle qu'ils doivent desirer egalemant pour l'exemple du public et le bien de leur troupeau. Je vous prie meme dez a present d'examiner de concert avec les parties quelles doivent etre ces mesures, dont ensuite je raisonneray avec M. l'Eveque qui m'a mandé nouvellement devoir arriver icy vers le 20 de Bourges ou il est encore.

» Je suis monsieur votre tres humble et tres obeissant serviteur.

» DE TOURNY. »

M^r Juge.

(1) M. Liron, commis aux recettes générales des finances, à Limoges.

(2) La signature seule est de la main de Tourny.

« Bordeaux, le 27 may 1740 (1).

» MONSIEUR,

» Je viens dans le moment de recevoir de Mgr de Tourny une lettre du 13 de ce mois qui me mande avoir écrit a Mess^{rs} les Consuls de Limoges huit jours avant, de m'envoyer ce qu'il m'étoit deu ;

» Pour reste de la livraison que je devois faire a la Generalité de Limoges j'ai fait passer dans cette province cinq petites cargaisons de seigle, j'en ay vendeu une à M^r Peychaud de Bourg à 6 l. 6 s. le boisseau ; une à S^t André de Cozac à M^r Lavergne a 6 l. le boisseau et une autre au meme endroit à M^r Mercier au meme prix ; une a M^r Lafon de Libourne a 6 l. et une autre au meme a 6 l. 5 s. Si bien que vous voyez qu'il m'en coute pour n'avoir pas finy la livraison de Limoges, mais je ne fais nulle attention a cella pourveu qu'il s'en trouve assez. Je receus hier des lettres de Bretagne qui me disent toutes que les grains y ont augmenté considerablement et en plusieurs endroits on y fait labourer les seigles pour y mettre du bled noir a la place. Le peuple y est d'un etonnement tres grand et les seigles qui ne valloient que 80 l. le tonneau a Nantes y sont aujourd'huy a 112 l. et ce tonneau rend icy 18 boisseaux. Pour dans cette Province les grains n'y ont point pris faveur mais les vignes y ont été dezollées par les grandes gellées que nous avons rassy. Il se presente partout une triste année pour les fruits de la terre.

» J'ai l'honneur d'etre avec respect, Monsieur, votre tres humble et tres obeissant serviteur.

» BEAUJON. »

A M^r Juge, Avocat du Roy, à Limoges.

« A Paris, le 19 juin 1740 (2).

» Le particulier, monsieur, qui a volé et par recidive la fermeture du portail des Cloîtres de S^t Martial merite d'etre severement puni. Je pense en consequence que vous ne devés pas hesiter à faire donner une plainte en forme de denonciation a M. le Procureur du Roy par la personne chargée de la clef du grenier, au moyen de quoy ny luy ny les Consuls ne se declarant pour parties, les frais de l'instruction ne pourront estre à la charge de la ville.

» A l'égard du doute où vous etes si le cas est presidial ou non J'y trouve la même difficulté, et dans l'incertitude je me déterminerois a le croire ordinaire, en ce qu'il ne s'agit pas icy d'une effraction extérieure pour parvenir a un vol d'effets renfermés au

(1) Lettre de M. Beaujon à M. Juge.

(2) La signature seule est de la main de Tourny.

dedans, mais du vol d'un effet exposé au dehors, qui ne pouvoit être enlevé sans l'effraction en question. Comme ce n'est pas la, chose ou je doive décider, et que je puis me tromper, m^r le procureur du Roy agira plus surement en écrivant à M. le Chancelier, et lui demandant des ordres.

» Les officiers des appaux de Segur (1) ne m'ont pas envoyé leur carte; je vais leur écrire vivement sur leur retardement, qui ne doit pas au surplus vous empêcher de m'adresser les Etats des autres Juridictions royales que vous avés, avec les réflexions que vous voudrés bien y joindre.

» La diminution du prix du grain est un bien dont nous devons être trop aises pour regretter qu'elle empêche de vendre l'approvisionnement de la ville, dont l'utilité a été grande en prevenant une partie de l'augmentation qui auroit pu arriver, et dont la conservation pourra encore produire de bons effets dans un autre tems.

» Je suis tres sensible aux sentimens que la ville de Limoges a marqués sur les bruits qui ont couru à mon sujet, et ce sera avec le plus grand plaisir que j'y arriverai vers le 12 ou 13 du mois prochain, mais je serois fâché qu'il y eut de la part de ses habitans aucune demarche qui les mit ce jour là en mouvement; c'est dans leurs cœurs que je souhaite trouver leur amitié et non dans des mouvements extérieurs. À l'égard de la demande que vous continués de me faire en leur nom, si je n'ay pu encore y donner le tems necessaire, j'espere le trouver dans la semaine où nous allons entrer.

» Je suis, monsieur, parfaitement votre tres humble et tres obeissant serviteur.

» DE TOURNY. »

M. Juge.

« Coutras, le 21 7^{bre} 1743 (2).

» Je suis charmé, Monsieur, que vous aiez autant à vous louer de M. de la Chataigneraye (2) que vous me le marqués, comme je ne lui ai point laissé ignorer tout ce que vous valez, et qu'il est

(1) « La justice des appeaux de Ségur connaissait au premier degré, avant le Sénéchal, des appels de justices seigneuriales. Elle avait fort mauvaise réputation, grâce à la rapacité des magistrats qui la composaient. Ce fut M. Juge de la Borie qui contribua à obtenir en 1749 de d'Aguesseau, son compatriote, alors garde des sceaux, la suppression de cette juridiction, bien digne du surnom de mangerie de village. » (Guyot d'Anfreville, discours de rentrée).

(2) La signature seule est de la main de Tourny. La lettre est scellée d'un cachet de cire rouge.

connoisseur, ses sentimens pour vous ne peuvent qu'augmenter et les miens continueront toute ma vie.

» La difficulté qu'il fait sur le reglemen à l'extraordinaire que vous et M^{re} du Presidial avez rendu en mon absence dans l'affaire de Pascaud a quelque chose de specieux, mais bien examinée, je ne la crois pas fondée, parce que le pouvoir donné, par l'arret, de subdeleguer jusqu'à parfaite instruction, vous autorise suffisamment (cette clause a été mise exprès a cause de mon absence). D'ailleurs, avant de vous ecrire dans le tems que vous pouviés rendre le reglemen à l'extraordinaire, je cherchais à en parler à M. le Chancelier pour estre plus certain de ce que je pensois deja, et n'ayant pu avoir l'honneur d'en conférer avec Lui, j'en parlai à M. Langlois son premier secretaire et lui lus le dispositif de l'arret sur lequel Il me dit qu'il n'en faisoit nul doute. Au reste si M. de la Chataigneraye (1) est arrêté a ce sujet il est naturel qu'il en ecrive a M. le Chancelier qui lui donnera ses ordres lesquels feront Loy; voila tout ce que je puis vous dire sur l'article.

» J'ai l'honneur d'estre tres parfaitement, Monsieur, votre tres humble et tres obeissant serviteur.

» DE TOURNY. »

Documents relatifs au commerce et à l'industrie dans la Généralité de Limoges

*Procès-verbaux du Conseil de Commerce. — Archives nationales
F¹²⁷⁷, pages 333 et ss.*

Du Jeudi 6 Juillet 1730.

[Le Bureau du commerce assemblé, Mons^r D'Aguesseau, cons^{re} d'Estat nommé à la place vacante audit Bureau par le décès de M^r de S^t Conten, y a pris séance pour la première fois, et il a esté fait lecture de...]

Après, M. de Levignen a mis sur le Bureau un dossier concernant les papeteries de la Généralité de Limoges, composé :

1^o Des réglemens et Statuts, tant pour la fabrique et façon du papier que pour la vente et débit de cette marchandise, arrêtés au Cons^{seil} d'Estat le 21 juillet 1671, et confirmés par lettres patentes de ce mesme jour;

(1) Henry-Louis de Barbery de Saint-Contest de la Chataigneraye, intendant de la Généralité de Limoges de 1743 à 1751.

2° De l'arrest du Cons^l du 30 X^{bre} 1727, portant règlement pour la fabrique des papiers de la Province d'Auvergne.

3° D'un mémoire sur les fabriques de papier de la Généralité de Limoges, dressé le 27 avril 1728 par M. Boucher d'Orsay, et d'une lettre de cet Intendant du mesme jour.

4° D'un mémoire datté du 4 avril 1730 au sujet d'un règlement général pour tous les papiers du Royaume, en suivant le règlement du 30 X^{bre} 1727, auquel il fit faut augmenter plusieurs articles qui n'y sont pas, et ajouter à plusieurs des articles ce qui y manque.

5° D'un autre mémoire aussi datté du 4 avril de la présente année, servant de réponse à celui de M. d'Orsay au sujet des papiers du haut et bas Limosin, et de l'Election d'Angoulesme.

6° D'un estat des grandeurs, largeurs et poids des papiers qui se fabriquent dans la Généralité de Limoges.

7° D'un tarif du poids dont doivent estre les rames de papier qui seront fabriqués dans la Généralité de Limoges, tant pour écrire que pour imprimer, et ce sur le pied de la livre pesant 16 onces, sans y comprendre les envelopes, comme aussi la grandeur dont doit estre chacune des qualités de papier expliquées dans ledit Tarif.

8° Des observations que les principaux fabriquants de papier de la ville de Limoges ont faites sur le projet de règlement et l'avis de M. d'Orsay.

9° D'un nouveau projet de règlement pour la fabrique de papiers de Limoges, Angoulesme et Tulle, rédigé suivant l'avis de M^r l'Intendant.

10° D'un projet d'arrest particulier portant deffenses aux Maitres des moulins à papier, qui sont en usage de nourrir leurs compagnons, de leur donner gratis, ni à tel prix que ce soit, du pain et du vin, outre la nourriture ordinaire, dont ils seront convenus, et aux ouvriers d'en exiger, à peine contre lesdits Maitres de 100 livres d'amende, aplicable moitié au Roy et l'autre moitié à l'hospital le plus prochain des lieux, et contre les compagnons et ouvriers de punition corporelle, si le cas y échet.

Pareilles deffenses aux ouvriers et compagnons, lorsque le Maitre de la fabrique, sa femme et ses enfants seront morts, de quitter leurs ouvrages et d'aller avertir leurs confrères pour assister à l'enterrement, ni aux compagnons conviés de se faire nourrir tout le jour aux dépends des heritiers du deffunt, sous les peines marquées cy-dessus contre les uns et les autres.

Et, attendu que c'est un usage établi dans les moulins à papier de la d^e Province que, lorsqu'un Compagnon est mis dans un degré de travail au dessus de celui qu'il avoit, ses confrères exigent de luy un repas qui luy coute souvent plus d'une année des gages qu'il

gagne, fait defenses de faire un repas qui coute plus de 20 livres que le Maître du moulin pourra avancer au d. Compagnon, et, en cas qu'il luy avance plus grande somme, dispense le compagnon de la luy rembourser.

Et, après avoir examiné le nouveau projet de règlement proposé par M. d'Orsay, article par article, et avoir vû l'avis des Députés; il a paru que le 9^e article qui concerne les papiers qu'on demande de la part de l'Etranger, doit estre rayé; et si la liberté du commerce à cet égard donnoit lieu dans la suite à des abus et à des contraventions aux réglemens, on y pourvoira.

Quant aux autres articles, on a fait des corrections à quelques-uns; et il a esté arrêté que le projet seroit encore revû, et corrigé par M^r de Hauteroche et M. de Levignen.

Sur ce qui regarde le projet d'arrêt cy-dessus, aussi proposé par M. d'Orsay, le règlement qui le contient n'ayant pour objet que certains usages-abusifs qui se pratiquent entre les Maîtres des moulins à papier et leurs compagnons et ouvriers, on a pensé qu'il convenoit de le faire plustost par une ordonnance de M^r l'Intendant, ou des officiers de police, que par un arrêt.

Arrêt portant Règlement pour les papeteries de la province du Limousin. Tarif du poids et des dimensions à donner aux différentes sortes de papiers des élections de Limoges, Tulle et Angoulême.

Du Jeudi 14 Décembre 1730.

...Il a pareillement esté fait lecture de l'arrêt dont la teneur ensuit, portant règlement pour la fabrique des papiers de la province du Limosin.

Le Roy s'estant fait représenter les réglemens faits pour la fabrique des différentes sortes de papiers, et l'arrêt du Const du 21 juillet 1671 qui a autorisé ces réglemens; et S. M. estant informée que pour l'augmentation et la perfection des fabriques situées dans l'étendue de la Généralité de Limoges, il convient de leur donner de nouvelles marques de sa protection, et d'ajouter quelques dispositions à celles qui ont esté faites par les d. réglemens et arrêt; à quoy desirant pourvoir, vû l'avis du S^r Dorsay, Intendant et Commissaire départi pour l'exécution de ses ordres dans la d^e Généralité, après avoir entendu les fabriquans de papier des villes de Limoges, Angoulesme et Tulle. Vû pareillement les observations des Marchands Libraires et Imprimeurs et des Marchands Papetiers de la ville de Paris, ensemble l'avis des Députés du Commerce, oùi le raport du S^r Orry, Const ord^{re} au Const Royal, Controlleur général des finances,

Le Roy estant en son Con^{al} a ordonné et ordonne ce qui suit :

Article premier. — Les fabriquants de papiers, establis dans l'estendue de la Généralité de Limoges, seront tenus de mettre sur le milieu de chaque feuille de papier des différentes sortes qu'ils fabriqueront; sçavoir, sur les feuilles de papier fin, leur nom et surnom en entier; sur celles de papier moyen, les premières lettres de leur nom, et leur surnom en entier; et sur celles de papier apellé bulle, les premières lettres de leur nom et surnom, séparées par une marque propre à chaque fabricant, et d'y ajouter fin, moyen, ou bulle, au dos de la feuille à un pouce près du bas, suivant les qualités des papiers. Et, à l'égard du papier apellé cartier fin, servant à faire les cartes à jouer, les premières lettres du nom, et le surnom en entier, seront mises à l'extrémité de chaque feuille. Les veuves, qui font travailler, seront tenues de mettre un V au dessus du nom de feu leur mari, le tout à peine de 500 livres d'amende.

Art. 2. — La rame de toutes sortes de papiers sera composée de vingt mains, chaque main de vingt cinq feuilles, non compris les deux feuilles d'enveloppe qui se mettent dessus et dessous, et seront les d. feuilles des largeurs et hauteurs portées par le Tarif attaché sous le contrescel du présent arrest.

Art. 3. — Deffend S. M. de mettre aucunes mains cassées et retriées dessus et dessous les rames de toutes les sortes de papiers qui seront vendues. N'entend néanmoins interdire l'usage établi dans le Limousin, de donner sur dix rames de carré seulement servant à l'impression, une rame de bon trié.

Art. 4. — Les fabriquants, les Compagnons et les Ouvriers trieront exactement les feuilles dont chaque main de papier doit estre composée, et mettront le fin avec le fin, le moyen avec le moyen, et le bulle avec le bulle, de façon qu'il n'y ayt aucun mélange de ces différentes qualités dans une mesme rame; leur fait S. M. defenses d'y employer des feuilles trop minces, trop courtes, trop étroites, et celles qui seroient cassées, ridées ou autrement défectueuses, à peine de confiscation des rames qui se trouveront ainsi meslées, et de pareille amende de 500 livres.

Art. 5. — Fait aussi deffense de rogner à l'avenir, sur la largeur aucune feuille de papier servant à l'impression; en observant de presser les feuilles dans chaque main de papier, de façon que celles qui seront dans le milieu ne soient pas plus étroites que les autres.

Art. 6. — Ordonne S. M. que toutes les rames de papier seront au moins du poids porté par le Tarif, sans y comprendre les enveloppes, et que, sur l'enveloppe de chaque rame, sera marqué le poids de la d^e

rame, le nom et surnom du fabricant et la sorte de papier dont la d^e rame sera composée, en distinguant les qualités de fin, moyen, ou bulle, le tout à peine de confiscation et de 100 livres d'amende.

Art. 7. — Les fabricants ne pourront contrefaire les marques les uns des autres, en substituer d'inconnues ou supposées, ou faire fabriquer du papier à leur marque dans d'autres moulins que ceux qui leur appartiennent, ou qu'ils tiennent à loyer, ni prêter leur nom à d'autres fabricands, à peine de 1.000 livres d'amende pour chaque contravention.

Art. 8. — Défenses sont pareillement faites à tous fabricants et ouvriers d'augmenter ni diminuer les largeurs et hauteurs des papiers des différentes sortes, d'en fabriquer au dessous du poids réglé par le d. Tarif. Pourront néanmoins les d. fabricants augmenter le papier dénommé le grand-aigle, si on leur en demande de plus grand, auquel cas la matière et le poids seront augmentés à proportion de son étendue, afin qu'il soit plus fort que celui de la grandeur ordinaire, à peine de confiscation et de 500 livres d'amende.

Art. 9. — Et, attendu que l'eau des ruisseaux où sont filtrés les moulins de la Ménagère à Aix, celui de Laurière, celui de Chambon et celui du S^r Maureillieras ne sont pas propres à faire du papier fin, défend S. M. à tous les Maîtres de ces moulins, et à tous ceux qui pourroient s'établir à l'avenir sur ces ruisseaux, d'y faire d'autres papiers dans toutes les sortes, que du moyen et du bulle.

Art. 10. — Défend S. M. à tous fabricants de la d^e Généralité, à tous Marchands Papetiers, et autres particuliers, de faire aucun marché pour tout le papier qui se fabrique dans un moulin, ni pour une seule sorte entière. Pourront néanmoins faire des marchés pour une certaine quantité, pourvu qu'elle n'excède pas le quart de ce qui se fabrique dans chaque moulin, à peine de 2.000 livres d'amende, payable, moitié par le Vendeur, et l'autre moitié par l'Acheteur, applicable moitié à S. M. et l'autre moitié à l'hôpital le plus prochain.

Art. 11. — Fait S. M. très expresses inhibitions et défenses à tous Artisans de la d^e Généralité d'acheter pour revendre aucuns vieux linges, vieux drapeaux, drilles, pastes et colles servant à la fabrication des papiers; et à tous Merciers et Colporteurs d'en acheter dans la distance d'une demi lieue de chaque moulin à papier, sous quelque prétexte que ce soit à peine de confiscation et de 50 livres d'amende contre chaque contrevenant, mesme d'emprisonnement des d. ouvriers et colporteurs.

Art. 12. — Deffend aussi S. M. à tous ouvriers de vendre aucuns papiers fabriqués dans les moulins où ils travaillent ni aucunes pastes ou colles, servant à la fabrication des d. papiers, et à tous les Colporteurs d'en acheter d'autres personnes que des fabri-quants, à peine de pareille amende de 50 livres, mesme d'estre les d. ouvriers et Colporteurs poursuivis extraord^e, si le cas y eschel.

Art. 13. — Fait pareillement S. M. deffenses à tous ouvriers, Compagnons, Papetiers, de commencer leur travail, tant en hiver qu'en esté, avant trois heures du matin, et à tous Maistres de moulins à papier, de les admettre au travail avant la d^e heure, à peine de 50 livres d'amende contre chacun des contrevenants.

Art. 14. — Et, pour assurer l'exécution du présent règlement, ordonne S. M. qu'un mois après la publication du présent arrest, et les années suivantes, au jour qui sera réglé par les juges des manufactures des villes de Limoges, Angoulesme et Tullés, les fabriques de papier de chacune des d. villes, et des environs, s'assembleront pour proceder, suivant la pluralité des voix, à la nomination de trois ou au moins de deux Gardes jurés visiteurs, lesquels presteront serment devant les d. juges, et seront tenus de faire au moins tous les ans six visites générales, et plus souvent s'il est nécessaire, accompagnés d'un huissier, dans tous les moulins et magasins à papier establis dans les d. villes, et aux environs, d'en dresser procès-verbal, et de faire saisir et enlever (après les avoir cachetés) tous les papiers qu'ils trouveront non conformes au present arrest, d'en poursuivre la confiscation et la condamnation en l'amende devant les d. juges, suivant la nature de la contravention, à l'effet de quoy les Maitres fabriquants seront tenus de faire l'ouverture de leurs moulins et magasins aux d. Gardes jurés et visiteurs, à peine de 500 livres d'amende.

Art. 15. — Veut S. M. que les Maitres fabriquants de papier de la Généralité de Limoges, un de leurs fils travaillant dans les d. fabriques, et un premier ouvrier soient personnellement exempts de la collecte des tailles, du logement de gens de guerre, et de la milice, et qu'ils soient cottisés d'office pour la Taille, par le S^r Intendant et Commissaire départi dans la d^e Généralité, suivant les Estats qui luy en seront remis tous les ans par les d. Gardes Jurés visiteurs, et sans que les d. costes d'office puissent être augmentées par les Collecteurs.

Art. 16. — Veut pareillement S. M. que les d. Maitres fabriquants puissent prendre aucuns étrangers pour Apprentifs, qu'au deffaut des fils de compagnons.

Art. 17. — Fait S. M. deffenses aux ouvriers de quitter leurs

Maitres pour aller chez d'autres, qu'ils ne les aient averti six semaines auparavant, en présence de deux Temoins, à peine de 100 livres d'amende contre les ouvriers, et de 300 livres contre les propriétaires des moulins ou ceux qui les font valoir, qui recevront à leur service et engageront aucuns ouvriers qui ne leur aient représenté le congé par écrit du dernier Maitre où ces ouvriers auront travaillé, ou du juge des lieux en cas de refus du Maitre ; ces d. amendes applicables, moitié au profit de S. M., et l'autre moitié au profit des propriétaires ou Maîtres des Moulins que les d. ouvriers auront quitté sans congé. Seront pareillement tenus les propriétaires ou Maitres des moulins d'avertir les compagnons et ouvriers en présence de deux témoins, six semaines avant que de les renvoyer, à peine que de leur payer leurs gages et nourriture pendant les d. six semaines. .

Art. 18. — Fait S. M. aussi defenses aux propriétaires et Maitres des Moulins à papier, de débaucher les compagnons et ouvriers les uns des autres en leur promettant des gages plus forts que ceux qu'ils gagnoient chez les Maitres où ils travailloient, s'ils les emploient au mesme genre de travail auquel ils estoient employés chez leur Maitre précédent ; et ce à peine de pareille amende de 300 livres contre le Maitre du moulin, et de 100 livres contre l'ouvrier.

Art. 19. — Ordonne S. M. que, s'il arrivoit qu'un compagnon, pour forcer son Maitre à le congédier avant le temps, vinst à gaster par mauvaise volonté son ouvrage, et qu'il en fût convaincu, tant par la comparaison de ses autres ouvrages que par la déposition des autres compagnons, travaillant dans le mesme moulin, le d. compagnon sera condamné, outre le dédommagement, à la mesme peine que s'il avait quitté son maitre sans congé.

Art. 20. — Veut S. M. que les rames de papier, dont la confiscation aura esté ordonnée, soient percées dans le milieu d'un poinçon, et qu'elles soyent remises dans les moulins à papier comme matières, pour y estre rebattües sous le marteau, et que, du prix auquel elles seront estimées comme matieres, il en appartienne moitié aux Jurés Visiteurs, et l'autre moitié à l'hospital le plus prochain des lieux.

Art. 21. — Et néanmoins, pour faciliter la vente et le débit des différentes sortes de papiers qui se trouveront dans les moulins et magasins des d. fabriquans et Marchands, au jour de la publication du présent arrest, sans y estre conformes, permet S. M. aux d. Marchands et fabriquans de les vendre et débiter pendant l'espace d'une année, aussi à compter du d. jour, à la charge néanmoins par les d. Marchands et fabriquans de faire, dans un mois pour

tout délai, leur déclaration de la quantité de papiers des différentes sortes qu'ils auront en leur possession, pardevant les juges des manuf^{es} des d. villes de Limoges, Angoulesme et Tullies, qui en dresseront procès-verbal; après lequel délai d'un an, tous les papiers qui ne se trouveront pas conformes au présent arrest, seront confisqués, et les contrevenans condamnés en 100 livres d'amende.

Art. 22. — Les amendes qui seront prononcées pour punir les contraventions faites au présent arrest, dont l'aplication n'est pas cy devant ordonnée, seront appliquées, sçavoir, moitié à S. M., un quart aux Gardes jurés et Visiteurs qui auront fait les saisies, et l'autre quart à l'hôpital le plus prochain du lieu où les jugemens seront rendus.

Art. 23. — Vent S. M. que les amendes, confiscations et autres peines portées par le présent arrest, soient prononcées tant par les juges des lieux de fabrique que par ceux des lieux où la contravention aura esté découverte, sans qu'elles puissent estre remises, ni modérées pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, à peine par les d. juges de répondre, en leur propre et privé nom, des amendes et confiscations qu'ils auroient dû prononcer.

Art. 24. — Ordonne au surplus S. M. que les réglemens autorisés par l'arrest du Con^{el} du 21 juillet 1671 seront exécutés selon leur forme et teneur en ce qui n'y est pas dérogé par le présent arrest. Enjoint S. M. au S^r Intendant et Commissaire départi pour l'exécution de ses ordres dans la Généralité de Limoges de tenir la main à l'exécution au présent arrest, qui sera lu, publié et affiché partout où besoin sera, et sur lequel seront toutes lettres nécessaires expédiées. Fait au Con^{el} d'Estat du Roy, S. M. y estant, tenu à Versailles le 12^e jour de X^{bre} 1730. Signé Phelypeaux.

Tarif du poids que Sa Majesté vent que pèsent les rames de papier servant, tant à l'impression qu'à écrire, qui se fabriquent dans la Généralité de Limoges, et se (*sic*) sur le pied de la livre pesant seize onces, sans y comprendre les envelopes comme aussi des largeurs et hauteurs que doivent avoir les feüilles de papier des différentes sortes cy après spécifiées.

Toutes les rames de papier, expliquées cy après, seront composées chacune de vingt mains, et chaque main de 25 feüilles, non compris les envelopes, sans aucunes feüilles cassées ni retriées, salles ou ridées.

ÉLECTION DE LIMOGES

Chaque feuille de papier apellé sçavoir « grand Soleil fin » aura 36 pouces de large la feuille ouverte sur 24 pouces dix lignes de haut, et la rame pèsera 110 livres.

Celle de papier apellé « grande fleur de lys fine » aura 34 pouces de large sur 22 pouces de haut, et la rame pèsera 72 livres.

Celle de papier apellé « chapelet fin » aura 28 pouces et demi de large sur 20 pouces un quart de haut, et la rame pèsera 55 livres.

Celle de papier apellé « grand Jésus fin » aura 26 pouces de large sur dix-neuf pouces deux tiers de haut, et la rame pèsera 42 livres.

Celle de papier apellé « petite fleur de lys fine » aura 23 pouces trois quarts de large sur 18 pouces 10 lignes de haut, et la rame pèsera 32 livres.

Celle de papier apellé « Lombard fin » aura 20 pouces 10 lignes de large sur 16 pouces 7 lignes de haut, et la rame pèsera 22 livres.

Celle de papier apellé « Lombard bulle », servant à plier, aura 20 pouces de large sur 16 pouces 5 lignes de haut, et la rame pèsera 20 livres.

Celle de papier apellé « cavalier fin » ou « cornet » aura 19 pouces et demi de large sur 16 pouces de haut, et la rame pèsera 17 livres.

Celle de papier apellé « carré fin double » aura 20 pouces un quart de large sur 16 pouces de haut, et la rame pèsera 28 livres.

Celle de papier apellé « carré » ou « raisin fin simple » sera des mêmes largeur et hauteur que le double, et la rame pèsera 17 livres.

Celle de papier apellé « carré » ou « raisin moyen » sera aussi des mesmes largeur et hauteur que le fin, et la rame pèsera 16 livres.

Celle de papier apellé « bulle », pour impression, aura 19 pouces et demi de large sur 15 pouces 8 lignes de haut, et la rame pèsera 14 livres.

La rame de papier violet, pour plier, pèsera 20 livres.

Et celle de papier bleu pèsera 12 livres.

Les feuilles des papiers moyens de toutes les qualités cy dessus seront des mesmes largeur et hauteur et les rames des mesmes poids que les fins.

ÉLECTION DE TULLES

Chaque feuille de papier apellé « Amsterdam, fin ou bulle », aura 15 pouces et demi de large sur 12 pouces une ligne de haut, et la rame pèsera 12 l. 1/2.

Celle de papier apellé « lys fin » ou « bulle » aura 14 pouces une ligne de large sur 11 pouces et demi de haut, et la rame pèsera 9 l. 1/2.

Celle de papier apellé « les trois O » ou « trois ronds » aura 16 pouces de large sur 11 pouces $\frac{1}{2}$ de haut, et la rame pèsera 10 l.

Celle de papier apellé « petit Jésus fin » aura 13 pouces un quart de large sur 9 pouces $\frac{1}{2}$ de haut, et la rame pèsera 6 l. $\frac{1}{2}$.

Celle de papier apellé « la trace » ou « mainbrune » aura 15 pouces un quart de large sur 12 pouces une ligne de haut, et la rame pèsera 10 l.

ÉLECTION D'ANGOULESME

Chaque feuille de papier apellé « grand aigle fin » aura 36 pouces et demi de large, la feuille ouverte, sur 24 pouces 11 lignes de haut, et la rame pèsera 140 l.

Celle de papier apellé « grande Fleur de Lys » aura 31 pouces et demi de large sur 22 pouces de haut, et la rame pèsera 72 l.

Celle de papier apellé « Imperial fin » ou « grand Colombier fin » aura 31 pouces de large sur 21 pouces, 5 lignes de haut, et la rame pèsera 95 l.

Celle de papier apellé « le Chapelet » aura 29 pouces trois quarts de large sur 21 pouces et demi de haut, et la rame pèsera 68 l.

Celle de papier apellé « super royal fin » ou « grand Jésus fin » aura 26 pouces de large sur 19 pouces et demi de haut, et la rame pèsera 58 l.

Celle de papier apellé « royal fin » ou « grand raisin fin double » aura 22 pouces, 5 lignes de large sur 17 pouces de haut, et la rame pèsera 38 l.

Celle de papier apellé « royal fin » ou « grand raisin fin simple » aura les mesmes largeur et hauteur, et la rame pèsera 28 l.

Celle de papier apellé « lombard fin » aura 20 pouces de large sur 16 pouces et demi de haut, et la rame pèsera 22 l.

Celle de papier apellé « grand compte fin » ou « carré fin double » aura 20 pouces de large sur 15 pouces et demi de haut, et la rame pèsera 28 l.

Celle de papier apellé « grand compte fin » ou « carré fin simple » sera des mesmes largeur et hauteur que le double, et la rame pèsera 17 l.

Celle de papier apellé « cavalier fin », pour l'impression, aura 19 pouces de large sur 16 pouces de haut, et la rame pèsera 17 l.

Celle de papier apellé « fin moyen compte » ou « écu fin double » aura 18 pouces $\frac{3}{4}$ de large sur 14 pouces $\frac{1}{4}$ de haut, et la rame pèsera 21 l.

Celle de papier apellé « fin moyen compte à la Pomponne » ou « écu fin simple » sera des mesmes largeur et hauteur que le double, et la rame pèsera 18 l.

Celle de papier apellé « grand cornet fin double » aura, à l'ordinaire, 17 pouces trois quarts de largeur sur 13 pouces et demi de haut, et la rame pèsera 14 l.

Celle de papier apellé « fin grand cornet simple » sera des mesmes largeur et hauteur que le double, et la rame pèsera 12 l.

Celle de papier apellé « fine telliere grand format » ou « Couronne fine double » aura 17 pouces un tiers de large sur 13 pouces deux lignes de haut, et la rame pèsera 14 l.

Celle de papier apellé « fine telliere grand format » ou « Couronne fine simple » sera des mesmes largeur et hauteur que la double, et la rame pèsera 12 l.

Celle de papier apellé « fine petite telliere » aura 16 pouces de large sur 12 pouces $\frac{2}{3}$ de haut, et la rame pèsera 14 l.

Celle de papier apellé « aux armes d'Amsterdam » aura 15 pouces $\frac{3}{4}$ de large sur 12 pouces, 4 lignes $\frac{1}{2}$ de haut, et la rame pèsera 14 l.

Celle de papier apellé « fin petit cornet à la grande sorte » ou « bâton royal » aura 16 pouces de large sur 12 pouces de haut, et la rame pèsera 10 l.

Celle de papier apellé « fin petit lys » ou « cartier fin » aura 15 pouces un quart de large sur 11 pouces, 9 lignes de haut, et la rame pèsera 12 l.

Celle de papier apellé « la romaine fine » aura 15 pouces de large sur 10 pouces un tiers de haut, et la rame pèsera 10 l.

Celle des papiers seconds fins ou moyens de toutes les qualités et sortes des papiers cy dessus expliquées seront des mesmes largeur et hauteur, et les rames des mesmes poids que les fins.

Celles des papiers, traces et bulles de toutes les qualités et sortes cy dessus expliquées seront aussi des mesmes largeur et hauteur et les rames des mesmes poids que les fins.

Celle du papier appelé « la trace lombard » aura 22 pouces de large sur 17 pouces de haut, et la rame pèsera 30 l.

Fait au Con^{seil} d'Estat du Roy, S. M. y estant, tenu à Versailles, le 12^e jour de X^{bre} 1730. Signé Phelypeaux.

GAYARDON DE LEVIGNEN.

*Rapport fait au Conseil du Commerce sur le procès-verbal
de l'Assemblée de Commerce tenue à Tulle le 22 janvier 1731
(Archives Nationales, F¹² 78, page 459)*

Du Jeudi 31 May à quatre heures de relevée.

Autre procès-verbal d'assemblée de commerce tenue à Tullens en Limosin le 22 janvier d^{re}, par lequel les jurés des fabriquants en

étoffes de laine ont représenté que plusieurs d'entre eux, de concert avec quelques foulons, facturiers et Teinturiers, aprestent des marchandises et les transportent dans les villes voisines, mesme hors de la Province, sans au préalable les avoir fait passer par le Bureau pour y estre visitées et marquées, ce qui fait présumer qu'elles sont défectueuses; et que, pour réprimer cet abus, il conviendrait de faire des deffenses aux voituriers de transporter les étoffes avant qu'elles ayent esté vües et visitées au Bureau de fabrique; avec injonction aux foulons de porter les étoffes qu'on leur aura données à fouler, au d. bureau, pour y estre marquées, avant de les porter chez le Teinturier.

Sur quoy, après avoir vû l'avis des Députés, il n'a pas paru convenable de faire les deffenses proposées aux Voituriers, parce qu'ils reçoivent les étoffes emballées, et que les Marchands ne les appellent pas lorsqu'ils font leurs ballots; mais on a esté de sentiment qu'il est à propos d'écrire à M. l'Intendant de la Généralité de Limoges, afin qu'il ordonne aux fabriquans de cette ville de porter leurs étoffes au Bureau de fabrique pour y estre vües, visitées et marquées si elles se trouvent conformes aux Réglements et ce, avant de les donner à teindre et de les exposer en vente, à peine de confiscation et d'amende, si l'on trouve ces étoffes soit chez les teinturiers ou aux foires et marchés sans estre munies du plomb de fabrique.

Quant à la demande que font les jurés des fabriquans à ce qu'ils soient exemptés des charges publiques et municipales pendant leur exercice, il a esté dit qu'on pouvait consulter pour cela M. l'Intendant.

*Rapport fait au Conseil du Commerce sur le Procès-Verbal
de l'Assemblée de Commerce tenue à Limoges en 1731*

(Archives Nationales, F¹² 78, page 462)

Du Jeudy 31 May à quatre heures de relevée.

Dans l'assemblée de commerce tenue à Limoges, a dit M^r de Levignen, il a entre autres choses esté observé que la manufacture du S^r de Thévenin pour les étoffes de coton a eu un bon succès jusqu'à présent, mais que pour son accroissement il faudrait chercher les moyens d'augmenter le filage du coton qui est la seule chose qui luy manque.

M^r de Tourni, a ajouté M. de Levignen, mande par la lettre du 11 avril dernier, qu'il n'est point satisfait de la manière dont se tiennent les assemblées de commerce, et qu'il fera en sorte qu'on suive l'esprit de l'arrest du 18 mars 1727.

Et il a esté arrêté qu'il convient de répondre à cet Intendant qu'on ne doute point que par ses soins il ne fasse en sorte que ces assemblées se tiennent conformément aux vûes que le Conseil a eûes en les établissant et de luy mander en mesme temps d'aviser aux moyens de procurer au S^r Thévenin une plus grande quantité de cotons filés nécessaires pour l'aliment et augmentation de sa manufacture et de faire part au Cons^t de ce qu'il aura pensé à cet égard.

Décision prise au Conseil de Commerce à propos des assemblées de commerce tenues en 1732 et 1733 à Limoges, à Tulle et à Blois

(Archives Nationales, F¹² 80, page 309)

Du Jeudi 26 Mars 1733.

M^r de Levignen s'estant disposé à faire le raport de trois autres procès-verbaux d'assemblées de Commerce tenuës en 1732 et au commencement de la pr^{mi}ère année dans les villes de Limoges, de Tullès et de Blois sur chacun desquels les Députés du Commerce ont donné leur avis, il a paru que, n'estant question dans les remontrances faites lors de ces assemblées que de l'exécution des réglemens auxquels on contrevient, il suffit d'écrire à M^{rs} les Intendants de la Généralité de Limoges et de celle d'Orléans afin qu'ils donnent leurs ordres aux Juges de Police et des Manufactures de ces villes pour que chacun d'eux les fassent observer dans les lieux soumis à leur Jurisdiction, en ne laissant échaper aucune occasion de punir selon qu'il leur est prescrit par les réglemens ceux qui y contreviennent, au lieu de répéter comme ils font d'année en année leurs plaintes, sans marquer ce qu'ils ont fait pour rétablir la règle dont on s'est écarté.

GAYARDON DE LEVIGNEN.

Contestation entre les gardes jurés des marchands de Limoges et le s^r Durand de Boscheron, marchand dudit lieu

(Archives nationales, F¹² 94, page 231)

Procès-Verbal de la Séance du Mercredi 19 avril 1747

M^{rs} les Commissaires pour les affaires de commerce étant assemblés chez M. de Machault... Ensuite, M. Le Tourneur a dit qu'il s'était élevé devant M. L'Intendant de Limoges une contestation entre les gardes jurés des Marchands de cette ville et le S^r Durand de Boucheron, Marchand, sur la question de sçavoir si la charge de juge garde de la Monoye de Limoges, dont le d. S^r Durand de

Boucheron est pourvû, peut le dispenser d'exercer celle de garde juré des Marchands, à laquelle ils l'ont nommé, de ce qu'il a Magasin et Boutique ouverts et qu'il fait corps avec eux. Les gardes jurés ont soutenu l'affirmative, et le S^r Durand de Boscheron prétend que sa charge à la monnoye ne luy laisse pas le tems de remplir les fonctions de garde des marchands. A cette question s'est jointe celle de savoir si les Secrétaires du Roy ou leurs enfants, étant dans le même cas que le S^r Boucheron, auroient l'exemption prétendue par ce dernier. M. l'Intendant n'a point dit son avis et s'en est rapporté au Conseil et M. les Députés ont pensé que toute personne, de quelque état qu'elle fût, qui fait le commerce, doit en supporter les charges, puisqu'elle en partage l'avantage et les bénéfices ; que les lettres patentes rapportées par les Monnoyeurs ne leur donne d'autres exemptions que celles de tailles, Tutelle, Curatelle etc... et n'énonce point celle de la fonction des charges du Corps du Commerce qu'ils auront embrassé.

Sur quoy, M^{rs} les Commissaires ont été d'avis d'écrire à M. L'Intendant de Limoges que les Monnoyeurs qui font le commerce doivent faire les fonctions de Gardes de Manufactures.

Requête des marchands et négociants de Limoges, par laquelle ils demandent la création de deux offices de courtier dans leur ville.
— *Procès-Verbal de la Séance du Bureau du Commerce du jeudi 25 8^{bre} 1787.*

(Archives nationales, F¹³ 106, pp. 693-696)

Messieurs de Sauvigny, Conseiller d'Etat, et Monsieur de Tolozan, maître des Requêtes, Intendant du Commerce, assemblés chez Monsieur de Sauvigny.

M. de Tolozan a dit que les marchands et négociants de Limoges présentent une requête par laquelle ils demandent la création de deux offices de courtiers dans leur ville. Ils assurent que ces courtiers épargneront aux commerçants beaucoup de frais et accélèreraient les ventes. Ils proposent que leurs fonctions ne soient qu'annuelles ; que leur nomination appartienne au Commerce ; et que l'année révolue ils puissent être destitués ou continués à volonté d'après la conduite qu'ils auront tenue. Comme leurs facultés et les dépenses qu'ils ont été obligés de faire en bâtiments ne leur permettent point de verser aucune somme au Trésor Royal pour la finance de ces deux offices, ils demandent qu'ils soient délivrés gratis, attendu qu'il s'agit d'un intérêt public.

M. de Tolozan a fait observer à M. de Sauvigny que l'administration du Commerce avait éprouvé dans bien des occasions l'in-

convénient des courtiers établis en titre d'office; qu'elle s'est toujours portée à demander leur suppression; que cependant on ne peut découvrir que les Courtiers ne soient souvent fort utiles pour l'expédition des affaires de Commerce; mais que le meilleur parti à cet égard paraît être celui qu'on a pris à Rouen, qui consiste dans l'élection des personnes qu'on croit les plus intelligentes et les plus fidèles, mais sous la condition expresse de les destituer à volonté à la fin de chaque année, sans que sous aucun prétexte ils pussent demander les motifs de leur destitution.

Délibéré d'écrire à M. l'Intendant de Limoges les raisons de la répugnance du Bureau pour établir des courtiers en titre d'office, et pour lui proposer pour Limoges de se conformer à ce qui se fait à Rouen.

Requête par laquelle le seigneur et les habitants de Rancon, généralité de Limoges, demandent l'établissement au dit lieu de deux foires par an. — Procès-Verbal de la Séance du Bureau du Commerce du jeudi 25 8^{bre} 1787 (suite).

(Archives nationales F¹² 106, p. 696)

M. de Tolozan a rapporté une requête par laquelle les Seigneur et habitants de Rancon, Généralité de Limoges, demandent l'établissement dans le d. lieu de deux foires par an pour la vente des bœufs gras. M. l'Intendant, qui a été consulté, dit qu'au lieu d'autoriser ces nouvelles foires, il seroit à souhaiter qu'on supprimât une partie de celles qui existent pour le même objet de Commerce.

Délibéré de mettre *Néant* sur la requête.

Documents des Archives nationales relatifs à la Généralité de Limoges

Archives nationales. — Section judiciaire, série G¹

Contrôle général des Finances

G¹ 345. — Correspondance des Intendants. — Limoges.

Années 1678 à 1687

1^{re} pièce.

A Limoges, ce 1^{er} janvier 1678.

Monsieur,

Il y a quelque temps que je me donnay l'honneur de vous écrire que j'avais fait arrester un collecteur d'Alassac, qui, par son autorité dans la paroisse, avait ruiné plusieurs misérables et avait fait quantité de friponeries pendant sa collecte. Comme il a esté longtemps malade, je n'ay pu instruire son procès que depuis quelque temps, et aiant esté nécessaire de le faire amener icy, les

archers auxquels on l'avoit donné à conduire l'ont laissé évader et m'ont rapporté un procès-verbal faux par lequel ils disent que dix cavaliers masqués et bien armés sont venus l'enlever. J'ay des preuves de la fausseté, et on travaille présentement aux informations. J'ay fait arrêter deux des dits archers et le troisieme est en fuite. Il est très nécessaire de faire un exemple de ces fripons-là, car tous les juges se plaignent que tous les criminels un peu riches qu'on envoie à Bordeaux se trouvent enlevés de cette manière-là. Aussitost que l'affaire sera instruite, j'auray l'honneur de vous en-voier la procédure et l'information contre le collecteur.

Trouvès bon, Monsieur, qu'à ce commencement d'année je vous souhaite une bonne santé, et que je vous supplie de me continuer toujours vos bontés.

Je suis avec bien du respect, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur.

DE BOUVILLE.

2^e pièce.

A Limoges, ce 17^e janvier 1678.

Monsieur,

J'ay receu la lettre que vous m'avés fait l'honneur de m'escire le 27^e du mois passé au sujet des moulins à poudre de Limoges et de St-Jean d'Angely. Je ne manqueray pas de m'informer exactement et secrètement de ce que vous m'ordonnés de vous faire sçavoir et de vous en envoyer un mémoire aussitost après que j'en auray sceu la vérité.

Je suis, etc...

DE BOUVILLE.

3^e pièce.

A Limoges, ce 28^e janvier 1678.

Monsieur,

J'ay receu la lettre que vous m'avés fait l'honneur de m'escire le 21^e du courant, avec celle que le consul d'Uzerche a pris la liberté de vous escire. Elle est toute pleine de vérité, et je puis vous assurer que sa communauté est dans une misère surprenante. Il y en a beaucoup d'autres dans cette généralité qui souffrent aussi par les grandes avances qu'elles ont esté obligées de faire pour fournir l'estappe aux troupes, n'ayant point esté remboursées depuis le mois de juin 1674. Je me suis donné l'honneur de vous en escire plusieurs fois, et vous m'avés fait espérer que vous donneriez bientost les ordres nécessaires pour leur remboursement. J'ay envoie il y a longemps au sieur De la Ville le procès-verbal de liquidation que j'en ay fait, et je vais travailler à liquider celle des derniers six mois de l'année dernière.

J'ay des affaires de famille avec M. le Président Inbert qui me sont d'une si grande conséquence qu'elles me font prendre la liberté de vous supplier de faire trouver bon au Roy que je puisse quitter cette province pendant deux mois de cet esté.

Si vous avés la bonté de m'accorder cette grâce, je vous assure, Monsieur, que je mettray ordre aux affaires, en sorte qu'elles n'en souffriront point. Je n'aurais jamais pensé à cela si M. le Président Inbert ne l'eust souhaité et ne m'eust donné quelqu'espérance de faire quelque chose pour moy.

J'espère aussi que ce petit voiage pourra contribuer à me rendre la santé que l'air de Limoges a extrêmement altérée.

Je suis, etc...

DE BOUVILLE.

(A suivre.)

Ernest LYON.

Vente faite à Guy de Rancon, chevalier, par Guillaume Lavaud de de Berberide, chevalier, d'une rente de six livres, 1285.

Universis presentes licteras inspecturis, officialis Lemovicensis salutem in Domino. Noveritis quod in jure personaliter constitutis Guidone de | Rancomio milite, ex una parte, et Guillelmo Lavelli de Burburida milite ex altera. Idem Guillelmus Lavelli recognovit et confessus fuit | in jure gratis et voluntate spontanea, ac ex certa sciencia, se vendidisse, concessisse perpetuo, et quictasse pro se et omnibus heredibus successo|ribusque suis, prefato Guidoni de Rancomio, et omnibus heredibus, successoribus que suis, sex libras renduales, pretio quadraginta et | duarum librarum et decem solidorum turonensium, quod pretium predictum recognovit et confessus fuit in jure dictus Guillelmus se habuisse, | et recepissee, plenarie et integre, racione et titulo vendicionis hujusmodi a dicto Guidone in pecunia numerata; renuncians expresse | excepcioni non numerate pecunie in hac parte non habite, non recepte, et spei numeracionis future, nec non et omni exceptioni doli, mali, fori, | loci, fraudis, et deceptioni cuilibet, levi et enormi, et beneficio minoris pretii, et restitutionis in integrum, et omnibus privilegiis, | et indulgenciis concessis et concedendis crucesignatis et crucesignandis, et juridicenti generalem renonciationem non debere valere nisi quatenus | est expressa, et omnibus universis et singulis aliis exceptionibus, racionibus, defencionibus et allegacionibus utriusque juris canonici et civilis | facti, usus, consuetudinis, seu statuti sibi vel heredibus seu successoribus suis, super premissis vel aliis in presentibus lictericis contentis possent | competere, ut prodesse et dicto Guidoni vel heredibus seu successoribus suis nocere in posterum aliquatenus, vel obesse, seu per quas vendicio | hujusmodi recendi vel alia in presentibus lictericis contenta revocari, cassari, annullari possent quomodolibet, vel infringi in toto, vel in parte, | vel que contra eadem contenta, vel qualibet eorumdem apponi possent quomodolibet objici sive dici.

Quas sex libras renduales, ut | superius dictum est, venditas assignavit et assedit perpetuo in jure dictus Guillelmus Lavelli pro se et omnibus heredibus successoribusque suis | prefato Guidoni et omnibus heredibus successoribusque suis in mansis suis de Vente-natz et de Las Boudenchas, sitis in parochia Castri | Ponciaci, quos mansos tenebat et tenere debebat ab eodem Guidone domino fundali sive feodali eorundem mansorum et omnium jurium | pertinen-
ciarumque suarum, ut asseruit in jure dictus Guillelmus.

Qui etiam Guillelmus predictos mansos cum domibus, ortis, villari-bus, | terris cultis et non cultis, absis et vestitis, pratis, pascuis, aquis, ripariis et omnibus universis et singulis juribus et pertinen-
ciis suis reddidit, | assedit, assignavit, concessit perpetuo et quitavit in jure, pro se et omnibus heredibus successoribusque suis pre-
dicto Guidoni et omnibus heredibus | successoribusque suis pro dictis sex libris rendualibus, ut dictum est, venditis, ita tamen quod in eisdem mansis retinuit idem Guillelmus | sibi et omnibus heredibus successoribusque suis, decem et octo solidos renduales tantummodo.

Et devestiens se dictus Guillelmus, pro se et omnibus | heredibus successoribusque suis, de omnibus, universis et singulis premissis, venditis, concessis perpetuo, et quictatis, dictum Guidonem volen-
tem | et pro se et omnibus heredibus successoribusque suis, reci-
pientem investit perpetuo de eisdem.

Et quicquid juris, proprietatis, possessionis domini | actionis, petitionis, questionis, seu quere, habebat, et habere, petere, sive
exigere de facto, usu, consuetudine, vel de jure poterat | idem Guillelmus et debebat in dictis mansis vel juribus seu pertinentiis
suis universis vel in hominibus et personis ibidem comorantibus
cessit et transtulit perpetuo et irrevocabiliter in dictum Guidonem
et omnes heredes successoresque suos, salvis tamen et retentis sibi
et heredibus suc|cessoribus que suis, ut dictum est, in dictis man-
sis, dictis decem et octo solidis rendualibus tantum.

Volens etiam mandans et precipiens idem Guillelmus | quod ex
nunc dictus Guido, quandocumque sibi placuerit, auctoritate pro-
pria, corporalem possessionem omnium universorum et singulo-
rum premissorum venditorum | assignatorum, concessorum per-
petuo et quictatorum apprehendat, per se vel per alium, seu alios,
adhipiscatur et nanciscatur conjunctim seu divisim.

Et | se contra vendicionem hujusmodi, vel alia in presentis lic-
teris contenta per se vel per alium, seu alios, aliquatenus de cetero
clam vel palam, | tacite vel expresse non facere, seu venire, et dicto
Guidoni et omnibus heredibus successoribus que suis omnia universa
et singula premissa, vendita, | assignata, concessa perpetuo et quic-

ata deffendere ab omni homine et dominio in iudicio et extra iudicium, et garire cum dictis decem et octo | solidis rendualibus ibidem ut dictum est retentis, promisit dictus Guillelmus, prestito ab eodem super omnibus universis et singulis premissis | prout superius continentur, faciendis, complendis et firmiter et inviolabiliter perpetuo observandis, ad sancta Dei evangelia corporaliter iuramento ; | et se et omnia universa et singula bona sua mobilia et immobilia quicumque sint et ubicumque et quocumque nomine censeantur propter hoc | specialiter obligans, sub virtute dicti iuramenti sui, prefato Guidoni pro se et omnibus heredibus successoribusque suis, super omnibus universis et | singulis premissis legitime ac sollempniter stipulanti.

Et quoad observationem omnium, universorum et singulorum premissorum voluit | et petit dictus Guillelmus a nobis successoribus que nostris pro tempore, auctoritate curie Lemovicensis, per censuram ecclesiasticam, si necesse | fuerit, se et omnes heredes successores que suos compelli ; se et omnes heredes successoresque suos et dicta bona sua quoad hoc iuridicioni | et distritui ipsius curie spontanee supponendo.

Ad quam observationem fuit idem Guillelmus, volens et consentiens, dicto Guidone petente, | auctoritate ejusdem curie in his scriptis sentencialiter condemnatus. Supplicans etiam presentes licteras sigillo ipsius curie, una cum sigillo suo sigillari, | in testimonium omnium universorum et singulorum, tam superius quam inferius in presentibus licteris contentorum.

Hec autem premissa acta fuerunt | in jure coram dilecto in Christo Hymberto Machaclaveu clerico curie Lemovicensis jurato cui quoad eadem premissa | loco nostri, vice et auctoritate nostra audienda fideliter et recipienda comiseramus specialiter vices nostras.

Qui juratus predictus se | premissa loco nostri, vice et auctoritate nostra audivisse fideliter et recepisse, et coram se apud Doratum die lune ante festum | Pasche Domini proximo preteritum acta fuisse, nobis presentialiter retulit fideliter viva voce.

Nos vero ejusdem jurati relationi | fidem plenariam adhibentes ac omnia universa et singula premissa coram eodem jurato acta auctorizantes, ratificantes | ac etiam approbantes expresse, ac si coram nobis specialiter acta essent, presentibus licteris sigillum Lemovicensis curie una cum | sigillo dicti Guillelmi Lavelli duximus apponendum in testimonium omnium universorum et singulorum premissorum.

Ego vero dictus Guillelmus | Lavelli presentibus licteris sigillum meum, una cum sigillo dicte curie Lemovicensis apposui ad majoris roboris firmitatem, et in testimonium premissarum.

Constat de rasuris : *renduales, obligans.*

Datum XV^o kalendas maii, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto.

Parchemin communiqué per M. le comte de Roffignac, demeurant au château du Mazeix, près le Dorat.

Le lieu de Berberide, indiqué dans cet acte de vente, ainsi que Ventenat, se trouvent dans la commune de Châteauponsac, sur la rive gauche de la Gartempe.

D'autres actes du XIII^e siècle nous apprennent que Guy de Rancon avait des possessions au lieu de Lavaud-Gelade. Ce lieu de Lavaud, qui est peut-être le berceau des Lavelli, est aussi sur la rive gauche de la Gartempe, à Châteauponsac.

(Communication de M. l'abbé A. Lecler.)

Lettre adressée par le roi Louis XIII à son cousin le duc de Ventadour, pair de France, gouverneur et lieutenant général en Limousin, pour l'informer de la prise de Bapaume (1641).

* Mon cousin, ayant réduit en mon obéissance la ville et le château de Bapaume qui est une des plus fortes places de l'estat de Flandres et qui couvre davantage ma frontière de Picardie l'ayant fait assiéger par mes armées de Flandres commandées par mes cousins les mares^{aux} de Brésé et de la Melleraye qui l'ont si vivement attaquée avec ces puissantes forces qu'en huit jours elle a esté mise en estat d'estre prise par assault, si ceux qui l'ont desfendue après avoir faict toute la résistance qu'il leur a esté possible ne l'eussent rendue comme ilz ont faict le dix huitiesme de ce mois. Et ayant eu advis presque en mesme temps que le quinzième du dit mois mon cousin le comte d'Harcourt, mon lieutenant ^{g^{ral}} en mon armée d'Italie a pris la ville et citadelle de Cony après un siège de six semaines et divers assaultz vaillamment soutenus, cette place estant très forte et ayant esté desfendue par beaucoup de braves gens qui prétendoient que n'ayant jamais été prise, bien que plusieurs grands sièges y ayent esté faicts par le passé avec des armées royales, elle ne le serait point aussy en leurs mains et ce qui les y faisait attacher davantage estant qu'ils prévoyaient qu'elle assurerait comme elle faict à présent la meilleure partie du Piedmont à mon neveu le duc de Savoye outre qu'elle rend libres les passages de Provence en Italie et acquiert divers autres avantages très considérables. J'estime estre grandement obligé avec tous mes bons subjects de rendre grâces à Dieu de l'assistance qu'il donne à mes justes armes en ces glorieux et utiles succès et ez autres que je re-

çois en ces quartiers et en Allemagne et Italie qui sont assez connus au publicq. C'est pourquoy après avoir essayé de satisfaire de deça aux témoignages de la recognoissance qui est dhüe à la bonté divine, je désire que le semblable soit fait ez principales villes de mes provinces. Je mande donc aux Evesques de faire chanter pour cette fin le *Te Deum* ez principales villes de leurs diocèses et mon intention est que vous assistiés à celuy qui sera célébré en la ville où vous serés lorsque la présente vous sera rendue et que vous fassiés assister à cette cérémonie les corps des officiers et des villes de l'estendue de vostre charge. Je veux aussy que vous fassiez tirer le canon et la mousqueterie des dites villes et donniez toutes les marques de joye publique que le subject mérite et que vous fassiés part de ces bonnes nouvelles à mes principaulx serviteurs et que chacun cognoisse l'importance et l'avantage de ces progres. A quoy m'assurant que vous satisferez avec voz soins et vostre affection accoutumés, je ne vous feray la présente plus longue que pour prier Dieu qu'il vous aye, mon cousin, en sa s^e et digne garde. Escrit à Nesle le XXIII (23^e) septembre 1641. *Signé* : Louys. *Et plus bas* : SUBLET. Et au dos de la dite lettre est escrit : à mon cousin le duc de Vantadour, pair de France, gouverneur et mon lieutenant *gral* en Limousin.

» Il est ainsy à l'original de la dite lettre.

» *Signé* : VANTADOUR.

» Par Monseigneur :

» *Signé* : CRESTIEN. »

(Copie de l'époque. Archives de M. Baillot d'Etivaux, au Puy-Vigeraud, par Salon-la-Tour (Corrèze.)

(Communication de M. Joseph Boulaud.)

Requête de M. de Verthamont, baron de Chalucet, pour être autorisé à bâtir une chapelle domestique en sa terre de Chalucet. — 1706

A Monseigneur l'evesque de Limoges ou à vous, Monsieur le vicaire general de Monseigneur l'evesque de Limoges.

Suplie et represante Messire Martial de Verthamon, baron de Chalucet, conseiller en la grand chambre du Parlement de Bordeaux, disant que sa maison de Chalucet estant esloignée de l'eglise de Boiseil, qui est la paroisse d'une grande lieue pour le moins, et le chemin estant impraticable, surtout en hiver, puisqu'il

est coupé de ruiseaux et de ravines qui empêchent le carosse de pouvoir passer; que d'ailleurs le dit seigneur de Chalucet est incommodé de la goutte et la dame son espouse d'un tempéremment foible et souvent malade, ce qui ne leurs permet pas de faire ce long trajet tous les iours de feste et de dimanche. De l'avis et conseil de Monseigneur de Canisi, eveque de Limoges, ils auroient fait batir et construire une chapelle au dit lieu de Chalucet, très propre et decemment ornée pour y faire célébrer la sainte messe, les iours de feste et de dimanche avec la permission du dit seigneur eveque de Limoges qui l'a leur auroit promise, n'estant ni l'un ni l'autre en état de pouvoir aller au dit Boiseil et d'autant que la ditte chapelle est actuellement dans l'estat requis, pourveue d'ornemens suffisants et separée de tous les usages profanes, enfin telle que les ordonnances et les saints canons le désirent et que le dit seigneur de Chalucet et la dame, son épouse, résident actuellement dans la ditte terre de Chalucet, que d'ailleurs ils sont assurés du consentement de M^r le curé de Boiseil qui connoit le besoin et la nécessité de la ditte chapelle et que conformément à la coustume de ce diocèse les dits seigneur et dame de Chalucet offre de fonder à perpetuité, comme ils fondent dès à présent dans la ditte chapelle deux messes par an, qui seront célébrées par le dit sieur curé ou son vicaire, aprouvé dans ce diocèse a tel iour qu'il vous plaira marquer, avec trente sols de retribution pour chacune des dittes messes a l'intention des dits seigneur et dame pendant leur vie et du repos de leurs ames après leurs morts, laquelle rétribution ils assignent dors et déjà sur tous leurs biens présents et advenir et spécialement par les revenus de la ditte baronie de Chalucet.

A ces causes veu l'ofre qu'ils font de la ditte fondation, veu le consentement de Monsieur le curé, la longueur et difficulté des chemins et autres motifs enoncés dans la présente requeste, il vous plaira, Monsieur, après avoir vérifié ou fait vérifier les faits contenus en icelle, octroier la permission de faire dire les iours de feste et de dimanche la messe dans la ditte chapelle par un prestre aprouvé dans ce diocèse et les dits seigneur et dame de Chalucet à qui vous aures facilité les moiens de s'aquiter des devoirs de chrétiens et bons catholiques vous seront redevables de la iustice que vous leurs aurez randue. De Verthamon.

Nous, vicaire général de Monseigneur l'eveque de Limoges, avant faire droit sur les fins de la présente requête, avons ordonné et ordonnons qu'elle sera montrée au sieur curé pour luy ouï et le tout communiqué au promoteur général de ce diocèse être ordonné ce qu'il appartiendra.

Donné à Limoges, ce trentième septembre mille sept cent et six.
R. Marlot, vic^{re} général.

Je soussigné prestre, curé de Boisseil, consens que Monsieur de Chalucet obtiene de Monsieur Marlot, vicaire général de Monseigneur l'évêque de Limoges, la permission de faire célébrer la sainte messe dans la chapelle qu'il a fait construire dans son village du Geraldeix dans nostre paroisse, a la charge de faire une fondation à perpétuité de deux messes par an et de la somme de trois livres pour la rétribution des dites messes, lesquelles seront dites par moy seullement ou mon vicaire ou nos successeurs à nostre commodité, et à la charge des autres chاوزes et obligations que de droit.

Donné à Limoges le premier jour du mois d'octobre de l'année mille sept cent six. Roulhac, curé de Boisseil.

Le Promoteur général du diocèse de Limoges qui a vû la susdite requête et l'ordonnance de M. le vicaire général portant qu'elle sera communiquée tant à luy qu'au sieur curé de Boisseil, et qui a vû le consentement donné par le dit sieur curé du premier de ce mois n'empesche qu'il ne soit accordé à Monsieur de Chalucet la permission de faire bénir la chapelle qu'il a fait construire, par le commissaire qu'il plaira à M. le vicaire général de nommer et en suite y faire célébrer la sainte messe; le procès-verbal de l'estat de la dite chapelle préalablement fait par le dit commissaire, le tout aux conditions portées par la susdite requête, en par le dit seigneur de Chalucet observant et faisant observer les ordonnances synodales du présent diocèse.

Fait à Limoges le 5^e 8^{bre} 1706. Besse, promoteur général du diocèse.

Rigobert Marlot, prêtre, licentié de Sorbonne et vicaire général de Monseigneur l'Illustrissime et Révérendissime évêque de Limoges, vû la requête présentée à mon dit seigneur l'évêque par M^r Martial de Verthamon, baron de Chalucet, conseiller en la grand'chambre du Parlement de Bourdeaux, tendante à obtenir la permission de faire bâtir une chapelle domestique en sa maison de Chalucet, située dans la paroisse de Boisseil, pour les raisons (1).

*Procès-verbal de bénédiction de la chapelle domestique
de M. de Verthamond, baron de Chalucet, à Girardeix. — 1706*

Jean David, prestre, docteur en théologie, chanoine de l'esglise collégiale et seculière de Saint-Martial, sçavoir faisons qu'aujourd'

(1) La suite manque.

dhuy, dix neuvième octobre 1706, nous nous sommes transportés au lieu du Girardeix, descendant de la baronnie de Chaslucet, paroisse de Boysseil, demeure ordinaire de M^r de Verthamond, baron de Chaslucet, conseiller en la grand'Chambre du Parlement de Bourdeaux, où estants arivez nous y aurions esté receus par mon dit sieur De Verthamond. Lequel nous auroit mis en main une ordonnance de M^r Marlot, vicaire général du présent diocèse, en datte du septiesme du présent mois, par laquelle il nous auroit commis pour nous transporter au dit lieu du Girardeix pour dresser procez-verbal de l'estat où se trouve présentement la place destinée pour servir de chappelle domestique. Et au cas que par nous la ditte chappelle soit trouvée dans l'estat requis et décent avec toutes les choses prescrites par la sainte esglise d'en faire la bénédiction en par nous observant les formes prescrites dans le rituel du diocèse de Limoges, pour ensuite y pouvoir dire la sainte messe. Laquelle commission nous aurions receu avec honneur de respect et aurions incessamment procédé à l'exécution d'icelle. Et pour cet effet le dit sieur De Verthamond, nous auroit ouvert un pavillon, nouvellement basti, de la longueur de vingt pieds, et de la largeur de quatorze ou environ. Bien lambrissé et pavé de pierre de taille, uniquement destiné pour la ditte chappelle, destaché de tout autre bastiment, les murailles enduites et bien blanchies. Dans lequel il y a un autel de la longueur de six pieds et plus et de la hauteur de trois pieds, avec un marche pied, un encastillement et deux gradins, d'une menuiserie très propre, le dit autel garny d'un marbre, et couvert de trois nappes, avec un cruxilis sur les gradins, deux chandelliers et des bouquetz, et un *Te igitur* avec un grand tableau dans un cadre représentant l'Assomption de la très sainte Vierge, de la hauteur de six ou sept piéds extrêmement propres. Et à mesme instant, mondit sieur De Verthamont et la dame, son épouse, nous auroient représentés un ornement complet avec le devant d'autel, d'une étoffe de soye de couleur verte, avec des fleurs d'or garni d'un galon d'or, très riche, avec un aube, un missel, un calice et sa patène d'argent doré par le dedans, des corporaux, purificateires et autres linges nécessaires. Et comme le tout nous a paru d'une propreté et d'une magnificence très grande, nous aurions procédé à la bénédiction de la ditte chappelle suivant la forme prescrite par le rituel du présent diocèse. Et ayant esté requis par M^r et Mad^e De Verthamont de bénir les ornements nouvellement fais, nous aurions procédé suivant la permission qui nous en a esté particulièrement donnée par Mons^g de Limoges, et ensuite célébré la sainte messe et dressé le présent procez-verbal en présence de mon dit S^r De Verthamont et la dame, son épouse, et de M^r l'abbé de Verthamont

son frère, qui ont signé avec moy. David, chanoine de Saint-Martial, l'abbé De Verthamon, De Verthamon, Duval de Verthamon.

(Archives dép. de la Haute-Vienne, fonds de l'Evêché, série G, n° 754).

(Communication de M. A. Leroux).

Contrat d'apprentissage de Maureil Bertrand. — 1735

Aujourd'uy seizième may mil sept cent trente cinq apres midy par devant le n° Royal a Limoges soussigné a été present Louis Bertrand, Suisse de monseigneur Leveque de Limoges, lequel pour le bien et avantage de Maureil Bertrand son fils la mis et met en apprentissage pour le temps et terme de cinq ans commençant d'avoir cours de ce jour en la maison et compagnie de sieur Jacques Guerin, Maître cartier de cette ville, y demeurant pres sainte Ursulle, paroisse de Saint Pierre du Queyroy, present et acceptant led. Bertrand fils pour son apprentif pour led. temps de cinq ans pendant lequel il le nourrira et logera a son pot et feu, et luy montrera et enseignera sond. metier et art de cartier sans luy rien cacher, si ce nest pourtant que led. sieur Guerin ne luy confiera pas les cizeaux pour couper et tailler lesd. cartes sil ne le juge pas a propos, et promettant led. apprentif de travailler pour le bien et advantage dud. S^r Guerin et de luy obeir en ce que luy sera commandé de licite et honete et concernant led. metier de cartier l'avertira de sa perte si elle vient a sa connoissance, ne pourra aussy sabsenter led. apprentif quapres lesd. cinq ans expires, autrement led. Bertrand pere sera tenu de substituer un autre garçon a sa place pour le temps qui manquera a expirer, de la fidelité duquel il repondra. Le present apprentissage fait aux dites conditions et en outre moyenant la somme de trente huit livres dont trente livres en espèces du cours ont été presentement payés aud. S^r Guerin par led. Bertrand, qui soblige de payer les huit livres restant dans trois ans prochains, a quoy faire et pour l'entiere execution de ce contenu aux presentes les parties ont obligé affecté et hypothéqué tous leurs biens presents et futurs. Fait et passé aud. Limoges présents sieur Jean Duclou et Bernard Macary Praticiens a ce requis et appeles qui ont signé avec les parties et le n°.

Signé. L. Bertrand : Guerin : Macary : Dauryat, notaire.

Contrôlé à Limoges le 16 may 1735. Reçu douze sols.

Signé : BARRÈGES.

Dans l'inventaire des Archives hospitalières figure, comme maître cartier, Jean Guérin, 1717. (Voir Paul Ducourtieux, *Manuscrits et Imprimés*, au *Bull. de la Soc. arch. du Limousin*, t: XXXV, p. 111.)
(Communication de M. A. Demartial).

Contrat d'apprentissage de Philibert Lejeune. — 1735

Aujourd'hui premier Decembre mil sept cent trente cinq avant midy pardevant le no^{re} Royal a Limoges soussigné a été presente Catherine Fargeyrat épouse de Philibert Le Jeune demeurant au faubourg Manigne paroisse de S^t Maurice — faisant pour et au nom de son mary absent auquel en tant que de besoin elle a promis de faire agreer ces presentes a la premiere requisition qui luy en sera faite, de son gré et volonté pour le bien et avantage de Philippe Le Jeune leur fils l'a mis par ces presentes en apprentissage en la maison et compagnie de sieur Nicolas Pommier, present et acceptant led. Lejeune fils pour son aprentif pour le temps et espace de trois ans qui ont commencé d'avoir cours de ce jour pour finir a pareil jour après leur revolution, promettant et s'obligeant led. sieur Pommier de montrer et enseigner aud. aprentif bien et fidelement son metier et art de Boulanger qu'il professe, led. aprentif de sa part icy present agreant ledit apprentissage promet de bien et fidelement travailler au prouffit dud. sieur Pommier et de luy obeir en tout ce qui luy sera commandé de licite et honete, sans jamais s'absenter sous quelque pretexte que ce puisse estre, autrement sera libre aud. S^r Pommier de prendre un autre ouvrier a sa place pour finir le temps qui manquera à expirer, de la fidelité et solvabilité duquel led. Fargerat aud. nom sera responsable, et pendant led. temps d'apprentissage led. S^r Pommier s'oblige a nourir et loger a son pot et feu led. aprentif, et sad. mere l'entre-tiendra d'habits, linges et hardes necessaires. Dont acte que les parties promettent dexecuter a peine de tous depens dommages. Fait et passé aud. Limoges presents sieur Jean Arnaud et Joseph Jourde, praticiens y habitant a ce appelés. Led. aprentif a déclaré ne scavoir signer de ce interpellé.

Ont signé : Catherine Falgerat. Pommier. Arnaud. Jourde. Dauryat, notaire.

Contrôlé a Limoges le 13 X^{bre} 1735; reçu douze sols.

Signé : BARESGES.

(Communication de M. A. Demartial).

*Relation du transfert des ossements de Mgr de Lafayette, de
MM. Pierre Mercier et Maledent de Savignac. — 1908*

Au moment où il fut décidé de transporter le corps de Mgr de La Fayette, M^{me} la Supérieure des Sœurs de Saint-Alexis me pria

de profiter de l'ouverture du caveau pour réunir dans un grand ossuaire les restes des Sœurs qui y avaient été enterrées. La sépulture habituelle des Sœurs se trouvait sous leur chapelle particulière, mais lorsqu'elle fut comble elles se servirent du caveau de la chapelle de l'Hôpital jusqu'en 1893.

Le mardi 28 avril, à trois heures du soir, devait avoir lieu le transfert du corps de Mgr de La Fayette. Dès le matin mes ouvriers ouvrirent le caveau, mais il était à peu près rempli de terre et à deux endroits seulement on distinguait l'emplacement de deux cercueils où se trouvaient deux religieuses qu'on mit dans l'ossuaire avec dix-sept crânes qui avaient été transportés du caveau particulier des Sœurs. Après avoir fouillé autour du caveau il nous fut impossible de continuer, parce que les terres nous encombraient. M. Joly, architecte, sur l'avis de l'administration de l'Hôpital, nous donna l'ordre de sortir les déblais; ce travail dura dix jours et il nous fallut remuer et sortir près de cinquante mètres cubes de terre. Le caveau dégagé avait une longueur de 6^m25, une largeur de 3^m30 et une hauteur de 4 mètres. Chaque fois qu'on y plaçait un cercueil on le recouvrait de terre de toutes sortes, aussi l'espace vide n'avait plus que 1^m50 de hauteur.

Pour retrouver le cercueil de Mgr de La Fayette qui était, d'après M. de La Biche de Reignefort, au fond du caveau, il nous fallut donc enlever tout ce qui était en dessus. A l'emplacement indiqué, mes ouvriers découvrirent une plaque de plomb en très mauvais état; je fis dégager dessus avec grande précaution, mais ne trouvais pas de cercueil. La plaque de plomb entière avait environ 0^m60×0^m20, mais en différents morceaux. Je fouillais avec la plus grande précaution pour tâcher de découvrir quelque objet pouvant donner une indication. Malgré mes soins, je ne vis rien de particulier. Toutefois, je trouvais quatre boutons de soutane et une boutonnière en soie que je montrais aux personnes présentes. Dans le fond, je trouvais avec des cheveux quelques morceaux d'étoffe paraissant être de soie et recouverts de filigranes en cuivre qui indiqueraient bien une mitre.

Le cercueil reposait sur le fond du caveau; en dessous, à 0^m80 et en travers, nous avons découvert deux autres cercueils dont les ossements étaient assez bien conservés; le premier serait le corps de M. de Maledent de Savignac, fondateur et bienfaiteur de l'Hôpital, et celui plus éloigné de M. Pierre Mercier.

J'avais fait préparer un petit tombeau de 1 mètre de long et 0^m50 de large, en chêne doublé de plomb très épais, dans lequel je plaçais les trois crânes en triangle, les ossements et tous les débris provenant des cercueils.

La translation eut lieu le vendredi 8 mai, à quatre heures et demie du soir ; on descendit le cercueil dans la crypte de la Cathédrale où, sous les ordres de M. Wotling, je le plaçai sur deux pierres, perpendiculairement au cercueil de Mgr d'Argentré.

Le chapitre de la Cathédrale a fait mettre sur le tombeau une plaque de cuivre portant l'inscription suivante :

« Ossements recueillis dans le fond du caveau de la chapelle de l'Hôpital et présumés être de Mgr de La Fayette, de Maledent de Savignac et Pierre Mercier. 8 mai 1908. »

Aubert BERGER.

CHRONIQUE

Inauguration du monument Louis Guibert

Le dimanche 15 novembre 1908, à deux heures et demie du soir, a eu lieu, au cimetière de Louyat, à Limoges, l'inauguration du monument élevé à la mémoire de M. Louis Guibert, ancien secrétaire général de la Société archéologique et historique du Limousin, l'écrivain de talent, l'érudit historien, l'homme de cœur et de foi, dont tous ses concitoyens déplorent encore la perte.

Au lendemain même de sa mort, si soudaine et si imprévue, une souscription avait été spontanément ouverte pour donner au défunt un témoignage public des regrets et de l'admiration qu'il méritait à tant de titres. Placée sous les auspices de la société qui avait tenu une si large place dans sa vie, cette souscription trouva à Limoges et partout dans le pays l'accueil le plus sympathique et le plus empressé.

L'exécution du monument avait été confiée à deux artistes distingués, tous deux enfants de notre ville, M. Jules Tixier, architecte des monuments historiques, et M. Coutheillas, le sculpteur de talent bien connu; MM. Rouveroux frères entrepreneurs de travaux publics à Limoges furent chargés de l'entreprise.

Retardée par suite de circonstances diverses, indépendantes de la volonté de ses promoteurs, l'œuvre a pu être réalisée et inaugurée vers la fin de cette année 1908.

La cérémonie de l'inauguration s'est accomplie sans aucun appareil, sans caractère officiel, avec une solennité simple et digne de la mémoire de l'homme qu'elle avait pour objet d'honorer.

Aux convocations qui avaient été adressées aux souscripteurs et aux associations auxquelles avait appartenu Louis Guibert, une affluence imposante avait répondu et se pressait autour du mausolée, à côté de Madame Guibert, de ses enfants et de leur famille.

Parmi les assistants on remarquait Monsieur le maire de Limoges et des membres de la municipalité; de nombreux représen-



Monument Louis GUIBERT

tants du Comité royaliste de la Haute-Vienne, de la grande confrérie de Saint-Martial et de celle de Saint-Aurélien, de l'association de l'Encouragement au bien, de la Société Gay-Lussac et de la Société de Botanique, du Syndicat des agents d'assurance et de celui des employés de commerce, de la section limousine de l'action Française « La Rose Blanche », ainsi que des représentants de la Chambre de commerce, de la Société d'agriculture et des syndicats agricoles de la Haute-Vienne, de l'École nationale d'art décoratif de Limoges, de l'École de médecine, de l'École de théologie, de l'École Montalembert, des membres du clergé et beaucoup d'autres membres de collectivités ou personnalités diverses.

La Presse limousine était représentée par les directeurs ou rédacteurs en chef de la *Gazette du Centre*, du *Courrier du Centre*, du *Moniteur de la Haute-Vienne*, de la *Croix de Limoges*, de *Limoges-Illustré*, du *Drapeau national*, etc.

La Société archéologique et historique du Limousin était aussi représentée par les Membres de son Bureau, de ses Comités et la plupart de ses Sociétaires.

Monsieur le Préfet de la Haute-Vienne, son Président-né, avait délégué M. l'archiviste du département (1).

Sur les marches du monument où la société avait fait déposer une gerbe de fleurs, à côté de la couronne offerte par le Comité royaliste de la Haute-Vienne, M. Camille Jouhanneaud, son Président, a pris la parole en ces termes :

« Quelques années se sont déjà écoulées, depuis le jour où la tombe s'ouvrait subite et prématurée, pour un homme cher à tous les cœurs limousins, objet de la légitime fierté de tous ses concitoyens, et dont la disparition parut comme un deuil public. Le temps a passé, le temps qui atténue les douleurs elles-mêmes, qui affaiblit les souvenirs et qui amène si souvent l'oubli. Et cependant, l'affliction ressentie à la mort de Louis Guibert est toujours la même; les regrets alors éprouvés, nous les éprouvons encore, nous les partageons avec sa famille, si cruellement atteinte, réunis autour de ce monument édifié en sa mémoire, en témoignage de notre gratitude et de notre admiration !

(1) Parmi les personnes qui s'étaient excusées de ne pouvoir assister à l'inauguration, à raison de l'éloignement, de leur grand âge ou de leur état de santé, nous devons citer M. Léopold Delisle, membre de l'Institut, ancien administrateur de la Bibliothèque Nationale; M. de Lasteyrie, membre de l'Institut, professeur à l'École des Chartes; René Fage, ancien Président de la Société archéologique et historique du Limousin; Mgr Renouard, évêque de Limoges, etc.

« Ce témoignage est né d'une pensée commune et toute spontanée. Et si la Société archéologique et historique du Limousin en prit l'initiative, c'est qu'elle en avait, non le droit, mais le devoir étroit.

« N'était-ce pas, en effet, cette société qui, pendant plus de trente ans, avait surtout bénéficié de l'intelligence et des labeurs du regretté défunt ? Celle à laquelle il avait consacré le plus d'instant, de ces instants précieux qu'il savait trouver sans rien négliger de ses obligations professionnelles et de famille ? Il en était ainsi devenu l'agent indispensable, l'âme inspiratrice et directrice, à ce point que lui n'étant plus, et devant l'étendue de la perte qu'ils venaient de faire, ses collègues pouvaient se demander avec anxiété ce qu'ils seraient sans lui !

« Mais, en cette douloureuse circonstance, la Société rencontra auprès de toutes autres associations auxquelles avait appartenu Louis Guibert, comme dans tous les milieux qui s'honoraient de l'avoir connu ou compté dans leurs rangs, un tel concours d'adhésions, que cette œuvre est également la leur. Elle est vraiment pour nous, tous ses amis, l'œuvre commune.

« Et cette communauté, dans l'expression des sympathies et des regrets, correspond bien exactement à la vie si remplie, si complète à tous égards de celui qui en est l'objet, à tout ce que nous savons de l'ampleur de son esprit, de la diversité de son talent, de l'activité et de l'expansion de son âme dans toutes les sphères où il eut à l'exercer.

« Louis Guibert n'a pas été seulement, en effet, l'archéologue ou l'érudit émérite que l'on connaît ; si dans le domaine des études historiques il a accompli de tels travaux que son nom, dépassant les limites de la province, a dû être considéré au loin non moins que chez nous, comme la personnification la plus éminente de l'essor de l'érudition limousine, ce serait, à notre sens et en quelque sorte le diminuer que de restreindre son action et son influence à cette partie cependant si importante de ses labeurs.

« Son intelligence si large, ouverte à toutes les conceptions et les inspirations de la pensée, à toutes les sollicitudes qui, de nos jours, plus que jamais, émeuvent et préoccupent l'âme humaine, était de celles qui ne peuvent se localiser, s'absorber dans un même cercle d'idées déterminé ; avide de savoir, épris de généralisation, il était capable d'embrasser les connaissances les plus diverses, mais il ne faisait pas que les effleurer, il apportait dans leur étude, dans la manière de les comprendre et de les traiter, la largeur de vues, la profondeur de l'examen, la précision et la sûreté parfaites du jugement.

« Il fut ainsi, et même dès le début, littérateur, poète, publiciste, au gré des circonstances ou des impulsions de son esprit, et toujours avec ce relief exclusif du lieu commun et de la banalité, avec aussi cet accent de sincérité qui vient des convictions mêmes du cœur.

« Lorsque plus tard, mais encore dans la verdure juvénile de son talent, il fut pris d'un goût si vif et si particulier pour l'histoire et l'archéologie, là où il devait bien vite conquérir une large place, il est manifeste qu'il y fut conduit naturellement par ce besoin de savoir, cet amour de la vérité qui était chez lui instinctif et en dehors duquel tout lui paraissait vain, sans utilité et pour ainsi dire, sans valeur. Il avait compris, dès l'abord, que fouiller les archives, rechercher les textes et compulser les documents pour étudier les hommes et les choses des temps vécus, c'était la voie la plus sûre et le meilleur moyen de connaître l'humanité, de faire un peu de lumière sur sa nature, ses origines et ses destinées et de pouvoir discerner les problèmes du présent. Car ce laborieux archéologue, cet historien consciencieux, cet infatigable interrogateur du passé, ne se renfermait pas dans l'étude de ce passé, il vivait aussi dans l'actualité, autant et plus que tant d'autres; c'était aussi un moderne, que toutes les questions, toutes les sollicitudes de nos jours préoccupaient et passionnaient même au plus haut point. sans lui faire perdre de vue l'enseignement des saines et salutaires traditions.

« Mais ce qu'a été Louis Guibert, à tous les points de vue, sous tous les aspects auxquels je viens de faire allusion, on ne saurait essayer de le redire à cette heure sans risquer de tomber dans des répétitions certainement inutiles, car aucun de nous ne l'ignore, et tout cela a été dit ou écrit excellemment. En rappelant encore les traits si multiples de sa carrière et de son talent, ou les services sans nombre qu'il a rendus à l'histoire, au pays, à toutes les causes généreuses, ma simple voix, venant après tant d'autres plus autorisées, ne ferait sans doute qu'affaiblir la portée des légitimes éloges qui de toutes parts lui ont été décernés.

« S'il est permis toutefois d'insister, c'est sur la haute valeur de l'homme dont il a fourni tant de preuves; les mérites de Louis Guibert ressortaient avec un éclat tout particulier, parce qu'ils venaient d'une âme supérieure, profondément humaine et toujours agissante; il était de cette race d'hommes privilégiés et très rares qui estiment le talent peu de chose quand il n'est pas assorti de la générosité du cœur, qui pensent que l'on ne doit jamais s'arrêter dans la recherche du vrai et du bien sous toutes leurs formes et que tous les instants de la vie appartiennent au

devoir. Aussi ne pouvons-nous oublier avec quelle intensité de zèle et de dévouement cette âme vraiment chrétienne se manifestait, se répandait en toutes circonstances et dans tous les milieux, qu'il s'agit de ses proches, de collègues ou d'amis, et même d'indifférents ! Il fut ainsi, aux regards de tous, non seulement l'homme de foi, le croyant ferme et éclairé ; mais, en même temps, le parfait honnête homme, l'ami fidèle, le citoyen modèle, ce citoyen qui n'eut pas cependant le rôle actif dans la vie publique, et qui eût été bien digne de remplir un des plus élevés, si le mérite et l'estime étaient toujours des motifs suffisants pour y parvenir.

« Tout ce qui a été dit ou pensé de Louis Guibert, au lendemain du jour douloureux où il nous a quittés, est encore présent à nos esprits et n'a rien perdu de sa vérité et de son opportunité. Son souvenir est toujours aussi vivant dans nos cœurs. C'est apparemment la récompense des natures d'élite comme la sienne, de se perpétuer, après leur départ de ce monde, comme des exemples et des modèles parfaits ; modèles qu'on voudrait et qu'on se sent le plus souvent impuissant à imiter ! Exemples en tous cas bienfaisants et que l'on doit toujours aspirer à suivre !

« C'est donc à tous ces titres, non seulement par les rares facultés de son intelligence, la diversité et l'abondance de son œuvre et de ses services, mais encore par l'ascendant de sa vie entière et son influence morale et sociale, que Louis Guibert a si profondément marqué dans notre Limousin contemporain et que son nom n'y sera jamais oublié.

« Pour honorer cette belle mémoire, pour en exprimer, sous la forme d'un hommage matériel, ce qu'elle a de caractéristique et de durable, il fallait le concours de deux artistes émérites, unis par la même conception de l'art et la même sympathie pour leur sujet. En élevant ce monument, imposant dans son originalité, aux lignes de granit simples et nobles, sur lequel nous retrouvons, moulés dans le bronze, les traits si chers de l'ami tant regretté, tous les deux se sont montrés les fidèles interprètes de notre pensée.

« A l'architecte, M. Jules Tixier, au sculpteur, M. Coutheillas, à MM. Rouveroux, entrepreneurs chargés de la construction, nous devons nos vifs éloges et tous nos remerciements.

« En terminant et nous adressant à Mme Guibert, à ses enfants et à leur famille, nous leur dirons respectueusement et du fond du cœur : La perte que vous avez faite est de celles que tous les témoignages de ce monde ne sauraient sans doute consoler ; mais laissez-nous penser que celui qui nous rassemble en ce lieu,



Monument Louis GUIBERT (vue de profil)

vous paraîtra, en même temps que l'hommage légitime rendu à une de nos gloires locales les plus pures, une preuve nouvelle de la part sincère et profonde que nous prenons à votre deuil. »

A la suite de cette allocution, M. C. Jouhanneaud, au nom de la famille, a remercié les assistants qui avaient bien voulu contribuer par leur présence, à rendre un dernier et suprême hommage à la mémoire du défunt.

* * *

Le monument ainsi inauguré s'élève dans la partie la plus nouvelle de la grande nécropole limousine, non loin de la grille d'entrée de la route de Paris et à peu de distance, à droite, de l'allée centrale.

Sur une large plateforme, exhaussée par des gradins et recouvrant le caveau, repose un grand sarcophage de granit, où se dessine une croix accusée par de simples reliefs, et dont une des faces porte cette inscription :

LOUIS GUIBERT — 1840-1904

A l'une des extrémités du tombeau, juxtaposé, mais un peu en retrait, s'élève un édicule d'une hauteur de plus de sept mètres, figurant un fanal funéraire ou lanterne des morts, de forme quadrangulaire, dont le sommet s'ouvre par quatre baies cintrées et se termine par un toit de pierre surmonté de la croix.

Au pied de la lanterne un piédestal supporte un grand livre d'où s'échappent des manuscrits avec sceau, en bronze fondu.

Le tout est taillé dans ce beau granit limousin, venant du Compeix, si grave mais si noble d'allure.

Sur l'une des faces de la lanterne, un médaillon de bronze, que traverse une grande palme, représente l'effigie de Louis Guibert, posée de profil.

Des plates bandes garnies d'arbres verts entourent le monument de deux côtés, et l'isolant des sépultures voisines, contribuent à lui donner plus d'aspect et de perspective, au croisement de deux larges allées.

Dans son ensemble l'œuvre, qui couvre une surface de trente-cinq mètres carrés, revêt une simplicité très imposante; l'ornementation y est des plus sobres; aucun détail inutile, ou qui vienne rompre l'harmonie sévère des lignes. L'alliance du bronze et du granit, les seuls matériaux employés, donne l'ession

de la force et de la durée, ces deux marques caractéristiques du talent et de l'œuvre de Louis Guibert.

L'architecte a, d'autre part, par sa conception d'un motif archaïque, qu'il a traité du reste avec toute sa liberté d'artiste, su également symboliser cette passion des choses et des monuments du passé qui animait le regretté défunt et s'alliait si bien en lui avec la vive entente des questions de l'actualité.

Dans le médaillon de M. Coutheillas, d'une très belle facture, tous les amis de Louis Guibert, tous ses admirateurs retrouvent avec émotion sa physionomie si vivante, ses traits sympathiques et toujours chers.

Ce monument, destiné à rappeler le souvenir d'un homme dont le pays doit rester justement fier, répond bien à la pensée initiatrice qui l'a inspiré et aux sentiments de tous ceux qui ont donné leur concours; il fait également honneur à l'habileté et au sens artistique de ceux qui en ont réalisé l'exécution.

C. J.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 28 JANVIER 1908

Présidence de M. Camille Jouhanneau, président

Présents : MM. L. de la Bastide, A. Berger, J. Boulaud., Franck Delage, André Demartial, P.-L. Grenier, Georges Guibert, Ad. Laforgue, R. Laguérène, A. Leroux, Malevergne de Lafaye, P. Olivier, P. Mariaux, L. Ruchaud.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté après quelques rectifications.

M. Emile Hervy, élu président honoraire, au mois de décembre dernier, envoie à la Société l'expression de ses remerciements les plus vifs.

Sont présentés comme membres titulaires :

M. Raoul Pillault, professeur à l'École de médecine, par MM. Malevergne de Lafaye et Paul Ducourtieux;

M. François Garrigou-Lagrange, directeur des contributions directes en retraite, par MM. Paul Garrigou-Lagrange et Camille Jouhanneau;

M. Pierre Chabrol, architecte, par MM. Malevergne de Lafaye et Charles Jouhanneau.

Il est procédé au vote sur l'admission des nouveaux sociétaires présentés à la dernière séance. Sont élus correspondants :

M. le général Georges Faulte de Vanteaux, présenté par MM. G. Guibert et J. Boulaud;

M. l'abbé Pierre Savoyant, curé du Chauchet par Peyrat-la-Nonière (Creuse), présenté par MM. P.-L. Grenier et J. Boulaud;

Mme la comtesse Martial de Roffignac, au château de Castel-Fadèze près Périgueux, présentée par les mêmes.

Sont élus titulaires :

M. Charles Planckaert, architecte à Limoges, présenté par MM. P.-L. Courtot et P. Collet;

M. Georges Fourest, avocat à Limoges, présenté par MM. G. Dupuy et Camille Jouhanneau.

Le Président rappelle que la Société vient de perdre deux de ses membres : M. l'abbé Cialis, curé-doyen de La Souterraine, qui, reçu dès 1879, avait fait quelques communications et témoigné de l'intérêt qu'il prenait aux travaux de ses confrères ; — M. Louvrier de Lajolais, directeur du Musée céramique et de l'École d'art décoratif, membre honoraire de notre Société. C'est grâce à son initiative et à ses démarches que la Société avait reçu l'hospitalité la plus large, pour la tenue de ses séances, dans une des annexes du Musée céramique ; et depuis, sa sollicitude bienveillante pour elle ne s'était pas démentie. M. de Lajolais n'avait point oublié que cette Société avait, de 1845 jusque vers 1870, fondé et dirigé l'œuvre qui est devenue le beau Musée Adrien Dubouché.

Il peut être réservé à des voix plus autorisées de redire ce qu'a été et ce qu'a fait M. de Lajolais, les services par lui rendus depuis plus de vingt-cinq ans à l'École, au Musée, à la ville de Limoges elle-même, et généralement à la cause de l'art dans notre pays.

Mais tout le monde a le droit et le devoir de rendre hommage à son activité si laborieuse, à son dévouement désintéressé, à l'énergie de son caractère qui, en dépit de son grand âge, malgré les épreuves et les souffrances, l'ont fait poursuivre sa tâche jusqu'au dernier jour et tomber en quelque sorte sur la brèche. De sa force d'âme non moins que de sa modestie, il a donné cette dernière preuve, de se refuser, après sa mort, à toutes manifestations publiques de regrets, et les cœurs les plus amis et les plus sympathiques n'ont pu que s'incliner devant l'expression de ses dernières volontés.

La municipalité se propose de donner à une des voies de la ville le nom de M. de Lajolais ; ce ne sera que justice. Mais il y a plus à faire ; dans cette École et dans ce Musée auxquels il s'était dévoué tout entier, sa mémoire évoque l'érection d'un monument destiné à la consacrer. Et la Société archéologique et historique du Limousin, ajoute le président, ne sera certainement pas parmi les dernières à s'associer à un témoignage de reconnaissance aussi légitime.

Sa lecture terminée, le Président propose de lever la séance en signe de deuil. Un membre fait observer que ce serait peut-être aller à l'encontre des intentions de M. de Lajolais, qui a voulu disparaître sans bruit et sans appareil. La Société décide néanmoins de suspendre sa séance pendant un quart d'heure.

A la reprise de la séance, M. Georges Guibert, trésorier, fait connaître quelle était, au 31 décembre 1907, la situation financière de la Société :

RECETTES

Cotisations.....	2414	fr.	35
Vente de volumes du <i>Bulletin</i>	36		»
Allocations.....	500		»
—	200		»
Remboursement des cartons du fonds de la Bastide	100		»
Intérêts.....	25		90
Total.....	3.276		25

DÉPENSES

Impression du <i>Bulletin</i>	2225	fr.	95
Payé à M. Faissat, photographe.....	42		»
Encaisseur et garçon de salle.....	120		»
Abonnements.....	58		30
Reliure.....	31		50
Assurance.....	28		65
Timbres, fournitures et ports.....	57		20
Total.....	2.563		60

D'où un excédent de recettes de 712 fr 65.

SITUATION FIN EXERCICE 1907

Au Crédit Lyonnais, 5.312 fr. 35; dans cette somme, les fonds du monument Guibert figurent pour 1,845 fr. 35.

En caisse, 430 fr. 70.

5 quittances de membres titulaires et 3 de membres correspondants sont encore impayées.

Prenant texte de la communication faite à la précédente séance par M. Drouault sur la psalette du chapitre du Dorat, M. Leroux remarque que l'on n'a point étudié jusqu'ici l'organisation et le fonctionnement de ces anciennes « scholæ cantorum ». On sait, toutefois, qu'au XVI^e siècle les chanoines du chapitre cathédral de Limoges, lorsqu'ils avaient besoin de choristes et de « serpents », s'adressaient de préférence au chapitre de Saint-Yrieix; d'où l'on pourrait induire que les chanoines de cette collégiale donnaient à la formation des enfants de chœur et des chantres, un soin particulier. Etendant le point de vue de son confrère, M. F. Delage signale à son tour la mention fréquente de musiciens instrumentistes, dans les extraits qu'il a récemment publiés du registre de la confrérie de N.-D. la Joyeuse ou des Pastoureaux au XVI^e

siècle (*Bulletin*, LV). Pour le moyen-âge, on pourrait consulter les fragments de plain-chant et de notations musicales sur parchemin, qui sont conservés aux archives de la Haute Vienne (série I, n° 3). Ce sont des neumes, tantôt employés seuls, tantôt couchés sur des portées de quatre lignes. L'étude et l'intelligence de ces documents supposent naturellement des connaissances très spéciales. Le *Bulletin* contient aussi sur ce sujet quelques communications instructives, dues à MM. Charreire et Demars.

M. A. Leroux lit deux courtes communications à lui adressées : l'une, de M. Ernest Lyon qui rappelle une requête des marchands et négociants de Limoges, demandant au bureau du commerce de Paris la création de deux offices de courtiers, 1787; et une requête des habitants de Rancon, demandant l'établissement à leur profit de deux foires par an, 1787. Il est dit en marge que l'intendant de la généralité s'oppose à cette innovation (Arch. nat. F. 12-106, p. 693 et 696); — l'autre de M. Antoine Thomas (de l'Institut), qui signale dans le récent ouvrage de M. Léon Gautier *Les Lombards dans les deux Bourgognes*, 1906, p. 270), la mention en l'année 1382 d'un frère Guillaume de Franchelain, commandeur général du Limousin, probablement de l'ordre de Saint-Antoine de Viennois.

M. Thomas écrit à ce propos : « Si je vis assez, j'aurai un article très nourri à publier sur un associé ou un émule de Jacques Cœur à Limoges, id est Jehan Quercin, marchand, élu, consul, etc. Vraiment la ville de Limoges devrait entretenir un délégué permanent à Paris pour recueillir les documents de son histoire. Je viens de tomber sur un arrêt du Parlement de 1473, d'où il résulte qu'il y a eu un petit drame municipal, avec tête coupée, à Saint-Léonard, du nommé Gilles Petit, par l'oligarchie consulaire, Il y aurait un livre palpitant à écrire sur la vie municipale à Limoges, sous Charles VII et Louis XI ».

Invité à faire connaître les récentes publications qui intéressent l'histoire de nos deux provinces, le secrétaire général signale :

1° *Almanach-Annuaire de la Corrèze* pour 1908, édité par la maison Ducourtieux et Gout, où la partie historique est représentée par une série de nécrologies;

2° Le *Limoges illustré* (1^{er} janvier 1908) où, sous les initiales J. P., M. le proviseur du lycée Gay-Lussac examine à nouveau, avec beaucoup de soin et de méthode, la question de l'authenticité du tableau attribué à Rubens, que possède la chapelle du dit lycée. Constatant que les renseignements d'ordre historique font totalement défaut et que rien n'est venu confirmer ni

d'ailleurs infirmer la tradition qui veut que le tableau de l'« Assomption » ait été peint par Rubens et donné par lui aux Pères jésuites du collège de Limoges vers l'année 1629, M. Portier étudie le tableau en lui-même et recherche en quoi il se rapproche ou diffère des autres œuvres de l'illustre artiste. Cette discussion, fort bien conduite et constamment appuyée sur l'autorité des derniers biographes de Rubens, évite cependant de conclure, et laisse trop modestement aux critiques mieux documentés le soin de nous apprendre si oui ou non le tableau de notre lycée est conforme à la poétique et à la technique du maître.

Dans ce même numéro, M. P. Ducourtieux étudie en détail le passé des quartiers du Verdurier et du Puy-Vieille-Monnaie, appelés semble-t-il, à disparaître prochainement. A relever une légère erreur : ce n'est pas à la famille Mailhard de la Couture, mais à la famille Ardant de la Grènerie qu'appartenait au XVIII^e siècle la belle maison occupée depuis 1819 par l'imprimerie Barbou ;

3^o *Le Bulletin de la Société des lettres de Tulle* (4^e livr. de 1907), contenant la suite des études de MM. Forot et Clément-Simon sur l'*Histoire de Tulle*, de M. R. Fage, sur les serrures en forme de coupe, et une lettre inédite de l'abbé Coste, publiée par M. Leroux ;

4^o *Le Bulletin de la Société archéologique de Brive* (4^e livr. de 1907) où l'on doit signaler un article sur les maitres du paysage limousin, par M. J. Plantadis, et la description de la station préhistorique de la Coumba del Bouïtou, par MM. les abbés Bouyssonnie et Bardou ;

5^o *L'Episcopat français de 1802 à 1905*, gros recueil de notices biographiques sur tous les membres du haut clergé de France sous le régime du Concordat. La notice très substantielle relative aux évêques de Limoges (p. 292 à 304), est due à M. le chanoine Leclerc ; celle qui concerne les évêques de Tulle (p. 653 à 656) est de M. l'abbé G. Argueyrolles ;

6^o *L'Etat sommaire des papiers de la période révolutionnaire, conservés dans les archives départementales* (série L.). Le tome I, que le ministère de l'instruction publique a publié, il y a quelques mois, contient les départements de la Corrèze (par M. A. Petit), et de la Creuse (par M. F. Autorde). On peut affirmer déjà que le dépôt de Tulle est beaucoup plus riche en documents de cette période que celui de la Haute-Vienne, dont la notice paraîtra dans le tome II ;

7^o *La Revue des langues romanes* (juillet-décembre 1907), où M. Maurice Grammont discute et critique fort courtoisement quelques-unes des étymologies proposées par M. Antoine Thomas dans ses trois volumes d'*Etudes de philologie française*.

L'ordre du jour appelle la lecture de M. Franck Delage sur le dolmen du Breuil.

L'auteur discute longuement, à propos de ce monument, une hypothèse émise par M. R. Fage, qui tendrait à voir dans ce monument, non un tombeau, mais un autel à sacrifices. M. Delage rappelle qu'il est établi par maintes observations, en France et hors de France, que les dolmens ont été construits pour servir de tombeaux dans la période néolithique, très antérieurement à l'époque gauloise. Quant à la thèse qui veut que les druides aient, à l'époque gauloise, utilisé les dolmens comme autels pour les sacrifices humains, ce n'est qu'une hypothèse dépourvue de preuves et soulevant de nombreuses objections.

La parole est ensuite donnée à M. André Demartial pour raconter la visite faite au lycée Gay-Lussac par un groupe de membres de la Société, le 29 décembre dernier. Fort courtoisement reçue par M. le proviseur, nos confrères ont pu admirer à leur aise l'installation nouvelle et de tous points plus favorable, donnée par M. Jules Tixier, dans la chapelle du lycée, au beau rétable de Martin Bellet provenant de la chapelle de l'hôpital général. Profitant de l'occasion et cédant à l'invitation de M. le proviseur, ils ont visité en détail, avec l'intérêt d'anciens élèves devenus hommes faits, les autres curiosités de la chapelle et les diverses parties de l'établissement. A l'intérêt s'est ajouté la surprise lorsque, pénétrant dans le bâtiment en bordure de la rue du Collège, ils trouvèrent au deuxième étage une salle très longue, à trois fenêtres, dont l'aspect relativement somptueux annonçait une salle d'apparat. Le plafond en est lambrissé et revêtu de peintures en assez mauvais état, représentant des motifs décoratifs ainsi que les monogrammes de la Vierge et des Jésuites. Les médaillons sont malheureusement vides des toiles qui les remplissaient jadis. A l'extrémité de cette salle, le plafond est surélevé. C'est l'ancien oratoire de la congrégation des écoliers, dont l'abbé Bullat a laissé une description très exacte dans son *Tableau ecclésiastique et historique de Limoges au moment de la Révolution*. D'après le *Guide de l'étranger à Limoges*, rédigé en 1855, cette salle servait alors de dortoir. Elle est aujourd'hui inoccupée.

De là nos visiteurs sont passés à la Bibliothèque du lycée, et ont pu examiner de près quelques-unes des éditions d'ouvrages anciens qu'elle renferme.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le secrétaire général :

Alfred LEROUX.

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 1908

Présidence de M. Camille Jouhanneau, président

Présents : MM. d'Abzac, Aubert Berger, Boulaud, Courtot, Delage, Demartial, Ducourtieux, Grenier, Laforgue, Laguérène, Leroux, Malevergne de Lafaye, Mariaux, Mazeaud, Olivier, Tixier, Zibelin.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière réunion, qui est adopté.

Il est ensuite procédé au vote sur l'admission des nouveaux sociétaires, dont la candidature avait été présentée à la précédente séance :

M. R. Pillault, professeur à l'École de médecine, présenté par MM. Paul Garrigou-Lagrange et Camille Jouhanneau ;

M. Pierre Chabrol, architecte à Limoges, présenté par MM. Malevergne de Lafaye et Camille Jouhanneau ;

M. François Garrigou-Lagrange directeur des contributions directes en retraite à Limoges, présenté par MM. Paul Garrigou-Lagrange et Camille Jouhanneau.

Les trois candidats sont élus sociétaires.

Présentations : M. Pierre Vandermarcq, par MM. Georges Cuibert et Raymond Gérard ;

M. le docteur Jacquet à Paris, présenté par Mgr Gilbert et M. Boulaud.

Il sera voté sur leur admission à la prochaine séance.

M. Camille Jouhanneau prend la parole pour remercier la Société de l'honneur qu'elle lui a fait en l'élisant président. Cet honneur lui est d'autant plus sensible qu'il succède à une longue série d'hommes distingués, qui se sont appelés François Alluaud, Othon Péconnet, Larombière, Dubédat, le chanoine Arbellot, et en dernier lieu, M. René Fage et M. le docteur Fournié. S'il ne peut espérer être leur égal en mérite, il aura du moins pour tâche d'imiter leur zèle et leur dévouement.

Il ajoute que son attachement pour la Société a sa source non seulement dans les exemples recueillis autour de lui, mais aussi dans sa conviction ferme et depuis longtemps acquise, de l'intérêt et de l'utilité que présentent les études historiques et archéologiques. Le caractère d'utilité, de nécessité même, de ces études

a pu être contesté par des sceptiques ou des indifférents, mais il est d'une démonstration facile, et après avoir émis, à l'appui de cette preuve, des considérations diverses, M. Jouhannaud conclut en affirmant que l'histoire des hommes et des choses du temps passé est indispensable pour la connaissance un peu complète de l'humanité et des sociétés de nos jours. Ce n'est donc pas simplement une distraction ou une récréation de l'esprit, mais encore un élément nécessaire de notre instruction personnelle et de notre éducation sociale. D'autre part, ces études présentent aussi un caractère de généralité manifeste, car il n'est guère de branche de notre activité intellectuelle qui n'ait ses souvenirs, ses ramifications et ses attaches dans le passé, et cela donne à leur attrait la plus grande diversité.

Aussi ne faut-il pas s'étonner du grand nombre de nos sociétés locales ou régionales d'histoire et d'archéologie.

Le Président trace ensuite un historique sommaire de la carrière déjà longue de la Société du Limousin ; il rappelle les services qu'elle a rendus, ses œuvres multiples et nombreuses ; il donne ce détail entre autres, que son « *Bulletin* » contient déjà plus de 25,000 pages de texte et les noms de plus de 300 collaborateurs. Mais cette œuvre est loin d'être finie, elle s'élargit même sans cesse à mesure que les travaux s'accumulent et c'est aux membres actuels de la société qu'incombe le devoir honorable et désintéressé de la poursuivre par la coopération du labeur, par l'union des efforts et des bonnes volontés.

COMMUNICATIONS. — M. Laforgue communique un dessin dont il est l'auteur, complétant l'article d'une revue d'architecture. C'est la représentation d'une façade sur cour intérieure de la maison dite des Templiers, située à Limoges, 22, rue du Consulat. Le bâtiment ne porte pas de date, mais d'après le caractère de l'architecture, il est du « style Louis XII ». Il paraît établi que malgré sa dénomination, cette maison ne fut jamais occupée par les Templiers.

M. Aubert Berger indique à titre de curiosité que, dans un vieil ouvrage d'histoire de France du XVI^e siècle, on trouve une mention sur laquelle les discussions actuelles attirent l'attention. En 1297, est-il raconté, deux personnes de qualité se marièrent pour sept ans dans le comté d'Armagnac, avec liberté de prolonger ce contrat si elles se trouvaient bien l'une de l'autre. Aucun document authentique ne complète cette assertion, qui ne cadre pas, du reste, avec la législation matrimoniale ; c'est une fantaisie ou une boutade d'auteur, qui établit simplement que l'idée, sérieuse ou plaisante, du contrat de louage, appliquée au mariage, n'est pas une nouveauté.

M. Grenier signale le journal de M. Demaillasson, avocat du roi à Montmorillon (1643-1694), publié dans les *Archives du Poitou*, t. 36. Dans ce journal l'auteur raconte les détails d'un voyage qu'il fit en 1652, pour se rendre aux Ostensions de Limoges, passant par Nouic, Saint-Junien, Saint-Victurnien. Il énumère les reliques que contenaient les églises de ces localités, ainsi que celles de Limoges, Saint-Martial, Saint-Pierre, les Cordeliers, les Feuillants, Saint-Domnolet, Saint-Aurélien, Saint-Etienne et Saint-Michel.

Revenant, après M. Antoine Thomas, sur l'étymologie du nom de Pissevache, donné à l'une des portes de l'ancien château de Limoges au XIII^e siècle, M. Ducourtieux pense qu'il faut l'attribuer au verbe patois « picha », qui signifie piquer et par extension frapper. Il cite, à l'appui de son opinion, la plus ancienne forme du nom de Pissevache qui, dans les actes du XIII^e siècle, est « Pichavacha », qui se prononce encore Pitcha-vacha en faisant sentir le *t* avant le *ch*, comme dans les mots patois où il entre un *ch*.

En ce qui concerne la *Porta Stercoris*, citée par M. A. Thomas il pense qu'on peut l'identifier avec la porte Pissevache, car la tour voisine de cette porte se nommait tour des « Dejects »; or, les mots dejects, détrit, immondices et *stercus* fumier, se rapprochent facilement.

M. Ducourtieux croit que le nom de Las Cossas, donné à une porte de la Cité dut s'appliquer pour un temps, soit à la porte Traboreu, soit à la porte du Chêne, desquelles sortaient des voies de communication conduisant à l'arbre de Las Cossas, situé à une faible distance.

BIBLIOGRAPHIE. — M. Leroux, secrétaire général, indique les publications périodiques et ouvrages divers reçus depuis la dernière séance, et mentionne spécialement :

Inventaire sommaire des archives historiques du ministère de la guerre de 1901. Il y est fait diverses mentions de Limoges, pages 247, 255, des dragons de Fimarcon à Limoges, et des difficultés au sujet de leur logement et de leurs fourrages;

Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1906, nos 3 et 4. — Ce Bulletin publie une communication de M. Franck Delage : *Lettres d'un prisonnier à la Bastille*. Il s'agit de Féret, dont l'emprisonnement est un épisode des intrigues que suscita, en 1688, la mort de Henri de Bavière, évêque de Liège. M. Delage communique les lettres de Féret qu'il a rencontrées dans un ouvrage de la bibliothèque du lycée Gay-Lussac. Le Bulletin contient une autre étude de M. Delage sur « La Confrérie du Psaultier ou du Chapelet Notre-Dame à Limoges » (1501-1502);

Bibliothèque de l'école des Chartes (septembre-décembre 1907). Cette livraison contient un document publié par M. Antoine Thomas, « Les plaintes de la comtesse de la Marche, contre Thibaud de Neuvis, sénéchal du Poitou ». Ce document, dont l'éditeur place la date en 1257, offre de l'intérêt au point de vue de la langue qui s'efforce d'être du français de France, mais se ressent de son origine dialectale, c'est-à-dire poitevine. Il est vraisemblable que les plaintes ont été rédigées à Lusignan, en Poitou;

Annales du Midi (janvier 1908), contenant une note de M. Antoine Thomas sur l'élevage et le commerce des porcs au XV^e siècle, et établissant qu'à défaut d'industrie, la petite ville de Guéret eut recours à ce commerce;

Revue bénédictine, contenant, page 472, une supplique intéressant le diocèse de Tulle;

Limoges illustré, numéro du 1^{er} janvier, contenant un article de M. Gadon sur Jérôme et Jean Tharaud, deux Limousins lauréats de l'Académie Goncourt; un article de M. Charbonnier sur les quartiers du Canard et du Verdurier; le Rubens du lycée Gay-Lussac, par M. Portier; le Verdurier et le Puy-Vieille-Monnaie, par M. Ducourtieux.

Le numéro du 15 février contient un article nécrologique de M. Chénieux sur M. Louvrier de Lajolais;

L'Annuaire édité par M. Dumont, pour l'année 1908, contenant des renseignements très complets sur Limoges, ainsi que d'utiles notices historiques sur beaucoup d'institutions modernes;

L'Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790, série G, rédigé par MM. Alfred Leroux et Camille Rivain, archivistes. A cet inventaire est jointe une esquisse de l'histoire du diocèse de Limoges sous l'ancien régime.

M. Leroux fait observer à ce propos, que depuis le XVI^e siècle, les périodes de l'histoire ecclésiastique sont les mêmes pour chaque diocèse; celle du Concordat de Bologne (1516-1790), celle de la Constitution civile du clergé (1790-1801,) enfin celle du Concordat de Bonaparte et de Pie VII (1801-1905), qui a pris fin sous nos yeux.

Il en est autrement à l'époque du moyen âge, où chaque diocèse jouit d'une existence plus indépendante des pouvoirs centraux, papauté ou royauté. En ce qui concerne le diocèse de Limoges, M. Leroux demande s'il ne conviendrait pas de diviser cette longue époque en deux périodes, dont l'introduction du monachisme parmi les clercs gardiens du tombeau de saint Martial formerait le point de séparation. Ce fait de l'année 848, qui eut

l'acquiescement de Charles le Chauve présent à Limoges, a eu des effets sensibles sur l'histoire ultérieure de notre province. L'abbaye de Saint-Martial devint dès lors le principal centre religieux de nos populations, un but de pèlerinage pour toute la France centrale, une école d'hagiographie, d'hymnologie, d'historiographie, un foyer d'enseignement. C'est à partir de ce moment que commence à se former le grand domaine territorial de l'abbaye qui donnera à ses chefs une place éminente dans le système féodal. C'est à partir de ce moment aussi que l'abbaye commence à semer au loin ses prieurés, qui portent partout l'esprit de la maison-mère. L'histoire du clergé séculier ne fournit pas de date aussi caractéristique au déclin du haut moyen-âge. Celle que propose M. Leroux semble donc pouvoir être prise en considération.

LECTURES. — M. Tixier, au cours des travaux de restauration de l'église de Solignac, a découvert une intéressante inscription gravée sur la face latérale du couvercle d'une tombe. Malgré l'usure de la pierre qui rend la lecture difficile, M. Tixier a pu reconstituer les lettres et les mots, sans pouvoir toutefois les expliquer tous complètement. L'inscription n'est d'ailleurs pas entière; le commencement de deux lignes est brisé, ce qui rend la lecture plus difficile encore. Il semble qu'on soit en présence d'une inscription du XIII^e siècle, qui aurait en quelque sorte un précédent dans une épitaphe découverte par M. l'abbé Lecler, et qui, en 1880, portait à cinq le nombre des inscriptions en langue romane connues en Limousin. L'épitaphe se rapporte à un Amiel qui mourut à Solignac. La famille Amiel était répandue en Limousin; on la trouve fréquemment signalée dans les documents.

La Bibliothèque municipale de notre ville a reçu récemment, par l'intermédiaire de M. de Nussac, deux intéressants documents donnés par M. le Dr Hamy, professeur au Muséum, à Paris. Ce sont deux lettres datées de 1804, portant la signature de trois notabilités limousines, Ventenat, Roulhac et Poujard-Dulimbert; elles ont pour objet de prier le ministre Chaptal de nommer proviseur du lycée de Limoges un fonctionnaire distingué et estimé, Durand-Richemont, qui avait rempli dans sa ville natale les fonctions de trésorier de France, puis d'officier municipal, de président du conseil général et enfin de conseiller de préfecture. MM. L. de Nussac et F. Delage ont joint à ce document des notes biographiques où ils exposent la carrière des quatre personnalités en jeu. Pierre Ventenat, fixé à Paris dès sa jeunesse, mais resté en rapport avec Limoges, s'était illustré dans la botanique. Roulhac, d'abord lieutenant général au présidial, puis maire de Limoges, député aux Etats-Généraux et à la Consti-

tuante, procureur général à la Cour d'appel, était en plus membre du Corps législatif. Poujard-Dulimbert, de Confolens, député de la Charente à la Constituante et aux Anciens, premier préfet de la Haute-Vienne, était membre du Tribunat. La démarche faite par ces personnages en faveur de Durand-Richemont ne fut pas couronnée de succès. Le provisorat du lycée de Limoges fut donné à Hyacinthe de Gaston, littérateur et poète de quelque talent, qui a laissé dans notre ville d'excellents souvenirs.

Dans un article du *Gaulois*, publié par M. René Bazin, l'auteur raconte sous ce titre : « Une grande demeure », une visite qu'il a faite à l'un des membres les plus en vue de l'aristocratie anglaise; dans une salle somptueuse du château, il a vu plusieurs drapeaux français dont l'un porte cette inscription : « L'empereur Napoléon au département de la Haute-Vienne ». M. Demartial, pour avoir des renseignements plus complets, écrivit à M. René Bazin, qui lui a transmis les suivants : « Les drapeaux français sont chez le marquis de Salisbury, fils aîné de l'ancien premier ministre d'Angleterre. Donnés par lord Wellington après 1815, ils avaient sans doute été distribués en 1804 par l'empereur après le couronnement ». Il s'agit évidemment, comme le suppose M. Bazin, d'un des drapeaux distribués en 1804, après le sacre. Mais si on est fixé sur l'origine du trophée, aucun indice ne peut expliquer comment il se trouve à Hatfield-House.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le secrétaire adjoint,

René LAGUÉRENNE.

SÉANCE DU 31 MARS 1908

Présidence de M. Camille Jouhanneau, président

Présents : MM. L. de la Bastide, Aubert Berger, E. Blancher, Dr Bouchart, Joseph Boulaud, P.-L. Courtot, Franck Delage, André Demartial, Paul Ducourtieux, Paul Garrigou-Lagrange, R. Gérard, P.-L. Grenier, Camille Jouhanneau, F. Labrouhe de Laborderie, René Laguérène, A. Laforge, Alfred Leroux, Malevergne de Lafaye, P. Olivier, Raoul Pillault et Jules Tixier.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté après plusieurs rectifications.

Il est procédé à l'élection des deux membres présentés à la dernière séance. M. Pierre Vandermarcq est élu membre titulaire, et M. le docteur Jacquet membre correspondant.

Sont présentés comme membres correspondants :

M. le baron Luc de Corbier, demeurant à Saint-Martin-Sepert par Lubersac (Corrèze), présenté par MM. de Luret de Feix et J. Boulaud.

Comme membres titulaires :

MM. Maurice Delcaire, avocat à Saint-Yrieix, présenté par MM. S. Mazeaud et C. Jouhanneaud ;

Camille Benoist, receveur municipal en retraite à Limoges, présenté par MM. C. Jouhanneaud et J. Tixier ;

Vital Granet, receveur municipal à Saint-Junien, présenté par MM. P. Ducourtieux et P.-L. Courtot ;

L'abbé Jorand, vicaire à Saint-Etienne de Limoges, présenté par MM. P.-L. Courtot et P.-L. Grenier ;

L'abbé Varachaud, vicaire à Sainte-Marie de Limoges, présenté par MM. P.-L. Courtot et Fougères.

Sur la proposition du président, après entente préalable avec le bureau, Mgr Gilbert est élu membre honoraire de la société, en remplacement de Mgr Rougerie, décédé, — et M. Clément-Simon, auteur de tant de savants travaux sur l'histoire du Limousin, en remplacement de M. Louvrier de Lajolais, décédé.

Le Président rappelle que la société est dans l'usage, chaque année, de faire une excursion en commun. Celle de 1908 aura lieu en mai ou en juin, soit à Périgueux, soit à Jumilhac-le-Grand, soit au Chalar d. On optera entre ces trois noms à la prochaine séance.

Le second Congrès de l'Arbre et de l'Eau, qui doit avoir lieu à Guéret en juillet, sollicite, par une lettre de M. Garrigou-Lagrange, le patronage et le concours direct de la Société archéologique. Il est décidé que celle-ci désignera quelques-uns de ses membres pour la représenter dans le comité chargé de préparer le congrès.

Parmi les publications récentes qui intéressent les deux provinces, le secrétaire général signale les suivantes :

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, (t. LVII 2^e livr), contenant une notice sur l'assistance hospitalière à Limoges pendant la Révolution, par M. A. Leroux ; — les médailles médicales en Limousin, par M. le docteur Fournié ; — les voies romaines en Limousin, par M. P. Ducourtieux ; — le peintre Pierre Villate (XV^e s.), par M. A. Demartial ; — miniatures et lettres ornées du moyen-âge, par M. Courtot ;

La *Revue d'Auvergne* (nov. 1907), contenant la suite de l'important travail de M. V. Thomas, sur la Creuse industrielle et agricole;

Le *Lemouzi* (mars 1908), où l'on peut relever un article de M. A. Muzac, sur les verreries de la Cère, et un autre de M. J. P., sur l'art limousin;

Le premier fascicule du *Congrès de l'Arbre et de l'Eau*, tenu à Limoges en 1907;

Le *Bulletin archéologique du ministère* (1907 2^e livre), dans lequel M. R. Drouault décrit et reproduit une curieuse marmite de bronze avec inscription du XVI^e siècle, dont le lieu d'origine n'est pas indiqué.

Le secrétaire général signale également deux publications parues en ces dernières années et concernant la porcelaine :

1^o *Le travail porcelainier en Limousin*, étude économique et sociale, présentée comme thèse de doctorat à la faculté de droit de Paris, par M. Gaston Ducray, en 1904;

2^o *L'Histoire des manufactures françaises de porcelaine*, par MM. le comte X. de Chavagnac et le marquis de Grollier (gr. in 8^o 1906), dans laquelle la fabrication limousine tient une belle place par les notices consacrées à 51 manufactures différentes. Les auteurs ont largement puisé dans les cartons des Archives nationales pour la période originelle de leur sujet; pour la période postérieure, ils déclarent (p. 638) devoir presque tous leurs renseignements à l'obligeance de feu Camille Leymarie, sans se douter que celui-ci les avait trouvés sans grand'peine dans le tome LIV du *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*.

M. Leroux présente un journal de New-York, consacré à l'industrie porcelainière : *Crokery and Glass Journal*, dont un numéro avait été signalé déjà à la société (séance du 27 mars 1906). Celui du 5 mars 1908 contient, outre les annonces de plusieurs maisons de Limoges, une gravure de bonne exécution, qui porte cette rubrique : « The world's oldest pottery, Old abbey Limoges France. Or, les bâtiments représentés sont ceux de l'abbaye de Solignac, qui datent du XVII^e siècle et n'ont été transformés en fabrique de porcelaine qu'au XIX^e siècle.

Puisque la revue américaine veut bien s'intéresser à notre Limousin, souhaitons qu'elle soit désormais mieux renseignée par son correspondant anonyme.

Au mois d'octobre 1906, M. Leroux annonçait à ses confrères qu'il avait rencontré au musée d'Inspruck (Tyrol), un superbe triptyque d'autel, où la « Petite passion », d'Albert Durer était reproduite en 36 tableaux d'émail peint, non signés, mais que

les conservateurs du musée attribuaient à un artiste limousin du XVI^e siècle. Chargé de moyenniser la reproduction de ce triptyque pour le musée Adrien-Dubouché, M. Leroux en présente aujourd'hui quelques pièces qui donnent la plus haute idée de l'œuvre. Une inscription en langue allemande, placée au-dessus, doit se traduire ainsi : « Autel émaillé provenant de Zimmerlehen, résidence de la famille Kuepach; acheté pour le Tyrol par M. le chevalier Hermann de Widmann-Elinburg, à Bozen, 1892 ».

La démolition qui vient d'avoir lieu de la chapelle de l'hôpital a mis à l'ordre du jour la question de la translation, soit au cimetière de Louyat, soit dans la crypte de la cathédrale, des ossements de Mgr François de Lafayette (mort en 1676), et de Martial de Maledent (mort en 1670), tous deux insignes bienfaiteurs de l'établissement. Mais la question n'est pas encore résolue par l'administration municipale.

Une autre démolition, celle de l'ancien couvent des Grands-Carmes, dans la rue de ce nom, a mis à jour des débris intéressants et en particulier une vaste et belle cheminée du XVI^e siècle. M. A. Berger, qui signale ce fait, invite ses confrères à se rendre rue des Carmes s'ils veulent voir ce qui subsiste encore de l'ancien couvent.

A la séance du 29 mai 1906, M. Puyraud présenta une plaque de baudrier qui donna lieu à une mention. M. J. Boulaud demande une rectification au procès-verbal. Le baudrier en question portait comme inscription le nom de son régiment, le Loyal-émigrant (et non le Royal-émigrant), et ce régiment appartenait non à l'armée de Condé, mais à celle qui se fit massacrer à Quiberon.

Un curieux type de prêtre limousin, c'est cet abbé Pierre Drapeyron de David, curé d'Arnac-Pompadour, qui en 1789 saluait avec enthousiasme, en vers et en prose, l'avènement des temps nouveaux. Sur ce personnage déjà connu par quelques lignes de M. René Fage (dans la biographie du général Souham), M. C. Jouhanneaud fournit quelques renseignements nouveaux d'où il résulte que David, né à Lubersac, avait fait ses premières études au Séminaire des Ordinand. Mêlé de bonne heure au mouvement révolutionnaire, il célébra par un apologue « Le soleil et les eaux », inséré au *Mercure de France*, la convocation des Etats généraux, puis rédigea bientôt des pamphlets politiques. Elu curé constitutionnel d'Uzerche et membre du Comité de salut public de cette ville, il ne tarde pas à se brouiller avec son parti, se retire à l'armée de Condé auprès du général Souham, son parent, se lie avec Pichegru et Moreau et passe plusieurs années dans les intrigues. Impliqué en l'an XI dans le complot de

Cadoudal. il est enfermé au Temple avec Souham, qu'il avait compromis par sa correspondance. Il y resta jusqu'en 1812, se retira ensuite à Lubersac et y mourut en 1832.

L'ordre du jour appelle la lecture de M. André Demartial, sur une correspondance de Tourny, intendant du Limousin en 1740. Cette correspondance provenant du cabinet de M. Astaix et dont la communication est due à l'obligeance de notre collègue, M. Etienne Morel, comprend dix-neuf lettres inédites, autographes ou copies de l'époque, adressées par l'intendant aux consuls de la ville de Limoges et à M. Juge de Laborie, avocat du roi au présidial.

Ce Jacques Juge, seigneur de la Borie et du Treuil, fut un des hommes les plus considérables et les plus justement estimés du Limousin au XVIII^e siècle. Né en 1702, il fut élu par ses concitoyens consul en 1732 et 1739, prévôt consul en 1763 et enfin nommé premier maire de la ville par le roi, en 1768; il mourut le 8 octobre 1779. Tourny avait en ce magistrat distingué une absolue confiance et faisait le plus grand cas de ses conseils dans les actes importants de son administration.

La majeure partie de la correspondance a trait à la disette de 1740, dont l'intendant s'employa de son mieux à éviter les calamiteux effets. Nous voyons qu'il y réussit complètement, grâce à de sages mesures de prévoyance et à un profond sentiment d'humanité qui aurait dû lui valoir déjà en Limousin, la popularité dont il ne connut que plus tard les faveurs, quand il fut envoyé en Guyenne.

M. Demartial a trouvé aussi d'utiles indications sur cette période critique de l'histoire de la Généralité dans le registre des Barbou, livre de comptes manuscrits appartenant aujourd'hui à M. Ducourtieux. Les célèbres éditeurs y inscrivaient, au jour le jour, les commandes d'imprimés, avis, lettres et ordonnances, en prenant soin d'en résumer brièvement le contenu; c'est une source inépuisable de renseignements sur le gouvernement des intendants.

Tourny avait fait preuve, au moment des menaces de famine, de talents administratifs de premier ordre et d'un dévouement sans bornes aux intérêts de la population. Dans les différentes affaires concernant des gens d'église, de finance ou de justice, qui font l'objet des autres lettres adressées par Tourny à M. Juge et aux consuls, nous retrouvons la même bienveillance et le désir de toujours solutionner les difficultés par la conciliation.

M. Demartial analyse brièvement ces lettres et conclut en disant que l'intendant Aubert de Tourny s'est montré, à Limoges, un digne et véritable précurseur de l'illustre Turgot.

Il y a bientôt quarante ans, vers 1872, la ville de Saint-Junien acquit d'un de ses concitoyens, M. Bourgoin-Mélice, un très curieux « état topographique des églises, maisons, jardins et autres lieux de la ville et faux-bourgs.... de Saint-Junien, par Jean Collin, chanoine théologal et syndic, 1655 ». C'est cet album (côté CC 1 dans l'inventaire des archives communales rédigé par M. Leroux en 1889), que M. Jules Tixier vient d'étudier avec la double compétence de l'archéologue et de l'architecte. Après quelques détails biographiques sur le chanoine Collin, bien connu des historiens limousins, M. Tixier passe en revue chaque planche, en montre les qualités et les défauts. La plupart des édifices et maisons figurés faisaient partie du domaine foncier du chapitre de Saint-Junien. Beaucoup ont totalement disparu. C'est donc une bonne fortune pour l'archéologie que d'en retrouver la figuration ancienne.

M. F. Delage donne ensuite lecture d'une importante communication de M. René Fage sur la bardeyche du clocher de Saint-Léonard. On appelle de ce nom l'ouvrage de grosse charpente établi à l'intérieur d'un clocher de pierre pour la suspension et la mise en mouvement des cloches. Celle de Saint-Léonard fut construite dans la seconde moitié du XV^e siècle, sur le modèle de la bardeyche du clocher de Saint-Martial de Limoges. Grâce aux documents conservés aux Archives de la Haute-Vienne (série G), M. R. Fage a pu établir le prix et les conditions d'établissement de cette charpente, ainsi que de maintes réparations exécutées vers le même temps au clocher de l'église conventuelle. Cette instructive contribution à l'histoire de la construction et de la technique en Limousin trouvera place dans une des prochaines livraisons du *Bulletin*.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le secrétaire général,
Alfred LEROUX.

SÉANCE DU 28 AVRIL 1908

Présidence de M. Camille Jouhannaud, président

Présents : MM. Aubert Berger, docteur Bouchart, Boulaud, Pierre Chabrol, Delage, F. Garrigou-Lagrange, Paul Garrigou-Lagrange, Grenier, Laforgue, Laguérénne, Leroux, de Montardi, Olivier, Ruchaud, Vandermarcq.

Il est donné lecture du procès-verbal de la précédente séance, qui est adopté.

Il est procédé à l'élection comme membres titulaires de :

1^o M. Maurice Delcaire, avocat à Saint-Yrieix, présenté par MM. Mazeaud et C. Jouhanneau;

2^o de M. l'abbé Jorrand, vicaire à la cathédrale de Limoges, présenté par MM. Courtot et Grenier;

3^o de M. l'abbé Varachaud, vicaire à Sainte-Marie de Limoges, présenté par MM. Courtot et Fougeras;

4^o de M. Vital Granet, receveur municipal à Saint-Junien, présenté par MM. Ducourtieux et Courtot;

5^o de M. Camille Benoist, receveur municipal en retraite à Limoges, présenté par MM. C. Jouhanneau et J. Tixier.

Et comme membre correspondant, de M. le baron Luc de Corbier, à Saint-Martin-Seper par Lubersac (Corrèze), présenté par MM. de Luret de Feix et Boulaud.

Tous sont élus sociétaires.

Sont présentés comme sociétaires :

M. René Francez, étudiant à Paris, 4, rue Herschel, par MM. André Demartial et Pierre Vandermarcq. Il sera statué sur son admission à la prochaine séance.

Le Président fait part à la Société des lettres de remerciements de Mgr Gilbert et de M. Clément-Simon, nommés membres honoraires à la précédente séance.

Il est décidé que l'excursion annuelle de la Société aura pour but le Chalard et Jumilhac. La date en est fixée au 21 juin prochain. Le départ aura lieu à six heures du matin, à la gare des Bénédictins, par Bussière-Galant; le retour s'effectuera le soir par Saint-Yrieix. Selon l'usage, tous les sociétaires pourront y prendre part et se faire inscrire avec les membres de leur famille et même les personnes étrangères à la Société. Un avis et un horaire seront publiés assez longtemps à l'avance pour annoncer les conditions de l'excursion.

Au Congrès des Sociétés savantes qui vient d'avoir lieu à Paris, du 21 au 26 avril, la Société archéologique et historique du Limousin a été représentée par M. René Fage, un de ses présidents honoraires, qui a bien voulu accepter d'être son délégué et a été appelé à faire partie du bureau comme assesseur à deux sessions des sections d'histoire et d'archéologie.

Une des sections des sciences physiques et naturelles, celle de zoologie, était présidée par un Limousin, M. Edmond Perrier.

Plusieurs lectures ont été faites par des compatriotes sur des sujets intéressant le Limousin

Pour l'histoire, le Président signale : celle de M. Baguenaud de Puchesse, sur les opérations de l'armée royale dans le Limousin en juin 1569, d'après des lettres inédites de Claude de l'Aubespine, avec détails intéressants sur le combat de La Roche l'Abeille ;

Celle de M. Roger Drouault, concernant l'habillement et l'équipement du régiment de Saint-Germain-Beaupré, de 1702 à 1714 ;

Celle de M. de Montégut, sur la fausseté du testament de Saint-Yrieix, inséré au cartulaire de Vigeois et portant la date de 572 et l'authenticité du grand testament du saint ;

Celle de M. Clément-Simon, très intéressant mémoire sur le refus de l'impôt sous le règne de Louis XIV, en ce qui concerne particulièrement la ville de Tulle.

Pour l'archéologie, une autre lecture de M. de Montégut, concernant un tombeau en marbre blanc de sainte Quitterie, remontant au VI^e siècle et placé dans l'église du Mas, à Aixe.

Dans la section de géographie historique et descriptive, M. J.-B. Lavialle, de la Société historique et archéologique de la Corrèze, a traité : « La forêt limousine autrefois et aujourd'hui ». C'est à cette heure un sujet plein d'actualité. On relève encore le nom de M. Ernest Malinvaud, de la Société botanique de France, avec une étude des crucifères rares de la flore du Lot.

COMMUNICATIONS. — M. Garrigou-Lagrange signale à la Société des documents anciens relatifs aux droits d'usage des habitants du bourg de Saint-Priest-sous-Aixe, sur une partie de la forêt d'Aixe. Ces documents, dont le premier en date remonte à l'année 1492, forment une série intéressante par leur suite et pour la connaissance des procès intentés au commencement du siècle dernier par les usagers aux acquéreurs de la forêt. Ils permettront de faire l'histoire de cette forêt, d'étudier son état ancien et les dispositions de ses futaies.

M. le docteur Bouchart présente un *Recueil de thèses soutenues à l'école de médecine de Montpellier*, parmi lesquelles on remarque : celle de M. Destals de Salle, de Belvès ; celle de M. Gibbon, de Lavalette (Charente), et celle de M. Bernard Péconnet, de Limoges, soutenue le 17 thermidor an VII. — Il présente également les *SIGNACULA MEDICORUM OCULARIUM*, édités par M. Espérandieu. C'est une description de cachets des médecins oculistes romains. Les oculistes romains possédaient des cachets ou tablettes en pierres gravées sur lesquelles étaient inscrits les noms des collyres ou topiques oculaires qu'ils employaient habituellement, et le plus souvent aussi celui du médecin.

M. Ernest Lyon envoie copie d'un arrêt portant règlement

pour les papeteries de la province du Limousin, avec le Tarif du poids et des dimensions à donner aux différentes sortes de papier des élections de Limoges, Tulle et Angoulême.

M. Boulaud communique la copie d'une lettre de Louis XIII au duc de Ventadour, son cousin, gouverneur du Limousin, pour l'informer de la prise de Bapaume en 1641. Ce document est signé Ventadour.

BIBLIOGRAPHIE. — M. Alfred Leroux, secrétaire général, donne connaissance des ouvrages et périodiques, intéressant la région, reçus depuis la dernière réunion;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de Tulle (1^{re} livr. de 1908), contenant entre autres articles, une étude de M. Johannès Plantadis sur l'agitation autonomiste de la Guyenne et le mouvement fédéraliste des Girondins en Limousin (1787-1793); et une notice sur Pierre Relier, curé d'Argentat;

Bulletin de la Société archéologique de Brive (1908, 1^{re} livr.), où se trouve une suite d'articles de M. Johannès Plantadis, intéressant particulièrement notre région: « Les maîtres du paysage limousin ». Il y est fait mention du groupe qu'on nomme l'école de Crozant, comprenant l'ensemble des artistes de tendances et de tempéraments divers, qui ont cherché leur inspiration dans les sites merveilleux que forment le confluent de la Creuse et de la Sédelle. Cette région a fait le but d'une excursion de la Société archéologique du Limousin en 1905. L'auteur cite parmi ces artistes: Charles Hareux, Gaston Vuillier, Jules Adler, Eugène Alluaud, ce dernier originaire de Limoges;

Bulletin de la Société des amis des sciences et arts de Rochechouart (tome XVI, n° 2), qui publie une série d'articles sur Rochechouart, par M. le docteur Marquet, des suites de M. Rayet sur le Puy et de M. Fontaine de Resbecq sur le plateau de Châlus; des études sur les fiefs des paroisses de l'arrondissement de Rochechouart, par M. P. Gaumy; les échanges pendant la période néolithique, par M. Masfrand;

Revue d'Auvergne (janvier-février 1908), avec une suite d'étude, par M. V. Thomas, sur la Creuse industrielle et agricole. Cet article, entre autres renseignements, contient d'intéressants détails sur les sources thermales d'Evaux-les-Bains, leur historique et la nature et l'usage des eaux.

HOMMAGES FAITS A LA SOCIÉTÉ. — Par M. Raoul Mortier, lauréat de l'Académie des sciences morales et politiques, de son étude sur le duc Jean de Berry, seigneur de la Basse-Marche (1390-1397);

Par M. A. Précigou: *Notes complémentaires sur Rabelais et*

les Limosins, ajoutant divers renseignements à un travail déjà publié;

Par M. André Demartial : *Un primitif Limousin, le peintre Pierre Villate* (1430-fin du quinzième ou commencement du seizième siècle).

L'auteur, en s'excusant de ne pouvoir assister à la séance, accompagne son envoi d'une lettre dans laquelle il fait observer que le même sujet a déjà été traité par M. Johannès Plantadis, dans un article paru en 1904 dans le *Lemouzi*, page 170. L'omission du nom de ce dernier s'explique tout naturellement par l'ignorance complète qu'avait M. Demartial de cet article fort intéressant et bien documenté, mais qui vient de lui être signalé seulement ces jours derniers. M. Plantadis se propose de publier un travail d'ensemble sur la peinture limousine ancienne et moderne, auquel il sera fait par tous l'accueil le plus sympathique.

M. Camille Jouhanneaud mentionne un ouvrage très important que vient de faire paraître un membre correspondant de la Société, M. le comte Foucault du Daugnon, de Créma (Lombardie), sous le titre : *Gli Staliani in Polonia del IX secolo al XVIII*. Le sujet du livre sort du cadre de nos études limousines, mais la personnalité de l'auteur, dont la famille est d'origine française et se rattache à celle des Foucault, de Saint-Germain-Beaupré dans la Marche, non moins que le caractère original de l'œuvre, méritent une mention. C'est l'histoire de l'émigration italienne en Pologne pendant près de neuf siècles, présentée d'une manière intéressante et documentaire.

L'ouvrage, dont le comte de Foucault du Daugnon vient de nous adresser un exemplaire, forme deux beaux volumes remarquablement édités.

M. C. Jouhanneaud signale aussi un curieux passage de la *Maison rustique*, de Ch. Estienne, qui parut en 1533. Traitant la question des domestiques qui, paraît-il, à cette époque, n'étaient pas très faciles à trouver, et parcourant les divers types provinciaux d'après le tempérament qu'il leur prête, il fait aux Limousins leur part, qui n'est pas très flatteuse. Voici la citation : « Le Limousin, dit-il, est soigneux et épargnant, mais si vous n'y prenez garde, il fera plutôt son profit que le vôtre ». Il est bon d'ajouter que les indigènes de quelques autres provinces ne sont pas beaucoup mieux traités.

LECTURE. — *L'Art français à la fin du moyen-âge et les mises au tombeau*, par M. le chanoine Lecler.

La *Revue des Deux-Mondes*, dans son numéro du 1^{er} octobre 1905, renferme un remarquable article de M. Emile Male :

L'Art français à la fin du moyen-âge, dans lequel il parle avec compétence des mises au tombeau. Avant le milieu du quatorzième siècle, les artistes ne représentent pas en France l'ensevelissement du Christ, mais l'onction de son cadavre. Au quatorzième siècle seulement on rencontre la vraie mise au tombeau, avec tous ses personnages. L'auteur de l'article dit qu'on a prétendu démontrer que le plus ancien Saint-Sépulcre à personnages avait été sculpté à Limoges par un Italien et mis en place dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix, d'où il a disparu sans laisser de trace. Il combat cette opinion et conclut qu'il s'agit simplement d'un Sépulcre fait à l'image de celui de Jérusalem. M. Male base cette appréciation sur l'interprétation de documents écrits, d'après lesquels il semblerait qu'il n'existait pas de personnages. M. le chanoine Lecler, s'appuyant sur des textes émanant de témoins oculaires, persiste à penser que la mise au tombeau placée dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix en 1421 est la plus ancienne que l'on connaisse, et qu'elle était réellement composée de personnages groupés autour d'un sarcophage.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le secrétaire adjoint,

René LAGUÉRENNE.

SÉANCE DU 26 MAI 1908

Présidence de M. Camille Jouhanneau, président

Présents : MM. L. de la Bastide, Aubert Berger, Dr A. Bouchart J. Boulaud, P.-L. Courtot, A. Demartial, P. Ducourtieux, P.-L. Grenier, C. Jouhanneau, A. Laforgue, R. Laguérène, A. Leroux, Malevergne de Lafaye, P. Mariaux, S. Mazeaud, L. Moufle, P. Olivier, L. Ruchaud, P. Vandermarcq.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté après plusieurs rectifications.

Il est procédé, au scrutin secret, à l'admission :

De M. Pierre Francez, étudiant à Paris, présenté par MM. André Demartial et Pierre Vandermarcq.

M. Pierre Francez est nommé membre titulaire.

M. René Fage écrit pour informer ses confrères que le prochain Congrès de la Société française d'archéologie aura lieu, cette année, au mois de juin à Caen, et l'an prochain à Périgueux.

M. A. Berger fait savoir que les objets culturels provenant de la chapelle de Naugeat ont été vendus récemment par voie administrative. Il y avait dans le nombre un reliquaire en argent de quelque valeur.

A ce propos M. P.-L. Grenier demande ce qu'est devenu le reliquaire de Champsac, du XII^e siècle, qu'il a vu jadis au grand séminaire. M. Leroux répond qu'il a proposé à la Préfecture de faire « déposer » au musée Dubouché tous les objets présentant une valeur archéologique qui se trouvaient au grand séminaire, mais qu'il ne sait s'il a été donné suite à cette proposition.

M. L. de la Bastide signale le fâcheux état dans lequel se trouvent les vitraux de Magnac-Bourg, classés en 1894 comme mobilier historique. La Société émet le vœu que l'administration veuille bien s'en occuper.

Au nom de M. E. Hervy, M. Leroux communique : 1^o deux intéressantes lettres d'Allou, datées de 1821, adressées, semble-t-il, au Père Tabaraud et relatives à la « Description des monuments de la Haute-Vienne », qui venait de paraître ; 2^o une carte archéologique de la Haute-Vienne dressée par Allou et qui complète son atlas archéologique. Grâce à la générosité de M. Hervy, cette carte s'ajoutera désormais aux planches de l'atlas, que possède déjà la Société.

M. Antoine Thomas (de l'Institut) signale, sur un *Registre des présentations* du Parlement de Poitiers, conservé à la Bibliothèque nationale (nouv. acq., lat. 1968, folios 78 et 159) la mention de six consuls de la cité de Limoges es années 1418 et 1419, consuls qui sont restés inconnus à M. Guibert, aussi bien qu'à M. Grenier. Cette communication sera insérée dans le *Bulletin*.

Un drapeau tricolore de l'époque révolutionnaire a été rencontré par M. P.-L. Courtot chez un antiquaire de Limoges. Il porte une croix de Jérusalem, une devise, des attributs républicains et l'inscription « légion d'Aulonzac ». Il s'agit du Lonzac, dans la Corrèze.

A la vente Zélikine, qui a eu lieu les 7, 8 et 9 mai derniers, à l'hôtel Drouot, une dizaine d'émaux champlevés de Limoges ont atteint des prix élevés qu'indique M. André Demartial : une vierge en cuivre portant l'enfant Jésus, 17,000 fr. ; une crosse en cuivre du XIII^e siècle, 9,100 fr. ; un fermoir de chappe du XIV^e siècle, 4,000 fr. ; une chasse en forme de maison (XIII^e siècle), 4,100 fr. ; une autre chasse de même forme (XIV^e siècle), 3,600 fr. ;

une plaque en cuivre représentant la crucifixion (XII^e siècle), 2,560 fr.; une autre du XIV^e siècle, 1,555 fr.; une autre du XIII^e siècle, 5,500 fr.

Un émail peint de Monvaerni (fin du XV^e siècle), représentant l'Adoration des mages, a été payé 37,000 fr.; un autre, de l'atelier du même, représentant la Vierge et Saint Joseph en adoration devant l'enfant Jésus (fin du XV^e siècle), n'est monté qu'à 6,600 fr.

Invité à rendre compte des publications récentes qui intéressent le Limousin, le secrétaire général signale les suivantes :

La *Revue historique* de mai 1908, avec un article de M. Ant. Thomas sur l'évasion et la mort de Jacques Cœur. Il résulte des recherches de l'auteur qu'à sa sortie de la prison de Poitiers, en octobre 1454, l'ancien argentier de Charles VII se rendit d'abord à Limoges, où il trouva asile pendant quelque temps dans le couvent des Jacobins. C'est là qu'il reçut la visite d'un personnage important, Jehan Quercin, son débiteur, élu du Haut-Limousin et garde du sceau royal au bailliage de Limoges;

Le *Bulletin de la Société des antiquaires de France* (1907), où il est parlé de la communication faite par M. René Fage relativement aux clochers limousins sculptés sur les faces latérales des porches de Moissac et de Beaulieu;

Le *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France* (1907, n^o 37), où se trouve décrite et reproduite une curieuse « Pieta » du XV^e siècle, appartenant à M. Roques, de Toulouse, et provenant de l'église de Saint-Léonard-de-Noblat;

Le deuxième fascicule du *Congrès de l'Arbre et de l'Eau*, contenant les communications faites par plusieurs de nos confrères. Un extrait de ce fascicule est adressé à la Société : c'est celui de M. P. Ducourtieux, sur les anciennes forêts du Limousin;

Le *Lemouzi* de mai 1908, qui rappelle, par la plume de Septime l'Ancien, la dévotion de la reine Anne d'Autriche, mère de Louis XIV, aux reliques du bon Saint-Léonard;

Le *Limoges-Illustré* du 15 mai, avec un article de M. le docteur Charbonnier sur le quartier du Verdurier;

Le *Bibliophile limousin* (oct. 1907 et janv. 1908), où M. Clément-Simon commence une remarquable série de notices sur les « auctores minores » du Limousin, dont il possède, dans sa bibliothèque, tant de manuscrits et d'éditions rares;

Les bonnes feuilles du recueil que vient de terminer M. Leroux sur les *Sources de l'histoire de la Haute-Vienne pendant la Révolution*;

L'ouvrage de M. Octave Festy sur *Le mouvement ouvrier au*

début de la monarchie de Juillet, ouvrage où est rappelée et commentée (p. 214-217) la coalition des ouvriers porcelainiers de Limoges en 1833;

La publication de M. Samaran sur la *Maison d'Armagnac et les dernières lullies de la féodalité dans le Midi de la France*, qui reproduit deux chartes de l'année 1484, relatives à un emprunt de 15,000 écus gagé sur les deux châtelainies d'Ayen et Aixe (p. 443 et 444);

Une importante brochure de M. Ernest Labadie, directeur de la *Revue historique* de Bordeaux, sur le « pharmacien bordelais Marc-Hilaire Villaris et la découverte du premier gisement de kaolin en France (1766-68). Cette découverte était attribuée jadis par M. Alluaud au chirurgien Darnet. M. Fray a voulu, il y a quelques années, en donner le mérite à Macquer, le chimiste de la manufacture de Sèvres. M. Labadie, qui a longuement étudié la question et utilisé tous les documents existants, semble dans le vrai quand il dit que Villaris est le véritable auteur de cette découverte.

La parole est donnée à M. André Demartial pour la revue qu'il veut faire des imprimés limousins de la période révolutionnaire provenant de la bibliothèque de feu M. Astaix et aujourd'hui en la possession de M. Etienne Morel. Ces imprimés ne se rencontrent ni aux Archives départementales, ni à la Bibliothèque communale, ni dans aucune collection privée, à ce qu'on peut croire, puisque M. Fray ne les a pas relevés dans sa *Bibliographie*. Ils seront signalés et décrits à leur place dans les *Sources de l'histoire* de ce temps, dont il a été question plus haut. Ce sont des brochures de propagande et de combat émanant des sociétés populaires, des pièces relatives à la constitution civile du clergé, des écrits de Gay-Vernon, une lettre de M. de Nantiat à M. de Laipaud sur la répartition de la contribution foncière, etc. Cette lettre, dont il est donné lecture, est un document capital pour l'intelligence de l'organisation financière de ce temps.

L'exhumation des restes de Mgr F. de Lafayette, de Pierre Mercier et Maleden de Savignac, qui reposaient dans la chapelle de l'hôpital général de Limoges, a eu lieu au commencement du présent mois de mai, sous la conduite de notre confrère Aubert Berger. Le rapport qu'il lit sur ce sujet a donc la valeur d'un procès-verbal.

S'il y a certitude morale quant à l'authenticité de ces ossements, il n'y a pas, cependant, de preuves absolument évidentes. L'absence de témoignages contemporains de ces trois inhumations, la tradition courante à Limoges que le chef de Mgr de Lafayette

a été déjà transféré à la cathédrale, mettent la critique historique en défiance, et l'on a eu raison d'inscrire sur le cercueil qui repose dans la crypte de la cathédrale ces mots : « Ossements présumés de MM.... ».

Dans cette même crypte de l'ancienne chapelle de l'hôpital, se trouvaient aussi les corps de bon nombre de religieuses de Saint-Alexis, qui ont été transférés au cimetière de Louyat. Le rapport de M. Berger sera inséré au *Bulletin*.

Notre modeste Musée archéologique possède un certain nombre de statues de l'époque gallo-romaine, dont M. Ducourtieux a fait prendre la photographie au profit de M. Espérandieu et de la Société archéologique. A cette occasion, il entretient ses confrères de l'autel gallo-romain de Berneuil, près Bellac, signalé déjà par M. l'abbé Leclerc (*Bulletin*, XLVI, 444). Cet autel mesure 0^m,62 de largeur, sur 0^m,80 de hauteur et 0^m,58 d'épaisseur.

Situé sur la place publique et adossé à l'église, il est aujourd'hui si mutilé qu'on peut à peine dire ce qu'il représente. De ses quatre faces sculptées, il n'en subsiste plus que deux. La face antérieure, précédée d'une petite marche, a été entaillée pour servir de support à une croix. La face postérieure, adossée au mur, a été repiquée. La face qui regarde la route représente deux personnages : l'un nu, l'autre revêtu d'une longue robe. L'autre face a elle aussi deux personnages paraissant s'appuyer l'un sur l'autre.

M. Ducourtieux décrit ensuite un piédestal de l'époque gallo-romaine placé à l'entrée du bourg de Jabreilles et qui a peut-être servi de support à la pierre dite de saint Martin, décrite par Louis Guibert (*Bulletin* XLV, 65). L'entablement mesure 0^m,50 sur 0^m,80; le fût, 0^m,55 de largeur sur 0^m,74 de hauteur et 0^m,42 d'épaisseur. Ce piédestal porte sur son entablement un trou carré dans lequel un pied de croix a été autrefois engagé.

La Société émet le vœu que les deux édicules de Jabreilles et de Berneuil soient transportés dans leurs mairies, afin de les préserver des intempéries et des mutilations auxquelles ils sont exposés.

M. Leroux exprime le regret que la Commission du vieux Limoges, nommée il y a quelques mois, ne s'occupe pas davantage d'explorer la ville et de conserver par la photographie les débris du passé qui existent encore.

Il expose qu'il a visité dernièrement, en compagnie de M. Grenier, le cloître intérieur de la caserne de la Visitation. Ce cloître est du XVII^e siècle et mériterait d'être reproduit comme étant le seul de ce genre qu'il y ait à Limoges. L'intérieur de la chapelle,

bâtie à la fin du XVIII^e siècle, présente des dispositions assez particulières qui n'ont pas été signalées par Allou.

Il a vu également, avec MM. Grenier et Ruchaud la gigantesque cheminée du XV^e siècle, de l'ancien couvent des Carmes, dont il a été question dans le procès-verbal de mars dernier. C'est le plus grand morceau de ce genre qu'on ait encore signalé à Limoges, mesurant au moins 2 mètres de longueur sur 2 mètres de hauteur. Pourquoi ne pas le faire dessiner avant qu'il soit vendu à quelque antiquaire étranger.

M. Leroux ajoute qu'en compagnie de M. F. Richard, juge suppléant, il a visité, le 21 mai dernier, pour la seconde fois (la première fois en juin 1907), les souterrains de l'ancienne abbaye de la Règle. Ils forment un système considérable, qui paraît aboutir d'un côté à la Vienne, de l'autre à l'Evécaud. L'une des entrées se trouve non loin de la porte actuelle, que surmonte la date de 1659. On descend par un escalier extérieur jusqu'au niveau de la seconde cour, puis par un escalier intérieur de 20 marches jusqu'à un couloir d'environ 25 mètres de longueur, à environ 8 mètres au-dessous du niveau de la rue. On arrive ainsi à une extrémité éclairée par un « regard » grillé, qui est situé juste devant la porte de l'établissement. Un peu avant cette extrémité, sur la gauche, on a pratiqué, probablement bien après l'ouverture du corridor, une excavation à laquelle on accède par un escalier de pierre qui pouvait compter une dizaine de marches, mais qui est aujourd'hui à l'état d'éboulis. Cette excavation conduit à une sorte de palier, à l'un des angles duquel s'ouvre dans le tuf un étroit couloir dont le cintre d'entrée est formé de pierres et de briques. Ce couloir de direction courbe à 1^m,40 de haut. Mais il s'élargit et s'agrandit jusqu'à mesurer 2 mètres de hauteur. Sa longueur est de 4^m,50. Il aboutit à une crypte qu'il faut décrire en détail, car elle n'est pas signalée dans l'ouvrage d'Allou. Seul M. Geay lui a consacré deux lignes dans le *Bulletin* en 1882 (XXXI, p. 375).

Cette crypte est de forme irrégulière. Carrée dans son ensemble, elle est déformée à l'un de ses angles par l'orifice du couloir. Dans sa plus grande longueur elle mesure 6^m,85. Le sol est à 5 ou 6 mètres au-dessous de celui de la rue. La voûte a presque partout une hauteur de 2^m,60. A un endroit seulement, voisin de l'entrée, cette voûte s'élève par une pente rapide jusqu'à 4 mètres. L'effet produit en cet endroit est celui d'un dessous d'escalier.

Cette crypte est divisée en deux nefs par un pilier central sur lequel retombent les arêtes des voûtes. L'une de ces nefs à

gauche, mesure 2 mètres de largeur et se termine par un cul-de-four peu accentué. L'autre nef, à droite, mesure 2^m,60 de largeur et se termine par un épais mur de maçonnerie à moitié détruit, au sommet duquel se trouve un orifice qui permet de pénétrer dans une cave voisine. Un autre orifice, pratiqué dans la paroi de droite et pourvu d'un encadrement de pierre, donne également sur une cave voisine. Ces deux caves (qui n'en font peut-être qu'une seule), sont de plain pied, semble-t-il, avec le sol de la crypte. Ce second orifice, en forme de fenêtre, mesure 0^m,63 de largeur sur 0^m,95 de hauteur. Devant cette fenêtre, au ras du sol, on voit un trou à moitié comblé, qui est peut-être un ancien silo. Son diamètre est de 0^m,80 centimètres.

Le pilier central est un monolithe de granit (0^m,95 c. de hauteur et 0^m,40 c. de diamètre), reposant sur une pierre qui fait à peine saillie au-dessus du sol. Il est surmonté d'un chapiteau très simple de 0^m,40 de hauteur, composé de deux pierres superposées.

Les voûtes de forme irrégulière sont partout maçonnées, ainsi que les parois. Les arêtes des deux travées retombent le long des murs sur sept chapiteaux de pierre encastrés.

Dans son ensemble cette crypte n'est probablement pas de beaucoup antérieure à l'époque romane. Mais les corridors qui l'avoisinent remontent peut-être à l'époque gallo-romaine.

La différence de niveau qui existe entre le sol de la cathédrale et celui des jardins du grand séminaire appelle l'attention de l'archéologue. Entre ces deux paliers il y a trace très visible, sur une longueur d'environ 50 mètres, d'une muraille qui, au jugement de M. Richard, pourrait bien avoir été la première muraille de la cité du côté de la Vienné, comme cela se voit en d'autres villes. C'était en tout cas une muraille distincte de celle qui enseignait l'abbaye de la Règle, du côté de la rivière. Pour en bien juger, il faut pénétrer dans l'intérieur des jardins particuliers qui font face à l'entrée du grand séminaire, et surtout explorer la partie de la terrasse qui est contiguë au jardin de l'évêché.

Bien d'autres vestiges du passé apparaissent tous les jours. Sans parler de ceux que mettent au jour les terrassements qui s'effectuent actuellement entre l'ancienne préfecture et la rue Turgot, on a pu voir récemment entre l'ancienne préfecture et la salle des ventes (rue Adrien-Dubouché), à l'extrémité d'un terrain non bâti, des constructions du XVI^e siècle, qui pourraient bien être celles de l'ancien palais du Breuil.

La chapelle de l'ancien monastère de Saint-Augustin, qui semble dater du XV^e siècle, à en juger par l'extérieur, — la base

de l'un des deux clochers de la chapelle du lycée, où se lit la date de 1583, mériteraient un examen approfondi. Les édifices à date inscrite ne sont pas très nombreux à Limoges; le chevet de Saint-Michel porte celle de 1586, et la maison n° 3 de la rue Poulaillière, celle de 1597. Ce sont les plus anciennes inscriptions de ce genre que l'on relève à Limoges.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le secrétaire général,
Alfred LEROUX

SÉANCE DU 30 JUIN 1908

Présidence de M. Camille Jouhanneaud, président

Présents : MM. L. de La Bastide, C. Benoist, A. Berger, E. Blancher, Dr Bouchart, J. Boulaud, P. Collet, P.-L. Courtot, A. Demartial, R. Francez, P.-L. Grenier, C. Jouhanneaud, F. Labrouhe de Laborderie, A. Laforgue, R. Laguérène, A. Leroux, S. Mazeaud, P. Olivier, J. Tixier.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté sans rectifications.

Sont présentés comme membres titulaires :

M. Georges Mohr, directeur d'assurances, par MM. Ch. Plankaert, et A. Demartial;

M. Prosper Didier, propriétaire, par MM. Ch. Jouhanneaud et A. Berger.

La Société statuera sur leur admission à sa prochaine séance.

Il est donné lecture d'une récente circulaire de M. le ministre de l'intérieur (insérée au *Recueil des actes administratifs de la préfecture*, 1908, n° 8), invitant les maires des communes à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la conservation des objets anatomiques ou archéologiques que les fouilles et démolitions mettent au jour.

Le Président communique une lettre de M. le directeur du grand séminaire remerciant la Société de l'envoi des huit derniers volumes de son *Bulletin*.

Revenant sur l'exhumation des restes de Mgr Fr. de Lafayette, M. E. Hervy rappelle que, vers 1877, M. l'abbé Laplagne, vicaire

à Saint-Michel-des-Lions, remit à l'évêché, de la part de Mgr Berteaud, évêque de Tulle, le chef de François de Lafayette. On ignore toutefois dans quelles conditions Mgr Berteaud l'avait reçu.

Mme de Roffignac envoie copie d'un acte sur parchemin, dont elle possède l'original. C'est un accord conclu à Rome, le 31 décembre 1426 (n. st.) entre Raymond de Pérusse, évêque de Mende, et Hugues de Roffignac, évêque de Limoges, relativement aux revenus et droits de l'évêché de Limoges. Des remerciements sont adressés à Mme de Roffignac.

De la part de M. Henri Baillot d'Etiveaux, demeurant à Salon-la-Tour, M. J. Boulaud communique un manuscrit en très bon état (écriture du XVII^e siècle) du *Recueil des antiquités de Limoges*, composé par Jean de Lavaud au XVI^e siècle. M. Leroux a déjà signalé une dizaine de manuscrits de cette œuvre dans son *Etude critique sur les annales françaises de Limoges* (1889-90).

M. Leroux signale la présence à la bibliothèque du musée Adrien-Dubouché de quatre manuscrits donnés par M. Louvrier de Lajolais et concernant la confrérie des pénitents blancs de Limoges, entre 1755 et 1852.

A propos du recueil des *Sources de l'histoire de la Haute-Vienne pendant la Révolution*, récemment paru, M. le chanoine Lecler écrit à la Société pour signaler diverses publications qui ont échappé à l'auteur : tout d'abord son étude sur la *Grande peur en Limousin*, oubli regrettable; puis l'*Antidote contre le schisme*, par La Biche de Reignefort; l'*Intérieur des maisons d'arrêt de Paris*, par Xavier Audoin; les *Causes secrètes de la Révolution*, par Vilatte. Mais ces trois derniers ouvrages n'intéressent que de très loin la Haute-Vienne.

Dans cette même lettre, M. le chanoine Lecler annonce qu'il possède la copie intégrale des procédures du tribunal révolutionnaire de Paris contre vingt prêtres limousins, et il ajoute que M. Gaumy prépare le répertoire de tous les documents des Archives nationales, relatifs à ceux de nos compatriotes (au nombre d'environ 300) qui eurent affaire avec les tribunaux pendant la Révolution.

Les troubles publics qui désolèrent la Guyenne, notamment Bordeaux et Limoges, au milieu du XVI^e siècle, sont connus. Il n'est pas moins intéressant d'en trouver une longue relation jusqu'ici inédite, dans le registre de famille de Pierre Paignon, notaire et praticien de Saint-Yrieix. Ce registre manuscrit, qui s'étend de 1539 à 1550, appartient à notre confrère M. Labrouhe de Laborderie et sera prochainement édité par M. Leroux.

La navigation aérienne n'est pas chose aussi récente qu'on se le figure d'ordinaire. Sans parler de l'expérience faite en Angleterre en 1123, au rapport de Geoffroi de Vigéois, M. Collet fait circuler une curieuse gravure de l'année 1775, où l'on voit un homme assis au centre d'une machine soutenue en l'air par deux sphères et qu'il actionne au moyen de manettes. Cette gravure se trouve en tête d'un livre intitulé *Le Philosophe sans prétention ou l'homme rare*, par M. D. L. F.

M. E. Blancher présente la photographie d'un émail peint de Pénicaud, conservé dans un château de Bretagne, et dont le possesseur a refusé récemment 180,000 fr. C'est un triptyque représentant dans un cadre du XVII^e siècle : 1^o le portement de croix ; 2^o la crucifixion ; 3^o la descente de croix. Notre confrère fait circuler les photographies d'autres émaux peints, appartenant à M. Villette, dont l'auteur ou les auteurs sont inconnus.

A ses communications précédentes, relatives aux prix atteints par les émaux de Limoges dans les ventes publiques, M. André Demartial ajoute la suivante, qui a trait à la vente Homberg, faite à Paris (galeries Georges Petit), du 11 au 16 mai dernier. On a vendu une plaque de chasse du XIII^e siècle, 11,900 francs ; une chasse du XIII^e siècle, 12,000 francs ; une plaque d'évangéliste du XIII^e siècle, 6,800 francs ; une autre de la même époque, 15,200 francs ; une crosse du XIII^e siècle, 16,050 francs ; une plaque de baiser de paix, émail peint de Nardon Pénicaud, XVI^e siècle, 8,100 fr.

M. Demartial présente en outre une douzaine d'empreintes de sceaux et de cachets anciens. Deux sont connus : celui de l'abbaye de Bœuil, décrit par Louis Guibert, et celui des Ursulines de Limoges, qui figure dans le recueil d'armoiries de Philippe Poncet. D'autres sont inédits, tels que le sceau de l'agent national du district de Saint-Léonard, celui du procureur-syndic de cette ville et celui qui porte un bonnet phrygien au-dessus d'un écusson chiffré avec cette devise : « *Pro patria celer* ». D'autres enfin qui n'ont pu être identifiés ont été confiés à M. de la Bastide, qui veut bien se charger de les étudier.

Les membres de la Société qui ont fait l'excursion du Chalard ont constaté que la belle chasse du XII^e siècle, conservée dans l'église, était malheureusement mutilée, comme tant d'autres précieux monuments d'orfèvrerie de cette époque. Il y manque notamment deux plaques en émaux champlevés. L'une représentait un groupe de trois apôtres ; l'autre, la Vierge portant l'Enfant Jésus au centre d'une gloire elliptique. La tradition conservée au Chalard veut que la première de ces plaques ait

été offerte ou vendue à M. Germeau, préfet de la Haute-Vienne de juillet 1833 à juillet 1835. Or, M. André Demartial a trouvé, dans le catalogue de l'exposition rétrospective organisée à Paris le 10 août 1865 par les soins de l'Union centrale des beaux-arts, mention d'une plaque appartenant à M. Germeau et dont le signalement répond assez exactement à celui du groupe d'apôtres manquant à l'ornementation du reliquaire du Chalard. La collection Germeau fut vendue en partie à Paris, au mois de mai 1868, et l'on pourrait sans doute retrouver une nouvelle trace de la pièce qui nous intéresse dans le compte rendu de cette vente.

A l'aide de l'ouvrage cité plus haut, M. Demartial donne un aperçu de la collection remarquable d'émaux de Limoges qu'avait su constituer M. Germeau, administrateur de talent en même temps qu'amateur distingué, et le premier de ceux qui surent pressentir la valeur énorme qu'atteindraient les œuvres de nos vieux émailleurs. Une vente complémentaire de cette collection a eu lieu à Chambon et à Paris en 1905. (*Bulletin*, LV, p. 860).

Invité à faire connaître les publications récentes qui intéressent la Marche et le Limousin, le secrétaire général signale les suivantes :

Roger Drouault, *Une marmite de bronze avec inscription du XVI^e siècle* (extrait du *Bulletin archéologique*, 1907);

E. Levasseur, *Léon Faucher* (extrait de la *Revue politique et parlementaire*, mars 1908). C'est une étude attentive des écrits de cet économiste (né à Limoges en 1803), en même temps qu'une appréciation de son rôle de député et de ministre;

H. de Lavillatte, *Esquisses de Boussac* (Paris 1907). Élégant volume illustré, de 240 pages, où l'auteur a rassemblé avec beaucoup d'intelligence, sous huit chapitres, tout ce qu'il a su de l'histoire de cette localité et de son château. Il est regrettable que M. de Lavillatte n'ait point consulté aux Archives de la Haute-Vienne le fonds de l'ancien évêché, qui lui aurait fourni plusieurs documents importants.

Le secrétaire général signale encore :

Dans les *Annales du Midi* (avril 1908), un article de M. Ant. Thomas où, à propos du cartulaire de N.-D. du Pont, il revient (p. 164) sur la prétendue *Histoire de l'abbaye de Beaulieu*, par Bertrand, de Poitiers;

Dans la *Bibliothèque de l'école des chartes* (janv. 1908), l'inventaire par M. Camille Bloch des volumes de la collection Joly de Fleury concernant l'assistance et la mendicité sous l'ancien régime. Les hôpitaux de Bellac, Guéret, Aubusson et Felletin y sont nommés;

Dans la *Revue des doctrines économiques et sociales* (1908, n° 2), la publication par M. G. Schelle d'un article inédit de Quesnay sur les impôts, avec notes de Turgot, d'après l'exemplaire manuscrit conservé aux Archives départementales de la Haute-Vienne (C. 102).

L'ordre du jour appelle la lecture de M. J. Tixier sur les papiers de feu l'abbé Monique. Né à Eymoutiers en 1852, professeur au petit séminaire du Dorat, puis curé de Royère près Saint-Léonard, M. Monique avait projeté d'écrire l'histoire de sa ville natale et, à cet effet, avait recueilli ou analysé beaucoup de pièces originales, telles que bulles, investitures, actes notariaux, contrats divers, statuts et règlements. Non content d'explorer les archives locales, il avait consulté à la Bibliothèque nationale les collections de Baluze, de dom Col et de dom Estiennot. C'est lui qui possédait en original la charte communale d'Eymoutiers de 1428, publiée par M. Leroux; la vie de l'oratorien Gabriel Ruben, attribuée à Bandel (*Bulletin XLIX*); celle de la R.-M. Gabrielle de Lombre, religieuse des Ursulines d'Eymoutiers; le journal de Jean de Drulhas, prêtre, demi-prébendé (1610-38), etc. M. J. Tixier, qui a obtenu cession gracieuse des analyses et copies faites par M. Monique, explique comment elles peuvent se classer sous six dossiers relatifs à diverses localités, institutions et personnages de cette région, entre autres à Antoine Ruben de la Vialle (1639), père de Gabriel, qui, au milieu du XVII^e siècle, fonda au prieuré de Bujaleuf une sorte de séminaire d'où sortit bientôt celui d'Isle et finalement celui de Limoges.

Si l'on rapproche de ces documents tous ceux qui ont été mis au jour en ces vingt dernières années par MM. J. Dubois et A. Leroux, on constate que la petite ville d'Eymoutiers a, mieux que beaucoup d'autres, conservé les titres de son histoire.

Avec beaucoup d'humour et d'à-propos, M. Laguérène raconte ensuite les péripéties de l'excursion qu'une vingtaine de membres de la Société ont faite, le 21 juin dernier, au Chalard et à Jumilhac. Dans la seconde de ces deux localités, on se trouve en présence d'un château des XIV^e-XV^e siècles, dont l'aspect formidable traduit bien la puissance que possédait encore la féodalité de ce temps. Les deux ailes qu'on y a ajoutées au XVII^e siècle font comprendre que les contemporains de Louis XIV concevaient autrement que leurs ancêtres, la vie seigneuriale. Au Chalard, ce sont les souvenirs d'ordre ecclésiastique qui dominent, et si l'on donne volontiers quelque attention à la *Maison des Anglais*, on est surtout arrêté par le prieuré et son église romane. Les souvenirs historiques y abondent avec le bienheureux Geoffroy

et Gouffier de Las Tours, qui y est enterré. M. Albert Tenant de Latour, qui a transformé ce prieuré en un véritable musée de famille, en a fait les honneurs avec sa bonne grâce habituelle, en même temps qu'il a raconté l'histoire de sa localité avec la compétence qui lui appartient.

Prenant en considération la valeur artistique de l'église du Chalard, les nombreux souvenirs qui s'y rattachent, et aussi les importants sacrifices d'argent consentis par les habitants pour sa restauration, la Société archéologique du Limousin émet le vœu que M. le Ministre de l'Instruction publique veuille bien la classer au nombre des monuments historiques de la Haute-Vienne.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
Alfred LEROUX.

SÉANCE DU 28 JUILLET 1908

Présidence de M. Jules Tixier, vice-président

Présents : MM. A. Berger, J. Boulaud, P. Chabrol, P.-L. Courtot, F. Delage, P. Ducourtieux, P.-L. Grenier, abbé Jorrand, A. Laforgue, R. Laguérène, A. Leroux, S. Mazeaud, L. Mouffe, P. Olivier, J. Tixier, abbé Varachaud.

La Société exprime ses sympathies à M. Camille Jouhannaud, son président, empêché par la maladie, de venir à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté après quelques rectifications.

Le Président annonce la mort de M. Camille Chabaneau (de Nontron), correspondant de l'Institut, membre honoraire de notre Société, décédé à Nontron, à l'âge de 77 ans. Il était l'auteur d'une savante *Grammaire limousine* (1871-76), l'éditeur du *Cartulaire du Consulat de Limoges* (1895), et l'un des romanisants les plus connus en Europe. M. A. Thomas lui consacrera une notice dans le prochain *Bulletin*.

Sont élus membres titulaires :

M. Georges Mohr, directeur d'assurances, présenté par MM. Ch. Planckaert et A. Demartial;

M. Prosper Didier, propriétaire, présenté par MM. Ch. Jouhannaud et A. Berger.

M. F. Sauvadet, photographe, est présenté comme membre titulaire par MM. P.-L. Courtot et F. Delage. Il sera statué sur cette présentation à la prochaine réunion.

Le Président, en signalant à la Société les vols d'objets d'art récemment commis dans les églises de Bort et d'Obazine, déplore ce nouvel appauvrissement de nos richesses locales.

La disparition de l'ancienne muraille de la ville, dont il subsistait un pan important sur grands arceaux, derrière le bâtiment des Archives, est un autre appauvrissement au point de vue des archéologues. La démolition commencée le 1^{er} juillet dernier sera très prochainement terminée.

M. André Demartial envoie la copie de deux contrats d'apprentissage passés à Limoges, en 1735 : l'un pour un cartier, l'autre pour un boulanger. Ces deux documents fournissent une utile contribution à l'histoire du travail manuel dans notre ville.

Mis en éveil par cette date de 1583, qui se lit sur l'un des clochers de la chapelle du Lycée Gay-Lussac, M. F. Delage en a examiné la construction et conclut que l'appareil en est plus ancien que celui du reste de l'édifice. Il se pourrait qu'on fût en présence d'un débris de la chancellerie de l'évêque qui, au XVI^e siècle, fut transféré de la cité dans le château, au voisinage de Saint-Pierre-du-Queyroix (série G).

Dans les papiers de l'abbé Monique, signalés à la séance précédente, M. Jules Tixier a trouvé un procès-verbal, dont il donne lecture, de la descente des cinq cloches de l'église d'Eymoutiers en 1792. Ce fut l'occasion de vives protestations, auxquelles passa outre la garde nationale de Saint-Léonard requise à cette occasion.

Invité à faire connaître les publications récentes qui intéressent la Marche et le Limousin, le secrétaire général signale les suivantes :

La *Revue historique* de juillet 1908, avec les savantes *Remarques* de M. Louis Alphen sur la chronique de notre Adhémar de Chabannes (XI^e siècle), et les *Lettres inédites de Baluze à Fénelon* publiées par M. R. Fage;

Le *Bulletin de la Société archéologique de Brive* (1908, 2^e livr.), où l'on peut relever une étude de M. J. Lalande sur les remparts de Brive; un catalogue très copieux de noms patois ou vulgaires des plantes de la Corrèze, par M. Godin de Lépinay, et d'abondants documents relatifs au Bas-Limousin;

Un recueil de « documents historiques » sur Rochechouart et Biénac, par M. le docteur O. Marquet, qui est plutôt une histoire de cette ville;

Le *Lemouzi* de juillet 1908, dans lequel M. J. Plantadis fournit

des renseignements nombreux sur *les Limousins au théâtre*;

Une curieuse communication de M. F. Autorde au troisième congrès préhistorique de France sur *les forts vitrifiés de la Creuse*. Contrairement à l'opinion de MM. Thuot et de Cessac, l'auteur soutient avec beaucoup de vraisemblance que « les vitrifications rencontrées dans les forts creusois n'ont pas été obtenues sur place; on ne les y trouve que parce qu'elles y ont été transportées pour servir de matériaux de construction ». Ce sont des décompositions ignées de granite, provenant de foyers agencés pour produire une température extrêmement élevée en vue d'usages industriels ».

La parole est donnée à M. Franck Delage pour la lecture de son mémoire sur les souterrains de Limoges :

« Ancienne maison Thézard », rue Neuve-Saint-Etienne, 2 : deux étages superposés, dont l'intérieur a une longueur de 40 mètres environ et se dirige vers la cathédrale;

« Maison Zibelin », rue Haute-Cité, 2 : deux étages également reliés par un escalier qui frôle un puits d'eau; au premier étage, on remarque un arc de voûte dont l'appareil semble romain;

« Evêché » : le souterrain a sensiblement la forme d'une croix; la branche de droite présente une niche rectangulaire allongée et deux niches en arcade d'un modèle particulier; à l'entrée se montrent les restes d'une voûte en appareil romain, dont le sommet s'élève à environ 5 mètres au-dessus du sol;

« A l'ancienne Préfecture », le souterrain suit parallèlement la rue des Prisons et se dirige vers l'église Saint-Michel; il est à demi rempli par des éboulements et présente plusieurs embranchements obstrués par des terres; la voûte est percée par des trous d'aération. D'après M. Ducourtieux ce souterrain se reliait également, sous la rue Adrien-Dubouché actuelle, à l'immeuble n° 2 de la rue Monte-à-Regret, qu'occupa jadis l'imprimerie Henri Ducourtieux;

« Ancien couvent des Sœurs de la Croix » : souterrain formant plusieurs coudes à angle droit, qui se dirigent tantôt vers la rue Haute-Comédie, tantôt vers le bâtiment des Cours complémentaires. Plusieurs ouvertures qui menaient à d'autres galeries sont murées.

Tous ces souterrains sont creusés soit dans la roche soit dans le tuf. Aucun objet n'y a été trouvé, qui pût donner une date ancienne. Cependant, ceux de l'évêché et de la maison Zibelin peuvent être datés par les restes de maçonnerie romaine que l'on y remarque. Les souterrains de Limoges sont certainement de diverses époques et ont servi, depuis leur établissement, à des

usages qui ont pu varier au cours des siècles avec les besoins de la population.

L'ordre du jour appelle la lecture par M. A. Leroux de son travail sur la *Géographie historique du Limousin* depuis les origines. L'auteur explique d'abord qu'il se propose de donner une réédition, améliorée et mise au point, de la première partie de sa *Géographie et Histoire du Limousin* publiée en 1890. Après une rapide description du territoire, de ses rivières et de ses vallées, il exposera quelles furent les circonscriptions civiles du haut moyen-âge, les circonscriptions de l'Eglise depuis le III^e siècle, les principales seigneuries de l'époque féodale, les divisions établies par la royauté depuis le XIII^e (sénéchaussées, élections et généralités de finance, gouvernements militaires, etc.), celles de la Révolution jusqu'à nos jours.

M. Leroux donne simplement lecture du chapitre où il résume ce que l'on sait des peuples qui ont successivement occupé le Limousin : les Primitifs, les Ligures, les Ibères, les Celtes, etc., et ce que la statistique moderne nous apprend de la répartition actuelle de la population.

M. Roger Drouault a envoyé le manuscrit d'un article très neuf sur l'organisation militaire sous l'ancien régime. A l'aide des documents que lui a fournis le chartrier du château de Montostre (voir le *Bulletin*, LVII, p. 706), M. Drouault nous initie aux procédés dont se servit messire François Foucauld, chevalier de Saint-Germain-Beaupré, pour recruter, habiller et équiper le régiment qu'il avait été chargé de lever sous son nom en 1702. Ce ne fut pas une petite affaire. S'il réussit facilement à trouver les officiers dont il avait besoin parmi les gentilshommes de la Marche, du Limousin et du Berry, il lui fut moins aisé de se procurer l'argent nécessaire pour entretenir les 500 hommes qu'ils encadraient et qui étaient répartis en 13 compagnies. Le drapier et le chapelier durent attendre jusqu'en 1714 la liquidation complète des créances qui leur étaient dues. Le régiment de Saint-Germain-Beaupré-infanterie fut licencié peu après la mort de Louis XIV. M. de Montostre, qui, en 1704, en avait été promu lieutenant-colonel, présenta supplique aux maréchaux de France pour obtenir l'autorisation de poursuivre devant M. de Saint-Germain-Beaupré, gouverneur de la Marche, divers gentilshommes qui avaient servi sous ses ordres comme officiers et qui n'avaient pas encore remboursé les avances d'argent qui leur avaient été faites.

La séance est levée à dix heures et quart.

Le Secrétaire général,

Alfred LEROUX.

SÉANCE DU 27 OCTOBRE 1908

Présidence de M. Camille Jouhanneau, président

Présents : MM. A. Berger, Blancher, Pierre Chabrol, P.-L. Courtot, A. Demartial, Didier, Gérard, P.-L. Grenier, l'abbé Jorrand, A. Laforgue, Laguérène, Olivier, Eugène et Pierre Vandermarcq, l'abbé Varachaud.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. Sauvadet, photographe à Limoges, est élu membre titulaire.

Le Président adresse à la famille de M. Maurice Laporte, décédé récemment à Jarnac (Charente), l'expression des regrets de la Société, dont il faisait partie depuis 1892; originaire de Limoges, où sa famille compte parmi les plus honorables, M. Maurice Laporte, ancien sénateur de la Charente, était le gendre de M. Adrien Dubouché, le fondateur et le bienfaiteur du Musée céramique, dont il suivait fidèlement les traditions artistiques.

Le Président lit ensuite une lettre de M. Alfred Leroux, dont voici la teneur :

Mon cher président,

» A la veille de quitter Limoges sans esprit de retour, j'ai à cœur de vous exprimer le regret que j'éprouve de me séparer de vous et de mes confrères de la Société archéologique. J'emporte le souvenir d'une collaboration de trente années à votre *Bulletin*, et ce qui ne vaut pas moins à mes yeux, le souvenir d'amitiés conclues avec quelques-uns d'entre vous.

» Je ne doute pas que vous ne me rendiez cette justice, que j'ai travaillé dans la mesure de mes forces à la prospérité de votre Société et à l'avancement des études, qui ont pour objet le passé de votre province. Je me permets donc de vous dire : Restez unis sur ce terrain; acceptez toutes les compétences qui viendront à vous, et le siècle ne s'écoulera pas sans que soit élevé l'édifice que nos prédécesseurs avaient commencé au XVI^e siècle et que nous avons continué de construire à l'honneur du Limousin. De Bordeaux, où je me retire, mon concours vous restera acquis pour autant qu'il dépendra de ma bonne volonté.

» Veuillez, mon cher président, agréer pour vous et vos confrères, l'assurance de mes sentiments de sincère cordialité ».

M. Camille Jouhanneaud, en donnant acte de cette lettre, dit quelle perte sensible sera la retraite de notre secrétaire général pour l'érudition et l'histoire de notre pays, et en particulier pour la Société, à laquelle son concours était à bon droit réputé indispensable. Il retrace les travaux considérables accomplis par lui pendant sa laborieuse carrière, les services sans nombre qu'il a rendus dans ses fonctions d'archiviste départemental, dans sa coopération à la *Société des archives historiques*, dont il fut l'initiateur, et dans sa longue collaboration à nos séances et à nos publications.

Il remercie M. Leroux de vouloir bien ne pas nous oublier dans sa retraite et considère que sa promesse à cet égard est un de nos meilleurs gages de succès pour l'avenir.

A l'unanimité, tous les membres présents s'associent à ces regrets et à ces remerciements, ainsi qu'à l'idée d'offrir un souvenir à M. Leroux au nom de la Société archéologique.

Le Président annonce ensuite que le 47^e Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à Rennes le 13 avril 1909; tous les mémoires devront être envoyés avant le 15 janvier prochain au 5^e bureau de la direction de l'enseignement supérieur.

M. Pierre Chabrol signale la mise à découvert d'une partie du soubassement de l'ancienne enceinte de la ville comprise entre la tour Branlant et la porte Montmailler. Ce soubassement a la forme d'une demi-lune. Les travaux de terrassement qui se font près de la nouvelle Préfecture n'étant pas suffisamment avancés pour permettre de se prononcer, M. Chabrol se propose de faire ultérieurement une communication plus complète.

M. Courtot présente à la Société d'excellentes reproductions de lettres ornées et de figurines des XIV^e et XV^e siècles. Il les a copiées dans deux registres du cartulaire de l'évêché de Limoges, conservés aux Archives départementales de la Haute-Vienne. Ils étaient cotés anciennement sous la rubrique : « *O Domina* » et « *Tuæ hodie* », et font actuellement partie de la série G. avec les numéros 9 et 11. Le premier porte la date de 1310 et le second celle de 1427. Le n^o 9 est d'une belle écriture gothique, toutes les capitales sont rouges ou bleues. Elles sont bien dessinées, mais avec une certaine timidité, qui est vraisemblablement un indice du grand âge du scribe. Certaines capitales sont ornées de figurines grotesques et un peu archaïques. Le n^o 9 possède au bas de plusieurs feuilles des mots de rappel inscrits dans des cartouches de formes bizarres et variées, décorés parfois de figures très curieuses et d'animaux fantastiques. Le beau travail calligraphique de M. Courtot termine la série des publi-

cations des spécimens de cet art conservés aux Archives du département de la Haute-Vienne.

M. André Demartial fait connaître qu'à l'exposition hispano-française d'art rétrospectif, ouverte en ce moment à Saragosse, l'œuvre de Limoges est représentée par une série de pièces importantes. Il cite, parmi les plus intéressantes, trois reliquaires ornés d'émaux champlevés du XIII^e siècle; la fameuse Vierge de la Vega de Salamanque (1240) en vermeil, ornée de pierreries et émaux de Limoges; un coffret en cuivre émaillé, provenant de l'Escorial; enfin, deux triptyques, l'un faisant partie du trésor de la cathédrale de Saragosse, attribué à un Reymond, et l'autre appartenant à l'église de Linarès, province de Teruel.

Ce dernier, dans le volet de droite, qui représente le miracle de sainte Véronique, porte le mot MARET, tracé en lettres bien visibles sur la jambe de l'un des personnages. C'est M. Emile Bertaux, professeur à la faculté des lettres de Lyon, critique d'art très apprécié, et auteur de remarquables ouvrages sur l'art ancien en Italie et en Espagne, qui a découvert cette inscription, restée inconnue jusqu'à ce jour. A la demande de M. Demartial, M. Bertaux a bien voulu soumettre à la Société la photographie de la portion du tryptique de Linarès, dans laquelle il pense avoir rencontré une signature inédite.

La Société est très flattée de l'obligeante communication de M. Bertaux, qui a l'intention de publier, dans la *Gazette des beaux-arts* du 1^{er} décembre prochain, un article très documenté sur l'art français à l'exposition de Saragosse, et nous donne ainsi la primeur de sa trouvaille.

L'intéressante question d'art soulevée par M. Bertaux mérite une discussion approfondie, qui pourra mieux se poursuivre quand son étude aura paru et après un minutieux examen de la reproduction en couleurs du triptyque complet.

M. Demartial fait observer d'ores et déjà et sans vouloir rien préjuger, que le mot « Maret » pourrait bien être une simple inscription et non une signature. Dans les dernières années du XV^e siècle, c'était un usage assez fréquent de placer sur les émaux en guise de décoration des lettres sans aucune suite. En outre, aucun des auteurs qui se sont spécialement occupés de l'œuvre de Limoges, n'a signalé un Maret, émailleur, et il ne paraît pas avoir existé autrefois à Limoges une famille de ce nom.

Il s'agit, dans tous les cas, d'une très belle pièce, qui se rapproche beaucoup de la manière des Pénicaud; il était fort utile de le faire connaître et le dernier mot n'est pas dit sur elle.

M. Demartial communique également à la Société deux documents provenant de la bibliothèque de M. Etienne Morel.

Dans un acte passé au château d'Isle, devant M^e Dauryat, notaire royal à Limoges, le 26 mai 1735, Mgr de l'Isle du Gast, évêque de Limoges, se porte caution de Dom Jean Brunier (1), religieux de l'ordre de Saint-Benoist, pour lui permettre de prononcer ses vœux dans l'abbaye de Saint-Pierre-d'Uzerche. Mgr de l'Isle du Gast figure dans l'acte comme évêque de Limoges et abbé de l'abbaye royale séculière et collégiale de Saint-Martial.

Il faut noter que Mgr de l'Isle du Gast est le seul évêque de Limoges ayant été en même temps abbé de Saint-Martial. D'après M. Ch. de Lasteyrie, cette nomination avait été faite par le cardinal Fleury, qui voulait ainsi mettre un terme aux procès entre l'abbaye et l'évêché.

Le second document présenté à la Société par M. Demartial est un marché passé entre M. Lamorélie des Biards, de Saint-Yrieix, et M. G. Pétiniaud, négociant, rue Ferrerie, à Limoges, en date du 24 mai 1785.

M. Lamorélie des Biards, vendait à M. Pétiniaud, la quantité de 3,000 mille quintaux d'antimoine « fondu et bien traité », livrable dans six ans à raison de 500 quintaux chaque année, le quintal payable à raison de 15 livres, pris à Saint-Yrieix, ou de 16 livres rendu à Limoges.

L'extraction de l'antimoine, abandonnée depuis plus d'un siècle, vient d'être reprise dans les mêmes gisements aux Biards, commune de Glandon, canton de Saint-Yrieix. Il serait intéressant de comparer les prix actuels avec ceux de 1785.

M. Grenier donne lecture d'un mémoire de M. Drouault; il a pour titre *Les émigrants marchois aux fortifications d'Embrun* (1693-94). De dossiers déposés aux Archives départementales de la Haute-Vienne (G. 364 à G. 370), et relatifs aux réhabilitations de mariages clandestins contractés en dehors des règles canoniques, M. Drouault a tiré des renseignements intéressants sur les émigrations d'ouvriers du pays fréquentes aux XVII^e et XVIII^e siècles; beaucoup de ces émigrants mouraient au loin, sans que les décès fussent constatés; de là, de grandes difficultés pour les familles, et surtout pour les veuves qui se remariaient sans produire de pièces régulières. L'autorité diocésaine faisait procéder à des enquêtes afin que ces unions fussent régularisées.

Invité à signaler les ouvrages nouveaux qui intéressent le Limousin, M. Grenier passe en revue les suivants .:

(1) Il est souvent question de ce personnage dans les registres de colations et insinuations ecclésiastiques, inventoriés récemment par M. A. Leroux (Arch. dép. de la Haute-Vienne, série G.).

Le Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, T. LVIII (1^{re} liv.), contenant les articles suivants :

Discours d'installation de M. Camille Jouhannaud, président de la Société; — Le Dolmen du Breuil, par René Fage; — Dolmens et Druides : Le Dolmen du Breuil (Haute-Vienne), par Franck Delage; — Histoire de Grandmont (suite), par A. Lecler; — Les tapisseries d'Aubusson au XIX^e siècle, par Cyprien Pérathon; — Pierre-Etienne Ventenat et le Lycée de Limoges, par L. de Nussac et Franck Delage; — Catalogue des artistes limousins, par Louis Guibert; — Inventaire sommaire des registres paroissiaux du Vigen de 1670 à 1792, par André Demartial; — Documents sur le canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles, publiés par Roger Drouault; — Nécrologie : M. Louvrier de Lajolais, par Camille Jouhannaud;

Le Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de Brive, t. XXX, 3^e livraison, où nous trouvons : Documents monastiques sur Tulle et Rocamadour, par J.-B. Champeval; Général de Briche, par L. et H. Dubousquet; — Saint-Julien le Vendonnais, par P.- J.-B. Joffre; — Titres et documents concernant le Limousin et le Quercy, par l'abbé Albe; — La grotte de la Font-Robert, par les abbés L. Bardou, A. et J. Bouyssou; — Remparts de Brive, par Julien Lalande; — François de Gain de Montaignac, évêque de Tarbes, par L. de Nussac; — Le chevalier de Montmaud et le baron de Commarque, par J. de Saint-Germain;

Le Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de Tulle, 2^e et 3^e livraisons, contenant : Le collège d'Ussel par René Fage; — Recherches de l'histoire civile et municipale de Tulle avant l'érection du Consulat, par G. Clément-Simon; — Mines et minières de la Corrèze, par V. Forot; — Titres et documents, par J.-B. Poulbrière.

Les Mémoires de la Société des sciences de la Creuse, t. XVI, (1^{ère} partie), où le docteur Villard commence une étude sur Saint-Christophe en Drouilles. Dans le même numéro se trouvent des notes sur la Cour-lez-Aubusson, par Cyprien Pérathon; — une notice sur l'abbaye d'Aubepierre, par H. Delannoy; — la fin du travail de M. Lacrocq, sur les sociétés populaires dans la Creuse pendant la Révolution; — la suite du compte rendu des fouilles au Mont de Jouer, par l'abbé Dercier;

La table générale des 15 premiers volumes du *Bulletin de la Société des Sciences de la Creuse*, par MM. Delannoy et Ducourtieux;

La Romania, où M. Thomas fait un compte rendu des *Mélanges Chabaneau*.

Le *Bulletin de la Société nationale des antiquaires de France* (1907), qui contient une étude de M. Fage sur les boiseries du Musée de Tulle. M. Fage a bien voulu nous envoyer un tirage à part de cette étude;

Le *Bulletin d'Auvergne* (n° 7, 1908), où M. Villiod publie un travail sur Condat-en-Combraille;

Lemouzi (septembre-octobre), où nous trouvons d'intéressants propos linguistiques, par Apicula; — la suite des poésies populaires du Limousin, publiées par MM. Chèze, Branchet et Plantadis, — ainsi qu'une étude de M. Masson de Saint-Félix sur Neuvic et la terre vicomtale de Ventadour.

Dans *Limoges Illustré* signalons : Camille Chabaneau, par A. Leroux; — l'Arnaud l'infant, chanson en dialecte limousin du XVII^e siècle; — la porte Barachaud à Uzerche, par P. Ducourtieux (numéro du 15 août 1908). — Petites notes sur Rochechouart, par le docteur Charbonnier; — M. Alfred Leroux, par M. Camille Gabiat; — le peintre Auguste Renoir, par L. de Nussac (numéro du 1^{er} septembre). — Une notice sur le catalogue du fonds limousin signée P. V.; — La grande peur et ses causes, par le docteur Marquet (numéro du 15 septembre).

M. Grenier présente ensuite à la Société les tirages à part des communications envoyées par MM. Drouault et Fage au *Bulletin historique et philologique*. M. Delage nous a également envoyé un extrait du *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, contenant son étude sur le Dolmen du Breuil (Haute-Vienne). Enfin M. Octave de la Roche-Sengennes a fait hommage à la Société de sa consciencieuse monographie de Saint-Ybard, dont la partie philologique contient malheureusement des étymologies complètement erronées.

M. Leroux fait connaître par lettre que les Archives de la Haute-Vienne ont eu, au commencement d'août dernier, la visite de M. le docteur Wiederhold, que l'Académie de Göttingue a chargé de recueillir dans tous les pays romans les bulles pontificales antérieures au XIII^e siècle. M. Wiederhold a passé huit jours dans notre dépôt départemental et a rencontré une vingtaine de bulles, dont plusieurs en originales; elles figureront dans le recueil général que publie l'Académie de Göttingue. Plusieurs de ces bulles ont été déjà imprimées dans notre *Bulletin*. Dans les dépôts de Tulle et de Guéret, M. Wiederhold n'a trouvé que 3 ou 4 bulles antérieures à 1200.

M. Leroux nous a également fait savoir que M. E.-C. Valade, notaire à Bellac, a fait aux Archives du département le dépôt conditionnel de ses minutes anciennes (de 1642 à 1800), provenant

de douze études différentes (Bellac, Saint-Bonnet, Oradour-sur-Glane, Nantiat, Blond, Mortemart, etc.). Cet exemple mériterait d'être suivi.

Le Président annonce aux membres de la Société que le monument érigé au cimetière de Louyat, à Limoges, à la mémoire de Louis Guibert, est complètement terminé. L'inauguration pourra avoir lieu dans le courant du mois de novembre.

La séance est levée à dix heures et demie.

Pour le Secrétaire général, par délégation,
Paul-Louis GRENIER.

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE 1908

Présidence de M. Jules Tixier, vice-président

Présents : MM. de la Bastide, Aubert Berger, Bouchart, Boulaud, Courtot, Demartial, Didier, Ducourtieux, Grenier, l'abbé Jorrand, Laguérène, Sauvadet.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

Au début de la réunion, le Président présente :

Comme membres titulaires :

M. A. Petit, archiviste de la Haute-Vienne, présenté par MM. Leroux et Grenier ;

M. Canet, vice-consul de Bolivie, directeur de la *Plume sténographique*, présenté par MM. Ducourtieux et Charles Jouhannaud ;

M. Breuil, architecte, présenté par MM. Bouchart et Jules Tixier ;

M. Chigot, peintre-verrier à Limoges, présenté par MM. Jouhannaud et Ducourtieux ;

M. Edouard Chaisemartin, au château de Gigondat par Isle, présenté par MM. Jules Tixier et André Demartial ;

M. Depelley, éditeur à Limoges, présenté par MM. le Dr Boulaud et Lagrange ;

M. Dartou, photographe à Limoges, présenté par MM. Aubert Berger et Ducourtieux.

Comme membres correspondants :

M. Joseph-Paul Vidaud, comte du Dognon de Pomerait, présenté par MM. de Corbier et Boulaud ;

M. Pierre Gaumy, à Paris, rue d'Orléans, 8, présenté par MM. le chanoine Lecler et Boulaud.

M. Tixier, après avoir rappelé la cérémonie de l'inauguration du monument de Louis Guibert, qui a eu lieu le 15 novembre au cimetière de Louyat, donne lecture de plusieurs lettres d'excuses adressées au président de la Société par des personnes qui n'ont pu y assister, et notamment par MM. Léopold Delisle et R. de Lasteyrie, membres de l'Institut, membres honoraires de la Société archéologique; Mgr Renouard, évêque de Limoges; M. René Fage, président honoraire de la Société; M. Camille Gabiat, président de la Société des Archives historiques; M. Delannoy, président de la Société de la Creuse; M. Dujarric-Descombes, vice-président de la Société du Périgord; MM. René Jodard, Adrien Delor, baron de Corbier, Etienne Besse, Henri de la Chapelle, Précigou, Louis de Nussac, de Lépinay, docteur Bouchart, Bonnaud.

BIBLIOGRAPHIE. — Invité à donner connaissance des publications adressées à la Société depuis la dernière séance, M. Grenier signale les suivantes :

Lemouzi, numéro de novembre 1908, contenant plusieurs articles intéressant la région, notamment : Les conspirateurs de l'an X, par M. Jean Dutrech; des documents sur le costume limousin, par M. André Montaudon; Countes popularis del Lemouzi, signés Silogrie, etc.;

Limoges-Illustré, du 15 novembre 1908, où l'on doit signaler un article de M. Paul Ducourtieux, sur M. le chanoine Lecler, l'un des présidents honoraires de la Société, qui vient d'obtenir une médaille d'honneur de la Société d'encouragement au bien. L'auteur, rendant hommage aux qualités de notre distingué confrère, indique ses principaux travaux dans le domaine de l'histoire locale et de l'archéologie;

Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, tome XXXV, année 1907, contenant une note élogieuse sur Mgr Rougerie, le savant évêque de Pamiers, décédé en 1907, membre honoraire de la Société archéologique du Limousin;

Bulletin d'Auvergne, du mois d'août 1908, avec la suite d'une étude de M. F. Villiod, sur Condat-en-Combraille et ses environs, du XIV^e siècle à nos jours;

Revue scientifique du Limousin des 15 octobre et 15 novembre 1908, où il faut relever entre autres articles, celui consacré par M. Le Gendre à « Nos œuvres forestières », et différentes informations scientifiques limousines.

Quelques heures avant la séance, un certain nombre de

sociétaires ont répondu à la gracieuse invitation de M. Blancher, et ont visité son atelier d'émaillerie. Notre confrère a bien voulu nous fournir de nombreuses et utiles explications relatives à son art. Joignant la pratique à la théorie, il a exécuté, en présence de ses visiteurs, plusieurs travaux de cuisson de ses émaux peints. Tous ont été vivement intéressés et le Président adresse à M. Blancher les remerciements des sociétaires présents.

M Tixier fait don à la Société des deux ouvrages suivants :

1^o Connaissance de la langue française, considérée sous le seul rapport de l'orthographe, par Sauger-Préneuf, professeur de grammaire générale à l'Ecole centrale de la Haute-Vienne, dédiée au citoyen Pougeart-Dulimbert, préfet de la Haute-Vienne;

2^o L'Histoire de la barbe chez divers peuples et plus particulièrement chez les Français, par le même auteur.

M. Tixier conseille aux sociétaires d'offrir les ouvrages qu'ils pourraient posséder en double, à la Société.

Certaines mesures d'ordre intérieur sont décidées, en vue d'un classement définitif des archives.

COMMUNICATIONS. — M. A. Demartial présente à la Société l'original d'une pétition, en date du 21 prairial an II, en faveur de Pétiniaud-Beaupeyrat, attestant qu'il a préservé le département de la famine et s'est comporté en ami de la liberté. Ce qui donne une valeur particulière à ce document, c'est qu'il est signé de quatre cents notables ou commerçants de Limoges, dont les descendants existent en notre ville.

M. Ducourtieux signale diverses trouvailles faites au cours des travaux qu'on exécute actuellement au portail Imbert. C'est d'abord une base de colonne avec des moulures gallo-romaines, puis des sarcophages avec tête ménagée, presque tous brisés, qui remontent au XIII^e siècle. Les ouvriers ont encastré dans le mur des pierres ayant appartenu aux maisons démolies, et portant des millésimes du XVIII^e siècle.

M. Ducourtieux a reçu de M. Dujarric-Descombes, pour l'offrir à la Société, communication d'une lettre du marquis François-Joseph Beupoil de Sainte-Aulaire, gouverneur du Limousin, datée du 18 septembre 1716. Elle témoigne des bonnes relations que le poète entretenaient avec la belle-mère de son fils, la marquise de Lambert, dont l'hôtel était, à Paris, une espèce d'académie, où s'assemblaient régulièrement les personnes les plus recommandables par leurs talents. Cette lettre était adressée à Nicolas Desmarests, contrôleur général des finances, propriétaire dans la Marche d'une terre que voulait acheter M^{me} Lambert; elle se rapporte à ce marché.

M. le capitaine de La Bastide expose que, chargé d'un travail se rattachant à l'histoire des bataillons de la Haute-Vienne, il a dû faire des recherches sur les bataillons levés en 1791. Il se propose de présenter à la Société une communication plus complète, mais dès aujourd'hui, il tient à constater que l'historique du 1^{er} et du 2^{ème} bataillon limousin est très flatteur pour notre amour-propre.

M. Sauvadet communique et offre à la Société une intéressante collection de photographies artistiques, dont il est l'auteur. Elles reproduisent le monument élevé à Louis Guibert, les émaux de la cathédrale, plusieurs détails de l'immeuble du portail Imbert, autrefois occupé par les Sœurs de la Croix. Ces documents présentent de l'intérêt au point de vue historique et archéologique. Le Président, au nom de la Société, remercie M. Sauvadet.

LECTURES. — M. Grenier donne lecture de la suite d'un travail de M. Alfred Leroux, sur la géographie du Limousin.

L'auteur s'attache à démontrer le sens du mot province et constate que les dénominations « province du Limousin, province de la Marche », se dépouillèrent peu à peu de toute signification administrative pour prendre simplement une valeur d'usage, un sens historique qui rappelait le dernier état féodal des territoires incorporés. Il étudie la Marche et le Limousin sous l'ancien régime, leurs frontières communes, la Haute et Basse-Marche et leurs frontières communes, le Haut et Bas-Limousin et leurs frontières communes.

Les secrétaires du roi étaient des officiers de la grande chancellerie qui avaient le droit d'expédier les lettres et autres actes royaux, et d'assister au sceau. Leur nombre, primitivement fixé à 60, sera plusieurs fois augmenté; en 1789, il y en avait 294. Il y avait, en outre, répandus dans le royaume, un grand nombre de secrétaires du roi dont le titre était surtout nominal, mais qui achetaient leurs charges pour en obtenir certains avantages, tels que l'anoblissement et certaines franchises ou privilèges. Le prix de ces charges était très élevé.

M. A. Demartial, en étudiant les dossiers réunis par M. Astaix et dont M. Morel est actuellement détenteur, a retrouvé les pièces relatives à l'acquisition, en 1779, d'une de ces charges de secrétaire du roi par Jacques Pétoniaud, seigneur de Beaupeyrat, de Puynège, de Juriol et autres lieux, né en 1714. De son mariage avec Jeanne Mallevigne, il eût plusieurs enfants, dont Jean-Baptiste Pétoniaud de Beaupeyrat, maire de Limoges en 1789. Quand Jacques Pétoniaud voulut acheter la charge de secrétaire du roi, il était chef d'une importante maison de banque, rue

Ferrerie, ancien juge, ancien syndic du commerce et consul de la ville de Limoges. Un certain M. Gentil, demeurant à Paris, s'interposait pour la vente des charges de secrétaire du roi. Pour traiter avec lui, il suffisait de donner pouvoir à un mandataire, de déposer l'extrait de son baptême et un certificat de catholicité portant qu'on avait satisfait à son devoir pascal. Après d'assez longs préliminaires relatifs au marché, une charge de secrétaire, ressortissant de la cour de Montpellier, fut vendue moyennant 72,000 livres par l'intermédiaire de Gentil, qui mit comme condition qu'il toucherait une gratification de 15 louis. M. Pétniaud avait alors 65 ans. La prestation de serment eut lieu le 30 septembre 1779, à Limoges, entre les mains de Joseph Grégoire de Rouilhac, écuyer, conseiller secrétaire du roi, lieutenant-général civil et de police de la sénéchaussée et siège présidial de Limoges. La charge produisait 3,246 livres 6 sols 8 deniers de gages, sur lesquels le fisc opérait une retenue de $1/20^e$ et de deux sols par livre. M. Demartial termine son étude par un exposé détaillé des frais entraînés par l'acquisition de cette charge, et s'élevant à 7,139 livres 18 sols 10 deniers.

M. Tixier donne un aperçu d'une étude qu'il a faite sur les portails des églises limousines.

Parmi les éléments qui peuvent caractériser l'école d'architecture limousine aux XII^e et XIII^e siècles, on peut citer comme les plus essentiels les portails et les clochers.

Les données des portails qu'analyse l'auteur ne sont pas uniformément reproduites dans toutes les églises du Limousin, mais elles en procèdent pour la plupart.

Le portail se définit surtout en ce que la porte constitue aussi le porche par l'extension normale de la voussure supérieure, voussure qui se prolonge en voûte en avant du mur de façade et retombe sur les contreforts qui en diminuent les jambages. Il ne serait point surprenant que cette arcature, que l'on a merveilleusement décorée par la suite et à laquelle on a donné une élégance rare, ne doive son origine à la consolidation des désordres provoqués dans la construction par le vide de la porte. L'évolution de ce motif artistique prend une telle importance que les autres détails passent inaperçus. Néanmoins, la porte conserve toujours son élégance par l'étagement concentrique des voussures des colonnes qui la décorent.

| Seule la composition de la façade est altérée par un agrandissement de la porte. Aussi le portail est-il généralement placé sur une des faces latérales du monument, où il est beaucoup mieux en valeur.

Parmi les exemples les plus simples, citons : Compreignac, Nedde, Solignac, Bénévent, puis Lagraulière, Beaulieu, Cahors, Moissac, qui constituent comme l'apogée de ce motif. L'on ne sait lequel l'emporte de ces derniers chefs-d'œuvre, tant leur maîtrise est incontestable.

M. Tixier, à l'appui de son étude, montre plusieurs dessins de portails d'église de la région.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le secrétaire adjoint,

René LAGUÉRENNE

SÉANCE DU 29 DÉCEMBRE 1908

Présidence de M. Camille Jouhanneau, président

Présents : MM. A. Berger, J. Boulaud, Courtot, Didier, Ducourtieux, P.-L. Grenier, l'abbé Jorrand, Laforgue, Laguérène Olivier, Ruchaud, Sauvadet, Tixier, P. Vandermarcq, l'abbé Varachaud.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté, après quelques rectifications.

Il est procédé aux élections des candidats présentés comme membres titulaires ou membres correspondants à la dernière séance.

Sont nommés membres titulaires :

M. Petit, archiviste de la Haute-Vienne, présenté par MM. Leroux et Grenier ;

M. Canet, vice-consul de Bolivie, présenté par MM. Ducourtieux et Charles Jouhanneau ;

M. Breuil, architecte, présenté par MM. Bouchart et J. Tixier ;

M. Chigot, présenté par MM. Jouhanneau et Ducourtieux ;

M. Depelley, présenté par MM. le Dr Boulland et Lagrange ;

M. Dartou, présenté par MM. A. Berger et Ducourtieux ;

M. E. Chaisemartin, présenté par MM. Tixier et Demartial.

Sont nommés membres correspondants :

M. Gaumy, présenté par M. le chanoine Lecler et M. Boulaud ;

M. Vidaud, comte du Dognon de Pomerait, présenté par M. le baron de Corbier et M. Boulaud.

M. le Président annonce aux sociétaires la présentation de

trois nouveaux candidats qui demandent leur admission comme membres titulaires :

M. l'abbé Moussard, curé-doyen de Nexon, est présenté par MM. E. Roche et P.-L. Grenier ;

M. le commandant Colein est présenté par le capitaine de la Bastide et M. Ducourtieux ;

M. Gustave Donnet est présenté par MM. P. Vandermarcq et R. Gérard.

Il sera statué sur ces présentations à la prochaine séance.

Le départ de M. Leroux, secrétaire général et bibliothécaire-archiviste, rendant urgente la nomination d'un nouveau secrétaire général et d'un bibliothécaire-archiviste, M. Laguérène, secrétaire adjoint, est élu secrétaire général et M. Petit, bibliothécaire-archiviste.

M. Didier, est, au même tour de scrutin, adjoint comme bibliothécaire aux titulaires déjà en fonctions.

M. P.-L. Grenier est ensuite élu secrétaire adjoint, en remplacement de M. Laguérène, et M. J. Boulaud est appelé à remplacer M. Grenier comme membre du comité de publication.

M. le Président propose la nomination de M. Leroux comme membre d'honneur ; cette distinction est due, dit-il, à notre ancien secrétaire général en raison des immenses services rendus par lui à l'érudition limousine pendant trente années. A l'unanimité et par acclamation, M. Leroux est élu membre d'honneur.

Le Président rappelle que le prochain Congrès des sociétés savantes s'ouvrira à Rennes le 13 avril prochain ; il fait distribuer des exemplaires du programme envoyé par le ministère. Ce programme contient des questions fort nombreuses pour les différentes sections du congrès et intéressantes même pour notre région.

MM. Depelley et Paul Ducourtieux sont ensuite désignés pour assister à l'inauguration du monument Vinet, à Barbezieux.

M. Sauvadet présente diverses photographies d'anciens plans de Limoges, qu'il donne à la Société. — M. Didier communique un curieux document concernant un conflit ayant trait à la distribution du pain béni à Ussel entre 1703 et 1717.

M. Boulaud signale à la Société diverses découvertes qui ont été faites à Châteauneuf-la-Forêt et à Saint-Priest-Taurion. La *Gazette du Centre* en a rendu compte dans le numéro du 24 octobre 1908 et dans celui du 2 décembre.

Le Président signale une étude de M. Richard, juge suppléant au tribunal civil de Limoges, sur *les souterrains-refuges*. Cette étude a été publiée par le *Bulletin* de la société le Dolmen-club de

Bellac (1908, 2^e livraison). Dans ce travail, d'une portée générale, l'auteur parle cependant des principaux souterrains-refuges connus dans l'arrondissement de Bellac et fait allusion aux visites accomplies par les membres de notre Société pendant l'été dernier, dans les souterrains-caves de Limoges.

Le travail de M. Richard offre beaucoup d'intérêt, car la question est parmi nous à l'ordre du jour et doit être traitée prochainement par M. Delage, qui s'occupe de spéléologie avec tant de compétence.

Invité à énumérer les publications intéressant la Société, M. Grenier passe en revue :

La *Romania* (octobre 1908), où notre confrère et compatriote, M. Antoine Thomas, a inséré divers articles. M. Paul Meyer, directeur de l'école des Chartes, fait paraître aussi dans ce numéro, un article nécrologique sur Camille Chabaneau ;

Le *Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais* (2^e trimestre 1908), contenant une étude de M. Huet, sur une romance composée en l'honneur de Jeanne d'Arc par Lazare Carnot ;

Le *Lemouzi* (décembre 1908), où nous trouvons un travail sur Uzerche en 1814, par R. Materre, et la suite des poésies de MM. Chèze, Branchet et Plantadis ;

Limoges-Illustré (numéros du 1^{er} et du 15 décembre 1904), où M. Ducourtieux rend compte de l'inauguration du monument élevé à la mémoire de Louis Guibert.

Ces numéros contiennent aussi les articles suivants :

Le centenaire de Michon, par Dactylophile. Le général Altmayer par E. Fusade. Le canal de jonction de la Vienne à la Charente, par P. Ducourtieux. La grande peur, ses causes (suite et fin), par le docteur Marquet.

M. Grenier signale enfin l'envoi du tirage à part de l'étude de MM. de Nussac et Delage sur Ventenat et le lycée de Limoges, et de celle de M. Dujarric-Descombes sur le château de la Tour-Blanche (Dordogne).

M. Aubert Berger lit une communication de M. André Demartial qui s'est fait excuser de ne pouvoir assister à la séance.

M. Demartial rappelle qu'il existe deux recueils précieux à consulter pour ceux qui désirent étudier l'histoire de la période révolutionnaire dans notre région : la *Bibliographie de l'histoire de la Révolution dans la Haute-Vienne*, par M. Fray-Fournier, et les *Sources de l'histoire de la Haute-Vienne pendant la Révolution*, par M. Alfred Leroux.

Bien que le nombre de documents imprimés, cités par ces deux auteurs, soit considérable, il en existe encore d'inédits et M.

Demartial a eu la bonne fortune d'en rencontrer plusieurs dans la bibliothèque de M. Etienne Morel. Il en a communiqué une quinzaine à M. Leroux, assez à temps pour qu'il put les incorporer dans son ouvrage. Depuis cette époque il en a retrouvé dix-sept autres qui ne figurent pas dans les travaux des auteurs précités.

M. Demartial donne un rapide aperçu de ces documents dont il a résumé la teneur en suivant pour leur classement l'ordre adopté par MM. Fray-Fournier et Leroux. Ils peuvent figurer dans les catégories suivantes : « Actes du conseil général du département. Actes de la municipalité de Limoges. Détails de l'administration locale; subsistances et approvisionnements; comité de Salut public; chansons ».

L'insertion dans un des bulletins de la Société de ces analyses sommaires pourra constituer une contribution à l'ensemble des indications bibliographiques déjà données.

M. Camille Jouhanneaud, donne lecture d'une notice sur un écrivain et généalogiste d'origine marchoise, Jean-Baptiste L'Hermite ou de L'Hermite, frère cadet du poète Tristan L'Hermite, beaucoup moins connu que ce dernier et qui n'eut pas, comme lui, son heure de célébrité. Cette notice a surtout un caractère bibliographique, car les renseignements en sont empruntés, pour la plupart, à un important ouvrage sur Tristan, dû à la plume d'un professeur de l'Université de Paris, M. Bernardin, ainsi qu'à un article du même auteur sur Jean-Baptiste, paru dans la *Revue de Paris* (juillet-août 1897).

Bien que l'ouvrage et l'article ne soient pas tout à fait récents, le sujet ne semble pas en avoir moins d'intérêt, surtout en ce qui touche Jean-Baptiste, dont les historiens locaux et les biographies générales ont fait à peine mention.

Il y a quelques années, dans une communication faite à la Société, M. Jouhanneaud avait déjà parlé de ce personnage, rappelé ses origines et esquissé un historique de la branche de la famille de L'Hermite, à laquelle il se rattache. Il complète aujourd'hui l'étude de sa physionomie assez originale, d'après les travaux de l'auteur, dont il vient d'être parlé. Fils de Pierre, seigneur de Solier, près de Janailhat en Marche, et d'Elisabeth Miron, qui était de la famille des Miron, médecin des derniers Valois, Jean-Baptiste avait reçu comme son frère une instruction assez complète, mais il commit des écarts de conduite qui le brouillèrent avec les siens et se mésallia en épousant une comédienne d'un certain talent, Marie Courtin, dite de la Dehors, cousine germaine de Madeleine Béjard. Depuis lors, il mena une

existence mouvementée et fort aventureuse, s'essayant successivement à la poésie, à la composition de pièces de théâtre, puis à des travaux historiques qui ne paraissent pas lui avoir été d'un grand profit, cherchant surtout par tous les moyens à sortir de la fausse position où il s'était mis par son mariage et à reconquérir son rang social. Il y parvint vers la fin de sa carrière, en mariant sa fille avec le vieux comte de Modène et après toutes sortes de péripéties au cours desquelles il exerça divers métiers, notamment ceux de comédien, de courtier et de vendeur de jetons. Esprit ingénieux, caractère souple et intrigant, Jean-Baptiste avait fini par trouver dans les travaux de généalogie un moyen assez facile et sans doute lucratif de flatter les vanités des hommes de son temps, afin de s'attirer des sympathies et des protections; il est l'auteur d'un assez grand nombre d'ouvrages de cette nature, mais leur autorité est souvent suspecte. Il mourut en 1671. Si Jean-Baptiste de L'Hermite ne peut figurer dans une galerie de nos hommes célèbres, il n'en est pas moins une personnalité assez caractéristique de l'époque de transition où il a vécu.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le secrétaire adjoint,

Paul-Louis GRENIER.

TABLE MÉTHODIQUE

Société archéologique et historique du Limousin

Discours d'installation de M. Camille Jouhanneaud, nommé président de la Société, 3 ; p.-v. 616.

Mgr Gilbert et M. G. Clément-Simon sont nommés membres honoraires, p.-v. 622.

Nominations de membres du bureau, p.-v. 639.

Nomination de délégués de la Société au Congrès de l'Arbre et de l'Eau, à Guéret, p.-v. 622.

Désignation de délégués à l'inauguration du monument Vinet, à Barbezieux, p.-v. 639.

Situation financière de la Société en 1907, p.-v. 611.

Lettre de M. Leroux, annonçant son départ de Limoges, p.-v. 647.

Ouvrages de Sauger-Préneuf, offerts par M. Jules Tixier, p.-v. 633.

Vœu en faveur du dépôt à leur mairie de l'autel gallo-romain, à Berneuil ; de la pierre de Saint-Martin et de son piédestal, aux Billanges, p.-v. 633.

Vœu en faveur du classement de l'église du Chalard, p.-v. 643.

Congrès des Sociétés savantes, à Paris. Lectures faites par les membres de la Société, p.-v. 627.

Congrès des Sociétés savantes, à Rennes, p.-v. 648, 639.

Inauguration du monument Louis Guibert, discours de M. C. Jouhanneaud, 602 ; p.-v. 633, 634.

Excursions au Chalard et à Jumilhac, p.-v. 627, 642.

Visite au Lycée Gay-Lussac. Le rétable, les tableaux, p.-v. 613.

Visite à l'atelier d'émaillerie de M. E. Blancher, p.-v. 634.

Sciences auxiliaires de l'histoire

Bulles pontificales antérieures au XIII^e siècle et M. le D^r Wiederhold, par M. A. Leroux, p.-v. 632.

Haute-Vienne (Carte archéologique de la), dressée par Allou, p.-v. 632.

Notre-Dame du Pont (Cartulaire de), par M. A. Thomas p.-v. 641.

Adhémar de Chabannes (Remarques sur la Chronique d'), par M. L. Alphen, p.-v. 644.

Saint-Junien, état topographique des églises, maisons, jardins et autres lieux de la ville et faubourgs, par le chanoine Jean Collin, comm. de M. J. Tixier, p.-v. 626.

Eymoutiers (Manuscrits sur), par l'abbé, comm. de M. J. Tixier, p.-v. 642, 644.

Pénitents blancs de Limoges (Manuscrits des), offerts par M. de Lajolais au Musée Adrien Dubouché, p.-v. 639.

Minutes de M. E.-C. Valade, notaire à Bellac, déposées aux archives, par M. A. Leroux, p.-v. 632.

Recueil des antiquités de Limoges, par Jean de Lavaud, appartenant à M. Baillot d'Etiveau, par M. J. Boulaud, p.-v. 639.

Imprimés de la période révolutionnaire, provenant du cabinet de M. Astaix, par M. A. Demartial, p.-v. 634, 661.

Impôts (Les), par Quesnay, avec notes de Turgot, publié par M. G. Schelle, p.-v. 642.

Photographies de divers monuments de Limoges, par M. Sauvadet, p.-v. 636.

Photographies d'anciens plans de Limoges, par M. Sauvadet, p.-v. 639.

Inscription en langue romane du XIII^e siècle, découverte dans l'église de Solignac (Amiel), par M. J. Tixier, p.-v. 620.

Sceaux et cachets anciens du Limousin, par M. A. Demartial, p.-v. 640.

Histoire proprement dite

Géographie historique du Limousin (Creuse, Haute-Vienne, Corrèze) depuis les origines jusqu'à nos jours, par M. A. Leroux, 363; p.-v. 646, 656.

Généralité de Limoges. Correspondance des intendants, 1678 à 1687. Doc. comm. par M. E. Lyon, 588.

Dragons de Fimarcon à Limoges, p.-v. 618.

Tourny (Une correspondance inédite de M. de), intendant de la Généralité de Limoges en 1740. Doc. comm. par M. A. Demartial, 550; p.-v. 625.

Limoges. Les consuls de la Cité en 1418, par M. A. Thomas, 526; p.-v. 632.

— Quartier du Verdurier et du Puy-Vieille-Monnaie, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 614.

— Caves du Grand-Séminaire (ancienne abbaye de La Règle), de la Préfecture (ancien palais du Breuil), par M. A. Leroux, p.-v. 636.

— Anciennes caves, par M. F. Delage, p.-v. 645.

— Enceinte du Château, sa démolition boulevard Montmailler, p.-v. 644.

— Tour de l'enceinte du Château, boulevard Montmailler, par M. P. Chabrol, p.-v. 648.

— Portail Imbert. Découvertes faites dans sa démolition, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 635.

— Etymologie du nom de Pisseva-che, donné à l'une des portes du Château de Limoges. *Porta ster-coris*. Porte de Las Cossas, dans la Cité, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 618.

— Couvent des Grands-Carmes en démolition, par M. A. Berger, p.-v. 624, 636.

— Cloître et chapelle de la Visitation, par M. A. Leroux, p.-v. 635.

— Chapelles de Saint-Augustin et du Lycée. Maisons portant des dates à Limoges, par M. A. Leroux, p.-v. 637.

— Chapelle du Lycée Gay-Lussac, par M. F. Delage, p.-v. 644.

— Maison dite des Templiers, par M. Laforgue, p.-v. 617.

Arnac-la-Poste. Arpentage du chemin royal entre Montmagnier et

- Mortierolles, 1748. Doc. comm. par M. R. Drouault, 258.
- Bail du droit de vigerie d'Arnac-la-Poste, Vitrat et Saint-Hilaire-la-Treille, 1766. Doc. comm. par M. R. Drouault, 260.
- Lussac-les-Eglises. Lettres de Louis de La Trémoille pour accenser ses terres, 1459. Doc. comm. par M. R. Drouault, 268.
- Prêcompte pour régler et partager la succession de Louis I de La Trémoille, 1484. Doc. comm. par M. R. Drouault, 269.
- Accensement par le commandeur de l'Expardelière, 1383. Doc. comm. par M. R. Drouault, 267.
- Lettres patentes réunissant la justice de Brigueuil-le-Chantre à Lussac-les-Eglises, 1785. Doc. comm. par M. R. Drouault, 286.
- Mailhac. Extraits des archives royales de Turin concernant Mondon, Bridiers, etc., 1358-1534. Doc. comm. par M. R. Drouault, 288.
- Notoriété fixant le sens des mots Ebeaupin et Epinas, 1779. Doc. comm. par M. R. Drouault, 291.
- Saint-Hilaire-la-Treille. Assemblée des habitants pour la taille, 1755. Doc. comm. par M. R. Drouault, 294.
- Saint-Léonard. Décapitation de Gilles Petit à Saint-Léonard en 1473, par M. A. Thomas, p.-v. 613.
- Saint-Martin-le-Mault. Marché pour amener des juments de Bretagne, 1583. Doc. comm. par M. R. Drouault, 293.
- Saint-Sulpice-les-Feuilles. Arrêt du Parlement maintenant les seigneurs de La Terre-aux-Feuilles dans leurs droits de justice, 1401.

Doc. comm. par M. R. Drouault, 252.

Vigen (Le). Inventaire des registres paroissiaux de 1670 à 1792 (avec table spéciale), par M. A. Demartial, 210.

Histoire religieuse

Diocèse de Limoges (Histoire sommaire du), par M. A. Leroux, p.-v. 619.

Evêché de Limoges (Accord relatif aux revenus et aux droits de l') entre Raymond de Pérusse, évêque de Mende, et Hugues de Roffignac, évêque de Limoges. Doc. comm. par M^{me} de Roffignac, p.-v. 639.

Evêque de Limoges et abbé de Saint-Martial, Mgr de l'Isle du Gast se porte caution pour Dom Jean Brunier, bénédictin (1735), par M. A. Demartial, p.-v. 650.

Prêtres limousins devant le Tribunal révolutionnaire de Paris, par M. le chanoine A. Lecler, p.-v. 639.

Grandmont (Histoire de l'abbaye de) (suite), par M. le chanoine A. Lecler, 44, 431.

Prêtres communalistes de Saint-Julien-d'Arnac. Réception de J.-B. Plaignaud, 1759. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 259.

Déclaration de Jean Castille, curé de Saint-Sulpice-les-Feuilles, concernant les biens de main-morte, 1690. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 258.

Conflit pour la distribution du pain bénit à Ussel, entre 1703 et 1717, par M. Didier, p.-v. 699.

Ostensions, d'après le journal de M. Demaillason, avocat à Mont-

morillon (1643-1694). par M. P.-L. Grenier, p.-v. 618.

Chapelle domestique du Gilardeix. Requête de Verthamont, baron de Chalucet, pour être autorisé à la bâtir. Doc. comm. par M. A. Leroux, 594.

Histoire de la noblesse

Lettres d'anoblissement de Léonard Martin, 1462. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 261.

Maintenue de noblesse pour Louis Martin, seigneur de La Goutte-Bernard, 1634. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 264.

Histoire de l'Instruction publique

Etudiants limousins à l'Ecole de médecine de Montpellier à la fin du XVIII^e siècle, par le D^r Bouchart, p.-v. 628.

Ventenat (Pierre-Etienne) et le Lycée de Limoges, par M. Franck Delage, 107; p.-v. 620.

Institutions et établissements charitables

Hôpital de Lussac-les-Eglises, sa fondation, testament de François de Bourdelle, 1677. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 274.

— Assemblée des habitants acceptant l'établissement de l'hôpital, 1701. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 581.

— Ordonnance de l'évêque de Limoges autorisant l'établissement de l'hôpital, 1701. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 283.

— Lettres patentes du roi autorisant la fondation de l'hôpital, 1702. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 285.

Histoire militaire

Régiment de Saint-Germain-Beaupré (L'habillement et l'équipement du), de 1702 à 1714), par M. Roger Drouault, 515; p.-v. 646.

Bataillons limousins (1^{er} et 2^e) en 1791, par M. de La Bastide, p.-v. 656.

Plaque de baudrier du Loyal-Emigrant, par M. Joseph Boulaud, p.-v. 624.

Drapeau donné par Napoléon au département de la Haute-Vienne, par M. A. Demartial, p.-v. 621.

Drapeau de la légion du Lonzac (Corrèze), par M. P.-L. Courtot, p.-v. 632.

Sciences physiques et naturelles Médecine, Hygiène

Navigation aérienne en 1775, d'après le « Philosophe sans prétention ou l'homme rare », par M. D.-L.-F., comm. de M. Collet, p.-v. 640.

Antimoine (Vente d') par Lamorélie des Biards, de Saint-Yrieix, à G. Pétiinaud, négociant à Limoges, 1785, par M. A. Demartial, p.-v. 650.

Agriculture, Industrie, Commerce

Généralité de Limoges. Documents relatifs au commerce et à l'industrie, 1730 à 1787. Procès-verbaux du Conseil de commerce, 1730. Doc. comm. par M. Ernest Lyon, 574; p.-v. 613.

Papeteries du Limousin (Arrêt portant règlement pour les), 1730. Voy. Généralité de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 578, p.-v. 628.

Limoges. Rapport fait au Conseil de commerce sur l'Assemblée de com-

merce tenue à Limoges, 1731-1732. Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 585, 586.

— Contestation entre les gardes-jurés des marchands de Limoges et le s^r Dnrand de Boscheron, marchand du dit lieu, 1747. Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 586.

— Requête des marchands de Limoges demandant la création de deux offices de courtier dans leur ville, 1787. Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 587.

Tulle. Rapport fait au Conseil de commerce sur l'Assemblée de commerce tenue à Tulle, 1731. Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 584, 586.

Rancon. Requête du seigneur et des habitants demandant l'établissement de deux foires, 1787. Voy. Gén. de Limoges, Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 588.

Emigrants marchois aux fortifications d'Embrun, 1693-94, par M. Roger Drouault, p.-v. 650.

Guéret. Commerce des porcs à Guéret au XV^e siècle, par M. A. Thomas, p.-v. 619.

Contrat d'apprentissage de Maureil Bertrand, cartier, 1735. Doc. comm. par M. André Demartial, 598 ; p.-v. 644.

Contrat d'apprentissage de Philibert Lejeune, boulanger, 1735. Doc. comm. par M. A. Demartial, 599, p.-v. 644.

Mœurs, usages

Mœurs des Limousins, d'après la « Maison rustique » de Ch. Estienne,

1533, par M. Camille Jouhannaud, p.-v. 630.

Mariage pour sept ans au comté d'Armagnac, par M. Aubert Berger, p.-v. 617.

Registre de famille de Pierre Paignon, notaire et praticien de Saint-Yrieix, par M. A. Leroux, 544, p.-v. 639.

Saint-Priest-sous-Aixe. Droits d'usage des habitants de Saint-Priest-sous-Aixe dans la forêt d'Aixe, par M. P. Garrigou-Lagrange, p.-v. 628.

Archéologie et Beaux-Arts

Artistes limousins (Catalogue des), par M. L. Guibert, p.-v. 119.

Découvertes faites à Châteauneuf-la-Forêt et à Saint-Priest-Taurion, par M. J. Boulaud, p.-v. 659.

Dolmen du Breuil (Le), commune de Verneuil, par M. René Fage, 14 ; p.-v. 615.

Dolmens et Druides (Le Dolmen du Breuil), par M. Franck Delage, 17 ; p.-v. 615.

Forts vitrifiés de la Creuse, par M. F. Autorde, p.-v. 645.

Souterrains-refuges, par M. Richard, p.-v. 659.

Cachets d'oculistes romains, signalés par M. Espérandieu, par M. le D^r Bouchart, p.-v. 628.

Autel gallo-romain, à Berneuil, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 635.

Statues de l'époque gallo-romaine au Musée national Adrien-Dubouché, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 635.

Piédestal gallo-romain, à Jabreilles, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 635.

Architectes de Limoges. (Voy. Cat. des artistes limousins, 120.

- Portails des églises limousines**, par M. J. Tixier, p.-v. 637.
- Bardeyche du clocher de Saint-Léonard et les marchés d'ouvrage de 1467 à 1473**, par M. R. Fage, 498 ; p.-v. 626.
- Tableau attribué à Rubens**, appartenant au Lycée Gay-Lussac, par M. A. Portier, p.-v. 613.
- Sculpteurs, imagiers de Limoges** (Voy. Cat. des artistes limousins), 126.
- Art (L') français à la fin du moyen âge et les mises au tombeau**, par M. le chanoine A. Lecler, 528 ; p.-v. 630.
- Picta du XV^e siècle** provenant de l'église de Saint-Léonard, p.-v. 633.
- Graveurs, xylographes, cartiers de Limoges**. (Voy. Cat. des artistes limousins), 143.
- Peintres, enlumineurs, écrivains de Limoges**. (Voy. Cat. des artistes limousins), 132.
- Lettres ornées et figurines des XIV^e et XV^e siècles**, par M. P.-L. Courtot, 533 ; p.-v. 648.
- Orfèvres et orfèvres-émailleurs**. (Voy. Cat. des artistes limousins), 157.
- Chasse du Chalard (XIII^e siècle)** et la collection Germeau, par M. A. Demartial, p.-v. 640.
- Armuriers**. (Voy. Cat. des artistes limousins), 153.
- Fondeurs, ciseleurs, mouleurs en métaux**. (Voy. Cat. des artistes limousins), 148.
- Jouac. Marché pour la fonte de la cloche, 1752**. Doc. comm., par M. Roger Drouault, 265.
- Marmite de bronze avec inscription du XVI^e siècle**, par M. R. Drouault, p.-v. 623, 641.
- Forgerons et serruriers d'art**. (Voy. Catalogue des artistes limousins), 153.
- Horlogers**. (Voy. Cat. des artistes limousins), 155.
- Potiers d'étain**. (Voy. Cat. des artistes limousins), 156.
- Peintres émailleurs**. Voy. Catalogue des artistes limousins, 190.
- Emaux limousins à l'Exposition hispano-française de Saragosse**, par M. A. Demartial, p.-v. 649.
- Emaux (Vente d') champlevés et peints à Paris**, par M. A. Demartial, p.-v. 632, 640.
- Triptyque en émail peint de Péni-caud et autres émaux**, par M. E. Blancher, p.-v. 640.
- Petite Passion d'Albert Durer au Musée d'Innsbruck (Tyrol)**, (36 émaux peints limousins du XVI^e siècle), par M. A. Leroux, p.-v. 623.
- Peintres-verriers, verriers**. Voy. Catalogue des artistes limousins, 200.
- Tapissiers**. Voy. Catalogue des artistes limousins, 203.
- Tapisseries (Les) d'Aubusson au XIX^e siècle**, par M. C. Pérathon, 95.
- Brodeurs**. Voy. Catalogue des artistes limousins, 202.
- Bahutiers, artistes travaillant le bois et artisans qualifiés maîtres menuisiers de Limoges**. Voy. Catalogue des artistes limousins, 147.

Musique

- Musiciens**. Voy. Catalogue des artistes limousins, 206.
- Plain-chant. Spécimens conservés aux Archives de la Haute-Vienne**, par M. A. Leroux, p.-v. 613.

Psallette des chapitres du Dorat, de Saint-Yrieix, etc., par M. A. Leroux, p.-v. 612.

Biographies

Beupoil de Saint-Aulaire (Joseph), gouverneur du Limousin. Lettre adressée à Desmarests (Nicolas), contrôleur général des finances, 1716. Comm. de M. Dujarric-Descombes, p.-v. 655.

Chabaneau (Camille), par M. A. Thomas, 540; p.-v. 643.

Cœur (Jacques) à Limoges en 1454, par M. A. Thomas, p.-v. 633.

Cialis (L'abbé), nécrologie, p.-v. 611.

Drapeyron de David (Pierre), curé d'Arnac-Pompadour, par M. C. Jouhanneau, p.-v. 624.

Féret, prisonnier à la Bastille. Ses lettres, par M. F. Delage, p.-v. 618.

Franchelain (Guillaume), commandeur général en Limousin en 1382, par M. A. Thomas, p.-v. 613.

Lafayette (Mgr François de), Pierre Mercier et Maledent de Savignac. Relation du transfert de leurs ossements, 1908. Comm. de M. A. Berger, 599; p.-v. 624, 634, 638.

La Goutte-Bernard (Passeport délivré à) par le prince d'Orange, 1579. Doc. comm. par M. R. Drouault, 263.

La Goutte-Bernard (Sauvegarde pour

M. de), 1587. Doc. comm. par M. R. Drouault, 263.

L'Hermite (Jean-Baptiste), poète, par M. C. Jouhanneau, p.-v. 661.

Louvrier de Lajolais, nécrologie, par M. C. Jouhanneau, 297; p.-v. 611.

Marche (Comtesse de la). Ses plaintes contre Thibaud de Neuviç en 1257, par M. A. Thomas, p.-v. 619.

Pétiniaud (Jacques), seigneur de Beaupeyrat, Puynège, Juriol. Acquisition de la charge de secrétaire du roi en 1779, par M. A. Demartial, p.-v. 656.

Pétiniaud-Beaupeyrat. Pétition en sa faveur signée par 400 notables de Limoges, par M. A. Demartial, p.-v. 655.

Quercin (Jehan), marchand, élu du Haut-Limousin, garde du sceau royal au bailliage de Limoges, par M. A. Thomas, p.-v. 613, 633.

Rancon (Guy de), chevalier. Vente à lui faite par Guillaume Lavaud de Berberide, chevalier, d'une rente de six livres, 1285. Doc. comm. par M. A. Lecler, 590.

Ventadour (Duc de), gouverneur et lieutenant général en Limousin. Lettre de Louis XIII lui annonçant la prise de Bapaume, 1641. Doc. comm. par M. J. Boulaud, 593; p.-v. 629.

TABLE PAR ORDRE ALPHABETIQUE DE MATIÈRES

- Adhémar de Chabannes** (Remarques sur la chronique d'), par M. L. Alphen, p.-v. 644.
- Antimoine** (Vente d') par Lamorélie des Biards de Saint-Yrieix à G. Pétiinaud, négociant à Limoges, 1785, par M. A. Demartial, p.-v. 650.
- Architectes de Limoges.** Voy. Catalogue des artistes limousins, 120.
- Armuriers.** Voy. Catalogue des artistes limousins, 153.
- Arnac-la-Poste.** Arpentage du chemin royal entre Montmagnier et Morterolles, 1748. Doc. comm. par M. R. Drouault, 258.
- Bail du droit de vigerie d'Arnac-la-Poste, Vitrat et Saint-Hilaire-la-Treille, 1766. Doc. comm. par M. R. Drouault, 260.
- Art** (L') français à la fin du moyen âge et les mises au tombeau, par M. le chanoine A. Lecler, 528; p.-v. 630.
- Artistes limousins** (Catalogue des), par M. L. Guibert, 119.
- Assemblée de commerce** tenu à Limoges (Rapport fait au Conseil de commerce sur l'), 1731-1732. Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 585, 586.
- Assemblée de commerce** tenue à Tulle (Rapport fait au Conseil de commerce sur l'), 1731. Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 584, 586.
- Autel gallo-romain** à Berneuil, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 635.
- Bahutiers**, artistes travaillant le bois et artisans qualifiés maîtres menuisiers de Limoges. Voy. Catalogue des artistes limousins, 147.
- Bardeyche (La)** du clocher de Saint-Léonard et les marchés d'ouvrage de 1467 à 1473, par M. R. Fage, 498; p.-v. 626.
- Bataillons limousins** (1^{er} et 2^e) en 1791, par M. de La Bastide, p.-v. 656.
- Beupoil de Saint-Aulaire** (Joseph), gouverneur du Limousin. Lettre de 1716 adressée à Desmarets (Nicolas), contrôleur général des finances. Comm. de M. Dujarric-Descombes, p.-v. 655.
- Brodeurs.** Voy. Catalogue des artistes limousins, 202.
- Bulles pontificales** antérieures au XIII^e siècle et M. le D^r Wiederhold, par M. A. Leroux, p.-v. 652.
- Cachets d'oculistes romains** signalés par M. Espérandieu, par M. le D^r Bouchart, p.-v. 628.
- Chabaneau** (Camille), par M. A. Thomas, 540; p.-v. 643.
- Chapelle domestique** du Gilardeix. Requête de Verthamont. baron de Chalucet, pour être autorisé à la

- bâtir, 1706. Doc. comm. par M. A. Leroux, 594.
- Châsse du Chalard (XIII^e siècle) et la collection Germeau, par M. A. Demartial, p.-v. 640.
- Cialis (L'abbé), nécrologie, p.-v. 611.
- Cœur (Jacques) à Limoges en 1454, par M. A. Thomas, p.-v. 633.
- Commerce des porcs à Guéret au XV^e siècle, par M. A. Thomas, p.-v. 619.
- Contrat d'apprentissage de Maureil (Bertrand), cartier, 1735. Doc. comm. par M. A. Demartial, 598; p.-v. 644.
- Contrat d'apprentissage de Lejeune (Philibert), boulanger, 1735. Doc. comm. par M. A. Demartial, 599; p.-v. 644.
- Découvertes faites à Châteauneuf-la-Forêt et à Saint-Priest-Taurion, par M. J. Boulaud, p.-v. 639.
- Diocèse de Limoges (Histoire sommaire du), par M. A. Leroux, p.-v. 619.
- Dolmen du Breuil (Le), commune de Verneuil, par M. R. Fage, 14; p.-v. 615.
- Dolmens et druides. Le dolmen du Breuil, par M. F. Delage, 17; p.-v. 615.
- Dragons de Fimarcon à Limoges, p.-v. 618.
- Drapeau donné par Napoléon au département de la Haute-Vienne, par M. A. Demartial, p.-v. 621.
- Drapeau de la légion du Lonzac (Corrèze), par M. P.-L. Courtot, p.-v. 632.
- Drapeyron de David (Pierre), curé d'Arnac-Pompadour, par M. C. Jouhanneaud, p.-v. 624.
- Droits d'usage des habitants de Saint-Priest-sous-Aixe dans la forêt d'Aixe, par M. P. Garrigou-Lagrange, p.-v. 628.
- Emaux (Vente d') champlévés et peints à Paris, par M. A. Demartial, p.-v. 632, 640.
- Emaux limousins à l'Exposition hispano-française de Saragosse, par M. A. Demartial, p.-v. 649.
- Emigrants marchois aux fortifications d'Embrun, 1693-94, par M. R. Drouault, p.-v. 650.
- Etudiants limousins à l'Ecole de médecine de Montpellier à la fin du XVIII^e siècle, par M. le D^r Rouchart, p.-v. 628.
- Evêché de Limoges (Accord relatif aux revenus et aux droits de l') entre Raymond de Pérusse et Hugues de Roffignac, évêque de Limoges. Doc. comm. par M^{me} de Roffignac, p.-v. 639.
- Evêque (L') de Limoges et abbé de Saint-Martial, Mgr de l'Isle du Gast, se porte caution pour Dom Jean Brunier, bénédictin, 1735, par M. A. Demartial, p.-v. 650.
- Eymoutiers (Manuscrits sur), par l'abbé Monique, par M. J. Tixier, p.-v. 642, 644.
- Féret, prisonnier à la Bastille. Ses lettres, par M. F. Delage, p.-v. 618.
- Fondeurs, ciseleurs, mouleurs en métaux. Voy. Catalogue des artistes limousins, 148.
- Forgerons et serruriers d'art. Voy. Catalogue d'artistes limousins, 153.
- Forts vitrifiés de la Creuse, par M. F. Autorde, p.-v. 645.
- Franchelain (Guillaume), commandeur général en Limousin en 1382, par M. A. Thomas, p.-v. 613.

- Généralité de Limoges. Correspondance des intendants, 1678 à 1687. Doc. comm. par M. E. Lyon, 588.
- Généralité de Limoges. Documents relatifs au commerce et à l'industrie, 1730 à 1787. Procès-verbaux du Conseil de commerce, 1730. Doc. comm. par M. E. Lyon, 574; p.-v. 613.
- Géographie du Limousin (Creuse, Haute-Vienne, Corrèze) depuis les origines jusqu'à nos jours, par M. A. Leroux, 363; p.-v. 646, 656.
- Grandmont (Histoire de l'abbaye de) (suite), par M. le chanoine Lecler, 44, 431.
- Graveurs, xylographes, cartiers de Limoges. (Voy. Cat. des artistes limousins), 143.
- Haute-Vienne (Carte archéologique de la), dressée par Allou, p.-v. 632.
- Horlogers. (Voy. Cat. des artistes limousins), 155.
- Hôpital de Lussac-les-Eglises, sa fondation, testament de François de Bourdelle, 1677. Doc. comm. par M. R. Drouault, 274.
- Assemblée des habitants acceptant l'établissement de l'hôpital, 1701. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 581.
- Ordonnance de l'évêque de Limoges autorisant l'établissement de l'hôpital, 1701. Doc. comm. par M. R. Drouault, 283.
- Lettres patentes du roi autorisant la fondation de l'hôpital, 1702. Doc. comm. par M. R. Drouault, 285.
- Impôts (Les), par Quesnay, avec notes de Turgot, publié par M. G. Schelle, p.-v. 642.
- Imprimés de la période révolutionnaire provenant du cabinet de M. Astaix, par M. A. Demartial, p.-v. 634, 661.
- Inscription en langue romane du XIII^e siècle découverte dans l'église de Solignac (Amiel), par M. J. Tixier, p.-v. 620.
- Jouac. Marché pour la fonte de la cloche, 1752. Doc. comm. par M. R. Drouault, 265.
- Lafayette (Mgr François de), Pierre Mercier et Maledent de Savignac, relation du transfert de leurs ossements, 1908. Comm. de M. A. Berger, 599; p.-v. 624, 634, 638.
- La Goutte-Bernard (Passeport délivré à), par le prieur d'Orange, 1579. Doc. comm. par M. R. Drouault, 263.
- La Goutte-Bernard (Sauvegarde pour M. de), 1587. Doc. comm. par M. R. Drouault, 263.
- Lettres d'anoblissement de Léonard Martin, 1462. Doc. comm. par M. R. Drouault, 261.
- Lettres ornées et figurines des XIV^e et XV^e siècles, par M. P.-L. Courtot, 533; p.-v. 648.
- L'Hermite (Jean-Baptiste), poète, par M. C. Jouhanneau, p.-v. 661.
- Limoges, anciennes caves, par M. F. Delage, p.-v. 645.
- Caves du Grand-Séminaire (ancien abbaye de la Règle); de la Préfecture (ancien palais du Breuil), par A. Leroux, p.-v. 636.
- Les consuls de la cité de Limoges en 1418, par M. A. Thomas, 526; p.-v. 632.
- Chapelles de Saint-Augustin et du Lycée. Maisons portant des dates à Limoges, par M. A. Leroux, p.-v. 637.

- Chapelle du Lycée Gay-Lussac, par M. F. Delage, p.-v. 644.
- Cloître et chapelle de la Visitation, par M. A. Leroux, p.-v. 635.
- Contestation entre les gardes-jurés des marchands de Limoges et le s^r Durand de Boscheron, marchand dudit lieu, 1747. (Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 586.
- Couvent des Grands-Carmes. Démolition, par M. A. Berger, p.-v. 624, 636.
- Enceinte du Château, sa démolition boulevard Montmailler, p.-v. 644.
- Etymologie du nom de Pissevache, donné à l'une des portes du Château de Limoges. *Porta stercoreis*. Porte de Las Cossas, dans la Cité, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 618.
- Maison dite des Templiers, par M. Laforgue, p.-v. 617.
- Portail Imbert. Découvertes faites pendant sa démolition, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 635.
- Quartiers du Verdurier et de Puy-Vieille-Monnaie, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 614.
- Requête des marchands de Limoges demandant la création de deux offices de courtier dans leur ville, 1787. (Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 587.
- Tour de l'enceinte du Château (boulevard Montmailler), par P. Chabrol, p.-v. 648.
- Louvrier de Lajolais, nécrologie, par M. Camille Jouhannaud, 297; p.-v. 611.
- Lussac-les-Eglises. Accensement par le commandeur de l'Expardelière, 1383. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 267.
- Lettres de Louis de La Trémoille pour accenser ses terres, 1459. Doc. comm. par M. R. Drouault, 268.
- Lettres patentes réunissant la justice de Brigueil-le-Chantre à celle de Lussac-les-Eglises, 1785. Doc. comm. par M. R. Drouault, 286.
- Précompte pour régler et partager la succession de Louis de La Trémoille, 1484. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 269.
- Mailhac. Extrait des archives royales de Turin, concernant Mondon, Bridiers, etc., 1358-1534. Doc. comm. par M. Roger Drouault, 288.
- Notoriété fixant le sens des mots « Ebeaupin » et « Epinas », 1779. Doc. comm. par M. R. Drouault, 291.
- Maintenue de noblesse pour Louis Martin, seigneur de la Goutte-Bernard, 1634. Doc. comm. par M. R. Drouault, 264.
- Marche (Comtesse de la). Ses plaintes contre Thibaud de Neuvic en 1237, par M. A. Thomas, p.-v. 619.
- Mariage pour sept ans au comté d'Armagnac, par M. Aubert Berger, p.-v. 617.
- Marmite de bronze avec inscription du XVI^e siècle, par M. R. Drouault, p.-v. 623, 641.
- Minutes de M. E.-C. Valade, notaire à Bellac, déposées aux archives, par M. A. Leroux, p.-v. 652.
- Mœurs des Limousins, d'après la « Maison rustique » de Ch. Estienne, 1533, par M. Camille Jouhannaud, p.-v. 630.

- Musiciens.** Voy. Catalogue des artistes limousins, 206.
- Navigation aérienne en 1773, d'après le « Philosophe sans prétention ou l'homme rare »,** par M. D.-L.-F. Comm. de M. Collet, p.-v. 640.
- Notre-Dame du Pont (Cartulaire de),** par A. Thomas, p.-v. 641.
- Orfèvres et orfèvres-émailleurs.** Voy. Catal. des artistes limousins, 157.
- Ostensions, d'après le journal de M. Demaillasson, avocat à Montmorillon, 1643-1694,** par M. P.-L. Grenier, p.-v. 618.
- Papeteries du Limousin (Arrêt portant règlement pour les), 1730.** Voy. Gén. de Limoges, Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 578; p.-v. 628.
- Peintres émailleurs.** Voy. Catalogue des artistes limousins, 190.
- Peintres, enlumineurs, écrivains de Limoges.** Voy. Catalogue des artistes limousins, 132.
- Peintres-verriers, verriers.** Voy. Catalogue des artistes limousins, 200.
- Pénitents blancs de Limoges (Manuscrits des), offerts par M. de Lajolais au Musée Adrien Dubouché,** p.-v. 639.
- Pétiniaud (Jacques), seigneur de Beaupeyrat, Puynège, Juriol, acquisition de la charge de secrétaire du roi en 1779,** par M. A. Demartial, p.-v. 656.
- Pétiniaud-Beaupeyrat, pétition en sa faveur signée de 400 notables de Limoges,** par M. A. Demartial, p.-v. 655.
- Petite Passion d'Albert Dürer au Musée d'Innsbruck (Tyrol) (36 émaux peints limousins du XVI^e siècle),** par M. A. Leroux, p.-v. 623.
- Photographies de divers monuments de Limoges,** par M. Sauvadet, p.-v. 656.
- Photographies d'anciens plans de Limoges,** par M. Sauvadet, p.-v. 659.
- Piédestal gallo-romain à Jabreilles,** par M. P. Ducourtieux, p.-v. 635.
- Pieta du XV^e siècle provenant de l'église de Saint-Léonard,** p.-v. 633.
- Plain-chant, spécimens conservés aux Archives de la Haute-Vienne,** par M. A. Leroux, p.-v. 613.
- Plaque de baudrier du Loyal-Emigrant,** par M. J. Boulaud, p.-v. 624.
- Portails des églises limousines,** par M. J. Tixier, p.-v. 637.
- Potiers d'étain.** Voy. Catalogue des artistes limousins, 156.
- Prêtres communalistes de Saint-Julien-d'Arnac. Réception de J.-B. Plaignaud, 1759.** Doc. comm. par M. R. Drouault, 259.
- Prêtres limousins devant le Tribunal révolutionnaire de Paris,** par M. le chanoine A. Lecler, p.-v. 639.
- Psalette des chapitres du Dorat, de Saint-Yrieix, etc.,** par M. A. Leroux, p.-v. 612.
- Quercin (Jehan), marchand, élu du Haut-Limousin, garde du sceau royal au bailliage de Limoges,** par M. A. Thomas, p.-v. 613, 633.
- Rancon. Requête du seigneur et des habitants demandant l'établissement de deux foires, 1787.** Voy. Gén. de Limoges. Doc. relatifs au commerce et à l'industrie, 588.
- Rancon (Guy de), chevalier. Vente à lui faite par Guillaume Lavaud de Berberide, chevalier, d'une rente de six livres, 1285.** Doc. comm. par M. A. Lecler, 590.

- Recueil des antiquités de Limoges par Jean de Lavaud, appartenant à M. Baillet d'Eliveau, par M. J. Boulaud, p.-v. 639.
- Régiment de Saint-Germain-Beaupré (L'habillement et l'équipement du) de 1702 à 1714, par M. R. Drouault, p.-v. 646.
- Registre de famille de Pierre Paignon, notaire et praticien de Saint-Yrieix. Doc. comm. par M. A. Le-roux, 544; p. 639.
- Saint-Hilaire-la-Treille. Assemblée des habitants pour la taille, 1755. Doc. comm. par M. R. Drouault, 294.
- Saint-Junien. Etat topographique des églises, maisons, jardins et autres lieux de la ville et faubourgs, par le chanoine Jean Collin. Comm. de M. J. Tixier, p.-v. 626.
- Saint-Léonard. Décapitation de Petit (Gilles) à Saint-Léonard, en 1473, par M. A. Thomas, p.-v. 613.
- Saint-Martin-le-Mault. Marché pour amener des juments de Bretagne, 1583. Doc. comm. par M. R. Drouault, 293.
- Saint-Sulpice-les-Feuilles. Arrêt du Parlement maintenant les seigneurs de la Terre-aux-Feuilles dans leurs droits de justice, 1401. Doc. comm. par M. R. Drouault, 252.
- Déclaration de Jean Castille, curé, concernant les biens de main-morte, 1690. Doc. comm. par M. R. Drouault, 258.
- Sceaux et cachets anciens du Limousin, par M. A. Demartial, p.-v. 640.
- Sculpteurs, imagiers de Limoges. Voy. Catalogue des artistes limousins, 126.
- Souterrains-refuges, par M. Richard, p.-v. 659.
- Statues de l'époque gallo-romaine au Musée national Adrien Dubouché, par M. P. Ducourtieux, p.-v. 635.
- Tableau attribué à Rubens, appartenant au Lycée Gay-Lussac, par M. A. Portier, p.-v. 613.
- Tapisseries (Les) d'Aubusson au XIX^e siècle, par M. C. Pérathon, 95.
- Tapissiers. Voy. Catalogue des artistes limousins, 203.
- Tourny (Une correspondance inédite de M. de), intendant de la Généralité de Limoges en 1740. Doc. comm. par M. A. Demartial, 550; p.-v. 625.
- Triptyque en émail peint de Pénicaud et autres émaux, par M. E. Blancher, p.-v. 640.
- Ussel. Conflit pour la distribution du pain bénit à Ussel en 1703 et 1717, par M. Didier, p.-v. 699.
- Ventadour (Duc de), gouverneur et lieutenant général en Limousin. Lettre de Louis XIII lui annonçant la prise de Bapaume, 1641. Doc. comm. par M. J. Boulaud, 593; p.-v. 629.
- Ventenat (Pierre-Etienne) et le Lycée de Limoges, par M. F. Delage, 107; p.-v. 620.
- Vigen (Le). Inventaire des registres paroissiaux de 1670 à 1792 (avec table spéciale), par M. A. Demartial, 210.

TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE D'AUTEURS

- | | |
|--|--|
| <p>Autorde (F.).
Forts vitrifiés de la Creuse, p.-v. 643.</p> <p>Berger (Aubert).
Lafayette (Mgr François de), Pierre Mercier et Maledent de Savignac. Relation du transfert de leurs ossements, 1908. Doc., 599, p.-v. 624, 634, 638.</p> <p>Limoges. Couvent des Grands Carmes en démolition, p.-v. 624, 636.</p> <p>Mariage pour sept ans au comté d'Armagnac, p.-v. 617.</p> <p>Blancher (E.).
Triptyque en émail peint de Pénicaud et autres émaux, p.-v. 640.</p> <p>Bouchart (Dr).
Cachets d'oculistes romains signalés par M. Espérandieu, p.-v. 628.</p> <p>Etudiants limousins à l'Ecole de médecine de Montpellier, p.-v. 628.</p> <p>Boulaud (Joseph).
Découvertes faites à Châteauneuf-la-Forêt et à Saint-Priest-Taurion, p.-v. 659.</p> <p>Plaque de baudrier du Loyal-Emigrant, p.-v. 624.</p> <p>Recueil des antiquités de Limoges par Jean de Lavaud, appartenant à M. Baillot d'Etiveau, p.-v. 639.</p> <p>Ventadour (duc de), gouverneur et lieutenant-général en Limousin. Lettre de Louis XIII lui annonçant la prise de Bapaume, 1641. Doc., 593, p.-v. 629.</p> | <p>Chabrol (Paul).
Limoges. Tour de l'enceinte du Château (boulevard Montmailler), p.-v. 648.</p> <p>Collet (Paul).
Navigation aérienne en 1775, d'après le « Philosophe sans prétention ou l'homme rare », par M. D.-L.-F. p.-v. 640.</p> <p>Courtot (Paul-Laurent).
Drapeau de la légion du Lonzac (Corrèze), p.-v. 632.</p> <p>Lettres ornées et figurines des XIV^e et XV^e siècles, 533, p.-v. 648.</p> <p>Delage (Franck).
Dolmens et druides. Le dolmen du Breuil, 17, p.-v. 615.</p> <p>Féret, prisonnier à la Bastille; ses lettres, p.-v. 618.</p> <p>Limoges. Anciennes caves, p.-v. 645.</p> <p>— Chapelle du Lycée Gay-Lussac, p.-v. 644.</p> <p>Ventenat (Pierre-Etienne) et le Lycée de Limoges, 107, p.-v. 620.</p> <p>Demartial (André).
Antimoine (Vente d') par Lamorélie des Biards, de Saint-Yrieix, à G. Pétiinaud, négociant à Limoges, 1785, p.-v. 650.</p> <p>Chasse du Chalard (XIII^e siècle) et la collection Germeau, p.-v. 640.</p> <p>Contrat d'apprentissage de Philibert Lejeune, boulanger, 1735. Doc., 599, p.-v. 644.</p> |
|--|--|

- Contrat d'apprentissage de Maureil Bertrand, cartier, 1735. Doc., 598, p.-v. 644.
- Drapeau donné par Napoléon au département de la Haute-Vienne, p.-v. 621.
- Emaux limousins à l'Exposition hispano-française de Saragosse, p.-v. 649.
- Emaux (Vente d') champlévés et peints à Paris, p.-v. 632, 640.
- Evêque de Limoges et abbé de Saint-Martial, Mgr de l'Isle du Gast se porte garant pour Dom Jean Brunier, bénédictin, 1735, p.-v. 650.
- Imprimés de la période révolutionnaire provenant du cabinet de M. Astaix, p.-v. 634, 661.
- Pétiniaud-Beaupeyrat, pétition en sa faveur signée de 400 notables de Limoges, p.-v. 655.
- Petiniaud (Jacques), seigneur de Beaupeyrat, Puynège, Juriol. Acquisition de la charge de secrétaire du roi en 1779, p.-v. 656.
- Sceaux et cachets anciens du Limousin, p.-v. 640.
- Tourny (Une correspondance inédite de M. de), Intendant de la Généralité de Limoges en 1740. Doc., 550, p.-v. 625.
- Vigen (Le). Inventaire des registres paroissiaux, de 1670 à 1792 (avec table spéciale), 210.
- Didier** (Prosper).
- Conflit pour la distribution du pain béni à Ussel entre 1703 et 1717, p.-v. 699.
- Drouault** (Roger).
- Arnac-la-Poste. Arpentage du chemin royal entre Montmagnier et Morterolles, 1748. Doc., 253.
- Bail du droit de vigerie d'Arnac-la-Poste, Vitrat et Saint-Hilaire-la-Treille, 1766. Doc., 260.
- Emigrants marchois aux fortifications d'Embrun (1693-94), p.-v. 650.
- Jouac. Marché pour la fonte de la cloche, 1752. Doc., 265.
- La Goutte-Bernard (Passeport délivré à) par le prince d'Orange, 1579. Doc., 263.
- La Goutte-Bernard (Sauvegarde pour M. de), 1587. Doc., 263.
- Lettres d'anoblissement de Léonard Martin, 1462. Doc., 261.
- Lussac-les-Eglises. Accensement par le commandeur de l'Expardelière, 1383. Doc., 267.
- Lettres de Louis de La Trémoille pour accenser ses terres, 1459. Doc., 268.
- Lettres patentes réunissant la justice de Brigueil-le-Chantre à celle de Lussac-les-Eglises, 1785. Doc., 286.
- Précompte pour régler et partager la succession de Louis I de La Trémoille, 1484. Doc., 269.
- Hôpital de Lussac-les-Eglises, sa fondation. Testament de François de Bourdelle, 1677. Doc., 274.
- Assemblée des habitants acceptant l'établissement de l'Hôpital, 1701. Doc., 581.
- Ordonnance de l'évêque de Limoges autorisant l'établissement de l'Hôpital. Doc., 283.
- Lettres patentes du roi autorisant la fondation de l'Hôpital, 1702. Doc., 285.
- Mailhac. Extraits des archives royales de Turin, concernant Mondon, Bridiers, etc., 1358-1534. Doc., 288.

- Notoriété fixant le sens des mots Ebeaupin et Epinas, 1779. Doc., 291.
- Maintenue de noblesse pour Louis Martin, seigneur de La Goutte-Bernard, 1634. Doc., 264.
- Marmite de bronze avec inscription du XVI^e siècle, p.-v. 623, 641.
- Prêtres communalistes de Saint-Julien-d'Arnac. Réception de J.-B. Plaignaud, 1759. Doc., 259.
- Régiment de Saint-Germain-Beaupré (L'habillement et l'équipement du) de 1702 à 1714, 515; p.-v. 646.
- Saint-Hilaire-la-Treille. Assemblée des habitants pour la taille, 1755. Doc., 294.
- Saint-Martin-le-Mault. Marché pour amener des juments de Bretagne, 1583. Doc., 293.
- Saint-Sulpice-les-Feuilles. Arrêt du Parlement maintenant les seigneurs de la Terre-aux-Feuilles dans leurs droits de justice, 1401. Doc., 252.
- Déclaration de Jean Castille, curé, concernant les biens de main-morte, 1690. Doc., 258.

Ducourtieux (Paul).

- Autel gallo-romain à Berneuil, p.-v. 635.
- Limoges. Etymologie du nom de Pis-sevache, donné à l'une des portes du Château de Limoges. *Porta stercoris*. Porte de Las Cossas, dans la Cité, p.-v. 618.
- Portail Imbert, découvertes faites dans sa démolition, p.-v. 655.
- Quartiers du Verdurier et de Puy-Vieille-Monnaie, p.-v. 614.
- Piédestal gallo-romain à Jabreilles, p.-v. 635.
- Statues de l'époque gallo-romaine au

Musée national Adrien Dubouché, p.-v. 635.

Dujarric-Descombes.

Beupoil de Saint-Aulaire (Joseph), gouverneur du Limousin. Lettre adressée à Desmarets (Nicolas), contrôleur général des finances, 1716, p.-v. 655.

Fage (René).

Bardeyche (La) du clocher de Saint-Léonard et les marchés d'ouvrage de 1467 à 1473, 498; p.-v. 626.

Dolmen du Breuil (Le), commune de Verneuil, 14; p.-v. 615.

Garrigou-Lagrange (Paul).

Droits d'usage des habitants de Saint-Priest-sous-Aixe dans la forêt d'Aixe, p.-v. 628.

Grenier (P.-L.).

Ostensions d'après le journal de M. Demaillasson, avocat à Montmorillon, 1643-1694, p.-v. 618.

Guibert (Louis).

Artistes limousins (Catalogue des), 119.

Jouhanneaud (Camille).

Discours d'installation, 5; p.-v. 616.

Discours à l'inauguration du monument Louis Guibert, 602, p.-v. 653, 654.

Drapeyron de David (Pierre), curé d'Arnac-Pompadour, p.-v. 624.

L'Hermite (Jean-Baptiste), poète, p.-v. 661.

Louvrier de Lajolais, nécrologie, 297; p.-v. 611.

Mœurs des Limousins d'après la « Maison rustique » de Ch. Estienne, 1533, p.-v. 630.

Laforgue (Adrien).

Limoges. Maison dite des Templiers, p.-v. 617.

Lecler (L'abbé A.).

Art (L') français à la fin du moyen âge et les mises au tombeau, 528; p.-v. 630.

Grandmont (Histoire de l'abbaye de) (suite), 44, 431.

Prêtres limousins devant le Tribunal révolutionnaire de Paris, p.-v. 639.

Rancon (Guy de), chevalier. Vente à lui faite par Guillaume Lavaud de Berberide, chevalier, d'une rente de six livres, 1285. Doc., 590.

Leroux (Alfred).

Bulles pontificales antérieures au XIII^e siècle et M. le d^r Wiederhold, p.-v. 652.

Chapelle domestique du Gilardeix. Requête de Verthamont, baron de Chalucet, pour être autorisé à la bâtir, 1706. Doc., 594.

Diocèse de Limoges (Histoire sommaire du), p.-v. 619.

Géographie historique du Limousin (Creuse, Haute-Vienne, Corrèze) depuis les origines jusqu'à nos jours, 363; p.-v. 646, 656.

Limoges. Caves du Grand-Séminaire (ancien abbaye de la Règle), de la Préfecture (ancien palais du Breuil, p.-v. 636.

— Chapelles de Saint-Augustin et du Lycée. Maisons portant des dates à Limoges, p.-v. 637.

— Cloître et chapelle de la Visitation, p.-v. 635.

Minutes de M. E. C. Valade, notaire à Bellac. Déposées aux archives, p.-v. 652.

Petite passion d'Albert Durer au musée d'Innsbruck (Tyrol). (36 émaux peints limousins du XVI^e siècle), p.-v. 623.

Plain-chant, spécimens conservés aux Archives de la Haute-Vienne, p.-v. 613.

Psallette des chapitres du Dorat, de Saint-Yrieix, etc., p.-v. 612.

Registre de famille de Pierre Paignon, notaire et praticien de Saint-Yrieix. Doc., 544; p.-v. 639.

Lyon (Ernest).

Généralité de Limoges. Correspondance des intendants, 1678 à 1687. Doc., 588.

Généralité de Limoges. Documents relatifs au commerce et à l'industrie, 1730 à 1787. Procès-verbaux du conseil de commerce, 1730. Doc., 574; p.-v. 613.

Martin de La Bastide (L.).

Bataillons limousins (1^{er} et 2^e) en 1791, p.-v. 656.

Pérathon (Cyprien).

Tapisseries (Les) d'Aubusson au XIX^e siècle, 95.

Portier (A.).

Tableau attribué à Rubens, appartenant au Lycée Gay-Lussac, p.-v. 613.

Richard.

Souterrains-refuges, p.-v. 659.

M^{re} de Roffignac.

Evêché de Limoges (Accord relatif aux revenus et aux droits de l') entre Pérusse (Raymond de), évêque de Mende, et Roffignac (Hugues de), évêque de Limoges. Doc., p.-v. 639.

Sauvadet (François).

Photographies de divers monuments de Limoges, p.-v. 656.

Photographies d'anciens plans de Limoges, p.-v. 659.

- Thomas** (Antoine).
Chabaneau (Camille), 540; p.-v. 643.
Cœur (Jacques) à Limoges en 1454, p.-v. 633.
Commerce des porcs à Guéret au XV^e siècle, p.-v. 619.
Franchelain (Guillaume), commandeur général en Limousin en 1382, p.-v. 613.
Limoges (Les consuls de la Cité de) Limoges en 1418, 526; p.-v. 632.
Marche (Comtesse de la). Ses plaintes contre Thibaud de Neuvic en 1257, p.-v. 619.
Notre-Dame du Pont (Cartulaire de), p.-v. 641.
Quercin (Jehan), marchand, élu du Haut-Limousin, garde du sceau royal au bailliage de Limoges, p.-v. 613, 633.
Saint-Léonard. Petit (Gilles) est décapité à Saint-Léonard en 1473, p.-v. 613.
Tixier (Jules).
Eymoutiers (Manuscrits sur), par l'abbé Monique, p.-v. 642, 644.
Inscription en langue romane du XIII^e siècle découverte dans l'église de Solignac (Amiel), p.-v. 620.
Portails des églises limousines, p.-v. 657.
Saint-Junien. Etat topographique des églises, maisons, jardins et autres lieux de la ville et faubourgs, par le chanoine Jean Collin, p.-v. 626.
-

LIVRES SIGNALÉS OU OFFERTS A LA SOCIÉTÉ

en 1908

- Annuaire Dumont pour 1908, p.-v. 619.
Bibliophile limousin, p.-v. 633.
Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, p.-v. 641.
Bulletin de la Société des antiquaires de France, p.-v. 633, 652.
Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, p.-v. 654.
Ct^e de Chavagnac et marquis de Grollier. Manufactures françaises de porcelaine (Histoire des), p.-v. 623.
Congrès de l'Arbre et de l'Eau, p.-v. 623, 633.
Crockery and Glass journal (de New-York), p.-v. 623.
Demartial (A.). Un primitif limousin. Le peintre Pierre Villate (1430-fin du XV^e siècle), p.-v. 630.
Ducourtieux (P.). Almanach-annuaire limousin de la Corrèze pour 1909, p.-v. 613.
— Les anciennes forêts du Limousin, p.-v. 633.
Ducray (Gaston). Le travail porcelainier en Limousin, 1904, p.-v. 623.
Dujarric-Descombes. Château de la Tour-Blanche (Dordogne), p.-v. 660.
Episcopat français. Evêques de Limoges, par A. Lecler; évêques de Tulle, par G. Argueyrolles, p.-v. 614.
Etat sommaire des papiers de la période révolutionnaire conservés dans les archives départementales, t. I^{er} (Corrèze), par A. Petit; (Creuse), par F. Autorde, p.-v. 614.
Festy (Octave). Mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet, p.-v. 633.
Foucault du Daugnon (Comte). Gli Staliani in Polonia del IX secolo al XVIII, p.-v. 630.
Labadie (Ernest). Villaris (Marc-Hilaire), pharmacien à Bordeaux, et la découverte du premier gisement de kaolin en France, p.-v. 634.
La Roche Sengensse (O. de). Monographie de Saint-Ybard (Corrèze).
Lavillatte (H. de). Esquisses de Boussac, p.-v. 641.
Lemouzi, p.-v. 623, 633, 644, 652, 654.
Leroux (Alfred). Sources de l'histoire de la Haute-Vienne pendant la Révolution, p.-v. 633, 639.
Levasseur (E.). Léon Faucher, p.-v. 641.
Limoges Illustré, p.-v. 613, 619, 633, 652, 654, 660.
Marquet (D^r O.). Documents historiques sur Rochechouart, p.-v. 644.
Mémoires de la Société des sciences de la Creuse, p.-v. 651.
Mortier (Raoul). Jean de Berry, seigneur de la Basse-Marche, 1390-1397, p.-v. 629.
Nussac (L. de) et Delage (F.). Ventenat et le Lycée de Limoges, p.-v. 660.
Précigou (Alphonse). Rabelais et les Limousins, complément, p.-v. 629.
Revue bénédictine, p.-v. 619.
Revue d'Auvergne, p.-v. 623, 629.
Revue des langues romanes, juillet-décembre 1907, p.-v. 614.
Revue scientifique du Limousin, p.-v. 654.
Romania, p.-v. 651, 660.
Samaran. La maison d'Armagnac et les dernières luttes de la féodalité dans le Midi de la France, p.-v. 634.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

AU 31 DÉCEMBRE 1908

BUREAU

Président-nd. — M. le PRÉFET de la Haute-Vienne (1).

Présidents honoraires. — MM. FAGE (René) I. P. 4, l'abbé A. LECLERC' HERVY (Emile).

Président. — M. JOUHANNEAUD (Camille).

Vice-présidents. MM. de LA BASTIDE (Louis) et TIXIER (Jules), A. 4, 5.

Secrétaire général. — M. LAGUÉRENNE (René).

Secrétaire-adjoint. — M. GRENIER (P.-L.).

Trésorier. — M. GUIBERT (Georges).

Bibliothécaires-adjoints. — MM. MOUFLE (Léonard), DUBOIS (Joseph) et DIDIER (Prosper).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. LES MEMBRES DU BUREAU.

M. GARRIGOU-LAGRANGE (Paul), A. 4.

M. MALEVERGNE DE LAFAYE (E.).

M. LAVERGNOLLE (Gaston).

M. BERGER (Aubert).

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. LES MEMBRES DU BUREAU.

M. DUCOURTIEUX (Paul), I. P. 4.

M. MARIAUX (Paul).

M. COURTOT (Paul-Laurent), A. 4.

M. DELAGE (Franck).

M. MAURAT-BALLANGE (Albert).

M. l'abbé PÉNICAUT (G.).

M. GRENIER (P.-L.).

M. BOULAUD (Joseph).

(1) La Société a été fondée le 26 décembre 1845 : elle s'est constituée à la suite de la nomination, le 3 du même mois, par M. Morisot, préfet de la Haute-Vienne, d'une commission pour la recherche, l'étude et la conservation des monuments historiques.

MEMBRES HONORAIRES (1)

MM. 1874-1888

CLARETIE (Jules), O *, de l'Académie française, administrateur de la Comédie Française, 153, boulevard Haussmann, Paris.

1875-1888

LASTEYRIE (comte Robert DE), *, membre de l'Académie des Inscriptions, professeur d'archéologie à l'École des Chartes, 40 bis, rue du Pré-aux-Clercs, Paris.

1879

DELISLE (Léopold), G O *, membre de l'Académie des Inscriptions, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, Paris.

1879-1901

THOMAS (Antoine-André) *, membre de l'Académie des Inscriptions, professeur à l'Université de Paris, 32, avenue Victor Hugo, Bourg-la-Reine (Seine).

1887-1908

CLÉMENT-SIMON, *, ancien procureur général, au château de Bach, par Naves (Corrèze).

1881-1908

GILBERT (Monseigneur), ancien évêque du Mans, évêque d'Arsinoë, 18, Via del Olmata, à Rome (Italie).

1878-1908

LEBOUX (Alfred), I. P. 4), archiviste honoraire de la Haute-Vienne, membre non résidant du Comité des travaux historiques près le ministère de l'instruction publique, 42, rue Dulong, Bordeaux.

MEMBRES TITULAIRES

MM. 1851

GRAVE (Marquis DE), propriétaire, à Verneuil-sur-Vienne.

1859

LECLER (l'abbé A.), chanoine honoraire, rue des Charseix, 43.

1862

HEAVY (Emile), notaire honoraire, 33, boulevard Gambetta.

(1) Quand il y a deux dates, c'est la dernière qui indique l'année de la promotion au titre de membre honoraire.

MM.

1866

LE SAGE (Charles), *, A. 4, ingénieur civil, ancien maire de Limoges
18, rue Pétiinaud-Beaupeyrat.

1870

DU COURTIEUX (Paul), I. P. 4, imprimeur-libraire, membre correspondant du
Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, 7, rue des Arènes.

1872

ARDANT (Georges), imprimeur, 14, rue Pont-Hérisson.
JOUANNEAUD (Camille), avoué près le tribunal civil, 26, boul. Victor Hugo.
ROMANET DU CAILLAUD (Frédéric), *, au château du Caillaud, près Isle.

1873

** CRESSAC-BACHKLERIE (DE), ancien percepteur, au Dorat.
FAGE (René), I. P. 4, avocat, 80, rue Lauriston, Paris (XVI^e).
VANDERMARQ (Eugène), *, propriétaire, 7, rue du Général Cézé.

1874

BOUDET (Gabriel), I. P. 4, docteur en médecine, 1, rue du Général Cézé.
* Madame veuve Louis BOURDERY, au château d'Oche, par Saint-Priest-
les-Fougères (Dordogne).
RAYMONDAUD (E.), *, I. P. 4, directeur honoraire de l'Ecole de médecine,
28, rue Delescluze.

1876

GUÉRIN-LÉZÉ (Guillaume dit William), *, fabricant de porcelaine, 11, rue
du Petit-Tour.
** MONSTIERS-MÉRINVILLE (Marquis Jean DES), au château du Fraisse, par
Mézières-sur-Issoire.
VIGIER (l'abbé), curé-archiprêtre de Bellac.

1877

* CERCLE DE L'UNION, à Limoges.
DELOR (Adrien), propriétaire, au château du Puy-Mathieu, par Solignac,
et à Limoges, boulevard Louis Blanc, 21.
DE LURET DE FEIX, propriétaire, au Pleinard, par Pierrebuffière.
LAPORTE (l'abbé), curé-doyen d'Evau, à Sieurac, par Souillac (Lot).
POMÉLIE (Baron Melchior DE LA), *, propriétaire, au château du Mont-
joffre, par Saint-Denis-des-Murs.

1878

* DUCHASTEAU (Georges), notaire à Bessines.
MALEPLANE (Paul Veyrier DE), receveur des finances en retraite, à Saint-
Léonard.

MM.

1879

BELLABRE (Jules DE), propriétaire, au château du Puyjoubert, commune de La Geneytouse, par Saint-Léonard.

LACHENAUD (Emile), entrepreneur, 2, place du Poids-Public.

LEPINAY (Gaston DE), maire de Lissac, au château de Morlolles, par Larche (Corrèze).

MALEVERGNE DE LA FAYE, ancien magistrat, 32, boulevard Victor Hugo.

1880

BOULLAUD (Henri), A. 4, docteur en médecine, 36, boulevard Victor Hugo.

1881

MARIAUX (Paul), avocat, rue Saint-Paul.

MERLIN-LEMAS (Abel), avoué près la Cour d'appel, 29, boulevard Gambetta.

1882

BOURDEAU DE LA JUDIE (André), 9, rue Cruchedor, et au château de La Judie, par Aixe.

CATHEU (Théodore DE), ✕, propriétaire, au château de Juillac, près Limoges.

NENERT (André), 4, avenue Garibaldi.

SAVODIN (Jules), 50, avenue de Juillet.

TIXIER (Jules) A 4, 5, architecte des monuments historiques, 38, rue Péti-
niaud-Beaupeyral.

1883

DEGROND, (Gustave), ✕, ancien préfet, 9, place Denis Dussoubs.

FOUGERAS-LAVERGNOLLE (Gaston), avocat, 22, boulevard Carnot.

LOUVET (André), avoué près la Cour, 8, cours Bugeaud.

MOUFLE (Léonard), directeur d'assurances, 16, rue d'Aguesseau.

WOTTLING, A. 4, architecte diocésain, ancien directeur des travaux de la ville,
8, cours Gay-Lussac.

1884

BOURDEAU-D'ANTONY, docteur en médecine, 35, avenue Garibaldi.

M^{me} BRIGUEIL, 13, avenue du Midi.

MAURAT-BALLANCE (Albert), avocat, 16, place du Champ-de-Foire.

MOYNAT (l'abbé), curé de Saint-Pierre-du-Queyroix, 9, avenue Garibaldi.

SAZERAT (René), 2, rue Dalesme.

1885

GARRIGOU-LAGRANGE (Paul), A. 4, secrétaire général de la Société Gay-
Lussac, à l'Observatoire météorologique, 23, avenue Foucaud.

PARADIS (Léon), entrepreneur de serrurerie, 6, rue des Charseix.

1886

FRAY-FOURNIER (J-B.), I. P. 4, chef de division à la Préfecture de la
Haute-Vienne, chemin des Basses-Palisses, 17.

MM.

1887

DEMARTIAL (André), directeur d'assurances, boulevard Louis-Blanc, 21.

DUBOIS (Joseph), avoué, 36, boulevard Victor Hugo.

JUDICIS (Antoine), architecte, 34, rue Elie-Berthet.

1888

DESBORDES (Charles), propriétaire, à Salesse, par Ambazac.

** Ecole nationale d'Arts décoratifs de Limoges.

GANY, percepteur à La Chapelle d'Angillon (Cher).

TEXIER (Hubert), avocat, à Paris, rue Clapeyron, 16, et au Queyraud, par Saint-Paul d'Eyjeaux.

1889

CHARREYRON (Pierre), avocat, docteur en droit, 4, rue des Feuillants

TOUYÉRAS (Gabriel), ancien percepteur, rue d'Aguesseau, 16.

1891

LAUMOND (Jules), avocat, à Beauvais, commune de Saint-Amand-Jartoudeix, près Bourganeuf (Creuse).

TENANT DE LATOUR (Albert), à l'abbaye du Chalard, par Ladignac.

1892

CHAPTES (HENRY DE FAYOLLES DE CORUS DE), *, chef d'escadrons de cavalerie territoriale, au château du Couret, commune de Saint-Laurent-les-Eglises, près La Jonchère.

MARQUET, *, I. P. 41, docteur en médecine, membre du Conseil général, maire de Rochechouart.

1893

FAISSAT (J.), A41, constructeur d'appareils photographiques, rue du Clocher, 19.

GENTIL DE ROSIER (Alexandre DE), propriétaire, au château de Rosier, par le Châtenet-en-Dognon.

MOUNIER (l'abbé), chanoine, rue Neuve-Saint-Etienne, 4.

1895

BILLARD (Georges), notaire, 7, rue Pétiniaud-Beaupeyrat.

BROUSSE (Gilbert), propriétaire, 35, chemin des Basses-Palisses.

FRÉDY (DE), propriétaire, au château de Saint-Auvent, par Saint-Auvent.

GABIAT (Camille), docteur en droit, ancien député, membre du Conseil général, à St-Sulpice-les-Feuilles, et à Paris, 172, rue de Grenelle.

LACAUX (Charles), *, négociant, vice-consul d'Espagne, 32, cours Gay-Lussac.

MALINVAUD-BERGER, négociant, 49, rue Lansecot.

MARTIN DE LA BASTIDE (Louis), capitaine-commandant au 13^e dragons.

MOREL (Etienne), directeur d'assurances, 46, boulevard Carnot.

VANDIÈRES DE VITRAC (Antoine-Marc DE), *, ancien capitaine de cavalerie, 27, boulevard de la Corderie.

MM.

1896

PÉNICAUD (Gustave), curé à Cognac (Haute-Vienne).
 ROCHE (Edouard), négociant, à Champagnac, près Nexon.
 RUCHAUD (Lucien), négociant, 17 bis, rue Manigne.

1897

COURTOT (P.-L.), A 40, professeur de dessin au Lycée Gay-Lussac, 14, avenue de Toulouse.
 L'HERMITE (vicomte Tristan de), *, capitaine au 21^e régiment de chasseurs à cheval, place Douchette, 3.

1898

BERGER (Aubert), entrepreneur, 13, rue des Charreix.
 MARANDAT (l'abbé J.), curé-doyen de Saint-Yrieix.
 ZIBELIN, O *, ancien officier supérieur, 2, place Haute-Cité.

1899

JOUANNEAUD (Charles), chimiste, licencié en sciences, boul. Louis Blanc, 26.

1900

ARBELLOTT (Emile), négociant, 6, rue Bernard Palissy.
 ABDANT (Maurice), propriétaire, rue du Collège, 3.
 BEAUNE d'AUGÈRES (Louis), 15, rue Gondinet.
 DUPUY (Firmin), avocat-agréé, avenue de Juillet, 36.

1901

BLANCHER (Ernest), A 40, peintre-émailleur, rue Pétiniand-Beaupeyrat, 53.
 BONNAUD (Paul), A 40, peintre-émailleur, boulevard de Fleurus, 3.
 FOURNIE (D^r H.), inspecteur du service de santé, O *, I P 40, 66, rue des Remparts, Bordeaux.

1902

ASZAC (O. N.), A 40, percepteur des contributions directes, rue Pétiniand-Beaupeyrat, 40.
 COLLET (Paul), directeur de l'agence du *Crédit Lyonnais*, boul. du Collège.
 DEQUET (Paul), au château du Mas, par St-Yrieix, et 34, rue de Chaillot, Paris.
 DROUAULT (Roger), A 40, receveur de l'enregistrement, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Maignelay (Oise).
 HEVY (Pierre), docteur en médecine, 33, boulevard Gambetta.
 JOUHAUD DE VERDIER (Etienné), architecte, 30, avenue de Juillet.
 LAGUÉRENNE (René), avocat, avenue Foucaud, 12.

1903

BOUILLON (Marc), ingénieur civil, boulevard Louis Blanc, 17.
 CARRAS-LAVAUZELLE (Henri), O *, I 40, éditeur militaire, avenue Baudin, 63.
 GUILLENOT (René), rédacteur en chef du *Courrier du Centre*, rue Turgot, 18.
 MAZEAUD (S.), juge au tribunal civil de première instance de Limoges, avenue du Midi, 30.
 NAVIÈRES DU TREUIL (Adolphe), au Grand-Treuil, Limoges.
 ROYER (Frédéric-Louis), pharmacien, rue Montmailler, 49.

MM.

1904

BOULAUD (Joseph), négociant, 3, boulevard Louis-Blanc.
 CHABROL (Paul), avocat, 29, avenue du Midi.
 CHARLES-LAVAUZELLE (Alfred), 62, avenue Baudin.
 DELAGE (Franck), professeur au Lycée, 22, avenue Saint-Surin.
 FOUGERAS (Auguste), manufacturier, 29, avenue Baudin.
 GÉRARD (Raymond), avocat, 2, boulevard Montmailler.
 GRENIER (Paul-Louis), conservateur de la Bibliothèque communale de
 Limoges, 22, avenue Saint-Surin.
 GUIBERT (Georges), directeur d'assurances, 5, rue de l'Observatoire.

1905

ROQUES DE FURSAC fils (H.), notaire, à Aix-sur-Vienne.

1906

BARNY (Antoine), négociant, place Saint-Martial, 4.
 BOUCHART (A.), docteur en médecine, avenue de la Gare, 1.
 DAINVILLE (Maurice de), à Cussac.
 DE FONTAINE DE RESBECQ, ancien officier de cavalerie, à Cussac.
 FRÉBAULT (Henri), rue des Combes, 9.
 USSEL (Marquis d'), avenue Ernest Ruben, 130.

1907

LAFORGUE (Adrien), architecte, 11 bis, avenue Baudin.
 MONTARDY (Jean de), 29, avenue des Bénédictins.
 OLIVIER (Paul), comptable, rue Vigne-de-Fer, 6.
 PRÉCIGOU (Alphonse), à Rochechouart.

1908

BENOIST (Camille) (I^{er}), receveur municipal en retraite, cours Bugeaud, 15.
 BREUILLE (Lucien), architecte, rue de Brettes, 2.
 CANET (F.), A^{er}, vice-consul de Bolivie, directeur de la *Plume sténographique*, boulevard Louis Blanc, 3.
 CHABROL (Paul), architecte, avenue Saint-Surin, 5.
 CHAISEMARTIN (Edouard), agronome, château de Gigondat, par Isle.
 CHIGOT (Francis), peintre-verrier, rue de la Courtine, 3.
 DARTOUT (Gabriel), photographe, rue Saint-Martial, 2.
 DELCAIRE (Maurice), avocat, à Saint-Yrieix.
 DEPELLEY (Joseph), éditeur, rond-point Sadi Carnot, 6.
 DIDIER (Prosper), villa des Charentes, avenue Berthelot, 3.
 FOUREST (Georges), avocat, rue de Milan, 24, Paris.
 FRANCEZ (René), étudiant, rue Herschel, 4, à Paris, et à Limoges, au Mas-Rôme.
 GARRIGOU-LAGRANGE (François), directeur des contributions directes en retraite, rue de l'Observatoire, 5.
 GRANET (Vital) (I^{er}), receveur municipal, à Saint-Junien.
 JORRAND (l'abbé), vicaire à la Cathédrale, rue de la Cathédrale, 3.

MM.

MOHR (Georges), directeur particulier de la C^{ie} d'assurances *L'Union*, avenue de Juillet, 48.

PETIT (Auguste), 144, archiviste de la Haute-Vienne, rue de la Fonderie.

PILLAULT (Raoul), 144, professeur à l'Ecole de médecine, rue de la Réforme, 4

PLANCKAERT (Charles), architecte, adjoint au maire de Limoges, 9, avenue Baudin.

SAUVADET (François), photographe, rue Adrien Dubouché, 4.

VANDERMARCO (Pierre), rue Jules Noriac, 4.

VARACHEAUX (l'abbé), vicaire à Sainte-Marie, avenue de Toulouse, 14.

MEMBRES CORRESPONDANTS**1868**

COUSTIN DU MASNADAUD (M^{me} la marquise de), au château de Sazezrat, par Marsac (Creuse).

1871-1875

AUBÉPIN (Ch.), ancien archiviste du département du Cantal, au Dorat.

1872

DECOUX-LAGOUTTE, A 49, ancien magistrat, rue de Bourdeilles, 11, à Périgueux.

POULBRIERE (l'abbé J.-B.), chanoine, à Tulle (Corrèze).

1874-1885

DEMARTIAL (Henri), *, conseiller à la Cour de Cassation, 16, rue Vavin, à Paris.

1875

MASBART DU BASTY (Edouard), ancien conservateur des hypothèques, à Saint-Léonard.

1875-1884

BONHOMME DE MONTÉOUT (Henri), ancien magistrat, aux Ombrais, près La Rochefoucauld (Charente).

BOSVIEUX (Paul), conservateur des hypothèques, cité Vaudoit, 26, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

1877

AUBUSSON DE SOUBREBOST (Edouard), 98, rue de Varennes, Paris.

MONTCHEUIL (Paul de), au château de Montcheuil, près Nontron (Dordogne).

MONTVAILLER (Paul de), avocat, à Confolens (Charente).

1878

DUJARRIC-DESCOMBES (A.), I. P. 49, licencié en droit, ancien notaire, vice-président de la Société historique du Périgord, 9, rue de Paris, à Périgueux.

1879

RANCOGNE (de), chez M. Verdeau, rue des Bezines, à Angoulême (Charente).

MM.

1882

BEATHOMIER (Georges), avocat, au château de St-Germain-Beaupré (Creuse),
et à Neuilly-sur-Seine, 16, rond-point Maillot.

SENNEVILLE (G. DE), *, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, 88,
rue de Grenelle, à Paris.

1884

RUBEN (Emile), imprimeur-libraire, à Charleville (Ardennes).

1885-1894

GUIONNET (Paul-André), à Aix-sur-Vienne (Haute-Vienne).

1886

** CHAMPEVAL DE VYERS (Jean-Baptiste), avocat, à Bourgneuf (Creuse).

1888

BELLET (J.-B.), agent d'assurances, à La Souterraine (Creuse).

MAZET (Albert), A 4), architecte, boulevard des Batignolles, 26, à Paris.

** RUPIN (Ernest) *, I P. 4), président honoraire de la Société scientifique,
historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

TERRES (Emile DES), inspecteur général de la Compagnie d'Assurances
générales, à Bordeaux, 16, rue Ducau, et à Bellac, rue du Coq.

THOMAS-DURIS (D^r René), à Bugeat (Corrèze).

1889

GONDINET (Michel) *, avocat, docteur en droit, 12, rue Matignon, Paris.
DULAU et C^{ie}, libraires, 37, Soho-Square, à Londres (2).

1890

** ALEXIEFF (Son Excellence le comte Georges D^r), G. C. ✕, maître de la
Cour de S. M. l'Empereur de Russie, tuteur honoraire, rue Sergueievskaya,
40-42, Saint-Petersbourg.

CARS (le duc L. DES), 80, rue de Lille, Paris.

1891

BEAUCHESNE (marquis DE), vice-président de la Société historique et archéo-
logique du Maine, maire de Souvigné, au château de la Roche-Talbot,
par Sablé (Sarthe), et 8, avenue Marceau, Paris.

1893

ASHER et C^{ie}, libraires, 13, Unter den Linden, Berlin.

LENORMAND (Louis), architecte, 2, impasse de Conti, Paris.

MM.

1896

ALBERT (Dr Prosper), médecin principal de l'armée en retraite, 37, chemin du Vivier, à Chublac, par Amplepuis, près Lyon.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, 43, rue de Bourdeilles, à Périgueux.

1898

ARBELLOT (Albert), receveur des Finances, à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).
ARBELLOT DU REPAIRS (Emile), receveur des Finances, à Marennes (Charente-Inférieure).

FOUCAUD (François), comte du DAUGNON, château d'Offanengo (Lombardie).

MAUMY (Fr.), avocat, 76, rue N.-D. des Champs, Paris.

1899

STECHEBT, libraire, 76, rue de Rennes, à Paris.

1900

LOPEZ PELAEZ (D. ANTONIN), évêque de Jacca (Espagne).

1901

LANGLADE (A.), rue de la Mairie, 29, Boulogne-sur-Seine.

MEYNIEUX (P.), licencié ès lettres, Palais de Justice, à Saint-Etienne.

1902

VALADEAU (P.), instituteur, à Saint-Priest-la-Feuille (Creuse).

1903

FAGE (André), architecte, avenue Kléber, 71, Paris.

LABROUHE DE LA BORDERIE (Fernand DE), avocat à la Cour d'appel, 5 bis, boul. Victor Hugo, Limoges.

POUQUET, docteur en médecine, 8, rue du Pré-aux-Clercs, Paris.

1904

DE SAZILLY (René), au château de Curzac, par Saint-Germain-les-Belles, (Haute-Vienne).

1905

LYON (Ernest), avocat, square Maubeuge, 3, Paris.

VANDERMARCO (V.-L.), avocat, 46, rue de Téhéran, Paris.

1907

AULAGNE (l'abbé), vicaire à Saint-Pierre-de-Chaillet, 4, rue Debrousse, Paris.

GERMAIN (Charles), empl. C^e d'Orléans, pl. du Champ-de-Foire, Guéret (Creuse).

LABORDERIE, entrepreneur de travaux publics, à Marne-la-Coquette, par Ville-d'Avray (Seine-et-Oise), et à Lacombe, par Ambazac.

MN.

1908

CORBIER (le baron Luc de), château de Saint-Martin-Sepert, par Lubersac (Corrèze).

FAULTE DE VANTEAUX (Le général Georges) (C. ✱, ✕), rue Jean Soula, 84, Bordeaux.

GAUMY (Pierre), 8, avenue d'Orléans, Paris.

JACQUET (Lucien) ✱, docteur en médecine, 30 bis, rue Daru, Paris.

ROFFIGNAC (M^{me} la comtesse Martial de), château de Castel-Fadèze, par Périgueux.

SAVOYANT (l'abbé Pierre), curé du Chauchet, par Peyrat-la-Nonière (Creuse).

VIDAUD, comte DU DOGNON DE POMERAIT (Joseph-Paul), 33, boulevard Lannes, Paris.

Etablissements auxquels la Société envoie ses publications :

Ministère de l'Instruction publique, à Paris.

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, à Paris.

Bibliothèque communale de Limoges.

Archives départementales de la Haute-Vienne.

Grand-Séminaire de Limoges.

Ecole normale d'instituteurs, à Bellevue, près Limoges.

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

Aisne :

Société Historique et Archéologique, à Château-Thierry.
Société Archéologique, Historique et Scientifique, à Soissons.

Algérie :

Société Historique algérienne, à Alger.
Société Archéologique, à Constantine.

Allier :

Société d'Emulation de l'Allier, à Moulins.

Aube :

Société Académique de l'Aube, à Troyes.

Aveyron :

Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.

Bouches-du-Rhône :

Société de Statistique de Marseille.
Annales de l'Université (à la Bibliothèque d') Aix-en-Provence.

Calvados :

Société française d'Archéologie pour la conservation et la description des monuments, (siège à Caen).

Cantal :

Revue de la Haute-Auvergne, à Aurillac.

Charente :

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

Charente-Inférieure :

Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.

Cher :

Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

Corrèze :

Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, à Tulle.
Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze, à Brive.

Côte-d'Or :

Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Dijon.

Creuse :

Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.

Dordogne :

Société Historique et Archéologique du Périgord, à Périgueux.

Doubs :

Société d'Emulation du Doubs, à Besançon.

Société d'émulation, à Montbéliard.

Eure-et-Loir :

Société Dunoise, à Châteaudun.

Finistère :

Société Académique, à Brest.

Gard :

Académie du Gard, à Nîmes.

Société scientifique et littéraire, à Alais.

Garonne (Haute-) :

Académie des Jeux Floraux, à Toulouse.

Société Archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Gironde :

Société Archéologique, à Bordeaux.

Hérault

Académie des Sciences et Lettres, à Montpellier.

Revue des Langues Romanes, à Montpellier.

Société archéologique, à Montpellier.

Ile-et-Vilaine :

Société Archéologique, à Rennes.

Indre :

Société Académique du Centre, 110, rue Grande, à Châteauroux.

Indre-et-Loire :

Société Archéologique de Touraine, à Tours.

Isère :

Académie Delphinale, à Grenoble.

Landes :

Société de Borda, à Dax.

Loir-et-Cher :

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois, à Vendôme.

Loire :

Société d'Agriculture, Industrie, Sciences, Arts et Belles-Lettres, à St-Etienne.

Loire (Haute-) :

Société Agricole et Scientifique de la Haute-Loire, au Puy.

Loire-Inférieure :

Société Archéologique, à Nantes.

Loiret :

Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.

Lot :

Société des Etudes Littéraires, Scientifiques et Artistiques du Lot, à Cahors.

Lot-et-Garonne :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Agen.

Maine-et-Loire :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Maine-et-Loire, à Angers.

Marne :

Société Archéologique, à Châlons-sur-Marne.

Académie des Lettres, Sciences et Arts, à Reims.

Meurthe-et-Moselle :

Académie de Stanislas, à Nancy.

Morbihan :

Société Polymathique du Morbihan, à Vannes.

Nord :

Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.

Société pour l'encouragement des Sciences, Lettres et Arts, à Dunkerque.

Oise :

Société académique d'Archéologie, Sciences et Arts, à Beauvais.

Comité Archéologique, à Senlis.

Pas-de-Calais :

Académie des Sciences, Lettres et Arts, à Arras.

Société Académique, à Boulogne-sur-Mer.

Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

Puy-de-Dôme :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts (à la Bibliothèque de Clermont-Ferrand).

Société des Amis de l'Université d'Auvergne, à Clermont-Ferrand.

Pyrénées (Basses-) :

Société des Sciences, Lettres et Arts, à Pau.

Rhône :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Lyon.

Bulletin historique du diocèse de Lyon.

Saône-et-Loire :

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres, à Mâcon.

Société Eduenne, à Autun.

Sarthe :

Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.

Savoie :

Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, à Chambéry.

Savoie (Haute-) :

Société Florimontane, à Annecy.

Seine :

Société des Antiquaires de France, à Paris.

Société Française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.

Société Indo-Chinoise, à Paris.

Lemousi, revue franco-limousine, organe des associations limousines de Paris.

Seine-et-Marne :

Société Historique et Archéologique du Gâtinais, à Fontainebleau.

Seine-et-Oise :

Société Archéologique, à Rambouillet.

Société de l'histoire de Versailles, à Versailles.

Seine-Inférieure :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Rouen.

Sèvres (Deux-) :

Société de Statistique, Sciences et Arts des Deux-Sèvres, à Niort.

Revue épigraphique (direction à Saint-Maixent).

Somme :

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Amiens.

Société d'Emulation, à Abbeville.

Tarn-et-Garonne :

Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.

Var :

Société d'Études Scientifiques et Archéologiques, à Draguignan.

Académie des Arts du département du Var, à Toulon.

Vienne :

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Vienne (Haute-) :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Limoges.

Société Gay-Lussac, à Limoges.

Société botanique et Revue scientifique, à Limoges.

Société des Amis des Sciences et des Arts, à Rochechouart.

Yonne :

Société des Sciences Historiques et Naturelles de l'Yonne, à Auxerre.

Société Archéologique, à Sens.

Allemagne :

Société historique d'Aix-la-Chapelle (*Aachener Geschichtsverein*).

Neue Heidelberger Jahrbuecher (Bibliothèque de l'Université, Heidelberg).

Belgique :

Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, à Bruxelles.

Académie royale d'Archéologie, à Anvers.

Société des Bollandistes, 775, boulevard Militaire, Bruxelles.

Les RR. PP. Bénédictins, à Maredsous.

Cercle Archéologique de Mons.

Revue Mabillon, à Chevetogne, par Leignon.

Russie :

Commission impériale d'Archéologie de Saint-Pétersbourg.

Académie impériale de Saint-Pétersbourg.

Suède :

Académie royale d'Histoire et des Antiquités, et Musée National (*Kongl. vitterhets Historie och Antiquitets Akademien*) de Stockholm.

Suisse :

Société neuchâteloise de géographie, à Neuchâtel.

Société historique et archéologique de Bâle (*Historische und antiquarische Gesellschaft*).

États-Unis de l'Amérique du Nord :

Société Smithsonian, à Washington.

TABLE SYNOPTIQUE

TRAVAUX

	Pages
Discours d'installation de M. Camille Jouhanneau, président de la Société	5
Le dolmen du Breuil, par M. René Fage.....	14
Dolmens et druides. Le dolmen du Breuil, par M. Franck Delage	17
Histoire de l'abbaye de Grandmont (<i>suite</i>), par M. le chanoine A. Lecler.....	44, 431
Les tapisseries d'Aubusson au XIX ^e siècle, par M. Cyprien Pérathon	95
Pierre-Etienne Ventenat et le Lycée de Limoges, par MM. Louis de Nussac et Franck Delage.....	107
Catalogue des Artistes limousins, par M. Louis Guibert	119
Inventaire sommaire des registres paroissiaux du Vigen, de 1670 à 1792, par M. André Demartial	210
Géographie historique du Limousin (Creuse, Haute-Vienne, Corrèze), depuis les origines jusqu'à nos jours, par M. Alfred Leroux.....	303
La Bardeyche du clocher de Saint-Léonard et les marchés d'ouvrages de 1467 à 1473, par M. René Fage.....	498
L'habillement et l'équipement du régiment de Saint-Germain-Beaupré, de 1702 à 1714, par M. Roger Drouault.....	515

COMMUNICATIONS DIVERSES

Les consuls de la Cité de Limoges en 1418, par M. A. Thomas..	526
L'art français à la fin du moyen âge et les mises au tombeau, par M. le chanoine A. Lecler.....	528
Lettres ornées et figurines des XIV ^e et XV ^e siècles, par M. Paul-Laurent Courtot.....	533
Camille Chabaneau, par M. Antoine Thomas.....	540

DOCUMENTS

Documents sur le canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles, publiés par M. Roger Drouault.....	252
Registre de famille de Pierre Paignon, notaire et praticien à Saint-Yrieix, contenant une relation des troubles de Guyenne (1539-1550), publié par M. Alfred Leroux.....	544
Une correspondance inédite de M. de Tourny, Intendant de la Généralité de Limoges, en 1740, publiée par M. A. Demartial..	550
Documents relatifs au commerce et à l'industrie dans la Généralité de Limoges. Procès-verbaux du Conseil du commerce (1730-1787), publiés par M. Ernest Lyon.....	574
Documents des Archives nationales relatifs à la Généralité de Limoges. Contrôle général des finances, correspondance des intendants (1678 à 1687), publiés par M. Ernest Lyon.....	588
Vente faite à Guy de Rancon, chevalier, par Guillaume Lavaud de Berberide, chevalier, d'une rente de six livres (1285), publ. par M. le chanoine A. Lecler.....	590
Lettre adressée par le roi Louis XIII à son cousin le duc de Ventadour, pair de France, gouverneur et lieutenant-général en Limousin, pour l'informer de la prise de Bapaume (1641), publ. par M. Joseph Boulaud.....	593
Requête de M. de Verthamont, baron de Chalucet, pour être autorisé à bâtir une chapelle domestique en sa terre de Chalucet. Bénédiction de cette chapelle (1706), publ. par M. Alfred Leroux.....	594
Contrats d'apprentissage de Maureil Bertrand, cartier, et de Philibert Lejeune, boulanger (1735), publ. par M. A. Demartial	598
Relation du transfert des ossements de Mgr de Lafayette, de MM. Pierre Mercier et Maledent de Savignac (1908), publ. par M. Aubert Berger.....	599

CHRONIQUE

Inauguration du monument Louis Guibert.....	602
---	-----

NÉCROLOGIE

M. Louvrier de Lajolais, par M. Camille Jouhannaud.....	297
---	-----

GRAVURES

Châsse contenant les reliques de saint Etienne de Muret portée par deux évêques, dessin de M. Louis Guibert.....	48
Chapelle grandmontaine de Trézens.....	80
Sceau et contre-sceau d'Aymeric Guerrut, archevêque de Lyon, inhumé à Grandmont.....	459
Lettres ornées des XIV ^e et XV ^e siècles, dessin de M. P.-L. Courtot	535
Figurines des XIV ^e et XV ^e siècles, dessin de M. P.-L. Courtot..	537
Monument Louis Guibert, photographie Sauvadet	603
Monument Louis Guibert, dessin de M. Jules Tixier	607

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 28 janvier 1908.....	610
— du 25 février —	616
— du 31 mars —	621
— du 28 avril —	626
— du 26 mai —	631
— du 30 juin —	638
— du 28 juillet —	643
— du 27 octobre —	647
— du 24 novembre —	653
— du 29 décembre —	658

TABLES

Table méthodique, par M. P. Ducourtieux.....	663
— par ordre alphabétique de matières, par M. P. Ducourtieux	670
— par ordre alphabétique d'auteurs, par M. P. Ducourtieux..	676
Relevé des ouvrages signalés ou offerts à la Société en 1908 ...	681
Liste des membres de la Société.....	682
Liste des Sociétés correspondantes	693

2

COLLECTIONS DU BULLETIN

Nous croyons être agréable à nos confrères en leur rappelant que la Société possède encore deux collections de son *Bulletin*, et que ces collections peuvent être acquises aux prix ci-après fixés par le Bureau :

1^{re} Collection complète (1846 à 1901, 1^{re} et 2^e séries), t. I à L. — Manquent : t. I, livr. 2 et 3; t. II, livr. 4; t. III tout entier; t. IV, livr. 2. — Prix. . . . 270 fr.

2^e Collection complète (1846 à 1901, 1^{re} et 2^e séries), t. I à L. — Manquent : t. I, livr. 2 et 3; t. II, livr. 4; t. III tout entier; t. IV, livr. 2; t. XXIII tout entier; t. LXIV, livr. 1; t. LXV, livr. 1. — Prix. . . . 240 fr.

La Société possède en outre et peut fournir quelques livraisons des autres tomes, indiquées sur le feuillet rouge encarté dans le tome LV.

Les envois seront faits contre remboursement.

Adresser les demandes à M. le Secrétaire général de la Société archéologique, Limoges.

Tarif des tirages à part

MM. les Auteurs des mémoires imprimés dans le *Bulletin* pourront en faire exécuter à leurs frais un tirage à part aux prix suivants, en prévenant les imprimeurs de la Société au moment de la remise de la copie :

La feuille, 16 pages, sans remise en pages, à cent exemplaires, 8 fr. — à cinquante exemplaires, 6 fr.

Les couvertures imprimées, avec ou sans liste d'ouvrages du même auteur à la quatrième page, à cent exemplaires, 6 fr. ; — à cinquante exemplaires, 4 fr.

Chaque carton de quatre pages, en sus d'une feuille, à cent exemplaires, 2 fr. ; — à cinquante exemplaires, 1 fr. 75.

Le titre et le faux-titre sont comptés comme un carton de quatre pages.

Le pliage et le brochage sont compris dans les prix ci-dessus, mais il y a à ajouter un supplément pour le brochage au-dessus de quatre feuilles.

Les frais de remaniements et de corrections provenant du fait des auteurs sont comptés en plus.

T. HALL, A. JAMES AND F. NICHOLSON, LONDON, ENGLAND

RETURN TO → CIRCULATION DEPARTMENT
202 Main Library

LOAN PERIOD 1	2	3
HOME USE		
4	5	6

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS

1-month loans may be renewed by calling 642-3405

6-month loans may be recharged by bringing books to Circulation Desk

Renewals and recharges may be made 4 days prior to due date

DUE AS STAMPED BELOW

JUL 21 1981 26

REC. CIR. JUN 10 1981 MRLF LIBRARY USE FEB 22 '90

INTER-LIBRARY LOAN

REC. CIR. JUN 9 1984
 UNIV. OF CALIF., BERK.

JUL 23 1985
 RECEIVED BY

SEP 3 1985

CIRCULATION DEPT.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY

FORM NO. DD6, 60m, 3/80 BERKELEY, CA 94720

GENERAL LIBRARY - U.C. BERKELEY



8000733567

800-S87